



DOCUMENTS OFFICIELS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
VINGT-HUITIÈME SESSION

DEUXIÈME COMMISSION

QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

COMPTES RENDUS ANALYTIQUES DES SÉANCES

19 SEPTEMBRE – 12 DÉCEMBRE 1973

NATIONS UNIES



DOCUMENTS OFFICIELS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
VINGT-HUITIÈME SESSION

DEUXIÈME COMMISSION

QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

COMPTES RENDUS ANALYTIQUES DES SÉANCES

19 SEPTEMBRE – 12 DÉCEMBRE 1973

NATIONS UNIES

New York, 1975

AVERTISSEMENT

Les *Documents officiels de l'Assemblée générale* pour une session donnée comprennent les comptes rendus des séances, les annexes à ces comptes rendus et les suppléments, certains documents spécialement désignés comme *Documents officiels* ainsi que la *Liste des délégations* et le *Répertoire des documents*. On trouvera dans ce répertoire et dans les fascicules d'annexes pertinents des renseignements concernant les autres documents, reproduits en offset ou sous forme miméographiée.

*
* *
*

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

ABREVIATIONS ET SIGLES

AID	Association internationale de développement.
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique.
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement.
Banque mondiale	
CAEM	Conseil d'aide économique mutuelle.
CEA	Commission économique pour l'Afrique.
CEAEO	Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient.
CEE	Commission économique pour l'Europe.
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine.
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance.
FMI	Fonds monétaire international.
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques.
OIT	Organisation internationale du Travail.
OMCI	Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.
OMM	Organisation météorologique mondiale.
OMS	Organisation mondiale de la santé.
ONU	Organisation des Nations Unies.
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.
OUA	Organisation de l'unité africaine.
PAM	Programme alimentaire mondial.
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement.
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement.
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
UNITAR	Institut de formation et de recherche des Nations Unies.

TABLE DES MATIERES

	Pages		Pages
Ordre du jour	X	1524 ^{ème} séance	
1514 ^{ème} séance		Jeudi 4 octobre 1973, à 16 h 35	
Mercredi 19 septembre 1973, à 20 h 55		DISCUSSION GENERALE (suite)	63
ELECTION DU PRESIDENT	1	1525 ^{ème} séance	
1515 ^{ème} séance		Vendredi 5 octobre 1973, à 12 h 5	
Mardi 25 septembre 1973, à 10 h 55		DISCUSSION GENERALE (suite)	70
DECLARATION DU PRESIDENT	1	1526 ^{ème} séance	
ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA		Vendredi 5 octobre 1973, à 15 h 20	
COMMISSION	2	DISCUSSION GENERALE (suite)	74
1516 ^{ème} séance		ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA	
Mercredi 26 septembre 1973, à 15 h 20		COMMISSION (suite)	79
HOMMAGE A LA MEMOIRE DE S. E. M.		1527 ^{ème} séance	
MIRCETA CVOROVIC, REPRESENTANT PERMANENT DE LA YUGOSLAVIE AUPRES DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES A GENEVE	4	Lundi 8 octobre 1973, à 10 h 40	
ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA		DISCUSSION GENERALE (suite)	80
COMMISSION	4	1528 ^{ème} séance	
DECLARATION DU SECRETAIRE GENERAL ADJOINT AUX AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES	5	Mardi 9 octobre 1973, à 10 h 50	
1517 ^{ème} séance		DISCUSSION GENERALE (suite)	86
Vendredi 28 septembre 1973, à 11 h 20		1529 ^{ème} séance	
ELECTION DES VICE-PRESIDENTS ET DU RAPPORTEUR	8	Mardi 9 octobre 1973, à 15 h 20	
DISCUSSION GENERALE	8	DISCUSSION GENERALE (fin)	94
1518 ^{ème} séance		1530 ^{ème} séance	
Vendredi 28 septembre 1973, à 15 h 45		Mercredi 10 octobre 1973, à 10 h 55	
DISCUSSION GENERALE (suite)	14	HOMMAGE A LA MEMOIRE DE M. WILFRED C. JENKS, DIRECTEUR GENERAL DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL	102
1519 ^{ème} séance		POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR : Examen de la situation économique et sociale de la région soudano-sahélienne victime de la sécheresse et mesures à prendre en sa faveur	
Lundi 1 ^{er} octobre 1973, à 11 heures		1531 ^{ème} séance	
DISCUSSION GENERALE (suite)	18	Mercredi 10 octobre 1973, à 15 h 20	
1520 ^{ème} séance		HOMMAGE A LA MEMOIRE DE M. WILFRED C. JENKS, DIRECTEUR DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL	108
Mardi 2 octobre 1973, à 10 h 45		POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR : Examen de la situation économique et sociale de la région soudano-sahélienne victime de la sécheresse et mesures à prendre en sa faveur (suite)	
DISCUSSION GENERALE (suite)	25	1532 ^{ème} séance	
1521 ^{ème} séance		Jeudi 11 octobre 1973, à 10 h 50	
Mardi 2 octobre 1973, à 15 h 15		POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR : Examen de la situation économique et sociale de la région soudano-sahélienne victime de la	
DISCUSSION GENERALE (suite)	37		
1522 ^{ème} séance			
Mercredi 3 octobre 1973, à 15 h 20			
DISCUSSION GENERALE (suite)	44		
1523 ^{ème} séance			
Jeudi 4 octobre 1973, à 10 h 45			
DISCUSSION GENERALE (suite)	52		

	Pages		Pages
sécheresse et mesures à prendre en sa fa- veur (<i>suite</i>)	115	1539^{ème} séance	
1533^{ème} séance		<i>Jeudi 25 octobre 1973, à 15 h 30</i>	
<i>Jeudi 11 octobre 1973, à 16 h 50</i>		POINT 48 DE L'ORDRE DU JOUR :	
POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR :		Organisation des Nations Unies pour le déve-	
Examen de la situation économique et sociale		loppement industriel (<i>suite</i>) :	
de la région soudano-sahélienne victime de la		a) Rapport du Conseil du développement in-	
sécheresse et mesures à prendre en sa fa- veur (<i>fin</i>)	122	dustriel;	
1534^{ème} séance		b) Deuxième Conférence générale de l'Organi-	
<i>Vendredi 12 octobre 1973, à 15 h 20</i>		sation des Nations Unies pour le développe-	
ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA		ment industriel : rapport du Directeur exé-	
COMMISSION (<i>suite</i>)		cutif.	156
POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR :		1540^{ème} séance	
Examen et évaluation des objectifs et des poli-		<i>Vendredi 26 octobre 1973, à 15 h 20</i>	
tiques de la Stratégie internationale du déve-		DECLARATION DU MINISTRE NEER-	
loppement pour la deuxième Décennie des		LANDAIS DE LA COOPERATION POUR	
Nations Unies pour le développement		LE DEVELOPPEMENT	168
Création d'un groupe de travail de l'examen		POINT 48 DE L'ORDRE DU JOUR :	
et de l'évaluation	124	Organisation des Nations Unies pour le déve-	
1535^{ème} séance		loppement industriel (<i>suite</i>) :	
<i>Vendredi 19 octobre 1973, à 11 h 5</i>		a) Rapport du Conseil du développement in-	
POINT 47 DE L'ORDRE DU JOUR :		dustriel;	
Institut des Nations Unies pour la formation et		b) Deuxième Conférence générale de l'Organi-	
la recherche : rapport du Directeur général	128	sation des Nations Unies pour le développe-	
ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA		ment industriel : rapport du Directeur exé-	
COMMISSION (<i>suite</i>)	133	cutif.	170
1536^{ème} séance		1541^{ème} séance	
<i>Lundi 22 octobre 1973, à 10 h 50</i>		<i>Lundi 29 octobre 1973, à 10 h 55</i>	
POINT 47 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 48 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Institut des Nations Unies pour la formation et		Organisation des Nations Unies pour le déve-	
la recherche : rapport du Directeur général		loppement industriel (<i>suite</i>) :	
(<i>fin</i>)	134	a) Rapport du Conseil du développement in-	
1537^{ème} séance		dustriel;	
<i>Lundi 22 octobre 1973, à 15 h 20</i>		b) Deuxième Conférence générale de l'Organi-	
POINT 48 DE L'ORDRE DU JOUR :		sation des Nations Unies pour le développe-	
Organisation des Nations Unies pour le déve-		ment industriel : rapport du Directeur exé-	
loppement industriel :		cutif	179
a) Rapport du Conseil du développement in-		1542^{ème} séance	
dustriel;		<i>Mardi 30 octobre 1973, à 15 h 10</i>	
b) Deuxième Conférence générale de l'Organi-		POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR :	
sation des Nations Unies pour le développe-		Conférence des Nations Unies sur le commerce	
ment industriel : rapport du Directeur exé-		et le développement :	
cutif	142	a) Rapport du Conseil du commerce et du dé-	
ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA		veloppement	187
COMMISSION (<i>suite</i>)	148	1543^{ème} séance	
1538^{ème} séance		<i>Mercredi 31 octobre 1973, à 10 h 50</i>	
<i>Mercredi 24 octobre 1973, à 15 h 20</i>		POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR :	
POINT 48 DE L'ORDRE DU JOUR :		Conférence des Nations Unies sur le commerce	
Organisation des Nations Unies pour le déve-		et le développement (<i>suite</i>) :	
loppement industriel (<i>suite</i>) :		a) Rapport du Conseil du commerce et du dé-	
a) Rapport du Conseil du développement in-		veloppement	195
dustriel;		1544^{ème} séance	
b) Deuxième Conférence générale de l'Organi-		<i>Jeudi 1^{er} novembre 1973, à 15 h 20</i>	
sation des Nations Unies pour le développe-		ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA	
ment industriel : rapport du Directeur exé-		COMMISSION (<i>suite</i>)	203
cutif.	149	POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR :	
		Conférence des Nations Unies sur le commerce	
		et le développement (<i>suite</i>) :	
		a) Rapport du Conseil du commerce et du dé-	
		veloppement	203

	Pages		Pages
1545ème séance		POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR :	
<i>Vendredi 2 novembre 1973, à 10 h 45</i>		Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (<i>suite</i>) :	
POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR :		a) Rapport du Conseil du commerce et du développement	269
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (<i>suite</i>) :			
a) Rapport du Conseil du commerce et du développement	214		
1546ème séance		1553ème séance	
<i>Vendredi 2 novembre 1973, à 15 h 20</i>		<i>Vendredi 9 novembre 1973, à 15 h 20</i>	
POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 48 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (<i>suite</i>) :		Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (<i>fin</i>) :	
a) Rapport du Conseil du commerce et du développement	223	a) Rapport du Conseil du développement industriel;	
		b) Deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : rapport du Directeur exécutif	272
1547ème séance		POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR :	
<i>Lundi 5 novembre 1973, à 10 h 55</i>		Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (<i>suite</i>) :	
POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR :		a) Rapport du Conseil du commerce et du développement	276
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (<i>suite</i>) :			
a) Rapport du Conseil du commerce et du développement	233	POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR :	
POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR :		Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX]	
Université des Nations Unies : rapport du Secrétaire général	237	Fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles ..	280
1548ème séance			
<i>Mardi 6 novembre 1973, à 10 h 40</i>		1554ème séance	
POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR :		<i>Lundi 12 novembre 1973, à 10 h 50</i>	
Université des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	240	POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR :	
1549ème séance		Activités opérationnelles pour le développement :	
<i>Mardi 6 novembre 1973, à 15 h 20</i>		a) Programme des Nations Unies pour le développement;	
POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR :		b) Fonds d'équipement des Nations Unies;	
Université des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	245	c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;	
1550ème séance		d) Programme des Volontaires des Nations Unies;	
<i>Mercredi 7 novembre 1973, à 10 h 55</i>		e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;	
POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR :		f) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;	
Université des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	251	g) Programme alimentaire mondial	281
1551ème séance			
<i>Mercredi 7 novembre 1973, à 15 h 15</i>		1555ème séance	
POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR :		<i>Mardi 13 novembre 1973, à 10 h 50</i>	
Université des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (<i>fin</i>)	258	POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR :	
1552ème séance		Activités opérationnelles pour le développement (<i>suite</i>) :	
<i>Jeudi 8 novembre 1973, à 11 heures</i>		a) Programme des Nations Unies pour le développement;	
POINT 48 DE L'ORDRE DU JOUR :		b) Fonds d'équipement des Nations Unies;	
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (<i>suite</i>) :		c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;	
a) Rapport du Conseil du développement industriel;		d) Programme des Volontaires des Nations Unies;	
b) Deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : rapport du Directeur exécutif	267	e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;	
		f) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;	
		g) Programme alimentaire mondial	286

1556ème séance*Mardi 13 novembre 1973, à 15 h 20***POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR :**Activités opérationnelles pour le développement (*suite*) :

- a) Programme des Nations Unies pour le développement;
- b) Fonds d'équipement des Nations Unies;
- c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;
- d) Programme des Volontaires des Nations Unies;
- e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
- f) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
- g) Programme alimentaire mondial 294

1557ème séance*Mercredi 14 novembre 1973, à 15 h 15***POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR :**Activités opérationnelles pour le développement (*suite*) :

- a) Programme des Nations Unies pour le développement;
- b) Fonds d'équipement des Nations Unies;
- c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;
- d) Programme des Volontaires des Nations Unies;
- e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
- f) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
- g) Programme alimentaire mondial 305

1558ème séance*Jeudi 15 novembre 1973, à 10 h 50***POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR :**Activités opérationnelles pour le développement (*suite*) :

- a) Programme des Nations Unies pour le développement;
- b) Fonds d'équipement des Nations Unies;
- c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;
- d) Programme des Volontaires des Nations Unies;
- e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
- f) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
- g) Programme alimentaire mondial 319

1559ème séance*Vendredi 16 novembre 1973, à 10 h 55***POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR :**Activités opérationnelles pour le développement (*suite*) :

- a) Programme des Nations Unies pour le développement;
- b) Fonds d'équipement des Nations Unies;
- c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;
- d) Programme des Volontaires des Nations Unies;
- e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;

Pages

f) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;

g) Programme alimentaire mondial 328

Pages

1560ème séance*Vendredi 16 novembre 1973, à 15 h 5***POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR :**Activités opérationnelles pour le développement (*suite*) :

- a) Programme des Nations Unies pour le développement;
- b) Fonds d'équipement des Nations Unies;
- c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;
- d) Programme des Volontaires des Nations Unies;
- e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
- f) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
- g) Programme alimentaire mondial 337

1561ème séance*Lundi 19 novembre 1973, à 10 h 45***POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR :**Activités opérationnelles pour le développement (*suite*) :

- a) Programme des Nations Unies pour le développement;
- b) Fonds d'équipement des Nations Unies;
- c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;
- d) Programme des Volontaires des Nations Unies;
- e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
- f) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
- g) Programme alimentaire mondial 351

1562ème séance*Lundi 19 novembre 1973, à 15 h 10***POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR :**Activités opérationnelles pour le développement (*fin*) :

- a) Programme des Nations Unies pour le développement;
- b) Fonds d'équipement des Nations Unies;
- c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;
- d) Programme des Volontaires des Nations Unies;
- e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
- f) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
- g) Programme alimentaire mondial 358

ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA COMMISSION 364

1563ème séance*Mardi 20 novembre 1973, à 10 h 50***POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR :**

Programme des Nations Unies pour l'environnement :

- a) Rapport du Conseil d'administration;
- b) Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général 365

	Pages		Pages
1564ème séance		Mesures spéciales se rapportant aux besoins particuliers des pays en voie de développement sans littoral	424
<i>Mercredi 21 novembre 1973, à 15 h 20</i>		Rôle de la science et des technique modernes dans le développement des nations et nécessité de renforcer la coopération économique, technique et scientifique entre les Etats	424
POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR :		Fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles (fin)	425
Programme des Nations Unies pour l'environnement (suite) :		POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR :	
a) Rapport du Conseil d'administration;		Programme des Nations Unies pour l'environnement (suite) :	
b) Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général	374	a) Rapport du Conseil d'administration;	
		b) Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général	428
1565ème séance		ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA COMMISSION	431
<i>Jeudi 22 novembre 1973, à 10 h 40</i>		1570ème séance	
POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR :		<i>Mardi 27 novembre 1973, à 10 h 50</i>	
Programme des Nations Unies pour l'environnement (suite) :		POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR :	
a) Rapport du Conseil d'administration;		Programme des Nations Unies pour l'environnement (suite) :	
b) Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général	383	a) Rapport du Conseil d'administration;	
ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA COMMISSION	392	b) Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général	431
1566ème séance		1571ème séance	
<i>Vendredi 23 novembre 1973, à 10 h 35</i>		<i>Mardi 27 novembre 1973, à 15 h 15</i>	
POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Programme des Nations Unies pour l'environnement (suite) :		Programme des Nations Unies sur l'environnement (suite) :	
a) Rapport du Conseil d'administration;		a) Rapport du Conseil d'administration;	
b) Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général	393	b) Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général	439
ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA COMMISSION	402	POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR :	
1567ème séance		Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (suite)	
<i>Vendredi 23 novembre 1973, à 15 h 10</i>		Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au développement et à la coopération économique internationale ..	442
POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR :		Rôle de la science et des techniques modernes dans le développement des nations et nécessité de renforcer la coopération économique, technique et scientifique entre les Etats (fin)	443
Programme des Nations Unies pour l'environnement (suite) :		Mesures spéciales se rapportant aux besoins particuliers des pays en voie de développement sans littoral (suite)	444
a) Rapport du Conseil d'administration;		ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA COMMISSION	447
b) Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général	403	1572ème séance	
1568ème séance		<i>Jeudi 29 novembre 1973, à 15 h 30</i>	
<i>Lundi 26 novembre 1973, à 10 h 35</i>		POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR :	
POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR :		Programme des Nations Unies pour l'environnement (fin) :	
Programme des Nations Unies pour l'environnement (suite) :			
a) Rapport du Conseil d'administration;			
b) Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général	416		
1569ème séance			
<i>Lundi 26 novembre 1973, à 15 h 15</i>			
POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR :			
Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (suite)			
Fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles (suite)	422		

	Pages		Pages
a) Rapport du Conseil d'administration;		Mesures spéciales en faveur des pays les	
b) Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général	448	moins développés	467
POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR :		Plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement	468
Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (suite)	450		
Mesures spéciales se rapportant aux besoins particuliers des pays en voie de développement sans littoral (suite)	450	1575 ^{ème} séance	
Mesures visant à améliorer l'Organisation des travaux du Conseil		Lundi 3 décembre 1973, à 10 h 55	
Rapports sur les protéines		POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Exode du personnel qualifié des pays en voie de développement vers les pays développés	452	Examen et évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (suite)	468
Années internationales et anniversaires ...		POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Mesures spéciales se rapportant aux besoins particuliers des pays en voie de développement sans littoral (suite)		Réduction de l'écart croissant entre les pays développés et les pays en voie de développement (suite)	
1573 ^{ème} séance		1576 ^{ème} séance	
Vendredi 30 novembre 1973, à 10 h 45		Mardi 4 décembre 1973, à 10 h 55	
POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (suite)		Examen et évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (suite)	470
Mesures spéciales se rapportant aux besoins particuliers des pays en voie de développement sans littoral (fin)	456	POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Souveraineté permanente sur les ressources naturelles	460	Réduction de l'écart croissant entre les pays développés et les pays en voie de développement (suite)	
POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (suite) :		Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (suite)	
a) Rapport du Conseil du commerce et du développement	461	Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite)	474
POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR :		1577 ^{ème} séance	
Examen et évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (suite)	462	Mardi 4 décembre 1973, à 15 h 15	
POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Réduction de l'écart croissant entre les pays développés et les pays en voie de développement		Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (suite)	
1574 ^{ème} séance		Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite)	476
Vendredi 30 novembre 1973, à 15 h 25		ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA COMMISSION	483
POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR :		1578 ^{ème} séance	
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (fin) :		Mercredi 5 décembre 1973, à 15 h 30	
a) Rapport du Conseil du commerce et du développement	464	POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR :	
POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR :		Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (suite)	
Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (suite)		Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (fin)	483
Conséquences économiques et sociales du désarmement	466	Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au développement et à la coopération économique internationale (suite)	488
		Assistance à la Zambie	490

	Pages		Pages
Mesures spéciales en faveur des pays les moins développés	491	POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Souveraineté permanente sur les ressources nationales dans les territoires arabes occupés	492	Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (<i>fin</i>)	
1579^{ème} séance		Souveraineté permanente sur les ressources nationales dans les territoires arabes occupés (<i>fin</i>)	528
<i>Jeudi 6 décembre 1973, à 10 h 45</i>		1582^{ème} séance	
POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR :		<i>Lundi 10 décembre 1973, à 10 h 45</i>	
Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (<i>suite</i>)		POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Mesures spéciales en faveur des pays les moins développés (<i>fin</i>)	493	Examen et évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (<i>suite</i>)	
Souveraineté permanente sur les ressources nationales dans les territoires arabes occupés (<i>suite</i>)	496	Rapport du Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation (<i>fin</i>)	530
1580^{ème} séance		Evaluation quantitative des activités scientifiques et techniques liées au développement	536
<i>Vendredi 7 décembre 1973, à 10 h 55</i>		1583^{ème} séance	
POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR :		<i>Lundi 10 décembre 1973, à 15 h 10</i>	
Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (<i>suite</i>)		POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Souveraineté permanente sur les ressources nationales dans les territoires arabes occupés (<i>suite</i>)	501	Examen et évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (<i>fin</i>)	
Conséquences économiques et sociales du désarmement (<i>fin</i>)	502	Evaluation quantitative des activités scientifiques et techniques liées au développement (<i>fin</i>)	539
Le problème de la pauvreté des masses et du chômage dans les pays en voie de développement	502	Préparatifs en vue de l'examen et de l'évaluation, au milieu de la Décennie, de la Stratégie internationale du développement	541
POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR :		1584^{ème} séance	
Examen et évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (<i>suite</i>)		<i>Mercredi 12 décembre 1973, à 11 h 25</i>	
POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 105 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Réduction de l'écart croissant entre les pays développés et les pays en voie de développement (<i>fin</i>)		Convocation d'une conférence mondiale de l'alimentation sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies	543
Rapport du Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation	504	1585^{ème} séance	
1581^{ème} séance		<i>Mercredi 12 décembre 1973, à 15 h 30</i>	
<i>Vendredi 7 décembre 1973, à 15 h 15</i>		POINT 105 DE L'ORDRE DU JOUR :	
POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR :		Convocation d'une conférence mondiale de l'alimentation sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies (<i>fin</i>)	549
Examen et évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (<i>suite</i>)		PUBLICITE DONNEE AUX TRAVAUX DE LA DEUXIEME COMMISSION	549
Rapport du Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation (<i>suite</i>)	511	ACHEVEMENT DES TRAVAUX DE LA COMMISSION	550

ORDRE DU JOUR

[Note. — Les points de l'ordre du jour figurent dans l'ordre où ils sont énumérés dans la lettre, en date du 21 septembre 1973, adressée par le Président de l'Assemblée générale au Président de la Deuxième Commission (A/C.2/279). Le nombre qui figure entre crochets après l'énoncé de la question indique le numéro affecté à celle-ci dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.]

A sa 2123ème séance plénière, le 21 septembre 1973, l'Assemblée générale a décidé de renvoyer à la Deuxième Commission pour examen et rapport les points suivants de l'ordre du jour de la vingt-huitième session :

1. Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] [12].

[L'Assemblée générale a décidé de renvoyer également les chapitres V (section A), XXV et XXIX aux Troisième et Cinquième Commissions et le chapitre XXVIII à la Cinquième Commission.

L'Assemblée générale a également été d'avis : a) que le chapitre II (Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle) pourrait intéresser la Première et la Troisième Commission; b) que le chapitre III (Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement) pourrait intéresser la Troisième Commission et que la section G (Diffusion d'informations et mobilisation de l'opinion publique sur les problèmes du développement) du chapitre III pourrait intéresser également la Cinquième Commission; c) que le chapitre IV (Sécurité économique collective) pourrait intéresser la Première Commission; d) que la section D (Etude des structures régionales) du chapitre V pourrait intéresser la Troisième Commission; e) que le chapitre IX (Déficits alimentaires et besoins d'aide alimentaire que l'on peut prévoir pour l'avenir) pourrait intéresser la Troisième Commission; f) que le chapitre XIV (Population) pourrait intéresser la Troisième Commission; g) que le chapitre XVII (La mer) pourrait intéresser la Première Commission; et h) que la section B (Promotion du mouvement coopératif pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement) du chapitre XXI pourrait intéresser la Troisième Commission.

L'Assemblée générale a en outre été d'avis que la section B (Création d'une commission économique pour l'Asie occidentale) et la section E (Question de l'admission du Bangladesh à la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient) du chapitre V, qui a été renvoyé à la Cinquième Commission, pouvaient intéresser la Deuxième Commission.]

2. Examen de la situation économique et sociale de la région soudano-sahélienne victime de la sécheresse et mesures à prendre en sa faveur [101].
3. Examen et évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement [46].
4. Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche: rapport du Directeur général [47].
5. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel [48] :
 - a) Rapport du Conseil du développement industriel;
 - b) Deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : rapport du Directeur exécutif.
6. Activités opérationnelles pour le développement [49] :
 - a) Programme des Nations Unies pour le développement;
 - b) Fonds d'équipement des Nations Unies;
 - c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;
 - d) Programme des Volontaires des Nations Unies;
 - e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
 - f) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
 - g) Programme alimentaire mondial.

7. Programme des Nations Unies pour l'environnement [50] :
 - a) Rapport du Conseil d'administration;
 - b) Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général.
8. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement [51] :
 - a) Rapport du Conseil du commerce et du développement.

[L'Assemblée générale a décidé que l'alinéa *b*, intitulé "Confirmation de la nomination du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement" serait examiné directement en séance plénière.]

9. Université des Nations Unies : rapport du Secrétaire général [52].

A sa 2152ème séance plénière, le 12 octobre 1973, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire la question suivante à l'ordre du jour de sa vingt-huitième session et de la renvoyer à la Deuxième Commission pour examen et rapport (voir A/C.2/283) :

10. Convocation d'une conférence mondiale de l'alimentation sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies [105].

A sa 2156ème séance plénière, le 22 octobre 1973, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire la question suivante à l'ordre du jour de sa vingt-huitième session et de la renvoyer à la Deuxième Commission pour examen et rapport (voir A/C.2/284) :

11. Réduction de l'écart croissant entre les pays développés et les pays en voie de développement [108] :

L'Assemblée générale a également décidé de recommander que ce point soit examiné en même temps que le point 46 de l'ordre du jour.

A sa 2161ème séance plénière, le 31 octobre 1973, l'Assemblée générale a décidé de renvoyer à la Deuxième Commission les rapports relatifs aux points 48, 49, 50 et 52 de l'ordre du jour, à l'exception des parties de ces rapports qui concernent des questions administratives et budgétaires, qu'elle a décidé de renvoyer à la Cinquième Commission (voir A/C.2/286)¹.

¹ Pour le détail des parties des rapports renvoyées à la Cinquième Commission, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Cinquième Commission, ordre du jour*.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGT-HUITIÈME SESSION

DEUXIÈME COMMISSION

**Comptes rendus analytiques des 1514^e à 1585^e séances, tenues au Siège,
à New York, du 19 septembre au 12 décembre 1973**

1514^e séance

Mercredi 19 septembre 1973, à 20 h 55.

Président provisoire : M. Leopoldo BENITES (Equateur).

A/C.2/SR.1514

1. M. RANKIN (Canada) propose la candidature de M. Zewde Gabré-Sellassié (Ethiopie).
2. En l'absence d'autres propositions de candidature et conformément à l'article 105 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, le **PRESIDENT PROVISOIRE** proclame M. Gabré-Sellassié élu par acclamation.

M. Gabré-Sellassié (Ethiopie) est élu président par acclamation.

La séance est levée à 21 heures.

1515^e séance

Mardi 25 septembre 1973, à 10 h 55.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1515

Déclaration du Président

1. Le **PRESIDENT** souhaite aux membres de la Commission la bienvenue à la vingt-huitième session de l'Assemblée générale et les assure de sa volonté d'œuvrer avec eux pour rendre la session très fructueuse. Il rend hommage à son prédécesseur dans les fonctions de président, M. Rankin (Canada).

2. Au nom de la Commission, le Président souhaite la bienvenue aux représentants de trois nouveaux Etats Membres, la République démocratique allemande, la République fédérale d'Allemagne et le Commonwealth des Bahamas.

3. Il suggère que l'élection des membres du Bureau soit remise à plus tard afin de laisser davantage de temps pour des consultations.

Il en est ainsi décidé.

4. M. ZACHMANN (République démocratique allemande) remercie le Président pour ses paroles de bienvenue. L'admission de la République démocratique allemande à l'Organisation des Nations Unies, conformément aux principes de la Charte, lui donne l'occasion de contribuer de façon constructive aux efforts déployés pour résoudre les problèmes complexes qui se posent à l'Organisation, en particulier la large gamme des problèmes économiques et sociaux. Le Gouvernement de la République démocratique al-

lemande a déjà manifesté sa volonté d'offrir une contribution constructive, au sein de la CEE, de la CNUCED, du Conseil d'administration du PNUE et des institutions spécialisées.

5. M. ROUGET (République fédérale d'Allemagne) dit que sa délégation est reconnaissante de l'accueil chaleureux qui lui a été réservé et qu'elle se propose de faire une contribution positive aux travaux de la Commission, dans un esprit de compromis et de compréhension mutuelle. Sa délégation a suivi avec un vif intérêt les efforts visant à rationaliser les travaux du Conseil économique et social et, partant, de la Deuxième Commission.

Organisation des travaux de la Commission
(A/C.2/279, A/C.2/L.1285 et Corr.1, A/C.2/L.1286)

6. Le PRESIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que la Commission accepte le plan proposé pour ses travaux dans le document A/C.2/L.1285 et Corr.1.

Il en est ainsi décidé.

7. M. VAN GORKOM (Pays-Bas) dit que la Commission devrait étudier la façon dont elle examinera le point qui, de l'avis de sa délégation, est le plus important de l'ordre du jour : l'examen et l'évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (point 46). A sa cinquante-cinquième session, le Conseil économique et social a établi un groupe de travail qui a rédigé un document sur ce sujet; le Conseil n'a pas été en mesure de se mettre d'accord sur le contenu de ce document et, par sa résolution 1827 (LV), il l'a transmis pour examen à l'Assemblée générale. Le représentant des Pays-Bas suggère que la Commission établisse dès que possible un groupe officieux, ouvert à tous, chargé d'examiner le document de travail ainsi que tout amendement que les délégations pourraient présenter. De l'avis de la délégation néerlandaise, il est de la plus haute importance que la Commission se mette d'accord sur le contenu de ce document à la session en cours. M. van Gorkom demande au Secrétariat si le groupe de travail de l'examen et de l'évaluation envisagé pourrait disposer de services de conférence; si tel n'est pas le cas, on pourrait chercher une autre solution.

8. M. BRITO (Brésil) ne s'oppose pas à la suggestion faite par le représentant des Pays-Bas, mais il pense que la Commission voudrait peut-être envisager une solution moins formelle, étant donné que certaines délégations auraient des difficultés à participer à un groupe de travail officieux qui se réunirait en même temps que la Commission. Les délégations auront l'occasion d'exprimer leurs points de vue sur le point 46 au début de la session, au cours de la discussion générale, et une fois encore en novembre. La meilleure solution consisterait sans doute à commencer la discussion générale, ce qui permettrait de dégager la position des Etats Membres à l'égard de l'opération d'examen et d'évaluation. La Commission pourrait ensuite décider, au cours de la troisième semaine de la session, quelle suite donner à la suggestion des Pays-Bas.

9. M. HAMID (Soudan) dit que les pays en voie de développement s'intéressent particulièrement à l'opération d'examen et d'évaluation car ils ont été

déçus par les résultats réalisés jusqu'alors dans l'application de la Stratégie internationale du développement. Certains pays n'ont pas participé à la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social non plus qu'à l'élaboration du document de travail. Cette question devrait par conséquent être prioritaire et devrait servir de thème pour la discussion générale.

10. Le représentant du Soudan convient qu'il faudrait établir sans tarder un groupe de travail ouvert à tous qui se réunirait pendant la discussion générale. La Commission pourrait ensuite examiner les conclusions du groupe après la discussion générale.

11. M. RANKIN (Canada) appuie les suggestions faites par les représentants du Soudan et des Pays-Bas.

12. M. DIALLO (Haute-Volta) dit que sa délégation, qui n'est pas membre du Conseil économique et social ni du Comité de l'examen et de l'évaluation, estime qu'il est prématuré de proposer la création d'un groupe de travail chargé d'évaluer l'application de la Stratégie internationale du développement; une proposition de ce genre devrait être faite après la discussion générale et après un examen préliminaire du point 46. La Commission devrait avoir la possibilité d'exercer pleinement ses responsabilités en la matière et ne devrait pas simplement servir de boîte à lettres pour le Comité de l'examen et de l'évaluation et pour le Conseil.

13. M. SHEMIRANI (Iran) dit que sa délégation, comme celle de la Haute-Volta, n'est membre ni du Conseil ni du Comité de l'examen et de l'évaluation. Elle convient que la question est l'une des plus importantes dont la Commission est saisie et qu'elle devrait être examinée en profondeur. Pour l'instant, il serait préférable d'engager des consultations officieuses pour se faire une idée de la position des diverses délégations, de façon à trouver une formule qui soit acceptable pour tous.

14. M. NDUNG'U (Kenya) dit que sa délégation n'est pas membre du Conseil économique et social, mais qu'elle a participé pleinement à l'opération d'examen et d'évaluation au sein des comités de session du Conseil et au sein du Comité de l'examen et de l'évaluation. Elle comprend par conséquent les difficultés des délégations qui n'ont pas participé à la discussion du document établi par le groupe de travail du Conseil.

15. Il faudrait commencer la discussion générale, au cours de laquelle les délégations pourraient évaluer les difficultés qui se sont manifestées au sein du groupe de travail et décider comment il convient d'agir.

16. M. ARVESEN (Norvège) partage, pour l'essentiel, l'avis des représentants des Pays-Bas et du Soudan, mais juge qu'il convient de tenir compte du point de vue d'autres délégations. De façon à gagner du temps, la question relative à l'examen et à l'évaluation devrait constituer le thème principal de la discussion générale, afin que les délégations n'aient pas à répéter, lors de l'examen du point 46, ce qu'elles ont déjà dit dans le cadre de la discussion générale. Lors de l'examen préliminaire du point 46, les membres de la Commission pourraient présenter des propositions concrètes concernant le document de travail transmis par le Conseil. La Commission pourrait décider ultérieurement si elle souhaite ou non établir un groupe de travail.

17. M. JOSEPH (Australie) appuie ces observations.

18. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission), répondant à une question posée par le représentant des Pays-Bas, dit que la Commission peut utiliser les services de conférence qui lui sont offerts, soit pour des séances officielles, soit pour des réunions officieuses, mais qu'il ne serait pas possible de tenir simultanément deux réunions auxquelles assisteraient tous les membres de la Commission. Toutefois, la salle du Conseil économique et social a été mise à la disposition de la Commission pour des réunions de groupes de travail et cette salle peut recevoir 50 délégations. D'une façon générale, elle est disponible tous les jours ouvrables, sous réserve de certaines restrictions résultant par exemple de réunions du Conseil de sécurité.

19. M. SHERMAN (Libéria) appuie les observations du représentant de la Haute-Volta. Les délégations auront certainement besoin d'un document d'information décrivant dans ses grandes lignes la Stratégie internationale du développement et précisant les objectifs et les politiques que la Commission est censée évaluer. Si ce document existe déjà, il devrait être distribué avant que ne commencent les débats relatifs à l'examen et à l'évaluation.

20. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) dit que le rapport du Conseil économique et social (A/9003) sera distribué bientôt. Afin de faciliter les travaux de la Commission, on distribuera séparément, sous couvert de notes du Secrétaire général¹, le texte de la résolution 1827 (LV), à laquelle est joint en annexe le document de travail sur l'examen et l'évaluation, ainsi que celui de la résolution 1762 (LIV), relative à l'établissement d'un fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles.

21. M. KITCHEN (Etats-Unis d'Amérique) dit que la Commission a un calendrier très chargé d'après lequel trois semaines sont consacrées à l'opération d'examen et d'évaluation, comme on peut le voir dans la note du Président (A/C.2/L.1285 et Corr.1). La délégation des Etats-Unis convient qu'il serait souhaitable de procéder à un échange de vues préliminaire sur le sujet avant de prendre une décision quelconque concernant l'établissement d'un groupe de travail. Le programme de travail prévu dans la note du Président est quelque peu optimiste en ce qu'il ne prévoit que huit séances pour la reprise de la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social. L'ordre du jour de la reprise de la session est à peu près le tiers de l'ordre du jour de la première partie de la session, qui a duré six semaines et demie; il faudra donc probablement plus de huit séances pour terminer l'examen des questions à l'ordre du jour.

22. Etant donné ce calendrier très chargé, il serait difficile d'établir un groupe de travail qui n'est pas prévu dans le programme de travail. La délégation des Etats-Unis espère que les trois semaines prévues à cette fin suffiront pour terminer les débats sur l'examen et l'évaluation. Sinon, il pourrait être nécessaire de suspendre les réunions officielles de la Commission afin de pouvoir engager des consultations intensives. La délégation des Etats-Unis doute qu'il soit judicieux de réunir un groupe de travail ouvert à tous dans une salle qui ne peut recevoir qu'un peu plus du tiers des membres de la Commission; les résultats des discus-

sions du groupe devront être examinés ensuite par l'ensemble de la Commission et il vaudrait peut-être mieux, par conséquent, prendre dès maintenant des dispositions à cet effet.

23. M. ARUEDE (Nigéria) note que, selon le programme de travail, les points 101 et 46 devront tous les deux être examinés pendant la semaine du 8 au 12 octobre. Lorsque la discussion générale sera terminée, la Commission devrait, de l'avis de la délégation nigériane, passer immédiatement à l'examen de ces points et attendre d'avoir terminé l'examen préliminaire du point 46, à la fin de la semaine, pour prendre une décision concernant la création d'un groupe de travail.

24. Le PRESIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que la Commission décide d'attendre l'examen du point 46, pendant la semaine du 8 au 12 octobre, pour prendre une décision concernant le groupe de travail de l'examen et de l'évaluation envisagé.

Il en est ainsi décidé.

25. Le PRESIDENT dit que la Commission ne pourra exécuter son lourd programme de travail que si elle mène ses discussions avec le maximum d'efficacité. Il prie les membres de la Commission de coopérer avec lui pour lui permettre de s'acquitter efficacement des fonctions qui lui incombent en vertu de l'article 108 du règlement intérieur de l'Assemblée générale. Il appelle l'attention sur l'annexe V à ce règlement, qui reproduit les conclusions du Comité spécial pour la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée générale, approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 2837 (XXVI). Il demande instamment à tous les membres de la Commission de faire tout leur possible pour utiliser au mieux le temps imparti à la Commission, en faisant en sorte que les séances commencent à l'heure et en inscrivant leur nom le plus tôt possible sur la liste des orateurs pour les diverses questions. Conformément à la recommandation faite au paragraphe 69 de l'annexe V du règlement intérieur, le Président se propose de clore la liste des orateurs pour chaque question au plus tard après qu'un tiers des séances prévues pour l'examen de la question auront été tenues, ce qui permettra à la Commission de savoir combien de délégations se proposent de participer à la discussion de la question. Il arrive souvent que des séances soient levées très tôt parce que les projets de résolution sont déposés trop tard; à ce propos, il est recommandé, au paragraphe 87 de l'annexe V, que les projets de résolution soient déposés le plus tôt possible afin de conférer aux débats un caractère plus concret. Le travail de la Commission pourrait être facilité si on limitait le temps de parole des orateurs au cas où il apparaîtrait que le calendrier ne pourrait autrement être respecté. Le Président ne proposera toutefois pas de limiter ainsi le temps de parole au début de la discussion d'une question, et il ne le fera que s'il juge que cela servirait les intérêts des travaux de la Commission. Il souhaite appeler l'attention de la Commission sur la décision prise par l'Assemblée générale à sa 2123ème séance plénière sur la recommandation du Bureau (A/9200, par. 6 et 7), selon laquelle les délégations devraient exercer leur droit de réponse à la fin de la journée lorsque deux séances sont prévues pour la journée et que leurs interventions dans l'exercice de ce droit devraient être limitées à 10 minutes.

¹ Publiées le 26 septembre en tant que document A/C.2/L.1287 et A/C.2/L.1288.

26. L'expérience a montré que l'on peut gagner beaucoup de temps si les délégations cherchent à se mettre d'accord à l'aide de consultations officielles; ces consultations sont particulièrement utiles dans le cas de projets de résolution. Le Président est prêt à participer à ces consultations si l'on juge que sa participation peut être utile.

27. Le Président suggère qu'en règle générale la Commission ne se réunisse pas le lundi après-midi, afin de permettre aux groupes régionaux de se réunir. En l'absence d'objection, il considérera que la Commission accepte cette suggestion, étant entendu qu'elle pourra se réunir si elle le juge nécessaire.

28. Les membres du Bureau de la Commission passeront périodiquement en revue les progrès réalisés dans l'exécution du programme de travail et le Président tiendra la Commission au courant de leurs conclusions afin qu'elle puisse, si nécessaire, remédier à la situation. En conclusion, le Président annonce qu'il se propose de clore la liste des orateurs pour la discussion générale, le jeudi 27 septembre, à midi. La discussion commencera le mercredi 26 septembre.

29. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation acceptera la date proposée pour l'ouverture de la discussion générale à condition qu'un accord ait été réalisé à cette date concernant la nomination des membres du bureau des grandes commissions. Dans le cas contraire, la délégation soviétique proposera de remettre à plus tard la discussion générale, étant donné que la Commission

ne peut guère fonctionner efficacement sans vice-président ni rapporteur.

30. M. SHERMAN (Libéria) dit que la Commission ne peut attendre indéfiniment que la question soit résolue. Peut-être sera-t-il nécessaire de mettre aux voix le nom des candidats des divers groupes régionaux afin que la Commission puisse poursuivre ses travaux.

31. M. JOSEPH (Australie) dit que sa délégation n'a pas l'intention d'entrer dans une discussion pour savoir s'il serait bon que la Commission procède à un vote pour désigner les membres de son bureau. Toutefois, comme le représentant du Libéria, elle estime qu'il serait regrettable que la Commission doive retarder ses travaux simplement parce que cette question n'a pas été réglée.

32. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que le Président de l'Assemblée générale tient en ce moment des consultations avec les groupes régionaux concernant la désignation des membres des bureaux des grandes commissions; il faut espérer que ces consultations aboutiront sans tarder à une solution acceptable. M. Makeyev espère qu'aucune délégation n'insistera entre-temps pour qu'on procède à un vote pour désigner les membres du Bureau de la Commission car une procédure aussi contraire à la pratique habituelle créerait un climat de confrontation dès le début des travaux de la Commission.

La séance est levée à 12 h 5.

1516^e séance

Mercredi 26 septembre 1973, à 15 h 20.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1516

Hommage à la mémoire de S. E. M. Mirceta Cvorović, représentant permanent de la Yougoslavie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

1. Le PRÉSIDENT a le pénible devoir d'annoncer la mort de l'ambassadeur Cvorović, survenue inopinément la veille à Genève, où il exerçait les fonctions de représentant permanent de son pays auprès de l'Office des Nations Unies. Son décès prive l'Organisation des services d'un diplomate éminent qui ne comptait que des amis.

Sur l'invitation du Président, les membres de la Commission observent une minute de silence en hommage à la mémoire de S. E. M. Mirceta Cvorović, représentant permanent de la Yougoslavie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève.

2. M. ČABRIĆ (Yougoslavie) a été très touché par les condoléances exprimées par le Président au nom de la Deuxième Commission. La mort de M. Cvorović est à la fois une grande perte pour le Gouvernement yougoslave et l'Organisation des Nations Unies et une grande perte personnelle. M. Čabrić transmettra au Gouvernement et au peuple yougoslaves les marques de sympathie de la Commission.

Organisation des travaux de la Commission

3. Le PRÉSIDENT propose d'entamer la discussion générale en attendant que les consultations relatives à l'élection du Bureau de la Commission soient achevées.

4. M. MITINE (Union des Républiques socialistes soviétiques), appuyé par M. ZACHMANN (République démocratique allemande), déclare qu'il serait préférable de ne pas commencer les travaux avant de connaître le résultat des consultations.

5. M. JOSEPH (Australie), appuyé par M. DELIVANIS (Grèce) et M. MACKENZIE (Royaume-Uni), dit que, contrairement à la délégation de l'Union soviétique, la délégation australienne pense qu'il serait préférable de commencer immédiatement la discussion générale, vu l'ordre du jour très chargé de la Commission.

6. M. DIALLO (Haute-Volta) dit que la position de la délégation soviétique reflète l'opinion d'un groupe de pays qui s'estimeraient lésés si les travaux commençaient avant que le Bureau soit au complet. Néanmoins, la position de la délégation australienne n'est pas non plus sans mérite. A titre de compromis, M. Diallo propose d'écouter l'intervention du

Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales et de différer la suite des travaux.

7. M. VERCELES (Philippines) appuie la proposition du représentant de la Haute-Volta.

8. M. MITINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) reconnaît que l'ordre du jour de la Deuxième Commission est très chargé. Comme l'URSS a toujours cherché des solutions constructives, elle appuie la proposition du représentant de la Haute-Volta.

9. M. JOSEPH (Australie) remercie les représentants de la Haute-Volta et des Philippines de leurs propositions. Toutefois, il ne lui semble pas qu'il y ait une différence conceptuelle sensible entre le fait d'écouter l'intervention du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales ou celle de M. Frazão, président du Conseil économique et social, qui représente le Brésil et est inscrit sur la liste des orateurs.

10. M. FRAZÃO (Brésil) tient à préciser qu'il est inscrit sur la liste des orateurs en tant que représentant du Brésil et non pas en tant que président du Conseil économique et social.

11. M. OUDOVENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que l'expérience a montré qu'il arrivait parfois au Président de s'absenter. C'est pourquoi il est indispensable de résoudre la question de la composition du Bureau avant de commencer les travaux. Néanmoins, ce serait une bonne solution d'écouter l'intervention du Secrétaire général adjoint, ce qui permettrait de faire avancer les travaux.

12. Le PRÉSIDENT dit que, s'il n'y a pas d'objection, la Deuxième Commission écoutera le Secrétaire général adjoint.

Il en est ainsi décidé.

**Déclaration du Secrétaire général adjoint
aux affaires économiques et sociales**

13. M. DE SEYNES (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales) dit que la détente préside à l'ouverture des débats de l'Assemblée, suggérant pour le moment un climat politique nouveau plutôt qu'un programme concret. A la Deuxième Commission, organe économique et financier, il n'est pas difficile d'en définir le sens et le contenu. Les objectifs sont connus, incorporés et coordonnés dans une stratégie globale soumise à un processus d'évaluation et de contrôle, stratégie désormais renforcée et enrichie à la fois par le concept naissant de la sécurité économique collective et par l'élaboration d'une charte des droits et des devoirs des nations, attributs essentiels d'un ordre international nouveau.

14. Pour l'instant, les fruits les plus visibles de la détente dans les relations économiques ont été la croissance rapide des échanges commerciaux entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Pour se maintenir et s'amplifier, cette expansion exige que la détente se consolide et s'approfondisse car, dans les premières années au moins, les échanges entre l'Union soviétique et les Etats-Unis seront caractérisés par un déficit important pour l'Union soviétique, jusqu'à ce que les projets considérables dont la négociation est en cours aient atteint leur période de maturité. Le développement des échanges appelle une politique de crédits financiers dont le succès est souvent étroitement lié au climat politique. Rien ne pourrait

contribuer autant à l'épanouissement du climat nécessaire qu'un progrès dans la voie du désarmement, lié à de nouveaux programmes en faveur du développement.

15. Dans la mesure où le développement de ces courants bilatéraux stimule le taux d'expansion de deux économies géantes, il doit, de part et d'autre, conduire à une demande accrue pour les produits des pays tiers. C'est là que l'Organisation des Nations Unies doit intervenir, pour que la détente se manifeste rapidement par une coopération économique et technique accrue, systématiquement mise en œuvre à l'échelle mondiale et dans le cadre des objectifs des Nations Unies.

16. Il a rarement été aussi difficile d'analyser les phénomènes économiques car, plus qu'à l'ordinaire, il faut avoir à l'esprit des horizons temporels multiples. La détérioration de la situation alimentaire et l'inflation généralisée comportent en effet l'une et l'autre des éléments fondamentaux aussi bien qu'éphémères. Les caprices de la météorologie ne suffisent pas à expliquer les pénuries alimentaires et, malgré les avertissements répétés de la FAO, il y a eu de la part des gouvernements et de la communauté internationale de l'imprévision, de l'incompétence et un défaut de coordination élémentaire.

17. Si la production agricole est actuellement implantée dans des zones si vulnérables c'est qu'elle s'est trouvée peu à peu repoussée vers les terres plus fragiles sous l'effet de la croissance démographique. Ce n'est pas un phénomène qui puisse être corrigé rapidement. Même si les conséquences des événements de 1973 sont loin d'être effacées en 1974, de meilleures récoltes devraient au moins marquer la fin de la hausse insolite des prix alimentaires. Mais ceux-ci auront incité à développer les plantations au-delà des besoins de la consommation courante. C'est précisément ce moment qu'il faudrait saisir pour appliquer la politique de stocks minimum de sécurité préconisée par le Directeur général de la FAO dans le cadre de la sécurité économique collective.

18. Mais la demande alimentaire augmente à un rythme extraordinairement rapide, non seulement parce que la population mondiale continue de croître, mais parce que l'élévation des revenus personnels s'accompagne de changements dans les habitudes de consommation. Si l'on songe qu'il faut de deux à cinq fois plus de céréales pour produire, sous forme de viande, une ration calorique équivalant à celle que procure leur consommation directe, on peut entrevoir l'époque où l'Assemblée générale inscrira à son ordre du jour les paradoxes ruineux des schémas de consommation.

19. La situation agricole est l'une des causes majeures de la vague inflationniste qui déferle sur le monde depuis quelques mois. Mais la hausse des prix n'est pas limitée, il s'en faut de beaucoup, aux denrées agricoles. Elle affecte presque tout l'éventail des produits de base et elle est la plus spectaculaire de celles qui aient été enregistrées depuis les années 30. Elle est due en partie à la dépréciation du dollar et de la livre, car une vague d'achats spéculatifs de matières premières accompagne toujours une chute de confiance dans les principales devises. Des raisons plus accidentelles encore sont aussi discernables, mais surtout l'expansion de la demande dans les pays industriels a été, cette fois, synchronisée. En effet, depuis le milieu de 1972, la

coïncidence des cycles de la demande est totale et produit un accroissement vertigineux de la demande pour les produits de base. Les techniques de blocage et de contrôle des prix sont largement inopérantes lorsque la hausse est en grande partie le résultat de pénuries spécifiques. Par ailleurs, il est évident que les systèmes de surveillance, d'alerte et de prévision qui sont nécessaires, tantôt pour corriger les mécanismes du marché, tantôt pour leur permettre d'agir sans les entraves qui en faussent le jeu, n'ont pas fonctionné.

20. Il est vrai que l'expansion a favorisé, au moins temporairement, les pays en voie de développement. En fait, l'équilibre des marchés s'est renversé en leur faveur. La hausse des prix des produits de base est plus que suffisante pour effacer l'effet de la dépréciation des deux monnaies de réserve et compenser l'accroissement du coût des biens industriels achetés sur le marché mondial. Mais ces gains sont inégaux, et surtout ils sont précaires. Il n'y a rien d'étonnant à ce que les pays du tiers monde ne soient pas les derniers à souhaiter des perspectives moins incertaines et une croissance plus stable.

21. Même si les pénuries devaient se résorber rapidement, l'inflation, sous l'une ou l'autre de ses multiples incarnations, demeurera un sujet d'actualité. En outre, le défaut flagrant de planification de la part des entreprises et des gouvernements oblige à s'interroger sur la validité des mécanismes qui sont supposés assurer l'ajustement de la production aux besoins de la société. Des restrictions ou des contrôles ont parfois été imposés aux exportations, par décision unilatérale, prélude paradoxal à l'ouverture d'une négociation historique vouée à la libéralisation des échanges.

22. Pour qu'un système monétaire puisse fonctionner convenablement, il faut que les politiques suivies par les gouvernements créent l'environnement désirable. Et, en l'absence d'une autorité centrale régulatrice, cet environnement ne peut résulter que d'une meilleure coordination des politiques de conjoncture. Les politiques monétaires suivies par les gouvernements et les banques centrales sont plus décisives à l'heure actuelle pour la création d'un ordre international stable que ne le sont la composition de réserves monétaires, le choix ou la dénomination d'un numéraire, le marché de l'or, ou même la définition des critères régissant les changements de parité. Une attention excessive aux négociations au sein du Comité des Vingt du FMI et à la réunion annuelle commune de la BIRD et du FMI à Nairobi (24-28 septembre 1973) peut donc faire perdre de vue l'essentiel. Après tout, les taux de change flottants, même s'ils ne sont pour certains qu'une solution de transition, offrent au moins un répit utile, et les craintes formulées à leur égard se sont largement évaporées. Ils n'ont d'ailleurs pas freiné l'expansion exceptionnelle du commerce international, et les banquiers, les commerçants et même les pays exportateurs de produits de base ont réussi à s'y adapter.

23. Peut-être les gouvernements commencent-ils donc à mieux comprendre qu'ils poursuivent en fait essentiellement des objectifs parallèles de croissance dans l'équilibre, de chômage minimum, et qu'en tant que partenaires commerciaux il est plus important pour eux de promouvoir une économie mondiale vigoureuse que de s'accrocher à des taux de change qui ne reflètent pas les équilibres fondamentaux. Si la réforme

monétaire tant attendue est donc encore une fois différée, il n'y aura pas lieu de céder au découragement; par contre, de sérieuses craintes sont légitimes à l'égard des politiques nationales. Aucune politique nationale, quels que soient ses motifs, ne peut complètement négliger les exigences du fonctionnement de l'ordre international, et l'oubli ou la négligence constatés récemment de règles de conduite fondamentales à cet égard sont à déplorer; en effet, comme la conjoncture mondiale se trouve à un tournant, il faut un minimum d'accord sur les règles à suivre et un minimum de coordination quotidienne entre les principaux pays dont les décisions affectent l'ensemble du monde.

24. La nécessité de concilier le désir qu'ont les autorités nationales de conserver le contrôle de leur politique de conjoncture avec celui de ne pas laisser se désintégrer le système mondial justifie l'intervention des Nations Unies. Le débat monétaire doit être élargi pour inclure les normes de comportement compatibles avec un système international auxquelles devraient s'astreindre les gouvernements dans la poursuite de leurs objectifs nationaux. L'Organisation pourrait donc à cet égard contribuer à définir les grands principes d'une politique mondiale. Cette intervention de l'Organisation peut être entreprise sans violer les frontières juridictionnelles ou usurper les responsabilités qui sont établies par des traités internationaux.

25. La turbulence des événements courants ne doit cependant pas détourner la Deuxième Commission de ce qui doit être sa préoccupation majeure : l'évaluation de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement [résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale]. A ce propos, il convient de rappeler que, comme l'a dit le Comité de la planification du développement, "la cause du développement a perdu de son élan".

26. Cette première opération d'examen et d'évaluation est loin de se présenter dans des conditions idéales car, faute de temps, les données statistiques ne s'accompagnent pas d'une analyse sur l'évolution des politiques, les raisons des échecs et la persistance des obstacles. Or, les statistiques à court terme n'expriment pas nécessairement une tendance. Il eût été bon que l'on apprenne des pays en voie de développement eux-mêmes dans quelle mesure ils épousent dans la pratique les recommandations qui émanent désormais de la réflexion collective des organisations internationales. On le saura sans doute lors de la prochaine opération d'examen et d'évaluation, en 1975. Mais dès maintenant l'impression est forte que des changements d'orientation se produisent. Le concept d'"effort autocentré" (*self-reliance*) est plus qu'un signal de reconnaissance entre pays du tiers monde, il correspond aujourd'hui à une réalité statistique. Les regards dirigés sur le modèle chinois donnent à ce concept la validité qui vient de l'expérience. Un peu partout, les organes de planification et de gestion s'améliorent, et avec eux l'aptitude à élaborer les décisions économiques en fonction des ressources intérieures et de façon à refléter les priorités intérieures. Un plus grand nombre de pays sont aujourd'hui dans une position où ils peuvent envisager le financement extérieur comme un appoint — crucial

¹ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 5, par. 29.

sûrement dans certains cas — plutôt que comme un élément central dans la détermination de leurs efforts de développement.

27. Un trait important de la période écoulée depuis l'adoption de la Stratégie est sans doute l'élargissement du concept d'effort autocentré pour englober des groupes de pays voisins et, plus récemment, l'ensemble du tiers monde. Il y a là la possibilité d'une certaine redistribution des pions sur l'échiquier économique mondial, car la solidarité du tiers monde est aujourd'hui une notion plus réaliste qu'il y a quelques années.

28. Cette évolution aura donc certaines conséquences pour les programmes de coopération dont le système des Nations Unies a le contrôle. C'est par conséquent dans ce contexte que se pose la question des orientations et la composition nouvelle de programmes internationaux.

29. La disposition de la Stratégie qui mérite l'examen le plus approfondi est celle qui a trait à la science et à la technique. La technologie se trouve au centre même de beaucoup des progrès accomplis dans la performance économique et les conditions sociales du tiers monde. Elle se trouve également au centre des inégalités croissantes et des doutes éprouvés à l'égard des politiques et des modèles suivis jusqu'à présent. Elle est également au centre de la "détente" puisqu'elle n'est pas étrangère à l'affirmation nouvelle d'une mutualité d'intérêts entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Mais, contrairement à l'attitude adoptée dans les années 60, on se rend maintenant compte que le problème de la technologie est un problème complexe qui obéit à sa dynamique propre et ne se laisse pas facilement domestiquer. Malgré les remarquables travaux du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, on n'a pas eu la lucidité et l'élan nécessaires pour tracer les grandes lignes d'un programme coordonné d'analyse et d'action qui permette de mettre la technologie plus systématiquement au service du développement. On commence aujourd'hui à y voir plus clair grâce aux travaux entrepris au sein et en dehors de l'Organisation, notamment grâce à la contribution des milieux universitaires.

30. Contrairement à ce que l'on pouvait croire au début, la technologie n'est pas un bien qui, comme d'autres, s'acquiert librement sur des marchés à la fois ouverts et policés. Ce qui est tombé dans le domaine public représente une masse si considérable que l'accès en est malaisé. Quant à la technologie nouvelle, englobée souvent dans les entreprises où elle a pris naissance, elle est souvent difficilement identifiable. Ces caractéristiques se vérifient surtout dans le domaine de la technologie industrielle développée dans le cadre des sociétés multinationales qui en sont les principales créatrices, mais elles valent également de plus en plus pour l'agriculture et la santé qui sont désormais l'objet d'une technification toujours plus poussée. Il convient maintenant de découvrir dans quelles circonstances les détenteurs de la technologie contemporaine sont prêts à la transmettre indépendamment du capital, selon des arrangements qui laissent aux récipiendaires le contrôle des décisions touchant à la production et à la distribution. Cela n'est pas toujours aisé car la diversité des situations est considérable et toute généralisation est dangereuse. Cependant, tout porte à croire que les modalités contractuelles et juridiques de transfert des techniques

continuent de se diversifier, pour se modeler sur des circonstances socio-culturelles différentes et qu'un effort d'élucidation et d'information des Nations Unies pourrait accélérer les évolutions désirables.

31. Il conviendrait à ce propos de développer le rôle des institutions financières, tant publiques que privées, opérant sur le marché international.

32. Un problème différent mais tout aussi complexe que celui du transfert est le problème de la sélection des technologies optimales pouvant satisfaire à des circonstances sociales, économiques et culturelles données. Un peu partout des politiques de la science ont été définies, mais très rares sont les centres où s'élabore systématiquement une politique de la technologie sur la base d'un examen d'impact et de validité systématique. Les pays les plus avancés sont eux-mêmes sujets à des erreurs coûteuses, et il n'y a rien d'étonnant que ceux du tiers monde soient encore très peu équipés pour affronter ces problèmes. L'absence dans les pays du tiers monde d'une capacité nationale pour juger et décider dans ces domaines difficiles est un handicap majeur qui exprime par conséquent une lacune importante dans l'action internationale. Les décisions touchant au choix des techniques sont parmi les plus difficiles que les planificateurs aient à prendre, car elles exigent un personnel compétent et exercé, qui n'ait d'autre guide que l'intérêt du pays qu'il sert et qui pour cette raison doit être solidement implanté localement. En outre, une action concertée des pays en voie de développement dans ce domaine peut considérablement amplifier l'efficacité d'efforts individuels et permettre de franchir plus rapidement les étapes difficiles. L'entraide peut aussi s'exprimer dans le cadre plus vaste d'une action entreprise à l'échelon du tiers monde dans la perspective des récentes décisions prises par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés à Alger (5-9 septembre 1973).

33. Mais aucune action ainsi entreprise ne saurait exempter le système des Nations Unies d'une responsabilité qu'il a reconnue depuis 1963 sans véritablement l'assumer. S'appuyant sur sa sensibilisation aux besoins du tiers monde, le système des Nations Unies a mis au point le *Plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement*² qui définit les sphères où le tiers monde a un besoin criant de technique et de produits adaptés à ses conditions et qu'un effort global devrait contribuer à mettre au point.

34. Les directions dans lesquelles doit s'orienter le système des Nations Unies sont claires : il faut organiser l'accès aux techniques tombées dans le domaine public, améliorer la transmission de la technologie brevetée, étudier les conditions de transfert de la technologie "enclavée" dans les sociétés multinationales et promouvoir d'autres modalités là où elles sont possibles. Il faut d'autre part aider au développement rapide des capacités nationales d'évaluation et de sélection par l'étude et la mise au point de méthodologies fiables et par leur diffusion. Enfin, il faut entreprendre un effort régional et global systématique dans le cadre du Plan d'action mondial pour la recherche et le développement des techniques,

² Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.71.II.A.18/Rev.

des procédés et des produits adaptés aux conditions du tiers monde.

35. Il convient de s'interroger sur l'aptitude du système institutionnel et des procédures des Nations Unies à entreprendre une tâche à beaucoup d'égards différente de celles pour lesquelles il a été conçu. Ainsi le PNUD, qui aurait pu être l'instrument d'élection du Plan d'action mondial, ne possède pas les moyens d'action voulus. La conclusion presque inévitable qui se dégage de ces considérations est que, à l'égard de la coopération technologique, le système des Nations Unies ne dispose ni de l'organe d'animation et de coordination, ni des fonds spécialisés qu'il a paru possible d'établir dans d'autres domaines.

36. Il semble qu'actuellement une partie seulement des technologies rendues possibles par l'état des connaissances scientifiques se transforme en technologies utilisables. Il est clair que la distribution des ressources et des talents susceptibles d'être consacrés à cette transformation ne s'effectue pas aujourd'hui en fonction d'un ordre d'urgence établi par quelque consensus international. On voit au contraire des schémas d'initiation et de décision autonomes, mus tantôt par la dynamique propre de la science et de la technologie, tantôt par l'appétit de prestige national. Il en résulte des projets aux coûts énormes qui à aucun moment n'ont

été véritablement soumis à un processus démocratique et international de discussions conduites à la lumière d'une échelle des valeurs fondée sur les besoins humains.

37. Il faut donc se demander si la notion "d'examen d'impact" appliquée à l'échelle de la planète n'est pas un sujet où la responsabilité du système international se trouve peu à peu engagée.

38. Ainsi que l'a souligné M. Carillo-Flores, le Secrétaire général du Congrès de la population, à l'occasion du Colloque sur la population, les ressources naturelles et l'environnement qui se tient actuellement à Stockholm, la perspective de l'an 2000 nous force à reconnaître le caractère crucial des interactions qui de plus en plus vont gouverner l'évolution de la planète. Ces interactions exigent de la communauté une solidarité qui a encore beaucoup de peine à s'exprimer. La prise en charge du futur est une invitation à se débarrasser d'habitudes de pensée et d'action déjà très largement anachroniques. Cette notion d'un monde qui sera très différent doit insuffler à l'humanité une force nouvelle pour attaquer les problèmes brûlants du présent et donner à l'idéal de coopération le sens et les instruments d'une véritable communauté.

La séance est levée à 16 h 45.

1517^e séance

Vendredi 28 septembre 1973, à 11 h 20.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1517

Élection des vice-présidents et du Rapporteur

1. M. HOSNY (Egypte) propose d'élire M. Jan Arvesen (Norvège) au poste de vice-président.

M. Arvesen (Norvège) est élu vice-président par acclamation.

2. M. TARDOS (Hongrie) propose d'élire M. Luis González Arias (Paraguay) au poste de vice-président.

M. González Arias (Paraguay) est élu vice-président par acclamation.

3. M. SIDDIQ (Afghanistan) propose d'élire M. Chusei Yamada (Japon) au poste de rapporteur.

M. Yamada (Japon) est élu rapporteur par acclamation.

4. En sa qualité de président de la Commission à la vingt-septième session, M. RANKIN (Canada) félicite les membres du Bureau à l'occasion de leur élection.

Discussion générale

5. M. FRAZÃO (Brésil) dit que le lourd héritage d'un passé dont la structure reposait sur le colonialisme économique, l'exploitation commerciale et la détérioration des termes de l'échange a incité l'Organisation des Nations Unies à proclamer successivement deux décennies internationales du développement dont l'objectif final est d'établir la paix et la sécurité internationales par le biais du

développement économique et social et de la coopération internationale. Les résultats de la première Décennie ont été nettement décevants. La deuxième s'est inspirée de l'expérience et des échecs et omissions de la première; on a reconnu dans la Stratégie internationale du développement qui a été adoptée [résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale] que le développement devrait être l'objectif essentiel et il convient maintenant d'en évaluer les résultats.

6. On ne saurait guère contester que, d'une façon générale, l'économie mondiale a enregistré des progrès très nets en 1971 et 1972. L'affluence des pays développés, dans lesquels la menace de récession semble dissipée pour l'instant, a accéléré le processus de production industrielle, ce qui a provoqué une augmentation, en valeur absolue, du prix des matières premières fournies essentiellement par les pays en voie de développement. Toutefois, ces derniers ont du même coup importé des pays développés une inflation qui s'ajoute à la leur. Le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a déclaré à la séance précédente que la hausse des prix des produits de base est plus que suffisante pour effacer l'effet de la dépréciation des deux monnaies de réserve et compenser l'accroissement du coût des biens industriels achetés sur le marché mondial; il est toutefois le premier à admettre que cet équilibre est précaire.

7. Deux tendances apparaissent concurremment dans les relations économiques mondiales : l'apparition de

marchés plus fermés et la transformation du processus de production en un processus transnational. Il en résulte que la puissance internationale semble désormais détenue non plus seulement par les centres politiques reconnus mais aussi par les conglomérats qui possèdent des pouvoirs technologiques et économiques étendus. Il apparaît donc que le monde traverse actuellement une période de transition, et il est normal que ces nouvelles tendances provoquent une certaine perplexité dans bien des pays. Ils ne pourront la dissiper qu'après avoir étudié de près les options techniques et les structures de consommation qui correspondent le mieux à leurs objectifs nationaux.

8. Un des aspects les plus regrettables du début de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement est la disparité entre les progrès réalisés par les pays industriels d'une part et par les pays en voie de développement d'autre part. La position relative des pays les moins avancés n'a pas changé et le taux de croissance moyen du produit national brut de l'ensemble des pays en voie de développement était en fait inférieur en 1971 et 1972 à ce qu'il était à la fin de la première Décennie. La cause du développement mérite certainement de la part de la communauté internationale un engagement plus ferme. On ne saurait certes trop insister sur les responsabilités des pays en voie de développement eux-mêmes. Toutefois, c'est essentiellement au monde industrialisé qu'incombe la responsabilité du faible taux de développement de l'ensemble du monde. Comme l'a souligné le Secrétaire général adjoint, l'"effort autocentré" doit s'accompagner d'un effort de solidarité supplémentaire de la part de la communauté internationale; sinon, la cohérence même de la Stratégie serait détruite. La notion de sécurité économique collective doit donc, pour le représentant du Brésil, présider à l'établissement de la coopération économique internationale pour la Décennie en cours.

9. Il semble que la notion même de développement subisse en ce moment une modification profonde. Après l'idée de l'interdépendance entre le développement économique et le développement social, des considérations relatives à l'environnement sont apparues dans la planification globale du développement et l'on se préoccupe aussi d'une répartition plus équitable du revenu à l'intérieur des pays; cette préoccupation devrait d'ailleurs s'appliquer également à la répartition du revenu entre pays qui, en dernière analyse, pourrait bien constituer à cet égard un facteur déterminant. Il apparaît donc que la notion de développement ne peut être conçue comme un idéal statique.

10. Le Comité de la planification du développement s'est penché sur cette question, mais il a insisté sur l'idée de la répartition du revenu sans se rendre compte, semble-t-il, que cette répartition ne peut réussir que dans le contexte dynamique de mesures propres à susciter l'augmentation de la production, le plein emploi et un développement global. Ce souci dominant d'une justice distributive laisse sans réponse un certain nombre de questions cruciales; dans quelle mesure, par exemple, serait-il possible de renverser ou de modifier progressivement les tendances du progrès technologique qui, du fait qu'il remplace l'homme par la machine, tend à accentuer encore les disparités entre les niveaux de revenu? D'autre part, sera-t-il possible de mettre au point dans les pays en voie de

développement un processus d'industrialisation qui, en incorporant dans la population active une plus grande proportion de la population, en augmentera aussi le pouvoir d'achat effectif? Etant donné que la réponse à ces questions dépend dans une large mesure de la recherche et du progrès technologique, on peut alors se demander quel rôle doit revenir aux investissements étrangers dans la mise en place de moyens locaux de recherche et de développement. Peut-être d'ailleurs faudrait-il déterminer jusqu'à quel point l'assistance étrangère n'a pas elle-même contribué à figer en un schéma inéquitable les modalités de la division internationale du travail.

11. En prévision de l'examen qui sera fait en 1975 de la Stratégie internationale du développement, peut-être faudrait-il que l'Assemblée générale demande au Comité de la planification du développement, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, de charger un groupe spécial, composé d'analystes sociaux, de planificateurs économiques et de spécialistes des sciences politiques, d'essayer de répondre aux questions qui se sont dégagées des délibérations du Conseil économique et social et du Comité de la planification du développement.

12. S'il importe d'adapter constamment les instruments d'analyse et de planification pour tenir compte de l'apparition de réalités nouvelles, il ne faut pas pour autant négliger l'exécution des politiques et mesures énoncées dans la Stratégie, car elles constituent le minimum absolu de tout programme de développement. Il faut en même temps adopter de nouvelles politiques et de nouvelles mesures puisque l'expérience des premières années de la Décennie a montré que des ajustements étaient indispensables. Les résultats insuffisants obtenus pour l'ensemble des pays en voie de développement en 1971 et 1972 sont dus dans une large mesure à la quantité et à la qualité des mesures d'appui apportées par le monde industrialisé à leur apport national. Les pays développés pensent apparemment qu'une économie artificiellement compartimentée peut faire croître indéfiniment la prospérité, qui constitue une fin en soi. Selon cette attitude égoïste d'attachement à une affluence non partagée, toute politique de développement est faite d'initiatives fragmentaires, qui affaiblissent sensiblement — quand elles ne le neutralisent pas — l'effet de mesures sectorielles et qui vont à l'encontre d'une politique d'ensemble inscrite dans le cadre révisé de la coopération économique internationale et seule capable d'améliorer en termes réels la position concurrentielle des pays en voie de développement. Or, la crise monétaire et la nécessité évidente d'améliorer le système commercial international montrent bien qu'il est indispensable d'aborder les problèmes du développement d'une façon systématique.

13. C'est la dynamique intérieure de leurs économies qui devrait assurer aux pays en voie de développement l'augmentation rapide et nécessaire de leur part d'intervention dans les échanges internationaux. Or, l'augmentation du volume des échanges de ces pays ne sera possible que si des mesures d'aide sont prises en leur faveur dans le cadre d'une stratégie globale, en vue à la fois de corriger les défauts de leur structure interne et de leur faciliter l'accès aux courants vitaux de l'économie mondiale. Le développement du commerce de ces pays étant une des conditions de la

stabilité mondiale, il importe, dans les négociations commerciales multilatérales, de tenir compte de la nécessité de prendre les mesures voulues pour assurer voix au chapitre à tous les participants : la prospérité du commerce international en dépend. C'est là le seul moyen d'éviter les crises périodiques qui pour les pays riches sont nuisibles et pour les pays pauvres destructives. Il est donc indispensable d'élargir le système des préférences de manière à l'étendre au commerce des produits de base et des produits agricoles traités, tout en éliminant les clauses de sauvegarde. Il faut espérer que les négociations multilatérales engagées dans le cadre de la réunion ministérielle du GATT à Tokyo (12-14 septembre 1973) et les négociations sur la réforme du système monétaire international reprises à Nairobi, à l'occasion de la réunion annuelle commune de la BIRD et du FMI (24-28 septembre 1973), n'auront pas pour seul résultat de normaliser les relations entre pays industrialisés mais qu'il s'en dégagera des idées novatrices en matière de coopération économique internationale qui feront oublier les déceptions des trois premières années de la deuxième Décennie.

14. La première opération d'examen et d'évaluation d'ensemble de la Stratégie internationale du développement (point 46 de l'ordre du jour) sera pour l'Assemblée générale l'occasion de manifester l'intérêt avec lequel elle suit ces négociations et de leur conférer un caractère d'uniformité dans la conception. Il importera, dans cette opération, de souligner la nécessité d'assurer le lien voulu entre le financement du développement, le transfert des techniques, les échanges internationaux et les transports maritimes et de prendre les mesures de politique qui s'imposent. L'équilibre des intérêts auquel le Conseil économique et social a su parvenir à sa cinquante-cinquième session permet d'espérer un renforcement de la coopération économique internationale en faveur du développement.

15. Etant sorti de sa torpeur, le Conseil économique et social sera maintenant en mesure de jouer son rôle de coordonnateur des politiques — ce qui ne pourra qu'améliorer les activités sectorielles — et de devenir réellement, dans son domaine de compétence propre, un centre de dialogue et de négociation. A ses cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions, le Conseil a prouvé qu'il était capable de jouer son rôle à l'avantage de toutes les parties intéressées. Toutefois, plus important encore est le fait que les Etats Membres se soient rendu compte qu'ils pouvaient utiliser le Conseil comme instrument de négociation en vue d'arriver à un consensus dans les domaines cruciaux des relations économiques. Le Brésil a pris conscience des possibilités nouvelles qu'offre le Conseil économique et social; aussi a-t-il ratifié l'amendement à la Charte adopté par l'Assemblée générale [résolution 2847 (XXVI) du 20 décembre 1971] qui devra assurer l'augmentation du nombre de ses membres.

16. Soulignant la dimension mondiale des problèmes à résoudre, le représentant du Brésil attire l'attention de la Deuxième Commission sur le fait que si elle n'arrivait pas à un consensus sur les questions qui relèvent de la paix et de la sécurité économiques, les efforts déployés par les autres commissions de l'Assemblée générale seraient sapés et il deviendrait impossible de résoudre les problèmes dont dépendent la paix, la sécurité et la solidarité mondiales. Ayant pris pleinement conscience de cette dimension mondiale des pro-

blèmes, la délégation brésilienne a pris l'initiative, il y a trois ans déjà, de faire renaître la notion de sécurité économique collective. Cette notion traduit, en en faisant la synthèse, les aspirations vers un ordre mondial nouveau dans lequel le développement et l'expansion de tous les pays seraient vraiment possibles. La délégation brésilienne exprime l'espoir que le Conseil économique et social pourra examiner cette notion d'une manière approfondie et que, plus tard, il deviendra possible d'envisager de l'institutionnaliser. Le Ministre brésilien des relations extérieures a suggéré le 24 septembre dernier (2124ème séance plénière) d'étudier les moyens d'habiliter l'Organisation des Nations Unies à lancer des opérations de pacification ou de maintien de la paix dans le domaine économique afin de prévenir les crises ou d'y remédier. En examinant cette possibilité — sans pour autant empiéter sur le domaine de compétence des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies —, l'Organisation donnerait un caractère plus dynamique à ses travaux et rehausserait l'importance du rôle d'un de ses organes principaux, le Conseil économique et social.

17. M. Frazão rappelle pour conclure que des millions d'êtres humains manquent de nourriture, de logements, d'emplois et d'écoles; les modèles de coopération économique internationale devraient selon lui être constamment revus dans un esprit réaliste pour être sans cesse adaptés aux besoins des pays en voie de développement; les notions de planification et de gestion devraient être repensées à la lumière des progrès récents de la technique; il faudrait tenir compte de l'apparition de puissances économiques nouvelles sur la scène internationale de la production et de la consommation; il faudrait tirer tout le parti possible du climat actuel de détente et renforcer la coopération économique au service du développement mondial; il faudrait enfin assurer la sécurité économique collective par l'avènement d'une plus grande équité économique sur le plan mondial; ce sont là les grands problèmes qu'auront à résoudre les responsables de la génération présente et auxquels va maintenant s'atteler la Deuxième Commission. Puisse-t-elle se montrer à la hauteur de sa tâche !

18. M. JOSEPH (Australie) félicite le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales d'avoir attiré l'attention sur la détérioration de la situation alimentaire mondiale et indique que le gouvernement de son pays examine avec un vif intérêt la proposition du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis (2124ème séance plénière) tendant à organiser une conférence mondiale de l'alimentation en 1974 et la proposition très similaire formulée à Alger par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés (5-9 septembre 1973). Par ailleurs, ayant noté avec satisfaction l'intérêt accru qu'accordent les organismes des Nations Unies aux problèmes posés par la pauvreté des masses, le chômage et la répartition peu satisfaisante des revenus, l'Australie a décidé, d'une part, d'orienter de plus en plus son programme d'aide au développement vers les activités pouvant favoriser le développement social et créer des emplois nouveaux et, d'autre part, d'augmenter considérablement le volume de son aide. A ce propos, M. Joseph se plaît à souligner que, pour deux des trois années précédentes, les transferts de ressources financières de l'Australie aux pays en voie de développement ont dépassé le taux

de 1 p. 100 du produit national brut et que son pays a presque atteint l'objectif de 0,70 p. 100 du produit national brut fixé dans la Stratégie internationale du développement pour l'aide officielle au développement. M. Joseph indique en outre que l'Australie vient d'augmenter de 20 p. 100 les crédits budgétaires ouverts au titre de l'aide officielle au développement et que cette aide continuera d'être largement accordée sans obligation de contrepartie et sous forme de subventions non remboursables. En outre, dans son programme pour 1974, l'Australie augmentera sa contribution au PNUD de 43 p. 100, celle au FISE de 29 p. 100 et celle au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population de 33 p. 100. Par ailleurs, elle participera largement à la reconstitution des ressources de l'AID.

19. En ce qui concerne la question de l'établissement d'un lien entre les droits de tirage spéciaux et le financement du développement, l'Australie a toujours fait preuve de circonspection, mais son gouvernement actuel est disposé à examiner favorablement toute formule qui, dans l'allocation de ces droits, assurerait aux pays en voie de développement une part plus grande que celle qui leur revient actuellement sur la base des quotes-parts au FMI. Il s'agira naturellement de veiller à ne pas gonfler exagérément le volume des droits de tirage spéciaux et il serait peut-être préférable de commencer par établir solidement ce système dans son nouveau rôle de pivot du nouveau système monétaire avant d'aborder, dans les détails, la question du lien à établir entre l'allocation des droits et les moyens supplémentaires de financement pour le développement.

20. L'Australie vient d'instituer un nouveau schéma de préférences tarifaires qui va beaucoup plus loin que le système appliqué depuis 1966 et qui, en pratique, portera sur tous les articles manufacturés et semi-finis, y compris les produits primaires traités qui préoccupent de nombreux pays en voie de développement. Le traitement préférentiel accordé aux pays en voie de développement viendra en sus d'une réduction générale de 25 p. 100 sur tous les droits d'entrée, annoncée en juillet par le Gouvernement australien. Si l'on tient compte des deux récentes réévaluations du dollar australien, on se rendra compte que les pays en voie de développement peuvent maintenant exporter leur production vers l'Australie à des conditions meilleures qu'à aucune autre période antérieure.

21. Le Gouvernement australien estime que le moment est venu d'envisager la possibilité d'établir un code de conduite pour les opérations des sociétés multinationales; il ne faut pas en conclure que l'Australie fait siennes toutes les critiques récemment formulées à l'égard de ces sociétés. Elle n'en reconnaît pas moins la nécessité d'établir des règles de conduite qui encourageraient les aspects positifs et minimiseraient les aspects négatifs qui s'attachent à l'action de ces sociétés.

22. A cette question se rattache celle des ressources naturelles; elle intéresse tout particulièrement l'Australie, du fait notamment qu'elle compte parmi les cinq principaux producteurs de plusieurs minerais. Toutefois, l'exploitation des ressources naturelles australiennes est assurée de plus en plus par des sociétés étrangères et le Gouvernement australien juge que cette situation n'est plus tolérable. S'il n'a aucune intention de modifier rétroactivement les règlements fonamen-

taux et s'il entend se conformer scrupuleusement aux contrats conclus et aux engagements pris, il n'en a pas moins la ferme volonté de veiller à ce que la part élevée d'intervention des sociétés étrangères dans l'industrie minière du pays n'augmente plus et à la réduire progressivement à mesure que les circonstances le permettront.

23. En ce qui concerne la situation économique mondiale, le représentant de l'Australie dit que sa délégation partage sans réserve l'opinion exprimée par le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales à la séance précédente dans son analyse des problèmes de l'inflation mondiale et des facteurs de cette inflation et qu'elle tient à le féliciter des paroles courageuses qu'il a prononcées à propos du système monétaire international. Alors qu'il reste de bon ton de désapprouver ou de critiquer le flottement des taux de change, le Secrétaire général adjoint n'a pas craint d'affirmer qu'à son avis les taux de change flottants ne sont peut-être pas aussi nuisibles qu'on le dit, qu'ils n'ont pas freiné l'expansion exceptionnelle du commerce international et que, malgré toutes les prédictions, l'expertise nécessaire pour s'y adapter a été retrouvée. Le Secrétaire général adjoint a aussi fait observer que les taux de change flottants ont peut-être beaucoup contribué à réduire les mouvements rapides de capitaux spéculatifs; selon lui, les remous qui continuent de se produire sur les marchés des changes pourraient même provenir des éléments de rigidité qu'y introduit la politique régionale européenne.

24. Si la délégation australienne partage l'avis du Secrétaire général adjoint sur plusieurs autres points encore, il est néanmoins une question sur laquelle elle diffère d'opinion: il s'agit de l'essor du marché des produits de base, que M. de Seynes considère comme probablement éphémère. La délégation australienne reconnaît que tel sera peut-être le cas, mais elle n'en est pas certaine, cet essor étant, à son avis, fonction de l'évolution de la demande. En effet, l'économie des pays en voie de développement dépend étroitement des tendances plus larges qui se manifestent sur la scène économique internationale; les pays développés étant les principaux marchés pour leurs principaux produits primaires, il s'ensuit que le niveau de l'activité économique des pays développés agit sur les prix et sur la demande de ces produits. L'interdépendance au sein du système économique mondial est donc évidente. De l'avis de la délégation australienne, les organismes des Nations Unies devraient avoir le souci d'encourager les pays industrialisés à mettre leurs économies en ordre, leur stabilité et leur expansion constituant le meilleur gage d'un progrès rapide et continu dans les pays en voie de développement.

25. Abordant ensuite la question du prix des produits de base, le représentant de l'Australie dit qu'il s'agit là du phénomène économique le plus important de la décennie. Cette augmentation du prix des produits de base est si rapide depuis quelques années que la balance commerciale mondiale penche désormais en faveur des pays en voie de développement.

26. En 1972, la balance commerciale de l'ensemble des pays en voie de développement avec les pays développés présentait un excédent de 3 milliards de dollars alors qu'en 1971 elle n'était qu'à peu près équilibrée. Les chiffres dont on dispose pour le premier semestre de cette année indiquent un progrès encore

plus marqué. Bien entendu, les pays en voie de développement continuent d'être très déficitaires en matière d'invisibles, mais ce déficit a été plus que compensé en 1972 par des afflux massifs de capitaux qui ont contribué, fait sans précédent, à un excédent de plus de 8 milliards de dollars dans la balance des paiements globale de ce groupe de pays. D'autre part, l'augmentation de près de 50 p. 100 des prix des produits de base et des matières premières qui s'est produite depuis lors entraînera cette année une hausse encore plus considérable des recettes d'exportation des pays en voie de développement.

27. Or, il apparaît qu'au sein de l'ONU on a quelque mal à considérer cette augmentation du prix des produits de base comme un phénomène positif qui aide en fait les pays en voie de développement. C'est du moins l'impression qu'on retire des propos du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, du Président du Conseil économique et social et du Secrétaire général de la CNUCED. Toutefois, M. de Seynes a lui-même reconnu que "la hausse des prix des produits de base est plus que suffisante pour effacer l'effet de la dépréciation des deux monnaies de réserve et compenser l'accroissement du coût des biens industriels achetés sur le marché mondial" (1516ème séance, par. 20).

28. Naturellement, cette augmentation sans précédent des prix des produits de base n'a pas aidé seulement les pays en voie de développement. L'accroissement de la demande en matière de blé et de céréales a suffi à lui seul à redresser la balance commerciale des Etats-Unis, tandis que les ressources que l'Australie tire de l'exportation de produits primaires et de minerais se sont accrues de 40 p. 100. En outre, parmi les pays en voie de développement, ce sont les plus riches qui ont bénéficié le plus de cette hausse. Aucun d'entre eux par exemple n'en a tiré de plus gros avantages que les pays producteurs de pétrole et de cuivre, alors qu'en revanche un certain nombre de pays — comprenant, semble-t-il, la plupart des pays en voie de développement les moins avancés — n'a généralement pas bénéficié de la hausse des produits de base. Mais les bienfaits de cette hausse pour le groupe des pays en voie de développement pris dans son ensemble ne sont pas niables et il convient de s'en féliciter. Ce qui frappe avant tout, c'est que les avantages que les pays en voie de développement retirent du relèvement des cours des produits de base dépassent de très loin ceux que peuvent leur apporter l'aide internationale ou même les préférences généralisées.

29. Compte tenu de ces facteurs, la délégation australienne se demande si les conclusions auxquelles a abouti le Conseil économique et social après son opération d'examen et d'évaluation ne sont pas désormais dépassées. Il est vrai que les données statistiques sur lesquelles repose cette opération se rapportent aux années 1970 et 1971, années de dépression qui ne reflètent absolument pas la situation actuelle. La délégation australienne estime que, pour promouvoir les objectifs de la Stratégie internationale du développement, il vaut mieux essayer de déterminer les raisons qui expliquent la fermeté actuelle du marché des produits de base exportés par les pays en voie de développement et de trouver le moyen de l'entretenir.

30. Le représentant de l'Australie estime que la hausse soudaine des prix des produits de base peut

s'expliquer par un certain nombre de facteurs souvent imprévisibles, tels que la sécheresse et les mauvaises récoltes en Union soviétique et dans d'autres pays et les grèves dans certains des pays producteurs de cuivre les plus importants. En outre, comme cela s'était déjà produit auparavant, les spéculateurs sont également intervenus et ont fait monter les prix. Ce qu'il faut bien voir, c'est qu'étant donné le désordre des marchés monétaires les produits de base peuvent servir de refuge aux capitaux que l'on souhaite soustraire à la dépréciation intérieure ou extérieure. Le facteur le plus important est sans doute l'expansion cyclique de la demande en général dans les pays industrialisés qui, comme l'a fait observer M. de Seynes, a déclenché un "accroissement vertigineux" de la demande pour les produits de base et les matières premières de toutes sortes. Le "boom" économique que connaissent actuellement les pays industrialisés, et qui a atteint le plus d'ampleur dans les deux plus importantes économies de marché que sont le Japon et les Etats-Unis, a rapidement entraîné une pénurie de matières premières.

31. Le problème est que ce phénomène n'a été soumis à aucun contrôle et que l'accroissement de la production s'est accompagné d'une augmentation brutale des prix et des coûts. Il s'est produit une surchauffe des économies et le risque d'une crise grave persiste. Déjà, les projections préliminaires laissent prévoir un ralentissement des taux de croissance du fait que le niveau de plein emploi est désormais atteint dans les grandes puissances économiques.

32. Il reste maintenant à savoir si les pays industriels pourront maîtriser à temps l'emballement actuel de leur économie afin d'éviter une récession brutale et poursuivre une croissance stable. La plupart des experts ont malheureusement des doutes à cet égard.

33. Les pays en voie de développement ont eux aussi intérêt à ce que les pays développés résolvent ce problème de gestion économique s'ils veulent voir leurs exportations de produits de base continuer à s'accroître rapidement. Mais si la politique de décélération actuellement pratiquée par les pays industrialisés devait dépasser son but et entraîner une récession, le résultat serait catastrophique pour les marchés des produits de base et des matières premières.

34. Ce qui rend cette décélération difficile à réaliser, c'est le besoin urgent de prendre des mesures pour faire face à l'inflation qui sévit dans tous les pays industrialisés. Au cours des récents mois, les augmentations de prix dans les 24 pays de l'OCDE ont approché de 10 p. 100 par an en moyenne, soit plus de deux fois le chiffre moyen enregistré dans les années 60. L'inflation que connaissent les Etats-Unis, le Japon, l'Europe et l'Australie est la plus importante qui ait été enregistrée depuis la guerre.

35. La hausse des prix des produits importés associée à la dépréciation des taux de change a accentué la pression sur les prix et de nombreux gouvernements estiment que leur lutte contre l'inflation a été neutralisée par les prix astronomiques des produits de base qu'ils ont dû importer. Dans les pays industrialisés, l'inflation est apparemment devenue un phénomène institutionnalisé qui reflète non seulement le déséquilibre entre la demande et l'offre, mais également d'autres facteurs tels que l'état des relations entre employeurs et syndicats, la part croissante des dépenses d'Etat et des programmes sociaux dans le

budget national. Ainsi, dans ces pays, l'inflation a existé même en période de faible demande de chômage persistant.

36. Il est bien entendu plus facile de diagnostiquer le mal que d'y trouver remède. Chaque pays a ses problèmes propres et les mesures nécessaires sont différentes dans chaque cas. Pour étayer leur politique fiscale et monétaire, les gouvernements devront étudier de très près des mesures telles que l'adoption de politique des prix, des revenus, de la main-d'œuvre, etc. Il est encourageant de constater que nombre de pays utilisent notamment des politiques des revenus.

37. Ce qui est particulièrement inquiétant dans la situation actuelle, c'est la hausse vertigineuse des taux d'intérêt qui, dans de nombreux pays industrialisés, ont atteint et dépassé 10 p. 100. Ce phénomène risque de provoquer une réduction de la productivité et de la demande qui entraînera en fin de compte, comme en 1969-1971, une stagnation économique sans que pour cela l'inflation se ralentisse. Si, comme on est en droit de le penser, les économies industrialisées connaissent prochainement une récession, les pays en voie de développement seront alors aux prises avec des problèmes qu'aucune opération d'examen et d'évaluation ne permettra de résoudre.

38. Lorsqu'on parle d'inflation, on est amené logiquement à parler également des questions monétaires internationales, étant donné que la persistance de l'inflation contribue en partie à la difficulté de préserver la stabilité des marchés des devises. Il est sans doute inévitable que la nervosité règne dans ces marchés qui ont connu tant de crises, et c'est ce qui explique certainement la spéculation qui a amené la chute du dollar et de la livre sterling. Il semble toutefois que la situation se soit stabilisée depuis la mi-juillet. Le dollar s'est quelque peu raffermi et on s'accorde généralement à penser qu'il est maintenant sous-évalué. Les exportations des Etats-Unis ont été grandement aidées par la dévaluation du dollar, et la balance commerciale du pays sera très nettement excédentaire en 1974. Les détenteurs étrangers de réserves en dollars reprendront confiance et seront moins tentés de s'en débarrasser au moindre signe d'instabilité. Il serait cependant incorrect de penser que la confiance dans les parités existantes entraînera la mise au rancart du système actuel des taux de change flottants qui, comme l'a fait remarquer le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, pourrait s'avérer la technique la plus efficace pour gérer le système monétaire international.

39. Comme l'a noté M. de Seynes, cette flexibilité des taux de change n'a certainement pas nui aux échanges commerciaux, qui, durant le premier semestre 1973, se sont accrus au taux remarquable de 13 p. 100 par an. Les pays en voie de développement ont sans aucun doute bénéficié de ce phénomène. Si le Gouvernement australien estime, comme la plupart des autres gouvernements, que les taux de change doivent être fixes mais ajustables, il est cependant suffisamment réaliste pour admettre que des taux flottants peuvent s'avérer pour certains pays une technique très utile dans des situations particulières.

40. Il ne semble pas que les pays en voie de développement aient été matériellement touchés par les rajustements monétaires. En effet, si le pouvoir d'achat de leurs réserves a diminué de 4 p. 100, le fardeau de

leur dette a également baissé de 3 p. 100, de sorte que leur balance extérieure n'a pratiquement pas été modifiée. Selon les experts du FMI, il se pourrait que l'effet global des changements monétaires sur les comptes commerciaux se traduise par une augmentation de 2 à 3 milliards de dollars des recettes annuelles d'exportation des pays en voie de développement.

41. Il ne faut toutefois pas en conclure que cette fluctuation des taux de change constitue un phénomène très rassurant. Les pays en voie de développement sont en effet plus vulnérables que les pays développés à ces variations incontrôlées. Mais cette flexibilité des taux de change a peut-être contribué à sauver le commerce et le système monétaire mondiaux, alors que si l'on avait tenté de s'accrocher à des taux de change fixes, le système monétaire se serait désintégré avec les conséquences défavorables que l'on peut imaginer tant pour les pays développés que pour les pays en voie de développement.

42. Pour que l'on puisse s'en tenir à des taux de change fixes, il ne faudrait pas qu'existe ce volume énorme de liquidités qu'un simple coup de téléphone suffit à déplacer d'un centre financier à un autre et qui est en grande partie la conséquence des déficits antérieurs de la balance des paiements américaine. La valeur exacte de ce capital mobile n'a jamais été évaluée de façon satisfaisante mais on pense qu'il pourrait dépasser 250 milliards de dollars. Le Comité des Vingt du FMI a d'ailleurs donné la priorité dans son ordre du jour à l'examen de ce problème en vue de déterminer des moyens de neutraliser les effets produits par ce volume énorme de liquidités.

43. L'examen des problèmes monétaires est étroitement lié aux négociations relatives à la libéralisation des échanges multilatéraux. Ces négociations, qui viennent de débiter officiellement à Tokyo, différeront des négociations antérieures du GATT en ce sens qu'elles porteront beaucoup plus précisément sur la libéralisation des échanges de produits primaires et sur l'élimination ou l'amélioration des barrières non tarifaires. L'Australie appuie cette libéralisation tout en reconnaissant que des aménagements particuliers peuvent être utiles pour certains produits agricoles. Cependant le commerce des produits agricoles, tout comme celui des articles manufacturés, doit donner aux fournisseurs étrangers la possibilité de concurrencer les produits locaux sur la base de leur valeur comparative et de leur efficacité. A ce propos, le représentant de l'Australie signale que, en 1972, 70 p. 100 des produits importés par son pays ont été exonérés de tout droit et qu'à l'avenir les mesures de protection seront encore allégées. A la différence de beaucoup d'autres pays, l'Australie ne recourt pas à des barrières non tarifaires lorsqu'elle rencontre des difficultés. Elle est prête à faire des concessions correspondant aux avantages globaux qu'elle est susceptible de recevoir, tant dans le domaine des produits agricoles que dans celui des articles manufacturés. Mais elle reconnaît la nécessité d'appliquer dans les négociations commerciales avec les pays en voie de développement des concessions sans réciprocité.

44. Pour conclure, le représentant de l'Australie souligne qu'il convient de procéder à des négociations de fond en vue d'aboutir à un accord sur les points essentiels avant la fin de 1975.

La séance est levée à 13 h 5.

1518^e séance

Vendredi 28 septembre 1973, à 15 h 45.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1518

Discussion générale (suite)

1. M. KARHILO (Finlande) dit que c'est dans le domaine économique et social que réside le véritable potentiel de l'ONU. Mais, comme l'a dit le Secrétaire général dans l'introduction à son rapport sur l'activité de l'Organisation, "dans le domaine économique et social, l'Organisation a accru ses activités à un rythme si rapide que les institutions créées en 1945 ne correspondent plus aux besoins présents¹". La délégation finlandaise est persuadée que les mesures qui ont déjà été prises pour réaffirmer et renforcer le rôle du Conseil économique et social constituent un progrès dans la bonne voie mais qu'il reste beaucoup à faire. Il convient maintenant de stimuler les forces du changement par un "progressisme agressif". C'est là, selon M. Karhilo, le rôle qui convient aux Deuxième et Troisième Commissions de l'Assemblée générale, qui sont à l'ONU un lien direct entre les forces politiques des Etats Membres et le mécanisme qui donne leur forme à ces politiques, et auquel doit participer aussi le Conseil économique et social.

2. Une des questions les plus importantes dont la Deuxième Commission aura à s'occuper au cours de la vingt-huitième session est l'examen et l'évaluation des progrès accomplis dans l'application des objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement [résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale]; c'est pourquoi la délégation finlandaise tient à ce qu'on accorde à cette question l'échange de vues complet et constructif qu'elle mérite. Il faudrait, pour cela, créer un groupe de travail officieux ou officiel, mais ouvert à tous, et ce aussitôt que possible. Un échange de vues franc et réaliste s'impose si l'on veut cerner les zones dans lesquelles des efforts supplémentaires sont nécessaires pour préserver l'élan qui permettra de réaliser les objectifs de la Stratégie. La Troisième Commission a elle aussi une grande part de responsabilité dans le processus d'examen et d'évaluation; c'est pourquoi il importe de commencer les travaux au plus tôt. La Commission ne doit pas oublier que l'on prépare dès à présent l'examen qui doit être effectué à la moitié de la Décennie.

3. Tout en se réservant de revenir ultérieurement sur cette question, la délégation finlandaise voudrait signaler que les statistiques négatives ne doivent pas obscurcir certains faits non mesurables qui révèlent une évolution favorable de la notion de coopération pour le développement. La Finlande a toujours souligné qu'il fallait considérer le développement comme un processus social aussi bien qu'économique. Or les discussions récentes concernant les problèmes de la pauvreté des masses dans les pays en voie de développement ont été consacrées à des mesures telles que la répartition du revenu, la politique de l'emploi et le développement rural. Cette prise de conscience est un élément positif

dont il faudra tenir compte dans l'opération d'examen et d'évaluation.

4. On constate que le mot "interdépendance" revient fréquemment depuis quelque temps dans les discussions des organes de l'ONU. Des phénomènes mondiaux tels que les dangers qui menacent l'environnement, le risque de surpopulation, les réserves limitées de ressources naturelles et la pénurie alimentaire imminente font ressortir cette interdépendance de façon dramatique. Néanmoins, la délégation finlandaise partage l'optimisme du Secrétaire général devant la volonté politique évidente de la communauté internationale de lutter contre ces problèmes qui, il y a quelques années seulement, ne préoccupaient qu'un petit nombre de savants. Il faut souhaiter qu'en 1974 le Congrès mondial de la population, à Bucarest, donnera pour la population le signal qui a été donné pour l'environnement par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, à Stockholm, en 1972.

5. Le manque de ressources naturelles n'est peut-être pas un problème aussi pressant, mais il conviendrait cependant de s'y intéresser d'assez près dès maintenant. Pour ce qui est de la pénurie alimentaire, c'est certainement le problème le plus grave qui se pose dans l'immédiat et il faudrait mettre en œuvre sans délai tous les moyens dont dispose la communauté internationale. Dans un premier temps, il faudrait mettre en place le mécanisme institutionnel envisagé dans le cadre de la sécurité alimentaire mondiale minimale, en tenant compte des fluctuations des excédents ou des déficits de stocks agricoles dans les divers pays. Au cours de la cirquante-quatrième session du Conseil économique et social, la délégation finlandaise s'est déjà engagée à participer à un plan viable de stockage alimentaire minimum de sécurité. M. Karhilo renouvelle cet engagement et appuie en outre la proposition d'organiser une conférence alimentaire mondiale à laquelle seraient conviés le plus grand nombre possible de participants.

6. Au cours de la réunion ministérielle qui a eu lieu à Tokyo du 12 au 14 septembre 1973, de nouvelles directives ont été fixées en prévision des négociations du GATT. La Finlande se félicite de voir qu'il a été prévu d'y faire participer activement le plus grand nombre possible de pays, et que l'on s'efforcera d'obtenir des avantages pour les pays en voie de développement. En outre, la délégation finlandaise a constaté avec satisfaction que les pays les moins avancés doivent bénéficier d'un régime spécial, ce qui est bien dans l'esprit de la résolution 62 (III) adoptée par la CNUCED le 19 mai 1972².

7. A la récente réunion annuelle commune de la BIRD et du FMI, à Nairobi (24-28 septembre 1973), le Ministre finlandais des finances, parlant au nom des

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 1A*, sect. II.

² Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session*, vol. I : *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

pays nordiques, a insisté sur la quatrième reconstitution des ressources de l'AID. Les pays nordiques sont prêts, sous réserve de l'approbation de leurs parlements, à verser une contribution nettement plus élevée que le pourcentage de produit national brut qui leur est assigné en tant que pays appartenant au groupe 1. S'ils en ont décidé ainsi, c'est qu'ils reconnaissent que les pays en voie de développement, et en particulier les moins avancés d'entre eux, ont besoin de toute urgence d'une assistance fournie à des termes favorables. Le Ministre a souligné que tous les parlements devaient adopter la législation nécessaire avant le 1er juillet 1974 afin d'éviter de se trouver devant une situation d'urgence. C'est là une question qui préoccupe particulièrement les pays nordiques et M. Karhilo pense que tous les pays qui jouent un rôle actif dans la coopération internationale pour le développement devraient partager ce souci.

8. Enfin, M. Karhilo pense, comme le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, que la détente que l'on constate actuellement doit entraîner "une coopération économique et technique accrue, systématiquement mise en œuvre à l'échelle mondiale et dans le cadre des objectifs des Nations Unies" (1516ème séance, par. 15). Il convient d'être optimiste, en dépit des obstacles et difficultés qui se dressent de toutes parts, car on note malgré tout des faits et des signes encourageants qu'il faut mettre à profit sur une base de confiance mutuelle.

9. M. DELIVANIS (Grèce) dit que l'étude du rapport du Conseil économique et social (A/9003) fait ressortir trois éléments : l'ampleur des travaux du Conseil; ses efforts pour anticiper sur les besoins futurs; le succès qu'il rencontre dans ces efforts, encore que certains gouvernements n'appliquent pas toujours ses recommandations.

10. Le Conseil a étudié un certain nombre de questions très importantes telles que celle de la sécurité économique collective, qui doit être assurée à tous, mais surtout bien entendu aux pays moins avancés, pour lesquels elle représente une nécessité particulièrement urgente. Le rapport souligne que l'appui financier fourni par les pays développés aux efforts de développement a été insuffisant et qu'en règle générale le pourcentage de l'assistance financière n'atteignait pas 1 p. 100 du produit national brut. Il faut cependant signaler que, en chiffres absolus, l'aide des pays développés aux pays en voie de développement a augmenté. D'autre part, il convient de ne pas oublier que l'opinion publique est fréquemment défavorable à l'aide aux pays en voie de développement, surtout lorsqu'elle a l'impression que, par contre-coup, certains besoins nationaux ne sont pas satisfaits.

11. Le Conseil semble être d'avis que l'aide au développement bénéficierait du désarmement. Ce faisant, on oublie que l'armement et l'assistance ne sont pas les seuls postes de dépenses des budgets nationaux et que, d'autre part, la réduction de dépenses d'armement pourrait être vue avant tout comme un moyen d'alléger le fardeau des contribuables.

12. La politique des pays développés en matière de commerce international n'est pas favorable aux pays en voie de développement, mais cette situation va peut-être s'améliorer prochainement grâce aux conclusions et suggestions de la récente réunion ministérielle de Tokyo.

13. A propos de l'inflation, M. Delivanis pense qu'elle présente à la fois de bons côtés et de mauvais côtés. D'une part, elle permet aux pays débiteurs de rembourser leurs dettes plus facilement; par contre, ils doivent payer plus cher les produits fabriqués qu'ils achètent aux pays développés. Quant aux taux d'intérêt élevés dont se plaignent les pays en voie de développement, il ne faut pas perdre de vue qu'ils servent en partie à remédier à l'érosion monétaire.

14. L'agriculture a fait peu de progrès dans les pays en voie de développement. Plusieurs causes expliquent la pénurie alimentaire; ce sont : la faiblesse des prix à la production; le manque d'investissements dans l'agriculture; la pauvreté des récoltes qui n'est pas due uniquement aux conditions météorologiques.

15. La délégation grecque pense que les pays en voie de développement doivent créer un climat de confiance qui encouragera les investissements privés étrangers; pour cela, il faut leur assurer un partage équitable des bénéfices avec le pays hôte. En revanche, si celui-ci juge bon de procéder à des nationalisations, celles-ci doivent s'accompagner d'une juste indemnisation si l'on veut ne pas décourager les investissements étrangers aussi bien que les investissements intérieurs.

16. M. Delivanis pense que la crise monétaire internationale aurait pu être évitée si les pays occidentaux n'avaient pas procédé à des réévaluations de leurs monnaies; ce faisant, ils ont affaibli le dollar sur lequel repose en grande partie le système mondial.

17. Il est dit dans le rapport du Conseil économique et social que les pays en voie de développement sont responsables de leur propre développement. C'est exact dans une certaine mesure, et d'ailleurs la contribution de ces pays a augmenté, mais on ne peut s'attendre que cette augmentation se maintienne, car les besoins des pays en voie de développement continuent, eux aussi, à augmenter.

18. M. Delivanis s'inquiète de voir que l'on prône l'industrialisation à outrance, sans se préoccuper de l'existence de marchés éventuels. L'aide financière à l'industrialisation serait très utile si elle pouvait être utilisée en partie à l'achat de produits fabriqués dans les pays où le revenu annuel par habitant est inférieur à, par exemple, 1 000 dollars et si ces produits étaient à leur tour revendus à bas prix dans les pays où le revenu est inférieur, par exemple, à 250 dollars et si les recettes étaient versées aux gouvernements respectifs de ces pays.

19. L'idée de créer un fonds de roulement pour l'exploration des ressources naturelles est excellente. Il faudrait que les pays qui ont bénéficié de l'aide du fonds remboursent celui-ci en fonction des résultats obtenus. La délégation grecque juge cette question si importante qu'elle estime que si, pour des raisons politiques, le fonds ne pouvait être créé ou ne pouvait être maintenu en existence, il faudrait affecter des fonds spéciaux à l'exploration des ressources naturelles. Par ailleurs, il est juste que les pays exercent leur souveraineté sur leurs ressources naturelles, mais lorsque ces ressources ont été découvertes grâce à des capitaux étrangers, le pays intéressé doit effectuer des remboursements réguliers afin de créer un climat de confiance.

20. En ce qui concerne la question de la population, le Congrès mondial de la population qui doit avoir lieu à

Bucarest en 1974 sera certainement très utile, mais il ne faut pas oublier que la densité optimale de population diffère selon les pays et selon les buts économiques de chacun.

21. Il convient de féliciter le Conseil économique et social d'avoir su apprécier justement la situation dans le domaine des transports maritimes et d'avoir prévu l'importance qu'allait prendre les conteneurs.

22. Pour finir, M. Delivanis voudrait rappeler l'importance des coopératives pour le développement; il serait regrettable de sous-estimer leur utilité.

23. M. HEDEMAN (Norvège) s'associe aux délégations qui ont félicité M. de Seynes de l'intéressante déclaration qu'il a faite à la 1516^{ème} séance et estime avec lui que la principale préoccupation de la Deuxième Commission devrait être l'examen et l'évaluation de l'exécution de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (point 46 de l'ordre du jour), en vue de déterminer s'il y a lieu d'adopter de nouvelles méthodes ou de modifier l'importance accordée à telle ou telle mesure prévue dans la Stratégie. Cet examen ne saurait être mené à bien que dans un esprit d'objectivité : il ne s'agit pas de rejeter la responsabilité des échecs sur certains Etats, mais de procéder à une critique constructive en vue de renforcer et d'accroître les efforts de tous les pays pour appliquer la Stratégie.

24. Force est de reconnaître que la Stratégie internationale du développement est encore à l'état de projet, comme le montre l'écart croissant non seulement entre pays riches et pays pauvres, mais aussi entre groupes à revenus élevés et à faibles revenus à l'intérieur des pays en voie de développement, cependant que s'accroissent également les disparités entre groupes différents de pays en voie de développement.

25. Cette situation peut être attribuée à plusieurs causes. L'une des principales est que les pays développés n'ont pas appliqué les dispositions de la Stratégie dans les limites voulues, en particulier en ce qui concerne les objectifs relatifs au transfert des ressources financières. De leur côté, les pays en voie de développement n'ont pas toujours appliqué les mesures nécessaires pour éliminer les obstacles au progrès social et au développement économique. Enfin, l'un des facteurs qui ont pesé lourdement sur la situation est l'explosion démographique, qui se poursuit à un rythme inquiétant.

26. Soulignant l'interdépendance des problèmes de développement en général et de ceux qui intéressent le système monétaire international et les échanges commerciaux en particulier, le représentant de la Norvège fait observer qu'il est indispensable d'envisager chaque question dans le contexte de l'ensemble des problèmes existant dans ce domaine, si l'on veut procéder aux changements de structure qu'appelle une solution adéquate et durable.

27. Formulant ensuite des observations sur certains problèmes auxquels la délégation norvégienne attache une importance particulière, M. Hedemann se félicite que le Conseil économique et social ait adopté la résolution 1827 (LV) par laquelle il a décidé de transmettre à l'Assemblée générale le document de travail sur la première opération d'examen et d'évaluation. Il est convaincu que ce document constituera une bonne

base de négociation et qu'il permettra d'aboutir à un consensus sur des mesures orientées vers l'action. Ce document tient compte dans une certaine mesure des aspects sociaux du développement, dont on ne saurait trop souligner l'importance et sur lesquels le Comité de la planification du développement a insisté à juste titre dans son rapport sur sa neuvième session³. En effet, le problème ne consiste pas seulement à promouvoir la croissance économique, mais à améliorer le niveau de vie des personnes défavorisées et à leur donner les moyens de mener une existence digne.

28. En raison des catastrophes naturelles particulièrement graves qui ont frappé les pays les plus pauvres ces dernières années, l'Organisation des Nations Unies a l'obligation d'accroître davantage encore son action en faveur du développement; à cet égard, il conviendrait d'élaborer des plans à moyen et à long terme pour assurer le développement économique et social des pays de la zone soudano-sahélienne. L'aide aux pays de cette région constitue un bon exemple de ce qui peut être fait et les autorités norvégiennes examineront avec intérêt les mesures qui pourront être prises. De même, la déclaration du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a montré la nécessité d'examiner d'urgence le principe de la sécurité alimentaire minimale dans le monde, compte tenu de la situation agricole, et de conclure rapidement de nouveaux accords sur les produits de base. Dans le domaine prioritaire des ressources naturelles, il convient d'élaborer une politique des ressources internationales orientée vers l'avenir, sur la base des décisions prises par le Comité des ressources naturelles à sa troisième session⁴.

29. Par ailleurs, le Gouvernement norvégien estime que la majeure partie de l'aide accordée aux pays en voie de développement devrait avoir un caractère officiel, n'être assortie d'aucune obligation de contrepartie et être fournie à des conditions progressivement assouplies, de préférence sous forme de donations. En effet, les transferts fournis sous forme d'investissements privés et de crédits à l'exportation soulèvent de nombreuses difficultés pour les gouvernements qui ne peuvent pas contrôler le volume de ces crédits, ni les conditions auxquelles ils sont accordés. En outre, ces transferts ajoutent au fardeau de la dette des pays en voie de développement. Pour sa part, la Norvège a décidé d'établir une distinction entre les affectations de fonds fournies à titre officiel et les transferts privés, et le Parlement norvégien a approuvé une série de principes directeurs et fixé de nouveaux objectifs à cet effet. L'aide officielle fournie doit atteindre 1 p. 100 du produit national brut en 1978, une partie de cet objectif étant de parvenir à 0,7 p. 100 du produit national brut en 1975, conformément à l'objectif fixé dans la Stratégie internationale du développement.

30. Compte tenu de ces considérations, la délégation norvégienne appuie la résolution 6 (VI)⁵ adoptée le 13 juillet 1973 par la Commission des invisibles et du financement lié au commerce, au sujet du déliement de l'aide au développement. Elle approuve également la recommandation tendant à une quatrième recons-

³ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 5.

⁴ Ibid., cinquante-quatrième session, Supplément No 4.

⁵ Voir Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, treizième session, Supplément No 4.

titution des ressources de l'AID, qui seront portées à 1,5 milliard de dollars, et le Gouvernement norvégien a accepté une augmentation de 10 p. 100 de sa propre contribution, sous réserve d'approbation par le Parlement.

31. Passant ensuite au problème de la population, le représentant de la Norvège en souligne l'étendue et la gravité ainsi que l'influence décisive qui en découle sur d'autres problèmes qui lui sont liés, tels que la pauvreté des masses, le chômage, la faim, la malnutrition et la pollution, le manque d'éducation, l'insuffisance des services sanitaires, etc. A cette question se rattachent également la répartition plus équitable des revenus et l'utilisation et la répartition des ressources naturelles existant dans le monde. En effet, chaque individu des pays les plus industrialisés consomme plusieurs fois le volume d'énergie et d'autres ressources que consomme son homologue des pays en voie de développement; vu la pénurie relative des ressources à l'échelle mondiale, la nécessité de réduire l'accroissement de la population s'impose également dans les pays industrialisés. Tous les efforts accomplis pour améliorer les conditions de vie dans le monde seront probablement voués à l'échec si l'on n'arrive pas à maîtriser l'explosion démographique. En conséquence, le Gouvernement norvégien est d'avis que le droit à la planification de la famille devrait être reconnu dans toutes les activités de développement social et économique et notamment dans le domaine de la santé, de l'hygiène maternelle et infantile, de la nutrition et de l'éducation. Il est encourageant de voir que l'on reconnaît de plus en plus l'urgence et l'étendue du problème de la population, comme le montre la désignation par l'Assemblée générale de l'année 1974 comme Année mondiale de la population [résolution 2683 (XXV)]. M. Hedemann espère que le Congrès mondial de la population, 1974 s'orientera vers des mesures pratiques et adoptera un plan d'ensemble concret. La Norvège compte affecter à l'assistance bilatérale et multilatérale dans ce domaine environ 10 p. 100 de son aide totale au développement.

32. Dans l'ensemble, le Gouvernement norvégien partage le point de vue exprimé par le Comité de la planification du développement dans son rapport sur sa neuvième session quant à la nécessité de réorienter les efforts de développement entrepris par la communauté internationale et d'adopter une "optique nouvelle"; il estime, comme le Comité, qu'il convient de se préoccuper sérieusement de fixer les objectifs de développement autrement qu'en termes de moyennes. Il appuie également l'établissement d'indicateurs sociaux et d'objectifs partiels pour chaque pays. Enfin, il reconnaît que l'écart croissant entre pays en voie de développement devrait inciter la communauté internationale à intensifier les efforts accomplis en faveur des pays les plus pauvres, "le noyau" des pays en voie de développement les moins avancés, et à se concentrer sur les sous-groupes des pays en voie de développement. Les critères d'identification utilisés devraient être plus poussés, pour qu'on puisse tenir compte des pays à forte densité de population et à faible revenu, où le chômage est étendu et où un grand nombre d'individus vivent dans une extrême pauvreté.

33. La politique norvégienne de coopération au développement se fonde sur les considérations suivantes. Premièrement, comme la Norvège reconnaît que la croissance économique seule ne peut résoudre les problèmes de la pauvreté des masses et du chômage,

elle met l'accent sur les aspects sociaux et qualitatifs du processus de développement. Deuxièmement, conformément aux dispositions pertinentes de la Stratégie, la Norvège accorde la priorité à l'aide aux pays en voie de développement les moins avancés tant par la voie bilatérale que par la voie multilatérale, c'est-à-dire par l'intermédiaire d'institutions telles que le PNUD. Troisièmement, en raison d'un certain nombre de facteurs d'incertitude en ce qui concerne les transferts privés, ces derniers ne seront pas intégrés dans l'objectif global fixé pour la coopération norvégienne avec les pays en voie de développement. Quatrièmement, aux fins de planification, 10 p. 100 des crédits alloués seront affectés à l'assistance dans le domaine de la population. Cinquièmement, environ 50 p. 100 des crédits alloués par la Norvège au développement continueront à passer par des organisations multilatérales. Sixièmement, l'assistance norvégienne au développement sera accordée sous forme de dons et ne sera, en principe, assortie d'aucune obligation de contrepartie. Septièmement enfin, le Gouvernement norvégien annoncera à titre indicatif le montant des contributions qu'il compte verser sur une période de plusieurs années aux organisations internationales s'occupant de développement, sous réserve d'approbation ultérieure par le Parlement chaque année.

34. Pour conclure, M. Hedemann fait observer que, quelles que soient les décisions auxquelles on parviendra sur l'examen et l'évaluation d'ensemble des problèmes et des politiques de la Stratégie internationale du développement, aucun résultat réellement important ne sera obtenu si les gouvernements des pays développés comme des pays en voie de développement ne s'estiment pas moralement et politiquement engagés à respecter les dispositions de la Stratégie.

35. Pour M. CAVAGLIERI (Italie), la tâche que doit remplir la Deuxième Commission est triple : il s'agit de tracer un tableau général des principaux courants d'interaction économique dans le monde; d'en dégager les tendances en vue d'établir des relations plus étroites entre les Etats; et, enfin, de déterminer les grandes orientations à suivre dans le domaine économique. Cette tâche ne peut être menée à bien que dans un esprit de réalisme et d'objectivité.

36. Les derniers rapports du Conseil économique et social mettent en évidence les efforts accomplis pour parvenir à une coopération plus étroite dans un nombre croissant de secteurs économiques, et le représentant de l'Italie se félicite des résultats obtenus, qui renforcent les liens d'interdépendance économique entre les Etats dans de nombreux domaines et contribuent à la réalisation d'un des principaux idéaux énoncés dans la Charte des Nations Unies. De même, la délégation italienne est heureuse de constater les succès obtenus par les Nations Unies dans les opérations d'assistance effectuées au Bangladesh, dans la région soudano-sahélienne, en Tunisie et au Pakistan, et les remarquables travaux d'information et de recherche accomplis par les comités d'experts. A ce propos, le représentant de l'Italie s'associe au Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales pour estimer qu'il convient d'envisager une contribution accrue de l'Organisation des Nations Unies à la coopération internationale dans le domaine technique.

37. Bien que plusieurs orateurs aient souligné l'influence heureuse que peut exercer sur le domaine économique la détente déjà enregistrée sur le plan politique, il faut reconnaître que le secteur économique subit l'influence de forces indépendantes des facteurs politiques et qui parfois les précèdent, comme le montre l'exemple des relations entre certains Etats et les sociétés étrangères. Le monde traverse une période de profonde instabilité économique, par de graves difficultés commerciales et monétaires, par la détérioration des termes de l'échange et l'agitation ouvrière, cependant que la situation dans le domaine de l'agriculture, en particulier des céréales, et dans celui de l'énergie est un sujet de préoccupation pour les gouvernements, et que la détérioration de l'environnement suscite des inquiétudes. Ces difficultés ont amené les Etats à adopter des mesures économiques extraordinaires et à resserrer graduellement les liens économiques qui les unissent; on peut noter d'ores et déjà des signes d'amélioration puisque le commerce mondial a continué d'augmenter et que le volume des échanges de certains produits présentant de l'intérêt pour les pays en voie de développement s'est accru. Cependant, l'inflation continue de constituer un problème majeur tant pour les pays développés que pour les pays en voie de développement. L'économie devrait, semble-t-il, reposer sur de nouvelles structures qui permettraient aux Etats d'asseoir leur collaboration sur des bases solides et adaptées aux réalités de la situation.

38. La détermination, sur le plan international, des principaux problèmes qui pèsent sur la communauté mondiale constitue un progrès dans ce sens. On peut citer aussi les négociations commerciales du GATT qui ont eu lieu lors de la réunion ministérielle de Tokyo, ainsi que les entretiens d'Helsinki et de Genève dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. D'autre part, dans le domaine monétaire, la réunion annuelle commune de la BIRD et du FMI à Nairobi et les négociations dont elle doit être suivie ne peuvent que présenter un grand intérêt pour rapprocher les points de vue des pays. Dans le domaine de l'environnement et de l'agriculture, l'effort international s'organise également, comme l'attestent les travaux du PNUE et l'analyse de la situation mondiale des céréales effectuée par la FAO. Enfin, le Congrès mondial de la population qui doit se tenir en 1974 à Bucarest examinera l'une des questions les plus importantes pour le développement et le bien-être de l'humanité.

39. Un autre fait saillant de la situation actuelle est la prise de conscience croissante de la nécessité d'une collaboration accrue entre les pays en voie de

développement et les pays industrialisés, qui ressort clairement de la Déclaration de Tokyo sur les négociations commerciales générales, du 14 septembre 1973. Le développement des pays récemment apparus sur les marchés économiques mondiaux est une question qui intéresse tous les pays du monde et le commerce de certains produits primaires a donné lieu à l'établissement de liens plus étendus entre les pays développés et les pays en voie de développement, comme l'attestent les négociations qui ont lieu actuellement en vue de l'accord international sur le sucre et celles qui s'engageront sous peu pour le commerce international du café. Si, dans certains cas, les progrès accomplis par les pays en voie de développement pour améliorer leur situation économique et exploiter leurs ressources naturelles peuvent être qualifiés de sensationnels, l'économie ne suit pas une courbe régulière dans tous les pays et le développement ne peut être envisagé que dans une perspective à long terme. C'est de ces considérations que s'inspire le principe de la sécurité économique collective et l'élaboration d'une charte des droits et des devoirs économiques des Etats, deux initiatives de l'Organisation des Nations Unies fondées sur cet esprit d'étroite collaboration qui offre les meilleures garanties de paix et de développement pour tous les Etats.

40. Il ne fait aucun doute que la tâche essentielle de l'ONU doit porter sur la promotion du développement des Etats récemment apparus sur les marchés économiques; de leur côté, ces Etats doivent prendre les mesures voulues pour coordonner leurs initiatives propres avec l'assistance extérieure.

41. L'Italie, qui s'est toujours prononcée pour la libération des échanges commerciaux, accomplit actuellement un vaste effort pour moderniser ses structures économiques; elle jouera le rôle qui lui revient dans les négociations commerciales et monétaires. Elle tient à réaffirmer qu'elle souhaite élargir sa collaboration, non seulement économique mais culturelle, technique et scientifique, avec les pays en voie de développement dans divers secteurs et sous diverses formes, notamment par l'intermédiaire de l'ONUDI et du PNUD. A cet effet, plusieurs voies peuvent être envisagées, tant au niveau de l'entreprise privée qu'au niveau de l'Etat.

42. Pour conclure, le représentant de l'Italie tient à exprimer l'espoir que les liens de coopération et de compréhension mutuelle entre les Etats se resserreront encore dans l'intérêt de la paix et de la sécurité et pour le bien de l'humanité.

La séance est levée à 17 h 5.

1519^e séance

Lundi 1er octobre 1973, à 11 heures.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

Discussion générale (suite)

1. Mme THORSSON (Suède) dit que son pays attache une grande importance au rôle que l'Organisation des Nations Unies peut et doit jouer en engageant,

menant et consolidant l'action nécessaire sur le plan international pour améliorer considérablement les résultats qu'obtient la communauté internationale dans le domaine du développement.

A/C.2/SR.1519

2. A l'actif du bilan, les orateurs qui l'ont précédée ont souligné, à juste titre, le rapprochement actuel des grandes puissances qui, espère-t-on, ouvrira de nouvelles possibilités commerciales aux pays du tiers monde. La hausse des produits de base qui s'est produite en même temps, si brève qu'elle puisse être, a déjà sensiblement modifié la balance commerciale et la balance des paiements de certains pays en voie de développement, sinon de tous. Dans certains pays, la planification nationale s'est améliorée, des réformes ont été menées à bien et la production a augmenté. Il y a aussi des exemples de succès dans la lutte contre la pauvreté des masses et le chômage, de réformes dans les domaines de la santé publique et de l'éducation et de participation active de la population dans la lutte pour un meilleur avenir. De tels progrès ont été réalisés même dans des pays où le produit national brut par habitant est jugé très faible selon les indicateurs classiques.

3. En ce qui concerne les discussions internationales sur les questions de développement, Mme Thorsson ne partage pas l'opinion souvent exprimée qu'elles sont fastidieuses et inefficaces. Au contraire, on a enregistré d'importants progrès. Les vérités d'hier ont été mises en question, de vieilles idées ont été précisées et de nouvelles ont été émises. Cela permet d'espérer mieux comprendre le processus de développement et, par suite, fonder l'action sur une base plus stable et utiliser plus efficacement de maigres ressources. Il faut louer l'ONU de la façon dont elle a poursuivi ses efforts au cours des années récentes pour s'acquitter de fonctions normatives de plus en plus importantes. Ces fonctions doivent être considérées comme l'une des principales tâches de l'Organisation en tant que brain-trust de la communauté internationale, chef de file novateur dans le débat international et honnête courtier qui favorise le rapprochement des esprits entre pays et groupes ou blocs de pays.

4. Par exemple, tout récemment encore, on considérait comme évident que croissance économique soit plus ou moins synonyme de développement, que les chiffres moyens nationaux et internationaux de la production, du revenu, de la fortune, etc., donnent des informations significatives sur la situation des pays et du monde, et que les objectifs peuvent être exprimés essentiellement de façon quantitative et même globale. Ces conceptions sont aujourd'hui jugées étroites et simplistes. L'individu a remplacé les abstractions statistiques au centre du processus de développement et l'on reconnaît aujourd'hui que le développement doit prendre la forme d'une amélioration de la vie quotidienne de chacun. On a proposé de nouveaux indicateurs et de nouvelles façons de mesurer le progrès pour remplacer et compléter le critère traditionnel du produit national brut. Le "produit utile net", au niveau macro-économique, et le "seuil de pauvreté", au niveau micro-économique, sont des concepts qui pourront fort bien devenir prochainement des mots d'usage courant au sein des organismes des Nations Unies. Ce qui est important, c'est que ces nouveaux concepts ne sont pas le résultat de la seule réflexion mais sont aussi le produit de la confrontation des idées avec la réalité. Un exemple en est le concept de "pays en voie de développement les moins avancés", qu'on a reconnu très rapidement devoir mériter une attention spéciale.

5. Mais les progrès qu'on constate dans le débat international et les gains enregistrés par certains pays

dans le domaine du développement ont été contrebalancés par des échecs dans d'autres pays et, par-dessus tout, les progrès ont été effacés dans beaucoup de pays par l'augmentation rapide de la population. La première opération d'examen et d'évaluation de la Stratégie internationale du développement a révélé un tableau peu encourageant et a rendu difficile de contester la conclusion atteinte par le Comité de la planification du développement, à sa neuvième session¹, selon laquelle "la cause du développement a perdu de son élan". Des rapports alarmants ont été récemment reçus concernant la situation alimentaire mondiale en général et plus spécialement les conséquences de la grave sécheresse qui sévit dans la région sahélienne de l'Afrique occidentale. L'une des questions que l'on pose fréquemment de nos jours est de savoir combien de temps dureront les ressources de la planète, question qui s'applique particulièrement aux ressources énergétiques, et si le système écologique n'est pas surchargé. En même temps, la population mondiale ne cesse d'augmenter : l'augmentation nette depuis la vingt-septième session de l'Assemblée générale est de quelque 75 millions de personnes.

6. Il ne faut pas cependant se laisser paralyser par la déception. Au contraire, il faut considérer les doutes, les hésitations et même le désespoir qui caractérisent beaucoup de la discussion actuelle sur le développement comme indiquant que la communauté internationale se trouve à un tournant et que, par des efforts concertés et renforcés, on peut faire naître de nouvelles possibilités.

7. Certes, il n'y a pas de solution facile. Un certain nombre de problèmes différents mais liés entre eux doivent être attaqués sur plusieurs fronts de manière coordonnée, et il faudra préparer de façon systématique cette attaque qui devra se subdiviser en une série de mesures concrètes et pratiques mais harmonisées. Néanmoins, toutes les solutions ont ceci de commun qu'elles exigent une plus grande solidarité entre les individus et entre les nations que par le passé. Les intérêts, les privilèges et la puissance, précédemment considérés comme naturels et légitimes, devront être sacrifiés et le bien-être du grand nombre devra l'emporter sur les privilèges de quelques-uns.

8. Le sentiment de solidarité mondiale pourrait d'abord s'exprimer de façon concrète dans un consensus concernant la tâche principale de l'Assemblée générale dans le domaine du développement économique et social, à savoir l'opération d'examen et d'évaluation des progrès réalisés dans l'application de la Stratégie internationale du développement, qui constitue l'engagement le plus complet pris par la communauté mondiale pour une solidarité internationale en matière de développement. L'Assemblée générale pourrait concentrer son attention sur les problèmes concrets rencontrés par les individus, et l'amélioration de leur bien-être devrait être son principal souci. Le Gouvernement suédois espère sincèrement que tous les Etats Membres, en particulier les pays développés, réexamineront leur position dans cet esprit et feront les concessions nécessaires.

9. Les discussions et négociations sur l'examen et l'évaluation ont jusqu'ici porté sur le commerce et les mesures monétaires. C'est bien naturel, car les

¹ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 5*, par. 29.

événements, notamment sur le plan monétaire, ont eu tendance à modifier les bases de la coopération économique non seulement entre les pays développés et les pays en voie de développement, mais également dans ces groupes de pays. Dans l'atmosphère qui prévaut, il est de nouveau nécessaire de souligner l'importance de l'aide publique au développement comme la forme la plus concrète de solidarité internationale, du point de vue du citoyen, c'est-à-dire du contribuable, dans les pays riches. L'aide publique au développement doit, selon la Stratégie, jouer un rôle majeur dans les efforts communs de développement de tous les pays. Il est probable que le courant total de cette assistance restera inférieur à l'objectif convenu de 0,7 p. 100; cela est dû principalement à la défaillance d'un petit nombre de pays dont l'aide était essentielle. La communauté internationale a toutes les raisons de continuer à presser ces pays de se conformer aux engagements qu'ils ont pris aux termes de la Stratégie. Plus précisément, il importe d'assurer que le transfert de ressources financières des pays riches aux pays pauvres à des conditions suffisamment souples et par l'intermédiaire des voies multinationales appropriées ne sera pas arrêté par le manque d'empressement ou la mauvaise volonté des gouvernements de ces pays. C'est une question de la plus grande urgence, même dans une situation où de nombreux pays développés connaissent le phénomène économique de la "stagflation" et, par suite, de graves conflits d'intérêts.

10. En soulignant l'importance de l'aide publique au développement, Mme Thorsson ne veut pas laisser entendre que la Commission devrait négliger les plus vastes aspects de la coopération pour le développement. Les débats qui ont lieu dans d'autres organes sur les problèmes de politique commerciale et sur les questions monétaires devront être pris en considération dans les délibérations et les décisions de la Commission. La Commission aura également à s'occuper des problèmes de caractère général tels que l'indépendance économique et politique des pays en voie de développement, sur lesquels l'attention de tous les pays du monde a été attirée à la suite des décisions prises lors de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés qui s'est tenue à Alger du 5 au 9 septembre 1973. La Stratégie s'inspire de la conviction que les pays en voie de développement devraient prendre des mesures pour mobiliser leurs ressources humaines et naturelles conformément à leurs propres priorités et que la communauté internationale se doit de répondre positivement à ces efforts. Aussi la délégation suédoise s'intéresse-t-elle vivement aux travaux entrepris dans le cadre des Nations Unies par le Groupe de personnalités chargé d'étudier les effets des sociétés multinationales dans le processus de développement et leurs incidences sur les relations internationales, créé en application de la résolution 1721 (LIII) du Conseil économique et social. Elle a noté que trois domaines feront l'objet d'études détaillées, à savoir : les effets des sociétés multinationales sur les pays de pénétration; la société multinationale et l'Etat-nation; la société multinationale et le système économique international. Elle a étudié avec intérêt l'important rapport établi par le Département des affaires économiques et sociales² et dont le Groupe est saisi, et en particulier la série des programmes d'action possi-

bles dont le résumé de ce document donne un aperçu, et elle attend avec impatience l'achèvement des travaux du Groupe et de son rapport final, qui est prévu pour l'été de 1974. La communauté internationale devrait répondre aux efforts déployés par les pays en voie de développement pour affirmer leur indépendance économique et politique, même lorsque ces efforts, sur le plan des politiques économiques, impliquent un transfert de propriété et de contrôle et un réajustement des forces économiques dans les relations internationales. Trop souvent, des efforts de ce genre ont fait l'objet de la méfiance et de critiques, et provoqué des réductions de transferts financiers et un isolement économique pur et simple. Une telle réaction constitue évidemment une violation de la Stratégie, ce que l'on devrait clairement faire comprendre au cours des opérations d'examen et d'évaluation.

11. Développant la question de l'indépendance politique, Mme Thorsson souligne que la solidarité internationale devrait s'étendre aux peuples qui se trouvent encore sous le joug de l'oppression coloniale. Le droit de tous les peuples à l'autodétermination a été sans cesse affirmé dans les organismes des Nations Unies et devant d'autres instances internationales. Un moyen efficace de promouvoir l'indépendance est d'aider les mouvements de libération, ainsi qu'il est recommandé dans les résolutions 2918 (XXVII) et 2980 (XXVII) de l'Assemblée générale et dans la résolution 1804 (LV) du Conseil économique et social. Les organismes des Nations Unies, et en particulier les institutions spécialisées, devraient jouer un rôle plus actif à cet égard et le Gouvernement suédois a présenté, pour examen, certaines suggestions quant aux moyens par lesquels les institutions spécialisées pourraient surmonter certains des obstacles juridiques et de procédure pour aider les mouvements de libération.

12. La notion selon laquelle le développement doit se concrétiser dans le mieux-être quotidien de l'individu s'applique de toute évidence à la question de l'alimentation car tout être humain a assurément le droit d'être convenablement nourri. La pénurie alimentaire qui se fait vivement sentir dans le monde depuis quelques mois est un sujet de grave préoccupation. L'avenir ne doit peut-être pas nécessairement être envisagé avec pessimisme, mais il est absolument nécessaire que des mesures soient prises rapidement pour donner à l'humanité les moyens essentiels d'accroître la production alimentaire et de la maintenir à un niveau soutenu. En même temps, une assistance prompte et efficace devrait être fournie aux pays où la sécheresse, l'inondation ou d'autres catastrophes ont plongé de vastes secteurs de la population dans la faim et la misère. On doit s'attaquer au problème de manière à répondre tant à des besoins à long terme et à moyen terme qu'aux besoins urgents. A long terme, on ne pourra trouver de solution permanente au problème alimentaire mondial que dans l'accroissement soutenu de la production alimentaire dans les pays en voie de développement eux-mêmes. C'est une entreprise de grande envergure qui nécessite par-dessus tout la mobilisation de l'active participation des peuples des pays en voie de développement, et en particulier de leurs populations rurales. Pour être efficace, la stratégie à adopter doit tenir compte des facteurs écologiques, climatiques et hydrologiques, qui présentent une importance vitale, et également prévoir des mesures qui visent à accroître la productivité dans

² *Les sociétés multinationales et le développement mondial* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.A.11).

un avenir plus immédiat, telles que l'irrigation, la sélection des semences, l'utilisation d'engrais, les facilités de crédit et une amélioration fondamentale des services de vulgarisation et de commercialisation. A moyen terme, la planification devrait viser à empêcher que des pénuries se produisent avant que les efforts à long terme aient eu leurs effets. La nécessité s'impose d'un certain programme de stockage, ainsi que l'a proposé le Directeur général de la FAO, en particulier à la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social (1861ème séance). La communauté internationale devrait également fournir une assistance prompte et efficace aux victimes de catastrophes tant naturelles que causées par l'homme. Mais même si les trois mesures précitées s'avèrent satisfaisantes, un redoublement d'efforts sur le plan multinational est nécessaire en ce qui concerne la recherche scientifique dans le domaine agricole, l'accroissement des investissements pour la construction des réseaux d'irrigation, la production d'engrais, la construction d'entrepôts et le renforcement du dispositif d'aide internationale en cas de catastrophe. Le problème alimentaire mondial illustre de manière frappante l'urgente nécessité de renforcer le sentiment de la solidarité mondiale, qui doit se traduire dans le concret par un plan d'action bien conçu destiné à répondre tant à des besoins urgents qu'à des besoins à moyen et à long terme.

13. Dans sa déclaration liminaire à la 1516ème séance, le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a fait une analyse impressionnante du rôle que le progrès scientifique et technique peut et doit jouer dans le développement économique et social, lorsqu'il est appliqué judicieusement, constructivement et avec perspicacité au processus de modernisation. La communauté internationale se doit de trouver une formule de transfert de techniques aux pays en voie de développement qui puisse modifier sensiblement la répartition des ressources mondiales dans ce domaine et, de ce faire, assurer aux pays en voie de développement une plus grande indépendance technique et économique. Il importe de trouver un moyen de remplacer les sociétés multinationales ou d'y ajouter en tant que source principale de techniques pour les pays du tiers monde et, par-dessus tout, pour donner à ces derniers la possibilité de déterminer le choix des techniques à introduire. Des efforts sont déployés à cette fin dans diverses parties du monde, mais, comme l'a fait observer le Secrétaire général adjoint, rien ne saurait exempter le système des Nations Unies d'une responsabilité qu'il a reconnue depuis 1963 sans véritablement l'assumer. Il faut espérer que l'étude sur les sociétés multinationales l'aidera à orienter son action dans le sens voulu.

14. Mais l'Organisation a de plus vastes responsabilités encore. Une tâche importante est d'entreprendre des travaux qui aboutiront à la formulation d'une politique scientifique et technologique globale tenant compte des besoins spéciaux des pays en voie de développement. Une très pertinente conclusion énoncée par l'OCDE dans un rapport établi en 1971 est que les progrès et une application accrue de la technique nécessiteront une expansion substantielle de l'action internationale. Il importe donc d'élaborer une politique scientifique globale dans le système des Nations Unies. De plus, la nature des immenses progrès scientifiques et techniques qui seront réalisés, semble-il, dans un avenir relativement proche et le

coût exorbitant prévu de l'élaboration de programmes technologiques — du moins dans certains secteurs — sont tels qu'il est absolument nécessaire de mettre sur pied un dispositif international de prévision et d'évaluation du développement technologique, dont l'objectif serait d'aider à promouvoir un développement technologique aussi équilibré que possible, à prévenir les effets nuisibles dans toute la mesure possible et à observer les effets du progrès technique sur l'économie et sur l'ensemble de la société. Il est essentiel que les pays en voie de développement évitent des erreurs coûteuses lorsqu'ils appliquent des nouvelles techniques à leur processus de développement. Une fois de plus, une action de cette nature sera l'expression d'une solidarité mondiale véritable.

15. La notion de la solidarité mondiale dans le processus de développement est ordinairement envisagée sous l'angle des relations entre les pays développés et les pays en voie de développement. Mais la solidarité doit également régner entre les pays en voie de développement eux-mêmes et, pour cette raison, il est encourageant de noter que le système des Nations Unies, et en particulier le PNUD, a été l'instrument qui a servi de base à l'accroissement de la coopération dans le domaine du développement parmi les pays en voie de développement. Est également encourageante la décision prise par le Conseil d'administration du PNUD à sa seizième session³ selon laquelle un des principes devant gouverner la répartition des ressources totales disponibles pour les chiffres indicatifs de planification, pendant la période 1977-1981, sera d'assurer une part considérablement accrue de ces ressources pour aider les pays au bas de l'échelle en ce qui concerne le produit national brut par habitant; il faut espérer que le même esprit se manifestera en d'autres manières au cours de la présente session de l'Assemblée générale. En outre, on devrait se souvenir que la solidarité internationale commence chez soi. La Stratégie internationale du développement et le document de travail relatif à la première opération d'examen et d'évaluation d'ensemble des progrès dans l'application de la Stratégie présenté à l'Assemblée générale par le Conseil économique et social [résolution 1827 (LV) du Conseil, annexe] soulignent l'importance des réformes structurelles telles que la réforme agraire et la redistribution du revenu, qui visent à améliorer le bien-être de l'individu dans les pays en voie de développement.

16. Il y a deux autres aspects du concept de solidarité mondiale auxquels la délégation suédoise attache une importance considérable. La Conférence des Nations Unies sur l'environnement, qui s'est tenue à Stockholm du 5 au 16 juin 1972, a prouvé sans l'ombre d'un doute que la condition de la biosphère préoccupe au plus haut point tant les pays riches que les pays pauvres et qu'il est nécessaire d'entreprendre une action commune afin de protéger et d'améliorer l'environnement. Les principes qui doivent régir une action concrète dans ce domaine ont été énoncés dans le Plan d'action pour l'environnement adopté par la Conférence de Stockholm et que depuis lors l'Assemblée générale a fait sien [résolution 2994 (XXVII) de l'Assemblée]. Il est bien sûr naturel que des pays qui ont atteint des niveaux de développement différents considèrent les problèmes de l'environnement dans une optique différente et que les divers groupes de pays accordent un rang de priorité

³ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 2A*, par. 90

différent à la tâche à entreprendre. Dans de nombreux cas, la communauté internationale devra accepter des compromis. Néanmoins, tous les pays feraient preuve de solidarité internationale s'ils ne perdaient jamais de vue l'objectif ultime — créer un environnement meilleur pour tous.

17. A bien des égards, l'action continue que l'on engage actuellement sur le plan international pour protéger et améliorer l'environnement représente une conception nouvelle dans laquelle la solidarité internationale devient solidarité mondiale en raison des efforts déployés pour conserver la planète Terre pour les générations futures. Aussi est-il particulièrement opportun que la prochaine étape sur la voie de la solidarité mondiale soit constituée par le Congrès mondial de la population qui doit se tenir en août 1974 à Bucarest.

18. La délégation suédoise considère ce congrès comme un événement qui va bien au-delà d'un examen de la situation démographique mondiale en soi. Elle espère que le Congrès reconnaîtra nettement le fait que les problèmes de population doivent être envisagés sous l'angle du rapport existant entre le nombre d'hommes qui vivent sur la terre et la quantité de ressources matérielles disponibles dans le monde et ainsi s'imposera également à l'attention des pays industriellement avancés, où le niveau de consommation par habitant est élevé. La délégation suédoise espère aussi qu'à l'issue du Congrès mondial de la population les questions relatives aux ressources disponibles et à leur répartition, à l'environnement, à la situation de la population et, en particulier, aux interrelations entre ces questions, seront inscrites en permanence à l'ordre du jour de l'Organisation des Nations Unies et bénéficieront d'un rang de priorité. Il convient donc de prier instamment les gouvernements qui ne participent pas directement aux préparatifs du Congrès d'examiner le plus tôt possible la contribution qu'ils peuvent y apporter. Comme suite à sa participation à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, le Gouvernement suédois est heureux d'accueillir actuellement le Colloque sur la population, les ressources naturelles et l'environnement qui, espère-t-on, établira l'importance et la nature des liens existant entre le facteur population, d'une part, et les ressources et l'environnement, d'autre part.

19. En ce qui concerne le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, la décision de l'Assemblée générale [résolution 3019 (XXVII)] de placer le Fonds sous l'autorité du Conseil d'administration du PNUD a permis de prendre plusieurs mesures satisfaisantes concernant la gestion du Fonds, son règlement financier et l'orientation de ses activités opérationnelles. Ces mesures doivent former une base solide pour un développement continu, heureux et efficace du Fonds.

20. Seule une compréhension profonde de la part de l'opinion publique de la nature du processus de développement et de l'importance de la coopération internationale peut permettre un engagement envers la cause du développement et une recherche d'expressions de solidarité mondiale. La Stratégie internationale du développement a énoncé clairement que la mobilisation de l'opinion publique tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement est un aspect essentiel des activités de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le

développement [voir résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale]. La Suède déploie des efforts considérables pour faire prendre conscience tant des problèmes et des aspirations des pays en voie de développement que de la responsabilité qui incombe aux pays développés de contribuer à accélérer le progrès économique et social des pays en voie de développement. Un des aspects importants du programme d'information du Gouvernement suédois est qu'il s'appuie sur les mouvements dits populaires — syndicats, communautés religieuses et associations éducatives — pour atteindre toutes les couches de la société. Le Gouvernement suédois a récemment créé un groupe consultatif chargé de mettre au point les principes et d'élaborer les mesures pratiques qui permettront de trouver des moyens plus efficaces de diffusion de l'information et de mobilisation de l'opinion publique. Les crédits budgétaires en faveur du programme d'information ont presque doublé depuis le dernier exercice financier et s'élèvent actuellement à 8 millions de couronnes suédoises, soit près de 2 millions de dollars.

21. Pour contribuer à la solution des problèmes cruciaux contemporains qui de plus en plus acquièrent une dimension mondiale — développement, redistribution des ressources tant à l'intérieur des nations qu'entre elles, justice sociale réelle et protection de l'environnement — les activités entreprises à l'échelon national et sur le plan international présupposent toutes une Organisation des Nations Unies qui soit l'incarnation du sentiment de solidarité mondiale, et une Organisation des Nations Unies qui devra se développer et s'affermir considérablement si l'on veut pouvoir envisager l'avenir avec une confiance raisonnable. Mme Thorsson tient à s'associer à la déclaration du Secrétaire général selon laquelle : "L'Organisation des Nations Unies ne saurait se nourrir de discours solennels exprimant une approbation et un soutien dénués de conviction, de réalisme et de volonté de participation. Si nous voulons qu'elle devienne l'Organisation dont les gouvernements et les peuples ont besoin et qu'exigent leurs problèmes, nous devons constamment veiller à comprendre les modifications radicales qui caractérisent le monde d'aujourd'hui, à procéder aux ajustements nécessaires et, lorsqu'il le faut, à mettre au point des méthodes et des mécanismes nouveaux⁴". C'est à cette tâche difficile que les Etats Membres et leur gouvernement doivent s'attaquer en cette période cruciale.

22. M. GEHLHOFF (République fédérale d'Allemagne) déclare que la politique d'aide bilatérale au développement du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne est un fait établi depuis de nombreuses années. L'expérience acquise dans ce domaine a conduit le Gouvernement fédéral à axer ses efforts sur l'harmonisation dans toute la mesure possible de l'aide bilatérale qu'il apporte au développement avec l'aide multilatérale. Avant l'admission de la République fédérale à l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement a participé activement à l'élaboration de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et, dans une lettre⁵, en date du

⁴ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 1A*, sect. II.

⁵ Transmise pour information aux missions permanentes des Etats Membres, le 26 octobre 1970.

22 octobre 1970, adressée au Président de l'Assemblée générale et au Secrétaire général à l'occasion de l'adoption de la Stratégie le 24 octobre, a déclaré que son action serait guidée par les principes énoncés dans la Stratégie. Son objectif au cours de la Décennie est donc de promouvoir le progrès économique et social des pays en voie de développement dans le cadre d'un système mondial de coopération en vue d'améliorer les conditions d'existence des peuples des pays en voie de développement, et par conséquent sa politique de développement est partie intégrante de sa conception de politique générale et s'inscrit dans le cadre de ses relations avec les pays étrangers.

23. Dans le contexte de ses objectifs politiques, le Gouvernement fédéral attache une importance primordiale à l'amélioration de la triste situation alimentaire qui règne dans de nombreuses parties du monde. Dans son discours à l'Assemblée générale, le 26 septembre 1973 (2128ème séance plénière), le Chancelier fédéral a déclaré que là où règne la famine il ne peut y avoir de paix à la longue et il a souligné la nécessité urgente qu'il y a non seulement de déterminer les quantités de denrées alimentaires nécessaires pour protéger de la famine de nombreuses parties de l'humanité, mais également de déterminer si les Etats sont prêts à accepter ou non les règles indispensables pour réaliser cet objectif.

24. Lors des cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions du Conseil économique et social, plusieurs représentants des pays en voie de développement ont fait part de l'inquiétude que leur causaient les tendances de la politique de détente entre l'Est et l'Ouest qui, à leur avis, pouvaient conduire à une situation où les intérêts des pays en voie de développement risquaient d'être quelque peu négligés. Ils ont demandé quel rôle serait laissé à l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement à la suite du processus de détente. De l'avis du Gouvernement fédéral, la détente ne saurait être limitée à ses éléments politiques et militaires, elle doit au contraire être un processus qui dépasse les structures anciennes des relations intergouvernementales. Pour être réelle la paix doit être fondée sur une diminution des tensions sociales et économiques qui règnent dans le monde, et dans sa politique en faveur du développement le Gouvernement fédéral accorde un rang de priorité élevé à la lutte pour la justice sociale et contre la pauvreté des masses et le chômage. Cette conception de la détente ne s'oppose pas aux intérêts des pays en voie de développement; au contraire, elle permet aux activités des Nations Unies pour le développement d'acquiescer une dimension nouvelle. Il serait prématuré de définir les rapports qui doivent exister entre la détente, le développement et le rôle des Nations Unies, mais ce qui est important c'est qu'existe la volonté de coopérer et d'aboutir à des compromis. Lors de l'admission de la République fédérale d'Allemagne à l'Organisation des Nations Unies, le Ministre des affaires étrangères, lors de son intervention devant l'Assemblée générale (2119ème séance plénière), a rejeté la distinction qu'implique l'emploi de l'expression "tiers monde" et a plaidé en faveur d'une déclaration de solidarité, comme citoyens d'un seul et même monde, dans la lutte contre la pauvreté. Le Ministre des affaires étrangères a estimé que, s'il y a une politique capable de réaliser ce but, c'est la politique de détente à laquelle son gouvernement contribue;

la détente n'est pas censée avoir un caractère d'exclusivité, elle doit profiter à tous dans la mesure où la diminution des affrontements libère des énergies qui pourront alors s'employer à surmonter l'injustice économique et sociale.

25. Le Gouvernement fédéral attache la plus grande importance à l'opération d'examen et d'évaluation des objectifs et des principes de la Stratégie internationale du développement. Dans un monde où les questions économiques sont de plus en plus complexes et interdépendantes, une politique de développement efficace exige la coopération à l'échelle mondiale; c'est pourquoi la politique du Gouvernement fédéral en la matière s'inscrit dans le cadre de la Stratégie et est fondée sur les mesures qui y sont préconisées. L'opération d'examen et d'évaluation d'ensemble des progrès réalisés est une innovation importante de la deuxième Décennie par rapport à la première. La délégation de la République fédérale a suivi avec intérêt les discussions qui ont déjà été consacrées à l'opération d'examen et d'évaluation et se félicite des résultats obtenus à Genève, lors de la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social, avec l'élaboration du document de travail annexé à la résolution 1827 (LV) du Conseil; si l'on parvenait à un consensus sur ce document, cela serait d'une extrême importance pour la coopération entre pays développés et pays en voie de développement. La délégation de la République fédérale prendra une part active à la suite de la discussion sur cette question et parlera plus en détails ultérieurement, au titre du point 46 de l'ordre du jour, du premier rapport d'ensemble du Secrétaire général sur l'opération d'examen et d'évaluation ainsi que sur la question de la révision de la Stratégie, notamment de l'adoption d'objectifs quantifiés dans le domaine de la science et de la technique.

26. L'application de la science et de la technique au développement — secteur où l'écart s'accroît entre pays développés et pays en voie de développement — est un important aspect de l'activité dans ce domaine. Le *Plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement*⁶ souligne notamment que le transfert de techniques des pays développés aux pays en voie de développement devrait se faire en tenant compte de la situation particulière des seconds. Pour le Gouvernement fédéral, les politiques de développement doivent coïncider avec cette attitude; à la deuxième session du Groupe intergouvernemental du transfert des techniques, la délégation de la République fédérale a annoncé que son gouvernement avait l'intention de créer un centre d'information technique qui, comme l'a recommandé la CNUCED dans sa résolution 39 (III)⁷, coopérerait avec les organismes correspondants dans les pays en voie de développement. Les travaux commenceront en octobre 1973 et le centre devrait être prêt à fonctionner en 1974. Il sera chargé de rassembler des renseignements sur les procédés de fabrication susceptibles d'intéresser particulièrement les pays en voie de développement, de favoriser dans les pays en voie de développement la création et l'expansion d'instituts fonctionnant en association, d'informer les pays en

⁶ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.A.18/Rev.

⁷ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session, vol. I : Rapport et Annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

voie de développement par l'intermédiaire de ces instituts, d'encourager les études et recherches sur les techniques appliquées, principalement dans les pays en voie de développement eux-mêmes, d'établir des contacts entre les entreprises de pays en voie de développement et celles de la République fédérale en vue d'instaurer une coopération technique, de développer systématiquement le mécanisme d'aide au développement de la République fédérale, particulièrement en matière de techniques appliquées, et de centraliser des renseignements sur les brevets et licences qui peuvent intéresser les pays en voie de développement. Ce centre représente une initiative importante et concrète pour un transfert des techniques qui tienne compte du niveau du développement scientifique et technique de chaque pays en voie de développement et il nouera sans aucun doute un dialogue constructif avec les Nations Unies.

27. Le but de toute politique de développement est de permettre aux pays en voie de développement d'entretenir des relations économiques sur un pied d'égalité. La République fédérale d'Allemagne, membre de la CEE et qui a un important commerce extérieur, régit par une politique de libéralisme et d'ouverture vers l'extérieur, soutiendra toutes les initiatives visant à favoriser le libre développement des échanges dans le monde et à faire en sorte que les relations commerciales se développent de façon rationnelle. Ce faisant, elle tiendra compte de la situation spéciale des pays en voie de développement dans ce secteur.

28. La réunion ministérielle du GATT, qui s'est tenue à Tokyo du 12 au 14 septembre 1973, est importante aussi bien du point de vue de la politique de développement que pour la politique commerciale. On peut considérer la Déclaration qu'elle a adoptée comme une affirmation de la volonté politique de tous les pays d'instaurer une coopération commerciale internationale et de renforcer les relations économiques internationales. Les éléments les plus importants de cette déclaration sont que tous les pays, y compris ceux qui ne sont pas parties au GATT, pourront participer aux futures négociations, que ces négociations auront pour principal objectif de développer et de libéraliser progressivement le commerce mondial et d'assurer des avantages supplémentaires dans ce domaine aux pays en voie de développement, qu'elles porteront principalement sur les obstacles, d'ordre douanier ou non, au commerce dans les secteurs industriel et agricole, notamment en ce qui concerne les produits tropicaux, et sur un réexamen de la clause de protection, que les entretiens se feront à partir d'un système de compensation globale, les pays en voie de développement étant exemptés des obligations de contrepartie qui seraient incompatibles avec leurs besoins en matière de développement, de finance et de commerce, et que des mesures spéciales seront prévues en faveur des pays les moins avancés. L'accord intervenu entre la CEE et les Etats-Unis quant à l'interdépendance des négociations commerciales et monétaires était une condition *sine qua non* à l'adoption de cette déclaration; les deux parties ont reconnu que le commerce mondial ne peut être libéralisé que si l'on essaie en même temps d'établir un système monétaire stable. La délégation de la République fédérale est persuadée qu'avec cette déclaration on dispose d'une base solide pour les prochaines négociations, qui doivent avoir lieu en 1974.

29. Le Gouvernement fédéral se félicite de voir les pays en voie de développement participer à la réforme du système monétaire international et il estime qu'il faut tenir compte de leur désir de disposer de devises étrangères en quantité suffisante. Il est donc en faveur d'une participation de ces pays à la création de nouveaux droits de tirage spéciaux, qui devraient être accordés en tenant compte à la fois de la nécessité de maintenir la stabilité et des besoins de la collectivité internationale. Il est de l'intérêt des pays en voie de développement comme de celui des pays industrialisés de renforcer la confiance en ces droits en tant que moyen de réserve accepté sur le plan international et de réformer le système monétaire international de façon à ce qu'il fonctionne correctement.

30. Le Conseil d'administration du PNUE a tenu sa première session à Genève en juin 1973; le compromis intervenu à cette occasion justifie l'espoir d'une action positive des Nations Unies dans ce domaine. Du fait de sa complexité, la notion d'environnement ne se prête pas toujours à des définitions précises et lors de sa deuxième session, en mars 1974, le Conseil d'administration devrait avoir la possibilité de débattre objectivement des questions dont il sera saisi afin que les programmes qu'il sera amené à exécuter aient été adoptés sur la base d'un consensus aussi large que possible. Le Gouvernement fédéral sait que les politiques nationales en matière d'environnement ne doivent pas être menées aux dépens des pays en voie de développement; il s'efforcera de contribuer au succès du PNUE.

31. Revenant au rapport entre la détente, le développement et le rôle que devrait jouer l'ONU à l'avenir, M. Gehlhoff passe à la question de la politique de développement européenne. Le Gouvernement fédéral est favorable à l'application par étape, par la CEE et ses membres, d'une politique de développement globale qui permette à la CEE d'accroître ses moyens d'apporter une aide technique et financière aux pays non associés ainsi que ses possibilités de mieux coordonner et harmoniser les mesures d'assistance bilatérale adoptées par ses membres. La CEE, qui est le premier partenaire commercial des pays en voie de développement, a de ce fait une responsabilité toute particulière en ce qui concerne leur participation au commerce mondial sur un pied d'égalité.

32. La délégation de la République fédérale d'Allemagne se laissera guider par le principe que l'entente n'est possible que grâce à un dialogue franc et objectif menant à un consensus. A ce propos, il ne faut pas considérer un consensus comme une formule vide, correspondant au plus petit dénominateur commun, mais comme l'expression de ce que la communauté internationale peut réaliser en coopération. Ainsi conçu, il peut être à la base d'une coopération fructueuse.

Organisation des travaux

33. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) invite les délégations qui ont exprimé le désir d'intervenir dans la discussion générale à indiquer quand elles souhaitent le faire.

34. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) dit que le retard que pourraient prendre les travaux de la Commis-

sion préoccupe sa délégation; il serait bon que les séances commencent à l'heure. D'autre part, les délégations qui désirent intervenir dans la discussion générale pourraient peut-être formuler ce qu'elles ont à dire lorsque la Commission en viendra à d'autres points de l'ordre du jour. De toute façon, la délégation britannique estime que les débats sur le point 101 (Examen de la situation économique et sociale de la région soudano-sahélienne victime de la sécheresse et mesures à prendre en sa faveur) devraient commencer à

la date prévue étant donné que des spécialistes de divers pays viendront à New York spécialement à cette occasion.

35. Le **PRESIDENT** espère qu'à l'avenir les délégations s'efforceront de faire en sorte que les séances puissent commencer 15 minutes au plus après l'heure prévue.

La séance est levée à 12 h 5.

1520^e séance

Mardi 2 octobre 1973, à 10 h 45.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1520

Discussion générale (suite)

1. M. ELIASHIV (Israël) remercie le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales de sa déclaration liminaire, à la 1516^e séance, sur la situation économique mondiale. Au cours de l'année écoulée, un certain nombre d'événements et de facteurs qui peuvent avoir une grande portée ont marqué les relations internationales et sont de nature à amener des changements non seulement dans les relations politiques, mais également dans les relations économiques de la communauté internationale et dans son développement. Depuis 1970, d'importants événements ont contribué à définir et formuler divers aspects des relations et des aspirations internationales; ce sont : la troisième session de la CNUCED, en avril-mai 1972; la création du PNUE [résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale]; et l'attention explicite consacrée à des questions telles que la sécurité économique collective, le désarmement et le développement, la charte des droits et des devoirs économiques des Etats, les sociétés multinationales, ainsi que l'adoption de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement [résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée] et le processus d'examen et d'évaluation de la Stratégie. Un examen des récents débats et rapports ainsi que du développement des nations montre un intérêt croissant de la part de beaucoup pour les éléments inhérents à la philosophie du développement économique, tels la justice sociale et la croissance économique, la croissance économique en tant que question morale, la croissance économique rapide et la redistribution du revenu, la technique efficace et la technique inefficace, et enfin la qualité de la vie. Toutefois, le développement économique n'est pas un but en soi. C'est un moyen vers la réalisation d'une société saine, progressiste et juste.

2. La pauvreté, la faim, les taudis, la maladie, l'affaiblissement physique et le manque d'instruction caractérisent encore les conditions de vie des deux tiers de la population mondiale. Malgré les programmes d'aide bilatérale, multilatérale et mondiale, l'écart entre les pays développés et les pays en voie de développement continue à grandir et grandira encore davantage, essentiellement par suite de l'augmentation

rapide de la population et l'accroissement du chômage. De plus, la situation économique mondiale actuelle, la croissante incertitude concernant les arrangements monétaires, les échanges et l'inflation sont un grave sujet de préoccupation et d'inquiétude pour la plupart des Etats Membres, en particulier pour les pays en voie de développement. Les modifications et remaniements successifs des taux de change internationaux et leur caractère incertain, les négociations commerciales, le mécontentement concernant les termes de l'échange et l'inflation caractérisent la situation actuelle et causent une profonde inquiétude pour le bien-être des pays en voie de développement. Il convient ici de mentionner tout spécialement le rôle que les droits de tirage spéciaux du FMI jouerait dans les réserves en devises étrangères des pays en voie de développement et dans le financement de leur développement. La délégation israélienne appuie sans réserve la Stratégie internationale du développement non seulement en tant qu'un cadre d'idées important pour le progrès des pays en voie de développement, mais également en tant qu'une série de directives sur l'action à mener pour atteindre les objectifs fixés. Elle constitue également un guide pour les mesures que doivent prendre les pays développés, les obligations qui incombent aux divers pays en voie de développement et la coopération entre les pays en voie de développement. La Stratégie offre le plan d'un consensus et le cadre d'un dialogue plus constructif entre les nations.

3. Les divers rapports dont la Commission est saisie montrent que les progrès ont été insuffisants et que souvent on ne s'est même pas attaqué de façon active et efficace aux problèmes du développement. C'est ainsi qu'en 1972 un tiers seulement des pays en voie de développement du monde ont dépassé l'objectif global de 6 p. 100 pour le taux de croissance annuel; la moitié n'ont pas réussi à atteindre même 5 p. 100 et un cinquième environ des pays en voie de développement ont vu diminuer le revenu par habitant. Ces derniers groupes représentent environ 40 p. 100 de la population des pays en voie de développement. On estime que, dans l'ensemble, la production agricole du monde en voie de développement a diminué de 1,6 p. 100 de 1971 à 1972, après avoir augmenté dans la même proportion au cours des 12 mois précédents. Dans la Stratégie internationale du développement,

l'Organisation des Nations Unies avait fixé un objectif moyen d'au moins 6 p. 100 par an pour la croissance du produit national brut des pays en voie de développement. A cette fin, les pays développés avaient été invités à augmenter l'aide publique au développement pour la porter à 0,7 p. 100 de leur produit national brut en 1975. Malheureusement, il est maintenant clair que cet objectif ne sera pas atteint. Il y a cependant les exceptions : par exemple, les Pays-Bas ont augmenté leur aide publique au développement, qui a dépassé 0,6 p. 100.

4. Pour progresser, les pays en voie de développement doivent participer pleinement aux décisions concernant les questions monétaires et commerciales qui seront prises aux prochaines négociations commerciales multilatérales dans le cadre du GATT et aux conversations concernant la réforme du système monétaire mondial. Il faudra accorder l'attention qui convient aux intérêts vitaux et spéciaux de ces pays et le résultat devra être un plus large accès des marchés pour leurs produits, leur permettant ainsi d'augmenter leurs recettes d'exportation et de consolider leur situation financière. La croissance continue des pays en voie de développement est évidemment tributaire de l'expansion rapide de leur commerce avec les pays développés, qui, de leur côté, ont besoin des exportations des pays en voie de développement. Il faudrait donc résoudre de façon coordonnée les problèmes dans les domaines monétaire, commercial et financier, avec la pleine participation des pays développés et des pays en voie de développement et la solution devrait tenir compte de l'interdépendance de ces domaines.

5. Etant donné l'importance pour les pays en voie de développement de l'expansion de leur commerce pour leur croissance économique, M. Eliashiv désire se référer à la proposition de créer un système de garantie du crédit à l'exportation pour le commerce entre les pays en voie de développement. Cette idée a été avancée pour la première fois par le gouverneur de la Banque d'Israël à la réunion annuelle de 1972 du Conseil des gouverneurs de la BIRD. Comme elle avait reçu l'appui de nombreux pays en voie de développement et de pays développés, la Banque a entrepris une première étude de la proposition et une nouvelle étude approfondie est en cours. La proposition initiale, décrite plus longuement par sa délégation en 1972, figure en annexe au rapport établi par le Secrétaire général pour la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social¹.

6. Après de longues années d'emprunt à des sources multilatérales et autres, la charge du remboursement du principal et du paiement des intérêts absorbe une part croissante des capitaux dont disposent les pays en voie de développement. Il est clair que le courant de capitaux aux pays en voie de développement doit être augmenté pour leur permettre de continuer à progresser, à faire face à leurs engagements et à réaliser leurs aspirations. Si la tendance actuelle continue, l'accroissement de la dette aura prochainement pour effet d'annuler le maigre courant de capitaux vers les pays en voie de développement. Les recettes d'exportation n'ont pas augmenté aussi vite que les paiements pour le service de la dette, le transfert net de ressources diminue de façon continue et les conditions de l'aide deviennent moins souples. Il en résulte que les

pays en voie de développement ont aujourd'hui encore plus besoin d'une augmentation marquée de l'aide publique au développement à de meilleures conditions accompagnée de mesures efficaces pour alléger la charge croissante du service de la dette. Un autre élément important pour favoriser la croissance de leurs exportations est le volume du crédit à long terme dont les pays en voie de développement peuvent disposer; il ne correspond, malheureusement, qu'à une fraction de leurs besoins.

7. Le haut niveau des taux d'intérêt est un obstacle majeur à la mobilisation de fonds supplémentaires sur le marché mondial des capitaux. Le "Plan Horowitz", proposition qui envisageait la création d'un fonds multilatéral de péréquation des intérêts, est l'une des façons d'augmenter le montant total des capitaux disponibles aux fins du développement à des conditions plus favorables. A la vingt-septième session, la délégation israélienne a suggéré à la Commission de donner suite à cette proposition, à petite échelle au bénéfice des pays en voie de développement les moins avancés, en tant qu'expérience pilote.

8. Passant au rôle des pays en voie de développement eux-mêmes, la délégation israélienne souhaite appuyer l'opinion de plus en plus répandue que ces pays doivent compter d'abord sur eux-mêmes. Ce n'est qu'en mobilisant toutes les ressources intérieures, humaines aussi bien que financières et matérielles, qu'ils pourront utiliser efficacement l'assistance extérieure.

9. De façon générale, deux problèmes cruciaux continuent de dominer le monde en voie de développement : le danger de la famine et les niveaux de revenu tout à fait insuffisants. On ne peut les résoudre que par une énorme augmentation de la production agricole et une industrialisation accélérée du monde en voie de développement. Beaucoup de pays savent que le souci de l'industrialisation en tant que clef du développement économique doit être élargi pour faire une place plus grande au développement de l'agriculture. Toutefois, pour envisager de façon intégrée le développement de l'agriculture et l'industrialisation, il faut des capitaux et des compétences, la combinaison du progrès économique et du progrès technique. Il est hors de doute, par exemple, qu'avec la technique moderne on peut augmenter la production agricole de façon spectaculaire. La révolution verte a démontré qu'avec des efforts substantiels et une politique adéquate la capacité de production de la terre pouvait être augmentée dans des proportions sans précédent. Les conceptions industrielles et leurs applications sont également transformées.

10. L'expérience d'Israël dans l'application de la technique à l'agriculture a abouti à des améliorations remarquables dans la production primaire et pourrait servir à d'autres pays en voie de développement. Israël est un petit pays, presque entièrement privé de ressources naturelles, avec des ressources hydrauliques limitées et très peu de terres cultivables. Il se trouve dans une situation géopolitique difficile et sa population a quadruplé en 20 ans. Il a cependant réalisé un taux de croissance annuelle de son produit national brut de 10 p. 100 depuis qu'il existe. L'agriculture, par exemple, qui répond à 85 p. 100 des besoins de la consommation, a connu les taux de croissance les plus élevés du

¹ E/5291.

² Document TD/B/C.3/1 du 10 mars 1965.

monde. En Israël, le processus d'industrialisation a porté le nombre de personnes employées dans l'industrie à 26 p. 100 de la population active. Les exportations ont augmenté considérablement et consistent principalement en articles manufacturés. Ces résultats ont été atteints grâce à des innovations continues et en combinant le capital, la science et la technique.

11. La délégation israélienne approuve la priorité de plus en plus élevée donnée à l'échange d'expériences et de conseils entre les pays en voie de développement et avec les pays qui ont réussi à améliorer de façon décisive la façon dont ils utilisent leurs ressources. Evidemment, les pays en voie de développement ne sont pas tous semblables et chacun doit trouver les méthodes qui conviennent le mieux à sa situation. Certains pays en voie de développement, conscients de ces facteurs, s'efforcent d'éviter les maux dont souffrent les pays du monde hautement industrialisés, tels que l'urbanisation excessive et non réglementée. Israël a essayé de faire face à ce problème en créant un certain nombre de zones de développement rural plus ou moins autonomes, groupant chacune plusieurs communautés agricoles autour d'un centre industriel urbain de moyenne dimension. Ce système a éveillé beaucoup d'intérêt dans d'autres pays en voie de développement de la région méditerranéenne, d'Amérique latine et d'Asie.

12. Les pays en voie de développement doivent développer et renforcer la coopération entre eux sur une base régionale ou entre pays voisins. Certes, la coopération internationale ne doit pas dépendre uniquement du voisinage géographique mais aussi des affinités économiques, sociales, culturelles et humaines; la coopération régionale doit être complétée par un réseau de lignes de communication et de coopération traversant les océans et les continents. Israël a adapté et conformé ses efforts de coopération en vue du développement à ce modèle interrégional et participe avec quelque 70 pays en voie de développement en Afrique, en Asie et en Amérique latine à une grande diversité de programmes de développement. Depuis le début du programme de coopération international d'Israël, plus de 4 000 experts israéliens ont servi dans quatre continents et plus de 15 000 stagiaires ont étudié en Israël. Israël est prêt à partager ses connaissances et son expérience avec d'autres pays en voie de développement et à élargir sa coopération avec eux. Depuis 1960, Israël a organisé de grandes conférences internationales sur des sujets divers dans l'intérêt des pays en voie de développement, avec la participation des représentants de nombreux pays et d'organisations internationales.

13. La délégation israélienne appuie pleinement l'opinion qu'il faut insister sur le renforcement de la coopération régionale entre pays en voie de développement. Elle a fréquemment déclaré qu'il y avait besoin d'une commission économique régionale pour le Moyen-Orient pour prendre en considération les intérêts légitimes de tous les Etats de la région, arabes et non arabes, et pour favoriser la coopération économique et sociale entre eux. La délégation israélienne regrette donc profondément qu'à sa cinquante-cinquième session le Conseil économique et social ait adopté la résolution 1818 (LV), résolution discriminatoire qui exclut Israël de la participation à une commission économique régionale. Cette

résolution est contraire au principe de l'universalité, à la Charte des Nations Unies et aux pratiques établies de l'Organisation des Nations Unies.

14. La délégation israélienne partage l'inquiétude que cause la situation des moins avancés des pays en voie de développement et appuie les mesures, les priorités et les programmes d'action spéciaux en leur faveur. Toutes les nations doivent s'efforcer, par une meilleure compréhension internationale et un dialogue plus constructif, d'arriver à une coopération efficace et de consolider la paix. Telles sont les vraies conditions du développement économique et social. Ce sont aussi les conditions fondamentales pour parvenir à atteindre les objectifs de la Stratégie internationale du développement et d'autres déclarations internationales pertinentes. C'est seulement lorsque les gouvernements et les peuples seront pleinement conscients de l'interdépendance, du sort commun et de la commune responsabilité de toutes les nations et lorsque la philosophie de l'universalité sera admise qu'il sera possible d'alléger les souffrances de la majorité de la population mondiale et de réaliser de nouveaux progrès.

15. M. GEBRU (Ethiopie) dit que le principal point de l'ordre du jour de la Commission à la présente session concerne l'examen et l'évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (point 46). Lors de la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social, on a enregistré un certain progrès, du moins au sein du Groupe de travail, vers une communauté de vues quant à la manière d'atteindre les buts et les objectifs du développement. La Stratégie a défini des objectifs sectoriels quantitatifs bien déterminés qui doivent être réalisés avant la fin de la Décennie et elle a souligné quelles sont les mesures de politique générale pertinentes qui doivent être prises par les pays en voie de développement, les pays développés, l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées. Cependant, depuis leur adoption, certains des objectifs fixés par la Stratégie sont déjà caducs en raison de variations rapides et complexes intéressant les priorités relatives au développement socio-économique, à la production et aux relations concernant l'aide au développement et le commerce. Les faits nouveaux intervenus dans les relations entre les principaux partenaires commerciaux, la remise en cause de la croissance considérée comme étant une fin en soi, et le sentiment qu'il faut introduire des paramètres relatifs aux éléments sociaux, tels que la pauvreté des masses et le chômage, la répartition des revenus et l'amélioration de la qualité de la vie, dans les plans de développement des pays en voie de développement n'ont pas été bien prévus lors de l'adoption de la Stratégie. L'opération biennale d'examen et d'évaluation de la mise en œuvre de la Stratégie offre une occasion unique d'identifier, d'étudier et d'analyser les paramètres qui ont affecté son application, en vue de redéfinir les objectifs de manière à tenir compte de l'évolution des réalités.

16. L'une de ces réalités en cours d'évolution est la détente politique qui se fait jour parmi les grandes puissances et constitue un pas encourageant vers la paix et la sécurité mondiales. Cependant, une condition suffisante pour qu'existe une paix durable est l'élimination de la misère, l'amenuisement de l'écart entre riches et pauvres : bref, il s'agit de résoudre le problème de

l'inégalité entre le Nord et le Sud. A cette fin, les pays développés doivent élaborer et appliquer des politiques économiques rationnelles pour mettre en place un système économique mondial unique, fondé sur la sécurité économique collective. Dans le domaine du commerce mondial, la réunion ministérielle du GATT qui s'est tenue à Tokyo du 12 au 14 septembre 1973 a officiellement lancé la deuxième série des négociations commerciales multilatérales, avec l'adoption d'une déclaration. La délégation éthiopienne se réjouit de constater qu'un comité des négociations commerciales a été créé et elle espère que les négociations commerciales qui doivent être terminées d'ici à 1975 se solderont par des avantages tangibles pour les pays en voie de développement. Les négociations visent à assurer en premier lieu l'expansion et la libéralisation du commerce mondial grâce au démantèlement progressif des barrières commerciales et à la création d'un mécanisme international régissant le commerce mondial. Le deuxième objectif des négociations devrait être d'assurer des avantages commerciaux supplémentaires aux pays en voie de développement en accroissant leurs recettes en devises, ce qui les aidera à diversifier leurs exportations, accroissant ainsi leur participation au commerce mondial. Bien que le principe de la non-réciprocité ait été accepté, il est encore trop tôt pour dire si les pays en voie de développement en bénéficieront réellement. Le système généralisé des préférences mérite l'attention à cet égard. Après cinq années de négociations difficiles au sein du Comité spécial des préférences de la CNUCED, les bénéficiaires de ce système sont encore très peu nombreux en raison de son champ d'application limité. Vu cette expérience, les barrières tarifaires et non tarifaires devraient être démantelées de telle façon que l'on puisse prévoir d'avance quels avantages peuvent en attendre les pays en voie de développement. Les problèmes commerciaux des pays les moins développés méritent une attention toute particulière, car ils requièrent l'application d'un traitement spécial ou différencié, dans le contexte de toutes les mesures d'ordre général ou particulier prises en faveur de l'ensemble des pays en voie de développement. Si l'on constate certains signes encourageants en ce qui concerne l'assistance technique et financière accordée aux pays les moins développés, conformément à la résolution 62 (III) de la CNUCED³, on attend toujours l'adoption de mesures concomitantes dans le domaine des politiques commerciales et secteurs connexes pour améliorer les exportations desdits pays. L'ouverture de négociations commerciales multilatérales devrait donc offrir aux pays développés une excellente occasion d'honorer leurs engagements passés en consentant des conditions commerciales de faveur aux pays les moins développés. La délégation éthiopienne espère que, grâce aux négociations commerciales bilatérales qui doivent être terminées d'ici à 1975, les objectifs commerciaux définis dans la Stratégie internationale du développement seront aisément atteints avant la fin de la Décennie.

17. Il n'est désormais plus possible d'étudier les problèmes commerciaux indépendamment des questions financières et monétaires, des systèmes de paiement et du développement. On a pu croire qu'un accord per-

mettant d'apporter une solution durable à la crise monétaire internationale interviendrait à l'automne 1973. Cependant, la réunion annuelle commune de la BIRD et du FMI qui s'est tenue à Nairobi du 24 au 28 septembre a dissipé tout espoir d'aboutir rapidement à une entente sur la réforme du système monétaire international. Alors que l'objectif général de la réforme monétaire est de permettre la régularisation du courant des échanges internationaux et des investissements tout en évitant que certains pays ne s'endettent excessivement ou n'amassent des excédents trop importants, aucun accord ne s'est encore fait sur le mécanisme qui permettra de procéder à l'ajustement. Jusqu'ici, on a seulement décidé que les droits de tirage spéciaux seraient un des pivots monétaires du système réformé. Les fluctuations monétaires pèsent lourdement sur l'économie des pays en voie de développement car elles ont eu pour conséquence d'accroître les taux de fret, les commissions commerciales et les primes d'assurance. L'ajournement de l'accord sur la réforme monétaire mènera donc à une plus grande instabilité monétaire, comme le montre l'attaque dont a été récemment victime le franc français et d'où il ressort que le flottement des monnaies ne peut être qu'une mesure de transition.

18. L'actuelle flambée des prix des marchandises est également liée en partie à l'instabilité des monnaies, les spéculateurs se tournant vers les marchandises pour se prémunir contre les risques courus sur le marché des devises. C'est pourquoi cette flambée ne saurait être considérée comme traduisant une tendance à long terme, à moins qu'elle ne soit soutenue par les politiques éclairées des pays développés. Le Comité des Vingt du FMI a soumis les grandes lignes d'un projet de réforme monétaire lors de la réunion de Nairobi. Ce comité a généralement reconnu la nécessité d'un ordre monétaire réformé, fondé sur la coopération et les consultations au sein du FMI, ordre qui favoriserait la croissance du commerce mondial et de l'emploi et encouragerait le développement économique. Il a été également convenu que le processus d'ajustement devrait être fondé sur des valeurs paritaires stables mais susceptibles d'être ajustées et que les droits de tirage spéciaux devraient constituer le fonds de réserve principal parallèlement à la diminution du rôle de l'or et des autres monnaies de réserve. Toutefois, le système réformé devrait viser à encourager le courant des ressources réelles destinées aux pays en voie de développement et la création des droits de tirage spéciaux devrait s'accompagner de mesures qui permettraient à ces pays de disposer de liquidités supplémentaires. Le montant des capitaux destinés au développement acheminés vers les pays en voie de développement devrait être accru grâce à la consolidation des importants excédents en dollars qui sont utilisés sur le marché monétaire mondial comme capital de spéculation et qui sont reconnus comme étant l'une des causes de l'inflation mondiale et le facteur le plus perturbateur de la stabilité monétaire. En résumé, le succès de la réforme dépend également de dispositions relatives aux questions connexes du commerce international, des dépenses d'équipement et de l'aide au développement.

19. Les pays en voie de développement sont de plus en plus préoccupés par la stagnation relative de l'aide officielle au développement, qui a de graves incidences sur leur taux d'endettement déjà extrêmement élevé. Le caractère problématique du service de la dette dans

³ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session*, vol. I : *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

les pays en voie de développement nécessite que l'on envisage les problèmes de l'endettement sous un jour nouveau et il faudrait envisager la possibilité d'adopter des critères reconnus dans le monde entier pour traiter ces problèmes. La délégation éthiopienne note avec satisfaction que la BIRD prévoit de prêter 22 milliards de dollars aux pays en voie de développement. L'objectif quinquennal relatif au montant des dépenses de la Banque représente une augmentation de 40 p. 100 par rapport aux dépenses de la période quinquennale précédente. Toutefois, l'imminence de l'épuisement, prévu pour la mi-1974, des fonds de l'AID est préoccupante, même s'il est par ailleurs rassurant de constater que des contributions d'un montant de 4,5 milliards de dollars destinés à renflouer les fonds de cette organisation ont été annoncées récemment. Ce quatrième renflouement devrait intervenir rapidement de manière à assurer la continuité de la coopération internationale en matière de développement.

20. L'élément peut-être le plus positif en matière de coopération économique internationale au cours de l'année 1973 a été le mouvement amorcé par le tiers monde vers la coopération économique. La Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Alger du 5 au 9 septembre, a adopté un programme d'action grandiose en vue de la coopération économique au sein du tiers monde. Les pays non alignés se sont engagés à coopérer pour ce qui est du commerce, des transports et du développement industriel, des questions financières et monétaires, de la recherche, de la science et de la technique, ainsi que du transfert des techniques et du savoir-faire industriel. A l'échelon régional, les ministres africains du commerce, du développement et des finances se sont réunis à Abidjan du 9 au 13 mai 1973 et ont adopté une déclaration sur la coopération, le développement et l'indépendance économique, qui a été adoptée par la suite lors de la dixième session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, tenue à Addis-Abeba le 25 mai 1973. En adoptant cette déclaration, les chefs d'Etat et de gouvernement africains ont reconnu la détérioration des conditions socio-économiques des pays en voie de développement en général, et des pays africains en particulier, et l'écart croissant entre riches et pauvres, écart qui engendre un profond sentiment de frustration lourd de conséquences pour la paix, la sécurité et la stabilité. Les mesures adoptées au cours de la dernière décennie pour lutter contre le sous-développement n'ont pas réussi à susciter des conditions favorables au développement du continent africain. Pour enrichir et compléter les mesures prises par la communauté internationale et pour accélérer le rythme de la coopération et de l'intégration économiques entre les pays africains, les chefs d'Etat et de gouvernement africains se sont engagés à prendre des mesures concertées pour ce qui est de l'identification des ressources naturelles, de l'agriculture, des transports, de l'infrastructure, de l'industrialisation, des questions financières et monétaires, du commerce international, de l'environnement et du tourisme.

21. De plus, les pays africains sont convenus d'harmoniser leurs positions et de ne faire qu'un dans les relations futures entre les pays africains et la CEE. Leur objectif principal dans leurs relations avec la Communauté est de pouvoir appliquer les mesures économiques essentielles à leur développement futur

dans le cadre d'un accord global sur les questions commerciales, techniques et financières. Il ne fait pas de doute que, si les pays africains pouvaient obtenir, pour leurs produits, l'accès au marché de la Communauté et les prix stables et rémunérateurs qu'ils demandent, le commerce entre les deux régions s'en trouverait élargi. En développant leurs échanges interrégionaux, les pays africains cherchent à augmenter leurs recettes d'exportation, à accroître leur capacité d'investissement et à faciliter leur croissance économique en général.

22. En dépit des politiques suivies par les gouvernements, les économies des pays africains continuent à ressentir durement l'absence d'une infrastructure des transports satisfaisante, le manque de personnel qualifié, l'évolution défavorable des termes de l'échange, un endettement croissant et le fait que leur production agricole n'arrive pas à répondre à la demande des consommateurs. La situation alimentaire mondiale s'est aggravée au cours des quelques dernières années en raison à la fois de l'augmentation de la population et de mauvaises conditions météorologiques. La suggestion tendant à constituer une "banque alimentaire" qui serait gérée sous une forme ou sous une autre par un organisme international et qui aurait pour mandat de résoudre la crise alimentaire est certes excellente, mais il faudrait attendre, pour la concrétiser, que soit résorbée la pénurie de denrées alimentaires dont souffrent les pays en voie de développement et que soit écarté le spectre de la faim. En Afrique, la situation alimentaire est particulièrement inquiétante, des millions de personnes y souffrant de la famine, en particulier dans la région où sévit une sécheresse prolongée. La gravité de la situation appelle un examen et une attention continus afin que des secours puissent être organisés et que des mesures de relèvement puissent être prises en vue de lutter contre la faim. Il est réconfortant de noter que le Conseil économique et social a examiné cette question grave et urgente à sa cinquante-cinquième session et que le Conseil d'administration du PNUD a décidé, à sa seizième session, d'autoriser l'octroi de fonds supplémentaires au titre d'une aide à apporter durant la période 1973-1976 aux pays africains frappés par la sécheresse. La délégation éthiopienne appuiera toute initiative judicieuse de la Commission en la matière.

23. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que la discussion générale permet de mieux saisir les événements qui se produisent sur la scène de l'économie mondiale, ainsi que leurs causes, et de percevoir les grandes orientations qu'il convient de donner aux travaux des principaux organes économiques; elle donne aussi à l'Organisation des Nations Unies l'occasion de prendre des mesures pratiques dans le domaine économique. Les points importants qui figurent à l'ordre du jour de la Commission ne sauraient être examinés en dehors du contexte de la situation politique internationale, laquelle constitue la toile de fond du développement économique mondial. Des progrès considérables ont récemment été faits dans le sens d'une détente internationale et d'une amélioration des relations entre les Etats sur la base des principes de la coexistence pacifique. Le système socialiste, qui s'efforce obstinément de favoriser l'établissement de relations internationales fondées sur l'égalité réelle, le respect, les avantages réciproques et la communauté des intérêts, contribue à

donner corps à cette évolution. L'importance de l'exécution du programme de paix formulé par le vingt-quatrième Congrès du parti communiste de l'Union soviétique, en mars 1971, a été reconnue de tous; de plus en plus, ce programme détermine le rythme de la détente et l'établissement d'une coopération équitable entre tous les pays intéressés. Les évolutions qui se produisent dans la situation internationale marquent des jalons concrets vers les objectifs de paix, de sécurité et de coopération que l'Union soviétique et les pays socialistes appuient sans relâche depuis des décennies. La conclusion, au début de 1973, des accords de Paris sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Viet-Nam ont contribué dans une large mesure à assainir l'atmosphère internationale. Des améliorations notables se produisent également dans la situation politique en Europe; témoins en sont, notamment, les traités conclus entre un certain nombre de pays socialistes et la République fédérale d'Allemagne, l'entrée de la République fédérale d'Allemagne et de la République démocratique allemande à l'Organisation des Nations Unies, les travaux constructifs de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et l'accord qui s'est fait en vue d'entamer des pourparlers, le 30 octobre 1973, sur la réduction des forces armées et des armements en Europe centrale. Des résultats considérables ont été également obtenus ces dernières années dans le domaine de la limitation de la course aux armements et du désarmement. Une convention a été conclue sur l'interdiction des armes bactériologiques et sur leur destruction. Les accords entre l'URSS et les Etats-Unis sur la limitation des armements stratégiques sont appelés à jouer un grand rôle. La conclusion, lors des entretiens qui ont eu lieu en juin 1973 entre le Secrétaire général du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique, M. Brejnev, et le Président des Etats-Unis, M. Nixon, d'un accord permanent sur la prévention de la guerre nucléaire a marqué un grand pas pour écarter la menace d'une catastrophe nucléaire. C'est donc à juste titre que M. Brejnev a pu dire que le monde était plus près d'une paix solide et durable qu'il ne l'avait jamais été dans le passé.

24. Les progrès récents sur la voie de la détente servent les intérêts de tous les pays puisqu'ils ont pour effet de créer les conditions essentielles au progrès économique et social de tous. Les entretiens récents de l'Union soviétique avec les Etats-Unis, la France, la République fédérale d'Allemagne et d'autres pays ont ouvert de nouvelles possibilités en vue de l'établissement de liens économiques importants entre Etats ayant des régimes sociaux et économiques différents, ce qui constituerait un parallèle utile aux progrès actuels dans le domaine politique. De même, ces évolutions concordent parfaitement avec les intérêts légitimes des pays en voie de développement et leur objectif de développement accéléré. Certains continuent à s'efforcer de présenter une image déformée de la détente, mais comme l'Union soviétique s'oppose à ce que les calculs étroitement égoïstes l'emportent et à ce que le règlement de questions particulières se fasse au détriment des grands problèmes, il serait tout à fait faux de prétendre que les grandes puissances s'étendent au détriment des intérêts des pays en voie de développement. On assiste en fait à l'élimination des derniers vestiges de la guerre froide, de la méfiance et de la suspicion réciproques et à la concentration des ef-

forts dans le sens d'une rivalité pacifique plutôt que dans celui d'un affrontement militaire de deux systèmes sociaux différents. Il est évident que l'absence d'un tel affrontement est dans l'intérêt des pays en voie de développement; en effet, une atmosphère d'hostilité dans le monde ne pourrait que renforcer les tendances antidémocratiques dans les relations internationales et favoriser les atteintes aux intérêts politiques et économiques des pays en voie de développement. L'histoire nous enseigne que c'est précisément durant la période de forte tension de la guerre froide que les forces impérialistes et néo-colonialistes ont pu avec le moins de difficultés dresser les pays en voie de développement les uns contre les autres, utiliser leur territoire pour se lancer dans des guerres véritables contre les mouvements de libération nationale et établir des régimes fantoches réactionnaires dans un certain nombre d'entre eux aux fins de masquer leur politique néo-colonialiste.

25. Il reste de nombreux problèmes urgents à résoudre qui sapent le processus de la détente et le processus parallèle du développement. Des foyers de tension internationale et de conflits militaires subsistent dans plusieurs parties du monde. La course aux armements continue. Des sommes colossales sont dépensées à des fins militaires, surtout par les Etats économiquement les plus avancés et militairement les plus forts. Certains pays en voie de développement sont également entraînés dans cette course aux armements. Ces grandes dépenses militaires imposent un lourd fardeau aux peuples de tous les pays du fait que d'immenses ressources sont ainsi affectées à d'autres fins que le développement économique et social. La solution de ces problèmes et d'autres problèmes importants déboucherait sur de nouvelles améliorations considérables dans la situation internationale, le renforcement de la paix et la création de conditions plus propices à l'arrêt de la course aux armements et à la réalisation du désarmement général et complet, ce qui réduirait encore la tension internationale. Les Etats pourraient alors orienter leurs efforts et leurs ressources vers le développement économique et social et relever encore le niveau de vie de leur population. C'est avec cet objectif à l'esprit que l'Union soviétique, à la 2126ème séance plénière, le 25 septembre dernier, a proposé d'inscrire à l'ordre du jour de la vingt-huitième session de l'Assemblée générale, en tant que question importante et urgente, la question intitulée "Réduction de 10 p. 100 des budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et utilisation d'une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement". Le niveau atteint par les budgets militaires pour 1973 serait pris comme point de départ pour cette réduction; la fraction des ressources ainsi dégagée qui servirait à aider les pays en voie de développement pourrait également être fixée à 10 p. 100, l'aide étant fournie en premier lieu aux pays qui ont été récemment victimes de grandes catastrophes naturelles. Les ressources devraient être réparties sur une base équitable, compte tenu des besoins les plus urgents des pays en voie de développement. Le montant à allouer à chaque pays pourrait être déterminé par un comité international spécial composé de représentants des pays en voie de développement, des membres permanents du Conseil de sécurité et d'autres Etats qui réduiraient également leur budget militaire. Il va de soi que la réalisation d'un

tel plan appellerait la participation de tous les membres permanents du Conseil de sécurité, sans exception, et qu'il serait souhaitable que d'autres Etats économiquement et militairement forts réduisent également leur budget militaire. Les Etats qui s'engageraient dans cette voie bénéficieraient eux aussi incontestablement de la réduction des dépenses militaires puisqu'ils seraient en mesure de consacrer des ressources considérables aux besoins pacifiques de leur population. L'adoption par l'Assemblée générale d'une résolution invitant les Etats Membres permanents du Conseil de sécurité à réduire leurs budgets militaires de 10 p. 100 et à utiliser une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement et l'application de cette décision contribueraient sans aucun doute à améliorer encore les relations entre les Etats et à stabiliser la situation internationale. L'établissement d'une coopération mutuellement avantageuse et non discriminatoire entre Etats ayant des structures économiques, commerciales, scientifiques et technologiques différentes qui résulterait d'une telle diminution de la tension favoriserait incontestablement l'établissement de relations économiques normales à l'échelle mondiale et la coopération dans ces domaines serait à l'avantage de tous les pays.

26. Les relations économiques que l'Union soviétique établit avec les pays en voie de développement sont fonction de la nécessité d'une coopération générale dans laquelle interviennent des facteurs historiques et qui constitue déjà un important élément du développement pacifique, indépendant et progressif des pays en voie de développement, offrant d'excellentes perspectives à ceux d'entre eux qui sont prêts à participer à cette coopération. Par son contenu économique et social et par son orientation politique, elle se différencie radicalement de l'assistance que fournissent les Etats capitalistes, et l'Union soviétique est prête à continuer de développer, à l'avenir, de telles relations sur une base stable et à long terme.

27. La politique léniniste d'appui aux mouvements de libération nationale, qui est celle de l'Union soviétique, demeure inchangée dans la nouvelle atmosphère de détente. M. Brejnev a récemment déclaré que les peuples des pays socialistes constituent, avec ceux d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, une force extraordinaire pour la paix dans les relations internationales et il a indiqué que l'Union soviétique est disposée à établir des liens de coopération avec eux. A Alger, la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés a de nouveau montré que la voix que ses participants élèvent en faveur de la détente et contre l'agression et l'oppression est convaincante et pleine d'autorité.

28. L'internationalisation des relations économiques, l'un des phénomènes économiques les plus importants de l'époque contemporaine, tient à l'augmentation chaque année du nombre des problèmes communs au monde dans son ensemble. L'intégration économique assume donc une importance de plus en plus grande. L'intégration socialiste se différencie considérablement de l'intégration capitaliste dans sa finalité et par son essence économique et sociale, par les motifs sous-jacents qui l'inspirent, par les méthodes employées ainsi que par ses conséquences sociales et ses conséquences politiques internationales. Trois éléments essentiels du développement sont

interdépendants sur le plan international : la révolution scientifique et technique; l'intensification de la coopération et une plus grande efficacité des économies nationales. Des résultats positifs ont déjà été obtenus durant les deux premières années de coopération entre les pays socialistes, sur la base de plans coordonnés. Leurs économies ont enregistré de nets progrès dans tous les secteurs de la production, assurant de la sorte un niveau de vie plus élevé à leurs populations. En Union soviétique, le revenu national s'est accru de 10 p. 100 au cours des deux dernières années, accroissement qui tient en grande partie au développement de l'industrie; au cours de l'année écoulée, la production industrielle a, en Union soviétique, augmenté de 6,5 p. 100 et la croissance a été particulièrement rapide dans des branches de l'économie telles que la mécanique, l'électronique et les industries chimiques et pétrochimiques, qui sont un facteur de base déterminant du niveau technique général et de l'efficacité de la production ainsi que pour la structure de l'ensemble de l'économie. La consommation individuelle a continué d'augmenter en Union soviétique de 4,7 p. 100 en 1971 et de 3,7 p. 100 en 1972. Il y a eu un accroissement réel du revenu accompagné d'une baisse du prix au détail de certains biens de consommation. L'expansion du commerce de détail qui a suivi est allée de pair avec le plein emploi, une circulation monétaire stable et la stabilité des prix.

29. Par suite de l'élévation du niveau de leur production, les pays membres du CAEM sont parvenus à un nouveau stade de leur intégration mutuelle, comportant une coopération active en matière de recherche, de planification et de production ainsi que l'échange de produits finals, ce qui a abouti à une spécialisation de la part de chaque pays et à une étroite coopération entre les pays membres dans la production de la plupart des catégories de biens. L'intégration parmi les pays socialistes offre des perspectives favorables en vue de l'unification de leur potentiel scientifique et technique. A la vingt-septième session du CAEM, le rôle de la Banque internationale pour la coopération économique et de la Banque internationale d'investissements dans le processus d'intégration a pris plus d'envergure et l'accent a été mis sur l'importance croissante de la monnaie socialiste commune.

30. L'intégration économique socialiste ne signifie pas néanmoins que les pays du CAEM sont isolés du reste du monde. L'Union soviétique et d'autres pays socialistes continuent de développer leurs liens de coopération économique et scientifique avec les pays en voie de développement, sur la base de l'égalité, de l'avantage mutuel et du respect de la souveraineté. De 1961 à 1971, les échanges commerciaux entre le groupe du CAEM et les pays en voie de développement se sont accrus de 11 p. 100 par an alors que l'ensemble des échanges commerciaux de ce groupe avec l'extérieur n'a augmenté que de 8,6 p. 100. A l'heure actuelle, l'Union soviétique fait du commerce avec 70 pays en voie de développement, dans la plupart des cas sur la base de traités et d'accords, dont certains à long terme. Elle fait tout ce qui est en son pouvoir pour conclure davantage d'accords de stabilisation des échanges commerciaux relatifs aux matières premières, pour supprimer les barrières, tant tarifaires que non tarifaires, qui font obstacle au commerce international et pour ouvrir de la sorte davantage de débouchés aux exportations des pays en voie de développement. Elle continue

à fournir une assistance accrue pour la mise en place des branches essentielles de l'économie des pays en voie de développement, notamment dans le secteur de l'Etat. La coopération de l'Union soviétique avec ces pays est particulièrement importante en ce qu'elle vise essentiellement à améliorer la situation de la main-d'œuvre, à en élever le niveau de vie, à lui ouvrir plus grandes les portes de l'enseignement et des services de santé et à éliminer, à long terme, la pauvreté et le chômage. L'Union soviétique a actuellement conclu des accords de coopération économique, scientifique et technique avec 45 pays en voie de développement auxquels elle fournit une aide pour la construction ou l'élargissement de 850 projets environ dont plus de 400 sont déjà en cours. L'Union soviétique a consacré une grande partie des 5,6 milliards de roubles qu'elle a alloués aux projets dans les pays en voie de développement de 1963 à 1971 au développement de la production — surtout de l'industrie et de l'énergie, qui sont des facteurs déterminants du niveau de développement de l'économie, accélérant ce dernier et affermissant l'indépendance nationale. L'Union soviétique a également formé du personnel national destiné aux pays en voie de développement; elle les a aidés ou les aide à construire plus de 120 établissements d'enseignement, et un nombre élevé d'experts de ces pays ont été formés en Union soviétique où 14 000 étudiants environ venus de ces pays reçoivent actuellement un enseignement dans des établissements d'enseignement supérieur. A l'avenir, les relations de l'Union soviétique avec les pays en voie de développement seront régies par un vaste programme que le Comité central du parti communiste de l'Union soviétique a adopté en assemblée plénière en avril 1973. Ses relations économiques reposeront sur des propositions de coopération économiquement viables, compte tenu de sa propre capacité et de celle de ses partenaires en voie de développement. Elle est prête à se faire rembourser les prêts consentis en achetant des biens aux pays en voie de développement, même si ceux-ci sont produits dans des usines construites avec ces prêts. Elle continuera à opter pour les modalités de coopération technique et économique qui ont fait leurs preuves et sont conformes aux plans économiques et sociaux des pays en voie de développement, dont elle respecte la souveraineté et le droit inconditionnel à exercer un contrôle sur leurs ressources naturelles. Elle est également disposée à coopérer davantage avec les pays en voie de développement pour former du personnel national et leur apporter une assistance technique. La contribution concrète de l'Union soviétique aux objectifs énoncés dans le programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement apparaît ainsi clairement.

31. L'Union soviétique normalise également ses relations avec un certain nombre de pays capitalistes développés. Ses échanges avec ces derniers ont plus que doublé entre 1965 et 1972, et dans pratiquement tous les cas le commerce et la coopération avec eux se font sur la base d'accords à long terme, généralement conclus pour des périodes de cinq ans, dans les domaines commercial, économique, scientifique et technique. Les gouvernements et les milieux industriels des pays d'Europe occidentale commencent à comprendre que la coopération économique avec l'Union soviétique doit prendre une forme plus réaliste, et que l'échange de marchandises doit s'accompagner notamment d'une

action en vue d'utiliser plus rationnellement les avantages de la division internationale du travail, de mettre au point des conditions de crédit appropriées et d'entreprendre des échanges scientifiques et techniques. Grâce aux entretiens entre l'Union soviétique et les Etats-Unis, les perspectives d'un renforcement des relations économiques se sont améliorées; une amélioration des relations politiques et commerciales entre les deux pays est maintenant possible grâce aux bases établies et aux quelques accords bilatéraux conclus. Sans un grand effort, le potentiel d'échanges mutuellement avantageux entre eux ne pourra être pleinement réalisé, mais ces échanges sont déjà en voie d'augmentation. Ceux qui s'opposent à la détente et au développement du commerce devraient comprendre que l'Union soviétique rejettera toute tentative pour utiliser la situation comme moyen de pression ou même de chantage en vue de s'ingérer dans ses affaires intérieures.

32. Il existe également des conditions favorables au développement des échanges entre l'Union soviétique et un certain nombre de pays d'Europe occidentale et le Japon, et au cours de l'année précédente la coopération scientifique et technique entre l'Union soviétique et les Etats capitalistes a augmenté. L'Union soviétique ne cesse de prôner l'expansion de ces relations, puisqu'elles sont avantageuses non seulement pour les pays directement intéressés, mais aussi pour d'autres pays, en ce sens qu'elles contribuent à l'amélioration de la situation internationale et à l'établissement d'une confiance mutuelle dans le monde entier.

33. La première opération d'examen du développement économique des pays en voie de développement en 1971 et 1972, du point de vue de la réalisation des objectifs qu'ils se sont fixés pour la deuxième Décennie, est en cours. Bien entendu, les résultats ne peuvent être examinés sans référence à la situation de l'économie capitaliste mondiale. Les représentants de nombreux pays ont fait observer que la situation économique des pays capitalistes développés continuait d'être instable et était caractérisée par la spéculation, l'inflation, un taux de chômage élevé, même en période d'activité industrielle relativement intense, ainsi que par de nombreux différends dans le domaine des relations économiques internationales entre pays impérialistes. Malgré la dévaluation répétée des monnaies de réserve et l'adoption de mesures anti-inflationnistes par un certain nombre de gouvernements des pays occidentaux, il n'a pas été possible de mettre fin à la crise monétaire. Bien qu'en 1972 l'économie capitaliste soit un peu repartie et que le niveau de la production industrielle se soit élevé, ce niveau reste inférieur à la moyenne dans les plus grands pays occidentaux, les investissements sont maigres et la capacité de production est nettement sous-utilisée. Quoi qu'il en soit, l'accroissement de la production dans certains pays occidentaux au cours du premier semestre de 1973 reflète, par rapport à la même période de l'année précédente, un niveau de production relativement bas. Le fait que la consommation individuelle ait quelque peu diminué malgré l'augmentation des achats à tempérament montre que l'accroissement de la demande a un caractère instable. On ne peut que conclure que, à peine amorcé le redressement postérieur à la crise, les indicateurs de la surchauffe apparaissent déjà dans l'économie capitaliste. L'emploi en général pose déjà un grave problème,

malgré l'accroissement de l'activité industrielle. Cette situation est mentionnée dans le rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation⁴, qui se réfère également aux problèmes de plus en plus graves du déséquilibre intérieur et à la hausse rapide des prix. Le taux d'inflation élevé a amené les gouvernements des pays capitalistes à recourir, en plus des mesures traditionnelles touchant la politique de crédit et le budget, à des mesures extraordinaires telles que le blocage des salaires et des prix. Néanmoins, de même que les années précédentes, ces mesures ont eu peu d'effet et l'inflation incontrôlée continue d'être le principal problème des pays à économie capitaliste. La hausse rapide du coût de la vie et le niveau élevé du chômage ont entraîné une nette augmentation du recours à la grève. Comme de coutume, le taux de croissance des bénéfices des sociétés privées a représenté pendant la même période plusieurs fois celui des rémunérations nominales, l'augmentation des bénéfices n'ayant fait l'objet d'aucune mesure de blocage ou de mesure anti-inflationniste, que les gouvernements capitalistes adoptent d'ailleurs dans l'intérêt des monopoles, sans tenir compte de ceux de la main-d'œuvre.

34. Des changements spectaculaires dans les relations monétaires internationales ont commencé au milieu de l'année 1971 et se sont poursuivis depuis lors presque sans arrêt. La position affaiblie du dollar a entraîné une deuxième dévaluation en février 1973; au même moment, la plupart des pays capitalistes importants ont laissé flotter leur monnaie, entraînant ainsi une dévaluation de fait de la livre sterling et de la lire italienne et une réévaluation du mark de l'Allemagne occidentale et du yen japonais. Néanmoins, contrairement à la dévaluation de décembre 1971, les mesures de février 1973 n'ont pas réussi à amener une période de stabilité, même brève, sur le marché monétaire international et, en été 1973, la crise monétaire a fait une nouvelle poussée. L'accord monétaire conclu à Paris en février 1973 par 14 pays occidentaux s'est révélé aussi limité et improductif que l'Accord du Smithsonian de décembre 1971. Comme chacun sait, la désorganisation du marché monétaire et du marché des produits est due pour une grande part aux activités des sociétés multinationales, qui non seulement agissent au mépris des intérêts des travailleurs, mais souvent font fi des décisions des gouvernements. Les résultats décevants obtenus en 1972 et au premier semestre de 1973 montrent que même les périodes de prospérité relative, loin d'apaiser les nombreuses maladies chroniques de l'économie capitaliste, intensifient ses contradictions inhérentes et préparent le terrain aux récessions et aux crises.

35. Lors de la deuxième session du Comité de l'examen et de l'évaluation, en mai-juin 1973, la délégation soviétique a souligné que même si le taux d'accroissement du produit national brut des pays en voie de développement s'établissait aux environs de 6 p. 100, la situation de la plupart d'entre eux dans l'économie capitaliste mondiale ne s'était pas améliorée. Les chiffres qui expriment le taux moyen de croissance économique masquent les inégalités croissantes entre les pays en voie de développement. Comme l'a fait observer le Comité de la planification du développement, les pays dont le taux annuel de crois-

sance économique est inférieur à 5 p. 100 comptent 60 p. 100 de la population des pays en voie de développement et ont environ 45 p. 100 de leur produit national brut. Le taux de croissance moyen des pays qui comptent la moitié de la population du monde en voie de développement ne s'élève qu'à 3,9 p. 100. Ces tendances sont devenues si prononcées qu'il a fallu établir un groupe séparé pour les pays les moins avancés. Parallèlement, certains pays en voie de développement approchent du niveau de revenu par habitant des pays économiquement développés.

36. Cependant, le taux de croissance socio-économique et, ce qui est plus important, la nature et la qualité de cette croissance, sont encore insuffisants dans les pays en voie de développement pour qu'un effort vigoureux puisse les porter au niveau du reste du monde. Les pays en voie de développement ne rattrapent pas les pays capitalistes économiquement développés, mais prennent davantage de retard par rapport à eux. En conséquence, les espoirs que les pays en voie de développement avaient mis dans la réalisation du programme de la deuxième Décennie sont restés vains.

37. En 1971, le taux d'accroissement du produit national brut des pays en voie de développement est tombé de 6,5 p. 100 à 5 p. 100 et, dans nombre de cas, les résultats obtenus ont été inférieurs aux objectifs de développement national. L'une des raisons de ce recul est que de nombreux pays en voie de développement n'ont pas procédé aux réformes socio-économiques nécessaires, ce qui a retardé le développement de leurs forces de production, et qu'ils restent de simples dépendances des pays capitalistes développés auxquels ils fournissent des produits agricoles et des matières premières. Une autre raison tient à ce que l'orientation et le rythme de la croissance des pays en voie de développement sont souvent déterminés par des facteurs économiques extérieurs tels que la politique de néo-colonialisme, le jeu du marché et les conditions de production capitaliste.

38. Les monopoles, notamment les sociétés multinationales, jouent un rôle particulièrement nuisible en perpétuant un régime dans lequel les pays en voie de développement sont exploités par les pays capitalistes développés. Selon des estimations faites par des économistes soviétiques, les taux de change inéquitables appliqués aux pays en voie de développement portent à eux seuls de 14 à 16 milliards de dollars par an les bénéfices des monopoles impérialistes. Ces sommes auraient pu être utilisées pour développer les moyens de production dans les pays en voie de développement au lieu d'être soustraites du produit national brut.

39. A côté de l'influence des conditions du marché capitaliste, la croissance économique des pays en voie de développement a été entravée, en particulier pendant les deux dernières années, par les crises monétaires et financières périodiques dont le représentant de l'URSS a parlé précédemment. De nombreux pays en voie de développement, qui dépendent du marché capitaliste mondial pour l'importation de matières premières et l'exportation de produits finis et sont accablés par leur dette extérieure, subissent de lourdes pertes du fait de l'instabilité des monnaies des principales puissances occidentales, et en particulier du dollar. Selon des données fournies par

⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 1.

la CEAE, les pays d'Asie et d'Extrême-Orient ont perdu au moins un milliard de dollars à la suite de la récente dévaluation de cette monnaie. L'effritement des réserves en devises dû à la dévaluation a également causé des pertes directes aux pays en voie de développement et il n'est pas sûr que cela ne se reproduira pas. Le problème de la dette extérieure des pays en voie de développement prend des proportions critiques étant donné qu'une partie importante des recettes d'exportation sert à rembourser leur dette.

40. M. Makeyev n'a évoqué que les faits liés aux indicateurs économiques extérieurs des pays en voie de développement, mais un taux élevé de croissance économique ne suffit pas par lui-même à déterminer dans quelle mesure ce développement sert les objectifs véritables du progrès économique et — ce qui est encore plus important — du progrès social.

41. L'accélération de la croissance est une nécessité objective pour les pays en voie de développement; cependant, il faut se rendre compte que seule l'association de taux de croissance élevés et stables avec des transformations sociales et économiques et des réformes intérieures de caractère résolument progressiste, appuyées par des mesures visant à atteindre l'indépendance économique complète, permettra aux pays en voie de développement de résoudre les problèmes afférents au progrès socio-économique et de combler dans une période de temps relativement courte l'écart qui existe entre les niveaux de développement des divers pays. Les pays en voie de développement qui se sont engagés dans la voie de transformations sociales et économiques progressistes et de la suppression de la domination impérialiste et qui s'efforcent d'obtenir la pleine souveraineté sur leurs ressources naturelles savent par expérience que les forces impérialistes et les réactionnaires nationaux ne renoncent pas facilement à leurs prérogatives. La lutte est âpre et difficile, entremêlée de succès et de revers, et parfois la situation prend un tour tragique, comme en témoignent les événements récents.

42. On sait en effet comment, au Chili, le gouvernement légitime a été renversé, comment le président élu, Salvador Allende — grand patriote —, a été assassiné et comment les forces de la réaction ont écrasé les aspirations du peuple chilien pour la liberté et l'indépendance véritables. Les dernières mesures prises par la junte chilienne dans le domaine économique et social ont fait reculer de plusieurs années les réalisations obtenues par les travailleurs chiliens dans ces domaines. L'armée chilienne, violant les règles établies du droit international, s'est livrée à des actions arbitraires et illégales à l'égard des institutions et des citoyens soviétiques; dans ces conditions, le Gouvernement soviétique a décidé de rompre ses relations avec le Chili.

43. Il ressort clairement du débat du Conseil de sécurité sur la situation au Chili et des résolutions adoptées par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, à Alger, appuyant les méthodes progressistes pratiquées par le gouvernement légitime du président Allende, que les pays en voie de développement ont tiré la triste leçon des événements du Chili : l'impérialisme et la réaction intérieure restent les ennemis de la liberté et de l'indépendance économique des pays en voie de

développement et s'opposent à leur progrès économique et social.

44. Tout ce qui a été dit à la présente séance confirme le bien-fondé de la position de principe de l'Union soviétique, qui a été exposée et est demeurée constante dans de nombreuses instances économiques. L'Union soviétique est fermement convaincue que les conditions nécessaires au progrès social et économique véritable de tous les pays et, en particulier, des pays en voie de développement, ne peuvent être réalisées que par l'application des principes et des dispositions exposés dans la déclaration commune faite par huit pays socialistes à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale sur la deuxième Décennie du développement et le progrès social⁵, ainsi que dans d'autres déclarations des pays socialistes, notamment à la troisième session de la CNUCED⁶, et à la cinquième session extraordinaire du Conseil du commerce et du développement⁷, et dans le document commun publié par neuf pays socialistes à la vingt-septième session de l'Assemblée générale au sujet de l'élaboration et de l'adoption d'une Déclaration de l'Organisation des Nations Unies sur les moyens de favoriser le développement d'une coopération équitable dans les domaines économique, commercial et technico-scientifique⁸. Une action commune de tous les pays pour régler les relations économiques internationales sur ces principes et pour les appliquer pourrait faire de la décennie actuelle un élément important de l'amélioration de la situation économique internationale. La réalisation des objectifs de développement de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement ne saurait être dissociée de la normalisation de tous les aspects de la coopération internationale. L'Union soviétique appuie la position adoptée dans les documents communs publiés par les pays socialistes et espère que les dispositions et les principes contenus dans ces documents seront reflétés dans les décisions de l'Organisation des Nations Unies, y compris celles qui seront prises à la présente session de l'Assemblée générale et dans la charte proposée des droits et des devoirs économiques des Etats.

45. L'Union soviétique appuie l'élargissement et l'intensification de la coopération internationale dans les domaines économique, commercial, scientifique et technique entre tous les pays sur la base de l'égalité et de l'avantage mutuel parce qu'elle est convaincue que cette coopération sera non seulement bénéfique pour tous les participants, mais favorisera la détente, renforcera la confiance et, en définitive, contribuera à la stabilité mondiale. L'Union soviétique a l'intention de poursuivre sa stratégie pacifique et de consolider les progrès récemment enregistrés dans les relations internationales. La délégation soviétique prendra donc une part active à l'examen des questions inscrites à l'ordre du jour de la Commission et fera des propositions de

⁵ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Annexes, point 42 de l'ordre du jour, document A/8074.

⁶ Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session, vol. I : Rapport et annexes (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe VIII.G.

⁷ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 15, première partie, annexe I, résolution 94 (S-5), annexe C.

⁸ Ibid., vingt-septième session, Annexes, point 12 de l'ordre du jour, document A/8963, par. 38.

nature à hâter ce processus, dans l'intérêt du progrès social et économique de tous les peuples.

46. M. MOJSOV (Yougoslavie) estime que les nombreux événements importants qui ont marqué les relations économiques internationales au cours de l'année écoulée offrent l'occasion d'examiner la situation actuelle, d'évaluer les réalisations et de déterminer la meilleure ligne de conduite que peut adopter la communauté internationale pour résoudre les contradictions fondamentales qui se manifestent dans les relations économiques internationales actuelles. La déclaration liminaire du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales à la 1516ème séance, détaillée et génératrice de réflexion, a considérablement aidé les délégations dans l'accomplissement de cette tâche.

47. Mais au relâchement qui s'est produit dernièrement dans la tension internationale il manque un élément très important : une amélioration de la situation économique internationale des pays en voie de développement. Sans cette amélioration et sans une modification radicale des relations économiques internationales, il ne peut y avoir de véritable détente, et de nouvelles crises ou de nouveaux conflits continueront d'apparaître. Ce phénomène a été noté très clairement par la récente Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, à Alger, qui a constaté que la tendance de plus en plus manifeste à la détente internationale n'a eu que peu d'effets notables sur le développement du tiers monde ou sur la coopération économique internationale.

48. Aucune des conditions préalables au développement économique et social rapide et global des pays en voie de développement ne peut opérer sans un relâchement généralisé de la tension internationale; de même, il ne peut y avoir de détente véritable et stable sans accélération du développement économique et social des pays en voie de développement. Ces deux éléments sont les aspects d'un processus unique propice à la préservation d'une paix et d'une sécurité durables dans le monde.

49. Les pays non alignés, et en fait tous les pays en voie de développement, jouent un rôle de plus en plus actif dans les événements mondiaux de l'heure actuelle. Ayant cessé d'être un élément de la communauté internationale qui ne pouvait que profiter des bienfaits issus des grandes conquêtes de la science et de la technique, ils exigent activement des transformations radicales dans le système actuel des relations économiques internationales, ainsi que la création d'un nouveau système fondé sur l'égalité et sur les intérêts communs de tous les pays. Au sein d'un système de ce genre, les pays en voie de développement ne seront plus des observateurs passifs ou des quémandeurs d'aumônes, et l'aide qu'ils recevront ne prendra plus seulement la forme d'un pourcentage de la richesse récemment acquise par les pays industriels riches. Il faut que les pays en voie de développement eux-mêmes jouent un rôle actif, que leur progrès soit promu par leurs propres efforts et par la solidarité et l'assistance de l'ensemble de la communauté internationale.

50. Les nouvelles relations économiques ne doivent pas seulement éliminer les conditions qui règnent actuellement et qui, résultant de circonstances historiques et d'une exploitation prolongée, sont caractérisées par les privilèges et la subordination, elles

doivent aussi créer de nouvelles conditions propres à permettre aux pays en voie de développement de rattraper leur retard. Le processus en cause est à long terme, et s'il ne peut être que progressif, son rythme doit être assez rapide pour que les pays en voie de développement puissent devenir des membres égaux de la communauté internationale avant qu'il ne soit trop tard. La patience a des limites, notamment lorsqu'il faut étayer l'indépendance politique au moyen de l'indépendance économique et s'assurer une position plus favorable au sein de la communauté internationale. Il est superflu de souligner qu'on ne peut créer de nouveau système que par une pleine coopération entre pays développés et pays en voie de développement.

51. Dans le domaine pratique, il est de plus en plus manifesté que les pays en voie de développement sont résolus à ne compter que sur leurs propres efforts. La conférence qui a eu lieu dernièrement à Alger, et celle des ministres des affaires étrangères des pays non alignés qui s'était tenue à Georgetown en août 1972 ont toutes deux adopté des mesures d'une vaste portée, qui visent à mobiliser plus efficacement encore, en faisant appel aux efforts de chaque pays, et notamment à leurs efforts conjugués, les ressources nécessaires au développement. Outre la série de mesures intérieures qu'ils se proposent de prendre, les pays en voie de développement ont l'intention d'accroître entre eux la coopération dans les domaines du commerce, de l'industrie et des transports, des techniques et de l'assistance technique, des politiques financières et monétaires, et autres domaines analogues. Une autre recommandation a été formulée : c'est que les pays en voie de développement devraient, dans le cadre des prochains entretiens au GATT, entamer entre eux des négociations, en vue de créer les conditions nécessaires au doublement du taux de croissance de leurs importations en provenance des autres pays en voie de développement.

52. La décision de créer un fonds de développement et de solidarité — constitué par les ressources excédentaires des pays non alignés — revêt une grande importance. Ce fonds servira à financer des projets de développement économique et social, et l'on compte qu'il fonctionnera en coopération étroite avec les autres organisations internationales de crédit. Les pays non alignés ont la conviction que la communauté internationale ne manquera pas d'accorder à ce fonds l'appui dont il a besoin.

53. Il conviendrait de faire les premiers pas vers une modification du système actuel de relations économiques internationales au cours des négociations commerciales multinationales et des négociations concernant la création d'un nouveau système monétaire. Ces deux domaines essentiels de la coopération internationale sont ceux où s'est amorcée la désintégration des anciennes relations intolérables. Les pays développés industrialisés ont l'occasion de prouver par leurs actes qu'ils sont disposés à sauvegarder les intérêts particuliers des pays en voie de développement alors que s'élaborent de nouvelles relations. Si certaines divergences — surtout entre pays développés industrialisés — ont fait l'objet d'un règlement lors de la réunion ministérielle de Tokyo et de la réunion annuelle commune de la BIRD et du FMI à Nairobi, règlement qui a ainsi jeté les bases des négociations, on n'a aucune garantie que les intérêts des pays en voie de développement seront respectés au cours des

négociations prochaines. Il conviendrait donc que l'Assemblée générale fasse sentir son influence, en jouant un rôle directeur et en assurant l'adoption des principes les plus importants — principes du traitement préférentiel, de la non-réciprocité et de la non-discrimination — sur lesquels doivent reposer les nouveaux systèmes. De plus, c'est à partir de certains postulats qu'il convient de résoudre les problèmes les plus urgents. Premièrement, il conviendrait que le nouveau système monétaire international garantisse la stabilité des courants commerciaux internationaux et des conditions de financement, qu'il reconnaisse le caractère particulier de la situation et des besoins des pays en voie de développement, et qu'il réponde à ces besoins sur la base d'un traitement préférentiel. Deuxièmement, il faut assurer l'entente internationale, surtout entre pays en voie de développement et pays développés, en ce qui concerne la répartition des nouvelles liquidités internationales; à cet égard, l'adoption du nouveau programme d'allocation des droits de tirage spéciaux devrait permettre aux pays en voie de développement d'avoir un meilleur accès à la nouvelle liquidité. Troisièmement, il conviendrait que le difficile problème du service de la dette soit résolu d'une manière qui favorise le processus de développement économique au lieu de l'entraver. Quatrièmement, il conviendrait d'adopter des mesures pour améliorer substantiellement les systèmes de préférences en faveur des pays en voie de développement, en augmentant le nombre de produits auxquels ils s'appliquent, en y incluant les produits agricoles, et en libéralisant le contrôle des importations dans le cadre du système généralisé des préférences; en outre, il conviendrait que les deux pays développés qui ne l'ont pas encore fait s'engagent, et cela d'urgence, à appliquer les systèmes de préférences. Simultanément, il faudrait supprimer tous les obstacles non tarifaires aux importations en provenance des pays en voie de développement.

54. La récente Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés ayant demandé à la communauté internationale de redonner aux objectifs de développement la place qui leur revient dans le cadre des activités de l'ONU, l'Assemblée générale devrait aborder, à sa session actuelle, l'ensemble des problèmes complexes qui se posent dans le domaine des relations économiques internationales, aboutir à des conclusions en ce qui concerne leur portée politique et prendre les décisions qui s'imposent. C'est dans ce contexte que la première opération d'examen et d'évaluation de l'application de la Stratégie internationale du développement devrait être entreprise. L'opération d'évaluation ne devrait pas être seulement une étude des résultats obtenus, mais devrait souligner l'importance du développement dans le cadre de la lutte générale pour préserver la paix et la sécurité dans le monde. En outre, il faudrait — comme le Secrétaire fédéral aux affaires étrangères de Yougoslavie l'a déclaré à la 2130^{ème} séance plénière le 27 septembre — analyser dans le document qui doit être adopté à la session en cours les causes et les effets de la mise en œuvre peu satisfaisante de la Stratégie et formuler les mesures qui s'imposent pour assurer son application.

55. Il est encourageant de noter qu'un nombre croissant de pays développés se montrent disposés à contribuer davantage en pratique au succès de la Stratégie;

c'est ainsi que le Premier Ministre néo-zélandais a annoncé, à la 2129^{ème} séance plénière, le 26 septembre, que son pays ne formule plus les réserves qu'il avait émises lors de l'adoption de la Stratégie. M. Mojsov est persuadé que d'autres pays prendront prochainement des mesures semblables. Néanmoins, il est extrêmement décevant de constater que les réserves les plus importantes ont été maintenues et sont même renforcées, de sorte qu'il ne semble guère possible d'exécuter même le modeste programme de coopération internationale formulé dans la Stratégie.

56. La Stratégie est certes incomplète et présente un certain nombre de lacunes, mais si certains s'attachent à souligner ces lacunes — au moment d'établir un programme d'action pour la prochaine période — ce ne peut être que pour faire oublier que la Stratégie n'a pas été appliquée comme on l'espérait. Que ce soit ou non le cas, c'est certainement l'impression que donnent ceux qui expriment des doutes sur la valeur de la croissance économique, qui insistent sur la qualité de la vie, et qui mettent en avant l'aspect social du développement. Ces problèmes ne manquent pas d'importance, mais c'est pure hypocrisie que de les évoquer alors que le produit national brut des pays en voie de développement doit — si les objectifs de la Stratégie sont pleinement atteints — passer d'ici à la fin de la Décennie à 265 dollars des Etats-Unis par habitant contre 3 600 dans les pays industriels développés.

57. Un autre subterfuge consiste à proposer de nouvelles études et recherches pour mettre au point des méthodes plus appropriées en vue de résoudre les problèmes que pose le développement. Cela revient à jeter de la poudre aux yeux de la communauté internationale pour l'empêcher de voir la sombre réalité et l'avenir à peine plus brillant qui l'attend si elle-même et les pays industriels développés surtout ne changent pas radicalement leur manière de voir. Pourtant tout ce dont la communauté internationale a besoin pour se rapprocher sensiblement de la solution des problèmes les plus importants en matière de développement est que chaque pays s'acquitte des tâches fixées dans la Stratégie.

58. La première opération d'examen et d'évaluation est une entreprise de grande portée qui exige un appui total et une plus grande prise de conscience des responsabilités politiques. Certains progrès ont été réalisés au cours des travaux accomplis par le Conseil du commerce et du développement, le Comité de l'examen et de l'évaluation et le Conseil économique et social à sa cinquante-cinquième session, qui préparent ainsi la voie à l'Assemblée générale pour qu'à la session en cours elle achève la tâche entreprise.

59. Quant aux moins avancés des pays en voie de développement et aux pays sans littoral, il est grand temps de commencer à appliquer les nombreuses recommandations et décisions de l'ONU qui visent à atténuer leurs difficultés. A cet égard, l'Assemblée fédérale yougoslave a récemment adopté une résolution sur la promotion des relations économiques avec les pays en voie de développement, prévoyant un traitement spécial pour les moins avancés d'entre eux. En substance, la Yougoslavie accordera un traitement préférentiel particulier aux produits provenant des pays les moins avancés et s'efforcera, dans la mesure du

possible, de leur ouvrir des crédits à des conditions exceptionnellement favorables et de leur apporter une assistance accrue en matière de coopération technique. L'Assemblée fédérale a également recommandé que les républiques socialistes constitutives et les provinces autonomes socialistes exonèrent, autant que possible, de certaines obligations fiscales les organisations économiques qui ont installé leurs propres filiales ou des filiales communes dans les pays les moins avancés.

60. Une autre tâche d'une complexité extrême attend l'Assemblée générale : il lui faudra formuler le principe de la sécurité économique collective en vue de créer les conditions nécessaires pour préserver le développement économique international comme le progrès économique de chaque pays des changements inattendus qui sont fréquemment dus aux pressions exercées sur des pays faibles par des pays plus forts afin d'atteindre un quelconque but politique. Dans le même contexte, il ne faut pas perdre de vue qu'il est nécessaire de garantir la souveraineté permanente sur les ressources naturelles et de réglementer les activités des sociétés multinationales qu'il faudrait amener à servir les intérêts du tiers monde en matière de développement. A cette fin, la charte des droits et des

devoirs économiques des Etats devrait être achevée et adoptée de toute urgence.

61. Le Conseil économique et social élargi et l'Organisation tout entière ne pourront aborder efficacement les problèmes très graves de coopération économique internationale qui vont se poser à eux que dans la mesure où les Etats Membres feront preuve de bonne volonté sur le plan politique. En acceptant la proposition faite par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, dans son programme d'action pour la coopération économique, visant à réunir, au plus haut niveau possible, une session spéciale de l'Assemblée générale consacrée essentiellement, aux problèmes économiques, on tendrait considérablement à renforcer le rôle de l'ONU en ce qui concerne la solution du plus important de ces problèmes. Tout aussi importante est la proposition tendant à organiser, au niveau ministériel, une conférence mondiale commune FAO/CNUCED qui examinerait la question des pénuries de produits alimentaires et d'autres problèmes graves concernant les échanges, les produits primaires et les prix.

La séance est levée à 13 h 5.

1521^e séance

Mardi 2 octobre 1973, à 15 h 15.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1521

Discussion générale (suite)

1. M. HUTAGALUNG (Indonésie) remercie le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales d'avoir analysé la situation de façon si complète dans sa déclaration liminaire à la 1516ème séance et espère, comme lui, que la détente actuelle ouvrira rapidement de nouveaux marchés aux produits des pays en voie de développement et leur permettra de bénéficier d'une coopération technique et économique supplémentaire. Comme M. de Seynes, le représentant de l'Indonésie estime toutefois que, sans pour cela rester indifférent aux événements qui agitent actuellement le monde, la Deuxième Commission doit s'attacher avant tout à l'opération d'examen et d'évaluation de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement [résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale].

2. M. Hutagalung partage les vues exprimées par le Secrétaire général adjoint à propos de la pénurie alimentaire que connaît actuellement le monde, pénurie aggravée cette année par la terrible sécheresse qui s'est abattue sur la région sahélienne de l'Afrique. Malgré les avertissements répétés de la FAO, beaucoup de pays ont été pris de court par l'évolution de la situation. A la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social (1861ème séance), le Directeur général de la FAO a parlé avec éloquence des résultats décevants obtenus dans le secteur agricole en 1972 et a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle prenne des

mesures rapides en vue de constituer un stock minimum de sécurité. La délégation indonésienne favorise une telle initiative, qui ne peut que renforcer le concept de la sécurité économique collective et contribuer à la stabilité économique et sociale des pays en voie de développement.

3. La crise alimentaire a été l'une des préoccupations majeures de la récente Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Alger du 5 au 9 septembre, au cours de laquelle a été adoptée une déclaration économique soulignant la nécessité de prendre d'urgence les mesures qui s'imposent; on y a aussi préconisé de convoquer d'urgence une conférence alimentaire mondiale qui étudierait les perspectives de la production alimentaire mondiale et établirait un programme de mesures pratiques à court et à long terme en vue de résoudre ce problème. La délégation indonésienne appuie fermement l'idée de tenir une telle conférence en 1974.

4. Il est vrai, comme l'ont fait observer le Secrétaire général adjoint, puis le représentant de l'Australie (1517ème séance), que l'inflation mondiale et la hausse des prix des produits de base depuis le milieu de 1972 ont été à l'avantage des pays en voie de développement et ont plus que compensé la dépréciation du dollar et de la livre sterling ainsi que l'augmentation du prix des produits industriels qu'achètent les pays en voie de développement. L'Indonésie retire en effet des avantages de la situation actuelle. Ses exportations ont nettement progressé depuis près de deux ans et ses réserves monétaires ont augmenté, alors qu' [1973]

elles avaient baissé. Mais les mauvaises récoltes que le pays a connues cette année et qui l'obligent à importer des produits alimentaires à des prix sans cesse plus élevés risquent de neutraliser les avantages qu'il avait retirés de l'augmentation des prix des produits de base.

5. Comme l'a fait également observer le Secrétaire général adjoint, il est probable que la hausse des prix des produits de base sera limitée dans le temps alors que celle des biens d'équipement se maintiendra sans doute. Si l'économie mondiale a nettement progressé depuis 1971, il n'en reste pas moins que l'écart entre pays en voie de développement et pays industrialisés en ce qui concerne le revenu par habitant et les termes de l'échange continue de s'accroître.

6. Pour que la situation des pays en voie de développement s'améliore vraiment, il faut que la structure des relations économiques internationales soit modifiée en leur faveur. La Stratégie internationale du développement doit justement permettre d'effacer les disparités qui existent entre pays développés et pays en voie de développement. Or, les résultats d'ensemble obtenus au cours des deux premières années de l'application de la Stratégie indiquent qu'on est encore très loin du but et que le concept de l'interdépendance des nations, le fondement de cette stratégie, demeure très théorique, malgré les efforts louables faits par certains pays développés pour l'appliquer comme il convient.

7. Le représentant de l'Indonésie estime que la question de la réforme monétaire internationale est plus urgente que ne le pense M. de Seynes, en raison notamment des liquidités supplémentaires que les pays en voie de développement recevraient dans le cadre du nouveau système et qui aideraient leur effort de développement. Ce fait a d'ailleurs été souligné par le Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie dans son intervention de la veille, à la 2135^{ème} séance plénière. Pour cette raison, la délégation indonésienne estime que la réforme est urgente, mais elle comprend très bien les motifs qui ont poussé le Comité des Vingt du FMI à la différer.

8. La question de la réforme des relations commerciales internationales est étroitement liée à celle de la réforme monétaire car toute réforme du système monétaire international doit s'accompagner d'une réorganisation du commerce international. A ce propos, l'Indonésie attache une importance particulière à deux dispositions de la Déclaration de Tokyo, adoptée le 14 septembre lors de la réunion ministérielle du GATT. Premièrement, tous les pays doivent pouvoir participer aux négociations commerciales multilatérales qui vont s'ouvrir, ce qui permettra aux pays en voie de développement de veiller à leurs intérêts. Deuxièmement, la notion de réciprocité ne devra pas s'appliquer aux pays en voie de développement, dont le commerce, les finances et le développement doivent être aidés.

9. Abordant ensuite la question de l'examen et de l'évaluation de la Stratégie internationale du développement, le représentant de l'Indonésie estime que le document présenté à ce sujet à la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social [voir résolution 1827 (LV), annexe] constitue une bonne base de négociations. Le représentant de l'Indonésie estime, comme le représentant du Brésil, que les membres de la Deuxième Commission pourront

aboutir à un consensus afin de préserver le délicat équilibre d'intérêts déjà réalisé à Genève lors de la cinquante-cinquième session du Conseil. En ce qui concerne la souveraineté permanente des pays en voie de développement sur leurs ressources naturelles, M. Hutagalung pense que les pays développés doivent aider les pays en voie de développement à explorer les ressources naturelles dont ils disposent et doivent respecter intégralement leurs droits d'utiliser ces ressources comme ils l'entendent.

10. Pour ce qui est du désarmement, la délégation indonésienne estime que les pays en voie de développement devraient recevoir une part convenable des gains économiques qui en résulteraient. D'autre part, elle approuve le *Plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement*¹, qui devrait permettre de prendre les mesures voulues pour réduire l'écart existant entre pays développés et pays en voie de développement dans le domaine de la science et de la technique.

11. Quant au fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles envisagé, M. Hutagalung rappelle que sa délégation figurait au nombre des auteurs du projet de résolution à l'origine de la résolution 1762 (LIV) du Conseil économique et social. Elle estime en effet que ce fonds apportera une aide précieuse aux pays en voie de développement qui s'efforcent d'explorer et de développer aussi rapidement que possible leurs ressources naturelles.

12. Etant donné le processus de réorganisation des relations économiques et sociales internationales actuellement en cours, le représentant de l'Indonésie pense qu'il importe de renforcer les activités du Conseil économique et social et des organes opérationnels de l'ONU. Il se félicite à ce propos que le Conseil d'administration du PNUD ait pu aboutir à un consensus sur la création de nouveaux critères à appliquer dans le calcul des chiffres indicatifs de planification pour 1977-1981. Il faut espérer qu'un accroissement plus dynamique des ressources globales permettra de concrétiser l'amélioration du chiffre indicatif de planification envisagé pour chaque pays. M. Hutagalung se félicite également des résultats obtenus par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et par le FISE. Le PAM s'est avéré lui aussi efficace, mais il serait souhaitable que des ressources plus importantes lui soient affectées.

13. Enfin le représentant de l'Indonésie constate avec satisfaction que le Conseil d'administration du PNUD, créé par la résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale, a déjà obtenu des résultats positifs lors de sa première session, tenue à Genève en juin 1973.

14. M. NDUNG'U (Kenya) rappelle que sa délégation avait présenté, à la vingt-septième session de l'Assemblée, un projet de résolution visant à supprimer la discussion générale à la Deuxième Commission; ses vues n'ont pas changé. Si M. Ndung'u intervient à ce stade, c'est uniquement parce qu'il a des propositions concrètes à formuler à propos de certaines questions qui figurent à l'ordre du jour au titre du point 12 et qui n'apparaissent séparément nulle part ailleurs.

15. La première de ces questions est l'établissement d'un fonds de roulement des Nations Unies pour

¹ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.A.18/Rev.

l'exploration des ressources naturelles. Le représentant du Kenya rappelle que sa délégation a participé dès le début aux travaux sur cette question au Comité des ressources naturelles, au Groupe de travail intergouvernemental de ce comité, au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale; elle est l'un des auteurs de la résolution 1762 (LIV) du Conseil économique et social. La délégation kényenne espère sincèrement que, à sa vingt-huitième session, l'Assemblée générale approuvera ladite résolution afin de permettre au Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour créer ce fonds dont on parle depuis trois ans. Divers Etats Membres, notamment les pays en voie de développement, ont manifesté un vif intérêt pour la création de ce fonds en raison surtout du fait qu'il repose sur le concept "d'auto-assistance", caractéristique qui le distingue de tous les autres fonds dont certains pays regrettent la prolifération.

16. La plupart des délégations ont approuvé le principe d'un tel fonds et le Conseil économique et social, à sa cinquante-quatrième session, en a recommandé la création à l'Assemblée générale. En outre, après de longs débats, il semble que tout le monde soit d'accord pour que ce soit un fonds d'affectation spéciale confié à la garde du Secrétaire général et administré en son nom par l'Administrateur du PNUD. Il faut espérer que l'Assemblée générale n'aura pas à revenir là-dessus au cours de la présente session.

17. Ce fonds devra conserver un caractère de fonds de roulement découlant du principe même d'auto-assistance. Il ne s'agira pas de demander aux pays développés de verser des fonds supplémentaires pour les projets de développement des pays en voie de développement, mais de fournir un capital initial étant entendu que les pays bénéficiaires s'engagent à contribuer eux-mêmes régulièrement au fonds jusqu'à ce qu'ils puissent le financer entièrement par la suite. Cet engagement de la part des pays en voie de développement est conforme aux propositions énoncées dans la Stratégie internationale du développement et qui stipulent que les pays en voie de développement doivent jouer un rôle effectif dans le développement de leur propre économie. En ce qui concerne la question du remboursement, le représentant du Kenya rappelle ce que le Conseil économique et social avait décidé à sa cinquante-quatrième session, par sa résolution 1762 (LIV), en matière de taux de remboursement, de durée de la période de remboursement et du montant total de la somme à rembourser.

18. Etant donné les difficultés que toutes les délégations ont eues pour s'engager à respecter des chiffres précis, le représentant du Kenya estime que cette formule est celle qui convient le mieux pour l'Assemblée générale, car elle tient compte de toutes les vues exprimées par les Etats Membres sans entrer dans les détails techniques qui sont du ressort des experts. Tous les représentants n'étant pas des spécialistes en la matière, ils risqueraient, en s'attachant trop aux détails, d'adopter une décision qui ne serait pas économiquement applicable. D'autre part, le rôle dévolu au PNUD dans ladite résolution doit pouvoir être approuvé par celui-ci puisqu'il lui permettra de coopérer pleinement avec les Etats Membres et le Secrétaire général pour l'établissement du fonds.

19. Le représentant du Kenya favorise donc l'approbation de la résolution 1762 (LIV) du Conseil économique et social, sous réserve de remplacer son paragraphe 2 par un nouveau paragraphe ainsi conçu : "*Prie le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la création du fonds en janvier 1974*".

20. Abordant ensuite la question de l'application de la science moderne et de la technique au développement, M. Ndung'u rappelle que sa délégation a présenté à la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social, des amendements² au projet de résolution II contenu dans le rapport du Comité de la science et de la technique au service du développement sur sa première session qui visaient à créer un nouvel organe qui s'occuperait aussi bien de la science et de la technique que des ressources naturelles. La délégation kényenne a par la suite retiré ces amendements mais a fait savoir qu'elle les présenterait à nouveau à une date ultérieure. Le représentant du Kenya estime que l'Organisation aurait intérêt à fusionner le Bureau de la science et de la technique avec la Division des ressources et des transports afin d'éviter les chevauchements et les doubles emplois. Comme ce nouvel organe serait situé au Siège, cette opération n'aurait que des incidences financières minimales et il en résulterait en fait ultérieurement d'importantes économies pour l'Organisation. La délégation kényenne procède actuellement à des consultations avec les délégations intéressées en vue de présenter un projet de résolution à ce sujet durant la présente session de l'Assemblée générale.

21. Une autre question qui préoccupe la délégation kényenne est celle des mesures spéciales concernant les pays en voie de développement les moins avancés. Dès la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale, la délégation kényenne a proposé que les mesures spéciales concernant les pays en voie de développement les moins avancés soient déterminées selon une formule d'"échelle mobile". Sur 100 pays en voie de développement, 25 entrent dans la catégorie des pays les moins avancés suivant la liste établie par le Comité de la planification du développement³. Le représentant du Kenya estime que les critères utilisés pour déterminer cette catégorie de pays sont très insuffisants. Le revenu par habitant des pays en voie de développement, y compris les moins avancés, s'échelonne entre 60 dollars et plus de 3 000 dollars. En fixant la limite supérieure du groupe des pays en voie de développement les moins avancés à 100 dollars par habitant, on fait profiter de mesures spéciales les pays dont le revenu par habitant varie de 60 à 100 dollars en laissant de côté ceux dont le revenu par habitant va de 101 dollars à 3 000 et qui représentent 75 p. 100 du total. De l'avis du représentant du Kenya, il serait bon d'établir des critères qui permettraient également à ces derniers pays, et notamment aux moins avancés d'entre eux, de bénéficier d'une aide et de mesures spéciales correspondant à leur stade de développement. La délégation kényenne procède à des consultations avec un certain nombre de délégations intéressées en vue de présenter ultérieurement un projet de résolution à ce sujet.

22. M. HALÁSZ (Hongrie) dit que c'est à juste titre que les objectifs de la deuxième Décennie des Nations

² E/AC.6/L.537.

³ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante et unième session, Supplément No 7, par. 66.

Unies pour le développement et les progrès accomplis dans leur réalisation retiennent principalement l'attention de la Commission. Voici plus de dix ans que la plupart des pays en voie de développement ont été libérés de l'oppression coloniale et la deuxième Décennie a déjà trois ans d'âge. Or, il ressort des déclarations faites par les représentants des pays en voie de développement que l'indépendance économique de la plupart d'entre eux n'est pas toujours suffisante, car la croissance économique ne parvient pas à atténuer les inégalités de développement entre les pays et les injustices sociales. De plus, la production agricole par habitant des pays en voie de développement n'augmente pas, ce qui signifie que la vie de millions de personnes est menacée par la famine et leurs ambitions compromises par la sous-alimentation et par un chômage généralisé.

23. La Hongrie connaît ces problèmes pour les avoir vécus, et les générations les plus âgées ont encore à la mémoire l'époque qui a précédé la seconde guerre mondiale et durant laquelle le revenu national par habitant atteignait à peine 300 dollars par an. La situation qui en résultait est celle que l'on peut observer actuellement dans un certain nombre de pays en voie de développement. Après la guerre, il a suffi à la Hongrie d'un peu plus de 20 ans pour mener à bien son industrialisation, réaliser son indépendance économique et assurer le bien-être matériel de sa population. Cet exemple doit encourager les pays en voie de développement, car il est la preuve qu'en appliquant rapidement les prescriptions de la stratégie les pays en voie de développement pourraient mener à bon terme un programme d'industrialisation, de progrès social et de bien-être matériel avant l'an 2000. Pour cela, il faut atteindre les objectifs de la deuxième Décennie et, par la suite, le taux de croissance économique doit être tel que le revenu national par habitant augmente de 5 à 6 p. 100 par an et la production agricole par habitant d'au moins 3 p. 100 par an.

24. L'expérience de la Hongrie montre que les pays en voie de développement possèdent encore d'énormes réserves inutilisées. Cependant, l'évolution des relations internationales en 1972 et surtout en 1973 laisse espérer que, grâce à une réduction des armements, des ressources matérielles très importantes pourront être libérées et affectées à la solution des problèmes sociaux des pays en voie de développement. L'expansion rapide des échanges entre l'Union soviétique et les États-Unis, dont a parlé le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales dans sa déclaration liminaire, aura certainement un effet positif sur le développement. Le climat de détente permettra de prendre un certain nombre de décisions touchant la coopération économique multilatérale qui seront profitables pour tous; la délégation hongroise se félicite pour cette raison de l'amélioration des relations entre pays à systèmes sociaux différents.

25. Mais une réforme du système monétaire international aiderait elle aussi considérablement les pays en voie de développement en supprimant l'incertitude financière, les tendances inflationnistes et la pression économique qui pèsent sur ces pays. On ne peut que regretter la lenteur apportée à la réalisation de la réforme monétaire internationale.

26. D'autre part, les pays en voie de développement amélioreraient nettement leur position économique

s'ils utilisaient mieux les marchés stables que leur offrent les pays socialistes qui n'ont pas subi les remous de l'inflation. La Hongrie noue des relations économiques fondées sur l'égalité des droits avec les pays en voie de développement et cherche à renforcer ces liens dans le domaine de la production. Les fruits de cette coopération avec la Hongrie reviennent entièrement aux pays en voie de développement et augmentent leur richesse nationale. De même, la participation de la Hongrie au développement économique des pays en voie de développement sur un pied d'égalité ne porte pas atteinte à leur souveraineté sur leurs ressources naturelles, mais la renforce. Cet exemple devrait inciter les pays en voie de développement à modifier des relations qui font que les bénéfices leur échappent et qu'ils sont en plus victimes de pressions économiques.

27. Les relations économiques extérieures ne sont pas un élément essentiel du développement économique. Avant la seconde guerre mondiale, l'industrie hongroise était tributaire de capitaux extérieurs et le taux d'investissement atteignait à peine 7 p. 100. Malgré l'afflux des capitaux étrangers, l'économie ne parvenait pas à se développer, les bénéfices de l'industrie étaient récoltés par des intérêts étrangers et le pays vivait dans un état de dépendance économique. Si les problèmes économiques de la Hongrie ne pouvaient être résolus, c'est parce que son système social semi-féodal était anachronique. Le développement de la Hongrie n'a pu commencer que lorsque ce pays s'est engagé sur la voie du socialisme. Grâce aux nationalisations, il a recouvré l'indépendance économique; en quatre ans, le taux des investissements est passé à 20 p. 100, et de 1938 à 1973 le nombre des personnes employées dans l'industrie a quadruplé. Grâce à cette politique, chacun possède aujourd'hui un métier qui lui assure sa subsistance.

28. Ces transformations sociales se sont accompagnées de l'introduction de la planification économique qui a assuré un développement économique rapide, équilibré et régulier en libérant d'énormes ressources inutilisées. La délégation hongroise pense que la planification économique serait extrêmement utile aux pays en voie de développement car elle leur permettrait d'accélérer leur développement, d'assurer leur équilibre économique et de renforcer leur indépendance.

29. De même, dans l'agriculture, après le regroupement des terres en vastes exploitations socialistes, la production hongroise a augmenté de 30 p. 100 en sept ans et le niveau actuel de production par hectare est proche de celui des pays capitalistes les plus avancés. L'expérience acquise par la Hongrie dans l'organisation de la production et dans le développement scientifique et technique est à la disposition de pays en voie de développement et la Hongrie peut également fournir des machines et des outils agricoles ainsi que des produits chimiques. D'autre part, comme elle manque de ressources naturelles, elle constitue un marché sûr et en pleine expansion pour les pays en voie de développement. Ceux-ci peuvent également y trouver un marché pour leurs produits de transformation auxquels les marchés capitalistes sont inaccessibles.

30. Il serait bon que les pays en voie de développement puissent nouer des liens économiques étroits avec des pays arrivés au même degré de

développement et libérer ainsi d'immenses ressources, ce qui leur permettrait de faire échec aux pressions économiques exercées par les monopoles internationaux; en outre, ils seraient libres de développer leur industrie de transformation de manière sélective, de mettre au point une structure moderne de coopération en matière d'exportation et de production, enfin de former et de retenir chez eux des cadres scientifiques.

31. L'équilibre qui règne en Hongrie dans la structure des revenus n'a pas d'équivalent possible dans les pays capitalistes et cet équilibre existe aussi entre les pays socialistes eux-mêmes, grâce à l'application des principes d'assistance mutuelle et d'égalité des droits entre pays socialistes. La délégation hongroise souhaiterait voir ce processus de développement équilibré se généraliser dans le monde. Le temps presse, il ne reste plus qu'un quart de siècle avant le début du deuxième millénaire, mais cela devrait suffire pour que tous les pays atteignent un stade de développement satisfaisant selon les normes actuelles.

32. Les relations commerciales extérieures jouent un rôle important dans le développement des pays socialistes. Ainsi, les exportations de la Hongrie augmenteront, en 1973, quatre fois plus que le revenu national et ses importations des pays en voie de développement augmenteront de plus de 20 p. 100. La Hongrie se félicite d'être devenue partie au GATT, car elle espère pouvoir désormais participer plus largement à la division internationale du travail. Les pays parties au GATT reconnaissent eux-mêmes que les barrières discriminatoires qui subsistent ne pourront se maintenir très longtemps.

33. M. Halasz insiste sur le fait que la Hongrie n'épargnera aucun effort pour appliquer le programme de la deuxième Décennie. Elle sait que la coopération économique internationale n'est pas une panacée et elle partage l'opinion de ceux qui pensent que les pays en voie de développement devraient, eux aussi, analyser leurs propres faiblesses et ne pas rejeter le blâme sur les autres pays. Ce serait cependant une erreur de mettre sur le même plan les pays capitalistes et les pays socialistes et, pour ce qui est de la responsabilité et de la solidarité, il convient de faire, là aussi, une distinction entre les pays dotés de systèmes sociaux différents.

34. M. DATCU (Roumanie) dit que les changements profonds intervenus dans les domaines les plus variés de l'activité humaine mettent en évidence le fait qu'aujourd'hui la coopération n'est plus une option mais bien une nécessité pour tous les Etats, quel que soit leur niveau de développement. Harmoniser les tendances objectives d'internationalisation des forces de production avec les intérêts nationaux constitue l'un des facteurs essentiels dans la réalisation d'un climat de compréhension et de coopération dans le monde. En même temps, les résultats obtenus sur la voie de la détente et du renforcement de la sécurité internationale créent des conditions favorables à un large développement des rapports économiques entre les Etats.

35. Il ne faut pas perdre de vue que de nouveaux problèmes s'ajoutent chaque année à la liste de ceux qui ne sont pas encore résolus. C'est pourquoi la Roumanie considère qu'il est nécessaire d'accorder une attention accrue aux problèmes des pays en voie de développement et d'intensifier l'assistance qui leur est

accordée. L'évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement qui doit être effectuée pendant la session en cours est particulièrement importante, car c'est une bonne occasion d'étudier les moyens capables d'assurer la mise en pratique intégrale de la Stratégie.

36. Il devient de plus en plus clair que les problèmes mondiaux ne peuvent être efficacement résolus qu'avec la participation égale et directe de tous les Etats et compte tenu de leurs intérêts légitimes. La délégation roumaine espère que les négociations du GATT ainsi que celles concernant la réforme du système monétaire international contribueront à éliminer les restrictions et les obstacles qui entravent les échanges commerciaux et qui affectent surtout les pays en voie de développement. La division internationale du travail est une nécessité, car elle doit permettre à chaque pays d'édifier une économie forte et indépendante, capable d'assurer un développement plus rapide. Dans cet esprit, la Roumanie attache une importance particulière à la charte des droits et des devoirs économiques des Etats, à l'élaboration de laquelle elle participe activement. De même, la notion de sécurité économique collective, qui a fait l'objet d'un examen préliminaire au Conseil économique et social durant l'année en cours, conduit à aborder les problèmes du développement du monde contemporain d'un point de vue d'ensemble, en mettant l'accent sur la responsabilité à l'égard du développement économique et social de tous les peuples.

37. L'ONU doit stimuler l'activité du mécanisme dont elle dispose pour réaliser intégralement les objectifs qui ont été fixés. Des efforts s'imposent également pour rationaliser et améliorer son système institutionnel, utiliser efficacement les ressources qu'elle possède et perfectionner ses méthodes de travail.

38. La participation de la Roumanie aux activités de l'Organisation s'explique par ses propres préoccupations concernant le progrès économique et social et l'intensification de sa présence dans le circuit mondial des valeurs matérielles et spirituelles. Elle déploie des efforts soutenus pour édifier une nouvelle société socialiste, tout en étant consciente du fait que, en dépit des progrès accomplis dans les trois dernières décennies, elle est encore un pays en voie de développement qui doit résoudre les problèmes particuliers à cette catégorie d'Etats. Pour réduire l'écart qui la sépare des pays industrialisés, elle maintiendra dans les années à venir un taux élevé de croissance de l'économie nationale et s'efforcera d'améliorer la structure de son industrie. La Roumanie intensifie les échanges commerciaux et la coopération avec tous les Etats, sans distinction de système politique, économique et social, et s'efforce de diversifier ses relations économiques avec tous les pays socialistes, dans le cadre du CAEM. En même temps, elle coopère largement avec les pays qui se sont engagés sur la voie d'un développement indépendant. Elle se sent solidaire d'eux dans la lutte qu'ils mènent pour consolider leur indépendance politique et économique et elle appuie les efforts déployés par ces Etats pour exercer effectivement leur souveraineté sur leurs richesses nationales. Les accords de coopération signés avec un certain nombre de pays d'Amérique latine pendant la récente visite du Président du Conseil d'Etat de la République socialiste de Roumanie constituent une expression vivante de cette politique. Par ailleurs, les échanges com-

merciaux et la coopération économique et technique de la Roumanie avec les pays développés évoluent généralement d'une manière positive dans l'intérêt réciproque. Ces relations gagneront en dynamisme lorsqu'elles seront établies sur une base plus équitable et lorsque les restrictions qui entravent leur libre développement seront supprimées. Il faut espérer que la volonté politique des Etats participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe se concrétisera par une amplification de la collaboration, qui entraînera à son tour un développement de l'ensemble des relations économiques internationales.

39. Les répercussions de la science et de la technique sur le développement occupent depuis quelques années une place importante dans les travaux de l'Organisation. La Roumanie est l'un des pays qui ont lancé et appuyé les travaux de l'ONU sur le rôle de la science et de la technique modernes dans le développement. L'intérêt avec lequel ces problèmes ont été abordés à la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social renforce la Roumanie dans sa conviction que la présente session de l'Assemblée générale permettra aux Etats Membres d'aboutir à un consensus sur la mise en œuvre des moyens prévus pour intensifier les activités de l'ONU dans le domaine de l'application de la science et de la technique au développement. La délégation roumaine réitère son désir de coopérer étroitement avec les autres délégations pour accomplir de nouveaux progrès sur la voie de la coopération dans le secteur majeur et prioritaire de l'application de la science et de la technique au service du développement. Elle veut en outre définir des modalités pratiques visant à rendre encore plus efficace l'action de la communauté internationale pour le progrès économique et social de tous les peuples.

40. M. OSEI TUTU (Ghana) dit que les progrès réalisés par les divers organes et organismes dont la Deuxième Commission a à s'occuper sont nettement insuffisants. Ainsi, malgré les efforts inlassables déployés par son secrétariat, la CNUCED n'a guère obtenu de résultats tangibles. Quelques accords sur les produits de base et l'application du système généralisé de préférences ne sont en effet qu'une goutte d'eau dans l'océan des objectifs de la deuxième Décennie. La raison tient essentiellement au fait que les pays développés manquent de la volonté politique d'aider réellement les pays moins développés à atteindre ces objectifs. De l'avis de la délégation ghanéenne, si les pays développés n'adoptent pas une attitude plus réaliste et plus conciliante à l'égard des revendications des pays en voie de développement, l'Organisation des Nations Unies n'a guère de raison d'être.

41. L'un des moyens d'améliorer l'économie des pays en voie de développement est de les aider à développer leur commerce d'exportation, qui repose essentiellement sur les produits primaires. Il convient à cet égard de regretter l'attitude intransigeante que certains pays développés ont adoptée à l'égard des accords sur les produits de base, en particulier l'Accord international de 1972 sur le cacao. Cet accord est néanmoins entré provisoirement en vigueur comme prévu et il faut espérer que les pays qui ne l'ont pas encore fait déposeront les instruments de ratification auprès du Secrétaire général avant le 31 mars 1974.

42. Le progrès économique des pays en voie de développement se heurte également au problème du service de la dette. En effet, une assez forte proportion de l'aide que les pays développés accordent aux pays en voie de développement retourne chez eux sous la forme d'intérêts élevés sur les prêts consentis pour le financement des projets et de versements entraînés par le coût du transfert des techniques. Il s'ensuit que de nombreux pays en voie de développement, dont le Ghana, continuent à avoir une balance extérieure précaire du fait de l'échéance de crédits à court et à moyen terme, et ce malgré l'augmentation des échanges commerciaux et de l'apport de capitaux privés dans certains pays en voie de développement. La Deuxième Commission ne saurait justifier son existence si elle est incapable de trouver une solution équitable et durable à ce problème du service de la dette. A cet égard, la délégation ghanéenne appuie les recommandations faites au Conseil du commerce et du développement par la Commission des invisibles et du financement lié au commerce dans sa résolution 5 (VI)⁴ en vue de créer un groupe intergouvernemental qui serait chargé d'étudier le problème de la dette dans les pays en voie de développement. Il faut espérer que les pays développés qui se sont opposés à la création de ce groupe reviendront sur leur position, car cette procédure permettrait d'examiner ensemble les problèmes de la dette de tous les pays en voie de développement et de mettre au point des conditions acceptables à la fois pour les pays débiteurs et les pays créanciers.

43. En ce qui concerne l'environnement, le nouveau PNUE intéresse à la fois les pays développés et les pays en voie de développement, et la délégation ghanéenne appuie le programme de travail du Conseil d'administration de cet organisme, car il tient compte des besoins des pays en voie de développement. Toutefois, le programme devrait envisager dès que possible d'aider les pays en voie de développement à former leurs propres spécialistes de l'environnement, puisque ce sont les efforts déployés sur le plan local qui sont certainement les plus efficaces. L'ouverture du siège du PNUE à Nairobi montre que la période de préparation est maintenant terminée et qu'il faut désormais passer à l'action.

44. Compte tenu de l'ampleur des problèmes sociaux et économiques qui se posent dans le monde, la délégation ghanéenne se félicite de l'entrée en vigueur de l'amendement à l'Article 61 de la Charte des Nations Unies, concernant l'élargissement de la composition du Conseil économique et social. Elle appuie la notion de sécurité alimentaire mondiale minimale et est disposée à participer à toute mesure visant à traduire cette notion dans les actes. Il va sans dire qu'elle appuie aussi la proposition tendant à convoquer une conférence alimentaire mondiale, ainsi que la création d'un fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles. Les activités des Nations Unies dans ce domaine doivent être coordonnées de la façon recommandée par le Conseil.

45. Il est prévu au paragraphe 79 de la Stratégie internationale du développement que des arrangements appropriés sont nécessaires pour suivre de très près les progrès accomplis dans la réalisation des buts et objec-

⁴ Voir Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, treizième session, Supplément No 4.

tifs de la Décennie. A un moment où l'on est donc censé effectuer la première opération d'examen et d'évaluation, il est regrettable de constater que les pays développés et les pays en voie de développement, loin de se mettre d'accord, sont restés sur des positions rigides dans les organes subsidiaires qui ont examiné la question. Il faut espérer que l'esprit de coopération qui a présidé à l'établissement de la Stratégie continuera à se manifester.

46. M. PEREZ DE CUELLAR (Pérou) dit que les résultats obtenus jusqu'ici laissent présager un certain échec pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, échec d'autant plus décevant que le climat de détente qui règne actuellement pouvait laisser espérer des résultats fructueux. En effet, les pays en voie de développement n'ont pas atteint l'objectif de croissance fixé dans la Stratégie et certains pays développés ne se sont pas conformés au pourcentage prévu pour l'aide financière extérieure.

47. Toute opération d'examen et d'évaluation doit viser l'ensemble des buts et objectifs établis par la Stratégie. C'est aux pays en voie de développement qu'incombe certes la responsabilité première de leur développement, mais leurs efforts doivent trouver un écho chez les pays développés. D'autre part, il convient d'avoir une conception globale du développement qui ne vise pas une simple croissance économique mais aussi une juste répartition des richesses et l'élimination des structures sociales et économiques qui font obstacle au développement et accentuent la misère de la majorité de la population.

48. Dans cet esprit, le Gouvernement péruvien a institué il y a cinq ans un processus révolutionnaire dont le but est d'établir une société plus juste et plus équitable. Il a fallu pour ce faire supprimer des formes de propriété dépassées de façon à édifier une société communautaire, sans exploités ni exploités. Ces changements impliquent certains décalages inévitables au départ, mais le gouvernement n'a pas renoncé à son idée de développement global. Ce faisant, et bien qu'il suive à cet égard les recommandations de la Stratégie, il s'est attiré l'hostilité de certains pays développés qui ne veulent pas accepter les modifications impliquant un changement dans les relations de dépendance et de domination de certains Etats par rapport à d'autres.

49. De l'avis de la délégation péruvienne, il convient de savoir dans quelle mesure les efforts de développement se heurtent à une division internationale injuste du travail. Si la plupart des pays en voie de développement n'ont pas atteint l'objectif de croissance de 6 p. 100 prévu dans la Stratégie, cela tient à des conditions qui échappent au contrôle de leurs gouvernements. En effet, l'économie de ces pays continue à reposer essentiellement sur l'exportation de matières premières. Elle dépend ainsi d'un grand nombre de facteurs extérieurs qui la rendent particulièrement vulnérable, sans que ces pays puissent faire autre chose en matière de planification que prendre des mesures de caractère fort aléatoire.

50. La détente actuelle vient paradoxalement au moment où "la cause du développement a perdu de son élan" comme l'a constaté le Comité de la planification du développement⁵. Il convient donc d'adopter de nouvelles politiques et de prendre de nouveaux en-

gagements. Une solution, recommandée par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés à Alger, serait de convoquer l'Assemblée générale en une session spéciale pour examiner les questions économiques particulièrement lourdes de conséquences en vue d'imprimer un nouvel élan au développement et à la coopération. La Conférence d'Alger a souligné que les pays doivent adopter des positions communes pour empêcher les fluctuations incessantes des cours des matières premières et pour lutter contre la détérioration des termes de l'échange. Il ne s'agit pas de provoquer des conflits entre pays consommateurs et pays producteurs, mais bien de protéger l'économie de ces derniers en établissant des critères justes et raisonnables de fixation des prix des matières premières. Ce n'est qu'en créant une sorte d'unité de négociation que l'on pourra finalement jeter les bases d'une stabilité économique que la structure actuelle des rapports internationaux n'assure pas.

51. La question des sociétés multinationales tient particulièrement à cœur à la délégation péruvienne. Il est certain que ces sociétés ont un rôle à jouer dans la promotion du développement, mais elles peuvent également être fort nuisibles si elles n'acceptent pas de se soumettre à des normes de contrôle de leurs activités et de leurs bénéfices. Les activités de ces sociétés doivent être conformes aux lois nationales et aux programmes nationaux de développement. La délégation péruvienne préconise l'établissement d'un code de conduite pour les sociétés multinationales, de façon à supprimer toute pratique nuisible, toute ingérence dans les affaires intérieures des Etats, toute violation de la législation nationale ou simplement toutes les activités qui peuvent perturber la structure économique d'un pays.

52. L'un des apports les plus positifs du renouvellement du Conseil économique et social est la discussion qui y a eu lieu à la cinquante-cinquième session sur la sécurité économique collective. Pour le Pérou, cette notion de sécurité doit englober non seulement la défense militaire mais tous les éléments qui touchent de près ou de loin à la sécurité et à la paix à tous les niveaux, y compris la sécurité économique. Ainsi, le Pérou a pu observer que des mesures prises dans d'autres pays se sont répercutées, pas toujours favorablement, sur son économie. Il faut donc espérer que la notion de sécurité économique collective englobera toutes les catégories d'activités économiques qui peuvent constituer une menace pour la paix et la sécurité internationales. L'Organisation des Nations Unies doit se pencher sur les cas d'emploi de la force, dans le domaine économique, pour obtenir des avantages. Il faut espérer que les organismes des Nations Unies prendront les mesures nécessaires pour créer un niveau de sécurité économique qui permette aux peuples les plus pauvres de se développer dans la liberté. Ce n'est qu'ainsi que la communauté internationale entrera dans une nouvelle phase de détente, la détente dans les relations économiques internationales.

53. M. FIGUEROA (Chili), exerçant son droit de réponse, déplore que le représentant de l'URSS ait jugé bon, à la séance précédente, de parler des affaires intérieures du Chili. Le climat de détente, dont la délégation soviétique est la première à se féliciter, ne sert que les intérêts des grandes puissances et le tiers monde n'en a guère profité. Ainsi le Chili, en marge de

⁵ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 5, par. 29.

cette détente, a fait l'objet d'une ingérence intolérable dans ses affaires intérieures, ingérence qui est l'effet de la détente recherchée par les grandes puissances. Le représentant de l'Union soviétique s'est plaint que les avantages que son pays recherche puissent faire l'objet d'un chantage concernant ses affaires intérieures. Or, il a utilisé de façon déplorable le suicide tragique d'Allende, que le Chili regrette lui aussi, pour intervenir dans les affaires intérieures chiliennes. Le représentant de l'URSS a dit appuyer les mouvements de libération qui luttent contre l'impérialisme; or le mouvement qui s'est produit au Chili visait justement à libérer ce pays de l'influence soviétique.

54. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que les arguments avancés par le représentant du Chili ne sont guère convaincants; il est regrettable qu'il prétende que les événements du Chili aient eu pour but de libérer ce pays de l'impérialisme soviétique. La délégation soviétique réfute catégoriquement ce genre d'interprétation dont le but est de masquer la vraie nature des événements qui se sont produits dans ce pays.

55. La déclaration faite par la délégation soviétique à la séance précédente ne constituait en rien une ingérence dans les affaires intérieures chiliennes mais visait simplement à expliquer pourquoi l'URSS avait rompu les relations diplomatiques avec le Chili.

56. Le représentant de l'Union soviétique rappelle la déclaration politique adoptée par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, publiée quelques jours avant le coup d'Etat, dans laquelle la Conférence rendait hommage à la lutte du peuple chilien contre l'impérialisme. De même, ce n'est pas par hasard qu'un aussi grand nombre de délégations dénoncent, en séance plénière de l'Assemblée

générale, l'écrasement des libertés au Chili. La position de la communauté internationale semble donc bien claire.

57. A propos du rôle qu'a joué l'URSS dans le développement économique et l'indépendance nationale du Chili, il convient de se reporter à la déclaration qu'a faite en URSS le Président légitime du Chili, M. Allende, et dans laquelle il a souligné l'apport de l'URSS à son pays. L'intervention de la junte militaire a fait reculer la lutte des travailleurs chiliens et les événements au Chili constituent un avertissement pour le monde entier : l'impérialisme et la réaction intérieure restent les ennemis du progrès économique et de l'indépendance nationale.

58. M. FIGUEROA (Chili) constate que le représentant de l'URSS a fait état d'une répression des libertés au Chili et de l'aide soviétique apportée à ce pays. Or, pour parler de répression des libertés, il faut avoir la conscience pure, sinon on s'engage sur un terrain très mouvant. Quant à la question de l'aide, le représentant de l'Union soviétique a gardé le silence sur les conditions dont cette aide était assortie.

59. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) comprend bien que le représentant de la junte militaire cherche à justifier par tous les moyens la création d'un gouvernement illégal, l'assassinat du Président et l'absence de légalité qui règne dans le pays. Le rêve des impérialistes au Chili et ailleurs est ainsi réalisé. Le représentant de la junte ne mérite toutefois pas qu'on réponde à ses arguments et le représentant de l'URSS voulait simplement confirmer ce qu'il avait dit à la séance précédente.

La séance est levée à 17 h 30.

1522^e séance

Mercredi 3 octobre 1973, à 15 h 20.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1522

Discussion générale (suite)

1. M. HOVEYDA (Iran) met en exergue à sa déclaration une phrase prononcée par le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales : "La prise en charge du futur est une invitation à nous débarrasser d'habitudes de pensée et d'action déjà très largement anachroniques" (1516^e séance, par. 38). En effet, si l'échec ou le demi-échec des efforts de développement peut être attribué à diverses raisons — difficultés du commerce international, effondrement du système monétaire, insuffisance des ressources consacrées par les pays riches au développement des pays pauvres, etc. — la cause principale réside justement dans des habitudes de pensée et d'action largement anachroniques. Ces habitudes, qui se retrouvent aussi bien dans les pays développés que dans les pays en voie de développement, empêchent la communauté internationale de se lancer résolument dans la voie des

réformes de l'ordre économique mondial qu'appellent de toute évidence les transformations rapides du monde contemporain.

2. Ces habitudes sont d'abord, de l'avis du représentant de l'Iran, une confiance excessive dans les théories économiques qui, bien qu'utiles, pèchent trop souvent par excès de spécialisation. De plus, certains thèmes font l'objet d'une accumulation d'études alors que relativement peu de travaux sont consacrés aux questions d'intérêt immédiat pour le tiers monde. Au surplus, le formalisme des théories économiques se prête bien aux échanges entre spécialistes, mais leur distance au réel les protège de la critique. Même lorsqu'ils se penchent sur les véritables problèmes du monde contemporain, leur travail vient tardivement par rapport aux nécessités. Certes, il est nécessaire d'étudier soigneusement les situations et d'évaluer régulièrement les résultats de l'action, mais l'évolution sans pareille de l'univers contemporain exige une action immédiate.

3. Comme l'a souligné le Secrétaire général adjoint, il importe maintenant de "prendre en charge le futur". Or, si la prévision existe bien, il se produit un décalage entre prévisions et décisions. M. Hoveyda cite l'exemple de l'environnement, où il a fallu longtemps pour réagir aux mises en garde des milieux scientifiques.

4. Les problèmes brûlants du présent appellent un surcroît de coopération, mais il n'y a guère d'indices d'un développement réel du concept de solidarité internationale. Pourtant, le tiers monde est, littéralement, "en voie de sous-développement". Certes, certains pays, dont l'Iran, ont réussi en abandonnant les théories abstraites à briser le cercle vicieux du sous-développement. La poursuite des objectifs nationaux en Iran a atteint cette année un nouveau sommet, par le fait que le pays a repris en main le contrôle complet et l'exploitation totale de son industrie pétrolière. Au mois de juillet, le Parlement iranien a ratifié un accord historique avec les compagnies pétrolières étrangères, annulant par consentement mutuel le contrat de 1954 avec un consortium international et transformant les relations du pays avec les compagnies pétrolières en relations de vendeur à acheteur. L'Iran est aujourd'hui seul maître de toutes ses ressources naturelles et son produit national brut continue à augmenter à un rythme annuel extrêmement rapide. Ses succès ne font toutefois pas oublier à l'Iran sa solidarité naturelle avec l'ensemble des pays du tiers monde. C'est avec inquiétude qu'il constate que non seulement la proportion du produit national brut que les pays riches consacrent à l'aide aux pays pauvres diminue, mais encore que les ressources minimales réunies à grand-peine par ces derniers semblent plutôt alimenter un vrai tonneau des Danaïdes. Les conséquences sont nécessairement catastrophiques. Il est difficile dans ces conditions de résister au pessimisme en constatant que les espoirs de voir s'accélérer la tendance à l'aide et au développement ne se sont pas justifiés et que, malgré les signes de détente et de progrès dans l'univers, la situation n'est guère encourageante, surtout du point de vue du tiers monde.

5. Il ne semble guère utile de répéter encore une fois les thèmes inlassablement ressassés de la discussion générale. De même, la position de la délégation iranienne est bien connue; elle a toujours soutenu que, dans un univers interdépendant, le nouvel ordre économique devait s'établir sur les principes de l'équité et les nouveaux impératifs de la coopération économique. Elle a toujours affirmé que toute décision internationale d'ordre économique, commercial et monétaire doit être prise avec la participation de l'ensemble des pays du tiers monde. Elle appuie aussi l'initiative de la délégation brésilienne en ce qui concerne le concept essentiel de sécurité économique collective, celle du Directeur général de la FAO concernant le plan de sécurité alimentaire et celle de la délégation des Etats-Unis concernant une conférence mondiale sur l'alimentation.

6. Mais le fait demeure qu'il faut persuader les pays riches de déployer un effort accru pour combler le fossé qui les sépare des pays en voie de développement. Il faut que les pays développés admettent les avantages à long terme d'une réévaluation de leur politique commerciale et économique, malgré les effets immédiats d'un tel changement. Si peu de gouvernements se sont engagés dans cette voie, on voit néanmoins apparaître

des signes encourageants. Ainsi, une enquête réalisée récemment par quatre journaux européens sur les relations de la CEE et des pays en voie de développement concluait à des changements de tendance dans l'intérêt de ces derniers. Les auteurs de l'enquête n'ont pas nié les conflits qui risquaient d'apparaître entre l'aspect régional et l'aspect global de la politique communautaire. A leur avis, le meilleur moyen d'aider les pays en voie de développement est de réformer le système monétaire international et les règles du commerce international en vue de corriger la dérive qui porte les pays pauvres à s'appauvrir tous les jours davantage. De plus, la Communauté dispose d'un pouvoir énorme pour la fixation des cours des produits de base; or, seule la stabilité des prix peut permettre aux pays producteurs de compter sur un afflux de fonds régulier et prévisible, règle élémentaire du développement.

7. Il va sans dire que les pays en voie de développement portent une part de responsabilité très importante dans leur progrès national et il leur appartient d'entreprendre les réformes structurelles qui s'imposent et de planifier avec soin leurs programmes. Il n'en demeure pas moins que la plupart d'entre eux manquent des ressources nécessaires et qu'ils pâtissent des défauts de fonctionnement d'un ordre international anachronique. Ils ont donc besoin d'une aide large et soutenue, en particulier pour acquérir des techniques modernes. Certes, les problèmes du développement présentent un caractère extrêmement compliqué, que l'assistance technique et financière ne suffit pas à résoudre. Toutefois, au-delà des obstacles matériels, existe un frein encore plus puissant, en l'occurrence les attitudes figées et l'incompréhension mutuelle. Or, ce sont ces attitudes qu'il convient de modifier, car les questions du développement ne peuvent recevoir de solution vraie que par consentement mutuel. Il ne s'agit pas de s'engager dans de stériles affrontements ni de se faire mutuellement des procès d'intention; au contraire, la communauté internationale doit se lancer sans attendre dans une coopération sincère en vue d'appliquer l'ensemble des mesures qu'appelle la situation actuelle. En effet, à quoi servirait de forcer l'adoption d'une résolution si ceux auxquels elle s'adresse n'en tiennent pas compte dans la pratique? Il convient donc d'éviter les batailles de majorité et de favoriser la négociation; celle-ci est toujours difficile et longue, mais c'est la seule voie possible à la longue, et la délégation iranienne pour sa part est prête à collaborer à cette fin avec les autres délégations.

M. Arvesen (Norvège) prend la présidence.

8. M. ZACHMANN (République démocratique allemande) dit que son pays se réjouit de constater les signes manifestes d'une détente politique internationale qui apparaissent dans le monde et qui permettent d'établir une fondation plus solide pour l'établissement d'une coopération internationale élargie, notamment dans les domaines économiques, scientifiques et techniques. La République démocratique allemande contribue à ces efforts de coopération, qui ont été salués aussi bien par le Conseil économique et social à sa cinquante-cinquième session que par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés à Alger (5-9 septembre 1973). Ce processus de détente servira les intérêts de tous les Etats et aura des répercussions dans d'autres domaines, les premiers signes de détente dans les relations économiques internationales étant

déjà apparents. De même que les autres Etats socialistes, la République démocratique participe activement à ce processus de détente afin d'établir avec tous les Etats des relations politiques et économiques stables sur la base des principes de la Charte des Nations Unies. De plus, elle cherche à compléter la détente politique par une détente militaire et elle appuie la proposition faite par le Ministre des affaires étrangères de l'URSS à l'Assemblée générale (2126ème séance plénière) en vue de réduire de 10 p. 100 les budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et d'utiliser une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement. Elle se réjouit que cette question ait été inscrite à l'ordre du jour de la vingt-huitième session (point 102) et qu'il ait été décidé de l'examiner en séance plénière.

9. On ne saurait toutefois ignorer qu'il reste dans le monde des forces puissantes qui cherchent à s'opposer à la détente et à la coopération; elles utilisent leur puissance économique et politique pour maintenir en existence un système d'oppression et d'exploitation colonialiste et néo-colonialiste des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. La République démocratique allemande appuie la lutte que mènent les peuples des pays en voie de développement pour rétablir leur contrôle souverain sur leurs ressources naturelles, pour exercer leur droit de nationaliser les avoirs des monopoles étrangers et pour supprimer l'ingérence de ces monopoles dans leurs affaires intérieures. Elle s'intéresse donc aux travaux du Groupe de personnalités que le Secrétaire général a chargé d'examiner les activités des sociétés multinationales et estime que ce groupe devrait axer ses efforts sur l'analyse des effets négatifs qu'ont les activités de ces monopoles sur le développement politique, social et économique des pays en voie de développement. Peut-être faudrait-il envisager une composition plus équilibrée de ce groupe pour veiller à ce que l'objectif énoncé dans la résolution 1721 (LIII) du Conseil soit réalisé.

10. Lorsqu'on examine la situation économique mondiale, il est impossible de passer sous silence la crise monétaire et financière persistante du monde capitaliste, car elle a des conséquences très graves non seulement pour la situation économique et sociale de millions de travailleurs des pays occidentaux mais aussi pour la situation économique et sociale dans les pays en voie de développement. Il convient de souligner que cette crise est propre au système économique capitaliste et ne saurait exister dans les pays socialistes. Les efforts les plus vigoureux doivent donc être déployés pour résoudre cette crise qui a des répercussions néfastes sur l'économie mondiale et sur les relations économiques internationales.

11. M. Zachmann estime que, pour évaluer les tendances enregistrées récemment dans l'économie mondiale, il faut bien voir la différence qui existe entre l'économie des pays capitalistes et l'économie des pays socialistes, cette dernière étant caractérisée par des plans coordonnés à long terme et des taux de croissance élevés fondés sur une situation économique et sociale stable. Le revenu national de la République démocratique allemande, qui est membre du CAE, a augmenté de 5,8 p. 100 en 1972 et on espère maintenir cette progression en 1973; depuis sa fondation en 1949, elle a vu son revenu national réel quintupler pour at-

teindre 120 milliards de marks en 1972. Avec une production industrielle qui atteint près de 70 p. 100 du produit intérieur brut, elle est devenue un important partenaire économique dans le système de la coopération économique internationale. Le commerce extérieur a progressé de façon spectaculaire, passant de 26 p. 100 du revenu national en 1960 à 40 p. 100 en 1972, ce qui montre bien l'importance qu'elle attache aux relations économiques extérieures non seulement avec les autres Etats socialistes mais également avec les pays en voie de développement et les pays capitalistes industrialisés.

12. La République démocratique a toujours soutenu la lutte que mènent les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine pour obtenir leur indépendance politique et économique et se soustraire à l'exploitation et à l'oppression. Ses échanges commerciaux avec les pays en voie de développement ont augmenté de 28 p. 100 au cours du premier semestre de 1973; elle constitue un marché stable non seulement pour les produits de base et les produits agricoles en provenance des pays en voie de développement, mais également pour les articles manufacturés et semi-finis que ceux-ci exportent.

13. Pour ce qui est de ses exportations à destination de pays en voie de développement, la République démocratique, respectant par principe les besoins précis des pays en voie de développement en ce qui concerne leur commerce extérieur et le financement de leur développement, exporte surtout des usines, de l'outillage et du matériel, qui jouent un rôle important dans l'industrialisation de ces pays. En vue de renforcer la coopération économique et commerciale avec les pays en voie de développement, la République démocratique encourage la conclusion d'accords et de contrats à long terme, fait bénéficier ces pays d'un transfert de techniques modernes, fournit à leurs ressortissants des moyens de formation et leur envoie des experts. En outre, elle continue d'accepter des articles manufacturés en remboursement des crédits qu'elle consent aux pays en voie de développement.

14. La République démocratique a également accru ses échanges commerciaux avec les pays industrialisés qui entretiennent avec elle des relations diplomatiques, notamment avec la France, l'Italie et la Suède. Ces échanges ont augmenté, au cours du premier semestre de 1973, de 11 p. 100 par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Au cours des derniers mois, des accords à long terme de coopération économique industrielle, scientifique et technique ont été conclus avec l'Italie, la Finlande, l'Autriche et la France. La délégation de la République démocratique estime qu'il est indispensable d'éliminer les restrictions et discriminations commerciales dont font encore l'objet les pays socialistes si l'on veut obtenir un accroissement des échanges qui serait profitable à toutes les parties.

15. La délégation de la République démocratique allemande est convaincue que le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde, tâche politique principale de l'ONU, est étroitement lié au renforcement de la coopération économique, scientifique et technique entre les Etats, comme le dit d'ailleurs la Charte. Cette délégation est donc disposée à faire de son mieux pour contribuer à créer des conditions qui favorisent et

accélèrent la croissance économique et sociale de tous les Etats dans un climat de stabilité.

16. En ce qui concerne la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, la délégation de la République démocratique estime, comme beaucoup d'autres, que les objectifs prévus n'ont pas été atteints jusqu'ici, et souscrit aux vues exprimées à ce sujet par les Etats socialistes dans leur déclaration commune¹. Elle considère que pour faire de réels progrès économiques et sociaux, les pays en voie de développement doivent obligatoirement réaliser des réformes dans ces domaines, éliminer l'influence négative que le capital privé, qu'il soit national ou étranger, exerce sur leur plan de développement et dénoncer tous les traités injustes et discriminatoires qui portent atteinte à leur souveraineté nationale. En outre, pour résoudre leurs problèmes et améliorer leur position dans le cadre du système de la division internationale du travail, ces pays doivent à tout prix mobiliser l'ensemble de leurs ressources, accroître leur productivité dans tous les secteurs économiques et s'industrialiser. La République démocratique allemande appuie également les pays en voie de développement qui exigent à bon droit des pays capitalistes développés réparation des préjudices matériels que ceux-ci leur ont causés et continuent de leur causer en les soumettant à l'exploitation colonialiste et néo-colonialiste.

17. Les mesures prises par la junte militaire chilienne pour oblitérer les réformes sociales et économiques réalisées dans le pays risquent d'avoir des conséquences préjudiciables non seulement pour le développement économique et social du Chili mais également pour l'application de la Stratégie internationale du développement dans son ensemble. La délégation de la République démocratique s'élève avec vigueur contre les allégations calomnieuses du représentant du Chili à propos de l'aide que l'Union soviétique et les autres pays socialistes ont accordée à ce pays et elle s'associe entièrement aux paroles qu'a prononcées le représentant de l'URSS dans son intervention de la veille à ce sujet.

18. M. Zachmann se félicite de l'importance que le Conseil économique et social attache à la question de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. Conformément à la position exprimée par les pays socialistes et les pays en voie de développement dans un projet de résolution présenté à la troisième session de la CNUCED², la délégation de la République démocratique appuie toutes les mesures visant à sauvegarder le droit qu'ont les pays en voie de développement de contrôler leurs ressources naturelles et de prendre à cet effet les mesures d'expropriation ou de nationalisation qui s'imposent.

19. De l'avis de la délégation de la République démocratique, si l'on veut que l'ONU joue un rôle important dans le développement et l'expansion de la coopération économique, il faut que la Deuxième Commission s'attache à la présente session à renforcer l'efficacité des activités économiques de l'ONU et à

améliorer l'organisation des travaux du Conseil économique et social. Par conséquent, la délégation de la République démocratique appuie les propositions contenues dans la résolution 1622 (LI) du Conseil ainsi que les initiatives prises par divers Etats Membres pour améliorer l'organisation des travaux du Conseil.

20. M. Zachmann estime qu'il appartient à l'Organisation des Nations Unies d'examiner les intérêts et les problèmes économiques de tous les Etats, et pas seulement d'Etats ou de groupes d'Etats particuliers. Il souligne l'importance que sa délégation attache à l'établissement d'une charte des droits et des devoirs économiques des Etats en vue de renforcer les fondements de la coopération économique internationale. Enfin, il annonce que, pour compléter les relations bilatérales qu'il entretient avec de nombreux pays en voie de développement, le Gouvernement de la République démocratique allemande a décidé de verser des contributions aux fonds volontaires de l'ONUDI et du PNUD.

21. M. PEAL (Libéria) déclare que la détente dont on parle tant actuellement n'est pas la panacée qui permettra de résoudre les problèmes auxquels le monde doit faire face actuellement. On constate au contraire que ceux-ci, pauvreté, inflation, problèmes monétaires, maladie, etc., loin de diminuer, s'aggravent. La détente ne doit donc pas se traduire uniquement par une diminution de la tension entre les grandes puissances industrialisées mais par un désir sincère de la part de toutes les nations de résoudre les questions politiques, sociales, raciales et économiques qui sont la cause de cette tension. La tâche la plus importante de la Deuxième Commission, comme beaucoup l'ont dit, est l'examen et l'évaluation de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Or tout le monde est d'accord pour reconnaître que la première Décennie s'est soldée par un échec retentissant et il ne semble pas que la deuxième donnera des résultats meilleurs étant donné que la plupart des objectifs, pourtant modestes, qui avaient été fixés n'ont pas encore été atteints, qu'il s'agisse du pourcentage de l'aide fournie par les pays industrialisés, du transfert de la science et de la technique, des barrières tarifaires, de l'allègement des conditions de crédit, de la fourniture de capitaux, de la souveraineté sur les ressources naturelles ou des prix des produits de base, des matières premières et des produits alimentaires.

22. Beaucoup ont attribué cet échec à l'absence d'une volonté politique. Il se peut effectivement que l'esprit qui règne actuellement à l'Organisation ne soit plus celui qui a présidé à l'élaboration de la Charte des Nations Unies. Alors que dans celle-ci c'est la volonté des peuples qui s'affirme pour mettre fin aux guerres, cette volonté populaire est mise en échec à l'Organisation par l'élaboration de structures complexes qui vont à l'encontre des buts recherchés. A force de tergiverser, l'ONU se montre incapable de s'attaquer aux problèmes qu'elle est censée résoudre. Les organes se sont multipliés et n'ont vu le jour qu'au prix de compromis qui leur ôtent toute efficacité.

23. La Deuxième Commission ne pourra s'acquitter de sa tâche et résoudre les problèmes qu'en retrouvant l'esprit qui a inspiré la Charte. L'un de ces problèmes, par exemple, est la pénurie des produits alimentaires; à la Deuxième Commission siègent les représentants des

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, Vingt-cinquième session, Annexes*, point 42 de l'ordre du jour, document A/8074.

² Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session, vol. I : Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe VII, document TD/L.72.

gouvernements qui contrôlent ces produits alimentaires et peuvent faire bénéficier les pays en voie de développement de leur science et leur donner le matériel agricole et les engrais dont ils ont besoin. Les moyens de résoudre les problèmes du tiers monde existent et leur solution n'est qu'une question de communication et de persuasion. Il faut que les membres de la Deuxième Commission transmettent le message des pays du tiers monde là où il a le plus de chances d'être entendu, c'est-à-dire par-delà les gouvernements, aux peuples des pays qui produisent les aliments, manufacturent les articles industriels et ont la possibilité de guérir les maladies et d'éliminer l'ignorance. L'Organisation des Nations Unies doit aborder cette question de l'examen et de l'évaluation non en tant que rassemblement de gouvernements, mais en tant que rassemblement de peuples.

24. Le Libéria enregistre des progrès remarquables depuis deux ans, grâce non seulement aux mesures prises par le gouvernement, mais également à la participation du peuple lui-même. A l'appel du Président, la population a versé plus de 4,5 millions de dollars en contributions volontaires, ce qui, pour un pays de la dimension du Libéria dont le revenu par habitant est de 280 dollars, représente un sacrifice très important. Le peuple libérien sait que pour venir à bout du sous-développement, il lui faut s'aider lui-même. Il a réussi à réduire sensiblement le fardeau de sa dette, à équilibrer son budget et se lance maintenant dans de nouvelles entreprises commerciales et industrielles grâce à ce programme d'auto-assistance. En outre, le Gouvernement libérien renforce ses relations commerciales avec ses voisins, comme le montre l'accord conclu récemment avec la République de Guinée pour l'exploitation d'un gisement de fer. Pour la première fois, le Libéria a noué des relations diplomatiques avec de nombreux gouvernements d'Asie et d'Europe orientale, parmi lesquels le Gouvernement de la République démocratique allemande.

25. M. WANG Jun-sheng (Chine) constate que le monde traverse actuellement une période agitée tant sur le plan politique que sur le plan économique. Les pays impérialistes sont constamment aux prises avec des difficultés et les rivalités qui les opposent dans les domaines politique, économique et commercial ne font que s'aggraver. Les superpuissances tentent de faire supporter les conséquences de la crise actuelle aux pays en voie de développement en renforçant leur mainmise sur ceux-ci et en les soumettant à un pillage et une exploitation accrus. Certains pays développés entravent sérieusement les efforts des pays en voie de développement sur le plan du commerce international en leur imposant des mesures discriminatoires. Cette situation fait que la part du commerce mondial revenant aux pays en voie de développement ne cesse de s'amenuiser. Ces pays souffrent de la hausse brutale des prix des marchandises qu'ils importent, ce qui entraîne une augmentation injustifiée de leurs dépenses. En outre, ces pays ne contrôlent pas le prix de leurs propres exportations et les quelques profits qu'ils peuvent tirer de l'augmentation des prix de certains des produits qu'ils exportent sont neutralisés par l'inflation et le transfert à l'étranger d'une partie de leurs recettes par des sociétés étrangères. Tous ces facteurs font obstacle au développement économique des pays en voie de développement et à l'élévation du niveau de vie de leur population.

26. Si, sous couvert de "coopération économique" et de "développement international", les pays impérialistes intensifient leur exploitation, les pays socio-impérialistes procèdent de façon plus insidieuse. Tout en se faisant passer pour les amis des pays en voie de développement, ils cherchent en fait, profitant de leurs difficultés, à acquérir des ressources et des bases stratégiques et réalisent des profits exorbitants en réexportant les produits qu'ils leur achètent à bon marché. Ces pays tiennent en réalité de réduire à nouveau les pays en voie de développement à l'esclavage et leur prétendue "aide" n'est en fait que du pillage, tandis que leur prétendu "soutien" constitue un contrôle pur et simple.

27. Sans indépendance politique, il ne peut y avoir d'indépendance économique, et sans indépendance économique, l'indépendance d'un pays est un vain mot. Pour sauvegarder leur souveraineté, les nombreux pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine lancent maintenant un vaste mouvement de résistance contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonie. Ces dernières années, les diverses organisations de pays exportateurs de matières premières se sont constamment élargies et renforcées pour pouvoir obtenir des prix raisonnables et défendre leur souveraineté et leurs intérêts. Les pays en voie de développement luttent résolument contre l'hégémonie des grandes puissances en défendant leur souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles, en s'opposant à l'action des sociétés multinationales et en sauvegardant leurs droits maritimes.

28. Les pays en voie de développement demandent désormais que les échanges internationaux soient fondés sur des consultations gouvernementales et des négociations commerciales multilatérales. Ils exigent l'abolition des barrières tarifaires et non tarifaires et un traitement préférentiel qui donne à leurs produits la place qui leur revient sur le marché international. Ils exigent le droit de participer pleinement aux discussions et aux prises de décisions sur un pied d'égalité. Ils exigent en outre un allègement du fardeau de la dette et appuient l'initiative du Président du Mexique à la troisième session de la CNUCED tendant à formuler une charte des droits et devoirs économiques des Etats qui sauvegardera l'indépendance et la souveraineté de toutes les nations et favorisera leur développement économique sur la base du profit et du respect mutuels. Le Gouvernement et le peuple chinois appuient résolument la juste lutte des pays en voie de développement et souhaitent qu'une charte des droits et devoirs économiques des Etats soit rédigée aussitôt que possible.

29. La Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés à Alger a souligné la nécessité pour les pays du tiers monde de développer leur économie et de renforcer leur souveraineté nationale grâce à la coopération et à la force de leurs peuples.

30. Au cours des cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions du Conseil économique et social, un certain nombre de résolutions positives ont été adoptées grâce à la détermination des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, qui jouent désormais un rôle de plus en plus important dans les affaires internationales. Un grand nombre de pays en voie de développement se sont rendu compte qu'ils doivent

avant tout compter sur eux-mêmes pour acquérir l'indépendance et développer leur économie nationale. Il leur faut pour cela mobiliser les efforts de leur population, exploiter et utiliser leurs ressources d'une manière systématique, fonder leurs échanges commerciaux sur le principe de l'égalité et du profit mutuels, développer comme il convient l'agriculture et l'industrie lourde et légère, en ne considérant l'aide étrangère que comme un appoint éventuel.

31. Le concept de l'effort autocentré est destiné à permettre l'édification d'une économie plus solide et n'exclut pas une coopération internationale fondée sur le principe de l'égalité et du profit mutuels. Il est évidemment très difficile pour les pays en voie de développement d'obtenir ce genre de coopération de la part des pays impérialistes. Même si les efforts dans ce sens échouent, il faut que les pays en voie de développement ne se découragent pas et restent fidèles au principe de l'effort autocentré, qui seul leur permettra d'acquérir une véritable indépendance économique. Ils devront cependant rester vigilants car les forces impérialistes feront tout leur possible pour saboter leur développement économique.

32. La délégation chinoise constate avec satisfaction que de nombreux pays en voie de développement ont fait des efforts positifs pour libérer leur économie de tout contrôle étranger et elle est convaincue que par l'application de politiques adéquates et grâce à un encouragement mutuel ils remporteront certainement de grands succès.

33. La Chine, pays socialiste et en voie de développement, appartient au tiers monde. Elle a une amitié profonde pour les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine et continuera à les soutenir dans leur lutte.

34. M. ABHYANKAR (Inde) dit que la Deuxième Commission doit se poser des questions sur la raison d'être de l'effort de développement entrepris par l'ONU et sur son rôle actuel et potentiel dans le développement économique et social du monde.

35. Le principe implicite sur lequel reposent les activités des Nations Unies dans le domaine du développement est, comme l'a exprimé récemment M. Elmandjra, directeur général adjoint de l'UNESCO, qu'un programme opérationnel relativement réduit pourra amener une transformation sensible du niveau économique des pays en voie de développement sans entraîner de changement majeur dans les normes et les structures du système international et sans qu'il soit nécessaire de revoir entièrement la structure des relations politiques, sociales, économiques et culturelles entre tous les Etats membres. Entre 1960 et 1970, le système des Nations Unies, le Groupe de la Banque mondiale excepté, a affecté environ 3,5 milliards de dollars à des activités de préinvestissement en faveur du développement. Ce chiffre est ridicule lorsqu'on le compare avec les besoins réels du monde. Il est par exemple inférieur à la somme que le monde a dépensée en 1970 pour les armements en l'espace d'une seule semaine. L'expérience porte à penser que, pour réussir dans un délai raisonnable, un effort critique minimum doit être mobilisé. A cet égard, le plan Marshall est un exemple très instructif. L'absence d'un délai ferme et raisonnable était le défaut le plus évident des efforts de coopération économique multilatérale antérieurs et

doit être considérée rétrospectivement comme l'une des principales causes de leur échec.

36. Comme l'a rappelé le représentant de la Yougoslavie à la 1520ème séance, la Conférence d'Alger a montré qu'en 1980, si les tendances actuelles se maintiennent, l'écart énorme qui sépare les pays en voie de développement et les pays développés se sera considérablement élargi, étant donné que, dans les premiers, le revenu national par habitant n'aura augmenté que de 85 dollars, alors qu'il se sera accru de 1 200 dollars dans les seconds. De ce point de vue, les activités des Nations Unies dans les domaines économique et social semblent dépourvues de tout cadre temporel valable. La délégation indienne estime que cette approche graduelle est vouée à l'échec et ne peut qu'engendrer le désenchantement tant chez les donateurs que chez les bénéficiaires, car la perspective de fournir une assistance qui peut se prolonger indéfiniment sans résultats notables lassera la bonne volonté des pays donateurs sans apaiser les aspirations des pays en voie de développement. En revanche, un cadre temporel peut mobiliser à la fois l'énergie des pays en voie de développement et l'enthousiasme et l'idéalisme des pays développés en vue d'un assaut résolu contre la pauvreté dans le monde.

37. Il est instructif à cet égard d'étudier les diverses activités opérationnelles du PNUD, du FISE, etc. En tant que membre du Conseil d'administration du PNUD, l'Inde est navrée de constater que ce programme, pourtant à la pointe des activités d'assistance technique, ne parvient pas à réunir des ressources financières suffisantes. Le taux prévu d'augmentation des ressources de 9,6 p. 100, adopté à titre de compromis en 1970, est loin d'être atteint. Pis encore, par suite de l'inflation et de la réévaluation des monnaies, le niveau général des ressources réelles du PNUD pour le premier cycle du développement est demeuré stationnaire, s'il n'a pas diminué. Le Conseil d'administration a étudié les divers aspects de ce problème, mais il est bien évident que la seule solution viable, la seule qui puisse faire du PNUD un programme dynamique, consiste à augmenter considérablement ses ressources et à faire en sorte que les pays donateurs versent ce qu'ils ont promis de verser. Sans cela, le PNUD deviendra un programme d'assistance technique marginal, dont l'importance ira en décroissant au cours des ans. On peut en dire autant des activités de l'ONUDI, dans ce domaine essentiel qu'est l'industrialisation : faute de moyens, sa contribution n'a pas été ce qu'elle devrait être.

38. Rétrospectivement, on peut dire que la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement constituait essentiellement une tentative d'élargir le champ d'action tout en le circonscrivant dans un cadre temporel bien défini. Mais, bien entendu, il ne suffit pas de fixer des délais, il faut également que l'on puisse régulièrement faire le bilan des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et remédier à toute faiblesse éventuelle. Tel est le but de l'opération périodique d'examen et d'évaluation. L'ONU se trouve actuellement engagée dans ce processus et la délégation indienne a participé activement à chaque étape successive. Cette opération a été très intéressante pour deux raisons. La première est que cet effort mené en commun par les pays en voie de développement et par les pays développés fait qu'ils sont mieux informés et dis-

cutent de façon plus productive des remèdes à envisager. Deuxièmement, des vues plus ou moins convergentes se sont dégagées sur la nature des corrections à apporter au système pour remédier aux insuffisances qui se sont manifestées. Malgré ses imperfections, le document de travail annexé à la résolution 1827 (LV) du Conseil économique et social expose de façon objective et claire la situation générale de la coopération internationale pour le développement dans les années 70. La délégation indienne demande donc instamment que, dans les semaines à venir, la Commission consacre toute son énergie à faire avancer ses travaux dans ce domaine et à ne pas perdre le terrain conquis en revenant sur des points déjà élucidés.

39. La délégation indienne se voit contrainte de faire quelques remarques sur la déclaration faite par le représentant de l'Australie à la 1517^{ème} séance. Tout d'abord, la partie centrale de cette déclaration en contredit le début et la fin, car après avoir exposé en détail les efforts de son pays pour favoriser la coopération économique internationale, et avant de conclure, en exhortant de façon persuasive tous les pays à prendre de concert de nouvelles mesures, le représentant de l'Australie déclare inopinément qu'il n'existe pas de problème de développement et qu'il ne faut pas confondre le monde irréel de l'examen et de l'évaluation avec la réalité de la situation économique de l'ensemble des pays. Et il dit à l'appui de cette affirmation que le prix des produits de base a atteint un niveau record depuis la guerre de Corée et même, pour le coton, depuis la guerre de sécession aux Etats-Unis.

40. Ces remarques ne peuvent qu'induire en erreur, car l'augmentation du prix des produits de base est un phénomène passager. Or, ce qui intéresse les pays en voie de développement, c'est une augmentation constante de leur part relative dans le commerce international et du taux de croissance de leur économie. Tous les pays qui ont profité de l'augmentation des prix à l'époque de la guerre de Corée ont-ils réussi à résoudre leurs problèmes de développement ? Ce qu'il faut aux pays en voie de développement ce n'est pas une manne temporaire, mais des gains qui leur permettent d'améliorer et de développer leur infrastructure, leur industrie et leur agriculture. Quant aux pays qui n'ont pas bénéficié de l'augmentation des prix, inutile de décrire leur situation. De plus, même si ces recettes accrues permettaient aux pays en voie de développement de diversifier leur économie, ils deviendraient alors eux aussi tributaires de l'importation de matières premières et autres produits intermédiaires et seraient à leur tour victimes de la hausse des prix. D'ailleurs, comme l'a remarqué lui-même le représentant de l'Australie, le cycle commercial des pays industrialisés va bientôt atteindre son apogée et il faudra alors songer à résoudre le grave problème de gestion économique que posera la retombée et empêcher le boom de céder la place à une récession. L'interdépendance de l'économie mondiale exige que l'on tienne dûment compte des intérêts de tous les pays, et en particulier des pays en voie de développement, au moment de prendre des décisions au niveau national. C'est pourquoi la délégation indienne considère que l'examen et l'évaluation ne sont pas une opération futile, mais sans doute le point le plus important de l'ordre du jour de la Commission (point 46).

41. Les améliorations qui continuent d'être apportées à la structure institutionnelle de l'ONU sont essentiel-

les non seulement pour le succès de la Décennie, mais également pour l'ensemble des activités de coopération économique internationale. C'est pourquoi la délégation indienne se félicite du prochain élargissement de la composition du Conseil économique et social qui en fera, il faut l'espérer, un organe plus représentatif de la composition actuelle de l'ONU et plus attentif à ses besoins véritables.

42. Certains pensent qu'il n'appartient pas à la Deuxième Commission de discuter de questions aussi complexes et sectorielles que les finances mondiales et les négociations commerciales multilatérales et qu'elle doit rester dans les généralités. La délégation indienne ne peut admettre ce point de vue car, ce faisant, on renoncerait à tenir compte des problèmes essentiels, voire critiques, de l'économie mondiale. En fait, les discussions sur cet aspect se sont, jusqu'à présent, réduites à un dialogue de sourds, dans lequel les pays en voie de développement devaient se contenter d'exprimer l'angoisse que leur causaient les faits et les chiffres inquiétants dont ils avaient pris connaissance, tandis que les pays développés gardaient généralement le silence. C'est là un état de choses incompréhensible dans un organe aussi important et c'est aussi faire vraiment peu de cas des obligations qu'impose à tous les membres la notion généralement reconnue d'interdépendance dans l'ordre économique et politique mondial.

43. La déclaration approuvée à Tokyo lors de la réunion ministérielle du GATT (12-14 septembre 1973) a ébauché les principes directeurs des prochaines négociations commerciales multilatérales. Autrefois, ces négociations portaient uniquement sur les problèmes des pays développés, bien qu'on eût assuré aux pays en voie de développement qu'il serait tenu dûment compte de leurs intérêts. D'autre part, si les systèmes de préférence entre pays développés sont élargis, les maigres bénéfices réalisés par les pays en voie de développement en vertu du système généralisé de préférences s'amenuiseraient encore sensiblement. Certes, la libéralisation du commerce mondial est une bonne chose, mais les pays en voie de développement ne doivent pas en sortir perdants. Il faut donc que des mesures spéciales soient prises en faveur du commerce international des pays en voie de développement. L'une des conditions préalables à cet égard est l'acceptation du principe du traitement préférentiel pour les pays en voie de développement dans tous les secteurs couverts par les négociations. Il faut également que le système généralisé de préférences devienne totalement opérationnel et, pour cela, que ceux qui ne l'appliquent pas encore le fassent et que les schémas déjà en usage soient nettement améliorés. Comme l'a remarqué le Ministre des finances de l'Inde à la réunion annuelle commune de la BIRD et du FMI à Nairobi (24-28 septembre 1973), l'année écoulée a été animée sur le plan monétaire. La délégation indienne est extrêmement déçue que, contrairement à toute attente, il n'ait pas été possible de jeter les bases de la réforme. Elle s'était réjouie de la création du Comité des Vingt dans le cadre du FMI, car les pays en voie de développement pouvaient pour la première fois participer pleinement à la discussion des questions cruciales concernant le système monétaire international. Ils sont en droit d'attendre qu'une réforme monétaire contribue notamment à créer un climat international plus propice à leur propre développement économique.

44. Mais il n'est que trop clair que la solution des principales questions qui intéressent les pays en voie de développement dépend de la volonté des pays industrialisés d'accepter comme un fait que les problèmes des pays en voie de développement intéressent autant la communauté internationale que ceux des pays développés, que les problèmes monétaires internationaux ne peuvent être séparés des problèmes plus vastes du développement des pays les plus pauvres et que la répartition équitable de la production mondiale exige une attention aussi urgente que la nécessité d'assurer des conditions de stabilité et de croissance rapide. A Nairobi, l'Inde a fait connaître son point de vue sur certaines questions particulières. Elle estime que la pierre angulaire du nouveau système monétaire doit être la création d'un mécanisme visant à assurer le transfert satisfaisant de ressources véritables aux pays en voie de développement, ce qui exige qu'un lien soit créé entre les droits de tirage spéciaux et un financement supplémentaire du développement. Non seulement la chose est techniquement faisable mais elle correspond aux exigences de la Stratégie internationale du développement. Enfin, la délégation indienne espère que la structure du nouvel ordre monétaire sera telle que les pays en voie de développement pourront jouer le rôle auquel ils ont droit dans les délibérations du FMI.

45. En dernière analyse, il est évident que les peuples et les gouvernements des pays en voie de développement devront supporter la plus grande partie des efforts et des sacrifices nécessaires à la réalisation de leur développement. Cela conduit à envisager la possibilité d'augmenter la coopération entre les pays en voie de développement, dont le potentiel est considérable et jusqu'à maintenant pratiquement inexploité. Les pays réunis à Alger, lors de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, ont établi un programme détaillé dans ce sens et l'Inde conseille à toutes les délégations d'examiner en particulier le programme de coopération entre pays en voie de développement en quatorze points. Ce programme complète les efforts et les discussions de l'ONU et de la CNUCED.

46. Pour conclure, M. Abhyankar fait remarquer que la communauté internationale commence à prendre conscience de la réalité de l'interdépendance pour tous les pays. C'est là un des aspects les plus importants de la discussion qui a eu lieu au Conseil économique et social cette année sur la question de la sécurité économique collective et de l'élaboration d'une charte des droits et des devoirs économiques des Etats. Il appartient maintenant à la Deuxième Commission de tirer les conséquences fonctionnelles de cette interdépendance pour la communauté internationale.

M. Gabré-Sellassié (Ethiopie) reprend la présidence.

47. M. DRISS (Tunisie) dit que l'année 1973 a vu le déclenchement d'événements à caractère économique d'une importance majeure. Tôt ou tard, la Deuxième Commission devrait se demander si les résolutions adoptées aux sessions précédentes de l'Assemblée générale influent de près ou de loin sur ces événements. La réponse à cette question lui permettrait peut-être de placer ses travaux dans le contexte qui est le leur du fait de situations qui dépassent malheureusement l'ONU.

48. Les deux réunions de Tokyo et de Nairobi ont, l'une comme l'autre, ouvert la voie à un processus qui

pourrait donner des raisons d'espérer à l'humanité entière ou prolonger les inégalités et les incertitudes avec leur cortège, devenu familier, de frustrations et de secousses. Le Conseil économique et social a poursuivi son action bienfaisante en attendant son imminent élargissement, auquel la Tunisie, avec d'autres pays, a patiemment œuvré. Le Conseil a eu, en particulier, le grand mérite de se pencher, à sa cinquante-cinquième session, avec un certain succès sur la première opération d'examen et d'évaluation de la Stratégie. Le document de travail [résolution 1827 (LV), annexe] qu'il envoie à la Deuxième Commission pour étude est certes imparfait. Sa rédaction, dans la recherche du compromis, a fait que certains jugent son contenu excessif alors que d'autres hésitent à l'accepter par crainte de sacrifier certaines de leurs demandes les plus légitimes. Cela ne devrait pas empêcher la poursuite du dialogue.

49. Le Conseil économique et social a dû également traiter de la question des déficits alimentaires, dont la gravité ne cesse de préoccuper la communauté internationale, notamment après les chocs créés par les multiples catastrophes naturelles qui ont secoué le monde. Celles-ci illustrent l'importance extrême des efforts entrepris par la FAO et consacrés par le Conseil économique et social en vue d'assurer un minimum de sécurité alimentaire mondiale. L'acceptation unanime d'un tel principe serait un premier pas vers la réalisation de la notion, plus large, de la sécurité économique collective qui commence à faire son chemin et que la charte du droit et des devoirs économiques des Etats contribuera certainement à renforcer.

50. Les pays du tiers monde, réunis à Alger dans le cadre de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, se sont légitimement inquiétés de la situation alimentaire dont ils sont les premières victimes, en demandant instamment dans leur programme d'action pour la coopération économique que soit convoquée d'urgence une conférence commune de la FAO et de la CNUCED au niveau ministériel afin d'établir un programme de coopération internationale pour pallier la pénurie croissante des produits alimentaires et produits de base et maintenir la stabilité des prix. Il est réconfortant de voir que des pays développés, y compris les Etats-Unis d'Amérique, acceptent le principe d'une conférence internationale. Il importe que celle-ci soit bien préparée et aboutisse à des résultats probants pour le bien d'une population mondiale dont la croissance désordonnée inquiète à juste titre.

51. La Tunisie a toujours affirmé tout l'intérêt qu'elle attache à une planification familiale qui soit menée d'une façon rationnelle et humaine, s'inspirant des principes énoncés dans la Stratégie internationale du développement. Elle est convaincue que c'est aux pays en voie de développement eux-mêmes qu'il incombe de résoudre les problèmes de population qui se posent à eux, tant il est vrai qu'il ne s'agit point d'une croisade contre la natalité à mener à l'échelle mondiale, mais de la recherche, par chaque pays, d'un équilibre entre sa population et ses ressources, pour le bien-être de la famille et le bonheur de la personne humaine, qui reste la source et la finalité de tout effort.

52. Les relations entre les aspects économiques et sociaux du développement ont retenu cette année l'attention du Comité de la planification du développement et du Conseil économique et social. La

Tunisie se félicite de la résolution [1808 (LV)] adoptée par le Conseil économique et social à sa cinquante-cinquième session sur les problèmes de la pauvreté des masses et du chômage dans les pays en voie de développement. C'est dans le même sens qu'elle comprend le discours prononcé par le Président du Groupe de la Banque mondiale, M. McNamara, à Nairobi le 24 septembre dernier, concernant l'importance du secteur rural. Elle est certaine, par ailleurs, que la BIRD saura jouer un rôle important dans le secteur rural. Enfin, il serait souhaitable de reconstituer rapidement les fonds de l'AID.

53. Peut-être est-il temps que les pays en voie de développement pensent à intensifier leurs efforts d'entraide dans le domaine du transfert des ressources comme dans d'autres. La Conférence d'Alger a défini les voies d'une telle coopération et les pays en voie de développement pourraient alors trouver un moyen de se protéger quelque peu contre les incertitudes de la situation monétaire actuelle, pour laquelle la réunion de Nairobi n'a pas laissé entrevoir de solutions acceptables pour tous, et contre les incertitudes des négociations commerciales qui restent entières en dépit des bonnes intentions, certes encourageantes, exprimées dans la déclaration ministérielle de Tokyo.

Car, si l'on a voulu souligner les effets bienfaisants du boom économique sur les produits de base en provenance des pays en voie de développement, le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a pris soin de préciser que les gains sont inégaux et que le boom des matières premières ne peut pas être de longue durée, tandis que les prix élevés des biens d'équipement ont bien des chances de persister. Là encore, les pays en voie de développement sont perdants à moyen et à long terme.

54. Le monde s'est plus ou moins habitué à l'incertitude du système des taux de change flottants, mais les pays en voie de développement seraient mieux à l'abri dans un système plus stable mais ajustable et donc réglementé, car ils en sont à une phase de leur développement qui ne leur permet pas de vivre au jour le jour.

55. Certes, les problèmes financiers et commerciaux sont ardues et hautement techniques, mais dans la mesure où l'ONU saura adapter ses travaux aux exigences de l'heure, elle restera au cœur des grands courants et hautes aspirations du monde.

La séance est levée à 17 h 45.

1523^e séance

Jeudi 4 octobre 1973, à 10 h 45.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1523

Discussion générale (suite)

1. M. RATSIMBAZAFY (Madagascar) dit que l'opération d'examen et d'évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement [résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale] a suscité des discussions tant sur le fond que sur la forme et sur l'opportunité. Ce qui importe surtout, c'est l'examen par chacun des Etats Membres et par l'Organisation des Nations Unies elle-même de sa position vis-à-vis des objectifs de la Stratégie, de ses efforts pour les atteindre et de sa conscience et de sa volonté politique concernant l'engagement pris. L'humanité est reconnaissante à ceux qui ont déployé des efforts pour atteindre, voire dépasser, les objectifs de la Stratégie. La délégation malgache voudrait rappeler à tous les Etats qu'il ne peut y avoir de bien-être réel que si une amélioration est apportée aux conditions de vie de ceux qui ne font que survivre. Il y a des degrés dans les conditions de vie : la survie, la vie, le mieux-être et le bien-être. Le passage de l'un à l'autre exige la coopération internationale.

2. Aucun développement n'a de chance d'être permanent sans une base solide et en l'absence d'éléments et de principes fondamentaux préalables et respectés d'une façon absolue. La paix et la sécurité, l'indépendance, le droit permanent de disposer de ses ressources naturelles, la justice sociale, l'équité constituent le terrain favorable à un développement

économique et social intégré. Certes, comme on l'a souvent dit, chaque pays est responsable au premier chef de son développement. Mais un certain nombre de pays offrent leur expérience à ceux qui en ont besoin pour favoriser leur développement, et Madagascar aimerait pouvoir bénéficier de cette expérience à condition qu'elle soit proposée et offerte dans le respect de la souveraineté permanente des Etats.

3. Depuis deux ans, le Gouvernement malgache a pris les mesures fondamentales nécessaires pour accélérer le développement et réaliser les objectifs de la Stratégie internationale du développement. Ces mesures comprennent l'exploitation directe par l'Etat des secteurs vitaux, la réforme agraire, l'augmentation de la production agricole visant à arrêter les importations de riz dans les cinq ans, la priorité aux nationaux dans le secteur privé; toutes ces mesures seront prochainement coordonnées et incorporées dans un plan quinquennal dont la réalisation est prévue pour la fin de 1977. Le code des investissements qui vient de paraître vise surtout à protéger et à assurer l'intérêt principal et primordial du pays et des nationaux. Ayant payé très cher en vies humaines pour acquérir sa situation politique actuelle, Madagascar attache une importance capitale à l'indépendance politique et à la souveraineté permanente sur ses ressources naturelles ainsi qu'au respect absolu des lois et règlements nationaux. Mais la situation est telle qu'aucun Etat ne peut se développer dans un délai raisonnable et normal sans la coopération internationale.

4. Le groupe africain, dans sa Déclaration sur la coopération, le développement et l'indépendance économique, adoptée le 25 mai 1973 lors de la dixième session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement tenue à Addis-Abeba, et le groupe des pays non alignés, à l'issue de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement tenue à Alger du 5 au 9 septembre, ont montré qu'ils sont conscients de la situation, qu'ils sont décidés à coopérer sur le plan économique et qu'ils désirent appeler l'attention du monde sur l'importance de la coopération économique. Toutefois, les efforts isolés ou conjugués des pays en voie de développement ne seront jamais suffisants pour assurer leur développement sans l'appui et l'apport soutenu et nourri des pays développés et des organismes des Nations Unies. Bien qu'il ne soit peut-être pas très diplomatique de demander aux pays développés d'accorder une plus haute priorité aux problèmes du développement, il est possible de leur rappeler leur devoir et que le développement économique est une œuvre non seulement nationale mais également internationale. C'est d'ailleurs la raison d'être de la Stratégie internationale du développement et la solution au souci légitime de l'humanité d'assurer la sécurité économique collective. La délégation malgache estime que le stade préparatoire et d'adoption des moyens juridiques et autres nécessaires pour réaliser les objectifs, s'il n'est pas encore dépassé, gagnerait à être compris dans la phase d'attaque. Les ennemis du développement sont bien connus de la CNUCED, du Conseil économique et social, du GATT et de la Deuxième Commission, et leur liste a tendance à s'allonger.

5. L'aide directe est l'arme la plus efficace, notamment parce qu'elle peut être mise immédiatement en valeur et créer d'autres valeurs économiques. Toutefois il ne faut pas qu'elle soit liée, sinon elle attacherait encore le pays alors qu'il cherche l'indépendance économique. La technique est peut-être encore plus importante pour le développement; la délégation malgache pense que la technique résoudrait en grande partie les problèmes du sous-développement et remercie tous les pays qui se sont penchés sur la question et sont prêts à assurer le transfert de la technique au profit des pays pauvres.

6. Certains pays en voie de développement sont entièrement tributaires des prix d'un nombre très limité de produits de base. La conclusion d'accords sur ces produits est un minimum dans la participation à la sécurité économique collective. Même si, par l'aide directe non liée et par l'acquisition de la technique, les pays en voie de développement parviennent à élever leur niveau de vie, le progrès ne sera assuré que dans la mesure où ils pourront vendre leurs produits. De l'avis de Madagascar, il est essentiel d'éliminer toutes les barrières tarifaires et non tarifaires au commerce. Il serait illogique et injuste d'imposer des limites aux exportations des pays en voie de développement car c'est sur leurs recettes d'exportation qu'ils peuvent surtout compter pour augmenter et diversifier leur production. En revanche, il est incompréhensible et égoïste d'exiger des pays en voie de développement la réciprocité à cet égard étant donné leur situation économique. La Stratégie internationale du développement perdrait son sens si la communauté internationale ne cherchait pas à trouver des valeurs stables et à instituer des bases solides et permanentes pour garantir la réalisation de l'idée de la

sécurité économique collective. Le développement économique ne pourra être stable, harmonieux et dynamique que s'il repose sur des principes stables. Pour cela, il faudrait que la communauté internationale s'efforce de trouver ces principes stables sans autre esprit que l'intérêt collectif et dans le but d'assurer une vie meilleure à l'humanité tout entière.

7. La délégation malgache est convaincue que la détente est un signe positif de la recherche de ces principes et valeurs stables. On pourrait penser que cette détente ne profiterait qu'à une partie de l'humanité, mais étant donné la compréhension collective de l'intérêt de la communauté internationale et comme l'Organisation des Nations Unies est décidée à construire un monde de paix et de prospérité dans le développement, la foi doit se joindre à l'espoir pour la victoire sur le sous-développement, l'autre élément essentiel de cette victoire étant la volonté politique.

8. M. ROMUALDEZ (Philippines) dit que la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social a été marquée par la première opération d'examen et d'évaluation de la Stratégie internationale du développement et par un effort pour réaffirmer l'autorité du Conseil en vertu de la Charte des Nations Unies. D'autres décisions importantes ont été prises concernant l'assistance à la région soudano-sahélienne frappée par la sécheresse, les efforts pour lutter contre la pauvreté des masses et le chômage dans les pays en voie de développement, la mobilisation de l'opinion publique en faveur des objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et la création d'une Commission économique des Nations Unies pour l'Asie occidentale. Le Conseil a également examiné, pour la première fois, le concept de sécurité économique collective en tant que principe directeur dans la coopération économique internationale. Il est clair qu'il faudra beaucoup d'efforts pour arriver à un consensus tant sur le contenu de la sécurité économique collective que sur ses incidences pour l'action internationale. Le Conseil a également approuvé un certain nombre de mesures sur la base des délibérations du Comité de la science et de la technique au service du développement et du Conseil d'administration du PNUE. Il a également pris une décision concernant la création d'un fonds de roulement des Nations Unies pour les ressources naturelles qui, s'il est approuvé par l'Assemblée générale, pourra constituer un nouveau moyen de financement efficace des projets de mise en valeur des ressources naturelles.

9. La Commission est saisie des conclusions auxquelles ont abouti le Comité de l'examen et de l'évaluation ainsi que le Conseil économique et social dans leur étude des progrès et des échecs qui marquent les efforts visant à atteindre les objectifs de la Stratégie internationale du développement. L'état actuel du développement économique et social dans le monde doit être envisagé en tenant compte des tendances actuelles qui se manifestent dans le domaine monétaire international et dans le commerce mondial. A la fin de 1971, on a procédé à un nouveau réajustement des monnaies pour faire face à une crise monétaire d'importance mondiale à laquelle la dévaluation du dollar et la réévaluation d'autres monnaies n'avaient pas porté entièrement remède. Les taux de change ont été modifiés sans qu'il soit tenu compte des intérêts des pays en voie de développement et l'incertitude de la situation monétaire a eu des effets négatifs sur

l'économie de ces pays. L'établissement d'un nouveau système monétaire mondial fait toujours l'objet de négociations. Les pays développés aussi bien que les pays en voie de développement auraient avantage à ce qu'un accord soit prochainement conclu sur un nouveau système monétaire, où il serait mieux tenu compte des préoccupations et des priorités des pays en voie de développement et où ceux-ci pourraient participer de manière équitable au processus de prise de décision. A cette fin, le nouveau système monétaire devrait apporter des modifications au système de vote au sein du FMI de manière que la représentation des pays en voie de développement soit accrue et que leurs quotes-parts soient augmentées comme il convient. Par-dessus tout, le système monétaire devrait contribuer davantage au développement par l'affectation des droits de tirage spéciaux au financement supplémentaire du développement et par la création d'un lien particulier entre les droits de tirage spéciaux et le financement du développement.

10. En dépit de l'instabilité de la situation monétaire, l'expansion du commerce mondial s'est poursuivie en 1972 bien que l'augmentation de la valeur des exportations des pays en voie de développement puisse être généralement imputable à la hausse des prix à l'exportation plutôt qu'à la croissance du volume des échanges. Ainsi que l'a déclaré le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales dans sa déclaration liminaire à la 1516^{ème} séance, les mouvements cycliques de la demande de certains produits primaires pourraient temporairement expliquer la haute conjoncture en ce qui les concerne. Il convient de noter que les prix des biens d'équipement importés par les pays en voie de développement continueront à être élevés et que ces pays ne bénéficieront pas tous de l'augmentation des prix des produits primaires. Cette haute conjoncture ne doit donc pas être invoquée pour excuser le fléchissement des efforts visant à accroître l'assistance aux pays en voie de développement.

11. En effet, dans les pays en voie de développement, les résultats généraux atteints en matière de croissance économique et de progrès social au cours du premier quart de la deuxième Décennie constituent encore un sujet de graves préoccupations, et l'écart entre les pays riches et les pays pauvres continue à s'élargir. L'augmentation du produit national brut en chiffres absolus n'a été que de 50 dollars par habitant dans l'ensemble des pays en voie de développement alors qu'il a été de 700 dollars par habitant dans les pays riches. En 1972, un tiers seulement des pays en voie de développement pour lesquels on dispose de chiffres estimatifs a eu des taux de croissance supérieurs à 6 p. 100 et ces pays ne représentent qu'un quart de la population totale des pays en voie de développement; la moitié des pays en voie de développement ont eu des taux de croissance inférieurs à 5 p. 100, c'est-à-dire inférieurs au taux annuel moyen de croissance de 5,6 p. 100 de tous les pays en voie de développement pendant la première Décennie; 20 p. 100 des pays en voie de développement ont vu fléchir le taux de croissance du revenu par habitant en 1972. Pour le premier quart de la deuxième Décennie, le taux de croissance annuel moyen des pays en voie de développement a été inférieur à 5,5 p. 100, c'est-à-dire inférieur à l'objectif fixé dans la Stratégie pour la Décennie, 6 p. 100. Le taux de croissance annuel par habitant des pays en voie de développement depuis 1970 n'a été que de 2,5 p. 100

alors que l'objectif de la Stratégie l'avait fixé à 3,5 p. 100. Il est encore plus troublant de constater que ces moyennes sont inférieures aux taux moyens de croissance enregistrés par les pays en voie de développement pendant la première Décennie. Au surplus, les taux moyens de croissance des pays en voie de développement dissimulent de grandes disparités; c'est ainsi que les revenus des pays riches en pétrole tiennent une place importante dans l'augmentation du taux moyen de croissance de l'ensemble des pays en voie de développement.

12. Le taux d'augmentation de la production agricole dans les pays en voie de développement n'a pas atteint les 4 p. 100 qui étaient l'objectif recommandé dans la Stratégie. En 1972, la production agricole est tombée en dessous des prévisions dans un certain nombre de pays en raison des conditions météorologiques défavorables. A la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social (1861^{ème} séance), le Directeur général de la FAO a mis en garde contre une pénurie éventuelle de produits alimentaires ainsi que contre une dangereuse diminution des stocks mondiaux de grains consécutive à de mauvaises récoltes dans diverses régions du monde; le Conseil a accueilli avec satisfaction des propositions tendant à matérialiser la notion de niveau minimum de sécurité des produits alimentaires dans le monde. Des mesures collectives pourraient s'avérer nécessaires pour prévenir de dangereuses pénuries dans un proche avenir. La situation actuelle montre également qu'il faut établir des stratégies à long terme pour prévenir d'éventuelles crises alimentaires grâce à l'adoption de nouvelles mesures sur les plans national et international. Le progrès dans le domaine agricole devra être surtout encouragé par des mesures à l'échelon national. Il conviendrait d'intensifier les efforts pour que les exploitants agricoles les plus démunis bénéficient des progrès économiques que représente l'emploi des variétés à haut rendement récemment mises au point. La réforme agraire pourrait également stimuler de beaucoup le développement rural.

13. Dans les pays en voie de développement, la production industrielle a progressé à des taux voisins de celui de 8 p. 100 qui est l'objectif recommandé dans la Stratégie. Malheureusement, toutefois, l'industrialisation n'a pas beaucoup contribué à réduire le chômage ou à redistribuer les avantages économiques et sociaux. Dans un certain nombre de ces pays, les taux élevés d'augmentation de la population qui se maintiennent ont absorbé l'augmentation du revenu par habitant. Le Congrès mondial de la population, qui doit se tenir en 1974, doit faire ressortir davantage les liens qui existent entre la population et le développement et faciliter la formulation, à temps pour la deuxième moitié de la Décennie, de nouvelles politiques ou mesures démographiques. La création de nouvelles possibilités d'emploi est l'un des problèmes les plus persistants qui se pose aux pays en voie de développement. Dans sa résolution 1808 (LV) sur le problème de la pauvreté des masses et du chômage dans les pays en voie de développement, le Conseil économique et social a souligné la nécessité pour les pays en voie de développement d'adopter des politiques efficaces dans les domaines tels que les techniques industrielles, la politique démographique, la réforme agraire, le développement urbain et rural. Il faudrait modifier les modes de production en passant des tech-

niques qui font fortement appel au capital à celles qui nécessitent une main-d'œuvre abondante. Les pays en voie de développement devraient intensifier leurs efforts pour relever le niveau de la production intérieure, poursuivre des mesures sociales et économiques en vue de soulager la pauvreté des masses et d'augmenter et répartir plus équitablement les avantages de l'éducation, de l'hygiène et du logement.

14. Dans son discours du 24 septembre 1973, lors de la réunion annuelle commune de la BIRD et du FMI qui s'est tenue à Nairobi, le Président du Groupe de la Banque mondiale a souligné que 40 p. 100 de la population mondiale subsistait avec un revenu estimé à 30 cents par jour et vivait dans un monde où règnent la malnutrition, l'analphabétisme et la misère. Il a également appelé l'attention sur les très grandes inégalités qui existent dans les pays en voie de développement. Il est évident que le développement ne répond pas au but principal qu'il poursuit s'il n'améliore pas la qualité de la vie; la représentante de la Suède a évoqué cet objectif du développement dans la déclaration qu'elle a faite à la 1519ème séance. Il n'y a pas en effet d'objectif plus noble pour le développement que de contribuer à l'amélioration de la vie de 40 p. 100 de la population mondiale qui végète dans une misère dégradante.

15. Ce sont, bien entendu, les pays en voie de développement eux-mêmes qui sont directement responsables de leur développement. Le Président des Philippines, dans son allocution à la vingt et unième session de l'Assemblée générale, le 21 septembre 1966 (1411ème séance plénière), a insisté sur le fait que les pays en voie de développement devaient compter d'abord sur eux-mêmes. Toutefois, après avoir fait tout ce qu'ils peuvent pour leur développement économique et social, ils doivent avoir recours à l'assistance internationale et la meilleure forme d'assistance internationale est une coopération internationale substantielle en matière de commerce. Les exportations des pays en voie de développement constituent leur principale source de revenu et le principal moyen de financer les progrès sociaux et économiques. La part des pays en voie de développement dans le commerce mondial pourrait être considérablement augmentée par la mise en application et l'amélioration du système généralisé de préférences. Cependant, le Canada et les Etats-Unis ont encore des efforts à fournir pour appliquer leurs programmes préférentiels. Seuls l'Autriche, la Suisse, les pays scandinaves, le Royaume-Uni, l'Irlande et les autres pays de la CEE, le Japon, la Nouvelle-Zélande et l'Union soviétique ont mis en application des systèmes préférentiels touchant les exportations des pays en voie de développement. Il convient d'appliquer plus largement les régimes préférentiels, à la fois en augmentant le nombre de pays accordant un traitement préférentiel et en accroissant l'éventail des produits visés.

16. Le Comité spécial des préférences de la CNUCED à sa cinquième session a adopté une résolution [résolution I (V) du 13 juillet 1973¹] tendant, notamment, à élargir les systèmes préférentiels de manière qu'ils portent également sur tous les produits agricoles et primaires finis et semi-finis. Pour améliorer encore ces régimes préférentiels, il serait nécessaire de

réduire le nombre des "produits sensibles" ne bénéficiant pas d'un traitement préférentiel et de limiter le recours aux mécanismes de protection, aux clauses de sauvegarde et aux plafonds dans tous les systèmes préférentiels. La libéralisation des régimes préférentiels est d'autant plus nécessaire que les marges préférentielles dont bénéficient les pays en voie de développement pourraient être réduites par de nouvelles réductions des droits douaniers que les pays développés à économie de marché se consentent réciproquement sur leurs produits.

17. Il faudrait également aboutir à un accord visant à éliminer les barrières non tarifaires sur les produits exportés par les pays en voie de développement. Il est regrettable que l'on ait enregistré si peu de progrès en ce qui concerne l'élimination des pratiques commerciales restrictives. Les recommandations qui seront finalement présentées à la suite des délibérations du Groupe de personnalités chargé d'étudier les effets des sociétés multinationales sur le processus de développement et sur les relations internationales, créé aux termes de la résolution 1721 (LIII) du Comité économique et social, devraient servir à la formulation d'un code de conduite à l'usage des sociétés multinationales qui devra finalement se traduire par des mesures concrètes. Il y a lieu de poursuivre les discussions sur les problèmes relatifs aux sociétés multinationales dans le cadre d'un organe international où il serait possible d'examiner des propositions en vue de parvenir à un consensus sur les types d'action internationale qu'il convient d'adopter.

18. Le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a soulevé un problème de la plus haute importance en ce qui concerne le transfert des techniques opératives qui sont utiles aux pays en voie de développement et dont les sociétés multinationales sont les premiers fournisseurs; il a déclaré qu'il regrettait que la Stratégie internationale du développement n'accorde pas à la science et à la technique la place qu'elles méritaient. D'une manière générale, la contribution de la science et de la technique au développement a reçu une faible priorité, erreur qui devrait être corrigée. Selon le Groupe d'experts chargé d'étudier les conséquences économiques et sociales du désarmement, qui s'est réuni à Genève en 1972, "les dépenses consacrées à la recherche et au développement s'élèvent actuellement à 60 milliards de dollars, ... 25 milliards de dollars environ étant dépensés à des fins militaires"². Si une partie, même modeste, de ces sommes était consacrée à l'assistance aux pays en voie de développement en matière de science et de technique, le fossé profond entre les pays riches et les pays pauvres pourrait sûrement être en partie comblé. De ce point de vue, la délégation philippine se prononce en faveur d'une deuxième conférence mondiale, sur la science et la technique, analogue à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, qui pourrait se réunir en 1975 ou 1976.

19. En ce qui concerne l'aide financière, M. Romualdez fait observer que, le cas de quelques pays mis à part, le courant de l'aide publique au développement est resté désespérément faible. L'ensemble des pays développés devraient s'efforcer d'atteindre l'objectif minimum d'aide publique fixé

¹ Voir *Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, treizième session, Supplément No 3*.

² Voir *Désarmement et développement* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.IX.1), par. 42.

dans la Stratégie, l'aide au développement qu'ils fournissent permettant de mesurer l'intérêt qu'ils portent aux buts et objectifs de la Stratégie, objectif visant à atteindre 0,7 p. 100 du produit national brut d'ici à 1975. En 1972, le chiffre atteint était de 0,34 p. 100 seulement et les prévisions pour 1975 se situent autour de 0,35 p. 100. Le Président du Groupe de la Banque mondiale, dans son discours du 24 septembre, à Nairobi, a fait observer qu'il suffirait que les pays développés consacrent moins de 2 p. 100 de l'accroissement de leur revenu pour atteindre l'objectif de 0,7 p. 100; il leur en resterait donc 98 p. 100 pour faire face à leurs priorités intérieures. La délégation philippine, qui a figuré parmi les auteurs de résolutions antérieures sur la mobilisation de l'opinion publique en faveur du développement, demeure convaincue que l'opinion publique pourrait contribuer fortement à influencer sur la politique nationale et internationale en faveur des objectifs relatifs au développement. Si les objectifs de la Stratégie recevaient un appui populaire ferme, cela pourrait amener les gouvernements à s'intéresser davantage à la cause du développement et donnerait un nouvel élan aux efforts visant à atteindre les objectifs de la Stratégie. Lors de sa cinquante-cinquième session, le Conseil économique et social a adopté une résolution [1806 (LV)] recommandant que des mesures soient prises en vue de mieux utiliser les organes d'information aux fins d'obtenir pour le développement un appui plus large du public. La première Journée mondiale de l'information sur le développement, le 24 octobre 1973, constitue une occasion toute particulière pour les gouvernements et les organisations non gouvernementales d'attirer l'attention du public sur l'importance des objectifs de développement de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Peu d'entreprises sont plus importantes ou méritent davantage un appui soutenu et convaincu de la part des gouvernements et des nations au stade actuel de l'histoire de l'humanité.

20. M. RASAPUTRAM (Sri Lanka) dit que le rapport du Conseil économique et social (A/9003) examine un programme intégré appelant une action sur les plans économique, social, culturel et politique. Bien que l'exécution d'un tel programme soit au premier chef la responsabilité des pays en voie de développement, elle exige également une assistance de la part des pays développés et des organismes des Nations Unies. On ne pourrait résoudre les questions qui sont à la base des problèmes économiques courants sans une participation efficace des pays développés. L'écart de développement s'élargit; à la fin de la première Décennie des Nations Unies pour le développement, le revenu par habitant des pays développés dépassait de 2 220 dollars celui des pays en voie de développement, mais, à la fin de la deuxième Décennie, cet écart sera de 3 335 dollars. Il ressort clairement des données statistiques disponibles que les pays en voie de développement se heurtent à des problèmes aigus et complexes dans les efforts qu'ils déploient pour réaliser les modestes buts et objectifs de la Stratégie internationale du développement. Si la tendance actuelle persiste, 70 p. 100 du revenu mondial se concentreront dans les pays nantis, qui n'ont que 10 p. 100 de la population mondiale.

21. Il ne suffit pas que la Commission établisse un rapport sur son examen des objectifs de la Stratégie et

de la mesure dans laquelle ils ont été réalisés. Bien que ces objectifs ne lient pas les gouvernements, ces derniers ont une certaine responsabilité morale à leur égard; aussi M. Rasaputram trouve-t-il décevant le tiède appui qui leur est donné par certains pays développés. Dans les sociétés capitalistes, on se heurte souvent à une active opposition de la part des intérêts industriels, que la perspective de la concurrence inquiète. Les importantes questions ont cependant un caractère politique et la solution consiste à provoquer dans le public des attitudes favorables à une croissance et au développement économique à long terme dans les pays pauvres.

22. On ne devrait pas mesurer le développement sur la seule base du produit national brut; la délégation de Sri Lanka estime que des renseignements à jour devraient être fournis sur la non-réalisation des objectifs et les effets qu'elle pourrait avoir sur les normes de vie, l'expansion de l'emploi et la répartition du revenu. Il importe de continuer à comparer les conditions de vie non seulement pour mettre au point les programmes nationaux, mais aussi pour influencer l'opinion publique et la politique dans les pays développés. C'est pourquoi il est nécessaire de mettre au point une définition acceptable de la pauvreté, de quantifier le revenu de base minimum indispensable à un régime alimentaire correspondant aux besoins essentiels de l'homme et d'identifier une norme de vie minimum.

23. Les réalisations économiques de Sri Lanka au cours des deux premières années de la deuxième Décennie ont été décevantes. Son taux de croissance moyen annuel n'a été que de 1,7 p. 100 et, bien que l'augmentation de la population se soit maintenue au-dessous de l'objectif de 2,5 p. 100 prévue par la Stratégie, le revenu par habitant a baissé de 0,5 p. 100. Des mesures telles que des réformes institutionnelles, la réforme agraire et celle de l'enseignement ont été prises pour améliorer la qualité de la vie. Des systèmes de "plafonds" en matière de revenu et d'épargne obligatoire ont été institués en vue de réduire les dépenses de consommation croissantes, en particulier les importations non essentielles, et d'élever le taux de l'épargne au niveau prévu. Des stimulants ont été offerts pour promouvoir l'accroissement de la production agricole et encourager la consommation de produits locaux. Des efforts ont été tentés pour assurer une répartition du revenu plus équitable grâce à des mesures telles que la restriction du nombre des maisons qu'un propriétaire peut posséder, les prélèvements sur le capital et les réformes agraires. Des techniques de planification améliorées permettront de mieux utiliser les ressources existantes et de promouvoir la participation de la population à l'œuvre de développement. On s'est efforcé d'accroître l'emploi grâce à une politique destinée à promouvoir tant l'emploi que le développement et utilisant autant que possible des techniques faisant fortement appel à la main-d'œuvre. Néanmoins, le chômage est encore aigu, près de 14 p. 100 de la population active restant inemployée. Sri Lanka a souffert d'une sévère pénurie de devises, et, malgré les efforts qu'il déploie pour réduire les inégalités de revenu et la pauvreté des masses ainsi que pour relever le niveau de la protection sociale, le gouvernement éprouve des difficultés à réaliser les objectifs macro-économiques fixés pour la première moitié de la Décennie.

24. Il est essentiel que la communauté internationale adopte de nouvelles méthodes pour aborder les pro-

blèmes propres à des pays tels que Sri Lanka, qui éprouvent des difficultés pour accélérer leur développement et ont besoin d'une assistance substantielle de la part des pays développés dans les efforts qu'ils déploient pour éliminer la pauvreté des masses, la malnutrition, l'analphabétisme, le chômage et l'inégalité. Le seul accroissement de la production ne réalisera pas les objectifs de développement mais il doit être maintenu de façon suivie, afin d'assurer une capacité de croissance continue.

25. Entre 1970 et 1972, la valeur des exportations des pays en voie de développement, y compris celles du pétrole, a augmenté de 12 p. 100, contre 14,6 p. 100 pour les pays développés. En termes absolus, la valeur du commerce des pays développés a augmenté de près de 70 milliards de dollars alors que celle de celui des pays en voie de développement n'a accusé qu'un accroissement équivalant à un dixième de ce chiffre, si l'on en exclut les exportations de pétrole. Sri Lanka lui-même a enregistré une diminution de la valeur en dollars de ces exportations. Le boom de certains produits créé par l'insuffisance des approvisionnements dans les pays en voie de développement et la demande dans les pays développés ne pourra durer dans les conditions inflationnistes actuelles, qu'aggrave un taux élevé de chômage dans les pays nantis; les gains sont inégaux et précaires.

26. Depuis l'adoption de la Stratégie, très peu de progrès ont été faits pour ce qui est de la formulation d'accords internationaux sur les produits de base. Le prix du thé, qui est la principale exportation de Sri Lanka, a baissé malgré le boom des produits. On voit clairement qu'il faut élargir les arrangements non officiels relatifs à l'exportation du thé, de façon à aboutir à un arrangement de stabilisation officiel sous des auspices internationaux.

27. En dépit des dispositions de la Stratégie, des barrières commerciales et non commerciales diverses — outre le fait que les pays développés n'ont pas ajusté leur structure de production pour permettre un libre courant de produits venant des pays plus pauvres — ont entravé l'expansion des exportations des pays en voie de développement. Même après les négociations Kennedy, elles-mêmes discriminatoires, les tarifs qui étaient maintenus étaient plus élevés que ceux qui étaient éliminés. On a identifié jusqu'à 800 barrières non tarifaires et la situation inflationniste provoquera probablement une recrudescence du protectionnisme. La récente Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés à Alger a recommandé l'extension du système généralisé de préférences aux produits agricoles et autres des pays en voie de développement. Des préférences devraient être accordées à un plus grand nombre de pays et la marge de préférence devrait être accrue de façon à promouvoir l'expansion des exportations et le commerce multilatéral.

28. Pour accroître le volume du commerce mondial et améliorer la division internationale du travail, il est nécessaire de réaligner sensiblement la parité des monnaies internationales et de réformer le système monétaire international. La pratique internationale relative à l'ajustement des taux de change n'a pas donné lieu à un ajustement susceptible de promouvoir la croissance économique et l'expansion du commerce mondial. Grâce aux consultations qui ont eu lieu à Nairobi,

on parviendra probablement, semble-t-il, à se mettre d'accord, en juillet 1974, sur un moyen de redresser la mauvaise situation monétaire existante. Le contrôle international du système monétaire doit être un processus auquel participent les pays en voie de développement.

29. La crise monétaire internationale a modifié le caractère fondamental du système actuel de réserves. La création délibérée de liquidités internationales sous forme de droits de tirage spéciaux (DTS) est d'une importance capitale, mais leur affectation à un moment donné ainsi que leur répartition posent des problèmes. Le système actuel des quotes-parts au FMI, qui place le Groupe des Dix dans une position très puissante, ne permet pas aux pays en voie de développement de participer efficacement aux décisions concernant l'affectation des DTS. Comme l'a dit une personnalité éminente, les DTS, qui sont le résultat d'un accord international, devraient servir des objectifs sur lesquels la communauté internationale s'est mise d'accord, et leur répartition sur la base des quotes-parts au FMI choque la morale, constitue un gaspillage économique et n'est politiquement pas viable. Le fait que les pays développés s'opposent à ce qu'un lien soit établi entre les DTS et le financement du développement est non seulement contraire aux buts et objectifs de la Stratégie mais constitue également une violation directe de l'objectif fixé par les accords de Bretton Woods, à savoir une croissance économique équilibrée. Ce lien, qui allégerait la charge d'une dette qui augmente rapidement, s'impose d'autant plus que l'assistance au développement n'est pas parvenue à suivre le rythme de l'accroissement du produit national brut dans les pays développés. Ceux qui sont en faveur de faire des DTS une monnaie de réserve avant de les lier à l'assistance au développement devraient se rappeler que telle est déjà la fonction qui leur incombe en vertu des amendements aux statuts du FMI.

30. Dans la plupart des pays en voie de développement, le déficit de la balance des paiements est si considérable qu'on ne saurait le résorber, même en améliorant les termes de l'échange et simultanément en accroissant le volume des exportations. Pour redresser les économies affectées par des fluctuations préjudiciables des termes de l'échange, l'inflation dans les pays développés, la hausse rapide des taux de fret et d'autres facteurs économiques et non économiques, sur lesquels ces économies sont, dans certains cas, sans pouvoir, il faut leur fournir une assistance financière nette. Si certains pays ont réalisé l'objectif de l'assistance au développement qui est énoncé dans la Stratégie, il n'en va pas de même pour nombre de grands pays. L'aide publique au développement est bien inférieure à l'objectif et, en l'absence de tout calendrier en régissant les modalités, il est probable que les tendances actuelles se maintiendront.

31. Si les pays en voie de développement sont contraints de recourir au crédit commercial, ils seront bientôt dans l'impossibilité d'assurer le service de leur dette; le volume des exportations s'est accru moins rapidement que le montant des paiements au titre de la dette et les entrées de capitaux ne suffisent plus à assurer le service d'une dette croissante. Pour réaménager celle-ci, il faudrait envisager de prendre des dispositions plus satisfaisantes, sur la base de critères internationalement acceptés. Il faudrait évaluer le

problème que pose la dette d'un pays ou d'un groupe de pays donnés et prendre des mesures pour accroître l'élément donations, réduire le montant des intérêts, délier l'aide et mettre en place un système de subvention des intérêts. La crise de la dette que connaissent les pays en voie de développement est généralement le résultat de facteurs tant intérieurs qu'extérieurs. A l'intérieur, les problèmes inhérents à la structure de l'économie tendent à se faire sentir en période de pression extrême exercée sur la balance des paiements. Les principaux facteurs externes sont l'inflation à l'étranger, la hausse des prix des biens intermédiaires et des biens d'équipement et la lenteur avec laquelle augmentent les exportations. Dans ces conditions, la crise de la dette devient plus aiguë, des emprunts excessifs étant contractés à des conditions qui tendent à refléter les taux d'intérêt en vigueur sur les marchés des pays donateurs. Il conviendrait de réaménager les dettes au titre de prêts consentis à des conditions trop dures de façon à en atténuer les effets sur les sorties en ressources. Pour cela, il faudrait que des mesures soient prises sur le plan international par des organismes multilatéraux qui tiendraient compte des problèmes inhérents à la structure économique des pays en voie de développement, de leur contexte politique et social ainsi que de leurs aspirations, que ce soit politiques, économiques, culturelles ou sociales. Si des mesures appropriées ne sont pas prises en temps voulu, les pays du tiers monde ne bénéficieront plus de l'assistance internationale, ce qui compromettra le développement dans son ensemble.

32. L'un des aspects les plus importants du développement économique, et l'un des plus puissants moyens de répartir le revenu, consiste à assurer des emplois à une population active en augmentation. Il est simpliste de croire que le nombre des emplois augmentera simplement du fait de la croissance économique. L'OIT a lancé un programme mondial de l'emploi qui a pour objet d'évaluer les causes du chômage et de lui trouver des solutions. Il est incontestable qu'un accroissement rapide de la population en est une des principales causes mais il se pose d'autres problèmes de structure que doit examiner la communauté internationale. Il faut espérer que les organisations internationales feront de l'accroissement du nombre des emplois dans les pays en voie de développement l'objectif primordial du développement économique.

33. Il conviendrait d'accélérer le transfert des techniques aux pays en voie de développement. Le prix des arrangements existants tant avec le secteur privé qu'avec le secteur public est très élevé et impose de nouvelles limitations aux pays ayant des problèmes de balance des paiements. Pour empêcher l'exode de leurs ressources, les pays en voie de développement doivent nécessairement prendre des mesures régulières qui retardent encore leur progrès. M. Rasaputram attire l'attention sur la résolution 39 (III) de la CNUCED³ qui recommande de créer des institutions multilatérales, des centres d'information et des instituts de technique appliquée, au niveau régional. Le transfert des techniques doit s'effectuer dans le cadre des programmes d'emploi; les investisseurs étrangers épuisent souvent les ressources naturelles non seulement sans verser une

indemnité appropriée, mais également sans donner une formation adéquate à la population autochtone. Il importe d'adopter une approche coordonnée par le biais de laquelle on accorderait un traitement préférentiel aux pays en voie de développement et le transfert des techniques à un coût réduit.

34. M. VROUBLEVSKY (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que l'évolution actuelle de l'économie se produit au même moment qu'un assainissement de la situation internationale. On reconnaît de plus en plus les principes de la coexistence pacifique entre les Etats dotés de systèmes sociaux différents, principes qu'ont toujours défendus l'Union soviétique et les autres pays socialistes. L'admission des deux Etats allemands à l'Organisation des Nations Unies constitue un résultat positif de l'amélioration du climat politique. La délégation ukrainienne en félicite les représentants à la Commission et accueille également avec satisfaction l'admission du Commonwealth des Bahamas.

35. Les progrès accomplis sur la voie de la détente internationale et de meilleures relations entre les Etats sont dans l'intérêt de tous les peuples. Il n'est pas vrai, comme on l'affirme fréquemment, qu'une telle évolution n'est pas conforme à l'intérêt des pays en voie de développement. Les transformations qui surviennent dans le monde touchent directement ces pays, mais seuls ceux qui ont de la politique une vue candide ou qui sont de manifestes fauteurs de troubles pourraient sérieusement penser que l'entente entre le socialisme et le capitalisme se fait au détriment des pays en voie de développement. Ce à quoi on assiste en fait, c'est à une réduction de la tension internationale et à une concentration sur la concurrence pacifique entre les deux systèmes au lieu d'un affrontement sur un champ de bataille. Un tel état de choses est pleinement conforme aux intérêts des pays en voie de développement et il faudrait que l'ONU et les organes économiques qui en dépendent prennent des mesures concrètes pour donner un caractère irréversible et universel à la détente.

36. La détente améliorera inévitablement la situation économique. A cet égard, la délégation ukrainienne attire l'attention sur la possibilité de consolider davantage la sécurité internationale et le développement économique que fait entrevoir la proposition de l'Union soviétique à la 2126^{ème} séance plénière, le 25 septembre, tendant à réduire de 10 p. 100 les budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et à affecter une certaine partie des ressources ainsi libérées à l'aide aux pays en voie de développement, notamment à ceux qui ont été victimes de catastrophes naturelles. La délégation ukrainienne appuie pleinement cette proposition constructive qui constitue une mesure concrète vers une plus grande détente, ayant pour effet de promouvoir les avantages économiques résultant de l'amélioration des relations internationales et de consolider, par la détente militaire, la détente politique. Non seulement la réduction des dépenses militaires ralentirait la course aux armements et réduirait le risque d'une guerre, mais elle permettrait également aux Etats de consacrer une part bien plus grande de leurs ressources à l'élévation du niveau de vie de leur population, contribuant ainsi au développement économique et social. Cette proposition est donc particulièrement importante, puisque c'est précisément dans le domaine social et

³ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session*, vol. I : *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

économique que le monde continue à se heurter à des difficultés, notamment en ce qui concerne l'insuffisance des moyens pour financer le développement.

37. Les pays occidentaux ne se sont pas encore remis des graves secousses économiques qui ont eu lieu récemment. Bien qu'il y ait eu une certaine reprise de la production, le chômage continue d'augmenter dans ces pays, l'inflation est déchaînée et le système monétaire traverse une crise que n'ont pu surmonter les Etats intéressés qui ont examiné les mesures prises. Les difficultés que rencontrent les pays capitalistes développés ont des effets néfastes sur l'économie des pays en voie de développement, aggravant encore la position d'infériorité de ces derniers en ce qui concerne la division capitaliste internationale du travail. Au cours des dernières années, la croissance du produit national brut s'est ralentie dans de nombreux pays en voie de développement; dans un tiers seulement de ces pays son taux de croissance s'est approché de 6 p. 100, et dans plus de la moitié il n'a même pas atteint 5 p. 100. Dans beaucoup de pays en voie de développement, le revenu par habitant a diminué considérablement. Les deux premières années de la deuxième Décennie ont confirmé que les pays en voie de développement doivent avoir principalement recours pour leur développement à la mobilisation et à l'utilisation rationnelle de leurs ressources propres, et que l'aide étrangère, utilisée comme facteur complémentaire de leurs propres efforts, doit être strictement contrôlée par les gouvernements, en vue d'atteindre une pleine indépendance économique.

38. Il y a lieu d'accorder une attention particulière à l'utilisation des capitaux privés étrangers. Les objectifs des sociétés privées qui investissent dans les pays en voie de développement sont loin d'être philanthropiques. Ces dernières années, les bénéfices que ces sociétés ont tirés de ces pays ont dépassé de loin le montant des investissements qu'elles y ont effectués. Suivant les données de l'ONU, l'afflux de capitaux privés étrangers dans les pays en voie de développement a été en 1971 de 6,1 milliards de dollars, alors que les bénéfices tirés par les sociétés privées de ces pays ont atteint 7 milliards. Ce dernier montant aurait pu être utilisé dans un but de développement social et économique. Le rapport du Conseil économique et social (A/9003) et d'autres rapports de l'Organisation des Nations Unies ont noté le fait inquiétant que les pays en voie de développement sont de plus en plus endettés vis-à-vis des pays capitalistes, ce qui menace gravement leur indépendance économique. Les sociétés multinationales jouent un rôle particulièrement odieux dans le système d'exploitation des peuples des pays en voie de développement; elles s'immiscent dans les affaires internes de ces pays, dont elles ont complètement déréglé les plans de développement national et détourné les ressources locales pour servir leurs propres intérêts. Elles y ont faussé les marchés monétaires et financiers sans tenir aucun compte des intérêts des classes laborieuses. La délégation ukrainienne attache donc une grande importance à l'examen des activités des sociétés multinationales par l'Organisation des Nations Unies, et aux travaux en particulier du Groupe de personnalités qui étudie actuellement la question. La délégation ukrainienne se joint aux pays en voie de développement pour souhaiter des mesures destinées à

réglementer les activités de ces sociétés dans l'intérêt du développement social et économique de ces pays et de la protection de leurs droits souverains. La reconnaissance du droit de chaque pays de contrôler sur son territoire les activités des capitaux étrangers, y compris les distributions de bénéfices, renforcera le fondement juridique des principes de la non-intervention dans les affaires intérieures et de l'équilibre des avantages et des obligations.

39. Ce droit découle du principe de la souveraineté inaliénable des Etats sur leurs ressources naturelles, proclamé depuis plus de 20 ans dans de nombreuses résolutions de l'Organisation des Nations Unies, en particulier dans la résolution 2692 (XXV) de l'Assemblée générale, dont la délégation ukrainienne était l'un des auteurs. Il y a donc de solides raisons pour incorporer ce principe dans la pratique politique, économique et juridique des relations internationales et permettre ainsi aux pays en voie de développement d'utiliser pleinement leurs ressources en vue de leur développement économique et social. S'agissant du droit des Etats d'exercer leur souveraineté sur les ressources naturelles du fond des mers et des océans et de leur sous-sol, la délégation ukrainienne estime que la question devrait être réglée conformément aux règles en vigueur du droit international, et à celles notamment des Conventions de Genève de 1958 sur le droit de la mer.

40. Une question étroitement liée à la souveraineté sur les ressources naturelles est celle de l'indemnisation des pays en voie de développement pour les dommages subis par leur économie à la suite de l'exploitation colonialiste et néo-colonialiste. La délégation ukrainienne pense que les pays en voie de développement ont indiscutablement droit à cette compensation de la part des pays capitalistes, qui continuent d'exploiter leurs ressources humaines et naturelles et à établir des discriminations à leur encontre dans leurs politiques commerciales et financières.

41. Il serait injuste d'imputer aux pays socialistes une responsabilité quelconque en ce qui concerne la pauvreté des pays en voie de développement. La classification du monde moderne en Etats riches et pauvres, grands et petits, omet délibérément les différences sociales et économiques existant entre les pays socialistes et les pays impérialistes. Chacun sait que les pays socialistes n'ont jamais participé au pillage colonial du monde en voie de développement. Tout ce que les pays socialistes ont réalisé dans le domaine du développement social et économique est le résultat des grandes transformations socialistes internes qu'ils ont réalisées dans l'intérêt des classes laborieuses ainsi que de la mobilisation de leurs propres ressources et des efforts propres de leur population.

42. Le développement social et économique de la RSS d'Ukraine est un exemple précis des avantages du système socialiste. Il y a un demi-siècle, la RSS d'Ukraine était dans une situation peut-être encore pire que celle de nombreux pays en voie de développement aujourd'hui. L'économie rétrograde qu'elle avait héritée du régime tsariste avait été complètement détruite à la suite de l'intervention étrangère pendant la première guerre mondiale. L'hostilité des pays capitalistes était telle qu'il ne pouvait être question d'aide étrangère. La RSS d'Ukraine a montré cependant qu'il était possible, grâce aux transformations

sociales ainsi qu'au travail acharné et à l'assistance mutuelle de tous les peuples de l'Union soviétique, d'atteindre d'excellents résultats dans un délai relativement court. A partir du régime semi-colonial auquel elle était soumise sous la Russie tsariste, la RSS d'Ukraine est devenue l'un des dix premiers pays du monde dans le domaine de la croissance économique, dépassant non seulement les pays développés européens mais également les Etats-Unis pour la production par habitant d'un certain nombre de produits. Un avantage fondamental de son système social, qui lui assure une croissance économique élevée et stable, est le développement de l'économie suivant un plan central — principe qui a rendu possible le dynamisme et le développement équilibré de l'ensemble de l'économie de l'Union soviétique. Les classes laborieuses de la RSS d'Ukraine, comme tout le peuple soviétique, considèrent la mise en place d'un système de planification économique comme l'un des plus grandes réussites du socialisme. Devant des progrès aussi frappants on peut à juste titre affirmer que l'expérience ukrainienne, comme celle des autres Etats socialistes, présente un intérêt certain pour les pays en voie de développement et offre une voie rapide vers le progrès économique et social.

43. L'histoire montre que les pays du tiers monde ne peuvent se développer de manière efficace que s'ils entreprennent des transformations de base dans le domaine social et économique. La résolution 1747 (LIV) du Conseil économique et social souligne la nécessité de prendre de telles mesures en reconnaissant que la planification nationale et le renforcement du secteur public constituent d'importants moyens en vue d'un authentique développement économique et social. Cette résolution recommande aussi que les gouvernements lient étroitement la planification aux objectifs nationaux; qu'ils poursuivent une politique qui ait pour objet d'établir l'égalité et la justice sociales et de relever le niveau de vie de l'ensemble de la population; et qu'ils encouragent une participation plus large de la population au processus de développement. Ces mesures appellent nécessairement d'abord l'élimination de rapports sociaux archaïques, une démocratisation des mécanismes publics, une redistribution des revenus, un renforcement du secteur d'Etat et du secteur coopératif de l'économie, un contrôle accru sur les activités des intérêts publics et privés étrangers et la subordination de ces activités à l'intérêt national.

44. Ce chemin n'est pas facile. Les événements tragiques du Chili confirment de nouveau le fait qu'un peuple engagé dans la voie du progrès économique et social et de la création d'une économie nationale indépendante se heurte à des résistances de la part des forces réactionnaires internes et de l'impérialisme étranger, qui ne sont pas disposés à renoncer à leurs privilèges tout en étant prêts à n'importe quel crime pour servir leurs intérêts de classe. La délégation ukrainienne condamne énergiquement le meurtre du Président démocratiquement élu du Chili et le renversement de son gouvernement légal, l'abolition des libertés constitutionnelles et la répression massive et sanglante perpétrée par la junte militaire contre les forces démocratiques du Chili en vue de renforcer sa domination. La délégation ukrainienne est certaine qu'aucune répression ne saurait briser la volonté du peuple chilien ni ses aspirations au progrès social et économique.

45. Il est évident que, si l'on veut atteindre les objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, il faudra intensifier les activités de l'Organisation des Nations Unies visant à favoriser une coopération équitable et mutuellement profitable. La manière dont la délégation ukrainienne conçoit les principes sous-jacents à une telle coopération a été exposée plus d'une fois dans des documents présentés à l'Organisation des Nations Unies, en particulier dans la déclaration commune des huit pays socialistes à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale⁴ dans les déclarations faites par les pays socialistes à la neuvième session du Conseil du commerce et du développement⁵ et à la troisième session de la CNUCED⁶ ainsi que dans le projet de déclaration de l'Organisation des Nations Unies sur les moyens de favoriser le développement d'une coopération équitable dans les domaines économique, commercial et technico-scientifique⁷ présenté par les pays socialistes à la vingt-septième session de l'Assemblée générale. La délégation ukrainienne s'en tient à ces principes, dont l'application constituera un facteur important dans l'amélioration des relations économiques internationales.

46. A la suite de l'évolution prometteuse de la situation internationale, le Conseil économique et social se trouve en face de nouvelles responsabilités. La délégation ukrainienne se félicite de l'évaluation positive des effets de la détente internationale qui ressort de la résolution 1805 (LV) du Conseil, et elle pense que le Conseil devrait continuer de travailler activement à la sauvegarde de la paix et au renforcement de la sécurité internationale, d'encourager tout ce qui permet de consolider les résultats positifs déjà obtenus en matière de coopération internationale, et de tirer parti dans un sens pratique, aux fins du développement économique et social, des perspectives favorables qu'offre la récente amélioration des relations internationales. Les mesures prises dans ce sens par le Conseil lui permettront de continuer à assumer ses fonctions de direction et de coordination des activités de l'ONU dans le domaine social et économique.

47. M. VALDÉS (Bolivie) remercie le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales de sa description lucide de la situation économique mondiale à la 1516^{ème} séance.

48. Si l'on compare les relations mutuelles des nations du monde à la structure de l'atome, la position de son pays est celle d'un électron situé tout à l'extérieur, très éloigné du noyau des richesses et de la puissance et comptant parmi les nations les plus pauvres. L'avenir du monde dépend de la manière dont la puissance de l'atome sera employée; pour poursuivre la comparaison, les électrons pourraient être libérés par une fission nucléaire sous forme de révolution ou au con-

⁴ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Annexes*, point 42 de l'ordre du jour, document A/8074.

⁵ TD/B/L.215. Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Supplément No 15*, p. 78.

⁶ TD/154. Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session, vol. I : Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe VIII.G.

⁷ A/C.2/L.1253. Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Annexes*, point 12 de l'ordre du jour, document A/8963, par. 38.

traire par une dénucléarisation pacifique réalisée grâce à une meilleure répartition des richesses et des droits.

49. Les facteurs mêmes qui contribuent à l'appauvrissement des nations les plus défavorisées ont engendré la solidarité qui les relie. Le fait que ces nations ont pour la plupart des économies de mono-production, ce qui les met à la merci des caprices de l'acheteur pour la fixation du prix; leur incapacité à obtenir une diversification de la production qui pourrait accroître l'emploi et relever le niveau de vie; le fait que leurs exportations sont payées en monnaie dévaluée, ce qui provoque une réduction de leurs réserves en devises; la crainte permanente dans les pays miniers de voir la production décliner par manque de matériel de remplacement et par épuisement des gisements; l'accroissement du coût des importations et la hausse des taux d'intérêts : tous ces facteurs ont incité les pays du tiers monde à combiner leurs forces.

50. La détente entre les grandes puissances a produit un soulagement général et la délégation bolivienne espère qu'elle se poursuivra, qu'elle conduira à l'extinction des conflits actuels et que finalement elle mettra fin à la course aux armements. Toutefois, la détente ne devrait pas se traduire par une nouvelle répartition des sphères d'influence entre les grandes puissances. M. Valdés partage l'avis du Secrétaire général adjoint selon lequel la détente pourrait devenir suspecte et même tourner à l'aigre si elle n'aboutissait pas rapidement à une coopération économique et technique renforcée applicable systématiquement au niveau mondial, compte tenu des buts de l'Organisation des Nations Unies. Les débats de la récente réunion ministérielle du GATT à Tokyo (12-14 septembre 1973) semblent indiquer à l'horizon de plus grandes concessions aux besoins des pays en voie de développement. Les négociations qui doivent avoir lieu prochainement dans le cadre du GATT devraient dépasser les accords existants, mettre spécialement l'accent sur le commerce des produits primaires et aboutir à l'adoption de nouvelles mesures visant à développer le commerce mondial ainsi qu'à stabiliser les prix. Les barrières non tarifaires auxquelles se heurtent les exportations des pays en voie de développement devraient être abaissées et un traitement préférentiel devrait être accordé aux pays les moins avancés et aux pays en voie de développement sans littoral, conformément à la résolution 3040 (XXVII) de l'Assemblée générale, sur les négociations commerciales multilatérales.

51. En ce qui concerne les discussions relatives à l'établissement d'un nouveau système monétaire, M. Valdés partage l'avis exprimé par le représentant des Pays-Bas à la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social (1861ème séance), avis selon lequel le Comité des Vingt du FMI devrait mettre au point un nouveau programme de priorités où l'accent serait mis sur les besoins des pays en voie de développement; comme ce représentant, il approuve l'idée du lien entre les droits de tirage spéciaux et le financement du développement et il estime que le nouveau système monétaire devrait faciliter le financement à long terme des déficits de la balance des paiements des pays pauvres. Le nouveau système devrait aider également à résoudre le problème de la dette.

52. La Stratégie internationale du développement a été adoptée parce qu'on a reconnu qu'une paix durable était impossible sans une économie mondiale har-

monieuse. La Stratégie ainsi que la charte envisagée des droits et devoirs économiques des Etats ainsi que la notion de sécurité économique collective devraient régir à l'avenir les relations économiques internationales.

53. Divers organismes de l'ONU ont débattu de la question de savoir si la coopération économique internationale s'était développée conformément à la Stratégie. On a enregistré certaines déceptions. En particulier, quelques-uns des pays les plus développés n'ont pas rempli leurs obligations, spécialement en ce qui concerne le transfert de capitaux et l'assistance officielle au développement. M. Valdés ne partage pas l'opinion selon laquelle la détente en cours pourrait rendre les grandes puissances moins désireuses à l'avenir de se conformer aux principes de la Stratégie, car elles doivent se rendre compte que si l'on laisse s'élargir le fossé entre les riches et les pauvres les tensions continueront à augmenter. M. Valdés est certain que les débats de la Commission aboutiront à une résolution donnant expression à la volonté unanime des membres d'appliquer effectivement la Stratégie.

54. La Bolivie n'a pas entièrement réussi à s'acquitter des engagements qu'elle a pris au titre de la Stratégie, ce qui est dû en grande partie aux limitations d'ordre matériel qu'elle s'efforce de surmonter. Les autorités gouvernementales intéressées ont augmenté leurs crédits destinés à la formation d'experts pour la planification du développement. En tant que pays minier qui exerce pleinement la souveraineté sur ses ressources minérales, la Bolivie a besoin de capitaux pour l'achat de machines et la recherche de gisements. Elle approuve donc sans réserve la création d'un fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles. La réforme agraire a été instituée en 1952, mais en dépit de tous les moyens déployés par le gouvernement pour stimuler la productivité agricole, peu de progrès ont été réalisés en raison de l'absence d'une infrastructure suffisante pour la distribution et l'exportation des produits. La Bolivie, petit pays à économie de marché, cherche la solution aux problèmes du secteur manufacturier dans une étroite coopération à la fois à l'intérieur du Groupe sous-régional andin et avec l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, coopération qui devrait infuser une plus grande vitalité à ce secteur.

55. En raison des conflits qui l'opposaient aux sociétés multinationales, la Bolivie a été obligée de nationaliser ses ressources minières et pétrolières et, dans chaque cas, les parties intéressées ont abouti à des accords satisfaisants. Il faudrait envisager la possibilité d'établir un code de conduite des sociétés multinationales. Les succès remportés par la Bolivie dans ses efforts pour devenir économiquement autonome exigent un apport d'investissements étrangers fourni par des sociétés qui souhaitent sincèrement coopérer avec elle. A cette fin, on a promulgué il y a deux ans une loi sur les investissements qui respecte à la fois la souveraineté nationale et les intérêts de l'investisseur et qui a donné lieu à un accroissement important du volume des investissements tant nationaux qu'étrangers. La Bolivie n'a pas de problèmes de pollution industrielle, mais la migration vers les villes a causé une détérioration du milieu urbain; elle reconnaît les immenses problèmes écologiques qui se posent dans le monde et tient par conséquent à coopérer pleinement avec le PNUE.

56. Le Gouvernement bolivien est reconnaissant de l'assistance au développement qu'il a reçue de divers organismes spécialisés des Nations Unies. Il a également bénéficié de la coopération d'autres organismes internationaux tels que le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes qui, dans le cadre de son programme de migrations sélectives, a envoyé de nombreux experts et professeurs d'université en Amérique latine; l'impulsion qui a ainsi été donnée aux petites industries boliviennes est inappréciable.

57. Ce qui entrave le plus le développement de la Bolivie, c'est le fait qu'elle n'ait pas de littoral. A sa treizième session, le Conseil du commerce et du développement a examiné les énormes difficultés qu'éprouvent les pays en voie de développement sans littoral du point de vue des transports, à propos des mesures spéciales liées aux besoins particuliers de ces pays. Parmi ces difficultés on peut citer les sorties constantes de quantités importantes de devises étrangères pour faire face aux frais de transport des marchandises qui transitent par le territoire d'un pays doté d'un littoral, et aux frais d'entrepôt dans les ports et de transbordement qui sont autant de coups portés à la balance des paiements de ces pays. Bien que de nombreuses résolutions aient été adoptées à ce sujet, y compris la résolution 1755 (LIV) du Conseil économique et social, aucune amélioration tangible n'a été enregistrée. Certains pays de transit n'ont toujours pas adhéré à la Convention relative au commerce de transit des Etats sans littoral, comme il est recommandé au paragraphe 59 de la Stratégie. Toute opération d'examen et d'évaluation des progrès accomplis dans l'application de la Stratégie doit comprendre une estimation des résultats obtenus dans l'application des mesures prises dans l'intérêt des 20 pays en voie de développement sans littoral, dont 15 sont parmi les pays en voie de développement les moins avancés.

58. Le fait que la délégation bolivienne appuie les mesures en faveur des pays en voie de développement sans littoral ne veut pas dire qu'elle ait renoncé à revendiquer son droit d'accès à la mer. M. Valdés cite une déclaration du Ministre des affaires étrangères de Bolivie rappelant cette revendication et demandant qu'il soit mis fin à une grande injustice sur laquelle la communauté internationale a fermé les yeux.

59. Pour conclure, le représentant de la Bolivie dit que l'étape la plus importante de l'opération d'examen et d'évaluation aura lieu en 1975, date à laquelle, il en est sûr, les peuples du tiers monde recevront l'assurance que la communauté internationale est fermement engagée à promouvoir la cause du développement.

60. M. WEITZ (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) remercie le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales d'avoir mis l'accent sur les questions alimentaires mondiales et sur les mesures proposées par le Directeur général de la FAO. Bien des faits se sont produits depuis que le représentant de la FAO, parlant devant la Commission en 1972 (1456ème séance), a évoqué la possibilité d'une détérioration de la situation alimentaire mondiale dans l'avenir immédiat. Les récoltes, là où elles ont été faites et chiffrées, ont été médiocres partout dans le monde et quasiment désastreuses dans plusieurs grandes régions productrices. Cette situation

a conduit le Directeur général à déclarer que la situation alimentaire mondiale en 1973 était plus difficile qu'elle ne l'avait jamais été depuis les années qui ont immédiatement suivi les destructions de la seconde guerre mondiale. Les réserves mondiales d'excédents de céréales ont été épuisées; les prix des céréales ont déjà triplé et il se peut qu'ils continuent à monter. Les délégations recevront des documents exposant divers aspects des questions alimentaires que la FAO juge d'intérêt immédiat pour les gouvernements.

61. Le 20 septembre, le Directeur général a convoqué à Rome les représentants des cinq pays principaux exportateurs de céréales, ceux du PAM et ceux du Conseil international du blé pour examiner la situation actuelle. Les derniers renseignements disponibles à cette date, qui demeurent valables, indiquent que les meilleures récoltes attendues pour 1973 dans la plupart des régions n'ont amélioré que de façon très limitée la situation d'ensemble en ce qui concerne l'offre mondiale de céréales. De meilleures récoltes de blé cette année ne suffiront pas à faire face à la demande incessante, et il semble que les pays exportateurs devront encore puiser sur leurs stocks. L'offre de riz est plus limitée qu'elle n'a été depuis des années. Une mousson favorable en Asie devrait assurer le redressement de la production de riz, mais la situation n'en serait que légèrement améliorée, du fait de l'épuisement des stocks et de l'augmentation de la consommation. Bien que certains gouvernements aient entrepris d'améliorer la production céréalière en 1974, l'offre et les marchés mondiaux de denrées alimentaires de base demeureront sensibles aux fluctuations dues aux intempéries, aux maladies et aux catastrophes naturelles.

62. La situation alimentaire mondiale n'a cessé d'être mise en relief au cours des rencontres intergouvernementales en 1973 : au Conseil économique et social, au Conseil de la FAO, au Comité de la planification du développement et au Comité de l'examen et de l'évaluation, la situation mondiale des ressources agricoles et alimentaires n'a cessé d'être mise en avant. La récente Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés à Alger (5-9 septembre 1973) a adopté un programme d'action pour la coopération économique demandant instamment la réunion d'urgence d'une conférence mondiale au niveau des ministres des Etats membres de la FAO et de la CNUCED pour étudier les perspectives de la production agricole mondiale, les conséquences de la crise alimentaire et la mise en œuvre d'un ensemble de mesures d'ordre pratique pour résoudre le problème.

63. La situation examinée par le Comité intergouvernemental ONU/FAO du Programme alimentaire mondial, actuellement réuni à Rome pour sa vingt-quatrième session, est grave. Tenant compte de l'augmentation des prix des denrées alimentaires, en particulier des céréales, et ne sachant pas si certains pays donateurs pourraient respecter leurs engagements, le Directeur exécutif du Programme a dû, au cours des dernières semaines, prendre un certain nombre de décisions qui porteront atteinte à la vie de milliers de personnes dans les pays en voie de développement, et, dans certains de ces pays, freineront sérieusement le développement. Exprimées en denrées alimentaires, les ressources du PAM ont considérablement diminué; il manque près de 600 000 tonnes de denrées alimentaires. En conséquence, le Directeur exécutif a été contraint tout d'abord

d'ordonner l'ajournement de la signature de tout nouvel accord et la suspension temporaire de tous les ordres d'expédition sauf ceux destinés à remédier à des situations présentant un caractère urgent. Il a dû d'autre part trouver le moyen de réduire les engagements pris par le PAM jusqu'à la fin de 1974. Même après ces réductions énergiques, on prévoit un déficit de plus de 160 000 tonnes de denrées. En conséquence, pour la première fois dans l'histoire du programme, le Comité intergouvernemental n'a pas été invité à approuver de nouveau projet à la session qu'il tient actuellement. Lorsque les engagements statutaires du PAM et les engagements fermes qu'il a contractés auront été honorés, la priorité sera accordée aux 25 pays les moins avancés et, parmi les autres, à ceux qui ont été récemment victimes de grandes catastrophes. Bien que ces mesures ne résolvent pas les problèmes du programme, le Directeur exécutif espère qu'elles seront jugées comme étant les plus appropriées dans les circonstances actuelles.

64. A la dix-septième session de la Conférence générale de la FAO, en novembre, le Directeur général envisage de demander aux gouvernements qui sont membres de l'Organisation de l'aider à assurer qu'il y ait à tout moment dans le monde des réserves suffisantes de céréales pour éviter une grave pénurie alimentaire en cas de récoltes insuffisantes ou de catastrophes naturelles. Les experts de nombreux pays importateurs et exportateurs, qui forment le Groupe intergouvernemental de la FAO sur les céréales, sont actuellement réunis. Ce groupe ainsi que d'autres organes examineront les considérations dont il a fallu tenir compte dans l'examen des politiques de stockage, notamment la vulnérabilité d'un pays donné aux inondations ou à la sécheresse, les besoins annuels ordinaires pour la consommation intérieure et l'exportation, la mesure dans laquelle le pays dépend

des importations en période de difficultés, et les engagements pris par les gouvernements auprès du PAM et d'autres programmes d'aide. La question des politiques de stockage est au cœur des efforts déployés en vue de parvenir à un degré minimum de sécurité alimentaire. Il est essentiel que ces efforts soient couronnés de succès si l'on veut que l'approvisionnement mondial en denrées alimentaires de base se maintienne à un niveau qui ne présente pas de danger, pour permettre à la consommation d'augmenter dans les pays en voie de développement et contrebalancer les fluctuations qui se produisent d'une année à l'autre, quelle qu'en soit la cause.

65. Par l'intermédiaire du Directeur général, la Conférence de la FAO prendra note des observations formulées à l'Assemblée générale et à la Deuxième Commission au sujet de la question alimentaire. Le Directeur général apprécierait particulièrement toutes observations sur son plan de sécurité alimentaire mondial minimum; il a pris bonne note de la convocation, proposée par le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis (2124^e séance plénière), d'une conférence mondiale de l'alimentation sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies en 1974. L'appui qu'ont recueilli cette proposition et la proposition formulée antérieurement lors de la Conférence d'Alger montre bien l'importance que les gouvernements attachent à la situation alimentaire mondiale, et le rapport qui existe entre la faim et la stabilité internationale. M. Weitz réaffirme le désir qu'a la FAO de contribuer par ses connaissances spécialisées et son expérience à tout effort entrepris pour que le monde entier dispose à l'avenir de denrées alimentaires en quantités suffisantes.

La séance est levée à 13 h 10.

1524^e séance

Jeudi 4 octobre 1973, à 16 h 35.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1524

Discussion générale (suite)

1. M. HABIB (République arabe syrienne) dit que, malgré les mesures prises par certains pays développés, le montant total net des ressources financières transférées des pays développés à économie de marché aux pays en voie de développement n'a pas atteint l'objectif de 1 p. 100 du produit national brut fixé dans la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement [résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale]. De plus, les institutions financières internationales n'ont pas satisfait aux besoins en matière de développement dans la mesure où le leur permettaient leurs ressources et leurs capitaux. Le taux annuel de croissance du produit intérieur brut des pays en voie de développement a diminué pendant les deux premières années de la deuxième Décennie et n'a pas atteint la moyenne annuelle de 5,5 p. 100 qu'il avait enregistrée

au cours de la première Décennie. Ce phénomène menace le taux d'accumulation du capital qui seul permet de mesurer avec précision le taux de progrès technique, principale variable dans le calcul de l'écart entre les pays développés et les pays en voie de développement. L'application de la Stratégie internationale du développement ne doit pas se limiter à des encouragements et à des résolutions; il faut qu'elle suscite une coopération véritable dans le cadre de laquelle les facteurs de progrès c'est-à-dire les moyens techniques et les ressources financières, seraient fournis aux pays en voie de développement par les pays développés.

2. La technique est l'élément principal du processus de développement. Les statistiques montrent que le transfert des techniques aux pays en voie de développement est resté limité. Or la position relative des pays développés eux-mêmes dans le commerce

international est fonction des nouvelles découvertes techniques, ce qui montre bien que les pays en voie de développement doivent toujours s'efforcer d'obtenir un transfert régulier de techniques et d'acquérir les connaissances nécessaires pour les adapter à leurs besoins.

3. Le commerce international n'a pas encore pu venir à bout des problèmes découlant de la crise qui l'a secoué il y a deux ans. Il faudrait de toute urgence mettre au point un nouveau système d'échanges et de paiement qui facilite la réalisation par les pays en voie de développement de leurs plans de développement, car la stabilité monétaire stimule le progrès commercial et inversement. Par ailleurs, les exportations des pays en voie de développement sont gênées par l'insuffisance du marché dans les pays développés, tandis que les barrières douanières et la politique des prix leur sont défavorables.

4. A la suite des changements survenus récemment dans la structure de l'économie mondiale, il est devenu urgent d'appliquer les objectifs et les mesures de la Stratégie, mais il faut également élargir la coopération entre pays développés et pays en voie de développement, en assurant à chacune de ces deux catégories des avantages équitables et mutuels, afin de créer une structure économique et sociale internationale qui abolisse progressivement la différence entre pays pauvres et pays riches. A cet égard, la résolution 1818 (LV) du Conseil économique et social, aux termes de laquelle le Conseil a créé la Commission économique pour l'Asie occidentale, est l'une des plus importantes de cette cinquante-cinquième session et M. Habib est certain que cette Commission jouera un rôle considérable dans la planification du développement économique et social de la zone qu'elle desservira.

5. Le colonialisme et l'occupation étrangère sont l'une des principales raisons du sous-développement. Or, les forces sionistes d'agression continuent à occuper des territoires appartenant à trois arabes, y compris la République arabe syrienne. Les autorités sionistes exploitent les ressources nationales de ces pays et emploient une main-d'œuvre à bon marché dans les territoires arabes occupés. L'agression sioniste a en outre causé la fermeture du canal de Suez, qui a des effets néfastes sur l'économie égyptienne en particulier, ainsi que sur celle d'un certain nombre de pays d'Afrique de l'Est et d'Asie du Sud-Est. D'autre part, l'occupation israélienne a obligé le gouvernement syrien à détourner le capital financier, physique et humain du pays vers la défense au détriment du développement. C'est pourquoi la délégation syrienne demande à tous les pays en voie de développement d'agir de concert pour éliminer tous les aspects du colonialisme, de la discrimination raciale et de l'occupation étrangère.

6. Partant du principe que la liberté politique n'a aucun sens si elle ne s'accompagne pas de la liberté économique et que l'indépendance nationale est un vain mot en l'absence d'indépendance économique, la République arabe syrienne met en valeur ses ressources naturelles par ses propres moyens ou en coopération avec les pays amis. Elle est prête à partager avec d'autres pays l'expérience précieuse qu'elle a acquise dans l'exécution du projet de l'Euphrate, dans l'exploitation de ses ressources pétrolières et dans

l'expansion de son industrie. Dans ses plans de développement successifs, le Gouvernement syrien a accordé une attention de plus en plus grande à l'agriculture. Le grand projet d'irrigation de l'Euphrate, qui doit permettre de doubler la superficie des terres irriguées en 1974, a reçu un rang de priorité élevé.

7. La République arabe syrienne s'efforce depuis peu de moderniser sa structure économique et sociale. Le troisième plan quinquennal de développement pour 1971-1975 est en cours d'exécution; la priorité y est accordée au secteur industriel en vue d'édifier une infrastructure industrielle efficace et de créer des relations d'intégration et d'interdépendance entre le secteur agricole et le secteur industriel.

8. M. OGISO (Japon) dit que l'opération d'examen et d'évaluation de la Stratégie internationale du développement donne un tableau assez sombre de la première période biennale. Le taux d'augmentation du produit national brut des pays en voie de développement pour 1971 et 1972 a été nettement inférieur à l'objectif de 6 p. 100 et, si le taux de croissance de la production industrielle a été assez satisfaisant, par contre les résultats ont été décevants en agriculture.

9. Certains pays en voie de développement ont accompli des progrès rapides, mais d'autres pays continuent à être handicapés par la pression démographique et le niveau peu élevé des revenus. Les pays les moins avancés n'ont pas enregistré d'augmentation substantielle de leur production réelle pendant les premières années de la Décennie. Le Comité de la planification du développement n'a décelé aucun signe d'un changement dans la répartition du revenu, alors que c'était là l'un des principaux buts de la Stratégie pour ceux des pays en voie de développement où une partie importante de la population vit dans une misère extrême.

10. Le Gouvernement japonais continue à s'acquitter de ses responsabilités dans le cadre de la Stratégie. Le montant total des ressources financières accordées par le Japon aux pays en voie de développement en 1972 s'est élevé à 2 725 millions de dollars, soit une augmentation de 27,3 p. 100 par rapport à 1971; cette somme représente 0,93 p. 100 du produit national brut. Le montant total de l'aide officielle au développement s'est élevé à 611 millions de dollars en 1972 et les subventions et contributions versées aux organismes multilatéraux ont atteint 293 millions de dollars en 1972, soit 51 p. 100 de plus que l'année précédente. Des mesures spéciales ont été prises par le Gouvernement japonais pour développer l'assistance sans condition de contrepartie. L'assistance technique continue à augmenter et atteint 35,6 millions de dollars en 1972, soit 29 p. 100 de plus qu'en 1971. Enfin, le Japon s'efforce d'étendre à un plus grand nombre de pays les avantages de son schéma de préférences.

11. L'assistance du Japon au Groupe de la Banque mondiale s'est développée rapidement au cours des dernières années. L'an dernier, le Japon a versé 700 millions de dollars à la BIRD dont le montant total des emprunts non remboursés en yens a atteint l'équivalent de 1,4 milliard de dollars, c'est-à-dire 16 p. 100 du montant total des emprunts de la Banque. De plus, la participation du Japon à la quatrième reconstitution des ressources de l'AID doit augmenter sensiblement.

12. Sur la question du commerce mondial, M. Ogiso dit que l'année 1973 a été marquée par de grands progrès dans les échanges mondiaux. Le développement de l'économie mondiale est dû en grande partie aux efforts qui ont été faits pour libérer les échanges et supprimer la discrimination. Il faut également noter que les intérêts des pays en voie de développement font l'objet d'un intérêt accru de la part de la communauté mondiale. Il a été tenu compte de ces considérations dans les travaux préparatoires de la prochaine série de négociations commerciales multilatérales, dont les principes directeurs ont été fixés lors de la réunion ministérielle du GATT qui a eu lieu à Tokyo du 12 au 14 septembre. Conformément à la déclaration approuvée à la réunion, ces négociations devraient être fondées sur les principes de la liberté du commerce, de la participation multilatérale, de la non-discrimination et des avantages mutuels. En principe, les pays développés ne doivent pas attendre la réciprocité de la part des pays en voie de développement, qui peuvent ainsi espérer obtenir des avantages supplémentaires pour leur commerce international et une augmentation notable de leurs recettes en devises. Le Secrétaire général de la CNUCED suivra ces négociations.

13. Le Gouvernement japonais pense qu'il faudrait diminuer sensiblement les droits de douane, pour les supprimer totalement en fin de compte. Les obstacles non tarifaires doivent être diminués ou éliminés dans toute la mesure possible, les garanties multilatérales doivent être évaluées dans une perspective non discriminatoire et en vue de promouvoir la libéralisation du commerce et d'en préserver les résultats, et enfin, il faudrait s'efforcer de créer des conditions de marché stables, fondées sur le principe des avantages mutuels et de la coopération entre pays exportateurs et importateurs, pour le commerce des produits agricoles. La délégation japonaise pense que la Déclaration de Tokyo constitue un point de départ valable et espère que le plus grand nombre possible de pays, y compris ceux qui ne sont pas parties au GATT, participeront aux négociations.

14. Pour que l'économie mondiale puisse continuer à progresser, il faut élaborer un système monétaire satisfaisant. Comme l'a indiqué le représentant du Japon à la réunion annuelle commune de la BIRD et du FMI à Nairobi (24-28 septembre), le nouveau système monétaire devrait viser essentiellement à maintenir un ordre économique mondial collectif permettant à tous les pays de réaliser leur potentiel de développement économique. La délégation japonaise espère que l'on pourra se mettre d'accord sur le principe du lien entre les droits de tirage spéciaux et le financement du développement. Elle espère que le Comité des Vingt, auquel les pays en voie de développement sont représentés, continuera à étudier cette question et qu'il tiendra dûment compte de la nécessité de maintenir la confiance dans les droits de tirage spéciaux. La délégation japonaise saisit cette occasion pour annoncer qu'elle retire la réserve formulée par le Gouvernement japonais au sujet du paragraphe 52 de la Stratégie internationale du développement lors de son adoption par l'Assemblée générale.

15. L'économie mondiale traverse une période de transition. Beaucoup des problèmes actuels ne peuvent être résolus par des efforts isolés et le nombre des facteurs qui entrent en jeu milite en faveur d'une large

coopération. Il en est de même pour la question des ressources naturelles et de l'énergie, qui ne sera résolue que dans le cadre de la coopération internationale entre pays producteurs et pays consommateurs. Il ressort des travaux du Comité des ressources naturelles qu'il importe de prendre une série de mesures réalistes pour assurer une utilisation plus rationnelle de ces ressources, notamment les mesures recommandées par le Comité à sa troisième session puis approuvées par le Conseil économique et social à sa cinquante-quatrième session sur les projections à long terme, à l'échelle mondiale, de l'offre et de la demande de ressources naturelles et la création d'un fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles.

16. On ne saurait surestimer l'importance de l'alimentation dans le développement rural des pays en voie de développement. On sait maintenant que le faible taux de croissance globale du début des années 70 est dû à la médiocrité de la production agricole. Les échecs de l'agriculture ont des causes historiques et la délégation japonaise espère que des remèdes seront rapidement trouvés dans ce domaine. Elle a écouté avec intérêt la proposition faite le 24 septembre par le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, à la 2124^{ème} séance plénière, concernant la convocation en 1974 d'une conférence alimentaire mondiale. Le développement de la production doit s'accompagner de la stabilité des prix des produits agricoles. A ce propos, M. Ogiso annonce que le Gouvernement japonais vient de terminer la procédure de ratification de l'Accord international de 1972 sur le cacao.

17. Pour ce qui est des problèmes de l'environnement, il convient de les aborder d'un point de vue entièrement nouveau, comme l'a du reste fait l'ONU. On ne peut que se féliciter de voir que, aussitôt après la première session du Conseil d'administration du PNUE (12-22 juin 1973), les mesures concrètes ont reçu un début d'application. La délégation japonaise souhaite aux activités du PNUE le même succès que celui qu'ont obtenu les travaux de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement. L'application des programmes concernant l'environnement représente un progrès important; il faudra désormais accorder une attention accrue aux travaux du Conseil d'administration du PNUE.

18. Un autre grave problème se pose à l'ensemble de la communauté internationale, c'est celui de la pression démographique, dont pâtit aussi le développement. C'est pourquoi le Congrès mondial de la population qui doit avoir lieu en août 1974 à Bucarest revêt une importance extrême. On espère qu'un plan d'action mondial dans ce domaine sera élaboré pendant la Conférence et qu'il sera ensuite appliqué par les gouvernements aux niveaux national et international.

19. La délégation japonaise tient à souligner d'autre part le rôle important que jouent les investissements privés étrangers dans la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et estime qu'il faudrait établir certains critères pour tenir compte à la fois des intérêts des investisseurs et du pays dans lequel ces investissements sont faits. Elle se réjouit que le Conseil économique et social ait adopté la résolution 1764 (LIV) par laquelle il invite le Secrétaire général à poursuivre l'organisation de groupes d'étude mondiaux ou régionaux sur les investissements privés étrangers. Elle

attend aussi avec intérêt les conclusions du Groupe de personnalités qui étudient les effets des sociétés multinationales sur le processus de développement, en application de la résolution 1721 (LIII) du Conseil.

20. La question de la coopération régionale a retenu particulièrement l'attention du Gouvernement japonais lors de la vingt-neuvième session de la CEAEO, à Tokyo (11-23 avril 1973); celle-ci envisage de renforcer ses efforts de coopération régionale et de réviser sa structure de façon à être mieux adaptée à la nouvelle situation de la région. La délégation japonaise appelle l'attention sur les suggestions faites aux paragraphes 196 et 197 du rapport du Conseil (A/9003) concernant une réforme de la CEAEO.

21. Estimant que l'indépendance véritable des Etats, la compréhension mutuelle entre les peuples et une coopération élargie sont les éléments essentiels de l'établissement d'une paix juste et durable, la délégation japonaise se félicite de deux initiatives prises récemment, l'une qui concerne la notion de sécurité économique collective et l'autre l'élaboration d'une charte des droits et devoirs économiques des Etats. Cette charte devrait incorporer les idéaux partagés par tous les pays intéressés, dans un véritable esprit de coopération et de consensus. A ce propos, la délégation japonaise souligne que les activités du Conseil économique et social devraient être organisées de façon à porter sur un éventail aussi large que possible de problèmes et en même temps de façon à lui permettre de s'occuper de l'évolution de la situation économique mondiale. L'élargissement de la composition du Conseil revêt une importance vitale à cet égard, et il convient de se féliciter de l'entrée en vigueur de l'amendement à l'Article 61 de la Charte des Nations Unies.

22. La création d'une université internationale tient particulièrement à cœur au Gouvernement japonais et c'est donc avec une profonde satisfaction qu'il constate que, dans son rapport (A/9149) présenté au titre du point 52 de l'ordre du jour, le Secrétaire général approuve sans réserve le projet de charte de l'Université des Nations Unies et recommande à l'Assemblée générale de prendre sérieusement en considération le fait que le Japon est disposé à devenir l'Etat hôte du centre de l'Université. Le Gouvernement japonais est disposé à verser une contribution de 100 millions de dollars, en cinq versements annuels, destinée à la dotation qui sera établie pour l'Université, sous réserve que la nature de l'Université corresponde aux vœux du Gouvernement japonais et sous réserve de l'approbation de la Diète japonaise.

23. La proposition tendant à établir un fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles a été faite à la première session du Comité des ressources naturelles, en janvier 1971, en vue d'intensifier les activités d'exploration entreprises dans les pays en voie de développement pour les aider à accélérer leur développement économique. Cette proposition a depuis lors fait l'objet d'études et de délibérations très nombreuses; le Comité des ressources naturelles, à sa deuxième session, a décidé en principe de créer ce fonds, et l'Administrateur du PNUD a préconisé qu'il soit géré par lui, sous l'autorité du Conseil d'administration. Conformément à la demande du Comité des ressources naturelles à sa troisième session, le Conseil économique et social,

dans sa résolution 1762 (LIV), a recommandé à l'Assemblée générale d'établir ce fonds sur la base d'une série de principes et objectifs figurant dans cette résolution. Ces principes ne sont peut-être ni complets ni entièrement satisfaisants, mais ils résultent de consultations intensives et représentent probablement le meilleur compromis possible. En particulier, la délégation japonaise appuie le libellé de la clause de remboursement qui figure à l'alinéa *i* du paragraphe 1 de la résolution 1762 (LIV). A son avis, cet alinéa ne prévoit en aucune manière la fixation d'un plafond arbitraire au montant des remboursements qui détruirait le caractère de roulement du fonds et obligerait ce dernier à ne financer que des projets n'exigeant qu'un faible investissement et promettant des rentrées importantes. De l'avis de la délégation japonaise, la façon dont l'alinéa *i* est libellé assure au fonds le caractère d'un fonds de roulement. Cela étant, l'organe directeur du fonds pourra mettre au point des critères précis concernant le montant total de la somme à rembourser et la délégation japonaise est prête à mettre à la disposition des intéressés l'expérience de son pays en matière d'exploration des ressources naturelles.

24. Ce fonds est l'un des meilleurs exemples du principe d'auto-assistance énoncé dans la Stratégie et il est encourageant de voir que les pays en voie de développement se proposent de se partager les fruits de leurs découvertes. Dans l'hypothèse où le fonds serait créé conformément à la recommandation du Conseil économique et social, le Gouvernement japonais se propose de prévoir une contribution pour le fonds dans son projet de budget pour 1974. Il faut espérer que l'Administrateur du PNUD, en consultation avec le Secrétaire général, commencera dès que possible les activités du fonds et mettra au point des critères concrets pour assurer son bon fonctionnement, conformément aux principes de base contenus dans la résolution du Conseil. La BIRD et les banques régionales de développement devraient être invitées à participer aux activités du fonds et, par conséquent, à participer également à l'établissement des critères. Le Secrétaire général pourrait peut-être envisager d'organiser une conférence annuelle pour les annonces de contributions au fonds. En conclusion, la délégation japonaise recommande vivement à la Deuxième Commission de décider d'établir le fonds de roulement conformément aux recommandations du Conseil économique et social.

25. M. PANYARACHUN (Thaïlande) dit que, au cours de l'année écoulée, le taux de croissance économique des pays en voie de développement a été nettement insuffisant et que la première opération d'examen et d'évaluation de la Stratégie internationale du développement a tracé de la situation un tableau assez sombre. Ainsi, le taux de croissance de l'économie thaïlandaise pour 1972 n'a été que de 3,9 p. 100, soit à peu près la moitié du taux moyen de croissance de la Décennie précédente, en raison essentiellement de conditions climatiques mauvaises et du réaligement des monnaies. Toutefois, il semble que le taux de croissance de la Thaïlande en 1973 doive atteindre 7 p. 100 environ grâce à l'augmentation du prix des produits de base sur le marché mondial. Malgré tout, cette augmentation ne suffira pas à annuler les effets de la crise monétaire mondiale et de l'augmentation du coût des produits industriels achetés sur le marché mondial. De l'avis de la délégation

thaïlandaise, la Commission devrait centrer son attention sur la façon dont on pourrait maintenir à un niveau raisonnable le prix des produits agricoles et des produits de base, ce qui contribuerait d'ailleurs à atténuer la pénurie actuelle de produits alimentaires dans la mesure où les pays producteurs se trouveraient encouragés à augmenter leur production.

26. Encore que les facteurs qui entravent l'augmentation de la production agricole soient nombreux, beaucoup sont dus à l'action des pays développés. En effet, certains pays développés octroient des subventions à l'agriculture, ce qui introduit dans les transactions commerciales normales un élément de concurrence déloyale à l'égard des pays en voie de développement. Les pays développés devraient également veiller à ce que la façon dont ils disposent de leurs excédents de production ne nuise pas au commerce et à l'économie des pays en voie de développement et ne provoque pas une chute des cours des produits agricoles sur le marché mondial.

27. Les pays en voie de développement souffrent également de l'expansion rapide de l'industrie des produits synthétiques, par exemple du caoutchouc synthétique. Sans vouloir supprimer cette dernière production, la délégation thaïlandaise aimerait que des mesures soient prises pour éviter que la croissance de cette industrie ne nuise inutilement à l'économie des pays producteurs de caoutchouc naturel.

28. En outre, le commerce d'exportation des pays en voie de développement dépend de sociétés étrangères de transports maritimes. Il arrive trop souvent que les taux de fret soient exorbitants et discriminatoires et ils représentent parfois jusqu'à 50 p. 100 du coût de certains produits. Les pays en voie de développement, qui ne possèdent même pas 10 p. 100 de la flotte marchande mondiale, se trouvent donc dans une position défavorable pour négocier avec les conférences maritimes soit pour y participer, soit pour obtenir la réduction des taux de fret qu'elles fixent unilatéralement. Les bénéfices que les pays en voie de développement ont retirés de l'augmentation du prix des produits de base ont ainsi été largement absorbés par les sociétés de transports maritimes des pays développés. Le Gouvernement thaïlandais juge donc qu'il est de la plus haute importance d'adopter sans tarder un instrument international ayant force obligatoire ainsi qu'un code de conduite universellement acceptable pour les conférences de lignes. Celles-ci doivent réduire ou abandonner leur structure et leurs pratiques de monopole pour les remplacer par une coopération fondée sur l'égalité des participants.

29. Pour que les pays en voie de développement continuent de profiter de l'augmentation du prix des produits de base, les pays développés doivent supprimer les obstacles et restrictions qui s'opposent à l'importation des produits des pays en voie de développement. M. Panyarachun est heureux de constater que certains pays ont déjà appliqué des préférences tarifaires à l'intention des pays les moins avancés. Dans le cadre des négociations commerciales multilatérales, il convient d'adopter un nouveau système fondé sur le principe du traitement préférentiel sans réciprocité ni discrimination.

30. La délégation thaïlandaise s'intéresse vivement à la proposition de la délégation des Etats-Unis tendant à convoquer en 1974 une conférence alimentaire mon-

diale sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, vu l'importance de l'agriculture pour l'économie thaïlandaise.

31. Il a déjà été souvent souligné qu'une croissance démographique trop rapide peut avoir des effets préjudiciables au progrès économique et social. Ainsi, la Thaïlande dont la population augmente depuis plusieurs années de 3 p. 100, a pris des mesures pour ramener ce taux d'accroissement à 2,5 p. 100 en 1976. A cet égard, la délégation thaïlandaise sait gré au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population de sa précieuse assistance et annonce que le Gouvernement thaïlandais a décidé de verser au Fonds en 1974 une contribution en monnaie locale équivalant à 40 000 dollars.

32. La délégation thaïlandaise attend avec intérêt les résultats de l'étude sur les sociétés multinationales effectuée par le Groupe de personnalités créé par le Conseil économique et social [résolution 1721 (LIII)] et dit que son pays cherche à encourager des entreprises mixtes à participation locale majoritaire. Les pays en voie de développement pourraient aussi chercher à attirer les sociétés de dimensions moyennes qui jusqu'ici n'investissent pas à l'étranger.

33. Du fait de l'insuffisance du transfert des ressources financières aux pays en voie de développement, ces pays ont dû de plus en plus avoir recours à des emprunts commerciaux, ce qui a eu pour effet d'augmenter le fardeau de leur dette extérieure et de ralentir leur progrès économique et social.

34. La délégation thaïlandaise porte un vif intérêt aux discussions concernant la notion de sécurité économique collective et elle estime que des efforts vigoureux devraient être déployés pour réaliser dans le monde un développement équitable et équilibré avec, comme critère de réussite, le bien-être universel.

35. La Thaïlande, qui n'a jamais été membre du Conseil économique et social, se réjouit de la prochaine entrée en vigueur de l'amendement à l'Article 61 de la Charte; l'élargissement de la composition du Conseil permettra ainsi à un plus grand nombre d'Etats, élus sur la base d'une répartition géographique équitable, de participer à l'examen des nombreuses questions complexes dont le Conseil doit s'occuper et qui intéressent tous les Etats Membres, petits et grands.

36. M. CZARKOWSKI (Pologne) souligne que l'Organisation des Nations Unies a pour obligation de créer des conditions favorables à une coopération économique internationale car l'amélioration du niveau de vie des générations futures en dépend. D'autre part, la coopération économique internationale est étroitement liée à la situation politique dans le monde et toute évolution favorable de l'une se répercute sur l'autre. Ainsi le processus de détente politique qui se manifeste dans le monde depuis deux ans s'est accompagné d'un renforcement de la coopération économique entre les Etats et en particulier avec les pays en voie de développement. Les événements tragiques que vient de connaître le Chili montrent cependant que les forces impérialistes ne reculent devant rien pour défendre leurs intérêts. La délégation polonaise, comme d'autres délégations, estime que les organes économiques de l'Organisation des Nations Unies n'ont pas fait tout ce qu'ils auraient dû pour aider le Chili à résister aux pressions dont il était l'objet.

37. Le représentant de la Pologne estime cependant que les principes sur lesquels s'appuie la coopération internationale et qui ont été élaborés dans les années 40 sont désormais largement dépassés et que, dans bien des cas, leur application conduit à des situations extrêmement critiques. Le 27 septembre, le Ministre des affaires étrangères de Pologne a énuméré devant l'Assemblée générale (2130^{ème} séance plénière) un certain nombre des inconvénients que présente le système de coopération actuel : les conséquences néfastes qu'entraîne la crise monétaire actuelle pour les échanges commerciaux de tous les pays et notamment des pays en voie de développement; l'absence de principes véritables qui permettraient aux pays en voie de développement d'occuper la place qui leur revient dans le système de la division internationale du travail; l'attitude injuste et souvent discriminatoire des pays hautement développés à l'égard des échanges commerciaux avec les pays socialistes; l'application inefficace des principes qui devraient stimuler le développement de la collaboration scientifique et technique et de la coopération industrielle; la situation précaire des marchés des matières premières en raison de l'absence d'accords internationaux pertinents; enfin, le rôle de plus en plus important des sociétés internationales qui accroissent sans cesse leurs bénéfices en privant les pays en voie de développement des revenus qui sont les leurs.

38. Si tous les pays tentaient de résoudre ces questions, ils contribueraient véritablement à accélérer le processus de la coopération économique internationale et à améliorer le sort des pays en voie de développement. Plusieurs initiatives ont déjà été prises dans ce sens. Ainsi, des négociations ont été engagées en vue d'élaborer une charte des droits et devoirs économiques des Etats et la Pologne participe activement aux travaux du Groupe de travail chargé d'établir le projet de charte. D'autres négociations ont lieu sur la réforme du système monétaire international et une série de négociations multilatérales, auxquelles participe également la Pologne, se déroulent actuellement dans le cadre du GATT en vue de libéraliser le commerce international.

39. Les nouveaux principes régissant la coopération internationale devront tenir compte des intérêts légitimes de tous les pays, et en particulier des pays en voie de développement, qui n'ont pas pu participer à la création du système actuel de la division internationale du travail.

40. L'Organisation des Nations Unies a un rôle important à jouer dans l'élaboration de nouveaux principes de coopération internationale qui tiennent compte de l'évolution du monde actuel. C'est dans cet esprit que les pays socialistes ont proposé à la vingt-septième session de l'Assemblée générale un projet de déclaration sur les moyens de favoriser le développement d'une coopération équitable dans les domaines économique, commercial et technico-scientifique¹. L'adoption de ce projet de déclaration permettrait de fonder la coopération internationale sur des principes d'égalité et de profit mutuel et créerait des conditions favorables à un développement constant de cette coopération.

41. Le représentant de la Pologne souligne l'importance que son pays attache à l'amélioration des principes qui stimuleront la coopération économique internationale. La nouvelle stratégie du développement social et économique appliquée en Pologne permet une croissance rapide, tant de la production industrielle et agricole que du revenu de la population. L'objectif de la Pologne est d'occuper la place qui lui revient dans le système de la division du travail. Outre les relations très étroites qu'elle entretient avec les autres pays socialistes, la Pologne souhaite renforcer ses liens économiques avec tous les autres pays du monde et en particulier avec les pays en voie de développement. La coopération de la Pologne avec ces pays peut certainement se développer encore et c'est en faisant des efforts dans ce sens que la Pologne participera à la réalisation des objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. La Pologne entretient des relations commerciales avec pratiquement tous les pays en voie de développement et a signé des accords commerciaux avec 42 d'entre eux. M. Czarkowski pense que les échanges commerciaux de son pays avec les pays en voie de développement pourront être triplés d'ici à 1980, grâce surtout à l'application du concept de division internationale partielle du travail proposé par les pays socialistes. La Pologne applique actuellement des accords, conclus en fonction de ce concept, avec l'Egypte, l'Inde et l'Algérie. Il s'agit là d'une forme de collaboration qui tend à stabiliser les échanges commerciaux tout en stimulant le développement de la coopération dans d'autres domaines. La Pologne est disposée à engager des consultations avec tout Etat qu'intéresse la conclusion d'accords en matière de division partielle du travail.

42. La coordination mutuelle des plans de développement économique permettrait d'accroître les échanges commerciaux avec les pays en voie de développement. Dans le cadre de cette coordination, la Pologne pourrait par exemple restreindre la production de certains produits et leur substituer des produits importés exclusivement des pays en voie de développement. En ce qui concerne les pays qui n'ont pas de plans de développement économique à long terme, le représentant de la Pologne estime que la meilleure solution serait de signer avec eux des accords commerciaux à long terme et des accords de coopération dans les domaines de la science et de la technique.

43. La Pologne est également disposée à entreprendre des négociations en vue de conclure des contrats à long terme pour la livraison de produits primaires particuliers qui représentent une part importante des exportations des pays en voie de développement. Pour favoriser la croissance économique de ces pays, le Gouvernement polonais a l'intention d'accroître le volume des crédits à long terme qu'il leur octroie afin de leur permettre de développer leur production de matières premières. Ces crédits pourront être remboursés en matières premières ou en d'autres produits. En outre, le Gouvernement polonais pourra envoyer un plus grand nombre d'experts dans les pays en voie de développement pour y faire des travaux de prospection.

44. Il est indispensable pour les pays en voie de développement de modifier leur structure de production et d'exporter davantage d'articles manufacturés.

¹ A/C.2/L.1253. Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Annexes*, point 12 de l'ordre du jour, document A/8963, par. 38.

La Pologne encourage cet effort en important déjà un volume croissant. Elle est toujours disposée à engager des consultations et des négociations avec ces pays en vue de les aider à édifier leurs industries clefs et à lancer la production de biens dont le marché polonais a un besoin de plus en plus grand. Une partie de la production de ces industries pourrait servir à rembourser les crédits octroyés par le Gouvernement polonais. Le développement de la coopération industrielle entraîne une certaine stabilité des échanges commerciaux et facilite le transfert des techniques. La création d'entreprises mixtes, et en particulier de sociétés par actions, ne peut qu'accélérer la coopération industrielle.

45. Conformément à la demande qui leur a été faite par les pays en voie de développement, les Etats Membres du CAEM ont pris les mesures voulues pour "multilatéraliser" les règlements sur la base du rouble transférable. La Pologne pour sa part est disposée à abandonner les accords de compensation et à passer à des règlements en devises transférables car ce système ne peut qu'accélérer le développement d'échanges commerciaux mutuellement profitables.

46. La Pologne a l'intention d'apporter, dans la mesure de ses possibilités, son assistance aux pays en voie de développement, notamment en augmentant les prêts à long terme et les crédits à faible intérêt, les programmes de formation du personnel pour répondre aux besoins des économies de chaque pays, le nombre des experts polonais travaillant à l'édification de secteurs industriels particuliers et à l'édification d'infrastructures socio-économiques; en recherchant les moyens d'accorder une aide pour développer et renforcer les industries navales; en mettant à la disposition des pays en voie de développement les services d'un plus grand nombre d'établissements polonais de recherche scientifique; en organisant des échanges permanents de renseignements dans les domaines scientifique, technique et industriel; en poursuivant l'aide et la coopération dans le cadre des organismes des Nations Unies, en particulier grâce à des contributions volontaires au PNUD, à l'ONUDI et à l'AIEA; en organisant divers séminaires, colloques et autres conférences internationales en vue de résoudre les problèmes qui intéressent particulièrement les pays en voie de développement; et enfin en proposant à ces derniers de les aider à établir leurs plans et programmes de développement économique.

47. Le Gouvernement polonais a suivi avec intérêt les délibérations de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés qui vient de se tenir à Alger (5-9 septembre 1973) et estime qu'elle a donné lieu à un certain nombre de propositions qui méritent un examen attentif. Le représentant de la Pologne attire en outre l'attention sur l'importante déclaration faite le 25 septembre par le Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique (2126ème séance plénière) concernant la réduction de 10 p. 100 des budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et l'utilisation d'une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement. Il s'agit là d'une proposition extrêmement concrète dont l'application ne peut que renforcer la détente internationale et contribuer de façon positive à l'effort de développement global des pays en voie de développement.

48. Pour conclure, le représentant de la Pologne déclare que, si importante que soit la coopération internationale, elle ne peut remplacer les efforts que doivent faire les pays en voie de développement eux-mêmes pour mobiliser leurs ressources intérieures et effectuer des réformes sur le plan social et économique.

49. M. BA-ISA (Yémen démocratique) salue les nouveaux membres de la Deuxième Commission et notamment la République démocratique allemande, avec laquelle son pays entretient les relations les plus amicales et les plus cordiales. Le représentant du Yémen démocratique remercie la République démocratique allemande de l'aide qu'elle apporte aux pays en voie de développement et notamment aux mouvements de libération nationale.

50. M. Ba-Isa partage les vues exprimées par de nombreux pays en voie de développement, mais il continue d'espérer, malgré les résultats décevants obtenus ces dernières années dans le domaine du développement, que la situation s'améliorera à l'avenir. Ainsi que l'a observé le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales à la 1516ème séance, la détente qui règne actuellement ne doit pas donner lieu à un optimisme excessif. En fait, les perspectives apparaissent assez sombres. La situation économique des pays en voie de développement ne cesse de se détériorer et l'écart qui les sépare des pays développés continue d'augmenter. La sécheresse qui s'est abattue sur la région sahélienne de l'Afrique n'a fait qu'aggraver les choses.

51. Aussi, ne suffit-il plus aux pays en voie de développement de pouvoir exposer leurs griefs. La délégation du Yémen démocratique est fermement convaincue que l'aide internationale doit s'accompagner, dans les pays en voie de développement, d'un effort autocentré. C'est dans cet esprit que le Gouvernement du Yémen démocratique, aidé par le peuple, s'est efforcé de réaliser une société socialiste qui doit permettre d'améliorer la qualité de la vie de tous les citoyens et de leur fournir les emplois, l'éducation, les logements et les aliments voulus. Le Yémen démocratique a vigoureusement entrepris de réaliser la réforme agraire et de créer un secteur public. Jeune Etat soumis encore récemment au joug colonial, il n'a pas toutes les ressources nécessaires pour résoudre les problèmes énormes auxquels il doit faire face. L'attitude des Israéliens, qui empêche la réouverture du canal de Suez, ajoute encore aux épreuves que connaît le pays. En outre, le Yémen démocratique fait constamment l'objet d'agressions réactionnaires et impérialistes visant à renverser le gouvernement révolutionnaire, soit directement par des actions militaires, soit indirectement en asphyxiant son économie, ce qui a obligé le gouvernement à prendre toutes sortes de mesures d'austérité.

52. Le premier plan triennal de développement touche maintenant à sa fin et l'évaluation des résultats obtenus lors de cette expérience permettra d'améliorer la formulation et l'application du deuxième plan de développement, actuellement en cours de préparation et qui s'étendra sur cinq ans. Le Yémen démocratique a besoin plus que jamais d'une assistance extérieure. C'est pourquoi la délégation du Yémen démocratique ne partage pas le point de vue de ceux qui prétendent que le moment n'est pas encore venu de revoir la liste des 25 pays en voie de développement les moins

avancés². C'est en raison de données dépassées que le Yémen démocratique a été exclu de cette liste et M. Ba-Isa espère fermement qu'elle sera rapidement révisée.

53. La délégation du Yémen démocratique appuie fermement la résolution 1818 (LV) du Conseil économique et social portant création de la Commission économique pour l'Asie occidentale qui remplacera le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth. Celui-ci n'était manifestement pas équipé pour s'acquitter de la tâche énorme qu'on attendait de lui et qui est de stimuler le développement économique et social de la région.

54. En ce qui concerne la Stratégie internationale du développement, d'autres délégations ont parlé comme il convient des résultats décevants obtenus jusqu'ici.

² Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante et unième session, Supplément No 7*, par. 66.

M. Ba-Isa souhaite seulement mettre l'accent sur les responsabilités qui incombent à la plupart des pays industrialisés à économie de marché dont les contributions sont loin d'atteindre le niveau qui avait été fixé. Le représentant du Yémen démocratique approuve la suggestion tendant à affecter un certain pourcentage des dépenses militaires des pays industrialisés au développement économique et social des pays en voie de développement. Enfin, il dit que sa délégation se préoccupe également des activités des sociétés multinationales qui retardent le progrès et le développement des pays où elles opèrent; en outre, pour protéger leurs intérêts, ces sociétés vont jusqu'à usurper l'autorité politique des gouvernements de ces pays et à menacer la liberté et la vie des simples citoyens. Les événements qui se sont déroulés au Chili en sont un exemple frappant.

La séance est levée à 18 h 25.

1525^e séance

Vendredi 5 octobre 1973, à 12 h 5.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1525

Discussion générale (suite)

1. M. FONSECA MARTÍNEZ (Colombie) dit que sa délégation approuve bon nombre des observations formulées par le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales dans sa déclaration liminaire à la 1516^{ème} séance. Etant donné l'importance de plus en plus grande des travaux du Conseil économique et social, la délégation colombienne s'est félicitée de la ratification de l'amendement à l'Article 61 de la Charte des Nations Unies qui a renforcé la position du Conseil et doit lui permettre de s'acquitter plus efficacement de sa tâche dans l'avenir. Toutefois, ce n'est pas en apportant des améliorations au mécanisme interne de l'Organisation des Nations Unies que l'on compensera l'absence, chez les pays industrialisés, de la volonté politique d'éliminer les problèmes du sous-développement. C'est pourquoi la délégation colombienne a une vue pessimiste de la situation économique internationale.

2. Le sous-développement et le retard affectant certaines populations persisteront si l'on n'applique pas de plans de développement industriel de grande portée et si l'on n'améliore pas l'infrastructure économique et sociale. Il faut pour cela que les pays en voie de développement accroissent leur capacité d'exportation et mettent en valeur leurs richesses potentielles susceptibles d'être réparties entre les secteurs les plus pauvres de la société sous forme de salaires et d'aide à l'éducation, à la santé et au logement. La montée des revendications dans les pays du tiers monde exige que l'on réorganise les échanges internationaux pour permettre aux exportations de ces pays d'accéder plus largement aux marchés mondiaux. Il faut reconnaître le droit qu'ont les pays en voie de développement de recouvrer les richesses qu'ils ont abandonnées à l'époque des contrats coloniaux et leur rendre ainsi le

moyen d'exercer leur propre souveraineté. La paix politique et la sécurité internationale ne signifient rien si la paix économique et sociale n'existe pas.

3. Malgré l'échec de la première Décennie des Nations Unies pour le développement, la Colombie a participé avec optimisme à l'établissement de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie [résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale]. Bien que les buts et objectifs ne correspondent pas aux souhaits des pays en voie de développement et soient, dans une certaine mesure, conservateurs, la Colombie a accordé son soutien à la Stratégie, considérant que les pays en voie de développement et les pays industrialisés ont, les uns comme les autres, conscience du risque de crise mondiale qu'entraîne l'immense écart entre les nations pauvres et les nations riches et pensant d'autre part que la nouvelle Stratégie offrait quelque espoir. Cependant, les résultats auxquels on est parvenu au cours des trois années écoulées depuis le lancement de la Stratégie sont décevants. La situation des pays en voie de développement s'est dégradée et leurs efforts ont été ruinés par la crise financière des pays industriels. La course aux armements continue à engloutir des ressources considérables que l'on aurait dû utiliser en faveur du développement et, malgré la détente, l'avenir réserve de nouveaux dangers pour les pays plus pauvres.

4. Le taux moyen de croissance annuelle du produit intérieur brut des pays en voie de développement et le taux de croissance du produit intérieur brut par habitant ont diminué au cours des trois dernières années et la situation s'est détériorée en ce qui concerne l'agriculture, les conditions du commerce mondial, les prix, les exportations en provenance des pays en voie de développement et le volume de l'aide internationale

gouvernementale et multilatérale. En outre, le déficit de la dette extérieure des pays en voie de développement s'est accru et ces pays supportent une part substantielle des conséquences de la crise monétaire internationale causée par les pays industrialisés ou leurs agents. Une fois encore, les pays pauvres assistent en témoins impuissants à la prise de décisions fondamentales qui affectent leur existence même. Comme on le déclare dans le préambule de la Stratégie, le progrès économique et social est une responsabilité commune que partage la collectivité internationale tout entière. Les futures négociations commerciales et monétaires seront décisives pour la paix. La Colombie demande aux pays industrialisés de rompre le cercle des nations privilégiées et d'aider à combler l'écart technologique.

5. Les activités des sociétés multinationales sont nuisibles lorsque ces sociétés agissent en dehors des limites de la législation nationale, passent outre à l'ordre juridique international et cherchent à imposer aux pays en voie de développement — et même aux pays développés — des politiques de production et des schémas de consommation qui sont souvent à l'opposé des besoins du pays intéressé. En conséquence, la délégation colombienne attache une importance considérable à l'étude à laquelle travaille le Groupe de personnalités créé par la résolution 1721 (LIII) du Conseil économique et social, qui devrait aboutir à l'adoption de mesures internationales réglementant les activités de ces sociétés et garantissant qu'elles seront soumises à la législation du ou des pays dans lesquels elles opèrent.

6. L'avenir économique du monde en voie de développement dépend d'une politique d'intégration réaliste et harmonieuse, qui exige la création de zones de coopération économique, politique et sociale au sein desquelles les pays en voie de développement dépasseront le stade de la coopération en matière douanière. C'est grâce à l'intégration régionale et sous-régionale que l'on pourra triompher des insuffisances créées au niveau international. Le Groupe sous-régional andin représente le premier effort d'intégration sérieux en Amérique latine. L'objectif des six pays signataires de l'Accord de Carthagène du 26 mai 1969 est d'établir une politique commune de planification industrielle et de développement de l'emploi pour promouvoir le commerce extérieur, remédier aux insuffisances d'infrastructure et réduire les disparités de développement. Ces Etats s'efforcent de parvenir à une véritable intégration économique et sociale tout en respectant le principe du pluralisme idéologique. L'Accord a également pour but de susciter un nationalisme sain en assurant la primauté du capital national dans les entreprises étrangères ou mixtes.

7. Les quelques années qui se sont écoulées depuis la création du Groupe ont, en particulier, enseigné à ses membres qu'aucun effort d'unification ne donnera de résultats s'il ne respecte pas le principe du développement équilibré. Ils ont également découvert que le système d'intégration traditionnel doit garantir que les intérêts des différentes catégories de pays sont protégés de manière adéquate. L'intégration combinée avec d'autres formes de coopération économique, qui deviennent elles-mêmes des instruments d'intégration, et à laquelle s'ajoutent une position unifiée à l'égard des investissements étrangers ainsi qu'une méthode

d'association propre aux sociétés latino-américaines se révèle d'une haute efficacité pour renforcer la capacité de négociation des parties contractantes avec des blocs économiques puissants ou des sociétés multinationales de premier plan. Le reste du monde a répondu de façon dynamique à l'expérience du Groupe andin. Il est de l'intérêt du Groupe andin qu'il contribue de façon décisive à l'objectif d'unité au profit de ses pays membres et de tous les pays en voie de développement. La délégation colombienne espère que l'expérience du Groupe andin servira d'exemple et d'encouragement à d'autres régions du tiers monde.

8. M. OSORIO (Mexique) dit que l'absence de véritables procédures démocratiques dans le système monétaire mondial a entraîné une crise monétaire qui pèse lourdement sur les nations pauvres et réduit à néant les avantages qu'elles retirent de la coopération économique internationale. La crise monétaire et les pressions inflationnistes n'ont pas seulement provoqué des frictions dans les relations économiques internationales, elles ont également fait naître des inégalités sociales à l'échelle nationale en raison de la réduction du pouvoir d'achat de certains secteurs de la population salariée. Toutefois, les nations riches semblent ne pas se soucier des appels en faveur d'une action qui remédierait à l'injustice du système monétaire actuel et elles persistent à concentrer le pouvoir de décision entre les mains des pays qui disposent de réserves monétaires substantielles. Le seul facteur positif est que les pays en voie de développement ont pu exprimer leur opinion sur la question, au sein du Comité des Vingt du FMI, mais le contrôle traditionnel sur les décisions monétaires mondiales est resté inchangé. Ainsi, les pays en voie de développement qui souffrent le plus des effets néfastes du système monétaire international actuel n'ont aucun contrôle réel sur le processus de décision. Comme l'a déclaré le Secrétaire au trésor du Mexique lors de la réunion annuelle commune de la BIRD et du FMI à Nairobi (24-28 septembre 1973), les grandes puissances doivent arriver à comprendre qu'elles appartiennent à l'humanité et non pas que l'humanité leur appartient.

9. Le tiers monde a déjà pris des mesures pour participer activement aux discussions en cours sur les réformes monétaires. Les pays en voie de développement veulent faire en sorte que le nouveau système monétaire mondial soit favorable au développement économique et social dans le monde entier, essentiellement grâce à un mécanisme qui garantirait aux pays en voie de développement un apport croissant et régulier de ressources assurant une croissance économique continue et équilibrée. Il faut reconnaître que si les justes aspirations des pays en voie de développement en ce qui concerne le processus de réforme monétaire ont été reléguées à l'arrière-plan des intérêts des pays développés, un premier pas a été fait puisque les pays industrialisés ont reconnu que les taux de change et les problèmes de balance des paiements intéressent l'ensemble de la communauté internationale et qu'en conséquence le système monétaire international doit servir un but collectif.

10. Le Mexique a approuvé sans réserve la proposition visant à établir un lien entre les droits de tirage spéciaux et le financement du développement. Cependant, si un tel lien permettrait de disposer de ressources supplémentaires, on ne saurait s'attendre qu'il puisse subvenir à lui seul aux exigences du financement

extérieur du développement. Ce rapport doit être complété par une augmentation considérable du financement accordé à des conditions et à des taux d'intérêt adaptés aux besoins particuliers du développement économique. Dans ce contexte, il est des plus importants que l'on respecte l'objectif fixé à 0,7 p. 100 du produit national brut devant être consacré à l'aide officielle au développement au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, d'autant que l'on estime que les pays industrialisés n'atteindront même pas la moitié de cet objectif pendant la période quinquennale en cours.

11. Le Mexique est également d'avis qu'une étude des origines de la crise monétaire internationale visant à déterminer quel mécanisme pourrait éviter la répétition de situations analogues ne devrait pas être fondée sur des indicateurs partiels tels que l'état des réserves internationales ou de la balance commerciale. On doit avoir recours à d'autres indicateurs tels que le comportement de la balance des capitaux et de chaque élément de la balance des paiements, le niveau de l'activité économique, le niveau de l'emploi et de l'indice des prix, et il faut tenir compte de tous les facteurs permettant de déceler l'origine du déséquilibre et les moyens de le corriger. Le nouvel ordre monétaire international devrait être fondé notamment sur le principe selon lequel les pays qui ont jusqu'ici joué le rôle de centres de réserve monétaire ne devraient plus avoir le droit de financer les déficits de leur balance des paiements en accroissant la masse monétaire. Il semble que l'on reconnaisse de plus en plus que la meilleure base de la réforme monétaire devrait être une déontologie du système monétaire international. Une telle déontologie devrait être élaborée progressivement et de telle façon qu'elle assure des ajustements pertinents de la balance des paiements, puisse mettre fin à la propagation internationale de problèmes tels que l'inflation et le chômage et fournisse un mécanisme pour le transfert des ressources vers des pays les plus démunis en quantités et à des conditions pouvant avoir des incidences importantes sur leur développement. En dépit des maigres résultats enregistrés à ce jour, la lutte doit se poursuivre afin qu'à l'avenir un système de prise de décision efficace et démocratique intéressant la situation monétaire internationale puisse être mis en place.

12. C'est dans le domaine des échanges internationaux qu'apparaît le plus clairement le phagocytage international des pays en voie de développement. Après des années de négociations difficiles, le système généralisé des préférences est, à ce jour, la réalisation la plus importante de la nouvelle philosophie du développement. Les puissances mondiales ont officiellement reconnu leur obligation d'accorder un traitement préférentiel au monde en voie de développement. S'ils honorent cet engagement, les négociations commerciales menées dans le cadre du GATT devraient se traduire par un traitement préférentiel accordé aux pays en voie de développement, ce qui n'impliquerait aucune discrimination, ou plutôt injustice, car il ne serait pas juste de considérer que les pays en voie de développement sont sur un pied d'égalité avec les pays développés. Les pays en voie de développement espèrent qu'à l'occasion des négociations du GATT qui doivent avoir lieu en 1974 les pays industrialisés manifesteront leur coopération en accordant des concessions substantielles sans réciprocité et élargiront la portée du système des préférences. Les résultats des précédentes

négociations commerciales internationales, qui ne se sont pas révélés favorables aux pays en voie de développement, ont incité des pays comme le Mexique à réclamer, à l'occasion des négociations en cours, des avantages plus importants pour leur économie. Les pays en voie de développement luttent pour des traitements préférentiels sans réciprocité ni discrimination. Au cours des réunions de travail préalables aux négociations, les pays industrialisés n'ont pas entièrement accepté ces principes. Cependant, le Mexique et la majorité des pays en voie de développement ont décidé de participer aux négociations commerciales dans l'espoir qu'elles seraient susceptibles, en fin de compte, d'aboutir à l'application universelle des principes qu'ils souhaitent voir adopter. Les pays en voie de développement s'efforcent d'obtenir une réduction des droits d'importation appliqués à leurs articles manufacturés et semi-finis sur les marchés des pays développés, ce qui est encore plus important dans le cas des produits agricoles, l'agriculture étant par excellence le secteur vital du commerce extérieur du tiers monde. En conséquence, les pays en voie de développement insistent pour que soit consolidé et étendu le système généralisé des préférences particulièrement grâce à l'élimination des barrières non tarifaires.

13. Il convient de souligner la relation étroite qui existe entre le commerce extérieur et les problèmes monétaires. Une réforme monétaire internationale qui ne tiendrait pas compte des problèmes engendrés par les mesures commerciales restrictives ne saurait espérer promouvoir le développement de l'économie mondiale. Les pays en voie de développement attachent donc un intérêt particulier à la libéralisation du financement à long terme offert par les marchés mondiaux de capitaux et à l'affectation immédiate des liquidités actuellement excédentaires aux pays en voie de développement, en vue de résorber et redistribuer ces liquidités.

14. Les pays en voie de développement sont conscients que leur indépendance politique ne suffit pas à leur assurer une véritable autonomie face aux centres extérieurs de prise de décision. A l'heure actuelle, les pays en voie de développement tels que le Mexique étudient l'importance des sociétés multinationales. En principe, on reconnaît que l'indépendance politique et économique des Etats est susceptible d'être affectée par les activités desdites sociétés et il faudrait donc veiller soigneusement à ce que leurs investissements et leurs opérations encouragent le développement économique et s'adaptent aux objectifs des pays hôtes. Les sociétés multinationales tendent à personifier un nouveau type de domination. Leurs objectifs sont trop souvent contraires aux politiques des pays hôtes. Le fait que les activités des sociétés multinationales peuvent être nuisibles justifie l'élaboration d'une déontologie au niveau national et international afin de protéger les intérêts et les droits des pays en voie de développement. Il faudrait également édicter des règles régissant le transfert des techniques qui accompagnent généralement les investissements privés directs desdites sociétés afin que le transfert des connaissances techniques soit à l'avantage des sociétés intéressées comme les pays hôtes. Il devrait y avoir un organe multilatéral chargé d'étudier et de débattre des problèmes engendrés par les activités des sociétés multinationales. Il faudrait également créer un centre de

documentation internationale ayant trait à ces activités et l'Organisation des Nations Unies devrait accorder une assistance technique qui permette de renforcer la position des pays en voie de développement dans leurs opérations avec ce type de sociétés et d'étudier les possibilités de coordonner toute politique nationale suivie dans ce domaine par les pays en voie de développement. Des tribunaux nationaux devraient pouvoir être saisis des conflits juridiques avec les sociétés multinationales. Saisir les tribunaux étrangers de différends de cet ordre constituerait une restriction inacceptable de la souveraineté nationale. Bref, il faut mettre en place une déontologie applicable aux sociétés multinationales et au transfert de techniques qu'elles assurent, sans nuire à la souveraineté des pays récipiendaires.

15. L'une des tâches les plus importantes de la Commission serait d'étudier les progrès accomplis dans l'élaboration d'une charte des droits et des devoirs économiques des Etats. La délégation mexicaine parlera plus en détail sur ce sujet quand la Commission sera saisie du rapport du Conseil du commerce et du développement, au titre du point 51 de l'ordre du jour. Cette charte vise à instaurer un ordre économique mondial fondé sur la justice sociale à l'échelle internationale. Dans un monde où l'écart entre riches et pauvres ne cesse de s'élargir, la signification traditionnelle de l'équité dans les relations entre les pays n'a plus la même valeur qu'autrefois. Si dans les relations internationales les pays qui se trouvent à des stades différents de développement étaient considérés comme égaux, l'écart entre riches et pauvres ne ferait que se perpétuer; les relations économiques ne seraient fondées sur l'équité que si les pays les moins avancés bénéficient d'un traitement préférentiel. La Charte des droits et des devoirs économiques des Etats constitue un point culminant dans la lutte pour faire admettre une nouvelle philosophie humanitaire du développement. L'idée est de faire de la coopération économique internationale non plus simplement une question de bonne volonté mais de droit. Dans l'avenir immédiat, il faudrait accorder dans les principales tribunes internationales un caractère hautement prioritaire aux efforts déployés pour élaborer cette charte. Comme l'a dit le Ministre des relations extérieures du Mexique, le 3 octobre, devant l'Assemblée générale (2139ème séance plénière), la charte des droits et des devoirs économiques des Etats devrait être adoptée dès que possible.

16. M. SCHRAM (Islande) remercie le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales de son intéressante déclaration liminaire. La situation économique mondiale doit incontestablement susciter des appréhensions quant à son évolution future et aux efforts que déploieront l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales s'occupant de questions économiques. La crise monétaire mondiale persiste, aucun accord n'a été conclu en vue de mettre en place un nouveau système monétaire international, l'inflation est endémique et les méthodes traditionnelles d'y faire face s'avèrent insuffisantes. En outre, aucun accord ne s'est encore fait sur la façon d'aborder les négociations commerciales multilatérales que le GATT vient d'entamer. Le Comité de la planification du développement a fait

remarquer à juste titre à sa neuvième session¹ que "la cause du développement a perdu de son élan" et que la Stratégie "demeure davantage une aspiration qu'une politique". Peu de progrès ont été accomplis dans le transfert des techniques des pays économiquement avancés vers le monde en développement en vue d'accélérer le développement. Pour que la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement ne se solde pas par un échec, il faut accroître considérablement le volume net des ressources financières allant des pays développés aux pays en voie de développement. La crise de plus en plus aiguë que connaissent les pays industrialisés dans le domaine de l'énergie et la situation alimentaire dans le monde sont également une source d'inquiétude profonde.

17. Ce sombre tableau devrait nous amener à revoir l'ensemble des méthodes et des concepts qui ont cours actuellement, à prendre des mesures positives vigoureuses et à intensifier la coopération internationale. Le dispositif est en place; ce qu'il faut, c'est procéder à une nouvelle évaluation des résultats que l'on obtiendra si on ne cherche à apporter aux difficultés actuelles que des solutions traditionnelles. Les concepts périmés et le nationalisme étriqué doivent céder la place à une coopération économique plus étroite et à une participation réelle aux nobles aspirations de la deuxième Décennie.

18. La situation alimentaire dans le monde est peut-être le problème économique le plus grave qui se pose à l'Organisation des Nations Unies. Les stocks alimentaires dans le monde ont atteint leur niveau le plus bas en 20 ans. Quoique la délégation islandaise apprécie pleinement l'importance du rôle joué par le PAM pour réduire les pénuries, il y a lieu de créer une banque alimentaire mondiale pour maintenir le niveau des stocks alimentaires nationaux présents et futurs et réussir ainsi à éviter les risques d'une famine et les catastrophes dus aux mauvaises récoltes et à la sécheresse. Cette banque alimentaire ou réserve mondiale de céréales devrait avoir pour objectif de maintenir 100 millions de tonnes de céréales au moins dans les stocks mondiaux. Comme premier pas, il faudrait que chaque Etat Membre s'engage à appuyer pleinement le plan de sécurité alimentaire minimal préconisé par le Directeur général de la FAO. La délégation islandaise se félicite également de la proposition avancée par le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis (2124ème séance plénière) tendant à organiser en 1974 une conférence mondiale sur la situation alimentaire. Cette proposition mérite d'être pleinement appuyée par la Conférence de la FAO à sa dix-septième session, en novembre prochain.

19. Il convient également de se rappeler que les océans constituent un vaste réservoir alimentaire en grande partie incomplètement utilisé, qui, s'il était bien géré, pourrait produire trois à quatre fois plus d'aliments destinés à la consommation humaine qu'il ne le fait actuellement. Cela dépend beaucoup de la mise au point de techniques permettant de puiser de façon raisonnable et rationnelle dans les ressources inexploitées — en empêchant tout d'abord que les stocks de poissons ne s'épuisent du fait que les industries de la pêche de certains pays industrialisés y puisent trop abondamment en utilisant des méthodes

¹ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 5, par. 29 et 30.

implacables. C'est dans ce contexte que la délégation islandaise a proposé, à la première séance du Conseil d'administration du PNUÉ, le 12 juin 1973, qu'une attention particulière soit accordée à la nécessité urgente de gérer les ressources alimentaires des océans de façon responsable et dans l'intérêt de l'humanité entière. L'un des problèmes écologiques les plus urgents est qu'il faut assurer la conservation globale des ressources maritimes au-delà de la juridiction nationale et les gérer rationnellement. En conséquence, la délégation islandaise a demandé au Conseil d'administration un rapport sur ces questions, rapport qui à sa deuxième session servira de base aux débats sur la protection du milieu marin. La délégation islandaise a naturellement pleinement conscience du désir qu'ont les pays en voie de développement de bénéficier des connaissances spécialisées du PNUÉ — tant pour la formation des experts que pour la planification en vue d'assurer un environnement plus pur — et d'éviter ainsi les erreurs commises par les pays industrialisés. Cependant, le Programme devrait également avoir comme objectif essentiel de sauvegarder les ressources naturelles du monde que risque d'épuiser une exploitation à courte vue qui s'inscrit dans la course permanente vers une élévation du niveau de vie.

20. L'activité du Conseil économique et social relative à la souveraineté permanente sur les ressources naturelles est également très pertinente. Aux termes de sa résolution 1737 (LIV), le Conseil a réaffirmé la résolution 3016 (XXVII) de l'Assemblée générale concernant le droit des Etats à la souveraineté permanente sur toutes leurs ressources naturelles situées sur terre ainsi que sur celles du fond des mers et de leur sous-sol à l'intérieur des limites de leur juridiction nationale et dans les eaux sus-jacentes. Le Conseil a également déclaré que tout acte accompli par un Etat à l'encontre

d'un autre Etat pour porter atteinte au droit inaliénable de ce dernier d'exercer sa pleine souveraineté sur ses ressources naturelles, à la fois sur terre et dans les eaux côtières, ou pour exercer une coercition en vue d'obtenir des avantages de toute autre nature constitue une violation flagrante de la Charte des Nations Unies. C'est avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies que sera gagnée la lutte contre la domination étrangère et contre les bénéfices que celle-ci retire du pays hôte au détriment de son bien-être et de sa prospérité. Le fait que les représentants de certains pays industrialisés affirment que les résolutions de l'Organisation des Nations Unies concernant la souveraineté permanente sur les ressources naturelles sont nulles témoigne d'un manque de respect total à l'égard des Nations Unies en tant qu'organisation d'Etats souverains et d'une incompréhension regrettable quant à l'objet même de la lutte que mènent les nations devenues récemment indépendantes pour se faire une vie meilleure. Il est impossible de ne pas reconnaître que l'Organisation des Nations Unies a déclaré sans équivoque une année plus tôt le droit de tout Etat aux ressources maritimes situées dans les eaux sus-jacentes qui, d'un commun accord, est censé s'étendre au moins jusqu'à 200 milles au large de la côte.

21. Grand producteur d'aliments provenant des océans, l'Islande appuie pleinement tous les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies en vue de bannir le spectre de la faim et de la malnutrition dans le monde et elle déclare sa solidarité avec les pays en voie de développement dans la lutte qu'ils mènent pour conquérir leur indépendance et leur sécurité économiques, condition préalable à une paix durable et à la stabilité dans le monde.

La séance est levée à 13 heures.

1526^e séance

Vendredi 5 octobre 1973, à 15 h 20.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1526

Discussion générale (suite)

1. M. SELFÉ (Afrique du Sud) fait observer que le mot détente est revenu bien souvent dans les déclarations. De même, les orateurs successifs ont remarqué qu'un esprit de solidarité grandissant régnait entre les pays du tiers monde et, dans une certaine mesure, au sein de la communauté internationale tout entière. Il semblerait donc que le climat de coopération dont devrait bénéficier le développement se soit amélioré, comme en témoigne la décision prise par la réunion ministérielle du GATT à Tokyo (12-14 septembre 1973) concernant de futures négociations commerciales.

2. Il subsiste toutefois de nombreux problèmes, dont certains paraissent insolubles et on remarque tout au long du rapport du Conseil économique et social sur ses cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions (A/9003) une note de désappointement devant la lenteur des progrès réalisés jusqu'à présent. Cependant, dans

l'ensemble, la situation n'est pas demeurée stationnaire et il ne faut pas céder au découragement, même si les objectifs paraissent encore lointains. Il faut espérer que l'amélioration récente des termes de l'échange obtenus par les pays en voie de développement grâce à l'augmentation de la demande de leurs principaux produits, entraînera, même si le phénomène est passager, une amélioration de leur situation à plus long terme. Comme d'autres délégations, la délégation sud-africaine pense qu'il faut essayer de prévenir les fluctuations brutales du commerce mondial; à cet égard, un système d'accords sur les produits de base a son utilité, et le Gouvernement sud-africain envisage du reste d'adhérer encore à l'un d'entre eux, l'Accord international de 1972 sur le cacao.

3. La situation qui règne dans la région sahélienne montre l'interdépendance des pays et groupes de pays dans un monde où les politiques nationales ont plus que jamais des incidences et des répercussions inter-

nationales, comme l'a bien montré la récente crise monétaire. On ne peut qu'espérer que la stabilité monétaire indispensable pourra être réalisée grâce aux études suivies des experts compétents et aux mesures qu'ils recommanderont.

4. L'Afrique du Sud a elle aussi été touchée par les crises et les incertitudes de l'économie mondiale. Principal fournisseur d'or sur les marchés mondiaux, elle a particulièrement subi le contrecoup des variations considérables, souvent soudaines, des cours de ce métal. Malgré les avantages qu'elle a pu retirer de leur hausse, l'Afrique du Sud souhaiterait elle aussi voir régner la stabilité dans le système monétaire international, un système qui reposerait assurément sur l'or, mais à un cours sensiblement plus élevé que celui des dernières années, qui ne lui semble guère réaliste.

5. L'augmentation de la production d'or en Afrique du Sud a permis de relever les salaires dans l'ensemble de l'industrie minière et d'accorder en général des augmentations proportionnellement plus importantes aux travailleurs dont les salaires étaient les plus bas. Cette politique a contribué à réduire l'écart entre hauts et bas traitements, écart qui tend d'ordinaire à s'accroître dans la plupart des pays et qui constitue un phénomène parallèle à l'écart entre pays riches et pays pauvres, dont on parle tant sur le plan international.

6. Les prix d'autres produits d'exportation sud-africains, tels que les diamants, les métaux communs, le sucre, les fruits, le maïs et la laine, ont également augmenté au cours de l'année dernière. Ce relèvement des cours n'a pu que satisfaire aussi les pays en voie de développement producteurs; là encore, il faut espérer que les prix se stabiliseront à des niveaux rémunérateurs qui permettront à ces pays de financer sans difficulté les importations nécessaires à leur développement.

7. Pour ce qui est de l'Afrique du Sud, son produit national brut a augmenté de 5,5 p. 100 au cours de l'exercice qui s'est achevé en juin 1973, contre 5 p. 100 pour l'exercice précédent, tandis que son produit intérieur brut a augmenté de 4 à 4,5 p. 100 au cours de la même période. En même temps, le taux d'accroissement de sa production industrielle est passé de 1,8 p. 100 en 1971-1972 à 5 p. 100 pendant le dernier exercice, redressement dû en partie à un meilleur rendement et qui contribue lui aussi à réduire l'écart déjà mentionné.

8. Il serait vain de prétendre que ces progrès, qui tiennent en partie à des événements fortuits, permettront à eux seuls de régler l'ensemble du problème. L'Afrique du Sud reconnaît qu'il lui faut contribuer directement au bien-être des catégories les plus démunies de sa propre population par des programmes d'enseignements, de santé publique et de services sociaux et qu'elle doit aussi aider directement au développement du commerce, de l'agriculture, et d'autres secteurs productifs. C'est ce qu'elle a fait à une échelle beaucoup plus importante en 1973 que les années précédentes.

9. M. RASOLONDRAIBE (Madagascar), intervenant sur une motion d'ordre, demande de vérifier si le quorum est atteint. Il estime que la déclaration du représentant de l'Afrique du Sud ne devrait pas figurer dans le compte rendu.

10. Le PRESIDENT dit que le quorum requis aux termes de l'article 110 du règlement intérieur de l'Assemblée générale était atteint à l'ouverture de la séance. Il n'y a actuellement que 27 membres présents, mais comme la séance avait été ouverte dans les conditions requises, il ne semble pas possible au Président de supprimer la déclaration du représentant de l'Afrique du Sud du compte rendu.

11. M. RASOLONDRAIBE (Madagascar) demande l'ajournement de la séance.

12. M. VAN GORKOM (Pays-Bas), invoquant l'article 120 du règlement intérieur, demande de mettre aux voix la motion d'ordre du représentant de Madagascar.

13. M. PAGUAGA (Nicaragua) dit que si le représentant de l'Afrique du Sud a pu parler le matin même en séance plénière à l'Assemblée générale, il n'y a pas de raison de l'empêcher de prendre la parole à la Deuxième Commission. Ces manœuvres dilatoires sont inutiles et empêchent la Commission de poursuivre ses travaux.

14. M. RATSIMBAZAFY (Madagascar) dit qu'il n'est pas question de nuire aux travaux de la Commission et qu'il n'a pas l'intention d'aller à l'encontre des décisions de l'Assemblée générale. Il a simplement voulu faire remarquer que la situation au moment où il est arrivé dans la salle n'était pas normale. Il demande si le représentant des Pays-Bas retire sa demande.

15. M. VAN GORKOM (Pays-Bas) dit qu'il retirera sa demande si Madagascar retire sa motion.

16. M. RATSIMBAZAFY (Madagascar) décide de quitter la salle par esprit de compromis.

17. M. RASOLONDRAIBE (Madagascar) ne veut pas revenir sur ce qui a été dit, mais sans vouloir perturber les travaux de la Commission, il tient à annoncer son intention de quitter la salle si le représentant de l'Afrique du Sud reprend la parole.

18. M. HAMID (Soudan), M. NDUNG'U (Kenya) et M. FASLA (Algérie) appuient les vues du représentant de Madagascar.

19. M. SANDERS (Etats-Unis d'Amérique) rappelle la position prise par son pays en séance plénière à l'Assemblée générale, à savoir que lorsque le représentant d'un pays a été dûment accrédité, il a le droit à la parole.

20. M. DELIVANIS (Grèce) partage l'opinion du représentant des Etats-Unis.

21. Le PRESIDENT propose de redonner la parole au représentant de l'Afrique du Sud, afin que la Commission puisse poursuivre ses travaux.

22. M. SELFE (Afrique du Sud) dit que c'est en raison de l'étendue de son programme d'auto-assistance que l'Afrique du Sud n'a apporté qu'une contribution relativement limitée aux programmes externes de développement, limitée du reste en partie par des circonstances qui excluent toute participation à des activités où l'assistance de l'Afrique du Sud pourrait être précieuse. M. Selfe souligne néanmoins que son pays a annoncé lors de la réunion annuelle commune de la BIRD et du FMI à Nairobi (24-28 septembre 1973), qu'il triplerait sa participation à la reconstitution des ressources de l'AID, prouvant ainsi qu'il entend apporter son appui à l'œuvre de

développement là où, de l'avis général, ce concours est actuellement le plus nécessaire.

23. M. SULEIMAN (Oman) dit que les remarques du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales dans sa déclaration liminaire à la 1516^{ème} séance sur le rôle de la science et de la technique méritent une attention particulière. Les pays en voie de développement et, à plus forte raison, les moins avancés d'entre eux, doivent résoudre un problème de plus en plus complexe, car ils doivent d'une part adapter leurs modes traditionnels de production aux nouvelles méthodes techniques, et d'autre part déterminer au préalable quels sont les moyens techniques à la fois les plus économiques et les mieux appropriés à leurs besoins particuliers. Il faut déplorer à ce propos que les pays en voie de développement se voient bien souvent offrir des machines et des systèmes extrêmement perfectionnés qui ne répondent pas à leurs besoins et que leur économie a du mal à absorber. Les détenteurs de la technologie s'intéressent moins aux avantages que pourraient en retirer les pays en voie de développement qu'à leurs propres profits. Cette remarque s'applique aussi bien aux sociétés multinationales qu'aux gouvernements des pays développés où ces sociétés ont le plus souvent leur siège. C'est pourquoi la délégation omanaise trouve très judicieuse la proposition de M. de Seynes suivant laquelle l'Organisation des Nations Unies entreprendrait un programme visant à faire correspondre les techniques aux besoins du développement.

24. L'Oman, dont une grande partie de la population vit du produit de l'agriculture et de la pêche, a engagé un programme intensif de modernisation dans ces secteurs. Conscient de la gravité de la situation alimentaire mondiale, ce pays fait de son mieux pour développer sa production agricole et espère non seulement suffire à ses propres besoins mais également à ceux des marchés régionaux.

25. Etant donné que des efforts analogues sont faits dans d'autres pays en voie de développement, la délégation omanaise pense que le moment est venu d'aborder de façon concertée, au niveau institutionnel, la question de l'application de la technologie au secteur agricole des pays en voie de développement. De même, les pays développés devraient s'efforcer d'assurer aux produits agricoles et autres des pays en voie de développement une rémunération équitable et stable sur leurs marchés.

26. Bien que l'on mette maintenant l'accent, à juste titre, sur la notion d'auto-assistance et d'utilisation optimale des ressources intérieures, il ne faut cependant pas sous-estimer la nécessité d'une assistance extérieure au développement. Pour cette raison, la délégation omanaise déplore que l'objectif de 0,7 p. 100 du produit national brut que devait atteindre avant 1975 l'aide officielle au développement fournie par les pays développés en application de la Stratégie internationale du développement ne semble pas en voie d'être atteint. Elle espère néanmoins que la Commission parviendra à un consensus sur les méthodes permettant d'améliorer le développement économique du tiers monde pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

27. M. KOUDRYAVTSEV (République socialiste soviétique de Biélorussie) souligne le changement positif qui s'est produit dans les relations inter-

nationales du fait de la politique internationale active de l'Union soviétique et des autres pays socialistes. Ainsi, la fin de la guerre du Viet-Nam, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, l'accord conclu entre les Etats-Unis d'Amérique et l'URSS à propos des armements nucléaires et les voyages du Secrétaire général du parti communiste soviétique, L. I. Brejnev, aux Etats-Unis, en République fédérale d'Allemagne et en France sont autant de marques concrètes de l'application du principe, cher à Lénine, de la coexistence pacifique entre Etats à systèmes sociaux différents. La coexistence pacifique est en effet une condition nécessaire à la solution des problèmes qui se posent dans le domaine économique comme dans les autres domaines. Il est donc indispensable que tous les Etats déploient des efforts pour assainir encore l'atmosphère, rendre irréversibles les progrès déjà accomplis et étendre au monde entier la détente politique accompagnée d'une détente dans le domaine militaire.

28. Le rôle de la Deuxième Commission est d'indiquer comment traduire sur le plan économique la détente enregistrée dans le domaine politique. La délégation biélorussienne réfute catégoriquement l'idée énoncée dans le rapport du Comité de l'examen et de l'évaluation sur sa deuxième session¹ que la détente n'apporte aucun avantage aux pays en voie de développement. Il est évident que la fin de la guerre froide et la suspension de la course aux armements revêtent une importance considérable pour tous les pays, y compris les pays en voie de développement. Il convient à cet égard de souligner l'importance de la proposition qu'a faite la délégation soviétique le 25 septembre (2126^{ème} séance plénière), qui vise à réduire de 10 p. 100 les budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et à consacrer aux pays en voie de développement une partie des ressources ainsi libérées.

29. Les réalisations du peuple biélorussien sur le plan économique témoignent de son mouvement continu vers l'établissement d'une société communiste. Les travailleurs biélorussiens ont remporté de nouveaux succès qui ont contribué à améliorer le bien-être général. En 1972, par rapport à l'année précédente, la production a augmenté de 9,7 p. 100 pour l'ensemble de l'industrie et de 20 p. 100 pour ce qui est de l'industrie chimique et pétrolière. Les récoltes de céréales ont dépassé de 30 p. 100 le niveau moyen du plan quinquennal précédent, grâce à la mécanisation de l'agriculture et au travail acharné des travailleurs des kolkhozes et des sovkhozes. Les salaires ont augmenté et les prix de détail ont diminué au cours de l'année écoulée, ce qui a contribué au bien-être des travailleurs. D'après les résultats obtenus pendant les neuf premiers mois de l'année 1973, les objectifs fixés pour cette année ont été atteints sinon dépassés. Le progrès économique de la RSS de Biélorussie n'est que l'un des exemples du progrès enregistré dans tous les pays socialistes grâce à l'intégration économique socialiste.

30. La situation est bien différente dans les pays capitalistes. Malgré une certaine reprise de l'économie, l'inflation et le chômage continuent à s'accroître. L'indice des prix à la consommation demeure élevé et le pouvoir d'achat du consommateur baisse. Par contre, les bénéfices réalisés par les monopoles capitalistes

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 11.

augmentent très rapidement. La crise monétaire continue à miner le monde capitaliste. Les dévaluations et réévaluations des monnaies ne sont en fait que des demi-mesures qui ne peuvent que retarder la solution du problème et aggraver les choses; de même, le système de taux de change flottants ne peut améliorer la situation. Cette crise monétaire est le résultat normal des contradictions internes et externes du monde capitaliste. La désorganisation du marché des devises est due en grande partie aux sociétés multinationales qui ne tiennent aucun compte des décisions des gouvernements. Or, ce sont les pays du tiers monde qui subissent les pires effets de cette crise.

31. Depuis 1952, l'Assemblée générale examine la question importante de la souveraineté des pays sur leurs ressources naturelles; pourtant, la situation est loin d'être satisfaisante. La délégation biélorussienne souscrit aux conclusions de la Conférence des Chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Alger du 5 au 9 septembre 1973, relatives à la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles, selon lesquelles les Etats qui nationalisent leurs ressources sont pleinement en droit de le faire. On ne peut passer sous silence les événements sanglants qui se sont produits au Chili, où les forces de l'impérialisme ont assassiné le Président légalement élu, renversé le gouvernement et en quelque sorte poignardé dans le dos le peuple chilien en lui retirant les avantages qu'il avait réussi à obtenir.

32. Il y a déjà longtemps que les grands empires coloniaux se sont écroulés, et pourtant la situation des pays en voie de développement est encore très grave; la place défavorisée que ces pays occupent dans la division internationale du travail est déterminée par des séquelles du colonialisme. Il appartient à l'Organisation des Nations Unies d'aider ces pays à renverser cet état de choses. Le néo-colonialisme ne s'oppose pas à toute croissance économique des pays en voie de développement, mais il faut bien se rendre compte qu'il oriente cette croissance de façon qu'elle serve les intérêts des pays néo-colonisateurs et non pas ceux des pays en voie de développement. On ne saurait trop souligner à cet égard le rôle joué par le capital privé étranger et surtout par les sociétés multinationales dont l'importance ne cesse de croître. L'objet du néo-colonialisme est d'utiliser la main-d'œuvre à bon marché des pays en voie de développement et de créer un marché pour le matériel périmé fabriqué dans les pays développés.

33. Le facteur décisif du progrès économique des pays en voie de développement est sans aucun doute les efforts qu'ils déploient pour mobiliser leurs ressources. Il faut procéder à des réformes sociales profondes pour assurer un développement économique et social harmonieux. Les résultats des premières années de la deuxième Décennie sont peu satisfaisants et confirment la justesse des principes énoncés dans la déclaration commune des huit pays socialistes sur la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement². Si l'on en avait tenu compte dans la Stratégie, on n'aurait pas à constater maintenant que celle-ci a échoué au début même de la Décennie. Ces principes demeurent d'ailleurs entièrement valables.

² Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Annexes*, point 42 de l'ordre du jour, document A/8074.

34. Les pays socialistes comprennent très bien les besoins des pays en voie de développement et sont disposés à maintenir et à développer avec eux une coopération mutuellement avantageuse, fondée sur l'égalité de droits. Ils s'élèvent néanmoins contre la prétendue "responsabilité collective" de "tout le nord riche" vis-à-vis de "tout le sud pauvre". Les colonialistes et les néo-colonialistes ont accumulé leurs richesses pendant la période de la domination coloniale et ils continuent à piller les pays en voie de développement grâce au néo-colonialisme. Afin de faire triompher la justice, l'Organisation des Nations Unies doit aider les pays en voie de développement à recouvrer les ressources qui leur appartiennent.

35. La délégation biélorussienne appuie toutes les mesures qui visent à établir une coopération économique internationale fondée sur l'égalité de droits et mutuellement avantageuse, en vue de renforcer la paix et la sécurité internationales.

36. M. JANKOWITSCH (Autriche) souligne tout d'abord les mesures prises par l'Autriche pour renforcer sa coopération avec les pays en voie de développement. Ainsi, elle a signé et ratifié l'Accord international de 1972 sur le cacao et elle applique au plus grand nombre possible de ces pays le système généralisé de préférences. Le Gouvernement autrichien considère que l'une des tâches principales à résoudre dans le cadre des négociations commerciales multilatérales est d'améliorer les possibilités commerciales des pays en voie de développement de façon à leur permettre d'augmenter leurs recettes d'exportation. Il convient à cet égard de prendre des mesures particulières à l'égard des produits qui intéressent tout spécialement les pays en voie de développement ainsi qu'à l'égard des pays les moins avancés.

37. Dans le domaine du financement du développement, le Gouvernement autrichien mettra à la disposition de la Banque mondiale l'équivalent en monnaie autrichienne de 33 millions de dollars, sous forme d'un prêt consenti en deux tranches égales, en octobre 1973 et janvier 1974, à des conditions qui correspondent aux modalités de l'assistance officielle au développement telles qu'elles ont été définies par le Comité d'aide au développement de l'OCDE. Des accords analogues doivent être conclus avec la Banque asiatique de développement et la Banque interaméricaine de développement pour un total de 11 millions de dollars chacun. Ces prêts ne sont assortis d'aucune condition particulière.

38. De plus, l'Autriche fait partie des 24 pays qui contribuent à l'AID et qui ont convenu à Nairobi de la nécessité d'une quatrième reconstitution des ressources de l'Association. La part de l'Autriche sera de plus de 30 millions de dollars.

39. Le 28 septembre, le Gouvernement autrichien a conclu avec le PNUD un accord prévoyant la participation de jeunes experts autrichiens aux activités du Programme. Cet accord devrait encore renforcer la coopération entre l'Autriche et le PNUD. Enfin, le Gouvernement autrichien a créé récemment un nouvel organisme gouvernemental chargé tout spécialement de s'occuper de la coopération du développement.

40. En ce qui concerne la forme et les méthodes de coopération internationale à des fins de

développement, personne, semble-t-il, ne met en doute l'importance et la nécessité de renforcer la coopération internationale; les décisions et résolutions adoptées à cet égard à Alger par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés méritent une attention toute particulière. Toutefois, comme l'a souligné le représentant de la Suède (1519^{ème} séance), il convient maintenant de concrétiser les professions de solidarité et il semble bien que les méthodes suivies jusqu'à présent ne conviennent pas à une action pratique. Ainsi, on a pu observer une tendance à chercher des solutions sur la base de positions de groupe; cette méthode a certainement des avantages, mais elle contient un élément dangereux d'affrontement. Il vaudrait mieux, semble-t-il, renforcer les contacts entre les groupes et établir des mécanismes flexibles de consultation qui préparent la voie à des négociations fructueuses où devraient s'affirmer une volonté politique et une imagination suffisantes. Le représentant de l'Autriche souligne la nécessité de parvenir à de véritables consensus et fait observer qu'il ne sert à rien d'adopter des résolutions si elles sont assorties d'une série de réserves.

41. Il faut espérer que les discussions qui auront lieu sur l'examen et l'évaluation de la Stratégie internationale du développement donneront l'occasion d'approfondir les procédures à suivre dans le domaine de la coopération internationale à des fins de développement. L'Autriche a suivi avec un vif intérêt les efforts déployés par le Conseil économique et social dans ce domaine et est heureuse de noter les progrès réalisés. Elle se félicite de l'élargissement de la composition du Conseil : elle est persuadée qu'il s'en trouvera mieux à même de s'occuper avec efficacité des problèmes cruciaux du développement économique et social.

42. M. NDUNGU'U (Kenya), M. RASOLON-DRAIBE (Madagascar), M. HAMID (Sudan), M. KUMI (Ghana), M. HACHANI (Tunisie), M. FASLA (Algérie), M. SINARINZI (Burundi), M. MADDY (Guinée), M. NSUBUGA (Ouganda), M. CHABALA (Zambie), M. AL-KHUDHAIRY (Irak), M. MUTUMBO (Zaire), M. MBÉBO (République centrafricaine), M. BOUNDA (Congo), M. ABHYANKAR (Inde), M. OUDOVENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine), M. LOHANI (Népal), M. GARCÍA BELAUNDE (Pérou), M. POJANI (Albanie) et M. AL-EBRAHIM (Koweït) s'opposent énergiquement à ce que le représentant du Portugal prenne la parole en raison de la politique de répression que ce pays mène dans les territoires africains qu'il administre et font savoir que, si le représentant du Portugal était autorisé à parler, ils se verraient obligés de quitter la salle.

43. M. QUARTIN SANTOS (Portugal) affirme que sa délégation a, comme n'importe quelle autre, le droit de se faire entendre et demande sur quelles dispositions se fondent les représentants qui viennent de prendre la parole pour prétendre l'empêcher de s'exprimer.

44. Le PRESIDENT dit que, en vertu du règlement intérieur, il doit donner la parole au représentant du Portugal.

45. M. PATRICIO GOUVEIA (Portugal) déclare que la prospérité semble actuellement se concentrer dans un petit nombre de pays industrialisés dont les

économies sont de plus en plus intégrées et qui, de ce fait, connaissent une évolution de plus en plus semblable, qu'il s'agisse de l'accroissement de leur produit national brut, du niveau de leur inflation, des excédents ou des pénuries de certains produits agricoles ou de la crise monétaire.

46. Si ces pays aux intérêts et aux problèmes analogues décidaient d'agir de concert, cela aurait certainement des conséquences néfastes pour les pays aux économies plus faibles. Il n'en reste pas moins que l'intégration économique permet d'utiliser les ressources existantes de façon plus efficace et rationnelle, même si elle entraîne certains problèmes importants. L'existence et les activités des grandes sociétés multinationales sont à la fois la cause et la conséquence de cette coopération. C'est pourquoi il faut que les gouvernements étudient de toute urgence les moyens de réglementer la participation de ces sociétés à l'économie internationale. Les travaux entrepris par le Groupe de personnalités créé par la résolution 1721 (LIII) du Conseil économique et social devraient permettre de mettre en lumière la façon dont ces sociétés opèrent et l'influence qu'elles exercent sur la vie économique, tant à l'échelon national qu'à l'échelon international. Ainsi que l'ont dit les représentants du Pérou (1521^{ème} séance) et du Mexique (1525^{ème} séance), l'élaboration d'un code de conduite pour ces sociétés permettrait d'aider certains pays dont le produit national brut est inférieur au chiffre d'affaires de celles-ci.

47. Les pays en voie de développement sont aux prises avec de très nombreux problèmes; toutefois, ceux-ci devraient pouvoir être résolus grâce à des accords bilatéraux et à l'action d'organisations internationales. La tâche à laquelle doit s'atteler l'Organisation des Nations Unies en général, et la Deuxième Commission et certaines institutions spécialisées en particulier, doit être le développement des pays les plus pauvres. C'est pourquoi il convient d'accorder la priorité au point 46 de l'ordre du jour, sur l'examen et l'évolution des objectifs et des politiques de la Stratégie, et de chercher à atteindre des objectifs plus importants et plus positifs que ceux qui sont énoncés dans le rapport du Conseil économique et social (A/2003). On pourrait créer un groupe de travail à cet effet, comme l'a suggéré la délégation néerlandaise.

48. Le représentant du Portugal estime qu'il est plus réaliste d'augmenter l'assistance technique et financière aux pays en voie de développement que de faire porter ses efforts en priorité sur la sécurité économique, concept qui, bien qu'intéressant, demeure encore assez flou. Les négociations du GATT devraient permettre aux participants d'équilibrer la situation commerciale dans le monde en empêchant la formation de blocs commerciaux qui, au lieu de permettre une concurrence utile entre les nations exportatrices, entraîneraient des luttes néfastes. Les participants aux négociations du GATT et à celles sur la réforme du système monétaire international doivent se souvenir que, comme l'ont dit des experts éminents, une balance commerciale stable vaut mieux, à moyen et à long terme, qu'une balance constamment excédentaire. Ils ne doivent pas non plus oublier les intérêts des pays en voie de développement. Le Gouvernement portugais attache beaucoup d'importance à cette question et a déjà souligné la

nécessité d'approuver des mesures capables de contrôler les barrières non tarifaires croissantes qui font obstacle au commerce international.

49. Il faut espérer que le Comité des Vingt du FMI, qui comprend désormais des représentants de pays à des stades de développement différents, pourra mettre au point un nouveau système monétaire international permettant de faire face à la situation actuelle.

50. Le problème de la pénurie des produits alimentaires, sur lequel la FAO attire l'attention de la communauté internationale depuis longtemps, requiert la coopération de toutes les nations du monde, abstraction faite de toute considération d'ordre politique. A ce propos, le Gouvernement portugais continuera de prendre ses responsabilités chaque fois que cela sera nécessaire. Il estime que la proposition faite par le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis le 24 septembre (2124ème séance plénière) de tenir une conférence alimentaire mondiale en 1974 est constructive et il est disposé à participer à cette conférence.

51. En 1972 et durant le premier semestre de 1973, l'économie du Portugal européen a subi les effets de certaines des circonstances et tendances qui ont été signalées. C'est ainsi que l'inflation a été plus élevée qu'au cours de la dernière décennie. Mais le produit intérieur brut s'est lui aussi accru très rapidement, puisque son augmentation a dépassé de près de 0,5 le taux de 7 p. 100 prévu dans le plan de développement. Dans les Etats de l'Angola et du Mozambique, le taux d'accroissement a dépassé 9 p. 100, ce qui laisse espérer que bientôt, dans les sociétés de ces territoires, apparaîtront les premiers symptômes qui caractérisent les sociétés industrialisées. En Europe, le produit intérieur brut du Portugal atteint près de 1 100 dollars par habitant, alors que dans les Etats de l'Angola et du Mozambique il s'élève respectivement à 470 et 310 dollars. Aux îles du Cap-Vert, en dépit de la sécheresse que la province a connue, le produit intérieur brut s'est accru de 4 p. 100 au cours de la période 1967-1971, grâce à une aide de plus de 30 millions de dollars fournie par le Gouvernement portugais. En Europe, les investissements au Portugal ont augmenté de 10 p. 100 et la consommation de 8 p. 100. Le Gouvernement portugais va réformer les règlements boursiers afin de renforcer le rôle de la Bourse de Lisbonne qui a été très prospère en 1972 et durant les premiers mois de 1973.

52. Le Portugal a toujours œuvré en faveur de l'édification d'une Europe unie et est membre, depuis le début, d'associations européennes telle que l'Association européenne de libre-échange. Il a conclu des accords commerciaux avec la CEE; les pays de la Communauté absorbent plus de la moitié des exportations portugaises et constituent de loin son premier fournisseur. Le Portugal est donc décidé à accroître ses liens avec la principale association économique européenne, d'autant plus que le but énoncé par la déclaration de l'Association européenne de libre-échange est l'unification des économies européennes en une institution unique. Si en 1972 la

balance commerciale portugaise a continué d'être déficitaire, sa balance des paiements a été dans l'ensemble excédentaire, ce qui a permis au gouvernement de maintenir des réserves importantes et de ne pas avoir recours aux droits de tirage spéciaux. Les investissements étrangers n'ont cessé d'augmenter et continueront d'être favorisés par le prochain plan de développement couvrant la période 1974-1979. Ce plan a pour objectif le développement équilibré du territoire portugais dans son ensemble et l'amélioration du bien-être et des conditions sociales de la population portugaise. Il comprend un certain nombre de mesures sociales et économiques destinées à élever le niveau de vie. La contribution du Portugal aux efforts faits par de nombreux pays et organisations pour améliorer le sort des pays en voie de développement a toujours reposé sur les concepts de justice et de non-réciprocité. Le représentant du Portugal déclare que son gouvernement appuiera pleinement tous les efforts faits par la Deuxième Commission pour aboutir à des formules plus justes et plus réalistes qui permettront de répondre aux préoccupations de tous ses membres.

Organisation des travaux de la Commission (suite*) [A/C.2/L.1289]

53. Le PRESIDENT fait observer que la Deuxième Commission a déjà pris du retard dans ses travaux par rapport au programme de travail adopté à la 1515ème séance, qui figure dans le document A/C.2/L.1289. Comme le thème central de la discussion générale semble avoir été la question de l'examen et de l'évaluation, le Président suggère aux membres de la Commission de considérer que le point 46 a été traité dans le cadre de la discussion générale, quitte à y revenir une dernière fois, le 12 octobre, pour régler la question du groupe de travail de l'examen et de l'évaluation.

54. M. BRITO (Brésil) estime, comme le Président, que la question de l'examen et de l'évaluation a bien été traitée dans le cadre de la discussion générale, mais il aimerait cependant que l'on donne la possibilité au Président du Groupe des Soixante-Dix-Sept de prendre la parole ultérieurement, au cas où il serait nécessaire de clarifier certains points.

55. M. DIALLO (Haute-Volta) s'étonne que le Président fasse le point de la discussion générale avant que celle-ci ne soit complètement terminée.

56. Le PRESIDENT explique qu'il voulait seulement s'assurer du désir de la Deuxième Commission de poursuivre la discussion générale les 8 et 9 octobre, contrairement à ce qui était prévu au programme de travail et de passer ensuite au point 101. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission accepte sa proposition.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 h 50.

* Reprise des débats de la 1515ème séance.

1527^e séance

Lundi 8 octobre 1973, à 10 h 40.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1527

Discussion générale (suite)

1. M. JABER (Jordanie) estime, comme le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales (1516^e séance), que les deux phénomènes qui caractérisent actuellement la situation économique mondiale sont la pénurie alimentaire et une inflation généralisée. La Jordanie a été particulièrement touchée à cet égard, étant donné que les produits qu'elle importe absorbent environ 40 p. 100 de son produit national brut et consistent aussi bien en articles manufacturés qu'en produits alimentaires.

2. En raison de la récente sécheresse, la production agricole a baissé en moyenne de 45 à 50 p. 100 l'année précédente et, dans le cas de la production de blé, cette baisse a atteint 85 p. 100. Cet état de choses a obligé le gouvernement à accroître ses importations et à subventionner le prix de certains produits de première nécessité afin de contenir l'augmentation du coût de la vie. La hausse des prix atteindra 10 p. 100 en 1973 contre 6 p. 100 en moyenne les années précédentes. Le flottement et la réévaluation de certaines monnaies étrangères, le déclin de la production agricole et la constitution de stocks ont influé directement sur le coût de la vie. En conséquence, une partie des ressources destinées au développement ont dû être utilisées pour faire face à des problèmes immédiats.

3. Étant donné l'interdépendance économique de plus en plus grande des pays du monde, ceux-ci doivent absolument se défaire de leur attitude égoïste et coopérer pour modifier les règles du commerce international, réformer le système monétaire, rédiger une charte de la sécurité collective et une charte des droits et des devoirs économiques des États, et établir de nouvelles règles concernant les politiques de production alimentaire, l'exploitation des ressources du fond des mers et l'environnement.

4. Toutes ces réformes devront tenir compte des besoins et des espoirs des pays en voie de développement. Le nouveau système monétaire international, par exemple, devra prévoir un lien entre la création de réserves et le financement du développement. La responsabilité du développement économique incombe à l'ensemble de la communauté internationale et pas seulement aux pays en voie de développement.

5. La délégation jordanienne pense qu'il y a beaucoup à faire en matière de transfert des techniques, car l'écart entre les pays développés et les pays en voie de développement dans ce domaine ne cesse de s'accroître. Les pays en voie de développement les moins avancés, en particulier, utilisent encore des méthodes de production archaïques et il leur faut trouver le moyen de les moderniser s'ils veulent accroître le volume et la qualité de leurs exportations. La délégation jordanienne, à la réunion ministérielle du GATT à Tokyo (12-14 septembre 1973), a insisté sur ce point et a demandé qu'un mécanisme concret soit créé pour accélérer le processus du transfert des techniques,

étant donné que la division internationale du travail actuelle favorise surtout les pays développés.

6. La Jordanie a lancé cette année un plan triennal de développement destiné non seulement à améliorer les conditions de vie de la population, mais également à subvenir aux besoins des milliers de personnes déplacées qui ont trouvé refuge dans le pays depuis 1967. Ce plan de développement doit permettre à la Jordanie de tirer le meilleur parti possible de ses ressources humaines, naturelles et financières et d'encourager les investissements étrangers. En outre, il prévoit le lancement d'une série de grands travaux. Les résultats obtenus jusqu'ici sont très encourageants grâce à la réaction de la population jordanienne et du secteur privé, ainsi qu'à la coopération de nombreux pays et d'institutions internationales, telles que la BIRD et le PNUD.

7. Outre les problèmes posés par l'inflation et par la baisse de la production agricole, le développement de la Jordanie se ressent de l'occupation israélienne d'une partie du territoire national; comme pour d'autres pays arabes, la situation économique ne s'améliorera vraiment que lorsqu'on aura mis fin à l'agression d'Israël et à l'occupation par ce pays des territoires arabes.

8. La délégation jordanienne déclare pour conclure qu'elle appuie la résolution adoptée à la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social portant création d'une commission économique pour l'Asie occidentale [résolution 1818 (LV)]; ce nouvel organe permettra de satisfaire à tous les besoins des pays qui utilisent actuellement les services du Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth.

M. González Arias (Paraguay) prend la présidence.

9. M. PINO SANTOS (Cuba) déclare que son intervention portera essentiellement sur le point 46 de l'ordre du jour, c'est-à-dire sur l'examen et l'évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement [résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale]. Il s'agit là d'une question très importante et la délégation cubaine se réserve naturellement le droit d'y revenir ultérieurement le cas échéant.

10. Le bilan de la Stratégie depuis le début de la deuxième Décennie peut se résumer en deux mots : échec et désillusion. La plupart des objectifs fixés n'ont pas été atteints et les documents dont la Deuxième Commission est saisie ont au moins le mérite de le reconnaître. Les pays du tiers monde continuent de souffrir des mêmes maux : misère, dépendance économique sinon politique, sous-emploi, bas revenus, carences alimentaires, etc., et l'écart qui les sépare des pays développés ne cesse de croître. Quelles sont donc les causes de cet échec ? La Stratégie internationale du développement visait à assurer un développement mondial plus équilibré afin de réduire les disparités économiques excessives et de lutter contre la misère. Les

pays en voie de développement comme les pays développés devaient atteindre certains objectifs : les premiers devaient surtout augmenter leurs taux de production, et les seconds devaient leur fournir une assistance financière et les faire bénéficier de leur avance technique. La Stratégie a donc commencé par fixer des objectifs quantitatifs de croissance pour les pays en voie de développement. Mais ils n'ont pas été atteints et les doutes que beaucoup ont ressentis à propos de la viabilité de ces objectifs se sont peu à peu transformés en doutes sur leur utilité. On s'obstine néanmoins, sans penser à procéder à une révision approfondie de la nature même du projet. Que peut-on espérer de la Stratégie dans un proche avenir ? Il est clair que les objectifs de la deuxième Décennie ne seront pas réalisés et que même s'ils le sont, cela ne résoudra en rien le problème du sous-développement. Si l'on reste fidèle à la conception actuelle de la Stratégie, en 1980, la Deuxième Commission se trouvera vraisemblablement saisie d'une montagne de documents prouvant là encore que la Décennie s'est soldée par un échec total. Il ne peut en être autrement. En effet, la Stratégie part de données erronées, se fonde sur des théories confuses et des illusions dénuées de tout rapport avec la réalité. Seul le Comité de la planification du développement, dans son rapport sur sa neuvième session¹, est allé au cœur du problème en remarquant qu'il ressortait clairement de l'évaluation de la Stratégie que celle-ci "demeure davantage une aspiration qu'une politique".

11. L'une des causes déterminantes de l'échec de la Stratégie tient au fait que l'on a confondu les termes "croissance" et "développement". Par ailleurs, ces termes ont une tendance à se perdre dans des discussions plus ou moins techniques à propos de la façon de mesurer les processus d'évolution économique des pays en voie de développement. Lorsqu'on parle de croissance, on veut surtout dire accroissement du produit national brut et d'autres données statistiques et l'on ne tient pas compte de variables non mesurables et pourtant essentielles. Le terme développement en revanche a un sens plus profond, car il implique la nécessité de changements structurels internes sur les plans économique, politique et social, changements qui sont essentiels pour sortir du cercle vicieux du sous-développement et permettre le décollage qui, en encourageant la croissance de tous les secteurs clefs, pousse l'économie d'un pays à se développer de façon autonome. La différence fondamentale entre la croissance et le développement tient au fait que, contrairement à la croissance, le développement présuppose des changements structurels qui constituent les conditions préalables à la réalisation de tout but de progrès économique et social. L'échec de la Stratégie s'explique par le fait que l'accent a été mis à tort sur les buts purement quantitatifs de la croissance sans tenir compte d'aspects qualitatifs aussi importants que les changements structurels. Cuba n'a cessé d'insister sur ce point depuis l'élaboration du projet. Si rien n'est fait pour la modifier, la Stratégie est vouée à l'échec.

12. Donc, pour que les pays en voie de développement puissent réellement progresser sur le plan économique, il leur faut effectuer des réformes fondamentales qui ne semblent possibles qu'au prix d'un affrontement avec les oligarchies nationales et les

intérêts étrangers et avec l'aide et la participation des masses populaires. La réforme des structures est une condition nécessaire au développement, mais elle n'est pas suffisante. Elle doit s'accompagner d'autres mesures sociales telles que l'élévation du niveau de l'emploi, la redistribution des revenus, et la solution des problèmes de santé, d'alimentation, de logement et d'éducation.

13. En outre, la coopération internationale est indispensable au développement. M. Pino Santos précise qu'il n'entend pas uniquement par là les questions commerciales et monétaires, l'assistance financière ou le transfert des techniques. Assurément, le peu d'empressement manifesté par certaines grandes puissances capitalistes pour modifier fondamentalement la structure du commerce international — coût trop élevé du transfert des techniques, hausse inflationniste du coût des importations, pressions exercées sur les balances des paiements par la sortie des intérêts des investissements privés étrangers, dette extérieure exorbitante — et les conséquences d'une crise monétaire internationale dont les pays en voie de développement ne sont pas responsables ont une influence négative sur la réalisation de la Stratégie.

14. Mais l'opposition de certains pays capitalistes à la Stratégie ne se limite pas aux domaines technique et économique; elle est également politique. L'impérialisme, qui est le principal ennemi des peuples, est également l'ennemi du développement. Si l'on ne reconnaît pas la présence de l'impérialisme, en particulier américain, si l'on n'évalue pas son rôle et si l'on ne prend pas de mesures pour le combattre, la Stratégie internationale du développement se réduira à une simple collection d'études, de discours et de résolutions aussi futile qu'illusoire. La preuve tangible, historique et irréfutable de cet état de choses réside dans le drame qui vient de se produire au Chili.

15. Le Gouvernement de l'unité populaire que présidait Salvador Allende était le porte-parole le plus éminent de la cause du développement en Amérique latine. Le président Allende avait compris qu'il n'y aurait pas de développement sans une réforme des structures, sans la liquidation des liens de dépendance extérieure économique et politique, sans une solution des graves problèmes sociaux. En s'attaquant à ces problèmes, il appliquait les principes et réalisait les buts énoncés dans la Stratégie. C'est pourquoi il a nationalisé l'industrie du cuivre, a encouragé la réforme agraire et a pris tant de mesures, sans sortir du cadre constitutionnel, en faveur du progrès économique et social du Chili.

16. Néanmoins, le développement ne peut être traité comme une expérience de laboratoire, sans rapport avec la réalité. Il doit s'effectuer dans un contexte de conflits et de luttes des classes complexes et parfois violents. Fidel Castro, en analysant la situation au Chili, a bien montré que la réforme agraire dans ce pays avait conduit les gros propriétaires terriens à se consacrer au sabotage, tout comme la nationalisation de l'industrie du cuivre a poussé les impérialistes à vouloir asphyxier l'économie chilienne. Les trois années du gouvernement d'unité populaire ont été trois années de luttes, de difficultés et d'agonie pour faire aboutir un programme qui reprenait les idées les plus justes de la Stratégie; mais malheureusement il s'est heurté à la résistance de l'oligarchie et de l'impérialisme, qui se

¹ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 5*, par. 30.

sont ligüés pour renverser le gouvernement du président Allende dans un bain de sang sans précédent dans l'histoire de l'Amérique latine.

17. M. AKHUND (Pakistan) dit que les deux premières années de la Décennie ont été un échec, puisque la plupart des objectifs de la Stratégie n'ont pas été atteints. Cependant, il ne faut pas céder au découragement, mais au contraire déployer de nouveaux efforts pour surmonter la lassitude et découvrir de nouvelles voies de coopération.

18. L'opération d'examen et d'évaluation doit permettre de déterminer les domaines dans lesquels les pays donateurs comme les pays bénéficiaires ont échoué ou n'ont pas fait assez, de dégager des principes directeurs pour l'avenir et de réviser la Stratégie le cas échéant. Etant donné qu'elle a été adoptée par tous les Etats Membres, ceux-ci doivent conjuguer leurs efforts pour la mener à bien. Le document de travail communiqué par le Conseil économique et social en annexe à la résolution 1827 (LV) représente une analyse objective de la situation. Ce document a fait l'objet de longues négociations et la délégation pakistanaise espère qu'il sera adopté par la Deuxième Commission.

19. Le Secrétaire général a dit récemment que la sécurité économique collective était une condition indispensable à la sécurité politique. Les Etats Membres jugent ce principe valable, encore que rien n'ait été fait jusqu'à présent pour en faire une réalité pratique. Au contraire, le climat de l'aide est moins bon, en ce sens que les pays développés semblent de moins en moins désireux d'aider les pays en voie de développement. Certains se demandent pourquoi un pays devrait fournir une assistance à l'étranger alors que des poches de pauvreté subsistent à l'intérieur de ses propres frontières. En outre, la détente a réduit l'importance des considérations politiques qui présidaient souvent à l'octroi d'une aide. Même dans les milieux éclairés, on a le sentiment que l'assistance au développement est une vaine cause, étant donné que le taux d'augmentation du produit national brut des pays en voie de développement est de loin dépassé par le taux de croissance de la population. C'est là un point de vue pessimiste qui ne tient pas compte des progrès réels qui ont été accomplis. On ne semble pas se rendre compte non plus que si le courant de l'assistance se réduit à un simple filet étiré sur de longues années, celui-ci n'aura pas sur l'économie des pays en voie de développement l'effet favorable qu'il devrait avoir. C'est pourquoi le niveau de l'assistance et de la coopération doivent mettre les pays en voie de développement en mesure de se suffire à eux-mêmes dans des délais relativement courts. Les études ont montré que les pays en voie de développement remboursent en fin de compte plus qu'ils n'ont reçu; la part relative des donations ne cesse de diminuer. D'ailleurs, les prêts ou donations ne sont pas les seuls aspects de l'assistance au développement. La libéralisation des échanges, le transfert des techniques d'exploitation, la suppression des clauses protectionnistes et des barrières non tarifaires et l'application du système généralisé de préférences aux exportations des pays en voie de développement sont tout aussi importants.

20. L'éducation de l'opinion publique constituerait une mesure utile. Les gens se rendent-ils compte, en effet, lorsqu'ils parlent de gaspillage de l'argent des contribuables, que l'objectif fixé dans la Stratégie pour

l'aide officielle au développement ne s'élève qu'à 0,70 p. 100 du produit national brut des pays donateurs, et qu'en fait cette aide n'a atteint que 0,34 p. 100, alors qu'il aurait suffi d'y consacrer 2 p. 100 de l'accroissement du revenu des pays développés pour atteindre l'objectif. L'Organisation des Nations Unies ne peut jouer qu'un rôle marginal dans l'éducation de l'opinion publique et c'est aux pays eux-mêmes qu'il revient de mener une politique délibérée d'information, par exemple en inscrivant aux programmes scolaires l'étude de la notion d'assistance au développement et de ce qu'elle signifie.

21. Le commerce international et le système monétaire constituent en réalité, bien plus que l'assistance financière, les véritables leviers du développement. Un progrès a été fait en ce qui concerne le commerce international avec la déclaration de Tokyo du 14 septembre 1973 relative aux négociations du GATT. Le Pakistan a participé aux discussions préparatoires et prendra part aux négociations de 1974 dans le même esprit constructif. Il faut espérer que les pays développés, dans leur propre intérêt, prépareront l'avenir par une politique qui convienne aux besoins des pays en voie de développement dans le domaine du commerce.

22. La délégation pakistanaise constate d'autre part que le Comité des Vingt progresse lentement vers son objectif, c'est-à-dire la création d'un système monétaire stable. Mais le texte préliminaire laisse entrevoir plusieurs points de divergence, notamment en ce qui concerne la possibilité de laisser flotter les taux de change, la notion de convertibilité et la nature et le rôle des droits de tirage spéciaux. La délégation pakistanaise doute qu'un accord soit réalisable avant le 31 juillet 1974, comme cela était prévu. Etant donné que les questions commerciales et monétaires sont intrinsèquement liées, il est fort possible que le succès des négociations commerciales multilatérales repose sur la création d'un système monétaire stable.

23. Le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a dit dans son intervention que, contrairement à toute attente, le flottement des devises n'avait pas amené l'effondrement du système et que, par conséquent, il ne fallait pas attacher une importance exagérée aux travaux du Comité des Vingt. M. Akhund ne partage pas ce point de vue car, si certains pays exportateurs de produits de base n'ont pas trop souffert de la situation, rien ne garantit qu'elle puisse se maintenir indéfiniment. Le boom des produits de base a certes été à l'avantage des pays en voie de développement, mais il est dû surtout à l'augmentation cyclique de la demande en face d'une offre limitée. En plus, la hausse des prix s'est accompagnée d'inflation dans un grand nombre de pays en voie de développement où le prix des produits fabriqués et des produits alimentaires est monté en flèche. Cette situation présente de graves risques pour les pays en voie de développement. C'est pourquoi M. Akhund estime qu'il faut dès maintenant envisager les incidences et les conséquences de la question ainsi que les mesures à prendre en cas de récession.

24. A entendre les déclarations qui sont faites devant les divers organes des Nations Unies, la délégation pakistanaise est amenée à se poser un certain nombre de questions. L'ONU est-elle une association à l'échelle mondiale ou préside-t-elle à une rivalité à

l'échelle mondiale ? Les pays riches se préoccupent-ils sincèrement des problèmes des pays en voie de développement ? Y a-t-il la moindre utilité à voter des résolutions qui resteront lettre morte ? Sans la Stratégie internationale du développement, la situation serait-elle différente ? Peut-être l'ONU n'est-elle qu'une tribune où les pays pauvres viennent exposer leurs doléances avant de retourner chez eux sans rien avoir obtenu. L'ONU deviendra-t-elle un lieu de discussion théorique ou lui laissera-t-on jouer le rôle qu'elle seule peut jouer dans le développement des pays ?

25. La délégation pakistanaise pense que, sans le bien-être économique, la paix n'est pas possible. La pauvreté des deux tiers de l'humanité, ne peut qu'engendrer les conflits et menacer le bien-être du tiers aisé. L'inégalité, les contrastes et la compétition sont peut-être inhérents à la condition humaine, mais il est tout aussi naturel pour l'homme de chercher à améliorer son sort, de mettre fin à l'exploitation et de rejeter l'injustice. Cette lutte se déroule sur le plan international comme à l'intérieur des pays. La stabilité sociale et politique et le progrès économique récompensent les pays qui ont résolu le problème de la justice sociale; il ne peut en être autrement sur le plan international.

26. M. OCHIRBAL (Mongolie) souhaite la bienvenue et adresse ses meilleurs vœux aux représentants de la République démocratique allemande, de la République fédérale d'Allemagne et du Commonwealth des Bahamas.

27. Depuis la vingt-septième session de l'Assemblée générale, il s'est produit dans le monde des événements très importants qui se répercuteront sur les relations entre Etats pendant de nombreuses années. La Mongolie se félicite de voir que presque tous les représentants s'accordent à constater une amélioration du climat politique. Il ne pouvait en être autrement, car la seule façon d'éviter une guerre globale de destruction consiste à appliquer le principe de la coexistence pacifique entre Etats à systèmes sociaux différents.

28. Le processus de détente et de normalisation des relations internationales doit devenir irréversible, et d'autant plus qu'il existe encore des forces pour qui la détente semble constituer une menace contre leurs intérêts. Les ennemis de la paix, alliés aux forces opportunistes, essaient par tous les moyens d'entraver la détente et de freiner les peuples sur la voie de l'indépendance et du progrès. C'est ce qui vient de se passer au Chili, où le renversement par la force du gouvernement légal et l'assassinat du président Allende ont révélé au monde le vrai visage de ceux qui s'érigaient encore récemment en défenseurs de la Constitution. En signe de protestation, la Mongolie a décidé de rompre ses relations diplomatiques avec le Chili. Les efforts de ceux qui par leurs mensonges essaient de blanchir les actes de la clique militaire fasciste sont pitoyables et condamnés à l'échec. La Mongolie ne doute pas que le peuple chilien saura tôt ou tard rétablir ses droits légitimes et que ceux qui pratiquent aujourd'hui la violence et l'arbitraire finiront dans les poubelles de l'histoire.

29. La Mongolie éprouve également une grande inquiétude devant le renouvellement des combats au Moyen-Orient. Elle a toujours appuyé les Etats arabes dans leur lutte légitime contre le sionisme et elle est

persuadée que, avec l'aide des forces progressistes du monde entier, ils sauront rejeter l'agresseur.

30. Ces événements montrent que, malgré le recul de l'impérialisme, une récédive de la guerre froide est toujours possible. Mais en dépit des tentatives répétées des forces réactionnaires, le renversement de la balance en faveur de la paix permet d'espérer que la détente sera durable. L'Assemblée générale doit contribuer au renforcement de la détente et améliorer le climat de coopération économique, car le progrès économique dépend de l'amélioration des relations internationales. A ce propos, M. Ochirbal tient à signaler que la délégation mongole approuve l'initiative prise par l'URSS (2126ème séance plénière) suggérant que les Etats membres permanents du Conseil de sécurité réduisent de 10 p. 100 leurs budgets militaires et affectent une partie des ressources ainsi libérées à l'assistance au développement. La délégation mongole espère que cette initiative sera comprise et appuyée par les Etats Membres et en particulier par les pays en voie de développement.

31. Une question importante figure à l'ordre du jour de la Commission : l'examen et l'évaluation de la Stratégie internationale du développement (point 46). La plupart des représentants sont inquiets de voir que la situation des pays en voie de développement ne correspond toujours pas à ce qu'envisageait la Stratégie. Ces pays ont déployé de gros efforts pour pallier les conséquences de l'occupation coloniale, mais ils se heurtent à des difficultés, et en particulier à la politique néo-colonialiste des pays développés qui veulent les maintenir dans l'orbite du système capitaliste et ne cessent de s'opposer à l'établissement d'un ordre social plus juste. Or l'économie des pays capitalistes traverse une série de crises dont souffrent par contre-coup les pays en voie de développement. En 1972, la moitié d'entre eux non seulement n'ont pu réaliser l'objectif de 6 p. 100 d'augmentation de leur produit national brut, mais n'ont même pas atteint le chiffre de 5 p. 100. Par suite de la charge accrue que représente pour eux le service de la dette, par suite aussi de la diminution de l'assistance et de l'augmentation du chômage, les populations de ces pays doivent porter un fardeau énorme.

32. Cet état de choses est dû en grande partie aux activités des monopoles internationaux qui continuent à piller les ressources des pays en voie de développement. Il est inutile de citer les formes que prend leur intervention et qui vont de la corruption à l'ingérence ouverte. L'instabilité extrême des marchés et des prix s'explique dans une large mesure par la politique commerciale discriminatoire et par les pratiques restrictives adoptées par ces monopoles, qui font fi des droits des travailleurs, entravent le progrès social et provoquent la baisse du niveau de vie. La délégation mongole estime qu'une étude approfondie des activités des sociétés multinationales débouche sur la question de l'utilité de mesures permettant de soumettre leurs activités à un contrôle international.

33. Depuis l'adoption de la Stratégie, les événements ont montré que la position énoncée par les pays socialistes dans leur déclaration du 21 septembre 1970² était justifiée. Comme les autres pays socialistes, la République populaire mongole s'efforce d'orienter les

² Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Annexes*, point 42 de l'ordre du jour, document A/8074.

activités de l'ONU vers le renforcement du principe de la souveraineté nationale et de l'égalité des droits. La souveraineté nationale implique la souveraineté sur les ressources naturelles. A ce propos, M. Ochirbal attire l'attention sur le projet de déclaration de l'ONU sur les moyens de favoriser le développement d'une coopération équitable dans les domaines économique, commercial et technico-scientifique, présenté à la vingt-septième session de l'Assemblée générale³. Par ailleurs, la délégation mongole appuie en principe l'élaboration d'une charte des droits et des devoirs économiques des États.

34. A la lumière de son expérience, la Mongolie pense que l'accélération du progrès économique et social exige la mobilisation des ressources internes et des transformations socio-économiques. C'est pourquoi l'ONU devrait chercher à étudier et à promouvoir les profondes réformes socio-économiques dont l'utilité a déjà été confirmée dans un certain nombre de pays. Les problèmes liés au progrès social et à l'amélioration du niveau de vie intéressent des centaines de millions d'êtres humains. Les progrès sans précédent de la science et de la technique, l'établissement des liens économiques entre les pays créent les conditions du progrès économique, scientifique et technique. C'est ce qu'illustre l'exemple des pays socialistes membres du CAEM, dans le cadre duquel des mesures effectives ont été prises pour développer la coopération industrielle sur la base d'accords bilatéraux et multilatéraux. La coopération scientifique et technique permet de résoudre les problèmes d'intérêt mutuel et contribue à l'élévation du niveau de vie de la population des pays membres. Le développement économique de la Mongolie s'accélère chaque année. Ces deux dernières années, elle est parvenue à surmonter les conséquences néfastes de conditions climatiques particulièrement rigoureuses sur son agriculture. La mise en valeur de ses ressources naturelles, qui sont très abondantes, lui est facilitée par la coopération avec les autres pays socialistes, et en particulier l'URSS. Le développement de tous les secteurs de l'économie du pays donne à la population un sentiment de confiance dans l'avenir.

35. Pour conclure, M. Ochirbal espère que la discussion des grands problèmes économiques mondiaux à l'Assemblée générale en hâtera la solution et renforcera les tendances favorables qui apparaissent actuellement dans le monde.

36. M. HAMID (Soudan) dit qu'à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont les principes sont loin d'être appliqués, il convient de redoubler d'efforts pour réaliser une véritable coopération internationale qui, plus encore qu'une nécessité, risque de devenir une condition même de la survie de l'humanité. Il convient donc que tous les pays Membres de l'Organisation des Nations Unies s'acquittent de leur responsabilité collective en élaborant de nouvelles formes de relations économiques internationales et en s'engageant davantage dans la coopération à des fins de développement. Il est regrettable de constater que, malgré certaines tendances positives, la scène internationale est encore dominée par toute une série d'obstacles à la coopération qui devront être supprimés si l'on veut

traduire dans les faits la notion de sécurité économique collective.

37. De nombreux représentants se sont félicités des signes de détente constatés dans les relations internationales. Or le résultat le plus tangible de cette détente a été la croissance rapide du commerce entre les États-Unis et l'Union soviétique et elle n'a guère profité à la coopération économique et technique entre pays développés et pays en voie de développement. L'optimisme des pays développés n'est donc pas partagé par les pays en voie de développement, qui craignent au contraire que le resserrement des liens économiques entre pays développés ne nuise aux intérêts des pays en voie de développement.

38. Le représentant du Soudan cite les principaux obstacles au développement économique et social qui, selon lui, appellent des mesures de la part de la communauté internationale. Tout d'abord, certaines parties du monde subissent encore des tensions politiques et des attaques extérieures qui ont des effets préjudiciables à leur développement et à leur capacité à exercer leur souveraineté nationale sur leurs ressources naturelles. Ainsi, l'occupation des territoires arabes et la clôture du canal de Suez par Israël ont considérablement entravé les efforts de développement des pays arabes et freiné le développement du commerce international. La délégation soudanaise espère qu'Israël et ses alliés subiront une défaite qui leur servira de leçon. En deuxième lieu, l'application des buts et objectifs de la Stratégie internationale du développement est loin d'être satisfaisante; les mesures d'encouragement au commerce n'ont pas été appliquées comme il convenait et les objectifs de la Stratégie concernant le courant net des ressources financières sont toujours aussi loin d'être atteints. En troisième lieu, les pays en voie de développement manquent encore de ressources financières pour leur développement et cette pénurie est aggravée par l'augmentation constante du service de la dette et du coût du transfert des ressources. Enfin, la production agricole mondiale a diminué en 1972 et les stocks de céréales sont tombés à un niveau dangereusement bas.

39. La pénurie actuelle de céréales et de protéines est extrêmement grave et la délégation soudanaise appuie donc l'idée de tenir en 1974 une conférence mondiale de l'alimentation. D'autre part, la notion de sécurité alimentaire mondiale minimale, présentée par le Directeur général de la FAO, en particulier à la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social (1861ème séance) est extrêmement intéressante. La crise alimentaire appelle en effet de la part de tous, pays développés comme pays en voie de développement, des efforts urgents et soutenus. Pour leur part, les pays en voie de développement ont des possibilités qui sont loin d'avoir été entièrement exploitées et ils peuvent contribuer à la lutte contre la faim sur le plan international. Ainsi, au Soudan, moins de 10 p. 100 des terres arables sont en culture. Il convient donc de faire porter l'aide étrangère et les investissements étrangers sur le secteur agricole des pays en voie de développement. Vu la situation particulièrement défavorisée des populations rurales, il faut se réjouir que le Président du groupe de la Banque mondiale ait annoncé, lors de son discours à Nairobi, le 24 septembre 1973, un programme de prêt de cinq ans d'un montant de 22 milliards de dollars pour venir en aide à ceux qui sont

³ *Ibid.*, vingt-septième session, Annexes, point 12 de l'ordre du jour, document A/8963, par. 38.

en marge de la croissance économique, et en particulier à la population rurale des régions sous-développées.

40. La coopération internationale à des fins de développement a néanmoins enregistré certains progrès puisqu'on se préoccupe davantage maintenant de questions économiques et sociales interdépendantes intéressant aussi bien les pays développés que les pays en voie de développement. La délégation soudanaise se réjouit des bonnes intentions manifestées par un certain nombre de pays développés; en particulier, elle a été heureuse d'apprendre que l'Australie appuie l'idée d'allouer un plus grand nombre de droits de tirage spéciaux aux pays en voie de développement et qu'elle est prête à faire à ces pays des concessions sans réciprocité pour les produits qu'ils lui exportent.

41. Chacun sait que l'économie des pays en voie de développement est très vulnérable aux politiques suivies par les pays développés; des modifications importantes se sont produites dans les relations économiques internationales et les pays en voie de développement en ont subi les effets, favorables ou défavorables. Le représentant du Soudan cite trois éléments qui, à son avis, devraient assainir les relations internationales : la participation des pays en voie de développement au Comité des Vingt du FMI, la déclaration politique et le programme d'action pour la coopération économique adoptés par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés à Alger (5-9 septembre) et la Déclaration de Tokyo du 14 septembre 1973. La participation active des pays en voie de développement aux négociations monétaires internationales et aux négociations commerciales internationales entreprises sous les auspices du GATT ont placé ces pays dans une position nouvelle en ce qui concerne le processus international de prise de décision, ce qui n'est que justice puisque la crise monétaire internationale a des effets majeurs sur les échanges internationaux et qu'il faut donc réformer le système pour assurer une croissance soutenue et équilibrée de l'économie mondiale.

42. Les pays non alignés ont une fois encore reconnu à Alger que leur développement dépend avant tout de leurs efforts propres. Il leur appartient de procéder à des transformations dans la structure de leur économie et de mobiliser leurs ressources internes. Ils ont déjà déployé de nombreux efforts dans ce sens, mais le succès de ces efforts dépend de la façon dont les pays développés tiennent compte des buts et objectifs de la Stratégie internationale du développement. A cet égard, il est regrettable d'entendre certains pays développés mettre en cause la validité politique, juridique et morale de la Stratégie. La cause d'un développement mondial plus équilibré exige une solidarité générale et un engagement plus intense de la part de tous les pays, ainsi que l'adoption de mesures de caractère novateur. C'est ainsi seulement que pourra être réalisé l'objectif de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui est de libérer l'homme de la terreur et de la misère.

M. Gabré-Sellassié (Ethiopie) reprend la présidence.

43. M. CHABALA (Zambie) dit qu'au moment où la Stratégie internationale du développement a été adoptée, en 1970, les Etats Membres ont reconnu que son succès dépendrait des changements positifs qui seraient effectués dans divers domaines, sur les plans national, international et multilatéral. La décision de

procéder à un examen de la Stratégie tous les deux ans provient de la nécessité d'apporter les modifications voulues aux politiques et objectifs de la Stratégie en tenant compte de l'ensemble des résultats obtenus et non des progrès individuels. La délégation zambienne espère que toute discussion relative à l'examen de la Stratégie se fera dans une atmosphère de critique constructive et de réalisme et que l'on évitera les prises de position rigides.

44. La délégation zambienne se réjouit de la détente qui s'est manifestée dans les relations internationales et qui a déjà donné un nouvel élan aux échanges commerciaux des parties intéressées. Il faut toutefois espérer que le resserrement des liens commerciaux entre pays développés n'aura pas, comme cela se passe trop souvent, un effet néfaste sur le commerce des pays en voie de développement.

45. Les résultats obtenus jusqu'à maintenant dans l'application de la Stratégie ont été décevants dans bien des domaines : commerce, transfert des ressources financières, service de la dette, application de mesures spéciales à l'intention des pays les moins avancés et des pays sans littoral, questions monétaires et inflation. Toutes ces questions sont étroitement liées; si l'on ne trouvait pas de solution efficace aux problèmes de la croissance démographique et du chômage, pour ne citer que ceux-là, ils auraient sur le plan mondial des conséquences sociales et politiques que nul ne saurait ignorer. L'interdépendance entre tous ces problèmes et l'interdépendance croissante entre les Etats montrent combien il est nécessaire d'assurer la sécurité économique collective et d'élaborer une charte des droits et des devoirs économiques des Etats.

46. Devant l'insuffisance de l'aide extérieure, les pays en voie de développement ont dû avoir recours à des emprunts commerciaux assortis de conditions très lourdes, ce qui grève encore leur effort de développement. Il est vrai que les pays en voie de développement ont un rôle essentiel à jouer dans leur développement et qu'il leur faut procéder à des réformes économiques et sociales; toutefois leurs efforts ne suffiront pas, à eux seuls, à résoudre tous leurs problèmes, dont la plupart sont hérités de l'époque coloniale.

47. La Zambie partage l'optimisme qu'a suscité l'amélioration rapide de la situation sur le marché des matières premières, mais il convient d'être assez circonspect car il est probable que le coût des biens d'équipement et des articles manufacturés continuera d'augmenter, alors que les conditions de l'offre qui ont provoqué la hausse des prix des produits de base sont précaires; d'autre part, les pays en voie de développement sont conscients des risques que présentent des prix élevés des produits de base en l'absence d'accords internationaux efficaces concernant ces produits. Enfin, les avantages ne se maintiendront que si des concessions unilatérales sont octroyées aux pays en voie de développement.

48. Etant donné les effets néfastes de la crise monétaire internationale sur les intérêts des pays en voie de développement, la Zambie attache une importance considérable aux négociations du Comité des Vingt du FMI et espère que la réforme qui sera adoptée tiendra compte de la nécessité d'établir un lien entre les droits de tirage spéciaux et le financement du développement. En ce qui concerne les négociations commerciales multilatérales de Tokyo, on ne saurait

trop souligner l'importance du principe de la non-réciprocité. A cet égard, sans vouloir sous-estimer le rôle de l'Organisation des Nations Unies et des organisations multilatérales dans les domaines du commerce, de l'aide au développement et des questions monétaires, l'essentiel est que les pays développés fassent preuve de la volonté politique nécessaire et assument pleinement leur part de responsabilités.

49. Dans le domaine de la science et de la technique, la délégation zambienne appuie toutes les mesures qui visent à transférer aux pays en voie de développement des techniques adaptées à leurs besoins. Elle souhaite d'autre part que l'on établisse sans retard un fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles. A ce propos, la Zambie attache une grande importance au principe de la souveraineté des pays sur leurs ressources naturelles et à la nécessité de mettre les investissements étrangers privés au service du développement. Ainsi, depuis 1968, la Zambie a repris le contrôle des activités économiques dans le pays au moyen d'une série de réformes économiques. Récemment, d'autres mesures ont été annoncées en vue de contrôler plus étroitement l'industrie d'extraction du cuivre, qui assure plus de 90 p. 100 des recettes en devises de la Zambie. Le pays reconnaît le rôle que les investissements privés étrangers peuvent jouer, mais il estime que des mesures de réglementation appropriées doivent être prises par le pays hôte pour contrôler l'exploitation et l'utilisation de ses propres ressources naturelles. Il faut espérer que les décisions prises récemment par les pays non alignés à Alger et les travaux du Groupe de personnalités chargé d'étudier les effets des sociétés multinationales, créé par la résolution 1721 (LIII) du Conseil économique et social, permettront de mieux comprendre le problème et d'adopter les mesures voulues. Dans le cas de la Zambie, l'exploitation des ressources naturelles par des sociétés multinationales a continué après l'indépendance du pays, jusqu'à ce que le gouvernement prenne les mesures qui s'imposent.

50. Il est regrettable de constater que, malgré la détente entre les grandes puissances, l'impérialisme, le colonialisme, la discrimination raciale, l'*apartheid* et l'occupation étrangère continuent à sévir dans le monde et à entraver les efforts de développement des pays en voie de développement. Ainsi, la Zambie continue à souffrir des effets économiques de la situation politique en Afrique australe; il faut bien se rendre compte que la collaboration, politique et autre, de certains Etats Membres des Nations Unies avec les régimes d'Afrique du Sud et du Portugal est nettement contraire aux intérêts non seulement de la majorité opprimée des pays exploités mais aussi aux intérêts

d'Etats africains indépendants. La Zambie espère donc que les résolutions et décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité concernant le rôle des institutions spécialisées dans le domaine de la décolonisation seront appliquées sans tarder.

51. Avec l'appui de tous les Etats épris de paix, la Zambie termine en ce moment un processus commencé en 1965 pour détourner ses routes commerciales des pays racistes d'Afrique australe au profit des pays du nord. A cet égard, la Zambie et la République-Unie de Tanzanie ont été beaucoup aidées par la Chine, qui a consenti un prêt de 400 millions de dollars sans intérêt et a fourni une main-d'œuvre désintéressée pour construire la ligne de chemin de fer entre les deux pays, ligne qui sera terminée à la fin de 1974, soit 18 mois plus tôt que prévu. La Zambie aura manifesté ainsi sa volonté d'appliquer les sanctions prises par le Conseil de sécurité contre la Rhodésie du Sud, quitte à y sacrifier ses propres intérêts. La délégation zambienne remercie tous les pays qui ont répondu à l'appel lancé dans la résolution 329 (1973) du Conseil de sécurité, ainsi que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Conseil économique et social et les institutions spécialisées pour l'aide qu'ils lui ont apportée.

52. La délégation zambienne note avec satisfaction que le Conseil économique et social continue à manifester sa faculté de s'adapter aux conditions changeantes du monde actuel. Elle est persuadée que l'élargissement de la composition du Conseil lui permettra de s'acquitter encore mieux de ses fonctions et de veiller à ce que les activités et l'orientation des institutions spécialisées reflètent les priorités de l'Organisation des Nations Unies.

53. M. FIGUEROA (Chili), exerçant son droit de réponse, dit qu'une fois de plus certaines délégations ont essayé de donner une fausse interprétation des événements survenus au Chili. La façon dont ces interprétations sont orchestrées montre bien qu'elles ont toute la même origine. Cependant, l'opinion publique mondiale prend peu à peu conscience de l'intervention étrangère dont le Chili a été victime, avec la complicité du gouvernement précédent. La junte militaire, se faisant ainsi l'interprète de la grande majorité du peuple chilien, a mis fin à cette ingérence étrangère en s'opposant aux pays qui, ouvertement ou indirectement, cherchaient à intervenir dans les affaires intérieures du Chili. Ces pays lancent maintenant des accusations dénuées de tout fondement en prenant pour prétexte le suicide d'Allende, que tous le monde regrette d'ailleurs. Il est normal que ces pays se lamentent de voir que le Chili a mis fin à leurs activités.

La séance est levée à 13 h 5.

1528^e séance

Mardi 9 octobre 1973, à 10 h 50.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1528

Discussion générale (suite)

1. M. YONG (Malaisie) déplore que ni le Comité de l'examen et de l'évaluation ni le Conseil économique et

social n'aient pu parvenir à un consensus au sujet des résultats obtenus après les deux premières années de mise en œuvre de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Na-

tions Unies pour le développement; on voit mal, dans ces conditions, comment la communauté internationale pourra atteindre les objectifs de la Stratégie et encore moins traduire dans la réalité les espoirs qu'elle a suscités. Il semble bien que la cause du développement a perdu de son élan, comme l'a constaté le Comité de la planification du développement¹ et il est donc indispensable que chacun renouvelle l'engagement qu'il a pris de s'efforcer d'atteindre les objectifs fixés. A cet égard, les pays développés ont une responsabilité particulière, quelles que soient les réserves ou objections qu'ils aient pu formuler au moment de l'adoption de la Stratégie internationale du développement par l'Assemblée générale [résolution 2626 (XXV)]. Il faut espérer que les pays les plus industrialisés suivront l'exemple d'un certain nombre de pays développés qui sont revenus sur certaines de leurs réserves, et que l'on verra ainsi l'esprit de détente se propager au domaine social et économique.

2. Encore qu'il soit peut-être trop tôt pour faire le point de l'application de la Stratégie, il faut bien constater que cette application a pris un retard considérable. Ainsi, le transfert des ressources, loin de correspondre aux objectifs de la Stratégie, a en fait diminué. Le fossé entre pays développés et pays en voie de développement continue de s'élargir et ce décalage se retrouve entre les divers pays en voie de développement ainsi qu'entre les groupes de population de ces pays. Ce sont ces questions qui doivent surtout retenir l'attention de la Commission et celle-ci doit tenir compte des innovations et des idées nouvelles qui sont apparues depuis l'adoption de la Stratégie et les incorporer dans celle-ci. A cet égard, la délégation malaisienne ne saurait trop souligner la nécessité de procéder par voie de consensus.

3. Une condition préalable au progrès des pays en voie de développement est l'établissement d'un système monétaire stable et durable qui soit fondé sur l'entière participation de tous les pays, développés et en voie de développement, et qui tienne compte des besoins et intérêts particuliers de ces derniers. Il convient donc de se féliciter de la création du Comité des Vingt du FMI. Ceci dit la délégation malaisienne espère que les questions monétaires seront aussi examinées au sein du FMI lui-même, car à son avis le Fonds doit être à l'avant-garde des efforts visant à mettre au point un système monétaire acceptable sur le plan international et son autorité doit prévaloir pour toutes les questions connexes.

4. La tâche la plus immédiate consiste à mettre un terme à l'inflation, étant donné ses effets nuisibles sur les affaires économiques intérieures des Etats, sur les taux de change, sur la planification du développement et sur les termes de l'échange. Il faut bien se rendre compte que les avantages que les pays en voie de développement retirent de l'augmentation de la demande de produits qui font partie de leurs exportations ne peuvent être que temporaires et qu'ils sont en partie annulés par l'augmentation du prix de leurs importations ainsi que par la réduction de l'aide extérieure.

5. Rappelant les lacunes des négociations Kennedy, du point de vue des pays en voie de développement, le représentant de la Malaisie déclare que les négociations commerciales en cours n'aboutiront que si les pays

développés abattent les barrières protectionnistes qu'ils ont élevées. Il est regrettable que les avantages tarifaires que les pays en voie de développement ont obtenus dans le cadre du système généralisé de préférences aient été amenuisés en raison de l'élargissement de la CEE et de l'établissement d'une zone industrielle de libre-échange en Europe occidentale. D'une façon générale, il faut espérer que les négociations commerciales multilatérales auront pour effet d'augmenter la participation des pays en voie de développement dans le commerce international, d'améliorer l'accès de leurs produits sur les marchés des pays développés et de permettre d'établir des prix équitables et stables pour ces produits.

6. Conformément au principe selon lequel le progrès des pays en voie de développement dépend avant tout de leurs propres efforts, la Malaisie s'emploie très activement à faire augmenter régulièrement le taux de croissance de son économie et à améliorer la qualité de l'existence parmi sa population. Le Gouvernement malaisien s'est efforcé de réduire le rôle de l'agriculture dans l'économie nationale et il a mis l'accent sur l'industrialisation de façon à réaliser un développement accéléré et à faire en sorte que le pays ne dépende plus aussi étroitement des produits primaires, qui subissent par trop fortement les effets de l'instabilité des prix mondiaux.

7. La Malaisie cherche par ailleurs à attirer des investissements privés étrangers, en offrant des conditions généreuses et des concessions, mais en maintenant néanmoins sa souveraineté sur ses ressources naturelles et en stipulant que les investisseurs doivent se conformer aux objectifs sociaux et économiques des plans nationaux de développement. Pour sa part, la Malaisie a accepté ses obligations internationales, en souscrivant à la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, du 18 mars 1965, et en concluant des accords sur la double imposition avec un certain nombre de pays.

8. La Malaisie s'est rendu compte que la croissance du produit national brut ne suffit pas par elle-même et qu'il faut tenir compte de facteurs sociaux et culturels, d'autant plus que les disparités du revenu y semblent correspondre à la composition raciale de la population. Le deuxième plan de développement de la Malaisie vise donc un développement plus équilibré qui profite à l'ensemble de la population. Ainsi, les efforts de développement national de ce pays sont parfaitement conformes aux dispositions de la Stratégie et il appartient maintenant aux pays développés d'honorer les engagements qu'ils ont pris dans le cadre de la Stratégie, et ceci en particulier dans le domaine commercial.

9. Rappelant les richesses naturelles considérables dont dispose son pays, et en particulier l'Etat de Sarawak, le représentant de la Malaisie se félicite de ce que le Conseil économique et social ait décidé de recommander à l'Assemblée générale d'établir un fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles. La notion d'auto-assistance sur laquelle reposerait l'établissement de ce fonds est extrêmement importante pour les pays en voie de développement. En effet, ceux-ci reconnaissent maintenant que, pour rompre l'emprise qu'ont sur eux les pays développés, pour réduire leurs besoins

¹ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 5*, par. 29.

d'assistance et pour améliorer leur pouvoir de négociation, ils doivent s'organiser de façon à obtenir une part plus équitable du commerce mondial. C'est ce qui a été souligné à la récente Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés à Alger (5-9 septembre 1973) et le Ministre des finances de la Malaisie, lors de la réunion annuelle commune de la BIRD et du FMI à Nairobi (24-28 septembre) a demandé aux pays en voie de développement de former des organisations de commercialisation de façon à obtenir des prix plus justes pour leurs produits primaires.

10. Etant donné l'évolution extrêmement rapide de la science et de la technique, il convient de mettre au point sans tarder une formule de coopération internationale qui permette de mettre au point des techniques correspondant aux conditions propres aux pays intéressés. Il convient à cet égard de se conformer aux dispositions de la Stratégie internationale du développement et de la résolution 39 (III) de la CNUCED², sur le transfert des techniques.

11. M. EXNER (Tchécoslovaquie) déplore que les changements positifs importants survenus dans les relations internationales sur le plan politique ne soient pas mis à profit autant qu'ils pourraient l'être pour résoudre les problèmes qui se posent dans les domaines social et économique. Il convient donc que l'ONU prenne des décisions qui tiennent compte de l'évolution de la situation et qui contribuent à améliorer les relations économiques et sociales internationales.

12. Un élément primordial de la politique étrangère pacifique de la Tchécoslovaquie consiste à développer la coopération économique. Sans parler même de la coopération très étroite qu'elle entretient avec les pays membres du CAEM, la Tchécoslovaquie cherche à établir avec d'autres pays des relations économiques mutuellement avantageuses sur la base de l'égalité, du principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats et de la coexistence pacifique entre pays dotés de systèmes sociaux différents. En effet, le développement de la coopération économique est la base matérielle de la coexistence pacifique. Il convient donc de créer des conditions qui permettent de renforcer ou de diversifier la coopération commerciale et économique sur la base des principes contenus dans le projet de déclaration sur les moyens de favoriser le développement d'une coopération équitable dans les domaines économique, commercial et technico-scientifique, présenté par les pays socialistes à la vingt-septième session de l'Assemblée³.

13. Depuis que la Tchécoslovaquie s'est engagée dans la voie de l'édification d'une société socialiste, son économie a enregistré des progrès remarquables. Ainsi, le revenu national est 4,3 fois plus important qu'il y a 25 ans et le revenu moyen par habitant est 3 fois plus important que la moyenne mondiale. Les activités de l'industrie et de la construction ne cessent de s'accroître et la production agricole a augmenté de 30 p. 100 par rapport à 1936, bien que la population du secteur agricole ait diminué des deux tiers et que la superficie cultivée ait elle aussi diminué. Ces résultats

démontrent la supériorité des méthodes socialistes fondées sur le système des coopératives agricoles.

14. La Tchécoslovaquie a également remporté des succès marquants dans ses efforts visant à développer la région la plus pauvre du pays, la Slovaquie. Le progrès économique de cette région s'est accompagné de progrès correspondants dans d'autres domaines : enseignement, santé, travail, etc. Cet exemple montre bien qu'il est possible de surmonter le retard économique et scientifique d'un pays en relativement peu de temps grâce aux méthodes socialistes.

15. Dans ses relations internationales, la Tchécoslovaquie renforce ses relations avec les autres pays membres du CAEM dans tous les domaines; le CAEM constitue maintenant un ensemble industriel fort important et le développement politique, social et économique de tous les Etats membres est la preuve du dynamisme remarquable de cet ensemble ainsi que des avantages qu'offrent l'intégration des économies nationales et l'internationalisation des forces de production. Ces réalisations ont d'ailleurs suscité beaucoup d'intérêt chez les pays non membres.

16. La deuxième session du Comité de l'examen et de l'évaluation a montré combien il est difficile de parvenir à un rythme de croissance économique et sociale satisfaisant pour les pays du tiers monde si on hésite à adopter des principes progressistes devant régir les relations entre les Etats. Le projet de charte des droits et devoirs économiques des Etats suscite de grands espoirs à cet égard et, grâce à l'incorporation du principe de la coopération universelle dans cet instrument, celui-ci devrait pouvoir contribuer à l'amélioration des relations internationales dans tous les domaines, quels que soient le système social et le niveau de développement des pays. On ne peut contester à cet égard le droit des pays en voie de développement de faire figurer dans cette charte une disposition précisant les obligations de ceux qui sont responsables de leur retard en raison de leurs activités colonialistes ou néo-colonialistes. Un autre élément important pour le développement économique des pays du tiers monde est la proposition de l'Union soviétique, à la 2126ème séance plénière, tendant à réduire de 10 p. 100 les budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et à utiliser une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement.

17. Au cours des dernières années, la Tchécoslovaquie a continué à développer la coopération qu'elle entretient avec les pays en voie de développement et ses échanges avec ces pays ont augmenté de 11,4 p. 100 en deux ans. Cette coopération commerciale et économique est fondée sur des accords bilatéraux et des accords de ce genre ont été récemment conclus avec l'Algérie, l'Irak et le Bangladesh sur le modèle d'accords analogues qui avaient été conclus précédemment avec d'autres pays et dont l'application avait été des plus satisfaisantes.

18. Etant donné la véritable révolution scientifique et technique qui se produit actuellement, il convient aussi de donner une importance accrue à la coopération dans ce domaine. La Tchécoslovaquie est toute disposée à coopérer avec les autres pays sur la base de l'égalité et de l'avantage mutuel. Ainsi, elle continue à aider les pays en voie de développement à former leurs cadres nationaux en accordant des bourses pour permettre à

² Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session*, vol. I: *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

³ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Annexes*, point 12 de l'ordre du jour, document A/8963, par. 38.

des étudiants de suivre des cours dans les universités tchécoslovaques.

19. M. FASLA (Algérie) déclare que la vingthuitième session fournit l'occasion à la Deuxième Commission non seulement d'évaluer les résultats obtenus dans l'application de la Stratégie internationale du développement, mais également de mettre à l'épreuve la capacité du système des Nations Unies de faire face aux problèmes du tiers monde.

20. On est forcé de constater que la détente qui caractérise à l'heure actuelle les relations internationales n'a pas eu d'effets sensibles sur les pays en voie de développement et sur la coopération internationale économique en leur faveur. Si la détente est souhaitable, il ne faut pas que la coopération et l'entente entre pays développés s'exercent au détriment des pays pauvres. Or il est évident que le clivage n'a jamais été aussi net entre, d'une part, ceux qui ont régenté le destin des peuples et veulent continuer à maintenir l'ordre établi et, d'autre part, ceux qui luttent pour des changements légitimes.

21. Si, en Europe, le processus de normalisation entre groupes de pays à systèmes économiques et sociaux différents se poursuit, en revanche, les foyers de tensions, en Afrique, en Asie et en Amérique latine, sont habilement entretenus et le tiers monde demeure un terrain de choix pour l'agression, les pressions politiques, l'exploitation et le chantage économique. L'avenir du monde ne peut être envisagé avec optimisme que si la communauté internationale fait preuve d'une solidarité effective en faveur des pays en voie de développement, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et à la Déclaration universelle des droits de l'homme.

22. L'un des événements économiques les plus importants de l'année 1973 a été la première opération d'examen et d'évaluation de la Stratégie internationale du développement. Lorsqu'elle fut lancée il y a trois ans, la Stratégie devait offrir à la communauté internationale un cadre de coopération au sein duquel les pays en voie de développement et les pays développés s'engageaient à accélérer le progrès économique et social, en particulier dans les pays du tiers monde. Or les premiers résultats enregistrés indiquent que les objectifs, aussi modestes qu'ils soient, ne sont que partiellement atteints. Pour les participants à la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés à Alger, l'échec constaté de la Stratégie internationale du développement s'explique tant par le manque de volonté de la part des pays nantis de mettre en œuvre des mesures d'urgence que par l'inadéquation de l'objectif de croissance aux préoccupations réelles des pays en voie de développement. En effet la nécessaire coopération internationale a fait défaut. Les positions des gouvernements de certains pays développés, ainsi que le comportement des entreprises transnationales et d'autres compagnies monopolistes qui bénéficient de la spoliation des pays en voie de développement, n'ont pas contribué à créer une conjoncture économique extérieure qui convienne aux objectifs de la Stratégie.

23. En ce qui concerne l'aide publique au développement, deux pays développés seulement atteignent l'objectif de 0,70 p. 100 du produit national brut fixé à l'origine. Selon le rapport de la BIRD, l'aide publique au développement ne dépassera pas en moyenne 0,31 p. 100 en 1975, alors que, dans

l'intervalle, l'accroissement global du produit national brut des pays développés aura été de 1 100 milliards de dollars. Cela montre bien que les pays riches n'ont guère la volonté politique d'honorer leurs engagements.

24. La part du commerce international qui revient aux pays en voie de développement n'a cessé de diminuer malgré l'accroissement récent de la demande de matières premières qui a favorisé ces pays temporairement, bien que de façon inégale. Ce léger redressement n'a concerné que les matières premières; en revanche, le commerce des articles manufacturés et semi-finis en provenance des pays en voie de développement a continué de se heurter aux mesures protectionnistes des pays riches. La politique de ces derniers tend donc, en fait, à décourager les pays en voie de développement de s'engager sur la voie de l'industrialisation et à confiner leur économie dans les secteurs primaires.

25. Les négociations commerciales multilatérales qui se sont engagées à Tokyo lors de la réunion ministérielle du GATT (12-14 septembre) ont pour objectif de remodeler l'ordre économique mondial. Il serait donc intolérable qu'une fois encore les pays en voie de développement ne soient pas associés aux décisions prises à cet effet. Ce que les pays en voie de développement attendent de ces négociations, c'est une division internationale du travail plus juste, un traitement préférentiel, l'acceptation du principe de la non-réciprocité, l'extension automatique à tous les pays en voie de développement des avantages que s'accordent mutuellement les pays développés, l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires et la suppression des préférences inverses.

26. La crise monétaire internationale a aggravé la situation économique déjà critique dans laquelle se trouvent les pays du tiers monde, en provoquant une baisse substantielle de leurs revenus et en accroissant le déficit de leurs balances des paiements. De l'avis de la délégation algérienne, la réforme du système monétaire international doit faciliter le transfert des ressources des pays riches aux pays du tiers monde, faire bénéficier ceux-ci d'un traitement préférentiel et lier étroitement les nouvelles allocations de droits de tirage spéciaux au financement additionnel du développement des pays pauvres. Les questions monétaires et commerciales et les questions de financement étant étroitement liées, il y a lieu de prévoir un mécanisme de liaison ou de coordination entre la CNUCED, le GATT et le FMI.

27. La technologie a beaucoup contribué aux progrès accomplis dans la performance économique et l'amélioration des conditions sociales du tiers monde, mais elle est aussi à la source d'inégalités croissantes, ainsi que l'a fait observer le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, à la 1516ème séance. Les pays en voie de développement sont à cet égard de plus en plus dépendants des pays riches, qui entendent utiliser la technologie pour perpétuer leur domination économique. Il faut donc permettre aux pays en voie de développement d'accéder aux techniques les plus avancées à des prix raisonnables. La délégation algérienne constate avec regret que des organisations comme l'ONUDI, dont la vocation première est d'aider au transfert des techniques et de la science aux pays du tiers monde, connaissent de nombreuses difficultés financières qui ne leur permettent pas de s'acquitter de leur tâche comme il le faudrait.

28. Le représentant de l'Algérie se félicite de ce que beaucoup de pays en voie de développement assument désormais le contrôle de leurs richesses naturelles. Il estime que le moment est venu de revoir le droit international en fonction des données nouvelles du monde contemporain et du droit naturel des peuples à recouvrer leurs richesses sans avoir à indemniser ceux qui les ont spoliés durant des générations. Il considère que la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles est un principe sacré qui ne doit souffrir aucune exception.

29. Pour la délégation algérienne, la notion de sécurité économique collective doit être rattachée à la notion de développement. Tant que les problèmes du développement n'auront pas reçu de solution satisfaisante et que les inégalités persisteront, on ne pourra pas parler de sécurité économique collective. Cette notion doit être un instrument au service de la cause du développement et non un moyen pour les pays développés de garantir leurs approvisionnements en matières premières sous le couvert d'un instrument juridique et moral que la communauté internationale aurait approuvé. En aucun cas la notion de sécurité économique collective ne doit réduire la portée du principe de la souveraineté permanente des Etats sur leurs richesses naturelles.

30. En ce qui concerne la crise alimentaire mondiale, la délégation algérienne fait sien l'idée du Directeur général de la FAO, exprimée notamment à la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social (1861ème séance), de constituer des stocks alimentaires pour assurer une sécurité alimentaire minimum. Le représentant de l'Algérie rappelle à ce propos que la Conférence d'Alger a recommandé dans son programme d'action pour la coopération économique, la convocation d'urgence d'une conférence ministérielle FAO/CNUCED qui se pencherait sur cette question.

31. Le représentant de l'Algérie déclare pour conclure que le développement incombe au premier chef aux pays en voie de développement, car il leur appartient d'effectuer des réformes économiques et sociales nécessaires, notamment la réforme agraire, de lancer des programmes d'industrialisation et de mettre au point des politiques d'enseignement adaptées aux besoins du développement. L'assistance internationale ne doit être qu'un appoint visant à soutenir l'effort national. En outre, il faut que les pays en voie de développement renforcent leur coopération mutuelle, comme l'ont souligné les représentants des pays non alignés à Alger. A ce sujet, le projet de création d'un fonds commun de développement et de solidarité constitue, de l'avis de la délégation algérienne, la meilleure preuve que les pays en voie de développement ont pris conscience du phénomène d'auto-assistance.

32. M. GROZEV (Bulgarie), constatant que les relations internationales sont caractérisées actuellement par une tendance à la détente, déclare que cette situation ne peut qu'avoir une influence positive sur le développement en favorisant la coopération dans tous les domaines. Cependant cette coopération doit, pour être fructueuse, reposer sur les intérêts véritables des pays.

33. A ce propos, la délégation bulgare se félicite des accords intervenus entre l'URSS d'une part et les Etats-Unis, la France, la République fédérale

d'Allemagne et l'Italie d'autre part. Cette coopération entre les plus grandes puissances économiques aura des conséquences bénéfiques pour toute l'humanité et notamment pour les pays en voie de développement. Tous ceux qui essaient donc de porter atteinte à cette détente et de relancer la guerre froide vont à l'encontre des objectifs de l'Organisation des Nations Unies.

34. Pourtant, certaines forces s'obstinent à résister à cette évolution, comme le démontre l'agression d'Israël contre l'Egypte et la République arabe syrienne, agression qui risque d'arrêter le développement économique au Moyen-Orient. La Bulgarie condamne Israël qui, par son action, bafoue le droit international, la Charte des Nations Unies et les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

35. La détente, en amenant la coopération économique entre les pays, doit permettre de libérer des ressources importantes susceptibles d'être utilisées à des fins productives. La Bulgarie approuve la proposition de l'Union soviétique tendant à réduire de 10 p. 100 les budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et à utiliser une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement. La délégation bulgare voit dans cette proposition la preuve que le Gouvernement soviétique fait des efforts sincères pour améliorer la situation dans ces pays.

36. Les pays socialistes, qui ignorent les crises économiques, obtiennent des résultats positifs dans le domaine du développement social et économique. L'intégration des économies des pays membres du CAEM ne signifie cependant pas ceux-ci ne cherchent pas à développer leur coopération avec d'autres pays. Bien au contraire.

37. L'économie bulgare se développe à un rythme élevé et stable, surtout dans les secteurs techniques et énergétiques. Les prix sont demeurés stables tandis que les exportations et le revenu national ont augmenté. Une répartition plus juste du revenu national, qui est l'un des principes socialistes, permet de résoudre de nombreux problèmes tels que le logement, la santé, l'aménagement des loisirs, etc.

38. En revanche, malgré l'augmentation de leur production, les pays capitalistes n'ont pas réussi à venir à bout de certaines difficultés graves : le chômage a augmenté, l'inflation a dépassé les limites admissibles, la crise monétaire se poursuit, le cours flottant des devises accroît les incertitudes du commerce international et nuit aux pays en voie de développement. Ceux-ci continuent à être soumis aux tendances des pays capitalistes, comme le montrent les taux de croissance médiocres enregistrés par eux au cours des deux premières années de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. La part du commerce international qui leur revient continue de diminuer alors que le fardeau de leur dette augmente. En outre, aucun changement n'a été apporté à la division internationale du travail.

39. Les pays développés continuent d'être le principal marché pour les pays en voie de développement. Le prétendu essor du commerce international n'apportera à ces derniers que des avantages provisoires. La structure sociale qui est celle de beaucoup de pays en voie de développement nuit à leur croissance : dans beaucoup

d'entre eux la terre n'appartient pas à ceux qui la cultivent et la répartition du revenu national ne profite pas aux masses. Beaucoup de pays en voie de développement, qui ont choisi la voie progressiste et veulent contrôler leurs ressources naturelles, se heurtent souvent aux monopoles étrangers. C'est ce qui s'est passé au Chili; l'œuvre du président Allende restera pour toujours un exemple de ce que doit être la lutte pour l'indépendance et la liberté. La junte militaire actuellement au pouvoir essaie d'anéantir les progrès réalisés par le peuple et de rétablir la puissance des monopoles. Mais l'exemple du Chili a montré la voie que doivent suivre les peuples pour détruire les forces de réaction d'origine intérieure et extérieure et pour accéder à l'indépendance économique.

40. La délégation bulgare comprend que les pays en voie de développement se montrent exigeants envers les pays capitalistes qui, pendant des siècles, les ont spoliés. Le développement des pays du tiers monde n'est pas une responsabilité collective, c'est avant tout la responsabilité des pays colonialistes et néo-colonialistes.

41. La Bulgarie accorde pour sa part aux pays en voie de développement une aide permanente et désintéressée dans la mesure de ses capacités. Cette aide est fondée sur le principe de l'avantage mutuel, sur les intérêts des pays en voie de développement et sur la non-ingérence dans les affaires de ces pays. La Bulgarie importe des matières premières mais également des produits industriels. Elle fournit aux pays en voie de développement des usines, du matériel agricole et des véhicules de transport, construit des routes, des aéroports, des systèmes d'approvisionnement en eau, etc. Plusieurs milliers de spécialistes bulgares, médecins, vétérinaires, professeurs, etc., travaillent en Irak, en Tunisie, au Maroc, en République-Unie de Tanzanie et dans d'autres pays. D'autre part, des milliers de boursiers originaires de pays en voie de développement font des études dans les établissements d'enseignement bulgares.

42. La Bulgarie fait donc tout ce qui est en son pouvoir pour développer encore la coopération avec les pays en voie de développement dans tous les domaines.

43. M. GATES (Nouvelle-Zélande) déclare que son gouvernement juge paradoxal qu'un monde doté d'une capacité infinie de coopération mutuelle soit manifestement engagé sur une aussi mauvaise pente, et qu'une vaste famille de pays telle que l'Organisation des Nations Unies, qui n'ignore rien des causes de cette situation, se contente de parler interminablement de celle-ci sans agir véritablement pour y remédier.

44. Ce qui inquiète particulièrement le Gouvernement néo-zélandais, c'est de voir que des minorités, dans les pays industrialisés, contrôlent la richesse matérielle du monde entier, que des millions de personnes vivent dans la misère, que sur une planète qui pourrait produire infiniment plus d'aliments un grand nombre d'êtres humains souffrent de malnutrition et, enfin, qu'un petit nombre de privilégiés gaspillent des ressources qui, si elles sont pour l'instant suffisantes, n'en sont pas moins limitées.

45. Le Gouvernement néo-zélandais s'est engagé à mettre en œuvre un programme de justice économique et social en Nouvelle-Zélande et à appliquer ces principes en politique étrangère. A son avis, la paix et la

sécurité internationales ne pourront être garanties à l'avenir que s'il existe également dans le monde une justice sociale et économique. Si un changement d'attitude n'intervient pas très prochainement, le Gouvernement néo-zélandais craint que des événements graves ne s'ensuivent, tels que des famines, des épidémies, la pollution généralisée, l'épuisement des ressources, des troubles sociaux et même la guerre. Un gouvernement responsable doit se préoccuper des conséquences que pourront avoir dans cinq, dix ou vingt ans les mesures qu'il prend aujourd'hui.

46. Il semble qu'un petit nombre de pays hautement industrialisés aient tendance à vouloir conserver le monopole de puissance qu'ils détiennent en raison de leur supériorité scientifique et technique, et que, dans le cadre d'une détente, ces pays, malgré leurs différences idéologiques, se montrent disposés à utiliser en commun leur puissance pour se protéger contre les exigences de la majorité moins favorisée. Cette tendance, si elle devait se poursuivre, creuserait encore davantage le fossé qui sépare les pays riches des pays pauvres et augmenterait la tentation pour les premiers d'imposer leur volonté aux seconds. Il faut espérer qu'il est encore temps de modifier cet état de choses.

47. Les dégâts que les pays industrialisés infligent à l'environnement sont de plus en plus apparents chaque jour, mais peut-être, et il faut l'espérer, les mesures prises par la communauté internationale se révéleront-elles efficaces. En outre, il semble que l'on soit décidé à agir pour faire face à la pénurie alimentaire qui sévit actuellement dans la zone soudano-sahélienne. En ce qui concerne, d'autre part, les ressources énergétiques, les pénuries limitées qui sont apparues ont démontré la nécessité de gérer de façon convenable les ressources tant continentales que sous-marines.

48. L'Organisation des Nations Unies et les gouvernements des Etats Membres paraissent cependant être réfractaires aux changements. Depuis des années, on entend les mêmes déclarations et ce qui semble donner une valeur aux idées, ce n'est pas leur mérite mais le plus souvent leur ancienneté. L'ONU continue à gaspiller son temps à rédiger des résolutions qui, du fait qu'elles représentent le dénominateur commun le plus faible de la volonté collective de l'Organisation, s'avèrent le plus souvent inefficaces. Les travaux de la Commission eux-mêmes ont quelque chose d'irréel. Le Gouvernement néo-zélandais est à la recherche d'idées nouvelles et d'initiatives créatrices. Il est particulièrement attentif à l'opinion des pays en voie de développement, car il veut être certain que ses ressources et son influence modestes jouent un rôle optimum. La Nouvelle-Zélande n'hésitera pas à unir sa voix à celles des pays en voie de développement pour demander aux pays riches et puissants d'assumer leurs obligations morales et de participer activement, et non pas verbalement, aux efforts de développement. Le Gouvernement néo-zélandais, pour sa part, est revenu sur les réserves qu'il avait formulées à propos des objectifs d'assistance fixés dans la Stratégie, ce qui lui permettra presque de tripler son assistance au développement dans la première moitié de la Décennie. Environ 30 p. 100 de l'aide officielle au développement iront aux institutions multilatérales et en particulier au PNUD, au FISE et au Fond des Nations Unies pour les

activités en matière de population. Le taux d'augmentation de la contribution de la Nouvelle-Zélande au PNUD dépassera 15 p. 100 par an pendant la première moitié de la Décennie et le Gouvernement néo-zélandais est en train de consulter les gouvernements des pays en voie de développement en vue d'adapter ses programmes d'aide bilatérale à leurs besoins.

49. Malgré l'essor du commerce international et l'augmentation spectaculaire du prix des produits de base, une réforme monétaire internationale continue à s'imposer de toute urgence, car l'instabilité actuelle des taux de change contribue dans une large mesure à l'inflation. En ce qui concerne les droits de tirage spéciaux, c'est l'aspect monétaire de la question qui doit être étudié tout d'abord, et en particulier le renforcement de la confiance des banques centrales. Une fois cette confiance acquise, la Nouvelle-Zélande envisagera la possibilité d'appuyer l'établissement d'un lien entre les droits de tirage et le financement du développement.

50. La Nouvelle-Zélande n'a pas l'intention d'assister en spectateur passif à la prochaine série de négociations commerciales multilatérales qui doivent s'engager en 1974 dans le cadre du GATT. Etant donné leur place dans le commerce mondial, la CEE, les Etats-Unis et le Japon ont le devoir de s'engager à œuvrer pour développer et libéraliser le commerce mondial au profit de tous les pays.

51. Tout en acceptant l'idée d'un plan de sécurité alimentaire mondiale minimale, ainsi que la proposition tendant à réunir une conférence mondiale de l'alimentation, la Nouvelle-Zélande estime que les questions alimentaires ne peuvent être examinées isolément, mais qu'elles doivent l'être dans un contexte politique. En effet, dans certains pays, on paie les agriculteurs pour ne plus cultiver, et la Nouvelle-Zélande pour sa part, a du mal à écouler ses produits dans l'hémisphère nord à cause de dispositions qui ne relèvent pas d'un souci d'efficacité mais plutôt de la politique et du protectionnisme. Si les agriculteurs ne peuvent vendre leurs produits à des prix équitables, il est peu vraisemblable que la production augmente. C'est ainsi que là encore, les négociations du GATT révèlent toute leur importance. La conférence envisagée ne doit donc pas servir de prétexte pour retarder les négociations agricoles dans le cadre du GATT et c'est pourquoi la Nouvelle-Zélande souhaiterait qu'elle ait lieu aussitôt que possible, au début de 1974 peut-être. En outre, il serait préférable que cette conférence s'entienne à la situation de l'alimentation dans le monde et évite de se lancer dans des controverses politiques.

52. De nombreux représentants se sont plaints, au cours de la discussion, que les pays développés ne respectaient pas les objectifs de la Stratégie. En fait, un petit nombre de pays, dont la Nouvelle-Zélande, atteignent ces objectifs, mais il faut bien dire que malheureusement ce n'est pas le cas des principaux pays.

53. Comme l'a dit le Président de la République du Zaïre à la 2140ème séance plénière, le 4 octobre, le moment est peut-être venu d'abandonner la distinction entre pays développés et pays en voie de développement. Celle-ci n'a jamais été vraiment satisfaisante et elle est parfois nettement erronée. En effet, certains pays dits en voie de développement atteignent

des niveaux de revenu par habitant plus élevés que certains pays dits développés, tandis que d'autres pays, la Nouvelle-Zélande par exemple, dont le secteur industriel est peu important, sont largement tributaires des exportations de produits primaires, ce qui caractérise les pays en voie de développement. Si l'ONU veut se servir de sa force collective pour réaliser la sécurité économique et pour persuader les traînants de participer à l'application de la Stratégie, il faut échapper à une polarisation inutile et injustifiée entre riches et pauvres et entre pays développés et pays en voie de développement. Ceux-ci, comme l'a dit le Président de la République-Unie de Tanzanie à Ottawa, en août 1973, n'ont pas besoin d'un syndicat des pauvres mais d'un syndicat des petits. En effet, en économie comme en politique, les pays puissants ont tendance à régler leurs problèmes sans accorder d'attention autre que symbolique au reste du monde. Les sociétés multinationales, dont la puissance économique dépasse celle d'un grand nombre de pays, créent des problèmes analogues pour les petits pays. La sécurité économique collective exige le démantèlement des anciennes barrières entre pays développés et pays en voie de développement, car c'est là la seule façon d'obtenir des pays puissants qu'ils adoptent des politiques économiques compatibles avec l'intérêt humanitaire de tous les peuples et orientent les activités des sociétés multinationales de façon qu'elles aient un effet favorable sur le développement économique.

54. Le Gouvernement néo-zélandais se félicite de l'initiative prise à la troisième session de la CNUCED par le Président du Mexique en ce qui concerne une charte des droits et devoirs économiques des Etats. Il faut espérer que celle-ci ne se perdra pas dans les dédales de la bureaucratie et de la procédure; pour avoir quelque chance de succès, il faut qu'elle bénéficie de l'appui le plus vaste possible et la Nouvelle-Zélande espère que tous les pays aborderont cette tâche dans un esprit de coopération.

55. La Nouvelle-Zélande se félicite également de l'effort tenté par certains pays pour que les organismes des Nations Unies fournissent une assistance humanitaire aux mouvements de libération d'Afrique. Le Conseil économique et social devrait, de son côté, s'efforcer de supprimer les obstacles qui s'opposent à l'octroi d'une assistance humanitaire aux territoires intéressés. L'étude à réaliser s'harmoniserait avec l'examen des accords conclus entre l'ONU et les institutions spécialisées en vue de renforcer la cohésion du système et son aptitude à atteindre les objectifs de la Stratégie internationale du développement en application de la résolution 1763 (LIV) du Conseil économique et social. Aux termes de cette même résolution, le Secrétaire général doit présenter au Conseil un rapport indépendant sur les liens passés et présents entre l'ONU et les institutions spécialisées. La Nouvelle-Zélande, entre autres, attend ces deux rapports avec intérêt.

56. La délégation néo-zélandaise attend également avec intérêt les résultats des travaux du Groupe de personnalités créé par la résolution 1721 (LIII) du Conseil économique et social qui étudie les effets des activités des sociétés multinationales. S'il ressort de ces travaux qu'un code de conduite est souhaitable, la Nouvelle-Zélande participera à son élaboration.

57. Le Gouvernement néo-zélandais estime que la principale préoccupation de l'ONU doit être la réalisation de la justice économique et sociale. Pendant trois ans, la délégation néo-zélandaise au Conseil économique et social s'est efforcée de rendre à cet organe l'autorité et le rôle qui lui sont dévolus dans la Charte. S'il est encore trop tôt pour pouvoir affirmer que le renouveau se maintiendra, il semble que les gouvernements ont une confiance accrue dans le Conseil et lui fourniront donc l'appui nécessaire.

58. Mlle BENNATON (Honduras) déclare que sa délégation a jugé extrêmement intéressante la déclaration du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales à la 1516ème séance. L'application de la technique au développement économique, que ce soit dans l'agriculture ou dans l'industrie, est d'un intérêt capital pour les pays en voie de développement, et un véritable programme d'action adapté aux réalités du développement renforcerait considérablement les efforts collectifs entrepris dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. De même, le transfert des techniques doit avoir une place de choix dans les programmes de développement économique. Quoi qu'il en soit, l'application et le transfert des techniques doivent avant tout être adaptés à la situation de chaque pays. A ce sujet, la délégation du Honduras a jugé particulièrement intéressante l'annonce, par la République fédérale d'Allemagne (1519ème séance) de la création d'un centre d'information technique qui coopérerait avec les organismes correspondants dans les pays en voie de développement. Etant donné la capacité de la République fédérale d'Allemagne dans le domaine technique, ce centre pourrait être d'une aide précieuse pour les pays du tiers monde.

59. La pénurie de personnel qualifié est l'un des problèmes les plus graves qui se posent aux pays en voie de développement. Cependant, l'utilité d'un spécialiste n'est pas uniquement une question de formation, mais également d'état d'esprit, et une attitude positive et enthousiaste à l'égard de son travail est d'une importance capitale. Mlle Bennaton pense que l'importance de cet élément a peut-être été sous-estimée.

60. En ce qui concerne le problème de l'alimentation, la délégation du Honduras a écouté avec beaucoup d'intérêt la déclaration du représentant de l'Islande (1525ème séance) et appuie en particulier l'idée de créer une banque alimentaire mondiale à laquelle on pourrait faire appel en cas d'urgence. Mlle Bennaton pense, comme le représentant de l'Islande, que la mer pourrait constituer une source capitale de produits alimentaires à condition que l'on mette au point des techniques d'exploitation appropriées. Cela pourrait être une solution intéressante pour les pays en voie de développement auxquels l'accroissement de leur population pose de graves problèmes. Au cas où, comme l'a proposé à la 2124ème séance plénière le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, M. Kissinger, une conférence mondiale de l'alimentation aurait lieu en 1974, ces propositions devraient être étudiées très attentivement.

61. Le tiers monde, qui a subi tant de catastrophes naturelles, devrait mettre en place, si possible, un système de prévention de ces désastres. Il doit être possible de lutter contre les inondations et la sécheresse par des méthodes scientifiques; quant aux tremblements de

terre, même si on ne peut les prévenir, on peut tout au moins les prévoir à l'aide d'instruments et en limiter les effets.

62. Au Honduras, le Gouvernement du général Oswaldo López Arellano prend des mesures énergiques dans les domaines économique et social. On s'efforce actuellement de régler définitivement les problèmes frontaliers entre El Salvador et le Honduras afin de rétablir des relations commerciales normales entre ces deux pays et reconstruire le Marché commun des pays d'Amérique centrale. Dans le domaine agricole, le Honduras a lancé une expérience dans le cadre de laquelle 10 000 familles d'agriculteurs ont reçu 26 500 hectares à cultiver avec l'appui de la Banque nationale de développement et avec les avis de l'Institut agronomique national et de la Direction du développement rural. Le Ministère de l'économie a pris des mesures préventives contre l'inflation galopante en fixant le prix de la farine de blé et d'autres produits. Il a en outre organisé des séminaires de promotion des exportations.

63. Du 17 au 22 septembre 1973, un séminaire de développement rural a eu lieu au Centre national agricole de Comayagua, au Honduras. Ce séminaire avait pour objectifs d'amener les organismes du gouvernement directement intéressés par l'agriculture à procéder plus souvent à des échanges de vues; d'obtenir une meilleure coordination dans l'exécution des programmes en faveur des agriculteurs, et d'analyser les problèmes du secteur rural.

64. Le Honduras voit également se développer l'industrie touristique. L'entreprise privée y est extrêmement dynamique et le Honduras se modernise et s'industrialise à un rythme rapide.

65. M. SIDDIQ (Afghanistan) déclare que sa délégation a toujours pensé que la Stratégie internationale du développement ne réussirait que si les pays développés remplit leurs engagements et leurs obligations. Or les trois premières années de la Décennie se sont en grande partie soldées par un échec, par suite du manque de coopération et de volonté politique de la part des pays développés, qui n'ont pas pris de mesures concrètes pour remplir leurs obligations. Le fardeau de la dette extérieure des pays en voie de développement s'est alourdi tandis que l'assistance qui leur est fournie diminue par rapport à leurs besoins croissants. En revanche, la course aux armements et la conquête de l'espace continuent à engloutir des sommes importantes.

66. Dans le domaine du commerce, les mesures de restriction qui portent sur les produits de base des pays en voie de développement et les pratiques protectionnistes des pays développés font que la part modeste des premiers continue à diminuer. Le système généralisé de préférences exclut les principaux produits agricoles des pays en voie de développement et, en outre, il n'est pas appliqué par tous les pays. De plus, la crise monétaire internationale a eu des effets néfastes sur les relations commerciales des pays en voie de développement. La délégation afghane estime qu'il est indispensable de tenir compte des intérêts particuliers de ces pays dans les décisions qui seront prises en ce qui concerne les négociations et les règlements commerciaux et monétaires internationaux. La réforme du système monétaire international présente une grande importance pour les pays en voie de développement car le

système mis au point à Bretton Woods ne sert en fait que les intérêts de quelques pays développés.

67. Pour des raisons évidentes, l'Afghanistan s'intéresse particulièrement aux mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés et des pays en voie de développement sans littoral. L'Afghanistan souhaiterait que ces mesures soient appliquées, mais les tendances actuelles laissent à penser que la majorité des pays développés sont hésitants ou perplexes. Lors de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, une résolution relative aux mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés a été adoptée. Aux termes de cette résolution, la Conférence a recommandé qu'un rang de priorité très élevé soit accordé à l'application immédiate des programmes adoptés à la troisième session de la CNUCED et par d'autres organisations internationales qui visent à accorder un traitement particulier à ces pays, en particulier dans le domaine du commerce; il a également été recommandé que l'on s'efforce d'appliquer de nouvelles mesures dans tous les domaines et surtout dans celui du commerce et des finances, et que les diverses résolutions et décisions de l'ONU et des organismes qui lui sont rattachés soient exécutées sans tarder. Les besoins particuliers des pays sans littoral ont fait l'objet d'une autre résolution, dans laquelle il a été recommandé qu'une série de dispositions spéciales soient envisagées et appliquées d'urgence afin d'assurer à ces pays le droit au libre accès à la mer dans les deux sens et l'assistance internationale dont ils ont besoin. La délégation afghane espère que des décisions analogues seront recommandées par la Deuxième Commission. La République d'Afghanistan croit dans le principe de l'auto-assistance, mais il ne serait pas réaliste de penser qu'elle pourrait assumer son développement dans des délais relativement rapides sans une assistance bilatérale et multilatérale. Le gouvernement afghan est disposé à assumer ses responsabilités dans le cadre de la Stratégie et pour cela il est prêt à apporter des réformes fondamentales à son économie. Il est décidé, en premier lieu, à instituer une réforme agraire dont bénéficiera la majorité du peuple afghan. Néanmoins, il a besoin d'une assistance internationale qui soit assortie de clauses de faveur et qui ne soit subordonnée à aucune condition. Il est essentiel que le principe de la non-réciprocité soit pris en considération dans les échanges commerciaux.

68. La délégation afghane pense que c'est dans le domaine économique et social que l'Organisation des

Nations Unies peut exploiter le mieux son potentiel. Elle se félicite de l'élargissement à 54 membres de la composition du Conseil économique et social, qui permettra à cet organe de mieux se représenter les problèmes de la communauté internationale et le mettra par conséquent mieux à même de remplir son rôle.

69. M. Siddiq partage sans réserve les vues exprimées à Alger par les pays non alignés, qui ont estimé que le mouvement vers la détente, quoique bienvenu, n'a eu jusqu'ici que peu d'effet sur le progrès des pays en voie de développement. Il faut espérer que la détente stimulera les relations économiques mutuelles des pays directement intéressés, mais qu'en outre elle aboutira à une amélioration générale des relations économiques dont bénéficieront tous les membres de la communauté internationale.

70. L'Afghanistan approuve la décision des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés qui ont demandé qu'une conférence commune FAO/CNUCED au niveau ministériel se réunisse d'urgence afin de formuler les principes d'une coopération internationale visant à remédier à la pénurie croissante de produits alimentaires et d'autres produits de base ainsi qu'à maintenir la stabilité des prix. A cet égard, elle approuve également la proposition des Etats-Unis d'Amérique tendant à réunir une conférence mondiale de l'alimentation en 1974, ainsi que l'idée d'organiser une session spéciale de l'Assemblée générale, à un niveau élevé, en vue d'examiner les problèmes du développement et de la revitalisation du mécanisme mis en place pour atteindre les buts et les objectifs de la Stratégie internationale du développement avant même l'examen qui doit avoir lieu en 1975, au milieu de la Décennie.

71. M. Siddiq appuie sans réserve la proposition de la délégation de l'URSS tendant à ce que les Etats membres permanents du Conseil de sécurité réduisent leurs budgets militaires de 10 p. 100 et utilisent les ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement. Il espère toutefois que cette assistance sera alors accordée par l'intermédiaire des organisations internationales et qu'elle tiendra compte des besoins urgents des pays en voie de développement les moins avancés.

La séance est levée à 12 h 55.

1529^e séance

Mardi 9 octobre 1973, à 15 h 20.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1529

Discussion générale (fin)

1. M. OLIVERI LÓPEZ (Argentine) fait observer que la vingt-huitième session de l'Assemblée générale se tient au moment où les relations économiques internationales sont dans une période de transition d'importance capitale pour les pays en voie de

développement. Le nouveau climat de détente entre pays à systèmes sociaux et économiques différents a déjà eu des répercussions dans le domaine économique. Si la délégation argentine croit, comme le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales (1516^{ème} séance), que cette détente est de nature à favoriser le commerce international, elle n'en craint pas

moins que tout ce que les pays en voie de développement pourront en attendre ne se ramène à l'effet indirect d'un regain d'activité sur les marchés mondiaux. En fait, il est fort possible que le rapprochement des grandes puissances indique simplement leur intention de perpétuer leur hégémonie et non d'établir les assises d'une répartition plus équitable des revenus dans le monde.

2. Le Gouvernement argentin espère que les progrès réalisés dans la voie du désarmement donneront un élan nouveau à la coopération aux fins du développement car il est évident que les sentiments de frustration nés du sous-développement influent sur la paix et la sécurité internationales. Le fait que tous les gouvernements adoptent la même attitude à l'égard de questions telles que les politiques à suivre en matière d'environnement, les pénuries alimentaires, la mise en valeur des ressources du fond des mers ou la science et la technique marque bien les liens d'interdépendance qui existent désormais entre tous les Etats. Par ailleurs, la crise monétaire, qui frappe tous les pays, qu'ils soient grands ou petits, montre que toute solution prise isolément est impossible à appliquer. Enfin, que même les systèmes économiques les plus stables soient atteints par l'inflation est une preuve de plus de l'interdépendance des pays.

3. Dans ces circonstances, il est vraiment paradoxal que dès les premières années de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, on constate un temps d'arrêt, et même un recul, dans la coopération internationale qui aurait dû marquer l'application de la Stratégie internationale du développement. Ainsi qu'il ressort de la première opération d'examen et d'évaluation par le Comité de la planification du développement¹, «la cause du développement a perdu de son élan».

4. Le document de travail présenté par le Conseil économique et social en annexe à sa résolution 1827 (LV) révèle nettement que si les objectifs peu ambitieux fixés dans la Stratégie n'ont pu être atteints, la faute en incombe à tous les pays développés, à quelques exceptions près. La première opération d'examen et d'évaluation aboutira certainement à la même conclusion. Toute évaluation des progrès accomplis dans l'application de la Stratégie devra à la fois être fondée sur un diagnostic des événements qui se sont produits et être marquée du sceau de l'esprit novateur approprié à l'époque difficile que traverse le monde. Quel que soit le verdict, rien ne saurait justifier qu'on transige sur les buts et objectifs de la Stratégie.

5. La croissance économique n'est pas synonyme de développement; celui-ci consiste en un processus intégré qui met l'accent voulu sur les aspects qualitatifs du bien-être individuel et de la justice sociale. Le Gouvernement argentin s'est donné pour tâche d'édifier une société nouvelle où toutes les couches sociales ont leur rôle à jouer et où l'écart qui les sépare se réduit grâce à la redistribution du revenu national. Toutefois, ces transformations qualitatives ne se feront pas sans une croissance économique dans tous les secteurs; aussi le Gouvernement argentin reste-t-il persuadé que la réalisation des objectifs quantitatifs est essentielle au plein épanouissement de l'homme. La coopération de la communauté internationale au

développement national ainsi intégré devrait se concrétiser par des mesures que devraient prendre tant les pays développés que les pays en voie de développement; elle ne devrait pas s'exprimer en termes d'objectifs ou d'indicateurs qui divisent les peuples du tiers monde au lieu de les unir et qui procèdent d'une vue trop théorique des choses pour venir à bout des épreuves d'une époque en pleine évolution.

6. Les négociations internationales concernant un nouveau système monétaire et les négociations commerciales dans le cadre du GATT montrent que la communauté internationale se trouve au seuil d'une ère nouvelle dans les relations économiques internationales. Le Gouvernement argentin participe aux deux séries de négociations et il a indiqué clairement sa position: pour lui, tout accord sur le système monétaire ou sur les termes de l'échange devra tenir compte des caractéristiques de tous les Etats membres, et en particulier de leur niveau de développement. Ainsi, pour ce qui est de la question des déséquilibres de balance des paiements, le mécanisme qui sera établi devra tenir compte des problèmes économiques et sociaux particuliers aux pays en voie de développement. Le Gouvernement argentin estime que les droits de tirage spéciaux devraient être le pivot du système monétaire réformé et il souscrit au principe du lien entre l'allocation des droits de tirage spéciaux et l'assistance au développement. Le montant des droits de tirage spéciaux alloués aux pays en voie de développement les moins avancés devrait être augmenté afin de faciliter la croissance des échanges internationaux et le courant des ressources réelles vers les pays en voie de développement.

7. Tout en comprenant certains éléments positifs, la déclaration faite à Tokyo le 14 septembre 1973 dans le cadre du GATT est, dans son ensemble, décevante. La part d'intervention des pays en voie de développement dans les échanges mondiaux est en régression et l'objet de la série de négociations commerciales qui doivent bientôt s'ouvrir doit être d'enrayer sinon de renverser cette tendance. Les pays développés doivent montrer qu'ils sont conscients de leur responsabilité à l'égard de la communauté internationale et souscrire sans réserve à un programme qui soit à l'avantage de tous les pays. Le Gouvernement argentin tient à souligner qu'il faudra tenir compte des intérêts des pays en voie de développement dans les négociations monétaires comme dans les négociations commerciales, et que les accords futurs devront conduire à une nouvelle division internationale du travail dans laquelle les questions de financement et du développement de la technologie auront le rang de priorité voulu.

8. L'influence croissante des sociétés multinationales est une source de préoccupation pour la communauté internationale en général et pour les pays en voie de développement en particulier. Ces sociétés exercent une ingérence et une domination d'un genre nouveau qui influent sur le processus de la prise des décisions dans les pays de pénétration, en particulier dans les pays en voie de développement. Le Gouvernement argentin espère que le Groupe de personnalités constitué par le Conseil économique et social aux termes de sa résolution 1721 (LIII) saura élaborer des règles de conduite précises dans lesquelles il sera tenu compte des problèmes structurels et de la position relativement plus faible des pays de pénétration; la création de centres régionaux ou internationaux d'information

¹ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 5*, par. 29.

et de consultation marquerait un premier pas important.

9. L'Argentine se félicite des progrès réalisés dans l'élaboration d'une charte des droits et des devoirs économiques des Etats. A cet égard, le Conseil économique et social a apporté une contribution notable, lors de ses cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions, à l'application pratique de la notion de sécurité économique collective.

10. La délégation argentine s'inquiète tout particulièrement de la crise alimentaire qui met en péril la vie de millions d'être humains en Afrique et en Asie. A la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social, l'Argentine a promis de contribuer aux secours d'urgence pour la zone soudano-sahélienne, et elle se félicite de constater que l'Organisation des Nations Unies a fait un nouvel effort pour trouver des solutions à long terme aux problèmes de la sécheresse dans cette zone.

11. Un événement particulièrement important et prometteur est que tous les pays en voie de développement font maintenant un "effort autocentré" pour assurer leur indépendance économique dans un système d'aide et de solidarité mutuelles, ainsi qu'en témoignent les décisions que l'Argentine entérine sans réserve, prises par la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, qui s'est tenue à Georgetown du 8 au 12 août 1972, et par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Alger du 5 au 9 septembre 1973. Le développement autonome est l'instrument essentiel qui permettra à ces pays de connaître une souveraineté politique véritable et de réaliser les réformes de structure indispensables à l'accession à l'indépendance économique réelle et à l'établissement de la justice sociale. Cette tendance nouvelle est en partie justifiée par les déceptions qu'éprouvent les pays en voie de développement dans leurs relations avec les principaux pays développés. Néanmoins, la lutte du tiers monde pour parvenir à un développement autonome et intégré dépend de certains facteurs extérieurs, à savoir l'amélioration indispensable des termes de l'échange et du financement, du transfert des techniques et de l'assistance technique. Le fait que les pays en voie de développement entendent adopter une attitude commune à l'égard d'une large gamme d'activités économiques et sociales ne manquera pas d'influer à la fois sur les programmes de coopération de l'Organisation des Nations Unies et sur la coopération internationale au service du développement en général. L'application de la "Stratégie internationale du développement" étant pratiquement au point mort, il est particulièrement encourageant de constater que les pays en voie de développement manifestent maintenant la ferme volonté de coopérer entre eux.

12. M. SHIRAMANGA (Burundi) dit que l'adoption de la Stratégie internationale du développement avait fait espérer qu'on pourrait bientôt résoudre les problèmes de développement des pays pauvres. Les résultats des deux premières années de la Décennie sont cependant décevants. L'écart s'élargit de plus en plus entre les riches et les pauvres et le rythme de croissance des économies de maints pays en voie de développement se ralentit. La solidarité universelle a perdu de son élan, semble-t-il, particulièrement chez les pays nantis. Le courant d'aide fournie par les pays

développés aux pays en voie de développement a substantiellement diminué pendant la deuxième Décennie. Chose plus décevante encore, il apparaît une tendance bien marquée chez les pays les plus riches à se désintéresser de l'essor économique des pays pauvres. L'Organisation des Nations Unies est née du souci commun de sauvegarder la paix universelle, mais celle-ci ne deviendra une réalité que si l'écart actuel de développement disparaît et si l'humanité tout entière atteint un niveau de vie décent. L'orientation des institutions financières internationales n'a guère été plus favorable aux pays en voie de développement. A maintes reprises, le jugement qu'elles portent sur tel ou tel gouvernement les a fait revenir sur leurs décisions, ce qui amène les pays en voie de développement à s'interroger sur le rôle qu'elles attribuent à la Stratégie.

13. L'indifférence et même l'égoïsme des pays nantis et la déception des pays en voie de développement ne cessent de se manifester dans les échanges commerciaux. La coopération commerciale serait pourtant le meilleur moyen d'appuyer efficacement les efforts que les pays pauvres entreprennent pour améliorer leur sort. Une rémunération des produits alimentaires juste et stable et la suppression des barrières contingentaires ou protectionnistes opposées aux produits primaires et notamment aux produits agricoles des pays en voie de développement aideraient ces derniers à accroître leur production et leur commerce et, partant, les ressources qu'ils pourraient consacrer à l'investissement. La libéralisation des marchés dans tous les domaines assurerait une meilleure division du travail, puisqu'elle permettrait aux pays de développer surtout les secteurs qui présentent pour eux la plus grande importance. Des mesures particulières sont nécessaires dans le cas des pays en voie de développement les moins avancés. L'Assemblée générale devrait prendre des décisions susceptibles d'orienter les prochaines négociations de façon que, dans ce secteur précis, les objectifs de la Stratégie en ce qui concerne les pays en voie de développement les moins avancés soient respectés. A cette fin, les mesures restrictives et les mesures de contrôle des importations et des exportations prises par les pays nantis devraient être éliminées en vue d'instaurer des relations commerciales plus saines et, par conséquent, normales.

14. Toutefois, il sera difficile de normaliser les relations commerciales si le système monétaire actuel est maintenu, en dépit des crises monétaires répétées qu'il a engendrées. La réunion annuelle commune tenue à Nairobi par la BIRD et le FMI du 24 au 28 septembre 1973 a prouvé qu'une communauté de vues est loin d'être atteinte entre les pays nantis et les pays en voie de développement. Une solution doit être trouvée à l'échelle mondiale; des ajustements particuliers introduits par certains pays ne pourront qu'être temporaires. Le système monétaire doit être réformé, compte tenu des intérêts de toutes les parties intéressées et le mécanisme des droits de tirage spéciaux devra être modifié pour permettre aux pays pauvres d'améliorer la situation de leur balance des paiements.

15. Les sociétés multinationales peuvent avoir des effets néfastes sur la planification du développement des pays de pénétration et notamment des pays en voie de développement. L'Assemblée générale devrait

adopter à la présente session une résolution qui limiterait les pouvoirs des sociétés multinationales et protégerait la souveraineté des Etats dans la planification de leur avenir économique et social.

16. Des mesures spéciales doivent être prises par les pays nantis et par les pays en voie de développement les plus avancés pour aider ceux qui sont les plus dépourvus à rattraper leur retard, conformément à la résolution 62 (III) de la CNUCED². Les pays sans littoral supportent par exemple des frais de transport qui grèvent parfois leurs marchandises importées ou exportées jusqu'à un tiers de leur valeur. Les pays voisins qui ont accès à la mer devraient les aider en appliquant au transit de ces marchandises les mêmes conditions qu'aux leurs propres.

17. En outre, comme l'a déclaré le Président de la République du Zaïre à l'Assemblée générale (2140^eme séance plénière), l'ONU devrait recommander que les Etats créanciers des pays affectés par la sécheresse dans la région soudano-sahélienne renoncent à leurs créances en guise de secours aux populations de cette région, de façon à accélérer leur retour à la vie normale. Il importera également d'analyser la situation en vue de prévenir d'autres catastrophes similaires, notamment sur le plan de l'alimentation, aussi bien dans la région soudano-sahélienne que dans d'autres régions du monde.

18. Pour conclure, M. Shiramanga fait observer que tous les orateurs précédents ont été d'avis que la situation économique qui règne actuellement dans le monde rend nécessaire une volonté collective des riches et des pauvres de changer la face du monde et d'instaurer une solidarité collective plus active. Il espère que la Commission parviendra à un consensus sur un programme concret dans cette croisade entreprise par l'ONU et ses institutions spécialisées contre le sous-développement et le déséquilibre socio-économique.

19. M. HOSNY (Egypte) dit que, pour produire des résultats positifs, l'examen et l'évaluation des progrès accomplis dans l'application de la Stratégie internationale du développement — qui est le plus important point (point 46) inscrit à l'ordre du jour de la Commission — doit être fondé sur une évaluation des réalisations et des retards enregistrés dans les pays en voie de développement, pris collectivement et individuellement, pendant chacune des périodes considérées. Il faut également déterminer si de nouveaux objectifs et de nouvelles mesures sont nécessaires dans un monde en voie de d'évolution. Bien entendu, l'objectif essentiel de la Stratégie, qui consiste à assurer un développement plus équilibré à l'échelle mondiale en vue de réduire les disparités existantes, reste valable.

20. La situation internationale générale s'est améliorée grâce à un certain nombre de faits propices survenus depuis l'adoption de la Stratégie. C'est tout d'abord l'admission de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies, sa participation de plus en plus active à la coopération économique internationale et la diffusion croissante des concepts sur lesquels repose le processus de développement économique dans ce pays. Deuxièmement, la détente

entre les grandes puissances fait naître l'espoir que les immenses ressources gaspillées pour la course aux armements seront bientôt mises au service du développement. Troisièmement, les peuples et les gouvernements se rendent de plus en plus compte de l'interdépendance de leurs intérêts et de la nécessité de résoudre des problèmes mutuellement liés par une action mondiale concertée et ils reconnaissent qu'il convient d'observer les engagements énoncés dans la Stratégie si l'on veut maintenir un taux de croissance soutenu aussi bien dans les pays développés que dans les pays en voie de développement.

21. L'approbation générale donnée par le Conseil économique et social à la notion de sécurité économique collective prouve que les gouvernements comprennent plus que jamais les exigences d'un ordre international naissant fondé sur l'équité et dont on peut dire que les conclusions et recommandations formulées au cours de plusieurs conférences internationales récentes sont d'importants piliers. De sensibles progrès ont été réalisés, en particulier lors de la deuxième réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept à Lima en novembre 1971, la troisième session de la CNUCED à Santiago en avril-mai 1972, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement à Stockholm en juin 1972, la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés à Georgetown en août 1972 et la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non-alignés, tenue à Alger du 5 au 9 septembre dernier. De plus, la communauté mondiale reconnaît l'urgente nécessité de réformer le commerce international et le système monétaire international et l'on admet généralement que les pays en voie de développement doivent effectivement participer sur un pied d'égalité à toutes les négociations pertinentes. On est convenu aussi que les négociations commerciales devront viser à assurer des avantages substantiels aux pays en voie de développement; reste à savoir dans quelle mesure on passera des déclarations d'intention aux actes.

22. Malheureusement, la situation des pays en voie de développement s'est généralement détériorée depuis les dernières années de la première Décennie des Nations Unies pour le développement. Certains pays les plus riches ont, dans les domaines du commerce, du développement et du financement et en matière monétaire, suivi des pratiques qui ont nui si gravement à la structure économique internationale qu'elles ont compromis les possibilités d'une prospérité et d'une croissance soutenue à l'échelle mondiale. Le manque de confiance dans le système monétaire international et l'inaptitude à prendre des mesures efficaces pour y remédier ont déclenché une série de crises monétaires, et chaque réaligement de monnaies qui a suivi a érodé, en valeur, les réserves en devises des pays en voie de développement. L'inflation endémique dans les pays développés à économie de marché a contribué à détériorer davantage la balance des paiements et les termes de l'échange et à aggraver l'endettement des pays en voie de développement.

23. Simultanément, l'imposition de barrières tarifaires et non tarifaires par certains pays développés a considérablement compromis les possibilités d'exportation des pays en voie de développement, qui ne sont plus en mesure de financer les importations prévues de biens d'équipement, nécessaires pour mettre en œuvre leurs programmes d'industrialisation.

² Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session, vol. I : Rapports et annexes (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

Le prix de leurs importations de produits alimentaires de base a triplé au cours des quelques derniers mois. Le montant de l'aide publique au développement n'a atteint que la moitié de l'objectif fixé par la Stratégie, à un moment où le service de la dette grève de plus en plus lourdement les pays en voie de développement. Dans un certain nombre de ces pays, y compris l'Egypte, le service de la dette absorbe plus de 25 p. 100 des recettes d'exportation. Du fait de pressions inflationnistes de plus en plus fortes, on ne saurait dire que les transferts financiers à destination des pays en voie de développement aient augmenté en termes réels au cours des deux années considérées.

24. En dépit de ces obstacles, les pays en voie de développement ont fait dûment face à leurs engagements, atteignant un taux global de croissance de 5,4 p. 100 environ pendant la même période. Ce taux se situe cependant bien au-dessous de l'objectif minimum de 6 p. 100 fixé pour la deuxième Décennie et est sensiblement en baisse par rapport au taux de 6,2 p. 100 réalisé au cours des dernières années de la première Décennie. Du fait de l'expansion démographique, le taux de croissance du produit intérieur brut par habitant est en fait tombé à 2,5 p. 100 dans les pays en voie de développement en 1970-1972, la croissance ayant été nulle dans les pays les moins avancés et inférieure à 1 p. 100 dans les pays qui comptent les trois quarts de la population du tiers monde. En conséquence, le fossé entre les revenus des pays développés et ceux des pays en voie de développement ne cesse de s'élargir.

25. Le chômage continue d'augmenter dans les pays en voie de développement; le taux élevé de la croissance démographique dans la majorité de ces pays aggrave le problème. La conclusion à laquelle toutes les études démographiques ont unanimement abouti est la suivante : le développement économique et social accéléré est une condition indispensable pour que l'on puisse résoudre le problème de la population. Cependant, en ne réalisant qu'en partie les objectifs du développement on risque également d'aggraver la situation initiale avant d'obtenir des résultats positifs. Par exemple, le taux global de croissance de la population dans les pays en voie de développement au cours de la période considérée a atteint 2,7 p. 100 par suite de l'amélioration des conditions sanitaires et de l'abaissement du taux de mortalité infantile, ce qui n'est pas allé de pair avec le progrès économique et social nécessaire pour rétablir l'équilibre entre le développement et la croissance démographique.

26. La délégation égyptienne est extrêmement préoccupée par la situation précaire dans laquelle se trouvent les pays de la région soudano-sahélienne et l'Egypte leur a fourni une assistance en nature dans les limites de ses modestes possibilités. M. Hosny appuie les recommandations concrètes que le Président de la République du Zaïre a formulées à la 2140^{ème} séance plénière en vue d'améliorer la situation. Il faut trouver une solution durable à la crise alimentaire dans le monde. La délégation égyptienne appuie la recommandation faite par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés dans son programme d'action pour la coopération économique pour que soit organisée d'urgence, au niveau ministériel, une conférence mondiale de l'alimentation réunissant les Etats Membres de la FAO et de la CNUCED.

27. A sa cinquante-quatrième session, le Conseil économique et social a examiné les conséquences économiques et sociales du désarmement. Parmi les recommandations figurant dans le rapport³ du Groupe d'experts chargé d'étudier la question, l'une d'elles présente une importance particulière, à savoir que l'assistance économique fournie par les pays développés aux pays en voie de développement pourrait et devrait augmenter considérablement et devrait avoir un rang de priorité plus élevé dans la répartition des ressources libérées par le désarmement. S'il lui avait été donné suite plus tôt, un moins grand nombre de personnes seraient mortes dans la région soudano-sahélienne. La proposition que le Ministre des affaires étrangères de l'URSS a soumise à l'Assemblée générale le 25 septembre (2126^{ème} séance plénière), qui tend à réduire de 10 p. 100 les budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et à utiliser une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement, constitue une importante contribution à la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'experts.

28. Les pays développés n'ont pas réalisé les objectifs monétaires et commerciaux fixés par la Stratégie. Les pays en voie de développement s'en inquiètent, craignant en particulier d'essuyer de nouvelles pertes du fait des réformes monétaires qui sont envisagées. Les pays en voie de développement sont représentés, quoique insuffisamment, au Comité des Vingt du FMI et ils participeront aux prochaines négociations commerciales multilatérales du GATT en 1974; ils insisteront pour que leurs intérêts soient pleinement pris en considération dans les deux séries de négociations. La déclaration économique adoptée par la Conférence d'Alger constitue une base solide pour la participation des pays en voie de développement aux négociations du GATT. La délégation égyptienne estime que le Conseil du commerce et du développement devrait coordonner la réforme du système monétaire international et les négociations commerciales multilatérales et qu'il faudrait mettre en place un dispositif efficace de coordination, avec la participation du Secrétaire général de la CNUCED, du Directeur général du GATT et du Directeur général du FMI.

29. M. Hosny insiste sur le fait qu'il est nécessaire d'établir un lien organique entre les droits de tirage spéciaux et le financement additionnel du développement et il formule l'espoir que les dispositions définitives de la réforme monétaire feront tomber les réserves que certains pays développés ont formulées à ce sujet à Nairobi, lors de la réunion annuelle commune de la BIRD et du FMI. Le nouveau système monétaire devrait également comporter un dispositif de compensation automatique pour les pertes subies, du fait de la diminution de la valeur réelle de leurs recettes en devises, par les pays en voie de développement, notamment par ceux qui exportent des produits agricoles, du pétrole et des matières premières. Il faudrait également prévoir un dispositif automatique d'ajustement destiné à protéger les pays en voie de développement contre les pertes de revenus imputables aux fluctuations des prix et des exportations dans leurs échanges commerciaux avec leurs partenaires industrialisés. Ce dispositif pourrait revêtir la forme d'un financement compensatoire proportionné à

³ *Désarmement et développement* (publication des Nations-Unies, numéro de vente : F.73.IX.1), chap. V.

la dégradation des termes de l'échange ainsi qu'il est déjà prévu dans les arrangements que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole a conclus avec les sociétés pétrolières.

30. Le Groupe de travail créé conformément à la résolution 45 (III) de la CNUCED⁴ a accompli des progrès sensibles dans l'élaboration d'une charte des droits et devoirs économiques des Etats et devrait achever ses travaux en 1974. Lorsque cette charte aura été adoptée et que tous les pays y auront adhéré, ce sera un instrument juridique ayant force obligatoire qui régira les relations économiques entre les Etats, et plus seulement un idéal.

31. L'aide étrangère aux pays en voie de développement, y compris les investissements privés étrangers, devrait être fournie sans léser les intérêts nationaux ou nuire aux ressources naturelles du pays hôte et sans coercition. Les pays en voie de développement s'efforcent d'éliminer les pratiques pernicieuses de certaines sociétés multinationales et de définir les conditions dans lesquelles les sociétés étrangères peuvent investir sur leur territoire. Le rapport établi par le Département des affaires économiques et sociales⁵ pour faciliter les travaux du Groupe de personnalités désigné en application de la résolution 1721 (LIII) du Conseil économique et social contient un certain nombre de recommandations sur les moyens de réglementer les activités des sociétés multinationales qui prennent en considération les intérêts de ces dernières et les droits souverains des pays d'accueil.

32. Depuis la révolution de 1952, l'Egypte s'est attachée essentiellement à accomplir des progrès dans les domaines social et économique en procédant à de profondes modifications de structure. En 1956, année de l'invasion de la zone du canal de Suez, les anciens obstacles qui empêchaient un développement économique régulier avaient été surmontés. La formulation et l'exécution, à partir de 1960, de plans généraux de développement ont stimulé l'économie du pays. Pendant la période 1960-1966, un taux moyen annuel de croissance de 6,5 p. 100 en termes réels a été atteint grâce à la contribution généreuse de l'Union soviétique, qui a aidé à créer un noyau de productivité dans l'industrie et l'agriculture, notamment par la construction d'un complexe sidérurgique et du grand barrage d'Assouan. On a également enregistré des améliorations prononcées dans les services sociaux, particulièrement en matière d'éducation et de santé publique. Le changement le plus important survenu dans la structure de l'économie a été dû à la part accrue de l'industrie dans le produit intérieur brut. Le grand barrage d'Assouan a fourni les ressources indispensables pour une croissance sans précédent de la production agricole, fondée sur la mise en valeur des terres et l'irrigation du désert. Une réforme agraire extensive et l'application de nouvelles techniques ont également amélioré la situation agricole.

33. La croissance de l'économie a, toutefois, enregistré un recul grave depuis l'agression israélienne de juin 1967, qui a provoqué la fermeture du canal de

Suez, l'occupation du Sinaï et le pillage de ses importants gisements pétroliers et minéraux, la destruction de certaines industries et le déclin du tourisme. Le maintien de l'occupation israélienne, s'accompagnant d'actes répétés d'agression contre les pays voisins, dont M. Hosny cite plusieurs exemples, prouvent d'une manière concluante qu'Israël a pour politique fondamentale d'empêcher les pays arabes d'améliorer leur niveau de vie dans la paix. La politique israélienne d'agressions répétées constitue un obstacle sérieux aux efforts de développement de ses voisins arabes et impose à leur économie un lourd fardeau, les obligeant à consacrer à la défense une partie des ressources destinées au développement. Le taux de croissance du produit national brut égyptien, qui était de 6,7 p. 100 en 1966, est tombé à 5 p. 100 après 1967. L'Egypte a dû consacrer à la défense presque deux fois plus de ressources qu'au développement.

34. L'occupation israélienne a empêché l'Egypte, la République arabe syrienne et la Jordanie d'exercer leur souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles, un droit qui a été à maintes reprises souligné par l'Assemblée générale. Loin de se conformer aux résolutions pertinentes de l'Assemblée, Israël pille les richesses naturelles des territoires occupés et exploite leurs ressources humaines, y trouvant une main-d'œuvre à bon marché. Israël a pillé les ressources pétrolières du Sinaï, d'où, selon les estimations, pendant la seule année 1972, il a extrait 35,7 millions de tonnes de pétrole brut évalués à 82,5 millions de dollars environ, et exploite les gisements sans se préoccuper de leur productivité future. Quand Israël a étendu ses revendications territoriales à la majeure partie du Sinaï égyptien en incluant dans ses annexions les gisements pétroliers de la péninsule, on n'en a pas été surpris. Le pillage des ressources des territoires occupés contrevient directement à la résolution 3005 (XXVII) de l'Assemblée générale, qui a lancé un avertissement contre ce genre d'exploitation.

35. L'occupation israélienne illégale a également eu des répercussions graves sur le développement de la plupart des autres pays. D'après une étude établie par la CNUCED, la fermeture du canal de Suez a provoqué une augmentation des frais de transport ainsi que des pertes annuelles de recettes estimées à 1,7 milliard de dollars. Les pays les plus gravement touchés sont les pays en voie de développement d'Afrique de l'Est et d'Asie du Sud-Est, qui continuent d'enregistrer une perte annuelle s'élevant approximativement à 560 millions de dollars. La perte enregistrée par l'Egypte a été plus importante car, si le canal était resté ouvert, les recettes annuelles auraient dépassé les 250 millions de dollars atteints en 1966. Jusqu'en juin 1967, la direction égyptienne du canal de Suez s'est activement occupée de mener à bien des projets d'amélioration. En 1966, on avait entrepris d'importants travaux que l'on prévoyait initialement d'achever en 1975, pour approfondir les chenaux du canal en vue de permettre le passage de pétroliers géants.

36. Il est essentiel, pour assurer la sécurité de la navigation dans le canal de Suez, que les territoires occupés soient restitués; cela a été mis en relief au cours de plusieurs réunions internationales importantes, y compris à la récente Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés; mais, en réponse, Israël a commencé à se préparer à une autre série d'actes d'agression au-delà des territoires

⁴ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session, vol. I : Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

⁵ *Les sociétés multinationales et le développement mondial* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.A.II).

occupés. Les attaques lancées sur El Zaafarana et El Sukhna, le 6 octobre, sont liées à la politique israélienne visant à handicaper le développement des pays arabes, notamment de l'Égypte, étant donné que le nouveau projet d'oléoduc devait partir d'El Sukhna.

37. Dans ce contexte, la délégation égyptienne prie la Commission, compte tenu du paragraphe 5 de la Stratégie internationale du développement, d'évaluer les incidences néfastes de l'occupation des territoires arabes sur les efforts de développement des pays intéressés et de formuler les recommandations appropriées. Malgré les effets économiques de l'agression israélienne, l'Égypte est résolue à améliorer le niveau de vie de son peuple. Son plan décennal de développement pour 1973-1982 vise à doubler le revenu national, grâce à un taux de croissance moyen annuel de 7,2 p. 100. La production industrielle doit augmenter de 120 p. 100 et la production agricole de 50 p. 100; les services sociaux seront élargis et améliorés et de nouveaux emplois seront créés. Pendant la durée du plan, on compte que l'épargne intérieure quadruplera presque. L'investissement total de 7,5 milliards de livres égyptiennes échelonné sur la période de 10 ans considérée doit être réparti entre divers secteurs de manière à assurer une croissance équilibrée.

38. Toutefois, la récente agression israélienne a convaincu le monde entier qu'Israël n'a pas l'intention de se conformer à la Charte ou aux résolutions des Nations Unies. En violation des dispositions des résolutions 2949 (XXVII) et 3005 (XXVII) de l'Assemblée générale, Israël annonce aux plus hauts échelons gouvernementaux qu'il projette d'annexer une partie des territoires occupés, et il exécute en effet un programme qui prévoit l'annexion et l'intégration économique *de facto* de ces territoires. Pour ces raisons, l'Égypte a dû revoir ses plans d'investissement et de dépenses courantes afin de libérer d'autres ressources pour assurer sa défense. Tout en réduisant davantage les dépenses courantes, l'Égypte a modifié ses priorités en matière d'investissement en vue de maintenir en état la capacité productive existante, d'achever des projets en cours et d'en exécuter de nouveaux destinés à améliorer la structure de production. Au nombre des investissements prioritaires qui demeurent inchangés, il faut compter les projets relatifs à l'irrigation, l'assainissement des eaux, les centres de peuplement, les hôpitaux et les écoles. L'Égypte, pays d'Afrique, a été obligée d'entreprendre une guerre de libération. Lorsque son territoire sera finalement libéré, d'autres régions opprimées du continent seront bientôt délivrées de l'oppression, de l'*apartheid*, du racisme et de l'exploitation économique.

39. M. MÜEZZINOGLU (Turquie) constate que beaucoup de représentants qui ont pris la parole avant lui ont noté les effets positifs de la détente politique. Mais les promesses en ont été quelque peu éclipsées par la mauvaise tournure que les événements viennent de prendre au Moyen-Orient. La situation intéresse particulièrement la Turquie, pays voisin, et la délégation turque espère que le conflit actuel sera de courte durée et aboutira à une solution pacifique, équitable et honorable.

40. La détente politique a été accompagnée d'une évolution favorable des relations économiques internationales au cours de l'année écoulée. On peut noter en particulier l'expansion du commerce mondial, les

progrès accomplis sur la voie de négociations commerciales multilatérales ainsi que les travaux relatifs à la réforme monétaire et aux questions ayant trait à l'environnement. Mais des problèmes cruciaux sont aussi apparus au cours de la même période : l'inflation mondiale, la crise menaçante de l'énergie et une situation alimentaire mondiale alarmante.

41. La principale préoccupation de la Commission est cependant d'évaluer la mise en œuvre de la Stratégie internationale du développement. Les résultats qui ont été atteints jusqu'à présent sont quelque peu décourageants et font apparaître de graves carences aussi bien chez les pays développés que chez les pays en voie de développement. Ces derniers ont eu du mal à accroître leurs ressources financières intérieures et n'ont pas accompli les réformes nécessaires pour se développer rapidement, cependant que le courant de capitaux en provenance des premiers, en particulier l'aide publique au développement, restait bien en-deçà de l'objectif fixé. En outre, l'endettement des pays en voie de développement s'est aggravé. Il y a aussi des faits positifs : quelques pays développés ont exprimé leur volonté d'atteindre les objectifs envisagés dans la Stratégie; les opérations de la BIRD ont doublé pendant l'exercice quinquennal en cours et le montant des prêts accordés aux pays en voie de développement les moins avancés a triplé. Dans ce contexte, l'expansion du commerce extérieur mérite une attention particulière. Il faut prendre des mesures spéciales pour aider les pays en voie de développement à accroître leurs recettes d'exportation et à promouvoir leur développement économique. Les prochaines négociations commerciales multilatérales permettront de progresser dans ce sens; elles devraient non seulement favoriser l'expansion du commerce international mais aussi créer un nouvel esprit de coopération économique entre tous les pays, développés ou non.

42. Il est regrettable que le démarrage de la Stratégie ait coïncidé avec la dislocation du système monétaire qui avait été établi par les accords de Bretton Woods. La Turquie a accueilli avec satisfaction la création du Comité des Vingt dans le cadre du FMI; il est à son avis essentiel que la réforme envisagée du système monétaire tienne compte de la situation particulière des pays en voie de développement. Il est décevant de constater que le seul résultat obtenu à l'issue de la réunion annuelle commune de la BIRD et du FMI à Nairobi ait été la fixation d'une date limite; le retard qui est pris dans l'établissement d'un nouveau système monétaire affecte le développement des échanges mondiaux, en particulier le commerce extérieur des pays en voie de développement.

43. Les incertitudes du système monétaire aggravent l'inflation, dont les pays en voie de développement sont les principales victimes à cause de la faiblesse de leur économie. L'inflation importée en provenance des pays industrialisés complique encore le problème. L'essor actuel des prix des produits de base est temporaire et les avantages que les pays en voie de développement en tirent ne compensent pas leurs pertes sur les plans économique et social. Si l'inflation n'est pas maîtrisée, le développement ne pourra reposer sur aucune base solide.

44. La situation alimentaire mondiale est un problème qu'il faut traiter d'extrême urgence. La délégation turque se félicite donc de la réaction de la communauté

internationale et de l'Organisation des Nations Unies à la sécheresse qui a sévi récemment dans la région soudano-sahélienne et aux inondations du Pakistan. Elle appuie aussi la proposition visant à réunir une conférence mondiale de l'alimentation; une telle conférence pourrait aboutir à des résultats importants si elle abordait les problèmes dans le contexte global du développement international et non sur le plan sectoriel.

45. Au cours de la dernière décennie, la communauté internationale s'est mieux équipée pour trouver des solutions aux problèmes du développement; pourtant, les objectifs n'ont pas été atteints et l'écart entre pays développés et pays en voie de développement ne fait que s'agrandir. Pour remédier à la situation, les pays en voie de développement devraient concentrer leurs efforts sur des points cruciaux, avec l'appui de la communauté internationale. Pour transformer, comme cela est nécessaire, la Stratégie internationale du développement et d'un vœu pieux en faire une politique opérationnelle, il faudrait qu'une meilleure compréhension mutuelle s'instaure entre les pays. L'heure est venue non seulement d'atténuer les tensions politiques mais aussi de créer un ordre économique meilleur et d'ouvrir de nouveaux horizons pour l'avenir. La délégation turque souscrit donc à l'appel qu'a lancé la récente Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés dans son programme d'action pour la coopération économique pour que l'Assemblée générale tiende une session spéciale consacrée aux questions économiques. L'évaluation de la mise en œuvre de la Stratégie doit également être améliorée et l'Organisation des Nations Unies est bien équipée pour entreprendre cette tâche. La délégation turque fait sienne l'opinion exprimée dans l'Introduction au rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation⁶ selon laquelle l'Organisation des Nations Unies "serait plus efficace si les Etats Membres étaient toujours prêts à user de leur influence pour faire appliquer les décisions de ses organes". Dans ce contexte, elle se félicite de l'élargissement du Conseil économique et social, qui le rendra plus représentatif des diverses régions ainsi que des systèmes économiques et sociaux et des niveaux de développement différents. Le Conseil devrait profiter de l'opération d'examen et d'évaluation pour exercer un rôle d'unification et de coordination au sein du système des Nations Unies.

46. M. ELIASHIV (Israël), exerçant son droit de réponse, regrette que le représentant de l'Egypte et les représentants d'un certain nombre d'autres Etats aient été incapables de résister à la tentation de formuler des allégations tendancieuses à l'encontre d'Israël devant une commission qui n'examine pas la situation au Moyen-Orient. La délégation israélienne a réfuté ces accusations à maintes reprises, et la question est traitée dans d'autres organes. Evidemment, les difficultés économiques que rencontrent les Etats arabes sont le résultat de l'attitude agressive qu'ils adoptent à l'égard d'Israël depuis 1948, et ils ne peuvent récuser leur propre responsabilité à cet égard. Si les délégations veulent connaître la vérité au sujet des allégations du représentant de l'Egypte, elles doivent consulter la lettre, en date du 7 octobre 1973, adressée par le

Ministre des affaires étrangères d'Israël au Secrétaire général⁷, dans laquelle il est établi clairement que les observateurs militaires de l'Organisation des Nations Unies peuvent confirmer que les hostilités ont été en fait ouvertes par l'Egypte et la République arabe syrienne. Il est manifestement impensable qu'Israël ait pris l'initiative des combats le jour le plus saint de l'année juive, le jour de l'expiation. Il est inutile d'en dire davantage; les faits exposés dans cette lettre sont parlants.

47. M. HOSNY (Egypte), se référant à la question de savoir si la Commission est compétente ou non pour examiner la question de l'occupation des territoires, renvoie le représentant d'Israël au paragraphe 5 de la Stratégie internationale du développement, où est soulignée la nécessité d'éliminer cette occupation, en même temps que le colonialisme, la discrimination raciale et l'*apartheid*. L'Egypte a l'habitude d'entendre Israël déformer les faits. Les Etats arabes n'étaient pas les agresseurs quand, en 1956, Israël a collaboré avec deux grandes puissances pour envahir la zone du canal de Suez. Quant à la guerre de juin 1967, c'est seulement quand les militaristes israéliens ont écrit leurs mémoires qu'ils ont dit la vérité sur la question de savoir de qui était venue l'agression. Les délégations devraient lire la lettre, en date du 6 octobre 1973, adressée par le Ministre des affaires étrangères d'Egypte au Président de l'Assemblée générale⁸, où il est déclaré que l'Egypte a été attaquée ce jour-là par les forces aériennes et navales israéliennes.

48. M. HAMID (Soudan) signale que sa délégation est l'une de celles qui étaient visées par la déclaration peu convaincante du représentant du soi-disant Etat d'Israël. La délégation soudanaise n'a pas cédé à une tentation; elle a fait son devoir en révélant l'agression d'Israël et ses motifs inavoués d'expansion et d'annexion par la force du territoire d'autres Etats. Les violations de l'esprit et de la lettre de la Charte des Nations Unies dont Israël s'est rendu coupable et le fait qu'il ait avoué à l'échelon gouvernemental le plus élevé son intention de ne pas tenir compte des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité constituent des motifs amplement suffisants pour justifier son expulsion de l'Organisation des Nations Unies.

49. Vu la relation généralement admise qui existe entre les questions économiques et les questions politiques, la Commission était certes habilitée à examiner la situation au Moyen-Orient, en particulier l'effet qu'exerce sur le développement des pays arabes l'annexion par Israël de leur territoire. Si le représentant d'Israël ne désire pas assister à la discussion sur ces bases, il est libre de se retirer.

50. M. ELIASHIV (Israël) indique que les déclarations des représentants de l'Egypte et du Soudan ne changent rien au fait que tout ce qu'ils ont dit s'inscrit dans une campagne de propagande menée en permanence contre Israël dans tous les organismes des Nations Unies et ailleurs, au détriment d'une discussion rationnelle. Il rejette toutes leurs allégations.

51. M. QUARTIN SANTOS (Portugal), exerçant son droit de réponse, rappelle qu'au cours de la discussion générale le représentant de la Zambie a mentionné les difficultés économiques de ce pays et en a rejeté en partie la responsabilité sur le Portugal. Si le

⁶ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 1A, sect. VII.

⁷ Document A/9204-S/11010.

⁸ Document A/9190.

représentant de la Zambie avait demandé des instructions détaillées à son gouvernement, les accusations qu'il a formulées n'auraient pas été confirmées.

52. M. CHILUBA (Zambie) se déclare convaincu que le reste du monde n'est pas aussi aveugle que quelques délégations auprès de la Commission semblent l'être et voit la position difficile dans laquelle la Zambie a été placée du fait des pratiques abominables, antichrétiennes et barbares du trio impie que forment le Portugal et ses alliés. La délégation zambienne ne voit pas la nécessité de répondre au porte-parole d'un tel régime.

53. M. QUARTIN SANTOS (Portugal) appelle l'attention du représentant de la Zambie sur un article publié dans la revue *Times* dans son numéro du

8 octobre 1973 qui, bien qu'il soit tout à fait sujet à caution et très partial en faveur de la Zambie, néanmoins mentionne l'aide que le Portugal a fournie à ce pays à une époque où il connaissait des difficultés économiques.

54. M. CHILUBA (Zambie) déclare que les principes sur lesquels la Zambie se fonde pour agir sont ceux d'un pays civilisé, acceptables par tous. La non-ingérence est sa règle et les efforts qu'elle fait pour sauvegarder son indépendance ne sont donc pas dirigés à l'encontre d'un Etat déterminé. Les dernières observations du représentant du Portugal ne méritent pas d'être relevées; le monde sait quelle est la vérité.

La séance est levée à 17 h 40.

1530^e séance

Mercredi 10 octobre 1973, à 10 h 55.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1530

Hommage à la mémoire de M. Wilfred C. Jenks, Directeur général du Bureau international du Travail

1. Le **PRESIDENT** rend hommage à la mémoire de M. Wilfred C. Jenks, directeur général du BIT, dont on a appris le décès avec une grande tristesse. M. Jenks avait beaucoup contribué en particulier à l'établissement de relations de travail harmonieuses entre les organismes de l'ONU et sa disparition est une grande perte pour la fonction publique internationale tout entière.

POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen de la situation économique et sociale de la région soudano-sahélienne victime de la sécheresse et mesures à prendre en sa faveur (A/9178, A/C.2/L.1290)

2. M. MORSE (Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale) déclare que la situation de la région soudano-sahélienne représente pour la communauté internationale tout entière et pour l'Organisation des Nations Unies et l'Assemblée générale en particulier une occasion de se montrer à la hauteur de leurs devoirs car il incombe à tous d'agir de concert pour remédier à une des plus grandes tragédies qu'aient connue les générations actuelles.

3. Conformément à la résolution 1759 (LIV) du Conseil économique et social, en date du 18 mai 1973, le Secrétaire général a confié à la FAO la responsabilité des opérations de secours d'urgence dans les pays du Sahel. Bien avant, la FAO s'était penchée activement sur les problèmes causés par la sécheresse dans la région et le Directeur général de cette organisation avait créé le Bureau spécial pour les opérations de secours au Sahel. M. Morse, quant à lui, a été chargé par le Secrétaire général des mesures de redressement et de relèvement à moyen et à long terme.

4. Etant donné cette division des responsabilités, M. Morse demande que la parole soit donnée au responsable des opérations de secours de la FAO, M. J. V. A. Nehemiah, directeur du Bureau des affaires interinstitutions de la FAO, après quoi il reprendra lui-même la parole.

5. M. NEHEMIAH (Responsable des opérations de secours au Sahel de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) tient tout d'abord à transmettre à la Commission les salutations du Directeur général de la FAO, qui a accepté de superviser personnellement les opérations de secours et de répondre au Secrétaire général de leur exécution dans le cadre des organismes des Nations Unies.

6. Le Bureau spécial de la FAO pour les opérations de secours au Sahel, dirigé par M. Nehemiah, a entrepris ses activités dans les quelques jours qui ont suivi l'accord conclu entre le Secrétaire général de l'ONU et le Directeur général de la FAO à l'issue de leur réunion à Rome le 20 mai 1973. Dès le début, ce bureau a bénéficié et continue à bénéficier de la coopération de l'ONU, de tous les organismes intéressés, des représentants résidents du PNUD dans la région et des principaux donateurs qui ont participé très généreusement à l'effort de coordination.

7. Les cinq domaines d'activités principaux du Bureau sont les suivants : surveillance des expéditions de produits alimentaires et coordination du transport des céréales par chemin de fer, par route et par avion; fourniture de semences; fourniture d'aliments et de vaccins pour les animaux; coopération avec d'autres organismes des Nations Unies dans les domaines non agricoles tels que la santé; et rassemblement des renseignements concernant les activités de secours.

8. Grâce à une aide bilatérale et multilatérale appréciable, aux efforts remarquables des pays eux-mêmes — dont l'action dans certains cas a été l'élément crucial qui a permis de sauver des vies humaines — et à l'assistance et à la coordination qu'a

assurées l'ONU par l'intermédiaire de la FAO, la famine a pu être évitée au cours des mois critiques qui précèdent les récoltes.

9. Les produits alimentaires continuent à arriver de l'extérieur en grande quantité dans les ports d'Afrique de l'Ouest et suffiront à répondre aux besoins essentiels avant la récolte qui doit avoir lieu vers la fin du mois d'octobre et le début de novembre.

10. Les pluies ont procuré quelque soulagement à la population et au bétail, et les cultures et les herbages se reconstituent lentement. Les précipitations assez importantes qui se sont produites en août dans certaines zones autorisent un optimisme prudent. Ainsi, le niveau des eaux du Sénégal et du Niger a monté, on a pu commencer à acheminer des produits alimentaires par voie fluviale et des inondations se seraient produites dans les bassins de ces deux fleuves. Etant donné qu'en 1972 ceux-ci n'ont pas eu de crues pour la première fois depuis 60 ans, ce sont là des signes encourageants. D'autre part, malheureusement, les pluies de septembre ne semblent pas avoir été très régulières. Dans les régions arrosées par les deux fleuves, les inondations ne sont pas aussi importantes qu'on l'avait espéré et la superficie occupée par les cultures de décrue s'en est trouvée réduite. La mission composée des représentants de plusieurs pays donateurs qui s'est rendue sur place sous les auspices de la FAO doit évaluer la situation.

11. En l'absence d'un plan d'expédition cohérent des produits alimentaires, l'arrivée dans les ports d'une proportion importante des 470 000 tonnes annoncées par la communauté internationale a coïncidé avec le début des fortes pluies de juillet. Les dispositions prises par le Bureau ont permis de remédier dans une certaine mesure à la situation. Néanmoins, il a été nécessaire d'établir un pont aérien dont les opérations ont été coordonnées par le Bureau et qui ont pu être couronnées de succès grâce aux avions généreusement mis à la disposition du Bureau par différents pays donateurs. Ces avions ont transporté des céréales alimentaires soit depuis les ports d'arrivée jusqu'à leur destination finale, soit depuis les capitales et d'autres centres jusqu'aux zones éloignées et isolées. On ne sait pas encore quelle quantité totale a été ainsi acheminée par avion, mais celle-ci doit se situer autour de 20 000 tonnes. L'acheminement par avion a sans aucun doute contribué à sauver des milliers de vies humaines.

12. Les transports de surface commencent à remplacer l'avion, vu que la saison des pluies est terminée, mais dans trois pays au moins on continue à avoir largement recours au transport aérien. Dans le cas de la Mauritanie, l'acheminement par avion devra se poursuivre jusque vers la fin d'octobre ou le début de novembre car les pluies ont été tardives. Les Etats-Unis et la République fédérale d'Allemagne ont fourni trois avions qui se trouvent déjà sur place et le Bureau attend deux avions supplémentaires du type Hercules pour la Mauritanie. Toute offre d'assistance supplémentaire sera la bienvenue.

13. Dans les mois à venir, les transports routiers prendront une importance considérable. Certains pays donateurs ont déjà annoncé des contributions en espèces en vue d'aider les gouvernements à accroître leur capacité de transport routier par l'adjonction de véhicules de transport lourds. D'autres gouvernements ont fourni une aide bilatérale directe. D'autres efforts

de ce genre sont nécessaires, car certains pays retirent actuellement leurs convois et les pays intéressés seront de plus en plus tributaires de leur propre parc de véhicules de transport pour acheminer les fournitures essentielles.

14. On a remarqué une remontée du bétail vers le nord à la lisière sud de la zone sahélienne. Les renseignements varient considérablement d'un pays à un autre. En Haute-Volta, les herbages du Sahel seraient en meilleur état qu'en 1972 et le bétail serait en train de retourner dans la région. Au Sénégal, les pâturages se sont dans l'ensemble améliorés et les éleveurs de bovins seraient en train de regagner leurs campements. Au Mali, il est possible que l'insuffisance des pluies ait compromis la régénération des herbages sur des grandes superficies et les renseignements sur les mouvements d'animaux sont imprécis. De même les renseignements provenant du Niger ne sont pas satisfaisants. Au Tchad, les pâturages sont en très mauvais état dans la région de Kanem et on y voit très peu d'animaux. Toutefois, les déplacements de bétail vers le nord en direction de Batah, Ouaddai et Biltine seraient normaux. Certains troupeaux sont bloqués à Giuera par des inondations. En Mauritanie, les herbages sont en relativement mauvais état et ne doivent pas permettre normalement au bétail de subsister plus de 3 ou 4 mois. Le bétail regagne lentement la troisième région, mais il pourrait se retirer de nouveau si les pâturages sont insuffisants.

15. Le Bureau a engagé plus de 1,5 million de dollars en Haute-Volta, en Mauritanie, au Niger et au Sénégal en vue de l'achat et de la distribution d'aliments pour les animaux. En même temps, une équipe de travail de la FAO vient de terminer une évaluation des besoins en vaccins et médicaments dans le cadre des campagnes nationales qui seront peut-être entreprises à la fin de l'année avec l'aide du Bureau et d'autres donateurs.

16. La coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, notamment l'ONU, le PNUD, le FISE, l'OMS et l'OMM, a été satisfaisante. L'OMS et le FISE ont contribué à l'évaluation des besoins médicaux et sanitaires, qui ont pu être satisfaits dans l'immédiat. On vient de recevoir le rapport d'une équipe d'enquête de l'OMS qui évalue les besoins pour 1974. Le FISE, pour sa part, exécute des programmes visant à fournir des aliments à forte teneur nutritive aux catégories les plus vulnérables pendant la période des secours d'urgence et en 1974, et des organismes bilatéraux ainsi que le Bureau ont fourni des aliments riches en protéines dont le besoin se faisait cruellement ressentir dans certaines régions.

17. Une des principales activités du Bureau est d'analyser l'expérience passée pour pouvoir parer dans toute la mesure possible à un retour des mêmes problèmes en 1974. En 1973, on ne s'est rendu compte que tardivement de l'ampleur de la pénurie, d'où les retards dans l'arrivée des produits alimentaires à leur destination, et cela a posé un certain nombre de problèmes. Une mission composée de représentants de plusieurs pays donateurs et patronnée par la FAO s'efforce d'évaluer les besoins en matière d'alimentation et de nutrition des pays de la région soudano-sahélienne pour 1973-1974. L'idée d'une mission de ce genre a été approuvée par la Conférence des chefs d'Etat des six pays touchés par la sécheresse réunie à Ouagadougou les 11 et 12 septembre. Les

membres de cette mission, à laquelle participent le Canada, les Etats-Unis, la France, la CEE, la BIRD, le PAM, la FAO, le Comité permanent inter-Etats et les pays intéressés, se trouvent actuellement dans la région sahélienne. Leur rapport doit être prêt à la fin du mois d'octobre et sera communiqué à tous les donateurs, aux pays, aux institutions et organisations intéressés, ainsi qu'à l'Assemblée générale, si elle le souhaite, et enfin à la dix-septième session de la Conférence de la FAO en novembre.

18. Les autres mesures étudiées sont : la poursuite de la surveillance des expéditions de produits alimentaires venant de l'extérieur, en vue de mettre au point un plan d'expédition; le renforcement de la capacité de transport routier des pays; l'entreposage de céréales alimentaires dans les zones isolées et éloignées pour la période critique de quatre mois qui précède les pluies, afin d'éviter le recours au transport aérien qui est très onéreux; l'achat et l'entreposage de semences dès la fin des moissons pour l'année suivante; et les mesures de prophylaxie nécessaires pour protéger les animaux survivants.

19. Le montant total des sommes engagées en réponse à l'appel du Directeur général a atteint près de 15 millions de dollars et la somme fournie par l'intermédiaire du Fonds d'affectation spéciale de la FAO atteint environ 8,46 millions de dollars. En fait, il est possible que le montant total de l'assistance ait dépassé 140 millions de dollars si l'on tient compte des produits alimentaires et des frais de transport, ainsi que du point aérien établi grâce aux donateurs bilatéraux. Cette somme démontre l'intérêt manifesté par la communauté internationale. Les pays africains eux-mêmes ont répondu de façon très appréciable et encourageante. Les résultats obtenus dans la zone sahélienne sont donc dus à l'effort conjoint des pays bénéficiaires eux-mêmes, des pays donateurs, des agents non gouvernementaux, y compris les moyens d'information, et des organismes des Nations Unies.

20. L'activité économique de la région soudano-sahélienne est dominée par l'incertitude du climat et la rareté de la végétation. Il serait donc illusoire de penser que l'économie fragile de ces pays, qui font partie des pays les moins avancés, peut se redresser dans des délais assez courts, et il faudra poursuivre aussi longtemps que cela sera nécessaire l'aide d'urgence et l'aide à moyen terme pour permettre à l'économie de la région de redevenir viable.

21. M. MORSE (Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale) déclare que, comme l'indique la note du Secrétaire général (A/9178), il est pour sa part responsable de la coordination des mesures d'assistance à moyen et à long terme. Un certain nombre de mesures ont déjà été prises, notamment la réunion à laquelle ont assisté, les 28 et 29 juin 1973, les représentants de tous les organismes intéressés des Nations Unies ainsi que de plusieurs gouvernements et d'organisations diverses, la création d'un Bureau spécial du Sahel au Secrétariat de l'ONU et les consultations entreprises avec les gouvernements et les organisations ainsi qu'avec les organismes des Nations Unies pour répondre aux demandes et aux besoins des pays soudano-sahéliens.

22. Ce qui caractérise les développements dans le Sahel, c'est leur ampleur particulière et le caractère

durable des souffrances humaines qu'ils ont provoquées. Cette catastrophe exige à la fois des efforts de secours intensifs dans l'immédiat et une planification judicieuse à plus long terme. Les Etats victimes de la sécheresse ont fait eux-mêmes un effort remarquable et efficace pour s'unir dans la lutte contre les forces naturelles. Le Président de la République de la Haute-Volta, le général Lamizana, s'est lui-même déplacé pour faire une déclaration devant l'Assemblée générale la veille (2145^{ème} séance plénière) en tant que Président du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel, et les ministres d'autres pays victimes sont eux aussi venus personnellement à l'ONU pour assister à l'examen de la question par l'Assemblée générale. Le Secrétaire général fera tout son possible pour offrir au Comité toutes les ressources et l'assistance dont il aura besoin en vue d'atteindre les buts et les objectifs qu'il s'est fixés.

23. Certes, les secours d'urgence seront nécessaires pendant de nombreux mois à venir, mais il importe également de prendre sans retard des mesures pour redresser à plus long terme la situation et surtout pour éviter que la tragédie ne se reproduise. Le Secrétaire général a pris un certain nombre de dispositions pour assurer la meilleure coordination possible entre les organismes des Nations Unies et il espère qu'une coordination et une coopération poussées permettront tout d'abord de répondre rapidement et efficacement aux besoins des pays victimes de la sécheresse et ensuite d'éviter les doubles emplois et la confusion.

24. M. Morse a pu se rendre compte par lui-même, lors de sa visite à Ouagadougou, de l'ampleur des dommages et de la ferme intention des gouvernements de la région soudano-sahélienne de surmonter la crise actuelle ainsi que de l'empêcher de se reproduire. Les mesures à moyen et à long terme qui seront nécessaires pour atteindre ces buts exigeront un effort intense et un engagement total de la part de la communauté internationale. Les organismes des Nations Unies sont déjà au travail et sont prêts à coopérer avec tous pour venir en aide à la région soudano-sahélienne.

25. Le Secrétaire général, qui suivra de près les délibérations de la Deuxième Commission, est prêt à faire le maximum, dans les plus brefs délais possibles, pour assurer le retour à une situation normale et le relèvement de la région.

26. M. DAKOURÉ (Ministre de l'agriculture de la Haute-Volta) demande que l'intervention de M. Nehemiah soit reproduite *in extenso* et distribuée aux membres de la Commission.

27. Après les interventions du Président de la République de Haute-Volta à l'Assemblée générale, de M. Morse et de M. Nehemiah à la Deuxième Commission, il reste peu à dire pour informer à proprement parler les représentants, mais certains points méritent néanmoins d'être précisés.

28. M. Dakouré tient tout d'abord à insister sur l'importance des mesures d'urgence. Certes, les pluies ont amené une légère amélioration, mais elles ont été insuffisantes pour que la récolte soit bonne et c'est pourquoi il faut dès maintenant prévoir des secours qui permettront d'assurer la soudure avec la récolte suivante.

29. Dès le mois de juin 1973, les pays de la région soudano-sahélienne et la FAO avaient compris que

l'acheminement des secours poserait des problèmes énormes à cause de la carence des moyens de transport. Les pays sahéliens avaient alors demandé que tous les organismes des Nations Unies prennent des dispositions pour commencer à acheminer des vivres afin que ceux-ci se trouvent sur place au moment voulu. Une mission de la FAO s'est rendue dans la région et fournira tous les renseignements nécessaires pour que l'opération se déroule dans de bonnes conditions.

30. Il convient ensuite de considérer avec toute l'attention voulue les mesures à moyen et à long terme qui doivent être prises pour mettre la population à l'abri d'une calamité semblable à l'avenir. Les chefs d'Etat des six pays touchés par la sécheresse, réunis à Ouagadougou en septembre 1973, ont étudié ces mesures et ont fixé un ordre de priorités. Ils ont adopté à l'unanimité un rapport-programme (voir A/9178, annexe V) en insistant sur la nécessité de suivre l'ordre des priorités qu'ils avaient fixé : programme d'urgence, programmes nationaux et programme sous-régional. Ils ont en outre essayé de ramener les demandes à un niveau qui les rende acceptables, mais le chiffre sur lequel ils se sont mis d'accord est bien en dessous des besoins réels. Ils espèrent néanmoins que la communauté internationale comprendra la gravité de la situation et fera un effort supplémentaire.

31. Parmi les mesures d'intérêt national, la première place a été accordée aux problèmes de l'eau et de l'hydraulique villageoise, agricole et pastorale. Ensuite, l'économie des six pays étant essentiellement pastorale, le deuxième rang a été donné à la reconstitution du cheptel. Par ailleurs, si le désert progresse, c'est que le capital végétal de la région a été mal exploité; le reboisement a donc reçu la troisième place. Enfin, l'amélioration des pistes secondaires de desserte a reçu le quatrième rang car, même en période normale, les efforts de développement sont freinés en amont et en aval de la production par les difficultés de transport. Pendant la période difficile au cours de laquelle il a fallu acheminer des secours, le mauvais état des pistes a posé de grands problèmes. Cela a mis en lumière la nécessité de mettre en état l'ensemble du réseau de communications, surtout les pistes secondaires de desserte, qui sont particulièrement négligées.

32. M. Dakouré décrit ensuite les projets d'intérêt sous-régional du programme mis au point par les six pays. Il s'agit tout d'abord de mettre en valeur les ressources hydrauliques de la région en construisant des barrages, destinés essentiellement à l'irrigation, qui permettront de développer l'agriculture. En deuxième lieu, la crise provoquée par la sécheresse a mis en évidence la nécessité urgente de construire des voies de communication inter-Etats. Quant au troisième projet, il concerne un plan semencier sous-régional; il convient en effet de mettre au point des variétés de semences adaptées à la région et surtout de faire en sorte que les cultivateurs reçoivent les semences en temps voulu, étant donné que la période des semailles est extrêmement brève. En quatrième lieu, on prévoit, toujours au niveau sous-régional, un plan de reboisement de la région, visant à établir une véritable ceinture de protection — le "front vert sahélien", comme il a été appelé — qui doit protéger toute la zone et enrayer l'avance du désert. Une équipe est déjà sur le terrain pour définir les grandes lignes de ce plan et il faut espérer que les ressources seront mobilisées rapidement pour son exécution.

33. Dans le domaine de la coopération sous-régionale, les ministres des pays du Sahel ont recommandé, lors de leurs réunions à Ouagadougou du 23 au 27 mars et du 7 au 10 septembre 1973, la création d'un institut du Sahel de recherches appliquées, qui permettrait de coordonner les efforts des pays et d'éviter tout gaspillage des ressources disponibles; cet institut travaillera en coopération étroite avec d'autres instituts et avec le PNUD. En deuxième lieu, la météorologie étant à l'origine des difficultés actuelles, les ministres ont recommandé également la création d'un centre sous-régional de météorologie appliquée. La réalisation de tous ces projets exigeant un personnel qualifié abondant, on s'efforcera de créer, en troisième lieu, des centres de formation inter-Etats ou de renforcer ceux qui existent. Le quatrième projet a trait à la santé humaine, à la lutte contre les épizooties et à la protection des cultures vivrières. Dans le domaine de la santé, les organismes qui existent déjà et l'OMS peuvent apporter un concours précieux et les pays de la région demanderont à la mission de la FAO de prendre des mesures d'urgence pour offrir une assistance sous forme d'aliments enrichis destinés aux enfants. En ce qui concerne la lutte contre les épizooties, quelques campagnes avaient déjà été organisées, mais la sécheresse en a réduit les résultats à néant. Il convient donc de lancer des campagnes massives de vaccination des bovins. Enfin, la protection des cultures vivrières est extrêmement importante. Ainsi, dans certaines régions, les chenilles ont détruit les quelques récoltes qui avaient pu être obtenues. Il existe bien quelques organismes de protection des cultures, mais ils ne disposent pas des moyens nécessaires.

34. Le coût total du programme mis au point par les ministres des six pays touchés par la sécheresse représente à peu près un milliard de dollars. Ce montant apparaîtra comme moins important si on pense par exemple au chiffre d'affaires de certaines sociétés ou aux ressources consacrées aux armements et à la guerre. En fait, le programme original était beaucoup plus ambitieux et celui qui a été retenu ne constitue qu'un minimum absolu pour permettre aux pays du Sahel d'amorcer une reconstruction de la région et de mettre la population à l'abri des catastrophes. Les pays de la région soudano-sahélienne demandent donc à l'Assemblée générale qu'elle leur offre son appui, qu'elle mobilise les ressources disponibles dans le cadre des Nations Unies et qu'elle agisse pour obtenir des contributions de la part de gouvernements. Ils remercient tous ceux qui ont contribué aux efforts déjà accomplis et souhaitent ardemment que ces efforts ne se relâchent pas.

35. M. DIALLO (Haute-Volta) présente le projet de résolution A/C.2/L.1290 dont l'objet est de faire en sorte que la communauté internationale puisse contribuer au maximum à l'exécution du programme qu'ont élaboré les pays touchés par la sécheresse. Les délégations de l'Egypte, de l'Indonésie et du Soudan se sont jointes aux auteurs du projet. Les auteurs souhaitent apporter deux modifications à ce dernier : au paragraphe 6 du dispositif, il convient d'ajouter les mots "sur leur demande" après les mots "aux pays intéressés"; et le nouveau paragraphe 11 suivant a été ajouté :

"11. *Prie* les pays développés et les institutions spécialisées des Nations Unies d'accorder aux pays touchés par la sécheresse qui n'en bénéficient pas

encore les avantages consentis aux pays les moins avancés parmi les pays en voie de développement”.

36. Dans le préambule du projet de résolution, l'Assemblée générale prend acte de la note du Secrétaire général (A/9178) et rappelle les résolutions de l'Assemblée relatives à l'assistance en cas de catastrophe naturelle, ainsi que les résolutions adoptées par le Conseil économique et social au sujet de la sécheresse dans la région soudano-sahélienne. Il faut en effet espérer que tous ceux qui sont visés dans ces résolutions du Conseil seront disposés à y donner suite. Au quatrième alinéa du préambule, les auteurs n'ont pas jugé bon de citer en détail toutes les mesures prises par la FAO et d'autres institutions spécialisées, car chacun sait que, dans les limites qu'impose le montant de leurs ressources, elles ont fait leur possible pour répondre aux appels qui leur ont été adressés. En ce qui concerne le cinquième alinéa du préambule, M. Diallo exprime l'espoir que les conclusions de la mission de multidonateurs inciteront la communauté internationale à offrir aux pays de la région une assistance immédiate, étant donné le caractère désastreux des récoltes de cette année. Le représentant de la Haute-Volta précise ensuite, à propos du septième alinéa, que les pays de la région soudano-sahélienne font tous partie des pays les moins avancés et que leur taux de croissance est bien inférieur au taux de croissance moyen de l'ensemble des pays en voie de développement; certains ont même enregistré une nette diminution de leur taux de croissance par habitant. Le huitième alinéa du préambule, qui a trait aux transports, est particulièrement important si l'on songe, par exemple, que, pour distribuer des vivres d'une valeur de 30 000 dollars, il a fallu utiliser des moyens de transport représentant plus de 50 000 dollars. Les problèmes particuliers des pays sans littoral, soulignés à maintes reprises, sont ainsi mis de nouveau en lumière.

37. Les deux premiers paragraphes du dispositif n'appellent pas d'observations particulières. Quant au paragraphe 3, on pourrait faire valoir qu'il appartient à la Cinquième Commission, et non pas à la Deuxième Commission, d'autoriser le Secrétaire général à utiliser les ressources nécessaires pour les travaux du Bureau spécial du Sahel; toutefois, cette procédure vise à inciter le Secrétaire général à demander à la Cinquième Commission l'ouverture des crédits nécessaires. Le représentant de la Haute-Volta rappelle que les recommandations et résolutions des chefs d'Etat des pays touchés par la sécheresse ainsi que le programme d'action mentionnés au paragraphe 4 figurent en annexe à la note du Secrétaire général (A/9178). Le paragraphe 5 du dispositif est particulièrement important car, sans le concours des pays développés et l'aide qu'ils peuvent apporter, soit à titre bilatéral, soit par le truchement d'organisations internationales, le programme d'action demeurera lettre morte. A propos du paragraphe 6, le représentant de la Haute-Volta rappelle les discussions qui ont eu lieu dans le cadre de la CNUCED et à l'Assemblée générale au sujet du fardeau très lourd que constitue pour les pays en voie de développement le service de leur dette publique. Il faut espérer que l'appel adressé, au paragraphe 7, aux institutions internationales de financement sera entendu et que ces institutions feront leur possible pour alléger et écourter leurs procédures, afin de tenir compte de l'urgence des problèmes à résoudre. Il faut aussi espérer que le PNUD donnera une suite favorable à la

demande qui lui est adressée au paragraphe 8 et qu'il accélérera le rythme des travaux qu'il a déjà entrepris dans le domaine considéré. D'autre part, cet organisme a déjà entrepris des travaux de recherche sur les variétés de céréales enrichies en protéines et il faut espérer que ces travaux seront intensifiés et orientés vers la solution des problèmes propres à la zone soudano-sahélienne; le PNUD pourra à cette fin bénéficier de l'aide des institutions spécialisées. La demande qui est adressée au PNUD au paragraphe 10 à propos des pays riverains du Sahara vise non seulement les pays de la zone soudano-sahélienne, mais également les pays au nord du Sahara. Les paragraphes 11 et 12 n'appellent pas d'observations particulières; quant au paragraphe 13, le représentant de la Haute-Volta précise que, si les auteurs ont mentionné plus particulièrement certaines institutions des Nations Unies, c'est que leurs domaines de compétence correspondent aux éléments du programme d'action des six pays. Il faut espérer que chacune de ces institutions fera preuve de tout l'esprit d'initiative nécessaire. Il faut aussi souhaiter que la mobilisation des ressources financières, prévue au paragraphe 15, s'intensifiera et que la coordination nécessaire de tous les efforts internationaux se poursuivra. Le paragraphe 18 s'adresse plus particulièrement à la Cinquième Commission, qui est appelée à ouvrir les crédits voulus pour permettre au Comité permanent inter-Etats de s'acquitter de son rôle. Enfin, le paragraphe 19 prévoit les rapports qui seraient établis.

38. Le représentant de la Haute-Volta adresse de chaleureux remerciements à tous les pays qui ont appuyé la proposition d'inscription du point 101 à l'ordre du jour et il exprime l'espoir que l'Assemblée générale saura manifester concrètement sa solidarité avec les populations affectées de la région soudano-sahélienne en mobilisant tous les moyens d'action nécessaires pour exécuter le programme d'action mis au point à la réunion des ministres.

39. M. DELIVANIS (Grèce) se félicite des commentaires très pertinents du Ministre de l'agriculture et du représentant de la Haute-Volta et insiste sur la qualité de la teneur de la note du Secrétaire général (A/9178), dont la Commission est saisie. Toutefois, il constate qu'aux paragraphes 16 et 18 de la note il est dit qu'il ne sera sans doute pas nécessaire de maintenir en place l'organe de coordination du Secrétariat, c'est-à-dire le Bureau spécial du Sahel, une fois que la mise en œuvre du programme aura débuté. Le représentant de la Grèce pense au contraire que cet organisme continuera d'être utile au cours même de l'exécution du programme, car il sait par expérience que c'est pendant cette phase que risquent d'apparaître les plus grandes difficultés de coordination. En raison du maintien de cet organisme, les dépenses risquent d'être plus élevées que prévu, mais il ne devrait pas être trop difficile de trouver les ressources voulues, étant donné l'importance et l'acuité du problème.

40. En ce qui concerne le projet de résolution présenté par le représentant de la Haute-Volta, M. Delivanis partage l'opinion des auteurs quant à l'importance du problème des transports et du facteur temps et, à son avis, il faut aussi que les pays de la zone soudano-sahélienne puissent utiliser des semences qui leur conviennent. M. Delivanis signale que la Grèce, après avoir été importatrice de blé, est devenue expor-

tratrice grâce à l'utilisation de semences mieux adaptées aux conditions propres du pays.

41. M. KUMI (Ghana) insiste sur l'importance du point examiné et fait observer que, si la sécheresse n'est pas un phénomène nouveau dans la région soudano-sahélienne, celle qui frappe actuellement certains pays est exceptionnelle par sa durée et sa gravité.

42. Le représentant du Ghana a écouté avec intérêt les observations du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale ainsi que les déclarations du représentant de la FAO; il lui semble que l'Organisation des Nations Unies ait la situation bien en main. Il se félicite de la création du Bureau spécial pour les opérations de secours au Sahel, qui devrait permettre aux organismes des Nations Unies de bien coordonner leurs activités et d'éviter tout chevauchement des efforts. M. Kumi insiste sur la nécessité de réduire les dépenses d'administration au minimum.

43. Selon le paragraphe 18 de la note du Secrétaire général (A/9178), les ressources nécessaires pour l'exécution des activités du Bureau spécial du Sahel passeront de 41 500 dollars en 1973 à 84 000 dollars en 1974; cette augmentation semble assez forte, mais elle reflète sans doute un renforcement notable des activités. M. Kumi constate également que, au paragraphe 20, pour la seule rubrique de la location de locaux, les dépenses prévues passent de 3 800 dollars en 1973 à 10 000 dollars en 1974.

44. Le représentant du Ghana note avec intérêt la réponse positive des gouvernements et des organisations non gouvernementales à l'appel lancé par le Directeur général de la FAO. Il rappelle également que l'OUA a créé un fonds de secours aux pays de la région soudano-sahélienne. Le Ghana, qui est en faveur d'une formule d'assistance multilatérale, a versé une contribution d'un montant de 60 000 cedis.

45. La délégation ghanéenne appuie les mesures à moyen et à long terme adoptées par l'Organisation des Nations Unies et se félicite de la création par les pays du Sahel d'un Comité permanent inter-Etats destiné à leur permettre de coordonner leurs efforts. Elle appuie également le projet de résolution dont la Commission est saisie et lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle manifeste sa solidarité avec les pays de la région soudano-sahélienne.

46. M. MALAFATOPOULOS (Organisation mondiale de la santé) rappelle que l'Assemblée mondiale de la santé a adopté, en mai 1973, une résolution intitulée "Vague de sécheresse en Afrique" (WHA 26.60), dans laquelle elle a exprimé son appui en faveur d'une assistance immédiate et substantielle aux pays menacés de la région soudano-sahélienne et prié le Directeur général de mettre en œuvre les moyens prophylactiques et thérapeutiques essentiels que requiert la situation.

47. Après l'adoption de la résolution 1759 (LIV) par le Conseil économique et social, le Directeur général de l'OMS a immédiatement informé à la fois le Secrétaire général et le Directeur général de la FAO, qui centralise les activités relatives à l'opération de secours d'urgence, du désir de l'OMS de coopérer pleinement à la solution des problèmes sanitaires créés par la sécheresse. Le Bureau régional de l'OMS en Afrique a contacté les six gouvernements intéressés et, à leur demande, leur a fait parvenir les fournitures médicales

dont ils avaient besoin d'urgence pour prévenir un déclenchement de maladies épidémiques et endémiques, y compris le choléra. Ces fournitures ont été et continuent d'être acheminées par avion de Genève avec l'assistance du Gouvernement suisse. L'OMS a également envoyé des experts pour aider les gouvernements à déterminer leurs besoins et le type de mesures propres à y faire face.

48. Dans le cadre de son programme ordinaire et avant la catastrophe actuelle, l'OMS avait déjà en cours d'exécution dans les pays touchés par la sécheresse quelque 22 projets dont la réalisation était confiée à 50 fonctionnaires. Outre ces projets, la FAO, l'OMS, le PNUD et la BIRD entreprennent l'exécution d'un vaste programme de lutte contre l'onchocercose, maladie tropicale qui sévit dans plusieurs des pays considérés et qui a des conséquences économiques et sociales graves.

49. Les problèmes sanitaires qui se posent dans la région soudano-sahélienne — et qui ont été étudiés de près — sont ceux qui découlent de la sous-alimentation, de la malnutrition et de maladies transmissibles causées par le manque d'hygiène et l'insuffisance de l'approvisionnement en eau, ainsi que ceux qui concernent la mise en place de l'infrastructure de base nécessaire. L'OMS s'est tenue en rapport avec les ministères de la santé et d'autres ministères des gouvernements des pays intéressés afin de fournir l'aide sanitaire nécessaire à leur effort de relèvement général, ainsi que d'autres catégories de services répondant à leurs besoins prioritaires.

50. En tant qu'institution responsable des questions d'hygiène dans le cadre de l'action de la communauté internationale, l'OMS est très intéressée par les aspects sanitaires de diverses propositions de projets mises au point lors des récentes réunions à Ouagadougou des ministres et des chefs d'Etat des six pays touchés par la sécheresse. A ce propos, l'OMS restera en liaison avec les services du Secrétaire général aussi bien pendant l'élaboration par le Bureau spécial du Sahel du programme à moyen et à long terme que pendant l'exécution ultérieure de ces projets.

51. L'OMS continuera de faire tout ce qui est en son pouvoir pour atténuer les souffrances des populations des pays frappés par la sécheresse et à cet effet elle continuera de coopérer étroitement avec le Bureau spécial du Sahel, auquel elle est disposée à fournir au besoin du personnel et des conseils, avec le FISE et la FAO et avec les pays offrant une assistance bilatérale dans les domaines de la santé et de la nutrition.

52. M. OMAR (République arabe libyenne) déclare que la communauté internationale doit prendre rapidement des mesures pour prévenir le désastre qui menace la vie de six millions d'êtres humains. L'action entreprise par l'Organisation des Nations Unies a donné jusqu'ici de bons résultats mais les efforts doivent se poursuivre car la famine n'a pas encore été jugulée. Le peuple libyen, par esprit de solidarité et en se fondant sur son expérience propre, a fourni aux pays intéressés une assistance financière et matérielle qui, pour être modeste, n'en permettra pas moins d'atténuer les souffrances de leurs populations. L'ONU doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour remédier à la situation, et la délégation libyenne appuiera toutes les décisions qui seront adoptées par la Deuxième Commission. En

outre, M. Omar demande que le nom de son pays soit ajouté à la liste des auteurs du projet de résolution.

53. M. CHIRILA (Roumanie) rappelle que son pays a été victime, il y a trois ans, d'inondations catastrophiques et qu'à cette occasion de nombreux Etats et organisations lui avaient manifesté leur sympathie et apporté une aide. Par esprit de solidarité, la Roumanie coopérera avec les autres Etats et les organismes de l'ONU pour aider les pays du Sahel. Le Gouvernement roumain a décidé d'accorder à chacun des pays de la région une aide en produits alimentaires et en médicaments.

54. Il faut espérer que l'examen de la situation dans la région soudano-sahélienne fournira au pays même l'occasion de coopérer pour créer les conditions nécessaires au redressement économique de la région et empêcher que la catastrophe ne se reproduise; aux efforts de la communauté internationale doivent s'ajouter ceux des pays intéressés eux-mêmes. M. Chirila se déclare convaincu que, pour apporter l'aide nécessaire aux pays en voie de développement, il faut que la coopération entre les Etats et les institutions spécialisées soit renforcée. La délégation roumaine appuie le projet de résolution.

55. M. HOSNY (Egypte) appuie les mesures recommandées par les représentants de la Haute-Volta et de la FAO et par M. Morse et signale que l'Egypte, dans la mesure de ses moyens, a fourni une aide aux pays touchés par la sécheresse. L'assistance bilatérale et multilatérale est nécessaire pour protéger les populations de ces pays et empêcher la catastrophe de s'abattre à nouveau sur eux. Tout le monde s'accorde à reconnaître que la communauté internationale n'a pas fait des efforts suffisants pour venir en aide aux pays en voie de développement et surtout aux moins avancés d'entre eux, catégorie à laquelle appartiennent les six pays de la zone soudano-sahélienne. M. Hosny demande donc instamment à la communauté inter-

nationale de mettre en œuvre le programme approuvé par les six chefs d'Etat des pays intéressés, et elle souhaite que le rapport de la mission composée des représentants de plusieurs pays donateurs qui est chargée d'évaluer les besoins du Sahel pour la période 1973-1974, rapport dont a parlé le représentant de la FAO, soit communiqué aux membres de l'Assemblée générale. La délégation égyptienne espère que le projet de résolution à l'examen sera approuvé et rapidement mis en application.

56. M. ČABRIĆ (Yougoslavie) déclare que c'est avec plaisir que sa délégation a participé à l'élaboration du projet de résolution A/C.2/L.1290. La situation qui règne dans la région soudano-sahélienne est particulièrement affligeante, mais beaucoup d'autres régions du monde souffrent également de la misère et risquent elles aussi d'être frappées par des catastrophes analogues ou même pires. Les six pays de la région soudano-sahélienne sont parmi les moins avancés des pays en voie de développement et leur situation est encore aggravée par le fait qu'il s'agit de pays sans littoral. L'action coordonnée entreprise par ces pays et leurs efforts pour appliquer eux-mêmes un programme de mesures sont dignes d'éloges. Il faut espérer qu'ils obtiendront de la communauté internationale les ressources nécessaires et la Yougoslavie appuie leurs initiatives à cet effet.

57. Le projet de résolution répartit exactement la responsabilité des tâches entre les diverses institutions et contient un appel aux gouvernements développés pour qu'ils prennent les mesures voulues. Le représentant de la Yougoslavie espère que ce projet sera non seulement adopté mais appliqué intégralement. Il faut souhaiter que le cas du Sahel fournisse l'occasion d'incorporer à la Stratégie internationale du développement des mesures nouvelles visant à promouvoir la sécurité économique collective.

La séance est levée à 13 heures.

1531^e séance

Mercredi 10 octobre 1973, à 15 h 20.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1531

Hommage à la mémoire de M. Wilfred C. Jenks, directeur général du Bureau international du Travail

1. M. CHEVRON (Organisation internationale du Travail) remercie le Président des condoléances qu'il a exprimées, à la séance précédente, au nom de la Commission, à l'occasion du décès de M. Jenks.

POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen de la situation économique et sociale de la région soudano-sahélienne victime de la sécheresse et mesures à prendre en sa faveur (suite) [A/9178, A/C.2/L.1290]

2. Le PRÉSIDENT annonce que les délégations de la Gambie, du Guatemala, de l'Argentine, de la Jordanie, de la Jamaïque, d'Haïti et du Kenya se sont jointes aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1290.

3. M. HEYWARD (Fonds des Nations Unies pour l'enfance) rappelle qu'à la séance précédente le Ministre de l'agriculture de la Haute-Volta s'est référé aux besoins des enfants dans la région soudano-sahélienne. Les très jeunes enfants se ressentent en effet particulièrement de la pénurie de certains types d'aliments et des maladies qui en résultent et ils ont par conséquent un taux de mortalité beaucoup plus élevé que les autres groupes de population. Dans le cas de la région soudano-sahélienne, des problèmes urgents apparaissent essentiellement dans les camps et les installations temporaires autour des villes ou des points d'eau où les femmes, les enfants et les vieillards sont restés tandis que les hommes emmenaient leurs troupeaux vers le sud. Ces problèmes portent aussi bien sur la réhabilitation nutritionnelle que sur les compléments nutritionnels; ils diminueront à mesure

que la population nomade reviendra dans les régions de pâturage, mais on peut craindre qu'ils ne réapparaissent en 1974 dans la période qui se situe entre les récoltes. Le volume total d'aliments spéciaux requis, entre 10 000 et 20 000 tonnes, est minime par rapport aux quantités totales de céréales dont la région a besoin, mais ces aliments sont essentiels pour la santé et la survie des très jeunes enfants. Certains jeunes enfants ont besoin d'être réhydratés et la fréquence des maladies courantes dans la région, telles que la rougeole et la méningite, est en ce moment beaucoup plus élevée du fait de l'affaiblissement général des groupes de population vulnérables. L'acheminement des secours d'urgence pose des problèmes complexes d'organisation et les pays de la région auront également besoin d'assistance pour faire face aux dépenses locales.

4. En ce qui concerne les besoins à moyen et à long terme, une assistance est nécessaire pour augmenter l'approvisionnement en eau potable, surtout dans les zones agricoles. En coopération avec le PNUD, le FISE contribue au forage et à l'approfondissement des puits dans ces zones ainsi que dans les zones nomades. Un certain nombre des pays sinistrés ont demandé une assistance pour renforcer leurs services de santé, en particulier par la création d'équipes sanitaires mobiles. Il faudra aussi prévoir une assistance en matière de services de santé et d'enseignement au cas où l'on organiserait des programmes de réinstallation.

5. L'assistance en provenance de sources bilatérales, des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales a été importante. Il faut espérer que les plans pour 1974 tiendront davantage compte des besoins particuliers des enfants. Le FISE lui-même a consacré environ 700 000 dollars à l'assistance, dont 300 000 dollars ont été prélevés par le Directeur général sur le Fonds de réserve pour les secours d'urgence et 400 000 dollars ont été transférés du budget ordinaire. Ces ressources ont été consacrées à l'envoi de fournitures médicales, en particulier des fluides de réhydratation et des aliments, et au paiement de dépenses locales; l'OMS a fourni des conseils dans le domaine médical et a offert ses services en ce qui concerne l'alimentation des enfants; l'acheminement des fournitures a été coordonné avec la FAO. Les programmes ordinaires d'assistance du FISE dans les pays sinistrés représentent au total environ 2,5 millions de dollars par an; certains des projets seront modifiés pour faire face à la situation d'urgence, mais si l'on veut satisfaire aux besoins des enfants de la région, il faudra que l'assistance double ou même triple à l'avenir. Dans un certain nombre de pays, les comités nationaux pour le FISE ont déjà recueilli des fonds et coopèrent avec un groupe d'organisations non gouvernementales en Europe pour lancer une importante campagne d'appel de fonds à la fin du mois d'octobre. Des contributions gouvernementales ont été sollicitées par les centres d'assistance au nom de l'ensemble du système des Nations Unies; on n'a pas encore alloué de proportion bien définie de ces contributions pour faire face aux besoins des enfants. Dans cette expectative, le Secrétaire général et le Directeur général de la FAO ont convenu que le FISE pourrait solliciter directement un certain nombre de gouvernements pour leur demander une assistance d'urgence.

6. M. WANG Tzu-chuan (Chine) dit que la famine menace des dizaines de millions d'habitants de la région

soudano-sahélienne et que le relèvement de la population agricole et de l'élevage présente des difficultés considérables. Le peuple chinois appuie toutes les mesures prises pour lutter contre les catastrophes naturelles qui se sont produites dans la région.

7. Depuis le mois de mars, date à laquelle cette région a été désignée zone sinistrée, l'appel lancé par les gouvernements des pays touchés a reçu un écho dans le monde entier; de nombreux pays africains leur ont fourni une aide financière et matérielle de leur propre initiative et le peuple chinois leur a fait parvenir des aliments, des médicaments et d'autres secours par les voies appropriées. Ces concours sont un témoignage éloquent de l'esprit d'unité, d'amitié et d'assistance mutuelle qui anime les pays en voie de développement. La délégation chinoise appuie l'action déjà entreprise par les organismes des Nations Unies, ainsi que les mesures adoptées par le Conseil économique et social à ses cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions pour faire face aux besoins à moyen et à long terme de la région. Il semble que la région ait surtout besoin d'assistance pour rétablir la production, reconstruire des logements, développer l'irrigation, l'agriculture et l'élevage et équiper la région sinistrée pour qu'elle soit mieux à même de lutter contre les fléaux de la nature. En offrant une assistance et en mettant au point des mesures spéciales à l'intention des pays les moins avancés, l'Organisation des Nations Unies devrait veiller à ce que ses ressources soient affectées aux besoins les plus urgents et à ce qu'elles soient utilisées avec efficacité.

8. La délégation chinoise appuie le projet de résolution et espère qu'il sera adopté à l'unanimité. Elle constate avec plaisir que, sous la direction de leurs gouvernements, les peuples de la région sahélienne ont pris des mesures efficaces et ont déjà obtenu des résultats. Ils se montreront sans nul doute capables de triompher de l'adversité où les ont plongés les excès de la nature, de retrouver l'équilibre d'une vie économique normale et de promouvoir le développement régulier de l'agriculture et de l'élevage à un rythme relativement rapide.

9. M. DOO KINGUE (Programme des Nations Unies pour le développement) dit que le PNUD possède un bureau dans chacun des pays de la région soudano-sahélienne et a pu ainsi mesurer l'étendue du drame. M. Doo Kingué a lui-même constaté, au cours de ses visites dans cette région, combien les populations et l'économie de ces pays avaient souffert. Il a assisté aux récentes réunions intergouvernementales qui ont eu lieu à Ouagadougou, et en particulier à la réunion des ministres du 7 au 10 septembre, et à la Conférence des chefs d'Etat des six pays touchés par la sécheresse, les 11 et 12 septembre. Les gouvernements des pays sinistrés ont mis minutieusement au point le programme présenté en annexe à la note du Secrétaire général (A/9178) et décrit par le Ministre de l'agriculture de la Haute-Volta, le coordonnateur pour la région. Ils ont fait un effort remarquable pour assurer une action concertée et parvenir à des résultats.

10. L'assistance que le PNUD fournit à la région est substantielle eu égard à ses ressources. Dans le programme régional du PNUD en Afrique pour les années 1974 à 1976, les activités concernant directement les pays soudano-sahéliens et portant sur des projets conçus pour résoudre les problèmes liés à la sécheresse

représentent plus d'un quart des ressources planifiées. Si le projet de résolution dont la Commission est saisie est adopté, le PNUD fera tout ce qui est en son pouvoir pour répondre aux appels qui lui sont adressés aux paragraphes 8 et 9 du projet. Il convient de souligner que les ressources du PNUD proviennent des contributions volontaires des Etats Membres et d'espérer qu'ils sauront se montrer généreux à la Conférence de 1973 pour les annonces de contributions au PNUD, qui doit avoir lieu le 30 octobre.

11. M. ROUGE (France) dit que le débat a d'abord pour objet de faire le point de la situation dans les pays du Sahel et ensuite de prendre des dispositions pour l'avenir en vue d'aider à restaurer l'économie de ces pays sur des bases saines. La France entretient depuis longtemps des relations d'amitié avec ces pays et la délégation française a exposé en détail devant d'autres organismes des Nations Unies les vues du Gouvernement français sur la situation et les mesures de l'aide qu'il a déjà prises. Outre l'assistance qu'il a fournie par l'intermédiaire de la FAO et dont il est rendu compte dans les tableaux annexés au rapport de la FAO reproduit dans l'annexe I au document A/9178, le Gouvernement français a fait parvenir à ces pays des vivres et du matériel de transport par accord direct avec les gouvernements intéressés; l'assistance qu'il leur a fournie jusqu'à présent, non compris sa quote-part dans l'aide de la CEE et dans celle du PAM, s'élève à plus de 20 millions de dollars. La France a l'intention de poursuivre ces activités et le Président de la République a déclaré que l'aide française serait manifeste et exemplaire.

12. La restauration de l'économie de la région soudano-sahélienne se présente comme un défi à surmonter par la collectivité internationale et comme l'occasion de mettre en œuvre un effort sans précédent de coopération internationale. La délégation française sait gré au Secrétaire général d'avoir désigné M. Morse pour diriger le Bureau spécial du Sahel constitué au Secrétariat de l'ONU et approuve entièrement les objectifs de ce bureau (A/9178, par. 13). La mission confiée à la FAO en matière de secours immédiats a été incontestablement utile. De l'avis de la délégation française, le rôle du Bureau spécial du Sahel est d'abord d'établir une coordination entre les divers organismes des Nations Unies, en particulier entre le PNUD et la FAO qui, la délégation française l'espère, se rangeront sans arrière-pensée sous son autorité. Le rôle de ce bureau est aussi d'aider les gouvernements donateurs et les organisations non gouvernementales à éviter les doubles emplois et assurer la cohérence de leur action. Les organismes français intéressés sont résolus à se tenir en liaison étroite avec lui.

13. Néanmoins, la délégation française s'inquiète un peu de certains aspects de l'activité de ce bureau. En vertu de la résolution 1797 (LV) du Conseil économique et social, le Bureau spécial est appelé à jouer uniquement un rôle de coordination au sein du système des Nations Unies. Le projet de résolution (A/C.2/L.1290) l'indique clairement puisque son paragraphe 3 précise qu'il est chargé de la coordination des efforts des organismes des Nations Unies et puisqu'au paragraphe 16 les gouvernements et les organisations gouvernementales et non gouvernementales sont invités à coopérer pleinement avec le système de coordination établi par le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel, qui est

également chargé de formuler un programme. Or ce programme existe déjà; il a en effet été établi lors d'une des réunions qui se sont tenues à Ouagadougou et à laquelle ont assisté des représentants de la plupart des organisations d'aide étrangère qui avaient fait connaître leur intention de prendre part à son exécution. Le Gouvernement français, pour sa part, a d'ores et déjà pris des dispositions dans ce sens et a l'intention de financer un certain nombre de projets en 1973, y compris une étude concernant le développement des cultures vivrières en Mauritanie, des opérations de sylvikulture au Mali et un projet d'irrigation agricole au Sénégal. En outre, des experts français se rendront dans ces pays pour étudier des projets susceptibles d'être financés par le Fond d'aide et de coopération en 1974.

14. C'est pourquoi la délégation française aimerait savoir ce qu'il faut entendre exactement lorsqu'il est dit, au paragraphe 17 de la note du Secrétaire général (A/9178), que le Bureau spécial contribuera à l'élaboration d'un programme complet à moyen et à long terme, étant donné en particulier qu'on dit, au paragraphe 14, qu'il a commencé à analyser les activités envisagées en sus des projets proposés par le Comité permanent inter-Etats. S'il faut entendre par là que l'Organisation des Nations Unies modifie les programmes et les priorités adoptés par les gouvernements, il sera très difficile à la délégation française d'appuyer une telle activité. Il appartient aux seuls gouvernements de déterminer leurs besoins et d'établir un programme propre à les satisfaire.

15. La délégation française approuve la plupart des idées figurant dans le projet de résolution. La seule exception est la suspension du rattachement des obligations financières des gouvernements de la région soudano-sahélienne, dont il est question au paragraphe 6. Le Gouvernement français, en tant que principal créancier des pays intéressés, n'a jamais été et n'a pas l'intention de devenir un créancier impitoyable. Son rôle à la présidence de divers groupes réunis pour étudier la situation des pays insolvables lui a en général valu la reconnaissance des pays débiteurs. Il ne peut cependant accepter comme principe général qu'un pays se trouvant dans une situation difficile soit automatiquement dégagé de l'obligation de rembourser ses dettes. Les dettes résultent d'un contrat entre le débiteur et le créancier et les conditions de ce contrat ne peuvent être modifiées que par des négociations entre les parties intéressées. En fait, il est dans l'intérêt des pays bénéficiaires eux-mêmes que l'acceptation de leurs obligations internationales ne soit pas remise en question par l'application du principe suggéré au paragraphe 6.

16. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) dit qu'à la tristesse qu'il éprouve pour le sort tragique de la population soudano-sahélienne se mêle un sentiment de fierté devant la rapidité avec laquelle la communauté internationale a réagi pour faire face à la situation dans cette région. Il est regrettable qu'il ait fallu que la sécheresse sévisse pendant plus de cinq ans pour qu'on prenne conscience du problème; il importe que le système des Nations Unies trouve le moyen d'alerter l'opinion publique mondiale plus rapidement à l'avenir, ainsi que l'a suggéré le Secrétaire général dans la note¹ qu'il a présentée au Conseil économique et social, lors de la

¹ E/5263.

cinquante-quatrième session, à propos du concept de la sécurité économique collective.

17. Lorsqu'il a eu connaissance de la situation en mai 1973, le Gouvernement britannique a immédiatement versé une somme de 750 000 dollars au Fonds d'affectation spéciale créé par le Directeur général de la FAO et une somme de plus d'un million de dollars au Fonds établi par la CEE; il a en outre versé une contribution au PAM; la Royal Air Force, pour sa part, a fourni son aide pour le transport des vivres. Maints autres pays ont pris des mesures analogues.

18. Tous les intéressés reconnaissent que des mesures à moyen et à long terme s'imposent. La délégation britannique sait gré au Secrétaire général d'avoir créé rapidement le Bureau spécial du Sahel. Ce bureau aura pour tâche complexe de coordonner les activités entreprises dans les six pays de la région où de nombreuses institutions spécialisées des Nations Unies et le Comité permanent inter-Etats se sont mis à l'œuvre, et le représentant du Royaume-Uni lui souhaite un plein succès. De l'avis de la délégation britannique, le paragraphe 16 du projet de résolution revêt une importance particulière.

19. De façon générale, ce projet de résolution a pour but de souligner que la région soudano-sahélienne doit bénéficier de secours prioritaires d'urgence. Il existe cependant de par le monde d'autres régions sinistrées et M. Mackenzie estime que ce fait aurait dû être davantage mis en évidence dans le projet de résolution. Se référant au dernier membre de phrase du paragraphe 3, le représentant du Royaume-Uni dit qu'il aimerait avoir l'assurance que la tâche envisagée dans le projet de résolution pourra être menée à bien avec les fonds mentionnés au paragraphe 18 de la note du Secrétaire général (A/9178). Enfin, M. Mackenzie pense, comme le représentant de la France, que le paragraphe 6 du projet de résolution devrait être examiné plus avant et remanié. La délégation britannique préférerait que ce texte se rapproche davantage de celui du programme élaboré à Ouagadougou.

20. M. CHATENAY (Banque internationale pour la reconstruction et le développement) dit que le projet de résolution dont la Commission est saisie sera porté aussitôt que possible à l'attention du Président de la BIRD et à celle du Conseil d'administration de l'AID. L'AID est chargée de toutes les opérations du Groupe de la Banque mondiale dans la région, à l'exception de deux ou trois projets au Sénégal. Les crédits octroyés par l'Association ne portent aucun intérêt et sont remboursables en 50 ans, y compris un délai de grâce de 10 ans, avec des frais d'administration de 0,75 p. 100 sur les sommes déboursées; comme les opérations dans la région du Sahel sont de date récente, il n'y a pas eu de remboursement du principal, mais seulement des frais administratifs de 0,75 p. 100. En juin, l'AID a envoyé une mission dans la région soudano-sahélienne qui, à son retour, a recommandé que des crédits supplémentaires soient approuvés pour des projets prioritaires dans l'immédiat. Des missions techniques ont ensuite été envoyées pour examiner et évaluer ces projets et mettre au point les mécanismes de financement, y compris l'utilisation des institutions financières nationales; pour accélérer le processus, les crédits ont été négociés sur place. Le Conseil d'administration de l'AID est maintenant saisi de propositions concrètes pour des crédits nouveaux s'élevant à 12,5 millions de

dollars et une décision interviendra à ce sujet dans les trois semaines qui viennent. A titre exceptionnel, ces crédits financeront à 100 p. 100 les dépenses totales des projets et seront payables immédiatement. L'AID étudie également le moyen d'accélérer les projets en cours. Les mesures prises par le Groupe de la Banque mondiale tiennent compte des conditions climatiques ainsi que de la situation financière et des besoins des populations de la région soudano-sahélienne. En outre, les activités du Groupe sont coordonnées avec celles des institutions spécialisées des Nations Unies qui opèrent dans la région, en particulier la FAO et le Bureau spécial du Sahel. Par conséquent, le Groupe de la Banque mondiale a déjà agi dans la ligne des dispositions du projet de résolution (A/C.2/L.1290). L'AID a parfaitement conscience de l'importance d'une action rapide et des inconvénients graves que peuvent entraîner des délais; aussi, continuera-t-elle à veiller à ce que les fonds qu'elle gère soient utilisés dans les conditions les plus efficaces pour le profit des pays de la région soudano-sahélienne.

21. M. RATSIMBAZAFY (Madagascar) fait observer que l'opinion internationale a été largement informée de la situation qui règne dans la région soudano-sahélienne. Des mesures d'urgence ont déjà été prises et seront suivies de mesures à moyen et à long terme. Madagascar a émis des timbres spéciaux et la recette tirée de la vente de ces timbres, 22 000 dollars, a été versée aux pays de la région. Le Gouvernement malgache a parfaitement conscience des problèmes économiques et sociaux qui se posent à ces pays, étant donné que Madagascar a déjà été plusieurs fois victime de la sécheresse. La délégation malgache appuie le projet de résolution et espère que ses dispositions seront rapidement mises en application.

M. Arvesen (Norvège) prend la présidence.

22. M. POERWANTO (Indonésie) dit que sa délégation a appuyé les résolutions du Conseil économique et social [1759 (LIV) et 1797 (LV)] relatives à l'aide aux pays de la région soudano-sahélienne. C'est avec plaisir qu'il note que de nombreux organismes des Nations Unies et Etats Membres de l'Organisation ont répondu favorablement aux demandes d'aide formulées au nom de cette région. Le Gouvernement indonésien a fait un versement proportionné à ses moyens, qui sont limités. Cependant, malgré l'ampleur des secours, il semble que l'aide disponible ne suffira bientôt plus à répondre aux besoins de la région. La communauté internationale a encore beaucoup à faire pour remédier à la situation, et elle devra consentir une aide supplémentaire à moyen et à long terme pour permettre de faire face aux besoins, tant actuels que prévus. La délégation indonésienne espère donc que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

23. M. MADDY (Guinée) dit que la sécheresse qui sévit dans la région soudano-sahélienne, où elle a causé la mort de centaines d'hommes, de femmes et d'enfants et décimé le cheptel, a frappé des pays qui sont parmi les pays en voie de développement les moins avancés. On estime à 4 millions de têtes les pertes totales en bétail et le déficit céréalier à 850 000 tonnes environ. Le correspondant d'une agence de presse, décrivant la situation qui règne dans la région, a témoigné que partout le sol était parsemé de cadavres de bovins qui étaient même empilés à l'abord des puits. La population

s'est vue réduite à manger des feuilles et les graines que les fourmis accumulent dans leurs fourmilières. La faim a obligé l'homme de l'ère spatiale à se conduire comme son ancêtre de la préhistoire.

24. M. Maddy rend hommage à toutes les organisations internationales et à l'ensemble de la communauté internationale pour l'aide généreuse apportée aux populations de la région soudano-sahélienne. Cette spontanéité et cette bonne volonté démontrent qu'il est possible de vaincre les maux dont souffre la planète. Mais l'œuvre bienfaisante de la communauté internationale aura été incomplète si elle n'est pas poursuivie afin d'éviter la répétition de telles calamités. C'est avec un réel plaisir que la délégation guinéenne accueille la déclaration par laquelle le Ministre des affaires étrangères de l'URSS a proposé, à la 2126^{ème} séance plénière, que les Etats membres permanents du Conseil de sécurité réduisent leurs budgets militaires de 10 p. 100 et utilisent une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement (point 102 de l'ordre du jour). La délégation guinéenne est convaincue que la proposition de l'URSS sera acceptée par d'autres Etats, de sorte que les pays en voie de développement bénéficient de la détente. A la lecture de la note du Secrétaire général, on est convaincu que l'Organisation des Nations Unies mettra tout en œuvre pour venir en aide aux pays de la région soudano-sahélienne. La délégation guinéenne adhère totalement au projet de résolution et elle espère qu'il sera adopté par consensus.

25. M. OLIVERI LOPEZ (Argentine) dit qu'à ce jour l'Organisation des Nations Unies et les organisations qui lui sont reliées ont affronté de façon exemplaire la grave situation qui règne dans la région soudano-sahélienne. Elles doivent maintenant s'efforcer d'empêcher qu'un tel désastre se reproduise et mobiliser les ressources internationales et nationales pour résoudre définitivement le problème. La communauté internationale doit montrer que le système des Nations Unies est capable de jouer un rôle préventif en exécutant des mesures à moyen et à long terme dans le cadre de la sécurité économique collective. Il faut espérer que le Bureau spécial du Sahel et le Comité permanent inter-Etats réussiront à coordonner leurs travaux et seront un modèle d'efficacité dans le domaine de la coopération internationale.

26. Le Ministre de l'agriculture de la Haute-Volta a exposé devant la Commission le programme d'action que les six pays touchés par le fléau ont mis au point. Les ressources financières destinées à l'exécution de ce programme doivent être suffisantes pour répondre à la situation. Les pays touchés par la sécheresse sont parmi les pays en voie de développement les moins avancés et l'aide qu'ils ont reçue par le passé n'a pas toujours produit les résultats attendus. La délégation argentine espère que, au stade encore assez incertain où en est la coopération internationale, les mesures prises par la communauté internationale pour aider la région soudano-sahélienne seront un brillant exemple de solidarité internationale.

27. M. RASAPUTRAM (Sri Lanka) dit que sa délégation apprécie toute la valeur des efforts déployés par la communauté internationale pour venir en aide à la population de la région soudano-sahélienne. Les opérations de secours seront suivies d'un programme intensif et bien coordonné de reconstruction et de re-

lèvement. Ce n'est qu'après l'achèvement de cette deuxième phase que la communauté internationale pourra être sûre de s'être acquittée de ses obligations. Il faut entreprendre d'importants travaux de recherche dans les domaines de l'agriculture, de la météorologie et de l'hydrologie pour empêcher qu'un tel désastre se reproduise. La communauté internationale et les organismes des Nations Unies doivent être prêts à aider les zones touchées par la famine à se reconstruire en vue d'un avenir meilleur. Les six pays de la région soudano-sahélienne se sont associés pour résoudre leurs problèmes, et leurs efforts doivent recevoir l'appui total des pays développés, des pays en voie de développement et des institutions internationales.

28. Sri Lanka connaît aussi une pénurie alimentaire due à de mauvaises conditions météorologiques; si la principale récolte de riz, qui sera faite en mars 1974, ne répond pas aux espérances, la crise s'aggravera. Sri Lanka a demandé à certains organismes internationaux une aide à court terme et à moyen terme pour l'aider à réaliser son programme de développement, mais comme ces organismes opèrent dans un certain cadre ils ont répondu qu'ils ne pouvaient guère aider Sri Lanka s'il ne satisfaisait pas exactement à leurs critères. M. Rasaputram espère que les organismes compétents seront tout aussi disposés à aider les pays de la région soudano-sahélienne dans la seconde phase, lorsqu'il faudra reconstruire, qu'ils l'ont été dans la première phase, tant qu'il s'agissait d'opérations de secours. La délégation de Sri Lanka appuie sans réserve le projet de résolution.

29. M. KIRSHI (Yémen) dit que son pays est pleinement conscient de l'ampleur des souffrances endurées par la population de la région soudano-sahélienne, ayant lui-même connu la sécheresse au cours des quatre années passées. Toutefois, cette année, la nature a été généreuse; mais les pluies ont provoqué des inondations qui ont causé d'importants dégâts, et le Gouvernement de la République arabe du Yémen s'emploie actuellement à réparer les conséquences du désastre. C'est souvent que la communauté internationale doit faire face à des catastrophes de ce genre et qu'elle ne peut rien faire d'autre que secourir les victimes. Les organismes des Nations Unies, en particulier la FAO et le PNUE, doivent mettre au point des plans d'action préventive à long terme pour empêcher que de telles souffrances se répètent. La délégation du Yémen pense que le paragraphe 10 contient la disposition la plus importante du projet de résolution et témoigne de la plus grande prévoyance; elle appuie l'ensemble du projet de résolution.

30. M. FASLA (Algérie) dit combien son pays a apprécié les mesures de secours prises par divers organismes des Nations Unies pour faire face à la situation catastrophique qui règne dans la région soudano-sahélienne. Après les décisions à court terme qui ont déjà été prises il faut adopter les mesures à moyen et à long terme qui ont été exposées dans le programme élaboré à Ouagadougou. De plus, la communauté internationale doit aider les pays de la région soudano-sahélienne à prévenir la répétition d'une telle catastrophe. M. Fasla demande aux membres de la Commission d'adopter le projet de résolution par consensus.

31. M. JABER (Jordanie) dit que sa délégation partage l'inquiétude des orateurs qui l'ont précédé au sujet

de la situation qui règne dans la région soudano-sahélienne et qu'elle appuie tous les efforts entrepris par les organismes des Nations Unies, les gouvernements et les organisations non gouvernementales pour venir en aide aux pays touchés par le fléau. La catastrophe a démontré la fragilité de l'économie de ces pays et la totale insuffisance de leur infrastructure. La Jordanie, elle aussi, a connu une période de sécheresse, mais d'une intensité moindre que celle qui a frappé la région soudano-sahélienne. La production de blé de la Jordanie a diminué de 85 p. 100 et l'ensemble de sa production agricole a baissé de 45 à 50 p. 100. La Jordanie connaît donc bien les difficultés avec lesquelles les six pays africains en question sont aux prises. L'acuité de ces difficultés se trouve accrue du fait de la pénurie mondiale de denrées alimentaires et de la forte hausse des prix de ces denrées, en particulier du blé, dont le prix a doublé en un seul mois. Il est évident que le système des Nations Unies dispose maintenant de moyens accrus pour faire face à des problèmes économiques présentant un caractère d'urgence. Mais les mesures à moyen et à long terme exposées dans le projet de résolution sont également nécessaires.

32. M. SOGLO (Dahomey) dit que sa délégation appuiera le projet de résolution (A/C.2/L.1290). Son pays a envoyé des secours alimentaires au Niger et à la Haute-Volta non seulement par solidarité, mais aussi parce que, bien que la sécheresse ait également touché le nord du Dahomey, leurs maux étaient plus accablants. La communauté internationale apporte une aide généreuse mais insuffisante. Toutefois, les problèmes caractéristiques du Sahel touchent aussi les régions voisines et il est essentiel que les programmes à plus long terme soient conçus pour s'étendre à l'ensemble de la région soudano-sahélienne.

M. Gabré-Sellassié (Ethiopie) reprend la présidence.

33. M. VIEMERÖ (Finlande) dit qu'il est parfaitement clair que les problèmes de la région soudano-sahélienne n'appellent pas seulement des mesures à court terme mais également des programmes à long terme et à grande échelle. La délégation finlandaise est heureuse de noter que les organismes des Nations Unies ont mobilisé tous leurs moyens pour fournir une assistance à moyen et à long terme. Les discussions qui ont lieu dans le cadre de la FAO concernant la notion de sécurité alimentaire mondiale minimale devraient avoir des résultats positifs pour la région affectée.

34. Le Gouvernement finlandais participe à l'action des Nations Unies et aux efforts bilatéraux. Il a récemment expédié des quantités substantielles de céréales vers la région affectée et a inscrit au budget de 1974 des fonds supplémentaires pour aider la région. La délégation finlandaise examinera favorablement le projet de résolution et est certaine qu'on pourra y apporter de légères modifications qui lui permettent de recueillir l'unanimité.

35. M. AKSOY (Turquie) dit que c'est avec soulagement qu'on a constaté que la communauté internationale avait pu apporter les secours nécessaires pour écarter la famine de la région touchée. La délégation turque est heureuse de la formation du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel et du Bureau spécial du Sahel. Il est paradoxal, à une époque où les moyens de communication sont très développés, qu'il n'ait pas été tenu compte des signes

d'une sécheresse possible qui sont apparus vers le milieu des années 60 et que l'action mondiale n'ait été entreprise que lorsque la situation était devenue critique.

36. Il conviendrait de s'attaquer immédiatement à d'autres problèmes que connaissent ces pays. Il faudrait remettre en état les terres cultivables et arrêter ou du moins limiter l'avance du désert, mettre au point des semences adaptées au climat et au sol de la région et étendre les mesures de lutte contre le criquet pèlerin. La migration de la population des zones les plus touchées vers les centres urbains a entraîné des heurts entre les réfugiés et la population urbaine, conséquence de la sécheresse qui aurait pu être évitée si l'aide alimentaire était arrivée à temps. La détérioration naturelle et la surpopulation dans ce qui reste des terres agricoles et pastorales rendent difficile de réinstaller les migrants et, malgré l'exode rural, de graves problèmes de surexploitation des pâturages et des terres de culture persisteront par suite du taux élevé d'augmentation de la population.

37. La communauté internationale devrait aider les pays touchés à élaborer et à exécuter leurs plans de développement à long terme. Les mesures prioritaires devraient comprendre des programmes de logements à bon marché et des travaux faisant fortement appel à la main-d'œuvre pour réduire le chômage. Il faudrait aussi envisager de renforcer et de rééquiper le bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe. De nouveaux projets importants pourraient devenir nécessaires pour les pays limitrophes de ceux qui ont été le plus durement frappés par la sécheresse. Il faudrait chercher à mettre au point un système d'alerte et la communauté internationale devrait s'organiser de façon à répondre aux besoins immédiats et à long terme des pays dont les économies sont vulnérables aux forces de la nature.

38. M. TREVIÑO (Mexique) rappelle que son pays a été récemment frappé par des inondations et des tremblements de terre; néanmoins, reconnaissant la gravité de la situation dans la région soudano-sahélienne, il a envoyé de grandes quantités de semences de maïs amélioré au Tchad. La communauté internationale devrait continuer son aide généreuse aux pays frappés. La délégation mexicaine votera pour le projet de résolution.

39. M. HEWITT (Jamaïque) exprime la préoccupation de sa délégation pour le sort des habitants de la région soudano-sahélienne. La communauté internationale a compris les souffrances de la population de la région frappée par la sécheresse et il convient de féliciter tous ceux qui ont apporté leur aide. Malheureusement, l'assistance fournie jusqu'ici n'est pas suffisante pour résoudre les problèmes existants, ce qui est attribuable au manque de volonté politique et morale. M. Hewitt évoque un passage de la déclaration du Ministre des affaires étrangères du Soudan à l'Assemblée générale (2142ème séance plénière) illustrant l'insuffisance de la réaction internationale devant le désastre.

40. Deux questions vitales se posent aux Nations Unies : peut-on tolérer que persistent les terribles inégalités et les conditions inhumaines qui existent et, sinon, trouvera-t-on la volonté d'y remédier ? Le désastre a aggravé une situation déjà précaire et beaucoup des pays touchés étaient parmi les plus

pauvres du monde. Tous les pays devraient faire tout ce qui est en leur pouvoir pour apporter des secours. Quant à ce qu'il faut faire pour l'avenir, la délégation jamaïcaine appuie toutes les suggestions dont la Commission est saisie. Les stratégies à moyen et à long terme pour renverser le processus actuel sont celles que les pays en voie de développement suggèrent depuis des années, sans réaction positive de la part des pays riches. Le monde doit prendre, dans le domaine économique, la même sorte d'engagement qu'il commence à prendre dans les domaines politique et racial.

41. M. HAQ (Pakistan) dit que sa délégation, ayant patronné la résolution 1797 (LV) du Conseil économique et social, appuie pleinement les efforts faits pour aider les pays d'Afrique frappés par la sécheresse. Par suite des inondations récentes, le Pakistan, lui aussi, connaît une grave pénurie alimentaire.

42. La réaction de la communauté internationale aux deux désastres a été extrêmement généreuse. On s'occupe de résoudre les problèmes à court terme de la région soudano-sahélienne; il convient d'examiner avec soin ses difficultés à moyen et à long terme. Le problème des transports n'a pas été entièrement résolu; il faudrait d'autre part arrêter l'avance du désert et regagner des terres sur lui. Il est encourageant que le Bureau spécial du Sahel ait commencé ses opérations sous la direction dynamique du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale. M. Haq demande des éclaircissements sur qui reçoit les fonds réservés pour la location des locaux du Bureau spécial du Sahel et dont le montant est indiqué au paragraphe 20 du document A/9178, car il lui semble que le Secrétariat pakistanaise appuie le projet de résolution à l'examen.

43. M. PAUL (Haïti) dit que sa délégation est heureuse de l'action de la communauté internationale pour secourir les victimes de la sécheresse et espère que l'aide sera poursuivie.

44. M. ZACHMANN (République démocratique allemande) dit que son gouvernement envoie des aliments de haute qualité et des médicaments, dans le cadre d'une allocation globale de 4,1 millions de marks, au Mali, à la Haute-Volta, au Sénégal et au Niger, conformément à la demande du Secrétaire général et du Conseil économique et social dans ses résolutions 1759 (LIV) et 1797 (LV).

45. L'application de la proposition de l'Union soviétique tendant à réduire de 10 p. 100 les budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et à affecter une partie de l'économie ainsi réalisée à l'assistance aux pays en voie de

développement fournirait immédiatement les fonds nécessaires pour l'aide économique, en premier lieu aux pays victimes des catastrophes naturelles. La proposition aurait donc un effet positif pour les pays de la région soudano-sahélienne.

46. La délégation de la République démocratique allemande est d'une façon générale d'accord sur les grands objectifs et suggestions contenus dans le projet de résolution à l'examen.

47. M. AL-EBRAHIM (Koweït) exprime l'espoir que l'on continuera d'agir pour répondre aux besoins de la région touchée. Les catastrophes naturelles bouleversent les plans de développement des pays victimes et font tomber leur produit national brut. Il incombe à tous les pays d'aider à remédier aux conséquences des catastrophes naturelles. L'initiative de l'Organisation des Nations Unies est louable et devrait être poursuivie, car c'est l'instance appropriée pour organiser les activités de secours.

48. M. LAHLOU (Maroc) dit que le Gouvernement et le peuple marocains ont ressenti une vive émotion à la suite de la sécheresse qui a frappé une partie du continent africain et, bien que le désastre affecte également ses récoltes, le Maroc a fourni une aide alimentaire dans la mesure de ses moyens. L'homme doit chercher à maîtriser les forces de la nature. La délégation marocaine tient à se joindre aux auteurs du projet de résolution.

49. M. VERCELES (Philippines) dit que sa délégation appuie pleinement le projet de résolution par sympathie pour les victimes des catastrophes naturelles, auxquelles les Philippines sont elles aussi vulnérables. Il rend hommage à la communauté internationale pour la façon admirable dont elle a répondu aux catastrophes qui ont frappé la région soudano-sahélienne et le Pakistan il y a quelques mois.

50. Le projet de résolution est le plus complet de tous ceux qui traitent des catastrophes naturelles. L'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les pays intéressés doivent coordonner leur action et envisager le problème dans son ensemble, de façon que l'aide produise le maximum d'effet, en particulier dans le cas des pays les moins avancés où les organismes des Nations Unies ont déjà entrepris des projets.

51. M. Verceles propose que les noms des six pays touchés — Haute-Volta, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad — soient insérés après les mots "région soudano-sahélienne" au premier alinéa du préambule du projet de résolution.

La séance est levée à 17 h 30.

1532^e séance

Jeudi 11 octobre 1973, à 10 h 50.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1532

En l'absence du Président, M. Arvesen (Norvège) prend la présidence.

POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen de la situation économique et sociale de la région soudano-sahélienne victime de la sécheresse et mesures à prendre en sa faveur (suite) [A/9178, A/C.2/L.1290]

1. Le PRÉSIDENT annonce que la liste des auteurs du projet de résolution (A/C.2/L.1290) dont la Commission est saisie est désormais la suivante : Algérie, Argentine, Brésil, Colombie, Egypte, Gambie, Guatemala, Haïti, Haute-Volta, Indonésie, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, République arabe libyenne, Sénégal, Soudan, Tchad, Tunisie et Yougoslavie.

2. M. MALHAN (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) déclare que, de par son domaine de compétence, l'UNESCO participera surtout aux activités à moyen et à long terme qui seront entreprises pour résoudre le problème de la sécheresse dans la région soudano-sahélienne. L'UNESCO, qui depuis 20 ans s'occupe des problèmes liés aux régions arides et semi-arides qui entourent le Sahara, envisage également de lancer un certain nombre de programmes de recherche liés aux problèmes hydrologiques et notamment aux phénomènes d'inondation et de sécheresse. Une étude des ressources hydrauliques a déjà été exécutée au Tchad avec l'assistance du PNUD, tandis qu'un projet portant sur les conséquences des activités humaines et des techniques d'utilisation des sols dans les régions semi-arides est en cours d'exécution avec la coopération étroite de la FAO.

3. En ce qui concerne le domaine des sciences sociales, il convient de citer un projet à moyen terme lié aux recherches interdisciplinaires et internationales sur le développement rural et l'urbanisation. Ces deux derniers thèmes sont d'une importance capitale pour les pays de la région sahélienne. Un projet à long terme prévoit la création d'un centre de coordination de la recherche et de la documentation dans le domaine des sciences sociales pour l'Afrique au sud du Sahara. Ce centre, dont les activités débiteront probablement en 1974, coordonnera les projets de recherche en cours dans le domaine des sciences sociales et en lancera de nouveaux. Certains de ces projets pourront être consacrés à des problèmes particuliers aux pays du Sahel, tels que le processus de transformation sociale que représente, pour les populations de la région, le passage de la vie nomade à la vie sédentaire.

4. Mais c'est surtout dans le domaine de la recherche appliquée que l'UNESCO, grâce en particulier aux mécanismes de ses programmes de recherche internationaux, peut contribuer utilement à l'étude et à l'atténuation des problèmes de la sécheresse dans le Sahel. En effet, les principales difficultés que présente

l'aménagement des territoires semi-arides de la région sahélienne sont dues à une mauvaise connaissance des réactions complexes qui se produisent dans ces systèmes écologiques extrêmement fragiles lorsqu'on modifie les méthodes traditionnelles d'utilisation des sols au moyen de techniques importées. Le problème fondamental de la région sahélienne est donc un problème d'aménagement des pâturages dans des conditions climatiques fluctuantes et dans un contexte social, économique et culturel donné.

5. L'UNESCO fera porter ses efforts dans les domaines suivants : la mise en œuvre du Programme intergouvernemental sur l'homme et la biosphère, au niveau sous-régional de la zone du Sahel; l'évaluation scientifique des ressources hydrauliques disponibles; l'achèvement de certains projets en cours portant sur l'établissement de cartes des sols et de cartes hydrogéologiques; ainsi que la participation à d'autres études agroclimatologiques, des études socio-culturelles destinées à déterminer les possibilités de modifier comme il convient la gestion du système écologique, et enfin le lancement d'un certain nombre de projets dans les domaines de l'enseignement et de la formation.

6. M. SHEMIRANI (Iran) constate avec satisfaction que la communauté internationale semble avoir pris conscience de la nécessité impérieuse de mobiliser toutes ses ressources pour aider les pays du Sahel. Seules des mesures à long terme permettront de résoudre le problème de la sécheresse chronique qui règne dans cette région et le représentant de l'Iran constate avec satisfaction qu'il a été tenu compte de cet aspect du problème dans les programmes institués par l'ONU, ainsi que dans le projet de résolution dont la Commission est saisie — et notamment dans les paragraphes 6 à 10 de son dispositif. M. Shemirani signale que son pays, dans la mesure de ses moyens, a participé aux efforts d'assistance et annonce que sa délégation désire figurer parmi les auteurs du projet de résolution, qui mérite d'être approuvé à l'unanimité.

7. M. KUEN (Autriche) déclare que son gouvernement a suivi l'évolution de la situation dans le Sahel avec beaucoup d'inquiétude. Le représentant de l'Autriche constate avec satisfaction que des efforts considérables ont déjà été entrepris pour apporter des secours à la population des pays intéressés. En réponse à l'appel lancé par le Président du Conseil économique et social, son gouvernement a décidé de verser une contribution de 3,2 millions de schillings autrichiens, soit environ 180 000 dollars, au Fonds d'affectation spéciale de la FAO et d'apporter également sa participation au programme européen d'aide, qui doit être lancé à la fin du mois d'octobre. D'autre part, en ce qui concerne les mesures à moyen et à long terme, le Gouvernement autrichien étudiera de très près le programme exposé à la Deuxième Commission par le Ministre de l'agriculture de la Haute-Volta.

8. En ce qui concerne le projet de résolution à l'étude, la délégation autrichienne en appuie les principes généraux et espère qu'il sera possible de trouver un texte qui convienne à toutes les délégations.

9. M. WRIGSTAD (Suède) déclare que sa délégation a écouté avec grand intérêt les interventions du Président de la République (2145^{ème} séance plénière) et du Ministre de l'agriculture de la Haute-Volta. La gravité de la catastrophe qui s'est abattue sur la région soudano-sahélienne exige de la part de la communauté internationale des mesures efficaces et coordonnées. Le représentant de la Suède note avec satisfaction que beaucoup de pays, répondant à l'appel qui leur avait été lancé, ont participé aux opérations de secours d'urgence. Pour sa part, le Gouvernement suédois a fourni une aide s'élevant à 8 millions de couronnes suédoises — soit environ 2 millions de dollars — dont 7 millions ont été mis à la disposition du Directeur général de la FAO.

10. Cependant, si importantes que soient les mesures à court terme, il importe de prévoir une assistance à moyen et à long terme pour prévenir la répétition de la catastrophe et redresser progressivement l'économie des différents pays de la région. Le Gouvernement suédois étudie de très près les renseignements qu'il a reçus à ce sujet et les dispositions actuellement mises au point sous la direction dynamique du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale. La délégation suédoise estime qu'il faut s'efforcer d'établir une coordination étroite entre le Bureau des opérations de secours pour le Sahel et le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel, et se félicite que des discussions aient lieu à ce sujet entre ces deux organismes.

11. La délégation suédoise est favorable au projet de résolution et espère que le texte définitif de ce projet sera adopté à l'unanimité.

12. M. GEBRU (Ethiopie) note avec satisfaction que le désastre qui a frappé la région sahélienne a pu être circonscrit grâce à l'opération de secours entreprise dans le cadre du système des Nations Unies. Le représentant de l'Ethiopie se félicite également de la création d'un Bureau spécial du Sahel, placé sous la direction du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale et chargé de formuler des programmes à moyen et à long terme pour la région. Si ces programmes sont mis en œuvre de façon coordonnée, il sera possible de résoudre le problème de la sécheresse chronique qui affecte cette région. Etant donné que 4 des 6 pays intéressés appartiennent au "noyau" des 25 pays en voie de développement les moins avancés¹, le représentant de l'Ethiopie pense, comme le représentant des Philippines, qu'il convient de coordonner les projets visant à lutter contre la sécheresse avec ceux entrepris dans le cadre du programme d'action en faveur des pays les moins avancés et même d'intégrer les programmes à moyen et à long terme dans ce programme d'action afin de réaliser des économies en évitant les doubles emplois.

13. M. Gebru note avec satisfaction que la communauté internationale a fait les efforts voulus pour fournir l'assistance humanitaire nécessaire, mais il estime qu'il faut également que cette communauté

internationale ait la volonté politique d'améliorer de façon permanente la situation des pays intéressés et de soutenir le développement régulier de leur économie, conformément au principe de la sécurité économique collective.

14. Pour conclure, le représentant de l'Ethiopie félicite les organismes des Nations Unies de l'œuvre déjà accomplie et appuie le projet de résolution.

15. M. RANKIN (Canada) déclare qu'il a été lui-même témoin, avant la seconde guerre mondiale, d'une terrible sécheresse dans la province du Saskatchewan. Les conditions climatiques étaient certes en grande partie responsables de cette catastrophe, mais les pratiques agricoles imprudentes des fermiers de la région y avaient également contribué. Le Canada a alors reconnu la nécessité de prendre des mesures à long terme pour éviter qu'un tel désastre ne se reproduise. Des arbres ont été plantés afin de lutter contre l'érosion éolienne et de nouvelles semences ont été utilisées, si bien que maintenant cette province canadienne a de nouveau une économie prospère. L'expérience que le Canada a tirée de ces événements pourrait servir utilement à d'autres pays se trouvant dans la même situation.

16. Dans son discours de la veille, devant l'Assemblée, le Président de la République de la Haute-Volta a fait nettement ressortir la nécessité d'une action de la part de la communauté internationale pour, dans un premier temps, aider les pays de la région à surmonter les conséquences de la sécheresse et, à plus longue échéance, pour édifier l'infrastructure qui leur permettra à l'avenir d'empêcher le renouvellement de telles catastrophes. Jusqu'ici le Gouvernement canadien a fourni une aide dont le montant équivalait au total à plus de 10 millions de dollars et il continuera à faire tout ce qui est en son pouvoir pour répondre aux besoins des pays de la région en matière de vivres, de médicaments et de moyens de transport. En ce qui concerne la contribution du Canada pour 1974, elle sera fondée sur les conclusions du rapport de la mission de la FAO qui se trouve actuellement dans le Sahel.

17. La communauté internationale ne doit cependant pas se contenter d'apporter des secours d'urgence aux pays du Sahel. Il lui faut aussi se préoccuper d'établir des programmes à moyen et à long terme pour redresser la situation économique de ces pays et développer leur infrastructure. Il est d'autre part indispensable que ses efforts soient étroitement coordonnés pour que l'assistance fournie soit la plus efficace possible; la coordination des efforts doit revenir au premier chef au Comité permanent inter-Etats. Cependant, la communauté internationale, tout en faisant porter ses activités principalement sur les six pays de la région sahélienne, ne doit pas se désintéresser du sort des pays voisins également touchés par la sécheresse. Elle doit aussi fournir une aide qui soit conforme aux priorités établies par les pays bénéficiaires. Tout en se félicitant des mesures déjà prises par l'Organisation des Nations Unies pour coordonner les activités de secours et les activités à moyen et à long terme, le représentant du Canada estime que, étant donné l'importance du problème de l'harmonisation des activités non seulement entre les pays donateurs, mais également entre ceux-ci et les pays bénéficiaires, il importe d'établir un mécanisme de coordination qui aurait son siège en Afrique et auquel participeraient les institutions et organismes des Nations Unies, et notamment le PNUD.

¹ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante et unième session, Supplément No 7, par. 66.

18. Dans cet esprit, le Gouvernement canadien est disposé à aider le Comité permanent inter-Etats à remplir son rôle de coordination en lui fournissant, le cas échéant, une assistance technique à cet effet.

19. L'agence officielle canadienne pour le développement international met actuellement au point un certain nombre de programmes de mesures à moyen et à long terme à l'intention de la région sahélienne et étudie à ce sujet un certain nombre de demandes qui lui ont été adressées par le Comité permanent inter-Etats. L'aide demandée porte sur les ressources en eau et les barrages, sur le développement de la production agricole et de l'élevage, sur l'amélioration des moyens de transport et sur l'élaboration de mesures destinées à arrêter la progression du désert.

20. La délégation canadienne a étudié avec intérêt le projet de résolution et espère que ce document, dans la mesure où il permettra aux délégations d'aboutir à un consensus, sera le point de départ d'une nouvelle action internationale.

21. M. OFWONO (Ouganda) déclare que, dans la note du Secrétaire général (A/9178), sont clairement mis en évidence les problèmes extrêmement graves que doivent affronter les six pays de la région soudano-sahélienne. Sans action concertée de la part de la communauté internationale, la situation ne peut que s'aggraver. Le représentant de l'Ouganda estime que seul un programme de mesures à long terme permettra de prévenir de semblables catastrophes. Bien que la sécheresse soit un phénomène chronique dans la région sahélienne, il semble que la communauté internationale et les Etats intéressés n'aient pas pu prendre les mesures de précaution qui s'imposaient.

22. Le coût du programme de mesures à court et à long terme établi par les six pays du Sahel s'élève à un milliard de dollars, ce qui, de l'avis de la délégation ougandaise, n'est pas un chiffre trop ambitieux. Pourtant, si l'on en juge par les contributions volontaires déjà versées, il n'y a pas lieu d'être très optimiste quant au volume de l'assistance que pourront recevoir les pays de la région et il leur faudra sans doute compter surtout sur leurs propres efforts.

23. La délégation ougandaise se félicite de la création du Comité permanent inter-Etats et de celle du Bureau spécial du Sahel. Elle appuie le projet de résolution et insiste tout particulièrement sur l'importance du paragraphe 6 du dispositif car, si on ne permet pas aux pays intéressés de suspendre le paiement de leurs obligations financières, il leur sera impossible de redresser leur économie. C'est pourquoi la délégation ougandaise demande instamment aux délégations française et britannique d'accepter le maintien de ce paragraphe 6 dans le projet de résolution, étant bien entendu que les mesures de faveur qui y sont prévues n'auraient qu'un caractère provisoire. Pour conclure, le représentant de l'Ouganda exprime l'espoir que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

24. M. FERGUSON (Etats-Unis d'Amérique) rappelle que, dans son discours devant l'Assemblée générale, le Président de la République de la Haute-Volta a parlé éloquentement des ravages causés par la sécheresse dans les pays du Sahel et de la lutte que mènent ces pays pour leur survie.

25. Le Gouvernement des Etats-Unis continuera d'appuyer l'effort entrepris par les pays intéressés et

par les organisations internationales pour faire face à la menace de famine et entreprendre l'œuvre nécessaire de relèvement. A cette fin, le Gouvernement des Etats-Unis a fourni jusqu'ici aux six pays du Sahel une aide se montant à plus de 47 millions de dollars, dont 40 millions de dollars pour des produits alimentaires. Cette aide se poursuivra et le Congrès des Etats-Unis est actuellement saisi d'un projet de loi visant à affecter un crédit supplémentaire de 30 millions de dollars à l'aide aux pays du Sahel.

26. Cependant, les secours d'urgence ne sont pas suffisants; il faut aussi se préoccuper du redressement des économies de ces pays et de leur développement à long terme, et se pencher sur le problème de la protection des ressources naturelles, telles que les sols et l'eau, qui sont d'une importance cruciale pour le développement.

27. Le Gouvernement des Etats-Unis a chargé le MIT (Massachusetts Institute of Technology) d'entreprendre une analyse systématique des diverses possibilités de développement qui s'offrent aux pays du Sahel. Les résultats seront communiqués en 1974.

28. Une opération de secours de l'ampleur de celle qu'exigent les circonstances ne peut réussir sans une authentique coordination. Or il n'y a pas de coordination sans coopération, et c'est pourquoi la création du Comité permanent inter-Etats est une très heureuse initiative. En outre, il doit y avoir coordination non seulement parmi les pays donateurs, mais également entre ceux-ci et les pays bénéficiaires. Le mécanisme des Nations Unies qui a été chargé de coordonner les activités de secours va pouvoir montrer s'il peut véritablement faire face de manière efficace aux problèmes économiques et sociaux provoqués par des catastrophes nationales. La délégation des Etats-Unis prie donc tous les Etats Membres et toutes les institutions de coopérer entre eux aussi étroitement que possible.

29. Les pays du Sahel, une fois la crise actuelle passée, devront affronter la tâche de poursuivre leur développement dans des conditions très difficiles. Le Gouvernement des Etats-Unis s'engage à participer à cet effort à moyen et à long terme et salue le courage et la dignité dont ont constamment fait preuve les populations de la région.

30. M. SCHWARTZ (Espagne) juge encourageante la solidarité dont a fait preuve la communauté internationale pour accorder des secours d'urgence aux pays du Sahel. Elle doit désormais faire son possible, dans le cadre d'un programme de mesures à moyen et à long terme, pour aider ces pays dans leurs efforts de relèvement et éviter qu'une telle catastrophe ne se répète, ainsi que l'ont fait remarquer le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale et les représentants de la Haute-Volta. Le Gouvernement espagnol, pour sa part, est disposé à participer à un tel programme.

31. La délégation espagnole appuie le projet de résolution, qui lui apparaît comme un document important et équilibré, susceptible de faciliter l'acheminement de l'aide nécessaire aux pays du Sahel. Cela dit, le libellé de certains passages pourrait être amélioré, afin notamment de dissiper les doutes que l'on peut avoir quant à leur portée réelle.

32. M. ROUGET (République fédérale d'Allemagne) déclare que sa délégation a écouté avec

beaucoup d'intérêt ce qui a été dit, soit en séance plénière, soit à la Deuxième Commission, sur la situation dans la région soudano-sahélienne. Il saisit cette occasion pour signaler à la Commission ce qui a été ou sera fait par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne pour résoudre les problèmes à court, moyen et long terme de la région. Au total, la contribution de la République fédérale, y compris la participation aux apports de la CEE, atteint plus de 40 millions de dollars, sans compter les dépenses correspondant aux avions fournis pour transporter des marchandises dans les zones sinistrées. Une partie de l'assistance bilatérale a été accordée par l'intermédiaire de la FAO et le Gouvernement de la République fédérale a décidé de verser 1,8 million de marks au Fonds d'affectation spéciale de la FAO. En outre, il est prêt à aider le Comité permanent inter-Etats à mettre sur pied les services nécessaires en lui accordant une somme pouvant aller jusqu'à 400 000 dollars.

33. Le Ministre de la coopération économique de la République fédérale d'Allemagne, M. Eppler, s'est rendu en Haute-Volta et au Niger, où il a été informé des priorités fixées par les six pays. Le Gouvernement de la République fédérale reconnaît le bien-fondé de l'ordre de priorité qui a été décidé et fera tout son possible pour appuyer les efforts à accomplir. Il a déjà accepté d'accorder à la Haute-Volta et au Niger des crédits se montant pour chacun à 20 millions de marks payables en 1973. Les pays intéressés pourront acheter du matériel aux pays de leur choix. Le Gouvernement de la République fédérale appuie déjà le programme lancé sous l'égide de l'OMS pour lutter contre l'onchocercose.

34. A propos du projet de résolution à l'examen, la délégation de la République fédérale s'associe aux remarques faites par les représentants de la France et du Royaume-Uni à la séance précédente. Le texte du paragraphe 6 serait à revoir afin de le rendre plus acceptable pour un certain nombre de délégations. En outre, pour harmoniser le paragraphe 10 du dispositif avec le paragraphe 8, le paragraphe 10 pourrait commencer ainsi : "*Demande au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement . . .*".

35. M. HARTNACK (Danemark) constate la gravité de la situation dans la région soudano-sahélienne. Le Gouvernement danois a appuyé sans réserve les demandes d'assistance qui ont été faites à la communauté internationale au cours du printemps et de l'été 1973. L'appel du Directeur général de la FAO et ceux qui figurent dans les résolutions 1759 (LIV) et 1797 (LV) du Conseil économique et social ont attiré comme il convenait l'attention sur la gravité de la situation et sur la nécessité d'une assistance immédiate et à long terme. Heureusement, la communauté internationale a répondu généreusement et rapidement à ces appels. En mai 1973, le Gouvernement danois a décidé de verser une contribution spéciale d'urgence d'un million de couronnes au programme d'assistance de la FAO. Cette première contribution a été suivie par un nouveau versement d'un million de couronnes en juillet. Ces sommes s'ajoutent à la contribution ordinaire du Gouvernement danois au PAM. Des sommes non encore utilisées ont été ou seront accordées au Sénégal, au Tchad, à la Haute-Volta et au Niger par le programme danois d'aide au développement à titre de contribution à l'exécution des plans à moyen et à long

terme. Des efforts sont également faits par des organismes privés au Danemark et par le Fonds européen de développement, et la Commission de la CEE a proposé de fournir une contribution appréciable sous forme de produits alimentaires d'une valeur de 51 millions de dollars.

36. Cependant, pour que la situation redevienne ce qu'elle était il y a quelques années seulement, des efforts concertés et bien organisés sont indispensables. Les services créés sous les auspices du Secrétaire général et sous la supervision du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale, représentent un effort de coordination valable. Le Gouvernement danois pense en effet que la coopération et l'organisation doivent s'effectuer au sein des organismes internationaux.

37. On peut espérer que les problèmes immédiats de la région sahélienne seront bientôt en grande partie résolus, mais comme cela a déjà été souligné, le problème fondamental consiste à rendre habitables les déserts et autres régions sujettes à la sécheresse, et la communauté internationale ne doit pas perdre de vue cet objectif.

38. La délégation danoise pourra appuyer le projet de résolution en espérant que certaines modifications y seront apportées prochainement de façon que le projet puisse être adopté par voie de consensus.

39. M. FRANCK (Belgique) déclare que, devant le drame du Sahel, la Belgique s'est efforcée, à l'instar de nombreux autres pays et à la mesure de ses moyens, d'apporter une participation aussi concrète que possible au grand mouvement de solidarité qui s'est manifesté en faveur des populations sahéliennes.

40. Désireux de donner le maximum d'efficacité à son assistance, le Gouvernement belge a coopéré étroitement avec le Comité permanent inter-Etats, les autorités locales, la FAO, la CEE et les représentants du Fonds européen de développement. Sans doute le manque d'un dispositif préexistant de coordination a-t-il été, au premier stade, un handicap sérieux, mais le dispositif actuellement en place est satisfaisant. M. Franck signale également que le Gouvernement belge s'est préoccupé de coordonner son action avec celle des organisations non gouvernementales d'aide au développement, tant belges qu'internationales. La participation de la Belgique aux secours d'urgence sera suivie d'une contribution aux projets à moyen et à long terme au bénéfice des populations de la région du Sahel.

41. La délégation belge voit avec sympathie l'orientation générale du projet de résolution, mais elle se demande toutefois si le paragraphe 6 du dispositif, concernant les obligations financières des pays intéressés reflète bien la nature contractuelle des rapports qui y sont visés, et elle pense que le texte devrait être modifié afin de mieux refléter cette réalité.

M. Gabré-Sellassié (Ethiopie) prend la présidence.

42. M. SHIRAMANGA (Burundi) s'associe aux représentants qui ont pris la parole pour appuyer le projet de résolution (A/C.2/L.1290). Il est inutile de décrire davantage l'ampleur de la catastrophe; la survie de millions d'êtres humains est en jeu et il faut se féliciter des résultats déjà obtenus grâce à la solidarité internationale. Les vivres, les médicaments et l'argent distribués à la population ont en effet permis de réduire le nombre des victimes.

43. Des problèmes subsistent encore pour 1973-1974 en raison de l'incertitude qui règne quant aux résultats de la prochaine récolte. Il est donc possible qu'une nouvelle aide à court terme soit nécessaire. Cependant, pour éviter que la catastrophe ne se reproduise, il faut reconstruire l'économie des pays intéressés avec l'aide de la communauté internationale. Le programme adopté par les ministres des six pays sahéliens lors de leur réunion à Ouagadougou du 7 au 10 septembre 1973 est important par les ressources financières qu'il exige, mais il faut admirer son sérieux et son réalisme, car il vise seulement à reconstituer l'acquis perdu et à organiser la prévention des désastres pour l'avenir. Cet appel doit donc être entendu avec générosité par les pays du monde entier, qui doivent y répondre dans la mesure de leurs possibilités.

44. Les organismes financiers internationaux ont témoigné d'une grande compréhension. Le PNUD a exposé les efforts qu'il a déployés dans la région et la délégation du Burundi lui demande d'assouplir sa planification car, à l'époque où celle-ci a été faite, la situation était bien différente et l'ordre de priorité a changé. La Banque mondiale, quant à elle, a consenti un prêt avantageux par l'intermédiaire de l'AID et prépare des mesures souples en faveur des six pays.

45. A propos du projet de résolution considéré, certaines délégations ont estimé que des problèmes subsistent pour le paiement de la dette extérieure des pays sinistrés. Il faut souligner que le projet ne demande pas l'abandon de la dette, mais seulement le paiement différé, en attendant que l'économie des pays intéressés ait retrouvé son souffle. En outre, ces pays sont parmi les moins avancés du monde en voie de développement et certains d'entre eux n'ont pas d'accès à la mer; c'est pourquoi des mesures particulièrement favorables sont nécessaires. La délégation du Burundi, pour sa part, appuie le projet de résolution.

46. M. HAMID (Soudan) déclare qu'il faut résoudre rapidement le problème de la désertification. Comme l'a dit le Ministre des affaires étrangères du Soudan le 5 octobre devant l'Assemblée générale (2142 séance plénière), ce n'est pas là un problème écologique à court terme ni même un problème qui concerne uniquement la région du Sahel, et il se pose en fait dans toute la région qui s'étend entre le Sénégal à l'ouest et l'Ethiopie et la Somalie à l'est.

47. Le projet de résolution expose les différents éléments de la situation. En l'appuyant à l'unanimité, la communauté internationale pourra ainsi exprimer toute sa solidarité à l'égard des six pays de la région soudano-sahélienne.

48. La délégation soudanaise est satisfaite de la note du Secrétaire général (A/9178). On ne peut que se féliciter du choix de M. Morse pour coordonner les activités des organismes de l'ONU. La FAO, d'autre part, mérite tous les éloges pour la façon dont elle a coordonné les secours d'urgence.

49. Bien que le Soudan lui-même n'ait pas été entièrement épargné, il a fait un effort pour contribuer aux secours. Il a conclu avec le Tchad un accord de coopération dans le cadre duquel il fournira à des ressortissants tchadiens une formation technique qui doit aider ce pays à mener à bien la campagne de prophylaxie dans le domaine de l'élevage. Il a fait don

de 1 000 tonnes de sorgho au Tchad et à la Mauritanie et a facilité le transport et la livraison du sorgho au Tchad. D'autre part, il envisage de supprimer les droits de douane sur le sorgho acheté par le PNUD dans le cadre de ses opérations de secours.

50. M. GARCÍA BELAÜNDE (Pérou) rappelle qu'il y a peu d'années le Pérou a subi des tremblements de terre qui ont fait 80 000 morts. Le pays ne s'est pas encore entièrement remis de cette catastrophe. Cependant, la solidarité internationale s'était alors manifestée par une aide généreuse qui a facilité au Pérou la reconstruction de son économie. Aujourd'hui, les pays du Sahel ont eux aussi besoin de la solidarité internationale et de la générosité des gouvernements.

51. Le projet de résolution n'a pas seulement pour but de remédier à la situation dans l'immédiat, mais aussi de s'attaquer à la racine du mal. Le moment est particulièrement propice pour la communauté internationale d'assumer ses responsabilités et de contribuer au développement général de la région. La délégation péruvienne a décidé de se porter également auteur du projet de résolution et elle espère qu'il sera adopté à l'unanimité.

52. M. VAN GORKOM (Pays-Bas) constate qu'à l'appel du Conseil économique et social la communauté internationale a répondu rapidement et, étant donné les circonstances, avec succès puisque, grâce à son intervention, il a été possible de réduire les pertes en vies humaines et en biens matériels. Il faut rendre hommage aux gouvernements des six pays intéressés et, parmi les organismes qui ont fourni une assistance, à la FAO en tout premier lieu. Le Gouvernement néerlandais, pour sa part, a contribué aux opérations de secours tant sur le plan bilatéral que par l'intermédiaire de la FAO et de la CEE.

53. Après les secours d'urgence, il faut songer maintenant aux besoins à moyen et à long terme des pays intéressés. Il convient pour cela d'examiner les causes de la catastrophe et de rechercher à l'empêcher de se reproduire. Il faut toujours garder présent à l'esprit le fait que la principale responsabilité du relèvement et du développement à long terme ainsi que de la coordination de l'assistance extérieure incombe aux gouvernements intéressés. Ces gouvernements ont, d'ailleurs, pleinement assumé cette responsabilité lors de la Conférence des chefs d'Etat des six pays touchés par la sécheresse à Ouagadougou les 11 et 12 septembre, comme le montre la création d'un Comité permanent inter-Etats et l'établissement d'une première liste de projets nationaux et sous-régionaux à moyen et à long terme en vue de lutter contre les causes de la sécheresse.

54. Quelles que soient les dispositions d'ordre institutionnel ou autre que prendront les six pays, l'assistance qui leur sera fournie doit s'insérer dans les plans de développement en vigueur. L'ONU et ses organismes, en particulier le PNUD, la FAO et le Groupe de la Banque mondiale, peuvent et doivent jouer un rôle important dans l'évaluation des besoins et dans le relèvement à long terme. La délégation néerlandaise espère que le mécanisme de coordination des Nations Unies et, en particulier, le Bureau spécial du Sahel, assurera une coordination efficace de l'ensemble des mesures, et elle suivra de près la façon dont, en temps voulu, la responsabilité de l'exécution des projets sera confiée à d'autres organismes et pro-

grammes des Nations Unies. Peut-être le PNUD se révélera-t-il comme le plus qualifié pour assurer la coordination, étant donné qu'il a, sur place, des représentants résidents qui peuvent superviser la formulation et l'exécution des projets. Il sera nécessaire d'instituer une coopération étroite avec le Fonds européen de développement et la BIRD. La liste de projets nationaux et sous-régionaux à moyen et à long terme établie par le Comité permanent inter-Etats doit servir de point de départ aux efforts des organismes des Nations Unies. Ces projets devraient être incorporés aux activités de programmation par pays et aux programmes régionaux existants. En ce qui concerne le financement de ces projets, la délégation néerlandaise préférerait qu'on ait recours aux fonds et aux programmes existants tels que le Fonds européen de développement, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement; le PNUD et, peut-être, prochainement, le Fonds d'équipement des Nations Unies.

55. M. KONGSIRI (Thaïlande) dit que la situation des pays de la région soudano-sahélienne est d'autant plus déplorable que quatre d'entre eux appartiennent à la catégorie des pays en voie de développement les moins avancés. C'est avec soulagement que la délégation thaïlandaise a appris que les pluies ont été récemment plus abondantes. Grâce aux mesures louables prises par la communauté internationale la situation n'est plus aussi critique qu'elle l'avait été. Mais il reste beaucoup à faire et il faut espérer que les mesures qui doivent être prises pour éviter une crise en 1974 bénéficieront de l'appui sans réserve des Etats Membres et seront couronnées de succès.

56. Le projet de résolution porte sur les mesures à moyen et à long terme. La délégation thaïlandaise juge particulièrement important le paragraphe 8 du dispositif, où il est demandé au Conseil d'administration du PNUD d'accorder une priorité élevée au cours des années 70 aux programmes de développement régionaux touchant directement ou indirectement au problème de la sécheresse, car de nombreux pays, y compris du reste la Thaïlande elle-même, souffrent de ce fléau.

57. La délégation thaïlandaise approuve le sens général et les buts du projet de résolution et M. Kongsiri annonce que son gouvernement a récemment décidé de verser 10 000 dollars au Fonds d'affectation spéciale de la FAO pour les opérations de secours au Sahel, en réponse aux appels lancés dans les résolutions 1759 (LIV) et 1797 (LV) du Conseil économique et social ainsi que par le Directeur général de la FAO.

58. M. AL-TAJIR (Emirats arabes unis) déclare que la tragédie qui a frappé la région soudano-sahélienne a beaucoup préoccupé le Gouvernement des Emirats arabes unis. Celui-ci s'engage à appuyer tous les efforts internationaux qui seront faits pour résoudre ce grave problème. Il a d'ailleurs annoncé à la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés à Alger (5-9 septembre) qu'il verserait une contribution de 3 millions de dollars pour le relèvement de la région.

59. M. Al-Tajir annonce que sa délégation est maintenant l'un des auteurs du projet de résolution et qu'elle espère que le projet sera adopté à l'unanimité.

60. M. ELIASHIV (Israël) déclare que sa délégation appuie sans réserve le programme d'action et l'ordre de

priorité adoptés en faveur des populations menacées de famine et de malnutrition.

61. Israël a versé une contribution au Fonds d'affectation spéciale de la FAO et a fourni une aide directe sous forme de services d'experts dans le domaine de la sylviculture et du développement des ressources en eau. Israël a en effet acquis une expérience considérable dans ces domaines étant donné les conditions géographiques ingrates auxquelles il doit lui-même faire face.

62. M. CAVAGLIERI (Italie) déclare que l'Italie a pris immédiatement des mesures concrètes pour venir en aide aux pays de la région soudano-sahélienne. Des médicaments, des vaccins et des produits alimentaires ont été expédiés à Ouagadougou; deux avions et un hélicoptère ont servi à acheminer le matériel et l'Italie a fourni une aide financière par l'intermédiaire de la FAO et de la CEE.

63. La délégation italienne a pris note avec satisfaction de la coopération étroite existant entre les gouvernements des six pays et elle approuve ce qui a été fait par la FAO et l'ONU à New York et à Ouagadougou pour coordonner l'assistance fournie par les institutions des Nations Unies. L'exposé de ces mesures qui figure dans la note du Secrétaire général (A/9178) est éloquent et tous les travaux futurs méritent d'être dûment encouragés.

64. La délégation italienne a donc considéré avec faveur le projet de résolution dont la Commission est saisie. Elle approuve ce projet dans ses grandes lignes, mais elle estime que certaines mesures d'assistance ne doivent être envisagées que sur la demande des gouvernements intéressés et n'être entreprises que par voie d'accords directs. Cette remarque s'applique en particulier aux paragraphes 5 et 6 du projet de résolution, qui devraient être rédigés de façon plus claire et plus précise.

65. M. AL-KHUDHAIRY (Irak) constate avec satisfaction que les efforts concertés de la communauté internationale ont porté leurs fruits et que le sort de la population soudano-sahélienne s'améliore peu à peu. L'Irak, pour sa part, a participé à ce qui a été entrepris en versant une contribution financière en réponse à l'appel lancé par la FAO. Encore qu'il y ait lieu de se féliciter des efforts collectifs des pays touchés par la sécheresse, ainsi que des programmes entrepris sous l'égide des Nations Unies pour remédier aux effets de la catastrophe, la délégation irakienne ne peut se défaire d'une certaine inquiétude lorsqu'elle envisage les possibilités qui s'offrent de trouver des remèdes à long terme à des catastrophes de ce genre. A son avis, l'accent doit être mis sur les mesures à moyen et à long terme; or, le succès de ces mesures dépend essentiellement de la volonté des pays riches d'apporter une contribution en espèces et en nature. A ce propos, il faut espérer que la proposition faite par l'Union soviétique à la 2126^{ème} séance plénière tendant à réduire de 10 p. 100 les budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et à utiliser les ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement sera adoptée par les pays développés.

66. Les catastrophes naturelles du genre de celle qui a frappé la région soudano-sahélienne ne sont pas limitées à cette seule région; ainsi, dans les pays arabes,

le désert ne cesse de gagner du terrain. La délégation irakienne propose donc un amendement au projet de résolution tendant à ajouter, au paragraphe 10, les mots "et d'autres régions où règnent des conditions analogues" après les mots "des pays riverains du Sahara". Le représentant de l'Irak espère que cet amendement sera accepté par les auteurs et il annonce que sa délégation aimerait se joindre aux auteurs du projet de résolution.

67. M. YUSUF (Nigéria) déclare que la sécheresse qui a frappé la zone soudano-sahélienne n'est pas en fait limitée aux six pays les plus souvent mentionnés. En effet, il n'y a guère de pays de la partie occidentale de l'Afrique qui n'ait été touché d'une manière ou d'une autre. Ainsi, la région septentrionale du Nigéria a été elle aussi victime de la sécheresse, qui a eu des effets catastrophiques sur l'élevage et l'agriculture.

68. Toutefois, malgré ses propres difficultés, le Nigéria a offert une modeste contribution financière aux pays voisins dans le cadre des secours d'urgence. Il s'agit maintenant de prendre des mesures à moyen et à long terme et le Nigéria se joint à ceux qui ont lancé un appel à la communauté internationale pour lui demander de coopérer au maximum avec le Secrétaire général en vue d'exécuter le plan décrit dans sa note (A/9178). Cette coopération internationale est d'autant plus nécessaire que la majorité des pays de la région font partie du groupe des pays les moins avancés et ont donc besoin d'une assistance particulière. Il est encourageant de constater que ces pays ont pris des mesures immédiates pour établir un Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel, et le représentant du Nigéria souligne que tous les efforts des Nations Unies doivent être coordonnés et synchronisés avec l'action de ce comité. Enfin, la délégation nigériane déclare qu'elle aimerait se joindre aux auteurs du projet de résolution.

69. M. OGISO (Japon) exprime sa profonde sympathie aux peuples et aux gouvernements des pays touchés par la sécheresse. Grâce aux efforts méritoires des gouvernements, en particulier de ceux des pays touchés eux-mêmes, et des organisations internationales, en particulier de la FAO, le pire moment de la crise est maintenant passé. Pour sa part, le Gouvernement japonais a versé une contribution d'à peu près un million de dollars par l'intermédiaire du Bureau spécial pour les opérations de secours au Sahel. Ce gouvernement estime qu'il convient maintenant d'évaluer les besoins pour 1974 et que le rapport de la mission de multidonateurs de la FAO devrait être très utile à cette fin.

70. Les activités à moyen et à long terme seront extrêmement utiles non seulement pour éviter que la situation ne se reproduise, mais également pour accélérer le développement de la région soudano-sahélienne. La planification du développement devrait donc englober des mesures de prévention des catastrophes naturelles.

71. La délégation japonaise estime qu'il faudrait avoir recours au maximum à l'expérience du PNUD et de la CEA pour exécuter les projets arrêtés par la réunion des ministres des six pays du Sahel à Ouagadougou. En effet, le processus de relèvement de la région doit faire partie des programmes de développement, qui exigent que l'accent soit mis sur le développement rural et régional.

72. La délégation japonaise espère que le projet de résolution pourra être adopté par voie de consensus et que les auteurs pourront étudier soigneusement les observations faites par les diverses délégations, en particulier par les délégations française et britannique, à propos du paragraphe 6 du dispositif.

73. M. SIDDIQ (Afghanistan) se félicite de l'efficacité de l'assistance offerte par les organismes des Nations Unies aux pays de la région soudano-sahélienne et estime que cette assistance devrait se poursuivre. L'Afghanistan, qui a subi il y a quelques années une catastrophe analogue, en connaît tous les effets et transmet sa profonde sympathie aux populations touchées.

74. La délégation afghane appuie le projet de résolution et espère qu'il sera adopté à l'unanimité, de façon qu'il soit possible d'offrir aux pays victimes de la sécheresse une assistance à long terme qui leur permettra de surmonter cette crise.

75. M. MBEDO (République centrafricaine) déclare que la communauté internationale doit désormais se départir de son attitude qui consiste à agir seulement après les catastrophes au lieu de les prévenir. En l'occurrence, de nombreux avertissements avaient été lancés par les milieux scientifiques. Les experts ont en effet démontré que, dans la région considérée, le désert avance de 2 kilomètres par an et que, tous les ans, une superficie égale à la Suisse est transformée en désert. En 1962 déjà, la FAO dénonçait les conditions qui provoquent l'érosion du sol, la disparition de l'eau et enfin la mort des animaux et des hommes. Or les gouvernements et les organisations internationales n'ont pas répondu à ce cri d'alarme et il a fallu que la catastrophe se produise pour que finalement le mécanisme se mette en marche. La réaction a heureusement été alors rapide et des efforts efficaces ont été déployés; mais il n'en est pas moins vrai qu'il reste encore beaucoup à faire.

76. La catastrophe peut maintenant se reproduire ailleurs car le patrimoine foncier de l'humanité ne cesse de se dégrader de jour en jour du fait de l'emprise des déserts. Par conséquent, des mesures d'urgence ne suffisent pas et il est indispensable d'adopter un plan à long terme. A cet égard, la délégation centrafricaine appuie sans réserve le programme des six pays et insiste sur l'importance du facteur temps; elle appuie l'appel adressé par la Haute-Volta aux institutions internationales de financement pour que leurs procédures soient assouplies et allégées.

77. La délégation centrafricaine se joint aux auteurs du projet de résolution et espère que ce projet sera adopté à l'unanimité.

78. M. ABHYANKAR (Inde) appuie le projet de résolution et votera pour ce projet. La gravité de la situation exige que la communauté internationale prenne une décision à l'unanimité et il faut donc espérer que les auteurs seront en mesure de tenir compte des réserves exprimées par certaines délégations.

79. M. HACHANI (Tunisie) déclare que le projet de résolution a pour objet de donner aux six pays de la région soudano-sahélienne les moyens d'entreprendre des mesures à long terme dont chacun connaît l'extrême nécessité. De plus, il vise à résoudre non seulement les problèmes de la région, mais aussi le problème de la sécheresse en général, qui afflige de nombreux pays, surtout les pays situés en bordure du

Sahara. Il convient donc d'insister en particulier sur les paragraphes 8 et 10 du dispositif, qui visent à s'attaquer à la racine même du mal.

80. M. DIAW (Mali) insiste sur les efforts déployés par chacun des pays du Sahel avant même l'arrivée des secours. Ainsi, au Mali, des mesures d'urgence ont été prises très rapidement, et un comité national d'aide aux victimes de la sécheresse a été chargé d'évaluer les dommages ainsi que de recueillir, d'acheminer et de distribuer les secours. Dans chaque région, un sous-comité a été créé à l'image du comité national et a été chargé d'acheminer l'aide jusque dans les centres de distribution.

81. Sur le plan sous-régional, la création du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel démontre la volonté des six pays de conjurer cette calamité. Leurs efforts n'ont pas été vains, d'autant plus que l'appel lancé par la FAO a trouvé un écho auprès de la communauté internationale. La délégation malienne adresse de chaleureux remerciements à tous les pays et à toutes les organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales qui ont témoigné une solidarité agissante. Elle remercie aussi les délégations qui ont appuyé le projet de résolution et espère que celui-ci sera adopté à l'unanimité.

82. M. ROTHERMEL (Représentant du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale), répondant à des observations concernant les dépenses du Bureau spécial du Sahel (A/9178, par. 20), souligne que l'on s'est efforcé de les maintenir à un minimum, en particulier les dépenses de personnel, en faisant appel à des volontaires et en détachant des administrateurs d'autres services. D'autre part, dans la rubrique "Location de locaux", si le montant relatif à 1974 est nettement supérieur à celui de 1973, c'est qu'en 1973 il n'a fallu louer des bureaux que pendant trois mois alors qu'en 1974 la location durera toute l'année. En revanche, le montant relatif aux fournitures de bureau et dépenses diverses est plus élevé pour 1973 que pour 1974 car certaines dépenses ne sont encourues qu'une fois.

83. M. DIALLO (Haute-Volta) remercie, au nom des six pays du Sahel, les délégations qui leur ont manifesté leur soutien et leur sympathie et qui se sont engagées à contribuer aux efforts de relèvement. Les pays de la région soudano-sahélienne ont pris bonne note des mesures qui ont été suggérées par certains pays, compte tenu de leur propre expérience. Ils retirent de ce qui a été fait ou dit l'impression que, grâce à la coopération internationale, il n'y a rien que la communauté internationale ne puisse entreprendre.

84. La délégation voltaïque espère que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité. Certaines dispositions de ce projet traduisent plus particulièrement les préoccupations majeures des six pays, en particulier le paragraphe 6. Il faut donc espérer que les consultations permettront de mettre au point une formule qui respecte aussi bien ces préoccupations que celles des pays développés.

85. Certaines délégations ont fait des propositions qui sont de nature à renforcer et à élargir le texte du projet de résolution et il faut souhaiter que les autres auteurs les acceptent. Il y a lieu d'espérer aussi que l'ébauche de réponse qu'ont déjà obtenue les appels lancés à la communauté internationale, en particulier aux pays développés et aux institutions internationales de financement, sera suivie d'une action qui corresponde à l'ampleur des besoins. Le représentant de la Haute-Volta souligne le caractère modeste des demandes présentées et espère que l'on répondra aux besoins les plus urgents, en particulier en matière de ressources hydrauliques et de transports. Il rappelle à cet égard que, trop souvent, les demandes d'assistance présentées aux organisations internationales dans le domaine des transports routiers sont refusées pour des raisons de rentabilité économique.

86. Le PRÉSIDENT annonce que les délégations de la Bolivie, du Botswana, de la Guyane, du Lesotho, de la Malaisie et du Paraguay se sont jointes aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1290, outre celles qui ont déjà annoncé leur décision de le faire.

La séance est levée à 13 h 20.

1533^e séance

Jeudi 11 octobre 1973, à 16 h 50.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1533

POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen de la situation économique et sociale de la région soudano-sahélienne victime de la sécheresse et mesures à prendre en sa faveur (fin) [A/9178, A/C.2/L.1290]

1. M. DIALLO (Haute-Volta) déclare que les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1290 et certaines délégations intéressées ont procédé à un échange de vues sur ce texte et y ont apporté quelques modifications qui, ils l'espèrent, rencontreront l'agrément de toutes les délégations. M. Diallo tient à remercier tous ceux qui ont participé à cet échange de vues pour avoir

formulé des suggestions concrètes et il indique que l'Ethiopie et la Guinée ont ajouté leur nom sur la liste des auteurs du projet de résolution.

2. Le paragraphe 6 du dispositif du projet de résolution, sous sa forme révisée, reflète à la fois la déclaration du Président de la République du Zaïre à l'Assemblée générale, à la 2140^{ème} séance plénière, et le programme élaboré par les six pays de la région soudano-sahélienne (voir A/9178, annexe V). Le nouveau texte de ce paragraphe est le suivant :

"6. *Invite* les gouvernements des pays développés et les institutions financières inter-

nationales à adapter les conditions et le volume de leur aide aux pays de la région soudano-sahélienne, aux besoins de ces pays, à leur situation financière et à leur endettement extérieur, sans exclure la consolidation des dettes dans le cadre multilatéral”.

3. Au paragraphe 7, les mots “les banques régionales” ont été remplacés par les mots “la Banque africaine de développement”. Au paragraphe 9, les mots “Conseil d’administration du” ont été insérés après le mot “*Invite* le”, et les mots “institutions nationales et régionales orientées” remplacent les mots “une infrastructure nationale ou régionale de recherche orientée”. Au paragraphe 10, les mots “Conseil d’administration du” ont été insérés après le mot “*Demande* au”, les mots “et d’autres zones ayant une situation géographique similaire” étant ajoutés après le mot “Sahara”.

4. Un nouveau paragraphe 11 a été inséré dans le dispositif; le texte en est le suivant :

“1. *Prie* les pays développés et les institutions spécialisées des Nations Unies d’accorder aux pays touchés par la sécheresse qui n’en bénéficient pas des avantages similaires à ceux qui sont consentis aux pays en voie de développement les moins avancés, pour les conséquences spécifiques de la sécheresse et tant que ces conséquences n’auront pas été éliminées”.

5. Enfin, au paragraphe 13 du texte original, les mots “la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l’Association internationale de développement” ont été insérés après les mots “l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture”.

6. Les auteurs du projet de résolution expriment l’espoir que le texte révisé sera adopté à l’unanimité.

7. M. IPOTO (Zaïre) rappelle que le Zaïre figurait au nombre des auteurs de la résolution sur la même question adoptée par le Conseil économique et social à sa cinquante-cinquième session [résolution 1797 (LV)] et qu’il avait exprimé son intention d’aider, dans les limites de ses possibilités, la région victime de la sécheresse. La délégation zaïroise se félicite de la solidarité que le désastre a éveillée parmi la communauté internationale. Estimant que la version révisée des paragraphes 6 et 7 du dispositif du projet de résolution ne reflète pas dans une mesure suffisante la proposition formulée par le Président de la République du Zaïre à l’Assemblée générale, la délégation zaïroise suggère de remplacer le paragraphe 6 par un texte dans lequel les gouvernements des pays développés seraient invités à remettre les dettes des pays victimes de la sécheresse; au paragraphe 7, elle suggère d’inviter toutes les institutions internationales de financement et la Banque africaine de développement à accorder aux pays intéressés la suspension du remboursement de leurs obligations financières jusqu’au moment où ils auront retrouvé l’équilibre économique et financier optimum, ainsi qu’à intensifier leur assistance à ces pays de la manière indiquée au paragraphe 7 du texte révisé.

8. Tout en reconnaissant la caractère contractuel des obligations des parties à un prêt, le représentant du Zaïre estime que, dans certains cas, des sacrifices s’imposent. La communauté internationale devrait faire davantage pour alléger le sort des pays victimes de la sécheresse, sort auquel la dixième session ordinaire

de la Conférence des chefs d’Etat et de gouvernement de l’OUA, réunie à Addis-Abeba du 27 au 29 mai 1973, a consacré une attention particulière. La situation de ces pays offre aux Etats Membres la possibilité de donner une preuve tangible de leur attachement aux principes de l’assistance internationale. Le représentant du Zaïre exprime l’espoir que les arrangements qu’il a proposés serviront de base aux négociations bilatérales entre les pays intéressés — qui n’ont guère d’espoir de pouvoir jamais se libérer du fardeau de leur dette actuelle — et leurs créanciers.

9. En vue de permettre l’adoption par consensus du projet de résolution, le représentant du Zaïre indique qu’il n’insistera cependant pas pour que ses propositions soient mises aux voix.

10. M. DIALLO (Haute-Volta) remercie le représentant du Zaïre de ne pas insister pour que la Commission se prononce sur ses propositions et lui donne l’assurance que, dans leurs négociations avec leurs créanciers au sujet de la consolidation de leur dette, les pays intéressés tiendront compte desdites propositions.

11. M. FERGUSON (Etats-Unis d’Amérique), indiquant que sa délégation comprend bien l’esprit dans lequel le représentant du Zaïre a formulé ses propositions, précise qu’il est néanmoins contraint de déclarer en toute franchise que les propositions de ce pays sont totalement inacceptables pour la délégation des Etats-Unis. Celle-ci espère que le projet de résolution pourra être adopté à l’unanimité. Elle avait eu quelques difficultés quant au texte original du paragraphe 6 du dispositif et si elle a encore quelques réserves à l’égard du texte révisé, ces réserves ne l’empêcheront toutefois pas d’appuyer le projet de résolution. Elle n’a pas d’objection pour ce qui est de l’objectif ultime, mais elle estime que les dettes sont des obligations contractuelles qui ne sauraient être levées d’une manière arbitraire du fait que — aux Etats-Unis en tout cas — elles mettent en jeu des entreprises privées.

12. M. IPOTO (Zaïre) rappelle qu’il avait pris soin de dire qu’il n’insisterait pas sur ses propositions pour ne pas gêner l’adoption par consensus du projet de résolution. Les Etats-Unis ont le droit de penser ce qu’ils veulent de ces propositions, mais le représentant du Zaïre tient à préciser qu’elles ont été formulées dans un esprit de réalisme, pour éviter que les six pays intéressés soient contraints à la “fuite en avant”. Nul ne sait en effet quand ces pays seront en mesure de faire face aux dépenses qu’entraînent leurs obligations extérieures; les propositions du Zaïre ont pour seul but de leur apporter une aide réaliste. Le représentant du Zaïre, sans insister pour que ses propositions soient mises aux voix, demande qu’elles figurent au compte rendu de la séance.

13. Le PRESIDENT déclare que, en l’absence d’objection, il considérera que le projet de résolution A/C.2/L.1290, tel qu’il a été révisé oralement, est adopté par consensus.

Il en est ainsi décidé.

14. M. MITINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) indique que l’Union soviétique est préoccupée par la grave situation dans laquelle se trouvent plus de 25 millions d’habitants de la région soudano-sahélienne du fait de la sécheresse, et qu’elle a

pris des mesures concrètes pour alléger le sort de ces personnes. Au cours des deux années précédentes, elle a fait aux pays de cette région des dons importants de produits alimentaires, de médicaments et de moyens de transport, en prenant à sa charge le coût de leur expédition.

15. La délégation soviétique a accueilli favorablement le projet de résolution qui vient d'être adopté, puisque son objet était d'ordre humanitaire, alléger le sort de populations victimes d'une catastrophe naturelle grave. Le fait que la Commission ait discuté de la situation économique et sociale de cette région et adopté un projet de résolution sur la question dès le début de ses travaux indique à quel point elle considère ce problème comme grave. La délégation soviétique n'interprète pas le paragraphe 6 du dispositif comme indiquant que son pays, ou tout autre pays, aurait accepté de modifier les termes des accords bilatéraux conclus avec les pays de la région. Par ailleurs, elle tient pour établi que les dépenses liées à l'application de la résolution seront financées non pas à l'aide des fonds du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, mais à l'aide de contributions volontaires, ainsi qu'il est spécifié aux paragraphes 18 et 19 de la note du Secrétaire général (A/9178). Les paragraphes 3, 15 et 17 du dispositif se rapportent à la nécessité de coordonner l'assistance aux pays de la région soudano-sahélienne et notamment au rôle que les secrétariats de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes des Nations Unies seront appelés à jouer en la matière. La position de principe de l'Union soviétique est que les pays bénéficiaires d'une assistance ont le droit de fixer en toute souveraineté les objectifs, la nature et l'orientation de l'assistance, de sélectionner les projets et de coordonner les programmes d'assistance. La fourniture d'une assistance à un pays quelconque avec la participation du Secrétariat de l'ONU et des autres organismes des Nations Unies ne peut servir de prétexte pour s'ingérer dans les affaires intérieures du pays ou porter atteinte à ses droits souverains. En l'occurrence, le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel,

composé de représentants des pays de la région, pourrait jouer un rôle déterminant dans la coordination des programmes d'assistance.

16. Les besoins des pays atteints par la sécheresse sont d'une telle ampleur que toutes les ressources de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, y compris les divers fonds de contributions volontaires, ne pourraient suffire. C'est pour cette raison que, avec les délégations de la République démocratique allemande, de la Guinée et de l'Irak, la délégation soviétique attire l'attention sur la proposition déjà faite à la vingt-septième session de l'Assemblée générale (2040^{ème} séance plénière) par le Ministre des affaires étrangères de l'URSS, M. Gromyko, concernant une réduction de 10 p. 100 des budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et l'utilisation d'une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement. Selon cette proposition, une partie des ressources en question serait affectée avant tout à l'aide aux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui, du fait de calamités naturelles, éprouvent de grandes difficultés à réaliser leurs projets les plus urgents d'ordre économique et social. Une décision de l'Assemblée générale à la session en cours non seulement permettrait d'aider les pays de la région soudano-sahélienne à surmonter leurs difficultés, mais fournirait aussi une solution idéale aux problèmes que pose l'assistance au développement économique des pays en voie de développement.

17. M. DIALLO (Haute-Volta), se référant à la question des contributions volontaires évoquée par le représentant de l'Union soviétique, tient à préciser que, dans l'esprit des auteurs du projet de résolution, les Etats Membres — qui viennent de l'adopter à l'unanimité — devaient être prêts à mettre à la disposition du Secrétaire général les ressources nécessaires à l'exécution des activités mentionnées dans le projet. Il convient de ne s'écarter en aucune manière ni de la lettre, ni de l'esprit du texte.

La séance est levée à 17 h 40.

1534^e séance

Vendredi 12 octobre 1973, à 15 h 20.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1534

Organisation des travaux de la Commission (suite*)

[A/C.2/L.1289]

POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen et évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (A/9003, chap. III; A/C.2/L.1287)

CREATION D'UN GROUPE DE TRAVAIL DE L'EXAMEN ET DE L'EVALUATION

1. Le PRÉSIDENT rappelle qu'à la 1515^{ème} séance, lors de l'organisation des travaux de la Commission, le

* Reprise des débats de la 1526^{ème} séance.

représentant des Pays-Bas a fait une proposition formelle tendant à établir un groupe de travail de l'examen et de l'évaluation qui examinerait le point 46 et ferait rapport ultérieurement à la Commission au cours de la session. La Commission a convenu d'ajourner la décision sur la proposition des Pays-Bas de façon que les délégations puissent se consulter officieusement à propos de la proposition et du fond même de la question. A la 1526^{ème} séance, la Commission a convenu de prendre une décision sur la création d'un groupe de travail le 12 octobre. Le Président a l'intention de ne s'occuper pour l'instant que des aspects du point 46 qui concernent la procédure. Il a reçu les renseignements suivants sur les résultats des consultations officieuses :

tout d'abord, il lui semble y avoir un consensus selon lequel la procédure la plus pratique consiste à établir un groupe de travail ouvert à tous; ensuite puisque la position des divers groupes sur le fond même de la question n'a pas encore été définitivement formulée, il lui paraît souhaitable de laisser les consultations se poursuivre pendant quelques jours encore, peut-être jusqu'à la fin de la reprise de la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social.

2. Le Président souhaite présenter trois suggestions tendant à faciliter les travaux de la Commission. Premièrement, il prie instamment la Commission de décider pendant la séance en cours d'établir un groupe de travail ouvert à tous qui examinerait le point 46 et lui ferait ultérieurement rapport au cours de la session; l'examen officiel du point 46 est prévu pour les deux semaines commençant le 19 novembre. La Commission autoriserait le groupe de travail à élire son propre bureau et à déterminer les méthodes de travail et les documents qui lui conviennent. Deuxièmement, pour permettre aux différents groupes de poursuivre séparément leurs consultations sur le fond, la Commission pourrait décider qu'en principe le groupe de travail se réunirait pour la première fois le lundi 22 octobre. Troisièmement, la Commission poursuivrait dans l'intervalle ses travaux selon le programme de travail adopté à la 1515ème séance (A/C.2/L.1289). A cet égard, le Président souligne combien il importe de s'en tenir à ce programme, qui a été élaboré en consultation avec d'autres organes et avec des hauts fonctionnaires du Secrétariat qui viendraient à New York présenter les rapports et participer aux travaux de la Commission.

3. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) approuve d'une façon générale les propositions du Président et pense que la note du Secrétaire général reproduisant le document de travail transmis par le Conseil économique et social (A/C.2/L.1287) doit constituer la base des débats de la Commission. Néanmoins, la délégation du Royaume-Uni ne se sent nullement engagée quant au contenu du document de travail, et cela s'explique si l'on considère la résolution 1827 (LV) du Conseil, à laquelle le document est annexé. Ce document est incomplet, et il faut espérer que le groupe de travail envisagé s'efforcera d'établir un rapport qui permettra de mettre davantage en lumière les problèmes du développement et suscitera des efforts plus soutenus pour résoudre ces problèmes, surtout dans les pays développés. En définitive, ce sont les peuples des pays développés et non leurs gouvernements qui fournissent les capitaux nécessaires à l'aide au développement et ce sont eux qui doivent avoir la volonté d'être généreux. Le document doit donc les convaincre de la nécessité de contribuer à financer le développement et ne pas les indisposer par des critiques exagérées.

4. La délégation du Royaume-Uni a participé aux travaux d'établissement du document, s'efforçant de l'amener au point où il pourrait être adopté par consensus, de façon qu'il reflète une opinion commune sur la mesure dans laquelle les buts et objectifs de la Stratégie internationale du développement ont été atteints au cours des deux premières années de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, ainsi que sur les conséquences de cette évaluation sur la politique à suivre. Par suite des efforts de toutes les délégations à la cinquante-cinquième session du Con-

seil économique et social, le document de travail tel qu'il est rédigé est nettement meilleur que le document initial. Toutefois, la délégation du Royaume-Uni a encore quelques critiques constructives à formuler à son propos. Outre les formules sévères que l'on y trouve parfois, ainsi que les termes mesquins utilisés quand il est fait mention des réalisations positives, le document a le tort de blâmer ou au contraire de louer certains pays. M. MacKenzie pense que si le Conseil économique et social avait eu plus de temps, il aurait corrigé ces défauts pendant la cinquante-cinquième session. C'est dans les sections concernant les pays développés que le document traite des responsabilités pour ce qui est des mesures prises ou non prises au sujet de questions dont, en fait, il ne peut être décidé que par accord entre tous les membres de la communauté internationale; les paragraphes traitant des produits de base, de la réforme monétaire et de la dette sont des exemples évidents de ce déséquilibre. A moins que le Président ne formule de propositions à cet égard, la délégation du Royaume-Uni a l'intention de faire des suggestions en vue de modifier l'ordre dans lequel les différents points sont présentés dans le document.

5. A propos des recommandations sur les mesures nouvelles, figurant à la section III du document de travail, M. MacKenzie déclare que le processus d'examen ne permet pas de prendre de décisions dans des domaines sur lesquels portent actuellement les travaux des organismes spécialisés de la communauté internationale. Il est tout à fait juste d'énumérer et de faire ressortir, parmi les mesures que les organes ont déjà adoptées, ou sont en train d'élaborer, celles qui semblent particulièrement importantes dans le cadre de la Stratégie. Mais il n'est pas raisonnable de s'attendre qu'un organe tel que la Commission, qui s'occupe de questions générales, puisse provoquer quant au fond une évolution des positions qui apparaît comme impossible au sein des organismes spécialisés. Si l'on attend des gouvernements qu'ils donnent leur appui à de telles propositions au sein de la Commission, cela ne pourra aboutir qu'à des déceptions, qu'à jeter le discrédit sur le processus d'examen ou qu'à susciter une série de réserves qui enlèveraient de sa portée au rapport concernant l'examen à entreprendre. La délégation du Royaume-Uni a manifesté devant le Conseil sa répugnance à accepter qu'il soit fait dans le document certaines mentions qui dépassent la portée de l'accord intervenu jusqu'à présent au sein des organismes internationaux compétents et elle précisera ses vues en la matière à un stade ultérieur.

6. Le document peut cependant servir de base aux travaux ultérieurs, à condition que la version finale définisse honnêtement les responsabilités en ce qui concerne les diverses mesures prises ou non prises et que les recommandations soient réalistes, compte tenu de la portée des accords intervenus jusqu'à présent sur les questions confiées aux organes délibérants. La délégation du Royaume-Uni ne pourra bien entendu s'associer à l'approbation des résultats de l'évaluation que si l'on s'efforce véritablement de satisfaire à ses demandes et d'autres semblables, de façon que le Gouvernement du Royaume-Uni puisse souscrire sans réserve au rapport correspondant.

7. Le Groupe de travail que l'on se propose d'établir pourra décider soit d'examiner le document de travail paragraphe par paragraphe, soit de ne traiter que de

certaines questions essentielles. Néanmoins, une fois que les grandes questions auront été réglées, il faudra consacrer un certain temps à l'examen de la présentation générale du document et aux questions plus secondaires que pose le libellé.

M. Arvesen (Norvège) prend la présidence.

8. M. VERCELES (Philippines) déclare que sa délégation appuiera la création du groupe de travail et le mandat suggéré par le Président. Il demande si le groupe de travail se réunira officiellement lorsque la Commission examinera le point 46, à partir du 19 novembre.

9. Le PRÉSIDENT déclare que toutes les réunions du groupe de travail auraient un caractère officieux. L'idée qui a été mise en avant est que, lorsque la Commission reprendrait l'examen du point 46 le 19 novembre, le groupe de travail, ayant alors achevé ses travaux, pourrait lui présenter un rapport. Toutefois, pour le cas où les travaux du groupe ne seraient pas achevés à cette date, la Commission pourrait soit lui demander de poursuivre ses réunions et annuler ses propres séances, si elle n'est pas en retard sur son calendrier, soit examiner les problèmes qui ne seraient pas encore résolus.

10. M. OGISO (Japon) déclare que, dès le début de l'opération d'examen et d'évaluation bisannuelle, sa délégation a exprimé l'avis que l'évaluation générale de la Stratégie devrait conduire l'Assemblée générale à adopter une déclaration commune par consensus et qu'elle reste convaincue que les objectifs précis à long terme de l'opération d'évaluation de la Stratégie devraient être les suivants. Premièrement, pour donner une efficacité accrue aux efforts de développement, il faudrait classer les réalisations des pays en voie de développement en plusieurs catégories, selon le degré de développement et certains autres critères et, pour chacune de ces catégories, il faudrait déterminer les mesures correctives à prendre. Deuxièmement, pour ce qui concerne la question de la répartition du revenu dans les pays en voie de développement, il faudrait examiner d'une manière approfondie la notion de produit utile net ainsi que la question de l'élaboration d'indicateurs sociaux. Troisièmement, il faudrait insister davantage sur le fait qu'il importe d'atteindre les buts et objectifs fixés dans la Stratégie pour le secteur rural; et quatrièmement, il faudrait accorder l'attention voulue à la contribution importante que les investissements privés peuvent apporter au développement.

11. La délégation japonaise note avec satisfaction que des améliorations tangibles ont été apportées au document de travail par le Conseil économique et social à la cinquante-cinquième session; dans sa nouvelle version, le document est devenu plus objectif que la version originale présentée au Comité de l'examen et de l'évaluation à sa deuxième session¹ et il reflète mieux les efforts tant des pays développés que des pays en voie de développement en vue d'élaborer un document reflétant un accord sur la question. M. Ogiso se félicite de constater que, dans le document, il a été tenu compte de certaines idées qu'il avait exposées antérieurement. Tout en estimant qu'un certain nombre de paragraphes pourraient être encore améliorés si le document doit être adopté par l'Assemblée générale, la délégation japonaise est en mesure de déclarer qu'elle le

considérera comme une base de discussion à la Commission.

12. La délégation japonaise appuie la proposition tendant à constituer un groupe de travail qui serait ouvert à tous et serait chargé d'examiner ledit document, et elle marque son accord pour que ce groupe se réunisse concurremment avec la Commission à partir du 22 octobre. Les suggestions visant à améliorer le document pourraient être présentées à l'avance par écrit de manière à éviter toute perte de temps.

13. M. SHEMIRANI (Iran), indiquant que le Groupe des Soixante-Dix-Sept a récemment créé un groupe de travail ouvert à tous, suggère d'intégrer ce dernier dans le groupe de travail également ouvert à tous dont le Président a proposé la création aux fins d'examiner le point 46 de l'ordre du jour. La délégation iranienne accepte la proposition du Président relative à la procédure à adopter pour les travaux de la Commission et estime que la création d'un groupe de travail du type envisagé serait de nature à accélérer ces travaux.

14. M. PARIS (Costa Rica), se référant aux observations du représentant du Royaume-Uni, estime que le processus d'examen et d'évaluation ne saurait être uniquement une évaluation du passé; il doit être aussi une opération orientée vers l'avenir, du fait qu'il a pour objet de permettre la formulation de notions nouvelles en matière d'assistance et de coopération en vue de favoriser la réalisation des objectifs de la Stratégie.

15. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que les difficultés qui, à la session en cours, ont surgi au sujet de l'opération d'examen et d'évaluation peuvent être attribuées au fait que toutes les délégations n'ont pas eu la possibilité de participer aux travaux du Comité de l'examen et de l'évaluation, à ceux du Conseil économique et social à sa cinquante-cinquième session et aux discussions du groupe de travail sur l'examen et l'évaluation créé par le Conseil. En outre, certaines délégations auraient souhaité disposer d'un plus long délai pour examiner les résultats des consultations officielles relatives au document de travail qui se sont tenues depuis la cinquante-cinquième session du Conseil. Pour toutes ces raisons, la délégation soviétique préférerait que la Deuxième Commission examine elle-même le document, de manière que toutes les délégations aient la possibilité de participer à l'établissement d'un document — appelé à être très important — qui tiendrait compte de la position adoptée par chaque participant, sur le plan politique et sur le plan économique, en matière de coopération économique internationale. Toutefois, la délégation soviétique ne fera pas objection à la création d'un groupe de travail si la majorité des membres de la Commission se prononcent dans ce sens.

16. Au cas où le groupe de travail serait constitué, sa composition devrait être limitée mais toutes les régions et tous les groupes devraient y être représentés. Les services d'interprétation devraient lui être assurés et les délégations devraient être en mesure d'obtenir la traduction des textes écrits qu'elles désireraient soumettre. S'il devait en aller autrement, non seulement la délégation soviétique ne participerait pas aux travaux du groupe de travail mais les travaux de la Commission s'en trouveraient ralentis. Il devrait être possible d'organiser les réunions du groupe de travail de manière à ne pas les faire coïncider avec les séances

¹ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 11*, chap. II, Sect. C.

de la Commission : c'est là un point particulièrement important pour les délégations dont la composition est réduite. Toute ces questions devraient être réglées dès le départ de manière qu'aucune délégation ne puisse ultérieurement arguer du fait qu'elle n'a pas eu la possibilité de participer aux discussions sur le document relatif à l'examen et à l'évaluation, ce qui obligerait la Commission à reprendre toute la discussion depuis le début.

17. Se référant à la déclaration du représentant de l'Iran, M. Makeyev déclare que tout groupe a le droit d'organiser des consultations et de présenter une position commune à l'issue de ces consultations, mais il souligne qu'il importe de préciser les relations éventuelles entre le groupe de travail du Groupe des Soixante-Dix-Sept et le groupe de travail de la Commission ainsi que la manière selon laquelle les travaux du premier seraient coordonnés avec ceux de la Commission considérée dans son ensemble.

18. Le PRESIDENT estime que la création d'un groupe de travail permettrait de gagner du temps. Les réunions de ce groupe de travail auraient un caractère officieux, en ce sens qu'elles ne feraient pas l'objet de comptes rendus analytiques, mais les services d'interprétation habituels seraient mis à la disposition du groupe. Celui-ci serait ouvert à tous, c'est-à-dire que toute délégation qui le désirerait pourrait participer à ses travaux. Il va de soi que c'est à la Commission dans son ensemble qu'il reviendrait de prendre une décision sur tout texte qu'élaborerait le groupe de travail.

19. M. SHEMIRANI (Iran), se référant aux observations du représentant de l'Union soviétique, précise que le groupe de travail du Groupe des Soixante-Dix-Sept est ouvert à tous, le principe essentiel étant qu'il doit représenter le plus largement possible les régions auxquelles appartiennent les membres du Groupe.

20. M. ALEJO (Mexique) dit la préoccupation de sa délégation du fait que les longues discussions qui ont déjà eu lieu dans les divers organes n'ont pas encore permis d'aboutir à une position unique en ce qui concerne l'évaluation de la Stratégie. La délégation mexicaine attribue cette situation aux divergences d'opinions quant à la Stratégie et au mécanisme d'évaluation. Elle appuie la proposition tendant à constituer un groupe de travail aux discussions duquel elle entend participer.

21. M. DELIVANIS (Grèce) indique qu'initialement il souhaitait que soit donnée au groupe de travail une composition restreinte mais qu'il estime maintenant que la participation devrait être ouverte à toutes les délégations. Avec le représentant du Royaume-Uni, M. Delivanis insiste sur la nécessité de présenter des propositions réalistes et d'éviter toute formulation qui puisse susciter des difficultés.

22. Toute délégation qui ne serait pas en mesure d'approuver la position formulée par le groupe régional auquel elle appartient devrait faire une déclaration dans ce sens au groupe de travail, lequel exposerait brièvement mais clairement toutes les opinions divergentes à la Commission. La Commission et le groupe de travail devraient se réunir tous les jours, l'un le matin, l'autre l'après-midi, de manière que les délégations de composition restreinte puissent participer aux travaux des deux organes. Répondant aux observations du représentant soviétique, M. Delivanis admet la possibilité que le groupe de travail ne parvienne pas à mener ses travaux à bonne fin, ce qui obligerait la Commission, dans son ensemble, à examiner le projet de document sur l'examen et l'évaluation, mais il estime qu'il ne faudrait cependant ménager aucun effort pour arriver à un accord au sein du groupe de travail, où les délégations pourraient parler plus librement du fait qu'il ne serait pas établi de compte rendu analytique des séances.

23. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) propose que la Commission demande au groupe de travail de lui faire rapport au plus tard le 19 novembre.

24. M. RANKIN (Canada) appuie la proposition tendant à constituer un groupe de travail et suggère qu'au cas où aucune objection ne serait formulée la Commission prenne une décision immédiatement.

25. M. PINO SANTOS (Cuba), rappelant que sa délégation a déjà exposé ses vues sur l'opération d'examen et d'évaluation lors de la discussion générale (1527^{ème} séance), indique qu'elle souhaiterait néanmoins présenter ses vues par écrit au groupe de travail, aux discussions duquel elle se propose de participer.

26. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que le calendrier des travaux de la Commission et des travaux du groupe de travail devrait être établi de la manière la plus souple possible afin d'assurer que les séances des deux organes ne coïncident pas tout le temps.

27. Le PRESIDENT déclare que, en l'absence d'objection, il considérera que la Commission décide de créer un Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation, ouvert à toutes les délégations et chargé d'examiner le point 46 de l'ordre du jour ainsi que de faire rapport à la Commission au plus tard le 19 novembre. Le calendrier des séances du Groupe de travail serait établi avec la plus grande souplesse possible.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 16 h 40.

1535^e séance

Vendredi 19 octobre 1973, à 11 h 5.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1535

POINT 47 DE L'ORDRE DU JOUR

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche : rapport du Directeur général (A/9014, A/C.2/L.1291)

1. M. NICOL (Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche) déclare que les discussions du Conseil d'administration de l'Institut, à sa douzième session (25-28 septembre 1973), ont concerné essentiellement le "projet sur le futur" et l'adoption d'un programme de formation du personnel international. Le Conseil s'est penché également sur la question de l'université des Nations Unies et sur la situation financière de l'Institut. Ce sont là en effet les principaux sujets de préoccupation à l'heure actuelle.

2. Constatant avec regret le petit nombre de publications parues dans des langues autres que l'anglais, le Directeur général a pris contact avec divers gouvernements intéressés en vue de faire paraître les publications de l'Institut en français, en espagnol, en russe et en chinois. L'Institut s'efforce d'autre part de toucher un public plus large et de faire parvenir ses publications aux services gouvernementaux intéressés.

3. La situation financière de l'UNITAR est assez difficile; en effet, les contributions volontaires dont dépendent ses recettes sont sans changement alors que ses dépenses d'administration et ses frais d'entretien ne cessent d'augmenter. Le Directeur rappelle que le Conseil d'administration a lancé un appel pour que soient augmentées les contributions volontaires et il donne l'assurance que la majeure partie des contributions supplémentaires que l'Institut recevrait éventuellement serait consacrée à la formation et à la recherche et non au financement des dépenses d'administration. Il convient de se féliciter que la Nouvelle-Zélande et le Mexique figurent maintenant au nombre des contributeurs et qu'un certain nombre de pays aient augmenté leurs contributions.

4. Le rapport du Directeur général (A/9014) donne des indications sur l'état d'avancement des programmes entrepris depuis déjà un certain temps et décrit des projets nouveaux et importants. A la vingt-septième session, sur la base du rapport de la Cinquième Commission, l'Assemblée a décidé une fois encore de remettre à plus tard une décision concernant l'école des cadres des Nations Unies (*ibid.*, par. 5). Il s'agit pourtant d'une question importante et urgente et il faut espérer que les gouvernements intéressés feront des dons d'affectation spéciale pour financer ce projet, ne serait-ce que pour une période expérimentale de trois à cinq ans. Pour le moment, l'Institut a décidé d'exécuter un programme limité de formation des fonctionnaires internationaux à l'aide des dons qu'il espère obtenir de l'ONU, du PNUD et de certaines des institutions spécialisées. Toutefois, les montants prévus sont insuffisants et le projet ne pourra être qu'expérimental.

5. L'Institut a créé un service qui s'occupe spécialement d'information et de communications et il espère ainsi renforcer les relations qu'il entretient avec d'autres instituts et des organisations spécialisées en matière de formation. Des séminaires ont été organisés à New York à l'intention des missions permanentes et l'Institut se propose de réorganiser ces cours, en s'aidant pour ce faire des observations des participants, et d'organiser aussi des cours analogues à Genève. En pensant particulièrement aux délégations qui n'ont pas d'attaché scientifique, l'Institut organisera des cours sur les questions scientifiques et techniques dont traite l'Organisation des Nations Unies. Les cours sur le droit international se poursuivent avec succès et rassemblent des juristes éminents du monde entier. A ce propos, le Directeur demande instamment aux Etats Membres d'envoyer en temps utile le nom de leurs candidats.

6. Etant donné ses ressources limitées, l'Institut recrute relativement peu de personnel, mais il est toujours disposé à accueillir dans ses locaux des chercheurs dont les travaux soient financés par leurs gouvernements ou une université ou fondation. D'autre part, il s'efforce de recruter un personnel qui représente une base géographique aussi large que possible ainsi que toutes les nuances de pensée et d'opinion politique.

7. Dans le domaine de la recherche, l'Institut s'efforce de préciser ses projets, qui avaient tendance à être trop diffus. Il s'occupe de deux nouveaux domaines de recherche, le futur et la décolonisation. Les travaux relatifs à la Commission sur le futur ont reçu une nouvelle impulsion à la réunion du Comité de direction du Conseil d'administration réuni à Londres en décembre 1972, et l'Institut a reçu des dons modestes d'affectation spéciale de la Fondation Fiat, de la République fédérale d'Allemagne et de l'Association des Etats-Unis pour les Nations Unies. Une autre réunion du Comité de direction aura lieu à Moscou au début de 1974. Un projet à long terme est entrepris en association avec des spécialistes éminents de la State University of New York et l'Institut bénéficie de l'expérience de chercheurs de divers pays. Dans le domaine de la décolonisation, les travaux sont précédés de consultations approfondies avec des experts. Cette question devrait, selon l'Institut, être abordée du point de vue politique et du point de vue économique, en évitant tout parti pris.

8. Dans le domaine du développement, plusieurs séminaires ont été organisés et l'Institut espère aborder de nouveaux aspects de la question. Pour son projet sur l'exode des compétences, l'Institut a coopéré avec plusieurs institutions spécialisées et a effectué des études et des enquêtes qui seront utiles au Conseil économique et social et à la Deuxième Commission pour examiner cette question et prendre leurs décisions. D'autre part, grâce à une assistance financière généreuse de l'Association suédoise de développement international, l'Institut a organisé dans

des villes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine des séminaires régionaux sur les problèmes posés par les achats internationaux. Ils ont déjà donné des résultats et l'on est en train d'établir à la suite de ces séminaires un manuel qui devrait être utile à tous les pays pour ce qui est de l'aide au développement, qu'il s'agisse de pays bénéficiaires ou de pays donateurs. La subvention de l'Association suédoise de développement international est un bon exemple de la façon dont un don d'affectation spéciale peut être utilisé dans l'intérêt de tous les pays, en particulier des pays en voie de développement.

9. Etant donné les relations que l'Institut entretient avec de nombreuses universités, il est normal qu'il s'intéresse vivement à la question d'une université des Nations Unies. En fait, il a joué un rôle important dans l'élaboration de ce projet. Toutefois, l'Institut et d'autres institutions liées aux Nations Unies aimeraient recevoir l'assurance que leur financement ne souffrira pas de la fondation d'une université des Nations Unies. Le Directeur général a noté avec satisfaction que certains pays donateurs ont indiqué qu'il n'en serait pas ainsi.

10. Le Directeur général remercie vivement pour leurs contributions les pays donateurs et les autres sources de financement; il souligne l'importance des observations faites par les membres de l'Assemblée générale et rend hommage au dévouement de tous ceux qui contribuent aux travaux de l'Institut.

M. Arvesen (Norvège) prend la présidence.

11. M. SADEGHI-YARANDY (Iran) remercie le Directeur général de l'UNITAR de son rapport qui, de l'avis de la délégation iranienne, montre que l'Institut s'acquitte comme il convient des tâches qui lui ont été confiées par les résolutions et les décisions pertinentes de l'ONU. La Deuxième Commission doit appuyer sans réserve les travaux de recherche et de formation ainsi entrepris, car ils ne peuvent que renforcer l'efficacité du système des Nations Unies dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité et de la promotion du développement économique et social. Malgré des ressources limitées, l'Institut a pu publier 43 études qu'il utilise avec profit dans ses différents programmes de formation.

12. En ce qui concerne le "projet sur le futur", la délégation iranienne se félicite des travaux préparatoires entrepris à cet égard et espère que les résultats de ces efforts seront communiqués sous peu à la Deuxième Commission.

13. Le représentant de l'Iran estime en outre que les travaux de recherche entrepris par l'UNITAR dans le domaine des relations entre l'Organisation des Nations Unies et les autres organisations internationales sont d'une importance particulière et que les résultats obtenus jusqu'ici sont satisfaisants. Il espère que les études qui ont été achevées seront publiées sous peu.

14. L'étude intitulée "L'Organisation des Nations Unies et les moyens d'information" est une initiative heureuse qui, il faut l'espérer, permettra aux peuples du monde de mieux comprendre les efforts et les objectifs du système des Nations Unies.

15. Comme il reste encore beaucoup à faire dans le domaine de la coordination de l'action économique et

sociale au niveau international, le représentant de l'Iran se félicite de ce que l'UNITAR projette de consacrer une étude détaillée aux différents aspects de cette question. Les travaux de recherche de l'UNITAR dans d'autres domaines, tels que la condition de la femme, le règlement pacifique des conflits et le développement économique et social, méritent également l'attention de la Deuxième Commission.

16. Dans le domaine de la formation également, l'Institut a obtenu des résultats positifs comme en témoigne le nombre important de participants aux cours et séminaires qu'il a organisés. C'est pourquoi, M. Sadeghi-Yarandy se félicite de ce que de nouveaux cours et séminaires aient été inscrits dans ses programmes de formation.

17. Un autre aspect important des activités de formation est la formation de membres du personnel de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. A la seizième session du Conseil d'administration du PNUD, la délégation iranienne a approuvé la participation du PNUD à l'exécution du projet modifié d'école des cadres proposé par l'UNITAR². La délégation iranienne espère que cette question sera réglée d'une manière satisfaisante par l'Assemblée générale à la présente session.

18. De l'avis du représentant de l'Iran, il convient d'appuyer les mesures prises par l'UNITAR en application du Programme d'assistance des Nations Unies tendant à favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international, programme auquel le Gouvernement iranien contribue financièrement depuis 1972.

19. Il est cependant bien évident que l'UNITAR ne pourra développer ses activités de recherche et de formation que s'il bénéficie d'un appui financier plus important. C'est d'ailleurs l'espoir qui est exprimé au paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.1291, dont la délégation iranienne est l'un des auteurs.

20. Après avoir écouté la déclaration du Directeur général de l'UNITAR, les auteurs de ce projet de résolution — Danemark, Egypte, Emirats arabes unis, Iran, Jordanie, Koweït, Liban, Mexique, Nigéria, Norvège, Philippines, Pologne, Singapour, Soudan, Suède, Tunisie et Venezuela — ont décidé d'ajouter au préambule un deuxième alinéa qui serait ainsi conçu :

"Ayant entendu la déclaration du Directeur général de l'Institut exprimant les opinions du Conseil d'administration de cet organisme quant à la nécessité d'augmenter les contributions financières"

21. Pour conclure, le représentant de l'Iran exprime l'espoir que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

22. M. BJORVATN (Norvège) insiste sur la gamme étendue de questions dont s'occupe l'UNITAR dans le cadre de ses programmes de recherche et de formation. Néanmoins, l'objectif principal de ces programmes demeure de renforcer l'efficacité du système des Nations Unies et de le rendre apte à atteindre ses buts essentiels.

¹ *The United Nations and the News Media*, Alexander Szalai avec la participation de Margaret Croke et associés, 1972 (UNITAR/ST/7).

² Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 2A*, par 154.

23. En ce qui concerne la Commission sur le futur envisagée, la délégation norvégienne souscrit à l'opinion que l'une des tâches prioritaires de cette commission doit être de mieux faire comprendre les problèmes de la croissance et les limites de celle-ci. Le représentant de la Norvège note avec satisfaction que, dans le cadre des travaux préparatoires entrepris en vue de la création de la commission, des documents de base ont déjà été établis sur quatre aspects du problème de la croissance, à savoir le problème de l'alimentation mondiale, les ressources naturelles, l'énergie et la qualité de la vie. En outre, on a entrepris une étude sur la coordination de l'action économique et sociale au niveau international, initiative qui vient à point étant donné les efforts déployés à l'heure actuelle par le Conseil économique et social en vue de rationaliser ses activités dans les domaines économique et social.

24. L'UNITAR a aussi analysé utilement les insuffisances des méthodes d'assistance technique telles que l'absence d'une véritable division du travail et d'une coordination entre les programmes bilatéraux et multilatéraux. La série d'études consacrées au transfert des techniques mérite également d'être mentionnée car leurs conclusions pourraient s'avérer très utiles.

25. De l'avis de la délégation norvégienne, l'UNITAR est très conscient de la nécessité d'éviter tout chevauchement entre ses activités et celles d'autres organes de l'ONU ou d'institutions n'appartenant pas au système des Nations Unies. La preuve en est qu'au cours de l'année considérée (1er juillet 1972-30 juin 1973) il a collaboré avec quelque 350 universités, instituts, académies et centres de recherche dans 60 pays, comme il est mentionné au paragraphe 13 du rapport (A/9014). Il faut espérer que dans le cadre des travaux de la commission sur le futur, il poursuivra ses contacts et ses efforts de coordination.

26. Les difficultés financières de l'Institut proviennent surtout du fait que bien que ses dépenses aient augmenté, ses recettes sont restées relativement stables. Il appartient donc aux gouvernements de faire en sorte qu'il puisse poursuivre, au moins à leur niveau actuel, ses activités. A ce propos, le représentant de la Norvège signale que, pour la quatrième année consécutive, le Gouvernement norvégien a l'intention d'augmenter sa contribution à l'UNITAR et de la porter à 300 000 couronnes norvégiennes, soit approximativement 54 000 dollars.

27. M. Bjorvatn exprime l'espoir que le projet de résolution A/C.2/L.1291, dont il rappelle que sa délégation est coauteur, sera adopté à l'unanimité.

28. M. CAVAGLIERI (Italie) remercie M. Nicol pour la présentation qu'il a faite de son rapport et souhaite que, sous sa direction, l'Institut puisse renforcer et étendre ses activités.

29. La délégation italienne se félicite de la multiplication des activités entreprises par l'Institut dans les domaines juridique, économique et social, ainsi que dans celui de l'information. Les objectifs que vise naturellement l'UNITAR sont la formation, la recherche et la promotion de la coopération internationale entre les hommes de science et les experts. Ses nouvelles initiatives, notamment les travaux entrepris en vue de la création de la commission sur le futur, montrent qu'il sait faire preuve d'imagination et du sens nécessaire de l'avenir. Le représentant de

l'Italie se félicite également des contacts établis par l'UNITAR avec des universités et des instituts de recherche étrangers et pense que, grâce à l'expérience et aux connaissances étendues de ses représentants, l'Institut contribuera notablement au succès de la nouvelle université des Nations Unies. M. Cavaglieri prend note également du grand nombre de séminaires et autres réunions internationales organisés par l'Institut ou patronnés par lui.

30. Le Gouvernement italien a conscience des difficultés financières que connaît actuellement cet organisme et contribuera comme par le passé à son budget en espérant que cet exemple sera suivi par d'autres pays. Il convient, pour l'instant, que la Direction de l'Institut prenne les mesures qui s'imposent pour limiter autant que possible l'accroissement des dépenses, notamment en ne faisant appel à des consultants qu'à bon escient.

31. M. JABBOUR (Liban) félicite M. Nicol de la présentation qu'il a faite de son rapport et déclare que la délégation libanaise a pris connaissance de ce rapport avec beaucoup d'intérêt. Le Liban, qui s'est toujours efforcé d'aider l'Organisation des Nations Unies dans ses efforts, estime que le renforcement de l'UNITAR ne peut qu'être bénéfique pour l'ensemble de l'Organisation.

32. Grâce au dévouement et à la direction experte de M. Nicol, l'Institut a accompli de nets progrès. Il consacre une partie importante de ses activités à des problèmes concrets tels que ceux qui concernent le futur, la coopération technique, l'exode des compétences, etc.; en entreprenant une étude sur la coordination dans différents domaines et entre différentes organisations, l'Institut témoigne de la même préoccupation que celle qui a poussé le Conseil économique et social à adopter la résolution 1768 (LIV), concernant la rationalisation de ses travaux.

33. De l'avis de la délégation libanaise, il appartient à l'UNITAR de formuler des critères pour accroître l'efficacité de l'ONU.

34. Le représentant du Liban approuve les activités de l'Institut en matière d'information et de publications, mais il estime qu'il faudrait davantage utiliser la langue arabe de façon à toucher un plus grand nombre de personnes dans les pays où cette langue est parlée. En ce qui concerne l'université des Nations Unies, il faudrait peut-être que soit précisée la nature de la coordination étroite promise par l'UNITAR.

35. En conclusion, le représentant du Liban exprime l'espoir que le projet de résolution, dont sa délégation figure parmi les auteurs, sera adopté à l'unanimité.

36. M. OGISO (Japon) déclare que son pays attache une grande importance au rôle qui revient à l'UNITAR dans le système des Nations Unies. Ce qui importe pour un institut de ce type, c'est moins la multiplicité de ses activités que leur qualité. Le représentant du Japon constate avec satisfaction que, sous la direction experte de M. Nicol, l'UNITAR a amélioré la qualité de ses travaux. La visite que M. Nicol a faite au Japon l'été dernier s'est avérée extrêmement utile. Par l'intermédiaire de la presse, le Directeur général a pu faire mieux comprendre aux Japonais ce que sont les activités de son organisme. En outre, il a eu des conversations extrêmement fructueuses avec les ministres japonais des affaires étrangères, des finances et de

l'éducation, ainsi qu'avec de hautes personnalités de l'université. Après avoir entendu le compte rendu des activités de l'Institut, le Ministre japonais des affaires étrangères a promis à M. Nicol de faire de son mieux pour accroître, dans la mesure du possible, la contribution du Japon à l'Institut. Cela montre bien que le Gouvernement japonais reconnaît le rôle unique qui incombe à l'UNITAR.

37. La délégation japonaise appuie le projet de résolution, tel qu'il a été révisé par les auteurs.

38. Mlle COURSON (France) remercie le Directeur général de l'Institut pour son exposé très complet et rappelle que le Gouvernement français a toujours suivi les travaux de cet organisme avec beaucoup d'intérêt. Il a d'ailleurs reçu M. Nicol à Paris et lui a ménagé des entretiens fructueux avec diverses personnalités.

39. Il ressort du rapport annuel que l'Institut a le souci de diversifier ses domaines de recherche. Il s'agit là d'efforts sans doute louables, mais on peut se demander si cet éclectisme n'est pas un peu dangereux et s'il n'y a pas risque de dispersion.

40. En ce qui concerne la formation, la représentante de la France estime que l'Institut a un rôle primordial à jouer. Le rendement d'une administration dépend de la compétence de son personnel et il importe d'entretenir l'intérêt de ce personnel pour la cause qu'il sert, grâce à une formation appropriée. Le Président du Comité du personnel de l'ONU a récemment attiré l'attention sur la disproportion qui existe actuellement entre les dépenses traditionnelles relatives au personnel et ce qu'on peut appeler les frais d'entretien de ce personnel, qui sont pratiquement inexistantes. L'ONU fait donc penser à un homme qui a acheté une machine à grand frais et ne dépense rien pour l'entretenir. La délégation française, qui a déjà eu l'occasion de dénoncer cette carence, estime qu'il convient d'améliorer le rendement et la formation des fonctionnaires internationaux dans l'intérêt même du bon fonctionnement de l'Organisation. C'est pourquoi cette délégation attache une grande importance à la question de l'école des cadres des Nations Unies. L'Assemblée générale est saisie de cette question depuis sa vingt-cinquième session et elle doit être à nouveau examinée cette année à la Cinquième Commission. La délégation française regrette qu'aucune décision n'ait encore été prise à ce sujet et espère que, si cette question n'est pas encore réglée cette année, la formule intermédiaire qui sera adoptée n'aura qu'un caractère très provisoire. En effet, la création d'une école des cadres représenterait certainement un investissement rentable pour l'Organisation.

41. En ce qui concerne la recherche, qui est le deuxième objectif de l'Institut, elle suppose de la part des responsables une démarche patiente, dévouée et coordonnée. Or, le rapport donne à penser que les préoccupations multiples de l'Institut l'empêchent de se consacrer à des projets de recherche d'intérêt supérieur. De l'avis de la délégation française, il lui faudrait limiter ses études et appréhender ses recherches de façon globale plutôt que sectorielle. Il n'est pas de meilleur sujet de recherche que l'avenir des hommes, afin de les éclairer sur le chemin à suivre. C'est pourquoi l'Institut devrait se consacrer en priorité à des problèmes mondiaux d'intérêt global tels que la pollution, les fonds marins, l'espace extra-terrestre, l'énergie, les ressources naturelles, etc.

Toutefois, des recherches prospectives de ce type ne peuvent être faites par un seul institut; la tâche de l'UNITAR n'est donc pas tellement de faire de la recherche originale, mais de mettre de l'ordre dans les recherches déjà accomplies. Son rôle est donc plutôt celui d'un arbitre qui, à partir du fourmillement actuel de pensées et d'études, devra discerner les actions à entreprendre au niveau national et international. La commission sur le futur pourra donc avoir un rôle à jouer en orientant la recherche et en guidant le choix des actions.

42. La délégation française sait que le nouveau Directeur général s'acquittera avec dévouement des objectifs qu'il s'est fixés dans ces deux domaines et elle espère qu'on lui donnera des moyens suffisants pour le faire.

43. M. O'RIORDAN (Irlande) se félicite de ce que l'on se préoccupe de plus en plus de la capacité de l'Organisation des Nations Unies, et notamment de la question de l'application des résolutions. En procédant aux préparatifs en vue de la création d'une commission sur le futur, l'UNITAR fait preuve d'imagination, car cette tâche est d'une importance capitale pour la planification économique future. La délégation irlandaise espère pouvoir coopérer à la création d'un réseau mondial de compétences et d'opinions, où les opinions minoritaires ou divergentes auront leur place. La collaboration de l'UNITAR avec 350 universités, instituts et centres de recherche dans 60 pays est encourageante et la délégation irlandaise espère qu'il aura les moyens financiers d'accroître cette collaboration.

44. L'Irlande a été l'un des premiers pays à verser des contributions, dans la mesure de ses moyens, à l'UNITAR. Pour marquer sa confiance dans l'Institut, le Gouvernement irlandais a décidé, sous réserve de l'approbation du Parlement, de lui verser une contribution annuelle régulière. M. O'Riordan espère pouvoir communiquer prochainement à l'UNITAR le montant de cette contribution.

45. M. CURTIN (Australie) remercie le Directeur général de l'UNITAR pour son exposé et appuie le projet de résolution A/C.2/L.1291 tel qu'il a été révisé. Il désire également annoncer que, pour la première fois, l'Australie versera à l'UNITAR une contribution s'élevant à 20 000 dollars australiens, soit environ 30 000 dollars des Etats-Unis.

46. L'UNITAR joue un rôle extrêmement utile et, depuis 1965, l'Australie a toujours voté pour les résolutions de l'Assemblée générale relatives à cet organisme. Néanmoins, elle éprouve toujours des réserves au sujet du projet d'école des cadres des Nations Unies.

47. M. GORITZA (Roumanie) déclare qu'un examen même sommaire des activités de l'UNITAR montre que cet organisme s'efforce véritablement d'atteindre son objectif, qui est de mieux faire connaître le système des Nations Unies. La délégation roumaine tient à adresser à M. Nicol et à ses collaborateurs ses félicitations pour le dévouement dont ils font preuve dans l'accomplissement de leur tâche.

48. Depuis quelque temps, les travaux de l'Institut ont pris une nouvelle orientation qui leur confère un caractère nettement pratique et on peut espérer qu'ils aboutiront à une amélioration du fonctionnement des organismes des Nations Unies, à un renforcement de

leur efficacité et à un accroissement de leur aptitude à répondre aux exigences du monde contemporain.

49. La délégation roumaine a suivi avec beaucoup d'intérêt la question de la création de la commission sur le futur et estime qu'il faut redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs importants que l'on veut atteindre à cet égard.

50. L'intérêt porté par l'UNITAR au développement économique et social correspond à une préoccupation majeure de l'ONU et il peut contribuer de façon non négligeable à l'accélération du progrès des pays en voie de développement.

51. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) déclare que le Royaume-Uni s'est toujours intéressé vivement à l'UNITAR et que depuis 1965 il lui verse des contributions régulières et substantielles. D'autre part, un universitaire britannique éminent, sir Kenneth Younger, préside le Conseil d'administration. C'est donc avec un intérêt particulier que la délégation du Royaume-Uni a examiné le rapport du Directeur général de l'UNITAR (A/9014).

52. La délégation du Royaume-Uni est satisfaite de voir qu'un effort particulier a été fait pour diffuser plus largement les publications de l'UNITAR. En effet, la publicité est un élément essentiel du succès d'un institut comme celui-ci et M. Mackenzie espère que la réorganisation dans ce domaine dont il est question aux paragraphes 90 à 93 du rapport continuera à porter ses fruits. À ce propos, la délégation du Royaume-Uni estime que la commission sur le futur doit faire l'objet d'un programme important de publicité et de publications. Depuis la réunion du Comité de direction qui a eu lieu à Londres en décembre 1972, aucun renseignement n'a été fourni sur les résultats obtenus par cette commission. La délégation britannique espère qu'il sera bientôt possible de connaître certains résultats soit avant, soit après le prochain séminaire qui doit avoir lieu à Moscou.

53. Le rapport indique que l'UNITAR n'a pas l'intention de faire de l'école des cadres un service distinct mais qu'il fournira dans le champ de ses activités une formation dans les domaines du développement et de la gestion. Pour que le programme de formation de l'UNITAR conserve son importance, l'organisation des programmes décrits au paragraphe 9 du rapport ne doit pas être négligée.

54. L'intérêt se porte cette année sur l'université des Nations Unies et il semble à la délégation du Royaume-Uni que l'UNITAR doit saisir cette occasion de se développer. L'Institut semble destiné à s'intégrer dans l'université et le projet de charte prévoit que le Directeur général de l'UNITAR doit être membre *ex officio* du Conseil de l'université. Depuis un certain nombre d'années, l'UNITAR accomplit le genre de tâches qui reviendra probablement à l'université. Une fusion ultérieure des deux organismes semblerait donc logique. Mais, au stade actuel, il est certain que l'UNITAR doit participer très étroitement à la création et à l'organisation de l'université et la délégation du Royaume-Uni est certaine que le Directeur général se consacrera à la réalisation de cet objectif au cours de l'année qui vient.

55. Passant à la question des contributions, M. Mackenzie déclare que le Royaume-Uni s'est engagé à verser chaque année pendant cinq ans une

contribution de 42 000 livres sterling à l'Institut. Cet engagement expire en 1974. Pour pouvoir maintenir sa contribution à ce niveau, le Gouvernement du Royaume-Uni veut d'abord être sûr que l'UNITAR sait où il va, et qu'il est dirigé d'une main ferme. Il voudrait également être certain que les autres Etats Membres considèrent l'UNITAR comme un organisme utile et la délégation du Royaume-Uni a donc entendu avec plaisir les interventions précédentes, d'où il ressort que les travaux de cet organisme sont généralement appréciés. Il faut espérer que ces paroles de satisfaction seront assorties de contributions, y compris de la part des pays qui bénéficient le plus des cours de formation.

56. Si l'école des cadres a été un échec, en revanche l'université des Nations Unies fournit l'occasion de redonner à l'Institut le sentiment d'utilité qui avait présidé à sa création.

57. M. WRIGSTAD (Suède) assure le Directeur général de l'UNITAR de l'appui et de la coopération de sa délégation.

58. A la vingt-septième session de l'Assemblée générale, la délégation suédoise avait recommandé qu'étant donné les ressources limitées de l'Institut celui-ci se concentre sur quelques projets précis dans les domaines de la formation et de la recherche. Elle est satisfaite cette année de voir que des progrès ont été faits en ce sens.

59. L'Association suédoise de développement international a continué à financer le programme de séminaires régionaux sur les achats internationaux, car le Gouvernement suédois estime que la formation fait défaut dans ce domaine.

60. M. Wrigstad a le plaisir d'annoncer que, pour l'exercice 1973-1974, la Suède versera à l'UNITAR une contribution d'un montant de 300 000 couronnes. Il exprime l'espoir que des pays de plus en plus nombreux verseront une contribution et que le projet de résolution A/C.2/L.1291 sera adopté à l'unanimité.

61. M. TREVIÑO (Mexique) note avec satisfaction que l'UNITAR a cherché à améliorer les résultats de ses travaux et a compris la nécessité d'évoluer.

62. Par les séminaires, les conférences et les cours qu'il organise, l'UNITAR contribue à diffuser les connaissances et à élargir l'éventail des outils mis au service de la paix et du progrès. Le Gouvernement mexicain lui est très reconnaissant d'avoir organisé de nombreux cours destinés aux fonctionnaires et aux diplomates des pays en voie de développement, cours dont M. Treviño lui-même a bénéficié.

63. La délégation mexicaine a appris avec satisfaction que l'UNITAR avait accueilli favorablement la proposition du Gouvernement mexicain tendant à ce que celui-ci prenne à sa charge la traduction et la publication de dix études de l'Institut.

M. Gabré-Sellassié (Ethiopie) reprend la présidence.

64. M. ROUGET (République fédérale d'Allemagne) déclare que son pays a toujours entretenu des rapports cordiaux avec l'UNITAR et qu'il continuera à verser à celui-ci une contribution importante, sous réserve de l'approbation de son Parlement.

65. Il faut féliciter l'Institut des efforts louables qu'il a déployés pour étendre ses travaux de recherche à de nouveaux domaines, comme le développement économique et social. Certes, cet élargissement ne peut

manquer d'avoir des incidences financières, mais cela ne doit pas constituer un obstacle à condition que les programmes soient bien conçus et coordonnés.

66. Il est regrettable que la formation soit parfois négligée au profit de la recherche et M. Rouget signale à ce sujet que l'appui de la République fédérale d'Allemagne est fonction de la capacité de l'UNITAR à remplir son rôle dans le domaine de la formation. Il serait souhaitable que la recherche et la formation soient confiées à deux départements différents dont chacun aurait son propre directeur.

67. Certains des problèmes de l'Institut sont dus non seulement à des difficultés financières, mais également au fait que la sélection des travaux par le Conseil d'administration n'est pas assez rigoureuse. La délégation de la République fédérale d'Allemagne estime qu'il serait bon de prévoir certains secteurs prioritaires comme celui des activités se rapportant à la commission sur le futur. Il conviendrait également de ne pas lancer d'activités avant d'avoir étudié à fond ce qu'elles impliquent et, enfin, il serait préférable que l'Institut se concentre sur les tâches qui ont le plus de chances d'être menées à bien.

68. Pour conclure, M. Rouget espère que les contributions reçues par l'UNITAR augmenteront et que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

69. M. CAMACHO (Venezuela) déclare que l'UNITAR a fait la preuve qu'il avait sa place parmi les organismes des Nations Unies.

70. L'Institut est en contact permanent avec les organismes de recherche, de formation et autres des Nations Unies. En revanche, la coordination avec les organisations régionales et les liens avec les instituts privés de recherche devraient être renforcés.

71. M. Camacho pense que l'UNITAR devrait se concentrer sur les problèmes qui intéressent les pays en voie de développement, notamment l'alimentation, le transfert des techniques, la pollution et la mise en valeur des ressources marines.

72. Les cours et séminaires organisés par l'Institut sont extrêmement intéressants, mais il faudrait qu'à l'avenir ils soient orientés vers le développement social et économique, ainsi que sur la façon dont l'ONU peut résoudre les problèmes correspondants par l'intermédiaire du PNUD, de l'ONUDI et d'autres organismes. La délégation vénézuélienne est satisfaite des observations de M. Nicol concernant les travaux de recherche sur les besoins en matière de formation et d'orientation des experts aux fins du développement. Depuis plusieurs années, on étudie les nouvelles formes d'assistance technique et les incidences du développement sur l'environnement. C'est là une activité tout à fait opportune.

73. La délégation vénézuélienne est, elle aussi, consciente de la nécessité de publier toutes les études de l'UNITAR en espagnol, car elles présenteraient ainsi une plus grande utilité pratique dans les programmes de formation universitaires.

74. La délégation vénézuélienne exprime l'espoir, pour conclure, que le projet de résolution, dont elle est l'un des auteurs, sera adopté par consensus.

75. M. DELIVANIS (Grèce) félicite M. Nicol pour le brillant rapport qu'il vient de présenter et qui montre

avec quelle efficacité fonctionne l'Institut. Ses travaux associent avec succès la formation et la recherche dans un climat véritablement international et ses objectifs sont généralement bien choisis.

76. La délégation grecque a noté avec intérêt que l'UNITAR collaborait avec 350 universités et partage entièrement les vues du représentant du Royaume-Uni sur la collaboration de l'UNITAR avec l'université des Nations Unies.

77. Les travaux de l'UNITAR gagneraient à être connus à plus grande échelle, ce qui leur donnerait une valeur d'exemple.

78. M. Delivanis est satisfait de voir qu'un grand nombre de délégations apprécient les activités de l'UNITAR, comme le montre le nombre des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1291 et comme cela ressort des interventions précédentes.

Organisation des travaux de la Commission (suite)

[A/C.2/L.1289, A/C.2/283]

79. M. BRITO (Brésil), prenant la parole sur une question de procédure, propose d'annuler la séance de l'après-midi et de repousser la suite de la discussion concernant le rapport de l'UNITAR à la matinée du lundi 22 octobre afin de permettre au groupe de travail du Groupe des Soixante-Dix-Sept de terminer ses travaux sur la question de l'examen et de l'évaluation de la Stratégie internationale du développement, qui est hautement prioritaire.

80. Le représentant du Brésil propose également que la Commission aborde dans l'après-midi du lundi 22 octobre l'examen de la question relative à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (point 48) et que le Groupe de travail sur l'examen et l'évaluation soit officiellement constitué dans l'après-midi du jeudi 25 octobre.

81. A la suite d'une discussion de procédure le PRÉSIDENT propose d'adopter les propositions du Brésil.

Il en est ainsi décidé.

82. Le PRÉSIDENT rappelle que, conformément à la décision prise par l'Assemblée générale à sa 2152ème séance plénière, la question intitulée "Convocation d'une conférence mondiale de l'alimentation sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies" a été renvoyée à la Deuxième Commission (voir A/C.2/283). Il propose donc que la Commission examine cette question les 10, 11 et 12 décembre et remette donc au 12 décembre la clôture de ses travaux, au lieu du 7 décembre prévu dans le document A/C.2/L.1289.

Il en est ainsi décidé.

83. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission), précisant les dispositions relatives au programme de travail, rappelle que chaque commission ne peut en principe se réunir que six fois par semaine.

84. M. FLEMING (Argentine) s'élève contre le fait que la Deuxième Commission, qui traite de près de 60 p. 100 des activités de l'Assemblée générale, n'ait pas droit à plus de séances que certaines commissions qui, par exemple, n'ont à s'occuper que de 15 p. 100 de l'ensemble des travaux.

La séance est levée à 13 h 40.

1536^e séance

Lundi 22 octobre 1973, à 10 h 50.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1536

POINT 47 DE L'ORDRE DU JOUR

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche : rapport du Directeur général (fin)
[A/9014, A/C.2/L.1291]

1. M. FREYBERG (Pologne) déclare que les travaux de l'UNITAR méritent un appui sans réserve et que sa délégation se félicite des initiatives prises par l'Institut. En effet, les cadres qualifiés jouent un rôle important dans le développement économique des pays et, par ses stages, ses séminaires et ses cours, l'Institut contribue de manière fort utile à former de tels cadres. C'est consciente de cette contribution que la délégation polonaise a décidé de figurer parmi les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1291.

2. M. YUSUF (Nigéria) note que le rapport du Directeur général de l'UNITAR (A/9014) montre que l'Institut a continué de faire remarquablement face aux problèmes qu'il avait à résoudre et qu'en général il a répondu aux espoirs qui étaient mis en lui, d'autant plus que ses ressources financières et humaines sont modestes. M. Yusuf rend hommage au Directeur général et à ses collaborateurs pour leur dévouement.

3. L'UNITAR a poursuivi, avec tout le zèle requis, sa tâche essentielle qui est de mieux faire connaître, par ses activités de recherche et de formation, le système des Nations Unies. Des améliorations sont encore possibles. En effet, alors que l'ONU rassemble 135 pays, il ressort du paragraphe 13 du rapport que l'Institut n'a de contacts qu'avec environ 350 universités, réparties dans 60 pays seulement. Ces institutions sont probablement concentrées dans quelques centres géographiques et un petit nombre seulement est dispersé dans d'autres régions. Certes, les raisons qui expliquent cette situation sont évidentes, mais l'Institut doit s'efforcer de toucher les institutions de pays peu informés de ses activités, que leur enseignement soit avancé ou non.

4. On n'insistera jamais assez sur la nécessité de diffuser dans les milieux érudits comme, si possible, dans le grand public, les conclusions fondamentales des études de recherche de l'UNITAR. L'étude sur l'exode des compétences, par exemple, n'aura guère d'influence, compte tenu des dimensions sociales et économiques complexes du problème, si ses résultats ne sont pas diffusés le plus largement possible. Il convient en outre d'examiner la possibilité d'élargir le programme de formation de jeunes fonctionnaires du service diplomatique à d'autres pays que le Mexique, le Lesotho et le Soudan.

5. La délégation nigériane espère que de nombreux gouvernements et institutions pourront répondre généreusement aux demandes de fonds du Directeur général. Elle espère également que la situation financière de l'Institut ne sera pas affectée par la création de l'université des Nations Unies et que, dans une telle éventualité, l'association continue de l'UNITAR et de

l'université permettra de parvenir à un arrangement satisfaisant entre les deux organismes.

6. La délégation nigériane espère que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

7. M. MITINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que le Directeur général a prouvé dans son rapport qu'il est maintenant familiarisé avec le fonctionnement du système des Nations Unies et qu'il doit être en mesure de s'assurer que les travaux de l'UNITAR sont mieux adaptés aux grands problèmes qui se posent aux Nations Unies. Il note le développement des contacts personnels entre les fonctionnaires de l'UNITAR et les milieux scientifiques et politiques de différents pays et espère que le récent élargissement de la composition du Conseil d'administration, passée de 18 à 24 membres, renforcera encore l'efficacité de l'Institut.

8. Les études de l'UNITAR sur l'exode des compétences et le transfert des techniques sont intéressantes. On peut citer à cet égard la récente publication de l'UNITAR consacrée à l'expérience soviétique dans le domaine du transfert des techniques aux pays industriellement peu développés¹, mais il y a trop peu de recherches de ce genre. L'UNITAR ne s'est pas encore attaqué aux problèmes cruciaux qui se posent aujourd'hui à l'ONU, tels que la consolidation de l'indépendance politique et économique des pays du tiers monde, l'expérience de réformes progressives dans le domaine social et économique et la lutte contre le colonialisme et le racisme. D'autre part, les activités de l'UNITAR ne devraient pas faire double emploi avec celles des autres organes de l'ONU ou du Secrétariat, ce qui est le cas des recherches menées dans des domaines qui relèvent de la compétence du Conseil de sécurité, des commissions politiques de l'Assemblée générale et de commissions et comités comme ceux qui s'occupent du désarmement, de l'espace extra-atmosphérique et du fond des mers. Le principal défaut de l'UNITAR tient à la dispersion de ses activités et au fait qu'il s'occupe de questions qui ne sont pas d'un intérêt primordial dans la vie internationale contemporaine, telle que l'étude sur la situation des femmes aux Nations Unies².

9. Un aspect particulièrement important et intéressant des travaux de l'UNITAR est le projet sur le futur. Mais cette étude ne sera vraiment objective que si l'on consulte des experts de tous les pays, y compris des pays socialistes.

10. Les cours de formation sont maintenant mieux conçus et doivent être poursuivis, compte dûment tenu des besoins des pays intéressés et des ressources disponibles. Cependant, la suggestion de programmes du

¹ *Soviet Experience in Transfer of Technology to Industrially less Developed Countries*, A. N. Bykov avec la participation de A. V. Letenko et M. P. Strepetova, 1973 (UNITAR RR/15).

² *The Situation of Women in the United Nations*, Alexander Szalai, 1973 (UNITAR RR/18).

type de l'école des cadres dans le contexte de l'UNITAR soulève des doutes sérieux. La délégation soviétique s'est toujours prononcée contre le maintien des nominations de carrière dans les organismes des Nations Unies car elles risquent de mener à la création d'une caste ossifiée de bureaucrates détachés de la réalité. Le Secrétariat de l'ONU et les institutions spécialisées doivent recruter, par un système de roulement, un personnel qualifié venant de différents pays, qui apporterait des connaissances et une expérience neuves et qui recevrait une formation spécialisée dans les départements qui les emploient.

11. La coopération croissante entre les organisations soviétiques et l'UNITAR constitue un fait positif, mais l'Institut est loin de tirer tout le parti possible du potentiel que l'URSS pourrait lui offrir dans la réalisation de ses tâches et objectifs. M. Mitine espère que l'Institut recrutera davantage d'experts de l'Union soviétique et des autres pays socialistes, qu'il fera plus largement appel aux instituts pédagogiques et scientifiques soviétiques pour entreprendre des recherches et que leurs rapports seront publiés comme documents de l'UNITAR.

12. Selon M. KUMI (Ghana), le rapport du Directeur général (A/9014) et la déclaration lucide qu'il a faite devant la Commission indiquent que l'UNITAR répond aux espoirs placés en lui. Vu l'importance, pour le processus de développement, de la formation aux niveaux national, régional, sectoriel et international, la délégation ghanéenne est favorable aux séminaires et cours décrits aux paragraphes 47 à 52 du rapport du Directeur général. Elle félicite l'UNITAR de ses efforts pour établir une école des cadres et considère que, en attendant l'application de la recommandation figurant au paragraphe 23 du rapport, l'idée de la création d'une école des cadres autonome ne doit pas être abandonnée. La délégation ghanéenne se félicite de la participation de l'UNITAR à l'étude de questions liées au droit de la mer; elle approuve la convocation du colloque régional en la matière qui doit avoir lieu en Asie en février 1974 et espère qu'une réunion du même genre pourra être envisagée à l'intention de l'Afrique. L'UNITAR devrait jouer un rôle de premier plan dans le fonctionnement de l'université des Nations Unies, et la délégation ghanéenne est heureuse de voir que l'Institut a été représenté aux réunions du Comité fondateur de l'université.

13. La délégation ghanéenne voit avec satisfaction le programme de travail de l'UNITAR, en particulier son programme de recherche. Les activités de l'Institut en matière de recherche doivent avoir un caractère global et sectoriel et être davantage orientées vers les besoins des pays en voie de développement. Par exemple, des recherches approfondies sur le problème de l'accroissement de la dette dans les pays en voie de développement complèteraient les études existantes sur le service de la dette.

14. Enfin, la délégation ghanéenne espère que les gouvernements et les organisations non gouvernementales répondront favorablement à l'appel lancé par le Directeur général en vue d'un appui financier.

15. M. AL-KHUDHAIRY (Irak) note que le récent élargissement de la composition du Conseil d'administration de l'UNITAR, passée de 18 à 24 membres, donne aux pays en voie de développement une représentation plus équitable, seul moyen pour

l'Institut de participer efficacement, dans le cadre du système des Nations Unies, à la solution des immenses problèmes économiques et sociaux auxquels se heurte le monde en voie de développement. Cela est particulièrement vrai au moment où se rapproche la date fixée pour l'opération d'examen et d'évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement qui doit avoir lieu au milieu de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

16. La délégation irakienne espère que l'on augmentera le nombre des cours sur certains sujets qui intéressent actuellement les organismes des Nations Unies et que ces cours seront dispensés sur une base régulière. Plusieurs membres de la délégation irakienne ont récemment participé à des séminaires et les ont trouvés très enrichissants, surtout le cours sur les procédures de règlement pacifique des différends. Ces cours permettent aux membres des missions permanentes et aux fonctionnaires du Secrétariat d'acquérir des connaissances plus approfondies et d'unir leurs efforts pour abattre le mur invisible qui semble séparer un si grand nombre d'entre eux.

17. La délégation irakienne note avec une profonde satisfaction que l'UNITAR coopère sur une base régulière avec les instituts de recherche, de formation et de planification du système des Nations Unies et maintient d'étroits contacts avec d'autres organes des Nations Unies. Ce n'est qu'ainsi que l'ensemble du système des Nations Unies peut fonctionner efficacement, au bénéfice des Etats Membres, et surtout des pays en voie de développement. Les contacts croissants qu'entretient l'UNITAR avec les milieux universitaires doivent être encouragés. Il serait bon que l'Institut s'attache davantage aux contacts avec les instituts des pays en voie de développement, qui sont les principaux intéressés. La délégation irakienne est heureuse de constater que l'accent a continué d'être mis, dans les études de l'UNITAR, sur l'aptitude de l'ONU à réaliser ses principaux objectifs, et en particulier sur les questions relatives aux possibilités de l'Organisation, à sa structure, à ses fonctions et procédures et aux problèmes qu'elle rencontre dans l'application de ses décisions. Ce dernier élément revêt une importance cruciale pour l'avenir de l'ONU puisque les gouvernements et les peuples sont de plus en plus déçus de voir qu'un grand nombre des décisions des Nations Unies ne sont pas appliquées, ou le sont de manière incorrecte. L'UNITAR devrait s'efforcer de faire des études supplémentaires pour rechercher des solutions à ce problème fondamental.

18. La délégation irakienne est heureuse de voir que l'Institut continue d'insister, comme il le faut, sur le problème de l'exode des compétences, qui préoccupe particulièrement l'Irak, et coordonne ses efforts avec d'autres organes des Nations Unies. Elle attend avec intérêt la publication en 1974 de l'étude actuellement en préparation, qui pourra compléter les études précédentes de l'UNITAR jugées utiles par le Gouvernement irakien. Il serait bon que, dans un proche avenir, l'Institut élargisse la portée et accroisse le nombre des monographies portant sur ce problème.

19. La délégation irakienne se félicite de la décision du Conseil d'administration d'accorder la priorité à un programme pour examiner de façon suivie les grandes tendances et les principaux événements ayant des inci-

dences sur l'avenir de l'humanité et de nature à appeler une réaction de la part des organismes des Nations Unies; elle attend avec intérêt la création de la commission sur le futur. En outre, elle appuie l'idée de créer une école des cadres et attend les rapports du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et de la Cinquième Commission sur l'autre formule proposée par le Directeur général au paragraphe 23 de son rapport. Dans l'intervalle, la délégation irakienne espère que les contributions du Conseil d'administration du PNUD et d'autres institutions permettront d'organiser des cours analogues à ceux que donnerait une école des cadres.

20. La délégation irakienne apprend également avec satisfaction qu'une plus grande part des publications de l'Institut seront publiées dans des langues autres que l'anglais et espère qu'on envisagera d'inclure l'arabe parmi ces langues. Elle est heureuse de savoir que l'Institut maintiendra la formation à l'intention des fonctionnaires du service diplomatique, qui présente un intérêt considérable pour les diplomates des pays en voie de développement n'ayant pas les moyens d'assurer une formation de ce genre. La délégation irakienne voit avec intérêt la publication, avant chaque session de l'Assemblée générale, du numéro spécial des *Nouvelles de l'UNITAR* intitulé *Le Métier de délégué*. Elle a été rassurée d'entendre que l'Institut tiendrait compte des observations faites devant la Commission.

21. M. Al-Khudhairy demande instamment aux pays développés d'accroître leurs contributions à l'UNITAR. La délégation irakienne relève avec satisfaction les efforts déployés par le Directeur général en vue de maintenir au minimum les frais d'administration et d'entretien, et reconnaît qu'au-dessous d'un certain niveau l'Institut ne pourrait fonctionner efficacement. Elle est également satisfaite de voir que l'Institut s'est engagé à consacrer toutes contributions supplémentaires éventuelles à la recherche et aux études plutôt qu'aux dépenses d'administration. L'Institut ne peut bien s'acquitter des tâches qui lui incombent que s'il reçoit une aide financière accrue. M. Al-Khudhairy remercie les pays qui ont annoncé leur intention de contribuer pour la première fois à l'UNITAR et ceux qui ont augmenté leurs contributions. Il convient de mentionner tout spécialement la contribution de l'Association suédoise de développement international. L'Irak a annoncé une contribution de 10 000 dollars à l'UNITAR pour 1974.

22. Enfin, la délégation irakienne annonce qu'elle désire se joindre aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1291.

23. M. KOROMA (Sierra Leone) félicite chaleureusement le Directeur général de l'excellent travail qu'il accomplit. La délégation sierra-léonienne prend acte avec la plus vive satisfaction des divers programmes de formation et de recherche entrepris par l'Institut et attache une importance particulière aux études sur la nature de l'assistance et le transfert des techniques aux pays en voie de développement. Les conclusions de l'Institut dans ce domaine seront extrêmement précieuses car elles contribueront à orienter les activités d'organes tels que le Comité sur l'application de la science et de la technique au développement et le Groupe de personnalités chargé d'étudier les effets des sociétés multinationales sur le développement et sur les relations internationales. Le

fait que l'Institut coopère avec 350 universités et instituts de recherche du monde entier prouve incontestablement l'accroissement de ses activités, ce dont la délégation sierra-léonienne ne peut que se féliciter. Elle espère que les initiatives prises à propos de la création d'une université des Nations Unies et d'une école des cadres donneront les résultats escomptés.

24. Enfin, M. Koroma se rallie à l'opinion du Directeur général selon laquelle l'UNITAR ne peut accomplir sa tâche avec efficacité que si l'appui financier de tous les Membres des Nations Unies est maintenu.

25. M. EVANS (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation se félicite de l'intention du Conseil d'administration récemment élargi et du Directeur général d'entreprendre un examen complet des priorités de l'UNITAR en 1974. Etant donné la variété des problèmes dont est saisi l'UNITAR et le fait que ce dernier dispose d'un personnel et de ressources financières limités, le Directeur général devrait entreprendre cet examen périodiquement. Il est tout à fait indiqué de consolider le programme de travail de l'UNITAR et de le faire porter sur quelques sujets déterminés. Les études effectuées par l'Institut dans le domaine du règlement pacifique des différends sont particulièrement utiles et devraient renforcer l'aptitude des Nations Unies à remplir leur rôle dans le maintien de la paix. Les avant-projets d'études sur les moyens de susciter la confiance, auxquels les réunions préparatoires, à Helsinki en novembre 1972, de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ont servi de stimulant, et sur les moyens de régler les différends entre Etats dans le domaine des ressources naturelles et de l'environnement autorisent de grands espoirs.

26. La délégation des Etats-Unis a étudié avec attention les travaux préliminaires entrepris par l'UNITAR au sujet du projet sur le futur et attend avec intérêt les premières études mises en route pour définir les activités à venir. Il est entendu pour cette délégation qu'il faudra connaître clairement le rôle revenant à l'Institut parmi les nombreux établissements internationaux de formation et de recherche qui opèrent déjà dans ce domaine, et disposer de fonds spécialement fournis par des fondations ou des gouvernements, avant d'envisager de développer de façon significative les activités en la matière, qui exigent la collaboration d'experts hautement compétents et dotés des moyens nécessaires.

27. Il est bon que l'UNITAR examine des problèmes, trouve des solutions possibles puis passe à d'autres domaines de recherche intéressants.

28. Le Gouvernement des Etats-Unis a toujours appuyé l'idée de fournir une formation sur place au personnel de niveau moyen et supérieur des secrétariats de l'ONU et des institutions spécialisées, et il se félicite de voir qu'on va commencer à donner une formation de ce genre, non pas dans un établissement distinct, mais bien dans un service de l'UNITAR doté d'un personnel relativement réduit. La délégation des Etats-Unis espère que le PNUD, l'ONU et les autres organismes aideront à financer cette activité, étant entendu que l'Institut se chargera de couvrir une part appréciable des dépenses par prélèvement sur le fonds général.

29. La délégation des Etats-Unis voit avec satisfaction le rôle envisagé pour l'UNITAR dans la création d'une université des Nations Unies, mais elle estime que l'actuel projet de charte n'assigne pas de rôle bien défini à l'Institut. Les rapports entre ce dernier et l'université doivent être définis explicitement, et les chevauchements et doubles emplois doivent être évités. L'UNITAR s'écarterait considérablement de son rôle d'organisme de recherche s'il se lançait dans des activités ayant trait aux communications, comme prévu aux paragraphes 88 et 89 du rapport (A/9014), et il pourrait empiéter sur le domaine de compétence du Service de l'information et de l'UNESCO dans la mesure où ces activités auraient trait à l'information et à l'éducation.

30. La délégation des Etats-Unis approuve la suggestion du Directeur général tendant à ce que chaque gouvernement s'interroge pour savoir si l'utilité actuelle et potentielle de l'UNITAR justifie une contribution financière. Le Gouvernement des Etats-Unis verse tous les ans une contribution à l'Institut depuis sa création et des fondations américaines privées ont fourni un appui généreux.

31. Enfin, la délégation des Etats-Unis appuiera le projet de résolution, tel qu'il a été oralement révisé; elle espère qu'il sera adopté par consensus et appliqué avec la célérité voulue.

32. M. GATES (Nouvelle-Zélande) dit que l'appui de l'Australie à l'Institut se traduit par des contributions régulières. La délégation australienne approuve le projet de résolution dont la Commission est saisie et souhaiterait en devenir coauteur.

33. Il ressort du rapport que l'UNITAR a fait de nombreuses recherches originales sur les activités de l'ONU, mais les activités de formation et de recherche doivent être consolidées. L'expansion des activités implique des ressources supplémentaires et la délégation néo-zélandaise espère que les gouvernements et les divers organismes fourniront les fonds voulus.

34. M. Gates se félicite de voir que des personnes venant des Iles du Pacifique ont pu suivre des cours de formation et pense qu'il faut déployer d'inlassables efforts pour faciliter la participation de fonctionnaires des petits pays et des pays en voie de développement, qui peuvent en retirer le maximum de profit.

35. La commission sur le futur a déjà élaboré un programme de travail et a choisi les sujets dont l'étude enrichira considérablement la masse des connaissances sur les questions fondamentales concernant le futur.

36. En ce qui concerne les restrictions financières qui limitent les activités de l'UNITAR, il serait utile que le Directeur général fasse figurer dans les rapports ultérieurs un bref état récapitulatif des dépenses annuelles dans les principaux domaines d'activité, afin de donner une idée claire du type de contrainte auquel se heurte l'Institut.

37. M. AL-EBRAHIM (Koweït) approuve l'étude détaillée des travaux du Conseil économique et social et du Conseil de sécurité. Il se félicite de l'étude initiale sur la coordination entre l'ONU et les institutions spécialisées et entre les organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales régionales. Près de 80 p. 100 du budget de l'ONU sont affectés aux activités économiques et sociales dont certaines donnent lieu à un gaspillage d'efforts, et une étude ap-

profondie permettrait non seulement de réaliser des économies, mais aussi d'accroître la confiance dans la compétence administrative de l'ONU.

38. La formation mérite d'être appuyée, dans le cadre de l'effort de développement, de même que les cours de formation du genre de l'école des cadres, destinés aux fonctionnaires internationaux, à condition qu'ils soient bien préparés.

39. Dans le domaine du droit international, l'UNITAR joue un rôle unique en offrant des cours, des bourses d'études et des séminaires d'un type qui lui est propre. Les cours spécialisés destinés aux membres des missions permanentes doivent être en rapport avec le processus de développement, qui est l'un des principaux sujets de préoccupation de la Deuxième Commission. Les cours de trois jours auxquels assistent les nouveaux membres des délégations sont utiles tant aux participants eux-mêmes qu'aux missions qui devraient sans cela organiser leurs propres cours.

40. Les études que publie l'UNITAR ne sont utiles que dans la mesure où elles existent, non pas dans une seule langue officielle, mais bien dans le plus grand nombre de langues officielles et autres possible. Ces études devraient déboucher sur l'adoption de mesures, surtout lorsqu'elles intéressent les pays jeunes en voie de développement.

41. Etant donné la rapidité du progrès technique, il conviendrait d'examiner les principales tendances qui peuvent avoir des incidences sur la vie, ainsi que la façon dont les organismes des Nations Unies pourraient réagir. A ce propos, le projet sur le futur est très opportun mais tous les projets doivent tenir compte des perspectives d'avenir.

42. Satisfaite des progrès accomplis par l'Institut, la délégation du Koweït s'est jointe aux auteurs du projet de résolution dont la Commission est saisie (A/C.2/L.1291).

43. M. MUELLER (Autriche) se félicite des efforts déployés par l'Institut pour s'attacher davantage au rôle des moyens d'information des masses, au renforcement des activités de formation, notamment des cours de niveau intermédiaire à l'intention des diplomates, ainsi qu'aux dispositions à prendre pour organiser ces cours au sein de l'UNITAR, étant donné qu'il n'est pas possible de créer l'école des cadres pour le moment.

44. Dans le cadre de la coopération de l'Autriche avec l'Institut, le Gouvernement autrichien a l'intention de prendre à sa charge les frais de détachement d'un expert en administration auprès de l'Institut. Pendant plusieurs années, l'Institut a organisé son Colloque destiné aux fonctionnaires de rang élevé des Nations Unies en Autriche, et la délégation autrichienne constate avec satisfaction que l'étude sur la situation des femmes aux Nations Unies découlant du Colloque de 1972 est l'un des principaux rapports pour la période examinée. L'Autriche est prête à remettre le château de Hernstein, près de Vienne, à la disposition de l'UNITAR si celui-ci organise à nouveau des séminaires analogues; d'ailleurs, les préparatifs du prochain colloque de l'UNITAR, qui doit avoir lieu en juin 1974, sont déjà en cours.

45. La délégation autrichienne s'intéresse vivement aux travaux préliminaires en vue de la création d'une commission sur le futur, avec adoption d'un pro-

gramme de travail, ainsi qu'à la coopération de l'UNITAR avec d'autres organisations, en ce qui concerne les activités de recherche, de formation et de planification de l'ONU, et avec un nombre croissant d'universités et d'établissements scientifiques du monde entier.

46. M. Mueller est heureux d'annoncer que le Gouvernement autrichien augmentera à nouveau sa contribution à l'UNITAR pour 1974 et que sa délégation appuie le projet de résolution dont la Commission est saisie.

47. M. HAQ (Pakistan) déclare qu'il n'apparaît pas clairement, dans le rapport, quel sera le mandat de la commission sur le futur, étant donné que les indications données au paragraphe 27 sont trop vagues. En outre, on souhaiterait avoir des précisions supplémentaires quant à la sélection, à l'élection, à la désignation ou à la nomination des 20 personnes appelées à constituer la commission.

48. M. Haq note avec satisfaction que l'Institut a élargi ses activités dans les domaines de la décolonisation et du développement économique.

49. Dans sa déclaration, le Directeur général a parlé de l'association entre l'UNITAR et l'université des Nations Unies et a exprimé la crainte que le financement de l'Institut n'ait à souffrir de la réalisation de ce projet. Si cette crainte est engendrée par l'appréhension d'un conflit d'intérêt entre l'université et l'UNITAR ou d'une répétition inutile des efforts, il faut espérer que cette appréhension se révélera sans fondement. L'UNITAR et les autres organismes devraient en effet pouvoir coordonner leurs travaux de manière qu'ils se complètent.

50. En ce qui concerne l'école des cadres, l'exécution de ce projet a été différée à la suite de l'examen de la question par l'Assemblée générale et par le Conseil d'administration du PNUD, mais M. Haq exprime l'espoir qu'elle n'en a pas pour autant été abandonnée. Selon le paragraphe 24 du rapport le Conseil d'administration du PNUD a décidé de verser une contribution de 50 000 dollars au titre du projet à condition, notamment, qu'un rapport sur la participation du PNUD à son exécution lui soit soumis à l'une de ses sessions; mais, selon le Directeur général, le projet ne pourra être qu'expérimental en raison de l'insuffisance des ressources.

51. Le représentant du Pakistan fait observer que le chapitre IV, qui traite de l'administration et des finances, ne donne que des renseignements succincts sur les questions financières et il exprime l'espoir que les rapports ultérieurs contiendront plus de détails sur les pourcentages que représentent les dépenses engagées au titre du programme et les dépenses d'administration.

52. M. Haq observe que l'on a procédé à des changements de structure pour ce qui intéresse la diffusion de l'information et les publications; il devrait être possible de faire connaître à un public plus vaste les publications de l'UNITAR en les faisant paraître au moins dans les cinq langues officielles. Il est indispensable que les publications de l'UNITAR puissent atteindre les régions où elles sont susceptibles d'avoir les plus grands effets. Pour atteindre cet objectif, on pourrait aussi améliorer les méthodes de diffusion; par exemple, les rapports relatifs à des questions auxquelles l'Assemblée générale et d'autres organes portent un vif

intérêt pourraient être inscrits sur la liste officielle des documents publiés au titre de l'examen de ces questions.

53. En conclusion, la délégation du Pakistan indique qu'elle appuiera le projet de résolution dont la Commission est saisie.

54. M. CHRISTOFOROU (Chypre) estime que, par ses travaux, l'UNITAR fournit une contribution qui est d'importance capitale pour la communauté internationale. L'expérience acquise par l'Institut dans un grand nombre de domaines très variés est appelée à faciliter l'établissement d'une compréhension plus large au sein des organismes des Nations Unies et à contribuer à l'efficacité de l'université des Nations Unies, dont la création est envisagée.

55. Chypre doit une profonde gratitude à l'UNITAR pour avoir donné à un certain nombre de Chypriotes la possibilité de participer à ses cours et à ses séminaires.

56. La délégation chypriote appuie le projet de résolution présenté à la Commission.

57. M. CHAKRAVARTY (Inde) déclare que l'Inde s'est vivement intéressée aux activités de l'UNITAR dès la création de cet organisme et qu'elle a déjà coopéré à l'exécution de divers projets. L'Inde appuie l'UNITAR dans toute la mesure de ses possibilités et elle espère qu'un nombre plus grand de gouvernements fourniront à celui-ci des contributions aussi bien que leur appui.

58. Pour ce qui est des programmes futurs de recherche, l'UNITAR devrait s'occuper principalement des problèmes qui se posent sur le plan pratique et qui présentent de l'importance dans l'immédiat. L'Institut ne devrait pas essayer de trop entreprendre, il ne devrait pas se borner à entreprendre des études de caractère essentiellement abstrait et ses activités ne devraient pas faire double emploi avec celles des institutions spécialisées. Il devrait adapter ses travaux aux besoins des organismes des Nations Unies et à ceux des Etats Membres. Il ne devrait pas se borner à être un simple institut de recherche, mais il devrait tendre à devenir un institut d'un caractère particulier dont les activités intéressent l'ensemble du système des Nations Unies et les institutions spécialisées et traitent des problèmes internationaux qui ont un caractère urgent et une portée mondiale. Il devrait maintenir des relations étroites avec les autres organes et organismes des Nations Unies de manière que soient assurées la coopération et la coordination voulues. Le cas échéant, il devrait pouvoir formuler des critiques judicieuses qui soient de nature à améliorer le système des Nations Unies.

59. Rappelant qu'à la vingt-septième session la délégation indienne avait appuyé la proposition tendant à créer une école des cadres, M. Chakravarty exprime la déception éprouvée par cette délégation du fait que la décision concernant ce projet a été remise à plus tard en attendant que des renseignements complémentaires aient été rassemblés. Etant donné que le personnel de l'Organisation des Nations Unies et des organismes apparentés est composé de personnes qui viennent de tous les pays du monde et ont les traditions, les compétence et l'expérience les plus diverses, il y aurait intérêt à donner aux fonctionnaires internationaux la possibilité de suivre des cours de formation de base et des cours de perfectionnement d'une qualité

supérieure. L'efficacité du personnel et l'efficacité du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble ne pourraient qu'y gagner.

60. Le projet de création d'une université des Nations Unies a fait quelques progrès; le Directeur général de l'UNITAR était représenté aux réunions du Comité fondateur et il est appelé à figurer à qualité parmi les membres du Conseil de l'université. Il faut espérer que l'UNITAR et l'université établiront une étroite collaboration entre eux et que l'Institut pourra utiliser les locaux et services de l'université.

61. Durant la période considérée, l'Institut a publié huit études, portant ainsi à 43 le nombre total de ses publications et, dans le cadre de son plan quinquennal, l'exécution de plusieurs projets de recherche a déjà été menée à bien ou le sera bientôt. Ce sont les pays en voie de développement qui peuvent tirer le plus grand parti de ces études et une amélioration des méthodes en matière d'information et communications serait de nature à favoriser les activités de l'UNITAR.

62. La délégation indienne approuve la décision du Conseil d'administration de l'UNITAR d'entreprendre un programme pour examiner les grandes tendances et les principaux événements internationaux pouvant avoir des incidences sur l'avenir de l'humanité et pouvant justifier une réaction de la part des organismes des Nations Unies. En effet, tout programme de cette nature peut beaucoup faciliter l'adoption des décisions dans tous les pays.

63. M. Chakravarty note avec satisfaction que des arrangements appropriés en matière de personnel sont à l'étude pour ce qui est du projet sur le futur; à son avis, il est en effet très important que l'UNITAR étudie, entre autres choses, le rôle futur de l'ONU et des organisations internationales et divers aspects de la technologie.

64. Les publications de l'UNITAR relatives au règlement pacifique des différends fournissent des détails sur les diverses procédures qui peuvent être employées. Il y aurait intérêt à étudier le rôle que l'Organisation des Nations Unies peut jouer dans l'ouverture de négociations directes entre des parties; l'étude qui sera prochainement publiée se révélera certainement utile à l'ONU et aux autres organisations qui s'intéressent au règlement des différends.

65. L'UNITAR s'intéresse également à la question des motivations et des facteurs qui poussent les spécialistes des pays en voie de développement ayant fait des études à l'étranger à émigrer ou au contraire à retourner dans leur pays; M. Chakravarty exprime l'espoir que l'étude sur l'exode des compétences sera bientôt terminée, car elle présente un grand intérêt pour tous les pays en voie de développement et peut-être, dans une certaine mesure, pour les pays développés.

66. La Conférence des Nations Unies sur l'environnement, en juin 1972, a mis en lumière la nécessité de former, dans le cas des pays en voie de développement, un personnel capable d'évaluer les incidences du développement industriel sur l'environnement. L'UNITAR a déjà entrepris des travaux préparatoires en vue de la production de documents et de l'élaboration de programmes de formation; ces travaux préparatoires comprennent une enquête sur les cours de formation existants en matière d'hygiène du milieu.

67. Les programmes de recherche relatifs au transfert des techniques, en particulier des techniques intermédiaires adaptées aux besoins propres des pays en voie de développement, méritent de retenir l'attention de l'UNITAR du fait que, pour ces pays, c'est là une question d'importance primordiale.

68. M. Chakravarty remarque avec satisfaction que l'UNITAR s'est efforcé d'améliorer ses services chargés des relations avec les Etats Membres, les organisations intéressées et les milieux universitaires du monde entier, et qu'il a entrepris l'établissement d'une publication qui mettra l'accent sur les incidences des techniques spatiales pour les pays en voie de développement. De nombreux pays en voie de développement ne saisissent pas encore très bien les avantages qu'ils pourraient tirer de ces techniques, en particulier des techniques de la télédétection; l'UNITAR comblerait donc une lacune sérieuse en la matière.

69. La délégation indienne s'inquiète quelque peu de constater que les dépenses d'administration n'ont cessé d'augmenter par comparaison avec les montants consacrés aux programmes de recherche et de formation, ce qui se traduit, ainsi que le Comité des commissaires aux comptes l'a souligné dans son rapport³, par une diminution du pourcentage des ressources affectées aux activités au titre du programme proprement dit; il faut espérer qu'il sera remédié à cette situation.

70. L'UNITAR peut être félicité pour les travaux qu'il accomplit sous la direction très compétente de son Directeur général; aussi la délégation indienne appuiera-t-elle le projet de résolution A/C.2/L.1291, tel qu'il a été révisé oralement.

71. M. MADEY (Yougoslavie) note que l'UNITAR a prouvé que certaines initiatives pouvaient être très efficaces en dépit de ressources modestes. Le rapport du Directeur général (A/9014) donne des renseignements circonstanciés sur les activités en cours ou menées à terme, et un grand nombre de publications, de cours et de séminaires ont permis de mieux connaître la nature exacte du système des Nations Unies et des relations internationales. De nombreuses publications ont traité des problèmes économiques, en particulier de ceux des pays en voie de développement, et elles se révéleront précieuses pour résoudre les difficultés pratiques.

72. Vu les problèmes financiers de l'UNITAR, la délégation yougoslave espère que l'appel lancé par le Conseil d'administration et dans le projet de résolution dont la Commission est saisie — projet que sa délégation appuie — sera accueilli favorablement, ce qui permettra à l'Institut d'exécuter son programme actuel et de fonder ses travaux futurs sur des bases solides.

73. L'efficacité de l'Organisation des Nations Unies est renforcée par les travaux de l'UNITAR sur la structure, le fonctionnement et les procédures de l'Organisation ainsi que sur les difficultés que comporte la mise en œuvre de ses décisions et de ses résolutions. Le représentant de la Yougoslavie espère que le rôle de l'UNITAR pourra être défini à la lumière du rapport du Groupe de travail sur la charte de l'université des Nations Unies et compte tenu de la résolution 2951 (XXVII) de l'Assemblée générale.

³ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 7D, chap. IV, par. 8 à 10.

74. M. FASLA (Algérie) regrette les difficultés financières de l'UNITAR, organisme qui revêt une grande importance pour son pays. Les travaux de l'Institut portent à la fois sur la formation et la recherche, mais il ne faut pas insister sur celle-ci au détriment de celle-là, qui est indispensable pour la constitution de cadres dans les pays en voie de développement. A cet égard, M. Fasla estime qu'il faudrait choisir les participants aux séminaires selon une répartition géographique plus équitable et il serait peut-être utile à cette fin de modifier les modalités de sélection.

75. Deux questions inscrites au programme de travail de l'UNITAR sont au centre des préoccupations de l'ensemble de la communauté internationale, à savoir le transfert des techniques et l'exode des compétences vers les pays développés. Pour que la lecture des publications qui traitent de questions de grande portée soit véritablement profitable, il faut que ces publications ne paraissent pas qu'en une seule langue officielle et, si possible, qu'elles soient traduites en arabe.

76. La délégation algérienne se félicite des études qui ont été effectuées sur les orientations politiques contemporaines et souhaiterait qu'une étude soit faite sur la doctrine du non-alignement et sa contribution à la paix mondiale.

77. En ce qui concerne l'augmentation des dépenses administratives, M. Fasla exprime l'espoir que les frais généraux n'augmenteront pas et que l'appel lancé en vue d'obtenir des contributions plus substantielles sera entendu.

78. La délégation algérienne appuie le projet de résolution dont la Commission est saisie.

79. M. BRITO (Brésil) rappelle que, pendant la vingt-septième session, sa délégation a laissé entendre que l'Organisation des Nations Unies pourrait tirer profit d'une réévaluation de ses activités et de ses structures, fondée sur une étude globale. L'objectif devrait être de mettre en place un cadre théorique et opérationnel pour l'Organisation en vue de réaliser une paix durable grâce à un rythme satisfaisant de développement économique à l'échelle mondiale et concurremment avec ce développement. Cette notion est étroitement liée au principe de la sécurité économique collective tel qu'il a été défini par le Président du Conseil économique et social en particulier à la 1517ème séance (par. 16) de la Commission. L'UNITAR aurait un rôle important à jouer à condition qu'il veuille à ce que ses activités de recherche et de formation aillent de pair et restent en contact avec l'évolution rapide du monde moderne.

80. M. Brito fait observer que la structure du rapport actuel (A/9014) fait moins ressortir le fonctionnement de l'Institut que les objectifs de ses travaux et il est heureux de constater que l'attitude nouvelle et plus critique que l'UNITAR adopte à l'égard de ses propres activités apparaît clairement dans ce rapport, en particulier aux paragraphes 14 et 15. Il est manifeste que l'UNITAR doit continuer à mettre l'accent sur la recherche de procédures et de méthodes de travail dans le cadre du système des Nations Unies, et à étudier les questions économiques et sociales de façon à garantir que les activités du système soient conformes aux réalités nouvelles et aux exigences du développement. Toutefois, des études comme celle qui porte sur la condition de la femme à l'Organisation des Nations

Unies ne devraient être considérées que comme des tâches temporaires. Il faut choisir les priorités avec soin en raison des ressources limitées de l'Institut. Il n'est que trop fréquent que des travaux de base utiles réalisés par des chercheurs individuels ne soient pas suivis des analyses systématiques nécessaires. Dans d'autres cas, les résultats des activités de l'UNITAR semblent refléter les vœux d'une partie seulement de la communauté internationale alors que l'Institut doit tenir compte des objectifs globaux de celle-ci tels qu'ils sont définis par les organes politiques du système des Nations Unies.

81. Bien que la délégation brésilienne se félicite de l'appui financier que certains pays donnent à l'UNITAR, elle estime que les programmes de l'Institut ne doivent pas être déterminés par les pays donateurs. Il ne peut y avoir de doute quant à la question de savoir si les séminaires relatifs aux achats internationaux, par exemple, visent à promouvoir les exportations des pays développés ou celles des pays en voie de développement. L'UNITAR ne doit pas oublier le déséquilibre qui affecte les relations commerciales entre le monde développé et le monde sous-développé. L'association de l'UNITAR avec le Club de Rome à propos du projet sur le futur peut également prêter à critique. Le représentant du Brésil rappelle que les vues du Club de Rome sur le développement⁴ n'ont pas seulement été infirmées par des membres de la communauté scientifique mais qu'elles ont également été rejetées par certains Membres de l'Organisation des Nations Unies, notamment des pays en voie de développement.

82. La délégation brésilienne déplore le faible nombre de projets dont l'exécution est prévue dans l'important domaine du développement économique et social, mais elle attend avec intérêt l'étude qui doit être réalisée sur de nouvelles formes d'assistance technique. L'UNITAR ne semble pas encore suffisamment équipé pour traiter de la question complexe que pose l'évaluation de l'effet des projets de développement sur l'environnement.

83. Le chapitre IV du rapport met en évidence le petit nombre de personnes de la catégorie des administrateurs dont dispose l'Institut. Il s'ensuit que l'UNITAR doit avoir recours à un nombre croissant de consultants et de sources d'information de l'extérieur, ce qui réduit son indépendance sur le plan intellectuel. Il est grand temps que l'Institut prenne les premières mesures nécessaires pour devenir le service de recherche dont l'Organisation a tant besoin — service qui serait capable de créer le cadre théorique et opérationnel nécessaire aux activités de l'ONU — et il est heureux que les auteurs du rapport aient conscience de ce qu'il y a à faire dans ce sens. La fusion ultérieure de l'UNITAR et de l'université des Nations Unies pourrait se révéler profitable à l'un comme à l'autre.

84. Mlle BENNATON (Honduras) déclare que la diffusion par l'UNITAR d'études sur les activités de l'Organisation des Nations Unies pourrait faire augmenter les avantages qu'offrent les activités de l'Organisation. Le rôle de catalyseur que jouera

⁴ Donella H. Meadows, Dennis L. Meadows, Jørgen Randers, William W. Behrens III, *The Limits to Growth*, "A report for the Club of Rome's project on the Predicament of Mankind", New American Library, New York, 1972.

l'Institut grâce à sa commission sur le futur pourrait promouvoir un véritable échange d'informations et d'idées qui faciliterait les activités de développement des pays du tiers monde, lesquels ont souvent des difficultés à obtenir des renseignements sur les méthodes qui conviennent pour résoudre leurs problèmes. Les efforts déployés par l'Institut pour mieux diffuser ses publications sont louables; toutefois, il devrait également émettre de brefs communiqués de presse où l'on insisterait sur le rôle positif des organes de l'ONU et qui seraient mis à la disposition de quiconque s'intéresse à l'Organisation.

85. La commission sur le futur devrait non seulement étudier le problème grave de l'exode des compétences, mais également passer soigneusement en revue les mesures que les gouvernements pourraient adopter pour mettre fin à ce processus, qui est particulièrement nuisible pour les pays en voie de développement.

86. La délégation hondurienne note avec satisfaction les études entreprises par l'Institut sur les problèmes de la croissance et sa limitation, comme il est dit au paragraphe 28 du rapport du Directeur général, l'étude de la coordination de l'action économique et sociale au niveau international, en particulier au paragraphe 34, et les efforts de l'Institut en ce qui concerne la documentation des Nations Unies, notamment au paragraphe 39 du rapport. Les cours de formation organisés par l'Institut à l'intention de bibliothécaires et de personnes qui ont besoin de connaître la documentation des Nations Unies rendront des services précieux aux milieux universitaires dans le monde et à l'Organisation des Nations Unies elle-même.

87. Les efforts accomplis par l'Institut pour diffuser des informations sur le règlement pacifique des différends contribueront de façon sensible à l'établissement de la paix et de la sécurité. La délégation hondurienne s'intéresse particulièrement aux rapports entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Etats américains et est heureuse de noter qu'un groupe de diplomates et d'experts est en train d'établir une étude qui sera publiée en anglais et en espagnol. L'étude des besoins touchant l'orientation et la préparation d'experts du développement et le rapport sur les nouvelles formes de coopération technique, décrits aux paragraphes 65 et 66, sont particulièrement intéressants pour les pays en voie de développement.

88. Enfin, la délégation hondurienne rend hommage aux efforts du Directeur général et souhaite que ses travaux continuent à être couronnés de succès.

89. M. RANKIN (Canada) se félicite du rapport très complet présenté par le Directeur général, qui devrait maintenant être en mesure d'organiser de la façon la plus efficace possible les ressources et le personnel très compétent dont il dispose. Le Canada, qui a renouvelé récemment la contribution de 60 000 dollars des Etats-Unis versée par lui à l'UNITAR en 1972, partage l'espoir que l'Institut sera en mesure de rationaliser ses programmes et ses objectifs en fonction de l'évolution de la situation et dans le même sens que d'autres institutions. La délégation canadienne se félicite que l'on prévoie d'élargir les activités de formation en même temps que les activités de recherche et espère qu'elles continueront à recevoir l'importance qu'elles méritent. Elle appuie le projet de résolution A/C.2/L.1291.

90. M. FLEMING (Argentine) appuie les initiatives de l'Institut dans le domaine de la science et de la technique et attend avec intérêt le rapport concernant le séminaire consacré aux nouvelles formes de coopération technique. Il regrette que, dans son rapport, le Directeur général n'ait pas explicitement déclaré que la coopération avec les pays en voie de développement est importante et il appelle l'attention sur le plan d'action économique élaboré à la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés à Alger (5-9 septembre 1973) et sur la résolution 2974 (XXVII) de l'Assemblée générale. Il estime, comme le représentant de l'Algérie, que l'Institut devrait prêter l'attention qui convient au groupe des pays non alignés, étant donné la contribution importante que ces pays peuvent faire à la paix et à la sécurité internationale. La commission sur le futur intéresse vivement la délégation argentine, qui a toutefois des doutes sérieux sur les intentions de certaines des institutions participant à ce projet. Le représentant de l'Argentine veut croire que l'Institut donnera aux pays en voie de développement la possibilité de se faire entendre au même titre que les autres pays, afin d'obtenir un point de vue équilibré sur ce sujet extrêmement important.

91. La délégation argentine se félicite de l'étude entreprise par l'Institut en ce qui concerne l'exode des compétences et elle souhaite vivement que cette étude soit aussi approfondie que possible, considérant combien les pays en voie de développement ont besoin de garder leur personnel qualifié. M. Fleming convient avec le représentant de l'Irak qu'il serait fort utile que l'Institut étudie les raisons pour lesquelles les résolutions de l'ONU ne sont pas appliquées. Il déplore que les pays de l'Amérique latine soient insuffisamment représentés parmi le personnel de l'Institut et s'inquiète des difficultés financières de cet organisme, en formulant l'espoir que ces deux problèmes pourront être résolus rapidement.

92. M. NICOL (Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche) déclare que les observations faites par les membres de la Commission ont été à la fois enrichissantes et encourageantes. Il serait reconnaissant à ceux-ci de bien vouloir communiquer à l'Institut le texte complet de leurs interventions, qui seront soigneusement analysées et aideront l'Institut à établir les priorités.

93. Le Directeur général s'efforcera de fournir séparément par écrit à chaque membre de la Commission une réponse aux questions qui ont été posées. En ce qui concerne le service chargé des relations, il déclare que l'Institut fait tout son possible pour maintenir des contacts avec le Service de l'information et avec l'UNESCO, et pour faire en sorte qu'il n'y ait pas de double emploi dans ce domaine ou dans d'autres domaines. L'étude de l'intégration accrue des sujets traités par les organismes des Nations Unies est l'un des principaux domaines d'activités de l'UNITAR.

94. A la dernière réunion du Comité fondateur de l'université des Nations Unies, le Directeur général a souligné combien il importe de faire paraître les publications des Nations Unies dans d'autres langues, y compris l'arabe et le japonais. Il faut espérer que les Etats Membres fourniront une assistance pour la traduction des documents de l'Institut et un hommage doit être rendu aux efforts du Brésil à cet égard.

95. L'Institut est en relation avec des universités et d'autres institutions de nombreux pays, en particulier de pays en voie de développement, et il tient compte de leurs travaux. De même, si l'UNITAR a pris note du rapport du Club de Rome, il portera aussi l'attention voulue, à propos de son projet sur le futur, aux activités entreprises dans le cadre des systèmes nationaux de formation, en particulier dans les pays en voie de développement. Si le Conseil d'administration a été récemment élargi, c'est essentiellement afin d'y admettre des représentants des pays en voie de développement; la représentation de ces pays à l'UNITAR sera augmentée, mais il est bien naturel que l'Institut profite de la vaste expérience dont disposent les spécialistes des pays développés.

96. Le Directeur général ne voit pas pourquoi il y aurait conflit entre l'UNITAR et l'université des Nations Unies et il espère que ces deux institutions coopéreront étroitement. Les institutions des Nations Unies pourraient apporter beaucoup à l'université et on est en droit d'espérer que le financement de ces institutions ne souffrira pas de la fondation de l'université.

97. Le PRESIDENT suggère que la Commission adopte, sans procéder à un vote, le projet de résolution A/C.2/L.1291, tel qu'il a été oralement révisé.

Le projet de résolution, tel qu'il a été oralement révisé, est adopté.

La séance est levée à 13 h 10.

1537^e séance

Lundi 22 octobre 1973, à 15 h 20.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1537

POINT 48 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (A/9003, chap. XII; A/9016, A/9072, A/C.2/L.1291) :

- a) Rapport du Conseil du développement industriel;
- b) Deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : rapport du Directeur exécutif

1. Le PRESIDENT rappelle, au moment d'entamer l'examen du point 48, que l'Assemblée générale, à sa 2123^{ème} séance plénière, le 21 septembre, a décidé de renvoyer à la Cinquième Commission les parties du rapport présenté au titre de ce point qui traitent de questions administratives et budgétaires (voir A/C.2/279).

2. M. ABDEL-RAHMAN (Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel) déclare que, si en 1972 les dépenses relatives aux activités opérationnelles d'assistance directe de l'ONUDI aux gouvernements membres ont augmenté de plus de 25 p. 100, en revanche, bien que les chiffres définitifs pour 1973 ne soient pas encore connus, il est certain que l'augmentation des activités opérationnelles de l'ONUDI pour cette dernière année sera très limitée. Néanmoins, l'ONUDI s'attend que le PNUD lui confie 10 p. 100 environ de l'ensemble de ses projets entrant dans le cadre de la programmation par pays, contre 5 p. 100 antérieurement. Pour un certain nombre de raisons, l'exécution de ce vaste programme a subi des retards et l'ONUDI doit donc s'attendre à une tâche accrue au cours des prochaines années. Cette observation est d'une importance cruciale pour l'examen des ressources et de la capacité futures de cet organisme.

3. Commentant le rapport du Conseil du développement industriel (CDI) sur les travaux de sa septième session (A/9016), le Directeur exécutif fait

remarquer que le CDI a approuvé le programme et le projet de budget pour 1974-1975 mais a noté que ce dernier ne suffirait pas à couvrir le coût des programmes de la période biennale. Il a également approuvé le plan à moyen terme pour 1974-1977, en faisant savoir que ce plan pourrait être modifié suivant l'évolution des besoins des pays en voie de développement et en fonction de la mise au point d'une stratégie de l'ONUDI et de la structure fonctionnelle de l'organisation.

4. Le CDI a également formulé des recommandations sur l'augmentation du programme ordinaire d'assistance technique dans le domaine de l'industrie et sur l'accroissement du nombre de conseillers hors siège. Le CDI a également prié l'Assemblée générale d'étudier la procédure de présentation du programme et du budget de l'ONUDI, la création d'un fonds des Nations Unies pour le développement industriel et la possibilité d'accorder à l'ONUDI une autonomie accrue pour certaines questions administratives.

5. Le CDI a accordé une importance considérable à la coopération entre pays en voie de développement dans le domaine de l'industrie et recommandé un certain nombre de mesures prioritaires à ce sujet dans sa résolution 36 (VII) [voir A/9016, annexe II]. Le PNUD est également saisi de la même question et, en attendant le résultat des consultations entre l'ONUDI et l'Administrateur du PNUD, l'ONUDI a déjà convenu avec le PNUD d'encourager la coopération directe entre pays en voie de développement et de financer, sur une échelle très réduite, des projets de coopération industrielle directe à l'aide des fonds du programme des Services industriels spéciaux (SIS) ou de ceux de la programmation par pays. D'autre part, l'ONUDI contribue directement à des projets de ce genre. Ce programme coïncide avec les recommandations générales formulées par les pays non alignés, lors de la Conférence des ministres des affaires étrangères à Georgetown en août 1972 et de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement à Alger en septembre 1973.

6. Le CDI s'est intéressé également aux programmes prioritaires à l'intention des pays les moins avancés, qui ont fait l'objet de ses résolutions 31 (VI)¹ en 1972 et 37 (VII) [voir A/9016, annexe II] en 1973. En coopération avec les organismes régionaux intéressés, l'ONUDI poursuit l'exécution d'un programme d'action dans les pays les moins avancés à l'aide de fonds fournis par le PNUD et en accordant en priorité à ces pays des fonds provenant des contributions volontaires qui lui sont versées; le troisième séminaire régional consacré aux activités opérationnelles en faveur des pays en question a eu lieu à Addis-Abeba du 29 janvier au 8 février 1973 et une réunion analogue est prévue pour 1974 en Asie. L'ONUDI envisage également de fournir une aide spéciale aux pays de la région soudano-sahélienne et s'intéresse particulièrement aux besoins des petits pays et des pays sans littoral.

7. La deuxième Conférence générale de l'ONUDI doit avoir lieu en mars 1975. La question a été soigneusement examinée par le CDI qui a recommandé d'accepter l'invitation du Gouvernement péruvien à tenir la Conférence à Lima. M. Abdel-Rahman rappelle que, dans sa résolution 2952 (XXVII), l'Assemblée générale a chargé le Conseil du développement industriel et son Comité permanent de remplir les fonctions de comité préparatoire de la Conférence. Le Groupe d'experts de haut niveau sur la stratégie à long terme de l'ONUDI, créé en application de la résolution 2823 (XXVI) de l'Assemblée générale, a terminé ses travaux et présenté son rapport à la septième session du CDI (voir A/9016, chap. IV); l'examen du rapport par celui-ci a abouti à l'adoption de la résolution 38 (VII) [voir A/9016, annexe II], dans laquelle le Conseil "note avec satisfaction les recommandations qui figurent dans ledit rapport et estime qu'elles constituent une étape utile dans la formulation d'une stratégie à long terme pour l'ONUDI". Le CDI a également décidé de transmettre le rapport à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-huitième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social. Entre-temps, il a décidé de créer un comité spécial chargé de deux tâches principales : la première est liée à l'application des recommandations du Groupe d'experts et la deuxième consiste à aider le CDI à préciser la formulation de la stratégie à long terme de l'ONUDI. La première session de ce comité a eu lieu en juillet 1973 et il doit se réunir à nouveau en décembre et faire rapport au CDI lors de sa huitième session, qui doit avoir lieu du 2 au 14 mai 1974.

8. Il n'est certes pas facile de mettre au point une stratégie d'industrialisation à long terme. L'histoire de l'ONUDI montre clairement les difficultés que rencontre toute action internationale dans le domaine de l'industrie. Pourtant, les activités de l'ONUDI se sont considérablement développées. Bien qu'en chiffres absolus ses ressources soient fort réduites, ses programmes retiennent néanmoins l'attention des gouvernements qui cherchent à promouvoir le développement industriel de leur pays. D'autre part, dans l'exécution de sa tâche, l'ONUDI a établi des relations de coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, avec des institutions gouvernementales du monde entier et avec un grand nombre d'organisations non gouvernementales s'intéressant à l'industrie.

9. Bien que pratiquement tout reste à faire, les premiers efforts de l'ONUDI ont suscité un intérêt très vif pour les problèmes sous-jacents de l'industrie. Cet intérêt a conduit à revoir et à préciser la stratégie et les méthodes de l'ONUDI. C'est à cette fin qu'a été créé le Groupe d'experts de haut niveau. Le processus qui vient d'être mis en route doit être considéré comme un processus permanent qui sera enrichi par l'expérience acquise dans l'application des programmes.

10. Le programme opérationnel actuel de l'ONUDI comporte environ 1 900 projets distincts dont l'exécution a été demandée par plus de 100 pays en voie de développement. Jusqu'à maintenant, l'ONUDI et le CDI s'attaquaient aux problèmes particuliers qui se posaient dans le cadre de chaque projet. Le contexte de ces problèmes, qui, en règle générale, devrait orienter la stratégie et la politique d'industrialisation, n'a pas reçu une attention suffisante. C'est pourquoi le Groupe d'experts de haut niveau a en premier lieu recommandé que l'examen des politiques et des stratégies soit l'objet d'une attention accrue et que l'ONUDI ne se contente pas de fournir des avis portant sur des projets particuliers mais également sur les stratégies générales, les tendances mondiales et les facteurs extérieurs et intérieurs interdépendants qui président aux décisions dans le domaine de l'industrie.

11. Mais il faut prendre bien soin de distinguer trois aspects : la situation des pays en voie de développement en ce qui concerne l'industrialisation; la situation des pays avancés; et la définition du rôle que devraient jouer les organisations internationales telles que l'ONUDI.

12. M. Abdel-Rahman s'est toujours abstenu, jusqu'à maintenant, d'évoquer ces questions devant la Commission ou devant le CDI, non pas parce qu'elles ne lui paraissent pas importantes mais parce que le budget de l'ONUDI l'empêchait de contribuer à des tâches telles que l'étude des incidences à vaste échelle de la coopération internationale dans ces domaines importants. Or, pour la première fois, le Comité permanent du CDI examinera lors de sa troisième session (3-10 décembre) un document technique et politique de l'ONUDI, à savoir le volume V de l'*Etude du développement industriel*². Dans sa première partie, ce volume résume les tendances et les problèmes de l'industrialisation des pays en voie de développement au cours de la première et de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Dans la deuxième partie, on examine l'évolution des structures dans le processus d'industrialisation, et cela pour différents secteurs de l'industrie. On s'abstient dans ce document de formuler des conclusions subjectives et on laisse le soin aux gouvernements intéressés d'identifier eux-mêmes leurs politiques. L'examen attentif par le CDI des questions qui y sont posées pourrait faire partie de la documentation de base pour l'examen et l'évaluation de l'industrialisation pendant la deuxième Décennie.

13. Par ailleurs, en prévision de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, le CDI présente à la Deuxième Commission, pour examen, un ordre du jour provisoire (voir A/9016, par. 67) où sont explicitement inscrits les problèmes fondamentaux de l'industrialisation des pays en voie de développement. Il conviendrait d'accorder à ces problèmes une attention accrue au cours de l'année qui vient.

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 16*, annexe II.

² Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.B.9.

14. A ce propos, M. Abdel-Rahman voudrait faire quelques remarques. Tout d'abord, l'industrie moderne est presque entièrement aux mains des pays avancés. En effet, depuis 15 ans, la part des pays en voie de développement dans la production industrielle est restée à un niveau voisin de 6 p. 100 malgré un taux de croissance interne de l'ordre de 6 à 10 p. 100. Les particuliers consomment 50 fois plus dans les pays avancés que dans les pays en voie de développement, et les produits qu'ils demandent exigent pour leur fabrication d'importantes consommations d'énergie et de matières premières, alors que dans les pays en voie de développement les besoins sont différents et, par exemple, la production de l'industrie alimentaire et textile y est plus grande que dans les pays développés. Il est certain, d'autre part, que les questions de population constituent un problème majeur. Il est donc encourageant de voir que l'ONU organisera vraisemblablement en 1974 une conférence mondiale de l'alimentation et que le Congrès mondial de la population aura lieu en août 1974. Cela dit, on commence à ressentir dans le monde en général la nécessité d'une révision complète de l'utilisation de l'énergie, des ressources naturelles ainsi que des ressources qui se renouvellent lentement, notamment celles des forêts et de la pêche. Dans ces domaines, les principaux centres de consommation se trouvent dans les pays avancés, et c'est pourquoi il faudrait envisager de nouvelles méthodes pour réduire la consommation sans porter atteinte aux services essentiels et pour mettre en valeur de nouvelles ressources. Il faudra, en temps voulu, examiner comme il convient les aspects essentiels de ces questions.

15. Les pays en voie de développement sont tributaires des techniques mises au point dans les pays avancés. Ils se voient contraints d'utiliser au mieux ces techniques et de les adapter, si possible, à leurs besoins. Dans la plupart des cas, les pays en voie de développement doivent donc produire des marchandises susceptibles de concurrencer celles des pays développés sur le marché mondial ou des marchandises d'un prix élevé et de faible qualité destinées au marché intérieur. Cette situation est aggravée par le fait que de nouvelles techniques sont sans cesse introduites dans les pays avancés à la suite des investissements dans le domaine de la recherche spatiale et militaire et du fait que le consommateur exige des produits de plus en plus perfectionnés. D'ailleurs, la pollution de l'air et de l'eau et la qualité des peuplements humains, qui intéressent essentiellement les pays avancés, font l'objet d'une attention accrue, tandis que les pays en voie de développement sont davantage préoccupés par les problèmes de la conservation des ressources et de leur utilisation rationnelle. Toutes ces questions sont étroitement liées à l'industrialisation et à la technique, en particulier dans les pays avancés.

16. La situation de l'industrie dans les pays avancés n'est pas sans présenter des problèmes majeurs, tels que les coûts sociaux, l'environnement, l'inflation, la main-d'œuvre étrangère et les investissements. Ces problèmes, et d'autres, font que le développement de l'industrie et de la technique dans les pays avancés, au cours des prochaines décennies, ne sera pas la continuation pure et simple des tendances anciennes; on peut se demander toutefois quelles seront les nouvelles tendances.

17. En examinant côte à côte la situation de l'industrialisation et de la technique dans les pays en voie de développement et dans les pays développés, on note certains faits qui indiquent que les deux situations devraient être combinées pour obtenir une projection rationnelle plus acceptable du développement dans les deux groupes de pays. Peut-être ainsi la division du travail pourra-t-elle se faire de façon plus rationnelle, en associant d'une part la main-d'œuvre abondante et les ressources des pays en voie de développement et d'autre part la technologie et le capital des pays avancés. Mais la division du travail dans la production devra être précédée d'une réorientation de la recherche et de la technique industrielles. En même temps, il faudra faire en sorte d'éviter le chômage et les troubles sociaux dans les pays avancés. A long terme, enfin, l'industrialisation des pays en voie de développement à un rythme nettement plus élevé que le taux actuel donnerait naissance à un nouveau marché considérable pour les produits fabriqués provenant des pays développés.

18. Tel serait l'idéal. Malheureusement, le transfert des capitaux et des techniques s'effectue à un rythme beaucoup trop lent et les pays en voie de développement sont loin derrière les pays avancés dans le domaine de l'industrialisation. Ils ont peu d'espoir de rattraper ces derniers mais, en même temps, ils ne voient pas d'autre solution que des plans partiels d'industrialisation dont, dans de nombreux cas, les avantages n'atteignent pas les masses pauvres.

19. Revenant à des réalités plus immédiates, M. Abdel-Rahman rappelle que l'ONUDI est avant tout une organisation opérationnelle qui aide les pays à s'industrialiser, par l'intermédiaire du PNUD et d'autres organisations financées au moyen de contributions volontaires. Mais ne devrait-elle pas étudier, en coopération avec les autres organismes des Nations Unies, un certain nombre de questions théoriques d'intérêt général qui ont directement trait à l'industrialisation des pays en voie de développement ?

20. Dans les prochains mois, l'ONUDI devra faire face à trois activités importantes : l'examen et l'évaluation des progrès de l'industrialisation au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement; la deuxième Conférence générale en 1975, qui examinera, entre autres, les questions et les problèmes fondamentaux que pose l'industrialisation des pays en voie de développement, y compris les mesures visant à promouvoir la coopération internationale; enfin, la formulation de sa stratégie à long terme. Pour cela, elle devra étudier les questions fondamentales de l'industrialisation et revoir sa propre orientation.

21. M. Abdel-Rahman espère que l'exposé qu'il vient de faire facilitera les travaux dans ces différentes directions.

22. M. DE RIVERO (Pérou) remercie le Directeur exécutif de l'ONUDI pour son exposé fort intéressant et fort complet. Il ressort du rapport du CDI sur les travaux de sa septième session (A/9016) que la conception du rôle que devra jouer l'ONUDI est en pleine évolution. La délégation péruvienne estime que cette organisation traverse actuellement une phase décisive pour son avenir. Les recommandations du Groupe d'experts de haut niveau sur la stratégie à long terme de l'ONUDI et la création du Comité spécial chargé

d'appliquer ces recommandations constituent un pas important.

23. Mais pour préciser les objectifs de l'ONUDI, il est indispensable d'avoir une idée claire du sens et de la portée que revêt le processus d'industrialisation pour les pays du tiers monde. Il faut envisager l'industrialisation des pays en voie de développement dans le cadre d'un ensemble de changements politiques, sociaux et économiques profonds. On ne peut, en effet, laisser le processus d'industrialisation suivre son cours naturel; il faut que l'Etat encourage ce processus, qui doit être conçu comme un des moyens essentiels de lutte contre la domination impérialiste qui pèse sur l'économie des pays en voie de développement.

24. Il faut par conséquent que ces pays assurent eux-mêmes leur propre développement, reprennent en main l'exploitation de leurs ressources naturelles et exercent sur elles une souveraineté permanente et véritable.

25. L'industrialisation doit, d'autre part, mener à une nouvelle répartition du revenu et à une redéfinition des rapports de production préfigurant le modèle social que l'on désire réaliser. C'est pourquoi les pays en voie de développement qui envisagent de s'industrialiser doivent prévoir également une réforme agraire, prendre en main l'exploitation de leurs ressources naturelles, éliminer les monopoles privés, effectuer une réforme en profondeur de l'enseignement, respecter l'écologie et créer de nouveaux rapports de production qui permettent à la majorité des classes marginales d'accéder à la propriété des moyens de production.

26. Si le développement industriel n'est pas conçu dans le cadre de changements sociaux profonds, on n'obtiendra qu'un développement partiel qui satisfera et maintiendra les habitudes de consommation d'une minorité privilégiée ou qui sera destiné en majeure partie au marché international. Une industrialisation de consommation, qui vise à remplacer les importations, soumise aux grandes entreprises et aux sociétés multinationales, serait une industrialisation factice, car elle ne s'accompagnerait pas d'une révolution industrielle; cela serait contraire aux leçons de l'histoire, qui montre que l'industrialisation des pays maintenant industrialisés s'est produite dans un contexte de changements politiques et sociaux considérables, ayant donné naissance à la société industrielle capitaliste puis au mouvement socialiste.

27. C'est ainsi que le Pérou a compris le rôle historique de l'industrialisation et que son développement industriel s'est inscrit dans un processus révolutionnaire dont le but est d'établir une base solide pour un développement autonome ainsi que de donner un vigoureux élan aux nouvelles formes de propriété sociale qui se sont créées dans le pays et sont destinées à transformer profondément la société péruvienne.

28. La deuxième Conférence générale de l'ONUDI sera l'occasion de définir les principes sur lesquels doit reposer l'industrialisation du tiers monde et d'aborder de nouveaux problèmes, tels que le recouvrement et l'utilisation des ressources naturelles, l'environnement et les investissements étrangers, en particulier ceux des grandes entreprises multinationales. La Conférence donnera également l'occasion d'adopter des objectifs nouveaux d'assistance, visant à augmenter l'efficacité de l'ONUDI. L'invitation du Pérou à tenir la deuxième

Conférence générale à Lima a été acceptée par le CID à sa septième session. La délégation péruvienne présente donc, au nom des auteurs auxquels se sont joints l'Italie, l'Inde, la Tunisie et la Bolivie, le projet de résolution A/C.2/L.1292, aux termes duquel la deuxième Conférence générale de l'ONUDI aurait lieu à Lima du 12 au 26 mars 1975. Le Gouvernement péruvien a commencé à préparer cette conférence, qui se tiendrait dans un centre moderne ayant déjà accueilli un certain nombre de conférences internationales. Ce gouvernement prendra à sa charge les dépenses supplémentaires encourues, et le représentant du Pérou souligne en outre que le budget de la Conférence est modeste.

29. M. OUDOVENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) est d'avis que les activités de l'ONUDI sont marquées par un certain nombre d'éléments positifs. Ainsi, il convient de se féliciter de la décision de faire formuler par un Groupe d'experts de haut niveau une stratégie à long terme de cet organisme et de charger un comité spécial d'examiner les recommandations du Groupe d'experts. De l'avis de la délégation ukrainienne, les recommandations du Groupe d'experts pourraient constituer la base des travaux de l'ONUDI dans la mesure où elles n'entraîneraient pas de dépenses ou d'activités supplémentaires. Un deuxième aspect positif des activités de l'ONUDI est la conclusion d'accords entre celle-ci et l'OIT pour l'aide à offrir aux pays les moins avancés en ce qui concerne en particulier l'emploi et l'entretien d'équipement. Ces accords doivent permettre d'utiliser au mieux les ressources disponibles et de supprimer les doubles emplois qui sont malheureusement trop fréquents entre ces deux organisations.

30. Il convient de se féliciter également de ce que l'ONUDI s'intéresse aux ressources financières internes des pays. En effet, les pays en voie de développement ne peuvent dépendre uniquement de sources extérieures de financement et ils doivent s'efforcer de mobiliser leurs ressources nationales. Le représentant de la RSS d'Ukraine ne veut pas minimiser le rôle de l'assistance extérieure, mais il tient à souligner que cette assistance doit être offerte de manière à permettre un développement économique indépendant des pays bénéficiaires. Le rôle de l'ONUDI est donc d'aider les pays en voie de développement à mettre au point des méthodes de financement qui leur soient avantageuses. En outre, afin de profiter au maximum de cette assistance, ces pays doivent procéder à des réformes et supprimer les conditions archaïques qui ralentissent le progrès social; un développement social équilibré permet en effet de créer un marché interne pour les produits de l'industrie. L'expérience de la RSS d'Ukraine montre qu'un développement rapide n'est possible que s'il s'accompagne de changements profonds d'ordre économique et social visant à créer de nouveaux modes de production.

31. Consciente des difficultés du tiers monde, la RSS d'Ukraine lui offre une assistance par des voies bilatérales ou au moyen des contributions qu'elle verse au budget ordinaire de l'ONU. Ainsi, dans le cadre d'accords bilatéraux, elle envoie des experts dans plus de 100 pays en voie de développement et elle assure la formation de spécialistes, en particulier de métallurgistes, dans le cadre de projets financés par les

Nations Unies; plus de 300 spécialistes venant de pays en voie de développement ont ainsi reçu une formation. Un stage de formation sur la soudure électrique a été organisé à Kiev en 1972. La RSS d'Ukraine se propose de poursuivre ces activités, qui sont financées par les contributions qu'elle verse au PNUD et au budget ordinaire de l'ONU et elle espère que le Secrétariat continuera à l'aider à attirer des candidats qui trop souvent ne sont pas au courant des possibilités offertes.

32. L'une des questions les plus importantes qui ait été abordée à la septième session du CDI est celle de l'autonomie administrative et financière de l'ONUDI. Il est normal en effet qu'à mesure que les activités de cet organisme se développent, il adapte ses méthodes de travail. Toutefois, cette adaptation ne doit pas se faire à l'encontre des principes de la Charte des Nations Unies. La délégation ukrainienne ne peut accepter la décision [décision II (VII)] qui a été adoptée sur le sujet sans tenir compte du principe de consensus (voir A/9016, par. 125). Les questions en jeu sont en effet trop graves pour qu'une décision pût être adoptée à la légère; tous les aspects de ces questions n'ont pas été élucidés, en particulier la proposition de créer un fonds des Nations Unies pour le développement industriel. Il semble en fait que l'on cherche non pas tant à augmenter l'autonomie de l'ONUDI dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies qu'à en faire une véritable institution spécialisée; or, les ressources de cette organisation ne s'en trouveraient pas accrues, alors que ses dépenses administratives augmenteraient et elle serait privée d'avantages dont elle jouit actuellement dans le domaine de la coordination. De l'avis de la délégation ukrainienne, pour augmenter l'efficacité de l'ONUDI, il convient d'améliorer la façon dont elle consacre ses ressources aux activités opérationnelles et de diminuer ses dépenses d'administration.

33. Il est regrettable de constater que le principe de la répartition géographique équitable du personnel n'est pas respecté à l'ONUDI et qu'il n'y a pas un seul Ukrainien au secrétariat de cette organisation malgré le nombre de candidats compétents et malgré les protestations réitérées de la RSS d'Ukraine.

34. M. JOSEPH (Australie) se félicite des efforts déployés par l'ONUDI pour améliorer sa coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, étant donné que l'industrie, dans toute l'acception du terme, relève de la compétence de plusieurs institutions. En ce qui concerne l'industrie au sens plus étroit du terme, il semble que nul ne conteste la nécessité de promouvoir le développement industriel dans les pays en voie de développement ni le rôle central que doit jouer l'ONUDI à cet égard; on admet aussi de plus en plus que l'ONUDI devrait chercher avant tout à aider les pays en voie de développement à promouvoir les industries fondées sur des matières premières locales. On reconnaît enfin la nécessité de développer l'industrie dans les secteurs ruraux de façon que la population agricole profite des avantages de l'industrialisation.

35. Commentant le rapport du CDI sur les travaux de sa septième session, le représentant de l'Australie appuie tout d'abord la convocation d'une deuxième Conférence générale, à Lima en mars 1975; l'ordre du jour suggéré paraît à la fois équilibré et complet. Toutefois, le représentant de l'Australie juge que les crédits demandés pour cette conférence sont peut-être un peu insuffisants.

36. Pour ce qui est des recommandations du Groupe d'experts de haut niveau sur la stratégie à long terme de l'ONUDI (voir A/9016, par. 83 à 95), les cinq premières ont été d'une manière générale acceptées par les membres du CDI, mais la sixième, relative à des questions d'organisation et à des questions financières, a provoqué d'importantes divergences de vues. Il s'agit en effet d'une question cruciale. De nombreux pays en voie de développement auraient préféré, au moment où l'ONUDI a été créée, qu'elle soit une institution spécialisée au même titre par exemple que la FAO. Toutefois, les pays développés se sont déclarés opposés à cette idée parce qu'ils s'inquiétaient de la prolifération des organismes des Nations Unies. La décision de l'Assemblée générale de créer l'ONUDI en tant que branche du Secrétariat de l'ONU n'a pas satisfait les pays en voie de développement qui voudraient voir accorder une plus grande autonomie à cet organisme, en particulier dans le domaine financier. Les pays développés souhaitent que l'ONUDI fasse tout d'abord ses preuves, à quoi les pays en voie de développement et, apparemment, le secrétariat de l'ONUDI, rétorquent que cela est impossible tant que l'on n'aura pas supprimé les rapports impraticables de l'ONUDI avec le Secrétariat de l'ONU. Il semble qu'une partie au moins des membres du Groupe d'experts de haut niveau aient partagé cet avis et aient jugé que l'ONUDI ne sera pas en mesure de se libérer de ses contraintes actuelles tant qu'elle n'aura pas une autonomie administrative et financière plus grande et que sa structure ne sera pas adaptée de façon à permettre la mise en œuvre plus efficace d'une stratégie à long terme. L'Australie pour sa part ne prend pas parti, mais elle comprend qu'il lui faudra probablement le faire avant la deuxième Conférence générale. Cette question sera en effet vraisemblablement au centre des discussions à Lima et c'est aussi celle qui absorbera la majeure partie des travaux du Comité spécial établi pour examiner les recommandations du Groupe d'experts.

37. L'autonomie financière limitée de l'ONUDI a eu pour effet d'aggraver les frictions entre cette organisation et le PNUD. En effet, l'ONUDI est chargée de coordonner les activités industrielles entreprises par les organismes des Nations Unies, mais le PNUD a une responsabilité globale en ce qui concerne les activités de développement et c'est lui qui contrôle plus de 80 p. 100 des fonds dont l'ONUDI a besoin pour financer les activités opérationnelles dans le secteur industriel. L'ONUDI n'est pas la seule bien entendu à dépendre du PNUD pour ses ressources opérationnelles mais, à la différence des autres organisations, elle a été créée à un moment où la programmation du PNUD a été modifiée de façon que ce soient les gouvernements bénéficiaires eux-mêmes qui choisissent les domaines d'assistance où se situent leurs besoins. Les autres organisations avaient eu le temps d'établir leur réputation auprès des gouvernements bénéficiaires. Ce n'était pas le cas pour l'ONUDI, qui a jugé qu'il lui fallait entreprendre un programme de promotion personnelle pour faire connaître aux gouvernements bénéficiaires les services qu'elle pouvait offrir. On peut dire en effet que l'ONUDI était ce que le représentant de l'Inde a appelé "un centre sans conférence". Or, le PNUD a considéré que ce genre de publicité était contraire aux

dispositions du consensus de 1970³ et que l'ONUDI devait se conformer aux mêmes règles que tous les autres organismes. L'Australie comprend bien pour sa part les préoccupations de l'ONUDI et il faut bien reconnaître que les efforts de cette dernière n'ont pas été vains : les activités opérationnelles de l'ONUDI ont augmenté rapidement et cette organisation exécute maintenant près de 12 p. 100 des projets du PNUD, contre 5 ou 6 p. 100 au début de son existence; il est probable que cette proportion continuera à augmenter. Il est important de noter que cette augmentation peut se faire sans que le PNUD et l'ONUDI enfreignent les principes de la programmation par pays. En effet, à en juger d'après les statistiques, il est clair que les pays en voie de développement eux-mêmes assignent la priorité à l'industrie et à l'ONUDI dans les programmes qu'ils soumettent au PNUD. Par conséquent, bien qu'il soit encore possible d'améliorer les relations entre l'ONUDI et le PNUD, la délégation australienne est persuadée que la rivalité qui existait entre ces deux organismes devrait maintenant s'atténuer.

38. Le problème le plus délicat que posent les rapports entre l'ONUDI et le PNUD est celui du programme des SIS. Ce programme, malgré ses mérites, constitue en effet une faille dans les principes de la programmation par pays car il sert à financer des projets qui sont déterminés à l'avance et ne répondent pas obligatoirement aux priorités établies par les gouvernements bénéficiaires de projets relevant de la programmation par pays. A l'origine, le programme des SIS avait pour but de faire face à des besoins urgents et imprévus auxquels on ne pouvait répondre dans le cadre de la planification à long terme caractérisant la programmation par pays. Mais dans la pratique, on a eu parfois tendance à négliger ces restrictions et certains gouvernements en sont venus à considérer le budget des SIS comme un fonds spécial pour le développement industriel général n'entrant pas dans le cadre des chiffres indicatifs de planification et de la programmation par pays.

39. La difficulté d'augmenter les fonds alloués au programme des SIS s'est trouvée aggravée par le fait que le PNUD s'est senti obligé politiquement de renforcer son aide aux pays en voie de développement les moins avancés. La part de la réserve du programme destinée à financer d'autres activités, en particulier toute augmentation sensible des allocations effectuées au profit des SIS, s'est trouvée diminuée d'autant. Il faut donc être réaliste et ne pas se plaindre de l'étranglement des SIS tout en refusant de permettre qu'une part plus importante de la réserve du programme leur soit affectée. Or, lorsque la question a été examinée par la Deuxième Commission, certains des représentants des pays en voie de développement les moins avancés ont été parmi ceux qui ont critiqué le plus vivement la décision de limiter les fonds affectés aux SIS, décision qui avait pourtant été prise dans leur propre intérêt.

40. Le Gouvernement australien appuie la recommandation tendant à porter à 2 millions de dollars par an, à partir de 1975, les ressources affectées à l'ONUDI sur le budget ordinaire d'assistance technique. En effet, cette augmentation ne ferait que compenser les effets de l'inflation et des ajustements monétaires. Le

Gouvernement australien est également d'accord sur le principe de la création d'un fonds de développement industriel, bien que pour le moment il ait l'intention de continuer à acheminer par l'intermédiaire du PNUD ses contributions destinées aux activités de développement du système des Nations Unies. Enfin, le Gouvernement australien ne voit pas d'objection à ce que l'on donne à l'ONUDI tous pouvoirs pour répartir ses ressources et nommer et affecter les membres de son personnel. Cependant, il a plus de difficultés à accepter que l'ONUDI établisse un document budgétaire distinct qu'il soumettrait à la Cinquième Commission; si cette proposition était acceptée, il faudrait alors autoriser la CNUCED et d'autres organismes à faire de même. Il est sans doute préférable, pour prendre une décision à cet égard, d'attendre que la Conférence générale de 1975 ait eu lieu.

41. La délégation australienne est surprise de la recommandation du CID à propos de l'augmentation du nombre des conseillers hors siège. En effet, étant donné que des consultations sont actuellement en cours entre le PNUD et l'ONUDI, il semblerait plus normal d'attendre que l'Administrateur du PNUD ait fait connaître son point de vue à ce sujet. Néanmoins, il ne semble pas faire de doute que le PNUD décidera en janvier 1974, lors de sa dix-septième session, d'accroître le nombre des conseillers hors siège.

42. Le représentant de l'Australie déclare pour conclure que sa délégation se félicite dans l'ensemble du travail effectué par le CID.

43. M. DIALLO (Haute-Volta) remercie le représentant de l'Australie des déclarations très pertinentes qu'il a faites à propos du programme des SIS et des conseillers hors siège. En ce qui concerne l'opposition des pays en voie de développement à l'égard de l'augmentation des ressources destinées aux SIS, dont a parlé M. Joseph, le représentant de la Haute-Volta estime que, si cette augmentation doit se traduire par une diminution des ressources du PNUD affectées aux pays en voie de développement, il paraît normal que ceux-ci aient soulevé des objections. En fait, les pays en voie de développement ne sont pas opposés à une augmentation des ressources affectées aux SIS si celle-ci est rendue possible par un accroissement de la réserve du Programme ou des ressources globales du PNUD. Mais il ne faut pas qu'elle empiète sur les ressources actuellement limitées de la réserve.

44. En ce qui concerne la question de l'augmentation du nombre des conseillers hors siège, le représentant de la Haute-Volta précise que les consultations en cours entre le PNUD et l'ONUDI ne portent pas sur le maintien ou l'augmentation du nombre des conseillers, mais sur leur financement. En fait, cette question ne devrait pas poser de problèmes au Conseil d'administration du PNUD étant donné qu'il est en droit de demander l'augmentation du nombre des conseillers compte tenu des besoins des pays en voie de développement. M. Diallo espère que des efforts sérieux seront faits pour permettre à l'ONUDI de fonctionner aussi efficacement que possible, afin de répondre à l'attente des pays en voie de développement.

45. M. JOSEPH (Australie) précise que, en ce qui concerne l'augmentation des fonds destinés au programme des SIS et l'opposition manifestée par les pays en voie de développement, il a simplement voulu dire que, lorsque la question a été abordée au Conseil

³ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Supplément No 6A*, par. 94.

d'administration du PNUD, un problème a surgi du fait que beaucoup de membres pensaient, à juste titre, qu'il fallait augmenter les ressources affectées aux pays en voie de développement les moins avancés. Or, étant donné les ressources limitées de la réserve du Programme, il n'était pas possible de satisfaire à ces deux exigences à la fois. Cela explique que certaines des critiques les plus vives aient été exprimées par des représentants de pays en voie de développement, et notamment de pays en voie de développement les moins avancés.

46. M. ABHYANKAR (Inde) remercie le représentant de l'Australie d'avoir cité un passage de son intervention, mais regrette qu'il l'ait fait de façon incomplète. La délégation indienne se réserve le droit de reprendre ultérieurement la parole à ce sujet.

47. M. ABDEL-RAHMAN (Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel) se déclare très favorablement impressionné par l'intervention du représentant de l'Australie. Celui-ci a en effet donné de l'ONUDI l'image d'une organisation dynamique qui a le droit de se faire une place parmi les institutions. Le Directeur exécutif de l'ONUDI ne peut qu'approuver ce point de vue. Les difficultés qu'éprouvent les institutions spécialisées dans leurs rapports avec le PNUD proviennent du fait qu'elles sont censées à la fois intéresser les pays à leurs programmes et leur laisser le choix des projets à exécuter. Il n'y a pas là de contradiction, car en définitive la tâche de l'ONUDI consiste à rechercher les meilleurs moyens de venir en aide aux pays. En ce qui concerne l'affectation de ressources, le choix est fait par les pays eux-mêmes. Il n'y a pas là non plus de contradiction. L'ONUDI voudrait seulement savoir comment elle pourrait améliorer les services qu'elle fournit aux pays. En dehors de l'ONUDI et du PNUD, ceux-ci reçoivent une aide d'autres sources et il leur appartient de décider de l'utilisation des fonds correspondants. S'il existe une concurrence entre les diverses institutions, c'est seulement en vue de trouver les meilleurs moyens d'améliorer les services fournis.

48. En ce qui concerne le programme des SIS, le Directeur exécutif rappelle qu'il a été institué de nombreuses années avant l'établissement du système de programmation par pays et que les raisons qui ont motivé sa création n'ont pas changé du simple fait de l'établissement de ce système. Les difficultés que rencontre l'ONUDI proviennent surtout de la complexité du processus d'industrialisation. Quant aux difficultés qu'elle peut avoir avec le PNUD, elles ont trait surtout à l'utilisation de ses contributions volontaires. Le Directeur exécutif espère, pour conclure, que les consultations qui ont lieu actuellement entre l'ONUDI et le PNUD permettront de résoudre ces problèmes et d'harmoniser les efforts des deux organismes.

49. M. HAMID (Soudan) annonce que sa délégation désire figurer parmi les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1292. Revenant ensuite sur la déclaration du Président au début de la séance, selon laquelle la Cinquième Commission est saisie de certaines parties du rapport du CDI, M. Hamid demande que la compétence de la Deuxième Commission soit précisée. Habituellement, la Deuxième Commission prend des décisions en se fondant sur les recommandations con-

tenues dans le rapport et les transmet à la Cinquième Commission pour suite à donner. En irait-il autrement cette fois-ci ?

50. Le PRESIDENT déclare que des consultations ont actuellement lieu entre le Président de la Cinquième Commission et lui-même et qu'il répondra sous peu à la question du représentant du Soudan.

Organisation des travaux de la Commission (suite*)
[A/C.2/L.1289, A/C.2/284]

Sur la proposition du Président, la Commission décide, sans opposition, que le Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation se réunira le mardi 23 octobre immédiatement après la Conférence des Nations Unies de 1973 pour les annonces de contributions à l'ONUDI.

51. Le PRESIDENT signale aux membres de la Commission qu'il a reçu du Président de l'Assemblée générale une communication (A/C.2/284) selon laquelle l'Assemblée, à sa 2156^{ème} séance plénière, a décidé d'attribuer à la Deuxième Commission le point 108 de l'ordre du jour, intitulé "Réduction de l'écart croissant entre les pays développés et les pays en voie de développement". La Commission est priée d'examiner ce point en même temps que le point 46, relatif à l'examen et à l'évaluation de la Stratégie internationale du développement. Le Président se demande si, dans la mesure où le Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation doit examiner le point 46, il ne pourrait pas également s'occuper du point 108.

52. M. DIALLO (Haute-Volta) estime que cette procédure risque de créer des difficultés. En effet, avant de renvoyer l'examen de ce point 108 au Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation, il conviendrait peut-être de l'analyser d'un peu plus près afin de savoir ce qu'il implique exactement.

53. M. ABHYANKAR (Inde) fait observer qu'en outre la tâche du Groupe de travail est avant tout de rédiger un texte à propos du point 46 et qu'il n'est donc pas vraiment qualifié pour procéder à un examen général du point 108. Cette dernière tâche est d'ailleurs du ressort de la Deuxième Commission.

54. M. ARUEDE (Nigéria), appuyé par M. DELIVANIS (Grèce), souscrit à l'opinion exprimée par les représentants de la Haute-Volta et de l'Inde et propose que le point 108 soit examiné par la Deuxième Commission elle-même, en même temps que le point 46, au moment où lui sera présenté le rapport du Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation. Cette procédure permettra en outre de bénéficier entre-temps des observations des délégations responsables de l'inscription du nouveau point à l'ordre du jour.

55. Le PRESIDENT déclare que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission décide d'examiner le point 108 à partir du 19 novembre, conjointement avec le rapport du Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation, relatif au point 46.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 h 25.

* Reprise des débats de la 1535^{ème} séance.

1538^e séance

Mercredi 24 Octobre 1973, à 15 h 20.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1538

POINT 48 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (suite) [A/9003, chap. XII; A/9016, A/9072, A/C.2/L.1292] :

- a) Rapport du Conseil du développement industriel;
- b) Deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : rapport du Directeur exécutif

1. Le PRÉSIDENT rappelle qu'à la séance précédente le représentant du Soudan avait demandé une explication de la décision par laquelle l'Assemblée générale avait renvoyé à la Cinquième Commission les parties du rapport du Conseil du développement industriel sur les travaux de sa septième session (A/9016) qui ont trait à des questions administratives et budgétaires. Le Président a engagé des consultations avec le Président de la Cinquième Commission pour déterminer quelles sont les parties du rapport qui tombent sous le coup de cette décision de l'Assemblée et les deux présidents pourront également demander des directives au Président de l'Assemblée générale. Les deux présidents ont convenu que, conformément à la pratique, les représentants des deux Commissions peuvent se référer à n'importe quelle section du rapport de l'ONUDI. Il s'agit en fait de savoir quelle est la compétence respective des deux Commissions en ce qui concerne l'examen et l'approbation de projets de recommandation ou de résolution qui seraient ensuite soumis à l'Assemblée générale, et le Président espère être en mesure de préciser cette question sans tarder, en tout état de cause, avant que des projets de résolution ne soient examinés formellement.

2. M. MUELLER (Autriche) déclare que le nouveau système de planification, de programmation et d'établissement du budget qui sera adopté à l'ONUDI pour le cycle budgétaire 1974/1975 permettra de mieux évaluer le rapport coûts-avantages des diverses activités de l'ONUDI en ce qui concerne également les questions administratives.

3. Pour ce qui est de la stratégie à long terme de l'ONUDI, la délégation autrichienne espère que les six recommandations faites par le Groupe d'experts de haut niveau (voir A/9016, chap. IV) contribueront à faciliter l'adaptation de l'Organisation aux besoins en évolution constante des pays en voie de développement. Ces recommandations reprennent dans une grande mesure les dispositions de la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale, qui définissent le mandat de l'ONUDI. La première recommandation en particulier, qui prévoit une intensification des activités de l'ONUDI dans le domaine des stratégies et politiques industrielles, constitue sans aucun doute une innovation intéressante. Cependant, les membres du Conseil du développement industriel (CDI) n'ayant pu parvenir à un accord sur ces recommandations lors de la septième session, un Comité spécial composé de 27

Etats Membres a été établi par la résolution 38 (VII) [voir A/9016, annexe II] et chargé d'examiner le rapport du Groupe d'experts. Pour sa part, l'Autriche est consciente des faiblesses de la stratégie envisagée, mais elle considère que les recommandations constituent un bon point de départ et elle aurait préféré que le CDI, à sa septième session, fasse preuve d'une attitude plus positive à leur égard. Ainsi, à la première session du Comité spécial qui a eu lieu en juillet 1973, l'Autriche a cherché à faire adopter une attitude plus pragmatique à l'égard des recommandations et en a préconisé, dans la mesure du possible, l'exécution immédiate. Elle voudrait en particulier que les recommandations soient examinées dans le contexte de l'élaboration du prochain budget-programme et de la révision du plan à moyen terme. La Deuxième Commission devrait se prononcer en faveur de cette procédure; le Comité spécial a pu faire œuvre utile grâce au caractère réaliste et pratique de ses discussions.

4. La délégation autrichienne regrette qu'à sa septième session le CDI ait adopté trois décisions (*ibid.*) en procédant à un vote au lieu de les adopter par voie de consensus comme il le fait habituellement. Il est bien évident que les problèmes des pays en voie de développement sont urgents, mais cette procédure n'est guère susceptible de les résoudre rapidement.

5. Si la délégation autrichienne s'est abstenue lors du vote sur la décision III (VII), relative aux conseillers industriels hors siège, c'est uniquement parce qu'elle désapprouvait la manière dont cette question était traitée, jugeant qu'il aurait fallu tenir compte du résultat des consultations entre l'Administrateur du PNUD et le Directeur exécutif de l'ONUDI.

6. De même, en ce qui concerne la décision II (VII), qui a trait à une augmentation de l'autonomie administrative de l'ONUDI, la délégation autrichienne, si elle approuve en principe toute proposition visant à améliorer la structure de cette organisation, considère qu'il est indispensable, avant de prendre une décision, d'étudier soigneusement ce genre de proposition. Elle estime donc qu'il convient tout d'abord de se mettre d'accord dans le cadre du CDI, l'organe compétent en la matière.

7. Il est extrêmement important de veiller à ce que les activités de l'ONUDI correspondent le mieux possible aux besoins des pays en voie de développement, et la stratégie à long terme qui sera élaborée devra donc intensifier les activités relatives à l'élaboration de stratégies et politiques industrielles. A cet égard, il est préoccupant de constater que moins de 20 p. 100 des études de faisabilité entreprises par l'ONUDI ont été finalement exécutées. Comme le Directeur exécutif l'a recommandé à la séance précédente, il convient d'examiner au stade initial de ces études non seulement la phase de préinvestissement, mais également les possibilités d'exécution des projets et la possibilité d'entreprendre des activités consécutives. Il faut

espérer que la deuxième Conférence générale de l'ONUDI examinera cette question en plus grand détail.

8. Le représentant de l'Autriche insiste sur les excellentes relations que son pays entretient avec l'ONUDI et il a eu le plaisir d'annoncer la veille à la Conférence des Nations Unies de 1973 pour les annonces de contributions¹ que l'Autriche augmenterait la contribution qu'il verse à cette organisation.

9. M. HALASZ (Hongrie) juge que le Groupe d'experts de haut niveau chargé d'établir une stratégie à long terme de l'ONUDI a fait œuvre utile. Il est évident que ce genre de groupe ne peut procéder que par compromis et que personne n'est probablement pleinement satisfait du résultat. Toutefois, la délégation hongroise juge que l'ONUDI et le Comité spécial créé par la résolution 38 (VII) doivent formuler aussi rapidement que possible un programme détaillé fondé sur les recommandations déjà acceptées. Elle doute que ce comité spécial puisse en peu de temps obtenir des résultats meilleurs que le Groupe d'experts à propos de questions aussi complexes que la planification d'une stratégie du développement industriel. Sans vouloir sous-estimer l'importance d'activités à long terme de ce genre, la délégation hongroise pense qu'il faudrait axer les efforts sur les principes directeurs qui permettraient d'escompter des résultats sous peu. Il convient de veiller à ce que les nouvelles tâches qui seront entreprises figurent également dans le programme et le budget pour les années 1974-1975.

10. La délégation hongroise remercie le Gouvernement péruvien qui a invité l'ONUDI à tenir sa deuxième Conférence générale à Lima; cette invitation est particulièrement bienvenue étant donné que le Pérou a récemment pris des mesures pour développer son industrie nationale et pour faire en sorte que tous les travailleurs profitent du progrès économique. Par contre, la délégation hongroise s'inquiète de voir que, si l'ordre du jour provisoire de la deuxième Conférence générale a été adopté (voir A/9016, par. 67), on n'a pas encore commencé la discussion sur l'intérêt même des questions qui seraient examinées à la Conférence. Au cours des trois sessions qu'il tiendra avant l'ouverture de la Conférence en mars 1975, le Comité permanent aura un ordre du jour très chargé et le secrétariat de l'ONUDI devrait par conséquent tenir compte de la position du CDI selon laquelle, d'une part, il est envisagé d'inviter certains gouvernements à participer à la préparation de la documentation et, d'autre part, il est possible au Comité permanent, entre ses sessions, de s'en remettre à l'avis du Bureau du CDI. En effet, il convient de maintenir des rapports étroits entre le secrétariat et les pays membres pour préparer la Conférence, et l'expérience de la première Conférence générale, la Conférence internationale extraordinaire de l'ONUDI, qui s'est tenue du 1er au 8 juin 1971, montre que la participation du Bureau du CDI aux préparatifs permet d'accélérer les travaux.

11. La délégation hongroise estime qu'il faut éviter toute hâte excessive dans une réorganisation éventuelle de l'ONUDI. Il convient tout d'abord de préciser les tâches à entreprendre et ensuite, le cas échéant, de procéder à des modifications des structures ou de l'organisation d'ensemble. L'idée d'augmenter l'autonomie administrative de l'ONUDI est bonne,

certes, mais il convient tout d'abord de déterminer objectivement dans quelle mesure cette autonomie est réaliste pour l'instant et comment il convient de procéder. En décrétant immédiatement l'autonomie de l'ONUDI, on réduirait l'autorité du Secrétaire général, dans la mesure où le budget de l'ONUDI fait partie du budget global de l'ONU. En tout état de cause, le Secrétaire général devrait être consulté et il conviendrait aussi d'examiner la question plus en détail à la deuxième Conférence générale de l'ONUDI. La transformation de l'ONUDI en institution spécialisée ne pourrait se faire que très progressivement.

12. De l'avis de la délégation hongroise, le rôle de l'ONUDI dans le domaine des ressources naturelles n'a pas été suffisamment précisé et la proposition soumise au CDI (*ibid.*, par. 134 à 142) par les pays socialistes fournit la base d'une étude plus détaillée à entreprendre dans ce domaine. La délégation hongroise souligne que la souveraineté des pays sur leurs ressources naturelles est un droit inaliénable mais que la pratique montre que les pays en voie de développement se heurtent souvent à l'opposition des monopoles internationaux ou de gouvernements étrangers. La façon dont ils peuvent surmonter cette opposition dépend dans une large mesure du degré de diversification de la production et de la transformation de matières premières, du niveau de développement des industries nationales et de conditions internationales qui devraient encourager des modifications de structures dans l'industrie des pays en voie de développement. Il convient également d'insister sur la coopération que les pays avancés doivent offrir dans ce domaine aux pays en voie de développement conformément aux intérêts de ces derniers.

13. M. NISHIZAKI (Japon) se félicite des décisions prises à propos des préparatifs de la deuxième Conférence générale, qui permettra certainement d'accroître la capacité de l'ONUDI pour ce qui est d'aider les pays en voie de développement à formuler et à exécuter des stratégies industrielles nationales. La délégation japonaise appuie sans réserve le projet de résolution A/C.2/L.1291 et remercie le Gouvernement péruvien qui a invité l'ONUDI à tenir la Conférence sur son sol.

14. Les travaux du Groupe d'experts de haut niveau sur la stratégie à long terme de l'ONUDI méritent de retenir l'attention et le Gouvernement japonais se propose de contribuer aux travaux du Comité spécial établi par la résolution 38 (VII).

15. La délégation japonaise est au nombre de celles qui n'ont pas pu accepter la décision II (VII) adoptée par le CDI, relative à l'autonomie administrative de l'ONUDI, parce qu'elle vise en fait à transformer ultérieurement l'ONUDI en institution spécialisée. La délégation japonaise regrette à cet égard que l'on ait employé le terme "décision" au lieu de "résolution", contrairement à la pratique habituelle. L'Assemblée générale ne sera pas en mesure d'examiner la question aussi longtemps que tous les arguments pour et contre n'auront pas été examinés à fond, et il paraît indispensable que pour commencer le Groupe d'experts se mette d'accord sur la question.

16. La délégation japonaise n'a pas pu non plus, et ceci pour des raisons techniques, appuyer la décision III (VII), relative à l'expansion et au financement du programme des conseillers industriels hors siège. En effet, elle convient qu'il serait bon de ren-

¹ Voir A/CONF.60/SR.1.

forcer le rôle important que jouent ces conseillers hors siège, mais elle estime que, pour ce faire, il faut non pas augmenter le nombre de ces experts mais en améliorer la qualité. De plus, le Conseil d'administration du PNUD, qui a à sa charge le financement des conseillers industriels, a remis à sa dix-septième session, en janvier 1974, l'examen de cette question. Or, il convient de tenir pleinement compte de son avis.

17. Le Gouvernement japonais a élargi sa coopération avec l'ONUDI dans le domaine technique et il a annoncé qu'il verserait une contribution de 100 000 dollars au programme concernant le service de renseignements pour la fourniture et le choix du matériel industriel².

18. M. NDUNG'U (Kenya) déclare que, comme le Directeur exécutif de l'ONUDI l'a souligné, l'industrie moderne est pratiquement le monopole des pays avancés. De plus, étant donné que les pays en voie de développement dépendent des techniques mises au point dans les pays avancés, la majorité d'entre eux sont dans l'obligation d'utiliser des techniques très onéreuses et de fabriquer des produits capables de concurrencer ceux des pays développés sur le marché mondial ou des marchandises d'un prix élevé et de faible qualité destinées au marché intérieur. C'est pour cette raison que la délégation kényenne appuie la quatrième recommandation du Groupe d'experts de haut niveau intitulée "Activités de promotion".

19. De l'avis de la délégation kényenne, la situation administrative et financière de l'ONUDI l'empêche d'exécuter une stratégie à long terme telle que celle qui figure dans le rapport du Groupe d'experts. Elle appuie donc la décision II (VII) intitulée "Autonomie administrative de l'ONUDI". En effet, cette organisation devrait avoir les fonds nécessaires pour exécuter le mandat qui lui a été confié par l'Assemblée générale; d'autre part, ces fonds devraient être gérés par l'ONUDI elle-même de façon qu'elle puisse faire des plans à l'avance en fonction des projets demandés par les pays en voie de développement. Le représentant de l'Australie a fait valoir, si le représentant du Kenya s'en souvient bien, que l'ONUDI doit tout d'abord faire ses preuves; cette opinion est partagée par de nombreux pays développés qui pour cette raison ne versent pas de contributions à cette organisation. Or, il faut inverser les propositions et donner à l'ONUDI les moyens de mettre au point une stratégie à long terme si l'on veut qu'elle fasse ses preuves.

20. Étant donné l'insuffisance quantitative des transferts de capitaux et l'insuffisance qualitative des transferts de techniques, le représentant du Kenya estime que l'ONUDI devrait être un centre d'échange de renseignements industriels et jouer un rôle de premier plan pour la coordination dans ce domaine, comme le Groupe d'experts l'a préconisé dans ses deuxième et cinquième recommandations. D'une façon générale, la délégation kényenne appuie les résolutions figurant dans le rapport du CDI, en particulier les mesures recommandées dans la résolution 38 (VII).

21. La délégation kényenne, qui figure au nom des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1292, appuie chaleureusement l'idée de tenir la deuxième Conférence générale de l'ONUDI à Lima.

22. M. NEUHOFF (République fédérale d'Allemagne) félicite le Directeur exécutif de l'ONUDI de la qualité de sa déclaration liminaire et note avec satisfaction en particulier que les dépenses relatives aux activités opérationnelles d'assistance directe de l'ONUDI aux gouvernements membres ont augmenté de plus de 25 p. 100 par rapport à l'année précédente.

23. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a toujours eu une attitude positive et constructive envers l'ONUDI et a toujours estimé que l'assistance de celle-ci devait correspondre aux aspirations et aux idées des pays bénéficiaires. Étant donné ses ressources financières et son personnel limités, elle doit faire porter ses efforts avant tout sur des objectifs prioritaires et notamment sur ceux qui sont susceptibles d'avoir un effet multiplicateur élevé, comme par exemple la formation. Ce concept nécessite l'établissement d'une stratégie à long terme pour l'ONUDI. Le représentant de la République fédérale estime donc que cette organisation ne devrait pas disperser ses efforts en se préoccupant, par exemple, de l'exploitation des ressources naturelles dans les pays en voie de développement.

24. Dans le cadre de sa stratégie à long terme, l'ONUDI devrait surtout s'efforcer d'aider les pays en voie de développement à déterminer leur politique industrielle, à créer de petites et moyennes entreprises, de préférence dans les régions rurales où sévit un chômage élevé, et à mettre au point et à appliquer des techniques appropriées. Elle devrait également fournir une aide pour la formation de main-d'œuvre qualifiée, plus spécialement dans le domaine de l'entretien et de la réparation. En outre, le renforcement de la coopération entre la BIRD et l'ONUDI se traduira certainement par des résultats positifs.

25. En ce qui concerne l'identification de techniques susceptibles d'être utilisées par les pays en voie de développement dans leur secteur industriel, l'ONUDI pourra bientôt coopérer étroitement avec l'Institut de technologie pour le développement de la République fédérale, qui commencera à fonctionner en 1974. Cet institut sera chargé, en coopération avec différentes institutions scientifiques et économiques, tant en République fédérale qu'à l'étranger, et avec des organisations internationales telles que l'ONUDI, de diffuser des renseignements sur les méthodes de production adaptées spécialement aux pays en voie de développement. Il aura également pour tâche d'effectuer des recherches techniques au profit des pays en voie de développement. Il continuera à promouvoir la coopération technique entre des sociétés de la République fédérale et des pays en voie de développement, en préconisant de préférence des techniques de production à forte intensité de main-d'œuvre.

26. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne remercie le Gouvernement péruvien d'avoir proposé que la deuxième Conférence générale de l'ONUDI se tienne à Lima et il approuve le projet de résolution A/C.2/L.1292, présenté par la délégation péruvienne, en espérant que celui-ci sera adopté à l'unanimité. La tâche principale de cette conférence sera d'examiner les efforts de développement entrepris dans le domaine industriel et d'évaluer les résultats obtenus. La délégation de la République fédérale es-

² Ibid.

time que, pour être fructueuse, la réorientation à long terme des travaux de l'ONUDI qui a été proposée doit reposer essentiellement sur un tel examen.

27. Le Gouvernement de la République fédérale approuve en principe la proposition tendant à accorder au secrétariat de l'ONUDI une plus grande indépendance administrative en matière d'exécution des programmes, d'administration du personnel, et de publications, car elle estime que cela allégerait les tâches du Secrétariat de l'ONU à New York. Toutefois, pour recevoir cette autonomie administrative, il faudra que le secrétariat de l'ONUDI fournisse au CDI un rapport sur ses activités plus détaillé qu'auparavant. Le Gouvernement de la République fédérale estime en outre qu'il n'est pas nécessaire d'autoriser l'ONUDI à établir un projet de budget distinct.

28. En ce qui concerne l'établissement d'un fonds des Nations Unies pour le développement industriel qui réunirait toutes les contributions volontaires versées à l'ONUDI autres que celles du PNUD, la délégation de la République fédérale estime qu'il est encore trop tôt pour prendre une décision à ce sujet et qu'il faudra attendre que la deuxième Conférence générale de l'ONUDI ait eu lieu et qu'une stratégie à long terme ait été établie. Ce fonds pourrait être utilisé pour financer des projets qui ne peuvent bénéficier de l'assistance financière du PNUD. Le Gouvernement de la République fédérale a déjà versé des contributions pour de tels projets et continuera de le faire à l'avenir ainsi qu'il l'a annoncé au cours de la Conférence de 1973 pour les annonces de contributions³. Ce gouvernement estime que le secrétariat de l'ONUDI devra rendre compte au CDI de l'utilisation des ressources du fonds.

29. La délégation de la République fédérale est opposée à l'augmentation des ressources affectées au programme ordinaire d'assistance technique. Elle estime en effet, et elle l'a réaffirmé à maintes reprises, que c'est le PNUD qui doit disposer de l'ensemble des fonds destinés à l'assistance technique. Toutefois, cela n'exclut pas des mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement.

30. Cette délégation ne pense pas qu'il soit nécessaire pour l'instant d'accroître le nombre des conseillers hors siège, en tout cas pas autant qu'il est proposé dans la décision III (VII). Elle est toutefois disposée à réexaminer la question après la deuxième Conférence générale. Pour l'instant il importe de nommer des personnes qualifiées aux 30 postes de conseillers hors siège qui existent actuellement et d'améliorer la coopération entre l'ONUDI et les commissions économiques régionales.

31. Dans le cadre de la question de l'examen et de l'évaluation de la Stratégie internationale du développement, qui est l'un des points les plus importants de l'ordre du jour de la vingt-huitième session de l'Assemblée générale, la délégation de la République fédérale note que, selon l'*Etude sur l'économie mondiale, 1972*⁴, le taux d'accroissement de la production industrielle, dans les pays en voie de développement, a atteint environ 7,5 p. 100 en 1972, soit un chiffre assez proche de celui qui avait été fixé dans la Stratégie. Il s'agit là d'un résultat positif si on le compare au taux d'accroissement annuel beaucoup plus faible enregistré

dans le domaine de l'agriculture. A ce propos, cette délégation se félicite que le Directeur exécutif de l'ONUDI ait invité le Comité de la planification du développement à tenir sa dixième session à Vienne en 1974 et à consacrer la plus grande partie de cette session à un examen des aspects principaux de l'industrialisation dans les pays en voie de développement. Il faut espérer que l'examen de cette question par le Comité de la planification du développement aidera à la mise au point d'une documentation de fond pour la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, et sera également utile pour l'opération d'examen et d'évaluation de 1975.

32. M. RASAPUTRAM (Sri Lanka) déclare que tout le monde est d'accord pour estimer que les pays en voie de développement doivent s'industrialiser rapidement, non seulement pour résorber le chômage, mais également pour donner un coup de fouet à leur développement économique. Toutefois, comme l'a dit le Directeur exécutif, l'industrie ne représente encore que 6 p. 100 environ du produit national brut des pays en voie de développement, ce qui est insuffisant pour leur permettre de faire réellement démarrer leur économie. Sri Lanka s'est attachée particulièrement à développer son industrie, et notamment les petites et moyennes entreprises qui utilisent des produits locaux. Cependant, les résultats sont restés en deçà des objectifs fixés dans la Stratégie. En effet, l'inflation et la pénurie de devises empêchent d'importer certains éléments nécessaires à l'activité industrielle, ainsi que les techniques indispensables à son développement. L'ONUDI peut jouer un rôle précieux en participant au développement d'industries orientées vers l'agriculture et utilisant des produits locaux.

33. L'ONUDI, qui est un organisme de création relativement récente, ne peut être jugée sur les résultats obtenus jusqu'ici. L'une de ses tâches essentielles est de coordonner ses activités avec celles d'organismes régionaux.

34. Pour réduire leurs importations, il faut que les pays en voie de développement accroissent leurs moyens de production industrielle. Or souvent ils sont freinés dans leurs efforts par les pratiques des pays développés en matière de commercialisation et de transferts des techniques. En outre, comme on l'a souvent dit, les techniques avancées ne sont pas toujours adaptées aux besoins des pays en voie de développement et il faudrait que des études soient entreprises dans ce domaine. L'ONUDI pourrait jouer un rôle capital à cet égard et permettre ainsi aux industries des pays en voie de développement d'atteindre un taux de croissance maximum.

35. L'ONUDI devrait envisager sérieusement l'élaboration d'un programme de travail à long terme pour aider les pays en voie de développement à s'industrialiser. Cet effort devrait être entrepris en coopération étroite avec notamment l'OIT, la CNUCED et le PNUD.

36. L'industrialisation est un objectif essentiel des plans établis par la plupart des pays en voie de développement. Mais la réalisation des objectifs industriels exige un personnel qualifié, à la fois à l'échelon supérieur et à l'échelon intermédiaire. Il faut donc fournir aux pays les services scientifiques et techniques dont ils ont besoin et les aider dans le domaine de la recherche, de la conception et des essais. Les pays en

³ Ibid.

⁴ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.C.1.

voie de développement doivent aussi s'efforcer de rendre leur industrie moins tributaire de l'étranger et l'ONUDI doit par conséquent continuer de les aider à adopter des techniques répondant aux conditions locales.

37. La délégation de Sri Lanka exprime sa confiance dans l'ONUDI. Etant donné que la croissance industrielle suppose l'accélération d'une croissance équilibrée, l'ONUDI doit sortir du cadre de la programmation par pays du PNUD.

38. Le représentant de Sri Lanka déclare pour conclure que son gouvernement vient de lui faire savoir qu'il a décidé de verser à l'ONUDI une contribution de l'équivalent de 3 000 dollars pour 1974.

39. M. WANG Tzu-chuan (Chine) déclare que les pays du tiers monde sont décidés à se libérer de toute domination étrangère et à établir un nouveau type de relations économiques internationales. La délégation chinoise constate avec satisfaction que beaucoup de ces pays continuent à faire des efforts pour défendre leur indépendance nationale, développer leur économie et s'industrialiser. S'ils ne parviennent pas à développer leur industrie plus rapidement, c'est parce qu'ils subissent encore les conséquences de longues années d'agression, d'oppression et d'exploitation de la part des puissances colonialistes, impérialistes et néo-colonialistes. L'échec de la première Décennie des Nations Unies pour le développement et les résultats décevants obtenus au cours des deux premières années de la deuxième Décennie ont bien montré à ces pays qu'ils doivent avant tout compter sur eux-mêmes.

40. Le développement d'une industrie nationale, qui est l'aspiration commune des peuples des pays en voie de développement, constitue une condition indispensable pour édifier une économie nationale indépendante. Les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine possèdent des ressources naturelles abondantes et sont habités par des peuples intelligents et courageux qui sont tout à fait capables de développer eux-mêmes leur industrie en ne faisant appel à une aide étrangère désintéressée qu'à titre d'appoint. Pour atteindre ce but, ils doivent compter sur leur sagesse, éliminer de façon systématique les forces impérialistes, se rendre maîtres de leurs ressources naturelles et, en se fondant sur un développement vigoureux de leur agriculture, développer les industries lourdes et légères qui répondent à leurs besoins.

41. Les possibilités qui s'offrent aux pays en voie de développement sont donc immenses, mais il faut que ceux-ci prennent toutes les mesures de protection nécessaires pour assurer un développement régulier de leurs industries nationales. Actuellement, il leur faut faire échec au plan qui vise à les transformer en simples fournisseurs de matières premières et à asservir leur économie sous le prétexte de "la division internationale du travail".

42. La délégation chinoise espère que l'ONUDI s'acquittera de son rôle comme il convient et qu'elle aidera les pays en voie de développement à échanger leurs expériences dans le domaine du développement industriel. Toutes les questions importantes concernant le progrès industriel des pays en voie de développement doivent être examinées à fond afin que les propositions raisonnables de ces pays puissent être appliquées. L'ONUDI est une organisation de création

relativement récente et il lui faut concentrer ses efforts sur un certain nombre de questions importantes. La délégation chinoise espère que le CDI tiendra compte de l'opinion des pays en voie de développement, jouera pleinement son rôle d'organe directeur, examinera périodiquement ses activités et les résultats obtenus, et réduira la paperasserie au minimum. L'ONUDI devra supprimer les activités et projets qui sont d'une faible utilité et s'attacher principalement à trouver des méthodes d'aide efficaces — par exemple, en ce qui concerne la construction d'usines petites et moyennes et le transfert de connaissances techniques — afin qu'avec les ressources limitées dont elle dispose actuellement, elle puisse contribuer au développement industriel des nombreux pays en voie de développement.

43. La deuxième Conférence générale de l'ONUDI aura une grande importance, et il convient d'entreprendre dès maintenant les préparatifs nécessaires. A ce propos, la délégation chinoise remercie le Gouvernement péruvien de son hospitalité et appuie le projet de résolution A/C.2/L.1292.

44. M. MIKOLAJ (Tchécoslovaquie) remercie le Directeur exécutif de l'ONUDI de son rapport, qui montre que l'ONUDI continue de développer ses activités opérationnelles et consultatives et d'accroître le nombre de projets d'assistance technique. La délégation tchécoslovaque ne peut qu'appuyer les efforts faits par cette organisation pour faciliter l'industrialisation des pays en voie de développement. En effet, la Tchécoslovaquie sait par expérience que l'industrialisation est un facteur important du développement économique et social des Etats. Pour être fructueuse, la politique d'industrialisation doit reposer sur la planification et l'exploitation rationnelle des ressources nationales et viser à transformer progressivement la structure sociale et économique du pays.

45. Pour que son assistance soit efficace, l'ONUDI doit tenir compte d'un certain nombre d'éléments. De par sa situation dans le système des Nations Unies, elle a la possibilité de bénéficier d'une coopération multilatérale et de transmettre les renseignements techniques et scientifiques qu'elle reçoit aux industries des pays en voie de développement. De l'avis de la délégation tchécoslovaque, l'ONUDI ne devrait pas concentrer ses efforts uniquement sur les activités opérationnelles et son programme de travail devrait être fondé sur une stratégie élaborée à l'avance. Il conviendrait notamment qu'elle fasse porter ses activités sur les secteurs de l'industrie qui dépendent d'une exploitation efficace des ressources en matières premières, sur ceux dont le développement stimule le progrès d'autres secteurs industriels, comme par exemple l'industrie d'outillage, et enfin sur ceux qui fabriquent des produits d'exportation susceptibles d'améliorer la balance des paiements des pays en voie de développement. L'ONUDI doit également s'efforcer de former des cadres industriels, de communiquer le maximum de renseignements, et d'aider à établir et à développer des organismes de renseignements industriels dans les pays en voie de développement. Elle doit également veiller à ce que les investissements des pays développés dans les pays en voie de développement favorisent le progrès économique de ces derniers.

46. La délégation tchécoslovaque estime que l'ONUDI peut devenir le centre de la politique

d'industrialisation au sein du système des Nations Unies et que son statut d'organisation semi-autonome lui permet de remplir efficacement son rôle de coordination. Il n'est pas conforme aux intérêts des pays en voie de développement qu'elle renforce ses liens avec les monopoles financiers.

47. A sa septième session, le CDI a étudié le rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la stratégie à long terme de l'ONUDI. La Tchécoslovaquie est tout à fait favorable à l'application des recommandations qui sont formulées dans ce rapport. Le Comité spécial de 27 membres qui a été créé par la résolution 38 (VII) pour rapprocher les points de vue des Etats Membres approfondira certainement les recommandations du Groupe d'experts en ce qui concerne la formulation de la stratégie et de la politique des pays en voie de développement dans le sens que M. Mikolaj a déjà indiqué.

48. L'interdépendance entre l'industrialisation et la mise en valeur des ressources naturelles est évidente. L'exercice de la souveraineté sur les ressources naturelles signifie que chaque pays tire parti au maximum de ses richesses naturelles. M. Mikolaj rappelle à cette occasion que le Conseil du commerce et du développement a adopté le 19 octobre 1972 la résolution 88 (XII)⁵ dans laquelle il réaffirme et précise le droit souverain des Etats de disposer librement de leurs propres ressources naturelles. Le développement industriel, fondé sur l'exploitation de ces ressources, joue un rôle décisif dans l'amélioration du niveau économique et social des pays en voie de développement.

49. Les pays socialistes membres du CDI se sont inspirés de ce principe pour présenter, lors de la septième session, un projet de résolution sur les ressources naturelles des pays en voie de développement et sur leurs rapports avec les problèmes de l'industrialisation (voir A/9016, par. 134 à 142); il est regrettable que le CDI ne soit pas parvenu à une conclusion sur ce projet. La délégation tchécoslovaque espère qu'à sa huitième session il examinera de façon plus positive l'initiative des pays socialistes, car elle correspond aux intérêts des pays en voie de développement. Il va sans dire que le prestige de l'ONUDI serait accru si les problèmes liés aux ressources naturelles étaient incorporés à son domaine de compétence.

50. Les problèmes de l'économie capitaliste ont un effet négatif sur les efforts actuellement accomplis pour fournir une assistance aux pays en voie de développement. Ce sont essentiellement les exportations de ces pays qui sont touchées; elles représentent leur principale source de devises étrangères. En outre, la crise que traverse le système monétaire capitaliste a nui à la coopération économique internationale et en particulier à l'industrialisation des pays en voie de développement. Il conviendrait donc d'adopter des mesures qui élimineraient les répercussions de la crise monétaire sur l'économie des pays en voie de développement.

51. A la septième session du CDI, la délégation tchécoslovaque a fourni des renseignements sur la coopération internationale qui se déroule dans le cadre du CAEM. L'intégration des pays socialistes contribue au développement des contacts économiques dans le

monde et le développement des relations économiques entre Etats dotés de systèmes sociaux différents renforce la paix universelle. C'est pourquoi la Tchécoslovaquie attache une grande importance à la solution du problème de la sécurité en Europe et dans le monde. Elle est satisfaite de voir que l'initiative des pays socialistes a déjà rencontré des résultats positifs. A ce propos, la délégation tchécoslovaque juge très importante la proposition présentée par l'Union des Républiques socialistes soviétiques tendant à ce que les Etats membres permanents du Conseil de sécurité réduisent de 10 p. 100 leurs budgets militaires et utilisent une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement (point 102 de l'ordre du jour).

52. Pour terminer, M. Mikolaj indique que le volume de l'assistance technique offerte par la Tchécoslovaquie aux pays en voie de développement ne cesse d'augmenter, à la fois en ce qui concerne la fourniture de matériel et dans le domaine de l'éducation et de la formation des techniciens. Plusieurs cours de formation ont été organisés dans les secteurs de l'industrie qui intéressent les pays en voie de développement et, étant donné le succès de ces cours, la Tchécoslovaquie poursuivra ses efforts en ce sens. Elle souhaite également contribuer au progrès industriel des pays en voie de développement par une contribution à l'ONUDI dont elle a annoncé le montant lors de la Conférence pour les annonces de contributions⁶.

53. M. KOSSEV (Bulgarie) déclare que son pays voit avec beaucoup de sympathie les efforts déployés par les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine pour développer leur industrie. Ils pourront ainsi renforcer leur indépendance et améliorer le niveau de vie de leurs populations.

54. La délégation bulgare s'associe à ce qui a été dit par le représentant du Pérou sur le développement industriel. Par ailleurs, elle juge souhaitable un renforcement et un approfondissement de la coopération industrielle entre les pays sur un pied d'égalité, dans l'intérêt de tous et surtout celui des pays en voie de développement. C'est pourquoi la Bulgarie est favorable aux activités de l'ONUDI. Après avoir surmonté des difficultés initiales, cette organisation a pris la place qui lui revient parmi les institutions des Nations Unies en tant qu'organe principal de coordination de la coopération internationale dans le domaine du développement industriel.

55. La Bulgarie est membre du CDI et a donc déjà eu l'occasion de faire connaître ses vues; c'est pourquoi M. Kossev n'abordera que quelques points particuliers. La délégation bulgare estime que l'ONUDI n'a pas mis pleinement à profit toutes les possibilités qui lui étaient offertes aux termes de la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale. La chose n'est pas surprenante puisque, jusqu'à maintenant, l'ONUDI était en période de croissance. Cependant, il faut espérer que, dans un avenir assez proche, cette organisation sera en mesure d'utiliser toutes les capacités intellectuelles dont elle dispose et d'aider les pays en voie de développement à étudier les questions complexes que pose le processus d'industrialisation.

56. La délégation bulgare estime qu'au stade actuel il n'est pas nécessaire de modifier radicalement les statuts de l'ONUDI, mais qu'il faut chercher avant tout

⁵ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 15, première partie, annexe I.*

⁶ Voir A/CONF.60/SR.1.

à renforcer le rôle de celle-ci en tant qu'organe principal de coordination des activités de l'ONU dans le domaine du développement industriel. Il existe plusieurs moyens de parvenir à ce but, et notamment : l'adoption d'une stratégie à long terme; le renforcement de la coopération et de la coordination avec d'autres organisations internationales; l'utilisation intégrale des ressources de ces organisations; l'utilisation économe des ressources de l'ONUDI et surtout de celles qui ne sont pas employées pour des activités opérationnelles; et l'amélioration des structures et des travaux du secrétariat de l'ONUDI.

57. La délégation bulgare appuie la décision qui a été prise à la septième session, tendant à réunir une deuxième Conférence générale de l'ONUDI en mars 1975. Cette conférence aura un rôle important pour l'avenir de l'ONUDI et pour sa stratégie à long terme, et c'est pourquoi elle doit être préparée très soigneusement.

58. A la septième session du CDI, la Bulgarie a insisté sur la nécessité de renforcer le rôle de l'ONUDI dans le domaine des ressources naturelles, car l'industrialisation est tributaire de celles-ci et de leur exploitation rationnelle. L'incorporation de la question des ressources naturelles au domaine de compétence de l'ONUDI renforcerait l'efficacité de cette organisation.

59. La délégation bulgare a noté avec satisfaction que l'ONUDI coopérait avec le PNUD, la CNUCED, l'OIT et d'autres organismes, car cette coopération est une condition de succès. Elle est également satisfaite de voir qu'il y a des contacts entre l'ONUDI et le CAEM, et espère que ces contacts se développeront, car l'expérience du CAEM serait extrêmement utile aux pays en voie de développement. A ce propos, le développement de la Bulgarie illustre l'efficacité d'une coopération fondée sur le regroupement des moyens de production et des ressources naturelles, la mobilisation des efforts de la population tout entière et la planification de l'économie.

60. La Bulgarie coopère depuis longtemps avec l'ONUDI. Des séminaires ont été organisés dans ce pays et un certain nombre de projets sont en cours d'exécution en coopération avec l'ONUDI. La Bulgarie appuiera tous les efforts de cette organisation pour renforcer la coopération économique dans l'intérêt de tous les peuples.

61. M. VAN GORKOM (Pays-Bas) réaffirme l'appui de son pays à l'ONUDI mais souhaiterait, en même temps, insister sur quelques points qui lui paraissent d'une importance particulière cette année.

62. Au cours de 1973, le CDI et son Comité permanent ont pris des décisions importantes visant à provoquer trois développements essentiels : la recherche d'une meilleure coordination et d'une plus grande efficacité des organismes de l'ONU; la formulation d'une stratégie à long terme de l'ONUDI; la mise en question de la place de l'ONUDI au sein des organismes de l'ONU. Ces développements éventuels sont importants, mais la délégation néerlandaise pense qu'il serait préférable qu'ils ne se produisent pas tous au même moment.

63. Il faut se féliciter de la coopération accrue entre l'ONUDI et les autres organismes des Nations Unies. Cette année, en particulier, la coopération avec le PNUD a été intensifiée et la délégation néerlandaise

espère que cette tendance se maintiendra. Le Gouvernement néerlandais est d'avis que le PNUD doit demeurer la principale source de financement des activités et des projets de développement des Nations Unies. Les pays en voie de développement ne peuvent donc que bénéficier du renforcement de la coopération et de l'efficacité des organismes des Nations Unies.

64. Etant donné que l'exécution des programmes du PNUD se fait par l'intermédiaire d'organisations chargées de l'exécution, il est indispensable d'éliminer toute cause de tension entre le PNUD et ces organisations. Au début de 1973, la délégation néerlandaise s'est rendu compte de l'existence de ces tensions et elle déplore que la question n'ait pas été portée à l'attention de la Deuxième Commission à la vingt-septième session avant que celle-ci ne se prononce sur le projet de résolution relatif à la coopération entre l'ONUDI et le PNUD⁷. La délégation néerlandaise espère que les consultations qui ont eu lieu depuis permettront d'éviter que des malentendus de ce genre ne se reproduisent.

65. Cette délégation appuie sans réserve les travaux entrepris par le Groupe d'experts de haut niveau sur la stratégie à long terme de l'ONUDI, mais elle estime qu'il est encore trop tôt pour appliquer les recommandations du Groupe. Celles-ci doivent être étudiées plus à fond par le Comité spécial créé à cette fin. Il serait bon qu'en temps voulu le Conseil économique et social étudie les rapports définitifs sur la question, après examen par le CDI, et la délégation néerlandaise espère que le rapport sur la stratégie à long terme sera un élément important de l'examen de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement qui doit avoir lieu en 1975.

66. On s'interroge actuellement sur la place de l'ONUDI parmi les organismes des Nations Unies. La délégation néerlandaise estime que les décisions prises par la majorité sur ce sujet, lors de la septième session du CDI, sont regrettables à un moment où on commence à prendre des mesures pour formuler une stratégie à long terme. De plus, une autonomie accrue n'entraînera pas nécessairement une plus grande efficacité. Le compromis que représente la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale ne doit pas être mis en question au moment où on se demande quelle doit être la place de l'ONUDI parmi les organismes des Nations Unies, tant du point de vue institutionnel que du point de vue technique.

67. L'ONUDI devrait s'intéresser de près aux travaux effectués sous les auspices du Conseil économique et social et de la CNUCED sur le rôle des investissements privés dans les pays en voie de développement. Les travaux du Groupe de personnalités chargé d'étudier la question des sociétés multinationales, aux termes de la résolution 1721 (LIII) du Conseil économique et social, méritent en particulier l'intérêt attentif de l'ONUDI.

68. M. van Gorkom annonce, pour terminer, que sa délégation figure au nombre des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1292.

M. González Arias (Paraguay) prend la présidence.

69. M. BA-ISA (Yémen démocratique) déclare qu'il est normal que le rôle de l'ONUDI dans les efforts

⁷ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Annexes*, point 44 de l'ordre du jour, document A/8925, sect. II.

accomplis par les pays en voie de développement pour accélérer leur processus de développement ne cesse d'augmenter, étant donné que l'industrialisation est le seul moyen pour ces pays de surmonter leurs difficultés. La délégation du Yémen démocratique partage l'opinion de M. Abdel-Rahman lorsque celui-ci déclare que les pays en voie de développement ont peu d'espoir de rattraper les pays industrialisés. Pourtant, il n'y a guère d'autre solution possible que l'industrialisation. D'autre part, les pays en voie de développement ne peuvent se passer de l'assistance extérieure dans les premiers temps de leur développement. Enfin, le développement autonome est un vain mot si ces pays ne peuvent exercer leur souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles et ne sont pas capables de les utiliser.

70. L'industrialisation occupe une place très importante dans les plans de développement national du Yémen démocratique. M. Ba-Isa pense, comme le représentant du Pérou, que l'industrialisation n'est pas possible si elle ne s'accompagne pas de tout un ensemble de changements de structure. Le Gouvernement du Yémen démocratique n'épargne aucun effort pour faire disparaître les vestiges du colonialisme et transformer ses structures économiques et sociales afin d'offrir les mêmes chances à tous, et en particulier aux catégories les plus pauvres de sa population. Pour cela, une assistance de l'extérieur est indispensable et le Yémen démocratique est reconnaissant de l'aide qui lui est fournie par les pays socialistes et les autres pays amis. L'ONUDI pourrait jouer un rôle à cet égard, malgré des ressources limitées dont il faut espérer qu'elles vont augmenter.

71. La délégation du Yémen démocratique se félicite du renforcement de la coopération entre l'ONUDI et

les institutions des Nations Unies dans l'intérêt des pays en voie de développement. C'est dans cette perspective que le Yémen démocratique place de grands espoirs dans la deuxième Conférence générale de l'ONUDI qui doit avoir lieu au Pérou en 1975, et elle saisit cette occasion pour remercier le Gouvernement et le peuple péruviens pour leur généreuse invitation.

72. M. Ba-Isa déclare enfin que l'ONUDI devrait cesser de fournir une assistance à Israël qui, au mépris des résolutions de l'ONU, continue à occuper des territoires appartenant à trois Etats Membres de l'Organisation. En effet, l'assistance fournie à Israël ne peut que renforcer l'intransigeance et l'arrogance de ce pays.

73. M. CUBRIA (Cuba) déclare que le développement doit s'accompagner de réformes de structure dans les pays en voie de développement eux-mêmes et dans les relations internationales. A cet égard, l'ONUDI peut jouer un rôle significatif et les travaux du Groupe d'experts de haut niveau ont montré la voie.

74. L'ONUDI doit essayer d'accroître son efficacité, mais, en même temps, la délégation cubaine tient à souligner qu'elle est opposée à toute activité qui, sous prétexte de développement, ferait de l'ONUDI l'intermédiaire pur et simple des investisseurs étrangers dans les pays en voie de développement.

75. La délégation cubaine appuie le projet de résolution A/C.2/L.1292, aux termes duquel la deuxième Conférence générale de l'ONUDI se tiendrait à Lima en 1975.

La séance est levée à 17 h 30.

1539^e séance

Jeudi 25 octobre 1973, à 15 h 30.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1539

POINT 48 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (suite) [A/9003, chap. XII; A/9016, A/9072, A/C.2/L.1292] :

- a) Rapport du Conseil du développement industriel;
- b) Deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : rapport du Directeur exécutif

1. M. BENSI (Italie) estime que l'industrialisation des pays en voie de développement est l'une des conditions indispensables du progrès du monde dans son ensemble. C'est en reconnaissant ce principe que les Etats Membres de l'ONU ont fixé comme objectif pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, dans le domaine industriel, un taux moyen annuel de croissance de 8 p. 100. Le développement industriel n'est cependant pas une fin en soi; il n'est que l'un des éléments d'un ensemble qui

doit être harmonieux, et il s'agit aussi d'un processus qui est nécessairement différent d'un pays à l'autre. C'est pourquoi le Gouvernement italien s'est toujours prononcé en faveur de l'aide multilatérale, qui lui semble être la mieux adaptée aux caractéristiques particulières de chaque pays en voie de développement.

2. Le progrès économique et social de tous les pays grâce à la coopération internationale est l'un des objectifs essentiels et l'une des principales raisons d'être des Nations Unies. Il s'agit là d'un domaine nouveau qui exige des politiques et des instruments appropriés. Aussi le Gouvernement italien a-t-il réservé un accueil favorable aux recommandations du Groupe d'experts de haut niveau chargé d'élaborer la stratégie à long terme de l'ONUDI telles qu'elles ont été examinées par le Conseil du développement industriel (CDI) à sa septième session (voir A/9016, chap. IV). Sur la base des études et des propositions qui ont été présentées, l'ONUDI pourra poursuivre ses activités de façon à toujours mieux satisfaire les besoins des pays en voie de

développement. L'examen des propositions relatives à une stratégie à long terme révèle l'existence de deux possibilités principales de réaliser le développement industriel : la première consiste à former les cadres industriels, techniques et administratifs qui permettront aux pays en voie de développement de gérer eux-mêmes leur propres ressources, et la seconde est le transfert des techniques. Ce transfert ne peut pas s'opérer en appliquant telles quelles les techniques des pays industrialisés dans les pays en voie de développement, mais plutôt en cherchant à les adapter à leur situation particulière. La délégation italienne estime que la meilleure façon de résoudre le problème est de créer des rapports de coopération entre partenaires et sur une base d'égalité. C'est dans cet esprit qu'elle conçoit les activités entreprises dans le cadre de la contribution volontaire de l'Italie à l'ONUDI. Un accord conclu en 1972 entre l'ONUDI et le Gouvernement italien s'est concrétisé par le lancement d'un programme quadriennal de formation de cadres industriels destiné à des ressortissants de pays en voie de développement.

3. Pour assurer une utilisation aussi efficace que possible de ses contributions déjà versées et de celles des prochaines années, dont le montant total représente plus de 2 millions de dollars, le Gouvernement italien a en outre proposé à l'ONUDI d'entreprendre des projets sur une base sous-régionale en vue du développement de secteurs industriels déterminés. Le premier de ces projets concerne la mise en valeur industrielle des gisements de minerai de fer dans les pays africains situés au sud du Sahara.

4. L'Italie se félicite que le Gouvernement péruvien ait proposé de tenir à Lima, en mars 1975, la deuxième Conférence générale de l'ONUDI. Elle remercie également le Gouvernement autrichien de la contribution précieuse qu'il apporte au développement des travaux de l'organisation de Vienne.

5. La délégation italienne est consciente que l'aide au développement fournie par son pays, comme d'ailleurs par d'autres, n'a pas encore atteint le niveau souhaité. Cela est dû dans le cas de l'Italie aux graves déséquilibres structurels qui ont affecté l'économie du pays et absorbé la plus grande partie de ses ressources au cours des toutes dernières années. Les efforts déployés par l'Italie pour assurer le développement de certaines de ses régions lui ont permis de tirer de son expérience des enseignements qui peuvent présenter un certain intérêt pour d'autres pays. Le premier de ces enseignements est que l'orientation de la croissance économique en fonction de "pôles de développement" comporte un danger, car elle risque de favoriser une croissance déséquilibrée. Bien qu'il soit exact que l'industrialisation doit être envisagée là où elle peut bénéficier d'un milieu propice et de ce qu'on appelle les "économies externes", il faut corriger les tendances incontrôlées par des interventions visant à l'aménagement du territoire et à l'harmonisation des structures économiques à l'échelle régionale. Le second enseignement est qu'il faut préserver entre villes et campagnes un rapport harmonieux de développement intégré, en évitant qu'il se crée un conflit entre deux types opposés de développement. En effet, la détérioration de la situation dans les campagnes a des répercussions néfastes sur les villes, qui deviennent le réceptacle du chômage agricole et doivent faire face à une foule d'autres problèmes. Le troisième ensei-

gnement est que l'industrialisation ne devrait pas être conçue comme étant en opposition avec l'agriculture. C'est pour cette raison que l'Italie attache beaucoup d'importance à ce que l'industrie naissante apporte sa contribution au développement agricole. En amont, l'industrie doit pouvoir fournir les équipements nécessaires à l'amélioration de la productivité agricole et en aval elle doit, par des activités de transformation établies sur place, fournir les débouchés nécessaires pour pouvoir affranchir autant que possible les pays des aléas et des servitudes des marchés internationaux.

6. Même si l'Italie n'a pas encore pu, pendant la décennie en cours, fournir aux pays en voie de développement toute l'aide qu'elle juge nécessaire, elle est convaincue qu'elle pourra, par ses connaissances et son expérience, participer toujours davantage au processus de coopération en vue du développement. A cette fin, elle s'attache actuellement à repenser les modalités de son action dans ce domaine et à réviser les instruments de son aide financière, afin de mieux les adapter aux exigences des pays en voie de développement. Elle estime que cette révision est nécessaire car elle est pleinement consciente que l'un des obstacles rencontrés dans l'application de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement est de nature psychologique.

7. Le représentant de l'Italie estime qu'il faut avant tout bien comprendre le concept de coopération : celui-ci est fondé sur un intérêt commun à tous et égal pour tous, et vise à réaliser un monde mieux équilibré. Il constitue une condition fondamentale de la sécurité, de la paix et de la survie du genre humain. Il représente aussi un principe moral et politique que tous les pays, quelles que soient leurs ressources, doivent s'engager à respecter.

8. M. OLIVERI LOPEZ (Argentine) réaffirme l'appui accordé par son pays aux résolutions et décisions adoptées par le CDI lors de sa septième session (voir A/9016, annexe II). La délégation argentine tient tout particulièrement à souligner l'importance de la résolution 36 (VII), sur les échanges de formules d'assistance au développement industriel entre pays en voie de développement, et estime que cet aspect de la question représente un complément important de l'assistance fournie par les pays avancés. Lors de la discussion générale à la Commission (1529^{ème} séance), elle a d'ailleurs appelé l'attention sur les possibilités offertes par un resserrement des rapports de coopération entre pays en voie de développement. La résolution 2974 (XXVII) de l'Assemblée générale et le projet de résolution à l'étude sont des manifestations de cette tendance, à laquelle on devrait, ainsi qu'il est précisé au paragraphe 5 de la résolution 36 (VII), accorder un degré élevé de priorité dans le programme de l'ONUDI, en adaptant à cette nécessité les dispositions budgétaires pertinentes.

9. La délégation argentine appuie également sans réserve la résolution 37 (VII), concernant le programme d'action en faveur des pays les moins avancés. Elle a entendu avec satisfaction la déclaration de M. Abdel-Rahman (1537^{ème} séance) dans laquelle celui-ci a indiqué que les projets proposés, pour les pays africains, lors du séminaire régional sur les activités opérationnelles de l'ONUDI qui s'est tenu à Addis-Abeba du 29 janvier au 8 février 1973,

bénéficient actuellement d'une attention particulière. Il faut espérer que l'on accordera le même degré de priorité aux conclusions qui seront formulées à la réunion devant se tenir en 1974 pour examiner la situation des pays asiatiques les moins avancés. La délégation argentine estime qu'il faut avant tout chercher à satisfaire les besoins des pays les moins avancés lorsqu'on utilise les fonds provenant des contributions volontaires. A ce propos, elle annonce que la contribution de l'Argentine à l'ONUDI pour 1974 s'élèvera à 34 500 dollars, soit une augmentation de 15 p. 100 par rapport à 1973.

10. L'Argentine est en faveur de la création du Comité spécial chargé d'examiner les recommandations du Groupe d'experts de haut niveau en vue de présenter au CDI un plan et un programme détaillés portant sur les possibilités d'application de ces recommandations et de lui soumettre des avis sur l'élaboration d'une stratégie à long terme pour l'ONUDI, ainsi qu'il est prévu dans la résolution 38 (VII).

11. De l'avis du représentant de l'Argentine, la Commission se trouve en présence d'un paradoxe : d'une part, on demande à l'ONUDI de se charger d'une responsabilité et d'une tâche considérables, et, d'autre part, on néglige de lui donner son propre budget et de lui conférer l'autonomie administrative nécessaire.

12. Il faut, selon la délégation argentine, reformuler et redéfinir la stratégie et les objectifs de l'ONUDI. C'est pour ces raisons que cette délégation approuve la décision I (VII) sur l'élargissement du programme ordinaire d'assistance technique de l'ONUDI, en vertu de laquelle on a prévu un montant de 2 millions de dollars pour 1975. La délégation argentine, qui approuve l'augmentation proposée, estime que cette somme est encore insuffisante, d'autant plus que l'inflation en neutralisera une grande partie.

13. L'Argentine approuve également la décision II (VII) et espère que l'ONUDI pourra, dans un avenir proche, renforcer ses structures et son indépendance dans des proportions comparables à l'effort que doivent faire les pays en voie de développement. A cet égard, elle tient à appeler l'attention sur le danger qu'il y aurait à considérer le développement agricole et le développement industriel comme deux options différentes, comme les pays industrialisés l'ont envisagé au sein du Comité d'aide au développement de l'OCDE. Ces deux domaines ne s'excluent pas mutuellement mais sont complémentaires, et la seule solution possible consiste à réaliser une industrialisation rationnelle des pays du tiers monde.

14. Enfin, la délégation argentine approuve la décision III (VII), visant à augmenter le nombre de conseillers industriels hors siège de l'ONUDI.

15. Tous ces éléments amènent la délégation argentine à accorder une importance particulière à la deuxième Conférence générale de l'ONUDI. Compte tenu de l'intérêt que présente cette rencontre pour les pays en voie de développement, il est bon qu'elle ait lieu dans l'un d'entre eux. La délégation argentine tient également à renouveler ses remerciements au Gouvernement autrichien pour l'offre qu'il a faite à cette occasion et pour l'hospitalité qu'il accorde aux organes de l'ONUDI. Elle se félicite que la Conférence générale doive en principe avoir lieu à Lima, ville qui,

compte tenu de la politique progressiste du Gouvernement révolutionnaire du Pérou, constitue un cadre particulièrement approprié pour tenir une réunion où sera examinée la stratégie à long terme de l'ONUDI.

16. La délégation argentine estime en outre que la date choisie pour la deuxième Conférence générale, mars 1975, augmente encore la portée de cet événement, vu que l'on compte procéder vers le milieu de la Décennie en cours à un examen et à une évaluation de la Stratégie internationale du développement.

17. L'Argentine approuve la résolution 2952 (XXVII) de l'Assemblée générale, relative aux travaux que le CDI et son Comité permanent devront accomplir en vue de préparer la Conférence. Cela garantirait une représentation géographique équitable. En outre, la délégation argentine n'a pas d'objection en ce qui concerne l'ordre du jour provisoire adopté par le CDI à sa septième session (voir A/9016, par. 67).

18. S'agissant du budget de la future Conférence, la délégation argentine estime que les fonds prévus semblent nettement insuffisants pour réaliser les espoirs que les pays en voie de développement ont fondé sur cet événement. La Commission devrait recommander que les estimations actuelles soient examinées, compte tenu des objectifs poursuivis, et insister pour que l'on s'abstienne au moins de réduire les chiffres qui ressortent de ces estimations.

19. M. JABER (Jordanie) note avec satisfaction le nombre élevé de projets réalisés avec l'aide de l'ONUDI, la part croissante de cette organisation dans les projets du PNUD, les nombreuses activités de formation entreprises par elle en 1972 et l'influence profonde qu'elle a pu exercer en dépit des restrictions financières et administratives auxquelles elle doit faire face. La part de l'ONUDI dans les activités du PNUD, qui est déjà passée de 5 p. 100 à plus de 10 p. 100, augmentera probablement encore dans les années à venir. Cela nécessite certaines modifications administratives et financières, et c'est pourquoi la délégation jordanienne appuie la sixième recommandation du Groupe d'experts de haut niveau, selon laquelle l'ONUDI devrait jouir d'une plus grande autonomie, précisément dans les domaines administratif et financier. Le rôle de l'ONUDI constituera l'une des principales questions inscrites à l'ordre du jour de la deuxième Conférence générale : une plus grande autonomie de cette organisation permettrait en effet de corriger le déséquilibre existant actuellement au niveau des responsabilités et des moyens d'action.

20. La délégation jordanienne remercie le Gouvernement péruvien de s'être offert à accueillir la deuxième Conférence générale de l'ONUDI à Lima en mars 1975. Elle remercie également le Gouvernement autrichien des installations et services qu'il a mis à la disposition de l'organisation à Vienne. Le fait que la Conférence se tienne dans un pays en voie de développement à une époque coïncidant avec le milieu de la deuxième Décennie rendra encore plus pertinentes les activités et les conclusions de cette rencontre. La délégation jordanienne approuve donc le projet de résolution A/C.2/L.1292.

21. La délégation jordanienne a examiné en détail les six recommandations du Groupe d'experts de haut niveau (*ibid.*, par. 83 à 95). Celles-ci constituent un cadre objectif qui devrait permettre à l'ONUDI de

s'acquitter encore plus efficacement de son mandat. La Jordanie approuve ces recommandations et insiste pour qu'elles soient appliquées progressivement. Il aurait été préférable que le CDI adopte les recommandations au sujet desquelles on avait déjà abouti à un consensus et qui ne nécessitaient ni un examen plus approfondi, ni des ressources supplémentaires pour leur application. On a néanmoins eu raison de créer un Comité spécial chargé d'identifier les possibilités et les moyens d'appliquer les recommandations du Groupe. Le rapport de ce comité constituera un document de base non seulement pour la huitième session du CDI, mais aussi pour la deuxième Conférence générale de l'ONUDI. Il faudrait éviter d'accepter ou de rejeter en bloc le contenu des recommandations lorsqu'on envisagera leur application. On devrait par conséquent élaborer un calendrier définissant chaque phase de cette application et identifier les moyens à mettre en œuvre.

22. La délégation jordanienne voudrait attirer l'attention sur deux autres questions intéressant l'industrialisation, à savoir la coopération entre les pays en voie de développement eux-mêmes dans le domaine de l'industrie et le rôle des investissements étrangers. Elle estime que les pays en voie de développement, en particulier ceux qui se trouvent à des stades différents de l'industrialisation, auraient intérêt à échanger des données d'expérience. Il se peut en effet que les politiques poursuivies actuellement par un pays présentent certaines ressemblances avec celles qu'un autre pays appliquait il y a dix ou vingt ans. La Jordanie, pendant l'application de son plan triennal de développement, s'est inspirée de l'expérience d'autres pays pour créer des conditions favorables aux investissements privés et à l'implantation des industries. La coopération avec d'autres pays en voie de développement dépasse du reste le simple échange de données d'expérience et mène à la création d'entreprises en commun, à la participation au capital de fonds régionaux et à l'échange de personnel qualifié et de stagiaires.

23. Il existe des divergences de vues en ce qui concerne le rôle des investissements étrangers. Certaines délégations estiment que ceux-ci peuvent contribuer dans une large mesure au développement des pays en voie de développement, tandis que d'autres insistent sur les dangers qu'ils peuvent représenter. La Jordanie non seulement est pour sa part en faveur de l'entrée de capitaux étrangers, mais encourage aussi ces investissements extérieurs en leur accordant divers avantages. Il se peut cependant que cette politique ne convienne pas à tous les pays en voie de développement, ce qui montre combien il est difficile d'élaborer une stratégie d'industrialisation applicable à chacun d'entre eux. On aurait peut-être intérêt à examiner et à analyser l'expérience des différents pays et à définir plusieurs méthodes d'industrialisation.

24. En conclusion, le représentant de la Jordanie déclare qu'à son avis le rôle de l'ONUDI sera renforcé au cours des années à venir grâce à l'application progressive des recommandations du Groupe d'experts de haut niveau et des conclusions de la deuxième Conférence générale.

25. M. ROUDNIK (République socialiste soviétique de Biélorussie) déclare que l'industrialisation implique une transformation radicale de l'économie, de sa base technico-matérielle, en même temps que la mise en

œuvre de réformes sociales et économiques. En outre, comme il est dit notamment dans la Déclaration commune des pays socialistes sur la deuxième Décennie du développement et le progrès social¹, il convient de créer "des branches de l'industrie nationale d'un intérêt vital qui constitueront un moyen sûr d'accumuler les ressources, de mettre à la disposition de la population les biens de consommation de masse et de réserver une partie de la production à l'exportation". Pour cela, chaque pays doit mobiliser ses ressources internes et répartir équitablement le fardeau du développement entre toutes les catégories sociales. Les ressources d'origine externe ne doivent présenter qu'un caractère complémentaire et être fournies à des conditions acceptables pour les pays en voie de développement. En ce sens, l'activité de l'ONUDI, qui a pour objet d'établir des relations entre les représentants des milieux financiers internationaux et ceux de l'industrie des pays en voie de développement, peut comporter quelque danger, car elle risque d'obliger l'économie des jeunes Etats à se soumettre aux conditions des investisseurs étrangers. C'est pourquoi cette organisation doit aider les pays en voie de développement à mettre en œuvre des réformes sociales et leur assurer des modalités de financement extérieur avantageuses. A ce propos, le représentant de la RSS de Biélorussie tient à rappeler la proposition présentée par la délégation de l'URSS, tendant à ce que les cinq Etats membres permanents du Conseil de sécurité réduisent leurs budgets militaires de 10 p. 100 et utilisent une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement (point 102 de l'ordre du jour).

26. La crise financière et monétaire que traverse le système capitaliste continue à exercer une influence néfaste sur l'économie des pays en voie de développement et contribue à accroître leur dépendance économique. En effet, la baisse du dollar a fait diminuer la capacité d'achat des recettes d'exportations en dollars et a réduit la valeur des réserves en dollars des pays en voie de développement. Cela montre une fois de plus les conséquences négatives que présente l'état de dépendance dans lequel se trouve l'économie des pays en voie de développement par rapport à l'économie capitaliste internationale.

27. La délégation biélorussienne désire formuler quelques remarques à propos du rapport du CDI sur les travaux de sa septième session (A/9016). Au sujet de la deuxième Conférence générale, elle estime que celle-ci doit concentrer son attention sur les aspects essentiels des problèmes que pose l'industrialisation, et notamment examiner le problème des ressources naturelles et de leurs rapports avec le processus de l'industrialisation.

28. Le rapport présenté par le Groupe d'experts de haut niveau sur la stratégie à long terme de l'ONUDI présente une grande utilité et dans l'ensemble, la délégation biélorussienne approuve les conclusions relatives à cette stratégie. Elle aimerait cependant insister sur quelques points essentiels. En premier lieu, il ne faut pas considérer la stratégie à long terme, même si celle-ci est excellente, comme une panacée grâce à laquelle tous les problèmes pourront être résolus. En

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale*, vingt-cinquième session, Annexes, point 42 de l'ordre du jour, document A/8074.

effet, le principal obstacle au progrès économique des pays en voie de développement réside dans leur situation au sein du système capitaliste. Il est donc nécessaire avant tout d'éliminer dans ces pays les fondements socio-économiques, juridiques et légaux du colonialisme et du néo-colonialisme; d'ailleurs l'expérience montre que les plans de développement des pays en voie de développement ne peuvent être menés à bien que s'ils s'accompagnent d'une série de mesures concrètes et durables, telles que les réformes sociales, la création et le renforcement des secteurs public et coopératif de l'économie, la planification économique, la soumission du secteur privé aux intérêts nationaux, etc.

29. L'établissement de contacts de coopération avec d'autres organismes tels que la CNUCED ou le PNUD est un élément positif, mais il reste encore des problèmes à résoudre avant que l'ONUDI puisse devenir le principal organisme des Nations Unies dans le domaine du développement industriel.

30. La délégation biélorussienne n'approuve pas la décision II (VII) tendant à ce que le budget de l'ONUDI soit présenté séparément et elle se prononce également contre la création d'un fonds des Nations Unies pour le développement industriel. Elle pense, en règle générale, que toutes ces questions demandent à être étudiées de façon plus approfondie. Le statut actuel de l'organisation lui permet d'ailleurs de jouer son rôle de coordination dans le cadre des responsabilités conférées par la Charte au Conseil économique et social. Il faudrait néanmoins que l'ONUDI augmente son volume de travail et pour cela améliore ses méthodes et remédie à certains défauts, tels que le nombre excessif de personnes employées dans l'administration, et qu'en revanche elle augmente son personnel opérationnel. En outre, lorsqu'on recrute des spécialistes pour des activités opérationnelles, il conviendrait de faire davantage appel à des ressortissants des pays socialistes, y compris de la RSS de Biélorussie, qui possèdent une grande expérience dans le domaine du développement industriel.

31. Dans le projet de budget pour 1974-1975, on note une augmentation devant varier entre 9 et 11 p. 100 des dépenses relatives au personnel administratif. La délégation biélorussienne pense qu'il faut mettre fin à cette tendance et qu'il faudrait être plus strict dans l'élaboration du budget.

32. La pénurie de cadres nationaux est un obstacle au développement et l'ONUDI peut remédier à cette situation en organisant des cours, des séminaires et des colloques. La RSS de Biélorussie aide les pays en voie de développement dans cette voie. Les ressortissants de ces pays peuvent recevoir une formation dans les instituts et les établissements industriels de Biélorussie. L'expérience acquise par ce pays et le succès de ses propres plans constituent une excellente base de coopération dans le domaine du développement industriel.

33. M. SKOGLUND (Suède), parlant au nom des cinq pays nordiques, déclare que ceux-ci accordent la plus grande importance aux relations entre l'ONUDI et le PNUD, car selon eux le développement industriel ne doit pas être isolé de l'ensemble des efforts de développement et doit entrer dans le cadre de la programmation par pays du PNUD. C'est là en effet le moyen le plus efficace d'utiliser les ressources limitées

de l'ONUDI et de permettre aux pays du tiers monde de contrôler leur propre développement.

34. Les pays nordiques sont satisfaits de voir que, lors de la septième session du CDI, certaines de leurs demandes ont été satisfaites. Pour la première fois, en particulier, le programme de travail et le budget de l'ONUDI ont été présentés en un seul document sous forme de budget-programme. Cette présentation permet de se faire une idée plus claire des activités de l'ONUDI et les pays nordiques espèrent que cette technique sera améliorée de façon à accroître l'efficacité du CDI. Les cinq pays attendent également avec intérêt le rapport relatif aux réformes de structures qu'impose le rôle grandissant de l'ONUDI en tant qu'organisation chargée de l'exécution pour les programmes du PNUD, conformément à la résolution 2823 (XXVI) de l'Assemblée générale, adoptée à l'unanimité.

35. Passant aux six recommandations du Groupe d'experts de haut niveau (voir A/9016, par. 83 à 95), M. Skoglund déclare que, en ce qui concerne la première de ces recommandations, les pays nordiques ont déjà exprimé des vues analogues au CDI et à l'Assemblée générale. La plupart des activités proposées par le Groupe d'experts pour améliorer la compétence de l'ONUDI — séminaires, réunions de travail, etc. — ne sont pas nouvelles. Ce qui est nouveau, c'est qu'il ressort implicitement de la recommandation que ces activités ne doivent pas être envisagées comme des fins en elles-mêmes mais être orientées vers les besoins et les problèmes propres des différents pays et groupes de pays. En ce qui concerne la troisième recommandation, les pays nordiques pensent que les diverses activités de l'ONUDI sur le terrain doivent être intégrées à la programmation par pays du PNUD, qui est établie conformément aux priorités des pays en voie de développement. En même temps, il faudrait envisager de réduire progressivement les activités d'appui auxquelles les pays en voie de développement ne donnent pas directement la priorité. Enfin, les pays nordiques approuvent la quatrième recommandation. A la septième session du CDI, la plupart des Etats Membres ont du reste convenu que le rapport du Groupe d'experts constituait un bon point de départ, même si ses recommandations ne peuvent être appliquées immédiatement dans leur totalité. De plus, les représentants des pays nordiques ont depuis participé activement aux travaux du Comité spécial créé par la résolution 38 (VII) et pensent qu'il est très important que le Comité réussisse à établir un dialogue constructif entre le secrétariat et le CDI sur les recommandations qui doivent être appliquées et sur la manière dont cela doit être fait.

36. Les préparatifs de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, qui doit avoir lieu en 1975, sont l'une des questions importantes qui ont été abordées au cours de la septième session du CDI. Il est essentiel, comme le montre l'expérience, que cette conférence soit préparée soigneusement, et en particulier qu'elle dispose d'une documentation de qualité. Les pays nordiques espèrent que le secrétariat de l'ONUDI entrera en contact aussitôt que possible avec les autres organismes des Nations Unies pour établir les documents nécessaires.

37. En ce qui concerne les décisions prises par le CDI à sa septième session (voir A/9016, annexe II), les pays

nordiques se sont abstenus lors du vote des trois décisions qui ont malheureusement été adoptées. Ils ont réservé leur position à propos de la décision I (VII), recommandant à l'Assemblée générale de porter la base de travail et le budget du programme ordinaire d'assistance technique de l'ONUDI de 1,5 à 2 millions de dollars à dater de 1975. Les cinq pays se sont abstenus en attendant de connaître les résultats de la discussion de l'Assemblée générale sur le montant total au titre des programmes techniques du budget ordinaire pour 1975.

38. Ces pays ont également réservé leur position en ce qui concerne la décision III (VII), recommandant de faire passer le nombre des conseillers industriels hors siège de 30 à 40 en 1975 et à 60 en 1977. Ils déplorent que le CDI ait été appelé à adopter cette recommandation alors que la question doit être abordée à la dix-septième session du Conseil d'administration du PNUD, en janvier 1974, à la lumière de consultations entre l'Administrateur du Programme et le Directeur exécutif de l'ONUDI.

39. Les pays nordiques ont également fait des réserves sur la question du transfert à l'ONUDI des pleins pouvoirs en matière d'allocation des ressources, comme il est recommandé dans la décision II (VII). Selon ces pays il est en effet essentiel que les projets continuent à être approuvés à la fois par le PNUD et par l'ONUDI et que les relations entre ces deux organismes, ainsi du reste qu'entre le PNUD et les autres organisations chargées de l'exécution, soient renforcées.

40. Il est grand temps d'accorder à la question de l'emploi l'attention qu'elle mérite. C'est pourquoi les pays nordiques se félicitent que le CDI ait décidé de faire établir un document sur cette question, et espèrent que celui-ci contiendra une argumentation et des recommandations concrètes. Ces pays souhaiteraient également que le développement des petites industries, et le rôle du mouvement coopératif dans le processus d'industrialisation soient étudiés à la Conférence générale de 1975.

41. Enfin, les pays nordiques sont satisfaits de l'adoption des résolutions 36 (VII), relative à l'échange de formules d'assistance au développement industriel entre pays en voie de développement, et 37 (VII), relative au programme d'action pour les pays en voie de développement les moins avancés. Ils attendent avec intérêt de recevoir des renseignements sur les mesures concrètes qui ont été prises par le secrétariat de l'ONUDI sur ces questions.

42. M. VERCELES (Philippines) rappelle que l'industrialisation est censée être le moteur essentiel du progrès économique et social. Toutefois, l'expérience montre que, loin d'améliorer les conditions de vie de la majorité des habitants des pays en voie de développement, elle intensifie au contraire très souvent les inégalités économiques et sociales entre groupes de population. En fait, l'industrialisation doit contribuer plus directement à améliorer la qualité de la vie pour tous et il faut tenir compte de cet objectif lorsqu'on passe en revue les progrès réalisés dans le domaine industriel pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement ainsi que dans la formulation d'une stratégie à long terme pour l'ONUDI.

43. Les recommandations du Groupe d'experts de haut niveau sur la stratégie à long terme constituent une

base positive de travail et il convient d'élaborer et d'examiner sans tarder des propositions concrètes fondées sur ces recommandations. La délégation philippine estime, comme le Groupe d'experts, que l'ONUDI devrait développer sa capacité technique d'aider les pays en voie de développement à formuler et à exécuter leurs politiques et leurs programmes dans le domaine industriel. Le Groupe a souligné la nécessité d'effectuer des recherches dans le domaine de la petite industrie et des techniques à forte intensité de main-d'œuvre. Toutefois, étant donné ses ressources limitées, il serait difficile à l'ONUDI d'effectuer toutes les études envisagées par le Groupe d'experts et elle devrait avoir davantage recours aux études entreprises par d'autres organismes et instituts.

44. Par contre, l'ONUDI serait en mesure de jouer le rôle de centre d'échange de renseignements industriels, ainsi qu'il est recommandé par le Groupe d'experts, et en particulier d'étendre ses activités d'information relatives au transfert et à l'adaptation de la technologie en orientant les pays en voie de développement vers les sources capables de leur fournir toutes les informations techniques nécessaires. L'ONUDI a un rôle essentiel à jouer pour promouvoir le transfert de techniques adaptées aux conditions des pays en voie de développement et elle devrait également contribuer à développer la capacité des pays en voie de développement pour ce qui est de créer leurs propres techniques.

45. La délégation philippine appuie l'idée de renforcer la capacité de l'ONUDI de façon à servir les besoins des pays en voie de développement, et elle approuve en principe l'idée de l'établissement d'un fonds des Nations Unies pour le développement industriel. Toutefois, la question d'une autonomie accrue de l'ONUDI, en particulier la question de l'établissement d'un budget distinct, mérite d'être très soigneusement étudiée et devrait être examinée à la deuxième Conférence générale de l'ONUDI compte tenu de la stratégie qui sera formulée. A cet égard, la délégation philippine, qui est l'un des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1292, remercie vivement le Gouvernement péruvien pour son invitation. L'état d'avancement des préparatifs de la deuxième Conférence générale semble satisfaisant et la délégation philippine estime que les institutions spécialisées et les commissions économiques régionales devraient participer à ces préparatifs, étant donné que certaines de leurs activités sont liées à l'industrialisation. M. Verceles estime lui aussi qu'il conviendrait d'augmenter le budget de la Conférence.

46. La délégation philippine appuie le programme d'action pour les pays en voie de développement les moins avancés dont il est question dans la résolution 37 (VII) et elle appelle l'attention sur le paragraphe 4 de cette résolution, où le Directeur exécutif est prié de prendre les dispositions nécessaires pour organiser des séminaires analogues à celui qui s'est tenu à Addis-Abeba, du 29 janvier au 8 février 1973, pour les pays d'Afrique, en vue d'aboutir à des programmes d'action en faveur des autres pays en voie de développement les moins avancés dans d'autres régions. Le représentant des Philippines espère qu'un séminaire de cette nature pourra être organisé en Asie en 1974.

47. La délégation philippine espère que les pays en voie de développement pourront profiter de façon équitable de l'augmentation recommandée pour le programme ordinaire d'assistance technique de l'ONUDI, qui passerait de 1,5 million de dollars à 2 millions en 1975. Elle appuie la proposition tendant à augmenter le nombre des conseillers industriels hors siège et espère que ceux-ci seront plus souvent recrutés dans les pays en voie de développement. Cette remarque vaut du reste également pour le recrutement du personnel de l'ONUDI en général. Enfin, la délégation philippine souligne l'importance de la résolution 36 (VII), relative à la promotion de la coopération industrielle entre pays en voie de développement.

48. M. OLZVOI (Mongolie) déclare que son gouvernement attache une grande importance à l'ONUDI, organisme central de coordination pour les activités du système des Nations Unies en faveur du développement industriel. L'ONUDI est également un organisme d'examen et de diffusion de l'expérience acquise dans le domaine de l'industrialisation. La délégation mongole est satisfaite de voir que cette organisation a obtenu des résultats sensibles, même s'ils sont demeurés modestes, dans l'exercice de son mandat. Elle doit maintenant s'attaquer à de nouvelles tâches dont la réalisation pourra conduire à une normalisation des relations internationales et permettre d'instaurer un climat plus propice à la solution des problèmes internationaux, en particulier celui du désarmement.

49. Le meilleur moyen d'atteindre ces objectifs réside dans l'application de la stratégie à long terme de l'ONUDI. Aux termes de celle-ci, les activités de cette organisation porteraient essentiellement sur les problèmes présentant l'intérêt le plus vital pour l'industrialisation des pays en voie de développement. Certes, les conclusions du Groupe d'experts de haut niveau pourraient être améliorées, mais elles méritent néanmoins d'être étudiées attentivement. Les principaux problèmes auxquels se heurtent les pays en voie de développement dans leur industrialisation et le rôle de l'ONUDI dans la solution de ces problèmes pourraient faire l'objet d'une recommandation qui s'ajouterait à celles des experts.

50. L'ONUDI doit s'efforcer de défendre les pays en voie de développement contre la politique néo-colonialiste des pays capitalistes. Ils rencontrent de nombreuses difficultés lorsqu'ils cherchent à s'industrialiser et l'une de ces difficultés réside dans le fait que leur développement industriel est tributaire de l'industrie des pays capitalistes et, de ce fait, subit les contrecoups des crises que connaissent ces derniers pays. Les pays en voie de développement ont pris des mesures ces dernières années pour remédier à leur état de dépendance vis-à-vis des pays capitalistes; malheureusement, celles-ci n'ont pas toujours rencontré un grand succès, car elles nécessitent des ressources que le monde en voie de développement ne possède pas. Or, l'assistance que reçoit ce dernier ne fait qu'accroître sa dépendance. La politique des pays occidentaux a pour objectif de maintenir, et même de développer, l'exploitation impérialiste des jeunes Etats qui sont ainsi contraints de se faire leurs fournisseurs. La domination néo-colonialiste a pris de nouvelles formes; auparavant, les pays colonialistes interdisaient l'industrialisation; maintenant, ils la paralysent en limitant le transfert des techniques, en vendant aux

pays en voie de développement un équipement vieilli et des moyens de production périmés et en faisant obstacle aux transferts des brevets.

51. Les pays socialistes voient dans l'ONUDI le moyen de lutter contre ces pratiques. Celle-ci doit, en premier lieu, faire en sorte que son activité soit conforme aux intérêts des pays en voie de développement et en harmonie avec les changements sociaux que ces pays doivent effectuer. Le renforcement du secteur public et la planification permettent d'utiliser efficacement les ressources internes et de distribuer le revenu national de façon rationnelle. L'utilisation des réalisations scientifiques et techniques et la formation des cadres nationaux doivent aussi faire l'objet de toute l'attention de l'ONUDI, et celle-ci a beaucoup à gagner de la riche expérience des pays socialistes et des jeunes Etats qui sont parvenus à créer leur propre industrie.

52. L'autonomie administrative et financière de l'ONUDI est un sujet dont on a beaucoup parlé. La délégation mongole pense que, avant d'agir sur ce point, un examen détaillé des incidences, des avantages et des désavantages de l'autonomie s'impose. En outre, au lieu d'envisager la création d'un nouveau fonds, il serait préférable d'étudier la possibilité d'utiliser rationnellement les ressources existantes.

53. La délégation mongole se félicite de ce qu'il ait été décidé de tenir la deuxième Conférence générale de l'ONUDI dans un pays en voie de développement et est satisfaite du choix du Pérou. Etant donné qu'il s'agira, à la Conférence, du rôle de l'industrialisation dans le développement économique des pays en voie de développement, il serait bon d'inscrire à l'ordre du jour une question relative à la mobilisation des ressources naturelles des pays en voie de développement aux fins de l'industrialisation.

54. La Mongolie se félicite du développement de la coopération et du renforcement des liens entre elle-même et l'ONUDI. Celle-ci a commencé à participer à des projets importants en Mongolie et en particulier à la création, à Oulan Bator, d'un centre du cuir qui aura une importance considérable pour le développement de ce secteur de l'industrie mongole.

M. Arvesen (Norvège) prend la présidence.

55. M. SPRÖTE (République démocratique allemande) se félicite des progrès accomplis par l'ONUDI qui ressortent du rapport du CDI sur les travaux de sa septième session, de l'exposé du Directeur exécutif de l'ONUDI à la 1537ème séance et des déclarations d'autres délégations.

56. Le fait que l'ONUDI a été créée en tant qu'organe de l'Assemblée générale, aux termes de la résolution 2152 (XXI), montre bien l'importance déterminante que l'ONU attache à l'industrialisation dans la solution des problèmes que pose le développement économique et social. L'industrialisation, et notamment les transformations sociales et économiques qui lui sont liées, sont pour les pays en voie de développement la condition préalable d'une croissance économique stable et de l'indépendance économique dans le cadre d'un nouveau système de division internationale du travail. C'est pourquoi la République démocratique allemande s'est toujours attachée dans ses relations avec de nombreux pays en voie de développement à promouvoir l'industrialisation. Il s'agit là d'une tâche complexe qui, comme l'a fait observer la délégation péruvienne, sup-

pose des mesures révolutionnaires impliquant des transformations politiques, économiques et sociales, la souveraineté sur les ressources naturelles, des réformes agraires, des réformes démocratiques de l'enseignement et l'élimination de l'influence exercée par les monopoles étrangers.

57. A ce propos, la délégation de la République démocratique estime que, pour promouvoir efficacement l'industrialisation des pays en voie de développement, l'ONUDI devrait se pencher en priorité sur un certain nombre de questions, parmi lesquelles le rôle joué par l'industrialisation dans le développement global de l'économie nationale, les rapports qui existent entre le développement de l'industrie et celui de l'agriculture, l'interdépendance de l'industrialisation et des réformes sociales et économiques, la nécessité d'établir des secteurs publics dans l'industrie, les effets de l'industrialisation dans le domaine social, en particulier en ce qui concerne la création de nouveaux emplois et l'élimination de la pauvreté, la nécessité de former des spécialistes, les rapports entre la création de ressources nationales et le recours à des capitaux étrangers, ainsi que les conditions du financement par l'étranger de l'industrialisation des pays en voie de développement.

58. La République démocratique verse une contribution volontaire annuelle à l'ONUDI et a constitué des cadres de spécialistes qui facilitent sa coopération pratique aux activités de l'ONUDI, notamment dans les domaines de l'industrie chimique et pharmaceutique, de l'industrie légère, ainsi que de la normalisation, de la planification et de la gestion de la production industrielle. Un des moyens de favoriser ce développement industriel est d'envoyer des experts.

59. Depuis longtemps déjà, un certain nombre d'experts et de cadres originaires de pays en voie de développement reçoivent une formation dans diverses écoles et usines de la République démocratique. Le Gouvernement s'apprête en outre à fournir ce type d'assistance dans le cadre des activités de l'ONUDI; il est disposé à accueillir un certain nombre de séminaires et de colloques organisés par l'ONUDI, à établir des études sur l'industrialisation de certains pays en voie de développement et à envoyer des consultants au secrétariat de l'ONUDI pour qu'ils participent aux travaux de recherche effectués par cette organisation.

60. La délégation de la République démocratique estime que les travaux effectués par le Groupe d'experts de haut niveau sur une stratégie à long terme de l'ONUDI contribueront de façon positive à délimiter la compétence de cette organisation, lui permettant ainsi d'aider plus efficacement les pays en voie de développement à établir leur programme d'industrialisation. Cette délégation approuve la décision qu'a prise le CDI à sa septième session de créer un Comité spécial chargé d'analyser les recommandations du Groupe d'experts et de faire des propositions en vue de leur application. Le Gouvernement de la République démocratique envisage lui-même de créer un groupe d'experts qui examinera les problèmes à long terme posés par l'industrialisation et communiquera les résultats de ces travaux à l'ONUDI.

61. La délégation de la République démocratique approuve la convocation de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI à Lima mais estime que ces conférences devraient, en règle générale, se tenir au

siège de cette organisation afin d'en limiter le coût. En ce qui concerne l'ordre du jour de la Conférence, les points essentiels devraient être l'élaboration et l'application d'une stratégie à long terme destinée à promouvoir le développement industriel des pays en voie de développement et la souveraineté de ceux-ci sur leurs ressources naturelles. La Conférence devrait également examiner les conclusions auxquelles a abouti le Groupe d'experts quant à l'influence néfaste des sociétés multinationales sur le processus d'industrialisation des pays en voie de développement.

62. M. CHRISTOFOROU (Chypre) remercie le Directeur exécutif de l'ONUDI du travail très constructif qu'il a accompli et se félicite de l'assistance fournie par la mission consultative que l'organisation a envoyée à Chypre. Le Gouvernement chypriote espère que l'efficacité de l'ONUDI ne fera qu'augmenter et que des ressources financières adéquates seront mises à la disposition de cette organisation. Certes des résultats positifs ont été obtenus dans tous les domaines, mais il reste encore beaucoup à faire car dans bien des pays la pauvreté et la faim sévissent encore et l'écart entre pays développés et pays en voie de développement ne cesse de croître. Le représentant de Chypre estime que le renforcement des relations économiques internationales doit se fonder sur la justice et l'égalité. Une coordination plus étroite entre les activités du PNUD, de la BIRD et de l'ONUDI est certainement à souhaiter. D'autre part, l'élaboration d'une stratégie à long terme permettrait de mieux répondre aux besoins des pays en voie de développement. Le représentant de Chypre se félicite de l'importance que le CDI attache à la coopération entre les pays en voie de développement, comme en témoigne sa résolution 36 (VII). La délégation chypriote approuve les arrangements préparatoires à la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, qui donnera aux pays en voie de développement l'occasion de se faire entendre au sujet de l'élaboration d'une stratégie industrielle à long terme. La délégation chypriote appuie donc fermement le projet de résolution A/C.2/L.1292.

63. Pour conclure, M. Christoforou annonce que son gouvernement a décidé, malgré la sécheresse dont a souffert le pays, de verser à l'ONUDI une contribution égale à celle de l'an dernier.

64. M. MADEY (Yougoslavie) déclare que son gouvernement a suivi de près les progrès de l'ONUDI et les difficultés rencontrées par cette organisation. Le présent débat à la Deuxième Commission, les travaux entrepris en vue d'élaborer une stratégie à long terme, ainsi que la deuxième Conférence générale envisagée fourniront à tous l'occasion de donner leurs points de vue et de promouvoir, par des efforts communs, les activités de l'ONUDI.

65. A un moment où la coopération économique internationale connaît des transformations profondes, le système des Nations Unies a besoin, pour promouvoir le développement industriel, d'un organisme doté de moyens financiers importants et capables d'aider les pays en voie de développement à rattraper leur retard économique et éliminer la pauvreté et le chômage. Or, si on en juge par les débats du Conseil économique et social et de ses deux Comités techniques, le Comité de la science et de la technique au service du développement et le Comité de l'examen et de l'évaluation, il semble dans une certaine mesure que

l'on ne tienne pas compte ou même qu'on désapprouve les points de vue avancés par les pays en voie de développement.

66. Le développement du secteur industriel est d'une importance cruciale pour beaucoup de ces pays. Cependant, au cours des premières années de l'application de la Stratégie internationale du développement, les résultats obtenus ont été très inégaux et l'objectif de croissance industrielle de 8 p. 100 n'a pas été atteint. Fait plus inquiétant encore, la part de la production industrielle revenant aux pays en voie de développement n'a pratiquement pas bougé depuis 15 ans et se situe toujours aux environs de 6 p. 100. De ce fait, le secteur industriel n'a pu, comme on l'espérait, contribuer à développer les autres secteurs de production.

67. Il est donc normal que les besoins d'assistance bilatérale augmentent; d'autre part, l'ONU, et en particulier l'ONUDI, ont un rôle important à jouer à cet égard. Pour que son action soit efficace, il faut que l'ONUDI dispose de ressources suffisantes; or il semble que les pays développés répugnent à les lui fournir, comme l'a montré deux jours avant la Conférence des Nations Unies de 1973 pour les annonces de contributions². L'ONUDI est donc condamnée à réduire ses activités alors que les besoins des pays en voie de développement augmentent et que les programmes que cette organisation devrait financer se multiplient.

68. De l'avis de la délégation yougoslave, la décision II (VII) adoptée à la septième session du CDI, relative au renforcement de l'autonomie administrative de l'ONUDI, est une initiative heureuse qui ne peut que renforcer les possibilités de cette organisation.

69. La délégation yougoslave constate que la coopération entre les pays en voie de développement, et notamment entre les pays non alignés, se renforce un peu plus chaque jour et se traduit par des accords bilatéraux, régionaux et interrégionaux, ainsi que par des programmes de coopération dans les domaines du commerce, de l'industrie, des transports, de la science et de la technique, des questions monétaires, etc. La communauté internationale a déjà montré qu'elle s'intéressait de très près à leurs efforts. C'est ainsi que l'Assemblée générale a adopté la résolution 2974 (XXVII) en application de laquelle le Conseil d'administration du PNUD à sa quinzième session a créé le Groupe de travail de la coopération technique entre les pays en voie de développement³; en outre, l'ONUDI et le PNUD fournissent une assistance financière et technique en vue de favoriser la coopération dans les domaines de l'industrie, du commerce et des transports. La délégation yougoslave se félicite également de la résolution 36 (VII) relative à l'échange de formules d'assistance au développement industriel entre pays en voie de développement. Il faut espérer que cette résolution, qui a été adoptée à l'unanimité par le CDI, sera appliquée comme il convient et notamment son paragraphe 5 relatif à l'inclusion de ce nouvel élément de coopération industrielle entre les pays en voie de développement dans le budget-programme de l'ONUDI pour 1974-1975 et son plan à moyen terme pour 1974-1977.

² Voir A/CONF.60/SR.1 et 2.

³ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 2*, par. 332.

70. La délégation yougoslave estime que les mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés recommandées dans les diverses résolutions pertinentes sont loin de répondre aux besoins réels de ces pays. C'est pourquoi elle constate avec satisfaction que l'ONUDI envisage de leur accorder une aide spéciale en organisant les séminaires mentionnés dans la résolution 37 (VII).

71. La délégation yougoslave approuve la convocation de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI au Pérou, pays non aligné avec lequel la Yougoslavie entretient les rapports les plus amicaux. Toutefois, une conférence de ce type exige des préparatifs sérieux et surtout des ressources financières adéquates. Or les ressources proposées sont très modestes si on les compare à celles qui ont été allouées à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et à la troisième session de la CNUCED, qui ont eu lieu en 1972. En ce qui concerne l'ordre du jour provisoire de la Conférence générale (voir A/9016, par. 67), la délégation yougoslave estime qu'il faudrait accorder une place essentielle à la question du rôle de l'ONUDI dans la promotion de l'industrialisation dans les pays en voie de développement, ainsi qu'à l'examen des questions fondamentales ayant trait à l'industrialisation pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Il faut en effet que, au cours de l'opération d'examen et d'évaluation entreprise, l'ONUDI, comme tous les autres organes, présente une évaluation des résultats obtenus dans son domaine de compétence et des problèmes qui doivent être résolus.

72. M. ABHYANKAR (Inde) sait gré au Directeur exécutif d'avoir souligné que, si par le passé l'ONUDI et le CDI ont concentré leurs efforts sur des problèmes particuliers sans se préoccuper suffisamment de la situation générale de l'industrialisation, c'était surtout en raison de l'insuffisance des ressources dont ils disposaient et des principes directeurs qui étaient les leurs.

73. De l'avis du représentant de l'Inde, l'ONUDI ne peut fonctionner correctement que si elle se dote d'un programme d'action qui lui permette de fournir une aide efficace dans le domaine de l'industrialisation. Un tel programme, après avoir été approuvé par toutes les organisations intéressées, pourrait guider les activités du système des Nations Unies dans ce domaine. Malheureusement, dans l'état actuel des choses, il semble que les résultats obtenus par l'ONUDI soient de plus en plus décevants et ce malgré les efforts vigoureux faits à la première conférence générale, la Conférence internationale extraordinaire de l'ONUDI, qui s'est tenue à Vienne du 1er au 8 juin 1971, pour attirer l'attention de la communauté internationale sur les problèmes de cette organisation, et les recommandations de l'Assemblée générale dans sa résolution 2823 (XXVI). La situation ne pourra s'améliorer que si l'on définit clairement le rôle de l'ONUDI et si on la dote de pouvoirs et de moyens financiers adéquats. Or le programme de l'ONUDI, pour modeste qu'il soit, se trouve réduit de plus en plus par l'inflation. Le représentant de l'Inde approuve la recommandation du CDI [décision I (VII)] tendant à augmenter de 500 000 dollars le programme ordinaire d'assistance technique de l'ONUDI, mais cette augmentation ne fera que compenser les effets de l'inflation. En outre l'ONUDI, si elle a la possibilité d'établir un programme, n'a cependant pas de budget propre et elle ne dispose d'aucune latitude pour utiliser les fonds limités qui lui sont four-

nis. Dans ces conditions, la délégation indienne voit mal comment l'ONUDI pourrait entreprendre de nouvelles activités, innover dans de nouveaux domaines ou même formuler un seul programme qui ait un impact quelconque. Les ressources du PNUD elles-mêmes ne s'accroissent qu'à un rythme très décevant et les fonds qu'il est susceptible de fournir ne répondent pas aux besoins des pays en voie de développement et ne remplacent pas non plus les ressources dont l'ONUDI a besoin pour réorienter ses activités et en entreprendre de nouvelles.

74. Il faut donc espérer que la communauté internationale prendra conscience de ces problèmes et que la prochaine Conférence générale donnera lieu à des décisions définitives sur cette question. De l'avis de la délégation indienne, il importe que l'ONUDI soit autorisée à élaborer et à présenter à l'Assemblée générale un programme et un budget distincts du budget de l'ONU. Il conviendrait également de fusionner les multiples sources de fonds et d'établir un fonds commun pour le développement industriel. Il faudrait également doter l'ONUDI de pouvoirs suffisants pour contrôler ses finances et également lui octroyer une autonomie en matière d'administration et de personnel qui lui permette notamment de nommer ses fonctionnaires et ses experts. A ce sujet, le représentant de l'Inde souligne la mauvaise répartition géographique actuelle qui donne aux pays développés l'avantage sur les pays en voie de développement, notamment pour ce qui est des postes des classes D-2 et D-1. De même, les pays développés ont 345 experts à l'ONUDI alors que les pays en voie de développement n'en ont que 137. C'est là une situation tout à fait injuste si l'on considère que les pays en voie de développement d'Asie ne manquent pas de cadres qualifiés capables de répondre aux besoins d'autres pays en voie de développement.

75. La délégation indienne estime qu'il convient d'accroître sensiblement le nombre des conseillers hors siège. Elle se réserve en outre le droit de revenir ultérieurement sur la question de la stratégie à long terme. Comme le Directeur exécutif, elle estime que les pays en voie de développement doivent s'efforcer d'accroître la part de la production industrielle mondiale qui leur revient, ce qui ne pourra se faire que si l'on établit une division internationale du travail plus équitable, dont les pays développés eux-mêmes bénéficieraient certainement.

76. Le représentant de l'Inde se félicite par ailleurs des liens de coopération établis entre l'ONUDI et d'autres organisations, telles que la BIRD et le PNUD.

77. Enfin, la délégation indienne espère que le Comité de la planification du développement, qui doit consacrer sa dixième session à l'industrialisation, aboutira à des conclusions utiles qui permettront de préparer de façon satisfaisante la prochaine Conférence générale de l'ONUDI. Pour conclure, le représentant de l'Inde insiste à nouveau sur la nécessité de doter l'ONUDI de ressources adéquates sans lesquelles elle ne pourra s'acquitter convenablement de sa tâche.

78. M. CZARKOWSKI (Pologne) déclare que son pays a toujours attaché beaucoup d'importance au rôle que l'ONU devrait jouer en matière d'industrialisation. En effet, l'industrialisation constitue l'un des principaux facteurs de développement. Elle permet aux pays en voie de développement de rattraper leur retard, d'acquérir leur indépendance économique, de

mobiliser leurs ressources, d'accélérer la formation de cadres nationaux et d'exploiter comme il convient leurs ressources naturelles. En outre, l'industrialisation offre aux pays en voie de développement le plus sûr moyen de combler le fossé qui les sépare des pays développés. La Pologne, qui a été membre du CDI, coopère étroitement avec l'ONUDI dans divers domaines et est disposée à accroître cette coopération en vue d'aider les pays en voie de développement.

79. De l'avis de la délégation polonaise, les deux activités les plus importantes de l'ONUDI sont actuellement l'élaboration d'une stratégie à long terme et la préparation de la Conférence générale qui doit se tenir à Lima en 1975. Ces deux activités sont évidemment liées. La délégation polonaise appuie les six recommandations du Groupe d'experts de haut niveau sur une stratégie à long terme et estime que la Deuxième Commission et le CDI doivent permettre autant que possible à l'ONUDI de s'acquitter efficacement de sa tâche, c'est-à-dire d'examiner et de promouvoir la coordination de toutes les activités du système des Nations Unies dans le domaine du développement industriel. La délégation polonaise estime que l'ONUDI doit demeurer un organe de l'Assemblée générale, son action en faveur de l'industrialisation ne pouvant que s'en trouver plus efficace. En outre, ce statut permet à l'ONUDI d'obtenir plus facilement la coopération des autres organes de l'ONU. La délégation polonaise approuve dans l'ensemble la première recommandation du Groupe d'experts, relative aux stratégies et politiques industrielles.

80. Pour assurer la réussite des programmes d'industrialisation des pays en voie de développement, les conseils des pays qui ont de l'expérience en la matière peuvent être utiles. La Pologne possède d'excellents planificateurs de l'industrialisation, dont les services pourraient être mis à profit par l'ONUDI dans l'exécution des projets qui lui sont confiés. Toutefois, la réussite du processus de développement ne dépend pas exclusivement de la coopération internationale et de l'aide étrangère, mais surtout de la mobilisation des ressources intérieures et de l'adoption d'un certain nombre de mesures telles que des réformes sociales et économiques radicales, la création et le renforcement du secteur public et du secteur coopératif de l'économie, l'introduction de la planification dans la gestion de l'économie et l'établissement d'un contrôle efficace sur le secteur privé pour subordonner ses activités à l'intérêt national, l'abrogation de tous les traités, accords et engagements économiques inéquitables qui limitent la souveraineté et notamment la souveraineté sur les ressources naturelles, l'adoption d'une législation efficace pour réglementer l'emploi des capitaux étrangers privés et le rendre plus conforme aux objectifs des plans de développement, et enfin l'adoption de mesures de prévention contre les sorties de capitaux des pays en voie de développement.

81. Tout en soulignant l'importance de l'effort autocentré en matière d'industrialisation, la délégation polonaise ne sous-estime pas pour autant l'importance de la coopération internationale et de l'aide étrangère. A ce propos, elle se félicite de la réunion d'une Conférence générale de l'ONUDI en 1975 et appuie le projet de résolution A/C.2/L.1292. Le représentant de la Pologne estime que cette conférence devrait examiner tous les aspects vitaux du développement industriel, notamment dans les pays en voie de dévelop-

pement, analyser les obstacles à l'industrialisation et rechercher les moyens de les surmonter. La Conférence devrait également se préoccuper de renforcer l'efficacité de l'ONUDI dans le cadre du système des Nations Unies pour lui permettre de mieux répondre aux besoins véritables des pays en voie de développement. La délégation polonaise constate avec satisfaction que cette conférence coïncidera avec l'opération d'examen et d'évaluation à mi-chemin de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

82. Pour conclure, le représentant de la Pologne déclare que son gouvernement continuera d'appuyer les activités de l'ONUDI.

83. M. SOTO (Venezuela), commentant les recommandations du Groupe d'experts de haut niveau (voir A/9016, par. 83 à 95), dit que les stratégies et politiques industrielles, qui font l'objet de la première recommandation, sont l'un des domaines dans lesquels les pays en voie de développement, surtout les moins avancés d'entre eux, ont particulièrement besoin d'assistance. Les activités recommandées par le Groupe d'experts à cet égard sont judicieuses. Toutefois, des mesures différentes sont nécessaires pour les pays qui ont dépassé la première phase de développement industriel, afin de leur permettre de mieux utiliser une capacité qu'ils possèdent déjà; il convient en particulier de leur envoyer des spécialistes de secteurs industriels donnés.

84. Etant donné le vaste domaine de compétence de l'ONUDI, la deuxième recommandation concernant le rôle de l'organisation en tant que centre d'échanges de renseignements industriels est particulièrement judicieuse; il convient en effet que cette organisation joue le rôle d'un intermédiaire qui identifierait les sources d'information, et choisirait et adapterait ces informations. D'autre part, l'ONUDI peut aider les gouvernements à créer des centres d'information industrielle dans les pays en voie de développement.

85. Conformément à la troisième recommandation, les activités opérationnelles devraient continuer à constituer une partie essentielle de l'action de l'ONUDI. La majorité de ces activités étant financée par le PNUD, il convient d'établir une coordination plus étroite entre ces deux organismes. D'autre part, la répartition des projets industriels doit être plus conforme aux besoins des pays bénéficiaires. Enfin, les procédures opérationnelles de l'ONUDI devraient être plus souples de façon à lui permettre de répondre le cas échéant à des besoins d'urgence.

86. La délégation vénézuélienne estime que les quatrième et cinquième recommandations, relatives respectivement aux activités de promotion et au rôle central de coordination, sont justifiées et s'appuient sur des raisons valables. Par contre, elle formule des réserves à l'égard de la sixième recommandation, ne voyant pas exactement quelle est la portée de la recommandation relative à l'exploitation des ressources naturelles dans son rapport avec la compétence de l'ONUDI. A son avis, les aspects relatifs à la science et à la technique se trouvent dispersés parmi toutes les recommandations du Groupe; il lui semble qu'en raison de l'importance de la question il faudrait lui consacrer un chapitre à part, présentant un programme d'activités relié à la stratégie à long terme de l'ONUDI et mettant l'accent sur

l'assistance à fournir pour déterminer et choisir les techniques appropriées.

87. La délégation vénézuélienne attache une importance particulière à la coopération entre les pays en voie de développement, qui fait l'objet de la résolution 36 (VII), et appuie la résolution 37 (VII) consacrée aux pays les moins avancés. Enfin, elle appuie les trois décisions prises par le CDI.

88. En ce qui concerne la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, le représentant du Venezuela remercie le Pérou de s'être offert à accueillir la Conférence et espère que cette invitation sera acceptable pour tous.

89. M. AKSOY (Tunisie) estime que, bien que modestes, les efforts de l'ONUDI concernant la mobilisation et l'échange de données d'expérience, de techniques et de connaissances sont extrêmement précieux. Le taux d'augmentation des activités opérationnelles montre la nécessité d'une coopération internationale dans ce domaine.

90. Les difficultés financières et administratives auxquelles se heurte l'ONUDI sont dues essentiellement à l'insuffisance de ses ressources. Ainsi, les résultats de la Conférence de 1973 pour les annonces de contributions n'ont pas été très encourageants et, étant donné l'augmentation des dépenses d'administration, on risque en fait de voir diminuer les activités de cette organisation. A ce propos, si la délégation turque appuie en principe l'idée de créer un fonds des Nations Unies pour le développement industriel, elle ne le fait pas sans quelque hésitation, l'augmentation du nombre de fonds d'affectation spéciale ne s'accompagnant pas nécessairement d'une augmentation des ressources disponibles mais pouvant au contraire entraîner une augmentation des dépenses d'administration et de fonctionnement.

91. Il est certain que les pays en voie de développement ont un rôle capital à jouer dans leur propre industrialisation, mais une coopération accrue de la part des pays développés est essentielle pour promouvoir l'œuvre de l'ONUDI dans ce domaine. Le représentant de la Turquie se félicite des études entreprises sur la coopération entre les pays en voie de développement, qui permettront d'adopter de nouvelles méthodes et de nouveaux concepts à cet égard. Pour sa part, la Turquie collabore avec deux autres pays en voie de développement, l'Iran et le Pakistan, au titre d'une coopération régionale. D'autre part, elle a conclu, dans le cadre du GATT, des accords avec 16 autres pays en voie de développement concernant un traitement préférentiel réciproque dans le domaine du commerce. Il convient à cet égard d'établir une coordination très étroite avec le Groupe de travail de la coopération technique entre les pays en voie de développement établi par le Conseil d'administration du PNUD à sa quinzième session pour traiter du même sujet.

92. Une industrialisation rapide est une condition nécessaire à l'amélioration des conditions de vie de la population et à l'augmentation du revenu par habitant. Il faut donc regretter que les pays en voie de développement n'aient pu atteindre l'objectif de 8 p. 100 fixé dans la Stratégie internationale du développement pour l'augmentation annuelle de la production des articles manufacturés. Un rythme de

croissance plus rapide est pourtant nécessaire et pourrait être réalisé grâce à la mobilisation des ressources intérieures et à l'adoption, par les pays développés, de mesures appropriées concernant le transfert des techniques et des capitaux. Pour sa part, la Turquie a enregistré ces dernières années un taux de croissance industrielle supérieur à l'objectif fixé dans la Stratégie. Pourtant, il n'a pas suffi à résoudre les problèmes qui se posent au pays.

93. Etant donné l'insuffisance de la coopération internationale et le volume des besoins des pays en voie de développement, il convient de mettre au point une stratégie à long terme pour l'ONUDI. A cet égard, les recommandations du Groupe d'experts de haut niveau méritent d'être examinées soigneusement.

94. Les activités opérationnelles de l'ONUDI ont cependant une influence plus directe sur les efforts de développement des pays en voie de développement; en particulier, il convient d'augmenter le nombre des conseillers industriels hors siège et de les recruter davantage dans les pays en voie de développement. D'autre part, les activités relatives à la promotion des exportations méritent d'être développées.

95. Comme l'a souligné le Directeur exécutif de l'ONUDI, la production industrielle des pays en voie de développement ne constitue, depuis des années, que 6 p. 100 de la production mondiale, tandis que, de leur côté, les pays développés se heurtent à toutes sortes de problèmes liés à des pénuries de main-d'œuvre, de ressources énergétiques et de ressources naturelles. En conséquence, on pourrait envisager à l'avenir de modifier la répartition géographique des industries. Il convient également de mettre au point de nouvelles méthodes de coopération, et la deuxième Conférence générale de l'ONUDI devrait donner l'occasion de le faire. L'ordre du jour devrait être axé sur les problèmes d'industrialisation des pays en voie de développement afin de préciser le mécanisme qu'il faudra adopter pour exécuter un plan de travail global. La deuxième Conférence générale sera d'autant plus importante qu'elle coïncidera avec l'examen qui sera fait à mi-chemin de la Décennie et il convient donc de la préparer avec soin.

96. M. BAKEKOLO (Congo) dit que le développement économique et social est un objectif prioritaire de la politique nationale de son pays. De même que de nombreux autres pays du tiers monde, le Congo sort à peine de la nuit épaisse du colonialisme; depuis la révolution, il s'efforce de supprimer le dernier vestige de cette domination politique, culturelle et économique. Ce faisant, le Congo rejette la charité et le paternalisme dont se teinte parfois l'assistance au développement. Il sait qu'il doit compter sur ses propres forces et susciter une ferveur commune en faveur d'une économie nationale indépendante, en transformant la mentalité et le comportement du peuple congolais.

97. Ce programme ambitieux n'est pas le fait d'un esprit de clocher ni d'un égoïsme étroit; au contraire, le Congo sait que l'interdépendance de tous dans tous les domaines devient la loi du monde. L'effort national tend vers le bien-être des masses laborieuses mais il est tributaire de l'effort collectif d'une coopération internationale qui repose sur l'égalité de tous. Ainsi, la République populaire du Congo cherche à consolider les liens de coopération qu'elle entretient avec les Etats

africains, en particulier avec les pays d'Afrique du Centre, dans le cadre de l'Union douanière et économique d'Afrique centrale. Elle entretient aussi des liens confiants de coopération avec les pays socialistes, et elle a instauré avec la France une coopération d'un type nouveau.

98. Le peuple congolais peut aujourd'hui faire un bilan encourageant de sa première décennie d'édification du socialisme. La situation est prometteuse à bien des égards, l'infrastructure s'est développée et l'adoption de structures jeunes et rationnelles dans tous les secteurs a permis des réalisations nombreuses qui dépassent les frontières. Les investissements ont atteint un chiffre inégalé, ce qui a permis d'améliorer le niveau de vie des masses laborieuses. L'ONUDI peut apporter au Congo une aide précieuse à ce stade de son développement. En effet, les efforts du Congo ont connu certains échecs dus essentiellement à un manque d'expérience. Les recommandations du Groupe d'experts de haut niveau sont donc particulièrement intéressantes et les études et activités de promotion qui y sont mentionnées aideraient le Congo à atteindre ses objectifs et à éviter les écueils. Le représentant du Congo souhaite ardemment que les activités de l'ONUDI ne se limitent pas aux domaines traditionnels et qu'elles abordent des domaines qui correspondent aux priorités du pays.

99. Dans le cadre de la chaîne de solidarité qui le lie aux autres pays, le Congo a offert une contribution, modeste certes, mais significative aux pays du Sahel touchés par la sécheresse.

100. Le Congo est prêt à intensifier, dans les domaines qui intéressent son économie et celle de la région, sa coopération fructueuse avec l'ONUDI. Enfin, la délégation congolaise appuie le projet de résolution A/C.2/L.1292.

101. M. MUTOMBO (Zaïre) estime que l'ONUDI se trouve à un tournant qui risque de l'amener à prendre des initiatives nouvelles. Vouloir accorder une autonomie à cette organisation au moment où l'on prépare la tenue d'une deuxième Conférence générale risque de porter préjudice à l'organisation de cette conférence. Or, ce qui intéresse les pays sous-équipés, c'est de se trouver dans des conditions qui soient de nature à faciliter la réalisation des objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, en particulier dans le domaine de l'industrialisation; il est heureux de constater que le Comité de la planification du développement a décidé de consacrer sa dixième session aux politiques et problèmes fondamentaux concernant l'industrialisation des pays sous-équipés et il convient de se féliciter que l'ONUDI ait décidé de s'adresser au Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement pour ce qui touche le problème de l'adaptation et du transfert des techniques industrielles. Toutes ces activités devraient amener l'ONUDI à se consacrer davantage à la prochaine Conférence, qui permettra d'envisager sous un jour nouveau le mandat de cette organisation, son mode de fonctionnement et le mécanisme de coopération. La délégation zaïroise, qui figure au nombre des auteurs de la résolution A/C.2/L.1292, appuie l'idée de tenir la deuxième Conférence générale à Lima.

102. La délégation zaïroise appuie l'augmentation du nombre des conseillers industriels hors siège, les pays

sous-équipés étant ainsi amenés à bénéficier d'une assistance accrue dans le domaine du développement industriel puisqu'ils auront par là même l'occasion de mieux se préparer à la deuxième Conférence générale. Il conviendrait que l'ONUDI s'emploie par ailleurs à recueillir les statistiques industrielles des pays en voie de développement avant la tenue de cette conférence, d'où la nécessité de faire participer les commissions économiques régionales aux travaux préparatoires. Enfin, la délégation zairoise aurait souhaité voir l'ONUDI se pencher également sur le problème de la main-d'œuvre dans les pays sous-équipés, en coopération avec l'OIT, surtout dans le domaine des petites et moyennes entreprises.

103. M. SCHWARTZ (Espagne) dit qu'au stade actuel il importe que les Etats Membres puissent parvenir à un consensus afin de donner à l'ONUDI la place qui lui revient dans le cadre institutionnel de la coopération internationale pour le développement.

104. En ce qui concerne la réunion de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI en 1975, il suffit de signaler que l'Espagne est l'un des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1292. Elle saisit cette occasion pour remercier le Gouvernement péruvien de son invitation et espère que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité. La Conférence générale coïncidera avec le milieu de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et les préparatifs de la Conférence

permettent d'espérer que l'ONUDI en émergera pleine d'une vigueur nouvelle.

105. La délégation espagnole appuie le rapport du Groupe d'experts de haut niveau, mais se réserve de revenir sur les recommandations qu'il contient lorsqu'on connaîtra le résultat des délibérations du Comité spécial créé en application de la résolution 38 (VII) du CDI. Les discussions de la première session du Comité, à Vienne, en juillet 1973, ne permettent pas encore de savoir si l'on parviendra à déterminer dans quelle mesure il est possible d'appliquer les recommandations contenues dans la stratégie à long terme.

106. M. Schwartz pense que l'autonomie éventuelle de l'ONUDI ne doit pas porter préjudice à la coordination des activités au sein des organismes des Nations Unies. Pour la délégation espagnole, c'est le PNUD qui doit être le principal organisme de financement des activités opérationnelles de l'ONUDI, par le truchement des programmes par pays. La délégation espagnole a donc voté contre la décision II (VII) relative à l'autonomie administrative de l'ONUDI.

107. Pour terminer, la délégation espagnole réitère son appui à la résolution 37 (VII) intitulée "Programme d'action pour les pays en voie de développement les moins avancés". La résolution 36 (VII), sur l'assistance entre pays en voie de développement, complète la première.

La séance est levée à 18 h 45.

1540^e séance

Vendredi 26 octobre 1973, à 15 h 20.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1540

Déclaration du Ministre néerlandais de la coopération pour le développement

1. M. PRONK (Pays-Bas) dit que la procédure d'examen et d'évaluation est extrêmement utile en ce qu'elle oblige tous les membres de la communauté internationale à évaluer les réalisations individuelles et collectives et les amène, conjointement, à décider de nouvelles mesures de politique générale.

2. La situation n'est pas encourageante. Le volume total de l'aide a peut-être augmenté mais, dans l'ensemble, l'aide extérieure a été loin d'atteindre l'objectif décidé. Pis encore, le problème du développement n'a pas été attaqué à sa racine même. Les masses pauvres n'ont pas été atteintes et l'inégalité a augmenté tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement. La production agricole est très en retard et malgré le boom récent des prix de certains produits, les chiffres d'exportation des pays en voie de développement, dans l'ensemble, n'ont pas correspondu aux objectifs de la Stratégie internationale du développement. On doit donc conclure qu'aucune solution au problème du développement n'est possible sans de profonds changements structurels.

3. Deux récentes tentatives dans ce domaine méritent d'être notées. La première a été la Conférence des

chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés tenue à Alger, du 5 au 9 septembre 1973, qui a affirmé la détermination de ces pays d'atteindre l'autonomie économique tant individuelle que collective. Ils ont recommandé l'intensification de la coopération parmi les pays en voie de développement dans les domaines du commerce, de l'aide mutuelle, des investissements et de la science et de la technique. Ils ont décidé de créer des associations de producteurs de produits de base et de convoquer une conférence des pays en voie de développement sur les produits de base. Ils ont également décidé d'instituer un fonds de développement et de solidarité, et des directives ont été élaborées en vue d'une action concertée à l'égard des sociétés multinationales et des investissements privés étrangers. En même temps, les pays non alignés ont réitéré leur demande d'action par les pays développés. Ils ont affirmé leur détermination politique de changer l'équilibre des forces dans les relations économiques internationales. Leur programme d'action n'est pas encore mis en application, mais sa signification politique et ses conséquences potentielles sont claires et il représente un défi tant pour les pays industrialisés que pour l'Organisation des Nations Unies.

4. En deuxième lieu, les pays industrialisés membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE ont

tout récemment tenu leur douzième réunion annuelle à Paris (18 et 19 octobre 1973), au cours de laquelle il a été souligné qu'ils n'ont pas donné au développement la priorité voulue dans leurs politiques nationales et M. Pronk lui-même a attribué ce fait à une absence d'analyse, à une crise dans les relations internationales et à une carence de volonté dans la direction politique. La stagnation et la détérioration sociales ont prouvé que les théories de développement de l'après-guerre sont dépassées et doivent faire place à de nouveaux concepts pour faire face à de nouveaux problèmes. Certes, c'est aux pays en voie de développement qu'il appartient de décider leurs politiques de développement, mais comme leurs économies sont largement tributaires de celles des pays industrialisés, leurs politiques ne sauraient être isolées de celles des pays nantis. Aussi la formulation de nouvelles mesures de politique générale requiert-elle la participation tant des pays développés que des pays en voie de développement.

5. Malheureusement, la crise dans les relations internationales fait sérieusement obstacle à cette coopération. D'un côté, les grandes puissances font de plus en plus usage des accords bilatéraux, ignorant le système multilatéral existant et, d'un autre côté, les pays en voie de développement se voient de plus en plus réduits à l'affrontement, ce qui aboutit à la polarisation et détériore les communications entre pays en voie de développement et pays industrialisés. Une solution juste et durable doit évidemment être recherchée dans le cadre d'un système multilatéral unissant les pays développés et les pays en voie de développement sur la base de l'égalité et de l'intérêt mutuel, et ce système ne peut être que celui des Nations Unies. La tâche immédiate de ce dernier est d'examiner et d'évaluer la Stratégie internationale du développement en mettant l'accent sur l'autonomie économique des pays en voie de développement, sur la réforme structurelle des relations économiques et sur une répartition équitable de la richesse. Les efforts tendant à réaliser l'autonomie économique ont parfois conduit à la polarisation et à l'affrontement, mais la polarisation est un moyen de pression justifiée sur les pays industrialisés qui devraient non réagir par une attitude négative mais coopérer à la recherche d'une politique concertée.

6. Les intérêts des pays en voie de développement doivent avoir la première place dans les nouvelles négociations conduites au titre du GATT. Le rajustement des structures du commerce international en faveur des pays en voie de développement devra être complété par une réorganisation de la production à l'échelle internationale. L'objectif doit être de réaliser une division internationale du travail dans l'intérêt des pays tant développés qu'en voie de développement, visant en particulier à accélérer la croissance dans ces derniers. Il faudra tout d'abord créer des industries dans les pays en voie de développement et faciliter l'accès de leurs produits aux marchés des pays développés. De plus, la structure de l'économie des pays développés devra être réadaptée au processus d'industrialisation des pays en voie de développement.

7. A cet égard, le Gouvernement néerlandais acceptera les mesures et les sacrifices nécessaires. En outre, des mesures devront être prises, notamment dans les pays d'Europe occidentale, pour ralentir l'exode actuel de la main-d'œuvre des pays pauvres vers les pays riches, tant en accroissant les possibilités d'emploi

dans les pays d'origine qu'en rajustant la politique d'investissements des pays industrialisés, notamment par une réévaluation de leurs objectifs de croissance. Les communautés européennes peuvent et doivent apporter une importante contribution à ce processus intégré de réforme structurelle dans le commerce et la production. Le Gouvernement néerlandais estime qu'une telle contribution devra être un élément essentiel de la politique globale de développement en cours d'élaboration à Bruxelles.

8. Ainsi qu'il ressort des récentes délibérations du Conseil des gouverneurs du FMI, lors de la réunion annuelle commune de la BIRD et du FMI à Nairobi (24-28 septembre 1973) et de celles du Conseil économique et social, lors de la reprise de sa cinquante-cinquième session, la réforme monétaire internationale devrait également être axée sur le rajustement et le renforcement de la position des pays en voie de développement. La structure de la production alimentaire mondiale et du commerce mondial de produits alimentaires devra également être changée. D'importantes propositions ont été faites par le Directeur général de la FAO dans ce domaine, en particulier à la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social (1861ème séance). De l'avis de M. Pronk, une politique mondiale de stockage de produits alimentaires devrait être liée à des mesures visant à améliorer la division internationale du travail dans le secteur agricole. Il accueille avec satisfaction la proposition des Etats-Unis tendant à la convocation d'une conférence mondiale de l'alimentation (point 105). A son avis, cette conférence devrait étudier non seulement les pénuries alimentaires mondiales à court terme mais aussi les tendances agricoles à long terme; d'autre part, comme la production ne saurait être isolée du commerce, la CNUCED et le GATT devraient participer activement à la préparation de cette conférence alimentaire mondiale sous les auspices conjoints de l'ONU et de la FAO.

9. La réforme structurelle doit également s'appliquer à la répartition du revenu et de la richesse. Dans de nombreux pays en voie de développement, les propriétaires fonciers actuels ne sont disposés ni à épargner ni à investir. La redistribution du revenu en faveur d'autres groupes est de nature à accroître les investissements et, par conséquent, le taux de croissance. De plus, les gouvernements peuvent, par des mesures fiscales, réduire l'inégalité du revenu tout en assurant un niveau suffisant des investissements nationaux. D'autre part, cette redistribution de la richesse aurait l'avantage d'encourager la participation des masses au processus de développement.

10. En ce qui concerne l'action concertée dans le cadre des Nations Unies, M. Pronk souligne que les pays développés devraient accepter et exécuter les objectifs et mesures qu'énonce la Stratégie. Leurs vues ne seront acceptées que s'ils sont disposés à soumettre leurs propres politiques économique et sociale à l'examen. Le Gouvernement néerlandais est disposé à le faire et coopérera pour obtenir la même acceptation par les autres membres de la CEE. La présente opération d'examen et d'évaluation de la Stratégie (point 46) a nécessairement un caractère expérimental. Toutefois, le document de travail dont le Conseil économique et social saisit l'Assemblée générale (voir A/C.2/L.1287) peut utilement servir de base à un consensus. M. Pronk demande instamment à la Commis-

sion de l'examiner dans la perspective à long terme de la coopération multilatérale aux fins de développement et d'éviter de s'arrêter aux détails. Les objectifs quantitatifs énoncés dans la Stratégie ne seront probablement pas réalisés pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement; il faut donc redoubler d'efforts pour atteindre au moins les objectifs fondamentaux de la Décennie et, au nom de son gouvernement, M. Pronk demande instamment aux pays qui ne l'ont pas encore fait de retirer leurs réserves en ce qui concerne la Stratégie. Le renforcement du système de coopération et des activités opérationnelles des Nations Unies est essentiel au succès des efforts concertés de développement de la communauté internationale.

11. M. Pronk accueille avec satisfaction l'élargissement de la composition du Conseil économique et social, qui assure ainsi une plus grande participation au processus d'élaboration de directives et de décisions aux Nations Unies, notamment en ce qui concerne l'application de la Stratégie. Cela signifie aussi que le Conseil participera en 1974 aux efforts tendant à mettre au point une charte des droits et des devoirs économiques des Etats, qui est actuellement à l'examen par la CNUCED, et qu'il examinera la question des sociétés multinationales, de l'élaboration d'une politique complète et détaillée à suivre par les Nations Unies concernant l'utilisation et la gestion des ressources naturelles du monde, et un programme d'action concertée pour le transfert de la science et des techniques. La détente actuelle entre l'Est et l'Ouest aurait peu de sens et ne durerait pas si les intérêts du tiers monde n'étaient pas intégrés dans ces objectifs dès le début. Le Gouvernement néerlandais œuvrera dans ce sens à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et dans les négociations tendant à établir les relations entre les pays de l'Atlantique sur une nouvelle base. Ce concept de détente et de développement devrait être affirmé par l'Assemblée générale.

12. Pour conclure, M. Pronk informe la Commission que son gouvernement a proposé au Parlement néerlandais d'accroître de 20 p. 100 le montant de son aide officielle au développement, ce qui le portera, en 1974, à l'objectif prévu de 0,7 p. 100. De même, les Pays-Bas augmenteront leur contribution au PNUD en 1974 de plus de 50 p. 100 et verseront une contribution d'environ 5 millions de dollars au Fonds d'équipement des Nations Unies, principalement en vue d'aider les pays en voie de développement les moins avancés. Le Gouvernement néerlandais a affecté pour la première fois un montant de 5 millions de dollars à l'aide aux peuples des territoires coloniaux en Afrique australe, qu'il acheminera par des voies multilatérales, de préférence, et il poursuivra ses efforts, de concert avec d'autres gouvernements, en vue d'assurer l'application efficace des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale par les organismes des Nations Unies.

POINT 48 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (suite) [A/9003, chap. XII; A/9016, A/9072, A/C.2/L.1292 à 1294] :

- a) Rapport du Conseil du développement industriel;
- b) Deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : rapport du Directeur exécutif

13. Le **PRESIDENT** rappelle qu'il est de tradition à la Deuxième Commission que les délégations procèdent à des consultations officieuses à propos des propositions dont la Commission est saisie, en vue d'aboutir à un accord aussi large que possible à leur sujet avant qu'elles ne soient examinées officiellement. C'est pourquoi le Président a chargé M. Arvesen de procéder à des consultations officieuses à propos des propositions que la Commission doit examiner au titre du point relatif à l'ONUDI. Il espère que cette procédure permettra de simplifier les travaux de la Commission et il compte demander à M. González Arias d'entreprendre la même tâche à propos du point relatif à la CNUCED (point 51).

14. M. HAMID (Soudan) se félicite que l'ONUDI ait constamment accru le volume de l'assistance technique qu'elle fournit aux pays en voie de développement ainsi qu'aux organisations régionales et interrégionales opérant dans les pays en voie de développement, et qu'elle ait diversifié les secteurs d'activités industrielles bénéficiaires de cette assistance. Le représentant du Soudan remercie également l'ONUDI de l'assistance qu'elle a fournie à son pays et sait gré en particulier à la Yougoslavie de l'aide qu'elle accorde au Soudan et des relations très étroites qu'elle entretient avec lui en matière de coopération technique et autre.

15. M. Hamid note avec satisfaction que l'ONUDI a renforcé sa coopération avec d'autres organisations, notamment avec le PNUD, et se félicite, à ce sujet, de constater que le nombre des projets du PNUD que l'ONUDI a été chargée d'exécuter a doublé. D'autre part, la coopération de ces deux organisations dans le programme des Services industriels spéciaux (SIS) est un fait positif. En effet, ce programme est extrêmement utile pour résoudre de façon rapide et simplifiée les problèmes qui surgissent et il occupe une place importante dans les activités opérationnelles de l'ONUDI. Etant donné qu'il sert les intérêts des pays en voie de développement, il conviendrait de le renforcer et de le développer en tant qu'élément distinct, et de lui affecter davantage de ressources. Son efficacité dépend essentiellement de la coopération entre l'ONUDI et le PNUD.

16. Il était évident que l'adoption du nouveau système de programmation par pays se traduirait par une augmentation substantielle des activités opérationnelles de l'ONUDI. Pour exécuter efficacement ces activités, celle-ci doit jouer comme il convient son rôle de coordination dans le domaine du développement industriel, rôle qui est explicitement exposé dans la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale aux termes de laquelle a été établie l'ONUDI. Il s'agit, pour cette organisation, d'examiner et de promouvoir la coordination de toutes les activités des organismes des Nations Unies dans le domaine du développement industriel, en vue d'aboutir à une conception intégrée du rôle de l'ONU dans ce domaine. Malheureusement, l'ONUDI n'a toujours pas été dotée des pouvoirs et des ressources qui lui permettraient de s'acquitter de cette tâche.

17. De l'avis du représentant du Soudan, il faudrait qu'à l'avenir l'ONUDI soit en mesure de favoriser une coopération plus efficace et plus étroite entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement dans tous les domaines d'activité industrielle; d'adopter une conception intégrée des problèmes de développement industriel dans les pays en voie de

développement; de promouvoir, conformément à son mandat, la coordination de toutes les activités entreprises par les divers organismes des Nations Unies dans le domaine du développement industriel; et de diversifier et renouveler ses méthodes afin de fournir de nouveaux types d'assistance répondant aux besoins des pays peu industrialisés.

18. La délégation soudanaise estime, comme l'a recommandé le Conseil du développement industriel (CDI) dans son rapport sur les travaux de sa septième session (A/9016), que l'ONUDI devrait bénéficier d'une certaine autonomie administrative qui lui permette d'élaborer et de présenter un budget distinct, de créer un fonds des Nations Unies pour le développement industriel, d'être seule à décider de la répartition des ressources destinées au développement industriel, de bénéficier d'un pouvoir de décision accru en ce qui concerne les questions budgétaires, administratives et opérationnelles, ainsi que les questions de personnel, et enfin de renforcer encore son organisation administrative et sa situation financière.

19. Il ne s'agit pas là de mesures révolutionnaires. En attendant qu'elles puissent être appliquées, la délégation soudanaise estime que le PNUD doit continuer à fournir la plus grande part des ressources opérationnelles de l'ONUDI. En outre, il convient d'appliquer la résolution 2639 (XXV) dans laquelle l'Assemblée générale recommande au PNUD d'étudier les moyens d'accroître le nombre de projets pour lesquels l'ONUDI est désignée comme organisation chargée de l'exécution. Pour que le taux de croissance annuelle de la production industrielle des pays en voie de développement atteigne l'objectif de 8 p. 100 prévu dans la Stratégie internationale du développement, il faut que les pays en voie de développement, les pays développés et les organisations internationales s'occupant de développement industriel fassent un effort vigoureux. Bien que cet objectif ait été presque atteint au cours des deux premières années de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, le secteur industriel de la plupart des pays en voie de développement est encore trop faible et n'a que peu d'influence sur les autres secteurs de l'économie. En ce qui concerne les pays en voie de développement les moins avancés, il est nécessaire, conformément à la résolution 37 (VII) adoptée par le CDI (voir A/9016, annexe II), de mobiliser les moyens d'assistance voulus pour la mise en œuvre des projets contenus dans le rapport du troisième séminaire régional sur les activités opérationnelles de l'ONUDI en faveur des pays d'Afrique les moins avancés, qui s'est tenu à Addis-Abeba du 29 janvier au 8 février 1973. Il faut espérer que, comme le Directeur exécutif le leur a demandé, les diverses organisations et institutions multilatérales et bilatérales fourniront à l'ONUDI les ressources et l'assistance qui lui permettront de jouer son rôle à cet égard. La délégation soudanaise estime que, pour répondre aux besoins des pays en voie de développement les moins avancés, l'ONUDI devra faire porter son aide essentiellement sur la formation, la création d'une infrastructure institutionnelle industrielle, l'établissement d'usines pilotes, le renforcement des instituts nationaux de recherche industrielle et la formulation et l'application de politiques industrielles.

20. Alors que l'ONUDI devrait s'efforcer de satisfaire aux besoins particuliers des pays en voie de

développement les moins avancés, le représentant du Soudan constate avec surprise qu'elle accorde une aide à Israël. Les membres de la Deuxième Commission sont bien placés pour savoir qu'Israël n'est pas un pays en voie de développement et que par conséquent l'ONU ne devrait lui accorder aucune aide dans ce domaine. On peut même se demander pourquoi des sanctions n'ont pas encore été prises à son égard, étant donné que ce pays fournirait des armes à l'Afrique du Sud. L'agression à laquelle se livre actuellement Israël contre les pays arabes du Moyen-Orient est une autre raison de prendre des mesures urgentes, et le moins qu'on puisse faire c'est de supprimer toutes les formes d'assistance dont ce pays bénéficie. Du seul point de vue économique, il est évident qu'Israël a atteint un stade de développement qui n'a rien à voir avec celui des pays qui sont en droit de bénéficier des ressources limitées de l'ONUDI. Une décision s'impose donc d'urgence.

21. La deuxième Conférence générale de l'ONUDI, qui doit avoir lieu à Lima en mars 1975, devrait permettre d'examiner en détail certaines questions prioritaires dans le domaine industriel telles que, par exemple, le transfert des techniques et les ressources naturelles. Le retard de l'industrialisation dans les pays en voie de développement est dû tout autant au manque de connaissances techniques qu'au manque de capitaux. L'ONUDI a donc un rôle important à jouer dans le transfert et l'adaptation des techniques utilisées dans les pays développés, et dans la mise au point de techniques nouvelles. En ce qui concerne les ressources naturelles, on commence à voir la nécessité d'étendre peu à peu les activités de l'ONUDI à ce domaine et c'est là une question sur laquelle la deuxième Conférence générale ainsi que le Secrétaire général pourraient se pencher.

22. La délégation soudanaise estime que les idées et recommandations contenues dans le rapport du Groupe d'experts de haut niveau (voir A/9016, chap. IV) contribuent très utilement à la formulation de la stratégie industrielle. De l'avis de la délégation soudanaise, pour promouvoir le développement industriel, il faut élaborer des politiques et des stratégies qui régissent les rapports entre les pays développés et les pays en voie de développement. Afin de réaliser cet objectif l'ONUDI ne doit donc pas se contenter d'activités opérationnelles routinières.

23. En raison de la conception étroite du développement industriel qui a prévalu jusqu'ici, l'industrie moderne est restée le monopole des pays avancés. Il faut donc élaborer de toute urgence une division du travail plus rationnelle dans le domaine de la production industrielle et il appartiendra à la deuxième Conférence générale de l'ONUDI d'examiner le rôle que devront jouer les pays développés et les pays en voie de développement, ainsi que les organisations internationales intéressées, en vue d'établir les principes fondamentaux d'une charte internationale de l'industrialisation que toutes les parties devraient s'engager à respecter. Cette charte pourrait finalement être incorporée dans la charte des droits et devoirs économiques des Etats qui a été proposée dans la résolution 45 (III) de la CNUCED¹.

¹ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session*, vol. I : *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

24. Le représentant du Soudan présente le projet de résolution A/C.2/L.1293, au nom de ses auteurs, auxquels il convient d'ajouter l'Iran; il espère que ce texte simple et direct sera adopté rapidement.

25. M. HAQ (Pakistan) remercie M. Pronk de sa déclaration et espère que les mêmes sentiments animeront d'autres gouvernements de pays développés. Le représentant du Pakistan remercie également le Directeur exécutif de son exposé à la 1537^{ème} séance.

26. Bien que de création relativement récente, l'ONUDI s'est rapidement taillée une place importante dans le système des Nations Unies. Elle met actuellement à exécution 1 900 projets, dont 200 financés par le PNUD. Aussi le moment est-il venu de décider de son évolution future. Doit-elle demeurer un organisme opérationnel sans base théorique ou bien élargir son rôle? On ne peut aborder la question de l'autonomie éventuelle de l'ONUDI sans avoir répondu à ces questions.

27. Etant donné le rôle essentiel qu'elle joue dans l'industrialisation des pays en voie de développement, cette organisation doit être dotée de ressources lui permettant de s'acquitter de sa tâche. Or, comme l'a fait observer le Directeur exécutif, elle ne peut le faire convenablement que si elle est capable d'aborder globalement les problèmes du développement industriel. Il lui faut donc se forger une conception souple du développement qui lui permette d'adapter son action aux besoins variés des pays en voie de développement.

28. L'industrie moderne reste le monopole des pays avancés, et les pays en voie de développement sont tributaires des techniques fournies par ceux-ci. Or, comme les pays avancés ne sont guère disposés à mettre au point des techniques adaptées aux pays en voie de développement, celles que ces derniers reçoivent ne leur conviennent souvent pas très bien et il s'ensuit une inégalité de la répartition des revenus. D'autre part, les points de vue et les préoccupations des pays développés ne concordent pas toujours avec ceux des pays en voie de développement et ceux-ci se heurtent souvent à des obstacles, tels que les barrières douanières, qui ne font qu'aggraver leurs difficultés. Une division internationale du travail équitable devrait permettre aux pays en voie de développement de surmonter les problèmes que leur pose la commercialisation de leurs produits. Toutes ces questions sont liées et un effort commun des organismes de développement devrait permettre d'aboutir à une solution. C'est pourquoi la coopération entre l'ONUDI et d'autres organismes est cruciale.

29. La délégation pakistanaise appuie sans réserve le projet de résolution A/C.2/L.1292 relatif à la convocation à Lima de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI; cette conférence permettra d'examiner en détail le rôle exact que cette organisation doit jouer.

30. La délégation pakistanaise ne compte pas pour l'instant formuler d'observations sur le rapport du Groupe d'experts de haut niveau, mais elle attend avec intérêt le rapport du Comité spécial créé aux termes de la résolution 38 (VII) du CDI (voir A/9016, annexe II).

31. Le représentant du Pakistan approuve l'augmentation des ressources affectées au programme ordinaire d'assistance technique de l'ONUDI et espère qu'elle n'entraînera pas une diminution des ressources affectées à d'autres organismes.

32. Etant donné les lourdes responsabilités qui incombent à l'ONUDI, la délégation pakistanaise estime qu'il faut lui attribuer une plus grande indépendance en ce qui concerne son programme, son budget et la répartition de ses ressources, faute de quoi son efficacité risque de souffrir.

33. M. HOSNY (Egypte) dit que, au moment où l'on procède à l'examen et à l'évaluation de la Stratégie internationale du développement, le rapport du CDI revêt une importance accrue. L'industrialisation apparaît de plus en plus comme la pierre angulaire du développement et l'ONUDI joue un rôle catalytique dans ce processus, bien que sa contribution soit quantitativement assez modeste. A ce propos, la délégation égyptienne a été très alarmée d'entendre le Directeur exécutif de l'ONUDI annoncer que l'accroissement des activités opérationnelles de l'ONUDI pour 1973 serait très limité. Comme l'a dit M. Abdel-Rahman, il convient d'évaluer les ressources et la capacité de l'ONUDI en vue d'étendre ses activités opérationnelles. La délégation égyptienne est extrêmement préoccupée par la stagnation des ressources budgétaires de cette organisation, qui empêche les activités opérationnelles de se développer à un rythme suffisant. L'Egypte ne peut accepter une diminution du programme de travail de l'ONUDI, et des retards dans l'approbation et l'exécution des projets seraient très gênants pour les pays en voie de développement.

34. L'inflation et les réalignements monétaires sont responsables, à eux seuls, d'un déficit de l'ordre d'un million de dollars, comme il est dit au paragraphe 162 du rapport du CDI, il est clair que le seul remède à cette situation alarmante consiste à augmenter les ouvertures de crédit à un taux compatible avec l'expansion des activités opérationnelles. En même temps, par l'application rapide d'un système plus souple de budget-programme, le Directeur exécutif devrait jouir d'une plus grande latitude dans la gestion des ressources financières. Par ailleurs, le PNUD devrait affecter des ressources supplémentaires au programme des SIS et l'Assemblée générale devrait donner une suite favorable à la recommandation du CDI dans sa décision I (VII) [*ibid.*] tendant à faire passer le programme ordinaire d'assistance technique de l'ONUDI de 1,5 million de dollars à 2 millions de dollars à compter de 1975. L'augmentation de 500 000 dollars, qui serait exclusivement affectée aux pays les moins avancés, ne compenserait même pas la dépréciation réelle de valeur du programme résultant des ajustements monétaires et de l'accroissement des coûts.

35. Passant à la question de l'autonomie de l'ONUDI, M. Hosny précise qu'à l'heure actuelle il s'agit simplement d'étudier certaines questions administratives et financières en vue d'assurer le degré voulu de souplesse dans l'utilisation des ressources financières et une certaine décentralisation administrative dans des domaines tels que la nomination et la promotion des fonctionnaires, le recrutement des experts et le programme de publications. La délégation égyptienne est d'avis que l'introduction d'une certaine autonomie financière et administrative serait pleinement conforme à la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale, aux termes de laquelle l'ONUDI devait obtenir progressivement son autonomie; aucun progrès n'a jusqu'à maintenant été accompli dans ce sens. C'est pourquoi la délégation égyptienne figure au nombre des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1294, qui porte sur

cette question ainsi que sur l'augmentation du programme ordinaire d'assistance technique de l'ONUDI et sur l'augmentation du nombre des conseillers industriels hors siège.

36. A propos de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, M. Hosny tient tout d'abord, au nom de son gouvernement, à remercier le Gouvernement péruvien de son offre généreuse. Selon la délégation égyptienne, l'ordre du jour provisoire de la Conférence tel qu'il a été établi par le CDI (voir A/9016, par. 67) se concentre trop sur des questions techniques rigides. Le projet de résolution A/C.2/L.1293, dont l'Egypte est également l'un des auteurs, a donc pour objet de rétablir l'équilibre en prévoyant la préparation d'une "déclaration internationale sur l'industrialisation". Dans le cadre de la stratégie à long terme de l'ONUDI, cette déclaration ferait suite aux recommandations formulées par le Groupe d'experts de haut niveau, lesquelles doivent être approfondies par le Comité spécial chargé d'étudier l'application des recommandations du Groupe d'experts.

37. La délégation égyptienne pense que la question relative aux rôles respectifs des pays développés et des pays en voie de développement dans le processus d'industrialisation, pour le profit mutuel des deux groupes, doit constituer le thème de la déclaration internationale sur l'industrialisation, qui devrait être le point le plus important de l'ordre du jour de la Conférence générale.

38. Le Comité préparatoire de la Conférence doit donc envisager d'entreprendre les études préliminaires nécessaires sur une échelle en rapport avec l'importance de la déclaration. Malheureusement, les crédits ouverts pour la préparation de la Conférence n'y suffiraient pas et la délégation égyptienne espère, elle aussi, que l'Assemblée générale pourra augmenter le budget pour la préparation de la Conférence de façon que tous les travaux nécessaires puissent être effectués dans de bonnes conditions.

39. La délégation égyptienne a noté avec indignation qu'Israël continue à bénéficier de l'assistance de l'ONUDI. Vu qu'on ne saurait considérer Israël, sous quelque critère économique que ce soit, comme un pays en voie de développement, elle se demande quels sont les critères sur lesquels se fonde l'ONUDI pour fournir une assistance à ce pays. En effet, en 1972, le produit national brut par habitant en Israël a été estimé à 2 200 dollars des Etats-Unis, soit plus du décuple de la moyenne du produit par habitant des pays en voie de développement; ce chiffre est même supérieur au produit par habitant de certains pays très avancés. L'industrialisation a atteint un niveau qui permet à Israël, avec l'aide d'une grande puissance, de produire des armes de destruction massive extrêmement perfectionnées, dont le napalm et les bombes anti-personnel, avec lesquelles il se lance dans des agressions contre les pays voisins. En outre, un surplus est vendu à d'autres régimes racistes, notamment en Afrique du Sud et en Rhodésie du Sud. Dans ces conditions, est-il possible de considérer Israël comme l'un des pays qualifiés pour recevoir l'assistance de l'ONUDI, alors qu'avec une population de moins de trois millions d'habitants sa production industrielle s'est élevée en 1970 à plus de quatre milliards de livres israéliennes, soit plus du quintuple de la production agricole du pays ?

40. Outre ces considérations d'ordre purement économique, il est impensable que l'ONU, au lieu d'appliquer des sanctions contre Israël en raison des actes d'agression et de terrorisme d'Etat commis au cours de l'occupation ininterrompue depuis plus de six ans de territoires appartenant à trois Etats Membres, continue à lui fournir une assistance. Pour ces raisons, la délégation égyptienne s'élève vigoureusement contre le fait que l'Organisation des Nations Unies fournit une assistance à Israël alors que ce pays ne respecte ni la Charte ni les résolutions de l'Organisation et ne figure pas parmi les pays en voie de développement auxquels doit aller l'assistance de l'ONU.

M. González Arias (Paraguay) prend la présidence.

41. M. DELIVANIS (Grèce) dit qu'il ressort du rapport du CDI que l'ampleur et la qualité des travaux de l'ONUDI ne peuvent être jugées en fonction des fonds investis. Sa contribution doit être évaluée d'après les avantages directs ou indirects dont bénéficient les pays auxquels elle fournit une assistance. Grâce à cette assistance, la production industrielle augmente, les coûts diminuent et la qualité de la production montre un progrès continu. Par contre, comme les économistes libéraux, l'ONUDI semble considérer que l'écoulement des produits est assuré; or, il n'en est pas ainsi. La vente des produits industriels des pays en voie de développement est souvent rendue difficile par la concurrence des produits des pays développés, par des obstacles institutionnels et par le manque de publicité. Les difficultés qu'ils éprouvent à trouver des acheteurs découragent les producteurs et la capacité de production n'est pas toujours pleinement exploitée.

42. L'ONUDI a là une possibilité d'intervenir en persuadant les pays donateurs et les organismes internationaux d'attribuer une partie de l'aide qu'ils accordent aux pays les moins avancés — avec un revenu par habitant inférieur à 600 dollars, par exemple — à l'achat de produits industriels dans les pays où le revenu par habitant serait de l'ordre, par exemple, de 1 400 ou 1 500 dollars. Il s'agirait donc de créer un mécanisme d'achat des produits industriels aux prix les plus faibles pour la meilleure qualité possible, livrables dans des délais raisonnables. La livraison elle-même serait prise en charge par les pays donateurs. Les factures seraient payées par l'entremise d'une banque internationale et les marchandises ainsi livrées, aux frais du pays donateur, seraient vendues à des prix accessibles aux habitants du pays bénéficiaire qui, bien entendu, n'aurait pas le droit de les exporter. Les recettes seraient utilisées aux fins de l'équipement du territoire.

43. Ce système aurait les avantages suivants : utilisation complète de la capacité de production des pays dont le revenu par habitant est inférieur à 1 500 dollars; diminution du chômage; diminution de l'émigration; augmentation des investissements; augmentation de la demande de biens et services; et augmentation des recettes en devises. Du point de vue du pays bénéficiaire, les avantages résident dans l'amélioration des conditions de vie des habitants et dans la possibilité de satisfaire aux besoins de ceux qui ne sont pas en mesure d'acheter des produits fabriqués.

44. Bien entendu, ce programme devrait être de relativement courte durée et, si l'on se fonde sur l'expérience du Plan Marshall, il aurait un effet favorable sur les liquidités des pays donateurs.

45. M. MBEDO (République centrafricaine) dit que sa délégation a écouté avec beaucoup d'intérêt la déclaration de M. Pronk et espère que celle-ci sera suivie de mesures concrètes.

46. L'importance de l'ONUDI n'est pas à discuter et M. Mbédo se bornera à mettre en lumière quelques points. Il souhaite tout d'abord faire quelques remarques sur l'approche aux problèmes d'industrialisation. La délégation de la République centrafricaine apprécie hautement la manière dont la BIRD s'attaque au problème du développement : tout d'abord, les organismes de la Banque localisent la racine du mal puis essaient d'y porter remède. De la même façon, l'ONUDI doit en premier lieu déterminer quels sont les goulots d'étranglement dans le domaine de l'industrialisation et, ensuite seulement, chercher à y remédier de façon concrète. Selon la délégation de la République centrafricaine, c'est sur les industries agricoles que devraient porter les premiers efforts. L'effet d'entraînement de ces industries conduirait par exemple à construire des routes afin d'atteindre les populations éloignées, ce qui stimulerait la production. Ce serait là une méthode particulièrement avantageuse pour les pays sans littoral.

47. Il est d'autant plus important de développer en premier lieu le secteur agricole que les petites et moyennes entreprises en utilisent généralement les produits. En République centrafricaine, par exemple, sur les conseils de l'ONUDI, les industries utilisant le manioc, les sabots et les cornes d'animaux, ont été développées. Pour les pays en voie de développement, les petites et moyennes entreprises présentent l'avantage de ne pas exiger une main-d'œuvre hautement qualifiée. Mais le développement de la petite et moyenne entreprise exige la coopération de l'ONUDI avec le PNUD et l'OIT, entre autres, et il faut espérer que la coopération actuelle continuera à se renforcer.

48. Il est inutile de souligner l'importance de la formation. L'ONUDI a un rôle à jouer dans la formation des cadres supérieurs, qui exige du temps et des efforts soutenus, et doit aussi fournir une aide en vue de la formation des cadres des petites et moyennes entreprises, dans le domaine de la comptabilité par exemple, ce qui permettrait à ces entreprises d'améliorer leur gestion et d'augmenter leur chiffre d'affaires. Enfin, l'ONUDI pourrait aider les gouvernements à créer des centres du développement industriel dans lesquels on chercherait des solutions aux problèmes posés par l'industrialisation.

49. Le Gouvernement de la République centrafricaine apprécie les efforts qu'a faits l'ONUDI pour organiser des séminaires et des colloques dans les pays en voie de développement. Ces séminaires doivent présenter un caractère hautement pratique et la sélection des animateurs doit être aussi rigoureuse que possible.

50. Il est une question que le représentant de la République centrafricaine souhaiterait poser au Directeur exécutif de l'ONUDI. Une étude effectuée par cette organisation a permis de constater que peu d'investissements étaient effectués dans les pays en voie de développement, en dépit d'avantages considérables consentis par ces pays dans le cadre des codes d'investissement; ce problème fait l'objet de la quatrième recommandation du Groupe d'experts de haut niveau (voir A/9016, par. 89 et 90). M. Mbédo

souhaiterait savoir ce que l'ONUDI compte faire à ce propos.

51. Pour conclure, la délégation de la République centrafricaine pense que si les recommandations du Groupe d'experts sont appliquées avec efficacité, la solution des problèmes de l'industrialisation s'en trouvera facilitée. Elle approuve les projets de résolution A/C.2/L.1292, A/C.2/L.1293 et A/C.2/L.1294.

52. M. ARUEDE (Nigéria) dit que les difficultés que traverse actuellement l'ONUDI contraignent à se reporter à la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale qui détaille les modalités de fonctionnement de cette organisation. La résolution en question reconnaît l'importance des problèmes de l'industrialisation dans les pays en voie de développement et attire l'attention sur les besoins urgents qui existent dans ce domaine. En application du paragraphe 21 du dispositif, "les dépenses d'administration et de recherche sont imputées sur le budget ordinaire de l'ONU dans lequel seront prévus des crédits séparés à ce titre". La délégation nigériane ne voit pas pourquoi le budget ordinaire de l'ONU ne suffirait pas à couvrir les dépenses d'administration, mais elle se demande ce qu'il advient de la recherche, qui intéresse plus de 100 pays en voie de développement. Pour se rendre compte de l'insuffisance des fonds affectés à la recherche, il suffit de voir quelles sommes sont affectées à ce secteur dans les entreprises des pays développés.

53. Toujours aux termes de la résolution 2152 (XXI), les dépenses opérationnelles de l'ONUDI doivent être couvertes au moyen de contributions volontaires, par des fonds du PNUD et par des ressources provenant du programme ordinaire d'assistance technique de l'ONU. On ne pouvait attendre beaucoup du programme d'assistance technique, assez restreint, de l'ONU. Si les contributions volontaires avaient afflué, il n'y aurait pas eu de difficulté, mais cela n'a pas été le cas et l'ONUDI doit s'en remettre en grande partie au PNUD. Malheureusement, le PNUD lui-même ne dispose que de 300 millions de dollars par an.

54. Les problèmes de l'ONUDI sont donc dus d'abord à des défauts congénitaux qu'à des divergences de vues entre cette organisation et le PNUD. Etant donné que le PNUD s'est engagé dans la voie de la programmation par pays, l'ONUDI est inévitablement amenée à faire porter ses efforts sur des projets isolés plutôt que sur l'édification de stratégies cohérentes. Le véritable problème consiste donc à doter une organisation chargée de la lourde responsabilité de coordonner les activités d'industrialisation des organismes des Nations Unies de l'autorité et des ressources suffisantes pour s'acquitter efficacement de sa tâche.

55. Dans cette perspective, on comprend l'importance du rapport du Groupe d'experts de haut niveau qu'étudie encore actuellement le Comité spécial, dont fait partie le Nigéria. Ce rapport appelle quelques réflexions. Tout d'abord, c'est une contradiction de demander au PNUD de prendre à sa charge l'essentiel du financement des travaux de l'ONUDI alors qu'on charge cette dernière organisation de la coordination des activités des organismes des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation. C'est une contradiction aussi de demander au PNUD de concentrer ses efforts sur la programmation par pays et de

faire participer plus largement l'ONUDI à l'exécution de ses programmes. Lorsque la programmation par pays sera pleinement opérationnelle, le PNUD ne pourra en effet mettre plus de quelques centaines de dollars à la disposition de l'ONUDI. Ainsi, si les tendances actuelles se maintiennent, il est fort possible que l'ONUDI devienne inutile aux yeux d'un grand nombre de gouvernements.

56. Si l'on songe que l'ONUDI exécute environ 1 900 projets dans plus de 100 pays en voie de développement, et qu'en 1972 elle a dépensé 21 millions de dollars, on obtient une moyenne de 10 000 dollars par projet. Ce montant inflige un démenti aux affirmations de nombreuses délégations sur l'importance qu'elles accordent à l'industrialisation.

57. Enfin, la répartition géographique du personnel dans les postes d'administrateurs et autres continue à ne pas être satisfaisante. En dépit des diverses explications fournies, M. Aruede est certain qu'il serait possible de redresser l'équilibre, car les pays en voie de développement disposent maintenant d'assez de cadres compétents et qualifiés pour que l'ONUDI puisse y recruter quelques-uns de ses fonctionnaires. Cette organisation, comme du reste les autres institutions spécialisées, devrait faire un effort pour se tourner vers des sources de recrutement autres que leurs sources traditionnelles.

58. Le représentant du Nigéria présente ensuite le projet de résolution A/C.2/L.1294, au nom des auteurs, auxquels il convient d'ajouter l'Algérie, la Guyane, l'Inde, le Qatar, le Souaziland et la Zambie. Ce projet de résolution vise à entériner les décisions prises par le CDI à sa septième session (voir A/9016, annexe II). Certaines des questions en jeu ont fait l'objet de controverses au Conseil, mais il faut bien reconnaître que c'est presque toujours le sort des mesures qui visent à s'écarter de la pratique habituelle. Il faut donc espérer que les délégations qui se sont opposées à ces décisions ont eu le temps de revenir sur leur position et que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

59. Dans le préambule du projet, l'Assemblée générale rappelle certaines de ses décisions précédentes et, au paragraphe 1 du dispositif, elle prend acte du rapport du CDI sur les travaux de sa septième session. Le paragraphe 2 vise à porter de 1,5 million de dollars à 2 millions de dollars le budget du programme ordinaire d'assistance technique de l'ONUDI à compter de 1975 et à consacrer aux pays en voie de développement les moins avancés les ressources supplémentaires ainsi obtenues. Normalement, cette augmentation relativement modeste aurait été absorbée par l'inflation; par conséquent, dans la mesure où elle est consacrée aux pays les moins avancés, les autres pays en voie de développement consentent un sacrifice. Le paragraphe 3 vise à faire passer le nombre des conseillers industriels hors siège de 30 à un maximum de 60 en 1977, étant donné le rôle vital que jouent ces conseillers dans les pays en voie de développement. Il convient de noter que le paragraphe 3 du dispositif ne lie pas le Directeur exécutif quant aux sources auxquelles il peut s'adresser pour financer cet accroissement. Au paragraphe 4, le Secrétaire général est prié d'établir un rapport sur les trois questions qui font l'objet de la décision II (VII) et de soumettre ce rapport à l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session; les questions de fond ne seront

pas examinées avant la vingt-neuvième session de l'Assemblée et, à ce moment, on connaîtra les vues du Secrétaire général; ce paragraphe ne devrait donc pas poser de difficulté. L'objet du paragraphe 5 est de porter une attention accrue à la coopération technique entre pays en voie de développement en assurant l'ouverture des crédits nécessaires. Cette question est extrêmement importante de l'avis de la plupart des pays en voie de développement, en particulier des pays non alignés. Un Groupe de travail a été créé par le Conseil d'administration du PNUD à sa quinzième session² pour étudier cette question et le représentant du Nigéria souligne qu'il n'y a aucune incompatibilité entre les travaux du Groupe et les dispositions du paragraphe 5. Ce dernier reflète simplement les préoccupations des pays en voie de développement qui souhaitent accroître leur coopération dans le domaine industriel.

60. Les auteurs sont prêts à examiner toute suggestion positive et espèrent qu'une décision unanime pourra être prise sans tarder.

61. M. CHIRILA (Roumanie), soulignant le caractère vital de l'industrialisation dans le développement économique des pays, dit que la vocation de l'ONUDI est de promouvoir une coopération mutuellement avantageuse pour les Etats Membres et d'accélérer l'industrialisation des pays en voie de développement. La délégation roumaine salue l'adoption par le CDI de la résolution 36 (VII) permettant à l'ONUDI de faciliter l'échange de formules d'assistance au développement industriel entre pays en voie de développement. Il s'agit d'une mesure utile pour définir un programme d'action visant à promouvoir la coopération industrielle entre pays en voie de développement. A ce propos, M. Chirila décrit les activités du Centre commun ONUDI/Roumanie pour la coopération internationale dans le domaine des industries chimique et pétrochimique. Les activités de ce centre, qui complètent les activités de l'ONUDI, ont mis en évidence les multiples possibilités qu'offre cette nouvelle forme de coopération internationale.

62. Les débats qui se déroulent actuellement sur la stratégie à long terme de l'ONUDI offrent un cadre propice pour définir aussi bien les priorités que les moyens appropriés visant à promouvoir les politiques d'industrialisation, compte tenu des tendances qui se font jour dans la structure de l'industrie moderne. De l'avis de la délégation roumaine, l'ONUDI est appelée à prêter une attention particulière à la diffusion de connaissances et d'expériences technico-scientifiques, à faciliter le transfert de technologie, de savoir-faire et de brevets vers les pays en voie de développement, à stimuler la formation des cadres techniques dans ces pays afin de créer et de moderniser les branches de base de leur industrie nationale.

63. La réalisation de tels objectifs exige des mesures adéquates, et la délégation roumaine estime qu'il convient d'agir dans l'esprit des recommandations faites par la première Conférence générale, la Conférence internationale extraordinaire de l'ONUDI, qui s'est tenue du 1^{er} au 8 juin 1971, et par l'Assemblée générale dans sa résolution 2823 (XXVI). La Roumanie appuie aussi la demande d'augmentation du budget du programme ordinaire d'assistance technique de l'ONUDI, pour compenser au moins les effets de l'inflation et de

² Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 2*, par. 332.

l'ajustement des taux de change. Elle se prononce pour le maintien et le développement du programme des SIS, en lui conservant son caractère actuel, distinct du volume de l'assistance gérée par le PNUD de sorte que les ressources consacrées à ce programme ne grèvent pas les chiffres indicatifs de planification.

64. La délégation roumaine note avec satisfaction la coordination accrue entre l'ONUDI et les institutions spécialisées et estime qu'il convient d'intensifier ses relations avec le PNUD.

65. La délégation roumaine espère que l'invitation du Pérou, qui a offert d'accueillir la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, sera acceptée, car il s'agit d'un pays en voie de développement et l'on appliquerait ainsi le principe du roulement, destiné à offrir à un nombre croissant d'Etats la possibilité d'accueillir des manifestations de prestige, à vocation mondiale. C'est dans cet esprit que la Roumanie s'est jointe aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1292. Il convient de redoubler d'efforts afin d'assurer la bonne organisation de la Conférence et celle-ci devra réaffirmer le rôle capital de l'industrialisation dans le progrès économique et social des Etats pour liquider les écarts existant dans le monde contemporain et, implicitement, pour assurer l'indépendance réelle des nations. Cela nécessitera sans nul doute l'élaboration de nouvelles mesures visant à perfectionner les instruments de travail de l'ONUDI, à définir clairement sa stratégie à long terme et à accroître l'efficacité des programmes futurs et leur rôle dans l'œuvre d'industrialisation des Etats en voie de développement.

66. M. COUSTÉ (France) dit que le développement industriel est l'un des éléments essentiels du progrès économique, comme en témoigne le fait que, dans le langage courant, les expressions "pays développés" et "pays industrialisés" sont presque synonymes. C'est donc à bon droit que la Stratégie internationale du développement a donné à la croissance de l'industrie une place importante et il ne faut pas s'étonner de voir que les programmes nationaux soumis au PNUD par de nombreux gouvernements comprennent une forte proportion de projets industriels.

67. En ce qui concerne le rapport du CDI sur les travaux de sa septième session, la délégation française se réserve d'exposer en détail sa position sur les trois décisions qui n'ont pas fait l'objet d'un accord unanime, soit à la Cinquième Commission, soit au moment où le Secrétaire général effectuera l'étude qu'il est question de lui confier aux termes du projet de résolution A/C.2/L.1294.

68. En résumé, la délégation française n'approuve pas l'augmentation envisagée pour le programme ordinaire d'assistance technique [décision I (VII)], malgré la sympathie que lui inspire la destination qui serait réservée aux ressources supplémentaires. En effet, elle reste convaincue qu'il n'est pas souhaitable de financer à partir du budget ordinaire de l'ONU des projets d'assistance technique qui devraient, à son avis, être exécutés au moyen de contributions volontaires. En deuxième lieu, la délégation française ne serait pas favorable à l'octroi d'une autonomie administrative et financière complète à l'ONUDI [décision II (VII)]. L'efficacité de cette organisation ne serait pas nécessairement accrue par sa transformation de fait en institution spécialisée et cette modification porterait atteinte aux compétences de l'Assemblée générale,

dans la mesure où il ne serait guère concevable de conférer les pleins pouvoirs au CDI en matière de nomination et de promotion du personnel. Toutefois, il serait souhaitable d'alléger les procédures qui pèsent sur le Directeur exécutif pour la gestion de son programme de publications et pour le recrutement des experts.

69. La délégation française regrette que le Directeur exécutif de l'ONUDI ait cru bon jusqu'à présent de s'abstenir de présenter au CDI un tableau aussi vaste et aussi complet que celui qu'il a présenté à l'Assemblée générale, lors de la 1537^{ème} séance de la Commission, des problèmes que pose l'industrialisation dans ses rapports avec le développement. Il convient à cet égard d'observer que la première opération d'examen et d'évaluation des résultats de la Stratégie internationale du développement n'a pour ainsi dire pas pris en considération les problèmes industriels, principalement faute d'information; pourtant, d'après le calendrier adopté, l'examen et l'évaluation des progrès de l'industrialisation au cours des premières années de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement aurait dû avoir lieu à l'ONUDI. Procéder à cet examen au cours des prochains mois, comme cela semble être l'intention du Directeur exécutif, c'est agir trop tard ou trop tôt puisque c'est au cours de l'hiver 1974/75 qu'il conviendra d'entreprendre l'examen prévu pour le milieu de la Décennie.

70. D'autre part, les débats du Conseil économique et social en 1973 ont fait apparaître particulièrement clairement combien il serait nécessaire de disposer d'une doctrine de l'industrialisation dans ses rapports avec les autres problèmes du développement, et cette question sera certainement au centre des débats en 1974, particulièrement au Comité de la planification du développement, et surtout au Conseil économique et social. Le Directeur exécutif a cité fort à propos quelques-uns des aspects essentiels de cette question, en particulier les relations entre l'industrie et l'emploi ainsi que le rôle fort important de la formation professionnelle; consciente de l'importance de cet élément, la France accorde une place importante dans ses programmes d'aide aux stages de formation à tous les niveaux.

71. Les réflexions doivent aussi porter sur l'équilibre à trouver entre industrie et agriculture, ou plus exactement les moyens de développer l'industrialisation en milieu rural afin d'atténuer les difficultés liées à l'urbanisation. La délégation française estime que, d'une manière générale, il s'agit de faire en sorte que l'industrialisation contribue le plus possible à l'amélioration de la qualité de la vie et qu'elle cesse de multiplier les nuisances et les problèmes sociaux.

72. La question des ressources naturelles et de la rationalisation de leur exploitation et de leur utilisation revêt une importance incontestable. Toutefois, plusieurs organes des Nations Unies sont déjà saisis de la question et c'est à eux qu'il appartient de faire les études nécessaires et d'essayer de dégager des solutions. La délégation française n'approuve donc pas les conclusions du Groupe d'experts de haut niveau lorsqu'il émet l'avis, dans le cadre de sa sixième recommandation, que l'ONUDI devrait étendre progressivement ses activités aux secteurs de l'exploration et de l'utilisation des ressources naturelles.

73. M. Cousté voudrait faire allusion à l'étude comparée à entreprendre des voies par lesquelles se font les échanges d'expérience et la diffusion des techniques adaptées aux besoins des pays en voie de développement. Il cite à cet égard les divers moyens par lesquels s'effectuent ces échanges d'expérience et cette diffusion. La délégation française souhaite que le Conseil économique et social donne suite à son intention d'aborder toutes ces questions en 1974 et que leurs divers aspects soient présents à l'esprit des membres du Comité spécial créé pour examiner le rapport du Groupe d'experts de haut niveau. Elle souhaite enfin que le Département des affaires économiques et sociales, les commissions économiques régionales et les institutions spécialisées s'intéressent à ces questions sous l'angle qui leur est propre. On pourra ainsi espérer que la deuxième Conférence générale apporte un progrès décisif à l'élaboration de la doctrine qui manque à l'ONU au moment où se fera l'examen des résultats de la Stratégie internationale du développement à mi-chemin de la deuxième Décennie. D'autre part, étant donné le caractère multidisciplinaire des recherches à mener, le Conseil économique et social devra se pencher sur les problèmes de coordination. Il faut espérer également que le Secrétaire général tiendra compte de cet aspect lorsqu'il procédera à l'étude envisagée sur l'évolution des structures de l'ONUDI, afin d'éviter que les problèmes industriels ne soient traités de façon isolée, alors que l'on découvre au contraire de jour en jour l'interdépendance de plus en plus étroite qui existe entre l'industrialisation et l'ensemble des autres éléments des structures économiques et sociales modernes.

74. M. BRITO (Brésil) se propose de développer la position de sa délégation sur trois points : rôle de l'industrialisation dans les pays en voie de développement; contribution de la communauté internationale, et en particulier de l'ONUDI, au processus d'industrialisation; et direction générale à donner aux efforts de l'ONUDI.

75. M. Brito souligne d'abord qu'il est important de mieux comprendre la dynamique interne du processus d'industrialisation, ses rapports réciproques avec les politiques de l'emploi et de la répartition des revenus et le fait qu'il dépend étroitement du progrès technique.

76. De nombreux économistes ont récemment mis en doute la validité des politiques de croissance. Ils ont expliqué que non seulement on n'avait pas atteint les objectifs de la Stratégie, mais que les résultats obtenus avaient augmenté l'écart entre les pays en voie de développement et, à l'intérieur de chacun d'eux, entre les divers groupes sociaux. C'est ainsi que beaucoup ont soutenu qu'il fallait mettre désormais l'accent non plus sur le développement de l'industrie et du secteur urbain, mais sur celui de l'agriculture et du secteur rural.

77. M. Brito tient donc à rappeler l'importance vitale de l'industrialisation pour les pays en voie de développement s'ils veulent absorber l'excédent de main-d'œuvre des zones rurales, élever le niveau de vie de tous les secteurs de la population et développer leur épargne intérieure.

78. Ces pays doivent compter sur le progrès industriel pour améliorer qualitativement leur économie et en fin de compte supprimer l'écart entre riches et pauvres. C'est la plus-value technique créée par l'industrie qui

permet de tirer le meilleur parti de l'économie et de créer la richesse des nations. Seuls l'investissement et le progrès technique permettront aux pays en voie de développement d'élever leurs normes de productivité et en même temps de créer la demande nécessaire à l'ensemble du processus économique.

79. Certes, les écueils ne manquent pas, et de multiples questions se posent. Comment, par exemple, les pays d'implantation pourront-ils recueillir les fruits de l'industrialisation tout en évitant d'être les simples fournisseurs de matières premières des entreprises étrangères et de laisser détériorer leur environnement au profit des sociétés de consommation ? Comment lier le processus de production nationale à l'ensemble des échanges internationaux ? Les questions sont nombreuses, et les réponses ne sont pas toujours simples. En fait, on connaît mal encore la dynamique interne des divers processus industriels, leurs aspects macroéconomiques et la façon dont ils réagissent l'un sur l'autre.

80. C'est pour répondre à des questions de ce genre qu'a été créée l'ONUDI. C'était alors une idée révolutionnaire : l'idée que les pays en voie de développement pouvaient "doubler les étapes" à condition que l'on mette à la disposition de leurs planificateurs un réservoir de connaissances théoriques et d'expérience pratique. Malheureusement, depuis 1966, l'"approche macroéconomique" a fait place à une tendance à fournir une assistance technique ponctuelle. Par suite, les efforts de l'ONUDI risquaient de faire double emploi avec ceux du PNUD. La faute en incombe à tous les Etats Membres, pays développés ou pays en voie de développement. En fait, il reste à créer ce nouvel instrument de recherche appliquée dans le domaine de la planification industrielle qui avait été envisagé au départ.

81. La communauté internationale doit maintenant doter l'ONUDI d'une stratégie à long terme, afin que les objectifs de l'organisation coïncident avec le désir des pays en voie de développement de regrouper leur économie et de réaliser une intégration nationale grâce à la planification industrielle et au progrès technique. Pour cela il faut notamment définir avec précision les objectifs à moyen et à long terme.

82. Le Gouvernement brésilien est absolument opposé à l'esprit des recommandations avancées par le Groupe d'experts de haut niveau sur la stratégie à long terme de l'ONUDI. Tout en formulant des remarques d'un intérêt incontestable, ces experts ont négligé de proposer une véritable stratégie et de poser les vrais problèmes du développement industriel.

83. La délégation brésilienne espère que le Comité spécial créé par la résolution 38 (VII) sera, lui, en mesure de poser les bases d'une stratégie à long terme digne de ce nom. Elle espère aussi que la deuxième Conférence générale permettra aux planificateurs et aux économistes d'analyser dans une perspective globale les réalités actuelles et les perspectives d'avenir du développement industriel, de comparer les méthodes, d'évaluer les techniques et d'élaborer un plan d'action à long terme.

84. Le siège de l'ONUDI devrait compter davantage de "têtes pensantes", jouissant d'une autonomie administrative suffisante pour leur permettre d'effectuer des études en toute indépendance. A ce sujet, la

délégation brésilienne soutient résolument la tendance à donner à l'ONUDI une plus grande autonomie dont témoigne la décision II (VII). A propos de l'augmentation du nombre de conseillers extérieurs [décision III (VII)], elle pense qu'un certain rapport doit être maintenu entre les effectifs du siège et les effectifs extérieurs. La définition de la mission des conseillers extérieurs pose aussi un problème. Au vrai, on ne pourra résoudre ces questions qu'après avoir donné à l'ONUDI une véritable stratégie.

85. M. Brito souligne enfin l'importance que la délégation brésilienne attache à deux objectifs : tenir plus particulièrement compte des besoins propres des pays en voie de développement les moins avancés et promouvoir la coopération industrielle entre les pays en voie de développement. Comme l'a déclaré le Ministre brésilien de la planification et de la coordination, à propos du plan brésilien de développement scientifique et technique pour 1973-1974, "le plus sûr moyen de maintenir un pays indéfiniment en état de sous-développement est de ne mettre à sa disposition que des techniques toutes prêtes". Cela dit, la délégation brésilienne est convaincue que les perspectives d'industrialisation sont particulièrement prometteuses dans les sociétés qui ne sont pas liées par des traditions dans ce domaine.

86. M. Brito conclut en rappelant la nécessité d'innover et de modifier au besoin les habitudes de pensée vis-à-vis de l'ONUDI.

87. M. ELIASHIV (Israël), exerçant son droit de réponse, dit que, conformément à leur habitude, les délégations arabes remettent sur le tapis la question du Moyen-Orient quel que soit le sujet examiné, de façon à répandre leur propagande de mensonges éhontés et de clichés ressassés. Ainsi, les représentants de l'Egypte et du Soudan ont jugé bon de revenir encore une fois sur la question des armes qu'Israël vendrait à des pays d'Afrique du Sud, bien que ces affirmations aient été souvent réfutées déjà avec preuves à l'appui. Pour ce qui est des événements qui se sont passés depuis le 6 octobre, le monde entier sait que l'Egypte et la Syrie ont attaqué Israël poursuivant ainsi leur agression contre Israël commencée en 1948, et ce fait historique ne saurait être modifié par des répétitions sans fin.

88. M. HOSNY (Egypte), exerçant son droit de réponse, rappelle qu'il a simplement voulu expliquer pourquoi Israël ne doit pas recevoir d'assistance de la part des Nations Unies, et cela pour deux raisons. En premier lieu Israël ne figure pas au nombre des pays en voie de développement. Ainsi, selon la publication *United Nations Standard Country Code*³, Israël, dont

le produit national brut par habitant était de 2 200 dollars en 1972, figure au nombre des pays développés à économie de marché. Dans sa déclaration antérieure, M. Hosny a déjà fait état de statistiques relatives au revenu national d'Israël et de son niveau industriel et technique, qui font que ce pays a été classé parmi les pays développés. C'est donc lui en fait qui devrait contribuer à l'ONUDI plutôt que d'en recevoir une assistance.

89. En deuxième lieu, Israël vend bien des armes à l'Afrique du Sud; lors de la vingt-septième session, le représentant d'Israël à la Quatrième Commission a reconnu que son pays fournissait au Gouvernement sud-africain des appareils Arava dont les caractéristiques les destinent à des fins militaires. L'étroite coopération qu'Israël entretient avec le régime raciste de l'Afrique du Sud a été mise en relief une fois de plus lorsque le Ministre de la défense de l'Afrique du Sud a affirmé aux sionistes israéliens après leur agression du 6 octobre que le peuple de l'Afrique du Sud sympathisait avec la lutte du peuple israélien et que son gouvernement était disposé à offrir une assistance à Israël.

90. L'Assemblée générale a adopté une résolution interdisant d'offrir une assistance aux régimes racistes de l'Afrique du Sud, du Portugal et de la Rhodésie du Sud; la délégation égyptienne demande simplement que le même traitement soit réservé à Israël, pour les deux raisons qu'il vient de citer.

91. En ce qui concerne la question de l'agression, chacun connaît les faits; chacun sait qu'Israël a lancé son agression en Egypte à un endroit où les Egyptiens se proposaient de construire un nouveau pipe-line; chacun sait également qu'il a lancé les agressions précédentes de 1956 et 1967.

92. M. ELIASHIV (Israël) dit que cette longue intervention entre bien dans le cadre de la propagande à laquelle les délégations arabes se livrent dans tous les organes des Nations Unies au détriment des travaux en cours. Le représentant d'Israël se contente de rejeter une fois pour toutes les calomnies et les mensonges qui font partie de cette propagande d'allégations sans aucun fondement d'agression de la part d'Israël.

93. Le PRESIDENT annonce que les délégations de la Jordanie et de la Malaisie ont demandé à se joindre aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1293 et les délégations de l'Afghanistan, de l'Iran, du Mali, de l'Uruguay et du Zaïre à ceux du projet de résolution A/C.2/L.1294.

³ Publication des Nations Unies, numéro de vente : 70.XVII.13 (paraît en anglais seulement).

La séance est levée à 18 h 55.

1541^e séance

Lundi 29 octobre 1973, à 10 h 55.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1541

POINT 48 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (suite) [A/9003, chap. XII; A/9016, A/9072, A/C.2/L.1292 à 1294] :

- a) Rapport du Conseil du développement industriel;
- b) Deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : rapport du Directeur exécutif

1. M. SADEGHI-YARANDY (Iran) dit que peu d'organisations internationales ont fait apparaître avec plus de clarté que l'ONUDI les problèmes qui accompagnent la réalisation des aspirations à une vie meilleure des pays en voie de développement. Toutefois, les ressources financières dont dispose l'ONUDI n'ont permis jusqu'à présent d'atteindre que des résultats modestes. En termes absolus, les fonds dépensés par l'ONUDI sont négligeables, même si on les compare au niveau des dépenses que les pays en voie de développement eux-mêmes consacrent à l'industrialisation. La création d'un fonds des Nations Unies pour le développement industriel, recommandée par le Conseil du développement industriel (CDI), dans sa décision II (VII) [voir A/9016, annexe II], renforcerait les possibilités financières de l'organisation. La décision du Conseil [décision I (VII)] de porter de 1,5 million de dollars à 2 millions de dollars la base de travail et le budget du programme ordinaire d'assistance technique de l'ONUDI est raisonnable.

2. La délégation iranienne a également pris note avec grande satisfaction de l'accroissement de l'ensemble des activités opérationnelles de l'ONUDI en 1972 et de la part des ressources du PNUD allant à l'ONUDI. Compte tenu des effets que ses responsabilités accrues auront à l'avenir en matière d'organisation, l'ONUDI devrait avoir une plus grande autonomie administrative et financière. L'examen de la question de la préparation du budget-programme de l'ONUDI et de sa soumission à l'Assemblée générale en tant que document séparé, et aussi de l'indépendance de l'ONUDI en ce qui concerne l'affectation de ses ressources et son programme de publications, aidera certainement beaucoup à assurer cette autonomie.

3. La recherche d'une stratégie à long terme pour l'ONUDI montre que celle-ci se soucie de mieux répondre aux besoins et se fait un devoir d'assurer la formulation rationnelle de politiques industrielles dans les pays en voie de développement. Les recommandations du Groupe d'experts de haut niveau (*ibid.*, chap. IV) contiennent les éléments fondamentaux d'une telle stratégie, et la délégation iranienne est certaine que le Comité spécial créé par la résolution 38 (VII) réussira à fixer les détails de leur mise en application.

4. La délégation iranienne juge acceptable la date suggérée (mars 1975) pour la deuxième Conférence

générale de l'ONUDI, ainsi que l'ordre du jour provisoire proposé (voir A/9016, par. 67); l'adoption du projet de résolution A/C.2/L.1293 aiderait à améliorer cet ordre du jour. Enfin, la délégation iranienne sait gré au Gouvernement péruvien d'avoir offert d'accueillir la Conférence, et elle appuie par conséquent le projet de résolution A/C.2/L.1292.

5. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) note que le développement industriel est essentiel si l'on veut que les pays en voie de développement surmontent les difficultés engendrées par le colonialisme et le néo-colonialisme. Par conséquent, l'Union soviétique appuie l'ONUDI dans toutes les activités destinées à aider les pays en voie de développement à établir des plans de développement industriel, à étendre le secteur de l'Etat, à utiliser les ressources intérieures et extérieures pour le développement industriel, ainsi qu'à former des spécialistes. Au cours de l'année écoulée, l'ONUDI a accompli beaucoup de travaux utiles, mais elle ne donne pas encore aux Etats une assistance tangible pour la formulation de plans de développement industriel à long terme et ne joue pas encore le rôle de coordonnateur principal des activités de développement industriel du système des Nations Unies.

6. La science et la technique prennent une importance croissante dans la vie moderne et même le pays le plus développé ne peut pas être en tête dans tous les domaines. L'une des tâches principales de l'ONUDI est donc d'organiser une coopération internationale accrue dans le domaine du développement industriel, non seulement entre pays développés et pays en voie de développement, mais aussi entre les pays en voie de développement eux-mêmes. L'ONUDI devrait faciliter à ces derniers l'accès aux connaissances et données d'expérience scientifiques et techniques. L'industrialisation des pays en voie de développement ne saurait être considérée simplement comme un processus de reconstruction fondamentale de leurs économies et d'absorption de nouvelles techniques; Elle doit également être régie par la nécessité de créer dans ces pays une économie indépendante échappant à l'influence du capital et des monopoles étrangers.

7. C'est entre les mains des pays en voie de développement eux-mêmes que se trouve la solution au problème de l'industrialisation, mais l'Organisation des Nations Unies, et en particulier l'ONUDI, peut et doit contribuer à ce processus. A cet égard, la tâche la plus importante pour l'ONUDI est de devenir le pivot de toute l'activité de l'ONU en matière de développement industriel, conformément à la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale, et de jouer un rôle actif dans le domaine du développement industriel selon le schéma esquissé par le Groupe d'experts de haut niveau. Parmi les mesures pratiques d'assistance aux pays en voie de développement, il faudra attacher une importance particulière au transfert

des "techniques appropriées" qui devrait permettre à ces pays d'accélérer la mise en application de leurs plans de développement à long terme, de bien gérer leurs ressources naturelles et leurs réserves en devises et d'accroître la productivité et l'emploi. Il incombe également à l'ONUDI de prêter son concours pour la formation de spécialistes nationaux des questions industrielles, d'élargir ses programmes relatifs aux séminaires et à la recherche et d'établir des entreprises industrielles modèles dans les pays en voie de développement.

8. En ce qui concerne le rapport du CDI sur les travaux de sa septième session (A/9016), la délégation soviétique estime que le programme biennal et le plan à moyen terme devraient être plus étroitement reliés aux plans nationaux grâce à l'expansion simultanée de l'activité de l'ONUDI au-delà de la recherche en matière de préinvestissement et à l'exécution de projets individuels. Tout en appuyant la décision du Conseil concernant l'intensification de l'aide aux pays les moins avancés, la délégation soviétique estime que la création d'un fonds du développement industriel, comme il est recommandé dans la décision II (VII), n'est pas indiquée puisqu'elle se traduirait par une dispersion des ressources.

9. Tout en demandant un accroissement de l'efficacité de l'ONUDI, l'Union soviétique continuera à mettre à la disposition des pays en voie de développement son expérience dans les domaines qui les intéressent, y compris la planification économique. L'aide de l'Union soviétique aux pays en voie de développement a une valeur particulière puisqu'elle vise surtout à améliorer sensiblement la situation des travailleurs, à relever leur niveau de vie et à développer les services d'éducation et de santé. L'Union soviétique est actuellement partie à des accords de coopération économique, scientifique et technique avec 45 pays en voie de développement et elle a prêté son concours pour l'exécution d'un grand nombre de projets de développement. Elle participe aussi très activement à la formation de spécialistes de pays en voie de développement, tant sur place que dans ses propres établissements d'enseignement. L'Union soviétique continuera d'appuyer les formes de coopération économique et technique éprouvées qui sont en plein accord avec les plans sociaux et économiques des pays en voie de développement et qui garantissent le respect de leur souveraineté nationale et de leur droit à disposer de leurs ressources naturelles.

10. Dans le choix de fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et de personnel hors siège, l'ONUDI n'observe toujours pas le principe d'une répartition géographique équitable en ce qui concerne les pays socialistes. M. Makeyev espère qu'il sera rapidement remédié à cet état de choses. La délégation soviétique ne peut pas accepter l'accroissement du budget et du personnel des services d'administration de l'ONUDI pour 1973 et les années suivantes; l'ONUDI doit augmenter sa productivité et réduire son personnel administratif en faveur du personnel chargé des activités opérationnelles. La décision II (VII), qui recommande que l'ONUDI ait un programme et un budget séparés de celui de l'Organisation des Nations Unies, n'est pas jugée acceptable par la délégation soviétique; elle n'est pas favorable non plus à la création d'un groupe spécial de coopération BIRD/ONUDI (voir A/9016, par. 156).

Enfin, cette délégation se déclare favorable à la tenue de la deuxième Conférence générale à Lima et n'a pas d'objection à l'ordre du jour provisoire approuvé par le Conseil (*ibid.*, par. 67).

11. Aucune action en faveur du développement ne peut être couronnée de succès si les pays en voie de développement intéressés sont contraints, comme les Etats arabes, de consacrer leurs efforts et leurs ressources à repousser l'agression. La délégation soviétique appuie donc pleinement la suggestion selon laquelle l'ONUDI ne devrait pas accorder une aide aux pays qui commettent des actes d'agression contre les Etats arabes ou qui nuisent aux intérêts de ces pays. Les besoins considérables de tous les pays en matière de développement industriel imposent de chercher de nouvelles sources de financement. L'une de ces sources pourrait être assurée par les économies que les Etats réaliseraient en réduisant les énormes dépenses militaires qu'ils s'imposent. A ce propos, le représentant de l'Union soviétique appelle l'attention sur la nécessité urgente de convoquer une conférence mondiale du désarmement et sur la proposition de son pays visant une réduction de 10 p. 100 des budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et l'utilisation d'une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement (point 102). L'adoption de cette proposition libérerait des sommes importantes que l'on pourrait consacrer à l'aide aux pays en voie de développement en plus des fonds déjà fournis par les voies habituelles.

12. M. HACHANI (Tunisie) rappelle que sa délégation a déjà donné son avis sur certains aspects du rapport du CDI et en particulier sur la deuxième Conférence générale, à la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social. Elle souhaite maintenant exprimer son inquiétude devant les résultats de la récente (23 octobre) Conférence des Nations Unies de 1973 pour les annonces de contributions à l'ONUDI¹, qui sont loin d'être encourageants. M. Hachani regrette que les pays capables de le faire n'aient pas augmenté sensiblement leurs contributions et que ceux qui refusent de contribuer aient, dans la plupart des cas, maintenu leur opposition. Les Etats qui croient à l'importance de la composante industrielle du développement n'accordent néanmoins pas à l'ONUDI les moyens financiers et administratifs dont elle a besoin, et ce sont les pays en voie de développement qui en subissent les conséquences. Le PNUD s'efforce de bien remplir son rôle dans le domaine de l'industrie avec ses ressources limitées, mais il est appelé à s'engager dans un trop grand nombre de secteurs pour pouvoir consacrer une attention suffisante à ce qui est un élément essentiel des plans nationaux des pays en voie de développement.

13. La Tunisie elle-même, par exemple, a pour objectif général d'atteindre un taux de croissance économique suffisant pour faire face à l'accroissement de la population et au problème de l'emploi et pour élever les niveaux de vie et de revenu. Cela donne à penser qu'une organisation comme l'ONUDI doit aider les pays en voie de développement non seulement dans le domaine pratique, mais aussi pour l'élaboration de leurs politiques. Pour ce faire, elle doit avoir les ressources financières et humaines supplémentaires que son rôle et son importance accrues nécessitent. C'est

¹ Voir A/CONF.60/SR.1 et 2.

dans cette optique que M. Hachani appuie les décisions prises à la septième session du CDI. Il souligne aussi instamment la nécessité d'augmenter le budget du programme ordinaire d'assistance technique de l'ONUDI, d'accorder à l'ONUDI l'autonomie administrative et d'augmenter le nombre de ses conseillers industriels hors siège; aucune de ces mesures ne préjugerait ni les conclusions de la deuxième Conférence générale, ni les résultats des travaux en cours pour la mise au point d'une stratégie à long terme.

14. M. Hachani est heureux de noter que, de l'avis du Groupe d'experts de haut niveau, l'ONUDI devrait avoir à la fois un caractère opérationnel et un caractère conceptuel. Un aspect de la stratégie future de l'ONUDI devrait être d'interdire l'aide aux pays qui, comme Israël, occupent par la force le territoire d'autres peuples au mépris de la Charte et des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. M. Hachani note que le Conseil d'administration du PNUD a déjà reconnu, dans le cas d'Israël, qu'il serait en tout cas contraire à la Charte et à la logique de permettre que l'aide de l'ONUDI ou d'autres organismes serve à renforcer une occupation que l'ONU condamne.

15. En ce qui concerne la deuxième Conférence générale, la délégation tunisienne est heureuse de pouvoir se joindre aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1292. Elle appuie fermement l'opinion exprimée par plusieurs délégations et dans le rapport du CDI (A/9016, par. 61), selon laquelle "les problèmes relatifs à l'emploi dans le processus d'industrialisation devraient tenir une grande place dans les travaux de la Conférence". Elle se félicite que le CDI ait décidé que la documentation à préparer pour la Conférence devrait comprendre un rapport complet sur les aspects de l'industrialisation des pays en voie de développement qui concernent l'emploi. M. Hachani espère que cette conférence ouvrira de nouvelles perspectives dans le domaine de la coopération internationale et aidera à préciser les mesures requises pour atteindre les objectifs de développement industriel de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Elle pourrait également établir les principes de base d'une charte internationale sur l'industrialisation, qui pourrait être intégrée dans le projet de charte des droits et devoirs économiques des Etats contenu dans la résolution 45 (III) de la CNUCED², et recommander des mesures concrètes en ce qui concerne les relations entre pays développés et pays en voie de développement. Dans ce contexte, M. Hachani a relevé avec intérêt les idées du Directeur exécutif quant à une division plus rationnelle du travail, qui combinerait au profit de tous la main-d'œuvre abondante et les ressources des pays en voie de développement et les moyens financiers et technologiques des pays développés. La Tunisie a déjà pris des mesures législatives pour encourager l'investissement privé et accorder des avantages importants aux industries produisant pour l'exportation.

16. La coopération internationale ne doit pas se limiter aux relations entre pays développés et pays en voie de développement; elle doit s'étendre aux relations entre différents pays au sein de ce dernier groupe.

² Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session*, vol. I : *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

Indépendamment des mesures recommandées dans la résolution 36 (VII) du CDI (voir A/9016, annexe II), la Conférence devrait chercher des formules pour aider les pays en voie de développement, à l'échelle régionale et sous-régionale, à unir leurs efforts dans le domaine de la production et de la vente.

17. La délégation tunisienne croit que la communauté internationale aborde une période extrêmement riche et prometteuse dans le domaine industriel. C'est avec l'espoir que l'égoïsme ne l'emportera pas qu'elle a tenu à figurer parmi les auteurs des deux projets de résolution A/C.2/L.1293 et A/C.2/L.1294.

18. M. ZINAI (Algérie) remercie le Directeur exécutif de l'ONUDI de son exposé liminaire (1537ème séance) et des efforts qu'il déploie pour faire de l'ONUDI un organisme conforme à sa vocation d'aide aux pays en voie de développement. L'Algérie accorde une importance particulière à l'ONUDI et est membre du CDI ainsi que du Comité spécial chargé d'identifier et de mettre en œuvre les recommandations du Groupe d'experts de haut niveau sur la stratégie à long terme de l'ONUDI. L'ONUDI, qui a été conçue pour aider au développement industriel et pour promouvoir la coopération internationale dans le secteur secondaire, n'a malheureusement qu'une influence marginale sur le processus de développement industriel des pays en voie de développement en raison du manque d'autonomie administrative, des contraintes de caractère organique et budgétaire et de l'absence d'une stratégie à long terme clairement définie.

19. La délégation algérienne estime qu'une plus grande autonomie permettrait à l'ONUDI d'élargir ses activités et d'en obtenir le maximum de résultats. Cette autonomie administrative doit nécessairement s'accompagner d'un accroissement des ressources financières si l'on veut que cette organisation s'acquitte efficacement de son rôle de coordonnateur de toutes les activités industrielles au sein du système des Nations Unies. La délégation algérienne appuie donc les décisions I (VII) et III (VII) du CDI.

20. Israël continue à recevoir une aide de l'ONUDI, ce qui est contraire à plusieurs résolutions adoptées par des organes de l'ONU, et en particulier aux résolutions 2949 (XXVII) et 3005 (XXVII) de l'Assemblée générale, et même à la Stratégie internationale du développement [résolution 2626 (XXV)], dont le paragraphe 5 stipule que le succès des activités internationales de développement dépend en grande partie de l'élimination de l'occupation des territoires des Etats quels qu'ils soient.

21. La délégation algérienne appuie la plupart des recommandations contenues dans le rapport du CDI sur les travaux de sa septième session (A/9016). Elle s'associe aux recommandations faites par le Groupe d'experts de haut niveau concernant une stratégie à long terme de l'ONUDI, qui soulignent et analysent les principaux problèmes qui continueront à se poser pendant toute la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Il convient de se rappeler que toute politique d'industrialisation doit être fondée sur l'identification des principaux obstacles auxquels se heurtent les pays en voie de développement, comme la dépendance technologique, l'insuffisance de l'épargne et le déficit de la balance des paiements. Les pays non alignés ont souligné que les investissements étrangers peuvent être utiles lorsqu'ils viennent en complément

des efforts entrepris sur le plan intérieur. Ils doivent également être créateurs d'emplois, servir à constituer une épargne en devises et s'accompagner d'une gestion décentralisée de la société mère. Ils doivent en outre être le support d'une technologie appropriée. Il reste entendu que ces investissements doivent s'effectuer dans le respect de la souveraineté des Etats et en conformité avec les priorités nationales de développement. C'est dans cet esprit que la délégation algérienne estime que les investissements étrangers privés devraient être exclus des secteurs de l'économie que chaque Etat considère comme stratégiques, en raison de sa situation particulière.

22. La délégation algérienne remercie le Gouvernement du Pérou qui a proposé d'accueillir la deuxième Conférence générale de l'ONUDI. L'Algérie est particulièrement heureuse que cette conférence se tienne dans un pays en voie de développement qui s'engage dans un processus d'industrialisation conforme à l'intérêt national et qui suit courageusement une politique d'indépendance nationale pour l'exploitation de ses ressources naturelles. Il faut espérer que la Conférence, qui coïncidera avec l'examen à mi-chemin des progrès réalisés dans l'application de la Stratégie internationale du développement, fera prendre davantage conscience à la communauté internationale des obstacles auxquels se heurte l'industrialisation des pays en voie de développement. Evidemment, le succès de cette conférence dépendra de la volonté politique des Etats de parvenir à des résultats concrets et sera un test de la capacité de la communauté internationale à œuvrer pour une ère nouvelle fondée sur des rapports plus justes.

23. M. MASSONET (Belgique) note que le CDI, à sa septième session, a axé ses débats sur deux questions essentielles, à savoir la fixation du lieu et de la date de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI et la mise au point de son organisation, d'une part, et la suite à donner au rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la stratégie à long terme de l'ONUDI, d'autre part. La Belgique fera connaître ses observations sur la préparation de la Conférence avant la session de décembre du Comité permanent du Conseil, qui assumera les fonctions de comité préparatoire. Il importe que la Conférence soit convenablement préparée et la Belgique a déjà indiqué la documentation qu'elle souhaite voir figurer à l'ordre du jour.

24. L'examen du rapport du Groupe d'experts de haut niveau a longuement retenu l'attention du CDI (voir A/9016, par. 83 à 95). Les conclusions de ce groupe d'experts venus d'horizons géographiques et politiques les plus divers constituent une excellente base pour les travaux futurs de l'ONUDI dans le domaine de l'industrialisation. La Belgique aurait préféré que le Comité spécial créé par la résolution 38 (VII), qui compte 27 membres, fût ouvert à tous les Etats Membres, mais elle pense qu'il est en mesure de poursuivre dans de bonnes conditions la recherche entreprise. Elle ne cherchera pas, en tant que membre du Comité spécial, à définir une stratégie commune susceptible de répondre aux besoins de tous les pays en voie de développement, parce qu'une telle stratégie ne pourrait pas tenir compte de facteurs géographiques multiformes ni aboutir à des conclusions suffisamment concrètes. La délégation belge estime que l'accent devrait être mis sur la nécessité de rendre plus efficace l'action de l'ONUDI et de servir directement la cause

du développement industriel. Aussi peut-elle d'ores et déjà marquer son accord sur l'application des premières à quatrième recommandations qui, si elles sont correctement appliquées, renforceront l'action de l'ONUDI.

25. Il conviendra de veiller à ce que les travaux du Comité spécial se déroulent dans les meilleures conditions de dialogue, sans devenir pour autant une prolongation des débats du Conseil. Le secrétariat de l'ONUDI devrait rédiger un court aperçu de la manière dont il s'acquitte de ses activités opérationnelles et en faire une évaluation. Les conclusions du Comité spécial à ce sujet pourraient alimenter la deuxième Conférence générale, qui sera principalement consacrée à l'évaluation à mi-chemin de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

26. Le CDI n'a pas été en mesure de parvenir à un consensus sur la décision II (VII) relative à l'autonomie administrative de l'ONUDI. Comme la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale, qui est l'acte constitutif de l'ONUDI, a été adoptée à l'unanimité, la délégation belge pense qu'il serait logique que toute décision tendant à modifier le statut de l'ONUDI soit également adoptée à l'unanimité. C'est dans cet esprit que devrait être conçu l'examen de la question demandé par le CDI.

27. D'autre part, la décision III (VII) a été adoptée, concernant les conseillers industriels hors siège. La Belgique a toujours manifesté beaucoup d'intérêt pour le programme des Services industriels spéciaux que les pays en voie de développement considèrent comme un facteur important de leur progrès. La délégation belge considère cette activité comme extrêmement importante et tient à insister sur la nécessité d'accélérer la procédure d'adoption des programmes. Non seulement le niveau de 1970-1971 devrait être maintenu, mais encore le nombre de projets devrait être accru sans entraîner pour autant une augmentation du nombre des conseillers hors siège.

28. M. AL-KHUDHAIRY (Irak) remercie le Directeur exécutif de l'ONUDI de sa déclaration liminaire à la 1537ème séance et de la manière judicieuse et positive dont il dirige les activités de cette organisation. Les peuples et les gouvernements des pays du tiers monde mesurent pleinement l'importance de l'industrialisation, sans laquelle il ne peut y avoir de développement réel et complet, et se rendent compte qu'elle exige de profonds changements économiques et politiques. Pour s'industrialiser, maints pays en voie de développement doivent lutter contre le contrôle direct ou indirect que les forces impérialistes exercent sur leur structure industrielle et l'exploitation de leurs ressources naturelles. Le droit souverain des pays en voie de développement à la propriété, au contrôle et à l'exploitation de leurs ressources naturelles est une condition indispensable de leur industrialisation. La délégation irakienne attend avec intérêt la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, dans laquelle elle voit une occasion de définir les importants éléments que met en jeu le processus d'industrialisation des pays en voie de développement, ainsi que le nouveau rôle élargi qui incombera à l'ONUDI. Parmi les éléments à définir, il y a lieu de citer le recouvrement et l'utilisation par les pays en voie de développement eux-mêmes de leurs ressources naturelles, le rôle des sociétés multinationales dans le processus en question, la programmation industrielle et la question de l'aide à

l'industrialisation des pays en voie de développement. Le Gouvernement irakien remercie le Gouvernement péruvien d'avoir offert d'accueillir la deuxième Conférence générale et il appuie la recommandation faite en conséquence; l'Irak souhaite se joindre aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1292.

29. La délégation irakienne note avec satisfaction que les dépenses de l'ONUDI au titre de l'assistance directe aux gouvernements des pays en voie de développement dans le secteur industriel ont augmenté de plus de 25 p. 100 en 1972 par rapport à 1971. Elle est cependant déçue d'apprendre que l'ONUDI devra sérieusement limiter ses activités opérationnelles en 1973. Elle espère que les facteurs qui, d'après le Directeur exécutif, retardent l'exécution du programme de l'ONUDI seront éliminés aussitôt que possible, de façon que les programmes de l'organisation puissent être mis en œuvre rapidement et efficacement. Elle se félicite que le nombre des conseillers industriels hors siège ait augmenté et espère que le PNUD pourra financer un nouvel accroissement des services de ces conseillers, dont la présence facilite et accélère les relations de travail.

30. La délégation irakienne se félicite également que l'ONUDI et d'autres organismes des Nations Unies n'aient pas eu de difficulté pour resserrer leurs liens de coordination et de coopération. C'est le seul moyen pour l'ensemble des organismes des Nations Unies de s'acquitter des tâches que les peuples et les gouvernements attendent d'eux. M. Al-Khudhairy pense que l'ONUDI devrait travailler en rapport plus étroit avec les commissions économiques régionales et que ses conseillers hors siège devraient assurer la liaison entre elle et ces commissions. Il faut espérer que l'ONUDI maintiendra ses contacts et intensifiera ses consultations avec le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth, lorsque ce dernier deviendra la Commission économique pour l'Asie occidentale. La délégation irakienne note avec satisfaction que, selon l'annexe I (par. 3) du rapport du CDI sur les travaux de sa septième session, le PNUD fera appel à l'ONUDI pour exécuter 199 projets prévus dans les 35 programmes par pays approuvés par le Conseil d'administration du PNUD, lors de sa quinzième session. Il est également encourageant de constater que la part de l'ONUDI dans le volume total de l'assistance financée par le PNUD dans les 35 pays intéressés s'élèvera à plus de 10,4 p. 100, contre environ 5 p. 100 les années précédentes.

31. Le représentant de l'Irak tient à préciser, cependant, que son pays est vivement opposé à ce que l'ONUDI accorde une assistance technique à Israël. Ce pays, qui a été à maintes reprises condamné par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité en raison des actes d'agression commis contre ses voisins dans le cadre de sa politique expansionniste, s'est toujours refusé à se conformer aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies lui demandant de mettre fin à son occupation illégale de territoires appartenant à trois Etats Membres de l'Organisation. Toutes sortes de résolutions ont été votées, invitant les Etats ainsi que les organismes et institutions des Nations Unies à n'accorder à Israël aucune assistance susceptible de lui permettre de renforcer son emprise sur les territoires arabes occupés. C'est le cas, par exemple, des résolutions 2949 (XXVII) et 3005 (XXVII) de

l'Assemblée générale. Récemment, la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Alger (5-9 septembre) a condamné l'occupation par Israël de territoires arabes, exigé la cessation immédiate et inconditionnelle de cette occupation et demandé à tous les Etats de s'abstenir de fournir à Israël des armes ou un appui quelconque d'ordre politique, économique ou financier susceptible de lui permettre de poursuivre sa politique d'agression et d'expansion. Il est même indiqué dans la Stratégie internationale du développement que le succès des activités internationales de développement dépend en grande partie de l'élimination du colonialisme et de l'occupation de territoires des Etats quels qu'ils soient. L'Administrateur du PNUD a informé le Conseil d'administration, à sa quinzième session, que l'assistance fournie par le PNUD à Israël ne serait pas utilisée dans les territoires arabes occupés. La délégation irakienne demande que l'ONUDI aille encore plus loin et refuse d'accorder la moindre assistance technique à Israël, que l'on ne peut considérer comme un pays en voie de développement ayant besoin d'une telle assistance. Le développement industriel et technique de ce pays a atteint un niveau si élevé qu'on y fabrique des armes, non seulement pour les utiliser contre les peuples arabes, mais encore pour en vendre à des pays comme l'Afrique du Sud et le Portugal, ainsi qu'au régime de la minorité blanche de Ian Smith en Rhodésie du Sud, qui les utilisent contre les combattants de la liberté en Afrique.

32. La délégation irakienne approuve les recommandations du Groupe d'experts de haut niveau, en particulier la sixième recommandation, touchant les mesures nécessaires dans les domaines organisationnels et financiers. En réorganisant ses services centraux et extérieurs pour les adapter aux exigences de l'exécution de la stratégie à long terme et en intensifiant ses activités sur le terrain, l'ONUDI devra respecter le principe d'une répartition géographique équitable dans la nomination de ses agents et en recruter davantage dans les pays en voie de développement. De même, la délégation irakienne désire attirer une fois de plus l'attention sur l'inégalité de la répartition de l'assistance technique entre les diverses régions géographiques. En 1972, l'ONUDI a accordé 35,5 p. 100 de son assistance technique à l'Afrique, 22,2 p. 100 à l'Asie et à l'Extrême-Orient, 17 p. 100 au continent américain et seulement 16,3 p. 100 à l'Europe et au Moyen-Orient. Il importe de corriger ce déséquilibre. Il faudrait, d'autre part, considérer les pays du Moyen-Orient comme formant une région distincte de l'Europe.

33. La délégation irakienne constate avec beaucoup d'inquiétude que l'ensemble des ressources financières dont dispose l'ONUDI n'est pas suffisant pour lui permettre d'exécuter pleinement son mandat, en raison notamment du nombre accru de projets industriels figurant dans les programmes par pays du PNUD. En outre, elle est déçue de voir que nombre de pays industrialisés persistent dans leur refus de verser directement à l'ONUDI des contributions volontaires. M. Al-Khudhairy demande instamment à ces pays de reconsidérer leur position et de verser à l'ONUDI des contributions substantielles, et il remercie ceux des pays développés qui l'ont déjà fait. Le Gouvernement irakien, pour sa part, a annoncé une contribution de

12 500 dollars lors de la récente Conférence de 1973 pour les annonces de contributions à l'ONUDI.

34. L'Irak désire devenir coauteur du projet de résolution A/C.2/L.1293.

35. M. POERWANTO (Indonésie) remercie le Directeur exécutif de l'ONUDI de son intéressante déclaration liminaire. Comme les autres pays en voie de développement, l'Indonésie a bénéficié des activités de l'ONUDI et elle est pleinement consciente de la précieuse contribution qu'apporte cette organisation au processus d'industrialisation des pays en voie de développement. Afin d'arriver, comme prévu, à porter à 8 p. 100 le taux de croissance industrielle des pays en voie de développement, des efforts considérables s'imposent de la part des pays en voie de développement et de la communauté internationale. Le rôle joué par l'ONUDI dans le rassemblement et l'échange de données d'expérience et de connaissances techniques sur le plan international s'est révélé inestimable pour le progrès industriel des pays en voie de développement. Il est regrettable que le manque de ressources ait restreint l'efficacité des programmes de l'ONUDI au cours des deux dernières années. Il est indispensable que l'ONUDI dispose des ressources nécessaires pour s'acquitter de sa tâche d'une manière efficace et rationnelle.

36. La délégation indonésienne est d'avis que l'on devrait donner à l'ONUDI les moyens de se montrer davantage à la hauteur des immenses tâches à accomplir. Il faut donc se féliciter des efforts entrepris pour renforcer ses structures et son organisation, et il est juste d'accorder à l'ONUDI une plus grande autonomie administrative en raison de ses responsabilités accrues. D'autre part, l'ONUDI devrait renforcer sa coopération avec les autres organismes des Nations Unies. La délégation indonésienne note avec satisfaction la résolution 2953 (XXVII) de l'Assemblée générale, qui souligne la nécessité d'une étroite coopération entre l'ONUDI et le PNUD. Un pas important vers la synchronisation des activités des deux organisations pourrait être l'instauration d'un système de consultations fréquentes entre le Directeur exécutif de l'ONUDI et l'Administrateur du PNUD.

37. Le point de vue de la délégation indonésienne sur la stratégie à long terme envisagée pour l'ONUDI est déjà connu. Le rapport du Groupe d'experts de haut niveau est concis et ne peut, de ce fait, couvrir tous les aspects des politiques et activités futures de l'ONUDI; il n'en constitue pas moins un excellent point de départ pour l'élaboration de directives plus complètes concernant les activités de l'ONUDI, qui permettent de répondre aux besoins industriels croissants des pays en voie de développement. La délégation indonésienne partage le point de vue du Directeur exécutif selon lequel il est plus réaliste de considérer la stratégie à long terme comme un processus ininterrompu destiné à modeler et orienter l'action de l'ONUDI en fonction des nouvelles données d'expérience acquises dans l'exécution de ses programmes et des nouveaux efforts déployés pour mieux cerner les objectifs de l'industrialisation. A cet égard, la délégation indonésienne approuve l'idée de tenir une deuxième Conférence générale de l'ONUDI en 1975, pour faciliter une élaboration plus poussée de la stratégie de l'ONUDI. La Conférence coïnciderait — le fait est important — avec l'examen à mi-chemin des progrès

accomplis dans l'application de la Stratégie internationale du développement, et offrirait ainsi l'occasion de faire le bilan des progrès réalisés par rapport à l'objectif fixé dans la Stratégie en ce qui concerne l'industrialisation des pays en voie de développement. La délégation indonésienne remercie le Gouvernement péruvien de son offre d'accueillir la Conférence.

38. La délégation indonésienne approuve sans réserve les projets de résolution A/C.2/L.1292 et A/C.2/L.1293 et espère qu'ils seront adoptés par consensus. Elle désire figurer au nombre des auteurs de ce dernier projet.

39. En 1974, l'Indonésie abordera son deuxième plan quinquennal de développement. Alors que le premier plan quinquennal mettait l'accent sur l'agriculture, le deuxième envisage, dans un effort visant à élargir la base de l'économie, d'élever considérablement le taux de croissance dans les autres secteurs de l'économie, en particulier ceux des industries extractives et manufacturières. Les objectifs du deuxième plan quinquennal intéressent l'emploi, une plus juste répartition des revenus et une meilleure utilisation des ressources naturelles. On veut également, dans le cadre du deuxième plan, multiplier les efforts en vue d'implanter de petites industries et des industries à domicile afin de fournir des emplois aux populations rurales, et l'ONUDI pourrait utilement fournir une aide dans ce domaine. L'Indonésie espère qu'elle continuera à bénéficier des services d'un conseiller industriel à demeure récemment nommé par l'ONUDI, et que cette dernière élargira son programme de conseillers hors siège.

40. M. BENNANI (Maroc) félicite le Directeur exécutif de l'ONUDI pour sa déclaration liminaire et pour l'œuvre hautement positive accomplie au sein de cette organisation. La mise à la disposition de l'ONUDI de moyens financiers et administratifs plus considérables aura eu sans aucun doute des incidences directes non seulement sur la promotion industrielle des pays en voie de développement mais aussi sur l'intégration industrielle régionale et la division internationale du travail. La délégation marocaine reste convaincue que seule une autonomie entière de l'ONUDI lui permettrait de mener à bonne fin sa mission. A cet égard, elle approuve sans réserve les recommandations du CDI telles qu'elles sont reprises dans le projet de résolution A/C.2/L.1294.

41. L'action de l'ONUDI devrait être plus opérationnelle. Les interventions multiples dans la planification industrielle des pays en voie de développement devraient être parallèles sinon égales à l'action que l'ONUDI mène et qu'elle est appelée à mener dans le cadre de l'intégration industrielle régionale et de la promotion de la division internationale du travail. On ne peut entendre sans surprise que, sur 1 900 projets intéressant une centaine de pays en voie de développement, figurent à peine 10 projets interrégionaux, d'un montant total de 377 000 dollars, soit 9 p. 100 des dépenses opérationnelles totales de l'ONUDI (A/9016, annexe I, par. 9). D'ailleurs, à l'exception d'un projet relatif à la sous-traitance internationale, les projets interrégionaux approuvés concernent des stages de formation ou des séminaires de courte durée. De l'avis de la délégation marocaine, un effort accru devrait être consacré à cette orientation et à

la coopération avec les organisations économiques régionales.

42. Comme le souligne le rapport du Groupe d'experts de haut niveau, les activités de l'ONUDI doivent avoir pour objectif d'aider à formuler des stratégies industrielles qui puissent mener à une évolution réelle de la situation sur le plan de la division internationale du travail. L'organisation périodique de symposiums industriels régionaux, à l'instar de ceux qui ont été organisés récemment, ne manquerait pas de stimuler cette orientation.

43. La deuxième Conférence générale de l'ONUDI ne manquera pas d'aborder ces problèmes dans leur ensemble et d'en examiner les solutions. La délégation marocaine souhaiterait être portée coauteur du projet de résolution A/C.2/L.1292 et félicite le Gouvernement péruvien pour sa généreuse proposition.

44. M. GEBRU (Ethiopie) déclare que sa délégation approuve sans réserve les recommandations du Groupe d'experts de haut niveau, y compris la proposition visant à ce que l'ONUDI aide effectivement les pays en voie de développement à formuler et à mener à bien des politiques et des stratégies industrielles. Le rôle de l'ONUDI devrait être élargi en ce qui concerne le transfert des techniques, en particulier dans le domaine de l'adaptation des produits, du choix des techniques industrielles appropriées et de la fourniture d'aide pour mettre au point des techniques autochtones adaptées aux conditions particulières de chaque pays en voie de développement. Les activités de l'ONUDI s'accroissent à un rythme qui justifie une augmentation du nombre des conseillers extérieurs et l'octroi des crédits budgétaires voulus.

45. Le séminaire régional sur les activités opérationnelles de l'ONUDI en faveur des pays en voie de développement les moins avancés d'Afrique, qui s'est tenu à Addis-Abeba du 29 janvier au 8 février 1973, a montré l'intérêt que l'ONUDI porte à l'industrialisation de ces pays. La délégation éthiopienne approuve la résolution 37 (VII), qui représente un nouveau pas vers cet objectif. L'un des principaux critères pour l'identification des pays en voie de développement les moins avancés ayant été le pourcentage des produits manufacturés entrant dans leurs exportations, la contribution de l'ONUDI aux efforts déployés par ces pays pour augmenter leur production manufacturière est d'une importance capitale. Dans ce contexte, la délégation éthiopienne appuie également la décision I (VII), qui recommande une augmentation concernant le programme ordinaire d'assistance technique de l'ONUDI afin d'attribuer les ressources supplémentaires à une action spéciale en faveur des pays les moins avancés.

46. L'idée que le commerce international et le développement industriel sont deux aspects d'un même problème, respectivement liés à des questions de politique générale et à des difficultés distinctes, n'a été reconnue que tardivement. On peut donc se demander si le rôle de l'ONUDI en tant qu'organisation chargée de l'exécution répond de façon adéquate aux aspirations des pays en voie de développement dans le domaine de l'industrialisation, compte tenu des modifications des politiques internationales relatives au développement industriel. Bien que l'industrialisation soit le premier objectif des pays en voie de développement et bien que ces derniers inscrivent des

politiques industrielles dans leurs plans nationaux de développement, il n'existe dans le cadre des Nations Unies aucun organe qui soit responsable de la formulation d'une politique de développement industriel susceptible de stimuler les politiques industrielles nationales. En conséquence, l'ONUDI devrait être une instance où les questions de politique industrielle, au niveau international, fassent l'objet de négociations en vue d'encourager des modifications en matière de politique industrielle qui soient favorables aux pays en voie de développement. Tant que ces pays n'auront pas la capacité industrielle qui leur permette de se livrer au commerce des produits manufacturés et semi-manufacturés, y compris les produits agricoles traités et semi-traités, l'élimination des barrières commerciales tarifaires et non tarifaires restera théorique. L'application du système généralisé de préférences a fait très clairement apparaître que de nombreux pays en voie de développement étaient loin d'être suffisamment industrialisés pour tirer profit de ce système. Il se peut que les négociations commerciales multilatérales qui doivent être entreprises sous les auspices du GATT en 1974 démontrent également que l'élimination des barrières non tarifaires sur les produits manufacturés est hautement hypothétique dans la majorité des cas.

47. Les mesures et les politiques d'assistance concernant l'ajustement des structures, par exemple, relèvent directement de l'ONUDI. Cette organisation pourrait jouer un rôle catalytique, qu'il s'agisse d'atteindre l'objectif fixé dans la Stratégie internationale du développement en ce qui concerne la production manufacturière ou d'adopter des mesures concernant l'assistance relative à l'ajustement des structures destinées à promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et des capitaux grâce à la création de bourses du travail, à la mise en place d'installations destinées à la formation, à l'implantation d'usines et à la fourniture de crédits et de services techniques aux industries.

48. La mise au point d'une politique industrielle internationale devrait accompagner celle d'une politique commerciale internationale afin de permettre aux pays en voie de développement de réaliser une diversification verticale de leurs processus de production.

49. La délégation éthiopienne attend avec impatience la publication du volume V de *l'Etude du développement industriel*³, qui traite de la croissance de la production industrielle, des principales questions relatives au développement industriel et aux corrélations entre l'industrialisation, le commerce international, l'emploi et la finance. La part des pays en voie de développement dans la production industrielle n'a pas évolué au cours des 15 dernières années, en dépit de la croissance du secteur industriel dans ces pays, et la consommation de produits industriels reste essentiellement le fait des pays industrialisés, où la ponction effectuée sur les ressources naturelles reste incontrôlée. En conséquence, l'écart entre les pays développés et les pays en voie de développement s'accroît et risque fort d'être encore plus important. La communauté internationale devrait élaborer des politiques de développement industriel nouvelles et éclairées afin d'aboutir à une division internationale du travail plus rationnelle et à la répartition géographique des industries permettant une utilisation optimale de la main-d'œuvre et des matières premières des pays en

³ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.B.9.

voie de développement. Le transfert d'industries vers ces pays profiterait aux pays développés comme aux pays en voie de développement.

50. La tendance des institutions internationales de financement et des pays donateurs à mettre l'accent sur les projets de mise en valeur rurale aux dépens des projets industriels aura des répercussions sur l'industrialisation des pays en voie de développement. Il faut trouver un juste équilibre entre la croissance industrielle et le développement rural car ce sont des processus interdépendants qui conduisent à la croissance économique générale. L'ONUDI est l'organe des Nations Unies qui a compétence pour élaborer à cette fin des mesures de politique qui seront soumises à la communauté internationale pour adoption.

51. La délégation éthiopienne espère que la deuxième Conférence générale résoudra les problèmes et les principales questions de politique en matière de développement industriel et elle appuie sans réserve le projet de résolution A/C.2/L.1292.

52. M. KIRSHI (Yémen) souligne le rôle vital que joue l'industrialisation pour transformer la structure économique et sociale et accélérer la croissance économique des pays en voie de développement, notamment en créant des possibilités d'emploi considérables, et il déclare que le Yémen fonde de grands espoirs sur l'ONUDI, qui est l'un des organes essentiels des Nations Unies. La délégation yéménite constate avec satisfaction que, malgré les ressources limitées dont elle dispose, l'ONUDI a réussi à obtenir des résultats remarquables.

53. Avec l'assistance technique de l'ONUDI, le Yémen a pu définir les priorités et il a créé un groupe du développement industriel dépendant du Ministère de l'économie et chargé de fournir l'assistance économique et technique aux entrepreneurs; de plus, un domaine industriel est en cours d'aménagement avec l'aide de l'ONUDI et de la BIRD. La délégation yéménite se félicite que l'ONUDI accorde une plus grande attention aux problèmes des pays les moins développés et elle accueille avec satisfaction la résolution 37 (VII); par souci d'égalité, il importe d'appliquer le paragraphe 4 de cette résolution. En ce qui concerne la décision II (VII), la délégation yéménite estime, compte tenu des responsabilités croissantes de l'ONUDI et afin d'augmenter l'efficacité du Conseil, que ce dernier devrait jouir d'une plus grande autonomie pour les questions d'administration et de personnel. Vu l'importance des conseillers industriels hors siège, la délégation yéménite appuie la décision III (VII) et le projet de résolution A/C.2/L.1292. Elle appuie également le projet de résolution A/C.2/L.1293 dont elle désire devenir un des auteurs.

54. Enfin, elle considère que, du fait qu'Israël méprise les vœux de la communauté internationale, qu'il refuse de reconnaître les droits de 3 millions de Palestiniens, qu'il occupe illégalement le territoire de trois Etats Membres et qu'il collabore avec les régimes racistes d'Afrique, ce pays ne peut prétendre à bénéficier de l'assistance de l'Organisation des Nations Unies.

55. M. TAYLOR (Sierra Leone) déclare que l'aperçu des activités de l'ONUDI en 1972, figurant dans le

rapport du CDI sur les travaux de sa septième session (A/9016), donne une image très encourageante des travaux de cette organisation malgré les contraintes que lui impose son budget réduit. A l'avenir, l'ONUDI devrait s'occuper de projets destinés à la petite industrie rurale qui s'avéreront particulièrement bénéfiques sur le plan social.

56. Bien que beaucoup de pays riches aient déclaré qu'ils avaient l'intention de contribuer à l'industrialisation des pays en voie de développement, on tente systématiquement, semble-t-il, d'empêcher l'ONUDI d'atteindre ses objectifs. Par exemple, la proposition tendant à assurer à l'ONUDI une autonomie administrative et financière, qui en accroîtrait l'efficacité, n'a pas reçu l'appui inconditionnel qu'elle méritait. Cela indique que les adversaires de cette proposition n'ont pas accordé assez d'attention au rapport du Groupe d'experts de haut niveau, qui souligne que, l'ONUDI n'ayant pas voix au chapitre en matière budgétaire, ses décisions sont retardées et modifiées et deviennent en général inefficaces. Si l'autonomie administrative et financière n'est pas souhaitable dans certains cas, elle est assurément désirable et nécessaire en ce qui concerne l'ONUDI. La Commission devrait étudier les raisons pour lesquelles la résolution 2823 (XXVI) de l'Assemblée générale n'a pas été appliquée. De même, pour plusieurs autres points, la délégation de La Sierra Leone préférerait disposer d'un rapport d'activité et examiner chaque année dans quelle mesure les résolutions liées aux travaux de la Commission ont été appliquées. Cet examen s'avérerait peut-être encore plus fructueux que la discussion générale, qui tend parfois à se contenter de reprendre les clichés économiques.

57. La délégation de la Sierra Leone s'inquiète de voir que certains Etats Membres se montrent apparemment peu enclins à augmenter le nombre des conseillers industriels hors siège. Accroître le nombre de ces conseillers, élargir leur champs d'activité et leurs fonctions permettraient à l'ONUDI de poursuivre vraiment sa vocation. La délégation de la Sierra Leone se réjouit qu'on ait donné la priorité à la coopération entre les pays en voie de développement et elle espère que l'ONUDI, en se développant et en devenant autonome, contribuera à la favoriser. Il est vrai que toute tentative de modifier la pratique établie en matière de répartition géographique du personnel administratif de l'ONUDI a de graves répercussions; toutefois, un argument de poids pour faire pencher la balance en faveur des pays en voie de développement, et qu'il ne faut pas sous-estimer, est l'importance que présente la connaissance intime des valeurs et des attitudes sociologiques et de leurs effets sur le développement industriel. La délégation de la Sierra Leone n'a pas pris position sur ce sujet et son gouvernement souhaite étudier la question plus avant.

58. L'ONUDI doit recevoir tout l'appui financier et moral nécessaire, au moment surtout où les pays riches recherchent une société de surabondance, menaçant par là d'élargir encore le fossé qui sépare les pays développés des pays en voie de développement et confirmant que la justice sociale et morale à l'égard du tiers monde n'est pas l'objectif visé. Un remède possible est

l'adaptation rapide et efficace de la technique industrielle moderne au monde en voie de développement et l'ONUDI a dans ce processus un rôle unique.

59. Le **PRESIDENT** annonce que, en l'absence d'objection, il considérera que la Commission souhaite

adopter le projet de résolution A/C.2/L.1292 sans procéder à un vote.

Le projet de résolution est adopté.

La séance est levée à 12 h 50.

1542^e séance

Mardi 30 octobre 1973, à 15 h 10.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1542

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (A/9003/Add.1 [première partie], A/9015, A/9142, A/9213, A/C.2/L.1295) :

a) Rapport du Conseil du commerce et du développement

1. M. PÉREZ GUERRERO (Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) dit que la situation économique mondiale n'est pas sortie de la phase critique d'incertitude qu'elle traverse depuis plus de deux ans. Si le risque de crise aiguë s'est éloigné, le monde n'en vit pas moins dans un état de crise latente due à l'inflation et au flottement des monnaies. La persistance même de ces phénomènes est malsaine et perturbatrice, et bien entendu ce sont les pays pauvres, donc les plus vulnérables, qui sont les plus atteints ou les plus menacés.

2. Cependant, l'occasion est particulièrement propice pour édifier un ordre économique international sur des bases larges et solides en vue de réaliser des objectifs véritablement internationaux. La mise sur pied d'un nouveau système monétaire et les négociations commerciales multilatérales sont les facteurs essentiels de la transformation économique qu'exigent les circonstances et qui doit présenter des avantages substantiels pour tous les peuples. Néanmoins, il serait dangereux de prolonger plus qu'il ne faut la période d'incubation. Quoi qu'il en soit, l'œuvre de rénovation devra s'effectuer dans un cadre institutionnel en harmonie avec les exigences de l'époque actuelle.

3. Pratiquement personne n'est satisfait de la façon dont a commencé la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Sauf exception, les pays riches n'ont pas fait ce qu'ils auraient pu faire pour appliquer la Stratégie internationale du développement [résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale] et, contrairement à ce qu'ils auraient dû faire, ils n'ont pas incorporé les objectifs de la Stratégie dans leurs politiques nationales. La plupart des réserves formulées par les pays riches, dont le rôle a une importance cruciale pour le succès de la Stratégie, continuent à peser sur celle-ci. Il faut espérer que l'Assemblée générale pourra faire entendre sa voix et formuler des directives cohérentes et claires à l'intention de tous les gouvernements, quel que soit leur régime économique et social ou leur degré de développement, mais en par-

ticulier de ceux qui sont à même de fournir une assistance et qui ne doivent pas faire valoir leurs propres difficultés pour lésiner sur leur contribution.

4. Certains font preuve d'un pessimisme défaitiste, mais ce point de vue n'est pas partagé par les gouvernements des Etats Membres représentés à l'Assemblée générale, véritable miroir de la communauté internationale. Le sentiment qui domine, selon M. Pérez Guerrero, est qu'il est possible de saisir l'occasion qui s'offre à l'humanité pour prendre les mesures positives et soutenues qui permettront de sortir de cette situation intolérable d'inégalité et d'injustice qui compromet la paix et la prospérité de tous.

5. Au cours de cette vingt-huitième session de l'Assemblée générale, les gouvernements de pays développés, y compris certains des plus puissants, ont voulu se montrer disposés à insuffler un dynamisme nouveau à l'effort commun de développement. Il convient de reconnaître la valeur de ces expressions en tant que contribution positive au dialogue, puis aux mesures qui seront prises en vue de réaliser les objectifs communs. Plusieurs pays riches, pas les plus riches cependant, ont dans une large mesure réussi à surmonter les obstacles internes et les pressions externes pour assumer leurs responsabilités dans l'effort commun en faveur du développement. Les facteurs qui ont amené ces pays à prendre une telle position devraient normalement amener d'autres pays à se joindre à eux, car en fin de compte c'est la seule façon de prouver qu'ils prennent la notion de solidarité internationale au sérieux.

6. La troisième session de la CNUCED (13 avril-21 mai 1972) a donné le coup d'envoi de la participation des pays en voie de développement aux décisions commerciales, financières et monétaires. Pour ces pays, c'est là le seul moyen de veiller à ce qu'il soit pleinement tenu compte de leurs intérêts. La participation des pays en voie de développement aux travaux du Comité des Vingt dans le cadre du FMI a permis d'élargir l'appui obtenu par les propositions qu'il avait faites, en particulier celle qui a trait au lien entre les droits de tirage spéciaux et le financement supplémentaire en faveur du développement et qui doit être incorporée au système monétaire international pour que celui-ci tienne dûment compte des intérêts de la communauté internationale tout entière. M. Pérez Guerrero est confiant que l'accord réalisé lors de la réunion ministérielle de Tokyo dans le cadre du GATT (12-14 septembre 1973) se traduira par des règles prati-

ques et efficaces qui permettront à la CNUCED, notamment par sa représentation au Comité de négociations commerciales, de participer au déroulement des négociations et d'aider ainsi les pays en voie de développement.

7. M. Pérez Guerrero se félicite que la Déclaration de Tokyo du 14 septembre reconnaisse la nécessité d'offrir aux pays en voie de développement des avantages particuliers dans le domaine du commerce. Du reste, on trouve dans cette déclaration un grand nombre des principes défendus par la CNUCED dans les divers domaines qui intéressent le commerce des pays en voie de développement.

8. L'un de ces principes est que, pour que les pays en voie de développement puissent réduire l'écart qui les sépare des pays développés, ils doivent bénéficier d'un traitement préférentiel. C'est ce principe qui a été mis en pratique pour la première fois lors de la création du système généralisé de préférences. Malheureusement, le système n'est pas encore pleinement appliqué et ne fonctionne pas de manière vraiment satisfaisante, mais il semble aujourd'hui qu'il soit possible d'élargir la base et d'y apporter d'importantes améliorations. Il faut le faire si l'on veut que le système soit plus efficace et profite au plus grand nombre possible de pays en voie de développement. Il doit s'appliquer non seulement aux articles manufacturés mais également aux produits de base transformés et, dans certains cas, aux produits de base eux-mêmes. A propos de ceux-ci, la CNUCED a entrepris d'organiser des consultations intergouvernementales intensives en application de la résolution 83 (III) de la CNUCED¹, la résolution 7 (VII) de la Commission des produits de base² et la résolution 97 (XIII) du Conseil du commerce et du développement [voir A/9015 (troisième partie), annexe I]. M. Pérez Guerrero est sûr que tous les gouvernements intéressés collaboreront au succès des consultations. Le prétendu boom des produits de base ne doit pas servir de prétexte pour relâcher les efforts entrepris en vue de faciliter l'accès de ces produits aux marchés des pays développés à des prix stables, rémunérateurs et équitables.

9. Dans sa déclaration à la treizième session du Conseil du commerce et du développement (*ibid.*, annexe II), M. Pérez Guerrero a souligné le caractère transitoire du boom pour la majorité de ces produits. Les prix, dans certains cas, n'ont subi aucune hausse et, quand il y a une hausse, elle doit être évaluée par rapport à celle, de caractère plus durable, des prix des articles manufacturés importés par les pays en voie de développement. C'est ainsi que certains pays ont vu se détériorer encore davantage les termes de l'échange et qu'un grand nombre d'autres pays risquent de se heurter à un problème analogue.

10. Deux faits importants se sont produits au cours des derniers mois en ce qui concerne les produits de base. Le premier a été l'Accord international de 1972 sur le cacao qui est entré en vigueur le 30 juin 1973. Il ne faut pas relâcher les efforts pour que cet accord s'avère aussi efficace que possible, et il faut espérer que

d'autres pays, y compris les Etats-Unis, y adhéreront le plus tôt possible. L'autre événement important a été l'Accord international sur le sucre qui a été adopté lors de la Conférence des Nations Unies sur le sucre qui s'est achevée le 13 octobre 1973 et qui permettra de conserver le cadre administratif établi en application de l'accord actuel qui expire à la fin de l'année. Il n'a pas été possible d'inclure des dispositions économiques dans l'Accord, mais il a été décidé de poursuivre les efforts dans ce sens et d'assurer ainsi un développement méthodique du commerce du sucre.

11. Si des accords et arrangements de ce genre sont l'aboutissement d'un esprit d'accommodement constructif de la part des consommateurs et des pays producteurs, on s'attend naturellement que les pays riches fassent preuve d'une marge plus importante de compréhension et de réceptivité à l'égard des pays pauvres. Le moment est venu de coordonner les politiques de production, de commercialisation et de financement des produits de base dans l'intérêt de tous et en particulier des pays du tiers monde. Mais il est indispensable d'assurer une offre permanente de ces produits par la création, en particulier, de stocks régulateurs sous des auspices internationaux. Dans cet esprit, la CNUCED participera aux préparatifs et au déroulement de la conférence mondiale de l'alimentation envisagée (point 105 de l'ordre du jour), dans laquelle la FAO, en coopération avec la CNUCED et d'autres organismes, sera appelée à jouer un rôle particulièrement important.

12. Les résultats obtenus dans ces différents domaines ne viendront pas perturber le déroulement des négociations commerciales multilatérales qui se déroulent dans le cadre du GATT. Au contraire, ils devront permettre aux pays en voie de développement d'obtenir des avantages importants. C'est pourquoi on a insisté sur la nécessité d'élargir la portée des négociations visant à promouvoir un ordre économique nouveau, fondé sur une division internationale du travail plus rationnelle et plus juste. Ainsi, la CNUCED a poursuivi ses efforts en vue d'établir un code de conduite des conférences maritimes; on peut espérer que ce code sera adopté avant la fin de l'année. Cet événement sera d'une importance capitale pour les pays en voie de développement : ils pourront ainsi participer aux décisions concernant les transports maritimes internationaux desquelles ils avaient jusqu'à maintenant été presque entièrement exclus.

13. Par ailleurs, on a envisagé la possibilité d'élaborer un code de conduite dans le domaine du transfert des techniques qui tiendrait particulièrement compte des intérêts des pays pour lesquels le transfert des techniques est particulièrement important pour soutenir l'effort de production et d'importation. M. Pérez Guerrero est heureux que le Conseil économique et social ait reconnu le rôle joué par la CNUCED dans ce domaine et dit que celle-ci continuera à collaborer à cet égard avec d'autres organismes des Nations Unies. Les décisions prises au cours de l'année dans ce domaine important permettront à la CNUCED d'étudier de nouvelles possibilités d'action pratique à court terme.

14. Dans le cadre de la refonte du système économique international, il faut citer les efforts convergents entrepris par les organismes des Nations Unies pour évaluer et orienter les activités des sociétés transnationales ou multinationales. C'est là une œuvre

¹ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session*, vol. I : *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

² Voir *Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, treizième session, Supplément No 2* (TD/B/432), annexe I.

de longue haleine, qui aura des conséquences multiples et importantes pour l'humanité tout entière. Ce faisant, il faudra tenir compte des intérêts des pays en voie de développement, y compris les moins avancés, qui doivent pouvoir exercer véritablement leur souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles et ne doivent pas voir réduire leur droit de résoudre leurs propres problèmes, conformément à leurs intérêts et selon une conception saine et dynamique de l'interdépendance internationale. La CNUCED, pour sa part, continuera à participer aux travaux dans ce domaine important qui a des liens étroits avec certaines questions relevant de sa compétence, notamment celle des pratiques commerciales restrictives, dues en grande partie aux sociétés multinationales, et celle que pose le système qui a trait à la distribution et à la commercialisation des produits de base. Si les circonstances qui ont conduit à la création d'associations de producteurs ou d'exportateurs persistent, d'autres formes similaires d'association pourraient apparaître.

15. Consciente de l'interdépendance des courants commerciaux, la CNUCED tente d'insuffler plus de vigueur et une orientation pratique au commerce entre pays dotés de systèmes économiques et sociaux différents. Cet effort revêt un intérêt particulier en cette époque de détente et peut contribuer notablement à renforcer celle-ci. Il est indispensable que la détente ait une portée universelle et profite à tous les pays, y compris les pays en voie de développement, et que les principaux protagonistes aient toujours les intérêts de ces derniers présents à l'esprit.

16. Malgré les épreuves qu'a traversées le monde ces derniers jours, il est réconfortant de voir que la question du désarmement va peut-être entrer dans une phase plus positive, ce qui permettrait de libérer des ressources dont une part importante serait consacrée au développement, comme cela a été proposé pendant la session en cours de l'Assemblée générale.

17. C'est dans le domaine de l'assistance financière que l'écart entre les objectifs de la Stratégie et les résultats obtenus a été le plus grand. Il semble que l'objectif de 0,7 p. 100 du produit national brut fixé pour l'aide publique au développement n'a été qu'à moitié atteint. Toutefois, certains pays ont prévu ou accompli des efforts plus importants pour que cet objectif soit atteint au milieu de la Décennie. Sans ces efforts, qui doivent servir d'exemple, on se trouverait en présence d'une régression significative des courants officiels d'assistance vers les pays en voie de développement.

18. Dans les conditions actuelles de stagnation du transfert réel des ressources et d'insuffisance d'accès aux marchés, le problème de la dette continuera à revêtir un caractère aigu et même obsessionnel. Les créanciers comme les débiteurs sortent perdants des opérations de remboursement, mais les plus faibles perdent relativement plus, comme l'expérience l'a clairement montré. Il faut donc se féliciter que, grâce à un consensus, la CNUCED ait pu confier tous les aspects du problème de la dette à un groupe de travail, le Groupe spécial d'experts gouvernementaux établi aux termes de la résolution 5 (VI) de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce³ au lieu de se contenter d'étudier chaque cas séparément.

19. M. Pérez Guerrero constate avec satisfaction que la formulation d'une charte des droits et devoirs

économiques des Etats, entreprise sur l'initiative du Président du Mexique, en est arrivée au stade de la réalisation. Le Conseil du commerce et du développement a recommandé dans sa résolution 98 (XIII) [voir A/9015 (troisième partie), annexe I], à l'Assemblée générale de poursuivre ces travaux sans relâche, afin de disposer d'un texte qui lui permette de se prononcer sur les questions de fond à sa vingt-neuvième session. Avec l'appui de la communauté internationale, la Charte aura des répercussions d'une importance fondamentale pour tous les peuples, et en particulier pour ceux des pays du tiers monde.

20. Il ressort du rapport du Conseil du commerce et du développement que des progrès ont été accomplis dans l'exécution des résolutions adoptées à la troisième session de la CNUCED. Aux activités qu'a déjà mentionnées M. Pérez Guerrero, il faut ajouter celles qui ont trait à certains groupes de pays dont le développement exige des mesures spéciales, notamment les pays les moins avancés, les pays sans littoral et les pays insulaires. Des progrès notables ont été enregistrés dans ce domaine. Néanmoins, la communauté internationale doit intensifier l'assistance à ces pays. Ce qui vient d'être fait en faveur de la région soudano-sahélienne constitue un exemple frappant de ce qui peut être réalisé grâce à une mise en œuvre coordonnée des moyens dont disposent les organismes des Nations Unies et les autres organisations pour répondre aux demandes des gouvernements intéressés. Il ne s'agissait pas seulement de remédier à une situation d'urgence, mais également de jeter les bases d'une œuvre de grande ampleur, capitale pour l'avenir de toute la région, dont le bas niveau de vie n'avait pas jusqu'à maintenant ému la communauté internationale. Celle-ci ne devrait pas attendre qu'il se produise des catastrophes de cette envergure pour assumer ses responsabilités. En fait, des secteurs entiers de l'humanité sont en état de désastre permanent et des dizaines de millions d'enfants n'ont aucune chance de sortir du cercle vicieux de la misère et du désespoir.

21. On commence à penser qu'il est nécessaire de mettre en pratique le concept d'association solidaire (*partnership*) de tous les pays, chacun agissant en fonction de ses objectifs nationaux et assumant courageusement le rôle qui lui revient sur la scène mondiale. La principale responsabilité du succès d'une telle association revient à ceux qui disposent des ressources les plus importantes : les pays développés et les minorités possédantes qui détiennent encore le pouvoir dans les pays en voie de développement et, dans tous les pays, ce qu'on appelle les classes dirigeantes.

22. En même temps, l'idée de compter sur leurs propres ressources gagne tous les jours du terrain dans les pays du tiers monde. Il ne s'agit pas simplement d'une réaction devant la crise de la coopération internationale mais d'une tentative, de la part des pays en voie de développement, pour mieux mobiliser, mettre en valeur et répartir leurs propres ressources, à l'intérieur de leurs frontières et entre eux, sur le plan régional, sous-régional ou interrégional, parallèlement à l'assistance internationale. Les pays non alignés ont adopté d'importantes résolutions dans ce sens à la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés à Alger (5-9 septembre) et on peut espérer qu'elles ne tarderont pas à avoir un effet salutaire pour la communauté internationale tout entière.

³ Ibid., Supplément No 4 (TD/B/464), annexe I.

23. C'est essentiellement dans le cadre des organismes des Nations Unies que l'idée de responsabilité commune doit prendre un nouvel élan. L'effort de justice distributive tenté par les pays en voie de développement sur le plan national appelle un effort international dans le même sens, qui présuppose des changements de structure dans les pays en voie de développement et dans les pays développés.

24. Les secousses pénibles que vient de subir le monde et la profonde misère humaine des régions frappées montrent qu'il faudrait établir sans perdre de temps, et avec l'imagination et l'audace nécessaires, un ordre économique international en harmonie avec les saines aspirations de la jeunesse et avec sa participation active.

25. On a insisté sur l'interdépendance des problèmes commerciaux et monétaires et des problèmes relatifs au financement du développement. Le système de commerce et de paiement peut constituer une entrave au développement, comme c'était le cas du système qui est en train de s'effondrer, ou bien il peut stimuler le développement, et on espère que ce sera le cas du nouveau système.

26. Au reste, les problèmes du développement, de l'explosion démographique et de l'environnement sont également interdépendants. On ne peut concevoir de progresser dans l'un de ces domaines si on ne progresse pas parallèlement dans les deux autres.

27. La rareté relative de certaines matières premières, et en particulier la crise de l'énergie, ont montré combien il était urgent d'appliquer une véritable politique internationale en vue d'assurer une utilisation rationnelle et juste des produits de base et des matières premières. La perspective de trouver des ressources au fond des mers ne doit pas empêcher d'agir le plus tôt possible; au contraire, elle doit inciter la communauté internationale à prendre conscience de ses responsabilités et à jeter les bases d'une politique des matières premières. C'est là le seul moyen de faire face aux problèmes que pourrait faire naître cette nouvelle source de ressources naturelles.

28. Le moment approche où l'on procédera à l'évaluation de la Stratégie au milieu de la Décennie. De même, il va bientôt falloir commencer à préparer la quatrième session de la CNUCED à la lumière de l'expérience acquise, en donnant un élan à l'exécution des résolutions déjà approuvées, et particulièrement celles qui l'ont été à la troisième session, dont les résultats significatifs par certains aspects et décourageants par d'autres ont des incidences sur l'effort déployé par le Conseil pour aller de l'avant. Il faut espérer que, à ces deux occasions, les Nations Unies mettront à profit le climat de détente et verront plus clairement la voie qui mène au progrès et au bien-être de tous les peuples, objet des préoccupations des Nations Unies et but de leurs efforts.

M. González Arias (Paraguay) prend la présidence.

29. M. GONZÁLEZ GÁLVEZ (Mexique) remercie le secrétaire général de la CNUCED de son exposé et estime que ses observations seront d'une grande utilité pour les membres de la Deuxième Commission. La délégation mexicaine se réserve le droit d'intervenir ultérieurement pour formuler des observations générales sur les travaux du Conseil du commerce et du

développement, dont l'importance a été soulignée par M. Pérez Guerrero.

30. Le représentant du Mexique se félicite des résultats obtenus par le Groupe de travail chargé d'élaborer la charte des droits et des devoirs économiques des Etats et remercie le secrétariat de la CNUCED de l'aide efficace qu'il a apportée au Groupe.

31. Présentant le projet de résolution A/C.2/L.1295 au nom des auteurs, le représentant du Mexique souligne l'importance que revêt à leurs yeux l'élaboration d'une charte des droits et des devoirs économiques des Etats, conformément à la résolution 45 (III) de la CNUCED⁴; cette résolution reprenait d'ailleurs l'idée exprimée à Santiago du Chili par le Président du Mexique, selon laquelle il n'était pas réaliste d'envisager un ordre juridique qui garantisse la stabilité dans le monde si l'on ne délimitait pas les droits et les devoirs des Etats dans le domaine économique.

32. Le préambule du projet de résolution retrace l'historique de la question de l'élaboration d'une charte des droits et devoirs économiques des Etats; dans le paragraphe 1 du dispositif, il est pris acte du rapport du Groupe de travail et des observations qui ont été faites à son sujet à la treizième session du Conseil du commerce et du développement. A ce propos, le représentant du Mexique aimerait rappeler certaines de ces observations, qui lui paraissent importantes. Au nom du groupe de l'Amérique latine, le représentant de la Jamaïque a estimé que le Groupe de travail avait réalisé des progrès considérables en vue d'élaborer un document préliminaire et que les résultats obtenus devraient permettre d'achever l'entreprise dans des délais raisonnables, peut-être à la fin de 1974. Le représentant de la Bulgarie, pour sa part, a estimé qu'il importait d'entreprendre des consultations pour tenir compte des intérêts de tous les groupes de pays. Au nom du groupe africain, le représentant du Kenya a formé l'espoir que le Groupe de travail achèverait ses travaux à la fin de 1974. Enfin, selon le représentant du Danemark, la charte devrait constituer une contribution importante au développement progressif de la coopération internationale dans les domaines économique et social, idée analogue à celle qui figure au paragraphe 4 du projet de résolution.

33. Le représentant du Mexique souligne d'autre part que les membres du Conseil du commerce et du développement ont tous été d'accord sur la nécessité de prolonger le mandat du Groupe de travail, étant donné l'importance de sa tâche. L'objectif fondamental du projet de résolution est de prolonger le mandat du Groupe afin que, compte tenu des progrès réalisés, comme le reconnaît expressément le Conseil du commerce et du développement au paragraphe 341 de son rapport [A/9015 (troisième partie)], le Groupe de travail puisse terminer la tâche qui lui a été confiée et qui constitue un premier pas vers la codification et le développement progressif des principes fondamentaux dans ce domaine. Cette idée n'est pas nouvelle et figure déjà dans des résolutions analogues, notamment dans celles qui visent à confirmer, reconnaître ou développer des principes juridico-politiques généraux. De l'avis de la délégation mexicaine, il importe de prévoir que les

⁴ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session*, vol. I : *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

choses peuvent évoluer par la suite, surtout si l'on admet la complexité des relations économiques internationales et la difficulté de développer, dans un instrument unique, toutes les normes ou tous les principes nécessaires pour élaborer une réglementation complète et adéquate dans ce domaine.

34. La Charte devra donc être avant tout un document fondamental de caractère universel qui, pour être efficace, devra être accepté, ou du moins toléré, par les principaux groupes d'Etats; cela ne sera possible que si l'on réalise un équilibre délicat entre les droits et les devoirs des Etats, sans toutefois perdre de vue que, si le développement dépend au premier chef du peuple de chaque pays, il est évident que bien souvent les efforts de ces peuples sont entravés par des structures injustes ou des événements extérieurs. En outre, ce document pourrait servir de base à d'autres documents, analogues ou différents, sur d'autres questions.

35. Le représentant du Mexique espère qu'en 1974 le Groupe de travail pourra tenir deux sessions de trois semaines chacune et fait observer qu'en 1973 certains comités ou groupes de travail ont pu tenir des sessions dépassant un mois.

36. M. González Gálvez est conscient des problèmes de procédure qui doivent être résolus, notamment la question de savoir dans quel type de document juridique la charte sera incorporée. Il paraît nécessaire de faire preuve d'une certaine souplesse, à condition de ne pas perdre de vue l'idée fondamentale que l'on élabore des droits et des devoirs. Cette souplesse est nécessaire du fait qu'en droit il est difficile de fixer nettement la forme juridique que doit revêtir l'expression de la volonté d'un Etat pour qu'elle l'engage au niveau international. Aujourd'hui plus que jamais, il semble nécessaire d'entreprendre une révision des sources du droit international afin d'examiner la portée véritable d'une résolution ou d'une déclaration d'un organisme international lorsqu'il se prononce sur l'existence d'un principe général de droit avec l'appui de la grande majorité des Etats Membres. Il faut donc élaborer un document qui ait l'efficacité nécessaire et dont l'application soit aussi large que possible.

37. Pour conclure, le représentant du Mexique signale que les auteurs du projet de résolution souscrivent aux opinions exprimées au Conseil du commerce et du développement sur les progrès accomplis par le Groupe de travail, notamment en ce qui concerne la nécessité de continuer de toute urgence les négociations tendant à réduire le nombre des variantes du projet de charte pour finalement les éliminer.

M. Gabré-Sellassié (Ethiopie) reprend la présidence.

38. M. LOHANI (Népal) estime que la communauté internationale a de plus en plus conscience de la nécessité de prendre des mesures concrètes en faveur des pays en voie de développement pour les aider à surmonter les graves difficultés qu'ils rencontrent. Il importe que la structure actuelle des échanges des pays développés soit modifiée pour favoriser l'expansion commerciale des pays en voie de développement. Cela ne pourra se faire que si les pays développés acceptent d'engager le dialogue avec les pays en voie de développement. Ceux-ci devraient en effet avoir le droit de participer pleinement aux prises de décision qui affectent leurs intérêts vitaux. Ils souhaitent tous avoir accès aux marchés des pays développés, mais ils ne

peuvent le faire que si les termes de l'échange que ceux-ci leur accordent leur sont favorables. Or les obstacles rencontrés dans ce domaine ont empêché les pays en voie de développement d'améliorer leurs possibilités commerciales.

39. Le représentant du Népal indique les problèmes particuliers auxquels doivent faire face les pays sans littoral. Comme l'a fait observer le roi du Népal à la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, à Alger, il est très difficile à ces pays d'accélérer leur développement et de participer aux efforts entrepris dans le monde pour édifier un ordre social et économique meilleur. Aussi les pays côtiers devraient-ils envisager de prendre des dispositions particulières garantissant aux pays sans littoral le droit de libre accès à la mer. Ces pays sont en effet très désireux d'accroître leurs exportations et de diversifier leurs échanges commerciaux. Les ressources que les pays sans littoral doivent consacrer au transport des marchandises représentent une part importante de leurs ressources totales et pourraient être affectées à des entreprises plus productives. Dans sa résolution 2971 (XXVII), l'Assemblée générale a reconnu que la situation des pays en voie de développement sans littoral, en raison surtout des frais élevés de transport et de moyens insuffisants et peu commodes en ce qui concerne les transports, l'entreposage et les installations portuaires par la plupart des pays de transit, était un facteur qui freinait sérieusement l'expansion de leur commerce et leur développement économique. C'est pourquoi le roi du Népal a préconisé à Alger la création d'un fonds spécial destiné à subventionner les frais additionnels de transport des pays en voie de développement sans littoral. Le représentant du Népal estime qu'un tel fonds, venant s'ajouter à l'aide financière que reçoivent les pays en voie de développement les moins avancés, permettrait à ceux-ci d'entreprendre des projets pilotes, de créer de petites industries et d'augmenter leur productivité.

40. La délégation népalaise insiste sur la nécessité de prendre des dispositions institutionnelles en vue de mettre en pratique des mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés et estime que, si on leur accorde une aide sous forme de prêts et non pas de subventions, il doit s'agir de prêts à long terme et sans intérêt. D'autre part, il est indispensable de réduire le coût du transfert des techniques aux pays économiquement peu avancés afin d'accélérer leur développement.

41. Il faut également espérer que les prochaines négociations commerciales multilatérales qui se tiendront sous les auspices du GATT en 1974 serviront les intérêts des pays en voie de développement; en effet, dans sa conclusion concertée 92 (XII)⁵, le Conseil du commerce et du développement a estimé que l'objectif fondamental de ces négociations serait de développer et de diversifier les exportations de ces pays. Quant à l'Assemblée générale, elle recommande, dans sa résolution 3040 (XXVII), que par les négociations on s'efforce en priorité d'aboutir à ce que des concessions substantielles soient accordées pour les produits de base, y compris les produits transformés et semi-transformés, des pays en voie de développement les moins avancés et des pays en voie de

⁵ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 15, première partie, annexe I.

développement sans littoral en vue d'accroître sensiblement les exportations de ces produits. La délégation népalaise demande également aux pays développés d'appliquer un système généralisé de préférences pour les importations d'articles manufacturés et semi-finis en provenance des pays en voie de développement et de l'étendre aux produits agricoles. Le Népal fait en effet partie des pays en voie de développement dont les exportations se limitent à des produits de base. Les pays développés doivent respecter le principe de la non-réciprocité dans ce domaine et supprimer toutes les taxes d'importation qui gênent les exportations de produits de base. De même, il faut que les plus avancés des pays en voie de développement se conforment aux principes du traitement préférentiel sans réciprocité ni discrimination afin de favoriser les exportations de leurs partenaires commerciaux moins avancés. De l'avis de la délégation népalaise, la CNUCED joue un rôle décisif dans la mise au point d'une conception intégrée, car le commerce, le financement du développement et la situation monétaire internationale sont étroitement liés.

42. Pour conclure, le représentant du Népal annonce que sa délégation souhaite se joindre aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1295 présenté par la délégation mexicaine.

43. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que sa délégation a écouté avec intérêt l'exposé du Secrétaire général de la CNUCED et a noté qu'il contenait beaucoup d'idées intéressantes que la Deuxième Commission pourrait utiliser avec profit, notamment dans ses travaux sur la question de l'examen et de l'évaluation.

44. Dans sa politique de développement et de coopération mutuellement avantageuse avec les pays du monde, l'URSS attache une importance cruciale au rôle de la CNUCED. Pour atteindre les buts énoncés lors de la troisième session de la CNUCED, il n'existe pas d'autres moyens que d'aider cette organisation à développer les relations commerciales entre les divers pays du monde sur un pied d'égalité. Au cours des dix dernières années, la CNUCED a réalisé des progrès sensibles dans l'amélioration des relations commerciales internationales, tels que la mise au point du système généralisé de préférences, l'élaboration d'accords internationaux sur les produits, la solution de questions relatives à la navigation maritime et l'adoption de décisions visant à développer la coopération commerciale entre pays à systèmes sociaux différents.

45. La CNUCED a donc réussi à donner le départ à une transformation fondamentale des relations économiques internationales. Il importe désormais de renforcer le processus de normalisation des relations économiques internationales et de lui donner un caractère irréversible. L'URSS résistera à toute tentative tendant à renverser ce processus et défendra les intérêts des pays en voie de développement. La CNUCED doit adopter des positions sans équivoque dans ce domaine. Elle doit également s'efforcer de consolider les résultats positifs obtenus dans les relations bilatérales entre différents pays et de triompher des obstacles aux échanges entre pays à systèmes social et économique différents, ce qui favorisera une division équitable du travail dans le monde et renforcera l'autorité de cette organisation dans le domaine commercial. Un autre moyen de renforcer son autorité et

son efficacité serait de lui faire jouer un rôle plus actif dans les domaines financier et monétaire. La CNUCED ne saurait en effet rester passive dans la crise monétaire que connaît actuellement le monde capitaliste, car cette crise gêne les relations commerciales et économiques internationales et suscite une atmosphère d'agitation et de spéculation. A ce propos, le représentant de l'URSS note avec satisfaction que, dans sa résolution 95 (XII) [voir A/9015 (deuxième partie), annexe I], le Conseil du commerce et du développement a recommandé de renforcer le rôle de la CNUCED dans le domaine monétaire. Organisation universelle et représentative, la CNUCED doit jouer un rôle important dans la préparation de la réforme monétaire et dans la défense des intérêts de tous les pays, et notamment des pays en voie de développement. Elle peut également jouer un rôle de premier plan dans d'autres domaines tels que les travaux préparatoires aux négociations commerciales multilatérales qui doivent se dérouler sous les auspices du GATT.

46. En ce qui concerne l'opération d'examen et d'évaluation des progrès réalisés dans l'application de la Stratégie internationale du développement, la délégation soviétique approuve les idées contenues dans cette stratégie qui sont conformes aux recommandations faites par les pays socialistes figurant dans leurs déclarations communes à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale⁶, à la troisième session de la CNUCED⁷ et à la cinquième session extraordinaire du Conseil du commerce et du développement [voir A/9015 (première partie), annexe I, résolution 94 (S-V), annexe C]. En se fondant sur ces recommandations, la CNUCED contribue à normaliser les relations commerciales entre les pays et à assurer ainsi leur indépendance et leur progrès économique et social.

47. La délégation soviétique est persuadée que les objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement ne peuvent être atteints que si le progrès économique va de pair avec la normalisation de la situation politique internationale, le renforcement de la paix dans le monde entier et l'action systématique de tous les Etats pour réaliser un désarmement général et complet. C'est dans cet esprit qu'à la cinquième session extraordinaire du Conseil du commerce et du développement les pays socialistes ont soumis un document énonçant les principes qui doivent régir les relations entre les Etats (*ibid.*). Les pays socialistes appliquent déjà ces principes dans leurs relations avec les pays en voie de développement. Ainsi, l'URSS a supprimé les tarifs douaniers pour toute importation en provenance des pays en voie de développement et s'efforce de développer les importations de matières premières en provenance de ces pays. Les pays membres du CAEM entretiennent des relations commerciales avec 70 pays en voie de développement, dans la plupart des cas sur la base d'accords à long terme. De plus, les possibilités de développer le commerce de l'URSS avec les pays en voie de développement ont été renforcées par l'amélioration de ses relations avec les pays capitalistes. Le commerce avec ces pays a doublé récemment, et les échanges et la coopération

⁶ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Annexes*, point 42 de l'ordre du jour, document A/8074.

⁷ *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session, vol. I : Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe VIII.G (document TD/154).

s'effectuent sur la base d'accords à long terme de cinq ou dix ans dans les domaines économique, social, scientifique et technique. Il convient de se féliciter que les pays d'Europe occidentale comprennent mieux maintenant les avantages que tous peuvent retirer d'une division internationale plus équitable du travail; toutefois, il existe encore des ennemis de la détente et l'URSS s'oppose catégoriquement à toute tentative de pression dans le domaine commercial visant à s'ingérer dans ses affaires intérieures.

48. La délégation soviétique souligne que, pour toutes les relations économiques et commerciales, il convient d'appliquer le principe de la nation la plus favorisée. Elle constate que toute une série de pays en voie de développement qui participent à un système préférentiel dans l'économie capitaliste n'accordent pas aux pays socialistes les mêmes avantages qu'ils offrent aux pays capitalistes développés. Elle appuie les revendications légitimes des pays en voie de développement selon lesquelles les pays développés doivent leur accorder des préférences en compensation des dommages causés par le colonialisme et le néo-colonialisme. Pour sa part, l'URSS accorde aux pays en voie de développement des préférences dans le domaine du commerce depuis 1966, c'est-à-dire bien avant que les pays occidentaux n'aient commencé à appliquer un système de préférences. La délégation soviétique est convaincue que le renforcement, à la CNUCED, du principe de la nation la plus favorisée n'est en aucune manière incompatible avec le système généralisé de préférences.

49. D'autre part, elle juge nécessaire d'établir une charte des droits et devoirs économiques des Etats et elle a participé aux travaux du Groupe de travail chargé d'en élaborer le texte. Il s'agit d'une tâche extrêmement complexe; si le Groupe de travail s'est mis d'accord sur un certain nombre de questions, il reste encore de nombreux sujets sur lesquels on n'a pu s'entendre. Tous s'accordent à penser que le projet de charte élaboré par le Groupe de travail est un document provisoire qui n'engage vraiment personne. La tâche du Groupe de travail est rendue plus difficile encore par l'existence de forces qui cherchent à conserver leur place privilégiée dans la division internationale du travail; grâce aux efforts concertés de ceux qui cherchent à normaliser les relations internationales, la délégation soviétique est néanmoins persuadée que l'on pourra mettre au point un document qui contribuera à transformer les relations économiques internationales en une coopération internationale entre tous les pays, sur un pied d'égalité, quel que soit leur niveau de développement et leur système économique et social.

50. M. JOSEPH (Australie) souligne tout d'abord les progrès réalisés au cours de l'année écoulée dans les domaines commercial et monétaire. Il semble qu'il y ait maintenant une volonté générale de remédier aux faiblesses des structures commerciales et financières internationales. La croissance rapide des pays industrialisés a eu des effets favorables pour les pays en voie de développement qui ont vu augmenter la demande de leurs exportations de produits de base et de matières premières. Il s'agit sans aucun doute d'un facteur positif dans les relations économiques internationales, encore que la hausse des prix des produits de base contienne certains éléments temporaires et potentiellement réversibles. Si l'opposition habituelle entre pays en voie de développement et pays développés a été

beaucoup moins vive à la treizième session du Conseil du commerce et du développement, on a pu observer des divergences entre groupes de pays appartenant au Groupe des Soixante-Dix-Sept. Il convient certes de les regretter, mais elles ne sont pas vraiment inattendues : comme l'écart qui sépare les pays en voie de développement les moins avancés des plus avancés est supérieur à celui qui sépare la moyenne des pays en voie de développement de celle des pays développés, il est bien normal que les pays en voie de développement aient des intérêts différents. Il y a même lieu de se féliciter de cette tendance dans la mesure où elle signifie que la communauté internationale abandonne peu à peu la polarisation vaine et stérile entre riches et pauvres.

51. Il est cependant regrettable que le Conseil du commerce et du développement, à sa cinquième session extraordinaire, n'ait pas réussi à soumettre au Comité de l'examen et de l'évaluation autre chose que des documents séparés indiquant la position respective des différents groupes de pays [voir A/9015 (première partie), annexe I]. Il faut espérer une meilleure contribution du Conseil à l'opération d'examen et d'évaluation en 1975, et la délégation australienne aurait appuyé la proposition des Philippines tendant à synchroniser l'examen prévu pour le milieu de la Décennie avec la quatrième session de la CNUCED si cette proposition avait été maintenue.

52. La tâche du Groupe de travail chargé d'élaborer une charte des droits et des devoirs économiques des Etats n'est pas facile et il n'a même pas encore commencé à faire la synthèse entre les différents textes proposés. L'Australie, pour sa part, comprend les motifs qui ont incité le Mexique à proposer l'élaboration de cette charte et aborde la question d'une façon constructive. La délégation australienne appuie à ce propos le projet de résolution A/C.2/L.1295.

53. Comme le secrétaire général de la CNUCED et le Président de la BIRD l'ont déjà souligné à plusieurs reprises, l'une des principales difficultés des pays en voie de développement est le fardeau de plus en plus lourd que constitue le service de la dette extérieure. Etant donné que les capitaux privés constituent près de la moitié du courant des ressources des pays développés vers les pays en voie de développement, il est inévitable que la dette extérieure des pays en voie de développement augmente, d'autant plus que ceux-ci s'obstinent à emprunter à des conditions défavorables dans le secteur privé, en particulier sur le marché des eurodollars. Il n'y a pas grand-chose que les gouvernements des pays industrialisés puissent faire à cet égard sinon veiller à ce que l'aide publique au développement qu'ils offrent aux pays en voie de développement soit autant que possible consentie sous forme de dons ou à des conditions très favorables. Le fond du problème n'est pas tant l'augmentation de la dette elle-même que l'augmentation du service de cette dette. En particulier, les pays en voie de développement ont des difficultés à augmenter leurs exportations à destination des pays développés et à obtenir ainsi les devises nécessaires pour financer le service de leur dette.

54. Cette question a été examinée lors de la réunion ministérielle du GATT à Tokyo et l'Australie souscrit aux dispositions de la Déclaration de Tokyo du 14 septembre 1973 qui visent à sauvegarder et à améliorer la situation des pays en voie de développement. Lors des prochaines négociations,

l'Australie se propose de reconnaître et d'appliquer le principe de la non-réciprocité et du traitement préférentiel dans ses relations avec ces pays. En attendant, il appartient aux pays développés de faire de leur mieux pour faciliter les exportations des pays en voie de développement. Pour sa part, l'Australie a récemment révisé et libéralisé son système généralisé de préférences. La majorité des exportations en provenance des pays en voie de développement, y compris la plupart des articles manufacturés et semi-finis, ainsi que les produits primaires transformés, auront désormais une marge de préférence de 10 p. 100 *ad valorem* par rapport au tarif généralement appliqué; cette marge sera progressivement accrue. Ce traitement préférentiel accordé aux pays en voie de développement vient en sus de la diminution de 25 p. 100 de l'ensemble des tarifs douaniers annoncée par l'Australie il y a quelques semaines. Cette mesure devrait rassurer les pays en voie de développement qui craignaient que les réductions tarifaires résultant des négociations multilatérales n'atténuent la marge de préférence dont bénéficient les pays du tiers monde sur le marché des pays développés. D'une façon générale, les conditions des exportations des pays en voie de développement vers l'Australie sont plus favorables qu'elles ne l'ont jamais été.

55. Il est heureux de constater que les négociations commerciales multilatérales ont maintenant pris le départ, après avoir surmonté les obstacles que constituaient la dévaluation du dollar et les divergences entre pays en voie de développement eux-mêmes concernant les mesures à prendre en faveur des pays les moins avancés. Le chemin est encore semé d'embûches, mais il convient de conserver la vitesse acquise afin de parvenir à un accord sur les points essentiels avant la fin de 1975. Les nouvelles négociations diffèrent des précédentes en ce qu'elles visent à progresser bien davantage dans la voie d'une libéralisation du commerce des produits primaires et d'une suppression des obstacles non tarifaires. Vu l'augmentation des recettes d'exportation que les pays en voie de développement peuvent en retirer, cette orientation des négociations commerciales est importante pour ces pays; elle l'est également pour les pays tels que l'Australie, étant donné que les produits agricoles comptent pour plus de la moitié dans ses exportations et les produits minéraux pour un quart. L'Australie reconnaît que des arrangements spéciaux peuvent être indispensables pour certains produits agricoles, mais l'objectif doit consister à permettre aux fournisseurs étrangers de concurrencer normalement les producteurs locaux. Les négociations devraient couvrir tous les produits agricoles et les matières premières sous toutes leurs formes, naturelle, semi-finie ou finie. L'Australie est prête à faire des concessions comparables aux avantages qu'elle peut recevoir.

56. Une façon d'assurer la stabilité des produits primaires est de négocier à leur sujet des accords internationaux couvrant la production, l'accès aux marchés et les prix. Cette question a fait l'objet de négociations intensives à la CNUCED; l'établissement d'une liste de produits qui devront faire l'objet de consultations de cette nature s'est révélé difficile, mais l'Australie est disposée à accepter toute liste généralement acceptable pour les pays en voie de développement. Elle constate avec plaisir que des consultations ont déjà commencé sur certains produits. Le cacao a déjà fait l'objet d'un

accord conclu sous les auspices de la CNUCED et il convient que tous les principaux importateurs de ce produit le ratifient le plus tôt possible.

57. Il faut également espérer que les obstacles aux négociations en vue d'un nouvel accord sur le sucre pourront être supprimés. Les politiques d'importation qui seront finalement adoptées par la CEE auront une influence considérable sur l'avenir du commerce du sucre. Du fait de l'entrée du Royaume-Uni à la communauté, il faudra adopter de nouveaux arrangements concernant le sucre exporté par les pays du Commonwealth. L'Australie a accepté que son contingent aux termes de l'accord sur le sucre entre pays du Commonwealth diminue progressivement pendant la période transitoire suivant l'entrée du Royaume-Uni à la Communauté. Elle estime que les 13 autres producteurs de sucre du Commonwealth, qui sont tous des pays en voie de développement, devront avoir leurs exportations de sucre garanties aux termes des nouveaux accords avec la Communauté. Il s'agit là d'un problème complexe mais dont la solution est extrêmement importante, étant donné que pour la plupart des pays exportateurs il n'existe pas de culture de rechange qui offre les mêmes avantages ni surtout qui crée un aussi grand nombre d'emplois.

58. Dans le domaine monétaire, l'Australie estime qu'il convient d'établir un nouveau système international qui facilite la croissance continue du commerce et de l'industrie. Pour sa part, elle préférerait un système de parité des changes, à condition toutefois qu'il fonctionne; elle serait donc prête à accepter un système qui prévoie non seulement une certaine souplesse mais également la possibilité de taux de change flottants dans certains cas. L'expérience a montré en effet qu'un système de taux de change flottants, bien que loin d'être une panacée, offre certains avantages et qu'en tout état de cause le monde devra s'en contenter tant que des mesures ne seront pas prises pour réduire les courants énormes de capitaux à court terme qui ont provoqué l'effondrement du système monétaire précédent.

59. En ce qui concerne les droits de tirage spéciaux, l'Australie juge qu'ils devront constituer le centre du nouveau système, mais elle est prête à examiner avec compréhension les revendications des pays en voie de développement qui souhaitent qu'on leur en accorde une proportion plus importante. Elle appuie également les demandes de ces pays qui souhaitent que le FMI améliore ses mécanismes de soutien des balances des paiements. A son avis, le Conseil du commerce et du développement devrait se pencher sur la question.

60. L'Australie a suivi avec intérêt les travaux de la CNUCED concernant le transfert des techniques et le Groupe intergouvernemental qui s'occupe de la question envisagera à sa prochaine session, la troisième, s'il y a lieu de créer une commission permanente sur ce sujet et d'établir un code international de conduite du transfert des techniques. L'Australie ne s'oppose pas à cette dernière idée mais elle estime qu'il vaudrait mieux prévoir une série de principes appliqués volontairement plutôt qu'une convention ayant force obligatoire.

61. En ce qui concerne la question de transformer la CNUCED en une organisation internationale générale du commerce, la délégation australienne voit mal ce qu'une organisation de ce genre présenterait comme avantage par rapport à la CNUCED et elle se refuse à voir supprimer le GATT. A son avis, il convient de voir

comment fonctionne le mécanisme établi aux termes de la résolution 80 (III)⁸ avant d'envisager de réorganiser la CNUCED.

62. Il faut espérer que la Commission des articles manufacturés terminera ses travaux sur les obstacles non tarifaires dès que possible, de façon que cette question ne soit pas examinée en même temps par la CNUCED et dans le cadre des négociations commerciales multilatérales. D'autre part, l'Australie appuie

l'idée d'établir un code de conduite des conférences maritimes. Enfin, l'Australie, qui figurait au nombre des auteurs de la résolution 101 (XIII) du Conseil du commerce et du développement [voir A/9015 (troisième partie), annexe I], relative aux problèmes des pays insulaires en voie de développement, estime que des mesures à leur égard complèteraient les mesures prises en faveur des pays les moins avancés et des pays sans littoral.

⁸ *Ibid.*, annexe I.A.

La séance est levée à 17 h 25.

1543^e séance

Mercredi 31 octobre 1973, à 10 h 50.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1543

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (*suite*) [A/9003/Add.1 (première partie), A/9015, A/9142, A/9213, A/C.2/L.1295] :

a) Rapport du Conseil du commerce et du développement

1. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) déclare, au sujet du projet de résolution A/C.2/L.1295, que dans le texte original espagnol le titre de la résolution 45 (III) de la CNUCED se lisait bien comme le représentant du Mexique l'avait indiqué à la séance précédente; il conviendrait donc qu'il soit libellé en anglais "*Charter of economic rights and duties of States*". Une erreur a été faite lors de la traduction de la résolution 45 (III) ainsi que dans un certain nombre de documents ultérieurs, ce qui explique que le mot "*the*" ait été ajouté entre les mots "*of*" et "*economic*" dans le titre du projet de résolution A/C.2/L.1295. Cette erreur sera immédiatement corrigée.

2. M. GONZÁLEZ GÁLVEZ (Mexique) fait observer qu'afin d'harmoniser les différents textes il conviendrait, dans le projet de résolution, de supprimer le mot "*the*" chaque fois que le projet de charte est mentionné.

3. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) déclare que, pour des raisons d'économie, il ne paraîtra pas de rectificatif au document A/C.2/L.1295. Néanmoins, si les auteurs du projet de résolution en révisent le texte, la correction sera apportée à la version révisée comme elle sera faite de toute façon dans le rapport de la Commission.

4. M. OUDOVENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) déclare que, au cours de l'année écoulée, les activités du Conseil du commerce et du développement ont été marquées par une intensification des efforts visant à résoudre les problèmes posés par les relations économiques et commerciales internationales actuelles. Sa délégation estime que la CNUCED devrait avoir, entre autres, comme principale fonction celle de promouvoir les relations commerciales entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, ce à quoi on contribuerait en mettant

en œuvre les "conclusions concertées" de la troisième session de la CNUCED. Par ailleurs, étant donné le climat prometteur actuel, climat de détente qui caractérise les relations internationales, il conviendrait que le Comité de session II poursuive ses activités.

5. Si le principe de l'égalité et des avantages mutuels est strictement appliqué, l'efficacité d'instruments internationaux aussi importants que la charte des droits et des devoirs économiques des Etats s'en trouvera accrue. La délégation de la RSS d'Ukraine est d'avis elle aussi de prolonger le mandat du Groupe de travail chargé d'élaborer cette charte (voir A/9213). La CNUCED pourrait également contribuer à mettre le principe en œuvre en élaborant un code de conduite à l'usage des conférences de lignes ainsi qu'une convention sur les transports internationaux multimodes, en procédant à une enquête sur les activités des compagnies transnationales et sur le contrôle des investissements étrangers.

6. Un des problèmes les plus graves qui se posent en matière de relations commerciales internationales concerne la position des pays en voie de développement dans le cadre de la division capitaliste du travail à l'échelle mondiale. Les pays en voie de développement souffrent toujours plus du fait que le taux de croissance de leurs exportations à destination des pays capitalistes développés ne suit pas l'accroissement du prix des produits finis qu'ils importent de ces mêmes pays. Les forces naturelles du marché continuent de s'exercer au détriment des pays en voie de développement essentiellement parce que leur économie est encore liée à celle des Etats capitalistes industrialisés, qui absorbent les trois quarts de la production des pays du tiers monde. Les puissances industrielles occidentales maintiennent un système de tarifs et de mesures commerciales destinés à perpétuer cette situation. De plus, les relations commerciales des pays en voie de développement avec le monde occidental ont une influence négative sur leur balance commerciale invisible. Il faudrait que la CNUCED étudie systématiquement l'influence qu'exercent les invisibles ainsi que les entrées et les sorties de capitaux, notamment sous forme de bénéfices et de dividendes, sur la situation financière des pays en voie de développement.

7. Les raisons sous-jacentes aux problèmes commerciaux et économiques persistants des pays en voie de développement ont été clairement énoncés lors de la cinquième session extraordinaire du Conseil du commerce et du développement [voir A/9015 (première partie)]. A cet égard, les pays socialistes continuent d'appuyer les justes demandes des pays en voie de développement relatives à l'indemnité que ceux-ci exigent des puissances occidentales en dédommagement des conséquences néfastes de toutes les formes du colonialisme et du néo-colonialisme. Par ailleurs, il est d'une grande importance que les pays en voie de développement eux-mêmes procèdent à des transformations économiques et sociales internes d'envergure, limitent l'influence des capitaux étrangers et accroissent le rôle de la planification et du secteur de l'Etat dans la gestion de leur économie intérieure et de leur commerce extérieur.

8. La CNUCED n'a pas simplement pour rôle de défendre les intérêts des pays en voie de développement, mais également d'améliorer sensiblement les relations économiques internationales en général. En conséquence, la délégation de la RSS d'Ukraine appuie les efforts actuellement accomplis au sein de la CNUCED en vue d'élaborer de nouveaux concepts et de nouveaux règlements permettant de réformer le système des relations économiques internationales. Il faudrait que la CNUCED joue un rôle plus important dans le règlement des problèmes commerciaux et monétaires internationaux et il conviendrait de prendre des dispositions pour que tous les Etats intéressés puissent sur ce point avoir également voix au chapitre.

9. Les pays socialistes continuent d'accroître leur commerce avec les pays en voie de développement tant en ce qui concerne les importations que les exportations. Les pays en voie de développement devraient faire bénéficier leurs partenaires socialistes des mêmes conditions commerciales que celles qu'ils accordent aux pays capitalistes développés. Quoique certains problèmes subsistent, des progrès considérables ont été accomplis au cours de l'année écoulée dans le commerce Est-Ouest. La délégation ukrainienne espère que cette tendance se maintiendra car il n'est guère normal que les échanges commerciaux entre les pays capitalistes développés et les pays socialistes, qui représentent ensemble les neuf dixièmes environ de la production mondiale, ne constituent que 3 p. 100 du total des échanges internationaux.

10. La RSS d'Ukraine et les autres pays socialistes sont fermement décidés à rechercher activement, tant à l'intérieur de la CNUCED qu'ailleurs, des mesures efficaces et nouvelles permettant de normaliser davantage le commerce international et de développer la coopération internationale. La normalisation des relations entre les pays membres du CAEM et les pays capitalistes développés constituerait un pas important et nécessaire dans ce sens.

11. La nécessité d'une coopération entre pays ayant des systèmes sociaux différents s'impose d'autant plus qu'il faut consolider la paix et la sécurité internationales. La mise en œuvre de mesures efficaces destinées à réduire la course aux armements, condition préalable et nécessaire d'un désarmement général et complet, libérera des ressources considérables dont on pourra se servir pour le développement économique et social;

c'est dans cet esprit qu'a été faite la proposition concrète de l'URSS tendant à ce que les Etats membres permanents du Conseil de sécurité réduisent leurs budgets militaires de 10 p. 100 et qu'une partie des ressources ainsi libérées soit utilisée pour l'aide aux pays en voie de développement (point 102 de l'ordre du jour). Il faudrait que la CNUCED étudie les possibilités résultant de cette proposition, en particulier eu égard à la décision qu'a prise le Conseil du commerce et du développement, à sa treizième session [voir A/9015 (troisième partie), par. 24] de demander au Secrétaire général de la CNUCED de maintenir la question des aspects commerciaux et économiques du désarmement constamment à l'étude.

M. González Arias (Paraguay) prend la présidence.

12. M. WRIGHT (Canada) déclare que sa délégation se félicite de l'esprit constructif qui a animé les délibérations du Groupe de travail chargé d'élaborer la charte des droits et des devoirs économiques des Etats. Elle appuie sans réserve la recommandation tendant à reconvoquer le Groupe de travail et coopérera pleinement avec d'autres délégations à la mise au point d'un instrument rationnel et viable susceptible de recueillir un large appui.

13. Après le succès de ses deux sessions tenues à Genève (12-23 février et 13-27 juillet 1973), le Groupe de travail en est à un stade crucial de l'élaboration du projet de charte. Si ses membres parviennent à orienter leurs efforts vers une identification plus précise des normes généralement acceptées dans les relations économiques internationales en se bornant à reconnaître pour l'instant que les droits et les devoirs économiques constituent un corollaire légitime de ces normes, il se peut fort bien qu'alors le projet de charte recueille l'appui de la communauté internationale. Le Canada ne considère pas simplement la codification du droit économique international comme importante, mais il est également disposé à accueillir le développement progressif de ce droit comme un progrès notable dans l'évolution des relations internationales.

14. En ce qui concerne les questions de fonds qui pourraient être inscrites dans la charte, la délégation canadienne est prête à examiner toutes celles qui relèvent du domaine économique. L'objectif du Canada est de veiller à ce que les principes énoncés dans la charte reflètent l'évolution progressive du droit international et du climat international et qu'ils en tiennent compte. En se concentrant uniquement sur les questions du développement économique et social lors de l'élaboration de la charte, on risquerait peut-être un double emploi avec l'examen et l'évaluation en cours actuellement de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (point 46). De l'avis de la délégation canadienne, la charte devra être jugée en fonction de l'universalité des principes qu'elle établira pour ce qui est des relations économiques internationales et de la mesure dans laquelle elle prévoira un partage égal des responsabilités entre tous les Etats ainsi que des droits et des devoirs égaux pour tous. Le Canada espère que le projet de résolution A/C.2/L.1295, dont il est devenu l'un des auteurs, sera adopté par consensus.

15. M. FERGUSON (Etats-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation participera sans condition

préalable et avec l'esprit de coopération voulu à la recherche de solutions aux problèmes naissants évoqués par le secrétaire général de la CNUCED dans sa déclaration d'ouverture. Elle demande seulement que d'autres adoptent la même attitude. En outre, la délégation des Etats-Unis se félicite de ce que le secrétaire général ait offert son appui pour la préparation d'une conférence mondiale de l'alimentation.

16. M. Ferguson rappelle les observations formulées par le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique au sujet de la charte des droits et des devoirs économiques des Etats dans la déclaration qu'il a faite devant l'Assemblée générale le 24 septembre (2124ème séance plénière). C'est dans l'esprit de cette déclaration que la délégation des Etats-Unis accueille avec satisfaction le projet de résolution A/C.2/L.1295. M. Ferguson espère que les remarques du Secrétaire d'Etat dissiperont les craintes de ceux qui pourraient penser que son gouvernement est implacablement opposé à l'idée d'une charte. La délégation des Etats-Unis a l'intention de continuer à jouer un rôle actif au sein du Groupe de travail et espère que les activités de ce dernier aboutiront à une déclaration de principe équilibrée, qui bénéficiera d'un appui universel et fournira un guide utile pour les relations économiques internationales entre pays développés et pays en voie de développement, économies industrialisées et économies non industrialisées, pays à économie de marché et autres pays.

17. Tout en appuyant sans réserve le projet de résolution, la délégation des Etats-Unis ne peut, à ce stade, appuyer une proposition tendant à établir un document de caractère juridiquement obligatoire. En conséquence, elle accueille avec satisfaction la suggestion du représentant du Mexique tendant à examiner les sources du droit international (1542ème séance, par. 36). Elle est prête à participer à une telle étude car elle sait que le titre d'un document ne détermine pas la place qu'il occupe dans le droit international.

18. La délégation des Etats-Unis comprend la position du secrétaire général de la CNUCED et de la Conférence elle-même en ce qui concerne l'Accord international de 1972 sur le cacao. Son gouvernement coopérera dans toute la mesure possible avec les parties à cet accord mais, pour des raisons qui ont déjà été exposées clairement, il ne peut pas lui-même y adhérer.

19. M. DIALLO (Haute-Volta) se déclare en accord total avec le secrétaire général de la CNUCED en ce qui concerne les produits de base et en particulier le cacao. L'essor actuel n'est que temporaire et il est indispensable que tous les Etats fassent le maximum pour que l'Accord sur le cacao entre en vigueur dès que possible, si l'on veut éviter les effets néfastes qui ne manqueraient pas de se manifester dans l'économie des pays en voie de développement qui dépendent essentiellement de ce produit. M. Diallo invite de nouveau instamment tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait à devenir parties à l'Accord sans plus tarder.

20. Tout doit être mis en œuvre, en particulier de la part des pays développés, pour que les objectifs relativement modestes de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement soient intégrés aux buts et objectifs des négociations actuellement en cours au sein du GATT et du FMI et entre la CEE et les pays qui y sont associés ou pourraient éventuellement

accéder au statut d'association. Par l'adoption de ses résolutions 82 (III) et 84 (III)¹, la CNUCED a contribué de façon marquante à la possibilité de participation des pays en voie de développement aux négociations sur le commerce multilatéral et sur la réforme du système monétaire international. M. Diallo espère que cette politique se poursuivra à l'avenir.

21. Les pays en voie de développement en général espèrent que les négociations commerciales multilatérales aboutiront à une amélioration substantielle de leur participation au commerce mondial et aux recettes d'exportations. Les pays en voie de développement les moins avancés, en particulier, espèrent que ces négociations conduiront à l'adoption de mesures spéciales précises en leur faveur. Il faut ramener l'ordre dès que possible dans la situation monétaire internationale. L'interdépendance très étroite entre les questions monétaires, financières et commerciales doit toujours être prise en considération, et la délégation de la Haute-Volta doute que le secrétaire général de la CNUCED puisse assurer la coordination nécessaire par le truchement de consultations officieuses entre lui-même et les chefs de secrétariat du FMI et du GATT. Comme le Groupe africain l'a recommandé à la douzième session du Conseil du commerce et du développement², cette question devrait être confiée à un organisme intergouvernemental représentant les intérêts des pays développés et ceux des pays en voie de développement.

22. La Haute-Volta, comme d'autres pays en voie de développement, considère qu'un lien entre les droits de tirage spéciaux et le financement additionnel du développement constitue un élément indispensable à tout nouveau système monétaire international. La dernière étude du FMI sur la question devrait dissiper les craintes de certains pays quant au risque que le rapport ainsi créé ne provoque un excès de liquidités et n'aggrave l'inflation. La délégation de la Haute-Volta estime que les discussions techniques sur la question sont à présent achevées et qu'il ne manque que la décision politique requise au niveau du Comité des Vingt. Les pays en voie de développement souffrent également d'une insuffisance des apports de capitaux. A ce propos, la délégation de la Haute-Volta se félicite de l'établissement du Groupe spécial d'experts gouvernementaux, établi aux termes de la résolution 5 (VI) de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce³, chargé de trouver une solution au problème du fardeau de la dette qui ne cesse de s'accroître. L'ONU devrait aussi, à titre d'urgence, préparer des codes internationaux de conduite régissant les activités des sociétés multinationales et le transfert des techniques des pays développés vers les pays en voie de développement. Elle espère que les consultations intergouvernementales intensives prévues sur le problème des produits de base commenceront prochainement et qu'elles permettront de résoudre les problèmes en suspens dans ce domaine, où l'on n'a pas encore élaboré d'accords internationaux.

¹ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session, vol. I : Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

² Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 15, première partie, par. 48.*

³ Voir *Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, treizième session, Supplément No 4 (TD/B/464), annexe I.*

23. La délégation de la Haute-Volta se félicite de l'ébauche de mise en œuvre des résolutions de la CNUCED concernant les mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, et elle espère que tous les membres de la communauté internationale joindront rapidement le geste à la parole. Les pays développés à économie de marché et les pays membres du Groupe D (Etats socialistes) devraient tous faire un effort particulier pour mettre en œuvre les résolutions 62 (III) et 63 (III)⁴, tant en matière d'assistance technique et financière qu'en matière de politique commerciale.

24. La Haute-Volta partage le point de vue exprimé précédemment par le représentant du Népal, car elle estime que les problèmes des pays en voie de développement les moins avancés et des pays sans littoral sont très comparables. Ces pays en particulier, et les pays en voie de développement en général, bénéficieraient d'une coopération économique et d'une intégration régionale plus poussées. Cette façon de voir a été clairement exposée lors des différentes réunions régionales et sous-régionales qui ont eu lieu ces derniers mois et il faudrait dûment tenir compte, en instituant une telle politique, des recommandations formulées par les divers groupes géographiques, les pays non alignés et le Groupe de travail créé par le Conseil d'administration du PNUD à sa quinzième session⁵. La communauté internationale devrait encourager activement tout effort visant à promouvoir la coopération régionale et la CNUCED devrait continuer son assistance dans ce domaine en aidant les pays intéressés à identifier et à éliminer les obstacles tarifaires et non tarifaires auxquels se heurte le commerce entre ces pays.

25. Les autres organismes des Nations Unies devraient sans plus tarder donner suite aux recommandations pertinentes de la troisième session de la CNUCED. En particulier, le FMI devrait créer la facilité spéciale demandée dans la résolution 48 (III)⁴ pour promouvoir l'expansion du commerce et l'intégration régionale entre pays en voie de développement. Les pays développés devraient accroître leurs contributions aux fonds spéciaux des banques africaine, asiatique et interaméricaine de développement.

26. La délégation de la Haute-Volta a appuyé la proposition du Président du Mexique d'établir une charte des droits et des devoirs économiques des Etats lors de la troisième session de la CNUCED et elle accueille maintenant avec satisfaction le projet de résolution A/C.2/L.1295, tendant à prolonger le mandat du Groupe de travail.

27. M. DELIVANIS (Grèce) fait observer que le problème central dont est saisie la Commission, problème qui intéresse également l'opinion publique et les gouvernements du monde entier, est de savoir comment faire avancer le développement économique aussi vite que possible et avec le minimum de répercussions défavorables. La CNUCED doit son existence surtout au désir de mettre en pratique le principe que résume la formule "*trade not aid*", bien qu'il soit devenu clair de

nos jours qu'on a besoin à la fois du commerce et de l'aide. On avait pensé au commencement qu'il suffirait de faire disparaître toute différenciation dans le traitement douanier au sens le plus large pour ouvrir les marchés mondiaux aux produits des pays en voie de développement; mais on aurait dû se rendre compte de la nécessité, pour les pays qui avaient autrefois monopolisé le commerce international, de procéder également à des achats dans les pays en voie de développement, même quand ils pouvaient trouver ailleurs des conditions plus avantageuses.

28. La CNUCED a pour but d'assurer des débouchés aux produits des pays en voie de développement à des conditions préférentielles, pourvu que ces derniers soient en état d'effectuer des livraisons rapides et de se conformer aux normes de qualité requises. Il y a, certes, une grande différence entre une décision prise au niveau d'une instance internationale et son application dans chaque cas concret, application qui signifie que, dans les pays développés, les fournisseurs perdront des clients et devront accepter ce développement à rebours dans l'intérêt de la solidarité internationale. Quand les entrepreneurs perdent leurs débouchés et, de ce fait, des revenus, le Trésor de l'Etat en cause perd une partie de ses recettes. Il s'agit donc, comme l'a souligné le représentant du Royaume-Uni, d'aborder le problème avec réalisme.

29. M. Delivanis est d'accord avec le représentant de l'Australie pour dire que le meilleur moyen, pour les pays développés, de contribuer sur une grande échelle au développement dans le monde consiste à augmenter leur activité économique et, de ce fait, leurs revenus et leurs possibilités d'aider, pourvu que leur opinion publique soit informée de la nécessité de cet engagement et qu'elle en accepte les conséquences, à savoir que certains besoins nationaux ne seront pas satisfaits tout de suite ou même pas du tout. Le représentant de la Grèce est donc amené à conclure que l'inflation qui sévit dans les pays développés aussi bien occidentaux qu'orientaux peut contribuer au développement en permettant une absorption plus intense de produits en provenance de pays en voie de développement.

30. M. ZAHARAN (Egypte) déclare que le Conseil du commerce et du développement, dans sa conclusion concertée 106 (XIII) [voir A/9015 (troisième partie), annexe I], a reconnu l'interdépendance entre commerce, financement et le système monétaire international. Toutefois, le Conseil n'a peut-être pas pris les mesures nécessaires pour améliorer la situation monétaire et commerciale, qui est surtout défavorable aux pays en voie de développement. L'aggravation de l'endettement de ces derniers, dont l'économie a été gravement touchée par un certain nombre d'événements survenus depuis l'adoption de la Stratégie internationale du développement, y compris la crise monétaire internationale, aurait dû recevoir une priorité plus élevée. Il importait, au cours des négociations commerciales multilatérales prévues sous les auspices du GATT, de tenir pleinement compte des intérêts légitimes des pays en voie de développement. Un pas positif a été fait lorsqu'il a été décidé d'autoriser des Etats qui ne sont pas parties contractuelles au GATT à participer aux négociations commerciales multilatérales, dont le but est de libéraliser le commerce mondial de façon à procurer des avantages supplémentaires aux pays en voie de développement.

⁴ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session*, vol. I : *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

⁵ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 2*, par. 332.

31. L'interdépendance entre les domaines monétaires, commerciaux et financiers entraîne la nécessité de les coordonner, et cette coordination devrait être faite dans le cadre d'un mécanisme à créer au sein de la CNUCED. En outre, il importe d'instituer un lien étroit entre la création des droits de tirage spéciaux et le transfert des ressources financières aux pays en voie de développement, ce qui permettrait de faire progresser le flux de l'aide financière publique et multilatérale au développement. Le lien entre droits de tirage spéciaux et financement du développement mettrait les moins développés des pays en voie de développement à l'abri de difficultés dans leur balance des paiements.

32. La délégation égyptienne est préoccupée par la lenteur de l'expansion de l'industrie des transports maritimes des pays en voie de développement et de leur participation au trafic commercial international. Les hausses de taux de fret sont particulièrement préjudiciables au commerce des pays en voie de développement et au succès de leurs efforts de diversification de leurs produits d'exportation et de leurs débouchés. La formulation d'un code de conduite des conférences maritimes qui aurait une acceptation universelle favoriserait l'instauration d'un climat de coopération avec les pays développés. Ce sera, espère le représentant de l'Égypte, l'œuvre de la prochaine Conférence des Nations Unies sur ce sujet (12 novembre-14 décembre 1973).

33. Des mesures exceptionnelles s'imposent pour donner priorité à un apport additionnel de capitaux et d'assistance technique aux pays en voie de développement les moins avancés et sans littoral, et le représentant de l'Égypte se félicite de l'initiative prise par le PNUD dans ce domaine. Il importe d'améliorer les modalités et conditions de l'aide financière afin d'assurer une expansion économique plus rapide de ces pays. C'est à cette fin que le Conseil du commerce et du développement a adopté sa décision 100 (XIII) [voir A/9015 (troisième partie), annexe I], mais il conviendrait également de prendre les mesures proposées au paragraphe 356 du rapport sur sa treizième session. La délégation égyptienne a pris note avec satisfaction du rapport du secrétaire général de la CNUCED sur les moyens d'améliorer l'infrastructure des transports et sur les problèmes connexes se rapportant aux transports dans les pays en voie de développement sans littoral, ainsi que du rapport du Groupe d'experts sur la stratégie des transports pour les pays en voie de développement sans littoral, qui sont mentionnés au paragraphe 384 du rapport du Conseil. Selon cette délégation, le Groupe de la Banque mondiale et en particulier l'AID devraient prendre des mesures pour répondre aux besoins d'investissement de ces pays en ce qui concerne l'infrastructure des transports.

34. Pour le transfert des techniques, le programme d'action qui a été mis sur pied par le Groupe intergouvernemental du transfert des techniques devrait être exécuté en parallèle avec l'application de politiques nationales, régionales et internationales visant à faciliter aux pays en voie de développement l'accès à des techniques appropriées dans des conditions équitables.

35. L'Égypte, qui a participé activement aux travaux du Groupe de travail chargé d'élaborer la charte des droits et des devoirs économiques des États, est satis-

faite des progrès accomplis vers la solution de ce problème difficile. La délégation égyptienne appuie donc la recommandation formulée au paragraphe 20 du rapport de la deuxième session du Groupe de travail [voir A/9015 (troisième partie), par. 341] et figure par conséquent parmi les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1295. Le représentant de l'Égypte rejette l'idée, avancée par certains, de considérer cette charte comme une simple déclaration d'intention; il s'agit, au contraire, conformément à la résolution 45 (III) de la CNUCED⁶, d'en faire un instrument juridique obligatoire de portée mondiale.

36. La délégation égyptienne a pris note avec satisfaction de l'étude intitulée *Les conséquences économiques de la fermeture du canal de Suez*⁷ que le secrétariat de la CNUCED a établie pour la sixième session de la Commission des transports maritimes⁷, qui a mis en lumière les conséquences néfastes de la fermeture du canal pour le trafic maritime, l'augmentation du coût du fret ainsi que les répercussions pour les ports et le commerce international en général. Le coût des transports transocéaniques a considérablement augmenté entre 1967 et 1971 à cause de la fermeture du canal de Suez, et il en va de même de l'assurance et des autres charges commerciales, si bien que les produits d'exportation des pays en voie de développement sont devenus moins concurrentiels et les produits d'importation plus onéreux pour eux. L'effet cumulatif produit par la fermeture du canal de Suez a contribué à inhiber la croissance économique générale d'un grand nombre de pays d'Afrique, d'Asie et d'Europe.

37. Le Gouvernement égyptien a déclaré qu'il est prêt à rouvrir le canal de Suez une fois qu'Israël se sera retiré de la rive orientale. Par sa résolution 40 (III)⁶, la CNUCED a exprimé la conviction que le retrait d'Israël des territoires occupés est un préalable indispensable à la réouverture du canal de Suez et à son exploitation continue dans des conditions normales et pacifiques. Toutefois, Israël a lancé une offensive militaire contre la rive ouest du canal, entravant ainsi tout effort égyptien destiné à libérer les territoires égyptiens du Sinaï et à rouvrir le canal de Suez pour la navigation internationale. De plus, Israël continue à usurper les ressources naturelles qui se trouvent dans les territoires arabes occupés, en violation de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, reconnue par la résolution 88 (XII) du Conseil du commerce et du développement⁸.

M. Gabré-Sellassié (Éthiopie) reprend la présidence.

38. M. SEKULIĆ (Yougoslavie) rappelle que la situation économique mondiale et l'état des relations économiques internationales ont été étudiés tant en séance plénière qu'au sein de la Deuxième Commission, et que des propositions ont été faites concernant les nouvelles mesures à prendre par la communauté internationale à ce sujet.

39. On se rend de plus en plus compte, semble-t-il, que les problèmes économiques internationaux actuels

⁶ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session*, vol. I : *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

⁷ Document TD/B/C.4/104/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.13).

⁸ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 15*, première partie, annexe I.

ne pourront être résolus que par une action concertée dans le cadre du système des Nations Unies. Les insuffisances de l'Organisation ne peuvent être considérées comme une excuse pour justifier la médiocrité des résultats obtenus dans l'application des diverses décisions adoptées jusqu'ici, et notamment de la Stratégie internationale du développement; l'échec est plutôt attribuable au fait que la plupart des pays développés ne cherchent pas à orienter leur politique de façon à s'acquitter de leurs obligations internationales.

40. Les problèmes de développement accéléré des pays en voie de développement sont particulièrement urgents et il importe de leur donner la plus haute priorité. Cela signifie non pas que les autres problèmes internationaux ne sont pas importants, mais seulement que des efforts spéciaux doivent être déployés en vue d'éliminer un anachronisme, à savoir un système qui condamne les pays en voie de développement à la stagnation et retarde leur développement économique. C'est avec cet objectif en vue que la Stratégie internationale du développement a été formulée et la CNUCED joue un rôle particulièrement important dans son application. Toutefois, on s'est heurté à de sérieuses difficultés en ce qui concerne l'examen et l'évaluation de l'application de la Stratégie. Aucune position commune ne s'est dégagée concernant les résultats obtenus jusqu'ici et de nombreuses propositions ont été formulées, notamment par les pays développés, tendant à réviser le concept même de la Stratégie, ce qui confirme la thèse selon laquelle la volonté politique nécessaire pour résoudre les problèmes du développement ferait encore défaut.

41. Au sujet des propositions tendant à introduire ce qu'on a appelé les nouveaux "objectifs qualitatifs", il ne saurait y avoir d'objection de principe, étant donné que la Stratégie internationale du développement est un concept dynamique qui doit continuellement être adapté à l'évolution des besoins. Il est cependant prématuré de penser à introduire de nouveaux éléments alors qu'on ne progresse pas dans la réalisation des objectifs initialement adoptés. Ainsi que l'a déclaré le Ministre néerlandais de la coopération pour le développement (1540ème séance, par. 10), les vues des pays développés ne seront acceptées que s'ils sont disposés à soumettre leurs propres politiques économique et sociale à l'examen et s'ils s'efforcent eux-mêmes d'appliquer les mesures énoncées dans la Stratégie. Les pays en voie de développement s'emploient déjà à mobiliser au maximum leurs propres ressources aux fins de développement et la Conférence des chefs d'Etats ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Alger du 5 au 9 septembre, a recommandé qu'il soit procédé aux changements structurels et sociaux nécessaires.

42. Des négociations présentant une importance cruciale pour l'avenir des relations économiques internationales sont en cours, mais on devrait en élargir la portée pour couvrir toute la gamme des éléments d'ordre commercial, monétaire et financier qui constituent le système économique mondial. Il faut établir un nouveau système de relations économiques mondiales fondé sur l'égalité et l'intérêt commun de tous les pays, quels que soient leur degré de développement ou leur système économique et social.

43. On ne peut vraiment comprendre l'attitude des pays en voie de développement à l'égard des négocia-

tions commerciales multilatérales que si l'on tient compte de l'impossibilité de sauvegarder leurs intérêts dans le cadre des règles existantes et, par conséquent, de la nécessité de déroger à ces règles. Ces pays souhaitent que leurs intérêts soient intégrés dans le nouveau système, mais cela n'est possible que si l'on accepte le principe selon lequel les modalités de coopération ne peuvent être les mêmes pour des pays se trouvant à des niveaux de développement économique différents. Une stricte égalité fondée sur la clause de la nation la plus favorisée et la non-discrimination ne peut plus être une solution acceptable. Le nouveau système doit être fondé sur les principes du traitement préférentiel, de la non-réciprocité et de la non-discrimination dans les relations entre pays développés et pays en voie de développement. Cela vaut non seulement pour les domaines commercial et monétaire, mais aussi pour d'autres domaines essentiels de la coopération économique internationale.

44. Bien qu'on ne soit pas parvenu à un accord à la cinquième session extraordinaire du Conseil du commerce et du développement concernant l'évaluation des résultats obtenus jusqu'ici dans l'application de la Stratégie internationale du développement, le jugement unanime porté par les pays en voie de développement à cette occasion est très important pour les activités futures dans ce domaine [voir A/9015 (première partie), par. 191 à 215].

45. La CNUCED a fait beaucoup pour assurer la participation des pays en voie de développement aux négociations commerciales et monétaires par l'adoption de ses résolutions 82 (III) et 84 (III), qui ont contribué à la création du Comité des Vingt dans le cadre du FMI, où les pays en voie de développement sont représentés. Elle doit continuer à jouer son rôle dans les négociations commerciales et monétaires, et aider à faire en sorte que les décisions relatives aux questions monétaires, financières et commerciales, qui sont interdépendantes, soient prises sous le signe de la coordination. On devrait chercher à rendre plus efficace le système actuel de coordination entre le secrétaire général de la CNUCED, le Directeur général du GATT et le Directeur général du FMI.

46. La délégation yougoslave se félicite que le Conseil, par sa résolution 97 (XIII) [voir A/9015 (troisième partie), annexe I], ait décidé d'organiser des consultations intergouvernementales intensives sur des produits de base, y compris le café. La CNUCED doit accorder la même attention aux problèmes de tous les pays en voie de développement, en particulier des moins avancés d'entre eux, de façon à les faire équitablement bénéficier des mesures générales prises en faveur de l'ensemble des pays en voie de développement. Le moment est venu d'appliquer sans tarder des mesures spéciales comme celles que prévoient le programme d'action énoncé dans la résolution 62 (III) de la CNUCED et d'autres décisions des Nations Unies. Il en va de même des problèmes particuliers aux pays en voie de développement sans littoral.

47. La délégation yougoslave appuie la proposition tendant à reconduire le mandat du Groupe de travail chargé d'élaborer la charte des droits et des devoirs économiques des Etats. Cette charte devrait garantir le droit qu'a tout pays d'adopter le système économique et social le plus favorable à son développement ainsi

que son droit de souveraineté nationale sur ses ressources naturelles et sur toutes ses activités économiques intérieures. M. Sekulić partage les vues qu'a exprimées le représentant du Mexique, à la séance précédente, lorsqu'il a présenté le projet de résolution A/C.2/L.1295, dont la Yougoslavie est l'un des auteurs.

48. En ce qui concerne le transfert des techniques aux pays en voie de développement, des progrès ont certes été réalisés dans la formulation des mesures et des programmes, mais peu de résultats pratiques ont été obtenus. Le moment est venu de passer à l'action et d'élaborer un code de conduite, ainsi qu'une nouvelle législation internationale, à ce sujet. La CNUCED devrait instituer un comité plénier qu'elle chargerait d'examiner ces importantes activités.

49. Une autre tâche importante de la CNUCED est de promouvoir toutes les formes de coopération entre les pays en voie de développement et les pays socialistes. Elle peut compter sur le plein appui de la Yougoslavie dans ce domaine.

50. Malgré les revers qu'elle a essuyés, la CNUCED a obtenu d'importants résultats et il faut rendre hommage à son secrétaire général et à son personnel. La CNUCED doit analyser les situations économiques actuelles, s'occuper de négociations difficiles et quasi continues et œuvrer sur la base de nouvelles conceptions et visions d'un avenir meilleur. M. Sekulić espère qu'elle continuera à s'acquitter de sa tâche complexe avec un succès croissant.

51. M. OGISO (Japon) rappelle que les résolutions 82 (III) et 84 (III) de la CNUCED, adoptées en 1972, demandaient la participation active des pays en voie de développement aux négociations sur le commerce multilatéral et la réforme monétaire internationale, les intérêts de ces pays étant en jeu dans les deux cas. Depuis lors, des progrès réguliers ont été faits : le Conseil des gouverneurs du FMI a établi le Comité des Vingt, où sont représentés les pays développés comme les pays en voie de développement; ce comité a soumis un premier avant-projet de réforme du système monétaire international à la réunion annuelle commune de la BIRD et du FMI à Nairobi (24-28 septembre 1973), et l'on a fixé au 31 juillet 1974 la date à laquelle devrait intervenir l'accord de fond sur le nouveau système monétaire. L'avant-projet devant servir de base aux négociations futures. Ces faits montrent que les pays en voie de développement participent activement aux négociations monétaires.

52. La pleine participation des pays en voie de développement aux négociations commerciales multilatérales a également été assurée. De plus, la réunion ministérielle du GATT à Tokyo (12-14 septembre) a clairement montré que les pays développés ne s'attendaient à aucune réciprocité au titre des engagements qu'ils prendraient, lors des négociations, pour abaisser ou supprimer les obstacles tarifaires ou autres au commerce des pays en voie de développement. Lors de cette réunion, on a également convenu d'assurer des avantages supplémentaires aux pays en voie de développement en matière de commerce international, de façon à leur permettre d'augmenter sensiblement leurs recettes en devises, de diversifier leurs exportations, d'accélérer l'accroissement de leur commerce, d'élargir les possibilités qu'ils ont de participer à l'expansion du commerce mondial et de s'assurer une part plus

équitable des avantages de cette expansion, en facilitant l'accès au marché international des produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en voie de développement et en appliquant des mesures pour établir des prix stables, équitables et rémunérateurs pour les produits de base. La nécessité d'accorder un traitement particulier aux pays en voie de développement les moins avancés a également été reconnue au cours de la réunion. En outre, il a été décidé que le secrétaire général de la CNUCED devrait participer aux négociations commerciales multilatérales. La CNUCED peut également se féliciter de l'inscription de la question des obstacles non tarifaires et de tous les aspects du commerce des produits agricoles à l'ordre du jour des futures négociations commerciales.

53. La CNUCED a joué un rôle essentiel dans cette évolution; elle a appelé l'attention sur l'importance de la pleine participation des pays en voie de développement et souligné l'interdépendance des problèmes du commerce, du financement du développement et de la réforme monétaire.

54. Le projet de charte des droits et des devoirs économiques des Etats est étroitement lié à la question de l'établissement de meilleures relations économiques internationales. Lors de ses deux dernières sessions, le Groupe de travail a réalisé d'utiles travaux préparatoires, et le Japon appuie pleinement la décision 98 (XIII) du Conseil du commerce et du développement [voir A/9015 (troisième partie), annexe I], recommandant une prolongation du mandat du Groupe pour permettre à ce dernier de tenir deux autres sessions de trois semaines chacune, en 1974. Le Groupe de travail est particulièrement bien placé pour poursuivre les travaux relatifs à l'élaboration de la charte envisagée car, mieux que tout autre organe plus vaste, il peut essayer de concilier les points de vue divergents. La délégation japonaise appuie en conséquence le projet de résolution A/C.2/L.1295. M. Ogiso tient à souligner combien il est important que le Groupe oriente ses travaux vers la recherche d'un consensus. Il ne pense pas que l'Assemblée générale doive se prononcer, à la présente session, sur le statut juridique de la charte envisagée. La délégation japonaise préférerait qu'elle prenne la forme d'une déclaration, mais le moment n'est pas encore venu d'adopter une décision définitive; il faut attendre que les travaux sur les divers éléments de la charte envisagée soient plus avancés.

55. Pour ce qui est du transfert des techniques, le Conseil du commerce et du développement a progressé surtout sur le plan des arrangements institutionnels, en adoptant la résolution 104 (XIII) [*ibid.*] qui prie le Groupe intergouvernemental du transfert des techniques d'examiner la question du mandat d'une grande commission éventuelle du Conseil pour le transfert des techniques. Etant donné les divergences de vues concernant le code de conduite envisagé, le Conseil a adopté une approche plus prudente en la matière. C'est un fait — dont il convient de tenir compte — que les techniques sont transférées essentiellement par les entreprises privées et que cette question est étroitement liée à celle des investissements privés. La délégation japonaise estime, elle aussi, que le transfert des techniques doit se faire selon des conditions bien définies, réglementées tant par la législation nationale des pays bénéficiaires que grâce aux mesures prises volontairement par les sociétés d'exportation de techniques, de

façon à assurer des avantages plus grands aux importateurs comme aux exportateurs. Le Japon est encore l'un des plus grands importateurs de techniques et possède une très vaste expérience dans ce domaine; il comprend donc fort bien que les pays en voie de développement doivent disposer de techniques leur permettant de répondre à leurs besoins en matière de développement. Le Japon examinera attentivement les vues de ces pays concernant un code de conduite dans ce domaine, mais estime qu'en raison de sa grande complexité cette question appelle une étude approfondie. Il ne fait aucun doute que la CNUCED doit poursuivre ses discussions à ce sujet.

56. En ce qui concerne les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés, M. Ogiso souligne que le Japon a fait tout son possible pour les aider compte tenu des dispositions de la résolution 62 (III) de la CNUCED. La délégation japonaise a vu avec intérêt la proposition de créer un fonds spécial à cette fin mais, puisque cet aspect de la question a été traité essentiellement dans le cadre du Conseil économique et social et du PNUD, elle fera connaître ses vues lorsque la Commission examinera les points s'y rapportant. Il est clair que les travaux préparatoires sur les chiffres indicatifs de planification pour le prochain cycle d'assistance du PNUD constituent l'un des éléments essentiels des mesures spéciales que l'on se propose de prendre en faveur des pays les moins avancés. La délégation japonaise étudie également avec attention la suggestion tendant à transformer le Fonds d'équipement des Nations Unies en un fonds spécial pour les projets en faveur des pays les moins avancés.

57. Le Japon ne méconnaît pas non plus les difficultés des pays insulaires en voie de développement, mais il a des doutes quant à la valeur de la résolution 101 (XIII) du Conseil (*ibid.*), qui donne une définition très vague et manque de clarté sur la question des besoins spécifiques de ces pays.

58. A propos des produits de base, M. Ogiso fait observer que le Japon se rend compte de l'importance de l'exportation de produits de base pour les pays en voie de développement, mais qu'il appuie la position prise en la matière par le Groupe B lors de la treizième session du Conseil [voir A/9015 (troisième partie), par. 139] : ce qu'il faut au stade actuel c'est entreprendre non pas des négociations, mais bien des consultations, et un accord entre tous les groupes de la CNUCED est indispensable à ces consultations.

59. M. FREYBERG (Pologne) dit que la principale tâche de la CNUCED doit être d'établir des conditions équitables pour le développement de la coopération économique entre tous les pays. Il existe manifestement un lien étroit entre les questions monétaires et commerciales, et la CNUCED doit jouer le rôle qui lui revient dans la solution des problèmes monétaires internationaux. La Pologne se félicite donc des décisions prises par la CNUCED à sa troisième session, ainsi que par le Conseil du commerce et du développement, à propos des questions monétaires.

60. Il importe que la CNUCED puisse influencer sur les décisions qui seront prises lors des prochaines négociations commerciales multilatérales et veiller à ce que les intérêts des pays qui ne sont pas parties contractantes au GATT ne soient pas lésés.

61. La CNUCED a fait œuvre utile durant l'année écoulée. L'examen par secteur des questions relevant de son mandat, auquel le Conseil du commerce et du développement a procédé lors de sa cinquième session extraordinaire, a certainement facilité les travaux touchant l'examen et l'évaluation à la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social et au sein du Groupe de travail de la Deuxième Commission lors de la session en cours. Néanmoins, la Pologne estime que le Conseil du commerce et du développement devrait consacrer davantage d'attention aux problèmes relatifs à la promotion des relations commerciales entre pays ayant des systèmes économiques et sociaux différents. Maintenant qu'une amélioration des relations politiques internationales a ouvert la voie à une expansion des relations commerciales et économiques entre ces pays, la CNUCED devrait intensifier ses activités dans ce domaine.

62. Dès le départ, la Pologne a attaché une grande importance au projet de charte des droits et des devoirs économiques des Etats. La charte doit créer des conditions propices à une nouvelle division internationale du travail plus équitable, et à l'établissement de relations commerciales internationales assurant l'égalité de tous. Les intérêts de tous les pays doivent être pris en considération et la charte doit permettre la croissance plus rapide des pays en voie de développement.

63. L'expérience montre qu'un développement rapide et harmonieux ne peut être assuré que si les règles applicables aux relations internationales sont fondées sur l'égalité de tous les Etats, l'élimination de toutes les formes de discrimination et le respect de la souveraineté de chaque Etat sur ses ressources naturelles. Ces principes sont à la base de la position de la Pologne dans tous les organes des Nations Unies.

64. M. ABHYANKAR (Inde), se référant au projet de résolution A/C.2/L.1295, dit qu'il ressort clairement du rapport du Groupe de travail chargé d'élaborer la charte des droits et des devoirs économiques des Etats qu'un travail considérable reste à accomplir, la charte devant couvrir un domaine très vaste. En outre, il semble que, mises à part les dispositions concernant les pays les moins avancés et les pays sans littoral, aucun texte concerté n'a été mis au point; on ne dispose que d'un certain nombre de variantes. Néanmoins, il existe un large accord quant aux sujets sur lesquels devra porter la charte. Puisqu'il semble y avoir quelque espoir qu'on parvienne finalement à s'entendre, M. Abhyankar appuiera la proposition tendant à proroger le mandat du Groupe de travail.

65. Le PRESIDENT annonce que le Gabon et la Jamaïque ont décidé de se joindre aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1295.

La séance est levée à 12 h 55.

1544^e séanceJeudi 1^{er} novembre 1973, à 15 h 20.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1544

Organisation des travaux de la Commission (suite)*
[A/C.2/286]

1. Le **PRESIDENT** rappelle que, à la 1537^e séance et de nouveau à la 1538^e séance, il a informé les membres de la Commission que des consultations avaient lieu entre le Président de la Cinquième Commission et lui-même au sujet de la décision prise par l'Assemblée générale à sa 2123^e séance plénière, le 21 septembre, de renvoyer à la Cinquième Commission les parties des rapports présentés au titre des points 48, 49, 50 et 52 qui traitent de questions administratives et budgétaires. Il appelle maintenant l'attention des membres de la Commission sur une lettre (A/C.2/286) qu'il a reçue du Président de l'Assemblée générale et qui contient le texte d'une décision prise par l'Assemblée générale sur la question de la compétence respective des Deuxième et Cinquième Commissions à propos des points 48, 49, 50 et 52. Cette décision de l'Assemblée a été adoptée sur la recommandation du Bureau (A/9200/Add.6) qui a été prié par le Président de l'Assemblée générale d'examiner cette question lorsque les Présidents des Deuxième et Cinquième Commissions lui ont fait savoir que l'ambiguïté de la décision prise par l'Assemblée à sa 2123^e séance risquait de provoquer un conflit de compétence. Cette nouvelle décision de l'Assemblée générale est rédigée en termes extrêmement précis ne laissant aucune place au doute et le Président demande en conséquence aux auteurs des projets de résolution qui ont été soumis ou qui seront soumis au titre des points en question de tenir pleinement compte de cette décision et de modifier en conséquence, le cas échéant, le texte des projets de résolution déjà soumis. Etant donné que cette décision a été prise au niveau le plus élevé, par l'Assemblée elle-même, il paraît inutile à M. Gabré-Sellassié de statuer en la matière.

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (suite) [A/9003/Add.1 (première partie), A/9015, A/9142, A/9213, A/C.2/L.1295, A/C.2/L.1297] :

a) Rapport du Conseil du commerce et du développement

2. M. **SPRÖTE** (République démocratique allemande) estime que la CNUCED a déjà réalisé des progrès marqués dans l'application de la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale, qui définit son mandat, et que la tendance à la détente dans les relations politiques internationales crée un climat favorable à la poursuite de ses efforts dans ce sens.

3. Etant donné que 40 p. 100 du revenu national de la République démocratique allemande proviennent de ses relations économiques extérieures, celle-ci

s'intéresse vivement à l'établissement d'un commerce mondial libre, stable et prospère; elle appuie donc les recommandations de la CNUCED visant à supprimer les obstacles discriminatoires appliqués par les pays industriels capitalistes dans le domaine du commerce, à empêcher que les pays avancés n'exploitent les pays peu développés par le biais du commerce international et à créer des conditions favorables en vue d'établir un système d'échanges internationaux fondé sur les principes adoptés à la première session de la CNUCED en 1964. Ces principes constituent la base des relations économiques extérieures de la République démocratique avec les Etats ayant d'autres systèmes sociaux, notamment avec les pays en voie de développement. Elle estime que ces principes devraient être repris et précisés lors de l'élaboration d'une charte des droits et des devoirs économiques des Etats. Les principes suivants devraient constituer les éléments essentiels de cette charte : le droit des Etats à choisir librement la forme de leur développement, le droit de décider librement de l'organisation de leurs relations économiques extérieures, l'obligation d'éviter toute discrimination dans les relations économiques internationales et d'appliquer le principe du traitement de la nation la plus favorisée, le droit des Etats à disposer de leurs ressources naturelles et le droit de réglementer et de contrôler les investissements étrangers et les activités des monopoles impérialistes. La délégation de la République démocratique appuie l'idée de proroger le mandat du Groupe de travail chargé d'élaborer la charte.

4. Décrivant les relations économiques de son pays avec les autres Etats membres du CAEM, M. Spröte estime que la CNUCED devrait porter une attention plus soutenue à l'expérience acquise par les Etats socialistes en développant leurs échanges sur la base du principe socialiste de la division internationale du travail et en établissant un système de compensation à l'abri des crises, puisqu'il est fondé sur un rouble stable et transférable.

5. La coopération économique de la République démocratique avec les pays en voie de développement existe depuis longtemps déjà; elle a été nettement intensifiée il y a peu lorsque le gouvernement a conclu avec un certain nombre de pays en voie de développement des accords à long terme. M. Spröte décrit en particulier l'accord récent entre son pays et l'Inde renforçant la coopération dans les domaines industriel, agricole et dans d'autres domaines économiques et techniques; il souligne que cette forme de coopération correspond à la vocation de la CNUCED : elle vise en effet à résoudre les problèmes du commerce international de façon constructive en tenant compte des rapports étroits entre le commerce d'une part et le développement et la division internationale du travail d'autre part, sur la base des principes de l'égalité, du respect de la souveraineté et de l'avantage mutuel.

* Reprise des débats de la 1537^e séance.

6. La République démocratique allemande cherche également à développer ses relations économiques avec les pays industrialisés de l'ouest sur la base des principes adoptés à la première session de la CNUCED. L'établissement de relations diplomatiques a permis de conclure des accords gouvernementaux à long terme concernant la coopération économique, industrielle, scientifique et technique avec certains de ces pays et des accords commerciaux à long terme avec d'autres. Ce genre d'accord permet de développer les relations économiques entre Etats d'une façon rationnelle, stable et avantageuse pour les deux parties. Ces tendances du développement des relations internationales auront une influence positive sur les activités de la CNUCED dans la mesure où elles encouragent des échanges commerciaux internationaux sans discrimination.

7. La normalisation et l'expansion du commerce international sont impossibles s'il n'existe pas de relations monétaires internationales stables; l'instabilité des principales monnaies capitalistes et l'inflation qui règne dans ces pays ont des effets néfastes sur les relations économiques extérieures de tous les Etats, sur la situation des travailleurs des pays capitalistes et enfin sur la situation économique et sociale des pays en voie de développement. La délégation de la République démocratique partage donc les préoccupations que cause à un certain nombre de délégations de pays en voie de développement l'insuffisance des résultats obtenus dans le cadre de la réforme du système monétaire capitaliste. A son avis, il convient que la CNUCED joue un rôle plus actif à cet égard pour que tous les Etats puissent participer sur un pied d'égalité aux discussions et aux décisions.

8. Consciente de l'importance d'une stabilisation du commerce international des produits de base, la République démocratique allemande a adhéré à l'Accord international sur le sucre qui vient d'être adopté lors de la Conférence des Nations Unies sur le sucre qui s'est achevée le 13 octobre 1973, et se propose d'adhérer à d'autres accords existants, ce qui renforcera encore la coopération de ce pays avec les pays en voie de développement. Lorsqu'on élabore des accords internationaux sur les produits de base, il convient de tenir compte des recommandations formulées à la première session de la CNUCED; la délégation de la République démocratique appuie l'élaboration d'un accord général sur les produits de base. Ce pays, qui importe en grandes quantités des produits de base en provenance des pays en voie de développement, juge que les accords bilatéraux à long terme, qui contiennent, entre autres, des engagements à long terme concernant l'achat des produits, conviennent particulièrement bien pour tenir compte des intérêts commerciaux et économiques des partenaires commerciaux.

9. M. ARVESEN (Norvège), parlant également au nom des délégations du Danemark, de la Finlande, de l'Islande et de la Suède, dit que les consultations intergouvernementales intensives qui se tiendront en 1973 et 1974 sous les auspices de la CNUCED concernant l'accès aux marchés et la politique des prix des produits de base sont très importantes. En effet, la hausse des prix des produits de base est due en grande partie à des facteurs conjoncturels et il est donc difficile de savoir dans quelle mesure cette hausse aura à long terme des effets avantageux pour les pays en voie de développement. Il convient donc de régler les pro-

blèmes de base de l'accès aux marchés et de la stabilisation des prix.

10. Les pays nordiques s'inquiètent plus particulièrement de la situation des pays les moins avancés; constatant que les problèmes de ces pays ne peuvent être résolus uniquement, ni même essentiellement, à l'aide de mesures de politique commerciale, ils jugent que l'assistance à ces pays doit être essentiellement d'ordre technique et financier.

11. Il convient que le Groupe d'experts gouvernementaux des concepts qui sont à la base des objectifs actuellement fixés pour l'aide et les courants de ressources s'efforce de faire des recommandations à temps pour l'examen prévu à mi-chemin de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. De l'avis des délégations nordiques, ce groupe devrait recommander que l'objectif de l'aide publique au développement, 0,7 p. 100 du produit national brut, soit également l'objectif à retenir concernant les transferts de capitaux. Cet objectif devrait être calculé sur une base nette, déduction faite des courants inverses représentant les paiements effectués au titre des intérêts et du principal. En ce qui concerne la mise en place d'un mécanisme de financement supplémentaire, les pays nordiques appuient les principes généraux énoncés dans la déclaration commune des pays membres du Groupe des Soixante-Dix-Sept à la sixième session de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce¹ et estiment que l'étude qui y est demandée devrait être effectuée sans délai.

12. La CNUCED a un rôle important à jouer dans l'opération d'examen et d'évaluation de la Stratégie internationale du développement et c'est pourquoi les pays nordiques ont appuyé la décision qu'a prise le Conseil du commerce et du développement à sa treizième session de se réunir en session extraordinaire en avril-mai 1975 pour contribuer à l'examen prévu pour le milieu de la Décennie. Considérant les progrès satisfaisants réalisés par le Groupe de travail chargé d'élaborer une charte des droits et des devoirs économiques des Etats, les pays nordiques jugent que le mandat de ce groupe devrait être reconduit. Il convient en effet que le développement progressif de la coopération économique et sociale internationale soit fondé sur une série de principes généralement admis.

13. Les pays nordiques notent avec satisfaction la décision qu'a prise le Conseil du commerce et du développement, dans sa résolution 104 (XIII) [voir A/9015 (troisième partie), annexe I], de convoquer une deuxième session consacrée aux questions de fond du groupe intergouvernemental du transfert des techniques avant sa quatorzième session de façon à passer en revue les activités de la CNUCED dans le domaine du transfert des techniques et à étudier la possibilité d'élaborer un code international de conduite dans ce domaine. Il convient à cet égard d'éviter tout double emploi avec d'autres organes des Nations Unies.

14. Les pays nordiques jugent que la question d'un lien entre la création d'avoirs de réserve et le financement du développement devrait être étudiée de façon positive. Puisque les droits de tirage spéciaux doivent devenir le principal avoir de réserve, la façon dont ils seraient utilisés à des fins de développement doit être

¹ Voir Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, treizième session, Supplément No 4 (TD/B/464), annexe II.

conforme à leur fonction monétaire de base. Il devrait être possible de trouver une solution permettant de combiner le rôle monétaire des droits de tirage avec un système d'allocation qui favorise les pays en voie de développement et en particulier les moins avancés d'entre eux.

15. Etant donné les résultats décevants des négociations Kennedy, les pays nordiques sont heureux de noter l'accent mis dans la Déclaration de Tokyo du 14 septembre sur les problèmes commerciaux propres aux pays en voie de développement. Ils ont souscrit pleinement aux objectifs des négociations énoncés dans cette déclaration et jugent que celle-ci constitue un net progrès dans la réalisation des résolutions 62 (III) et 82 (III) de la CNUCED². A cet égard, le secrétariat de la CNUCED a un rôle important à jouer en aidant les pays en voie de développement pour assurer leur participation effective aux négociations commerciales multilatérales.

16. M. ENE (Roumanie) se félicite que la CNUCED ait mis l'accent sur la coopération internationale dans le domaine des relations économiques pour que tous les pays y participent et en tirent profit, quels que soient le niveau de leur développement et leur système économique et social, selon une division internationale du travail plus rationnelle et plus équitable. Les efforts accomplis dans ce sens sont d'autant plus importants que la situation des pays en voie de développement ne cesse de se détériorer.

17. Le représentant de la Roumanie souligne quelques domaines dans lesquels la CNUCED s'est engagée depuis la vingt-septième session de l'Assemblée générale et qui doivent continuer à occuper une place de premier plan dans ses préoccupations. Il s'agit tout d'abord de l'interdépendance entre les problèmes du commerce, le financement du développement et le système monétaire international. A cet égard, la délégation roumaine se réjouit des mesures de coordination convenues entre le secrétaire général de la CNUCED, le Directeur général du GATT et le Directeur général du FMI. En effet, étant donné l'étroite interdépendance des questions monétaires, financières et commerciales, une coordination s'impose entre les organismes qui s'occupent de ces questions si l'on veut élaborer un système économique à la fois efficace et dynamique, qui soit à même d'assurer une division internationale du travail plus équitable. De l'avis de la délégation roumaine, la CNUCED peut apporter une contribution utile aussi bien aux négociations commerciales multilatérales du GATT qu'à la réforme du système monétaire international. Le principe de la non-réciprocité pour les pays en voie de développement, l'amélioration du système généralisé de préférences et l'octroi d'avantages supplémentaires nets pour les pays en voie de développement, en particulier les moins avancés d'entre eux, devraient figurer au premier plan des négociations commerciales multilatérales. En outre, il convient d'adopter des mesures de transition en attendant la conclusion des négociations. Quant à la réforme du système monétaire, la délégation roumaine estime que le nouveau système devra reposer sur le principe de l'universalité, les intérêts de tous les Etats étant pris en

considération. Il faut d'autre part trouver le moyen d'assurer aux pays en voie de développement un accès plus rapide et plus efficace aux fonds disponibles pour le financement du développement et de leur accorder des crédits à long terme et à des conditions avantageuses. Etant donné que le bon fonctionnement du système monétaire international est étroitement lié à un développement normal du commerce mondial qui exige la suppression des obstacles tarifaires, des restrictions et des discriminations, la CNUCED a là aussi un rôle important à jouer.

18. La promotion des exportations constitue un autre domaine de compétence de la CNUCED qui revêt une importance extrême pour les pays en voie de développement. Comme les autres pays en voie de développement, la Roumanie estime qu'une attention toute particulière devrait être portée à une amélioration du système généralisé de préférences par l'élargissement de la gamme de produits qui y sont inclus et par la suppression des restrictions quantitatives qui freinent les importations. Les prochaines négociations du GATT risquant d'amenuiser les avantages offerts par le système actuel de préférences, il faudrait redoubler d'efforts pour rendre ce système plus efficace et chercher des formules de remplacement et des mesures complémentaires.

19. L'élaboration de la charte des droits et des devoirs économiques des Etats est le troisième domaine auquel la CNUCED devrait continuer de porter un intérêt prioritaire. La Roumanie figure au nombre des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1295, où il est recommandé de reconduire le mandat du Groupe de travail. L'élaboration de la charte fait partie de l'activité normative de la Conférence, que la Roumanie souhaite voir continuer, en particulier les activités visant à élaborer des codes de conduite dans différents domaines.

20. Les relations commerciales entre pays à systèmes économiques et sociaux différents est un autre domaine que la Roumanie juge prioritaire. Pour sa part, elle fait figurer au nombre des principaux objectifs de sa politique étrangère la coopération économique avec les autres pays en voie de développement. Il est à regretter que le commerce roumain avec les pays occidentaux se heurte à des restrictions quantitatives de caractère discriminatoire visant les pays socialistes. Le représentant de la Roumanie voudrait pourtant souligner qu'un certain nombre de pays développés ont inscrit son pays parmi les bénéficiaires du système généralisé de préférences.

21. M. Ene est heureux de constater que le secrétariat de la CNUCED a pris note des déclarations de certaines délégations, dont la délégation roumaine, au sujet de la classification de leur pays dans les statistiques de la CNUCED; il faut espérer que dorénavant la documentation de la CNUCED en tiendra compte.

22. M. GUMBS (Guyane) dit que l'expérience des dernières années a montré que les Etats, qu'ils soient riches ou pauvres, sont interdépendants. Cette leçon si récente doit inciter la communauté internationale à mettre sur pied un mécanisme fondé sur un consensus et qui tienne compte de la communauté d'intérêts de l'humanité pour redresser l'équilibre et pour réaliser un ordre économique international plus équitable.

² Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session*, vol. 1 : *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

23. La part des pays en voie de développement dans les exportations mondiales, qui est tombée entre 1960 et 1970 de 21,3 p. 100 à 17,6 p. 100, est une grave source de préoccupation. Certains représentants ont fait valoir la hausse récente du prix des produits primaires. Mais ce boom est très précaire et l'expérience a montré qu'il sera vraisemblablement de courte durée, tandis que le prix des biens d'équipement se maintiendra certainement à un niveau élevé.

24. Parmi les autres sujets d'inquiétude, on peut relever : le fardeau de la dette extérieure des pays en voie de développement, qui s'élevait à 80 milliards de dollars à la fin de 1972 et continue d'augmenter à un taux alarmant; l'écart technologique qui sépare les pays pauvres et les pays riches et s'agrandit encore; et enfin l'incertitude au sujet des relations monétaires internationales et la crainte du protectionnisme que pourraient imposer les pays industrialisés.

25. En dépit du succès limité des tentatives précédentes, le Gouvernement guyanais place de grands espoirs dans les prochaines négociations commerciales multilatérales qui devraient ouvrir une ère nouvelle dans les relations économiques internationales. La délégation guyanaise espère que les exportations de produits de base agricoles et industriels des pays en voie de développement seront étudiées avec l'intérêt qui leur est dû, en vue notamment d'éliminer les barrières tarifaires et autres qui y font obstacle.

26. Tout nouveau système monétaire devra favoriser le développement rapide et régulier des pays en voie de développement tout en assurant le bon fonctionnement de l'économie des pays industriels. Il devra faciliter le flux de l'aide publique aux pays en voie de développement, libéraliser les conditions de l'assistance au développement, encourager la conclusion d'accords sur les produits de base, l'octroi d'un traitement préférentiel pour les exportations des pays en voie de développement et la levée des obstacles aux exportations.

27. La délégation guyanaise est favorable aux activités entreprises dans le cadre de la CNUCED pour élaborer une charte des droits et des devoirs économiques des Etats et elle s'est portée auteur du projet de résolution A/C.2/L.1295. Elle approuve également l'idée d'un code de conduite pour le transfert des techniques et les mesures prises en coordination avec d'autres organismes des Nations Unies en vue d'une conférence mondiale de l'alimentation; l'interdépendance qui existe entre la production et le commerce des produits alimentaires confirme la délégation guyanaise dans sa conviction que la CNUCED et le GATT doivent participer activement aux préparatifs de la conférence placée sous les auspices de l'ONU et de la FAO. Elle appuie également les initiatives prises pour établir des principes directeurs concernant le comportement des sociétés multinationales.

28. Conscient du fait que la responsabilité du développement incombe avant tout aux pays en voie de développement, le Gouvernement guyanais a procédé à un certain nombre de réformes fondamentales. Il a notamment fait de la Guyane une république coopérative, adopté une stratégie de socialisme coopératif, pris des mesures pour contrôler l'utilisation de ses ressources naturelles et mis sur pied des pro-

grammes d'effort autocentré pour alimenter, loger et habiller tous les Guyanais d'ici à 1976.

29. Ces réformes de structure sont essentielles pour les pays en voie de développement, et c'est pourquoi la CNUCED devrait, sans pour autant reléguer à l'arrière-plan les questions commerciales, attacher plus d'importance aux politiques de développement qui, si elles ne changent pas radicalement, laisseront les pays dans un état de dépendance et sans espoir de progresser réellement.

30. L'échec de la Stratégie internationale du développement pendant ses premières années a conduit les pays en voie de développement à envisager de nouvelles solutions. C'est ainsi qu'ils ont décidé au cours de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés à Alger (5-9 septembre 1973) d'agir par leurs propres moyens, individuellement et collectivement. Ils ont étudié des mesures telles que l'application d'un système de soustraction industrielle à l'échelle régionale et interrégionale, la formation d'associations de producteurs et la mise au point d'accords de commercialisation en ce qui concerne les produits primaires. Dans le domaine des transports, des techniques et de la coopération économique, et pour les questions financières et monétaires, les pays non alignés se sont déclarés décidés à compter sur eux-mêmes et à coopérer entre eux. La notion de coopération entre les pays en voie de développement peut amener ces derniers à se faire une idée nouvelle de leur rôle dans les relations économiques internationales. En effet, du fait de la colonisation, un grand nombre de pays en voie de développement se sont spécialisés dans un petit nombre de produits destinés en grande partie à l'exportation. Cette caractéristique présente de graves risques quand elle est associée à trois faiblesses : la première, que les exportations se limitent essentiellement à des produits primaires, agricoles ou minéraux, dont la production est presque entièrement exportée, et à des prix tels que le potentiel de croissance de l'économie domestique est pratiquement nul; la deuxième, que le nombre de produits exportés est très limité, et la dernière, qu'ils n'ont accès qu'à un petit nombre de marchés. Si au contraire on entreprend d'intégrer les économies au niveau régional, sous-régional et interrégional, la plupart des goulets d'étranglement qui font obstacle à la croissance seront éliminés.

31. Le programme de coopération entre les pays en voie de développement et la charte des droits et des devoirs économiques des Etats sont deux tentatives hardies nées d'une nouvelle conception des relations économiques internationales. On ne peut que louer la CNUCED du rôle qu'elle joue dans ce domaine mais la délégation guyanaise voudrait être certaine que les pays en voie de développement pourront toujours compter sur elle lorsque le moment sera venu de mettre ces notions en pratique.

32. Pour conclure, M. Gumbs voudrait signaler que, si les pays en voie de développement semblent renforcer leur unité, ce n'est pas dans un esprit d'affrontement mais pour assurer l'égalité dans les relations économiques internationales.

33. M. PATRICIO GOUVEIA (Portugal) dit que les moyens visant à permettre aux pays en voie de développement de satisfaire aux besoins essentiels de

leur population ont reçu une attention considérable au cours des discussions de la Commission. Mais il convient de se demander si les mesures prises et les résultats obtenus par les Nations Unies sont en rapport avec l'urgence et l'importance du problème. Ainsi, dans l'ensemble, le produit brut des pays en voie de développement a certes presque atteint l'objectif fixé pour la deuxième Décennie, mais la production agricole n'a pratiquement pas augmenté au cours des deux premières années; or la majeure partie de la population des pays en voie de développement est tributaire de l'agriculture.

34. Comme l'a dit M. Pérez Guerrero, le fait qu'un très petit nombre seulement de pays riches ait inclus les objectifs de la Stratégie dans leur propre politique économique a fait que les premiers résultats de la Décennie ne répondent pas aux espérances. L'objectif de 0,7 p. 100 du produit national brut fixé pour l'aide publique au développement est tout à fait justifié et acceptable; néanmoins, le secteur public ne doit pas avoir le monopole de l'aide au développement. Dans certaines circonstances, et conformément aux règlements indispensables, la participation du secteur privé peut être positive. Les prêts à long terme et les accord de réinvestissement sont des moyens de coopérer avec les pays moins avancés.

35. Dans de nombreux cas, le transfert des techniques est le seul moyen d'éviter que les monopoles ou les intérêts étrangers n'empiètent sur l'indépendance nationale ou ne menacent la sécurité économique. C'est pourquoi la délégation portugaise souhaiterait que le Groupe intergouvernemental devienne une grande commission du Conseil du commerce et du développement. En effet, la CNUCED a des responsabilités de plus en plus importantes dans le domaine de la coopération internationale pour le développement et il convient donc que la question cruciale du transfert des techniques soit abordée de façon institutionnalisée. Un code international de conduite deviendra certainement indispensable si le transfert des techniques se concrétise.

36. Dans le domaine du commerce international, les tendances observées au cours des deux premières années de la Décennie ont été trop irrégulières pour qu'il soit possible d'en tirer une conclusion. Certes, le prix à l'exportation des produits en provenance des pays en voie de développement a augmenté de 16 p. 100 en un an, mais en même temps le prix des produits des pays développés a augmenté dans des proportions encore plus élevées, et il ne faut pas oublier que la hausse des prix est due à l'inflation et non à une augmentation de la valeur des marchandises exportées.

37. Il convient de souligner de nouveau l'importance des négociations commerciales qui se déroulent sous les auspices du GATT. Le Gouvernement portugais insiste sur le fait que les intérêts des régions en voie de développement doivent faire l'objet d'une attention particulière et se félicite que cette attitude ait été adoptée lors de la réunion ministérielle de Tokyo. Ces négociations permettront de vérifier si la détente, dont on a beaucoup parlé, ne concerne que quelques pays puissants ou s'étend aussi aux pays moins favorisés et aux autres régions géographiques. C'est ce dernier type de détente qui aurait l'appui le plus vigoureux du Gouvernement portugais.

38. Parmi les divers moyens de satisfaire aux besoins et aux droits économiques des différents pays, la charte des droits et des devoirs économiques des États suscite l'intérêt attentif du Gouvernement portugais. Celui-ci appuiera sans difficulté le projet de résolution A/C.2/L.1295. Attirant l'attention sur le paragraphe 4 du dispositif, M. Patricio Gouveia dit que si le projet final de charte des droits et des devoirs économiques n'est pas prêt pour la vingt-neuvième session, le paragraphe 6 n'a pas de raison d'être.

39. La question des pays en voie de développement sans littoral et insulaires exige l'attention non seulement des pays voisins, mais également des organismes internationaux qui peuvent contribuer à résoudre leurs problèmes. Le Groupe de la Banque mondiale a un rôle important à jouer à ce sujet. Le Portugal, pour sa part, coopère sans réserve avec ses voisins, indépendamment de toute autre considération.

40. Pour conclure, le Portugal est désireux d'apporter sa contribution à l'œuvre de la CNUCED pour aider celle-ci à s'acquitter de ses tâches les plus importantes.

41. M. PACHKEVITCH (République socialiste soviétique de Biélorussie) dit que l'importance du rôle de la CNUCED dans le développement de tous les pays, et surtout des pays en voie de développement, va croissant. La coopération économique fondée sur une division équitable du travail et sur un pied d'égalité est un facteur de progrès. La CNUCED a obtenu quelques résultats importants dans le domaine du commerce, et notamment les principes gouvernant les relations commerciales entre États, auxquels chaque pays devrait adhérer. Néanmoins, la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale, qui a constitué la CNUCED en tant qu'organe de l'Assemblée, offre des possibilités qui n'ont pas toutes été mises à profit.

42. Etant donné que la CNUCED doit s'attaquer à une grande diversité de problèmes, il conviendrait qu'elle renforce sa coordination avec les autres organismes des Nations Unies. Certes, on ne peut nier qu'il y ait des rapports entre les questions relatives au désarmement, à l'environnement et au fond des mers, d'une part, et le commerce et le transfert des techniques, d'autre part. Mais ces problèmes sont déjà examinés par d'autres organismes et il est donc inutile que la CNUCED consacre des ressources précieuses à l'étude de problèmes qui n'entrent pas directement dans le domaine de ses compétences.

43. Les récents événements politiques, et notamment la détente dans laquelle l'URSS a joué un rôle important, confirme la justesse de la position prise par les neuf pays socialistes dans la déclaration qu'ils ont publiée lors de la troisième session de la CNUCED³. C'est dans ce contexte politique qu'il faut examiner la proposition présentée à l'Assemblée générale par la délégation soviétique, tendant à ce que les États membres permanents du Conseil de sécurité réduisent de 10 p. 100 leurs budgets militaires et utilisent une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement (point 102 de l'ordre du jour). Il est évident que, si une décision allant dans ce sens était adoptée par l'Assemblée générale, il en résulterait une aide concrète aux pays en voie de développement dans le domaine du commerce et de la coopération économique.

³ *Ibid.*, annexe VIII.G.

44. Il est beaucoup question de l'écart entre pays développés et pays en voie de développement. Cependant, sans sous-estimer ce problème, la délégation biélorussienne estime qu'il en est de beaucoup plus graves, et notamment celui de la dépendance économique des pays en voie de développement. Par suite de la colonisation, le potentiel de production des pays en voie de développement est faible et ne progresse que lentement. Cet état de choses permet à l'exploitation néo-colonialiste de se prolonger et maintient les pays en voie de développement dans un état de dépendance. La délégation biélorussienne s'élève contre certaines théories qui ont cours dans les pays de l'Ouest et selon lesquelles l'industrie des pays en voie de développement devrait faire appel à des techniques simples, exigeant une main-d'œuvre abondante, tandis que les pays développés fabriqueraient des produits perfectionnés, pour lesquels des investissements importants sont nécessaires. Cette théorie n'est qu'un prétexte pour fournir aux pays en voie de développement un matériel périmé et ralentir leur progrès économique, ce qui renforcerait encore leur dépendance héritée de l'époque coloniale.

45. M. Pachkevitch s'inquiète de voir que la CNUCED accorde un grand intérêt aux sources extérieures de financement. Le rapport Pearson⁴ démontre que les capitaux privés ont une influence néfaste sur l'économie des pays intéressés et cite de nombreux exemples à l'appui de ses conclusions.

46. Bien entendu, c'est aux pays eux-mêmes de décider s'ils souhaitent ou non attirer les capitaux étrangers, mais la CNUCED devrait s'efforcer d'aider les pays en voie de développement à subordonner les investissements étrangers à l'intérêt national. La délégation biélorussienne approuve la proposition formulée par les pays en voie de développement tendant à ce que la CNUCED prenne des mesures pour défendre leurs droits et intérêts menacés par les sociétés multinationales. Des réformes progressistes visant à corriger les défauts de structure sociale qui se manifestent par les inégalités dans la répartition du revenu sont un facteur décisif de progrès. Pour assurer aux masses populaires un niveau de vie satisfaisant du point de vue matériel et culturel, il convient de renforcer le secteur public, de planifier strictement l'économie et de procéder notamment à des réformes agraires et fiscales.

47. La crise du système monétaire international est une crise du capitalisme. Il faut mettre au point un nouveau système avec la participation de tous les pays. La CNUCED est l'organisme le plus universel et devrait par conséquent jouer un rôle déterminant dans la mise au point du nouveau système. Celui-ci devra accorder à l'or l'importance qu'il convient et fixer le prix de celui-ci à un niveau réaliste. Bien entendu, il faudra tenir compte des intérêts de tous les pays, y compris des pays en voie de développement, et éviter qu'une ou deux devises n'exercent un monopole.

48. La CNUCED doit d'autre part continuer de chercher à résoudre le problème considérable que représente le fardeau de la dette pour les pays en voie de développement. Comme il est indiqué au paragraphe 56 du rapport du secrétariat de la CNUCED intitulé *Pro-*

*blèmes de la dette des pays en voie de développement*⁵, en 1980 celle-ci atteindra 151 milliards de dollars.

49. La CNUCED doit jouer un rôle central de coordination dans le domaine des produits primaires, dont les prix doivent être stabilisés dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs. Les barrières tarifaires et non tarifaires constituent encore un obstacle considérable que la CNUCED doit s'efforcer d'éliminer.

50. Le commerce entre les pays dotés de systèmes sociaux différents ne cesse de se développer et permet aux pays en voie de développement de renforcer leur position dans le commerce avec les pays développés. De plus en plus de pays en voie de développement ont fait part de leur désir de développer leurs échanges commerciaux avec les pays socialistes, et la CNUCED devrait s'efforcer de leur fournir une aide dans ce domaine.

51. Le Gouvernement de la RSS de Biélorussie estime que la charte des droits et des devoirs économiques des Etats est une excellente initiative et souligne qu'elle doit tenir compte de l'intérêt de tous les pays. Il conviendrait d'y faire figurer les questions ayant trait à la coexistence pacifique et d'y aborder la question de la nation la plus favorisée. En outre, le Groupe de travail chargé de la rédaction de la charte doit examiner le projet de déclaration sur les moyens de favoriser le développement d'une coopération équitable dans les domaines économique, commercial et technico-scientifique qu'ont présenté les pays socialistes à la vingt-septième session de l'Assemblée générale⁶; il serait bon que les principes énoncés dans ce document figurent dans la charte. Le statut juridique de la charte pourra être fixé ultérieurement, lorsque le Groupe de travail aura terminé ses travaux.

52. M. ELIASHIV (Israël) observe d'abord que, malgré les programmes d'aide bilatérale, multilatérale et mondiale, l'écart entre pays développés et pays en voie de développement ne fait qu'augmenter, et que ceux-ci sont les premiers à être préoccupés par la situation actuelle de l'économie mondiale, notamment l'inflation et l'incertitude sur les taux de change.

53. La Banque mondiale a dépassé les objectifs quantitatifs qu'elle s'était fixés en 1968; le montant total de ses prêts a doublé, et il a même triplé en ce qui concerne les pays en voie de développement les moins avancés. Malgré ces résultats encourageants, on constate une dégradation générale de la situation dans les pays en voie de développement. Pour atteindre les objectifs de la Stratégie, l'Organisation des Nations Unies avait appelé les pays développés à porter à 0,7 p. 100 de leur produit national brut le montant de leur aide publique aux pays en voie de développement d'ici à 1975. Malgré plusieurs exceptions, comme celle des Pays-Bas, il est clair que cet objectif ne sera pas atteint.

54. Pour que des progrès soient réalisés, il faut d'abord que les pays en voie de développement prennent une part plus active aux diverses négociations monétaires et commerciales. A cet égard, leur participation aux travaux du Comité des Vingt est un signe encourageant, de même que les progrès faits dans

⁴ *Vers une action commune pour le développement du tiers monde : rapport de la Commission d'étude du développement international*, Paris, Denoël, 1969.

⁵ TD/118/Supp.6/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.II.D.12).

⁶ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Annexes*, point 12 de l'ordre du jour, document A/8963, par. 38.

l'application de l'accord intergouvernemental prévoyant des négociations approfondies sur les produits de base. Celles-ci devraient notamment faciliter l'accès des produits des pays en voie de développement aux marchés et permettre à ces pays d'accroître leurs recettes d'exportation et d'améliorer ainsi leur situation financière.

55. La mise en place d'un système généralisé de préférences en faveur des pays en voie de développement constitue un résultat très important. Trois conditions restent cependant à satisfaire : l'adoption de ce système par les pays donateurs qui n'ont pas encore été en mesure de l'appliquer, son extension à un plus grand nombre de produits et surtout l'admission de tous les pays en voie de développement parmi les bénéficiaires.

56. Israël approuve pleinement la Déclaration publiée à l'issue de la réunion ministérielle du GATT tenue récemment à Tokyo (12-14 septembre). Il espère que le Comité des négociations commerciales nouvellement créé s'emploiera notamment à favoriser des négociations commerciales approfondies et à en suivre les progrès. Les ministres réunis à Tokyo ont reconnu le cas spécial des pays en voie de développement les moins avancés. Israël est prêt, pour sa part, à accorder des préférences à ces derniers, conformément aux principes et aux procédures prévus par le protocole spécial négocié entre les pays en voie de développement sous les auspices du GATT.

57. Beaucoup reste à faire pour construire une structure internationale satisfaisante de taux de change et de réserves internationales, ce qui est indispensable si l'on veut que le commerce international contribue à l'expansion générale, et en particulier à celle des pays en voie de développement. Il faut espérer que des questions comme le rôle des droits de tirage spéciaux et la possibilité de lier ces droits à l'assistance au développement seront résolues à la satisfaction des pays en voie de développement, sans pour autant que soient négligées les préoccupations des pays industrialisés.

58. En développant leur assise industrielle, les pays en voie de développement s'efforcent de diversifier leurs recettes d'exportation et de moins dépendre des ventes de produits de base pour leurs besoins en devises fortes. Bien que les prix de nombreux produits de base aient augmenté récemment de façon appréciable, on n'a pas fait disparaître les dangers que présente une situation de dépendance vis-à-vis de marchés aux fluctuations brutales.

59. Il faut créer des conditions permettant aux pays en voie de développement d'obtenir de l'étranger un financement raisonnable pour les crédits à moyen et à long terme qu'ils doivent eux-mêmes accorder. Cela est très important, non seulement pour les pays en voie de développement qui sont déjà exportateurs d'articles manufacturés, mais aussi pour ceux qui sont encore surtout importateurs. Malgré leurs ressources limitées, les pays en voie de développement négligent souvent d'acheter du matériel mieux adapté et moins cher à d'autres pays en voie de développement, parce que ces derniers ne sont pas concurrentiels sur le terrain du crédit.

60. Le Gouverneur de la Banque d'Israël a proposé en septembre 1972, lors de la réunion annuelle de la Ban-

que mondiale, la création d'un système de garantie du crédit à l'exportation pour les échanges commerciaux entre pays en voie de développement. Cette proposition, dont le détail figure en annexe à un rapport du Secrétaire général à la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social⁷, a été bien accueillie et la Banque la soumet actuellement à un examen approfondi.

61. Ayant pendant des années contracté des emprunts auprès de diverses sources de financement et en particulier d'institutions multilatérales, les pays en voie de développement voient maintenant les capitaux dont ils disposent absorbés dans une proportion croissante par les remboursements et les intérêts dus. Si la tendance actuelle se maintient, cet endettement aura bientôt pour effet de les priver complètement de capitaux extérieurs. Non seulement les recettes d'exportation n'ont pas crû aussi vite que les montants à rembourser, mais ces remboursements augmentent souvent deux fois plus vite que par le passé; par ailleurs, les conditions de l'aide reçue, loin de s'améliorer, sont devenues moins intéressantes et moins souples. Il faut donc plus que jamais renforcer l'aide publique au développement, en améliorer les conditions et élaborer des mesures pour alléger les charges que l'endettement fait peser sur les pays en voie de développement.

62. Enfin, il faut augmenter le volume des crédits à long terme mis à la disposition des pays en voie de développement. L'un des principaux obstacles à la mobilisation de fonds supplémentaires sur le marché mondial des capitaux est le niveau élevé des taux d'intérêt actuellement pratiqués. Le Plan Horowitz⁸, qui envisageait la création d'un fonds multilatéral de péréquation des intérêts, est l'une des réponses à ce problème. La CNUCED étudie cette proposition depuis un certain temps déjà. Israël espère que le Groupe intergouvernemental nouvellement créé hâtera la concrétisation de cette idée.

63. Passant au rôle des pays en voie de développement eux-mêmes, le représentant d'Israël se félicite que ceux-ci, de plus en plus, prennent conscience de la nécessité de compter d'abord sur eux-mêmes. Il n'y a aucun doute que tout progrès est surabondamment à la mobilisation générale des ressources nationales, qu'il s'agisse des hommes, des capitaux ou des équipements; ce n'est qu'alors que l'assistance extérieure peut être utilisée de manière efficace.

64. Deux grands problèmes continuent de dominer et de préoccuper le tiers monde : le danger de famine et les faibles niveaux, tout à fait inacceptables, des revenus. Israël a noté avec un intérêt particulier la proposition des Etats-Unis de convoquer une conférence mondiale de l'alimentation (point 105 de l'ordre du jour). Une augmentation rapide et vigoureuse de la production agricole et l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement contribueraient puissamment à résoudre ces problèmes. Dans beaucoup de pays, on prend conscience que la voie du progrès économique que représente l'industrialisation doit maintenant être élargie et que, dans les pays en voie de développement, un équilibre est nécessaire entre l'agriculture et l'industrie. Cela a été souligné dans le rapport du Secrétaire général intitulé *Stratégie internationale du*

⁷ Document E/5291.

⁸ Document TD/B/C.3/1, du 10 mars 1965.

*développement : premier examen et évaluation d'ensemble des problèmes et des politiques*⁹.

65. En fait, la solution du problème de l'industrialisation et du développement agricole, c'est, avec des capitaux et des compétences, la combinaison du progrès économique et du progrès technique : les techniques modernes peuvent en effet accroître la production agricole de façon spectaculaire.

66. La délégation israélienne attache une grande importance à l'application de la science et de la technique au développement et à leur transfert, dans des conditions réalistes, aux pays en voie de développement. A ce propos, elle a noté avec un vif intérêt les activités du Groupe intergouvernemental du transfert des techniques.

67. Israël est convaincu que les organisations et programmes de financement internationaux, en particulier le PNUD et la BIRD, font bien de donner la priorité à une assistance technique et financière visant à transférer les techniques aux pays en voie de développement en prenant en considération leurs véritables besoins.

68. Le représentant d'Israël souligne enfin la nécessité pour les pays en voie de développement de coopérer davantage entre eux et de mieux tirer parti de l'expérience et des compétences qui existent déjà. Israël, pour sa part, n'a pas ménagé ses efforts dans ce domaine. Il pense aussi que les pays en voie de développement les moins avancés doivent être les premiers bénéficiaires d'une telle coopération.

69. M. ROUGET (République fédérale d'Allemagne) dit que dans le domaine du commerce un progrès a été accompli lors de la réunion ministérielle de Tokyo. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne souscrit entièrement aux objectifs énoncés dans la Déclaration de Tokyo. Au cours des négociations du GATT, il plaidera la cause des pays en voie de développement, appuiera les mesures de libéralisation visant à éliminer les barrières tarifaires et à réduire les restrictions quantitatives. En outre, il conviendra de tenir compte spécialement des produits qui intéressent particulièrement les pays en voie de développement.

70. Le système généralisé de préférence doit être amélioré, mais il est encore trop tôt pour dire que ce système n'a eu que des résultats mineurs, car des mesures de ce type n'agissent pas immédiatement. Ainsi, du 1er juillet 1971 au 30 juin 1972, les exportations des pays en voie de développement en République fédérale d'Allemagne s'élevaient à 270 millions de dollars et l'année suivante, elles atteignaient 430 millions de dollars, soit une augmentation de plus de 50 p. 100. Il convient, à ce propos, de noter que le montant total des importations d'articles manufacturés des pays en voie de développement a augmenté de 19,6 p. 100 en 1972 par rapport à 1971 et que ce taux est plus élevé que le taux d'augmentation de l'ensemble des importations de la République fédérale.

71. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a toujours pensé qu'il était souhaitable que les pays en voie de développement puissent se faire entendre dans le cadre du GATT et du FMI; il note avec satisfaction que des arrangements ont été pris pour que le secrétaire général de la CNUCED puisse suivre le

déroulement des négociations commerciales multilatérales.

72. Le développement économique des pays les moins avancés doit être encouragé par des mesures d'assistance supplémentaire. De telles mesures seraient utiles pour les peuples intéressés et réduiraient, en outre, les risques de tension internationale à l'avenir.

73. Le Gouvernement de la République fédérale continuera à participer à l'élaboration du code de conduite des conférences maritimes. La délégation de la République fédérale est satisfaite des progrès qui ont été accomplis dans les délibérations relatives au projet de charte des droits et des devoirs économiques des Etats. Elle approuve la proposition du Conseil du commerce et du développement tendant à prolonger le mandat du Groupe de travail et le Gouvernement de la République fédérale participera aux réunions qui doivent avoir lieu en 1974 dans un esprit constructif. La délégation de la République fédérale espère en particulier qu'il sera possible de se mettre d'accord sur le statut de la charte.

74. M. Rouget souhaite que le projet de résolution A/C.2/L.1295 soit adopté par consensus et souligne que le libellé du paragraphe 4 du dispositif ne préjuge ni le statut juridique de la charte, ni la suite des négociations sur ce point. Cependant, il espère que le texte pourra être modifié pour que sa délégation puisse se porter coauteur du projet.

75. M. SCHUPPUS (Togo), constatant les résultats décevants enregistrés pendant les deux premières années de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, notamment en matière de relations commerciales, estime qu'il convient d'accorder une priorité élevée à la suppression des obstacles non tarifaires aux exportations des pays en voie de développement sur une base préférentielle.

76. Les pays en voie de développement ont été particulièrement touchés par la hausse effrayante des prix à l'importation aggravée par l'augmentation des tarifs de fret et d'assurances. Or, la hausse des cours des produits primaires ne saurait être considérée comme une quelconque compensation, car elle est essentiellement marginale et aléatoire. L'impossibilité où se trouvent les pays en voie de développement d'échapper aux effets néfastes des fluctuations monétaires apparaît de manière très évidente dans les conséquences de ces fluctuations sur leur endettement extérieur. Les modifications périodiques de parité et les variations désordonnées des taux de change aggravent la situation. S'il peut paraître normal d'exiger des pays en voie de développement qu'ils supportent les variations des taux de change pour les emprunts librement contractés par eux, il ne doit pas en être de même pour les prêts qui leur sont consentis en une monnaie qu'ils ne peuvent choisir librement. La délégation togolaise espère que la réforme du système monétaire international permettra aux pays en voie de développement d'asseoir leur économie sur des bases plus stables et plus saines. En particulier, le nouvel ordre monétaire devrait établir un lien entre les droits de tirage spéciaux et le financement du développement. Il serait en outre souhaitable de revenir à la notion de convertibilité obligatoire, multilatérale et symétrique, imposée à toutes les monnaies utilisées dans les transactions internationales.

⁹ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.A.6.

77. La délégation togolaise se félicite des efforts déployés par la CNUCED pour aider les pays les moins avancés et estime que ces efforts devraient se poursuivre pour dégager de nouveaux critères plus objectifs et plus justes tenant compte de tous les facteurs significatifs du sous-développement.

78. Enfin, comme l'élaboration d'une charte des droits et des devoirs économiques des Etats constitue un apport positif à la réalisation d'un ordre international nouveau, la délégation togolaise estime que les travaux fructueux du Groupe de travail dans ce domaine devraient être poursuivis, et c'est pourquoi elle appuie le projet de résolution A/C.2/L.1295 et désire s'en porter coauteur.

79. M. CHRISTOFOROU (Chypre) remercie M. Pérez Guerrero de son exposé de haute qualité et souligne que la CNUCED joue un rôle important dans le développement des relations commerciales internationales.

80. Le représentant de Chypre estime que la coopération commerciale doit être fondée sur l'élimination de toute forme de discrimination et sur une souveraineté complète de tous les pays sur leurs ressources naturelles. M. Christoforou se félicite qu'à la troisième session de la CNUCED on ait pour la première fois admis le principe de la participation des pays en voie de développement au processus de prise des décisions et qu'on ait reconnu à Tokyo la nécessité de tenir compte de leurs intérêts et de les autoriser à prendre part aux négociations commerciales multilatérales. La CNUCED pourrait jouer un rôle de premier plan dans ces négociations.

81. La délégation chypriote approuve le principe d'un code international de conduite dans le transfert des techniques et espère que les tentatives de coopération préconisées à Alger seront mises en pratique. Elle se félicite en outre de l'initiative tendant à élaborer une charte des droits et des devoirs économiques des Etats et appuie pleinement le projet de résolution A/C.2/L.1295, dont elle souhaite devenir coauteur.

82. M. EXNER (Tchécoslovaquie) déclare que le rapport du secrétaire général de la CNUCED montre que cette organisation a créé, pendant la période écoulée, des conditions favorables à son développement. Le représentant de la Tchécoslovaquie se félicite que la République démocratique de Corée ait été admise à participer, sur un pied d'égalité, aux activités de la CNUCED et espère que la République démocratique du Viet-Nam fera également bientôt partie de cette organisation.

83. Le représentant de la Tchécoslovaquie estime que les travaux effectués par la CNUCED à sa troisième session sur la coopération entre pays à systèmes sociaux économiques différents vont tout à fait dans le sens de la détente internationale actuelle. M. Exner considère que les décisions qui ont été prises permettront à la CNUCED et à ses organismes de se consacrer activement au développement de la coopération commerciale et économique, et il espère que les pays membres de cette organisation et son secrétariat prendront des mesures efficaces pour éliminer les obstacles qui pourraient gêner l'exécution de ces décisions et entraver le développement de la coopération commerciale entre les pays.

84. La Tchécoslovaquie s'est toujours efforcée, dans ses relations avec les pays en voie de développement, de répondre à leurs besoins vitaux; elle leur accorde des crédits à long terme pour l'achat de biens d'équipement, contribue à la formation de leurs cadres nationaux et leur importe des matières premières. En outre, les pays en voie de développement peuvent avoir recours au fonds spécial de la banque d'investissements internationaux des pays membres du CAEM.

85. La délégation tchécoslovaque constate que le rôle joué par la CNUCED dans la réforme du système monétaire international et dans les négociations commerciales multilatérales n'est pas très satisfaisant. Malgré toutes les qualités de M. Pérez Guerrero, on peut douter que les consultations du secrétaire général de la CNUCED avec les directeurs généraux du FMI et du GATT permettent de sauvegarder comme il convient les intérêts commerciaux économiques de tous les pays dans les négociations.

86. La CNUCED, du fait de son caractère universel, devrait jouer un rôle de coordination dans ce domaine et il faudrait, dans l'intérêt des pays en voie de développement, que l'Assemblée générale adopte une résolution invitant les directeurs généraux du FMI et du GATT à faire connaître à la CNUCED les résultats de ces négociations avant que leurs organisations ne prennent de décision définitive à ce sujet.

87. L'influence de la CNUCED sur les relations commerciales internationales dépendra de la charte des droits et des devoirs économiques des Etats. Dès le début, la Tchécoslovaquie a eu une attitude positive envers ce document et cette attitude a été confirmée par la visite officielle que le Ministre des affaires étrangères de Tchécoslovaquie a effectuée au Mexique. Cette charte favorisera le développement d'une coopération commerciale et économique entre les Etats, fondée sur une égalité totale et sur le principe de l'avantage mutuel. Cet instrument permettra en outre d'accélérer l'élimination des conséquences économiques du colonialisme et d'empêcher l'infiltration du néo-colonialisme.

88. La délégation tchécoslovaque approuve la décision prise par le Conseil du commerce et du développement à sa treizième session de prolonger le mandat du Groupe de travail chargé d'élaborer le projet de charte. Elle approuve également le point de vue exprimé par le Président du Mexique dans la lettre qu'il a adressée au Secrétaire général (A/9142) et selon lequel il convient de modifier les mécanismes existants afin que les principes énoncés dans la charte proposée régissent efficacement le régime de respect et de coopération économique dans l'intérêt de toutes les parties en cause.

89. Le représentant de la Tchécoslovaquie rappelle en outre que, à sa troisième session, la CNUCED s'est occupée des aspects commerciaux et économiques du désarmement. Il serait à son avis souhaitable d'inclure dans le projet à l'étude la proposition faite par l'URSS à la vingt-huitième session de l'Assemblée générale et qui tend à réduire de 10 p. 100 les budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et à utiliser une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement.

90. M. KACINAIWAI (Fidji) remercie le secrétaire général de la CNUCED de son exposé et dit qu'il tient à

faire quelques observations sur les problèmes particuliers que connaissent les petites îles du Pacifique sud. Le représentant de Fidji remercie à ce sujet l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et l'Irlande d'avoir appuyé l'initiative du Groupe des Soixante-Dix-Sept tendant à demander des mesures particulières pour les nations insulaires, lors de la treizième session du Conseil du commerce et du développement [voir A/9015 (troisième partie), par. 392 à 406]. Les habitants de celles-ci sont très inquiets de l'indifférence que beaucoup de pays manifestent à leur égard. En effet, pour nombre d'entre eux, les îles du Pacifique ne sont qu'autant de points sur la carte, perdus au milieu d'un océan dont l'immensité donne à certains pays l'impression qu'ils peuvent s'y livrer à des essais nucléaires répétés.

91. La dimension exiguë de ces îles et leur faible population font que leurs ressources exploitables sont limitées; en outre, leur situation loin des pays développés importateurs, les catastrophes naturelles qui s'abattent régulièrement sur elles — ouragans, inondations, etc. — et le fait qu'elles sont tributaires du système monétaire international sont des facteurs négatifs qui empêchent le développement de leur économie.

92. Fidji ne figure pas sur la liste des pays en voie de développement les moins avancés en raison des critères actuellement utilisés pour déterminer cette catégorie de pays. Le représentant de Fidji estime que ces critères devraient être révisés afin de tenir compte des besoins des petites nations insulaires et des pays sans littoral. A son avis, le critère du revenu par habitant est surtout applicable aux pays développés et ne signifie pas grand-chose dans les pays en voie de développement où la majorité de la population est composée de paysans qui arrivent tout juste à vivre. M. Kacimawai estime au contraire, comme l'ancienne représentante de la Suède à la Deuxième Commission, que le développement social et économique réel d'un pays doit être jugé sur la façon dont il influe sur la qualité de la vie de chacun des citoyens. D'autres critères sont donc nécessaires pour distinguer les pays développés des pays en voie de développement et pour déterminer, parmi ces derniers, ceux qui sont les moins avancés. De l'avis de Fidji, les petites îles et les pays sans littoral devraient bénéficier de conditions particulières en matière de commerce et d'assistance technique et financière, afin de favoriser le développement d'une économie viable. Il faut espérer que la communauté internationale, qui a favorisé l'accroissement de la production de produits de base, prendra des mesures pour favoriser le commerce international afin d'assurer la consommation de ces produits. Le commerce est absolument essentiel au développement de la production économique.

93. Le représentant de Fidji lance donc un appel aux Etats Membres dont l'économie est puissante pour qu'ils organisent leurs échanges commerciaux de façon à favoriser les pays en voie de développement car, à son avis, le commerce constitue la meilleure forme d'assistance.

94. L'économie de Fidji ne repose que sur deux produits de base : le sucre et le coprah. Pour obtenir des devises étrangères, elle est obligée de commercer avec des pays très éloignés. La prospérité de son économie dépend donc du prix et du volume des produits de base

qu'elle exporte. C'est pourquoi la délégation de Fidji estime qu'il convient, au moyen de négociations commerciales multilatérales, d'établir un mécanisme pour déterminer les rapports entre le prix des produits de base et celui des articles manufacturés contre lesquels ils sont échangés, ce qui devrait permettre de réduire l'écart entre pays développés et pays en voie de développement dans le domaine du commerce. Les échanges commerciaux entre ces deux groupes de pays doivent être régis par le principe de la non-réciprocité, car il n'est pas logique d'exiger la réciprocité entre pays économiquement inégaux.

95. Pour conclure, M. Kacimawai remercie le Royaume-Uni qui constitue le marché principal pour les exportations de son pays et espère que l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE permettra à Fidji d'élargir ce marché.

96. M. VAN GORKOM (Pays-Bas) remercie M. Pérez Guerrero de son exposé et estime comme lui que la CNUCED est une organisation qui devrait servir les intérêts de tous les pays. Il déclare que la CNUCED s'écarte de la polarisation pour en arriver au consensus. Comme le secrétaire général de la CNUCED, il est convaincu qu'il importe de mettre rapidement au point une politique internationale qui permette d'utiliser rationnellement les ressources naturelles du monde et pense que le système des Nations Unies, et notamment la CNUCED et le Conseil économique et social, ont un rôle important à jouer à cet égard.

97. M. van Gorkom note avec satisfaction les activités entreprises par la CNUCED dans plusieurs domaines, notamment les consultations relatives aux produits de base, le problème du fardeau de la dette, le transfert des techniques, etc. Mais, à son avis, le domaine où les progrès les plus marquants ont été accomplis est celui de l'élaboration d'une charte des droits et des devoirs économiques des Etats. Le Gouvernement néerlandais attache une importance particulière à la mise au point progressive de règles de droit international dans le domaine des relations économiques et appuie l'initiative du Président du Mexique. C'est pourquoi la délégation néerlandaise a tenu à s'associer aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1295. Le Gouvernement mexicain a fait preuve d'une grande sagesse en n'insistant pas pour que l'Assemblée générale prenne à sa présente session une décision définitive sur la forme juridique que devrait revêtir cette charte. La délégation néerlandaise estime d'autre part, comme le représentant du Mexique, qu'il importe de réviser les sources du droit international en ce qui concerne la valeur juridique des résolutions et des déclarations de l'Organisation des Nations Unies et qu'il est nécessaire de donner à la charte une forme qui lui permette de remplir son rôle efficacement. Elle espère donc que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

98. Pour conclure, le représentant des Pays-Bas réaffirme la confiance de son gouvernement dans la CNUCED et déclare que celui-ci continuera à lui apporter son appui.

99. M. BONNICK (Jamaïque) rappelle que sa délégation a participé très activement aux travaux de la CNUCED lors de sa première session à Genève en 1964 et a eu l'honneur de présider le Groupe de l'Amérique latine et le Groupe des Soixante-Dix-Sept. M. Bonnick tient tout particulièrement à attirer l'attention des

membres de la Deuxième Commission sur certaines des questions qui sont traitées dans le rapport du Conseil du commerce et du développement (A/9015).

100. En ce qui concerne la charte des droits et des devoirs économiques des Etats, la délégation jamaïcaine a participé au Groupe de travail qui a tenu ses deux sessions à Genève, et a exprimé la position des pays d'Amérique latine à propos du projet de résolution A/C.2/L.1995. La délégation jamaïcaine, en étant l'un des auteurs, approuve ce projet de résolution qui a principalement pour objet de prolonger le mandat du Groupe de travail et d'autoriser celui-ci à tenir des sessions supplémentaires en 1974 en vue d'élaborer un projet de charte dont serait saisie l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session.

101. En ce qui concerne la résolution 101 (XIII) adoptée par le Conseil du commerce et du développement concernant les pays insulaires en voie de développement [voir A/9015 (troisième partie), annexe I], le représentant de la Jamaïque dit que sa délégation s'intéresse beaucoup à ce problème et constate avec regret que les pays du groupe B ont formulé des objections à propos de l'octroi de prêts à long terme et à intérêts modérés aux pays insulaires en voie de développement pour améliorer leurs installations portuaires, développer les transports maritimes régionaux et la pêche et former le personnel voulu. La délégation jamaïcaine espère que les pays du groupe B reviendront sur leur position.

102. En ce qui concerne la question de l'examen et de l'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation de la Stratégie internationale du développement, le représentant de la Jamaïque rappelle que sa délégation a présenté à la cinquième session extraordinaire, au nom du Groupe des Soixante-Dix-Sept et de la Roumanie, un document [voir A/9015 (première partie), annexe I, résolution 94 (S-V), annexe A], qui fait clairement ressortir que les efforts faits par les pays en voie de développement sur le plan national ne s'accompagnent pas d'une coopération suffisante sur le plan international. En outre, les mesures prises par les gouvernements pour favoriser le développement économique et social de leurs pays sont gênées par des facteurs extérieurs tels que la détérioration des termes de l'échange et l'insuffisance du financement du développement, du transfert des techniques et de l'assistance technique. Le système de commercialisation et de distribution, ainsi que les activités des sociétés multinationales, limite l'expansion des échanges commerciaux des pays en voie de développement.

103. La CNUCED a déjà joué un rôle très important en montrant les liens qui existent entre les problèmes

commerciaux, le financement du développement et le système monétaire international. Il importe que cette organisation, dont la tâche prioritaire est de résoudre les problèmes des pays en voie de développement, continue à coordonner son action avec celle du GATT et du FMI.

104. La crise monétaire internationale a provoqué de graves problèmes dans les économies des pays en voie de développement; ceux-ci souffrent, d'autre part, de l'inflation qui s'est déclenchée dans les pays développés. Devant cette situation, la délégation jamaïcaine estime que le moment est venu d'entreprendre une étude approfondie permettant d'indexer le prix des produits exportés par les pays en voie de développement sur celui des produits fabriqués dans les pays développés.

105. La délégation jamaïcaine présente donc, au nom également des délégations de la Barbade, de la Guyane et de la Trinité-et-Tobago, le projet de résolution A/C.2/L.1297 relatif à une étude sur l'indexation des prix. Cette question a déjà été débattue à la troisième session de la CNUCED et lors de la conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés tenue récemment à Alger. Le problème auquel se heurtent les pays en voie de développement est que les pays développés n'ont pas la volonté politique d'autoriser une telle étude. La délégation jamaïcaine espère donc que les pays développés appuieront ce projet de résolution qui, pour la première fois, autorisera nettement la CNUCED à entreprendre une étude sur l'indexation des prix. Il est temps en effet de mettre un terme aux effets désastreux causés par la crise monétaire, à la tendance permanente à la baisse des prix des produits de base et à l'exportation par les pays développés de leur inflation, et de trouver une formule qui permette d'établir un lien direct et automatique entre les prix des articles manufacturés importés des pays développés et les prix des produits exportés par les pays en voie de développement.

106. Les auteurs estiment, comme il est indiqué au paragraphe 2 du dispositif, que le rapport du secrétaire général de la CNUCED devra être communiqué à l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session, en même temps que les observations que le Conseil du commerce et du développement pourrait souhaiter faire à son sujet. En effet, le Conseil a joué un rôle actif dans l'étude de cette question et l'Assemblée générale pourra tirer profit des observations que celui-ci pourrait avoir à formuler.

La séance est levée à 18 h 10.

1545^e séance

Vendredi 2 novembre 1973, à 10 h 45.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1545

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (*suite*) [A/9003/Add.1 (première partie), A/9015, A/9142, A/9213, A/C.2/L.1295, A/C.2/L.1297, A/C.2/L.1299] :

a) Rapport du Conseil du commerce et du développement

1. M. SELFE (Afrique du Sud) commence par remercier le secrétaire général de la CNUCED pour sa déclaration liminaire.

2. M. DIALLO (Haute-Volta), prenant la parole sur une motion d'ordre, déclare qu'il s'oppose à ce que le représentant de l'Afrique du Sud prenne la parole, étant donné qu'il a été décidé à la deuxième session de la CNUCED, à New Delhi, d'exclure temporairement l'Afrique du Sud de la Conférence. M. Diallo estime que, dans ces conditions, le représentant de l'Afrique du Sud ne devrait pas être autorisé à prendre la parole devant la Commission, d'autant qu'il n'est pas en mesure de contribuer utilement à ses travaux.

3. Le PRÉSIDENT prend acte de la déclaration du représentant de la Haute-Volta. Se fondant sur une décision prise par l'Assemblée dans des circonstances semblables, il invite le représentant de l'Afrique du Sud à poursuivre.

4. M. SELFE (Afrique du Sud) estime que la mise en œuvre de la Stratégie internationale du développement n'a pas suffisamment progressé. Il se peut que du fait de l'extrême diversité des questions dont elle s'occupe, la CNUCED manque de moyens financiers ou de temps pour mener à bien les principales activités entreprises. Cependant, bien qu'il n'ait pas toujours été possible de se mettre d'accord sur les objectifs, il apparaît que des progrès encourageants ont été accomplis, et la CNUCED devrait être satisfaite des résultats qu'elle a obtenus pendant l'année écoulée.

5. La délégation sud-africaine se félicite de la collaboration très étroite qui s'est établie entre le secrétaire général de la CNUCED et ses homologues d'autres organismes dont les activités sont liées à celles de la CNUCED, notamment le GATT et le FMI, ainsi que des consultations fréquentes qu'ils ont tenues. En échangeant des renseignements détaillés sur les activités entreprises dans des domaines intéressant plusieurs organismes, on pourrait éviter les doubles emplois, ce qui est particulièrement souhaitable vu les difficultés financières rencontrées actuellement.

6. M. Selfe se déclare optimiste quant aux résultats des efforts qui seront déployés lors des négociations multilatérales qui doivent avoir lieu sous les auspices du GATT en 1974 pour éliminer les obstacles aux échanges internationaux, et note avec satisfaction que les parties contractantes à l'Accord ne seront pas seules à participer à ces négociations. Au cours des vingt-cinq

dernières années, le GATT a contribué activement à développer les échanges internationaux, mais la règle de l'application multilatérale de la clause de la nation la plus favorisée, à charge de réciprocité, qui découle de l'Accord, n'a plus sa raison d'être, étant donné que la carte politique du monde et la part respective des différents pays dans les échanges internationaux ont évolué considérablement. Il est indispensable d'innover sur le plan des échanges si l'on entend répondre aux besoins du monde actuel et les nouvelles négociations devraient aboutir à la mise en place de structures nouvelles.

7. M. Selfe note que des consultations se poursuivent en vue de stabiliser le marché de divers produits agricoles qui font l'objet d'échanges à l'échelle mondiale. Il se félicite de la conclusion de l'Accord international de 1972 sur le cacao et espère que son application donnera de bons résultats, pareils succès étant propres à encourager la conclusion d'autres accords du même genre. Certains produits de base tiennent une place absolument vitale dans l'économie des pays en voie de développement; la stabilité des prix de ces produits et des garanties quant aux débouchés favoriserait donc considérablement le progrès de ces pays.

8. Le représentant de l'Afrique du Sud se félicite de la coopération plus efficace qui s'est instaurée à l'échelon régional et sous-régional parmi les pays en voie de développement, et de l'importance accordée, dans le cadre de ces efforts, à la notion d'un processus de développement autocentré. Cependant, les progrès sont plus marqués parmi les pays en voie de développement les mieux pourvus, qui disposent déjà de ressources qu'il est possible de mettre en valeur en commun. Le problème des pays en voie de développement les moins avancés tient à ce qu'ils sont moins bien placés que les autres pour s'engager par leurs propres moyens dans un tel processus de développement, et la délégation sud-africaine accueillera favorablement toute mesure positive que pourrait prendre la CNUCED au cours de l'année à venir pour accroître l'assistance à ces pays dans les domaines où ils en ont le plus besoin, en se fondant en particulier sur la résolution 62 (III) de la Conférence¹.

9. Le transfert des techniques compte parmi les activités d'assistance bilatérale et multilatérale dont peuvent bénéficier tous les pays en voie de développement, lesquels devraient être à même de se doter plus aisément des techniques qui correspondent le mieux à leurs besoins particuliers. Le rôle qui revient à la CNUCED dans ce domaine semble justifier la création d'un comité permanent, comme cela a été recommandé.

10. La délégation sud-africaine appuie volontiers le projet de résolution A/C.2/L.1295, qu'elle a eu le loisir

¹ Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session, vol. I : Rapport et annexes (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

d'examiner en détail, ce qui n'avait pas été le cas pour les projets de résolution présentés les années précédentes.

11. M. HAQ (Pakistan) déclare que le commerce international est sans aucun doute l'un des aspects les plus importants des efforts de développement déployés par les pays en voie de développement. Cependant, à l'échelle mondiale, la part des exportations de produits manufacturés à l'actif des pays en voie de développement est extrêmement faible, et ne s'est accrue que de 1 p. 100 au cours des huit dernières années. Cet état de choses ne tient ni à l'insuffisance de la capacité de production, ni aux caractéristiques des produits finis, mais aux pratiques commerciales restrictives des pays développés et aux barrières d'ordre tarifaire ou autre que ces derniers ont dressées. Par ailleurs, des études effectuées par la Banque mondiale indiquent que, si les mesures protectionnistes visant les seuls produits agricoles étaient progressivement assouplies, les recettes d'exportation des pays les plus pauvres pourraient s'accroître d'au moins 4 milliards de dollars d'ici à 1980.

12. Au cours de la cinquième session du Comité spécial des préférences [voir A/9015 (troisième partie); par. 212 à 244], il est apparu que seul un très faible pourcentage des exportations taxables des pays en voie de développement bénéficiait du système généralisé de préférences. En outre, les Etats-Unis et le Canada, d'où proviennent près de 40 p. 100 de l'ensemble des importations de produits manufacturés et semi-finis des pays en voie de développement, n'ont pas encore mis en œuvre leur système de préférences, et les systèmes appliqués par d'autres pays sont de portée limitée et sont assortis de restrictions quant aux préférences en matière d'importations. Il résulte de tout cela que les pays en voie de développement n'ont pas pu développer suffisamment leurs exportations pour que les recettes correspondantes couvrent le coût de leurs importations indispensables.

13. La crise monétaire, la dévaluation du dollar et l'instabilité générale du marché monétaire se soldent par des pertes pour les pays en voie de développement, non seulement du fait de la dégradation de leurs avoirs en devises étrangères, mais aussi parce que leur propre monnaie se dévalue. Il faut réformer le système monétaire de manière à mieux protéger l'économie particulièrement vulnérable des pays en voie de développement.

14. La délégation pakistanaise approuve les objectifs des négociations multilatérales qui doivent s'ouvrir prochainement, tels qu'ils sont énoncés dans la Déclaration adoptée lors de la réunion ministérielle de Tokyo le 14 septembre 1973, dans le cadre du GATT. Ces objectifs pourraient notamment être atteints grâce à l'élimination progressive des obstacles qui s'opposent aux échanges et à l'amélioration du cadre institutionnel international des échanges mondiaux. M. Haq espère que le secrétaire général de la CNUCED sera en mesure de suivre le déroulement des négociations multilatérales afin d'aider les pays en voie de développement.

15. La hausse récente des cours des produits de base a permis à certains pays en voie de développement d'améliorer leurs recettes d'exportation et de développer leurs échanges. Cependant, la hausse des cours n'intéresse que certains produits de base et n'est

que momentanée, dans la mesure où elle résulte en partie du tassement de l'offre. De toute manière, la hausse de ces cours se répercute sur les prix des produits finis importés par les pays en voie de développement. De plus, alors que les cours des produits primaires risquent de fléchir brutalement, les prix des produits finis, une fois qu'ils ont augmenté, tendent à demeurer élevés. En conséquence, les pays en voie de développement ne peuvent plus continuer d'être tributaires de leurs exportations de matières premières, et doivent diversifier leur économie de façon à fabriquer des produits manufacturés ou semi-finis.

16. Au cours des années 60, la dette publique extérieure des pays en voie de développement s'est accrue à un rythme alarmant, au point que le service de cette dette représente actuellement 7 milliards de dollars par an. Or le montant de l'assistance au développement est demeuré inchangé, et dans bien des cas les transferts nets de ressources au profit des pays en voie de développement ont en fait diminué. Ainsi, les dettes et la charge que représente leur amortissement s'accroissent plus rapidement que les recettes indispensables pour assurer le service desdites dettes. M. Haq espère que le Groupe spécial d'experts gouvernementaux établi aux termes de la résolution 5 (VI) de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce², qui a été chargé d'examiner ce problème, sera en mesure de formuler des recommandations concrètes.

17. Afin d'éveiller l'opinion publique au problème du développement et des échanges internationaux, la CNUCED devrait renforcer ses services d'information, et toutes les activités d'information de l'ONU devraient être convenablement coordonnées afin d'éviter les doubles emplois et d'obtenir le maximum de résultats. Il ne sera possible d'infléchir l'attitude adoptée par les pays développés en ce qui concerne les problèmes du développement que si, dans ces pays, les organes d'information rendent convenablement compte de l'urgente nécessité de favoriser le développement sur le plan mondial en se fondant sur le principe de l'égalité et de la réciprocité des avantages.

18. Du rapport du Conseil du commerce et du développement sur sa treizième session [A/9015 (troisième partie)], il ressort que les pays développés à économie de marché reconnaissent que les échanges internationaux, la réforme monétaire et le financement du développement sont des questions liées entre elles et que certains de ces pays reconnaissent la nécessité de réformer profondément les structures du système commercial et du système monétaire actuels. M. Haq a accueilli avec satisfaction la déclaration que le Ministre néerlandais de la coopération pour le développement a faite à la 1540ème séance au sujet de la politique positive et progressive de son gouvernement, et il espère que d'autres pays développés à économie de marché s'engageront dans la même voie.

19. Quoique certains progrès aient été enregistrés dans l'élaboration d'une charte des droits et des devoirs économiques des Etats, le projet demeure incomplet, et la délégation pakistanaise appuie donc la proposition tendant à prolonger le mandat du Groupe de travail.

² Voir Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, treizième session, Supplément No 4 (TD/B/464), annexe I.

Elle espère que le projet de résolution A/C.2/L.1295 sera adopté à l'unanimité.

20. Il est indispensable que tous les pays déploient des efforts accrus dans le domaine de la recherche afin de mettre au point des techniques qui répondent aux besoins des pays en voie de développement et ne viennent pas infléchir la croissance économique de ces pays dans un sens qui serait contraire aux politiques et aux plans adoptés par eux.

21. La délégation pakistanaise a accueilli favorablement le rapport du secrétaire général de la CNUCED sur l'examen et l'évaluation de la mise en œuvre de la Stratégie internationale du développement présenté à la cinquième session extraordinaire [voir A/9015 (première partie), chap. I] et elle appuie la décision 102 (XIII) du Conseil du commerce et du développement, dans laquelle le Conseil a décidé de tenir une réunion spéciale, à un échelon suffisamment élevé, conformément au calendrier suggéré dans la résolution 79 (III) de la Conférence en vue de l'opération d'examen et d'évaluation à effectuer vers le milieu de la Décennie [voir A/9015 (troisième partie), annexe I]. La délégation pakistanaise qui, au sein des organes compétents de l'ONU, a participé activement à la première opération d'examen et d'évaluation, ne peut manquer d'être consternée par la lenteur des progrès accomplis. M. Haq espère que, à la lumière des enseignements que l'on peut tirer des deux premières années de l'application de la Stratégie internationale du développement, il sera possible d'entreprendre un effort concerté pour assurer le succès de la deuxième Décennie. Il faut bien se rendre compte que le progrès économique est conforme aux intérêts de tous les pays, quel que soit leur degré de développement.

22. M. TAIHITU (Indonésie) observe que, malgré la résolution 3041 XXVII de l'Assemblée générale, divers groupes ont présenté à l'issue de la cinquième session extraordinaire du Conseil des conclusions écrites distinctes quant à l'opération d'examen et d'évaluation; comme il est indiqué aux paragraphes 20 et 21 du rapport du Conseil [A/9015 (première partie)], les pays en voie de développement ont estimé que l'accord unanime sur la Stratégie ne correspondait en fait qu'à un engagement purement verbal. Si l'on veut que la Stratégie représente davantage que cela, il importe en particulier que les pays développés fassent preuve de la volonté politique d'accorder un rang de priorité élevé à son application.

23. La délégation indonésienne note avec satisfaction la conclusion de l'Accord international de 1972 sur le cacao. Elle appuie l'appel lancé par le secrétaire général de la CNUCED en ce qui concerne les débouchés et la politique des prix et elle espère que les consultations intergouvernementales intensives sur les produits de base qui doivent avoir lieu conformément à la résolution 7 (VII) de la Commission des produits de base [voir A/9015 (troisième partie), par. 127 à 168] auront des résultats positifs.

24. La délégation indonésienne approuve la décision du Conseil de reporter à 1975 la septième session de la Commission des articles manufacturés afin qu'une étude plus intensive soit effectuée en coopération avec le GATT sur les problèmes se rapportant aux obstacles non tarifaires. Il faut étendre le système généralisé de préférences aux produits agricoles sous toutes leurs formes et éliminer les clauses de sauvegarde.

25. Tant que les pays en voie de développement ne pourront pas accroître leurs recettes en devises en participant sur un pied d'égalité aux échanges internationaux, ils auront encore besoin d'une assistance importante pour leur développement. Si l'on veut que cette assistance soit beaucoup plus efficace et permette d'atteindre les buts de la Stratégie, il faut assouplir les conditions auxquelles elle est accordée et renoncer à l'aide liée. La délégation indonésienne appuie la décision du Conseil de créer un Groupe spécial d'experts gouvernementaux qui étudiera les problèmes posés par l'endettement des pays en voie de développement. Elle appuie aussi la demande adressée par le Conseil au secrétaire général de la CNUCED de réunir à nouveau le Groupe d'experts gouvernementaux des concepts qui sont à la base des objectifs actuellement fixés pour l'aide et les courants de ressources afin qu'il fasse des recommandations qui faciliteront l'appréciation des efforts déployés par les pays avancés au cours de l'opération d'examen et d'évaluation de la Stratégie qui doit être effectuée au milieu de la décennie.

26. Le transfert des techniques ne peut être avantageux pour les pays en voie de développement que s'il s'effectue à un coût raisonnable, s'il répond aux besoins et au degré de développement de ces pays et s'il stimule le développement de leur potentiel technique. La délégation indonésienne espère que le Groupe intergouvernemental du transfert des techniques, qui doit se réunir en août 1974, explorera la possibilité d'établir un code international de conduite et celle de faire du Groupe une grande commission du Conseil.

27. En prévision de la prochaine Conférence des Nations Unies sur un code de conduite des conférences maritimes (12 novembre-14 décembre 1973), la délégation indonésienne souhaite souligner l'importance d'une participation équitable des pays en voie de développement aux services maritimes. Une convention sur les conférences maritimes pourrait favoriser la réalisation de l'un des principaux objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

28. La délégation indonésienne souhaite se joindre aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1295.

29. M. AL-KHUDHAIRY (Irak) dit que la CNUCED a un rôle crucial à jouer en encourageant la pleine participation des pays développés et des pays en voie de développement à tous les stades des négociations et de la prise des décisions tendant à résoudre les problèmes du commerce et du développement. Les pays en voie de développement sont tout à fait convaincus que la Conférence peut contribuer à répondre à leurs aspirations et à leurs besoins. Le principe de la participation universelle doit être appliqué également aux débats portant sur les problèmes monétaires, commerciaux et financiers, qui sont interdépendants.

30. Les réunions organisées entre les chefs de secrétariat du GATT, de la CNUCED et du FMI à la suite de l'appel à la coordination lancé à la troisième session de la CNUCED devraient avoir lieu à intervalles réguliers et il faudrait faire connaître d'une manière appropriée le résultat de ces entretiens aux Etats Membres.

31. La délégation irakienne appuie la décision de permettre à tous les pays de participer aux négociations

multilatérales du GATT et se félicite que l'on reconnaisse que les pays développés ne devraient pas escompter de mesures de réciprocité de la part des pays en voie de développement lorsqu'ils prennent des engagements commerciaux vis-à-vis d'eux.

32. Pour ce qui est de la réunion annuelle commune de la BIRD et du FMI à Nairobi (24-28 septembre 1973), le rôle efficace qu'y ont joué les pays en voie de développement au cours des consultations et négociations démontre clairement combien sage a été la décision d'élargir la composition du Groupe des Dix.

33. Le représentant de l'Irak regrette que de nombreux pays développés se refusent encore à comprendre qu'il est nécessaire d'établir un lien entre les droits de tirage spéciaux et le renforcement du financement du développement. Un tel lien pourrait permettre de faire bénéficier les pays en voie de développement de nouveaux moyens de financement, mais il ne devrait en aucun cas aboutir à une réduction du volume de l'assistance au développement fournie sous d'autres formes.

34. Le représentant de l'Irak espère que, au cours des prochaines négociations commerciales multilatérales, qui devraient ouvrir la voie d'une division internationale du travail plus équitable, on prendra en considération les objectifs approuvés à la récente Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés à Alger (5-9 septembre 1973), qui expriment les aspirations communes des pays du tiers monde.

35. Les transports maritimes sont importants pour le développement économique et social des pays en voie de développement; la délégation irakienne se félicite des progrès réalisés et espère qu'un code de conduite des conférences maritimes sera élaboré d'ici à la fin de l'année. Il serait utile également d'élaborer des codes de conduite portant sur d'autres domaines, comme les activités des sociétés multinationales et le transfert des techniques; de tels instruments devraient revêtir un caractère obligatoire pour tous les pays.

36. Les progrès réalisés par le Groupe de travail chargé d'élaborer la charte des droits et des devoirs économiques des Etats sont encourageants, et le représentant de l'Irak appuie le projet de résolution A/C.2/L.1295.

37. Chaque pays a le droit d'adopter le système économique et social qu'il estime le plus favorable à son développement et d'exercer une entière souveraineté sur ses ressources naturelles. L'exercice de ce droit souverain est la condition préalable de tout développement économique; toute atteinte à ce droit est contraire aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies et la communauté internationale doit s'y opposer.

38. Cela soulève la question de l'occupation par Israël de territoires appartenant à trois Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, de l'action entreprise par Israël pour empêcher ces Etats d'exercer leur souveraineté politique et économique sur des terres et des ressources qui leur appartiennent et de l'exploitation par Israël, pour son compte propre, des ressources humaines et naturelles de ces territoires. La politique agressive et expansionniste qu'Israël continue à appliquer oblige les Etats arabes à consacrer à leur défense des ressources qu'ils devraient utiliser

pour leur développement économique et social. Le fait qu'Israël continue à occuper le Sinaï, au mépris de nombreuses résolutions de l'ONU, et la fermeture permanente du canal de Suez qui s'ensuit ont eu des conséquences économiques graves pour de nombreux pays, dans la région et ailleurs. Ces conséquences sont décrites dans l'étude intitulée *Les conséquences économiques de la fermeture du canal de Suez*³, établie par le secrétariat de la CNUCED pour la sixième session de la Commission des transports maritimes, que le représentant de l'Irak engage vivement les membres de la Commission à consulter. Un effet indirect de la fermeture du canal de Suez est que certains ports se trouvant sur la route maritime qui passe par le cap de Bonne-Espérance ont vu leur trafic augmenter; il s'agit en l'occurrence des ports du Mozambique, qui sont aux mains des colonialistes portugais, et des ports que possède le Gouvernement raciste de l'Afrique du Sud.

39. Le représentant de l'Irak partage l'espoir exprimé par le secrétaire général de la CNUCED que le principe d'une association et d'une coopération à tous les niveaux sera appliqué par tous les pays; il estime lui aussi que, si les progrès enregistrés en ce qui concerne les relations économiques internationales et le financement du développement sont si lents, il faut en chercher la raison principale dans le défaut, chez les pays industrialisés, d'une volonté politique d'appliquer les décisions déjà prises.

40. M. RASAPUTRAM (Sri Lanka) juge indispensable que soient élaborées des mesures concertées et que s'instaure une coopération internationale, conformément aux objectifs de la Stratégie internationale du développement, si l'on veut résoudre les problèmes des pays en voie de développement. Depuis la première session de la CNUCED en 1964, les progrès accomplis en ce qui concerne la stabilisation des prix des produits de base provenant des pays en voie de développement ont été lents et laborieux. En conséquence, un processus permanent de consultation et de négociation devrait être mis en place sous les auspices de la CNUCED afin de traiter de certaines questions telles que les débouchés, la fixation des prix des produits de base, les mesures visant à prévenir la détérioration des termes de l'échange et à éviter tout fléchissement grave des recettes effectives et la question du financement de stocks régulateurs constitués en vue de soutenir les prix avec le concours d'institutions comme le FMI et la BIRD. Bien que les pays en voie de développement poursuivent actuellement un programme de diversification soigneusement conçu, destiné à leur permettre de modifier la structure de leur économie, il reste que leurs décisions sont souvent motivées par les fluctuations conjoncturelles des prix. Il faudrait donc mener des travaux de recherche concernant tous les produits qui revêtent une importance pour les pays en voie de développement afin de guider ces derniers dans leurs décisions d'investissement. Ces pays devraient également recevoir une assistance touchant l'implantation d'industries qui connaissent une expansion à l'échelle mondiale. Les pays développés devraient élargir la gamme des produits auxquels est applicable le système généralisé de préférences, abaisser les barrières commerciales et accroître leurs importations en provenance de pays en voie de développement.

³ Document TD/B/C.4/104/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.73).

41. Il est nécessaire de prendre des mesures spéciales afin de favoriser la diversification de l'économie des pays qui dépendent étroitement de trois ou quatre produits primaires d'exportation et dont le revenu par habitant est inférieur à 200 dollars par an. Les raisons de l'incapacité dans laquelle se trouvent ces pays d'accroître leurs exportations et de l'obstination de certains pays développés à bannir pratiquement de leur marché certains produits en provenance de pays en voie de développement devraient faire l'objet d'un examen approfondi. La situation de l'offre et de la demande ainsi que les ententes qui peuvent exister entre les acheteurs ont des répercussions sur les prix. Les pays en voie de développement ont élaboré un certain nombre de propositions positives en vue de stabiliser les prix, mais les pays industrialisés n'y ont guère prêté attention. Les pays en voie de développement se voient refuser l'octroi de facilités telles que celles qui avaient été consenties aux pays européens dans le cadre du Plan Marshall. Toute politique des prix doit être examinée compte tenu de la disposition des marchés et des débouchés possibles. Un calendrier d'exécution du programme de stabilisation du marché des produits de base devrait être mis au point et supervisé par la CNUCED.

42. L'instauration d'une coopération internationale et l'assistance de l'Organisation des Nations Unies sont indispensables pour que les pays en voie de développement puissent entreprendre résolument de développer et de diversifier leurs exportations. La CNUCED ne doit épargner aucun effort pour qu'un plan acceptable puisse être mis à exécution dès que possible. Il est également urgent de procéder à une réforme du système monétaire, si l'on veut que la libéralisation des échanges devienne une réalité. La CNUCED devrait coordonner les travaux qu'elle mène dans ce domaine avec ceux d'autres organisations internationales et engager des consultations plus fréquentes avec le PNUD, qui œuvre de concert avec les pays bénéficiaires de l'aide dans le cadre de la programmation par pays.

43. Il semble, d'après les discussions qui ont eu lieu récemment au niveau international, qu'un système de préférences susceptible de recueillir l'agrément des pays développés soit en train de prendre forme. Il conviendrait d'étendre l'application du principe sur lequel reposent les relations privilégiées établies entre l'Europe et certains groupes de pays en voie de développement. Toutefois, dans le souci d'éviter la perpétuation peu souhaitable de clientèles particulières, la CNUCED devrait insister pour que ce type de relations soit considéré comme transitoire et pour qu'un traitement privilégié soit consenti sans exclusive à tous les pays en voie de développement grâce à l'extension du système généralisé de préférences. Eu égard au fait que presque tous les pays en voie de développement tirent leurs recettes d'exportation de la vente d'un très petit nombre de produits de base, et compte tenu de la situation avantageuse dans laquelle se trouvent les pays développés, il importe au plus haut point de préserver et d'étendre les marchés susceptibles de constituer un débouché pour les exportateurs des pays en voie de développement et offrant à ces derniers la possibilité d'employer leurs facteurs de production.

44. Les dépenses afférentes au service de la dette augmentent plus rapidement que les recettes

d'exportation. L'octroi de prêts à des taux analogues à ceux qui sont pratiqués dans le monde des affaires ne saurait être assimilé à la fourniture d'une assistance et, si cette pratique devait se poursuivre, on aboutirait en dernier ressort à un transfert net de ressources des pays en voie de développement vers les pays développés. C'est à la communauté internationale qu'il appartient de prendre des mesures pour éviter une crise du service de la dette, et la CNUCED devrait s'employer à déceler par avance les sources de difficulté et à mettre au point un plan compatible avec les politiques de développement de façon à permettre l'exécution par l'intermédiaire d'organismes multilatéraux de mesures visant à alléger la charge de la dette.

45. La délégation de Sri Lanka est préoccupée par la lenteur des progrès accomplis en ce qui concerne le développement des transports maritimes. La part des pays en voie de développement dans les transports maritimes mondiaux est en voie de diminution alors que les tarifs maritimes ont augmenté à plusieurs reprises. Faute de données appropriées sur les coûts, ces augmentations ne sauraient se justifier. Des travaux préparatoires devraient être menés en vue de rassembler les renseignements qui permettront d'élaborer un plan à l'occasion de consultations et de négociations futures.

46. Les mesures prises jusqu'à présent par la CNUCED en vue d'accélérer le transfert des techniques aux pays en voie de développement à des conditions raisonnables, de façon que ces derniers puissent en tirer bénéfice dès les premières phases de leur développement, ont une portée négligeable eu égard à l'ampleur de la tâche. Dès lors que les forces du marché déterminent les modalités du transfert des techniques, tant qualitativement que quantitativement, les pays en voie de développement se trouvent placés dans une situation très désavantageuse, la principale raison en étant que le libre jeu du marché ne peut véritablement s'exercer lorsque les monopoles tendent à imposer leur loi. En outre, les investissements privés étrangers ont parfois entraîné une détérioration des structures économiques et politiques et, si cette tendance devait se poursuivre, il faudrait que les pays hôtes exercent un contrôle plus étroit. En conséquence, des organisations telles que la CNUCED devraient contribuer activement à favoriser le transfert des techniques en faisant jouer la coopération internationale. Il est également urgent de stimuler le développement technique du potentiel propre de chaque pays grâce à l'action de la CNUCED et d'organismes multilatéraux, compte tenu de la situation de l'offre et de la demande sur le plan national, des possibilités d'expansion sur la base des avantages comparatifs et de la division internationale du travail, et compte tenu également de la nécessité d'assurer l'expansion maximum de l'emploi.

47. La CNUCED devrait être habilitée à négocier les politiques commerciales et à en superviser l'application en vue d'assurer l'expansion, à l'échelle mondiale, du commerce, de la production, des revenus et de l'emploi. Enfin, la délégation de Sri Lanka estime, elle aussi, que les efforts devraient se poursuivre dans le cadre de la CNUCED en vue d'élaborer une charte des droits et des devoirs économiques des Etats. Cette charte devrait régir les relations économiques entre les Etats selon des modalités permettant à toutes les nations d'en retirer des avantages réciproques, sur la base

du principe de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale.

48. M. SHEMIRANI (Iran) dit que la première opération d'examen et d'évaluation d'ensemble des progrès accomplis dans l'exécution de la Stratégie internationale du développement fait ressortir de façon décevante l'écart entre les résultats obtenus et ceux qui avaient été escomptés en ce qui concerne la promotion du commerce international. Grâce à la CNUCED, les problèmes fondamentaux ont été mis au jour et des propositions concrètes ont été formulées en vue d'y apporter une solution. L'accent a été placé à juste titre sur la nécessité d'ouvrir plus largement les marchés des pays développés aux produits exportés par les pays en voie de développement et de réformer profondément les structures actuelles du système commercial et monétaire mondial.

49. Le progrès des pays en voie de développement devrait être l'un des objectifs fondamentaux des négociations commerciales multilatérales qui doivent se poursuivre jusqu'en 1975. Il importe de mettre l'accent sur les principes de la non-réciprocité, de la non-discrimination et du traitement préférentiel. La CNUCED devra être étroitement associée aux négociations, afin de veiller à ce que les intérêts des pays en voie de développement ne soient pas négligés. Les arrangements actuellement en vigueur en matière de coordination, qui prévoient des consultations périodiques entre les chefs de secrétariat du GATT, du FMI et de la CNUCED, ne sont pas suffisants. En tout état de cause, le système généralisé de préférences devrait être appliqué par tous les pays développés et il devrait être amélioré, d'une part, en l'étendant à de nouveaux produits et, d'autre part, en l'assortissant de dispositions spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés.

50. Dans le cadre de la réforme du système monétaire international, on devrait également se préoccuper comme il sied des intérêts des pays en voie de développement. La proposition visant à établir un lien entre les droits de tirage spéciaux et l'augmentation des ressources financières affectées au développement constitue un signe encourageant à cet égard.

51. Il n'est pas facile d'assurer une véritable intégration de l'économie mondiale. Toutefois, il s'avère de plus en plus nettement que la poursuite égoïste par d'aucuns d'intérêts à courte vue ne saurait se justifier ni sur le plan moral, ni du point de vue économique. M. Shemirani demande instamment aux membres de la Commission de réitérer leur soutien à l'idéal d'un ordre économique mondial nouveau et juste, régi par une charte des droits et des devoirs économiques des Etats, et de s'employer à accélérer l'adoption de mesures sur le plan international.

52. Mme DE GROSSMAN (République Dominicaine) déclare que la délégation dominicaine se félicite de ce que les pays en voie de développement participeront aux efforts pour réformer le système monétaire international. La délégation dominicaine se félicite également de l'entrée en vigueur de l'Accord international de 1972 sur le cacao et de la récente adoption de l'Accord international sur le sucre à l'issue de la Conférence des Nations Unies sur le sucre qui s'est terminée le 13 octobre 1973; elle espère en outre que la charte des droits et des devoirs économiques des Etats deviendra bientôt une réalité et signale à cet égard que

sa délégation souhaite se joindre aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1295.

53. Si les objectifs fixés dans le domaine du commerce international n'ont pas été atteints, ce n'est pas à la CNUCED qu'il faut en attribuer la responsabilité, mais aux pays avancés qui continuent de dresser certains obstacles. La délégation dominicaine a pleinement conscience du problème auquel est confronté le secrétariat de la CNUCED en sa qualité de médiateur. C'est grâce à la CNUCED que la communauté internationale a compris la gravité du problème du développement du tiers monde. Il convient également d'inscrire à l'actif de la CNUCED: le système généralisé de préférences, qui n'a pas encore été appliqué par certains pays industrialisés; la détermination d'objectifs pour le transfert des ressources financières des pays avancés aux pays en voie de développement; l'organisation de négociations sur les normes à suivre pour les conférences maritimes; la proposition relative à l'élaboration de normes pour le transfert des techniques; et la mise en œuvre d'une étude sur des mesures très diverses visant à accélérer l'expansion du commerce et du développement des pays du tiers monde.

54. Cependant, non seulement les problèmes du développement n'ont pas été résolus, mais ils se sont aggravés dans certains cas. Malgré les nombreuses réunions qui se sont tenues depuis la troisième session de la CNUCED, plus de la moitié de la population mondiale continue de vivre dans des conditions sous-humaines. Il faut permettre aux pays en voie de développement de participer aux progrès techniques et scientifiques et ces pays ne doivent pas se résigner à la stagnation matérielle et culturelle. L'affrontement et la révolte sont inévitables si l'on ne corrige pas cette injustice. C'est pourquoi, un vaste effort de toute l'humanité est nécessaire pour éliminer le sous-développement. Les pays industrialisés doivent renoncer à leur attitude obstinée; ils doivent reconnaître que leurs intérêts ne sont pas différents de ceux des pays en voie de développement et que les uns comme les autres doivent être intégrés dans un marché mondial où la capacité accrue de production, fondée sur le progrès technique, appelle une augmentation de la demande qui, à son tour, appelle une augmentation uniforme et universelle du niveau de vie. Il est temps de s'attaquer aux causes du problème et non plus seulement aux symptômes. Si des groupes d'intérêts particuliers empêchaient les pays avancés d'assumer leurs responsabilités historiques, ces pays eux-mêmes ne manqueraient pas d'en pâtir.

55. M. HALASZ (Hongrie) déclare que la délégation hongroise apprécie beaucoup les efforts déployés par la CNUCED en vue de résoudre les problèmes du commerce international et estime que la Conférence doit jouer un rôle important dans les négociations commerciales multilatérales, en veillant à ce que les intérêts communs des pays en voie de développement et des pays socialistes ne soient pas négligés. Il convient notamment de supprimer les barrières tarifaires et non tarifaires et de prendre des mesures en vue de diminuer les effets préjudiciables des tendances inflationnistes et de la crise monétaire internationale sur les pays en voie de développement ou moyennement avancés. Il faut en outre que ces pays puissent être assurés de la stabilité des marchés des produits alimentaires et des matières premières et qu'ils puissent progressivement trouver

des marchés pour des produits qui exigent, dans une mesure substantielle, une transformation et une recherche scientifique technique. La coopération entre les pays ne doit pas se limiter aux échanges commerciaux, elle doit notamment s'étendre aux techniques.

56. Toute la politique économique du Gouvernement hongrois est axée sur les exportations et il vise à participer pleinement à la division internationale du travail. La Hongrie a récemment adhéré au GATT, affirmant par là son droit à être traitée sur un pied d'égalité et sans discrimination dans les échanges internationaux. L'adhésion au GATT devait entraîner une réduction considérable des tarifs douaniers et l'augmentation consécutive de la demande de produits importés ainsi qu'un allègement de la pression exercée sur le marché intérieur par l'accroissement des cours mondiaux. Comme les pays en voie de développement, la Hongrie veut supprimer les barrières tarifaires dans le commerce international des produits agricoles. Les politiques agricoles protectionnistes de la plupart des pays avancés ont nui aux exportations agricoles des pays en voie de développement, mais elles n'ont pas pour autant profité aux premiers.

57. Le commerce international des produits exigeant une recherche intensive se développe rapidement, mais le courant des connaissances scientifiques et techniques, notamment en direction des pays les moins avancés, est loin d'être satisfaisant, et les statistiques montrent qu'il y a une forte corrélation entre le transfert des techniques et la circulation internationale des capitaux. Le monopole des connaissances scientifiques et techniques compromet la souveraineté des pays économiquement les moins développés et fait obstacle à certaines réformes sociales et économiques. La Hongrie tient vivement à encourager le courant international de connaissances scientifiques et techniques et de licences; plus de 3 p. 100 de son produit national brut sont affectés à la recherche et au développement. La communauté internationale devrait associer ses efforts à ceux de ce pays pour accélérer le transfert international des techniques.

58. Au cours des cinq dernières années, la Hongrie a presque doublé le volume de ses échanges avec les pays en voie de développement; en outre, des changements qualitatifs se sont produits. Ses accords bilatéraux avec les pays en voie de développement, qui, à l'origine, étaient avant tout des accords commerciaux généralement associés à des accords de paiement pour les règlements, sont actuellement des accords de coopération dans les domaines économique, scientifique et technique. La Hongrie envisage d'exporter le plus possible de moyens de production vers les pays en voie de développement pour leur permettre de réaliser leurs projets d'investissements, en tenant compte de leurs besoins techniques particuliers. Elle accorde des crédits à des taux favorables et le remboursement peut se faire en produits manufacturés grâce aux moyens de production fournis. Les importations en provenance des pays en voie de développement sont encouragées par des préférences applicables aux produits industriels comme aux produits agricoles, y compris les produits finis. De nombreux spécialistes hongrois travaillent dans les pays en voie de développement et de nombreux spécialistes des pays en voie de développement ont reçu une formation en Hongrie. La Hongrie envoie également des instructeurs aux pays en voie de

développement pour aider à la formation intensive de travailleurs qualifiés et d'experts hautement qualifiés.

59. La délégation hongroise appuie le projet de résolution A/C.2/L.1295.

60. M. GARCIA BELAUNDE (Pérou) déclare que le débat fournit l'occasion d'analyser des questions qui intéressent tous les pays, et en particulier ceux que leurs structures économiques et sociales rendent plus vulnérables aux problèmes du commerce et du développement général. La CNUCED est essentiellement un organe qui permet d'aborder les problèmes complexes du développement dans un monde de plus en plus interdépendant. Sa fonction n'est pas de rectifier des situations provisoires, mais de redresser le grave déséquilibre qui caractérise la répartition du pouvoir économique dans le monde. Elle est chargée de fixer des principes et de fournir des directives. Il ne faut pas rendre la CNUCED responsable du fait que, jusqu'à présent, la structure du pouvoir économique n'ait pas évolué car la situation actuelle est le résultat de plusieurs siècles de domination coloniale et de soumission néo-colonialiste; aussi importe-t-il que la communauté internationale ait le temps et la volonté de changer cet état de choses si elle veut devenir une société libre, aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique.

61. Les réunions au niveau ministériel du GATT et du FMI laissent prévoir la possibilité d'établir un nouvel ordre commercial et monétaire, ce qui est extrêmement important. L'ancien système, adapté à l'économie des pays développés, a échoué du fait que ceux-ci n'ont pas été assez disciplinés pour respecter ses règles ne serait-ce que dans leur propre intérêt. Les pays en voie de développement ont fait clairement savoir qu'ils n'étaient pas disposés à observer en simples spectateurs le lancement du nouveau système et à devenir par la suite ses victimes, comme cela s'est produit dans le passé. Les participants aux négociations commerciales multilatérales qui doivent se tenir sous les auspices du GATT doivent affronter le problème important du système généralisé de préférences et des avantages que les pays pauvres en retirent. Le danger est que le nouveau système permette aux pays riches d'accroître encore leurs richesses comme ils le désirent au lieu de permettre d'élaborer une politique efficace qui s'attaquerait aux problèmes croissants auxquels les pays en voie de développement doivent faire face.

62. Etant donné que la treizième session du Conseil du commerce et du développement (21 août-11 septembre 1973) s'est tenue peu de temps avant la réunion ministérielle du GATT à Tokyo (12-14 septembre) et la réunion annuelle commune de la BIRD et du FMI à Nairobi (24-28 septembre), il est surprenant que le Conseil du commerce et du développement n'ait pris aucune position ferme en ce qui concerne les principes qui devaient être établis à ces deux réunions. Qu'il ne l'ait pas fait donne à penser que la CNUCED commence à ne plus être en mesure de définir des positions de principe conformément à la tâche qui lui a été confiée.

63. Il est clair qu'il incombe à certains Etats plus qu'à d'autres de réorganiser la base sur laquelle repose le développement, parce qu'ils ont les moyens d'exécuter cette tâche et aussi parce qu'ils sont historiquement responsables de la situation actuelle. Il importe, néanmoins, de tenter d'aboutir à une solution juste et

durable qui pourrait revêtir la forme d'un système multilatéral liant les pays développés aux pays en voie de développement selon les principes de l'égalité et de l'avantage mutuel. Par le passé, des rapports de ce type n'ont existé qu'entre pays industrialisés, et ce en dehors du système des Nations Unies. L'objectif visant à associer les pays dans la lutte contre le sous-développement est loin d'être atteint; les efforts accomplis actuellement sont en fait ceux qui sont entrepris collectivement par les pays en voie de développement. Il importe que les pays riches aient véritablement la volonté politique de mettre un terme au conflit qui les oppose actuellement aux pays pauvres. Les problèmes de structure ne peuvent être résolus par des formules provisoires et l'objectif de la modification structurelle des termes de l'échange entre les pays et d'une nouvelle division internationale du travail est loin d'être atteint.

64. En tant que coauteur du projet de résolution A/C.2/L.1295, la délégation péruvienne est convaincue que la charte des droits et des devoirs économiques des Etats peut servir de base à des modifications de structure dans les relations économiques internationales.

65. M. HABIB (République arabe syrienne) déclare que la crise monétaire qui sévit dans les pays industrialisés a causé un préjudice considérable à l'économie des pays en voie de développement. Alors que, de 1971 à 1972, les exportations des pays développés à économie de marché se sont accrues d'environ 18 p. 100 et que les prix des produits de base ont enregistré une hausse à peu près semblable, la valeur des exportations des pays en voie de développement n'a augmenté que d'environ 16 p. 100. Les pays développés ne font pas assez pour contribuer au développement des pays en voie de développement. Il est regrettable qu'à sa troisième session la CNUCED n'ait pas abouti à des résultats plus tangibles, étant donné que la justice sociale dépend du développement. De nouvelles formes de coopération économique sont apparues entre les pays développés, mais aucun progrès sensible n'a été réalisé en ce qui concerne les rapports économiques entre ces pays et les pays en voie de développement. Les prix des produits agricoles et des matières premières que ces derniers exportent sont très nettement inférieurs à ceux des produits exportés par les pays développés. Si le prix du pétrole a atteint un juste niveau, c'est en raison de la politique pétrolière des pays membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) qui, en faisant valoir pour la première fois de façon pratique la souveraineté permanente des pays en voie de développement sur leurs ressources nationales, ont démantelé les cartels des pays industrialisés qui exploitent ces ressources.

66. La demande existant dans les pays développés à économie de marché influe considérablement sur le commerce extérieur des pays en voie de développement, et elle doit par conséquent être orientée de façon à promouvoir les exportations de ces derniers. Pour favoriser le développement maximum de ces pays, il faudrait une augmentation du volume de leurs exportations combinée avec une augmentation des prix. Le commerce international ne s'est pas encore remis de la crise de 1971; le commerce et les paiements extérieurs des pays en voie de développement souffrent encore d'insuffisances fondamentales et un nouveau système d'échanges et de paiements s'impose de toute urgence. La stabilité monétaire favorise le

développement des échanges commerciaux et inversement. Les exportations des pays en voie de développement pâtissent du manque de débouchés dans les pays développés aussi bien que de l'existence de barrières tarifaires et des politiques des prix.

67. Etant donné que la République arabe syrienne et d'autres pays arabes doivent constamment faire face à l'agression militaire sioniste depuis 1948, la délégation syrienne attache une importance particulière à la souveraineté permanente des pays en voie de développement sur leurs ressources naturelles. A la faveur de son agression, Israël exploite les ressources humaines et naturelles de la Syrie et viole de ce fait la résolution 88 (XII) du Conseil du commerce et du développement⁴, la résolution 3016 (XXVII) de l'Assemblée générale et la Charte des Nations Unies. La délégation syrienne a appuyé la résolution 40 (III) de la CNUCED⁵, relative aux conséquences économiques de la fermeture du canal de Suez, situation qui a causé un tort très grave à l'économie égyptienne, ainsi qu'au commerce international dans son ensemble.

68. Les techniques, qu'il s'agisse de capital matériel ou de connaissances, sont l'élément le plus important du processus de développement. Il est par conséquent vital d'en accroître le transfert au profit des pays en voie de développement et la délégation syrienne a appuyé toutes les résolutions de l'Organisation des Nations Unies consacrées à ce sujet, en particulier la résolution 39 (III) de la CNUCED⁵. En général, le transfert des techniques n'est pas touché par les droits de douane ou l'existence de barrières tarifaires, non plus que par les taux de change.

69. La délégation syrienne désire se porter coauteur du projet de résolution A/C.2/L.1295.

70. M. WANG Tzu-chuan (Chine) déclare que la situation internationale continue à évoluer dans un sens favorable aux peuples de tous les pays et défavorable à l'impérialisme, au colonialisme et à l'hégémonie des grandes puissances. Le tiers monde s'est dressé contre l'exploitation et le monopole impérialistes dans le domaine économique et a obtenu certains succès. Néanmoins, beaucoup d'injustices et d'éléments irrationnels continuent à exister dans les relations économiques et commerciales internationales. En raison du rôle croissant que jouent les pays en voie de développement dans les affaires internationales, les impérialistes se déclarent prêts à protéger les intérêts de ces pays dans le domaine commercial, monétaire et financier, mais quand il s'agit de questions de fond, ils s'accrochent à leurs intérêts établis. Leur politique d'expansion économique est un obstacle majeur à l'établissement de relations économiques et commerciales internationales qui soient à la fois équitables et mutuellement avantageuses.

71. La récente hausse des prix de certains produits de base sur les marchés internationaux est due principalement à des phénomènes temporaires et les problèmes fondamentaux liés au commerce de ces produits sont loin d'être résolus. Les termes de l'échange des pays en voie de développement se détériorent, la

⁴ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 15*, première partie, annexe I.

⁵ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session*, vol. I : *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

disparité entre les prix des produits primaires et ceux des produits industriels s'accroît et les barrières tarifaires et non tarifaires établies par les pays développés ne cessent de s'élever. Le système généralisé de préférences, qui a été accueilli comme l'une des grandes réalisations de la CNUCED, ne s'applique pas aux produits primaires qui intéressent au premier plan les pays en voie de développement. Les avantages limités que ces derniers peuvent retirer de ce système risquent d'être fortement réduits en raison de l'existence de barrières non tarifaires telles que les restrictions quantitatives et les arrangements préférentiels entre pays développés. Certains accords sur les produits de base n'existent que de nom, le fonctionnement de certains autres est paralysé, et d'autres encore sont en dernier ressort défavorables aux pays en voie de développement.

72. Pendant des siècles, les impérialistes et les colonialistes ont exploité les pays en voie de développement, les forçant à ne produire que dans une seule direction. Cela est la cause profonde de leur pauvreté et de leur retard. Le principe de l'égalité entre tous les pays devrait être appliqué en matière de commerce international; les grandes nations ne doivent pas intimider les petites, ni les riches intimider les pauvres. La délégation chinoise s'oppose aux monopoles de marché et de prix et soutient les pays en voie de développement lorsque ceux-ci demandent à juste titre d'avoir accès à l'élaboration de la politique des marchés et des prix en ce qui concerne les produits primaires. Elle s'oppose à l'exploitation et à la mainmise sous toutes leurs formes, et elle appuie les exigences des pays en voie de développement, qui réclament des pays développés l'élimination progressive des barrières tarifaires et non tarifaires et la mise en application du système généralisé de préférences ainsi que son amélioration. Elle s'oppose à l'action des puissances économiques qui profitent des difficultés rencontrées par les pays en voie de développement dans la commercialisation de leurs produits primaires pour exercer sur eux des pressions politiques et économiques, à acheter à bon marché et vendre cher, ou faire des bénéfices excessifs en spéculant. Il faudrait que s'engagent des consultations intergouvernementales sur certains produits de base et que les pays en voie de développement puissent participer pleinement et efficacement, sur un pied d'égalité, aux négociations commerciales multilatérales. La Chine est sensible aux problèmes des pays les moins avancés, qui se trouvent dans une situation difficile. Les pays développés devraient assumer leurs obligations et la situation actuelle, qui est anormale — discussions n'aboutissant à aucune solution et résolutions restant lettre morte —, devrait être corrigée.

73. Les pays en voie de développement doivent également faire face aux problèmes du financement du développement et du transfert des techniques. Les difficultés qu'ils rencontrent sur le plan du commerce des produits de base restreignent leur capacité de payer; en outre, ils ont été gravement affectés par les crises monétaires et par l'inflation survenues dans le monde capitaliste. Leur dette extérieure a sensiblement freiné le développement indépendant de leur économie nationale; pour résoudre ce problème, il faudrait réformer le système monétaire international en procédant à des consultations où tous les partenaires seraient sur un pied d'égalité. La délégation chinoise

s'oppose à la pratique selon laquelle un petit nombre de pays prennent des décisions unilatérales par l'intermédiaire des institutions financières internationales qu'ils contrôlent, faisant peu de cas des droits et intérêts légitimes des pays en voie de développement, et elle appuie ces derniers lorsqu'ils demandent à participer en toute égalité aux négociations et à l'adoption des décisions qui concernent la réforme monétaire internationale.

74. Le Groupe de travail chargé d'élaborer la charte des droits et des devoirs économiques des Etats a présenté un rapport et un projet de charte des droits et des devoirs économiques des Etats comportant des versions de rechange (voir A/9213). A la deuxième session du Groupe de travail (13-27 juillet 1973), de nombreux pays en voie de développement ont proposé des versions acceptables, dignes de recueillir l'appui général. Toutefois, certaines grandes puissances ont essayé de faire obstruction à ces propositions et leur attitude a malheureusement retardé le processus de rédaction de la charte. La délégation chinoise pense que la charte devrait sauvegarder l'indépendance et la souveraineté de tous les Etats, promouvoir le développement de leur économie nationale, protéger leurs ressources naturelles, établir des relations économiques internationales reposant sur l'égalité, les avantages réciproques et le respect mutuel, et promouvoir les échanges économiques, l'amitié et la coopération entre les peuples de tous les pays. A cette fin, l'exploitation, le dumping et les monopoles exercés par l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et l'hégémonie des grandes puissances doivent être éliminés et il y a lieu d'adhérer aux principes du respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de la non-agression, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, de l'égalité et de l'avantage mutuel, ainsi que de la coexistence pacifique, en tant que normes universelles. En faisant figurer dans la charte des dispositions à cet effet, on donnerait expression aux aspirations et aux intérêts des pays en voie de développement et des peuples des autres pays. La délégation chinoise appuie la demande du Conseil du commerce et du développement selon laquelle l'Assemblée générale devrait habiliter le Groupe de travail à tenir d'autres sessions en 1974 et à terminer ses travaux. Par conséquent, elle appuie le projet de résolution A/C.2/L.1295 et elle est disposée à continuer à travailler avec les autres membres du Groupe de travail en vue de l'élaboration d'une charte.

75. Etablir les relations économiques internationales sur une base d'égalité et d'avantages mutuels est une tâche extrêmement difficile. Au cours de l'année écoulée, la CNUCED a obtenu un premier résultat dans certains domaines. Son rôle devrait être renforcé de manière qu'elle puisse contribuer à sauvegarder les droits et les intérêts légitimes des pays en voie de développement et à transformer les relations économiques internationales actuelles, qui sont irrationnelles. La Chine est un pays en voie de développement. Dans la lutte commune contre l'impérialisme et l'hégémonie des grandes puissances, les peuples des nombreux pays asiatiques, africains et latino-américains et d'autres pays petits ou moyens, se sont toujours appuyés et encouragés mutuellement. C'est en pillant et en exploitant les peuples de ces pays que le colonialisme et l'impérialisme ont accumulé leurs richesses, et ils essaieront par tous les moyens de

créer de plus grandes difficultés pour les pays qui défendent leur indépendance nationale et développent leur économie. Il ne faut donc pas se faire d'illusions à leur sujet. Tant que les pays en voie de développement renforceront leur unité et appliqueront de manière suivie une politique rationnelle, ils pourront faire échec à tous les plans de l'impérialisme et à l'hégémonie des grandes puissances, lever les obstacles à leur progrès et continuer à conquérir et sauvegarder leur indépendance et leur souveraineté nationale ainsi qu'à construire une économie nationale indépendante.

76. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) déclare que la CNUCED a réalisé des progrès encourageants en ce qui concerne le problème de la dette, le problème des pays insulaires en voie de développement et le problème des moins avancés parmi les pays en voie de développement. La décision de créer un groupe spécial d'experts gouvernementaux pour examiner le problème de la dette est extrêmement importante et elle est accueillie avec satisfaction par le Royaume-Uni, qui se préoccupe depuis longtemps des effets de la dette extérieure sur l'évolution progressive des pays en voie de développement. Depuis la troisième session de la CNUCED, la pensée des gouvernements a considérablement évolué; les pays développés reconnaissent maintenant que les objectifs du développement doivent être pris en considération, alors que les pays en voie de développement admettent que la solution au problème de la dette doit comprendre la garantie des intérêts légitimes des créanciers, et reconnaissent que les efforts déployés pour maintenir la dette dans des limites raisonnables est une question qui relève du dispositif international. La délégation britannique pense que le groupe d'experts pourra faire du travail utile et elle sera heureuse d'y participer.

77. En présentant le projet de résolution A/C.2/L.1295, le représentant du Mexique a dit combien il était important d'élaborer une charte des droits et des devoirs économiques équilibrée qui recueillerait l'appui universel. La délégation britannique partage entièrement ce point de vue; le dur travail que cela représente ne se justifie que si le document qui sera mis au point recueille l'appui de tous les grands groupes commerciaux du monde. Il est impossible à l'heure actuelle de décider de la forme que prendra cette charte et de sa place parmi les instruments internationaux, mais la délégation britannique tient à souligner néanmoins qu'elle interprète le paragraphe 4 du projet de résolution comme demandant l'élaboration d'un projet de charte sous la forme d'une déclaration qui serait adoptée par l'Assemblée générale. Le Gouvernement britannique réserve sa position quant aux mesures qui pourraient être prises au-delà de ce stade, mais il est prêt à y participer à condition que ces mesures soient décidées par voie de consensus. La délégation britannique espère que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité et elle estime qu'il faut encourager le Groupe de travail à mener à terme ses activités dès 1974. Elle participera à ce processus qui, espère-t-elle, donnera naissance à un document équilibré de valeur permanente, jouissant du respect de tous les secteurs de la communauté internationale.

78. Le PRÉSIDENT annonce que les délégations des pays suivants viennent s'ajouter à la liste des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1295 : Bolivie, Costa Rica, Equateur, Honduras, Guatemala, Guyane, Liban et Nicaragua.

La séance est levée à 13 h 10.

1546^e séance

Vendredi 2 novembre 1973, à 15 h 20.

Président : M. Zewde GABRE SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1546

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (*suite*) [A/9003/Add.1 (première partie), A/9015, A/9142, A/9213, A/C.2/L.1295, A/C.2/L.1297, A/C.2/L.1299] :

a) Rapport du Conseil du commerce et du développement

1. M. OCHIRBAL (Mongolie) dit que sa délégation a écouté avec intérêt l'exposé du secrétaire général de la CNUCED (1542^{ème} séance) et a étudié soigneusement le rapport du Conseil du commerce et du développement sur sa cinquième session extraordinaire [A/9015 (deuxième partie)] et sur sa treizième session ordinaire [A/9015 (troisième partie)].

2. La délégation mongole partage l'inquiétude de M. Pérez Guerrero et d'autres devant les mauvaises conditions dans lesquelles fonctionne le commerce international et les effets néfastes qu'elles ont sur le pro-

grès des pays en voie de développement et sur les relations entre tous les Etats du monde.

3. Au cours des dix dernières années, la CNUCED, et c'est là sa fonction principale, a fait des efforts considérables pour favoriser le commerce international et a obtenu des résultats positifs. Parmi les plus marquants, on peut citer l'adoption lors de la première session de la Conférence (23 mars-16 juin 1964) de principes régissant les relations commerciales internationales — notamment entre pays à systèmes sociaux et économiques différents —, l'adoption du système généralisé de préférences, les consultations sur les produits de base, l'adoption de mesures en faveur des pays sans littoral et le règlement de questions relatives aux transports maritimes. Cela montre bien que si un nombre suffisant d'Etats ont la volonté de résoudre les problèmes, des mesures efficaces peuvent être prises et des règles adoptées en vue de normaliser les relations internationales. La coopération entre les Etats dépend généralement de la situation politique qui

régne dans le monde. La tendance actuelle à la détente fournit à la CNUCED l'occasion d'appliquer les principes qu'elle s'est fixés et qui visent à renforcer les relations commerciales internationales, à accélérer le développement des pays peu avancés, à veiller à ce que tous les Etats participent à la prise des décisions et à l'ensemble des activités économiques, et enfin à poursuivre le processus de normalisation engagé.

4. La CNUCED doit s'évertuer à renforcer l'esprit de détente. La délégation mongole espère donc qu'elle examinera favorablement la proposition faite par l'URSS à l'Assemblée générale de réduire de 10 p. 100 les budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et d'utiliser une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement (point 102 de l'ordre du jour). Il serait bon que le secrétariat de cette organisation étudie les conséquences favorables que cette décision ne pourrait manquer d'avoir pour ces pays.

5. Pour améliorer encore son efficacité, il faut que la CNUCED tienne compte des intérêts de tous les pays, quel que soit leur système social et économique. Elle a montré son désir de devenir une organisation à caractère universel en admettant récemment la République démocratique allemande et la République démocratique de Corée, ce dont la délégation mongole se félicite. Elle pourrait d'autre part utilement coopérer avec d'autres organisations qui poursuivent des objectifs analogues, telles que le CAEM. Une telle coopération intéresserait beaucoup cette dernière organisation car elle lui permettrait de contribuer plus efficacement au progrès des pays en voie de développement. Le représentant de la Mongolie signale à cet égard que, à la cinquième session extraordinaire du Conseil du commerce et du développement, les pays socialistes ont annoncé qu'un fonds spécial avait été créé dans le cadre de la Banque internationale d'investissements du CAEM pour aider les pays en voie de développement et commencerait à fonctionner le 1er janvier 1974 [voir A/9015 (première partie), par. 156].

6. La délégation mongole appuie la proposition du Président du Mexique visant à élaborer une charte des droits et devoirs économiques des Etats (voir A/9142). L'état d'avancement de ce projet est déjà satisfaisant et la délégation mongole appuie la décision du Conseil du commerce et du développement de prolonger le mandat du Groupe de travail (voir A/9213).

7. Le concept de la sécurité économique suppose la création de conditions permettant à tous les Etats de développer leur économie dans la liberté et à l'abri de toute pression politique. C'est pourquoi la délégation mongole souligne l'importance des conclusions auxquelles a abouti le Groupe de personnalités créé aux termes de la résolution 1721 (LIII) du Conseil économique et social, chargé d'étudier l'influence des activités des sociétés multinationales sur le développement, en particulier dans le domaine du commerce.

8. La délégation mongole comprend les efforts faits par la CNUCED dans le domaine du transfert des techniques, dans celui de l'exploitation des fonds marins, etc. Elle approuve également les travaux de la Commission des produits de base et sa résolution selon laquelle la CNUCED devrait étudier l'influence de la crise monétaire internationale sur le commerce de ces produits. La CNUCED devrait continuer à se préoccuper

du développement des échanges entre pays à systèmes social et économique différents et de l'amélioration des conditions de transit pour les marchandises des pays sans littoral. L'amélioration des relations économiques internationales continue à être gênée par les pratiques restrictives adoptées par les pays capitalistes, telles que les barrières tarifaires et non tarifaires, et par les opérations des sociétés multinationales. Comme l'indique le rapport du Conseil du commerce et du développement, la crise monétaire internationale a aggravé la situation des pays en voie de développement, d'où la nécessité de plus en plus évidente de réorganiser le commerce international et de créer de nouvelles structures qui soient acceptables pour tous les pays, quel que soit leur système social et économique.

9. Les difficultés que connaissent les pays en voie de développement ont pour origine les politiques colonialistes et néo-colonialistes de certains pays capitalistes développés. La CNUCED devrait donc prendre des mesures pour mettre fin au pillage dont sont victimes les pays nouvellement indépendants.

10. En ce qui concerne l'examen et l'évaluation des progrès réalisés dans l'application de la Stratégie, la Mongolie réaffirme les principes énoncés par les pays socialistes dans leur déclaration commune à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale¹.

11. Pour conclure, le représentant de la Mongolie estime que la CNUCED a obtenu des résultats positifs mais qu'il reste encore beaucoup de difficultés à surmonter dans le domaine des relations commerciales internationales. Il espère donc que cette organisation ne relâchera pas ses efforts.

12. M. YUSUF (Nigéria) remercie le secrétaire général de la CNUCED de son pénétrant exposé et estime que l'un des résultats les plus importants obtenus par la CNUCED au cours de l'année écoulée est que l'on en soit venu à accepter que les problèmes commerciaux, le financement du développement et les questions monétaires internationales sont liés et que la participation de tous les pays à l'examen de ces problèmes est indispensable. Ce résultat n'a pas été obtenu sans peine et la CNUCED a tout lieu d'en être fière. Il reste maintenant à espérer que le principe de la participation de tous les pays se concrétisera dans les négociations entreprises sous les auspices du FMI pour réformer le système monétaire et dans les négociations commerciales multinationales organisées dans le cadre du GATT.

13. Ainsi que l'a fait observer le représentant de la Guyane, les déséquilibres qui caractérisent les économies des pays en voie de développement et les facteurs historiques qui les rendent tributaires d'économies étrangères ont des effets particulièrement néfastes pour les pays d'Afrique. Selon le Pr Onitiri de l'Université d'Ibadan, le problème pour les pays d'Afrique consiste à restructurer et à diversifier leurs exportations et leurs importations, à devenir moins tributaires des marchés des anciennes métropoles et à accroître les échanges entre eux.

14. La CNUCED et les négociations commerciales multilatérales doivent aider les pays africains à at-

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Annexes*, point 42 de l'ordre du jour, document A/8074.

teindre ces objectifs. Etant donné que, pour acquérir des devises, ces pays doivent compter presque uniquement sur l'exportation de produits de base, la délégation nigériane se félicite que le Conseil du commerce et du développement ait décidé à sa treizième session, par sa résolution 97 (XIII) [voir A/9015 (troisième partie), annexe I], d'engager des consultations intergouvernementales en vue de résoudre les problèmes de l'accès aux marchés de ces produits et de la fixation des prix. La délégation nigériane tient également à féliciter la CNUCED de ses efforts qui ont conduit à la conclusion en 1972 de l'Accord international sur le cacao. Il est toutefois regrettable que certains pays importateurs ne l'aient pas encore ratifié, si bien que l'entrée en vigueur de cet accord en juin 1973 n'est que provisoire. Il faut espérer notamment que le Gouvernement des Etats-Unis reviendra sur sa position, étant donné l'importance que revêt le cacao pour bon nombre de pays en voie de développement.

15. La délégation nigériane estime d'autre part que la hausse actuelle du prix de certains produits de base est éphémère. Comme ces prix risquent de baisser à nouveau brutalement, il faut que la CNUCED poursuive ses efforts pour obtenir la conclusion d'accords sur les divers produits.

16. La délégation nigériane se félicite que la CNUCED et tous les pays en voie de développement soient associés aux négociations commerciales multilatérales. On doit se souvenir que jusqu'ici les pays d'Afrique ont retiré très peu d'avantages du système généralisé de préférences. Aussi ces négociations doivent-elles leur offrir l'occasion d'améliorer leur situation. Compte tenu du principe général de traitement préférentiel pour les pays en voie de développement sans réciprocité ni discrimination, il faut que les pays développés fassent un effort tout particulier pour aider les pays d'Afrique à améliorer leur position commerciale en adoptant des arrangements qui tiennent compte des produits d'importance particulière pour eux. Les négociations en cours permettront de déterminer si le GATT sert comme il convient les intérêts commerciaux de tous les pays riches, pauvres et moins pauvres.

17. Un autre facteur susceptible de contribuer à l'amélioration des conditions économiques des pays en voie de développement est l'établissement d'un lien entre les droits de tirage spéciaux et le financement supplémentaire du développement. Il faut espérer que ce principe sera reflété dans le nouveau système monétaire international qui doit assurer aux pays en voie de développement un courant accru de ressources réelles. Le nouveau système monétaire devra également comprendre un mécanisme permettant à ces pays de compenser les déficits imprévisibles de leurs recettes d'exportation.

18. Il apparaît en outre qu'aucun des objectifs d'aide énoncés dans la Stratégie internationale du développement ne seront atteints aux dates prévues, qu'il s'agisse de l'aide globale au développement fournie par les pays avancés, 1 p. 100 de leur produit national brut, ou de l'aide publique au développement, 0,7 p. 100 du produit national brut. La délégation nigériane voit dans cette dernière l'indice de la volonté politique des gouvernements de faire de la Stratégie un document viable et c'est pourquoi elle trouve regrettable que le

pourcentage de cette aide par rapport au produit national semble en général baisser.

19. D'autre part, comme les pays en voie de développement, et notamment les pays d'Afrique, ont besoin de diversifier leurs marchés d'exportation et leurs sources d'importation, ils attachent beaucoup d'importance à l'action entreprise par la CNUCED pour améliorer les relations commerciales entre pays à systèmes social et économique différents. Ses efforts en vue de faciliter les échanges et l'intégration sur le plan régional sont également très importants et doivent être intensifiés.

20. Pour conclure, le représentant du Nigéria rappelle que sa délégation est membre du Groupe de travail chargé d'élaborer une charte des droits et des devoirs économiques des Etats et qu'elle appuie par conséquent la proposition du représentant du Mexique tendant à prolonger le mandat du Groupe de travail.

21. M. TODOROV (Bulgarie) remercie le secrétaire général de la CNUCED de son exposé et déclare que sa délégation partage un certain nombre des points de vue qu'il a exprimés.

22. La délégation bulgare attache une grande importance aux activités de la CNUCED et y participe activement. Cette organisation doit contribuer à réorganiser les relations commerciales et économiques dans un monde où les grands empires coloniaux se sont effondrés et où coexistent deux systèmes économiques différents. La CNUCED doit être un centre de concentration permettant d'élaborer une politique commerciale internationale. Elle a déjà permis de conclure divers accords dans ce domaine.

23. La délégation bulgare estime, comme M. Pérez Guerrero, que les relations internationales doivent être fondées sur le respect de la souveraineté des Etats et sur le principe de la nation la plus favorisée afin d'éliminer les inégalités ainsi que les barrières tarifaires et autres. Il est étrange de constater que certains pays qui font de leur mieux pour obtenir un régime préférentiel se sentent menacés par le développement des relations commerciales Est-Ouest. La délégation bulgare appuie au contraire l'action de la CNUCED dans ce sens. Elle estime qu'il convient de normaliser le commerce international de façon qu'il tienne compte des intérêts de tous les pays et favorise le développement de tous les courants commerciaux.

24. Les relations de la Bulgarie avec les pays en voie de développement sont fondées sur le principe de l'avantage mutuel, sur le respect de la souveraineté de ces pays et sur le principe de la solidarité; conformément aux décisions prises à la première session de la CNUCED en 1964, le Gouvernement bulgare leur accorde un régime préférentiel et a supprimé toutes les barrières douanières pour favoriser leur développement économique et assurer à leur économie la place qui lui revient dans la division internationale du travail. L'intégration économique des pays membres du CAEM n'est pas un obstacle au développement de relations commerciales avec des pays tiers. Tous les pays socialistes désirent coopérer avec les pays en voie de développement, comme en témoigne la création récente d'un fonds d'assistance économique et technique destiné à favoriser le progrès économique des pays en voie de développement et à développer les relations commerciales de ces pays avec les pays socialistes dans des conditions mutuellement avantageuses.

25. Comme le secrétaire général de la CNUCED, la délégation bulgare estime que le financement du développement et le système monétaire sont liés. La crise monétaire internationale a été une catastrophe pour les pays en voie de développement. Certaines délégations ont essayé de convaincre ceux-ci que la hausse des prix des produits de base leur avait été fort profitable mais elles n'ont pas tenu compte du fait que l'inflation et la hausse des prix des articles manufacturés qui en est résultée ont réduit ces avantages à néant. La CNUCED doit donc se préoccuper des problèmes financiers et monétaires et participer aux négociations visant à réformer le système monétaire international aussi bien qu'aux négociations commerciales multilatérales. La délégation bulgare approuve en outre les efforts faits par la CNUCED pour faciliter la conclusion d'accords sur les principaux produits de base. Le représentant de la Bulgarie souscrit au principe d'une charte des droits et des devoirs économiques des Etats et rappelle que sa délégation fait partie du Groupe de travail chargé de l'élaborer. Comme il reste encore beaucoup à faire, il appuie la proposition visant à prolonger le mandat du Groupe.

26. Le représentant de la Bulgarie partage le point de vue exprimé par de nombreuses délégations, selon lequel un renforcement de la détente ne peut que favoriser le développement économique et commercial.

27. M. ZINAÏ (Algérie) remercie le secrétaire général de la CNUCED de son exposé lucide et dit qu'il tient à souligner certaines questions qui ont fait l'objet d'un examen particulier à la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, à Alger (5-9 septembre 1973).

28. Les pays non alignés ont procédé à une évaluation très pessimiste de la Stratégie internationale du développement et ont estimé que son échec s'expliquait par la conjonction d'un certain nombre de faits, tels que le manque de volonté politique de la part des pays nantis, l'inadéquation de l'objectif de croissance aux préoccupations réelles des pays en voie de développement, le comportement des entreprises transnationales, la hausse inflationniste du coût des importations, les pressions exercées sur les balances des paiements et le service de la dette aggravé par la crise monétaire internationale.

29. Ils ont donc tenu à rappeler que seule une conception correcte du développement, fondée sur des changements structurels intérieurs et englobant la croissance de l'ensemble des secteurs clefs, était de nature à permettre d'atteindre les objectifs de progrès fixés. Le représentant de l'Algérie estime que les résultats décevants obtenus jusqu'ici ne sont pas le résultat d'un manque d'effort des pays en voie de développement, mais qu'ils sont dus au peu d'importance accordé à la Stratégie par les pays développés. Pour beaucoup d'entre eux, en effet, leur adhésion à celle-ci ne correspond qu'à un engagement purement verbal. L'Algérie, par exemple, n'a pas bénéficié d'une aide internationale à la mesure des besoins croissants de son développement. Cependant, le Gouvernement algérien considère que le développement doit avoir comme base fondamentale l'effort national, les apports extérieurs ne constituant qu'un complément utile.

30. C'est pour ces raisons que la délégation algérienne s'est portée auteur du projet de résolution A/C.2/L.1295 visant à poursuivre l'élaboration de la charte des droits et des devoirs économiques des Etats. Les pays développés ont en effet non seulement une responsabilité historique dans le phénomène du sous-développement, mais il y va également de leur intérêt d'apporter une contribution réelle et efficace à la lutte contre ce fléau.

31. La part des pays en voie de développement dans le commerce mondial ne cessant de diminuer, une action positive en vue d'élargir l'accès aux marchés et d'élaborer une politique des prix s'impose d'urgence. Pour ce qui est des produits de base, la délégation algérienne est convaincue que le déséquilibre de puissance économique entre pays producteurs et pays consommateurs joue au détriment des premiers et elle préconise la formation de groupes de pays producteurs. C'est certainement dans ce domaine que la détérioration des termes de l'échange et que les effets des fluctuations monétaires sont les plus négatifs. Quant aux articles manufacturés, l'application du système généralisé de préférences n'a donné que des résultats décevants. Il faut, d'une part, en élargir le champ d'application et éliminer les divers obstacles non tarifaires aux importations et, d'autre part, veiller à ce que l'approche des problèmes monétaires tienne le plus grand compte des intérêts particuliers des pays en voie de développement. Le nouveau système monétaire international devra être universel, garantir la stabilité des courants de capitaux et des conditions de financement du commerce international et reconnaître les conditions et les besoins spécifiques des pays en voie de développement, sur la base d'un traitement préférentiel.

32. Compte tenu de la gravité de la situation alimentaire, la convocation d'une conférence mondiale de l'alimentation, avec la participation de la CNUCED et de la FAO, est probablement le moyen le plus approprié de remédier à cette crise.

33. La délégation algérienne se félicite de la proposition du secrétaire général de la CNUCED tendant à élaborer un code international de conduite sur le transfert des techniques, car il est clair que les sociétés transnationales profitent de la conjoncture pour freiner le transfert des techniques dans des conditions équitables aux pays en voie de développement. Toutefois, ceux-ci devraient renforcer leurs propres efforts de recherche pour créer ou améliorer une technologie qui convienne à leurs besoins et s'engager dans une coopération mutuellement avantageuse. A quelque niveau que l'on se place pour étudier le rapport entre le commerce et le développement, on retrouve invariablement l'élément négatif que constitue l'action pernicieuse des sociétés transnationales. Celles-ci perpétuent la tradition des grandes compagnies coloniales et sont responsables du désordre du système monétaire et des crises artificielles de pénurie et d'abondance qu'elles provoquent pour servir leurs intérêts. La délégation algérienne attend donc beaucoup du code de conduite sur le transfert des techniques.

34. Mme LISING (Philippines) se félicite des efforts déployés par la CNUCED pour aborder de façon intégrée les questions du développement, du commerce et du domaine monétaire. Dans le cadre des

négociations multilatérales monétaires et commerciales, la CNUCED devrait chercher à augmenter l'efficacité de la participation des pays en voie de développement afin que les décisions qui seront prises par le GATT et le FMI reflètent les intérêts vitaux de ces pays. Il convient en particulier d'améliorer les termes de l'échange et d'augmenter les recettes d'exportation des pays en voie de développement grâce à l'extension des systèmes de préférences, à un traitement non réciproque en faveur des pays en voie de développement et à une réduction des barrières non tarifaires.

35. La délégation philippine, qui est l'un des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1295, appuie l'idée d'élaborer une charte des droits et des devoirs économiques des Etats. A son avis, cette charte doit être essentiellement une déclaration de principes, analogue à la Déclaration universelle des droits de l'homme, et doit nécessairement comprendre des principes généralement acceptés. L'absence de sanctions légales ne diminuerait pas nécessairement l'efficacité ou la valeur de la charte; en établissant des normes internationales de conduite économique pour les Etats, la charte exercera une influence positive sur leur comportement. De l'avis de la délégation philippine, la question du statut de cette charte devra être déterminée au niveau du Groupe de travail.

36. La délégation philippine espère que le Groupe intergouvernemental du transfert des techniques sera transformé en une commission permanente de la CNUCED étant donné l'importance du transfert des techniques pour le développement. Il convient d'établir une série de directives universelles pour éliminer les obstacles au transfert des techniques et encourager le transfert de techniques mieux accordées aux besoins et aux ressources des pays en voie de développement. L'adoption d'un code international de conduite serait un moyen efficace de faciliter l'accès des pays en voie de développement, à des conditions justes et équitables, aux techniques dont ils ont besoin.

37. La délégation philippine a accueilli avec satisfaction la résolution 101 (XIII) du Conseil du commerce et du développement, relative à l'assistance à offrir aux pays insulaires en voie de développement [voir A/9015 (troisième partie), annexe I]. Le rapport du Groupe d'experts chargé de cette question indique les domaines sur lesquels devraient porter les efforts internationaux. Les commissions économiques régionales peuvent jouer un rôle important en aidant les pays insulaires à surmonter les désavantages de leur situation géographique, mais ces pays ont également besoin d'une assistance internationale financière et technique. Il convient de garder la question à l'étude et d'examiner la situation de ces pays afin de formuler des propositions d'action plus concrètes. La délégation philippine appuie d'autre part les mesures entreprises en faveur des pays les moins avancés.

38. Les Philippines, qui s'intéressent au développement des relations commerciales entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, s'efforcent de développer leurs échanges avec un certain nombre de pays socialistes et estiment qu'il faudrait chercher d'autres formes de coopération économique entre pays en voie de développement et pays socialistes.

39. Enfin, la CNUCED devrait examiner en priorité la question de savoir comment elle participera à l'examen qui aura lieu au milieu de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

40. M. MÜEZZINOĞLU (Turquie) dit que, depuis la création de la CNUCED il y a près de 10 ans, son succès le plus marquant a été d'assurer la participation des pays en voie de développement au processus de prise de décision pour les questions commerciales, monétaires et fiscales. Cette réussite coïncide fort heureusement avec un changement d'attitude favorisant la concertation et un esprit de coopération et de compréhension mutuelle entre nations.

41. La délégation turque appuie la décision qu'a prise le Conseil du commerce et du développement dans sa résolution 97 (XIII) de prier le Secrétaire général de commencer les consultations sur les produits de base du point de vue de l'accès aux marchés et de la politique des prix; en effet, ces consultations intergouvernementales devraient permettre d'obtenir des résultats positifs et d'accroître les recettes d'exportation des pays en voie de développement.

42. La réunion en juin 1973 du Groupe d'experts gouvernementaux des concepts qui sont à la base des objectifs actuellement fixés pour l'aide et les courants de ressources [voir A/9015 (troisième partie), par. 246] est particulièrement importante car elle permet de cristalliser les idées nées de la coopération entre les secrétariats de la CNUCED, de l'OCDE et de la BIRD; il convient de convoquer de nouveau ce groupe d'experts dès que possible pour accélérer les travaux relatifs à la clarification de certaines notions et de certaines définitions. A cet égard, la délégation turque estime que le Groupe d'experts devrait être guidé par des critères socio-économiques objectifs pour évaluer le niveau de développement des pays en voie de développement quelle que soit leur situation géographique.

43. Dans quelques semaines, à la clôture de la première opération d'examen et d'évaluation de la Stratégie internationale du développement, on constatera de nouveau l'échec des premières années de la Décennie. En fait, il faut transformer la Stratégie de façon qu'elle ne soit plus simplement une noble aspiration, mais une politique opérationnelle. Pour ce faire, il faudrait disposer d'un texte aux termes duquel tous les pays prendraient des engagements bien définis. C'est pourquoi, avant même que la Stratégie n'ait été adoptée par l'Assemblée générale, la Turquie a souligné qu'il convenait d'adopter une charte qui constitue une base normative et juridique de la coopération internationale économique et qui soit le cadre juridique de la Stratégie. La délégation turque avait même soumis un projet de suggestion à la deuxième session de la CNUCED et avait souligné les raisons pour lesquelles on ne retirait pas de la coopération internationale tous les avantages qu'elle offre, en particulier le manque de volonté politique, l'indifférence de l'opinion publique et l'absence d'un cadre juridique permettant d'assurer une coopération internationale efficace. Depuis lors, la Stratégie internationale du développement a été adoptée [résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale], mais elle manque encore d'une base juridique. C'est pourquoi, la délégation turque appuie la proposition mexicaine tendant à élaborer une charte des droits et des devoirs économiques des Etats. Elle

appuie aussi le projet de résolution A/C.2/L.1295 tendant à reconduire le mandat du Groupe de travail chargé d'élaborer la charte; la tâche de ce groupe est très complexe, mais s'il pouvait élaborer un texte fondé sur l'égalité et l'intérêt mutuel de tous les pays, compte tenu de leur degré de développement et quel que soit leur système économique et social, la délégation turque serait la première à s'en féliciter. Quant au statut juridique que devrait avoir la charte, on peut faire valoir que la communauté internationale devrait être organisée de façon constitutionnelle avant que l'on puisse imposer des devoirs à ses membres. En fait, la coopération est la seule fondation sur laquelle on puisse édifier une communauté mondiale. Les Etats souverains ne peuvent constituer une communauté mondiale que s'ils sont liés par ce qui les unit, et ce qui les unit consiste essentiellement en des besoins économiques et sociaux.

44. M. KANÉ (Mauritanie) dit que le commerce international est loin d'avoir atteint les objectifs fixés dans la Stratégie internationale du développement et que le bilan des premières années de la deuxième Décennie ajoute de nouveaux nuages au ciel déjà sombre de la coopération internationale. Les problèmes du développement ne cessent de s'aggraver et certains pays ont même régressé par rapport à la fin de la première Décennie. La délégation mauritanienne est convaincue que l'impasse actuelle est due essentiellement à des considérations d'ordre politique. En effet, la volonté politique est le facteur essentiel qui seul assurera la réalisation des objectifs de la deuxième Décennie. Le représentant de la Mauritanie cite comme exemple de coopération et d'assistance internationales, et du rôle que peut jouer la volonté politique, l'aide que les Etats-Unis ont apportée aux pays d'Europe occidentale après la seconde guerre mondiale.

45. Le monde actuel est divisé non pas entre groupements idéologiques mais entre pays développés et pays en voie de développement, et cette division se concrétise par le rapprochement des pays nantis qui répartissent les pays en voie de développement en zones d'exploitation. La première session de la CNUCED avait fait naître des espoirs légitimes du fait des promesses faites par les pays nantis. Mais les deuxième et troisième sessions ont montré qu'une entreprise qui ne repose pas sur la sincérité est vouée à l'échec. Toutefois, les pays du tiers monde ne subiront pas éternellement et passivement cette division du monde en pays riches et pays pauvres. Une répartition juste et équitable du développement économique doit être au centre des préoccupations et il convient d'établir une véritable coopération sur un pied d'égalité entre Etats souverains.

46. Il est vrai que les pays en voie de développement doivent d'abord compter sur eux-mêmes. Ainsi, au lendemain de l'indépendance, la Mauritanie a refusé toute aide qui n'ait pas pour effet de l'aider à se passer d'aide. Elle a révisé ses rapports avec son ancienne puissance tutélaire et a créé sa propre monnaie.

47. La délégation mauritanienne n'est pas d'avis qu'il existe des liens de causalité entre l'accroissement des richesses des pays nantis et le progrès des pays pauvres. La première Décennie a montré que tel n'était pas le cas. En effet, l'augmentation du pouvoir d'achat des pays développés entraîne une augmentation de la demande, mais bien plus de la demande de produits de

luxes que de produits exportés par les pays en voie de développement. De plus, la hausse des prix des articles manufacturés perturbe la balance commerciale des pays pauvres. Cette injustice dont sont victimes les pays en voie de développement contient en elle des éléments explosifs qui risquent d'être fort dangereux. M. Kané conclut en annonçant l'intention de sa délégation de se joindre aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1295.

48. M. DIAW (Mali) dit que l'organisation des échanges commerciaux et la refonte du système monétaire constituent pour le monde de plus en plus régi par les règles de l'interdépendance une préoccupation essentielle et demeurent la clef de toutes les négociations qui doivent être entreprises dans le domaine des relations économiques internationales. Les idéaux de la Charte des Nations Unies demeureront une chimère tant que l'action entreprise pour la libération politique de l'homme et des peuples ne sera pas menée de pair avec une lutte contre le déséquilibre économique qui caractérise les rapports entre pays développés et pays en voie de développement.

49. Sur le plan de la production et des échanges, l'évaluation des tendances de la deuxième Décennie est loin d'être encourageante; pourtant, la Stratégie n'avait fixé que des objectifs minimaux par rapport aux besoins de développement des pays à faible revenu et ces objectifs auraient pu être aisément atteints avec un peu plus de volonté politique de la part des pays nantis. En fait, les statistiques indiquent que la situation économique des pays en voie de développement se détériore de plus en plus; c'est ainsi qu'on a constaté une diminution du taux moyen de croissance annuelle du produit intérieur brut des pays en voie de développement, du montant de ce produit par habitant et du montant des transferts financiers nets. Il convient donc que la communauté internationale redouble d'efforts pour réajuster son action. Les pays développés devraient revoir leur position et en particulier renoncer à leurs énormes investissements militaires, ce qui permettrait de libérer des moyens importants en faveur du développement économique et en même temps de progresser vers un désarmement général et complet.

50. La détérioration des termes de l'échange est due notamment à la réduction de la demande d'une large gamme de matières premières produites par les pays en voie de développement, consécutive au ralentissement délibéré du taux de croissance économique des pays développés à économie de marché. Cette détérioration s'est traduite par un effondrement continu des prix des produits de base et par une flambée des prix des biens d'équipement et des articles manufacturés importés par les pays en voie de développement. Il y a également lieu de citer parmi les facteurs qui perturbent le courant des échanges internationaux les activités illicites des sociétés transnationales, la politique protectionniste de certains pays industrialisés et la fabrication de produits de substitution par ces pays. On ne saurait donc parler de développement pour les pays du tiers monde tant que ces pratiques illicites ne seront pas éliminées; l'élaboration d'un code de conduite commerciale pourrait apporter une solution à cet anachronisme.

51. La délégation malienne réitère son inquiétude devant la crise monétaire qui secoue le monde et les conditions usurières de la politique du crédit; elle espère que, par l'intermédiaire du Comité des Vingt, la

communauté internationale effectuera une refonte équilibrée du système monétaire international qui tienne compte des intérêts de tous les pays. La politique du crédit devra elle aussi être révisée pour que le crédit devienne un instrument actif et positif de développement.

52. La misère dont souffrent encore les deux tiers de l'humanité constitue des sources d'insécurité et de menaces permanentes à la paix; la communauté internationale n'a donc d'autre choix que d'œuvrer à l'avènement d'un ordre international nouveau fondé sur la justice et l'équité. A cet égard, constatant que la charte des droits et des devoirs économiques des Etats répondrait aux vœux des pays en voie de développement, la délégation malienne appuie le projet de résolution A/C.2/L.1295.

53. M. CAVAGLIERI (Italie) dit que les négociations multilatérales commerciales ont marqué une nouvelle étape dans le processus qui consiste à faire participer pleinement les pays en voie de développement à l'établissement d'un nouveau système de relations commerciales. De même, dans le domaine monétaire, la création du Comité des Vingt et les négociations commencées lors de la réunion annuelle commune de la BIRD et du FMI à Nairobi (24-28 septembre 1973) constituent les premiers éléments d'une consultation internationale visant à établir une structure monétaire plus stable. La délégation italienne se félicite du rôle très utile qui sera joué par la CNUCED à cet égard.

54. Les négociations ont commencé à un moment où la situation commerciale d'un certain nombre de pays en voie de développement commence à s'améliorer. Dans le domaine des produits de base, l'Italie a signé l'Accord international de 1972 sur le cacao et elle s'intéresse vivement aux négociations qui auront lieu sur le café et le sucre ainsi que sur d'autres produits de base.

55. La délégation italienne sait gré au Président du Mexique de l'initiative qu'il a prise à propos de l'élaboration d'une charte des droits et des devoirs économiques des Etats et elle a participé activement aux travaux du Groupe de travail. Considérant la complexité de la tâche de ce groupe, elle estime que l'Assemblée générale devrait lui donner des indications précisant en particulier le statut et le format de la charte. De l'avis de la délégation italienne, le format pourrait être analogue à celui de déclarations adoptées par l'Organisation des Nations Unies, telles que la Déclaration universelle des droits de l'homme ou la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats. Ce genre de précisions faciliterait la tâche du Groupe de travail.

56. M. JABER (Jordanie) dit qu'il y a beaucoup à faire du point de vue du transfert des techniques, domaine d'importance cruciale dans le processus de développement économique. La délégation jordanienne note donc avec satisfaction que la CNUCED accorde à cette question une attention accrue et pense qu'il serait souhaitable de transformer le Groupe intergouvernemental du transfert des techniques en une grande commission du Conseil du commerce et du développement. Le transfert des techniques peut s'effectuer par des voies multiples et des recherches plus approfondies doivent être entreprises en prévision d'un code du transfert des techniques. A cet égard, la

délégation jordanienne appuie la résolution 104 (XIII) du Conseil [voir A/9015 (troisième partie), annexe I].

57. Il est inutile de rappeler l'importance de la participation des pays en voie de développement aux négociations commerciales et monétaires. Toutes les décisions prises dans ces domaines doivent tenir compte des intérêts des pays en voie de développement et viser à améliorer le climat international dans lequel se déroulent les efforts de développement. La délégation jordanienne est satisfaite de ce qui a déjà été fait par la CNUCED pour que les pays en voie de développement fassent partie du Comité des Vingt du FMI, qui doit étudier la réforme monétaire internationale, et pour qu'ils participent aux réunions préparatoires aux négociations commerciales multilatérales. En outre, elle note avec satisfaction qu'il a été prévu dans la Déclaration de Tokyo du 14 septembre 1973, adoptée à l'issue de la réunion ministérielle du GATT, de prendre des mesures favorables au commerce international des pays en voie de développement. Le fait que les petits pays en voie de développement, dont la Jordanie, n'ont pas une part importante dans les échanges internationaux ne doit pas faire oublier que leur commerce est en expansion et représente un pourcentage important de leur activité économique. Il serait souhaitable qu'il soit tenu compte de ces faits au cours des négociations commerciales multilatérales.

58. Dans le domaine de la réforme monétaire internationale, la délégation jordanienne est convaincue que la création d'un lien entre les droits de tirage spéciaux et l'assistance supplémentaire au développement est une nécessité. La chose est parfaitement réalisable et n'aura pas obligatoirement des conséquences inflationnistes.

59. La coopération économique et l'intégration régionale entre pays en voie de développement sont extrêmement importantes. Des tentatives d'intégration économique ont déjà été faites mais, malgré quelques progrès, il semble que les groupements existants aient du mal à poursuivre leurs efforts et que de nombreux facteurs rendent le processus d'intégration difficile. La délégation jordanienne souhaiterait donc que le secrétariat de la CNUCED prenne des mesures concrètes, en coopération avec les commissions économiques régionales, pour étudier en détail ces obstacles de façon que de nouveaux progrès puissent être accomplis.

60. L'étude effectuée par le secrétariat de la CNUCED intitulée *Les conséquences économiques de la fermeture du canal de Suez*² a trait aux dépenses et au gaspillage engendrés par la fermeture du canal après l'agression israélienne de 1967 et l'occupation du territoire de trois pays arabes. Le rapport énumère les différents inconvénients qui résultent de la fermeture du canal et donne un tableau sommaire de l'augmentation du coût des transports, des pertes subies par le commerce et des autres conséquences économiques néfastes dont le montant est estimé à 7 milliards de dollars pour la période allant du milieu de 1967 à la fin de 1971. Le montant de ces pertes continue à s'élever de 1,7 milliard de dollars par an. Celles-ci sont particulièrement lourdes pour quelques pays en voie de développement dont les importations sont plus coûteuses et les exportations moins concurrentielles

² TD/B/C.4/104/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.13).

par suite de la fermeture du canal. Mais il ne s'agit là que de l'une des nombreuses perturbations qu'ont entraînées les agressions et l'occupation israéliennes pour les pays arabes ainsi que pour d'autres pays. Israël a désorganisé le transport des marchandises entre les rives orientales et occidentales du Jourdain en interdisant l'accès de la rive occidentale à certains produits industriels et agricoles et en frappant les autres marchandises provenant de la rive orientale de droits de douane élevés. Ce n'est là qu'un des moyens employés par Israël pour affaiblir les relations économiques entre les territoires des deux rives et pour intégrer le territoire occupé à l'économie israélienne, en violation de la Charte et des résolutions des Nations Unies et contrairement à la volonté de la communauté internationale.

61. La délégation jordanienne est satisfaite de ce qui a été accompli par le Groupe de travail chargé de la rédaction de la charte des droits et des devoirs économiques des Etats et pense que le mandat de celui-ci doit être prolongé. Elle appuie sans réserve le projet de résolution A/C.2/L.1295.

62. M. ZULETA (Colombie) dit que la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement n'a certes pas pris un départ satisfaisant. Cependant, la délégation colombienne espère que, des débats de la Deuxième Commission, au-delà des égoïsmes nationaux, émergeront des décisions qui pousseront tous les gouvernements à s'unir dans un nouvel effort de coopération internationale. Il faut souhaiter que les négociations qui se déroulent au Comité des Vingt sur la réforme monétaire internationale aboutiront à la création d'un lien entre les droits de tirage spéciaux et l'assistance supplémentaire au développement. Ces droits ne doivent pas simplement servir à résoudre les problèmes créés par le flottement des monnaies des puissances industrielles.

63. La délégation colombienne partage entièrement l'opinion de M. Pérez Guerrero sur la nécessité de coordonner les politiques de production, de commercialisation et de financement des produits de base et d'assurer une offre suffisante et stable de ces produits. Mais il faut éviter de créer un système artificiel qui, favorisant certains pays en voie de développement, serait défavorable à d'autres. Pour cette raison, la délégation colombienne pense que les négociations relatives à certains produits de base doivent se dérouler au sein d'organismes spécialisés et tenir compte des intérêts des producteurs et des consommateurs. Dans l'état actuel des relations commerciales, la clause de la nation la plus favorisée n'est pas une formule magique pouvant entraîner à elle seule une expansion du commerce en faveur des pays en voie de développement.

64. Il a toujours semblé évident à la délégation colombienne que des termes d'échange commerciaux justes entre pays ayant atteint un niveau de développement différent contribueraient bien davantage au progrès des pays pauvres qu'une simple aide financière sous forme de prêts à rembourser d'une façon ou d'une autre au prix du labeur de la population. Une différence de quelques centimes dans le prix unitaire des produits agricoles fait plus pour le progrès des pays en voie de développement que les prêts les plus généreux à long terme et à intérêt réduit. La délégation colombienne a donc étudié avec l'intérêt qu'il mérite le projet de résolution A/C.2/L.1297, dans lequel il est demandé au

secrétaire général de la CNUCED d'établir une étude d'ensemble sur l'indexation des prix des produits de base pour les pays en voie de développement. Toutefois, elle éprouve certains doutes au sujet du lien automatique entre les prix unitaires des articles manufacturés importés des pays développés et les prix unitaires des produits exportés par les pays en voie de développement et souhaiterait que les auteurs du projet fournissent des explications supplémentaires sur ce point.

65. La délégation colombienne a dès le début appuyé l'idée d'une charte des droits et des devoirs économiques des Etats lancée par le Président du Mexique. Celle-ci ne doit pas représenter simplement une déclaration de bonnes intentions; conformément à l'esprit de la résolution 45 (III) de la CNUCED, elle devrait être un instrument de caractère obligatoire régissant les relations économiques entre Etats sans porter atteinte à l'autonomie ni à l'indépendance de chaque Etat souverain. Dans cet esprit, la délégation colombienne s'est portée auteur du projet de résolution A/C.2/L.1295 et espère que celui-ci sera adopté par consensus.

66. Dans le même ordre d'idée, elle trouve extrêmement intéressant d'établir un code de conduite concernant le transfert des techniques dans l'intérêt des pays en voie de développement. La Colombie place de grands espoirs dans le projet de création de centres de transfert des techniques qui devraient permettre aux pays en voie de développement de bénéficier des progrès de la science, patrimoine commun de l'humanité, sans avoir à payer l'acquisition des connaissances d'un prix élevé. Elle espère fermement que la CNUCED pourra jouer un rôle décisif en la matière, en coopération avec d'autres organismes internationaux. L'évaluation initiale des activités des sociétés multinationales présentée par le Groupe de personnalités créé aux termes de la résolution 1721 (LIII) du Conseil économique et social fournit pour la première fois une analyse des aspects positifs et négatifs des activités de ces sociétés. La délégation colombienne estime néanmoins que cette évaluation ne doit pas servir de prétexte pour imposer une politique quelconque en matière d'investissements étrangers aux pays en voie de développement. Chaque pays doit avoir le droit de choisir la politique qui lui convient le mieux, individuellement ou dans le cadre d'accords régionaux. Les avantages et les inconvénients présentés par les capitaux étrangers méritent une étude plus approfondie et ne peuvent être analysés superficiellement sur la base de statistiques à court terme et fragmentaires. Il n'est pas possible de fixer de règles absolues et générales sur ce point. Qu'il suffise de faire remarquer que des pays socialistes avancés n'ont éprouvé aucune difficulté à recevoir des apports financiers et techniques d'entreprises capitalistes.

67. Pour conclure, M. Zuleta espère que la détente des relations internationales permettra aux pays développés de consacrer leur énergie et leurs ressources à la réalisation des objectifs de la Stratégie.

68. M. CHANDLER (Barbade) dit que la première opération biennale d'examen et d'évaluation de la Stratégie internationale du développement a montré que l'on n'avait guère progressé dans la réalisation des objectifs fondamentaux de la Stratégie et que, dans certains cas, on avait enregistré un recul par rapport à la fin de la première Décennie.

69. La délégation barbadienne pense que les pays en voie de développement comme les pays développés sont responsables de l'échec de la Stratégie. Certes, les pays en voie de développement ont essayé d'appliquer certaines des mesures prévues dans la Stratégie, mais un certain nombre d'entre eux n'ont pas apporté à leur économie les réformes de structure de grande ampleur qui auraient permis d'éliminer les obstacles au développement. Il convient que ces pays étudient des politiques et des programmes visant à augmenter leur production alimentaire, à offrir des possibilités d'emploi dans tous les domaines, y compris dans l'industrie, et à faire bénéficier plus équitablement les catégories les plus pauvres de la population des avantages du développement. Cependant, sans l'appui total des pays développés, les efforts des pays en voie de développement seront sérieusement handicapés. Ceux-ci, en effet, ont besoin d'une assistance financière et technique extérieure pour les aider à mobiliser efficacement leurs ressources intérieures. Les pays développés peuvent les y aider en éliminant les barrières tarifaires et non tarifaires aux exportations des pays en voie de développement. Ils peuvent offrir aux produits de ces pays un accès plus large à leurs marchés et en même temps accepter de payer ces produits à un prix convenable. Bien entendu, tout cela dépend de la valeur qu'accordent les pays développés à la Stratégie internationale du développement.

70. Convaincue que les échanges, les problèmes monétaires et le financement du développement sont des questions liées, la délégation barbadienne se félicite de la création du Comité des Vingt au FMI et espère qu'il sera pleinement tenu compte des intérêts des pays en voie de développement dans la mise au point d'un nouveau système monétaire.

71. Il est urgent d'entreprendre une étude de l'indexation des prix, car il faut permettre aux pays en voie de développement de surmonter les effets néfastes qu'entraînent pour leurs économies la crise monétaire et la détérioration constante du prix des produits de base. La délégation barbadienne espère que l'on pourra trouver une formule qui assure une répartition plus équitable des fruits du commerce international. C'est pourquoi elle s'est jointe sans hésiter aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1297 et elle espère que celui-ci sera adopté à l'unanimité.

72. D'autre part, elle a pris note avec satisfaction du rapport du Groupe de travail créé en application de la résolution 45 (III) de la CNUCED pour établir un projet de charte des droits et des devoirs économiques des Etats. Les différents textes qui ont déjà vu le jour doivent servir de point de départ pour l'élaboration d'un projet définitif. La charte ne doit pas être une simple déclaration d'intention; il faut qu'elle ait un caractère obligatoire, qu'elle régie les relations économiques entre Etats et qu'elle protège les droits de tous les Etats, et en particulier ceux des pays en voie de développement.

73. La délégation barbadienne attend avec intérêt le texte définitif qui doit être présenté à l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session; à cette fin, elle demande instamment à la Commission de prolonger le mandat du Groupe de travail afin de lui permettre de terminer sa tâche. Elle appuie à ce sujet le projet de résolution A/C.2/L.1295, et souhaite s'en porter auteur.

74. Pour M. SIDDIQ (Afghanistan), il ne fait pas de doute que la situation des pays les moins avancés s'aggrave. Le moment est venu d'appliquer rapidement des mesures spéciales en faveur de ces pays ainsi que des pays sans littoral, conformément aux résolutions 62 (III) et 63 (III) de la CNUCED³ et aux autres décisions pertinentes, notamment les paragraphes 37 et 38 de la Stratégie internationale du développement [résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale]. Il conviendrait que les pays qui sont en mesure de fournir une assistance aux pays les moins avancés et aux pays sans littoral indiquent aussitôt que possible ce qu'ils comptent faire afin que les intéressés puissent au besoin procéder immédiatement à d'éventuelles réformes de structure. La délégation afghane approuve à ce propos la constitution d'une mission d'enquête relevant du Conseil du commerce et du développement et qui serait chargée d'étudier la situation et de formuler des recommandations. Elle appuie également la création d'un service distinct à la CNUCED en vue de l'application des mesures spéciales.

75. Le code de conduite relatif au transfert des techniques est une excellente initiative. En ce qui concerne les négociations commerciales multilatérales, la délégation afghane estime qu'il faut chercher à accorder des avantages spéciaux aux articles manufacturés et semi-finis des pays en voie de développement. Ceux-ci doivent en outre bénéficier d'un traitement préférentiel et ne pas être soumis au principe de la réciprocité. Il conviendrait d'autre part que, dans le cadre de la réforme monétaire internationale, un lien soit établi entre les droits de tirage spéciaux et l'assistance supplémentaire au développement. Enfin, la création d'un fonds spécial d'assistance aux pays les moins avancés et aux pays sans littoral serait une mesure extrêmement positive pour le développement de ces pays.

76. Les mesures prises en faveur des pays sans littoral doivent tenir compte des besoins particuliers de ces derniers, notamment dans le domaine des transports. A ce propos, il conviendrait d'envisager l'élaboration d'une convention sur la simplification des documents de transit. D'autre part, des mesures doivent être prises pour que les pays sans littoral puissent avoir accès à la mer dans les deux sens sans restrictions.

77. La délégation afghane prend note avec satisfaction des travaux du Groupe de travail chargé d'élaborer la charte des droits et des devoirs économiques des Etats et appuie la prolongation du mandat du Groupe. Elle espère que celui-ci tiendra compte dans ses travaux des besoins des pays les moins avancés et des pays sans littoral.

78. La CNUCED a joué un rôle important en permettant, par son intervention, aux pays en voie de développement de participer aux négociations commerciales multilatérales et à la réforme du système monétaire international. Il faut espérer que ces négociations ne décevront pas les espoirs que placent en elles les pays en voie de développement, et surtout les pays les moins avancés et les pays sans littoral.

79. M. HAMID (Soudan) dit qu'il est incontestable que la troisième session de la CNUCED a été marquée

³ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session*, vol. I : *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

par certains échecs, notamment dans le cas des produits de base, du problème de la dette et de la réalisation des objectifs de la Stratégie.

80. Il n'est pas réaliste de vouloir résoudre les problèmes de l'économie mondiale par des mesures partielles. Il faut au contraire adopter toute une série de mesures d'ensemble cohérentes. A ce propos, la délégation soudanaise est satisfaite de voir que l'on a reconnu l'interdépendance qui existe entre les questions commerciales et financières et le développement et qu'à la suite de cette prise de conscience le secrétaire général de la CNUCED ait la possibilité de suivre le déroulement des négociations commerciales multilatérales. Les problèmes qui se posent dans ce domaine doivent être résolus au moyen d'un ensemble de mesures coordonnées, avec la pleine participation de tous les pays. Mais pour que ces négociations soient couronnées de succès, il faut que les pays développés acceptent d'étudier et d'appliquer des mesures visant à améliorer la division internationale du travail.

81. L'un des principaux objectifs des négociations commerciales multilatérales consistera à faciliter l'exportation par les pays en voie de développement de leurs articles manufacturés et semi-finis. Pour que ces exportations puissent se développer, il convient d'en faciliter l'accès aux marchés des pays industriels en éliminant les barrières tarifaires et non tarifaires et tous autres obstacles. De leur côté, les pays en voie de développement doivent améliorer la qualité de leur production et adopter des politiques d'exportation efficaces pour pouvoir répondre à l'accroissement de la demande. Faut-il préciser que toutes ces mesures n'offriront que des avantages limités aux pays en voie de développement tant que le système généralisé de préférences ne s'appliquera pas à des produits qui présentent un intérêt particulier pour les pays en voie de développement, tels que les textiles, le pétrole et ses dérivés, le cuir et les produits du cuir ?

82. Il est évident que tout programme de libéralisation des échanges internationaux doit prévoir les mesures suivantes : diminution notable et, finalement, élimination des droits de douane et des taxes à l'importation et à l'exportation dans le domaine des articles manufacturés, libéralisation du commerce des produits agricoles et élimination des effets néfastes de la politique agricole actuelle des pays développés. De même, il conviendra de renoncer à toutes mesures tendant à gêner la libre concurrence ou à entraver de quelque manière que ce soit les courants commerciaux normaux.

83. De l'avis de la délégation soudanaise, les objectifs énoncés dans la Déclaration de Tokyo constituent un bon point de départ. Même si une amélioration des conditions du commerce international permettait aux pays en voie de développement d'augmenter leurs recettes en devises, ils continueraient à avoir besoin d'une aide financière importante des pays développés. Lors de la troisième session de la CNUCED, les objectifs de la Stratégie internationale du développement ont

été réaffirmés. Malheureusement, peu de pays développés ont atteint les objectifs fixés pour l'aide publique au développement et certains d'entre eux les ont purement et simplement rejetés; c'est pourquoi la situation de l'assistance internationale est plus grave que celle du commerce. Les pays en voie de développement ne cessent de souligner la nécessité d'améliorer la qualité et la quantité de l'assistance. Toutefois, malgré leurs efforts, les perspectives dans ce domaine demeurent incertaines. Le courant net de l'assistance est resté virtuellement stationnaire ces dernières années et, en termes réels, sa valeur ne cesse de diminuer par suite de l'inflation qui sévit dans les pays développés. Le problème de la dette extérieure ne fait en outre qu'aggraver la situation.

84. La rédaction de la charte des droits et des devoirs économiques des Etats est une tâche urgente. La délégation soudanaise appuie le projet de résolution A/C.2/L.1295. Comme un certain nombre de pays en voie de développement, elle pense que la charte ne doit pas être une déclaration d'intention mais un instrument de caractère obligatoire, conformément à l'esprit de la résolution 45 (III) de la CNUCED.

85. Les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés et des pays sans littoral ont également été étudiées par le Conseil du commerce et du développement depuis la troisième session de la CNUCED. Malheureusement, aucun résultat satisfaisant n'a été obtenu et les mesures prises conformément au programme d'action figurant dans les résolutions 62 (III) et 63 (III) de la CNUCED ont été à ce jour trop restreintes et dispersées pour que les pays intéressés puissent progresser au rythme prévu. Dans ces conditions, la délégation soudanaise est favorable à la proposition présentée par le groupe afro-asiatique à la treizième session du Conseil du commerce et du développement et tendant à ce que l'application de ces mesures fasse l'objet d'un examen permanent [voir A/9015 (troisième partie), par. 356].

86. Un certain nombre de représentants ont évoqué la résolution 40 (III) de la CNUCED relative aux effets économiques de la fermeture du canal de Suez. Cette situation a des conséquences néfastes sur l'économie d'un grand nombre de pays, y compris de pays développés. L'occupation israélienne a récemment pris une nouvelle ampleur qui a aggravé encore la situation. Pourtant, les pays qui ont une influence sur Israël se sont abstenus d'intervenir et vont même jusqu'à fournir à ce pays un appui matériel et moral, malgré sa politique criminelle au Moyen-Orient. La résolution 40 (III) souligne que le retrait complet d'Israël est la condition préalable à l'ouverture du canal et rien ne pourra être accompli si cette condition n'est pas remplie.

87. Le PRESIDENT annonce que la délégation du Zaïre s'est jointe aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1295 et que les délégations de l'Egypte, du Kenya, de Madagascar et du Souaziland se sont portées auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1297.

La séance est levée à 18 h 10.

1547^e séance

Lundi 5 novembre 1973, à 10 h 55.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1547

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (*suite*) [A/9003/Add.1 (première partie), A/9015, A/9142, A/9213, A/C.2/L.1295 à 1297, A/C.2/L.1299] :

a) Rapport du Conseil du commerce et du développement

1. M. SINARINZI (Burundi) dit que sa délégation attache une très grande importance aux relations économiques internationales. C'est pourquoi figurent parmi ses objectifs fondamentaux la promotion et l'intensification des échanges commerciaux et le développement et l'indépendance économiques des pays en voie de développement. En effet, ces pays ont pris conscience du fait que leur dépendance extérieure était la cause et la conséquence essentielles de leur sous-développement. Cette dépendance elle-même est due à leur intégration au marché mondial sous le régime colonial et aux structures qu'il a engendrées. Il en résulte un type de croissance extravertie qui doit aboutir à son propre blocage, lequel se manifeste au niveau de la balance des paiements par un déficit croissant, qui contribue à renforcer les liens de dépendance, et au niveau des finances publiques par un accroissement plus rapide que la base matérielle de l'économie, ce qui entraîne une inflation désordonnée et le recours à une aide extérieure qui pèse lourdement sur l'indépendance politique.

2. Bien que la CNUCED ait réussi à amorcer une transformation fondamentale des relations économiques internationales, l'économie des pays en voie de développement reste plus vulnérable et plus sensible à la conjoncture internationale. Cette situation est due au fait que les exportations des pays en voie de développement se composent de produits de base non traités et n'ont aucun effet d'entraînement sur l'économie du pays. En même temps, ces produits sont soumis aux fluctuations des cours internationaux. Par ailleurs, les pays en voie de développement importent surtout des articles manufacturés immédiatement consommables et qui, eux non plus, ne donnent aucun élan à leur économie mais absorbent en revanche une part importante de leurs devises, part qui ne cesse d'augmenter du fait de l'inflation.

3. A cela s'ajoute une dépendance financière beaucoup plus grave. Le financement des activités exportatrices et des industries légères des biens de consommation est tributaire des capitaux étrangers ou des emprunts extérieurs. Le transfert des bénéfices et le service de la dette atteignent rapidement un volume plus important que l'apport de capitaux et engendrent un déficit croissant de la balance des paiements.

4. La CNUCED devrait redoubler d'efforts pour aider les pays en voie de développement et renforcer le processus de normalisation des relations économiques internationales en jouant un rôle plus actif dans les

domaines financier et monétaire. La délégation burundaise espère que les négociations commerciales multilatérales qui doivent avoir lieu sous les auspices du GATT serviront les intérêts des pays sous-développés. Le système généralisé de préférences doit être appliqué aux importations d'articles manufacturés et semi-finis provenant des pays du tiers monde, et il conviendrait de supprimer toutes les taxes qui gênent les exportations de produits de base des pays en voie de développement.

5. Passant aux problèmes des pays les moins avancés, M. Sinarinzi dit que les appels lancés en faveur de cette catégorie de pays sont restés sans écho. Cette situation risque de créer des clivages encore plus importants dans l'échelle du développement. Pour l'éviter, les pays nantis ou plus avancés devraient, au nom de la solidarité universelle, lever en faveur de ces pays les barrières non tarifaires, supprimer les contingents et aider les pays les moins avancés à réduire le coût de transport de leurs marchandises. Ces mesures devraient également s'appliquer aux pays sans littoral qui, pour la plupart, font partie des pays les moins avancés.

6. Plus puissantes que ne le furent jamais rois, empereurs ou chefs de gouvernement, les sociétés multinationales qui produisent, vendent, spéculent, embauchent ou débauchent à travers les pays en voie de développement ont mis les Etats à leur service. En 1971, la production assurée par les filiales étrangères des sociétés multinationales dépassait de plus de 20 milliards le montant total des exportations mondiales. Les filiales du tiers monde paient pour les seuls brevets, licences et services rendus une somme égale à la moitié des investissements nouveaux qui affluent dans les pays en voie de développement. Les bénéfices que rapatrient les sociétés multinationales sont hors de proportion avec leurs investissements. Encore les chiffres officiels ne tiennent-ils pas compte des rapatriements clandestins. Cependant ils mettent pleinement en lumière le pillage auquel se livrent les sociétés multinationales dans les pays en voie de développement. Et ce n'est là qu'un début.

7. La délégation burundaise est convaincue que, si l'on veut combler le fossé qui sépare les pays pauvres des pays riches, les pays dits développés devraient fournir des efforts accrus pour éviter des crises qui perturbent dangereusement les relations économiques internationales. Elle leur demande de sacrifier une partie de leur richesse pour aider les pays en voie de développement, et plus particulièrement les pays les moins avancés et les pays sans littoral, à sortir de leur position économique très inconfortable.

8. Pour terminer, M. Sinarinzi annonce que sa délégation souhaite se joindre aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1295.

9. M. FRAZÃO (Brésil) dit que le monde prend peu à peu conscience de la valeur intrinsèque de la CNUCED

et que la troisième session de la Conférence à Santiago a marqué une étape importante dans ce processus. La contestation pacifique entre tendances économiques et intérêts commerciaux divergents est non seulement utile mais même essentielle si l'on veut mettre sur pied un ordre économique mondial plus équitable et plus fécond.

10. Malgré l'absence de résultats concrets, certains signes montrent que des changements se préparent dans le domaine du commerce avec les négociations commerciales multilatérales du GATT, dans le domaine monétaire avec la réforme entreprise par le Comité des Vingt du FMI, dans le domaine des transports maritimes avec la prochaine Conférence des Nations Unies sur un code de conduite des conférences maritimes (12 novembre-14 décembre 1973), dans le domaine du transfert des techniques et des pratiques commerciales restrictives avec les mesures tendant à mettre progressivement au point un code universellement accepté régissant les transactions. Il y a quelques jours, un jeune ministre venant d'un pays solidement industrialisé a dénoncé les injustices qui caractérisent la structure actuelle de la production et de la consommation, auxquelles du reste son propre pays devait une partie de sa richesse. Si cette façon de voir vient à se généraliser, M. Frazão pense que la nouvelle génération de dirigeants aura le courage et la volonté politique de remédier à l'injustice et d'édifier une société internationale plus équitable. La CNUCED pourrait devenir le fer de lance de ce processus de transformation globale.

11. Si les négociations commerciales et la réforme du système monétaire international retiennent particulièrement l'attention, elles sont cependant liées à toute une série de questions qui doivent faire l'objet d'une évaluation et d'une solution d'ensemble, des remèdes partiels ne pouvant qu'être sans effet. La CNUCED participe activement à cette évaluation et à la recherche de solutions.

12. Les pratiques commerciales restrictives méritent notamment une attention soutenue de la part de l'Organisation des Nations Unies et la délégation brésilienne attend avec intérêt les résultats des travaux du Groupe d'experts sur les pratiques commerciales restrictives et du Groupe de personnalités sur l'effet des sociétés multinationales. M. Frazão estime que les activités menées par une société multilatérale sur le territoire d'un pays doivent être contrôlées par le gouvernement de ce pays; mais il convient aussi d'aborder le problème d'un point de vue global en considérant les activités et les effets des sociétés multinationales tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement. Ce n'est qu'alors qu'on pourra convenir de normes de conduite qui favorisent un nouveau climat de coopération fondé sur l'association et les avantages mutuels.

13. La délégation brésilienne a pris note avec satisfaction du programme d'action fixé par le Groupe intergouvernemental du transfert des techniques. Elle pense, comme M. Pérez Guerrero, que le moment est maintenant venu de mettre au point un code de conduite international relatif au transfert des techniques dans l'intérêt de tous les pays, et en particulier des pays en voie de développement. Le fait que la CNUCED ait pris l'initiative dans ce domaine crucial est une preuve supplémentaire de l'efficacité de cette organisation.

14. Dans le domaine des transports maritimes, des changements importants sont prévus. Nul ne conteste que des arrangements plus équitables s'imposent et qu'il serait inutile de chercher à remédier aux problèmes auxquels se heurtent les pays en voie de développement dans le domaine du commerce si les monopoles continuent à exercer leur contrôle sur les transports maritimes au détriment du plus grand nombre.

15. Parmi les travaux actuels de la CNUCED, un autre point mérite une attention particulière; il s'agit de la préparation d'une charte des droits et des devoirs économiques des Etats. Le Gouvernement brésilien pense que celle-ci permettra à la communauté internationale de mieux percevoir les liens d'interdépendance qui existent entre les pays et de prendre conscience de la nécessité d'une responsabilité générale ouvrant la voie à un état de sécurité économique collective.

16. Après avoir passé en revue les aspects positifs des travaux de la CNUCED, M. Frazão tient à noter également les échecs et les désillusions. L'échec récent des négociations relatives au renouvellement de l'Accord international sur le sucre montre que certains pays développés sont loin d'accepter les réalités économiques. Il convient de rappeler à ce propos un "succès": l'Accord international de 1972 sur le cacao, auquel le plus grand consommateur n'est pas partie, et qui a été réalisé à l'issue de négociations remontant à une époque antérieure à la création de la CNUCED. Cet accord n'a pu se faire que lorsque les pays en voie de développement ont accepté des clauses économiques si éloignées des réalités du marché qu'elles ne peuvent être appliquées. Ces deux exemples montrent quelle est la situation des pays en voie de développement dans le domaine du commerce des produits de base. Et cette situation est sans issue car, lorsque les forces du marché sont défavorables aux pays en voie de développement, ceux-ci s'entendent dire qu'elles ont un caractère immuable et sacré. Lorsque par hasard le prix des produits de base est plus réaliste, les pays développés semblent croire que le marché a été emporté par la folie et soutiennent qu'il faut attendre qu'il revienne à lui pour conclure un accord quelconque.

17. Le système généralisé de préférences pose lui aussi des problèmes. Dès le départ, les pays les moins avancés n'en ont tiré que des avantages minimes. Son utilité pour les pays en voie d'industrialisation, comme le Brésil, a été réduite par l'exclusion des produits agricoles, par le caractère restrictif des divers systèmes, par le fait que certains pays industriels n'y souscrivaient pas et par l'érosion des marges de préférences due à l'élargissement de la CEE. D'ailleurs, la délégation brésilienne craint que cette érosion ne s'aggrave encore à la suite des négociations commerciales multilatérales.

18. Dans le domaine monétaire, le lien entre les droits de tirage spéciaux et les besoins financiers des pays en voie de développement ne semble guère rencontrer de succès. Etant donné cette liste d'échecs, il n'est pas étonnant que la treizième session du Conseil du commerce et du développement ait abouti à une impasse.

19. Il convient d'essayer de remédier aux imperfections institutionnelles de la CNUCED. L'absence de négociations concrètes et le caractère non obligatoire

des décisions font qu'il est rare d'obtenir des résultats pratiques et que leur application dépend du bon vouloir des Etats. Du côté des gouvernements, la rigidité excessive du système de groupes menace de paralyser progressivement toute activité au sein de cette organisation. En outre, les réunions se multiplient et leur date est fixée avec une rigueur mathématique qui ne tient pas compte des fluctuations de la situation financière et économique du monde. M. Frazão suggère au secrétariat de la CNUCED d'adopter une attitude plus souple en la matière.

20. Par ailleurs, il est fort possible que la CNUCED soit victime d'un certain nombre d'illusions qui l'empêchent de se faire une juste perspective des choses. Ces illusions sont, entre autres : l'illusion du tiers monde, l'illusion de l'unité, l'illusion de la technique et l'illusion de l'aide sociale.

21. Pour ce qui est de la première, M. Frazão dit que l'expression "tiers monde" présuppose l'existence d'un monde sous-développé, que sa structure même maintient à l'écart d'un autre monde "important" et développé qui serait le centre de l'économie mondiale. Or, les pays en voie de développement, loin de constituer un organisme étranger, sont liés au prétendu centre par toute une série de relations essentielles à la survie de l'ensemble du système. Malheureusement, ces relations présentent un caractère hiérarchique qui subordonne les pays économiquement faibles aux pays économiquement puissants et essaient de les maintenir dans une situation d'infériorité. Il faut prendre conscience du fait qu'il n'y a pas de compartiment étanche dans le vaisseau spatial Terre mais un seul système fondé sur une division internationale du travail défavorable aux pays en voie de développement. La CNUCED a été créée essentiellement pour corriger ces distorsions.

22. L'illusion de l'unité découle de la première. Unis dans leur lutte pour la dignité, les pays en voie de développement ne constituent cependant pas une abstraction homogène. Les différentes pressions économiques qui pèsent sur eux selon leur situation géographique les forcent à se lancer dans une concurrence néfaste.

23. L'illusion de la technique tient à l'erreur qui consiste à considérer les questions économiques comme des problèmes purement techniques, qu'il est possible de définir objectivement et de résoudre selon une formule d'application universelle. Ainsi, chaque idéologie tente de convaincre les pays en voie de développement d'adopter des solutions qui seraient immuablement valables mais qui ne sont en fait que des instruments grossiers plus ou moins adaptés à la situation de certains pays de l'hémisphère Nord à un moment donné de leur histoire.

24. L'illusion de l'aide sociale résulte en grande partie des malentendus exposés précédemment. Ceux qui y croient s'imaginent que des injections sporadiques d'assistance technique ou financière combleront l'écart considérable qui sépare les pays en voie de développement des pays développés. C'est là ne pas tenir compte du fait que le sous-développement est dû en grande partie à la structure même des relations internationales et ne pourra être éliminé que par un effort global concerté.

25. Selon la Charte des Nations Unies, la paix et la sécurité présupposent l'égalité souveraine de tous les

pays. La délégation brésilienne a dit à maintes reprises que la tâche fondamentale de l'Organisation des Nations Unies consistait à faire régner une paix et une sécurité véritables, tant politiques qu'économiques, qui tiennent compte de la diversité des intérêts et des besoins des membres de la communauté internationale. On ne peut donc confondre la paix avec la recherche actuelle de la détente entre les grandes puissances. En dépit de ses effets positifs indéniables, cette détente ne doit pas être considérée comme une fin en soi. D'ailleurs, les deux semaines écoulées ont montré à l'évidence que la détente a des racines encore peu profondes et qu'elle n'en demeure pas moins effectivement musclée.

26. Les pays en voie de développement ont tout intérêt à ce que règnent la paix et la sécurité. Ils veulent appliquer leurs différents plans de développement national, comparer les résultats de leurs expériences, tirer la leçon de leurs erreurs et de leurs succès, sans oublier qu'ils poursuivent le même but, à savoir la création de conditions favorables à une accélération du développement de leurs sociétés nationales et régionales, qui contribueront, en fin de compte, à une expansion économique propice à un système de sécurité économique collective.

27. Peu des échecs que vient de décrire M. Frazão sont dus au mauvais fonctionnement de la CNUCED. La tâche qui se présente est double : améliorer le mécanisme institutionnel et faire prendre conscience à des secteurs plus larges de la communauté mondiale de la solidarité internationale et de la nécessité de coopérer. Lorsque cela aura été accompli, la CNUCED pourra jouer le rôle qui lui revient parmi les organismes des Nations Unies.

28. M. PÉREZ GUERRERO (Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) souligne l'importance du débat qui vient de se dérouler, tant pour la CNUCED que pour les membres de la Deuxième Commission. Beaucoup d'idées et de points de vue ont été exprimés et la CNUCED les étudiera très soigneusement. M. Pérez Guerrero remercie les orateurs des paroles qu'ils lui ont adressées, en faisant observer que, à travers lui, elles dénotent la confiance qu'ont les pays membres dans l'organisation dont il a la charge.

29. Il ressort du débat que les membres de la Commission ne sont pas entièrement satisfaits des résultats obtenus par la CNUCED ni des efforts faits par les gouvernements. C'est là, de l'avis de M. Pérez Guerrero, une attitude fort compréhensible. En effet, si de nets progrès ont été réalisés, il reste encore beaucoup à faire. L'époque actuelle est difficile, certes, mais elle offre la possibilité de jeter les bases d'un nouvel ordre économique. Il faut faire en sorte que les conditions dominantes jusqu'à présent disparaissent à tout jamais.

30. La CNUCED a également un rôle à jouer dans les négociations commerciales multilatérales et dans la réforme du système monétaire. Elle n'est certes pas l'élément essentiel de ces négociations, mais elle peut veiller à ce que tous les pays en retirent des avantages, les pays développés comme les pays en voie de développement et, parmi ces derniers, les pays les moins avancés, les pays sans littoral et les pays insulaires.

31. Il ne faut cependant pas perdre de vue que la CNUCED a une vocation universelle et doit veiller aux

intérêts de tous les pays. C'est d'ailleurs là un grand atout pour elle.

32. Il convient de se féliciter de l'appui apporté par les membres de la Commission au projet de charte des droits et des devoirs économiques des Etats et il faut espérer que l'Assemblée générale donnera le feu vert pour mener à bonne fin cette entreprise.

33. Le secrétaire général de la CNUCED estime que, pour veiller à l'efficacité de cette organisation, il faut réviser constamment les dispositions institutionnelles qui la régissent. Il semble qu'elle doive faire face à un trop grand nombre de réunions et que le point de saturation ait été atteint. Les gouvernements doivent se souvenir qu'il est difficile à la CNUCED de faire avancer ses travaux comme il convient avec un aussi grand nombre de réunions. Si les progrès accomplis n'ont pas été aussi importants qu'on l'espérait, l'efficacité administrative de l'organisation n'en est pas la cause, mais plutôt le manque de volonté politique de certains gouvernements et notamment des gouvernements des pays les plus riches. Certains gouvernements, et notamment ceux des grandes puissances, n'ont pas toujours eu le courage de contrecarrer dans la mesure nécessaire certains courants qui existent dans leurs pays.

34. M. Pérez Guerrero a constaté que tous les membres n'étaient pas d'accord pour considérer la hausse des prix des produits de base comme un élément positif sur lequel on pouvait dorénavant compter. Le secrétariat de la CNUCED, quant à lui, a tendance à adopter le point de vue des pays en voie de développement pour lesquels ces produits ont une importance capitale. Il est regrettable que certains gouvernements ne fassent pas les efforts voulus pour stabiliser les prix, notamment en adhérant à des accords sur les produits de base. Il est en effet indispensable que les pays producteurs et les pays consommateurs s'entendent si l'on veut progresser sur une base stable. Le Gouvernement des Etats-Unis, notamment, semble assez peu disposé à adhérer à de tels accords, mais il a fait savoir qu'il n'en générerait pas l'application. Il n'est d'ailleurs pas exclu que ce pays et d'autres finissent par y adhérer.

35. Il est indispensable que la CNUCED coopère avec d'autres organismes traitant de problèmes analogues, sous la supervision générale du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale.

36. Il faut espérer que, à la fin de la présente session de l'Assemblée générale, la CNUCED pourra disposer des ressources dont elle a besoin pour exécuter efficacement sa tâche et s'acquitter des responsabilités plus importantes qui lui ont été confiées. Elle fera tout ce qui est en son pouvoir pour communiquer à l'Assemblée générale des résultats plus positifs qu'auparavant.

37. M. GATES (Nouvelle-Zélande) indique que, à la suite des consultations qu'elle a eues avec la délégation mexicaine, sa délégation a décidé de retirer son amendement (A/C.2/L.1299) au projet de résolution A/C.2/L.1295. En effet, les objections de la délégation néo-zélandaise portaient essentiellement sur la procédure adoptée pour présenter le projet de

résolution à l'Assemblée générale, plutôt que sur les objectifs énoncés dans le texte. Le Gouvernement néo-zélandais appuie entièrement la proposition du Président du Mexique et se félicite par conséquent du projet de résolution A/C.2/L.1295. C'est parce qu'elle estimait qu'il fallait également donner l'occasion au Conseil économique et social d'examiner le projet de charte qu'elle a présenté son amendement; il lui semble en effet que ce projet doit être approuvé par tous les organismes qui s'occupent de commerce et de développement. La délégation mexicaine lui ayant fait observer les difficultés qu'il y aurait à obtenir les vues du Conseil économique et social, la délégation néo-zélandaise a finalement décidé de retirer purement et simplement son amendement. Elle souhaiterait cependant que la Deuxième Commission fasse connaître son désir de voir le Conseil économique et social se pencher sur ce projet après la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale. Le représentant de la Nouvelle-Zélande espère donc en attendant que la Deuxième Commission adoptera à l'unanimité le projet de résolution A/C.2/L.1295.

38. M. ZAHARAN (Egypte) félicite la délégation néo-zélandaise de sa coopération. En effet, la délégation égyptienne estime que le Conseil économique et social n'a pas suffisamment de temps pour examiner le rapport du Groupe de travail et par conséquent ne pouvait approuver l'amendement proposé par la délégation néo-zélandaise. Il convient en effet de continuer à préparer le projet de charte aussi rapidement que possible et, partant, de ne pas retarder l'adoption du projet de résolution A/C.2/L.1295, d'autant plus que les membres de la Deuxième Commission semblent disposés à l'adopter par consensus.

39. M. SHEMIRANI (Iran) demande, au nom du Groupe des Soixante-Dix-Sept, qu'aucune décision ne soit prise sur le projet de résolution A/C.2/L.1295 avant la fin de la semaine, afin que d'autres délégations puissent être consultées.

40. M. ZAHARAN (Egypte) ne voit aucune raison de retarder l'adoption de ce texte étant donné que toutes les délégations semblent l'approuver. Il vaudrait donc mieux prendre dès maintenant une décision avant de passer au point suivant de l'ordre du jour.

41. M. GONZALEZ GALVEZ (Mexique) appuie la suggestion du représentant de l'Egypte.

42. M. MITINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) pense quant à lui qu'il vaut mieux aborder l'examen du point 52 de l'ordre du jour relatif à l'Université des Nations Unies, comme prévu, et remettre à jeudi l'adoption du projet de résolution A/C.2/L.1295.

43. Le PRESIDENT estime qu'il est difficile d'adopter ce projet à la présente séance étant donné qu'il reste encore beaucoup de délégations qui veulent intervenir à son sujet. Il serait par conséquent préférable de passer au point 52 de l'ordre du jour, relatif à l'Université des Nations Unies, et de remettre à jeudi l'adoption du projet de résolution A/C.2/L.1295. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que les membres de la Commission approuvent sa suggestion.

Il en est ainsi décidé.

POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

Université des Nations Unies : rapport du Secrétaire général [A/9003/Add.1 (troisième partie), A/9149 et Add.1 et 2, A/C.2/L.1300]

44. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) signale que le document A/C.2/L.1300 a fait l'objet d'un nouveau tirage pour raisons techniques.

45. M. NARASIMHAN (Secrétaire général adjoint aux affaires interorganisations et à la coordination) rappelle que, par sa résolution 2951 (XXVII) du 11 décembre 1972, l'Assemblée générale a décidé de créer l'Université des Nations Unies qui serait un ensemble autonome d'établissements universitaires, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, se consacrant à des recherches sur les problèmes généraux les plus urgents relatifs à la survie, au développement et au bien-être de l'humanité, dont s'occupent l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, et veillant à la formation, dans l'intérêt de la communauté mondiale, de jeunes savants et chercheurs déjà diplômés.

46. L'ancien secrétaire général U Thant a été le premier à lancer cette idée en 1969, idée que l'Assemblée générale a accueillie favorablement. Sur la demande de celle-ci, diverses études de faisabilité ont été entreprises et des experts de différentes disciplines, originaires de diverses régions, ont été consultés pour répondre aux questions soulevées dans certains organes intergouvernementaux. Les études effectuées par l'UNESCO et l'UNITAR, ainsi que les rapports du Groupe d'experts créé aux termes de la résolution 2691 (XXV) de l'Assemblée générale, se sont révélés particulièrement utiles.

47. L'enseignement de l'Université se fera essentiellement au niveau postuniversitaire et portera en particulier sur la recherche et la formation. Il aura principalement pour tâche de diffuser des connaissances, d'effectuer des échanges de personnel universitaire, d'organiser des recherches coordonnées sur le plan international et d'élaborer des conceptions qui aient un pouvoir catalyseur.

48. Comme l'Assemblée générale les en avait priés à la vingt-septième session, le Secrétaire général et le Directeur général de l'UNESCO ont créé, en consultation avec les institutions spécialisées et les programmes intéressés, y compris l'UNITAR, un Comité fondateur composé de 20 savants éminents originaires de divers pays.

49. A l'issue de sa deuxième session en juin 1973, le Comité fondateur a adopté à l'unanimité le texte d'un projet de charte, ainsi que son rapport et des observations supplémentaires qui figurent tous dans le rapport du Secrétaire général (A/9149). Le projet de charte, qui correspond aux principes énoncés dans la résolution 2951 (XXVII), décrit sous une forme juridique les objectifs de l'Université, ses caractéristiques administratives fondamentales, ses diverses catégories de personnel et certaines autres caractéristiques importantes, telles que la liberté académique et l'autonomie. Conformément à la recommandation de l'Assemblée générale, le Comité fondateur a estimé que le fonctionnement de l'Université devait être assuré essentiellement par des contributions volontaires émanant de gouvernements et de sources non gouvernementales,

mais que l'Université pourrait également recevoir une aide pour ses projets, en particulier des bourses, de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et d'autres organisations intergouvernementales.

50. L'Université, comme prévu, créera ou absorbera des centres de recherche et de formation dans diverses parties du monde et son personnel enseignant sera recruté pour des périodes déterminées afin d'éviter, du moins partiellement, d'aggraver le problème de l'exode des compétences qui sévit dans de nombreux pays en voie de développement.

51. Le Conseil exécutif de l'UNESCO a récemment examiné le texte proposé par le Comité fondateur et s'est déclaré d'accord dans l'ensemble avec le projet de charte établi par celui-ci, sous réserve d'un certain nombre d'observations et de suggestions qui figurent dans le document A/9149/Add.1. A ce propos, M. Narasimhan remercie le Directeur général et le Directeur général adjoint de l'UNESCO de leur constante coopération.

52. Tenant compte de ces suggestions, le Secrétaire général a établi le texte révisé figurant dans le document A/9149/Add.2, dont la Deuxième Commission est saisie. Ce texte devrait fournir à l'Université un cadre solide mais permettant de faire preuve de la souplesse voulue pour qu'elle puisse s'épanouir sous le patronage commun de l'Organisation des Nations Unies et de l'UNESCO. L'Université sera dirigée par un conseil de 24 membres; l'élaboration, l'administration et la coordination de son programme seront confiées à un recteur qui, avec l'aide du personnel du centre de l'Université, exécutera la politique fixée par le Conseil et guidera les activités de recherche et de formation de l'ensemble du système. L'Université créera de nouveaux centres de recherche et de formation, ou incorporera des centres existants, par accord entre les parties intéressées. La conférence des directeurs des centres de recherche et de formation conseillera le Recteur à propos du programme. Si besoin est, d'autres organes consultatifs seront créés.

53. Pour accomplir sa tâche, l'Université pourra également organiser des recherches coordonnées sur le plan international dans diverses parties du monde au moyen d'arrangements contractuels ou autre. Il est évidemment impossible de préciser dans la charte les rapports qui existeront entre le Centre et toutes les institutions, lesquelles pourront soit entrer dans le cadre du système soit établir avec lui une coopération limitée. Il est possible qu'au bout de quelques années d'expérience on éprouve la nécessité de modifier la charte, notamment en ce qui concerne le statut et les conditions du service du personnel universitaire. Les amendements apportés dans ce sens pourront être adoptés par l'Assemblée générale, conformément aux procédures fixées dans la charte.

54. L'UNITAR a joué un rôle important dans les travaux préparatoires et les études qu'il a effectuées ont grandement facilité l'élaboration du projet de charte. Il faut espérer que, lorsqu'elle sera créée, l'Université entretiendra avec l'UNITAR des rapports féconds dans un certain nombre de domaines d'intérêt mutuel. Il est possible également que l'Université demande à l'UNITAR d'entreprendre certaines études et certains programmes de formation dans son domaine particulier de compétence. Dès que le Conseil de l'Université aura

été créé, des discussions pourront avoir lieu avec l'UNITAR pour définir le type exact des rapports qui l'uniront à l'Université. Comme le Secrétaire général et le Directeur général de l'UNESCO, le Directeur exécutif de l'UNITAR sera membre de droit du Conseil de l'Université et participera ainsi à son administration. Il sera en outre consulté sur le choix des membres du Conseil.

55. En janvier 1973, le Secrétaire général a adressé aux gouvernements de tous les Etats Membres une note relative aux contributions qu'ils pourraient souhaiter verser à l'Université des Nations Unies. Cette initiative a été accueillie plus favorablement cette année que les années passées. Les réponses reçues de plus de 20 gouvernements sont résumées dans l'annexe II au document A/9149. En outre, beaucoup d'organisations non gouvernementales et de particuliers se sont montrés disposés à coopérer avec l'Université; leurs propositions seront portées à l'attention des autorités de l'Université pour qu'elles les examinent conformément à la Charte. A ce propos, M. Narasimhan attire l'attention des membres sur la recommandation du Comité fondateur selon laquelle il est nécessaire pour l'Université de disposer d'une dotation importante en sus des contributions annuelles et spéciales, pour assurer la viabilité de tout le système de l'Université et fonder l'ensemble de son programme sur des bases financières saines et stables. Le revenu tiré de cette dotation pourrait être utilisé non seulement pour financer des centres de recherche et de formation dépendant de l'Université, en particulier dans les pays en voie de développement, mais également au profit d'institutions associées et pour organiser des recherches coordonnées au niveau international et des échanges de spécialistes. Le Secrétaire général souligne qu'il importe pour les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les particuliers de contribuer généreusement à cette dotation et il continuera à faire de son mieux pour obtenir les contributions volontaires adéquates.

56. Le Secrétaire général, qui est chargé d'autre part de faire des recommandations à l'Assemblée concernant l'emplacement du Centre de l'Université, estime que l'offre du Gouvernement japonais, qui englobe tous les frais de premier établissement du Centre et une contribution de 100 millions de dollars destinée à la dotation de l'Université, constitue l'offre la plus concrète et la plus importante qui ait été faite. Le Secrétaire général a donc recommandé à l'Assemblée de prendre sérieusement en considération le fait que le Japon est disposé à devenir l'Etat hôte du Centre de l'Université et les directeurs généraux de l'UNESCO et de l'UNITAR se sont associés à cette recommandation. L'Assemblée générale souhaitera sans doute tenir compte des autres offres ainsi que des critères suggérés par le Comité fondateur, qui figurent en annexe I, à l'appendice II, du document A/9149.

57. En ce qui concerne l'emplacement des centres et des programmes de recherche et de formation de l'Université des Nations Unies et d'autres institutions et centres susceptibles d'être associés à l'Université, le Secrétaire général estime que cette question devrait être renvoyée pour examen et décision au Conseil de l'Université, qui devrait s'en occuper en priorité. L'Assemblée générale sera bien entendu tenue au courant des mesures que le Conseil pourra prendre en la matière. Au cas où l'Assemblée générale adopterait la

charte de l'Université, le Secrétaire général prendra toutes les mesures nécessaires pour en appliquer les dispositions, en consultation avec le Directeur général de l'UNESCO, en attendant l'entrée en fonctions du Recteur. Les dépenses encourues éventuellement seront financées à l'aide de contributions volontaires à l'Université. Il faut espérer que le Recteur pourra être désigné au milieu de 1974 et qu'il assumera ses fonctions en septembre ou octobre 1974; d'autre part, le Centre de l'Université devrait être développé progressivement. Après quatre années de préparation, l'Université commencera alors son existence autonome dans le cadre du système des Nations Unies et il lui appartiendra de faire ses preuves.

58. M. M'BOW (Sous-Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) expose les observations et commentaires du Conseil exécutif de l'UNESCO concernant le projet de charte de l'Université des Nations Unies mis au point par le Comité fondateur. L'UNESCO n'a cessé d'accorder une attention particulière au projet de création d'une université sous l'égide des Nations Unies depuis que l'idée en a été lancée en 1969; en effet, la convergence entre les obligations constitutionnelles et les activités de l'UNESCO, d'une part, et la vocation de l'Université, d'autre part, ressort très nettement des dispositions de la résolution 2951 (XXVII) de l'Assemblée générale. Toutefois, l'UNESCO a considéré dès le début que la création d'une université ayant l'originalité et l'ampleur de celle qui est envisagée pose des problèmes complexes et difficiles et elle a jugé qu'il fallait avant tout procéder à une étude aussi minutieuse que possible de tous les aspects de la question. La complexité des problèmes est d'ailleurs apparue plus clairement encore lors de l'élaboration et de la discussion de l'étude de justification que l'Assemblée générale avait chargé l'UNESCO d'entreprendre.

59. Les débats et les résolutions de la Conférence générale et du Conseil exécutif de l'UNESCO ont été constamment marqués par la volonté de définir des orientations qui soient acceptables pour les Etats membres et qui puissent en même temps engager la communauté académique du monde, tout en permettant à l'Université de remplir efficacement la mission qui lui a été assignée. En effet, les Etats membres de l'UNESCO ont toujours considéré que l'UNESCO a compétence et responsabilité au premier chef pour assurer l'élaboration et la mise en œuvre de ce projet. Le Conseil exécutif a adopté sans aucun vote négatif la décision 4.3.2 (voir A/9149/Add.1) qui contient ses commentaires et observations sur le projet de charte proposé par le Comité fondateur; ces observations et suggestions se fondent sur les principes énumérés au paragraphe 6 de la décision du Conseil. Le Sous-Directeur donne lecture de ces principes, qui correspondent à des principes déjà énoncés dans des résolutions précédentes de l'Assemblée générale des Nations Unies et de la Conférence générale de l'UNESCO ainsi que dans des décisions antérieures du Conseil exécutif. Il n'y a donc quant au fond ni divergence ni contradiction entre les propositions émanant du Comité fondateur et les suggestions du Conseil exécutif de l'UNESCO.

60. Les modifications et les suggestions que le Conseil exécutif apporte au projet de charte tendent toutes à

préciser et à compléter utilement cette charte de manière à rendre les options fondamentales plus claires et plus explicites et à les harmoniser davantage avec les principes de base énoncés dans sa décision. Cette décision est hautement significative, car si le projet relatif à une université des Nations Unies a eu dès le début des partisans tenaces, il n'a pas manqué d'adversaires résolus. Toutefois, à mesure que les buts sont devenus plus clairs et les structures, conditions et modalités de fonctionnement et de financement plus précises, les oppositions se sont atténuées au point de faire place à un consensus presque général. La même chose est vraie des milieux académiques du monde avec lesquels des échanges de vues se sont poursuivis pendant trois ans. Le résultat du consensus intervenu au Conseil exécutif de l'UNESCO a abouti à la mise au point du texte révisé de projet de charte de l'Université (voir A/9149/Add.2), dont le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a recommandé l'adoption sans réserve. Ce projet de charte révisé comprend 13 articles; l'article premier définit les buts et la structure de l'Université, communauté internationale de savants vouée à la recherche, à la formation postuniversitaire et à la diffusion du savoir en vue d'atteindre les buts et d'appliquer les principes de la Charte des Nations Unies; l'article II traite de l'autonomie de l'Université et des libertés académiques; l'article III définit l'organisation de l'Université, qui comprend un conseil de l'Université, un recteur, un centre de l'Université et des centres et programmes de recherche et de formation; l'article IV précise la composition, le mode de désignation des membres et les attributions du Conseil de l'Université, organe central de décision; l'article V indique la procédure de nomination du Recteur, principal fonctionnaire académique et administratif, ainsi que la nature de ses responsabilités; les articles VI à XII ont trait respectivement au Centre de l'Université, aux centres et programmes de recherche et de formation, au personnel de l'Université, aux questions financières et budgétaires, au siège, aux statuts et pouvoirs et enfin aux amendements à la Charte; l'article XIII, disposition transitoire, concerne le statut du personnel de l'Université, qui devra être déterminé en définitive par le Conseil de l'Université en conformité avec les statuts qu'il adoptera pour assurer le bon fonctionnement de l'Université.

61. En ce qui concerne l'emplacement du Centre de l'Université, le Directeur général de l'UNESCO a donné son plein accord à la recommandation du Secrétaire général tendant à établir ce centre au Japon.

62. Le Sous-Directeur général de l'UNESCO souligne la coopération fructueuse qui s'est établie entre l'Organisation des Nations Unies et l'UNESCO ainsi qu'entre ces deux organisations et les autres institutions et organismes intéressés des Nations Unies, en particulier l'UNITAR. C'est grâce à cette coopération qu'a pu être menée à bien la tâche difficile, mais stimulante, de créer l'Université. Certes, l'avenir de cette institution ne sera que ce que toutes les nations voudront qu'il soit; il faut espérer toutefois que certaines grandes questions dont peut dépendre le sort de l'humanité pourront désormais être envisagées, du point de vue de la recherche comme de celui de la formation, de façon globale et sur une base réellement planétaire, dans une perspective qui engage à long terme l'ensemble de la communauté internationale.

L'UNESCO, quant à elle, est prête à assumer la part de responsabilité qui lui revient dans la mise en œuvre du projet d'Université des Nations Unies; le Conseil exécutif a en effet recommandé que le Secrétaire général de l'ONU soit invité par l'Assemblée générale à prendre, en accord avec le Directeur général de l'UNESCO, toutes mesures nécessaires pour assurer la mise en œuvre de la charte, en tenant compte notamment de ce qu'il semble souhaitable que l'UNESCO ait un rôle de premier plan à jouer, correspondant à ses compétences et attributions essentielles, dans tous les travaux préparatoires et arrangements provisoires. Le Directeur général de l'UNESCO est donc prêt à collaborer étroitement avec le Secrétaire général pour appliquer les décisions qui seront prises par l'Assemblée générale.

63. M. NICOL (Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche) retrace tout d'abord l'historique de la question de l'Université des Nations Unies; il a été décidé que l'UNESCO devait être membre de cette université et l'UNITAR, pour sa part, a été chargé de jouer un rôle central au sein du Comité préparatoire. Le Directeur général rappelle que toute université est, par définition, internationale, et que tel a toujours été le cas. Il cite en exemple les grandes universités d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Ainsi l'Université des Nations Unies s'inscrit dans une tradition séculaire; elle devra avant toute chose forger des liens très solides avec les milieux universitaires du monde entier et il convient donc de se féliciter qu'un aussi grand nombre de représentants des milieux universitaires aient participé aux travaux préparatoires et aux travaux du Comité fondateur. Il y a lieu, d'autre part, de lancer un appel aux universités du monde entier pour qu'elles offrent à l'Université des Nations Unies un appui aussi bien moral que financier.

64. Au nombre des offres faites par les divers gouvernements pour accueillir le Centre de l'Université, celle du Gouvernement japonais est sans aucun doute la plus intéressante. Toutefois, si les considérations financières sont certainement importantes, ce ne devrait pas être l'élément déterminant pour décider de l'emplacement du Centre. Le Directeur général, qui s'est rendu au Japon en sa qualité de membre du Comité fondateur, a pu toutefois constater l'enthousiasme que suscitait dans toutes les couches de la population l'idée de créer une université des Nations Unies; d'autre part, le Japon possède un grand nombre d'universités d'un niveau très élevé; de plus, les principes sur lesquels reposent la politique intérieure et la politique étrangère de ce pays font qu'on ne saurait trouver un meilleur emplacement pour l'Université; enfin, sa situation géographique, loin des grands centres universitaires européens, permettrait d'éviter une centralisation excessive.

65. En ce qui concerne le rôle que devra jouer l'UNITAR vis-à-vis de l'Université des Nations Unies, il est bon de constater que les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1300 ont reconnu implicitement, au paragraphe 5, le rôle central que joue l'Institut dans toutes les questions intellectuelles; l'UNESCO également a toujours appuyé les travaux de l'Institut. Il faut avouer que l'idée de la création d'une université a toujours préoccupé l'UNITAR ainsi que d'autres instituts de recherche; c'est pourquoi le Directeur général a été heureux d'apprendre que des mesures seront

prises pour constituer avec ces instituts des formes d'association qui ne seront pas à leur désavantage mais qui, du moins il faut l'espérer, viseront à renforcer la coopération avec eux et à leur offrir une base financière plus solide pour leurs travaux. Il a été encourageant de constater que le Directeur général de l'Institut a été régulièrement consulté par l'UNESCO et par les membres du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et qu'il a été désigné membre d'office du Comité fondateur. Les inquiétudes de l'Institut avaient été communiquées au Secrétaire général adjoint aux affaires interorganisations et à la coordination et celui-ci les a dûment prises en considération, comme il l'a indiqué dans son intervention. En fait, l'Institut, qui a des liens avec un grand nombre d'universités et d'institutions dans le monde entier, a accumulé des

connaissances et une expérience qui pourront être très précieuses pour l'Université des Nations Unies. Il est donc bon de voir que les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1300 ont reconnu le rôle spécial que peut jouer l'Institut, et le Directeur général se demande si l'on ne pourrait pas ajouter le nom de l'Institut au paragraphe 6 du dispositif. Il espère que le projet de résolution sera adopté par consensus.

66. M. CAVAGLIERI (Italie) aimerait que les interventions du Secrétaire général adjoint aux affaires interorganisations et à la coordination, du Sous-Directeur général de l'UNESCO et du Directeur général de l'UNITAR soient reproduites aussi largement que possible dans le compte rendu analytique de séance.

La séance est levée à 13 h 30.

1548^e séance

Mardi 6 novembre 1973, à 10 h 40.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1548

POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

Université des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (suite) [A/9003/Add.1 (troisième partie), A/9149 et Add.1 et 2, A/C.2/L.1300]

1. M. OGISO (Japon) rappelle que, après de nombreuses études, résolutions et décisions, l'Assemblée générale a décidé à sa vingt-septième session d'établir l'Université des Nations Unies; il lui faut maintenant adopter une charte pour cette université et décider de l'emplacement de son centre. En ce qui concerne la première de ces questions, le Conseil exécutif de l'UNESCO a présenté des observations et des commentaires (voir A/9149/Add.1) sur le projet de charte proposé par le Comité fondateur, qui figure à l'annexe I, appendice III, du rapport du Secrétaire général (A/9149); l'Assemblée est maintenant saisie d'un texte révisé du projet de charte (voir A/9149/Add.2) qui est le produit des efforts concertés des secrétariats de l'ONU et de l'UNESCO; ce texte est fondé sur le projet proposé par le Comité fondateur et tient compte des commentaires et observations du Conseil exécutif de l'UNESCO. La délégation japonaise espère vivement que le texte révisé de la charte sera adopté à l'unanimité à la présente session de l'Assemblée générale.

2. En ce qui concerne l'emplacement du Centre de l'Université, le Secrétaire général a recommandé à l'Assemblée de prendre sérieusement en considération le fait que le Japon soit disposé à devenir l'Etat hôte de cet organe. Les directeurs généraux de l'UNESCO et de l'UNITAR se sont associés à cette recommandation. Le Japon, qui a toujours reconnu qu'il convenait avant tout de renforcer la solidarité internationale pour jeter les bases d'une paix mondiale, a soutenu dès l'origine l'idée de créer une université des Nations Unies. Pour des raisons à la fois historiques et géographiques, le Japon est un point de rencontre des cultures orientales et occidentales et s'est efforcé de

jouer un rôle d'intermédiaire entre pays développés et pays en voie de développement. Le représentant du Japon est donc persuadé que, si l'offre de son pays était retenue, le Centre de l'Université pourrait servir utilement à promouvoir la paix et la prospérité dans le monde. Il convient également de souligner l'importance symbolique qu'il y aurait à situer cette institution mondiale en Asie. La délégation japonaise espère sincèrement que les membres de la Deuxième Commission accepteront l'offre du Gouvernement japonais. Celui-ci est disposé à verser une contribution d'un montant de 100 millions de dollars au Fonds de l'Université des Nations Unies, en cinq versements annuels à partir de 1974, sous réserve de l'approbation du Parlement et à condition que les Etats Membres et d'autres sources versent également des contributions au Fonds; d'autre part, le Japon prendra à sa charge toutes les dépenses d'équipement nécessaires pour l'établissement du Centre dans la région métropolitaine de Tokyo. Cette contribution n'empêche pas le Gouvernement japonais d'envisager d'augmenter l'année prochaine sa contribution à l'UNITAR.

3. Le représentant du Japon présente, au nom des auteurs, le projet de résolution A/C.2/L.1300. Au paragraphe 1 du dispositif, les auteurs demandent à l'Assemblée générale d'adopter le projet de charte de l'Université qui incorpore les commentaires et observations du Conseil exécutif de l'UNESCO (voir A/9149/Add.2), l'organisation compétente en matière d'éducation. Etant donné que l'Université des Nations Unies est un projet international d'un type tout à fait nouveau, il est normal que les opinions divergent à propos de la charte. Toutefois, ce projet est conçu de façon que l'Université jouisse des libertés académiques et de l'autonomie nécessaires et bénéficie de l'intérêt et de l'appui du monde entier; il est également conforme à l'esprit de la résolution 2951 (XXVII), par laquelle l'Assemblée a décidé d'établir l'Université.

4. Le paragraphe 2 du dispositif indique la procédure à suivre, le cas échéant, pour modifier la charte à la

trentième session de l'Assemblée générale. Il faudra probablement quelques années d'expérience pour déterminer s'il y a lieu de modifier la charte; d'autre part, les membres de la Deuxième Commission ne sont pas, pour la plupart, experts en questions académiques; les auteurs ont donc jugé que les commentaires et observations formulés à l'Assemblée générale devraient être examinés par le Conseil de l'Université avant que l'Assemblée ne décide s'il y a lieu de les incorporer dans la charte.

5. Au paragraphe 3 du dispositif, l'Assemblée déciderait que le Centre de l'Université sera établi dans la région métropolitaine de Tokyo; à cet égard, le représentant du Japon remercie chaleureusement tous ceux qui ont appuyé l'offre de son gouvernement. Le paragraphe 4 du dispositif n'appelle pas d'observation particulière.

6. Contrairement à ce que semblent désirer certains, les auteurs ne pensent pas qu'il convienne de préciser dans une charte de l'Université les rapports qui existeront entre l'Université et l'UNITAR. A leur avis, c'est au Conseil de l'Université qu'il appartiendra d'examiner la question. Il existe certainement des similarités entre les objectifs de l'Université et ceux de l'UNITAR, mais l'Institut s'intéresse davantage à des questions d'ordre pratique tandis que l'Université aura un point de vue plus théorique. Toutefois, il est fort probable que l'UNITAR mettra au point une collaboration fructueuse avec l'Université sur bien des points d'intérêt commun. C'est pourquoi les auteurs ont exprimé l'espoir, au paragraphe 5 du dispositif, que le Conseil de l'Université examinera, en tant que tâche prioritaire, les relations entre l'Université et l'UNITAR.

7. Au paragraphe 6 du dispositif, il est question de contributions volontaires. Le représentant du Japon appelle à cet égard l'attention des membres de la Commission sur le paragraphe 1 de l'article IX du projet de charte, aux termes duquel les contributions volontaires viennent uniquement de sources gouvernementales ou non gouvernementales et non pas de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées. L'Université pourrait recevoir une assistance de l'ONU dans le seul cas où le Recteur accepterait de l'ONU ou des institutions spécialisées une aide aux projets de l'Université, en particulier sous forme de bourses d'études, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 2 de l'article IX; cette disposition a déjà été approuvée par l'Assemblée dans sa résolution 2951 (XXVII). D'autre part, l'Université peut recourir aux services de l'administration générale, du personnel et des finances de l'ONU, mais uniquement sous réserve qu'il n'en résulte aucune charge supplémentaire pour le budget ordinaire de l'ONU (par. 9 de l'art. IX du projet de charte).

8. Le paragraphe 7 du dispositif a notamment pour objet de permettre à l'Université d'acquérir un caractère véritablement international.

9. Les auteurs prient instamment la Deuxième Commission d'adopter à l'unanimité le projet de résolution A/C.2/L.1300, fruit de longues consultations approfondies.

10. M. HACHANI (Tunisie) dit que son gouvernement avait examiné avec intérêt la note que le Secrétaire général lui avait adressée pour lui demander

dans quelle mesure il serait disposé à apporter une contribution financière au profit de l'Université des Nations Unies. En réponse à cette note, le Gouvernement tunisien avait fait savoir au Secrétaire général, le 11 avril 1973, que la Tunisie s'offrait à accueillir le siège de l'Université ou l'un des établissements qui lui seront rattachés. Par la suite, le Gouvernement tunisien a informé le Secrétaire général qu'il ne présentait sa candidature que pour l'un des organes qui seront rattachés à l'Université. En conséquence, la Tunisie est disposée à appuyer la candidature du Japon pour accueillir le Centre de l'Université. Toutefois, elle est toujours désireuse de voir s'installer chez elle l'un des organes qui seront rattachés à l'Université et elle donnera ultérieurement des précisions sur son offre définitive.

11. M. SHARMA (Singapour) dit que sa délégation est satisfaite du départ qu'a pris l'Université des Nations Unies. La plupart des dispositions du projet de charte révisé (voir A/9149/Add.2) rencontrent son agrément à l'exception d'un point qui mériterait d'être considérablement approfondi. Il s'agit des rapports entre l'Université des Nations Unies et l'UNITAR. Le projet de charte n'est pas suffisamment explicite sur cette question, à laquelle ne se réfèrent que trois dispositions, au paragraphe 1 de l'article IV, au paragraphe 2 du même article et à l'alinéa f de l'article VI. Ces dispositions sont très nettement insuffisantes et cela d'autant plus qu'un examen des documents constitutifs des deux organismes montre que leurs sphères de compétence se recoupent sur certains points importants.

12. Ainsi, par exemple, aux termes du Statut de l'UNITAR¹, les deux fonctions de l'Institut sont la formation et la recherche, et il assure la formation, à divers niveaux, de personnes, venant en particulier de pays en voie de développement, qui sont appelées à s'acquitter de missions auprès de l'ONU ou des institutions spécialisées ou à s'acquitter, dans leur administration nationale, de missions se rattachant à l'activité de l'ONU (art. II, par. 2). En outre, l'Institut effectue des recherches et des études concernant les attributions et les objectifs des Nations Unies qui tiennent compte en priorité des besoins du Secrétaire général de l'ONU ainsi que de ceux des autres organes des Nations Unies et des institutions spécialisées (art. II, par. 3). Enfin, l'article VI prévoit que le Directeur général peut nommer chaque année membres associés de l'Institut un petit nombre de personnes particulièrement compétentes. Il ressort de l'étude du projet de charte de l'Université que les objectifs et les buts de cette dernière transcendent, mais, en même temps, englobent ceux de l'UNITAR. Le mode de financement des deux organismes présente également de grandes analogies.

13. Dans ces conditions, l'absence de dispositions précises pourrait entraîner de graves conséquences, dont des doubles emplois et la concurrence pour l'attribution des contributions volontaires. Une telle concurrence pourrait nuire à la stature ainsi qu'aux ressources de l'une des institutions, si ce n'est des deux. De même, dans le domaine du recrutement du personnel, l'Université et l'UNITAR pourraient par inadvertance se causer mutuellement préjudice, ce qui entraînerait des gaspillages considérables pour l'une et pour l'autre.

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Annexes*, point 45 de l'ordre du jour, document A/6875, annexe III.

14. La délégation singapourienne pense que la meilleure solution consisterait à faire de l'Institut un élément distinct ou une institution au sein de l'Université. S'il demeure en dehors de l'Université, il risque de se heurter par la suite à de grandes difficultés dans l'accomplissement de sa tâche et de finir par tomber en désuétude, ce qui serait regrettable étant donné les résultats obtenus par le passé. M. Sharma ne pense pas que cette fusion puisse avoir des effets néfastes pour l'un ou l'autre des deux organismes. Au contraire, l'Université bénéficierait ainsi au maximum de l'expérience de l'UNITAR et celui-ci, de son côté, puiserait une énergie nouvelle grâce à ses rapports étroits avec l'Université.

15. La délégation singapourienne se félicite que le problème ait été abordé par le Directeur général de l'UNITAR et qu'il fasse l'objet du paragraphe 5 du projet de résolution A/C.2/L.1300. Elle espère que d'ici à la trentième session de l'Assemblée générale, lors de laquelle l'Assemblée générale examinera les amendements éventuels à la charte, le Conseil de l'Université et l'UNITAR seront parvenus à définir clairement leurs rapports mutuels. Elle espère en outre que le rapport qui sera présenté à la trentième session comprendra également des recommandations concrètes et des amendements sur les liens entre l'Université et l'UNITAR, afin que ceux-ci puissent être étudiés par l'Assemblée générale.

16. M. JABER (Jordanie) apprécie les efforts déployés par le Secrétariat de l'ONU, par l'UNESCO et par l'UNITAR pour traduire dans la réalité l'idée d'une université des Nations Unies. Aux termes du projet de charte, l'Université sera une communauté internationale de savants vouée à la recherche, à la formation postuniversitaire et à la diffusion du savoir; elle constituera ainsi un ensemble mondial d'institutions affiliées plutôt qu'une institution centralisée et jouira de l'autonomie dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, et surtout des libertés universitaires nécessaires à la réalisation de ses objectifs. La délégation jordanienne, qui figure au nombre des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1300, dit que le fait de situer à Tokyo le Centre de l'Université permettra non seulement de profiter de l'offre généreuse du Gouvernement japonais, mais également de bénéficier de la riche expérience du Japon en matière d'utilisation des techniques modernes. Le paragraphe 4 du dispositif paraît particulièrement important; le fait de situer les centres de recherche et de formation dans des pays en voie de développement améliorera la contribution que l'Université peut offrir à ces pays et permettra d'échanger des données d'expérience et des résultats de recherches scientifiques. Un certain nombre d'offres ont déjà été faites par les pays en voie de développement et il en parviendra certainement d'autres. L'Université de Jordanie, par exemple, est en train de formuler une offre en vue d'accueillir un centre de recherche.

17. M. KUMI (Ghana) dit que sa délégation a appuyé l'idée d'une université des Nations Unies dès que l'ancien secrétaire général U Thant en a pris l'initiative en 1969. Dans l'ensemble, les principes qui sont chers à la délégation ghanéenne sont énoncés dans le projet révisé de charte de l'Université, dont l'adoption à la session en cours ne devrait pas causer de difficulté.

18. Néanmoins, certains articles nécessiteraient des révisions d'ordre juridique. Ainsi, le sens de l'article XII concernant la procédure à suivre en matière d'amendements n'est pas clair. Au paragraphe 1 dudit article, l'expression "peut apporter" doit être remplacée par "apporte", afin de montrer que l'Assemblée générale est l'autorité suprême. Mais ces subtilités doivent être laissées aux juristes et ne doivent pas empêcher la Commission d'adopter la charte.

19. La délégation ghanéenne est au nombre des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1300 qui fixe l'emplacement du siège de l'Université à Tokyo. Elle est sûre que l'offre du Gouvernement japonais recevra l'appui de la grande majorité des Etats Membres. Par ailleurs, le Ghana souhaiterait vivement accueillir sur son territoire une section de l'Université et fera part de son intention au Secrétaire général. En effet, depuis quelques années, l'Afrique fait figure de sujet d'étude majeur non seulement par sa diversité, mais également à cause de la dimension nouvelle qu'elle confère à la compréhension internationale. Depuis sa fondation, l'Université du Ghana a cherché à faire des études africaines un domaine de recherche et une partie intégrante du programme des lettres et des sciences sociales. Le Ghana est donc prêt à accueillir un département de l'Université des Nations Unies afin de compléter ces études et promouvoir la connaissance de l'Afrique dans les affaires internationales. En outre, l'Université des Nations Unies pourrait s'intéresser aux travaux des départements de statistique et de recherche sociale et économique ainsi qu'à ceux du Centre d'études démographiques et du département de l'agriculture à l'Université du Ghana. Faut-il rappeler que le siège de l'Association des universités africaines se trouve au Ghana et que l'Université du Ghana a joué un rôle vital dans cette association ?

20. Il est temps de permettre à l'humanité de profiter des bienfaits de la paix, et c'est dans cet esprit que la délégation ghanéenne appuie l'adoption du projet révisé de charte.

21. M. WANG Tzu-chuan (Chine) dit que, étant donné que l'Université des Nations Unies est une université mondiale, elle ne doit pas être dirigée par quelques pays. Le Conseil de l'Université doit être caractérisé par une vaste représentation géographique. En outre, étant donné que chaque région compte un nombre différent de pays, le nombre de sièges réservés à chaque région au Conseil ne doit pas être le même, et comme les pays en voie de développement sont les plus nombreux dans le monde, ils doivent se trouver en majorité au Conseil. Ainsi seulement le Conseil pourra-t-il refléter plus fidèlement l'opinion des pays en voie de développement.

22. Certains pays ont fait savoir qu'ils souhaiteraient accueillir sur leur territoire des établissements affiliés à l'Université. La délégation chinoise pense qu'il convient de tenir compte à cet égard des vœux exprimés par les pays en voie de développement. Les sujets de recherche doivent également répondre aux besoins de ces pays et de leurs régions. Les travaux de recherche de l'Université doivent présenter un caractère concret et porter essentiellement sur les problèmes urgents de l'heure, et en particulier sur le progrès économique et social des pays en voie de développement, la discrimination raciale, les causes profondes de l'appauvrissement des pays en voie de développement, etc. L'Uni-

versité doit également contribuer à l'échange des techniques par ses travaux de recherche.

23. Les publications de certains organismes des Nations Unies témoignent d'un souci de quantité plutôt que de qualité. Leurs points de vue sont excessivement partisans et il arrive même que certaines d'entre elles ne distinguent pas entre ce qui est juste et ce qui est faux. En tant qu'institution nouvelle, l'Université des Nations Unies doit adopter un point de vue nouveau. Ses publications doivent éviter les erreurs qui viennent d'être citées, présenter un caractère scientifique et être conformes à l'esprit de la Charte des Nations Unies. Enfin, elles ne doivent pas être défavorables aux pays en voie de développement sous prétexte de liberté intellectuelle.

24. M. FERNANDEZ VILLAVARDE (Espagne) note que le Gouvernement espagnol, qui s'intéresse à la création de l'Université des Nations Unies depuis que l'idée en a été conçue, se félicite des progrès déjà réalisés pour la concrétiser. Il reste malgré tout un long chemin à parcourir, mais les derniers pas seront facilités par les offres généreuses de nombreux pays, et en particulier du Japon.

25. La délégation espagnole se félicite également des travaux accomplis par le Comité fondateur de l'Université des Nations Unies, et en particulier du projet de charte présenté pour examen à l'Assemblée générale par le Secrétaire général. La délégation espagnole a eu malheureusement très peu de temps pour prendre connaissance de la version révisée de la charte tenant compte des observations du Conseil exécutif de l'UNESCO, si bien qu'elle ne peut présenter à ce propos que quelques commentaires de caractère général et préliminaire. Pour ce qui est du contenu même du texte de la charte, la délégation espagnole constate avec plaisir que l'on a accordé à l'UNESCO un rôle particulier dans la création, puis le fonctionnement, de l'Université des Nations Unies. Grâce à la notion d'auspices conjoints de l'ONU et de l'UNESCO figurant à l'article premier, tous les organismes spécialement qualifiés pourront participer à l'action et au fonctionnement de l'université internationale et en partager la responsabilité : il convient de s'en féliciter puisque aucune activité des Nations Unies ne peut réussir sans une coordination efficace des travaux des différents organismes et une utilisation appropriée des ressources disponibles.

26. De même que le représentant de Singapour, M. Fernández Villaverde souligne l'importance qu'il y a à interpréter et au besoin à compléter les principes contenus dans la charte de façon à associer dans la mesure nécessaire l'UNITAR et les institutions parallèles au système de l'Université des Nations Unies; il considère donc que le Conseil de l'Université devrait se fixer entre autres tâches prioritaires la définition des relations entre l'UNITAR et l'Université, de façon à éviter des doubles emplois, des conflits de compétences et peut-être même une mauvaise administration des ressources nécessairement limitées. A cet égard, le représentant de l'Espagne se joint à ceux qui ont mentionné ce problème au moment de l'examen du rapport de l'UNITAR, ainsi qu'aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1300. Enfin, la délégation espagnole estime qu'en espagnol l'expression "*Carta de la Universidad de las Naciones Unidas*" n'est pas heureuse et suggère de remplacer le mot "*Carta*" par le

mot "*Estatuto*" puis par "*Reglamento*", s'agissant du développement ultérieur plus concret prévu au paragraphe 4 de l'article IV.

27. A propos du projet de résolution dont est saisie la Commission, la délégation espagnole se propose de l'examiner favorablement, compte tenu des commentaires qui précèdent et sous réserve des observations formulées à propos du projet de charte. Néanmoins, le représentant de l'Espagne aimerait savoir ce que pensent les auteurs dudit projet de l'opportunité d'y ajouter une disposition relative aux langues officielles de l'Université. Si l'Assemblée adopte les principes proposés dans le document A/9149/Add.2, il faudra peut-être décider quelles seront les langues officielles de l'Université et approuver expressément les suggestions du Comité fondateur exposées au paragraphe 5 de l'annexe I au document A/9149 tendant à ce que les langues officielles de l'Université soient celles de l'ONU et de la Conférence générale de l'UNESCO.

28. M. CHAKRAVARTY (Inde) dit que la délégation indienne, qui a toujours appuyé l'idée de la création d'une université internationale sous les auspices des Nations Unies, se félicite des progrès considérables réalisés au cours de l'année précédente, et en particulier de la mise au point par le Comité fondateur d'un projet de charte établi après des discussions approfondies sur les divers aspects d'un problème complexe.

29. Se référant aux buts de l'Université des Nations Unies tels qu'ils sont présentés à l'article premier du projet de charte, M. Chakravarty exprime l'espoir que, au moment de l'établissement de centres de recherche de haut niveau et de formation supérieure, il sera tenu compte du fait que les pays en voie de développement disposent d'un moins grand nombre de centres de ce genre que les autres pays, et que l'on s'efforcera d'obtenir une répartition géographique équitable, compte tenu du niveau des compétences universitaires et des installations de recherche disponibles ou qui pourront être créées. Le représentant de l'Inde se félicite en particulier des dispositions du paragraphe 3 de l'article premier; il note que l'Université devra favoriser la dissémination des connaissances acquises grâce à ses activités et programmes ainsi qu'assurer la coordination des activités de recherche et de formation afin d'éviter les doubles emplois et d'obtenir les meilleurs résultats du point de vue universitaire, financier et autres.

30. La délégation indienne approuve entièrement le contenu de l'article II du projet de charte et insiste pour que l'Université jouisse de la liberté et de l'autonomie en question.

31. Après avoir résumé le contenu de l'article III, le représentant de l'Inde exprime l'espoir que l'Université saura utiliser pleinement les institutions nationales d'un haut niveau universitaire de toutes les régions et surtout des pays en voie de développement et note que, au niveau international, l'Université des Nations Unies devra s'efforcer de coordonner la recherche sur les programmes d'importance mondiale afin d'en accroître la portée et de faciliter l'application des résultats de cette recherche.

32. Pour ce qui est des finances et du budget de l'Université, la délégation indienne appuie les dispositions énoncées à l'article VIII et considère que l'Université doit pouvoir compter sur des fonds suf-

fisants pour promouvoir la recherche de haut niveau et la formation supérieure sur des problèmes d'intérêt mondial et que ces ressources doivent être fournies selon les modalités proposées dans la charte de l'Université. La délégation indienne appuie pleinement la recommandation du Comité fondateur concernant une dotation qui assurerait la viabilité financière de tout le système de l'Université des Nations Unies. Elle juge encourageant que des offres de contributions en installations et autres aient été reçues d'au moins 25 pays, et en particulier du Japon, qui a généreusement offert d'apporter au Fonds de l'Université des Nations Unies une contribution de 100 millions de dollars en cinq versements annuels à partir de 1974 et est disposé à envisager de contribuer aux dépenses d'équipement nécessaires pour la création d'unités de recherche et de formation relevant de l'Université dans les pays en voie de développement.

33. Pour ce qui est du projet de résolution A/C.2/L.1300, la délégation indienne le juge acceptable dans son ensemble mais souhaite suggérer quelques modifications mineures susceptibles d'en améliorer le texte. C'est ainsi qu'elle propose de remplacer, à la première ligne du paragraphe 2 du dispositif, le mot "examiner" par l'expression "tenir compte" et de supprimer ensuite, dans ce paragraphe, le passage "en consultation avec . . . Conseil économique et social", puisque ces dispositions figurent déjà dans l'article XII du projet révisé de charte.

34. Au paragraphe 5 du dispositif, la délégation indienne souhaiterait que l'expression "*Exprime l'espoir*" soit remplacée par le terme plus fort "*Recommande*".

35. En conclusion, la délégation indienne appuie chaleureusement la proposition tendant à créer une université internationale selon les principes contenus dans le projet de charte et est prête, sous réserve des modifications qu'elle a suggérées, à accepter le projet de résolution, et même à l'appuyer fermement en espérant qu'il sera adopté à l'unanimité.

36. M. VERCELES (Philippines) rappelle que sa délégation est l'un des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1300 et qu'elle approuve pleinement le choix de Tokyo comme siège de l'Université, consciente comme elle l'est du sens que revêt le choix de l'Asie, berceau de la civilisation. Il convient de remercier le Gouvernement japonais du rôle important qu'il a joué dans l'évolution de l'idée d'université des Nations Unies et en particulier de son offre généreuse d'assistance financière et matérielle.

37. L'Université doit être dotée d'une base financière adéquate si l'on veut qu'elle remplisse dans de bonnes conditions la tâche pour laquelle elle a été créée. Etant

donné que les moyens dont disposent les pays en voie de développement ne leur permettent pas de contribuer de façon substantielle au financement de l'Université, il faut espérer que le Secrétaire général pourra trouver les fonds nécessaires auprès d'institutions privées et de gouvernements intéressés.

38. Aux termes du projet de charte de l'Université des Nations Unies, celle-ci sera un établissement orienté vers la recherche, tandis que son rôle dans le domaine de la formation demeure relativement vague. Or la délégation philippine estime qu'il importe de maintenir un équilibre entre ces deux catégories d'activités et que la formation est d'une importance capitale pour les pays en voie de développement.

39. La délégation philippine approuve les domaines de recherche énoncés à l'article premier du projet de charte et pense que celle-ci doit avoir des buts concrets et déboucher sur des programmes d'action visant à résoudre les problèmes mondiaux. L'épanouissement des communautés universitaires et scientifiques en tous lieux, et en particulier dans les pays en voie de développement, doit être l'une des préoccupations essentielles de l'Université, car c'est là un moyen de résoudre le problème de l'exode des compétences.

40. Il conviendrait par ailleurs de préciser les rapports qui existeront entre l'Université et l'UNITAR, qui a été étroitement associé aux travaux préparatoires à la création de l'Université. Selon la délégation philippine, il doit régner entre les deux organismes une coopération étroite et constante qui devra leur permettre d'éviter les doubles emplois. Le Conseil de l'Université devra ultérieurement étudier les modalités de coopération et de consultation avec l'UNITAR.

41. Il conviendra en temps voulu d'envisager la participation de jeunes chercheurs aux travaux de l'Université et de chercher à y associer d'une façon ou d'une autre les organisations de jeunes. La délégation philippine espère qu'il sera possible de créer un conseil consultatif de la jeunesse au sein de l'Université.

42. Pour conclure, M. Verceles espère que le projet de résolution A/C.2/L.1300 sera adopté à l'unanimité.

43. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) précise que l'adoption de la charte, en conséquence de l'adoption du projet de résolution A/C.2/L.1300, n'entraînera aucune incidence financière sur le budget ordinaire de l'ONU, que ce soit au titre de l'article IX de la charte ou du paragraphe 6 du dispositif du projet de résolution.

44. Il annonce pour terminer que l'Uruguay s'est joint aux auteurs du projet de résolution.

La séance est levée à 12 h 25.

1549^e séance

Mardi 6 novembre 1973, à 15 h 20.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1549

POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

Université des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (*suite*) [A/9003/Add.1 (troisième partie), A/9149 et Add.1 et 2, A/C.2/L.1300]

1. M. ABDEL MEGUID (Egypte) rappelle qu'il a été membre du Comité fondateur de l'Université des Nations Unies. Il y a accord général sur les activités de l'Université et sur les grands thèmes qui doivent figurer dans ses programmes de recherche et de formation. Le Programme d'action pour la coopération économique¹ adopté par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Alger du 5 au 9 septembre 1973, a souligné l'importance particulière du non-alignement comme thème de recherche, et la délégation égyptienne estime qu'une attention spéciale devrait être accordée à cette matière dans les programmes de l'Université.

2. La formation et le perfectionnement de spécialistes hautement qualifiés de tous les pays, en particulier des pays en voie de développement, constituent l'un des moyens qu'adoptera l'Université pour atteindre ses objectifs. L'Université ne fera pas double emploi avec les institutions existantes, mais assumera des responsabilités entièrement nouvelles. D'après les articles V et VI du projet de charte (voir A/9149/Add.2), le Recteur et le Centre de l'Université assureront la coordination tandis que, selon l'article IV, le Conseil de l'Université maintiendra une liaison avec l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et le Conseil exécutif de l'UNESCO.

3. L'article II du projet de charte est consacré à l'autonomie et aux libertés universitaires nécessaires à la réalisation des objectifs de l'Université. La délégation égyptienne estime que, pour éviter l'exode des compétences des pays en voie de développement, l'emploi de personnel scientifique par l'Université des Nations Unies devra être d'une durée limitée. M. Abdel Meguid se félicite que l'arabe soit l'une des langues officielles de l'Université (A/9149, annexe I, appendice II, section 5) et il pense avec le représentant de l'Espagne que l'on pourrait faire explicitement mention dans la charte des langues officielles de l'Université. Il va de soi que l'arabe sera aussi l'une des langues de travail utilisées dans les centres, les programmes et les réunions organisés au profit du monde arabe ou musulman.

4. Comme il est indiqué dans l'annexe II du rapport du Secrétaire général (A/9149), le Gouvernement égyptien envisage l'affiliation éventuelle d'un institut en tant que centre régional de l'Université. Il est de l'intérêt de chaque Etat Membre de créer un comité national chargé de canaliser les informations et les données nécessaires au bon fonctionnement de l'Université sur le plan national, de recueillir et de

transmettre les informations utiles à l'Université, d'établir les critères d'affiliation, d'aider à recruter du personnel hautement qualifié et de collaborer à la sélection des candidats qui se proposent de participer aux programmes de recherche. Il serait laissé à chaque Etat la liberté d'établir la composition de ce comité.

5. La délégation égyptienne apprécie l'offre généreuse du Gouvernement japonais concernant l'installation du Centre de l'Université à Tokyo, et des unités de recherche et de formation au Japon. Elle espère que le projet de résolution A/C.2/L.1300, dont elle est l'un des auteurs, sera adopté à l'unanimité.

6. Mme YOUNG (Etats-Unis d'Amérique) déclare que son gouvernement, qui a approuvé les principes et les objectifs de l'Université énoncés dans la résolution 2951 (XXVII) de l'Assemblée générale, est impressionné par les progrès accomplis ultérieurement par le Comité fondateur. A la quatre-vingt-troisième session du Conseil exécutif de l'UNESCO, le premier projet de la charte a été substantiellement renforcé quant à l'autonomie et aux libertés universitaires, ainsi qu'à l'organisation. Le Gouvernement des Etats-Unis approuve le projet révisé (voir A/9149/Add.2) ainsi que la recommandation du Secrétaire général tendant à installer le Centre de l'Université dans la région de Tokyo. Mme Young note avec satisfaction qu'il est fait mention de l'UNITAR dans le projet de résolution A/C.2/L.1300 et elle se prononce en faveur des mesures envisagées au paragraphe 2 du dispositif, qui donneraient à l'Assemblée générale une autre occasion d'examiner la charte.

7. Une université mondiale pourra contribuer durablement à ralentir l'exode des compétences et à mettre un terme à l'isolement physique et intellectuel. Elle pourra assurer une action cohérente pour résoudre les problèmes sociaux et économiques dans les pays en voie de développement et devrait également se révéler utile aux pays très développés. L'Université ne sera pas une panacée pour tous les problèmes soumis à l'Assemblée générale, mais son envergure et son influence iront grandissant comme il convient.

8. Le choix des membres du Conseil et du Recteur constitue probablement la décision clef la plus importante qu'il reste à prendre. Le Conseil, en particulier, doit être puissant et représentatif. La délégation américaine se préoccupe par ailleurs tout particulièrement des modalités que l'on arrêtera pour associer les organismes universitaires existant à l'Université, car c'est le domaine d'action privilégié de son pays. Il faut également tenir compte comme il convient des relations entre l'Université et les organismes en activité des Nations Unies chargés de la recherche et de la formation. L'Université jouera un rôle catalyseur important dans l'ensemble de la communauté universitaire, et l'une de ses premières tâches consistera à introduire de l'ordre à cet égard dans les activités des organismes des Nations Unies. Grâce à son système d'institutions associées, il

¹ Voir document A/9330.

est probable que l'Université offrira des services et des possibilités venant compléter ou améliorer les moyens actuels de coopération globale.

9. L'Université devra être financée exclusivement par des contributions volontaires, ce mode de financement se révélant probablement plus fructueux et plus fiable que les autres moyens plus étroitement liés au budget des Nations Unies. En outre, l'enseignement devra échapper aux entraves et aux influences politiques, et la séparation des sources de financement et des sources d'influence possibles favorisera cette réelle liberté universitaire.

10. M. CAVAGLIERI (Italie) déclare que son gouvernement a toujours appuyé les mesures visant à créer une université des Nations Unies qui serait un nouveau centre de collaboration entre les peuples. Les travaux de l'UNESCO, qui est la plus importante des institutions internationales compétentes pour les questions culturelles, sont complétés par ceux de plusieurs institutions et organes plus spécialisés. Les activités de l'UNITAR, en particulier, se sont toujours avérées précieuses. La délégation italienne espère que l'Université, si elle est établie selon les principes énoncés dans le projet de charte, contribuera grandement aux efforts faits par l'Organisation des Nations Unies pour que des contacts s'établissent entre tous les savants du monde. La collaboration culturelle et technique, dans laquelle l'Organisation des Nations Unies joue à juste titre un rôle de plus en plus actif, est essentielle pour résoudre les problèmes matériels et moraux fort complexes que doivent affronter tous les Etats.

11. Les programmes de recherche de l'Université devraient porter entre autres sur des questions telles que la coexistence entre les peuples, les relations pacifiques entre les Etats, le maintien de la paix et de la sécurité et d'autres aspects importants du rôle de l'Organisation des Nations Unies. La recherche scientifique et l'application de la science au développement sont plus particulièrement du ressort des milieux universitaires et techniques. La mise en place d'un réseau décentralisé d'établissements doit permettre, si son administration est efficace, d'établir des liens solides et mutuellement profitables entre l'Université et les divers pays sur les territoires desquels seraient situées ses différentes unités. Les efforts visant à établir une collaboration étroite entre les savants de tous les pays devraient en principe s'étendre au monde entier et être aussi énergiques que possible.

12. Le Gouvernement italien a proposé d'accueillir l'un des centres de l'Université pour manifester non seulement son appui à l'égard de la création de cette institution, mais également l'intérêt précis qu'il porte à la collaboration internationale entre les savants et les chercheurs. Les dispositions voulues, sur les plans financier et administratif et sur celui de l'organisation, ont déjà été prises en vue d'établir un centre scientifique de l'Université à Trieste.

13. Abordant la question de la coordination entre l'Université et d'autres institutions de l'Organisation des Nations Unies, en particulier l'UNITAR, le représentant de l'Italie déclare que les dispositions du projet de charte et du paragraphe 5 du projet de résolution A/C.2/L.1300 sont satisfaisantes pour l'instant. D'autres mesures pourront être adoptées le moment venu par les organes directeurs respectifs et il sera toujours possible de présenter des suggestions et

des propositions à l'Assemblée générale. La délégation italienne espère que l'Assemblée approuvera le projet de charte et le projet de résolution. Le Gouvernement italien coopérera dans toute la mesure possible avec la nouvelle Université.

14. M. GORITZA (Roumanie) déclare que le projet de charte représente une synthèse des opinions, observations et propositions formulées par de nombreux Etats durant les quatre dernières années. La délégation roumaine se félicite des travaux du Comité fondateur de l'Université et des observations très pertinentes formulées par le Conseil exécutif de l'UNESCO. Le moment est venu de mettre définitivement au point le projet de charte et de l'adopter.

15. Pour que la nouvelle institution soit véritablement un succès, il est indispensable que ses activités soient orientées vers la réalisation des buts et des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies. Un autre objectif fondamental de l'Université doit être de se pencher sur les problèmes qui intéressent tout particulièrement les pays en voie de développement.

16. Les centres de recherche et de formation situés dans les divers pays constitueront des unités de base de l'Université et auront, en tant que telles, un rôle important à jouer. Il est vraisemblable que ce type de structure administrative encouragera les institutions scientifiques du monde entier à participer aux études et aux recherches entreprises par l'Université. Le Gouvernement roumain a déjà exprimé le désir que soit associée à celle-ci une unité de recherche pédagogique. Cette unité de recherche pourrait entreprendre des travaux ayant trait à la recherche scientifique fondamentale et à l'application des résultats de la science et de la technique en faveur du développement. La délégation roumaine note avec intérêt que le Gouvernement japonais a proposé que le Centre de l'Université soit établi à Tokyo et elle envisage favorablement cette proposition, compte tenu du fait que l'établissement d'institutions de l'Organisation des Nations Unies sur le territoire de différents Etats Membres est susceptible d'accroître l'efficacité non seulement de ces institutions mais également de l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble.

17. En ce qui concerne les rapports entre l'Université et d'autres institutions internationales, la délégation roumaine partage le point de vue exprimé par le Comité fondateur (A/9149, annexe I, appendice II) selon lequel l'Université devrait coopérer étroitement avec les organisations non gouvernementales, et notamment avec les organisations de jeunes et d'étudiants. Le projet de charte devra comporter une définition plus précise des relations entre l'Université et l'UNITAR.

18. M. SKOGLUND (Suède), constatant que l'UNESCO et l'UNITAR sont désireux de coopérer à l'établissement de l'Université des Nations Unies, estime qu'il s'agit là d'un fait encourageant.

19. Le Gouvernement suédois est en faveur de l'Université envisagée mais n'a pris aucune décision en ce qui concerne une participation active de la Suède. Il est satisfait des travaux du Comité fondateur et approuve dans l'ensemble le projet de charte.

20. Il faudrait que les observations présentées par le Conseil exécutif de l'UNESCO sur le projet de charte (voir A/9149/Add.1) soient examinées ultérieurement par le Conseil de l'Université et qu'il en soit tenu

compte éventuellement dans les statuts à adopter pour l'application de la charte.

21. Le représentant de la Suède espère que les membres du Conseil de l'Université et le Recteur s'efforceront de promouvoir des rapports étroits entre la nouvelle institution et les milieux universitaires du monde entier et que pour cela ils établiront des liens avec tous les systèmes universitaires.

22. Il est indispensable d'instaurer des rapports étroits entre l'UNITAR et l'Université car cela permettrait, entre autres, d'éviter certains chevauchements d'activités. Le rôle de l'UNITAR, tel qu'il est défini dans la résolution 2951 (XXVII) de l'Assemblée générale, doit être énoncé nettement dans la charte de l'Université. De même, on rendrait le paragraphe 5 du projet de résolution A/C.2/L.1300 plus explicite en remplaçant l'expression "*Exprime l'espoir*" par le terme "*Recommande*", comme le représentant de l'Inde l'a recommandé à la 1548ème séance. Compte tenu de ces observations, le Gouvernement suédois votera pour le projet de résolution.

23. M. MILLS (Jamaïque) déclare que la création d'une université des Nations Unies présente un intérêt tout particulier pour son pays et se félicite des travaux effectués pour mettre au point tant les détails que la structure générale de l'institution envisagée.

24. L'Université a été conçue comme une institution véritablement internationale qui pourra contribuer à la réalisation des objectifs de la Charte des Nations Unies et en particulier de ceux concernant la paix et le progrès. Elle pourra exprimer un point de vue indépendant au sujet de questions qui sont d'un intérêt crucial pour le monde entier et qui exigent parfois une opinion objective et non partisane. Elle pourrait faire porter ses études sur certains des nouveaux problèmes dont l'Organisation des Nations Unies a abordé l'examen, tels que ceux qui concernent les utilisations pacifiques du fond des mers, l'environnement, le transfert des techniques, les ressources naturelles et le commerce entre les pays en voie de développement.

25. Au moment où l'on prendra des dispositions pour associer l'Université aux institutions internationales existantes et à toutes celles qui pourraient être créées, il faudra prendre soin d'éviter au maximum les doubles emplois et la confusion. Il serait impossible d'intégrer à l'Université tous les organismes des Nations Unies s'occupant de recherche et de formation, mais il est extrêmement important d'établir entre l'Université et ces derniers de bons rapports de travail. L'Université doit être à chaque instant consciente des besoins de la communauté internationale et de l'Organisation des Nations Unies et doit contribuer à répondre à ses besoins dans les limites de la tâche qui lui est assignée. Elle doit toutefois éviter de devenir une simple institution à laquelle on confie des tâches. Dans ses rapports avec les universités nationales et les institutions régionales, elle devra, pour être sûre d'obtenir des résultats positifs, rechercher la perfection et démontrer son aptitude unique à établir si possible des rapports entre des cultures et des intérêts divers et à rechercher des domaines communs. L'Université doit avoir une grande part d'autonomie qui devra se refléter dans son système de financement et dans la façon dont elle nommera les enseignants et les autres catégories de personnel ainsi que dans les conditions qui seront faites aux personnes nommées. Elle ne devra autant que pos-

sible être soumise à aucune pression qui l'empêcherait d'être une institution de caractère vraiment universel.

26. L'Université des Antilles, qui dessert environ 14 pays, possède beaucoup des caractéristiques de l'institution envisagée actuellement. Lors de la création de cet établissement, un certain nombre de problèmes ont dû être réglés, tels que ceux de la représentation territoriale au Conseil de l'Université, l'évaluation des contributions financières, les libertés universitaires, l'emplacement des installations et la décentralisation. Les traits communs que cette université présente avec l'Université des Nations Unies devraient être étudiés par ceux qui ont pour tâche d'établir cette dernière.

27. La délégation jamaïcaine appuie le projet de charte, étant entendu qu'on le révisera sans trop tarder et que l'Assemblée générale procédera à un examen de la question à sa trentième session.

28. Le représentant de la Jamaïque remercie le Gouvernement japonais de s'être généreusement offert à accueillir l'Université. La délégation jamaïcaine a pris acte des propositions formulées par d'autres pays en ce qui concerne l'établissement de liens entre leurs universités et organismes de recherche et la nouvelle Université, et a noté en particulier que, dès le début, la Colombie a fait savoir qu'elle s'intéressait profondément à la création de cette institution.

29. M. POERWANTO (Indonésie) se félicite de la tendance encourageante à une meilleure appréciation de la conception de l'Université et à un plus grand appui de la part de nombreux gouvernements et institutions non gouvernementales. Il est temps que cette idée devienne réalité, mais il reste à faire en sorte que certaines conditions soient remplies. Il est vrai que certains pays ont manifesté leur ferme intention d'apporter une contribution financière substantielle, mais une généreuse dotation est absolument nécessaire. M. Poerwanto espère que les gouvernements et les organisations non gouvernementales ne tarderont pas à apporter leur contribution, et il estime qu'il convient de demander au Secrétaire général de poursuivre ses efforts en vue de réunir les fonds voulus. Il espère en outre que, après l'adoption par l'Assemblée générale de la charte de l'Université des Nations Unies, les éventuels donateurs pourront apporter leur contribution.

30. La délégation indonésienne tient à remercier le Gouvernement japonais de s'être généreusement offert à accueillir le Centre de l'Université à Tokyo, ville qui réunit les conditions requises. Les établissements affiliés devant être répartis dans le monde entier, M. Poerwanto insiste sur la nécessité d'une bonne coordination entre l'organisme central et les établissements décentralisés.

31. M. Poerwanto félicite le Comité fondateur pour le projet de charte et note avec satisfaction que l'UNESCO et l'UNITAR travaillent en étroite coopération. La délégation indonésienne approuve largement le projet de charte tel qu'il a été présenté, mais elle reste attentive à toute possibilité d'amélioration ultérieure.

32. Il est satisfaisant de savoir que l'Université consacra ses travaux et ses recherches à la solution des problèmes mondiaux pressants de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité, problèmes qui sont d'une importance primordiale pour les pays en voie de développement. L'Université pourrait

faire œuvre utile en assurant des possibilités de formation et de recherche aux ressortissants de ces pays, ce qui permettrait à ces derniers de mieux accomplir, plus tard, les tâches qui les attendent dans leurs pays respectifs.

33. La notion de libertés universitaires s'applique également à la sélection des personnes et des institutions qui participeront aux travaux de l'Université, et il faudra toujours s'assurer, en ce domaine, d'une représentation géographique équitable sur la base des compétences reconnues. Il faut faire en sorte que les bourses que le Recteur est habilité à accepter de divers organismes soient attribuées à des stagiaires originaires de pays en voie de développement.

34. En conclusion, M. Poerwanto tient à souligner l'importance du paragraphe 4 du projet de résolution A/C.2/L.1300, que sa délégation approuve sans réserve.

35. M. DELIVANIS (Grèce) déclare, en se référant au paragraphe 1 de l'article I du projet de charte, qu'il est nécessaire du moins à ce stade de limiter l'admission à l'Université à ceux qui ont déjà fini leurs études universitaires. Si le projet donne de bons résultats, on pourra envisager la possibilité d'organiser des cours pour les étudiants non encore diplômés. Il est important, compte tenu du paragraphe 6 du même article, que l'Université des Nations Unies assure des cours de perfectionnement et de réadaptation aux diplômés de l'enseignement supérieur et aux titulaires d'un doctorat originaires des pays en voie de développement, pourvu que leur administration nationale leur permette de s'absenter. M. Delivanis appuie le paragraphe 2 de l'article III et ajoute qu'il convient que le plus grand nombre possible de pays en voie de développement et de pays avancés aient sur leur sol des centres affiliés à l'Université. A cet égard, M. Delivanis espère que d'autres pays suivront l'exemple du Japon. Le représentant de la Grèce se demande si les trois membres d'office du Conseil, dont il est question au paragraphe 2 de l'article IV, s'ajouteront aux 24 membres prévus ou s'ils sont compris dans ce nombre. Il convient également d'examiner le problème de la nomination de suppléants et celui du quorum du Conseil. M. Delivanis est favorable à l'idée selon laquelle les membres du Conseil ne doivent pas rester en fonctions pendant plus de six ans, et cela doit être dit clairement lors des élections. A propos du paragraphe 2 de l'article V, il exprime quelques doutes sur l'utilité qu'il y a à renouveler le mandat de cinq ans du Recteur : la limitation de la durée d'un mandat ne peut manquer d'inciter à de plus grands efforts. En ce qui concerne le paragraphe 3 de l'article VII, le représentant de la Grèce suggère qu'il faudrait non pas une conférence des directeurs des centres et programmes de recherche et de formation, mais deux conférences distinctes, l'une pour les sciences sociales, l'autre pour les sciences naturelles. M. Delivanis partage le point de vue des représentants de l'Égypte et de l'Espagne selon lequel les langues officielles de l'Université doivent être explicitement désignées dans le projet de charte.

36. L'Université des Nations Unies doit être libre d'agir en fonction de l'expérience et des circonstances et doit pouvoir appliquer toutes mesures qu'elle aura prévues si, à l'expiration d'une période de deux mois, le Secrétaire général n'a pas formulé d'objection.

37. M. Delivanis remercie le Gouvernement japonais de la généreuse contribution qu'il s'est engagé à apporter et il invite les fondations privées, notamment celles des Etats-Unis, ainsi que les gouvernements, à suivre cet exemple. Cependant, les contributions gouvernementales doivent être proportionnelles au revenu par habitant du pays donateur et elles doivent être régulières, car une université moderne a des besoins immenses et les savants ou chercheurs n'y travailleront que si elle peut honorer les obligations assumées. Pour sa part, la délégation grecque sera bientôt en état d'annoncer le montant de la contribution de son pays.

38. En conclusion, la délégation grecque déclare qu'elle voudrait se porter coauteur du projet de résolution A/C.2/L.1300.

39. M. MITINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que le texte révisé du projet de charte (voir A/9149/Add.2) représente une amélioration par rapport à la première version publiée (A/9149). Le paragraphe 5 de l'article I reflète dans une certaine mesure les propositions faites par la délégation soviétique devant le Conseil exécutif de l'UNESCO. Cependant, le libellé du paragraphe serait encore amélioré si l'on ajoutait les mots "conformément aux buts et" après le mot "agissent"; en outre, en raison de l'importance du paragraphe, il devrait figurer en deuxième position dans l'article I et la numérotation des autres paragraphes devrait être modifiée en conséquence.

40. Le libellé de l'article VIII a été également amélioré et reflète maintenant les observations faites par la délégation soviétique devant le Conseil exécutif, à savoir qu'il faudrait tenir compte, lors du choix du personnel, de la représentation des divers systèmes sociaux et régions géographiques.

41. Les buts de l'Université, énoncés dans l'article I, devraient être précisés, notamment en ce qui concerne l'étendue des travaux de recherche. La liste des sujets énoncés au paragraphe 3 pour ce qui est des programmes de recherche est trop générale, et l'analyse des buts de l'Université et des problèmes dont elle traiterait confirme les doutes exprimés par la délégation soviétique à la vingt-septième session de l'Assemblée générale quant à l'opportunité de la création de l'Université. Les sujets devant relever de celle-ci sont déjà traités par de nombreux organismes des Nations Unies tels que l'UNESCO et l'UNITAR. Le projet de charte est libellé de telle façon que, dès le début, les travaux de l'Université feraient double emploi avec ceux déjà poursuivis par diverses institutions des Nations Unies et il serait plus raisonnable de tirer parti au maximum des possibilités qui existent déjà au sein du système des Nations Unies. La mise en place de nouvelles institutions entraîne inévitablement des doubles emplois injustifiés et onéreux. D'autre part, les travaux de l'Université ne devraient pas faire double emploi avec ceux des services du Secrétariat des Nations Unies ou des institutions spécialisées ni, à plus forte raison, s'y substituer. Ses recherches ne devraient pas porter sur les questions examinées par le Conseil de sécurité, les commissions politiques de l'Assemblée générale ou les comités qui s'occupent du désarmement, de l'espace extra-atmosphérique et du fond des mers.

42. D'après le paragraphe 6 de l'article I, l'un des objectifs fondamentaux de l'Université est d'aider à

résoudre les problèmes d'ordre scientifique qui se posent dans divers pays et en particulier dans les pays en voie de développement. La dernière phrase du paragraphe indique que l'Université devrait contribuer à résoudre le problème de l'exode des compétences, lequel a été également évoqué par le Secrétaire général dans la déclaration qu'il a faite à la première session du Comité fondateur, où il a fait observer que la plupart des chercheurs participeraient aux travaux de l'Université par roulement et non pas à titre permanent, ce qui aurait au moins l'avantage de résoudre partiellement le problème. Le Secrétaire général a également indiqué que le même but serait atteint grâce au système des "affectations doubles" permettant à certains chercheurs de travailler dans leurs établissements nationaux respectifs et de séjourner périodiquement à l'Université. Toutefois, ces propositions, tout comme celle qui ressort de la dernière phrase du paragraphe 6, restent de simples déclarations d'intention et peuvent difficilement être considérées comme des mesures effectives pour empêcher l'exode des compétences, phénomène dont les causes sont bien plus profondes. Les passages du projet de charte qui traitent de l'exode des compétences devraient être rédigés de façon aussi précise que possible.

43. La délégation soviétique a déjà fait état du manque de clarté des dispositions relatives à l'autonomie et aux libertés universitaires. L'article II peut faire l'objet d'interprétations différentes et, partant, il se pourrait que le choix des domaines d'études ainsi que des personnes et des établissements appelés à participer aux travaux de l'Université soit soumis à des facteurs d'ordre subjectif, avec pour conséquence que les travaux concrets de l'Université risqueraient souvent de n'être guère conformes aux intérêts des pays participants.

44. Le paragraphe 2 de l'article III mentionne la possibilité d'accorder à certains établissements le statut d'institutions associées à l'Université, mais le projet de charte ne donne aucun détail quant aux termes et aux conditions présidant à l'attribution d'un tel statut. Les dispositions pertinentes devraient être rédigées de façon plus précise.

45. La question du financement demeure un point de principe important. L'article IX du projet de charte envisage la possibilité de recourir non seulement à des contributions volontaires mais également à l'aide de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, en particulier sous forme de bourses d'études. Dans ces conditions, les budgets ordinaires de l'Organisation et des institutions seraient apparemment utilisés pour le financement de l'Université; la délégation soviétique confirme son opposition à une telle pratique et prend note à cet égard des déclarations faites par le représentant du Japon et par le secrétaire de la Commission aux termes desquelles l'Université serait financée à partir de contributions volontaires et l'adoption du projet de résolution A/C.2/L.1300 n'aurait aucune incidence financière sur le budget ordinaire de l'Organisation. La délégation soviétique tient à souligner une fois de plus que l'Université ne devrait être financée que par des contributions volontaires et qu'il ne faudrait pas recourir à des crédits issus du budget ordinaire des organismes des Nations Unies. Les contributions de source non gouvernementale ne devraient être assorties d'aucune condition relative à la nature des travaux de recherche ou à l'orientation des

activités de l'Université, car autrement on risquerait de voir que l'Université soit mise au service d'intérêts étroits n'ayant aucun point commun avec les buts et objectifs de l'Organisation des Nations Unies.

46. En résumé, le projet de charte contient de graves défauts auxquels il faut remédier si l'on veut que le principe de la création d'une université des Nations Unies soit accepté sans réserve ni scepticisme par ceux avec qui cet établissement serait appelé à coopérer.

47. M. AHMED (Soudan) déclare que la mise en œuvre effective du projet ne sera pas chose aisée. Aucun effort ne devra être épargné pour résoudre les problèmes complexes qui se posent et pour faire que la réalité soit aussi proche que possible de l'idéal. L'Université des Nations Unies devra avoir pour seul objectif de favoriser la réalisation des buts de la Charte des Nations Unies et elle devra avoir pour fin dernière de modeler les activités humaines d'ordre intellectuel et scientifique en un tout intégré et harmonieux au service du progrès humain. Elle devrait être entièrement à l'abri des pressions politiques de tout genre; à cet égard, il sera nécessaire de respecter avec la plus grande rigueur les dispositions de l'article II du projet de charte.

48. Les conditions qui prévalent dans les pays en voie de développement offrent des sujets inépuisables à la recherche pure ou appliquée. Dans cette perspective, le paragraphe 4 du projet de résolution A/C.2/L.1300 revêt un intérêt particulier car il prévoit une appréhension directe de ces conditions ainsi que la participation la plus large possible de savants issus des pays en voie de développement aux travaux de l'Université. La décentralisation des activités de la nouvelle institution est donc d'une importance cruciale.

49. Les rapports entre l'Université et l'UNITAR préoccupent grandement la délégation soudanaise, qui considère que les limites de la compétence respective de ces deux organismes devraient être clairement tracées afin d'éviter les cas de double emploi.

50. M. Ahmed souligne qu'il est nécessaire que l'arabe soit une des langues utilisées pour l'ensemble des activités de l'Université. Il faudra que l'on prenne par la suite les mesures nécessaires pour veiller à ce que des dispositions relatives à cette question figurent dans le projet de charte.

51. Les conditions de base nécessaires à la réussite de la mise en place de l'Université sont largement réunies. Les réserves mineures que la délégation soudanaise pourrait faire sur le projet de charte n'influeront pas sur sa décision d'appuyer le projet de résolution.

52. M. KEEBLE (Royaume-Uni) dit que son gouvernement appuie le projet de résolution A/C.2/L.1300 et rappelle que sa délégation a voté pour la résolution 2951 (XXVII) de l'Assemblée générale. Elle approuve le projet de charte, mais estime que quelques points devraient être clarifiés.

53. L'article VIII prévoit trois catégories de personnel, le Recteur et certains membres du personnel de direction bénéficiant en fait de privilèges diplomatiques que n'aurait pas le reste du personnel. La délégation britannique doute qu'un tel arrangement soit souhaitable dans le cas d'une institution universitaire, eu égard en particulier à la liberté académique et à l'autonomie envisagées par la charte à l'article II. Cet arrangement

ne convient pas davantage si l'on considère la question du prestige de l'Université, étant donné que les immunités du type approprié aux organisations politiques et intergouvernementales ne devraient pas s'appliquer à un établissement universitaire. Le fait d'établir une distinction entre catégories de personnel aurait également des désavantages; on a ici la possibilité de mettre en place un personnel unifié, dévoué à la recherche universitaire, et mieux vaudrait éviter toute division au départ.

54. La procédure établie au paragraphe 2 de l'article III pour associer des établissements universitaires et des centres à l'Université n'a pas toute la précision voulue. Aux termes du projet de charte, le Conseil de l'Université serait chargé de désigner les institutions à affilier à l'Université et de fixer les termes et conditions de cette affiliation. La question se pose de savoir si les établissements universitaires seraient tenus de céder au Recteur de l'Université leurs terrains et bâtiments et peut-être même les pouvoirs de nommer leur propre personnel, tout en continuant à assumer la charge du financement de leurs dépenses courantes. Dans l'affirmative, il pourrait y avoir lieu de formuler des réserves. Pour éviter pareille ambiguïté, il y aurait intérêt à préciser l'idée qui se trouve à l'origine du libellé de ce paragraphe et qui, on doit le supposer, est que la nature de l'association doit être négociée par voie d'accord et avec toute la souplesse voulue. A cette fin, on pourrait remplacer les mots "décidés par le Conseil de l'Université" par les mots "convenus entre le Conseil de l'Université et les établissements et centres intéressés".

55. Pour ce qui a trait à l'article IX, le Gouvernement britannique a toujours maintenu que l'Université devrait être financée au moyen de contributions volontaires et c'est dans ce sens que la délégation britannique interprète l'alinéa *a* du paragraphe 1 de cet article. Pour ce qui est du paragraphe 6 du projet de résolution A/C.2/L.1300, la délégation britannique tient à rappeler que, dans sa résolution 2951 (XXVII), l'Assemblée générale a chargé le Directeur général de l'UNITAR de jouer un rôle bien défini en coopération avec le Secrétaire général et avec le Directeur général de l'UNESCO. Estimant que l'expérience de l'UNITAR en matière de recherche et d'administration universitaire devrait être utilisée au maximum, la délégation britannique suggère d'insérer les mots "et le Directeur général de l'UNITAR" après le mot "culture" au paragraphe 6 du dispositif.

56. En conclusion, la délégation britannique tient à rendre hommage au Gouvernement japonais pour la générosité dont il a fait preuve en annonçant la contribution qu'il offre à l'Université. Une entreprise passionnante va être mise en chantier : puisse-t-elle, avec le temps, apporter une contribution marquante à la recherche coopérative dans le monde.

57. Pour M. GALLARDO MORENO (Mexique), l'importance de la résolution 2951 (XXVII) tient à ce que, en créant l'Université des Nations Unies, elle contribue à promouvoir les buts et principes de la Charte des Nations Unies. La délégation mexicaine félicite le Comité fondateur de ses travaux et de l'esprit dans lequel il a rédigé le projet de charte de l'Université. M. Gallardo Moreno exprime sa gratitude au Directeur général de l'UNESCO pour ses travaux et

se félicite de constater que divers pays sont disposés à coopérer au projet.

58. Le Mexique applaudit à l'offre du Japon d'accueillir le Centre de l'Université à Tokyo et il se propose d'examiner les arrangements d'ordre pratique à prendre pour collaborer avec l'Université. Il étudie notamment la possibilité de créer un comité national chargé de coordonner les travaux des institutions scientifiques mexicaines de haut niveau et de participer aux travaux de recherche de l'Université dans les domaines des sciences sociales, des questions biomédicales et des sciences de l'ingénieur.

59. Le lien entre l'Université et l'UNITAR est très important; on pourrait fort bien envisager d'établir des liens analogues avec d'autres organisations ayant des buts similaires.

60. Mme DERRÉ (France) rappelle que la délégation française n'a cessé d'apporter son soutien à toute initiative tendant à créer l'Université des Nations Unies. Elle remercie donc tous ceux qui ont œuvré à l'établissement du projet de charte et tout particulièrement les membres du Comité fondateur et le personnel de l'UNITAR et de l'UNESCO.

61. Les termes utilisés au paragraphe 1 de l'article I pour la définition de l'Université, à savoir "une communauté internationale de savants", ne paraissent pas constituer une définition juridique adéquate. La délégation française note donc avec satisfaction la précision apportée à la deuxième phrase pour laisser plus nettement entendre que l'Université constitue en fait un ensemble mondial de centres et de programmes de recherche et de formation. A la fin de cette phrase, les mots "situés dans les pays développés et dans les pays en voie de développement" pourraient être avantageusement remplacés par la formule générale "situés dans les pays membres de ces organisations".

62. L'article II ne prévoit pas l'autonomie des centres associés et des programmes; or la délégation française a toujours entendu qu'il serait mis en place un système décentralisé non seulement géographiquement mais aussi administrativement; pourtant la construction juridique proposée est à l'inverse très centralisée. La délégation française propose donc d'énoncer, dans l'article II ou dans l'article III, le principe de l'autonomie de gestion des centres et programmes. C'est là une idée qui a été avancée par le Conseil exécutif de l'UNESCO à l'alinéa *b* du paragraphe 6 de la décision 4.3.2. qu'il a prise à sa quatre-vingt-treizième session (voir A/9149/Add.1) et la délégation française regrette que le Comité fondateur n'y ait pas donné suite.

63. Il serait également nécessaire de mieux définir les centres et les programmes. La question se pose de savoir s'il faut entendre par centres, à l'alinéa *d* du paragraphe 1 de l'article III, uniquement les centres affiliés prévus au paragraphe 2 de l'article III ou s'il est possible d'envisager d'autres formules d'association telles que l'intégration ou le contrôle de services provisoires. Peut-être le paragraphe 3 répond-il à cette question puisqu'il prévoit la possibilité de conclure des accords contractuels ou d'autres arrangements, mais on devrait encore savoir si les recherches internationales coordonnées qui sont visées correspondent exactement aux programmes de recherche cités à l'alinéa *d* du paragraphe 1 ou si, simplement, elles

s'inscrivent dans les programmes comme le laisserait entendre le début du paragraphe 3. D'une façon générale, les termes "centres et programmes" semblent recouvrir des réalités différentes selon les alinéas. La délégation française désire que des éclaircissements lui soient donnés à ce sujet et qu'éventuellement ils soient reflétés dans la charte.

64. Il apparaît à la lecture des paragraphes 4, alinéa c, et 6 de l'article IV que le Comité fondateur a envisagé deux catégories de centres : les centres intégrés et les centres associés. Les premiers seraient financés par l'Université et leur personnel serait nommé par elle; les seconds seraient liés à l'Université par des arrangements contractuels. Cette distinction n'avait pas été établie antérieurement et ce principe n'est pas sans inquiéter la délégation française. La création de centres dont le financement serait entièrement supporté par l'Université risque de représenter pour elle une charge très lourde. En outre, ces centres seraient coupés des réalités et des besoins nationaux, ce qui serait en complète opposition avec l'objectif même de l'Université, qui est la coopération universitaire internationale; la délégation française regrette d'ailleurs que ce principe ne soit pas consigné dans la charte. Elle désire donc recevoir toute explication nécessaire sur les incidences pratiques que comportera la création de centres par et pour l'Université.

65. En ce qui concerne le personnel de l'Université, il semble à la délégation française que le principe de la liberté académique soit difficilement compatible avec la fonctionnarisation du personnel. S'il convient d'assurer à celui-ci certaines immunités, il ne paraît pas opportun de donner au personnel dit académique le statut de fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies, lequel implique une permanence peu souhaitable en l'espèce et la création d'un corps académique international coupé de ses propres racines. La délégation française apprécie donc la clause de sauvegarde introduite par le Conseil exécutif de l'UNESCO qui propose que la qualité de fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies soit reconnue à certaines catégories de personnel de l'Université en attendant que le Conseil adopte son propre statut.

66. Pour ce qui a trait à l'article IX, les formules de financement des frais d'équipement et des dépenses de fonctionnement de l'Université sont celles qui sont préconisées par la résolution 2951 (XXVII) de l'Assemblée générale et auxquelles la délégation française avait donné son accord avec quelque appréhension. Cette appréhension subsistant, Mme Derré précise la signification donnée par sa délégation à l'alinéa a du paragraphe 1, à savoir que, pour la réalisation d'opérations précises menées pour un temps déterminé, certains organes des Nations Unies tels que le PNUD, le Fonds pour les activités en matière de population et les institutions spécialisées pourraient apporter une contribution sous forme de bourses d'études ou de recherche ou de remboursement de frais, à l'exclusion de toute autre forme.

67. En ce qui concerne le projet de résolution A/C.2/L.1300, la délégation française tient à dire combien elle apprécie le geste du Gouvernement japonais qui invite l'Université à établir son centre à Tokyo. Le choix de cet emplacement est excellent en raison, d'une part, de sa situation dans un pays dynamique et à la pointe du progrès et, d'autre part, du passé intellectuel du continent asiatique. La délégation française n'a pas d'objection de principe au projet de résolution, mais elle décèle une certaine contradiction entre les paragraphes 1 et 2 du dispositif. Aux termes du paragraphe 1, l'Assemblée générale adopterait simplement la charte, alors que certaines délégations, notamment la délégation française, ont proposé des amendements. La délégation française estime que le projet de charte n'est pas pleinement satisfaisant, mais elle ne croit pas souhaitable de retarder l'établissement de l'Université. Aux termes du paragraphe 2, l'Assemblée générale invite le Conseil de l'Université à examiner les commentaires formulés sur la charte, en vue de permettre à l'Assemblée générale d'examiner à sa trentième session des amendements à la charte. Mme Derré propose donc en toute logique de modifier comme suit le début du paragraphe 1 : "*Adopte provisoirement . . .*" ou "*Adopte, sous réserve des dispositions qui pourraient être prises en application du paragraphe 2 du dispositif . . .*".

La séance est levée à 17 h 15.

1550^e séance

Mercredi 7 novembre 1973, à 10 h 55.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1550

POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

Université des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (*suite*) [A/9003/Add.1 (troisième partie), A/9149 et Add.1 et 2, A/C.2/L.1300]

1. M. DAVID (Libéria) dit que sa délégation a voté pour la résolution 2951 (XXVII) par laquelle l'Assemblée générale a décidé de créer l'Université des Nations Unies. D'ailleurs, le Gouvernement libérien

attache une grande importance à l'éducation, à laquelle il consacre un pourcentage important du budget national. Les portes de l'Université du Libéria sont ouvertes aux étudiants et aux professeurs étrangers qui ont toute liberté d'en utiliser les installations.

2. Il y a tout lieu d'être satisfait des travaux du Comité fondateur de l'Université des Nations Unies. La création d'une institution mondiale de recherche et de formation ne pourra manquer d'avoir d'heureux effets pour l'humanité tout entière.

3. La délégation libérienne tient à remercier le Gouvernement japonais de son offre généreuse et appuie le projet de résolution A/C.2/L.1300 dont elle souhaiterait se porter auteur.

4. M. VEROSTA (Autriche) dit que sa délégation a dès le début été favorable à l'idée d'une université des Nations Unies. Elle est donc satisfaite de voir que les efforts déployés pour mettre au point un schéma réalisable sont sur le point d'aboutir.

5. L'idée de créer un centre international de recherche scientifique n'est pas nouvelle : plusieurs centres de ce genre ont déjà été créés dans le domaine du droit international, notamment l'Institut du droit international de Gand, créé en 1873, l'Association de droit international, créée la même année, et l'Académie de droit international de La Haye, qui a commencé ses travaux en 1923; à l'époque de la Société des Nations, l'Institut de coopération intellectuelle, à Paris, avait pour tâche de coordonner les efforts dans les domaines culturel et scientifique. Durant la seconde guerre mondiale, nombreux étaient ceux qui préconisaient la création de centres scientifiques internationaux dans le monde entier, y compris, en 1943, le sociologue polonais Feliks Gross. En 1947, l'UNESCO a été constituée en tant que centre de coordination et d'assistance dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture, mais la création d'une université internationale n'a pas été envisagée à ce propos.

6. Plusieurs associations privées, parmi lesquelles il faut mentionner l'Association internationale pour la promotion d'une université mondiale, qui a son siège à Stuttgart, ont proposé la création d'une université internationale, mais c'est à l'ancien secrétaire général U Thant que revient le mérite d'avoir lancé l'idée actuellement à l'étude.

7. Dès le début, l'étude effectuée par l'UNESCO a montré que l'Université des Nations Unies ne pouvait être une "super-université". En effet, à l'heure actuelle, un grand nombre d'universités présentent un caractère international et accueillent des étudiants de nombreux pays. L'Université des Nations Unies devait être un centre qui encouragerait et aiderait activement les universités et les établissements de recherche à innover et à universaliser leurs programmes et qui contribuerait à la création de nouveaux établissements.

8. Etant donné la multiplication des institutions et même des organisations internationales à vocation d'enseignement, l'Université correspond-elle vraiment à un besoin ? M. Verosta, qui a été membre du Groupe d'experts ainsi que du Comité fondateur, a rapidement acquis la conviction que l'Université envisagée aurait un rôle utile à jouer dans le domaine de la recherche, car de nombreux sujets intéressant particulièrement les pays en voie de développement n'ont jamais reçu l'attention qu'ils méritent. Par exemple le buffle, animal dont le tiers de l'humanité connaît l'existence depuis des millénaires, devrait faire l'objet de recherches scientifiques approfondies.

9. La délégation autrichienne est convaincue de l'utilité et de la nécessité de l'Université des Nations Unies. Elle remercie le Gouvernement japonais d'avoir généreusement offert d'accueillir le siège de l'Université.

10. Mme VAN BELLE (Pays-Bas) dit que, lors de la vingt-septième session, sa délégation avait exprimé ses préoccupations en ce qui concerne les garanties sur la liberté académique, sans laquelle aucune université, aucun centre de recherche et de formation ne peut fonctionner. Elle avait également prié le Comité fondateur de veiller à ce que le personnel et les stagiaires recrutés par l'Université ne soient pas aliénés de leur pays et de leur civilisation, et elle avait demandé l'insertion dans la charte d'un article éliminant ce risque. Ayant étudié le rapport du Secrétaire général (A/9149 et Add.1) et le projet révisé de charte (A/9149/Add.2), la délégation néerlandaise a constaté que ce texte obvie à bien des objections qu'elle avait formulées à propos du texte original, publié dans l'annexe I au document A/9149, et que le Secrétaire général avait tenu compte des commentaires et observations du Conseil exécutif de l'UNESCO.

11. Le projet de charte révisé semble garantir l'autonomie de l'Université et des libertés universitaires, mais la délégation néerlandaise se demande si l'on ne ferait pas mieux d'insérer une définition de la "liberté académique" dans la charte, ce qui rendrait superflue l'explication partielle de cette notion qui figure au paragraphe 1 de l'article II; elle regrette aussi que le projet ne contienne aucune garantie concernant le risque d'exode des compétences; toutefois, à ce stade, elle n'insistera pas sur ces points.

12. La délégation néerlandaise regrette d'autre part que le Secrétaire général ait choisi d'utiliser le mot "incorporation" au lieu du mot "association" que le Conseil exécutif de l'UNESCO avait proposé pour l'alinéa c du paragraphe 4 de l'article IV et pour le paragraphe 1 de l'article VII. Elle souhaiterait que le mot "association" soit inséré dans le texte, de sorte que l'alinéa c du paragraphe 4 de l'article IV se lise "Décide de la création, de l'incorporation ou de l'association des centres . . .", et de même pour le paragraphe 1 de l'article VII.

13. Dans le projet révisé, il n'est pas proposé d'arrangements en vertu desquels des institutions et des particuliers de divers pays pourraient être associés aux travaux de l'Université. Le paragraphe 6 de l'article IV charge, il est vrai, le Conseil d'examiner les divers types d'arrangements, mais la délégation néerlandaise est d'avis que ceux-ci doivent être énumérés dans la charte même. Il lui semble en outre que celle-ci accentue plus qu'il n'est nécessaire le rôle prépondérant du Recteur ou de la Rectrice, ainsi que celui du Conseil, par rapport à celui des centres et des programmes et à celui des directeurs.

14. Cela amène Mme van Belle à aborder le problème de la démocratie intérieure qui, dans ce projet, n'est pas suffisamment garantie. On pourrait souhaiter que la charte confère au Président du Conseil, et non pas seulement au Recteur, le droit de réunir cet organe. En vertu du paragraphe 3 de l'article VII, c'est de nouveau le Recteur qui organise la Conférence des directeurs. La délégation néerlandaise aurait préféré que la charte accorde à un nombre donné de directeurs le droit de convoquer cette conférence lorsqu'ils estiment que cela pourrait contribuer à faire progresser les activités de l'Université. En outre, le même paragraphe prévoit que le Recteur organise "périodiquement" la Conférence des directeurs. Mme van Belle est d'avis

que la charte devrait imposer des termes, et ce dans l'intérêt de la démocratie intérieure.

15. Le rôle que l'UNESCO est appelée à jouer n'est pas aussi important que la délégation néerlandaise l'aurait voulu, et c'est pourquoi elle appuie les amendements présentés par la délégation française.

16. Etant donné les observations qui précèdent, la délégation néerlandaise aurait préféré que le projet de charte ne soit pas approuvé au cours de la vingt-huitième session de l'Assemblée générale. Cependant, puisque le paragraphe 2 du projet de résolution A/C.2/L.1300 prévoit une révision éventuelle à la trentième session, la délégation néerlandaise peut consentir à l'adoption du projet de charte.

17. Dans ce projet de résolution, Mme van Belle propose de remplacer au paragraphe 6 du dispositif le mot "*Autorise*" par le mot "*Invite*", conformément au paragraphe 8 du dispositif de la décision 4.3.2 du Conseil exécutif de l'UNESCO (voir A/9149/Add.1). La délégation néerlandaise appuie le choix de Tokyo comme siège de l'Université et remercie le Japon et les autres pays de leur générosité. Comme on peut le voir à l'annexe II au rapport du Secrétaire général (A/9149), le Gouvernement néerlandais envisagera, après l'adoption de la charte et la présentation du programme de recherche, la possibilité d'apporter un appui financier à des projets que l'Université élaborera en coopération avec les institutions d'enseignement et de recherche des pays en voie de développement.

18. Pour conclure, Mme van Belle annonce que sa délégation votera en faveur du projet de résolution A/C.2/L.1300 tel qu'il a été amendé sur proposition de la représentante de la France.

19. M. MBEDO (République centrafricaine) dit qu'il ne fait pas de doute que l'Université des Nations Unies, si elle voit le jour, pourra contribuer à la solution des problèmes qui se posent dans toute sorte de domaines. La jeunesse actuelle est en faveur de la coexistence pacifique entre les peuples, coexistence qui doit être fondée sur la dignité humaine, l'épanouissement total de l'homme et la sécurité économique. Cette tendance qui anime l'homme d'aujourd'hui pourra trouver sa concrétisation dans l'Université des Nations Unies, et le grand intérêt et l'appui que de nombreux gouvernements ont manifestés à ce projet en sont la preuve.

20. L'Université devra être axée sur le développement mondial et le bien-être de l'homme. La tâche qui lui est assignée satisfait pleinement la délégation centrafricaine.

21. La recherche et la formation que l'Université des Nations Unies entreprendra devront être pacifiques et orientées vers la solution des problèmes qui préoccupent le monde, notamment la malnutrition, la pénurie des denrées alimentaires, les maladies de toutes espèces qui sévissent dans le monde, bref, la "pauvreté absolue" dont le Président du Groupe de la Banque mondiale a brossé le tableau le 15 octobre au Conseil économique et social (1881ème séance).

22. Trop de recherches se font au nord, dans les pays développés européens, américains et au Japon. Or, les problèmes généraux de malnutrition, de santé, etc., trouveraient une solution dans les vastes forêts, savanes et déserts d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud si des recherches y étaient menées; d'immenses ressources naturelles inexploitées y abondent;

d'innombrables espèces végétales et animales existent, qui pourraient faire l'objet de recherches poussées dans les domaines nutritionnel, pharmaceutique et autres. C'est pourquoi il est indispensable d'envisager l'implantation de quelques-unes des unités de l'Université en Afrique, par exemple, en vue d'entreprendre ou de poursuivre des recherches agro-nomiques, zootechniques et sanitaires. En outre, alors que le monde a faim et qu'on alerte l'opinion au sujet du risque de pénurie alimentaire, il existe une source énorme d'alimentation très peu exploitée, particulièrement en Afrique. De même, dans le domaine de la santé, le trésor africain est considérable et il n'y a pas de raison pour que les médecins des pays développés ne collaborent pas avec les "guérisseurs" africains. Compte tenu de ces considérations, la République centrafricaine pourrait abriter l'une des unités de l'Université.

23. La délégation de la République centrafricaine apprécie l'offre concrète faite par le Gouvernement japonais tendant à accueillir sur son territoire le Centre de l'Université des Nations Unies mais ne saurait approuver les critères arrêtés pour le choix de l'emplacement des unités de l'Université, à savoir : des lieux offrant des moyens satisfaisants pour la mise au point de ses programmes et des conditions de vie raisonnables; de bons moyens de transport et de télécommunication; la présence de personnel technique qualifié.

24. Accepter ces critères, c'est consacrer à jamais l'écart entre d'une part les pays en voie de développement et les pays riches et d'autre part entre les pays sous-développés. C'est dire aussi que les pays sous-développés sans littoral, dont les moyens de transport et de télécommunication sont insuffisants ou médiocres, n'auront jamais le privilège d'abriter un des centres à créer. Alors qu'on veut réduire cet écart, voilà qu'on choisit des critères qui vont dans le sens opposé. La délégation centrafricaine suggère donc que les unités de recherche de l'Université des Nations Unies soient installées près des matières premières dont elles auront besoin et dans les régions où certains domaines sont à un stade peu avancé. Quand bien même ces lieux seraient dénués de toute infrastructure, la communauté internationale pourra consentir des efforts supplémentaires. Il n'est nullement inutile de rappeler à ce propos les effets positifs qu'un pays où une région sous-développée peut tirer de l'implantation d'un institut de recherche, à savoir l'éveil de la conscience de la population et de son intérêt pour le problème du développement, la vulgarisation de l'enseignement et l'intensification des efforts en vue d'améliorer l'infrastructure existante.

25. La délégation centrafricaine espère que son appel sera entendu par le Comité fondateur.

26. M. SCHRAM (Islande), après avoir brièvement rappelé les mesures prises en vue de la création d'une université internationale, note que les gouvernements doivent maintenant en accélérer le processus, désigner un recteur, nommer les membres du personnel nécessaires et décider de l'emplacement du Centre de l'Université; à ce propos, le Gouvernement islandais a pris note avec satisfaction de l'offre généreuse du Gouvernement japonais et appuie l'installation du Centre à Tokyo.

27. Pour ce qui est des diverses dispositions de la charte, la délégation islandaise souligne que les activités de l'Université devront porter sur les problèmes qui intéressent véritablement l'ensemble de l'humanité et non sur des questions de caractère traditionnel déjà traitées dans d'autres universités. L'article premier de la charte doit donc être conçu dans cet esprit, de façon à orienter les activités de l'institution vers des problèmes de caractère mondial liés à la survie de l'homme, comme les problèmes de l'environnement, des ressources marines et terrestres en diminution, du développement et de la protection sociale. Les relations pacifiques entre Etats et la reconnaissance de la primauté du droit constituent également des domaines de recherche intéressants.

28. A cet égard, le représentant de l'Islande rappelle que son gouvernement souhaite coopérer avec l'Université et voir s'installer en Islande un centre de l'Université ou y rattacher à cette dernière des instituts de recherche existants, peut-être dans le domaine des sciences de la mer. En outre, la délégation islandaise estime que l'Université des Nations Unies doit ouvrir ses portes aux jeunes savants de toutes les régions du monde comme aux hommes de science éminents, et s'appliquer à la formation supérieure des jeunes savants et chercheurs. Il serait également souhaitable que les jeunes jouent un rôle véritablement actif au Conseil de l'Université chargé de formuler les politiques et d'appliquer les programmes de recherche : le Secrétaire général de l'ONU et le Directeur général de l'UNESCO devront en tenir compte lorsqu'ils nommeront les personnes appelées à siéger au Conseil.

29. Une autre raison pour laquelle le Gouvernement islandais est favorable à l'idée de l'Université des Nations Unies est que cette institution favorisera la recherche et les études universitaires dans les pays en voie de développement, établissant un lien entre les instituts d'enseignement chevronnés du monde occidental et les nouveaux établissements que l'Université implantera dans un certain nombre de pays en voie de développement. Ainsi, l'exode des compétences vers les pays développés pourra être ralenti et les pays en voie de développement auront de nouvelles possibilités universitaires et disposeront de fonds supplémentaires pour la recherche, ce qui accélérera le processus de croissance économique et élargira les possibilités du tiers monde en matière d'enseignement.

30. Enfin, la délégation islandaise, qui est l'un des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1300, invite les membres de la Commission à l'adopter et à autoriser le Secrétaire général à prendre toutes les mesures nécessaires à l'application de la charte de l'Université.

31. M. FONSECA MARTINEZ (Colombie) note que le Gouvernement colombien, très favorable à la création de l'Université des Nations Unies, encourage les sociétés et universités publiques et privées de Colombie à collaborer avec cette nouvelle université internationale. Le Groupe d'experts et le Comité fondateur ont accompli des travaux très satisfaisants, qui ont abouti à la création d'une université et à l'élaboration de ses statuts. De même, les rapports du Secrétaire général adjoint aux affaires interorganisations et à la coordination, du Sous-Directeur général de l'UNESCO et du Directeur général de l'UNITAR facilitent l'examen par la Commission de la question à l'ordre du jour non seulement grâce à leur contenu même, mais

parce qu'ils constituent un exemple de la coordination qui doit devenir la règle entre les organismes des Nations Unies, dans l'intérêt de la communauté internationale : dans le cas considéré, il s'agit de la création d'un nouvel organisme qui devra bénéficier de la coopération et de l'expérience de tous les organismes déjà en place, surtout de ceux qui ont participé le plus directement à sa création.

32. M. Fonseca Martínez rend ensuite un hommage particulier à l'Ambassadeur du Japon, qui a travaillé infatigablement à la réalisation de cette idée, encouragé en cela par le Gouvernement japonais, qui a proposé d'accueillir à Tokyo le Centre de l'Université des Nations Unies.

33. De même que l'ancien secrétaire général des Nations Unies, U Thant, la délégation colombienne pense que l'Université doit avoir un caractère véritablement international et se consacrer à la réalisation des principes de la Charte des Nations Unies; elle devra servir de forum international aux représentants de toutes les régions du monde et favoriser les échanges d'idées en mettant l'accent sur ce qui unit plutôt que sur ce qui divise. La charte de l'Université s'inspire de ces concepts lorsqu'elle se réfère à l'universalité de l'institution, à ses bases universitaires, à l'organisation de la recherche internationale, à la diffusion des connaissances et données d'expérience et à l'autonomie de l'Université, dans le respect des principes contenus dans la Charte des Nations Unies.

34. L'Université des Nations Unies est créée à un moment important de détente internationale permettant aux pays développés de renforcer leur aide en faveur des pays pauvres par le biais d'une institution nouvelle, capable de favoriser la solution des grands problèmes qui s'opposent au bien-être des peuples en voie de développement. Ainsi, par exemple, l'Université aura certainement une action positive sur le personnel des pays en voie de développement, qu'elle préparera à choisir et à adopter les techniques nécessaires, ou à adapter, le cas échéant, les progrès scientifiques aux conditions propres à leur pays, évitant le transfert de techniques qui risquent d'être défavorables à l'avancement des pays en voie de développement. En outre, comme le mentionne la charte, l'Université devra former une élite scientifique de chercheurs et de professeurs de niveau avancé, de façon à unir les savants des différents pays et à faire bénéficier le système d'enseignement lui-même des progrès scientifiques et techniques.

35. La délégation colombienne, qui est l'un des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1300, espère qu'il sera adopté à l'unanimité par la Deuxième Commission. Ce n'est que lorsque l'Université aura fonctionné pendant un certain temps qu'il sera possible d'envisager de modifier certaines dispositions de la charte, de façon à assurer la bonne marche de l'institution.

36. Pour conclure, le représentant de la Colombie exprime l'espoir que le Secrétaire général de l'ONU et le Directeur général de l'UNESCO tiendront compte des principes de la charte lorsqu'ils nommeront les membres du Conseil, et en particulier de la participation spéciale des pays en voie de développement. A son tour, le Conseil devra tenir compte des recommandations déjà formulées ou qui seront présentées ultérieurement, en particulier des recommandations du

Comité fondateur concernant les langues officielles de l'Université.

37. M. RASAPUTRAM (Sri Lanka) est favorable au projet de résolution A/C.2/L.1300 et satisfait des travaux accomplis en vue de l'élaboration de la charte de l'Université des Nations Unies. Il rappelle cependant que plusieurs organisations régionales sont spécialisées dans la recherche et la formation dans des domaines particuliers et que l'Université des Nations Unies devra dépasser les buts et objectifs de ces institutions ou de toute autre université, en accordant une aide aux personnes chargées de la recherche et de la formation supérieure et en favorisant la recherche sur des questions qui intéressent l'ONU et ses institutions spécialisées. L'Université devra donc aborder la recherche et la formation sous un angle tout à fait nouveau et se consacrer aux besoins fondamentaux de l'homme. Elle comptera plusieurs unités disséminées dans le monde entier, mais ses activités devront s'inscrire dans le cadre d'un programme coordonné.

38. Après avoir brièvement rappelé les rôles respectifs du Conseil de l'Université et du Recteur, dont les mandats sont respectivement de six et cinq ans, M. Rasaputram fait observer que le projet de charte ne prévoit pas qu'un recteur adjoint puisse assister aux séances du Conseil en l'absence du Recteur, ce qui risque de nuire à la continuité des fonctions administratives et universitaires.

39. A propos de l'objectif mentionné au paragraphe 6 de l'article I du projet révisé de charte (voir A/9149/Add.2) et selon lequel l'Université s'efforcera d'atténuer l'isolement intellectuel des membres des communautés universitaires et scientifiques des pays en voie de développement, le représentant de Sri Lanka demande que cet objectif soit poursuivi avec ténacité de façon à empêcher l'établissement d'un nouveau type d'isolationnisme sur une base régionale. Les divers centres de recherche doivent être des institutions internationales qui ne se limitent pas à des sujets spécifiques, mais s'intéressent à des objectifs plus larges en collaboration avec les organismes, les savants et les hommes de science du monde entier. En d'autres termes, l'université internationale et les établissements qui lui seront rattachés ne doivent pas devenir des projets d'assistance technique, ces fonctions pouvant être confiées à des institutions spécialisées. Néanmoins, les centres de recherche et de formation relevant de l'Université devront avoir un certain degré d'autonomie, compte tenu des politiques générales formulées par le Conseil de l'Université, et pouvoir orienter leur programme de travail de telle façon que les problèmes de recherche qui les intéressent particulièrement puissent être détachés de l'ensemble et menés à bien jusqu'à leur conclusion logique.

40. Enfin, la délégation de Sri Lanka partage la crainte déjà exprimée par certaines délégations selon laquelle les travaux de l'UNITAR et ceux de l'Université risquent de se chevaucher : ce problème est d'autant plus grave que ces deux institutions se disputeront la faveur des contributions volontaires.

41. M. VIEMERÖ (Finlande) fait observer que sa délégation a étudié avec grand intérêt le rapport du Comité fondateur et a pris note avec satisfaction des résultats de ses travaux, comme des observations présentées par le Conseil exécutif de l'UNESCO à sa quatre-vingt-treizième session. Le Conseil a attiré

l'attention sur une question à laquelle la délégation finlandaise attache une très grande importance, à savoir les relations entre le Centre de l'Université et ses diverses institutions, en concluant que ces relations méritaient d'être plus clairement précisées. Le projet de charte définit la portée de l'Université, ce qui n'empêche que plusieurs questions restent à résoudre concernant le fonctionnement de l'Université en tant qu'institution. La question du statut des institutions et des projets de recherche, et celle de la coopération entre l'Université des Nations Unies, d'autres universités et les instituts de recherche, dont l'UNITAR, ont également un caractère essentiel. La délégation finlandaise considère que le statut de ces institutions doit être défini de façon à créer une université autonome cohérente, ressortissant de l'Organisation des Nations Unies et conforme aux définitions contenues dans le projet de charte. Elle estime également que les institutions affiliées à l'Université devront maintenir leur identité nationale fondamentale sur la base d'accords distincts définissant clairement leur statut, conformément aux objectifs généraux de l'Université et de façon à favoriser la coordination nécessaire au fonctionnement efficace de l'Université. Ces accords couvriraient donc des questions telles que la planification et l'approbation de programmes de recherche et d'enseignement, la sélection des étudiants, le statut et le financement des professeurs et savants, et le partage des dépenses.

42. La délégation finlandaise souhaite également appeler l'attention sur la question du statut collectif des directeurs des diverses institutions, que, d'après le paragraphe 4 de l'article V du projet de charte, le Recteur de l'Université doit régulièrement consulter en vue de favoriser la réalisation des objectifs prévus dans le programme et les activités de recherche de l'Université. La délégation finlandaise estime que le rôle de la Conférence des directeurs doit être souligné et que cette conférence devra même peut-être se réunir une fois par an et être consultée au sujet des élections au Conseil de l'Université. Elle suggère donc que le paragraphe 1 de l'article IV soit modifié en conséquence.

43. La délégation finlandaise pense également que le Conseil de l'Université devra trouver des moyens de renforcer la coopération entre les diverses institutions de l'Université, surtout entre le Conseil et la Conférence des directeurs. En outre, il est une considération que le Conseil devrait garder présente à l'esprit lorsqu'il entamera ses travaux, à savoir que l'expérience acquise par de nombreux pays a démontré qu'il était utile d'élargir la portée du processus de prise de décisions à l'intérieur des universités, au-delà de leur rôle pédagogique traditionnel. La délégation finlandaise formule l'espoir que l'administration de cette université internationale et l'orientation qui lui sera donnée seront dès le début aussi démocratiques que possible. Dans ce même ordre d'idées, la délégation finlandaise espère également qu'il sera tenu compte des vues de la jeunesse et des organisations non gouvernementales à chacune des étapes du processus de prise de décisions de l'ensemble des institutions de l'Université des Nations Unies.

44. A propos des relations entre l'UNITAR et l'Université des Nations Unies, la délégation finlandaise souhaiterait qu'elles soient mieux définies et exprime l'espoir que la coopération entre l'Université

internationale et les autres universités et instituts de recherche sera examinée par le Conseil aussi rapidement que possible.

45. Le Gouvernement finlandais étudie actuellement les possibilités de participer à ce projet. Ainsi, les autorités finlandaises envisagent la possibilité de créer une institution qui serait affiliée à l'Université, ainsi qu'il est prévu dans le projet de charte.

46. M. GARCIA BELAUNDE (Pérou) dit que son pays s'est engagé dès le départ à offrir son appui à la création d'une université internationale, à laquelle diverses autres nations, et en particulier le Japon, ont consacré de nombreux efforts dans le cadre des objectifs fixés dans la Charte des Nations Unies. Le projet de résolution A/C.2/L.1300, dont le Pérou est l'un des auteurs, engage l'Organisation des Nations Unies dans une voie nouvelle capable de favoriser la compréhension et la coopération des pays du monde entier par le biais universitaire, et il faut souhaiter qu'il soit adopté.

47. La délégation péruvienne tient à souligner que la charte de l'Université, de même que le projet de résolution considéré, contient des dispositions suffisamment souples pour permettre à l'institution nouvelle d'évoluer librement, de jouir de l'autonomie et de faire face aux réalités nouvelles, tout en respectant les traditions universitaires les plus nobles de toutes les régions du monde.

48. A ce propos, M. García Belaúnde fait observer que la notion même d'université est partout conçue comme une communauté d'hommes libres qui se consacrent à la science et à la diffusion des connaissances au profit de la société internationale tout entière, qui devra trouver dans cette nouvelle université un instrument capable de favoriser la compréhension entre tous les peuples et la réalisation de leurs aspirations légitimes.

49. M. García Belaúnde rappelle que son gouvernement a déjà proposé au Secrétaire général que l'un des établissements de l'Université des Nations Unies ait son siège au Pérou. Le Pérou réitère cette offre et suggère que cet établissement se consacre à l'étude des formes de coopération entre pays en voie de développement, de façon que les expériences heureuses réalisées dans certains pays en voie de développement puissent profiter à d'autres pays se trouvant dans des conditions analogues. Le représentant du Pérou se réfère en particulier au transfert des techniques, qui pourrait être facilité par l'échange d'informations entre pays en voie de développement, et mentionne également l'étude du problème de l'intégration rurale et de l'extension des services sanitaires et des systèmes d'enseignement.

50. En conclusion, M. García Belaúnde souligne que sa délégation accorde une très grande importance à la création de l'université internationale car elle y voit un instrument capable de favoriser la réalisation des buts et principes de la Charte des Nations Unies et de renforcer la coopération internationale ainsi que la coopération entre pays en voie de développement.

51. M. KONGSIRI (Thaïlande) dit que le projet de charte de l'Université des Nations Unies lui paraît être très complet et contenir tous les éléments nécessaires au succès de cette institution. A cet égard, il souligne l'utilité de la méthode qui consiste à constituer un

groupe d'experts tel que le Comité fondateur de l'Université.

52. La délégation thaïlandaise craint que la création de l'Université n'aggrave encore le problème de l'exode des compétences des pays en voie de développement vers les pays développés. En effet, les propositions d'affiliation ou d'association proviennent toutes de pays développés; si elles sont retenues, le processus habituel se répétera : une partie du personnel des pays en voie de développement envoyé dans les pays développés pour y suivre une formation resteront dans ces pays une fois leurs études terminées. Pour éviter ce risque, il faudrait installer dans les pays en voie de développement un certain nombre de centres de recherche et de formation et, pour ce faire, transférer dans ces pays les facilités, les techniques et l'équipement nécessaires. Des enseignants pourraient également être détachés et envoyés par les pays développés dans ces centres. C'est ce qui a été fait par exemple dans le cas de l'Institut asiatique de technologie situé à Bangkok; ses enseignants sont détachés de diverses universités et il est financé à l'aide de contributions de pays développés et de pays en voie de développement de la région. Quatre pour cent seulement des diplômés de cet institut ont quitté l'Asie une fois leurs études terminées.

53. Il faut donc espérer que, conformément au paragraphe 4 du projet de résolution A/C.2/L.1300, le Conseil de l'Université veillera à ce que la création de l'Université n'aggrave pas l'exode des compétences des pays en voie de développement mais au contraire renverse cette tendance. La délégation thaïlandaise espère également que le Conseil de l'Université ainsi que les sources gouvernementales et non gouvernementales étudieront la possibilité de transférer des pays développés aux centres créés dans les pays en voie de développement des installations, des techniques et du matériel pour la recherche et la formation et de constituer le corps enseignant en détachant des enseignants ou en finançant une chaire.

54. M. NDUNG'U (Kenya) dit que sa délégation, qui figure au nombre des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1300, appuie les commentaires et observations du Conseil exécutif de l'UNESCO et estime que le projet de charte de l'Université devrait être adopté tel qu'il figure dans le document A/9149/Add.2. Les auteurs du projet de résolution recommandent que le Centre de l'Université soit établi au Japon non seulement pour profiter de l'offre généreuse du Gouvernement japonais, mais également pour tenir compte du rôle très important joué par le Japon dans la réalisation de ce projet.

55. En ce qui concerne l'emplacement des centres et programmes de recherche et de formation, le représentant du Kenya rappelle que son pays a offert d'accueillir un de ces centres. Il aimerait qu'il s'agisse d'un centre consacré à l'étude des ressources naturelles et de leur exploitation ou, à défaut, à la médecine tropicale. Dans ce cas, le Gouvernement kényen serait prêt à engager une somme de 300 000 livres, soit environ 870 000 dollars des Etats-Unis, au titre des dépenses de premier établissement pour la construction et la création du centre, ou 10 p. 100 desdites dépenses, si ce deuxième montant est moins élevé. Cet engagement s'ajoute à l'offre d'un terrain gratuit pour y instal-

ler le centre. Le représentant du Kenya espère que cette offre sera acceptée.

56. Il faut souhaiter que, conformément au paragraphe 6 du projet de résolution, le Secrétaire général fasse en sorte que les activités de l'Université commencent le plus tôt possible. La délégation kényenne lance un appel aux pays pour qu'ils versent une contribution généreuse à l'Université.

57. M. MUTOMBO (Zaïre) ne voit pas d'inconvénient à appuyer la candidature du Japon pour accueillir le Centre de l'Université; toutefois, l'idée préconisée par la Chine de voir un plus grand nombre de centres de l'Université élire domicile dans les pays sous-équipés rencontre la pleine approbation de sa délégation. Le Zaïre, pour sa part, a offert de mettre à la disposition de l'Université son centre de recherches nucléaires qui sert de centre régional pour l'Afrique. Le Zaïre, grand producteur d'uranium, possède quelques chercheurs qualifiés en matière d'utilisation pacifique de l'énergie atomique, essentiellement dans le domaine de l'agriculture. Ce genre de recherche pourrait d'autre part contribuer à résoudre la crise alimentaire mondiale.

58. La délégation zaïroise partage le souci exprimé par la délégation française de conférer au projet de charte qui sera éventuellement adopté un caractère provisoire; c'est dans cet esprit qu'elle appuie le projet de résolution A/C.2/L.1300.

59. M. FASLA (Algérie) se félicite qu'un projet de charte ait été mis au point, ce qui va enfin permettre à l'Université des Nations Unies de voir le jour. Ce projet est certes perfectible, mais il est acceptable pour la délégation algérienne, surtout dans la mesure où il met l'accent sur les problèmes du développement économique et social, notamment dans les pays en voie de développement. Le représentant de l'Algérie souligne que la formation postuniversitaire doit avoir la même importance que la recherche dans les activités de l'Université. Il est satisfait de constater que l'arabe sera une langue de travail de l'Université et il estime que les langues de travail devraient être précisées dans la charte.

60. Conformément à la demande présentée par les pays non alignés à Alger lors de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement (5-9 septembre), l'une des chaires qui seront créées à l'Université devrait être consacrée aux questions du non-alignement.

61. La délégation algérienne remercie le Gouvernement japonais de son offre généreuse et appuie le projet de résolution A/C.2/L.1300.

62. M. CABRIĆ (Yougoslavie) dit que sa délégation a toujours appuyé l'idée d'établir une université des Nations Unies, dans la mesure où celle-ci consisterait en un réseau décentralisé d'institutions de recherche scientifique qui continueraient à être liées par des programmes et des projets communs, même après l'achèvement des activités de recherche et de formation postuniversitaire. Le projet de charte correspond dans l'ensemble à cette idée. Les questions d'organisation ont également été bien traitées dans le projet de charte, à l'exception peut-être de la procédure un peu compliquée pour la nomination du Recteur. D'autre part, c'est à juste titre que l'on a mis l'accent sur le rôle du Conseil de l'Université qui sera un organe collectif établi sur une large base géographique et interdiscipli-

naire. De même, il faut se féliciter que le Centre de l'Université ait reçu un rôle très flexible. A cet égard, la délégation yougoslave estime que l'Université devrait avoir à sa disposition une équipe de chercheurs scientifiques compétents de façon qu'elle ne devienne pas un centre de placement de fonctionnaires internationaux.

63. En ce qui concerne l'emplacement des centres et programmes de recherche et de formation, les considérations financières ne doivent pas être déterminantes si l'on veut que l'Université devienne une institution scientifique véritablement internationale et d'une très haute qualité.

64. La majorité des pays, surtout les pays en voie de développement, souhaitent que l'Université soit orientée essentiellement vers la formation de personnel hautement qualifié en vue de répondre aux besoins des pays en voie de développement. Or il semble que le projet de charte n'ait pas tenu suffisamment compte de ce principe fondamental. Certes, la recherche scientifique est fort utile; toutefois, il convient avant tout de former des cadres en vue de résoudre les problèmes vitaux du développement économique et social. D'autre part, il faut à tout prix éviter que l'Université ne serve à former l'élite des pays en voie de développement pour qu'ensuite celle-ci soit incitée à travailler dans les pays développés. Il faut espérer que le Conseil de l'Université tiendra compte de cette considération, ainsi que l'Assemblée générale lorsqu'elle reverra la charte à sa trentième session.

65. Comme l'a déjà annoncé le représentant de l'Algérie, les pays non alignés souhaitent qu'une des chaires de l'Université soit consacrée à l'étude du non-alignement.

66. La délégation yougoslave appuie le projet de résolution A/C.2/L.1300 et estime que le Centre devrait être établi au Japon en raison du vif intérêt manifesté par la population japonaise et en raison des conditions excellentes pour la recherche scientifique qui existent au Japon.

67. M. ROUGET (République fédérale d'Allemagne) dit que l'idée de fonder, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, une université consacrée à la recherche sur les problèmes mondiaux de la survie de l'homme, du développement et de la protection sociale mérite l'appui et la coopération de toutes les nations. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, qui a participé activement aux délibérations de l'UNESCO, se félicite des progrès accomplis dans ce sens.

68. En ce qui concerne le statut de l'Université, certains des éléments du projet de charte sont analogues à ceux d'une institution internationale. Or le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne estime qu'il faut faire de l'Université un organisme académique plutôt qu'une institution internationale.

69. La délégation de la République fédérale a noté avec intérêt que le projet de charte prévoit une représentation adéquate de jeunes chercheurs au Conseil de l'Université. D'autre part, pour assurer une représentation régionale appropriée, il convient que les divers instituts qui seront associés à l'Université soient représentés au Conseil.

70. La procédure prévue pour la nomination du Recteur de l'Université est certainement le meilleur compromis possible pour l'instant; peut-être pourrait-on

envisager à l'avenir de remplacer cette procédure par une élection.

71. La délégation de la République fédérale aimerait savoir pourquoi, à l'alinéa c du paragraphe 4 de l'article IV du projet de charte, on parle d'"incorporation" des centres et programmes de recherche et de formation et non pas d'"association" comme l'avait recommandé le Conseil exécutif de l'UNESCO. Une "association" a en effet l'avantage de permettre davantage de souplesse.

72. Les activités de l'Université et de l'UNITAR et la coopération entre ces deux institutions devraient être plus nettement définies; en particulier, les articles VI et VII devraient se référer plus clairement aux rapports entre ces deux institutions.

73. Les observations de la délégation de la République fédérale doivent s'entendre compte tenu des dispositions du paragraphe 2 du projet de résolution A/C.2/L.1300. Elle espère que ce projet sera adopté par consensus et appuie sans réserve l'idée de situer à Tokyo le Centre de l'Université.

74. M. SOGLO (Dahomey) remercie tous ceux qui ont fait en sorte que l'idée de créer une université des Nations Unies devienne une réalité. En ce qui concerne le projet de charte, la délégation dahoméenne partage les craintes du représentant de Singapour devant les risques de doubles emplois et de chevauchements d'activités avec l'UNITAR.

75. La délégation dahoméenne n'a pas d'objection à ce que l'offre généreuse du Gouvernement japonais soit acceptée; toutefois, comme l'a fait valoir déjà le représentant de la République centrafricaine, le fait de situer dans des villes disposant déjà de l'infrastructure nécessaire les centres de recherche et de formation, reviendrait à perpétuer le sous-équipement des pays en voie de développement, que l'Université a justement pour tâche de combattre. Les candidatures présentées par les pays en voie de développement, en particulier les pays africains, devraient donc être considérées comme prioritaires.

La séance est levée à 12 h 45.

1551^e séance

Mercredi 7 novembre 1973, à 15 h 15.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1551

POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

Université des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (fin) [A/9003/Add.1 (troisième partie), A/9149 et Add.1 et 2, A/C.2/L.1300]

1. M. CHRISTOFOROU (Chypre) déclare que le but principal de l'Université des Nations Unies serait d'étudier les problèmes urgents que l'humanité dans son ensemble doit affronter et à propos desquels, pour des raisons politiques, l'action de l'Organisation des Nations Unies a malheureusement été peu efficace. Il faut espérer que la réalisation de ce projet favorisera les contacts entre savants des pays en voie de développement et des pays industrialisés et stimulera l'intérêt des milieux universitaires pour l'application des principes de la Charte des Nations Unies. L'Université pourra aider de nombreux pays en voie de développement à résoudre les problèmes qui touchent à la survie et au bien-être de leur population. En outre, elle pourra contribuer, dans une large mesure, à fournir des spécialistes et des chercheurs qualifiés aux pays en voie de développement, et aider ceux-ci à développer et à améliorer leurs établissements d'enseignement supérieur. La caractéristique marquante de l'Université devra être son caractère universel. La décentralisation et la coordination de ses unités implantées dans toutes les régions du monde permettront à cette institution de contribuer efficacement à des recherches d'intérêt mondial.

2. Un certain nombre de pays se sont déclarés disposés à accueillir certaines unités (voir A/9149, annexe II). Etant donné que Chypre se trouve à un carrefour géographique et culturel, il serait peut-être

utile d'établir une unité dans l'île, par exemple un centre de recherche économique à Nicosie. En mars 1972, le représentant permanent de Chypre a fait savoir au Secrétaire général que le Ministère de l'éducation mettait à la disposition de l'Organisation des Nations Unies le Centre de la recherche scientifique de Chypre pour y exécuter des programmes d'études comparées sur les rapports entre les cultures et les civilisations occidentales et orientales. Le Gouvernement chypriote s'engagera définitivement à créer une unité après l'adoption de la charte de l'Université. Chypre a déjà fait savoir au Secrétaire général que la contribution qu'elle verserait au budget de l'Université serait à la mesure de ses possibilités financières.

3. Le représentant de Chypre se félicite des travaux effectués par le Comité fondateur en collaboration étroite avec les secrétariats de l'ONU, de l'UNESCO et de l'UNITAR, et approuve le projet de charte révisé (voir A/9149/Add.2).

4. La délégation chypriote appuie également le projet de résolution A/C.2/L.1300, dont elle souhaite se porter coauteur.

5. M. TAYLOR (Sierra Leone) se félicite de la coopération de l'UNITAR et de l'UNESCO pour le projet relatif à l'Université des Nations Unies. Sa délégation a été étroitement associée à la mise au point de ce projet et constate avec satisfaction qu'un grand progrès a donc été fait dans la réalisation des buts et des objectifs de l'Organisation des Nations Unies elle-même.

6. On paraît éprouver quelque inquiétude à propos du conflit qui semble exister entre le rôle de l'Université et

celui de l'UNITAR. Ainsi qu'il est dit clairement dans la résolution 2951 (XXVII) de l'Assemblée générale, l'Université doit être conçue comme un ensemble d'institutions universitaires. Le Comité fondateur dans son rapport (voir A/9149, annexe I) a décrit la nouvelle institution comme devant être une communauté de savants dont le rôle porterait à la fois sur la recherche, la formation et la fourniture de services. La communauté ainsi constituée profiterait de cette conception interdisciplinaire des problèmes de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité. L'UNITAR, d'autre part, a pour tâche de faire mieux comprendre le système des Nations Unies pour ses séminaires, ses études et ses évaluations des pratiques existantes. Les deux institutions sont donc complémentaires. Même s'il est nécessaire de définir plus clairement le rôle de l'Université par rapport à celui de cet organisme, ce n'est pas dans la charte de l'Université qu'il faut le faire.

7. Les critères fondamentaux énoncés par le Comité fondateur en ce qui concerne l'emplacement de l'Université sont justes et raisonnables et la délégation de la Sierra Leone est profondément reconnaissante au Gouvernement japonais de sa générosité. Cette délégation espère en outre que de nombreux pays, développés et en voie de développement, pourront marquer par des mesures d'ordre financier qu'ils appuient l'Université. A cet égard, la récapitulation des contributions et des offres d'installations reçues de divers pays, qui figure dans le document A/9149, est de bon augure.

8. Lorsque le Conseil de l'Université en viendra à décider de l'emplacement des centres de recherche et de formation et des établissements affiliés, il lui faudra s'intéresser de près aux zones de conflits éventuels — culturels, sociaux ou politiques. Les zones de conflit culturel et social sont toujours celles où s'effectuent des mélanges culturels et sociaux. En outre, l'établissement de certains établissements affiliés dans les zones de conflits ou à proximité de celles-ci serait conforme à l'un des objectifs fixés au paragraphe 3 de l'article I du projet de charte révisé, paragraphe concernant la coexistence entre les peuples ayant des cultures différentes, et faciliterait l'assimilation culturelle réciproque.

9. En conclusion, le représentant de Chypre appuie le projet de résolution A/C.2/L.1300.

10. M. MAGHUR (République arabe libyenne) déclare que l'Université pourrait contribuer dans une large mesure au progrès technique et scientifique de la communauté internationale et que, grâce à ses recherches sur des problèmes touchant l'ensemble de l'humanité, elle pourrait faciliter la réalisation des idéaux de la charte des Nations Unies. Il est indispensable qu'elle jouisse d'une totale liberté afin de n'être soumise à aucune pression politique, quelle qu'elle soit. Le représentant de la République arabe libyenne constate avec satisfaction que son point de vue est partagé par le Comité fondateur. Il convient de définir clairement les relations entre l'Université et l'UNITAR; le Directeur exécutif de l'UNITAR devra poursuivre les travaux précieux entrepris par ce dernier organisme, chercher à éviter tout chevauchement de ses efforts avec ceux de l'Université et aider à promouvoir les activités de celle-ci.

11. La délégation libyenne est persuadée que l'attitude des gouvernements de la plupart des Etats Membres, en ce qui concerne l'appui financier et autre qu'il convient d'apporter à l'Université, sera positive et que la nécessité d'obtenir des fonds pour celle-ci ne mettra pas en danger le financement de l'UNITAR. On est dans l'ensemble d'accord pour estimer que l'Université doit tirer ses ressources de contributions volontaires, mais il ne faut pas oublier la recommandation du Comité fondateur selon laquelle l'Université doit disposer d'une dotation assez importante, en sus des contributions annuelles et spéciales qui seraient promises.

12. L'Université ne devra pas être un simple organe de coordination et son existence doit permettre des échanges en ce qui concerne à la fois les idées et les résultats de la recherche dans divers domaines. Elle devra étudier les problèmes graves auxquels se heurte l'humanité dans son ensemble et encourager, sur le plan international, l'intégration et la coopération mutuelle en matière culturelle et technique.

13. Le représentant de la République arabe libyenne tient à insister sur la nécessité d'adopter l'arabe comme l'une des langues officielles de l'Université, étant donné que cet idiome est utilisé par plus de 100 millions de personnes, et qu'en l'adoptant l'Université s'assurerait ainsi un véritable caractère universel. Les Etats arabes Membres de l'ONU ont demandé récemment que l'arabe compte parmi les langues officielles et les langues de travail de l'Assemblée générale, de ses commissions et de ses sous-commissions.

14. La délégation libyenne approuve le projet de charte, qui s'inspire des objectifs primordiaux de l'Organisation des Nations Unies. M. Maghur remercie le Gouvernement japonais de son geste généreux et déclare qu'il votera pour le projet de résolution A/C.2/L.1300.

15. M. SEARWAR (Guyane) estime qu'il importe que, dans sa période d'activité initiale, l'Université des Nations Unies ne diversifie pas trop ses programmes. Les résultats obtenus au début sont susceptibles de déterminer l'appui dont elle bénéficiera par la suite et lorsqu'il est précisé que les recherches de la nouvelle institution devront être orientées vers l'action et porter sur les problèmes urgents de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité, il faut entendre par là que l'Université devra se préoccuper des principaux problèmes auxquels s'intéressent les organismes des Nations Unies. L'Université sera vraiment universelle et pourra donc, mieux qu'aucune autre institution, contribuer à la mise en application très rapide des programmes et des idées essentiels qui touchent au développement de la communauté internationale. C'est ainsi qu'elle pourra dans une large mesure renforcer les chances de paix en appliquant les conclusions auxquelles auront abouti les chercheurs dans ce domaine, de façon qu'on puisse identifier à l'avance les circonstances et les situations susceptibles d'entraîner des conflits. L'étude et la réflexion auxquelles se livreront, en toute tranquillité, les chercheurs des centres à vocation internationale de l'Université complèteront avantageusement les recherches entreprises pour mettre au point de nouveaux instruments et de nouvelles idées permettant d'appliquer les nouveaux concepts dont dépend peut-être l'avenir de la race

humaine. L'un des domaines d'étude devrait être la théorie et la pratique du non-alignement, comme l'ont instamment demandé, lorsqu'ils se sont réunis à Alger (5-9 septembre 1973), les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés.

16. L'UNITAR devra jouer un plus grand rôle une fois que l'Université aura été établie, car il est bien placé pour interpréter les idéaux politiques motivant l'action des organismes des Nations Unies. L'Université, quant à elle, aura essentiellement pour tâche d'accumuler des connaissances de façon objective, patiente et systématique.

17. Si le représentant de la Guyane comprend bien, le paragraphe 4 du projet de résolution signifie que le choix de l'emplacement des centres de recherche et de formation et des établissements associés ne reposera pas uniquement sur des critères financiers. Les pays en voie de développement, qui pourraient n'être en mesure de fournir que des contributions financières symboliques, pourront éventuellement offrir, pour la recherche, des possibilités particulières découlant de l'emplacement géographique ou encore des ressources naturelles, humaines ou culturelles à étudier ou utiliser. L'autonomie et la liberté complètes de l'Université dépendront des dispositions qui seront prises pour lui assurer un financement constant, ce qui en définitive importera davantage que les subtilités de style de la charte. Le représentant de la Guyane exprime sa profonde reconnaissance au Gouvernement japonais pour sa généreuse contribution.

18. M. HACHANI (Tunisie) déclare que, dès le début, le Gouvernement tunisien s'est toujours intéressé aux diverses étapes par lesquelles est passée l'idée de l'Université et était l'un des auteurs du projet de résolution qui a abouti à l'adoption de la résolution 2951 (XXVII) de l'Assemblée générale. C'est ce même intérêt qui a amené le Gouvernement tunisien, à la 1548^{ème} séance, à offrir d'accueillir l'un des centres qui seront rattachés à l'Université.

19. M. Hachani juge les travaux du Comité fondateur tout à fait dignes d'éloge et estime que les observations judicieuses formulées par le Conseil exécutif de l'UNESCO (voir A/9149/Add.1) ont fourni au Secrétaire général une base solide pour la révision du projet de charte. Il se félicite de ce que l'UNESCO se soit vu attribuer un rôle important dans le fonctionnement de l'Université.

20. M. Hachani est d'autant plus satisfait de la procédure d'amendements prévue pour le projet de charte de l'Université qu'il n'a lui-même pas eu le temps d'étudier ce document en détail, vu la date tardive à laquelle a paru le projet révisé. Il importe de mettre en place l'Université le plus rapidement possible afin qu'elle puisse commencer à jouer son rôle important. Il faut lui garantir un minimum de bases institutionnelles solides, susceptibles à leur tour de garantir à la nouvelle institution l'efficacité souhaitée tout en la mettant à l'abri des erreurs irréversibles.

21. Parmi les principes de base de l'Université doit figurer l'universalité, qui ne signifie pas seulement une large répartition géographique, comme il est dit dans le projet de charte, mais également une répartition juste et équitable qui tienne compte des besoins des pays en voie de développement tout en ne négligeant pas la qualité. Le personnel doit également être recruté sui-

vant le même principe et l'emplacement des centres de recherche et de formation et des instituts spécialisés doit être choisi de la même façon. Il est nécessaire que, en spécifiant le statut du personnel enseignant et autre, on évite toute disposition risquant d'entraîner des conflits de responsabilité et de compétence entre l'Université et les gouvernements hôtes, notamment lorsqu'il s'agira du personnel affecté aux centres affiliés.

22. Etant donné les ressources limitées et les besoins matériels des pays en voie de développement qui accueilleront des centres, il convient d'incorporer aux arrangements financiers les observations formulées par le Comité fondateur (voir A/9149, annexe I, appendice II). Certains pays en voie de développement pourraient avoir besoin de ressources d'origine externe pour assurer le fonctionnement des centres situés chez eux. En règle générale, les dispositions relatives au financement qui figurent dans le paragraphe pertinent de la résolution 2951 (XXVII) de l'Assemblée générale doivent être strictement respectées. Il est nécessaire d'incorporer aux arrangements ce que déclare le Comité fondateur au sujet des langues officielles de l'Université et M. Hachani demande aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1300 de tenir compte de son observation lorsqu'ils réviseront leur texte. La langue arabe devrait être utilisée dans tous les rapports et toutes les conférences et la question des incidences financières ne doit pas constituer une raison pour écarter cette langue.

23. Les documents qui seront adoptés devront spécifier clairement le rôle que doit assurer l'UNITAR, étant donné les appréhensions de certaines délégations quant aux risques de voir la création de l'Université affecter la situation de l'Institut et de voir des conflits de compétence éclater entre les deux organismes. L'Assemblée générale devrait également avoir son mot à dire dans les décisions relatives à l'emplacement des centres affiliés et des établissements associés, afin de garantir que les différentes unités contribuent à la réalisation des buts et des objectifs de la Charte des Nations Unies. Lors de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés tenue à Alger, ces derniers ont demandé que l'Université étudie le rôle passé, présent et futur du non-alignement.

24. M. Hachani est favorable au choix de Tokyo comme siège du Centre de l'Université étant donné les avantages géographiques, culturels et intellectuels que présente cette ville, avantages s'ajoutant aux généreux moyens financiers offerts par le Gouvernement japonais, qui garantiront sûrement le développement normal de l'Université et de ses différentes unités.

25. M. SOTO (Venezuela) déclare que, dès le début, son pays a appuyé la proposition tendant à créer une université des Nations Unies qui contribuerait à la réalisation des buts de la Charte des Nations Unies. Il importe au plus haut point que l'opinion publique mondiale soit mieux informée des travaux de l'ONU et de sa contribution passée et présente à la solution des problèmes communs de l'humanité, en particulier des pays en voie de développement, ainsi que de ce qu'elle pourra apporter sur ce point à l'avenir. La création de l'Université serait tout à fait opportune à cet égard.

26. Le Venezuela souhaiterait affilier au réseau de l'Université des Nations Unies son institut de recherche scientifique, qui est un établissement de re-

cherche pure et appliquée, décernant des diplômes d'études supérieures avancées. M. Soto espère que les conditions de cette affiliation pourront être fixées avec le Conseil de l'Université conformément au paragraphe 2 de l'article III du projet de charte.

27. Quant au projet de résolution A/C.2/L.1300, M. Soto déclare que d'une manière générale la délégation vénézuélienne l'approuve. Cette délégation fait sienne l'idée d'installer le siège de l'Université à Tokyo et remercie le Gouvernement japonais de son offre généreuse. Toutefois, en ce qui concerne le paragraphe 1 du dispositif, le fait que le Venezuela approuve la charte de l'Université des Nations Unies doit s'interpréter conformément à la pratique constante de ce pays, selon laquelle ni immunités ni privilèges ne sont accordés aux fonctionnaires de l'ONU qui sont citoyens vénézuéliens, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire vénézuélien.

28. Enfin, M. Soto se déclare convaincu que les auteurs du projet de résolution accueilleront favorablement les observations que divers représentants ont formulées sur le problème des langues, observations que la délégation vénézuélienne approuve.

29. M. ELIASHIV (Israël) fait l'éloge des efforts concertés accomplis par les différents organismes des Nations Unies en vue de rédiger pour l'Université des Nations Unies une charte susceptible de promouvoir la recherche et la formation universitaires et scientifiques en ce qui concerne des problèmes universels urgents qui mettent en jeu la survie, le développement et le bien-être de l'humanité. Il appuie les dispositions du projet de charte tendant à ce que l'Université fasse part à l'ONU et au grand public des connaissances acquises dans le cadre de ses activités.

30. Le Gouvernement israélien est satisfait des arrangements opérationnels qui ont été mis au point, et rappelle qu'il a présenté une proposition et une offre au Secrétaire général (voir A/9149, annexe II). Ce gouvernement appuie sans réserve l'idée de la création de l'Université et est prêt à participer activement aux efforts à entreprendre en commun dans le cadre de cette institution. M. Eliashiv est favorable à la proposition tendant à ce que le siège de l'Université soit situé à Tokyo et appuiera le projet de résolution A/C.2/L.1300.

31. M. REDONDO (Costa Rica) déclare que sa délégation est favorable à la création d'une université des Nations Unies, car cette initiative correspond à la conception que le Gouvernement costa-ricien se fait de la paix et concrétise les idéaux qui ont inspiré la réforme universitaire intervenue au Costa Rica au cours des années 50. La paix dépend de la conviction morale selon laquelle les problèmes surgissant entre les hommes et les nations peuvent être résolus par le recours à la raison et à la justice, ainsi que de la mobilisation de toutes les bonnes volontés à cette fin. Cette conviction exige un développement spirituel et intellectuel assuré par un enseignement fondé sur les plus hautes valeurs morales, y compris l'amour de la liberté, la pratique de la tolérance, la coopération entre les peuples et le respect de la dignité de l'homme.

32. L'Organisation des Nations Unies avait déjà les moyens de promouvoir cet objectif dans l'esprit des hommes, mais elle ne disposait pas d'un établissement universitaire avancé capable d'ouvrir de nouvelles

perspectives aux personnes qui, ayant fait leurs études dans les universités des différents pays, recherchent des valeurs plus universelles. La délégation costa-ricienne apprécie toute l'importance de l'université dont la création est envisagée. L'histoire du Costa Rica abonde en réalisations humanistes qui prouvent l'importance accordée à l'éducation dans ce pays.

33. La délégation costa-ricienne est heureuse de voir qu'on a admis l'idée d'une université décentralisée dans l'intérêt même de l'universalité, idée qui ressortait de la résolution 2951 (XXVII) de l'Assemblée générale. Elle est également satisfaite de l'ample portée des principes et des objectifs qui ont été fixés pour l'Université et selon lesquels on cherche à promouvoir l'idéal dont s'inspire l'Organisation des Nations Unies, de même qu'elle est satisfaite de voir qu'un rang élevé a été accordé, dans l'ordre de priorité, aux besoins des pays en voie de développement. Le projet de charte de l'Université, révisé compte tenu des observations du Conseil exécutif de l'UNESCO, tient visiblement compte de la résolution 2925 (XXVII) de l'Assemblée générale, et facilitera notablement les travaux de formation et de recherche confiés à l'Université. Comme le représentant de l'Espagne, M. Redondo pense qu'il vaudrait mieux appeler "statut" l'instrument juridique applicable à l'organisation et à la structure de l'Université, mais le mot "charte" a une portée plus vaste et convient mieux à la haute vocation de l'institution envisagée, et c'est pourquoi il faudrait le conserver.

34. En vue d'améliorer le projet de charte, la délégation costa-ricienne suggère d'insérer les mots "et l'importance du respect de ces droits", après les mots "droits de l'homme", au paragraphe 3 de l'article I. Il faut accorder le maximum d'importance à la fois à la nature des droits de l'homme et aux méthodes et aux garanties visant à en assurer le respect. En outre, au paragraphe 1 de l'article VII, l'expression "un certain nombre" ne convient pas, dans la mesure où les centres en question ne sont pas expressément nommés par la suite, et elle doit donc être supprimée. La délégation costa-ricienne approuve les observations faites par la délégation indienne à la 1548ème séance au sujet des paragraphes 2 et 5 du projet de résolution A/C.2/L.1300, et elle souhaiterait devenir coauteur de ce projet.

35. Le Costa Rica s'engage à coopérer entièrement avec l'Université des Nations Unies par l'intermédiaire de ses facultés et instituts de recherche universitaire; son institut international des droits de l'homme et son institut des accords internationaux sur les prix, qui sont sur le point d'être créés, pourraient tous deux faire partie de l'Université.

36. Enfin, M. Redondo remercie tous ceux qui ont œuvré pour que la Commission puisse prendre une décision sur le projet. Il ne fait aucun doute que l'Université sera une réussite internationale incontestable, digne des auspices sous lesquels l'Organisation des Nations Unies a été créée.

37. M. HABIB (République arabe syrienne) insiste sur l'importance de la recherche scientifique pour les pays en voie de développement et déclare que la création de l'Université des Nations Unies devrait fournir l'occasion d'élever le niveau de la recherche et de la formation dans ces pays, ce qui leur permettrait de tirer parti, au profit du développement, des dernières

découvertes scientifiques. L'Université est appelée à favoriser l'interaction entre les établissements universitaires existants des pays développés ou en voie de développement, et à aider les pays du tiers monde à combler leur retard scientifique par rapport aux pays avancés. C'est pour ces raisons que la délégation syrienne, qui était coauteur de la résolution 2951 (XXVII), figure également parmi les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1300.

38. On ne peut que se réjouir à l'idée que l'arabe sera une des langues officielles de l'Université. A l'instar d'autres délégations, la délégation syrienne demande que ce fait soit expressément mentionné dans le texte révisé du projet de charte.

39. M. KLUGMAN (Australie) constate que des progrès considérables ont été accomplis depuis l'importante décision, prise il y a un an, de créer l'Université des Nations Unies. Cependant, de nombreuses difficultés subsistent. Il est encore impossible de savoir de façon précise comment fonctionnera l'Université et à quels domaines elle s'intéressera. Il ressort du paragraphe 2 du projet de résolution A/C.2/L.1300, dont les dispositions prévoient une révision éventuelle de la charte de la nouvelle institution après un certain temps de fonctionnement, que pendant environ un an le projet aura un caractère expérimental.

40. L'Australie, qui voit dans le projet des difficultés d'ordre conceptuel, n'a pas participé de près aux travaux accomplis jusqu'ici. Le texte révisé du projet de charte répond à certaines questions que se posait le Gouvernement australien. Quant au problème financier, d'importance majeure, il a été partiellement résolu par le Gouvernement japonais, qui a généreusement proposé de verser une contribution de 100 millions de dollars à titre de dotation pour l'Université. La délégation australienne appuie énergiquement la proposition visant à établir le Centre de l'Université dans la région métropolitaine de Tokyo et prend note de ce que le Gouvernement japonais s'est offert à prendre à sa charge toutes les dépenses d'investissement nécessaires.

41. Il faudra donner au Secrétariat des instructions précises en ce qui concerne les responsabilités financières et administratives qu'il sera appelé à assumer jusqu'à ce que le cadre administratif de l'Université soit complètement mis en place. En particulier, la formulation des principes d'action et des programmes sera une opération très délicate au cours de laquelle il faudra trancher entre les exigences rivales d'un grand nombre de disciplines, d'institutions et de gouvernements.

42. Le programme de recherche de l'Université ne devrait pas être purement théorique et il devrait accorder la préférence à des sujets intéressant particulièrement, mais non exclusivement, les pays en voie de développement. Il apparaît que plusieurs pays en voie de développement ont déjà fait des offres très méritoires, ce qui ne semble pas être le cas de certaines de celles qui ont été faites par des pays plus développés.

43. Les libertés universitaires, que l'on peut définir comme étant le droit qu'a un chercheur de poursuivre ses travaux même si le résultat final doit être contraire à l'idéologie de l'institution, devraient constituer un principe absolu fondamental de l'Université, qui devrait encourager un programme de recherche étendu

et ne pas hésiter devant des travaux susceptibles de remettre en question la façon dont certains problèmes ont été abordés dans le passé. Si elle sait s'attaquer à des sujets tels que les répercussions de la politique des pays industrialisés sur les pays en voie de développement, les modèles de croissance économique et les rapports entre les divers aspects des politiques socio-économiques nationales et internationales, l'Université sera à même d'apporter une contribution nouvelle et vitale à l'accélération du rythme de la croissance économique et du développement.

44. Les premières impressions seront très importantes, et il est donc indispensable que l'Université puisse partir du bon pied. Il faudra pour cela que son conseil soit à la fois efficace et prestigieux. La délégation australienne espère qu'il sera possible de maintenir l'alliance entre réalisme politique et idéalisme universitaire qui apparaît dans les critères retenus pour le choix des membres de ce conseil, et elle note avec satisfaction que l'Assemblée générale suivra la question de près, du moins au début.

45. La délégation australienne appuie le projet de résolution A/C.2/L.1300 et espère que le texte révisé du projet de charte sera adopté à la présente session de l'Assemblée générale.

46. M. FOMINE (République socialiste soviétique d'Ukraine) considère que le projet de charte, tel qu'il figure dans le document A/9149/Add.2, comporte certains défauts fondamentaux et qu'il convient d'en améliorer le texte. Premièrement, les sujets à inscrire dans les programmes de recherche de l'Université qui sont énumérés au paragraphe 3 de l'article I font déjà l'objet des travaux de presque tous les organes ou organismes des Nations Unies, y compris l'UNITAR. Afin d'éviter les cas de double emploi, il faudrait donner une description plus précise des aspects des problèmes auxquels s'attaquera l'Université. Cela est d'autant plus important que la situation financière encore incertaine de l'Université fait qu'il lui sera impossible de traiter un nombre illimité de sujets. En outre, l'Université devrait choisir ses sujets dans le cadre de l'étude des problèmes du moment afin que ses travaux de recherche aient un intérêt pratique.

47. Les dispositions du paragraphe 2 de l'article II habilitant le Recteur à conclure des accords au nom de l'Organisation des Nations Unies posent un problème juridique complexe et ne sont guère acceptables, notamment si l'on considère que le même article confère une autonomie considérable à l'Université. En outre, l'article II n'exclut pas l'éventualité qu'un accord conclu par l'Université "pour garantir à celle-ci l'autonomie et les libertés universitaires" soit finalement contraire aux lois et aux traditions universitaires d'un pays. Il est absolument indispensable que l'article II définisse l'étendue des libertés universitaires en question et le champ d'application des lois des pays où l'Université poursuivra ses activités, de manière à éviter tout conflit.

48. Il ne ressort pas clairement de l'article VII quels seront les rapports entre, d'une part, les nouveaux centres de recherche et programmes qui seront institués et, d'autre part, les institutions scientifiques actuelles, telles que l'UNITAR. En outre, on n'y trouve aucun renseignement permettant de savoir quels sont les centres existants qui seraient incorporés et de connaître la manière dont on procédera pour cela.

49. Il est dit au paragraphe 1 de l'article IX que les dépenses de l'Université seront couvertes par des contributions volontaires, mais on voit au paragraphe 2 que le Recteur peut également accepter l'aide provenant d'autres sources très diverses. Il conviendrait de dire très clairement si cette aide proviendra du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées ou d'autres sources telles que le PNUD. Il faut éliminer du texte définitif de la Charte toute ambiguïté quant au caractère exclusivement volontaire des contributions à apporter à l'Université.

50. Pour que l'Université puisse fonctionner sans heurts, il est particulièrement important que sa charte reflète les intérêts de tous les Etats Membres de l'Organisation. En conséquence, le personnel enseignant de l'Université devrait compter des spécialistes issus de divers pays et représentant des systèmes socio-économiques différents. C'est seulement ainsi que l'Université pourra échapper à la partialité et aux jugements superficiels lorsqu'elle étudiera les phénomènes sociaux ou le développement économique dans les divers pays du monde.

51. M. KRYGER (Danemark) déclare que sa délégation appuie en principe la création d'une université des Nations Unies telle qu'elle est définie dans le rapport du Secrétaire général (A/9149 et Add.1 et 2), et qu'elle apprécie l'offre généreuse du Gouvernement japonais, qui a proposé d'établir le Centre de l'Université à Tokyo. La délégation danoise appuie également le projet de résolution A/C.2/L.1300, étant entendu que les paragraphes 1 et 2 n'excluent pas la possibilité de soumettre le projet de charte à un examen supplémentaire entre la vingt-huitième et la trentième session de l'Assemblée générale, et au besoin de proposer que des amendements y soient apportés.

52. M. PRATES (Brésil) appuie les opinions exprimées par les délégations d'autres pays en voie de développement concernant le fonctionnement et la structure de l'Université. Un système décentralisé correspondrait mieux aux aspirations qu'ont des peuples de culture et de niveau de développement différents de contribuer à la réalisation de la coopération internationale et d'influer sur le cours des événements mondiaux. Un tel système serait mieux adapté aux problèmes des pays en voie de développement et leur permettrait de jouer plus aisément un rôle actif dans la communauté scientifique internationale à l'échelon mondial. L'établissement de voies de communication entre institutions situées dans des zones à niveaux de développement différents aura certainement un effet de symbiose. Il faudra veiller à ce que les manifestations culturelles ayant leur origine dans les pays en voie de développement ne soient pas obscurcies par les manifestations culturelles des pays développés mieux équipés. Les rapports entre pays développés et pays en voie de développement devraient contribuer à établir un meilleur équilibre entre leurs communautés scientifique et technique respectives. L'Université devrait concentrer ses travaux de recherche sur les problèmes et les domaines où l'asymétrie domine, tels que les liens négatifs et positifs auxquels a donné lieu la coexistence du développement et du sous-développement, les relations entre puissances et les problèmes de maintien de la paix vus sous l'angle du désarmement.

53. Il est évident que l'Université doit jouir de la liberté académique, c'est-à-dire de l'absence de liens

avec les centres existants du pouvoir politique et économique. Le financement de l'Université ne doit pas être utilisé comme un moyen d'en influencer les activités. Sa liberté académique serait compromise si ses travaux de recherche étaient directement liés aux contributions volontaires des gouvernements ou d'institutions privées. Il est indispensable d'éviter que ne se répètent certaines situations qui se sont produites dans le cadre des activités de l'UNITAR. Si sa structure et ses activités étaient organisées de manière à éviter tout double emploi avec l'Université, l'UNITAR devrait se concentrer sur l'organisation, les procédures et les activités de l'ONU. Une autre solution serait de fusionner ultérieurement les deux organes.

54. Le texte révisé de la charte cherche à donner à l'Université une structure nettement définie mais non dépourvue de souplesse, et la référence que fait le projet de résolution A/C.2/L.1300 à la possibilité de procéder à des amendements indique également le besoin de souplesse dû au fait que l'Université sera un organe d'un type entièrement nouveau.

55. La délégation brésilienne est prête à appuyer le projet de résolution et elle apprécie vivement l'offre faite par le Gouvernement japonais d'accueillir le Centre de l'Université à Tokyo.

56. M. MÜEZZINOĞLU (Turquie) dit que des progrès considérables ont été réalisés depuis que l'ancien secrétaire général U Thant a lancé pour la première fois l'idée de créer une université internationale. Les principes énoncés dans le projet de charte préparé par le Comité fondateur sont jugés en général acceptables par la délégation turque, qui interprète ses principes de base comme signifiant que : premièrement, l'Université aura un caractère essentiellement décentralisé et il sera tenu compte des offres faites par les pays en voie de développement dans l'étude de la répartition géographique de ses établissements et de ses centres de recherche affiliés ou associés; deuxièmement, l'Université jouira de l'autonomie dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que de la liberté académique; troisièmement, les programmes de recherche et de formation donneront la priorité aux problèmes des pays en voie de développement; enfin, le programme portera essentiellement sur les sciences appliquées et les problèmes journaliers des êtres humains.

57. La délégation turque estime que le principe du financement par contributions volontaires est acceptable, à condition que les contributions de sources non gouvernementales ne donnent pas lieu à une ingérence dans la formulation des programmes de l'Université ni dans son fonctionnement et qu'elles ne soient pas en conflit avec les principes de la Charte des Nations Unies.

58. La délégation turque n'a aucune difficulté à approuver le projet de charte sous sa forme actuelle. Toutefois, les commentaires et suggestions faits au cours du débat de la Commission devraient être pris en considération par le Conseil de l'Université lorsqu'il révisera la charte avant de la soumettre à la trentième session de l'Assemblée générale. Le paragraphe 1 de l'article XII prévoit que l'Assemblée générale des Nations Unies apporte des amendements à la charte; toutefois, une fois que l'Université sera établie et aura reçu un certain degré d'autonomie, il ne serait pas normal de modifier la charte sans avoir consulté au

préalable le Conseil de l'Université. Cette question préoccupe un peu la délégation turque et il y aurait peut-être lieu d'y apporter une clarification.

59. M. MÜEZZINOĞLU sait gré au Gouvernement japonais de son offre généreuse qui a considérablement facilité la réalisation du projet. Le Gouvernement turc a offert d'établir un institut des sciences de l'environnement à l'Université technique du Moyen-Orient, qui a été créée avec l'aide de l'ONU en 1956, en tant qu'institut régional d'enseignement supérieur.

60. La délégation turque appuie le projet de résolution A/C.2/L.1300.

61. M. NICOL (Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche) dit que les commentaires présentés au cours du débat ont été à la fois intéressants et encourageants. L'adoption du projet de résolution A/C.2/L.1300 marquerait la fin de la première étape seulement du projet.

62. Le paragraphe 2 du projet de résolution dissipe certains des doutes qui sont apparus au moment où le projet de charte était en cours de rédaction puisqu'il prévoit que l'Assemblée générale examinera encore ladite charte. Aucune charte d'université ne saurait être parfaite, mais plusieurs questions ont été réglées au cours du débat à la Commission. Parlant au nom du Conseil d'administration de l'UNITAR, M. Nicol exprime l'espoir que les liens entre l'Institut et l'Université seront mutuellement avantageux. En ce qui concerne le paragraphe 3, il souhaite que de nombreux chercheurs viendront au Centre de l'Université, dans la région métropolitaine de Tokyo. Le paragraphe 4 évoque la contribution la plus importante que l'Université puisse apporter aux pays en voie de développement. Il ne peut y avoir de paix tant que la malnutrition, la misère et l'ignorance continuent à sévir dans les quatre cinquièmes du monde. L'UNITAR attache une importance considérable aux paragraphes 5 et 6 que M. Nicol a déjà commentés précédemment.

63. A propos du paragraphe 7, M. Nicol exprime l'avis que des campagnes de fonds ne devraient pas avoir lieu régulièrement tous les ans ou même tous les cinq ans. L'Université devrait avoir une dotation suffisante et tirer assez de revenus de ses investissements pour que son personnel soit libre de se consacrer à plein temps aux travaux académiques.

64. En fixant la composition du Conseil de l'Université, il ne faudra pas manquer de tenir dûment compte de la jeunesse, des femmes et des représentants du tiers monde. M. Nicol a été frappé par une réflexion du représentant de la Sierra Leone : il a dit que les zones de conflit social et culturel sont également les zones de fusion sociale et culturelle. Ce serait un privilège pour l'UNITAR de contribuer à ce processus dans une mesure proportionnelle à ses ressources.

65. M. M'BOW (Sous-Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) remercie les délégations qui se sont déclarées satisfaites des travaux préparatoires accomplis par l'UNESCO. L'adoption du projet de charte révisé ne marque pas la fin d'un processus, mais le début d'une entreprise fructueuse.

66. Certaines délégations ont exprimé des préoccupations au sujet de la liberté académique et de l'autonomie de l'Université. En fait, le projet de charte révisé énonce clairement le degré de liberté dont joui-

ront l'Université et son personnel et prévoit que le Recteur pourra conclure des accords à cet égard avec les divers gouvernements intéressés.

67. En ce qui concerne les institutions qui feront partie de l'Université, le Sous-Directeur général dit que le Centre de l'Université à Tokyo en sera l'élément central. Les autres éléments constitutifs de l'Université seront les centres de recherche et de formation qui seront incorporés à l'Université et financés à l'aide de ses ressources. Aux termes du paragraphe 2 de l'article III, le Conseil de l'Université peut conférer à certains établissements et centres le statut d'institutions affiliées à l'Université, dans les termes et conditions décidés par le Conseil lui-même. Ces institutions affiliées ne feraient pas partie intégrante de l'Université et conserveraient leur propre structure administrative et financière. Aux termes du paragraphe 3 de l'article III, l'Université peut également conclure des accords contractuels de recherche avec des établissements ou des particuliers. Il sera important que les institutions désireuses d'être associées ou affiliées à l'Université précisent très clairement la nature exacte des rapports qu'elles préfèrent.

68. Le problème du financement a été soulevé. Au départ, une certaine somme sera allouée pour financer les divers centres de recherche et de formation, et l'Université se développera ensuite dans la mesure où ses ressources le permettront. Abstraction faite du Centre de l'Université, peut-être ne sera-t-il possible au début d'intégrer à l'Université qu'un petit nombre de centres de recherche et de formation. Toutefois, l'Université aura la possibilité de prendre des dispositions pour travailler en liaison avec des institutions existantes dans les Etats Membres.

69. L'UNESCO fera de son mieux, dans son domaine de compétence, pour garantir le succès de l'Université et tiendra compte de toutes les suggestions faites lors des débats de la Commission.

70. M. NARASIMHAN (Secrétaire général adjoint aux affaires interorganisations et à la coordination) transmettra aux membres du Comité fondateur les félicitations exprimées par la Deuxième Commission.

71. Le Secrétaire général et le Secrétariat tiennent à présenter des excuses aux délégations qui n'ont reçu la version révisée du projet de charte que quelques jours avant le débat. Le calendrier a dans une certaine mesure été imposé par les paragraphes 5 et 6 de la résolution 2951 (XXVII) de l'Assemblée générale, en ce sens que le Conseil exécutif de l'UNESCO, qui devait présenter ses observations sur le projet de charte, ne s'est pas réuni avant le mois de septembre et que le projet de charte et le rapport du Secrétaire général ont dû ensuite être soumis à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social, qui s'est réuni en octobre.

72. Les délégations ont reconnu que la charte, imparfaite peut-être, était néanmoins perfectible; elles ont également reconnu que le projet de charte devrait être adopté sous sa forme actuelle, car même ainsi il faudra attendre les derniers mois de 1974 avant que le Recteur puisse être nommé et que l'Université puisse commencer ses travaux. On a jugé que l'Université devrait avoir fonctionné pendant une année entière avant qu'on envisage de modifier la charte et qu'en conséquence les

débats sur cette question auraient lieu à la trentième session de l'Assemblée générale. Les observations des délégations sur les travaux futurs de l'Université ont été extrêmement importantes et le Secrétaire général adjoint veillera à ce que les comptes rendus analytiques des débats soient mis à la disposition du Conseil de l'Université et du Recteur pour qu'ils puissent s'en inspirer.

73. Les représentants de la République centrafricaine et du Dahomey ont exprimé la crainte que les commentaires du Comité fondateur concernant l'emplacement du Centre de l'Université et d'autres institutions et programmes ne militent contre l'établissement de centres de recherche et de formation dans les pays en voie de développement; ces appréhensions viennent d'un malentendu. En effet, le critère suggéré par le Comité fondateur, à savoir l'existence de larges et multiples possibilités de contacts intellectuels, vise le Centre de l'Université et non pas les centres de recherche et de formation, que l'on se propose manifestement d'établir dans les pays en voie de développement; l'absence de possibilités de ce genre ne constituerait pas un obstacle à cet égard.

74. Le Comité fondateur a jugé qu'il convenait de maintenir l'identité distincte de l'UNITAR étant donné qu'il aura un statut équivalent à celui de l'Université envisagée, c'est-à-dire celui d'un organe établi par l'Assemblée générale. Afin d'encourager le maintien d'une coordination étroite visé à l'alinéa f de l'article VI du projet de charte, le Directeur général de l'UNITAR sera membre de droit du Conseil de l'Université. Les deux organismes coopéreront de toutes les façons possibles. On ne peut écarter la possibilité que l'UNITAR devienne à l'avenir l'une des unités les plus importantes de l'Université, mais il faudra, pour ce faire, que des consultations s'engagent entre le Conseil de l'Université et le Conseil d'administration de l'UNITAR et qu'intervienne aussi sans nul doute une décision de l'Assemblée générale, qui a créé ces deux organismes.

75. Le représentant de la Grèce a demandé si les membres de droit du Conseil de l'Université sont inclus dans les 24 membres visés au paragraphe 1 de l'article IV. Le Secrétaire général adjoint croit savoir qu'ils ne le sont pas et que le nombre total des membres serait donc de 28, y compris le Recteur. La question du quorum sera réglée dans le règlement intérieur qu'établira le Conseil de l'Université.

76. Le problème de l'exode des compétences soulevé par certaines délégations a été abordé par le Secrétaire général dans la déclaration qu'il a faite à la première session du Comité fondateur et est aussi traité implicitement au paragraphe 6 de l'article I. De toute évidence, on cherche à ce que l'Université fonctionne de manière à renverser la tendance et non à aggraver le problème.

77. Certaines délégations ont mis en cause la façon dont les observations du Conseil exécutif de l'UNESCO avaient été incorporées dans la première version du projet de charte. Étant donné le peu de temps dont on disposait, il se peut que des erreurs aient été commises, mais le Secrétaire général adjoint estime que toutes les observations du Conseil exécutif ont été prises en considération d'une façon ou d'une autre lors de l'élaboration du texte révisé.

78. Il tient à rassurer le représentant de la Turquie : aucun amendement ne sera apporté à la charte si ce n'est à la demande du Conseil de l'Université ou après consultation préalable avec lui. Seule l'Assemblée générale, qui a créé l'Université, peut modifier la charte, comme il est précisé au paragraphe 1 de l'article XII; toutefois, il ressort clairement du paragraphe 2 du même article, ainsi que du paragraphe 2 du projet de résolution A/C.2/L.1300, que des consultations seraient engagées à la fois avec le Conseil de l'Université et avec l'UNESCO avant qu'un amendement ne soit soumis.

79. Le Comité fondateur a estimé que le personnel de l'Université ne devait pas constituer une vaste bureaucratie internationale et que le personnel académique devait être différent du personnel administratif, qui sera composé de fonctionnaires internationaux, des règles différentes s'appliquant à ces deux catégories. En tout état de cause, cet arrangement n'est que transitoire étant donné qu'il appartient au Conseil de l'Université de décider quelles catégories de personnel seront établies et, parmi elles, celles à qui s'appliquera la Convention sur les privilèges et immunités. Il ne faut pas oublier non plus que les privilèges et immunités que confère cette convention sont moins complets qu'une immunité diplomatique totale.

80. De toute évidence, l'intention des auteurs du projet de charte est non seulement que les jeunes chercheurs travaillent dans les centres de recherche et de formation et dans le Centre de l'Université lui-même, mais aussi qu'ils soient représentés au Conseil de l'Université. Il n'y aura aucune discrimination pour des raisons de sexe. En ce qui concerne la représentation du tiers monde, de nombreuses offres ont déjà été reçues pour accueillir des établissements de l'Université, les offres reçues des pays développés étant légèrement plus nombreuses. En conséquence, il a été décidé de laisser au Conseil de l'Université le soin d'examiner ces offres et de faire un choix équilibré en tenant compte à la fois des facilités offertes et de la nécessité d'une représentation des pays en voie de développement.

81. Une délégation a demandé ce qu'on entendait par le mot "périodiquement" à propos de la convocation d'une conférence des directeurs. Bien que la convocation de cette conférence ait des incidences financières, le Secrétaire général adjoint estime qu'il faudrait en prévoir au moins une par an.

82. L'Université sera financée uniquement à l'aide de contributions volontaires et non au titre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées. C'est pour cette raison que le Secrétaire de la Commission a précisé à la 1548ème séance qu'il n'y aurait pas d'incidences financières sur le budget ordinaire de l'ONU.

83. M. OGISO (Japon) déclare que, après consultation avec les diverses délégations ayant suggéré des amendements, les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1300 sont convenus d'une version révisée. L'amendement présenté oralement à la 1549ème séance par la France au paragraphe 1 n'a pas été retenu, mais il a été décidé, à titre de compromis, de fondre les paragraphes 1 et 2. Les autres paragraphes seront renumérotés en conséquence. Le représentant de l'Inde a suggéré à la 1548ème séance que le mot "examiner" dans le paragraphe 2 initial soit remplacé par "tenir compte"; dans un esprit de compromis, les

auteurs ont retenu "prendre en considération". Le paragraphe 1 commencerait donc ainsi : "Adopte la charte de l'Université des Nations Unies dont le texte est contenu dans le deuxième additif au rapport du Secrétaire général (A/9149/Add.2) et invite le Conseil de l'Université à prendre en considération les commentaires et les observations formulés...". Le représentant de l'Inde a décidé de ne pas insister pour que l'on supprime le passage "en consultation... Conseil économique et social" dans ce paragraphe. Les auteurs ont accepté la suggestion de ce représentant et de certains autres tendant à remplacer dans le paragraphe 5 initial les mots "*Exprime l'espoir* que le Conseil de l'Université examinera" par les mots "*Recommande en outre* que le Conseil de l'Université examine". Ils n'ont pas retenu la suggestion des Pays-Bas à la 1550ème séance tendant à ce que, dans le paragraphe 6 initial, le mot "*Autorise*" soit remplacé par le mot "*Invite*", car ils préfèrent souligner que le Secrétaire général est habilité à prendre les mesures en question. Il a également été suggéré d'ajouter dans ce paragraphe une référence au Directeur général de l'UNITAR; les auteurs du projet estiment qu'il n'y a pas lieu de faire figurer une mention de ce genre au paragraphe 6, vu que le paragraphe 5 initial recommande déjà que le Conseil de l'Université examine les relations entre l'Université et l'UNITAR, que le Directeur général est membre de droit de ce conseil et que, en tout état de cause, il ne s'agit que d'un arrangement provisoire en attendant l'entrée en fonction du Recteur.

84. Un certain nombre de délégation ont exprimé l'espoir que les remarques du Comité fondateur concernant les langues officielles de l'Université, figurant à la section 5 de l'appendice II de l'annexe I au document A/9149, seraient prises en considération dans la charte ou approuvées par l'Assemblée générale. Les auteurs ont donc décidé d'incorporer au projet de résolution, après le nouveau paragraphe 4, le paragraphe supplémentaire suivant :

"Approuve les observations du Comité fondateur de l'Université des Nations Unies qui sont jointes au rapport du Secrétaire général (A/9149, annexe I, appendice II, section 5)".

85. Aucun autre amendement formel n'ayant été soumis, les auteurs espèrent que le projet de résolution révisé sera adopté sans opposition.

86. Le PRESIDENT annonce que les délégations du Honduras et du Koweït comptent maintenant parmi les auteurs du projet de résolution.

87. Mme AAS (Norvège), expliquant son vote avant la mise aux voix du projet de résolution, rappelle que le texte du projet de charte n'a été publié dans le document A/9149/Add.2 qu'il y a quelques jours, ce qui n'a pas permis aux autorités norvégiennes compétentes de l'étudier. Sa délégation est par conséquent incapable de se prononcer sur le fond du projet de charte révisé et sera obligée de s'abstenir sur le paragraphe 1, sous sa forme révisée, s'il fait l'objet d'un vote séparé. Néanmoins, le Gouvernement norvégien est favorable à la création d'une université des Nations Unies qui répondra à de grands besoins effectifs et fondamentaux et s'inspirera des principes de la Charte des Nations Unies touchant l'absence de discrimination fondée sur des considérations de race, de religion ou de sexe. La délégation norvégienne exprimera son accord sur ce principe en votant pour l'ensemble du projet de

résolution. Pour des raisons budgétaires, le Gouvernement norvégien n'est actuellement en mesure d'annoncer aucune contribution volontaire à l'Université.

88. M. RANKIN (Canada) signale que sa délégation se félicite de l'esprit constructif qui s'est manifesté durant le débat. La délégation canadienne votera pour le projet de résolution, et elle attache une importance particulière à la deuxième partie du paragraphe 1, qui donne au Conseil de l'Université, au Conseil économique et social et enfin à l'Assemblée générale la possibilité d'examiner plus avant la charte. Un tel examen sera nécessaire eu égard à l'expérience acquise lors de la création de l'Université. La délégation canadienne estime qu'il importe grandement de préciser les relations entre l'Université et l'UNITAR, dont les fins et les objectifs sont analogues, dans le souci d'éviter les doubles emplois dans leurs travaux de recherche et de formation. Elle reconnaît la nécessité pour le Secrétariat d'entreprendre la planification, de mettre en place l'infrastructure nécessaire et d'amorcer le financement de l'Université. La délégation canadienne accueille favorablement l'offre généreuse du Gouvernement japonais concernant l'installation du Centre de l'université dans la région de Tokyo.

89. M. DIALLO (Haute-Volta) déclare que l'adoption du projet de résolution sera l'apogée d'un idéal que sa délégation a défendu depuis le début. Sa délégation est reconnaissante à ceux qui, au cours des quatre dernières années, ont contribué à l'acceptation progressive de cette idée et elle prend note avec satisfaction, en particulier, des assurances données par le Directeur général de l'UNITAR et le Sous-Directeur général de l'UNESCO. Avant d'entendre ces explications, la délégation voltaïque avait quelques inquiétudes sur les mandats respectifs de l'Université et de l'UNITAR; elle se réjouit de savoir que la création de l'Université n'affectera pas le mandat de l'UNITAR, mais que les deux organismes seront complémentaires. Elle apprécie également l'intérêt que le Gouvernement japonais manifeste pour l'Université, en particulier son offre de fonds et de locaux.

90. D'après la délégation voltaïque, l'acceptation du nouveau paragraphe 5 du projet de résolution, concernant les langues officielles, ne doit pas empêcher les pays dont la langue n'est pas encore employée dans les organismes des Nations Unies d'obtenir une juste représentation grâce à l'emploi de leurs langues dans l'un des centres qui seront créés dans le cadre de l'Université. La délégation voltaïque est entièrement en faveur du projet de résolution et espère qu'il sera adopté à l'unanimité.

91. M. MBEDO (République centrafricaine) déclare que les assurances du Secrétaire général adjoint aux affaires interorganisations et à la coordination n'ont pas dissipé les inquiétudes de sa délégation, qui sont fondées sur des faits. La première phrase de la section 4 de l'appendice II de l'annexe I du document A/9149 fait mention à la fois du Centre de l'Université et d'autres institutions et programmes. La délégation centrafricaine s'inquiète des critères touchant la mise en place de ces institutions et programmes. Les organismes des Nations Unies ont tendance à la décentralisation, mais il en résulte, dans la pratique, que les nouveaux centres sont groupés dans un petit

nombre de pays choisis en fonction de leur solide infrastructure. Cette tendance n'est pas souhaitable et ne doit pas être suivie dans le cas de l'Université.

92. M. HACHANI (Tunisie) déclare que la fusion des paragraphes 1 et 2 du projet de résolution garantit que l'adoption du projet de charte ne sera pas une mesure irréversible. Sa délégation se félicite, en particulier, de l'addition du nouveau paragraphe 5, concernant les langues officielles. Non seulement elle votera pour le projet de résolution, mais elle souhaite en devenir coauteur.

93. Mme DERRÉ (France) indique que, dans l'esprit de sa délégation, le compromis accepté comme suite à son amendement au paragraphe 1 initial du projet de résolution signifie que le projet de charte n'est pas considéré comme parfait et sera revu dans deux ans. La délégation française considère l'adoption dudit projet comme provisoire, bien que ce ne soit pas expressément indiqué dans le texte. Le terme "examiner" figurant dans le paragraphe 2 initial lui a posé certaines difficultés, mais le nouveau texte répond entièrement à ses préoccupations.

Par 98 voix contre zéro, avec 8 abstentions, le projet de résolution A/C.2/L.1300, sous sa forme révisée, est adopté.

94. M. NARASIMHAN (Secrétaire général adjoint aux affaires interorganisations et à la coordination), en

réponse aux remarques du représentant de la République centrafricaine, souligne que si la première phrase de la section 4 de l'appendice II de l'annexe I du document A/9149 fait mention du siège du Centre de l'Université et d'autres institutions et programmes, il indique par la suite que la question de ce siège ne pourra être réglée sans tenir compte de divers facteurs, notamment de la nature des offres des pays qui proposent de les accueillir et des critères qui détermineront le choix de ce siège. Le Secrétaire général a décidé de confier l'étude de ces facteurs au Conseil de l'université, qui assurera un juste équilibre de la répartition des divers programmes et institutions. Les critères mentionnés dans la suite de la même section s'appliquent uniquement à l'emplacement du siège de l'Université et ne concernent pas celui des institutions et programmes.

95. M. SHEMIRANI (Iran) déclare que sa délégation souhaite réserver sa position à l'égard de l'alinéa b de la réponse d'un Etat Membre qui est reproduite à la page 7 de l'annexe II au document A/9149.

96. M. PAUL (Haïti) fait savoir que si sa délégation avait été présente lors du vote, elle aurait voté pour le projet de résolution.

La séance est levée à 18 h 15.

1552^e séance

Jeudi 8 novembre 1973, à 11 heures.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1552

POINT 48 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (suite*) [A/9003, chap. XII, A/9016, A/9072, A/C.2/L.1293/Rev.1, A/C.2/L.1294/Rev.1, A/C.2/L.1301] :

a) **Rapport du Conseil du développement industriel;**
b) **Deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : rapport du Directeur exécutif**

1. Le **PRESIDENT** annonce que la Haute-Volta et la Roumanie désirent voir leur nom figurer parmi les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1293/Rev.1 dont la Commission est maintenant saisie.

2. M. **HAMID** (Soudan), présentant le projet de résolution révisé (A/C.2/L.1293/Rev.1) au nom des auteurs, dit que ceux-ci se sont efforcés de tenir compte des suggestions et propositions qui leur ont été faites. Le texte révisé du projet de résolution est donc le résultat de compromis; s'il ne satisfait pas pleinement toutes les délégations, il devrait néanmoins être acceptable pour tous.

3. Les modifications les plus importantes portent sur les paragraphes 2 et 3 du dispositif. Ainsi, au paragraphe 2, les auteurs ont accepté de supprimer les

deux exemples de problèmes fondamentaux de l'industrialisation dont devra s'occuper la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, à savoir la mise au point de techniques industrielles adaptées aux besoins des pays en voie de développement et l'élaboration de principes généraux en vue d'une nouvelle division internationale du travail dans le domaine de l'industrie. Les auteurs ont en effet jugé que, au lieu de donner une liste nécessairement partielle des domaines dont devra s'occuper la Conférence, il valait mieux utiliser l'expression plus générale "les problèmes fondamentaux auxquels les pays en voie de développement se heurtent dans le domaine des politiques et de la planification industrielles".

4. Certaines délégations ayant fait valoir qu'il ne fallait pas préjuger le résultat des travaux entrepris concernant l'élaboration d'une charte des droits et des devoirs économiques des Etats, les auteurs ont supprimé, au paragraphe 3 du dispositif, toute référence à cette charte. D'autre part, contrairement à ce que semblent penser certains, les auteurs ne souhaitent pas que la deuxième Conférence générale mette au point une déclaration internationale sur le développement et la coopération industriels, mais seulement qu'elle établisse des principes fondamentaux, qui pourraient servir ultérieurement à établir une déclaration.

* Reprise des débats de la 1541ème séance.

5. En conclusion, le représentant du Soudan espère que le projet de résolution révisé pourra être adopté par consensus.

6. M. ABHYANKAR (Inde) comprend bien les raisons pour lesquelles les auteurs ont modifié le paragraphe 2 du dispositif mais regrette néanmoins qu'ils aient supprimé toute référence aux exemples de problèmes fondamentaux qui se posent aux pays en voie de développement en matière de développement industriel.

7. Il souhaiterait que l'on précise la contribution que la communauté internationale peut faire au processus d'industrialisation des pays en voie de développement; il propose donc d'ajouter à la fin du paragraphe 2 le membre de phrase suivant: "en s'attachant particulièrement à l'échange de données d'expérience et à une coopération accrue entre les pays en voie de développement eux-mêmes".

8. M. HAMID (Soudan) dit que les auteurs acceptent cet amendement mais qu'ils préféreraient que le mot "particulièrement" soit remplacé par le mot "dûment".

9. M. ABHYANKAR (Inde) reconnaît que cette modification améliore le texte.

10. Le PRESIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que la Commission souhaite adopter le projet de résolution A/C.2/L.1293/Rev.1, tel qu'il a été oralement révisé, sans procéder à un vote.

Le projet de résolution, tel qu'il a été oralement révisé, est adopté.

11. M. ALLEN (Etats-Unis d'Amérique) dit que son gouvernement aurait préféré que la Deuxième Commission remette à plus tard une décision sur le paragraphe 3 du dispositif; il a néanmoins voté pour le projet de résolution, considérant que les principes qui seront examinés à la deuxième Conférence générale de l'ONUDI ne préjugent en aucune manière le résultat des travaux relatifs à la charte des droits et des devoirs économiques des Etats.

12. Mlle COURSON (France) a voté en faveur du projet de résolution, encore que sa délégation ait des réserves à propos du paragraphe 3 du dispositif; elle ne pense pas en effet qu'il faille parler à ce stade de division internationale du travail et elle aurait préféré que l'on emploie une formule analogue à celle qui est utilisée au paragraphe 19 de la Stratégie internationale du développement. On risque en effet de voir se produire une dislocation entre pays en voie de développement et pays développés qui ne serait pas nécessairement à l'avantage des premiers.

13. M. ABHYANKAR (Inde) remercie les auteurs d'avoir accepté son amendement au paragraphe 2 du dispositif. Il se félicite aussi que les auteurs aient modifié le texte du paragraphe 3 de façon à ne pas préjuger le résultat des travaux relatifs à la charte des droits et des devoirs économiques des Etats.

14. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) a accepté de se rallier à la majorité, mais il a des réserves à propos du paragraphe 3 du dispositif, ce texte allant au-delà de ce qui avait été convenu à la septième session du Conseil du développement (CDI). Les références à une déclaration internationale sur le développement et la coopération industriels et à la division internationale du travail peuvent donner lieu à plusieurs interprétations,

dont certaines ne sont pas acceptables pour la délégation britannique.

15. M. VAN GORKOM (Pays-Bas) a approuvé le projet de résolution et se félicite en particulier de l'accent qui y est mis sur la coopération entre pays en voie de développement et sur une nouvelle division internationale du travail. Toutefois, il a une légère réserve à formuler à l'égard du paragraphe 3 du dispositif, car il estime que les pays ont moins besoin d'une déclaration internationale sur le développement et la coopération industriels que d'une mise au point des principes et directives qui seront éventuellement incorporés dans la Stratégie internationale du développement au moment de l'examen prévu pour le milieu de la Décennie.

16. M. GARCIA BELAUNDE (Pérou) aurait préféré que, dans le texte espagnol, l'expression "division internationale du travail" soit rendue par "*división internacional del trabajo*".

17. M. HAMID (Soudan) dit qu'il sera tenu compte des réserves exprimées par diverses délégations lors de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI.

18. M. ARUEDE (Nigéria), présentant le projet de résolution révisé A/C.2/L.1294/Rev.1, annonce tout d'abord qu'il convient d'ajouter le Yémen à la liste des auteurs.

19. Le représentant du Nigéria rappelle ensuite que, dans la lettre du Président de l'Assemblée générale (A/C.2/286) dont il a été donné lecture à la 1544ème séance, il est précisé quelles sont les parties du rapport du CDI qui relèvent de la compétence respective de la Deuxième Commission et de la Cinquième Commission. Or, si les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1294/Rev.1 ont compris les raisons qui ont motivé les décisions qui figurent aux sous-alinéas i) et ii) de l'alinéa a de la lettre, cela n'est pas le cas pour la décision qui figure au sous-alinéa iii). En effet, à leur avis, la question de l'autonomie administrative de l'ONUDI est avant tout une question politique, qui aurait dû être examinée par la Deuxième Commission avant d'être renvoyée à la Cinquième Commission. Ils estiment que toutes les parties de la décision II (VII) forment un tout visant un seul objectif, à savoir augmenter l'autonomie administrative de l'ONUDI de façon à en accroître l'efficacité. Les auteurs ne voient donc pas pourquoi les diverses parties de cette décision seraient examinées par des commissions différentes. C'est la première fois que la Deuxième Commission se voit interdire la possibilité de commenter certaines parties du rapport du CDI et cela ne devrait pas créer un précédent.

20. Les auteurs demandent donc que le Rapporteur fasse figurer dans le rapport de la Commission à l'Assemblée générale la recommandation suivante :

"1. La Deuxième Commission transmet à la Cinquième Commission, pour examen, le projet de proposition suivant :

"*Prie le Secrétaire général d'établir un rapport sur les questions ayant trait à la préparation et à la présentation d'un budget-programme distinct de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et à l'autonomie administrative de l'ONUDI, questions qui font l'objet respectivement des paragraphes 1 et 3 de la décision II (VII) du Conseil du développement in-*

dustriel, et de soumettre le rapport à l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session;

"2. Si la Cinquième Commission décidait d'adopter le projet de proposition ci-dessus et si l'Assemblée générale l'approuvait également, la Deuxième Commission exprime le ferme espoir que le rapport du Secrétaire général sur les questions susmentionnées serait mis à la disposition de la Deuxième Commission, à la vingt-neuvième session, avant que la Cinquième Commission l'examine, de façon que cette dernière puisse être saisie des observations de la Deuxième Commission sur ledit rapport."

Les auteurs considèrent que ce projet de proposition et le projet de résolution constituent un tout.

21. Le représentant du Nigéria appelle l'attention sur des modifications apportées dans le libellé des paragraphes 3 et 4 du projet de résolution révisé. Lors de la présentation du projet de résolution initial, à la 1540ème séance, le représentant de la France avait dit que les décisions du CDI qui n'avaient pas été adoptées par consensus ne devaient pas être simplement approuvées par l'Assemblée générale, mais que celle-ci devait continuer à les examiner. Les auteurs conviennent de la nécessité de poursuivre les discussions, mais pas indéfiniment; ils ne peuvent accepter que l'Assemblée ne prenne pas de décision sous prétexte qu'il n'y a pas eu de consensus au CDI, étant donné que l'Assemblée n'est pas tenue de prendre ses décisions par consensus. D'autre part, le représentant de la France avait craint que le projet de résolution A/C.2/L.1294 n'ait en fait pour objet de transformer l'ONUDI en une institution spécialisée. Si telle avait été l'intention des auteurs, ils l'auraient dit clairement. Le fait même que des craintes de ce genre existent montre bien que la question de l'autonomie de l'ONUDI est avant tout une question politique.

22. La délégation de l'URSS s'était élevée contre la prolifération des fonds d'affectation spéciale à l'Organisation des Nations Unies. En fait, selon le paragraphe 3, il ne s'agit pas d'une prolifération mais d'un regroupement de fonds. La délégation soviétique s'était opposée aussi à ce que l'on augmente le budget d'administration de l'ONUDI. Les auteurs espèrent que la délégation soviétique ne faisait pas allusion au paragraphe 2, puisque celui-ci vise l'augmentation du budget du programme ordinaire d'assistance technique et non pas les dépenses d'administration. Le programme ordinaire d'assistance technique n'a pas été augmenté depuis sept ans et l'augmentation proposée, de 500 000 dollars, est donc modeste. D'autre part, étant donné que les ressources supplémentaires seraient consacrées à une action spéciale en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, cela revient à une diminution nette des montants disponibles pour les autres pays en voie de développement.

23. M. JOSEPH (Australie) dit que la Cinquième Commission fera certainement rapport à l'Assemblée générale sur l'examen de cette question. Dans ce cas, un nouvel examen par la Deuxième Commission paraît inutile.

24. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) dit que, selon lui, la deuxième partie de la proposition présentée par le Nigéria signifie que, si celle-ci est adoptée lors de la vingt-huitième session de

l'Assemblée générale, le rapport du Secrétaire général sera présenté à la vingt-neuvième session.

25. M. MACKENZIE (Royaume-Uni), appuyé par Mlle COURSON (France) et M. ALLEN (Etats-Unis d'Amérique), demande que la proposition du représentant du Nigéria soit distribuée par écrit car elle soulève un problème constitutionnel très important, qui a trait aux rapports entre les commissions.

26. M. ARUEDE (Nigéria) dit que la délégation nigériane tient le texte de sa proposition à la disposition des représentants.

27. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) et Mlle COURSON (France) demandent que des versions en langues russe et française soient distribuées.

28. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) signale que les versions dans les différentes langues de travail ne seront pas prêtes avant le lendemain matin.

29. Le PRESIDENT propose que, dans ces conditions, le vote sur la proposition du représentant du Nigéria soit repoussé à la séance du lendemain mais que la Commission vote néanmoins sur le projet de résolution A/C.2/L.1294/Rev.1.

30. M. ARUEDE (Nigéria) rappelle que, pour les auteurs du projet, la proposition et le projet font un tout et ne peuvent par conséquent être mis aux voix séparément.

31. Le PRESIDENT dit qu'il ne voit pas d'objection à ce que le vote sur le projet de résolution A/C.2/L.1294/Rev.1 soit également reporté au lendemain.

32. Passant au projet de résolution A/C.2/L.1301, relatif à la révision des listes d'Etats éligibles au CDI, il dit que ce projet est présenté conformément à la procédure constitutionnelle établie et que la Commission devrait pouvoir l'adopter sans qu'il soit nécessaire de le mettre aux voix.

Le projet de résolution A/C.2/L.1301 est adopté.

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (suite*) [A/9003/Add.1 (première partie), A/9015, A/9142, A/9213, A/C.2/L.1295 à 1297] :

a) Rapport du Conseil du commerce et du développement

33. Le PRESIDENT annonce que la délégation du Maroc désire se joindre aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1295.

34. M. PAUL (Haïti) souhaite expliquer brièvement les raisons pour lesquelles la délégation haïtienne se joint aux auteurs du projet A/C.2/L.1295, qui sera, il l'espère, adopté par consensus. La délégation haïtienne attache une importance particulière à la tâche confiée au Groupe de travail chargé d'élaborer la charte des droits et des devoirs économiques des Etats. En effet, les réunions du Groupe de personnalités éminentes chargé d'étudier les effets des sociétés multinationales, les travaux de la CNUCED relatifs à un code de conduite des conférences maritimes et les discussions du Conseil économique et social et de l'Assemblée

* Reprise des débats de la 1547ème séance.

générale sur la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles ont convaincu la délégation haïtienne de l'utilité d'une telle charte, qui viendra combler des lacunes anachroniques dans le droit commercial international. Elle est donc favorable à une prolongation du mandat du Groupe de travail.

35. Dans toute coopération économique entre Etats, ceux-ci doivent être imbus de leurs droits et de leurs devoirs économiques, et c'est pourquoi il convient de fixer les règles de base de cette coopération. La délégation haïtienne ne partage donc pas le point de vue de ceux qui pensent que la charte doit être une simple déclaration d'intention. Il faut qu'elle soit un instrument juridique de caractère obligatoire pour protéger les droits des uns et des autres.

36. M. KANÉ (Mauritanie) rappelle au Secrétariat que sa délégation désire se porter coauteur du projet de résolution A/C.2/L.1295.

37. Le PRESIDENT demande si la Commission est disposée à adopter le projet de résolution A/C.2/L.1295 sans qu'il soit procédé à un vote.

Il en est ainsi décidé.

Le projet de résolution A/C.2/L.1295 est adopté.

38. M. SANDERS (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation a été très satisfaite de pouvoir se joindre au consensus. Elle attend avec intérêt le résultat des travaux du Groupe de travail chargé d'élaborer la charte des droits et des devoirs économiques des Etats, car elle considère que la charte est une occasion historique de contribuer à l'harmonisation des points de vue des pays en voie de développement et des pays industrialisés sur les moyens d'assurer une plus grande prospérité pour l'humanité tout entière. La charte doit être une sorte de déclaration universelle des droits de l'humanité au progrès économique, parallèle à la Déclaration universelle des droits de l'homme; celle-ci, selon la délégation des Etats-Unis, doit servir de modèle pour l'élaboration de la Charte des droits et des devoirs économiques. La portée de cette dernière serait considérablement réduite si elle était considérée comme une codification de normes du droit international. En effet, le droit international n'est pas très développé en ce qui concerne la plupart des questions discutées par le Groupe de travail. C'est pourquoi celui-ci verra ses efforts facilités si tous les Etats Membres s'accordent rapidement pour dire que la Charte ne sera pas un instrument déclaratoire de droit international.

39. La délégation des Etats-Unis tient à préciser que le projet de résolution A/C.2/L.1295 n'oblige pas les Etats à approuver les termes de la charte, étant donné que ceux-ci ne sont pas encore connus. Elle ne les oblige pas non plus à considérer la charte, une fois adoptée, comme un instrument juridique de caractère obligatoire. Dans le projet de résolution, il est question de "normes" (troisième alinéa du préambule), autrement dit de principes. L'expression "première mesure de codification et de développement" (par. 4 du dispositif) n'implique pas une déclaration de caractère obligatoire. Si l'Assemblée et ses membres ne souhaitent pas placer une résolution dans la catégorie exceptionnelle de textes impliquant des obligations juridiques internationales, la résolution en question ne peut appartenir à cette catégorie. C'est dans cet esprit que la

délégation des Etats-Unis abordera la rédaction de la charte.

40. M. MASSONET (Belgique) dit que sa délégation aurait voté en faveur du projet de résolution si celui-ci avait été mis aux voix.

41. En ce qui concerne l'élaboration d'un projet final de charte, la délégation belge estime que celui-ci ne pourra prendre un caractère définitif qu'à condition que le Groupe de travail puisse arriver à un texte qui recueille l'accord de tous les pays, donc également des pays qui ne font pas partie du Groupe. Dans ces conditions, elle considère le mot "final" (par. 4 du dispositif) comme superflu, d'autant plus que le projet devra être examiné par le Conseil du commerce et du développement qui décidera en dernier lieu, selon la procédure établie, du texte à soumettre à l'Assemblée générale.

42. En outre, ce n'est pas au Groupe de travail mais à l'Assemblée générale qu'il appartient de se prononcer sur la nature et la portée du document en question. Il ne sera possible de le faire qu'au vu d'un texte sur lequel tous les pays pourront marquer leur accord. Dans ces conditions, la délégation belge aurait sans doute préféré un texte légèrement modifié exhortant le Groupe de travail à mettre tout en œuvre pour achever ses travaux de façon que le projet de charte puisse être examiné par l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session.

43. M. CAVAGLIERI (Italie) dit que sa délégation appuie le projet de résolution. Toutefois, elle pense que pour faciliter les travaux du Groupe de travail, l'Assemblée générale devrait préalablement décider si la charte revêtira ou non un caractère juridique. En outre, la délégation italienne estime que le projet de résolution aurait dû préciser que la charte devait être rédigée sur le modèle des documents antérieurs de ce type adoptés par l'Organisation des Nations Unies.

44. M. GATES (Nouvelle-Zélande) se félicite que le projet de résolution ait été adopté par consensus, mais tient à rappeler que les questions sur lesquelles portera la charte envisagée ressortissent du mandat du Conseil économique et social, qui devra en être saisi dès que les mesures prévues dans le projet de résolution auront été menées à bien.

45. M. ABHYANKAR (Inde) est heureux du consensus obtenu et sait gré à la délégation mexicaine de ses travaux fructueux.

46. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) note que sa délégation aurait voté pour le projet de résolution s'il avait été mis aux voix, puisqu'elle est en faveur de la mise au point du document en question et donc de la prolongation du mandat du Groupe de travail chargé de l'élaborer. Néanmoins, il tient à préciser à propos du paragraphe 4 du dispositif que le terme "codification" ne peut être interprété comme préjugant le caractère juridique de la charte, qui devra être défini à un stade ultérieur compte tenu des résultats obtenus par le Groupe de travail.

47. La délégation soviétique a quelques réserves à formuler à propos des incidences financières présentées dans le document A/C.2/L.1296, qu'il estime trop élevées, d'autant plus que le secrétariat de la CNUCED devrait pouvoir se charger de ces travaux.

48. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) se félicite que la Commission ait adopté le projet de résolution par consensus. La délégation du Royaume-Uni considère que le paragraphe 4 du dispositif prévoit seulement l'élaboration d'un projet de charte sous forme d'une déclaration à adopter par l'Assemblée générale. Elle réserve sa position quant à d'autres mesures de codification et de développement allant au-delà de la déclaration d'un projet de charte formulé sur la base d'un accord général.

49. M. ROUGET (République fédérale d'Allemagne) estime que l'adoption par consensus du projet de résolution considéré constitue une mesure très importante. A propos du paragraphe 4 du dispositif, il fait observer que l'expression "à titre de première mesure de codification" ne doit pas préjuger le statut juridique de la charte.

50. M. KRYGER (Danemark) a été heureux de se joindre au consensus, mais tient à souligner que le paragraphe 4 du projet de résolution adopté ne doit pas préjuger le statut juridique de la Charte.

51. Mlle COURSON (France) dit que sa délégation est satisfaite du consensus obtenu et considère que le paragraphe 4 du dispositif n'a d'autre signification que celle indiquée par le représentant du Mexique, en particulier que le Groupe de travail ne sera pas maintenu lorsque sa tâche aura été achevée et que la codification dont il est question ne doit pas préjuger le statut juridique de la charte.

52. M. O'RIORDAN (Irlande) sait gré à la délégation mexicaine de l'initiative qu'elle a prise et se félicite que le projet de résolution ait été adopté par consensus. Il ajoute qu'au paragraphe 4 du dispositif, le terme "final" ne doit rien préjuger.

53. M. DELIVANIS (Grèce) tient à noter que, s'il est en faveur du projet de résolution adopté, il a les mêmes réserves à son sujet que la représentante de la France.

54. Le PRÉSIDENT invite les membres de la Commission à porter leur attention sur le projet de résolution A/C.2/L.1297 et indique que le Gabon s'est joint aux auteurs.

55. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) annonce que ce texte n'entraîne aucune incidence financière.

56. M. BONNICK (Jamaïque) présente une modification d'ordre technique au quatrième alinéa du préambule, où il convient d'ajouter après le mot "international" le mot "et" ainsi que le mot "comme" après le mot "capitaux". Il demande qu'il soit procédé à un vote enregistré ou par appel nominal sur le projet de résolution en question.

57. M. VAN GORKOM (Pays-Bas), prenant la parole sur une motion d'ordre, note qu'il a seulement reçu la veille son dossier sur la question à l'examen et qu'il souhaiterait l'étudier avant de faire part à la Commission de ses observations. Il demande donc instamment à la délégation jamaïcaine de bien vouloir ajourner le vote sur le projet de résolution.

58. Mlle COURSON (France), M. SKOGLUND (Suède), M. ROUGET (République fédérale d'Allemagne), M. CAVAGLIERI (Italie) et M. O'RIORDAN (Irlande), estimant que le projet de résolution considéré a un caractère complexe et qu'il

mérite d'être étudié avec attention, s'associent à la demande du représentant des Pays-Bas.

59. M. PINO SANTOS (Cuba) souligne l'importance de l'étude sur laquelle porte le projet de résolution et note qu'elle doit permettre de contribuer à résoudre les difficultés des pays en voie de développement dans le domaine des échanges commerciaux. Il doit cependant exprimer son regret de voir la BIRD mentionnée dans ce projet de résolution, l'expérience de Cuba indiquant que cette institution n'est pas suffisamment indépendante pour qu'on lui permette d'intervenir dans la préparation d'une étude aussi complexe. Malgré tout, puisque c'est en définitive au secrétaire général de la CNUCED qu'il incombera d'établir l'étude, la délégation cubaine a décidé de voter en faveur du projet de résolution.

60. M. DIALLO (Haute-Volta) aurait été disposé à voter sur le projet de résolution considéré pendant la séance en cours, mais vu le désir exprimé par d'autres délégations, il accepte que le vote soit différé. Il exprime l'espoir que les délégations intéressées se mettront en rapport avec les auteurs du projet de résolution, prendront une décision et accepteront qu'il soit procédé au vote.

61. Quant à la délégation voltaïque, elle appuie fermement la proposition tendant à ce qu'une étude sur l'indexation des prix soit élaborée, de façon à mettre un frein à la détérioration des termes de l'échange, et tient à remercier les délégations qui en ont pris l'initiative.

62. M. BONNICK (Jamaïque) rappelle que le projet de résolution à l'examen a été présenté dès le jeudi précédent et ne peut croire que les délégations des pays développés n'ont pu consulter leur gouvernement en la matière. Au reste, la proposition n'est pas nouvelle, l'Indonésie ayant déjà présenté à la CNUCED un projet sur l'indexation des prix en 1971. Il lui semble donc que les pays développés qui souhaitent ajourner le vote ne sont pas sincères, et les auteurs du projet de résolution ne pourront accéder à leur demande.

63. M. VAN GORKOM (Pays-Bas) fait observer que, il y a dix jours de cela, la délégation néerlandaise a présenté une proposition en vue de collaborer avec les pays en voie de développement, et que sa suggestion tendant à ajourner le vote ne manque nullement de sincérité. Comme il l'a déjà dit, il a reçu le dossier sur cette question la veille seulement et n'a pas eu le temps de l'étudier. Il insiste donc pour que la délégation jamaïcaine accepte la demande d'ajournement et permette qu'une discussion ait lieu avant le vote.

64. M. MBEDO (République centrafricaine) appuie la déclaration du représentant de la Haute-Volta et demande que, au cours des consultations qui auront lieu entre les représentants des pays développés et les auteurs du projet de résolution, le texte du projet de résolution ne subisse pas de modifications.

65. M. JOSEPH (Australie) se joint au représentant des Pays-Bas pour demander instamment au représentant de la Jamaïque de revenir sur sa position. Il fait observer que le projet de résolution considéré pose un problème spécial pour l'Australie dont 75 p. 100 des exportations sont constituées par des produits de base.

66. Il remercie le représentant de la Haute-Volta de sa compréhension et de ses éclaircissements; il demandera des instructions à son gouvernement.

67. Le **PRESIDENT**, moins en tant que président qu'en tant que représentant d'un pays en voie de développement, prie le représentant de la Jamaïque de bien vouloir réexaminer la demande présentée par plusieurs délégations et d'accepter d'ajourner le vote jusqu'au lendemain.

68. **M. BONNICK** (Jamaïque) considère que le moment est venu de prendre une décision sur le projet de résolution, qui porte sur un sujet déjà examiné en diverses instances. Il ne voit donc pas l'utilité d'entreprendre de nouvelles discussions sur la question. D'autre part, quelques représentants de pays développés ont suggéré que, au lieu de procéder au vote sur le projet de résolution, celui-ci soit renvoyé au

secrétaire général de la CNUCED pour qu'il donne ses vues en la matière; cette mesure semble inutile au représentant de la Jamaïque, les vues de la CNUCED étant déjà connues. Le but des auteurs du projet de résolution est seulement d'obtenir une élévation du niveau de vie des populations des pays en voie de développement; ils ne préjugent en aucun cas le contenu de l'étude. Cela dit, **M. Bonnick** accepte que le vote soit retardé, mais tient à ce que le projet de résolution ne fasse pas l'objet de nouvelles discussions et qu'il ne soit pas renvoyé au secrétaire général de la CNUCED pour examen.

La séance est levée à 12 h 50.

1553^e séance

Vendredi 9 novembre 1973, à 15 h 20.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1553

POINT 48 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (fin) [A/9003, chap. XII, A/9016, A/9072, A/C.2/L.1294/Rev.1, A/C.2/L.1303] :

- a) Rapport du Conseil du développement industriel;
- b) Deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : rapport du Directeur exécutif

1. **M. MAKEYEV** (Union des Républiques socialistes soviétiques) suggère que la Commission mette d'abord aux voix le projet de proposition à soumettre à la Cinquième Commission figurant dans le document A/C.2/L.1303 qui concerne le projet de paragraphe à inclure dans le rapport de la Commission à l'Assemblée générale.

Par 72 voix contre 9, avec 11 abstentions, la proposition est adoptée.

2. **M. OLIVERI LOPEZ** (Argentine) et **M. CHABALA** (Zambie), prenant la parole en tant qu'auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1294/Rev.1, et **M. BENNANI** (Maroc), **M. KANE** (Mauritanie), **M. THAPA** (Népal), **Mme DE GROSSMAN** (République Dominicaine), **M. BOMANI** (République-Unie de Tanzanie), **M. HAMID** (Soudan), **M. CHELLE** (Uruguay), **M. KIRSHI** (Yémen) et **M. BA-ISA** (Yémen démocratique) disent qu'ils auraient voté pour la proposition s'ils avaient été présents.

3. **M. RASAPUTRAM** (Sri Lanka) explique qu'il a dû s'abstenir lors du vote, faute d'instructions précises de son gouvernement, étant donné qu'il n'avait reçu communication du document A/C.2/L.1303 que la veille.

4. Le **PRESIDENT** annonce que Madagascar, la Mauritanie et le Togo se sont portés coauteurs du projet de résolution A/C.2/L.1294/Rev.1.

5. **M. EKBLÖM** (Finlande) dit que sa délégation a déjà expliqué le 12 juillet 1973, lors de la cinquante-

cinquième session du Conseil économique et social devant le Comité économique (638^{ème} séance), les raisons pour lesquelles elle s'est abstenue de voter lors de la mise aux voix des propositions figurant dans le document A/C.2/L.1294/Rev.1. Il apprécie à leur juste valeur les efforts déployés par les auteurs pour rendre le projet de résolution plus acceptable, mais, comme les décisions prises par le Conseil du développement industriel (CDI) à sa septième session ont été maintenues pour l'essentiel, il s'abstiendra lorsque le projet de résolution sera mis au vote.

6. **M. GONZALES ARIAS** (Paraguay) pense que les mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement sans littoral devraient être mentionnées au paragraphe 2. Bien que le CDI ait rejeté une proposition faite antérieurement dans ce sens, **M. González Arias** tient à faire observer qu'il n'y a en fait que trois pays en voie de développement sans littoral qui ne figurent pas dans la liste des 25 pays les moins développés, à savoir la Bolivie, le Paraguay et la Zambie, et que des mesures ont été prises en leur faveur par d'autres instances des Nations Unies. Le CDI devrait appuyer tous les pays en voie de développement et tenir compte à sa huitième session des besoins des pays en voie de développement sans littoral qui sont parmi les moins avancés. **M. González Arias** votera pour le projet de résolution A/C.2/L.1294/Rev.1.

7. **M. VALDES** (Bolivie) partage l'opinion du représentant du Paraguay. En se référant aux pays sans littoral, on agirait dans le sens du paragraphe 59 de la Stratégie internationale du développement. A sa huitième session, le CDI devrait tenir compte des besoins spéciaux de ces pays.

8. **M. PAGUAGA** (Nicaragua) et **M. CHABALA** (Zambie) appuient les observations faites par les représentants de la Bolivie et du Paraguay.

9. **M. SCHMID** (République fédérale d'Allemagne) dit qu'il est d'accord en principe que l'ONUDI devrait avoir une plus grande indépendance dans l'exécution de ses programmes, dans l'administration de son per-

sonnel et dans son programme de publications; on pourrait ainsi réaliser des économies de temps et de travail à New York. Mais pour être plus indépendante, il faudra que cette organisation fasse au CDI un rapport plus détaillé sur ses travaux. M. Schmid ne voit cependant pas la nécessité, pour le moment, d'accorder à l'ONUDI une complète autonomie administrative et financière.

10. La création d'un fonds de développement industriel qui absorberait toutes les contributions volontaires versées à l'ONUDI — à l'exception des fonds du PNUD — pourrait aboutir, à l'avenir, à une fusion des divers fonds d'affectation spéciale, y compris probablement les ressources provenant du Fonds d'équipement des Nations Unies. Le moment opportun pour examiner cette question viendra lorsque les travaux concernant la stratégie à long terme de l'ONUDI et la deuxième Conférence générale auront été terminés. Un tel fonds pourrait être utilisé pour financer des projets, en particulier des projets interrégionaux et mondiaux qui ne peuvent être financés par le PNUD. Toutefois, si un tel fonds était créé, l'ONUDI aurait à rendre compte de l'utilisation de ses ressources au Conseil.

11. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne maintient ses réserves quant à la recommandation, faite par le Conseil dans sa décision I (VII), de porter le budget du programme ordinaire d'assistance technique de l'ONUDI de 1,5 à 2 millions de dollars en 1975. Pour des raisons de principe, il pense que tous les fonds disponibles pour l'assistance technique devraient relever entièrement du PNUD, sauf lorsqu'il semble approprié de prélever sur des fonds d'affectation spéciale. Il appuie cependant les mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés.

12. M. Schmid ne pense pas qu'il soit nécessaire pour le moment d'accroître le nombre des conseillers hors siège de l'ONUDI, comme le recommande le Conseil dans sa décision III (VII), mais il est disposé à réexaminer la question lors de la deuxième Conférence générale. Des personnes qualifiées devraient être nommées aux 30 postes existants de conseiller hors siège et on devrait améliorer la coopération entre l'ONUDI et les commissions économiques régionales.

13. La délégation de la République fédérale d'Allemagne s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution A/C.2/L.1294/Rev.1.

14. M. JOSEPH (Australie) remercie les auteurs du projet de résolution des efforts qu'ils ont déployés pour tenir compte des points soulevés par sa délégation et par d'autres délégations. Néanmoins, il a encore des doutes à propos du paragraphe 4 concernant l'augmentation du nombre des conseillers industriels hors siège et pense que la Commission ne devrait prendre aucune décision avant que le Conseil d'administration du PNUD ait exprimé son opinion. En outre, le terme "Approuve" semble incompatible avec l'idée exprimée par l'expression "sans préjudice". Etant donné ces considérations, M. Joseph demande que le paragraphe 4 soit mis aux voix séparément.

15. M. MUELLER (Autriche) demande un vote séparé pour les paragraphes 3 et 4.

16. M. GATES (Nouvelle-Zélande) pense aussi que l'ONUDI ne remplit pas le rôle d'organe central pour

les programmes du secteur industriel, comme prévu. Une carence de volonté politique de la part des pays industrialisés et un besoin d'indépendance financière et administrative y sont probablement pour quelque chose.

17. La délégation néo-zélandaise s'efforcera de faire en sorte que l'on parvienne, lors de la deuxième Conférence générale, à créer une organisation qui puisse répondre aux espoirs de tous les pays. Le projet de résolution à l'examen aide utilement à réviser le rôle de l'ONUDI. M. Gates a cependant une réserve mineure concernant le paragraphe 2 qui, à son sens, ne concerne pas l'affectation des fonds aux programmes d'assistance technique. Il pense plutôt que les fonds supplémentaires recommandés serviraient en majeure partie à couvrir les dépenses d'administration accrues des programmes d'assistance technique et que seulement ce qui en resterait serait affecté à l'assistance aux pays en voie de développement les moins avancés. M. Gates votera pour le projet de résolution A/C.2/L.1294/Rev.1, mais il ne voudrait pas qu'on voie dans son vote une approbation des opinions exprimées à la Commission au sujet des moyens d'améliorer et de renforcer l'ONUDI.

Sur la demande du représentant du Koweït, il est procédé au vote enregistré sur les paragraphes 3 et 4 du projet de résolution A/C.2/L.1294/Rev.1.

Paragraphe 3

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Australie, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Birmanie, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Chypre, Dahomey, Yémen démocratique, République Dominicaine, Egypte, Ethiopie, Fidji, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyane, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Israël, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, République khmère, Koweït, Laos, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Mexique, Maroc, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, Roumanie, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : Autriche, Belgique, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Tchécoslovaquie, Danemark, Finlande, France, République démocratique allemande, Allemagne (République fédérale d'), Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Mongolie, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pologne, Portugal, Afrique du Sud, Espagne, Suède, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Par 92 voix contre zéro, avec 27 abstentions, le paragraphe 3 est adopté.

Paragraphe 4

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Chypre, Dahomey, Yémen démocratique, République Dominicaine, Egypte, Ethiopie, Fidji, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyane, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Israël, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, République khmère, Koweït, Laos, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Mongolie, Maroc, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Barbade, Belgique, Canada, Tchécoslovaquie, Danemark, Finlande, France, Allemagne (République fédérale d'), Islande, Irlande, Japon, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Portugal, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Par 97 voix contre une, avec 22 abstentions, le paragraphe 4 est adopté.

Sur la demande du représentant du Nigéria, il est procédé au vote enregistré sur l'ensemble du projet de résolution A/C.2/L.1294/Rev.1.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Birmanie, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Chypre, Dahomey, Yémen démocratique, Danemark, République Dominicaine, Egypte, Ethiopie, Fidji, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyane, Haïti, Honduras, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Israël, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, République khmère, Koweït, Laos, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Portugal, Qatar, Roumanie, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : Belgique, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Tchécoslovaquie, Finlande, France, République

démocratique allemande, Allemagne (République fédérale d'), Hongrie, Irlande, Pologne, Afrique du Sud, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

Par 103 voix contre zéro, avec 17 abstentions, l'ensemble du projet de résolution A/C.2/L.1294/Rev.1 est adopté.

18. M. SOTO (Venezuela) est favorable aux idées exprimées par les représentants de la Bolivie et du Paraguay et ne verrait donc pas d'objection à ce que, dans le paragraphe 2 du projet de résolution, il soit fait mention des pays sans littoral.

19. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que sa délégation soutient les activités de l'ONUDI car elle est convaincue que le développement industriel peut jouer un rôle important dans l'incitation au progrès économique et social des pays en voie de développement et dans l'amélioration du niveau de vie de leurs populations. La délégation soviétique est heureuse d'apporter son soutien aux mesures destinées à améliorer les activités de l'ONUDI dans le cadre défini par la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale et elle a approuvé la décision de tenir la deuxième Conférence générale de l'ONUDI à Lima.

20. Toutefois, pour ce qui est des mesures que vient de prendre la Commission, la délégation soviétique estime qu'il convient d'accroître l'efficacité des activités de l'ONUDI, non pas en la dotant d'un budget distinct de celui de l'ONU et en lui accordant l'autonomie administrative, comme le prévoit le projet de paragraphes publié sous la cote A/C.2/L.1303, ni en créant un nouveau fonds comme le demande le projet de résolution A/C.2/L.1294/Rev.1, mais en faisant un usage plus rationnel des ressources de l'ensemble des organismes des Nations Unies et en renforçant le rôle de coordination en matière de développement industriel dévolu à l'ONUDI par la résolution 2152 (XXI). L'ONUDI remplit déjà toutes les conditions voulues pour servir, au sein des organismes des Nations Unies, d'organe principal de coordination des activités de développement industriel et de diffusion de renseignements techniques sur l'industrialisation. En fait, le statut que lui attribue la résolution 2152 (XXI) est, à certains égards, plus avantageux que celui de la plupart des institutions spécialisées. Il s'agit de lui permettre de profiter pleinement de toutes les possibilités qui lui sont offertes d'encourager l'aide au développement industriel des pays en voie de développement, et l'on n'atteindra vraisemblablement pas cet objectif en procédant à des transformations précipitées d'une utilité contestable. En conséquence, la délégation soviétique a voté contre la proposition figurant dans le document A/C.2/L.1303 et s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution A/C.2/L.1294/Rev.1. Pour ce qui est du paragraphe 2 du projet de résolution en question, elle estime que le programme ordinaire d'assistance technique de l'ONUDI devrait être transféré du budget ordinaire de l'ONU au PNUD et financé par des contributions volontaires. Elle pense donc que l'on ne pourra accroître la base de travail et le budget du programme ordinaire d'assistance technique de l'ONUDI qu'en procédant à une nouvelle répartition des ressources existantes et que cette mesure

n'entraînera aucune augmentation de l'ensemble du budget ordinaire. Pour les mêmes raisons, la délégation soviétique n'est pas d'avis que l'augmentation du nombre des conseillers industriels hors siège, mentionnée au paragraphe 4, soit financée au moyen de fonds provenant du budget de l'ONU. C'est parce qu'elle avait compris que le mode de financement serait autre qu'elle a appuyé la décision III (VII) au CDI. Le Directeur exécutif doit envisager les possibilités de financer cet accroissement au moyen de fonds provenant d'autres sources, en particulier certains fonds d'assistance technique volontaire.

21. M. ARVESEN (Norvège) indique que sa délégation a voté pour l'ensemble du projet de résolution mais s'est abstenue sur le paragraphe 3 car elle estime que le PNUD doit rester la source principale de financement de l'ONUDI. Il convient d'augmenter les ressources du PNUD et, lors de la récente Conférence de 1973 pour les annonces de contributions¹, la délégation norvégienne a annoncé pour 1974 une contribution substantiellement accrue du Gouvernement norvégien. Pour des raisons semblables à celles qu'a exposées le représentant de l'Australie, elle s'est également abstenue lors du vote sur le paragraphe 4.

22. M. VAN GORKOM (Pays-Bas) déclare que sa délégation approuve l'objet principal du projet de résolution, qui est de renforcer l'ONUDI. Toutefois, lors de la septième session du CDI, la délégation néerlandaise n'a appuyé que l'une des décisions dont le projet de résolution, ainsi que le document A/C.2/L.1303, vise de nouveau à affirmer le principe. Bien qu'elle ait voté pour la décision I (VII) au CDI, la délégation néerlandaise n'en estime pas moins, à propos du paragraphe 2 du projet, que le PNUD doit rester la source principale du financement des projets de l'ONUDI.

23. La délégation néerlandaise s'est abstenue lors du vote sur le paragraphe 4; si elle accueille avec satisfaction la mention ajoutée par les auteurs selon laquelle l'accroissement du nombre des conseillers industriels hors siège serait sans préjudice de l'examen de la question par le Conseil d'administration du PNUD, cette mention lui paraît incompatible avec le fait d'approuver la décision III (VII). En ce qui concerne le paragraphe 3 du projet et le document A/C.2/L.1303, la délégation néerlandaise reste opposée à l'autonomie administrative et financière de l'ONUDI, ainsi qu'à la constitution d'un fonds spécial pour le développement industriel. L'œuvre de développement accomplie par les organismes des Nations Unies nécessite davantage de cohésion et moins d'autonomie; c'est pourquoi le PNUD doit rester essentiellement responsable de toute l'assistance technique. Cependant, les auteurs n'ayant pas insisté pour qu'une décision soit prise au stade actuel, la délégation néerlandaise s'est abstenue sur le paragraphe 3, plutôt que de voter contre, et a appuyé l'ensemble du projet de résolution.

24. M. ROUGE (France) déclare que sa délégation s'est abstenue sur l'ensemble du projet de résolution et sur les paragraphes 3 et 4. La délégation française partage le scepticisme de beaucoup de délégations quant à la constitution d'un fonds spécial et à l'octroi d'une autonomie financière et administrative à l'ONUDI; une décentralisation administrative semble suffisante.

Néanmoins, la délégation française n'est pas opposée à un examen de cette question, à condition qu'il soit impartial. Elle aurait voté contre le paragraphe 2 du projet s'il avait fait l'objet d'un vote distinct, car elle estime que l'examen de cette question appartient plutôt à la Cinquième Commission, où, pour des raisons déjà formulées, elle se prononcera contre toute recommandation de cette nature.

25. M. SKOGLUND (Suède) rappelle que sa délégation a voté pour l'ensemble du projet de résolution, mais avec des réserves concernant certains paragraphes. Le projet de résolution suppose l'approbation de trois décisions du CDI sur lesquelles la délégation suédoise à l'ONUDI s'est abstenue. La délégation suédoise peut appuyer l'accroissement du programme ordinaire d'assistance technique de l'ONUDI évoqué au paragraphe 2, puisqu'il sera consacré à une action spéciale en faveur des pays en voie de développement les moins avancés. Cependant, si la Cinquième Commission n'approuve pas un accroissement du chapitre 19 du budget ordinaire de l'ONU destiné à couvrir l'allocation supplémentaire pour l'ONUDI, la délégation suédoise se réserve le droit de réviser sa position quant à la répartition des fonds prévus à ce chapitre.

26. La délégation suédoise doute qu'il soit souhaitable de constituer un fonds spécial pour le développement industriel, car si le PNUD continue d'assurer le financement du développement industriel, les pays en voie de développement pourront incorporer cette assistance à leurs autres priorités dans leurs programmes nationaux. Quoique favorable à l'accroissement du nombre des conseillers hors siège, la délégation suédoise estime que le paragraphe 4 du projet de résolution, même révisé, préjuge le résultat des discussions au Conseil d'administration du PNUD, et elle s'est par conséquent abstenue lors du vote. Elle peut approuver le paragraphe 5 dans la mesure où les sommes affectées au nouvel élément Coopération industrielle entre pays en voie de développement ne dépasseront pas le montant de 200 000 dollars proposé initialement.

27. M. GALLARDO MORENO (Mexique) déclare qu'aux yeux de sa délégation le paragraphe 2 du projet prévoit de limiter aux domaines évoqués dans la décision I (VII) l'utilisation des ressources supplémentaires demandées.

28. M. CAVAGLIERI (Italie) déclare que le vote de sa délégation en faveur du projet de résolution illustre l'appui constant de son pays à l'ONUDI, à laquelle l'Italie verse d'importantes contributions. Néanmoins, la délégation italienne est opposée en général à la constitution de fonds spéciaux et elle aurait préféré qu'une décision concernant un fonds pour le développement industriel ne soit prise qu'une fois que l'ONUDI aura renforcé sa structure et adopté des principes directeurs mieux définis. La délégation italienne s'est donc abstenue lors du vote sur le paragraphe 3. Elle a voté pour le paragraphe 4, étant entendu que l'on agira prudemment et après mûre réflexion.

29. La délégation italienne a voté pour le document A/C.2/L.1303, car elle peut donner son assentiment à l'établissement par le Secrétaire général d'un rapport sur l'octroi de l'autonomie administrative et financière à l'ONUDI. Néanmoins, son vote ne doit pas être interprété comme préjugeant le fond de la question, et

¹ Voir A/CONF.60/SR.1.

elle estime que l'ONUDI doit renforcer sa structure et adopter des orientations plus claires avant l'introduction de toute réforme.

30. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) déclare que sa délégation s'est abstenue sur l'ensemble du projet de résolution. Si le paragraphe 2 avait fait l'objet d'un vote distinct, sa délégation aurait, pour des raisons analogues à celles exposées par d'autres délégations, voté contre ce paragraphe. La délégation du Royaume-Uni est opposée à la demande adressée au Secrétaire général dans le document A/C.2/L.1303.

31. M. ALLEN (Etats-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation s'est abstenue sur l'ensemble du projet de résolution et aurait voté contre le paragraphe 2, s'il avait fait l'objet d'un vote distinct. Le Gouvernement des Etats-Unis est opposé, par principe, au financement de l'assistance technique par le budget ordinaire de l'ONU, et préférerait que le chapitre 19 du budget soit réduit chaque année, au fur et à mesure que les activités seront transférées au PNUD et aux autres organismes compétents. La délégation des Etats-Unis a voté pour le paragraphe 3, car elle n'est pas opposée à l'établissement d'un rapport; néanmoins, son attitude vis-à-vis du fonds spécial pour le développement industriel dépendra de la nature de la proposition formulée en fin de compte. Elle s'est prononcée contre le paragraphe 4, car à ce stade une action unilatérale du Directeur exécutif préjugerait l'examen de la question des conseillers hors siège par le Conseil d'administration du PNUD à sa dix-septième session.

32. M. CHELLE (Uruguay) signale que sa délégation était prête à appuyer l'amendement suggéré par les délégations bolivienne et paraguayenne au paragraphe 2 du projet de résolution (voir par. 6 et 7 ci-dessus).

33. M. GEBRU (Ethiopie) déclare que sa délégation, si elle avait été présente lors du vote, aurait voté pour le document A/C.2/L.1303.

34. M. KRYGER (Danemark) déclare que sa délégation a voté pour l'ensemble du projet de résolution, malgré ses réserves touchant les paragraphes 2, 3 et 4. La délégation danoise s'était abstenue, à la septième session du CDI, sur les trois décisions désormais incorporées, sous une forme modifiée, au projet de résolution. Elle avait exprimé, à cette occasion, son inquiétude quant à l'accroissement du volume des crédits ouverts au titre V du budget ordinaire de l'ONU. Quoique son inquiétude persiste, elle est favorable au paragraphe 2 du projet, étant donné que les ressources supplémentaires seront consacrées à une action spéciale en faveur des pays les moins avancés, et à condition que le budget ordinaire dans son ensemble soit majoré des sommes nécessaires. La délégation danoise s'est abstenue lors du vote sur le paragraphe 3, car elle estime que le PNUD doit être la principale source de financement de l'ONUDI, et le Gouvernement danois n'est pas prêt à contribuer à un fonds spécial pour le développement industriel. La délégation danoise s'est également abstenue sur le paragraphe 4, l'addition du membre de phrase "sans préjudice de l'examen de la question . . . par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement" ne l'ayant pas convaincue que tel était bien le sens du paragraphe.

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (*suite*) [A/9003/Add.1 (première partie), A/9015, A/9142, A/9213, A/C.2/L.1297] :

a) Rapport du Conseil du commerce et du développement

35. Le PRESIDENT déclare que la Commission votera sur le projet de résolution A/C.2/L.1297, tel qu'il a été révisé oralement par les auteurs, qui ont demandé un vote enregistré.

36. M. ROUGET (République fédérale d'Allemagne), prenant la parole pour expliquer son vote avant le vote, déclare que sa délégation ne pense pas qu'il soit possible d'atteindre le but visé par les auteurs du projet de résolution en indexant le prix des produits de base ou en liant ces prix à ceux des articles manufacturés. Toute augmentation des prix des produits de base qui ne reflète pas la véritable structure de l'offre et de la demande risque d'entraîner une baisse de la demande, réduisant ainsi les recettes des pays en voie de développement qui exportent ces produits. Cette vue est partagée par le Comité consultatif du Conseil du commerce et du développement; celui-ci déclare, au paragraphe 13 de son rapport sur sa huitième session², que la possibilité d'atteindre cet objectif dans le cadre d'un accord international relatif aux produits de base ne dépendrait pas seulement d'une décision politique à l'effet d'adopter ledit objectif mais serait également fonction de la situation de la demande du produit considéré, ainsi que des moyens d'agir sur le marché par la régulation de l'offre. La délégation de la République fédérale d'Allemagne ne voit pas comment l'étude proposée fera avancer la solution du problème; aussi votera-t-elle contre le projet de résolution A/C.2/L.1297.

37. M. VAN GORKOM (Pays-Bas) déclare qu'il aurait préféré parler au cours d'un débat, plutôt qu'en explication de vote, sur le projet de résolution, projet qu'il regrette de ne pouvoir appuyer. Comme le représentant de la Jamaïque l'a fort justement déclaré, le problème de l'indexation des prix a été discuté à maintes reprises au sein de la CNUCED. Cependant, la raison pour laquelle ces discussions ont été si peu suivies d'effet n'est pas due à l'obstruction des pays avancés, mais à la volonté de toutes les parties intéressées de concentrer leur attention sur les questions plus concrètes de politique des prix et de débouchés pour les produits de base, et en particulier sur les prochaines consultations relatives à ces produits. Le Gouvernement néerlandais estime que ce n'est pas par des études spécifiques que l'on résoudra le problème. Il ne voit pas comment il serait possible, dans les conditions actuelles du marché, d'établir et de maintenir des indices de prix fixes et des liens automatiques. En tout état de cause, outre que le projet de résolution ne prend pas en compte cet élément important que constitue le volume des échanges entre les pays développés et les pays en voie de développement, la délégation néerlandaise estime que ce système de liens automatiques ne profiterait pas aux pays en voie de développement; tout d'abord, pareil système conduirait, en raison des ajustements de compensation nécessaires, à une spirale inflationniste, et la fixation

² TD/B/463.

par accord mutuel des prix des produits d'exportation entre les pays développés et les pays en voie de développement limiterait en fait la possibilité pour ces derniers d'obtenir de meilleurs prix pour leurs produits de base et leurs produits industriels sans avoir à accepter des prix plus élevés pour les produits importés. Vu l'extrême diversité des produits exportés et l'évolution constante de leur qualité, il sera pratiquement impossible de mettre au point un système d'indexation qui fonctionne et qui soit applicable à l'échelle mondiale. En ce qui concerne les mesures pratiques qu'il convient de prendre pour réaliser les objectifs visés par les auteurs du projet de résolution, le point de vue de la délégation néerlandaise a été exposé à la 1540ème séance de la Commission, ainsi qu'un plan intégré de réorganisation de la production à l'échelle internationale.

38. M. ROUGE (France) dit que le sujet auquel se rapporte le projet de résolution présente une importance capitale. Les prix pratiqués dans les échanges commerciaux internationaux commandent la répartition des ressources entre les divers pays; ils sont donc un facteur décisif de l'équité dans les relations internationales aussi bien que du développement du tiers monde. Outre ces considérations d'ordre général, l'évolution désordonnée des cours des produits de base, notamment en ce qui concerne les denrées alimentaires, l'inflation généralisée et l'incertitude des taux de change après l'effondrement du système monétaire, tout cela accroît les préoccupations que les problèmes de prix suscitent d'un bout à l'autre du monde.

39. Le préambule du projet de résolution montre que les auteurs sont conscients de l'effort dans lequel est actuellement engagée la communauté internationale pour venir à bout de ces difficultés. Le FMI et la CNUCED n'ont pour ainsi dire pas d'autre objet que de créer et de maintenir les conditions nécessaires pour que les prix des produits faisant l'objet du commerce international soient stables et équitables. Le Gouvernement français attache la plus grande importance au succès de ces entreprises dont dépend la réussite de la Stratégie internationale du développement. La France joue un rôle actif dans la recherche d'un système monétaire international propre à faciliter la lutte contre l'inflation et à garantir la stabilité des taux de change et, depuis plus de 20 ans, elle préconise une organisation des marchés des produits de base favorable aux intérêts des pays en voie de développement.

40. Cependant, la délégation française ne croit pas que la méthode exagérément simple proposée dans le projet de résolution puisse contribuer à résoudre les problèmes vastes et complexes qui se posent. Le lien automatique entre les deux types de produits fait abstraction de toutes les données objectives du problème, y compris l'absence d'un système monétaire international fonctionnant correctement, l'évolution des coûts de revient et les mouvements de l'offre et de la demande des différents produits. Bien plus, ce lien automatique suppose l'existence d'une administration mondiale des prix qu'aucun Etat n'est prêt à laisser s'instituer; à l'intérieur même des Etats, la fixation des prix se heurte toujours à d'immenses difficultés. La délégation française considère, par conséquent, que le projet de résolution, dont les buts lui inspirent une vive sympathie, aurait dû faire l'objet d'une étude plus ap-

profondie. Etant donné que ses auteurs insistent pour le vote, la délégation française votera contre.

41. M. JONSSON (Islande) déclare que la délégation islandaise considère très favorablement le projet de résolution. L'indexation des prix des exportations et des importations des pays en voie de développement mérite d'être examinée attentivement et favorablement par les organes de l'ONU qui s'occupent de développement, car les relations entre les prix des importations et les prix des exportations dans les pays en voie de développement sont trop mal connues. Si l'affirmation contenue dans le dernier alinéa du préambule — affirmation selon laquelle la structure et l'organisation des courants mondiaux d'importations et d'exportations sont nettement à l'avantage des pays développés — peut paraître une généralisation excessive, la délégation islandaise estime cependant qu'elle correspond largement à la réalité. Néanmoins, afin de parvenir à un texte de compromis satisfaisant pour toutes les délégations, il aurait été souhaitable de discuter plus longuement sur le fond de la proposition. Une déclaration détaillée du secrétaire général de la CNUCED sur l'étude proposée aurait également été utile. Aussi la délégation islandaise s'abstiendra-t-elle lors du vote sur le projet de résolution.

42. M. JABER (Jordanie) déclare que sa délégation votera pour le projet de résolution; l'établissement d'un lien automatique n'y est pas exigé, il y est simplement demandé d'établir une étude, qui est attendue depuis longtemps et qui est absolument nécessaire à la poursuite des travaux de la CNUCED et des autres organes économiques de l'Organisation des Nations Unies. Cette étude serait en outre extrêmement utile pour l'examen et l'évaluation de la Stratégie internationale du développement.

43. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) dit que l'indexation des prix est une des questions dont s'occupent le Comité consultatif du Conseil du commerce et du développement et la Commission des produits de base. Le rapport du Comité consultatif est actuellement examiné par les gouvernements, et leurs commentaires aideront à orienter ce comité dans la poursuite de ses travaux. La proposition contenue dans le projet de résolution est donc superflue, et vu la précipitation avec laquelle ce projet de résolution est mis aux voix, alors que sa rédaction n'a fait l'objet que d'un examen des plus brefs, la délégation du Royaume-Uni votera contre.

44. M. KRYGER (Danemark), parlant au nom des délégations de la Finlande, de la Norvège et de la Suède ainsi que de la sienne, déclare que les problèmes de relations de prix et d'indexation des prix des produits de base et des articles manufacturés sont d'une extrême importance pour tout le processus du développement. Les pays nordiques auraient pu appuyer un projet de résolution dans lequel il aurait été demandé d'entreprendre une étude sur la question, mais puisque les auteurs du projet de résolution n'ont donné aucune explication quant à ses implications et qu'ils ne sont pas disposés à engager des discussions sérieuses sur les points précis de l'étude proposée, ces pays seront contraints de s'abstenir lors du vote.

45. M. BONAIO (Côte d'Ivoire) dit que sa délégation appuiera le projet de résolution, dont le seul objet est la préparation d'une étude sur un sujet étroitement lié à la question de l'équité dans les relations internationales,

sans préjuger aucun résultat. Une étude de ce genre n'entraînera aucun coût supplémentaire, puisqu'elle sera effectuée dans le cadre des activités ordinaires de la CNUCED; de plus, elle fournira à l'Assemblée générale des faits sur la base desquels celle-ci pourra, si elle le souhaite, prendre la décision d'établir un système d'indexation des prix. Un système de ce genre risque d'être extrêmement complexe, mais on ne peut en être vraiment sûr tant que l'étude n'aura pas été faite.

46. M. CAVAGLIÈRI (Italie) note que sa délégation a toujours considéré avec une extrême bienveillance les initiatives en faveur des pays en voie de développement. Toutefois, la proposition contenue dans le projet de résolution soulève des questions techniques complexes qu'il aurait fallu examiner tout d'abord dans un contexte plus approprié, avant de les soumettre à la Commission avec les explications et commentaires appropriés. Un certain nombre de délégations ont souligné la difficulté que posent le calcul et la mise au point d'indices des prix des produits de base. Néanmoins, l'objet du projet de résolution étant simplement la préparation d'une étude et n'impliquant aucune décision quant au fond de la question, la délégation italienne s'abstiendra lors du vote au lieu d'émettre un vote négatif.

47. M. OGISO (Japon) note que l'indexation des prix des produits, surtout des produits manufacturés, sera extrêmement difficile à établir en raison des nombreux éléments différents qui déterminent les prix. Par exemple, des problèmes se poseront au moment de l'évaluation des conséquences sur les prix de l'amélioration de la qualité des produits. Il sera extrêmement difficile d'obtenir une indexation équitable, et la délégation japonaise n'est pas convaincue de l'intérêt pratique d'en faire l'essai. En conséquence, elle s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution.

48. M. BOMANI (République-Unie de Tanzanie) dit que, selon sa délégation, l'étude d'aucune question ne dépasse la compétence du système des Nations Unies. La délégation tanzanienne se rend compte des difficultés qu'il y aura à atteindre l'objectif final du projet de résolution, mais elle pense que l'on pourrait au moins tenter d'étudier la situation, étant donné la mesure dans laquelle les pays en voie de développement ont souffert de l'inégalité des prix des produits de base par rapport à ceux des articles manufacturés. La répugnance de certaines délégations à convenir que les renseignements pertinents devraient être obtenus au moyen d'une étude de ce genre est assez surprenante. La délégation tanzanienne votera en faveur du projet de résolution.

49. M. FERNANDEZ VILLAVÉRDE (Espagne) annonce que sa délégation s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution puisque, comme certains orateurs l'ont déjà dit, le projet a simplement pour objet de demander au secrétaire général de la CNUCED de préparer une étude destinée à l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session. Toutefois, le Gouvernement espagnol a certains doutes quant à la portée de l'étude, et surtout quant à l'établissement d'un lien entre les prix unitaires des produits importés et des produits exportés, dont il est question au paragraphe 1 du dispositif.

50. Le PRÉSIDENT annonce que Madagascar souhaite être ajouté à la liste des auteurs du projet de résolution.

51. M. GEBRU (Ethiopie) souligne l'importance du projet de résolution et note que les arguments avancés par les pays développés pour démontrer l'impossibilité de régler la question de l'indexation ne sont pas convaincants. Le projet de résolution, où l'on demande seulement que le secrétaire général de la CNUCED prépare une étude, n'a aucune incidence politique générale. M. Gebru regrette que certaines délégations n'aient pas jugé bon de changer leur position sur la question, alors qu'il s'agit simplement d'établir une étude.

52. M. SANDERS (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation votera contre le projet de résolution, dont la signification et les répercussions ne sont pas claires. L'indexation revêt plusieurs sens complexes et on peut difficilement savoir comment l'étude en question s'articulera avec les travaux en cours sur le sujet. Le vote de la délégation des Etats-Unis ne doit pas être interprété comme un refus d'examiner la question complexe de l'indexation. L'établissement d'un lien entre les prix des produits exportés et ceux des produits importés risque, en fait, de ne pas favoriser la réalisation de l'objectif d'une structure des prix plus équitable, et même de désavantager les pays en voie de développement.

53. M. KANDE (Sénégal) note que le caractère crucial de la question examinée est généralement reconnu. Il est donc important d'étudier les moyens de résoudre les problèmes qui s'y rapportent. Vu les réactions défavorables exprimées, la délégation sénégalaise craint que l'étude ne commence plus tard que prévu alors qu'il faudrait au contraire qu'elle soit entreprise au plus tôt afin de résoudre un problème dont l'importance n'échappe à personne.

54. M. SCHUPPUIS (Togo) dit que sa délégation n'a aucune difficulté à appuyer le projet de résolution. La question de l'indexation a déjà été examinée par le Groupe des Soixante-Dix-Sept dans le cadre d'autres instances, et les pays en voie de développement accordent une attention spéciale à la distorsion existant entre les prix des produits de base et les prix des articles manufacturés importés des pays développés, pays qui jusqu'à présent ont choisi de se soustraire à leurs responsabilités en manifestant une préférence pour des recommandations de caractère vague. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que le traitement défavorable dont font l'objet les produits des pays en voie de développement aboutisse à une détérioration constante des termes de l'échange de ces pays. Le projet de résolution demande seulement qu'une étude soit entreprise en vue d'assurer des prix justes et rémunérateurs aux produits de base des pays en voie de développement; et il n'entraîne aucune décision immédiatement applicable. Il est indispensable de chercher à accroître et à stabiliser les recettes d'exportation dans le cadre d'un plan global accepté par les pays développés comme par les pays en voie de développement. La délégation togolaise apprécie l'assistance que rendent les pays développés aux pays en voie de développement en vue de promouvoir l'expansion économique de ces derniers, mais elle estime qu'il est assez illogique de fournir une assistance de ce genre tout en maintenant des obstacles à l'expansion économique.

55. M. GARCIA BELAUNDE (Pérou) annonce que sa délégation votera en faveur du projet de résolution. Il

est difficile de comprendre pourquoi la préparation d'une étude sur une question aussi importante pour les pays en voie de développement se heurte à une telle résistance.

56. M. DELIVANIS (Grèce) fait observer que, par suite de l'inflation, les prix des matières premières et de certains produits agricoles ont augmenté de 51 p. 100 en un an, tandis que ceux des produits industriels ont augmenté dans une bien moins grande proportion pendant la même période. Considérant le projet de résolution en tant qu'économiste, M. Delivanis note que l'étude demandée est beaucoup trop compliquée; l'analyse pourra peut-être aboutir à des conclusions intéressantes du point de vue théorique, mais ces conclusions ne seront d'aucune valeur pour la politique des Etats et pour la stratégie du développement. Dans ces conditions, la délégation grecque regrette de ne pouvoir voter en faveur du projet de résolution.

57. M. DELPRÉE CRESPO (Guatemala) dit que le projet de résolution vise seulement à prier le secrétaire général de la CNUCED de préparer une étude sur l'indexation des prix. Les renseignements que permettrait d'obtenir une étude de ce genre seraient utiles pour l'établissement de relations commerciales plus équitables. M. Delprée Crespo reconnaît que la préparation d'une telle étude ne sera pas aisée, mais la question en jeu revêt une telle importance que la délégation guatémaltèque votera en faveur du projet de résolution.

Sur la demande du représentant de la Jamaïque, il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution A/C.2/L.1297, tel qu'il a été révisé oralement.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Birmanie, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Dahomey, Yémen démocratique, République Dominicaine, Egypte, Ethiopie, Fidji, Gabon, Ghana, Guatemala, Guinée, Guyane, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Israël, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, République khmère, Koweït, Laos, République arabe libyenne, Madagascar, Malawi, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Mexique, Maroc, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Sri Lanka, Soudan, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ouganda, Emirats arabes unis, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre et Zambie.

Votent contre : France, Allemagne (République fédérale d'), Grèce, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Tchécoslovaquie, Danemark, Finlande, République démocratique allemande, Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Japon, Mongolie, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pologne, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Par 89 voix contre 5, avec 26 abstentions, le projet de résolution A/C.2/L.1297, tel qu'il a été révisé oralement, est adopté.

58. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), expliquant son vote, dit que le Gouvernement soviétique a toujours appuyé les efforts des pays en voie de développement visant à éliminer l'inégalité des termes de l'échange entre eux-mêmes et les pays capitalistes développés, et à supprimer les prix artificiellement inégaux. Par suite de l'inéquité des termes de l'échange, les pays en voie de développement subissent des pertes qui affectent défavorablement leur développement. La délégation soviétique pense donc qu'il est souhaitable de poursuivre dans le cadre de la CNUCED la recherche d'une solution appropriée, notamment par la généralisation de la pratique des accords internationaux sur les produits de base. Néanmoins, elle a quelques doutes pour ce qui est de concentrer l'étude exclusivement sur l'établissement d'un lien automatique entre les prix unitaires des produits importés et des produits exportés. Sans parler de la possibilité ou de l'impossibilité de réussir, il n'est actuellement pas approprié de préjuger que les résultats de l'étude aboutiront à un lien automatique de ce genre. L'étude devrait être réalisée dans le cadre de la Commission des produits de base de la CNUCED et non dans le cadre de la BIRD, dont la réputation a déjà été évoquée par la délégation cubaine et d'autres délégations. La délégation soviétique s'est donc abstenue lors du vote sur le projet de résolution.

59. M. MÜEZZINOĞLU (Turquie), expliquant le vote de sa délégation, rappelle que, en tant que pays en voie de développement, la Turquie a toujours soutenu que, pour assurer plus facilement leur croissance, les pays insuffisamment développés devaient augmenter considérablement leurs recettes d'exportation. Au cours de la discussion générale ainsi qu'en diverses occasions, la délégation turque a exprimé l'inquiétude qu'elle éprouve en constatant que la part des pays en voie de développement dans le volume total du commerce mondial s'est contractée au cours des dernières années et que, d'une manière générale, les termes de l'échange ont entravé les efforts de développement des pays en voie de développement; en outre, la délégation turque a insisté pour que les pratiques généralement appliquées soient améliorées et pour que, dans l'élaboration d'un nouveau système monétaire, l'on tienne compte du volume de financement additionnel dont ces pays ont besoin pour assurer leur croissance. La Turquie continue à maintenir cette opinion, que les autres pays en voie de développement partagent, et elle espère que les moyens de remédier à cette situation feront l'objet d'un examen plus approfondi. Toutefois, elle se demande dans quelle mesure le projet de résolution qui vient d'être adopté pourra se révéler utile en la matière. Elle aurait souhaité disposer de plus de temps pour étudier la proposition dans ses détails et pour clarifier certains points quant à l'approche compliquée adoptée; c'est pour cette raison qu'elle a estimé devoir s'abstenir lors du vote. M. Müezzinoğlu tient cependant à préciser une fois de plus que sa délégation approuve en principe l'objectif du projet de résolution et qu'elle se réserve par conséquent le droit d'exprimer ses vues lorsque l'étude demandée sera établie.

60. M. PATRICIO GOUVEIA (Portugal) dit que sa délégation a voté pour le projet de résolution A/C.2/L.1297. Certes, la difficulté d'établir l'étude demandée fait naître une certaine perplexité, mais la question des prix des produits exportés revêt une importance fondamentale pour les pays en voie de développement et elle doit être étudiée si l'on veut que les problèmes connexes soient résolus.

61. Le PRESIDENT déclare que la Commission a achevé l'examen du projet de résolution A/C.2/L.1297 et indique que les autres projets de résolution qui ont été présentés au titre du point 51 de l'ordre du jour seront examinés à un stade ultérieur. Le Président remercie les deux vice-présidents pour l'efficacité de leur assistance au cours des consultations officieuses qui ont eu lieu à propos des projets de résolution sur lesquels la Commission s'est déjà prononcée.

62. M. ABHYANKAR (Inde) dit que des consultations officieuses se poursuivent à propos d'un projet de résolution sur les négociations commerciales multilatérales. Il devrait être possible, peut-être avec l'assistance d'un des deux vice-présidents, d'établir un texte qui pourrait être adopté par voie de consensus. M. Abhyankar exprime par conséquent l'espoir que les consultations officieuses pourront se poursuivre, étant entendu que le projet de résolution en question sera examiné en même temps que les autres projets de résolution en suspens qui se rapportent au point 51 de l'ordre du jour.

Il en est ainsi décidé.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (A/9003, A/C.2/285)

FONDS DE ROULEMENT DES NATIONS UNIES POUR L'EXPLORATION DES RESSOURCES NATURELLES (A/C.2/282, A/C.2/L.1288, A/C.2/L.1302)

63. M. NDUNG'U (Kenya) rappelle que, au cours de la discussion générale à la Commission (1521^{ème} séance), sa délégation a déjà eu l'occasion d'exprimer ses vues sur la question de la création d'un fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles; il se bornera donc à présenter le projet de résolution A/C.2/L.1302 au nom des auteurs. Le projet de résolution a fait l'objet de multiples consultations avec un certain nombre de délégations et son texte n'est l'œuvre d'aucune délégation en particulier. Certains paragraphes ont été suggérés par des délégations qui ne figurent pas au nombre des auteurs mais qui ont promis leur appui en attendant de nouvelles instructions de leurs gouvernements respectifs quant à leur inscription sur la liste des auteurs. La plupart des délégations sont bien au fait des négociations dont le fonds de roulement a fait l'objet dans le cadre de diverses instances au cours des trois années précédentes.

64. M. Ndung'u attire l'attention sur deux fautes de frappe qui se sont glissées dans la version anglaise du projet de résolution, à savoir dans le quatrième alinéa du préambule et dans le paragraphe 6.

65. Le premier alinéa du préambule renvoie à la résolution 1762 (LIV) du Conseil, dont le texte a été

communiqué aux membres de la Commission sous couvert d'une note du Secrétaire général (A/C.2/L.1288). Le deuxième alinéa du préambule réaffirme une notion qui n'appelle aucune explication puisque l'utilisation accrue des ressources naturelles pour le bien de l'humanité est l'essence même du développement et qu'elle est, par conséquent, un facteur particulièrement important de la croissance économique des pays en voie de développement. Le troisième alinéa du préambule souligne le principe sur lequel repose le fonds ainsi que le caractère unique que lui vaudra sa qualité de fonds de roulement. Il sera en effet le premier fonds de l'Organisation des Nations Unies à se reconstituer automatiquement, en vertu du principe de l'auto-assistance qu'appliqueront les pays en voie de développement. Si, dans plusieurs domaines, un petit pays en voie de développement comme le Kenya a pu mener à bien l'exécution de projets d'auto-assistance, l'organisme mondial devrait pouvoir faire des miracles en conjuguant les efforts des pays développés et des pays en voie de développement pour assurer l'exploration des ressources naturelles. Les expressions "le caractère d'un fonds de roulement" et "les principes d'auto-assistance" qui figurent au troisième alinéa du préambule sont repris de la résolution 1762 (LIV). Le quatrième alinéa du préambule souligne la nécessité, pour tous les pays, et en particulier pour les principaux pays dispensateurs de l'aide, de verser des contributions volontaires pour permettre au fonds de démarrer. Toutes les contributions seront bienvenues, qu'elles émanent de pays, de gouvernements, d'organismes intergouvernementaux ou non gouvernementaux, d'organisations ou de particuliers.

66. En ce qui concerne le dispositif, son paragraphe 1 vise à donner suite au paragraphe 1 du dispositif de la résolution 1762 (LIV) du Conseil.

67. Au paragraphe 2 du dispositif, les auteurs expriment l'opinion qu'il serait inutile que l'Assemblée générale s'occupe des détails des arrangements administratifs et des procédures de fonctionnement puisque la majorité des représentants ne sont guère au fait de ces questions. Au cours des consultations, certaines délégations ont émis l'avis que ces arrangements et procédures devraient être mis au point soit par l'Administrateur du PNUD, soit conjointement par le Secrétaire général et l'Administrateur. Toutefois, les auteurs ont estimé que le Secrétaire général devrait assumer la responsabilité générale en la matière, mais que le Secrétaire général et l'Administrateur devraient entreprendre la tâche ensemble.

68. Le paragraphe 3 ne nécessite aucun commentaire, étant fondé entre autres sur les dispositions de l'alinéa h du paragraphe 1 du dispositif de la résolution 1762 (LIV) du Conseil. Dans la deuxième partie de la phrase, les mots "organiser, si besoin est", introduisent la disposition principale. Les conférences d'annonces de contributions au fonds de roulement pourraient être organisées en conjonction avec un système de conférences déjà institué comme celui des conférences pour les annonces de contributions au PNUD.

69. Pour ce qui est du paragraphe 4, M. Ndung'u dit que les auteurs espèrent sincèrement que la BIRD et les organismes qui lui sont reliés sauront fournir l'appui financier maximum à un fonds que son caractère distingue de tous les autres et que les pays en voie de

développement se sont fermement engagés à alimenter par leurs propres ressources, une fois que l'élan financier initial lui aura été imprimé par les pays développés, lesquels ont, pour la plupart, exprimé leur appui général en la matière.

70. Le paragraphe 5 signifie seulement que tout pays pourra envoyer sa contribution au Secrétaire général dès que le projet de résolution aura été adopté. De l'avis des auteurs du projet de résolution, les contributions devraient être versées en monnaies convertibles, sauf circonstances extraordinaires.

71. Le paragraphe 6 tient compte du fait que, si la responsabilité générale de l'établissement des principes directeurs doit revenir au Secrétaire général, l'Administrateur du PNUD sera, quant à lui, chargé d'appliquer les principes et les directives qui seront formulés. La deuxième partie de la phrase a pour objet de préciser que les opérations ne pourront être entreprises que lorsque le rapport du Secrétaire général et de l'Administrateur du PNUD aura été adopté par le Conseil d'administration à sa dix-huitième session.

La séance est levée à 17 h 50.

1554^e séance

Lundi 12 novembre 1973, à 10 h 50.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1554

POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités opérationnelles pour le développement (A/9003, chap. VI) :

- a) Programme des Nations Unies pour le développement (E/5256, E/5365/Rev.1);
- b) Fonds d'équipement des Nations Unies;
- c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;
- d) Programme des Volontaires des Nations Unies (E/5342);
- e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
- f) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
- g) Programme alimentaire mondial (A/9003/Add.1, quatrième partie; A/9031, A/C.2/L.1298)

1. M. PETERSON (Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement) souligne que, selon les conclusions auxquelles a permis d'aboutir la première opération d'examen et d'évaluation de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, la cause du développement semble avoir perdu de son élan et ne plus occuper qu'une priorité fort modeste dans nombre de pays développés.

2. Or, parallèlement à cette évolution, il semble que le taux d'accroissement des dépenses militaires dans le monde ait tendance à fléchir du fait du fardeau de plus en plus insupportable que représentent ces dépenses pour de nombreux pays. Même s'il est encore peu réaliste de penser que l'on s'achemine rapidement vers le désarmement, il n'est pas exclu que l'aide au développement bénéficie d'une certaine réduction des crédits militaires. Si les six pays développés les plus puissants militairement décidaient d'affecter 5 p. 100 de leur budget militaire à l'aide au développement, les ressources disponibles à cet effet seraient plus que doublées. Si cet espoir devait se réaliser, le PNUD utiliserait ces ressources supplémentaires pour développer et renforcer ses programmes mondiaux et régionaux et ses programmes par pays.

3. En ce qui concerne ces programmes par pays, les gouvernements bénéficiaires sont tenus d'identifier

leurs problèmes essentiels et de déterminer le type de mesures qu'il convient de prendre en priorité pour accélérer leur croissance économique avec le maximum de profit. Mais les gouvernements des pays intéressés sont seuls responsables de l'élaboration de leurs plans nationaux de développement. Toutefois, c'est à partir des objectifs et des priorités énoncés dans ces plans que les gouvernements établissent, en coopération avec le PNUD, les programmes qui leur sont destinés. La programmation par pays favorise également une coordination plus étroite de l'assistance technique bilatérale et multilatérale. Mais le PNUD ne peut aider les gouvernements à renforcer leur capacité de coordination en matière d'assistance que sur leur demande et c'est à eux qu'il appartient de définir la forme et la fonction du mécanisme de coordination. Les procédures de programmation par pays ont amené le PNUD à réduire la responsabilité du siège et à renforcer celle des représentants résidents; elles l'ont amené à créer 100 postes d'administrateur dans autant de pays.

4. La programmation par pays a également conduit le PNUD à mettre au point des procédures efficaces de surveillance des travaux liés aux projets, d'établissement de rapports d'activité et d'évaluation. Le système d'examen tripartite permet aux fonctionnaires du gouvernement, au représentant résident et aux spécialistes de l'organisation chargée de l'exécution de cerner les problèmes d'exécution auxquels se heurte la réalisation d'un projet et de se mettre d'accord sur la façon de les résoudre. Les conclusions tirées de ces examens systématiques permettent d'améliorer la formulation et l'exécution des projets futurs. Mais la programmation par pays ne peut être une fin en soi; pour qu'elle soit efficace, il faut qu'elle s'accompagne, à l'échelon national, de mesures visant à renforcer l'indépendance économique.

5. Quant aux projets régionaux, interrégionaux et mondiaux, une augmentation des ressources mises à la disposition du PNUD permettra également de les renforcer. C'est dans le cadre de ces projets que le PNUD peut fournir l'assistance la plus avantageuse aux pays à faible revenu et notamment aux moins avancés d'entre eux. Les projets mondiaux du PNUD portent essentiellement sur la recherche agricole. Des centres de re-

cherche ont été créés, au Mexique et en Inde notamment, pour mettre au point de nouvelles variétés de graines à plus haut rendement, et des efforts sont faits actuellement pour communiquer les résultats de ces recherches aux pays en voie de développement. Toutefois, la recherche agricole n'est pas non plus une fin en soi. Si les agriculteurs ne bénéficient pas d'un approvisionnement en eau adéquat, ainsi que des engrais, des insecticides, des facilités de crédit et de l'infrastructure voulus, il leur sera impossible d'obtenir un rendement optimum de ces nouvelles variétés de riz, de blé et de maïs. Dans de nombreux pays par exemple, la production de riz n'a augmenté que très lentement.

6. Parallèlement à ces efforts de recherche dans le domaine agricole, le PNUD doit également aider à créer des centres de recherche destinés à mettre au point de nouvelles façons d'utiliser les produits existants, à créer de nouveaux produits et à trouver de nouveaux débouchés pour les produits d'usage courant. Le coton, pour prendre un exemple, est un produit d'une importance capitale pour nombre de pays à faible revenu. Jusqu'à présent, le coton était moins cher que les fibres synthétiques, mais cet avantage tend désormais à disparaître peu à peu et il faut donc entreprendre des recherches en vue de trouver de nouvelles utilisations et de nouveaux débouchés pour ce produit. La communauté internationale tout entière doit contribuer à ces recherches en fournissant un appui financier et des conseils techniques, les pays intéressés n'étant généralement pas en mesure de venir seuls à bout de cette tâche.

7. Le PNUD ne doit pas hésiter à innover en matière de projets mondiaux et multinationaux, même au risque de faire fausse route. Il existe plusieurs domaines nouveaux qui intéressent de plus en plus les pays en voie de développement et auxquels le PNUD pourrait envisager de consacrer une plus grande part de son énergie et de ses ressources. Dans le domaine des ressources du sous-sol marin, par exemple, le PNUD pourrait envisager de se doter des moyens voulus pour aider les pays à faible revenu à exploiter ces ressources vitales. Comme les membres de la Commission le savent, le Conseil d'administration et l'Administrateur du PNUD ont déjà pris des mesures pour mettre au point et appliquer des mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés. Un effort important a été entrepris, en coopération avec les gouvernements de ces pays, pour identifier leurs besoins spéciaux et mobiliser les ressources qui permettront d'y faire face. En janvier 1973, lors de sa quinzième session (voir E/5256, par. 129), le Conseil d'administration a décidé d'ouvrir un crédit additionnel de 35 millions de dollars afin d'entreprendre l'élaboration de ces mesures spéciales et a autorisé le PNUD à coopérer avec les gouvernements des pays les moins avancés en vue d'inscrire de nouvelles activités aux programmes. Le PNUD a donc demandé aux gouvernements de lui proposer des projets, et leur réponse a été très encourageante. Compte tenu des travaux déjà effectués, le PNUD sera donc en mesure d'affecter avant la fin de 1973 une bonne partie des ressources dont il dispose à cet effet. Il est indéniable que les pays en voie de développement les moins avancés se trouvent aux prises avec des difficultés particulières et qu'ils ont besoin d'une assistance conçue spécialement à leur intention. C'est pourquoi, lorsque commencera, en 1976, le deuxième Cycle de la

coopération des Nations Unies pour le développement, les besoins particuliers des pays les moins avancés seront satisfaits dans le cadre des chiffres indicatifs de planification révisés. Pour appliquer ces mesures spéciales, le PNUD a obtenu la coopération d'autres organisations faisant partie du système des Nations Unies et de sources d'aide bilatérale. En outre, il a chargé son personnel le plus qualifié, tant au siège que dans les bureaux extérieurs, de s'occuper spécialement des problèmes de ces pays. Il faudra à cet égard aborder de front la question de leur productivité agricole. Comme on n'a pas fait grand-chose depuis 20 ans pour l'améliorer, on possède très peu d'expérience en la matière. Les quelques précédents qui existent doivent être soigneusement analysés avant que l'on puisse en tirer des règles d'application générale. Si l'on ne sait pas grand-chose sur l'agriculture de subsistance, on en sait encore moins sur les programmes et politiques qui sont nécessaires pour passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture de rapport. Il s'agit donc d'un problème extrêmement complexe et délicat.

8. Le Fonds d'équipement des Nations Unies, sous sa forme nouvelle, constitue un instrument important pour venir en aide aux pays en voie de développement les moins avancés. Depuis sa création en décembre 1966, le Fonds n'a guère pu développer ses activités en raison du très faible volume de ses ressources. Jusqu'à présent, sa tâche essentielle a surtout été de mettre au point de petits projets indépendants d'industrialisation trop importants pour l'assistance de préinvestissement mais pas assez ambitieux ou trop spécialisés pour intéresser les institutions financières traditionnelles. Si, comme on peut l'espérer, il obtient davantage de ressources, le Fonds aura un champ d'action beaucoup plus vaste, et le PNUD procède actuellement, à cet effet, à un nouvel examen de l'utilisation des ressources du Fonds, étant bien entendu que celui-ci ne pourra cependant concurrencer ou remplacer d'autres sources de financement telles que les banques internationales ou régionales de développement.

9. L'Administrateur du PNUD rappelle que, à la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social (1864ème séance), il a exprimé des réserves en ce qui concerne la création de nouveaux fonds d'affectation spéciale, en particulier d'un fonds pour l'exploration des ressources naturelles. L'établissement d'un tel fonds pourrait en effet ne pas être conforme aux critères d'efficacité et d'économie qui régissent les activités du PNUD et à la conception intégrée qu'il se fait du développement. Néanmoins, ce projet comporte des aspects positifs. Si l'Assemblée générale décide de créer le fonds de roulement recommandé par le Conseil dans sa résolution 1762 (LIV), il incombera à l'Administrateur du PNUD de le gérer et d'en assurer l'efficacité. Toutefois, il ne faut pas oublier que, dans sa résolution, le Conseil économique et social a recommandé que l'assistance fournie par ce fonds vienne s'ajouter à celle fournie par le PNUD conformément aux chiffres indicatifs de planification, ce qui ne sera possible que si les gouvernements membres versent à ce fonds des contributions en sus de celles dont le PNUD a besoin pour se développer au rythme prévu.

10. De l'avis de l'Administrateur, il faut, avant que le fonds ne devienne opérationnel, s'assurer qu'il bénéficiera d'un financement adéquat et qu'il aura l'appui d'un nombre suffisant de gouvernements

membres. Conformément à la résolution du Conseil économique et social, il faudra en outre faire en sorte qu'il soit un fonds de roulement. Il sera bon d'autre part de faire appel à l'expérience de la BIRD et d'autres institutions compétentes pour formuler les principes qui régiront le fonctionnement du fonds, principes qui seront ensuite soumis pour examen au Conseil d'administration.

11. Dans les années et les décennies à venir, le PNUD devra s'attacher à améliorer les conditions de vie urbaine dans les pays à faible revenu. Depuis 25 ans, en effet, la migration sans précédent des populations rurales vers les zones urbaines a créé des problèmes entièrement nouveaux, a exigé des révisions massives dans l'allocation des ressources publiques et a amené à créer de nouvelles institutions pour lesquelles des services d'experts sont nécessaires et qui exigent de nouvelles formes d'assistance technique.

12. Il y a tout lieu de croire que, loin de ralentir, ce mouvement vers les villes va continuer et peut-être même s'accélérer. Si les tendances actuelles se maintiennent, un Asiatique sur deux vivant entre Karachi et Tokyo habitera en ville d'ici à la fin du siècle. En effet, les habitants des zones rurales, qui vivent dans des conditions de misère extrême, sont attirés vers les grandes zones métropolitaines dans l'espoir d'y trouver une vie meilleure.

13. Un grand nombre de gouvernements de pays en voie de développement se sont décidés à regarder les réalités de la vie urbaine en face et à allouer une proportion croissante des ressources publiques à l'amélioration de ses conditions. Après l'adoption de la résolution 1224 (XLII) du Conseil économique et social, le 6 juin 1967, sur le programme de travail du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, un certain nombre de projets bénéficiant de l'assistance du PNUD ont été lancés en vue d'améliorer les conditions de vie urbaine, mais il est évident que l'on ne possède pas encore les connaissances et les moyens nécessaires pour fournir l'assistance technique requise. Le PNUD est plus conscient que jamais des contraintes que des systèmes de valeurs différents imposent à la fourniture de l'assistance technique. Il ne suffit pas de prendre tels quels des plans ou projets valables pour Paris, Londres, Moscou ou New York et de les appliquer aux agglomérations naissantes des pays en voie de développement pour obtenir des résultats analogues.

14. De même, l'importation des techniques conçues pour l'économie de pays avancés n'est pas toujours à l'avantage des pays en voie de développement. Le transfert des techniques, si nécessaire soit-il, ne peut remplacer le développement scientifique du pays lui-même. Il est difficile pour un tel pays, lorsqu'il manque d'une capacité scientifique et technique propre et, en particulier, du personnel qualifié nécessaire, de se tenir au courant des techniques qui existent dans d'autres pays, de les comprendre, de les sélectionner et de s'en servir. C'est pourquoi le PNUD a pour principe fondamental de mettre sur pied une capacité scientifique autochtone dans les pays en voie de développement. Mais les ressources des pays avancés sont indispensables à court et à moyen terme. De plus, le PNUD doit améliorer ses propres connaissances techniques pour jouer le rôle qui lui revient dans la formulation des politiques et programmes qui conviennent aux pays en

voie de développement, en coopération avec les gouvernements de ces pays.

15. Par ailleurs, le PNUD s'est rendu compte qu'il importait de susciter une coopération technique accrue entre les pays en voie de développement eux-mêmes; il a de plus en plus recours, à cette fin, à des experts venus de pays en voie de développement, car ils connaissent mieux les conditions locales et sont en général plus au fait des techniques qui conviennent. Mais susciter cette coopération n'est pas une tâche facile car, outre un manque de devises étrangères et de mécanismes appropriés, toute une série de préjugés font que les pays en voie de développement donnent la préférence aux experts et au matériel venus des pays développés. Cependant, les avantages d'une telle coopération l'emportent de loin sur les difficultés, car les pays en voie de développement seront ainsi amenés à compter sur eux-mêmes et pourront jouir des bienfaits d'une plus grande indépendance économique.

16. Si les deux premières années de la deuxième Décennie ont été décevantes, les perspectives d'avenir semblent moins sombres. Ainsi, lors de la récente Conférence de 1973 pour les annonces de contributions au PNUD (30 octobre 1973), les efforts d'assistance technique déployés par les Nations Unies ont fait l'objet d'un vote de confiance massif, et M. Peterson estime que les ressources du PNUD pour 1974 seront supérieures d'au moins 18 p. 100 à celles de 1973. Par ailleurs, la plupart des pays en voie de développement se sont déclarés à nouveau convaincus que le développement doit avoir la priorité absolue. Les cadres formés au cours des années 60 commencent à être disponibles en grand nombre. En même temps, les gouvernements accordent une attention accrue à la réforme agraire et au développement rural, tandis que le système scolaire des pays à faible revenu s'oriente progressivement vers les besoins du développement. Certains signes montrent que le désespoir des années 60 a fait place à une calme détermination et à un sentiment de solidarité plus vif que jamais. Le PNUD se doit de trouver des méthodes efficaces pour répondre à l'évolution des besoins. Il doit remplacer les vieux outils dépassés par de nouveaux instruments d'assistance, tout en évitant la prolifération des efforts, la multiplicité des objectifs et la dispersion des ressources.

17. Le programme des Volontaires des Nations Unies peut contribuer notablement au développement. Il a été élargi au cours de 1973, et le PNUD a l'intention de poursuivre activement ses efforts dans ce sens.

18. Malgré les taux de croissance économique sans précédent enregistrés durant les années 60, on se rend compte des lacunes du développement. À l'avenir, l'assistance technique doit viser à assurer non seulement la croissance, mais également la répartition équitable des avantages qui en découlent. La justice sociale, loin de retarder le développement économique, peut même contribuer à l'accélérer. À la suite de sa réorganisation interne, le PNUD est prêt maintenant à s'atteler à la tâche et à contribuer à améliorer le niveau et la qualité de la vie de la population des pays en voie de développement.

19. M. LABOUISSÉ (Directeur général du Fonds des Nations Unies pour l'enfance) juge encourageant que l'on comprenne mieux la nature globale du développement et que les gouvernements et les autres responsables reconnaissent de plus en plus qu'il con-

vient de mettre l'accent sur le facteur humain, en particulier sur les jeunes générations. Le FISE a contribué à cette prise de conscience.

20. Le Directeur général souligne la coopération qui existe, en particulier au niveau opérationnel, entre les gouvernements, les institutions spécialisées des Nations Unies et le FISE, le rôle déterminant revenant bien entendu aux gouvernements et à la population. Le principal objectif du FISE est d'aider les gouvernements à mettre au point des programmes détaillés et complets correspondant aux besoins des enfants dans leurs pays; or ces besoins sont énormes car la population mondiale ne cesse d'augmenter, si bien que, malgré tous les efforts, le niveau de vie des 800 millions d'enfants qui bénéficient de l'assistance du FISE est encore extrêmement bas. Pourtant, des progrès sont réalisés; on reconnaît maintenant que le problème tragique de la misère doit recevoir une priorité absolue; de plus, l'infrastructure humaine du développement — essentiellement l'existence d'un personnel qualifié — s'améliore progressivement. Cet investissement dans les ressources humaines, s'il s'accompagne d'une augmentation des ressources financières, devrait permettre d'accomplir dorénavant des progrès extrêmement rapides.

21. Ces dernières années, le Conseil d'administration du FISE a souligné qu'il convient de porter une attention particulière aux pays les moins avancés et aux régions défavorisées de certains pays pauvres et très peuplés. Ainsi, dans les pays dont le produit national brut par habitant est inférieur à 100 dollars par an, le montant de l'assistance du FISE par enfant est deux fois plus élevé que dans les pays dont le produit national brut est entre 100 et 500 dollars. Le FISE cherche également à adapter son assistance aux besoins des pays les plus pauvres, comme le montre le type d'institutions qui bénéficie de cette assistance et la catégorie de personnel qui reçoit une formation.

22. Dans le domaine de la formation du personnel national, l'accent est mis sur la formation de personnel auxiliaire et de personnel de niveau intermédiaire et sur des cours de perfectionnement et de recyclage à leur intention. Ces catégories de personnel sont en effet indispensables pour offrir des services aux enfants des zones rurales et des taudis. L'assistance au titre de la formation constitue 30 p. 100 environ de toute l'assistance du FISE.

23. L'approvisionnement en eau potable est l'une des principales priorités, étant donné qu'il permet de réduire les maladies entériques chez les enfants. Grâce à la technique relativement simple du puits tubulaire et de la pompe à main et avec la collaboration des habitants des villages, on a pu mettre au point des programmes d'approvisionnement en eau potable dans de nombreuses régions, ce qui fait que les femmes n'ont plus à transporter l'eau sur de longues distances et disposent ainsi de plus de temps pour se consacrer à leur famille. En 1973, le FISE compte utiliser près de 8,5 millions de dollars pour aider à établir des programmes d'approvisionnement en eau potable dans des villages de 68 pays. Ce n'est toutefois qu'une faible partie des besoins si l'on considère que 88 p. 100 de la population rurale des pays en voie de développement n'ont pas l'eau potable.

24. L'un des programmes les plus importants dans ce domaine est un programme entrepris en Inde, où le

FISE aide à creuser des puits en roche dure dans 13 Etats. L'objectif est de creuser au total 11 000 puits desservant une population d'environ 5 millions de personnes. De plus, en raison de la sécheresse qui a sévi dans certaines régions, l'Inde a demandé une assistance supplémentaire; le Conseil d'administration a approuvé un nouvel engagement de 1 250 000 dollars, qui a été financé à l'aide de contributions spéciales. Un programme encore plus important d'approvisionnement en eau potable est en cours au Bangladesh avec l'assistance du FISE. Il a pour objectif de remettre en état 60 000 puits et d'en creuser 100 000 autres; l'engagement du FISE est de 9 millions de dollars.

25. Le Directeur général souligne l'importance d'une nutrition équilibrée, près d'un quart des enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition dans les pays en voie de développement. L'aide du FISE dans ce domaine est à la fois directe, par la fourniture d'aliments, et indirecte, sous forme de programme d'hygiène maternelle et infantile, d'éducation nutritionnelle dans les écoles, etc. En 1972, les fonds ont été consacrés essentiellement à l'organisation de programmes de nutrition appliqués dans les zones rurales de 41 pays, en vue d'aider les familles à produire et à utiliser les aliments nécessaires pour une nutrition équilibrée. Une partie des ressources a été consacrée à la production d'aliments de sevrage et au traitement du lait; le FISE a également servi d'intermédiaire pour distribuer des dons alimentaires d'une valeur de quelque 19 millions de dollars.

26. Une conférence des pays andins a été organisée en 1973 et deux autres sont en cours de préparation avec l'assistance du FISE et d'autres organismes, l'objectif étant de trouver des politiques et programmes de nutrition qui puissent être appliqués par les gouvernements dans le cadre de leurs plans de développement.

27. Le FISE porte bien entendu un vif intérêt à la Conférence mondiale de l'alimentation, prévue pour 1974, et espère que l'attention portera non seulement sur les céréales, mais également sur des légumineuses plus riches en protéines ainsi que sur les moyens de fournir aux enfants des aliments qui aient les proportions voulues de calories et de protéines.

28. Pour illustrer l'utilité de certaines initiatives bien choisies, le Directeur général cite l'exemple du programme entrepris pour prévenir la cécité des jeunes enfants par la distribution de larges doses de vitamines A. Le programme a commencé à la fin de 1972 au Bangladesh; en utilisant le réseau de spécialistes du paludisme pour distribuer les capsules de vitamines, il sera possible de toucher la majeure partie des 15 millions d'enfants de moins de 5 ans dans l'ensemble du pays avant la fin de 1973. L'Inde, l'Indonésie et les Philippines ont également commencé un programme de ce genre.

29. Le FISE continue à consacrer l'essentiel de ses investissements à l'hygiène maternelle et infantile. Il s'agit avant tout de chercher comment offrir des services sanitaires de base dans les régions qui en sont dépourvues, d'une façon qui ne soit pas trop onéreuse pour les gouvernements. L'OMS, en coopération avec le FISE, a commencé une étude sur ce sujet qui sera présentée au Conseil d'administration à sa session de 1975 après avoir été examinée par le Comité mixte FISE/OMS des directives sanitaires.

30. Vingt-sept des pays qui ont bénéficié de l'assistance du FISE en matière de services d'hygiène maternelle et infantile en 1972 avaient une politique officielle de planification de la famille. L'OMS a recommandé, à juste titre, que les services de planification de la famille soient étroitement intégrés aux services d'hygiène maternelle et infantile; au cours de 1972, quatre autres pays se sont préparés à ce faire, au moyen de projets de planification de la santé. En 1972, le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population a consacré à cet objectif 1,8 million de dollars, distribués par l'intermédiaire du FISE. D'autre part, le FISE collabore étroitement avec le secrétariat de la Conférence mondiale de la population qui se tiendra en août 1974.

31. Dans le domaine de l'enseignement primaire et secondaire, le FISE a offert en 1972 une assistance à 80 pays, ce qui a absorbé 20 p. 100 de tous ses engagements. La même année, le Conseil d'administration a adopté de nouveaux principes directeurs concernant l'assistance du FISE, recommandés par le Directeur général de l'UNESCO et le Directeur général du FISE. Dorénavant, les projets viseront davantage à toucher les enfants et les adolescents vivant dans les zones défavorisées, à combler le retard de l'éducation des filles, et à faire mieux comprendre les programmes d'enseignement aux besoins des enfants. Un certain nombre de pays se préparent à recevoir une assistance dans ce sens.

32. En 1973, le Conseil d'administration a examiné un rapport intitulé "L'éducation périscolaire au service du développement rural", parrainé et financé en grande partie par le FISE mais établi par le Conseil international pour le développement de l'éducation. Les auteurs considèrent que l'éducation est un processus permanent et non limité à l'enseignement de type scolaire et ils ont recommandé de donner à tous les enfants des zones rurales un "bagage minimum" de connaissances de base indispensables. Les méthodes d'enseignement périscolaires peuvent également être utilisées pour donner une "deuxième chance" aux enfants qui n'ont jamais été à l'école ou qui l'ont quittée avant d'acquérir des connaissances minimales. Le Conseil d'administration a décidé que le FISE devrait être préparé à offrir une assistance aux pays souhaitant adopter les mesures recommandées dans le rapport sur l'éducation périscolaire. Pour ce faire, il faudra établir un inventaire des activités en cours dans les pays considérés et des possibilités d'expansion, et préparer le personnel. Cette assistance sera offerte en coopération avec les institutions spécialisées intéressées, en particulier l'UNESCO, la FAO et l'OIT.

33. Le Directeur général ne veut pas entrer dans le détail des activités de secours d'urgence et de reconstruction, mais souligne simplement que, dans certaines limites et grâce à des contributions supplémentaires, le FISE est en mesure de faire face à des situations d'urgence sans mettre en danger ses programmes à long terme.

34. Le FISE cherche avant tout à offrir une assistance aux projets qui appellent une participation active de la population locale; cette participation est en effet au cœur même du développement et constitue une condition absolue de succès. Le Directeur général a pu constater lui-même que les habitants des villages ou des

bidonvilles sont disposés à donner un peu de leur temps à la communauté.

35. Toutefois, les programmes du FISE dépendent également de la bonne volonté, de l'intérêt et de l'appui de la population des pays industrialisés : en effet, les ressources du FISE viennent uniquement de contributions volontaires, gouvernementales ou privées — 75 p. 100 et 25 p. 100 respectivement en 1972. En 1972, les recettes du FISE ont atteint 81 millions de dollars, soit 27 p. 100 de plus qu'en 1971; toutefois, ce montant comprend 12 millions consacrés aux secours d'urgence à la suite de catastrophes naturelles ou autres. Le FISE a donc en fait besoin de voir augmenter considérablement les contributions qu'il reçoit chaque année des gouvernements; elles représentent actuellement environ 50 millions de dollars et devraient atteindre 80 millions pour que le FISE puisse réaliser ses objectifs. Une conférence pour les annonces de contributions serait certainement très utile à cette fin; pour leur part, le Directeur général et son personnel poursuivront leurs campagnes d'appel de fonds. En fait, il faudra dépasser l'objectif de 100 millions de dollars fixé par l'Assemblée générale pour 1975 dans sa résolution 3015 (XXVII); en effet, il faut tenir compte des effets de l'inflation; d'autre part, des extensions de programme ont été approuvées par le Conseil d'administration mais ne peuvent être réalisées faute de ressources.

36. De l'avis du Directeur général, c'est une nécessité impérieuse pour le FISE d'aller vigoureusement de l'avant, car il joue un rôle crucial et indispensable sur la scène du développement. En effet, il concentre ses activités pragmatiques et pratiques sur les enfants, qui sont à la fois les instruments et les futurs bénéficiaires du développement. Le Directeur général lance donc un appel aux gouvernements pour qu'ils augmentent leurs contributions au FISE non seulement pour faire face aux besoins du présent mais également pour asseoir solidement les fondations de l'avenir.

M. Arvesen (Norvège) prend la présidence.

37. M. SALAS (Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population) est heureux de pouvoir annoncer que des progrès considérables ont été accomplis dans l'application de la résolution 3019 (XXVII) de l'Assemblée générale, aux termes de laquelle il a été décidé que le PNUD serait l'organe chargé de l'administration du Fonds.

38. Depuis la quinzième session du Conseil d'administration du PNUD, en janvier 1973, le Fonds a élaboré, en consultation avec le PNUD, son propre règlement financier et ses règles de gestion financière. Ces textes ont été discutés par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et examinés par le service financier, et M. Salas espère qu'ils pourront être approuvés par le Conseil d'administration à sa dix-septième session.

39. Le Fonds a présenté un rapport sur ses activités pour la période de 1969 à 1972 à la seizième session du Conseil d'administration du PNUD (voir E/5365/Rev.1, chap. VI). Le Conseil d'administration a approuvé un plan quadriennal roulant, révisé chaque année en excluant la première année et en ajoutant une nouvelle année, qui fixe le plafond des ressources autorisées pour les nouveaux programmes. Les plafonds approuvés sont de 52 millions de dollars pour 1973, 53 millions pour 1974, 21 millions pour 1975 et

8 millions pour 1976. Ces sommes sont fixées en fonction du montant estimatif des ressources escomptées et les demandes prévues figurant dans le plan de travail. Celui-ci sera révisé chaque année pour indiquer l'évolution de la demande et les décisions prises en ce qui concerne les modalités de financement du Fonds.

40. En 1973, le budget d'administration du Fonds s'élevait à 2,3 millions de dollars et le montant estimatif pour 1974 est de 2,5 millions de dollars. Si l'on considère qu'au 30 septembre 1973 le total des budgets de projet approuvés par le Fonds dépassait 83 millions de dollars, les dépenses d'administration semblent tout à fait raisonnables.

41. M. Salas est satisfait de l'appui financier accru que reçoit le Fonds. A la fin de 1972, 56 gouvernements avaient versé au total 79 millions de dollars. A ce jour, le nombre des gouvernements donateurs est passé à 65 et le montant total des contributions annoncées est proche de 120 millions de dollars. En même temps, le nombre des pays qui demandent au Fonds un appui financier pour leurs programmes a augmenté rapidement. Quatre-vingt-douze pays et zones en voie de développement reçoivent actuellement un appui du Fonds. Malgré l'augmentation rapide des contributions, la demande l'emporte de loin sur les ressources disponibles.

42. A la seizième session du Conseil d'administration, il a été décidé que celui-ci approuverait tous les projets du Fonds d'un budget égal ou supérieur à 1 million de dollars, les accords importants conclus avec les pays et les projets présentant un caractère novateur ou ayant des incidences politiques qui méritent l'attention du Conseil. En outre, il a été décidé que le Fonds consulterait l'Administrateur du PNUD avant d'approuver les projets dotés d'un budget de 250 000 à 1 million de dollars. Le Fonds et le PNUD ont mis au point des procédures en vue d'appliquer ces décisions, et les premiers projets seront soumis à l'approbation du Conseil à sa dix-septième session, en janvier 1974.

43. A sa cinquante-quatrième session, en mai 1973, le Conseil économique et social a adopté la résolution 1763 (LIV) en vue de fournir des consignes de politique générale au Fonds, conformément aux instructions de l'Assemblée générale. En application de cette résolution, le Fonds cherche à donner aux gouvernements bénéficiaires une plus grande latitude dans le choix de leurs programmes d'assistance. A cette fin, il collabore étroitement avec les différents organismes intéressés, et en particulier avec le PNUD. Dans plus de 20 pays ou régions où des programmes importants sont en cours avec l'assistance du Fonds, celui-ci a nommé des coordonnateurs auprès du représentant résident du PNUD. De cette façon, il devrait être plus facile d'incorporer les programmes en matière de population aux plans généraux de développement économique et social.

44. Les projets relatifs à l'Année mondiale de la population, dont le Conseil économique et social a chargé le Fonds, ont progressé de façon satisfaisante. En coopération avec le Service de l'information et le Centre de l'information économique et social, l'Année mondiale de la population a reçu une publicité importante. En outre, plus de 40 pays ont créé des commissions nationales chargées de susciter diverses activités. Le Fonds a tiré de grands encouragements de l'intérêt considérable qu'ont manifesté à ce propos les pays et les organismes des Nations Unies. Enfin, le Fonds a contribué au financement du secrétariat de la Conférence mondiale de la population, avec lequel il collabore étroitement. La Conférence s'annonce fort bien.

45. Le **PRESIDENT** dit que, en sa qualité de vice-président, il a été chargé par le Président de la Commission de coordonner les consultations relatives aux projets de résolution et aux amendements, conformément à la pratique suivie antérieurement.

La séance est levée à 12 h 25.

1555^e séance

Mardi 13 novembre 1973, à 10 h 50.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1555

POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités opérationnelles pour le développement (suite)
[A/9003, chap. VI] :

- a) Programme des Nations Unies pour le développement (E/5256, E/5365/Rev.1);
- b) Fonds d'équipement des Nations Unies (A/C.2/L.1306);
- c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;
- d) Programme des Volontaires des Nations Unies (E/5342);
- e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
- f) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;

g) Programme alimentaire mondial (A/9003/Add.1, quatrième partie; A/9031, A/C.2/L.1298)

1. M. FACK (Pays-Bas) dit que les résultats de la Conférence de 1973 pour les annonces de contributions au PNUD et au Fonds d'équipement des Nations Unies¹ sont extrêmement encourageants, à un moment où l'avenir de l'assistance au développement paraît problématique. Il semble que les Etats Membres éprouvent une confiance croissante à l'égard du PNUD, et les remaniements importants qu'a subis le Programme au cours des dernières années peuvent manifestement être considérés comme une réussite. Les résultats de la Conférence marquent un tournant qui, de l'avis de la

¹ Voir A/CONF.59/SR.1 et 2.

délégation néerlandaise, prélude à une nouvelle augmentation des contributions dont les conséquences pourront être importantes pour les futures activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement.

2. En 1973, le Conseil d'administration du PNUD et le Conseil économique et social ont pris deux mesures qui seront décisives pour l'avenir du PNUD. Tout d'abord, en application de sa résolution 1768 (LIV), le Conseil doit effectuer un examen approfondi des activités opérationnelles; la délégation néerlandaise attend ce bilan avec intérêt. Ensuite, en application de la même résolution, le Conseil économique et social cherche à exercer effectivement le rôle que la Charte des Nations Unies lui destinait à l'origine, en particulier en ce qui concerne la coordination des activités des institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies. À cet égard, le réexamen des accords entre les institutions spécialisées et le Conseil est de la plus haute importance. Ces deux décisions du Conseil sont étroitement liées et peuvent avoir des répercussions très favorables sur la capacité du système des Nations Unies pour le développement.

3. L'intérêt manifesté pour le Fonds d'équipement des Nations Unies lors de la Conférence pour les annonces de contributions est également un fait nouveau important. Pour la première fois, le Gouvernement néerlandais a versé une contribution au Fonds, et M. Fack souhaiterait exposer les raisons qui l'ont incité à le faire. Le Fonds d'équipement, qui existe maintenant depuis sept ans, n'a jamais été vraiment opérationnel, en grande partie à cause du manque d'intérêt des pays développés. Néanmoins, la délégation néerlandaise pense que les changements qui se sont produits depuis la création du Fonds permettent d'envisager de lui rendre vie.

4. Il convient, premièrement, de rappeler la recommandation de la troisième session de la CNUCED concernant l'orientation du Fonds, lequel doit être avant tout au service des pays les moins avancés. Cette recommandation a été confirmée par des décisions ultérieures du Conseil d'administration du PNUD et plus récemment encore par le Conseil économique et social à sa cinquante-quatrième session. Il faudrait que, à la vingt-huitième session, l'Assemblée générale réaffirme la résolution 1753 (LIV) du Conseil, notamment les paragraphes qui traitent du Fonds, et plus particulièrement de la nécessité de fournir une assistance supplémentaire aux pays les moins avancés.

5. Deuxièmement, il semble qu'il y ait place pour des activités complémentaires dans le domaine des investissements. Il conviendrait de promouvoir les activités pouvant améliorer la capacité d'effort autocentré des pays en voie de développement et intensifier la participation des couches les plus pauvres de la population au processus de développement. Le Fonds pourrait financer ces activités grâce à des projets de développement rural intégré, même s'ils ne devaient pas être rentables d'un point de vue strictement économique. Le Fonds comblerait ainsi une lacune qui existe entre les activités actuelles de préinvestissement du PNUD et les activités d'investissement de l'AID et d'autres institutions financières et pourrait de ce fait devenir une institution d'investissement particulièrement importante pour les pays les moins avancés.

6. Troisièmement, en fournissant une assistance par l'intermédiaire des institutions financières nationales des pays en voie de développement eux-mêmes, le Fonds pourrait répondre à un besoin bien précis tout en renforçant la capacité d'effort autocentré des pays en voie de développement. Cette aide financière indirecte du Fonds pourrait compléter l'assistance technique fournie par le PNUD dans le cadre de la programmation par pays.

7. Quatrièmement, il serait possible de promouvoir le financement des petites entreprises du secteur agricole et des secteurs complémentaires tels que les industries agricoles, l'artisanat et les services, par l'intermédiaire d'organismes de crédit spécialisés qui fourniraient des capitaux et des conseils d'ordre technique et administratif.

8. Enfin, M. Fack note que les institutions du Groupe de la Banque mondiale s'occupent davantage depuis quelques années de financement par l'intermédiaire des banques de développement et d'organismes analogues des pays en voie de développement et fournissent une assistance technique en vue de renforcer ces organismes. Il lui semble que, en raison de l'importance potentielle de ce secteur, les activités du Fonds et du Groupe pourraient être complémentaires dans ce domaine d'action en faveur du développement.

9. Le Fonds peut donc aspirer légitimement à un rôle important. Certes, ceux qui l'ont créé il y a sept ans se faisaient sans doute une conception différente de ce rôle, mais il convient d'adapter les institutions aux conditions et aux idées nouvelles. M. Fack espère que les remarques qu'il vient de faire inciteront les autres délégations à présenter des observations qui seront étudiées attentivement par l'Administrateur et par le Conseil d'administration du PNUD. Il faudrait que les pays développés et les pays en voie de développement, ainsi que les organismes intéressés des Nations Unies, unissent leurs efforts pour faire du Fonds d'équipement un organe vraiment efficace et pleinement opérationnel.

10. La délégation néerlandaise tient aussi à réaffirmer son appui complet au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et annonce que le Gouvernement néerlandais a présenté au Parlement une proposition tendant à faire passer sa contribution pour 1974 à l'équivalent de 5,5 millions de dollars. En outre, les Pays-Bas continuent à appuyer le FISE, qui a montré au cours des dernières années qu'il était remarquablement à même d'intervenir rapidement en cas de catastrophe naturelle et non naturelle dans différentes régions du monde; le Gouvernement néerlandais a l'intention de porter sa contribution au FISE pour 1974 à 4 millions de florins sous réserve de l'approbation du Parlement.

11. Pour terminer, M. Fack présente le projet de résolution A/C.2/L.1306 et exprime l'espoir que ce texte fera l'objet d'une décision unanime de la Deuxième Commission et de l'Assemblée générale.

12. M. DIALLO (Haute-Volta) dit que sa délégation se félicite de l'augmentation des ressources du PNUD. C'est là une marque de confiance de la part de la communauté internationale et une claire indication, pour l'Administrateur, de la voie à suivre. La délégation voltaïque se félicite en outre que les Pays-Bas et la Norvège aient décidé de verser pour la pre-

mière fois une contribution au Fonds d'équipement des Nations Unies. Une telle décision permet d'espérer que les pays développés dans leur ensemble reviendront sur leur attitude à l'égard du Fonds, compte tenu du fait que celui-ci doit être avant tout au service des pays les moins avancés.

13. Le niveau atteint par les annonces de contributions au PNUD pour 1974 devrait inciter le Conseil d'administration à réexaminer l'assistance qu'il fournit à certains pays, et notamment aux pays les moins avancés et aux pays sans littoral, ainsi qu'à intensifier son assistance aux projets régionaux, sous-régionaux et mondiaux. Dans le cas des pays les moins avancés, il conviendrait que le Conseil d'administration envisage d'augmenter immédiatement l'assistance qui leur est fournie, sans attendre qu'une catastrophe quelconque oblige la communauté internationale à intervenir d'urgence. Il faut aider ces pays à sortir de leur misère le plus tôt possible, sinon leur développement risque d'être définitivement compromis. Le PNUD possède l'infrastructure et les compétences nécessaires pour réussir dans une telle entreprise.

14. A propos des projets régionaux et sous-régionaux, l'examen entrepris en vue d'éliminer les projets qui n'ont plus de raison d'être vient à son heure : le PNUD pourra ainsi accorder plus d'attention aux autres projets régionaux et sous-régionaux, notamment en Afrique, continent qui compte le plus grand nombre de pays indépendants et le plus grand nombre de pays les moins avancés et sans littoral. Ces pays sont conscients de l'importance de la coopération régionale et sous-régionale qui seule leur permettra de résoudre leurs problèmes communs.

15. La Haute-Volta participe aux activités du Groupe de travail de la coopération technique entre les pays en voie de développement, créé par le Conseil d'administration du PNUD² en application de la résolution 2974 (XXVII) de l'Assemblée générale. Le désir de coopération des pays en voie de développement ne fait pas de doute et la délégation voltaïque attend avec intérêt les décisions que prendra le Groupe de travail sur les modalités pratiques de cette coopération.

16. Dans le cadre des projets mondiaux, le PNUD doit particulièrement faire porter ses efforts sur les pays de la région soudano-sahélienne frappés par la sécheresse. Il faudrait notamment intensifier les recherches concernant de nouvelles variétés de céréales mieux adaptées aux régions sèches. Les instituts de recherche d'Hyderabad et du Mexique devraient orienter leurs efforts en tenant compte des besoins de la région soudano-sahélienne. A ce propos, la délégation voltaïque espère que les ressources permettront de créer un institut du Sahel, comme l'ont demandé les pays de la région.

17. Malgré le flottement administratif qui se manifeste dans les activités de coopération technique de l'ONU, la Haute-Volta continue à les appuyer, car elles complètent heureusement celles du PNUD.

18. La Haute-Volta reconnaît le rôle important joué par le FISE en général, et particulièrement en cas de catastrophe, naturelle ou autre, et dans les pays les moins avancés. Le FISE d'autre part sensibilise

l'opinion publique internationale à la situation des jeunes enfants et des mères. Il convient qu'il s'attache à résoudre les problèmes qui se posent à ces deux catégories de personnes avant qu'il ne soit trop tard. M. Diallo espère que le FISE poursuivra ses efforts avec l'appui de la communauté mondiale.

19. Les pays en voie de développement ont apprécié les activités déployées par le Programme alimentaire mondial à l'occasion de la sécheresse qui a frappé les pays de la région soudano-sahélienne et ils apprécient aussi ses activités ordinaires. Malheureusement, le PAM ne peut avoir qu'une importance limitée vu le peu de ressources dont il dispose.

20. Passant au projet de résolution A/C.2/L.1298, intitulé "Objectif pour les annonces de contributions au Programme alimentaire mondial pour la période 1975-1976", M. Diallo demande si l'objectif de 440 millions de dollars fixé pour les contributions volontaires tient compte de la pénurie qui règne dans un certain nombre de régions et en particulier dans la région soudano-sahélienne. Il espère que le PAM révisera cette évaluation compte tenu de l'étude effectuée par la FAO. Il demande aux pays développés de contribuer généreusement à la reconstitution des ressources du PAM.

21. Pour terminer, M. Diallo tient à réitérer l'appui de sa délégation aux programmes qu'il n'a pas cités, à savoir le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, le programme des Volontaires des Nations Unies et le Fonds de roulement pour l'exploration des ressources naturelles.

22. M. MUELLER (Autriche) dit que les opérations du PNUD ont une place particulière parmi les activités opérationnelles des Nations Unies pour le développement. Les résultats obtenus par le PNUD ces dernières années attestent l'utilité des remaniements entrepris il y a trois ans. Le problème crucial auquel il se heurte désormais réside dans la nécessité d'obtenir un appui financier suffisant. La délégation autrichienne a donc été satisfaite de constater que les contributions annoncées pour 1974 sont en augmentation de 18 p. 100 par rapport à 1973, grâce non seulement à un effort supplémentaire de la part des pays développés, mais également à un appui massif des pays en voie de développement. Il importe tout particulièrement que le nombre de donateurs nets continue à augmenter, car si un certain nombre de pays qui sont actuellement bénéficiaires nets devenaient donateurs nets, tous les pays, et en particulier les principaux donateurs, auraient intérêt à ce que le Programme se développe constamment.

23. La répartition actuelle des ressources n'est pas pleinement satisfaisante. La délégation autrichienne était parmi celles qui ont déclaré au Conseil d'administration du PNUD que les critères choisis pour calculer les chiffres indicatifs de planification devaient aboutir à augmenter la part des pays les moins avancés et autres pays à faible revenu. La délégation autrichienne a également proposé que d'autres critères viennent compléter le revenu par habitant et le chiffre de la population, notamment la structure économique du pays, les efforts qu'il déploie pour assurer son propre développement et sa volonté de coopérer avec d'autres pays en voie de développement. Un grand nombre de ces éléments ne sont pas aisément chiffrables; cependant, la délégation autrichienne espère

² Voir Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 2, par. 332.

que les critères qui seront finalement retenus seront à la fois précis et assez souples.

24. Le représentant de l'Autriche se félicite que l'on envisage de réorienter le Fonds d'équipement des Nations Unies afin d'en faire bénéficier en priorité les pays en voie de développement les moins avancés. Il faudra pour cela veiller à ce que les activités du Fonds correspondent effectivement aux besoins de ces pays et éviter que les efforts entrepris ne fassent double emploi avec ceux du PNUD, d'une part, et ceux du Groupe de la Banque mondiale, d'autre part.

25. La délégation autrichienne appuie dans l'ensemble les principales dispositions du projet de résolution A/C.2/L.1306 présenté par le représentant des Pays-Bas, étant entendu que les renseignements qui sont demandés dans ce document donneront à la Commission la possibilité de procéder à un nouvel examen de la politique générale du Fonds.

26. La délégation autrichienne attache une importance toute particulière au programme des Volontaires des Nations Unies qui, à son avis, montre à quel point les jeunes entendent se consacrer à la réalisation des objectifs du développement dans un esprit de solidarité humaine et de coopération internationale. Malgré la portée encore limitée du programme, les résultats obtenus apparaissent de plus en plus positifs. De l'avis du représentant de l'Autriche, son succès dépend non seulement de l'accroissement de ses ressources, mais également, et c'est peut-être là le plus important, de la qualité des services qu'il fournit aux pays en voie de développement. Il y a tout lieu de se féliciter du renforcement des liens existant entre ce programme et le secrétariat international du Service volontaire, car celui-ci pourra faire profiter le programme des Volontaires des Nations Unies de son expérience et appuyer ainsi les efforts faits par ce dernier pour garantir la qualité de ces volontaires. On peut toutefois se demander si la création d'équipes multinationales se révélera satisfaisante dans tous les cas. Les membres de ces équipes sont souvent issus de milieux très différents et il est à craindre que leur formation ne pose quelques problèmes. Il faut en outre tenir compte de la nécessité d'augmenter le nombre des volontaires originaires de pays en voie de développement. La nature des missions qui seront confiées aux volontaires, ainsi que les conseils dont ils bénéficieront dans l'exécution de leur tâche, influenceront considérablement sur l'efficacité de leur action et par conséquent sur l'attitude des gouvernements et des organisations envers le concept du service volontaire. La délégation autrichienne est cependant convaincue que le programme des Volontaires des Nations Unies pourra résoudre ces problèmes et obtenir l'appui dont il a besoin pour jouer le rôle important qui lui revient dans le système des Nations Unies.

27. En ce qui concerne les activités du FISE, le représentant de l'Autriche sait gré à cette organisation des efforts qu'elle déploie en vue d'améliorer le sort de millions d'enfants qui souffrent de la malnutrition, des maladies et du manque d'éducation. Le Gouvernement autrichien partage le point de vue selon lequel le FISE ne pourra venir à bout de ces graves problèmes que s'il bénéficie de l'appui des gouvernements et d'organisations non gouvernementales. C'est pourquoi il a augmenté sa contribution au FISE et a récemment versé, comme d'autres gouvernements, une contribu-

tion à un projet spécial d'assistance multilatérale et bilatérale à long terme.

28. La proposition visant à convoquer une conférence mondiale de l'alimentation ainsi que la formulation et l'application du concept de la sécurité alimentaire mondiale minimale font ressortir la nécessité de trouver d'urgence une solution aux graves problèmes alimentaires qui se posent à la communauté internationale. Il importera de rechercher les moyens de satisfaire à l'avenir aux besoins d'aide alimentaire tant en ce qui concerne les secours d'urgence que le développement dans son ensemble. L'Autriche fera de son mieux pour contribuer à la solution de tous ces problèmes.

29. M. CABRIĆ (Yougoslavie) déclare que sa délégation, qui n'a jamais cessé de souligner la gravité de la situation financière du PNUD et de critiquer les pays développés qui, sous divers prétextes, évitaient de remplir leurs engagements financiers, ne peut que se féliciter aujourd'hui des résultats positifs obtenus lors de la dernière Conférence pour les annonces de contributions. L'augmentation de 18 p. 100 permettra au PNUD de préparer avec plus d'optimisme le deuxième Cycle de la coopération des Nations Unies pour le développement, qui débutera en 1976. Etant donné que tous les pays ne se sont pas encore conformés à la résolution 2973 (XXVII) par laquelle l'Assemblée générale leur demandait d'augmenter leurs contributions de 15 p. 100 ou plus, on pourra sans doute améliorer encore la situation financière du PNUD de façon qu'il puisse renforcer l'efficacité de ses activités futures.

30. En outre, l'accord réalisé à la seizième session du Conseil d'administration du PNUD (voir E/5365/Rev.1, par. 90) en ce qui concerne l'établissement de critères pour le calcul de chiffres indicatifs de planification lors du deuxième Cycle de la Coopération des Nations Unies pour le développement est un autre facteur important qui permettra de renforcer le rôle du PNUD. La délégation yougoslave se félicite que les critères adoptés soient fondés sur les opinions qu'elle a elle-même exprimées ces dernières années dans divers organes, et notamment lors des sessions du Conseil d'administration. Ces résultats positifs permettront au Programme de chercher de nouveaux moyens d'aider le plus efficacement possible les pays en voie de développement à obtenir une plus grande indépendance économique. L'Administrateur du PNUD a bien montré dans sa déclaration liminaire que, si le Programme s'occupait à l'origine essentiellement de questions concrètes, il est désormais devenu une organisation qui, en identifiant les questions cruciales du monde contemporain, s'efforce de découvrir des idées utiles pour son action future. Le PNUD doit faire preuve d'une souplesse suffisante pour pouvoir adopter des méthodes d'assistance nouvelles. Les thèses avancées par l'Administrateur sont extrêmement précieuses non seulement pour le PNUD mais également pour l'ensemble des organismes des Nations Unies qui s'occupent de développement.

31. En ce qui concerne la situation financière du PNUD, la délégation yougoslave tient à souligner une fois de plus la nécessité de répartir les contrats de sous-traitance sur une base géographique plus large. Actuellement, ce sont partout quelques pays

développés qui participent à l'exécution des contrats de sous-traitance, ce qui leur permet de récupérer une part considérable des contributions qu'ils versent; certains de ces pays deviennent même des bénéficiaires nets. Il importe donc que les pays en voie de développement soient davantage associés à l'exécution des contrats de sous-traitance.

32. En ce qui concerne les projets régionaux, interrégionaux et mondiaux, la délégation yougoslave estime que tous les pays en voie de développement, et pas seulement les pays à faibles revenus ou ceux qui sont les moins avancés, peuvent en tirer profit. Ce qui donne une importance particulière à ces projets, c'est qu'ils offrent la possibilité de mettre au service de vastes régions géographiques les découvertes les plus récentes de la science et de la technique qui, dans les limites d'un seul pays, ne pourraient être utilisées rationnellement. Ils permettent d'autre part de renforcer la coopération entre pays en voie de développement.

33. Abordant ensuite la question du Fonds d'équipement des Nations Unies, le représentant de la Yougoslavie insiste sur le fait que ce fonds est essentiellement alimenté par les contributions des pays en voie de développement, parmi lesquels la Yougoslavie. Il a fallu sept ans pour que deux pays développés, la Norvège et les Pays-Bas, décident de se joindre aux pays en voie de développement pour financer les activités du Fonds. Il faut espérer que d'autres gouvernements conscients des besoins des pays en voie de développement suivront leur exemple. L'augmentation des ressources du Fonds permettra à celui-ci de s'acquitter pleinement de la tâche qui lui a été confiée et qui est exposée dans la résolution 2186 (XXI) de l'Assemblée générale et réaffirmée dans le projet de résolution A/C.2/L.1306 présenté par le représentant des Pays-Bas. C'est un fait bien connu que l'Administration du PNUD a attaché assez peu d'importance au Fonds d'équipement et qu'elle n'a accepté de le gérer temporairement qu'à contrecœur. Le moment est maintenant venu pour l'Administrateur de prendre, en sa qualité de Directeur du Fonds, les mesures voulues pour en assurer l'efficacité. Le représentant de la Yougoslavie espère que le projet de résolution A/C.2/L.1306 sera approuvé par l'ensemble des membres de la Commission.

34. Pour ce qui est du FISE et du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, la délégation yougoslave estime que ces deux organisations ont obtenu des résultats très positifs au cours de l'année écoulée. M. Cabrić rappelle que sa délégation était coauteur de la résolution 1821 (LV) du Conseil économique et social concernant la convocation d'une conférence extraordinaire pour les annonces de contributions au FISE, pour laquelle l'objectif de 100 millions de dollars a été fixé.

35. Comme le représentant des Pays-Bas, le représentant de la Yougoslavie souligne l'importance de l'examen approfondi des activités opérationnelles qui doit être entrepris l'année prochaine. Il donnera l'occasion exceptionnelle d'identifier plus nettement, sur la base de l'expérience acquise au cours des dernières années, les diverses activités opérationnelles du système des Nations Unies, sans écarter pour autant la possibilité d'effectuer les réformes de structures indispensables.

36. M. KRYGER (Danemark) dit que sa délégation a toujours souligné le rôle important que doit jouer, à son avis, le système des Nations Unies dans l'acheminement de l'assistance technique et de préinvestissement aux pays en voie de développement. Elle a réaffirmé cette position lors de la dernière Conférence pour les annonces de contributions.

37. Le représentant du Danemark se félicite que la réorganisation du Programme, entreprise après l'adoption du Consensus de 1970³, ait été pratiquement achevée en 1972, grâce à l'initiative et au dynamisme personnel de l'Administrateur. Il importe maintenant que cette réorganisation se traduise par une stabilisation des dépenses d'administration, en particulier au siège. La délégation danoise se félicite par conséquent que l'Administrateur ait exprimé l'intention de les réduire autant que possible et de faire face aux dépenses entraînées par l'inflation et les fluctuations des taux de change dans les limites de son budget. Elle espère en outre que les mesures qui seront prises pour réduire ces dépenses ne ralentiront en aucun cas l'exécution des projets.

38. De l'avis de la délégation danoise, l'Administration du PNUD pourrait peut-être, comme elle en a le droit, contrôler plus souvent l'exécution de ces projets et peut-être, comme le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, utiliser davantage les ressources locales et régionales. Le représentant du Danemark constate avec satisfaction que la qualité des programmes destinés aux divers pays s'est améliorée, mais il note que la coordination entre le PNUD et les programmes d'assistance au développement dépendant d'autres organes des Nations Unies laisse encore à désirer. Il faut espérer que les efforts faits notamment par les représentants résidents permettront d'améliorer cet état de choses. En effet, la coordination de l'assistance du PNUD avec celle d'autres sources, tant bilatérales que multilatérales, permettrait non seulement d'éviter les chevauchements mais également de renforcer et de compléter mutuellement l'aide fournie. Une coordination complète est difficile à réaliser et il est évident que, au niveau des pays, elle devra être la responsabilité des gouvernements. De l'avis de la délégation danoise, cela ne devrait pourtant pas empêcher les représentants résidents du PNUD d'aider, dans la mesure de leur capacité, les gouvernements des pays intéressés à coordonner l'aide qu'ils reçoivent.

39. Au cours des deux dernières années, l'une des questions les plus importantes dont ait été saisi le Conseil d'Administration du PNUD a été celle de l'établissement des critères à utiliser pour calculer les chiffres indicatifs de planification. Il semble désormais que l'on touche au but et que l'on pourra bientôt entreprendre de planifier les activités de développement du PNUD pour la période 1977-1981. Les décisions prises à ce sujet à la seizième session rejoignent plusieurs des points de vue exprimés antérieurement par le Gouvernement danois. En particulier, il importe que les 25 pays en voie de développement les moins avancés reçoivent au moins 25 p. 100 des ressources disponibles pour les programmes par pays et que la situation de tous les autres pays se trouvant au bas de l'échelle en matière de produit national brut par habitant soit dans l'ensemble améliorée. Il s'agit là de conditions essen-

³ *Ibid.*, quarante-neuvième session, Supplément No 6A, par. 94.

tielles. La délégation danoise sait que la décision prise est le résultat d'un compromis fragile et elle n'a pas l'intention d'ouvrir à nouveau un débat sur la question. Il appartiendra au Conseil d'administration d'en poursuivre l'examen à sa dix-septième session.

40. M. Kryger se félicite des résultats obtenus lors de la dernière Conférence pour les annonces de contributions et espère qu'à l'avenir celles-ci augmenteront d'au moins 9,6 p. 100 par an. Il espère également qu'au cours des prochaines années le PNUD recevra un appui financier plus important des pays qui, traditionnellement, sont des donateurs nets ainsi que de ceux qui, bien que placés dans la catégorie des pays en voie de développement, ont un produit national brut par habitant relativement élevé.

41. M. Kryger attend avec intérêt les résultats du calcul des chiffres indicatifs de planification auxquels procède l'Administrateur pour la dix-septième session du Conseil d'administration du PNUD et espère que ces résultats permettront au Conseil de prendre une décision qui satisfasse toutes les parties.

42. La délégation danoise note avec satisfaction les activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général et notamment l'accent qui est mis dans ses programmes sur les besoins des pays en voie de développement les moins avancés. Elle se félicite également des résultats obtenus par le programme des Volontaires des Nations Unies au cours des dernières années et espère que celui-ci continuera à faire œuvre positive. La délégation danoise appuie également le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et note avec satisfaction qu'il a étendu son champ d'activité. Convaincue que les activités du Fonds doivent être coordonnées avec celles du PNUD, la délégation danoise se félicite de la résolution 3019 (XXVII) dans laquelle l'Assemblée générale a décidé de placer le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population sous l'autorité du Conseil d'administration du PNUD. Le débat que celui-ci a consacré au Fonds à sa seizième session (voir E/5365/Rev.1, chap. VI) a été en général satisfaisant et laisse bien augurer de la façon dont il s'acquittera des nouvelles responsabilités qui lui ont été confiées dans cet important domaine.

43. La délégation danoise rend hommage au FISE pour la tâche qu'il a accomplie jusqu'à présent et appuie les activités qu'il envisage d'exécuter à l'avenir, notamment dans la péninsule indochinoise; elle souligne en outre l'importance des efforts que fait cette organisation pour améliorer le sort des enfants défavorisés dans les différentes parties du monde. Il serait peut-être souhaitable que le FISE fasse porter ses efforts en priorité sur les pays en voie de développement les moins avancés.

44. Enfin, la délégation danoise prend note avec satisfaction des travaux effectués par le Programme alimentaire mondial, notamment dans le domaine des secours d'urgence. La coopération dont cet organisme fait preuve avec les autres organes de l'Organisation des Nations Unies, notamment avec le PNUD, est exemplaire.

45. M. ELIASHIV (Israël) note avec intérêt la réorganisation dont le PNUD a été l'objet sous la direction de l'Administrateur et se félicite de la déclaration de celui-ci selon laquelle le Programme a accordé une

priorité élevée à l'amélioration de ses capacités opérationnelles et s'efforce notamment de recruter des jeunes aussi qualifiés dans les pays en voie de développement. Ces réformes ainsi que d'autres devraient permettre au PNUD de répondre plus efficacement aux besoins des pays en voie de développement. Toutefois, les ressources dont il dispose actuellement sont de toute évidence insuffisantes. La délégation israélienne estime donc que le Programme doit bénéficier d'un appui plus important des gouvernements. Elle note avec satisfaction que le Conseil d'administration a reconnu la nécessité de s'occuper des aspects sociaux du développement et constate que le Programme se préoccupe de plus en plus des effets du chômage et du paupérisme. Les projets pouvant donner lieu à des investissements consécutifs et ceux qui ont un effet multiplicateur doivent recevoir une priorité absolue. Il faut également tenir compte du personnel de contrepartie disponible, et étudier la possibilité d'entreprendre des activités consécutives aux projets et d'adapter ces derniers à un cadre sectoriel plus large dans le plan national de développement économique. Ce qui renforce considérablement l'efficacité du PNUD, c'est qu'il sert de catalyseur pour mobiliser les ressources publiques des pays. Il est encourageant de constater que les activités de préinvestissement bénéficiant de l'aide du PNUD ont donné lieu à des investissements consécutifs de plus de 3 milliards de dollars, soit deux fois plus que l'année précédente.

46. La délégation israélienne pense qu'il devrait exister une plus grande complémentarité entre les projets d'assistance bilatéraux et multilatéraux. Les programmes de coopération technique bilatéraux et multilatéraux devraient davantage faire appel à l'expérience et aux capacités des pays en voie de développement les plus avancés et leur permettre de mettre leur compétence au service des autres pays en voie de développement. La délégation israélienne appuie entièrement les efforts entrepris par le Groupe de travail de la coopération technique entre les pays en voie de développement pour déterminer les modalités selon lesquelles de tels arrangements pourraient être conclus entre pays en voie de développement et déclare que le gouvernement israélien est prêt à le faire bénéficier de son expérience en la matière.

47. Il faut espérer que la tendance à l'innovation et à l'expérimentation se poursuivra. On ne saurait trop souligner en effet les avantages qu'offrent les efforts déployés au niveau mondial ou régional, comme le montrent par exemple les recherches sur la mise au point d'une variété de maïs riche en protéines au Mexique. Il convient donc de se féliciter de l'augmentation du nombre de projets mondiaux et interrégionaux du PNUD; toutefois, il faudrait consacrer davantage d'attention à l'identification, la formulation et l'exécution de ces projets et ils devraient porter davantage sur l'application de la science et de la technique au développement.

48. Le PNUD devrait être l'un des principaux instruments servant au transfert de techniques appropriées aux pays en voie de développement, de façon à améliorer sensiblement les conditions de vie de la population. Des projets bien choisis sont très utiles à cet égard et il est bon de constater que le Conseil d'administration a approuvé des modifications de politique qui permettront davantage d'innovations. La

délégation israélienne juge que des efforts particuliers devraient porter sur les sujets suivants : dessalement de l'eau, énergie solaire, malnutrition, mise en valeur de zones arides, agriculture, élevage du poisson et utilisation de matériaux locaux pour la construction.

49. Les pays en voie de développement ne devraient pas sous-estimer leur propre capacité de développement et ils ne devraient pas dépendre uniquement des pays hautement industrialisés. Il convient de mettre davantage l'accent sur l'assistance mutuelle entre pays en voie de développement. Pour sa part, Israël, qui est un pays en voie de développement, partage avec d'autres pays les avantages qu'il tire des conseils et de l'assistance qui lui sont offerts sur le plan international, ce qui illustre l'effet multiplicateur de l'assistance au développement. Ainsi, depuis le début de son programme international de coopération technique, Israël a envoyé dans des pays en voie de développement plus de 4 000 experts et il a formé plus de 15 000 étudiants et stagiaires, en plus de ceux qui ont assisté à des cours organisés par Israël dans divers pays en voie de développement. Certains projets sont des entreprises trilatérales, Israël étant le conseiller technique, le gouvernement hôte prenant à sa charge une partie des dépenses et une organisation internationale offrant les capitaux nécessaires. Chacun de ces projets accorde une importance majeure à la mise en valeur des ressources humaines et cherche à former du personnel local qui soit capable de poursuivre le projet.

50. Selon M. Eliashiv, les rapports entre donateurs et bénéficiaires, soulignant les obligations et les privilèges de chacun, sont depuis longtemps établis; l'objectif devrait être maintenant de former les masses de population et de les préparer à absorber les modifications qu'entraîne le développement moderne, tout en conservant les caractéristiques locales, régionales et nationales. Il convient donc d'introduire des modifications limitées dans des domaines bien définis, modifications qui devraient être progressives et conformes à la capacité locale de changement. En même temps, pour maintenir le sentiment d'identité, il convient de faire participer activement les dirigeants traditionnels et les institutions existantes au processus de modernisation.

51. Les gouvernements, en particulier les gouvernements des pays industrialisés, doivent continuer à offrir le soutien voulu à l'assistance multilatérale et, pour leur part, les pays en voie de développement doivent continuer à réévaluer la façon dont ils utilisent les fonds multilatéraux.

52. La délégation israélienne appuie les mesures spéciales décidées en faveur des pays en voie de développement les moins avancés. Pour qu'on puisse consacrer davantage de ressources à ces pays, Israël a informé l'Administrateur qu'après 1976 il ne demandera plus l'assistance du PNUD. Pourtant, Israël se considère encore comme un pays en voie de développement dont les tâches de développement sont énormes et il intensifiera par conséquent ses relations avec le PNUD et les institutions spécialisées. En même temps, il poursuivra ses efforts pour promouvoir la coopération internationale dans le domaine du développement sur une base bilatérale aussi bien que multilatérale.

53. M. FERNANDEZ VILLAYERDE (Espagne) dit que le rapport du Conseil d'administration du PNUD porte notamment sur les mesures spéciales à prendre en

faveur des pays en voie de développement les moins avancés. C'est une question qui progresse laborieusement; en effet, si à l'imprécision concernant le fond de la question s'ajoute l'insuffisance des ressources disponibles ou prévisibles, il n'est pas étonnant que l'idée de renforcer l'aide offerte à ces pays n'ait pas encore été traduite dans la réalité. Pourtant, la CNUCED, le Conseil économique et social, le PNUD et l'Assemblée générale ont affirmé qu'il existe dans le monde une catégorie de pays en voie de développement dont la situation économique est inacceptable et qui sont incapables de se développer par eux-mêmes, par le jeu normal des relations économiques. Ils ont donc besoin de conditions spéciales de la part de la communauté internationale dans les domaines financier, technique, commercial, etc. Les organisations internationales ont commencé à se pencher sur la question, et la délégation espagnole se félicite de la décision qu'a prise le PNUD, à la seizième session du Conseil d'administration, d'allouer 35 millions de dollars à ces pays pendant le cycle actuel de programmation et de porter une attention particulière à leur situation lors de la révision des chiffres indicatifs de planification pour le nouveau cycle de programmation. Il s'agit là d'un premier pas en faveur de ces pays.

54. Il convient d'autre part de se féliciter que le Comité de la planification du développement ait considéré, en révisant la liste des pays les moins avancés, que l'inclusion d'un pays dans cette liste n'a rien de définitif mais qu'il s'agit en fait d'un processus dynamique. Depuis l'élaboration de cette liste⁴, il y a eu en effet de nombreuses divergences de vues quant à son exactitude, et, en exemple de la tendance naturelle à "débloquer" cette catégorie immuable, on peut citer la situation des pays "marginaux", c'est-à-dire des pays qui ne diffèrent pas beaucoup des pays actuellement identifiés comme constituant le "noyau" des pays les moins avancés. L'existence même de cette catégorie permet de dégager deux conclusions générales; tout d'abord, étant donné que la situation des pays en voie de développement est très variable, il convient d'établir une étude multiple du développement qui définisse les caractéristiques de chacun et les mesures nécessaires pour remédier aux problèmes. Le fait de figer le monde en deux catégories de base, pays développés et pays en voie de développement, avec une sous-catégorie constituée par le noyau des pays les moins avancés, revient à ne pas regarder la réalité en face. En deuxième lieu, la notion de "noyau" ne peut pas justifier l'adoption d'une politique uniforme à l'égard du développement qui laisserait dans le vague la possibilité d'une assistance supplémentaire pour les pays les moins avancés. Ceux-ci doivent recevoir non seulement une aide complémentaire mais, bien plus, une aide préférentielle de la part des organisations internationales, et qui vise précisément ces pays.

55. En ce qui concerne les dispositions institutionnelles du PNUD sur les mesures à prendre en faveur des pays les moins avancés et la création éventuelle d'un fonds spécial, la délégation espagnole juge qu'il convient non pas tant de décider s'il convient ou non d'établir un fonds que de décider comment il convient de réorienter la politique d'assistance à l'égard des pays les moins avancés. Tout arrangement institutionnel qui sera finalement retenu devra tenir compte des deux principes suivants : il devra être capable de susciter une

⁴ Ibid., cinquante et unième session, Supplément No 7, par. 66.

augmentation du courant d'assistance vers la catégorie de pays qui doit en bénéficier. Pour d'autres, l'expérience passée autorise un certain optimisme, mais la délégation espagnole se permet d'en douter. D'autre part, la création d'un nouveau fonds ne devrait jamais être prétexte à éviter de réorienter la politique des organismes existants en faveur des pays les moins avancés.

56. De l'avis de la délégation espagnole, la création d'un nouveau fonds ne paraît guère souhaitable et il lui semble plus judicieux d'accélérer la transformation du PNUD en faveur des pays les moins avancés. En même temps, il faudrait réorienter l'assistance bilatérale et multilatérale.

57. A première vue, la délégation espagnole s'intéresse au projet de résolution A/C.2/L.1306 et elle l'étudiera en fonction des considérations qu'elle vient de formuler.

58. M. HALÁSZ (Hongrie) dit que son pays, qui est à la fois donateur et bénéficiaire, juge particulièrement importants deux principes essentiels du PNUD : universalité et caractère bénévole. Il est convaincu que le PNUD doit être la principale source de financement des projets exécutés par les Nations Unies.

59. La programmation par pays devrait permettre de rendre le Programme plus rationnel et équitable; la délégation hongroise se félicite de la part accrue que le Programme réserve aux secteurs de production, y compris à l'industrie. Il est encourageant d'autre part de constater que les relations entre l'Administration et le Conseil d'administration sont devenues plus actives.

60. La délégation hongroise espère qu'à sa dix-septième session le Conseil d'administration mettra au point les critères à suivre pour le calcul des chiffres indicatifs de planification. Elle se félicite de la décision d'octroyer au moins 25 p. 100 des ressources disponibles aux pays les moins avancés. Toutefois, les critères ne peuvent être définitifs et il conviendra de les modifier à mesure de l'évolution de la situation.

61. La question principale continue à être la question des ressources; c'est pourquoi la République populaire de Hongrie a augmenté d'un tiers sa contribution volontaire au PNUD de 1971 à 1973 et elle a annoncé une augmentation de 50 p. 100 de sa contribution en 1974. Il convient que d'autres pays suivent cet exemple, d'autant plus qu'il faut remédier aux effets de la crise monétaire des pays capitalistes et des tendances inflationnistes. La responsabilité des difficultés financières du PNUD incombant aux pays donateurs, c'est à eux qu'il appartient de tirer les conclusions qui s'imposent. En fait, la classification plus ou moins arbitraire des pays bénéficiaires, et les obligations et le calendrier qui leur sont imposés peuvent difficilement améliorer les choses. En même temps, ces facteurs donnent une interprétation quelque peu bizarre au principe du caractère volontaire des contributions et peuvent provoquer une division politiquement indésirable entre pays bénéficiaires.

62. Il convient d'autre part de veiller à assurer une utilisation plus efficace des ressources. A cet égard, la délégation hongroise souligne que, trop souvent, les organisations chargées de l'exécution n'appliquent pas comme elles le devraient la résolution 2975 (XXVII) de l'Assemblée générale. La coopération entre le PNUD et ses agents d'exécution a besoin d'être nettement

améliorée. En effet, ceux-ci ne prêtent pas suffisamment attention à ce qui est dit au Conseil d'administration et ne fournissent pas toujours à ce dernier les renseignements nécessaires concernant leurs activités.

63. L'Assemblée générale a exprimé sa conviction, dans la résolution 2974 (XXVII), qu'il convenait d'utiliser au maximum la capacité et l'expérience "de tous les Etats Membres". Or le Conseil d'administration a entendu un grand nombre de critiques justifiées en ce qui concerne les questions de la répartition des contrats de sous-traitance et du recrutement de spécialistes. En effet, il arrive souvent que les besoins d'un pays en voie de développement puissent être mieux satisfaits à l'aide des produits et des techniques d'un autre pays en voie de développement qu'à l'aide de ceux d'un pays hautement industrialisé. Ce sont pourtant les pays industrialisés qui reçoivent le plus grand nombre de contrats. De même, les spécialistes de pays en voie de développement et de pays socialistes sont souvent mieux en mesure d'offrir une assistance aux pays moins avancés, et on voit donc mal pourquoi le PNUD n'a pas davantage recours à eux.

64. La délégation hongroise souligne une fois de plus ses réserves à l'égard du programme adopté par le PNUD pour Israël. Les pays qui, comme Israël, continuent à violer la Charte des Nations Unies ainsi que les résolutions de l'Organisation ne devraient pas pouvoir prétendre à une assistance du PNUD. D'autre part, Israël n'est pas un pays en voie de développement; de plus, en raison de sa politique d'agression, il a été condamné à maintes reprises par l'Organisation des Nations Unies et il envoie des armes en Afrique du Sud, au Portugal et à la Rhodésie du Sud. Il exploite les ressources naturelles de territoires occupés et oblige les pays arabes voisins à consacrer une partie importante de leurs ressources à la défense, ce qui retarde leur développement économique.

65. M. CHATENAY (Banque internationale pour la reconstruction et le développement) dit que le Groupe de la Banque mondiale salue les initiatives et les déclarations du Gouvernement néerlandais au sujet de l'assistance internationale à offrir aux pays les plus pauvres. Le projet de résolution A/C.2/L.1306 permettrait d'adopter une nouvelle forme d'assistance destinée en priorité aux pays les moins avancés. L'expérience acquise par le Groupe de la Banque mondiale, en particulier par l'AID, démontre que les problèmes de développement de ces pays sont particulièrement ardu, qu'ils ont des caractéristiques particulières et qu'ils appellent des efforts particuliers de la part des sources d'assistance. Le Groupe de la Banque mondiale a effectué des recherches et a dégagé des solutions réalistes qui devraient permettre de servir les intérêts de ces pays; il serait heureux de mettre son expérience à la disposition de ceux qui étudieront l'application des activités nouvelles du Fonds d'équipement des Nations Unies, de façon soit que les activités de ce fonds viennent en renfort de ce qui se fait déjà, soit qu'elles répondent à des besoins que l'assistance multilatérale ne couvre pas. M. Chatenay ne doute pas que la collaboration entre le PNUD et la BIRD sera fructueuse dans ce domaine comme elle l'est dans les autres.

La séance est levée à 12 h 55.

1556^e séance

Mardi 13 novembre 1973, à 15 h 20.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1556

En l'absence du Président, M. González Arias (Paraguay) prend la présidence.

POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités opérationnelles pour le développement (suite)
[A/9003, chap. VI] :

- a) Programme des Nations Unies pour le développement (E/5256, E/5365/Rev.1, A/C.2/L.1307);
- b) Fonds d'équipement des Nations Unies (A/C.2/L.1306);
- c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;
- d) Programme des Volontaires des Nations Unies (E/5342);
- e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
- f) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
- g) Programme alimentaire mondial (A/9003/Add.1, quatrième partie; A/9031, A/C.2/L.1298)

1. M. CZARKÓWSKI (Pologne) rappelle que sa délégation est favorable à une discussion globale de toutes les activités opérationnelles pour le développement. En procédant de la sorte, on favorise un échange de données d'expérience entre ces activités connexes, ce qui permet d'éliminer nombre d'inconvénients dus à leur dispersion en de multiples fonds et programmes. La tendance à créer sans cesse des fonds et des programmes nouveaux doit être enrayée, car elle contribue bien plus à augmenter les frais généraux et les dépenses d'administration qu'à satisfaire aux besoins réels des pays en voie de développement. Les activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général doivent être rattachées à celles du PNUD, les services de financement accrus pour l'assistance technique ne devant pas être couverts par le budget de l'ONU mais par des programmes et des contributions volontaires. La délégation polonaise estime que tous les programmes et projets touchant aux activités opérationnelles pour le développement doivent être conformes aux principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies, et elle est opposée par conséquent à l'octroi d'une assistance technique aux pays qui occupent les territoires d'autres nations ou aux régimes qui servent les intérêts du colonialisme.

2. La délégation polonaise attache une importance particulière aux activités du PNUD, qui utilise à bon escient les ressources considérables dont il dispose pour aider les pays en voie de développement. Le PNUD est l'un des programmes les plus réussis qui aient été entrepris sous les auspices de l'ONU, puisqu'il a pu aider les pays en voie de développement à accroître leur capacité de production. Le principe des contributions de contrepartie a permis d'établir dans la pratique un rapport dynamique entre l'effort autocentré et l'assistance extérieure. On peut cependant améliorer

encore les opérations du PNUD, quantitativement et qualitativement, et l'on s'évertue d'ailleurs à le faire, ainsi qu'en témoignent les travaux concernant l'élaboration de nouveaux critères pour les chiffres indicatifs de planification et ceux qui ont trait au projet de statut unique.

3. La délégation polonaise attache une grande importance au fait que le Programme est universel et que ses activités s'étendent à tous les domaines. Mais il ne suffit pas que tous les pays puissent contribuer au Programme et en bénéficier; le recrutement du personnel et la passation de contrats de sous-traitance doivent également se faire en tenant compte du principe d'une représentation géographique équitable. Si des pays de toutes les régions du monde participent aux activités, on disposera en permanence d'une base réaliste qui permettra d'escompter le succès de l'expansion future du Programme.

4. Le système de la programmation par pays a fait ses preuves. Il s'agit de maintenir et de renforcer le principe selon lequel chaque pays bénéficiaire est libre de décider de la nature et du contenu de l'assistance technique qu'il sollicite. Le calendrier d'exécution des projets doit également être respecté car tout retard dans la fourniture de l'assistance du PNUD se traduit par un retard dans l'exécution de l'ensemble du programme de développement du pays.

5. En ce qui concerne les critères de calcul des chiffres indicatifs de planification, le représentant de la Pologne signale que l'élaboration des principes énoncés dans la décision prise par le Conseil d'administration du PNUD à sa seizième session (voir E/5365/Rev.1, par. 90) a été particulièrement ardue. Il a été fort difficile de concilier les intérêts divergents des Etats Membres, et l'on n'a pu parvenir à un accord que parce que presque tous les pays, dont la Pologne, qui ont pris part aux travaux du Groupe chargé de réexaminer les critères à appliquer dans le calcul des chiffres indicatifs de planification se sont montrés disposés à faire des concessions. Il semble maintenant raisonnable d'espérer que cette question sera définitivement réglée en janvier 1974. Dans un souci de compromis, le Gouvernement polonais accepte les formules retenues à la seizième session du Conseil d'administration, y compris le principe du passage progressif au statut de contribuant net. L'une des principales fonctions du PNUD consiste à combler le fossé qui sépare les pays en voie de développement des pays développés. Comme tous les pays ne pourront pas parvenir simultanément au statut de "contributeur net", la délégation polonaise estime qu'il ne faut pas fixer de délai pour cette période de transition. Elle est d'avis, comme l'Administrateur du PNUD, qu'il faut rechercher des ressources nouvelles, et se félicite des résultats positifs obtenus à la Conférence de 1973 pour les annonces de contributions au PNUD¹. Le Gouvernement polonais figure parmi ceux qui ont

¹ Voir A/CONF.59/SR.1 et 2.

annoncé à cette conférence une augmentation de leur contribution pour 1974. D'autres méthodes possibles pour augmenter les ressources du PNUD seraient de réduire ses frais généraux ou de lui attribuer le "dividende du désarmement" mentionné par l'Administrateur. A ce propos, M. Czarkowski rappelle à la Commission la proposition de l'Union soviétique visant à réduire de 10 p. 100 les budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et à utiliser une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement (point 102 de l'ordre du jour).

6. Le représentant de la Pologne réitère l'appui de sa délégation à un examen commun des activités du FISE et des autres programmes opérationnels pour le développement, dans l'esprit de l'approche socio-économique intégrée que préconise son pays en matière de développement. Le Gouvernement polonais, membre depuis nombre d'années du Conseil d'administration, estime que le FISE accomplit une mission d'une grande noblesse. D'importants progrès ont été réalisés dans la formulation des programmes au cours des dernières années, et l'assistance du FISE s'oriente désormais davantage vers une action à long terme et vers des projets menant à des programmes autonomes. Comme d'autres pays socialistes, la Pologne a dû faire face à de nombreuses difficultés après la guerre et son développement s'est heurté à des obstacles, hérités du régime précédent, dont certains rappellent les problèmes que connaissent aujourd'hui les pays en voie de développement. La Pologne a réussi assez rapidement à atteindre un niveau satisfaisant de réforme sociale dans les domaines dont s'occupe le FISE, et elle est prête à faire part de son expérience aux pays en voie de développement et à fournir au FISE les services d'experts et de consultants, ce qui contribuera à améliorer la situation assez peu équilibrée qui existe dans ce domaine, à la fois au siège du FISE et sur le terrain. Enfin, la délégation polonaise est pleinement favorable à la forme de secours d'urgence que le FISE a entrepris d'accorder depuis peu.

7. Tous les programmes opérationnels discutés présentent des caractères propres mais également un certain nombre de points communs. M. Czarkowski souligne en particulier la nécessité de tenir compte des problèmes urgents des pays les moins avancés dans la formulation des programmes globaux concernant presque toutes les activités opérationnelles entreprises dans le cadre du système des Nations Unies. Les mesures adoptées jusqu'à présent ne tiennent pas suffisamment compte des besoins spéciaux et de la situation particulière de ces pays. En conséquence, la délégation polonaise souscrit pleinement aux décisions prises récemment par le Conseil d'administration du PNUD et qui prévoient l'adoption d'un ensemble de mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés.

M. Gabré-Sellassié (Ethiopie) prend la présidence.

8. Le **PRESIDENT** fait savoir que la Somalie s'est portée coauteur du projet de résolution A/C.2/L.1306.

9. M. **WIHTOL** (Finlande) déclare que sa délégation partage l'optimisme de l'Administrateur du PNUD au sujet de la base financière des activités futures du PNUD. La récente Conférence pour les annonces de contributions a effectivement donné des résultats spectaculaires. Il convient de féliciter à la fois les gouvernements qui ont annoncé des augmentations

substantielles de leur contribution et l'Administrateur qui a su, avec ses collaborateurs, ménager un terrain favorable à l'obtention de ces résultats encourageants. La délégation finlandaise note aussi avec satisfaction les progrès accomplis dans la préparation des programmes par pays soumis à l'approbation du Conseil d'administration. Les principes de programmation énoncés dans le Consensus de 1970² sont en général acceptés et appliqués avec succès. L'administration du PNUD s'est également montrée efficace et capable dans la gestion des activités d'exécution des programmes.

10. Dans certains domaines cependant, le Consensus de 1970 n'a pas été appliqué de façon entièrement satisfaisante. La résolution 2975 (XXVII) de l'Assemblée générale, dont la délégation finlandaise était l'un des auteurs, invite les organisations participantes et chargées de l'exécution à renforcer leur capacité d'exécution. Bien qu'il ne faille pas accorder trop d'importance aux données quantitatives lorsque l'on juge des réalisations d'une organisation, la délégation finlandaise ne peut que regretter de constater que, sur les ressources attribuées en 1972 aux principales organisations chargées de l'exécution, de 65 p. 100 à moins de 50 p. 100 du total ont été effectivement dépensés en 1973. L'une des raisons de la lenteur de l'exécution serait qu'on ne dispose pas d'assez d'experts qualifiés. A cet égard, le Gouvernement finlandais s'inquiète de plus en plus des procédures d'achat et de sous-traitance, et il considère que l'état actuel des choses est très peu satisfaisant. On effectue beaucoup trop d'achats dans un petit nombre de pays. Il faudrait s'efforcer bien davantage de mettre en place un système d'achats à l'échelle mondiale sur la base d'offres concurrentielles, et ce pour chaque organisation chargée de l'exécution. Au cours des quatre ou cinq dernières années, la Finlande n'a pratiquement pas figuré dans les statistiques des contrats et des achats concernant les projets bénéficiant de l'assistance du PNUD. Le Gouvernement finlandais a l'intention de soulever ce problème devant les organes directeurs des organisations qui participent à l'exécution des projets en question. Il faudrait également étudier les possibilités de mettre au point des méthodes uniformes de sous-traitance et d'achat qui seraient appliquées par toutes les organisations. Le Gouvernement finlandais a la ferme intention de consacrer davantage de crédits à la coopération internationale pour le développement en général. Toutefois, comme la Finlande est un pays importateur net de capitaux étrangers, elle a la préoccupation de pouvoir raisonnablement rembourser sous forme de commandes et de contrats passés avec elle, et, en conséquence, elle doit choisir la voie appropriée pour ses affectations de crédits accrues. Si la situation ne s'améliore pas nettement, la pression intérieure en faveur d'autres voies pourrait avoir une influence décisive.

11. Etant donné qu'un grand nombre de programmes par pays en est maintenant au stade de l'exécution, il conviendrait de mettre au point une forme d'examen et d'évaluation des progrès accomplis en matière d'exécution. Il ne faudrait permettre ni au Conseil d'administration du PNUD, ni au Conseil économique et social, ni à l'Assemblée générale de perdre de vue

² Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Supplément No 6A*, par. 94.

l'expérience essentielle acquise lors de l'exécution des divers programmes par pays.

12. Pour ce qui est du Fonds d'équipement des Nations Unies et du projet de résolution A/C.2/L.1306, on connaît la position du Gouvernement finlandais sur la création de nouveaux fonds d'affectation spéciale. Créer un nouveau fonds ou redonner vie à un ancien fonds, c'est en pratique à peu près la même chose : dans les deux cas le résultat final est identique puisque le nouveau fonds fait appel à des ressources allouées dans le cadre des budgets d'aide multilatérale. On a dit que le Fonds d'équipement devrait bénéficier de ressources supplémentaires, de manière à ne pas compromettre les engagements déjà souscrits au titre d'autres programmes. S'il commence à verser des contributions au Fonds, le Gouvernement finlandais ne sera pas en mesure de garantir qu'il s'agira de ressources supplémentaires.

13. Le Gouvernement finlandais continue à appuyer pleinement le FISE, l'un des organes des Nations Unies le plus efficacement dirigé, et il a l'intention de porter en 1974 sa contribution régulière à environ 600 000 dollars. Il se félicite de la décision unanime qu'a prise le Conseil d'administration d'autoriser le lancement d'un projet dans la péninsule indochinoise, et est favorablement disposé à envisager le versement de contributions spéciales à ce projet.

14. Le PAM a une responsabilité vitale à une époque où le monde est menacé d'une pénurie aiguë de produits alimentaires. Il est bien placé pour assurer une aide alimentaire à court et à moyen terme et interviendra certainement dans l'exécution de tout plan mondial de sécurité alimentaire minimale.

15. Il faut espérer qu'en 1974 le monde entier prendra conscience des problèmes de population. Le Gouvernement finlandais continuera à soutenir le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, dont le rôle est très important, particulièrement en ce qui concerne la préparation de la prochaine Conférence mondiale de la population.

16. M. REYES (Philippines) note que l'examen par la Commission des diverses activités opérationnelles de l'ONU en matière de développement permet de mieux apprécier la portée et la diversité de la grande œuvre de coopération dont chaque opération est une partie intégrante et dynamique; il permet aussi de se faire une idée plus claire de la forme et du fond de l'approche unifiée au développement en tant que processus unique. La délégation philippine apprécie également les exposés liminaires de l'Administrateur du PNUD, du Directeur général du FISE et du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.

17. L'accroissement sans précédent de 18 p. 100 des contributions au PNUD annoncé lors de la dernière Conférence pour les annonces de contributions est encourageant et arrive au bon moment. L'objectif fixé pour les ressources du PNUD représente une augmentation de 500 millions de dollars d'ici à 1975. La délégation philippine espère donc qu'un taux de croissance annuel d'au moins 15 p. 100 sera régulièrement obtenu pour que le PNUD puisse satisfaire à la demande croissante d'aide au développement des pays pauvres, sans diminuer les niveaux actuels des chiffres indicatifs de planification d'aucun pays en voie de développement bénéficiaire.

18. L'accord s'est fait maintenant au Conseil d'administration du PNUD sur les critères à appliquer dans le calcul des chiffres indicatifs de planification et sur l'affectation de coefficients à ces chiffres. On a aussi généralement admis que les pays en voie de développement plus avancés devaient devenir des "contributeurs nets". Néanmoins, la question d'un "point limite" à l'aide du PNUD, qui ferait qu'un pays dont le revenu dépasse un certain niveau ne pourrait plus y prétendre, mérite d'être examinée de façon plus approfondie. La délégation philippine serait disposée à accepter un système progressif de pondération dans le cadre duquel on affecterait au chiffre indicatif de tous les pays dont le niveau du produit national brut par habitant dépasse un certain seuil un coefficient relativement bas. A cet égard, la délégation philippine se félicite de la décision qu'a prise le Conseil d'administration à sa seizième session d'utiliser pour les critères de base à appliquer dans le calcul des chiffres indicatifs de planification les dernières données pertinentes en matière de population et de produit national brut par habitant.

19. Deux pays en voie de développement seulement sont des contributeurs nets, et la délégation philippine espère qu'un plus grand nombre d'entre eux prendront des mesures positives pour le devenir eux aussi. Il sera impossible de satisfaire tous les pays, quelle que soit la série de critères sur laquelle l'accord se sera finalement fait. On ne peut qu'espérer que toute diminution absolue des chiffres indicatifs de planification pourra être réduite au minimum ou même évitée grâce à une augmentation sensible des ressources du PNUD. Il semble que tous soient d'accord pour que les nouveaux critères soient mis définitivement au point lors de la dix-septième session du Conseil d'administration, ce qui permettra au Conseil de s'occuper davantage d'autres questions importantes.

20. En ce qui concerne la programmation par pays, M. Reyes suggère que le PNUD entreprenne, avant le début du deuxième Cycle de la coopération des Nations Unies pour le développement, en 1976, une évaluation globale de l'expérience acquise au cours des activités de programmation par pays. Une évaluation de ce genre devrait inclure un examen de la participation des institutions spécialisées, de la rapidité et de l'efficacité de l'exécution des programmes, et des relations entre la programmation par pays et les priorités nationales en matière de développement. L'apport du PNUD à l'effort de développement d'un pays ne représente qu'un faible pourcentage des ressources totales requises pour accélérer le développement national, mais il peut avoir un effet catalyseur capable d'entraîner des changements et des progrès constructifs dans les sociétés en voie de développement.

21. La réorientation actuelle de la société philippine vers un développement national intégré et équilibré a incité le Gouvernement philippin à annoncer son intention d'inviter le Conseil d'administration du PNUD à tenir sa session de juin 1974 à Manille. Ce serait la première fois qu'un grand organe opérationnel des Nations Unies pour le développement se réunirait en Asie du Sud-Est. Une réunion de ce genre serait intéressante et utile pour le PNUD et instructive et stimulante pour le peuple philippin.

22. Le FISE est la seule organisation du système des Nations Unies qui se consacre exclusivement au bien-

être des enfants, la plus vulnérable et la plus importante de toutes les ressources humaines. M. Reyes rappelle que le Conseil d'administration, lors de sa dernière session, a réaffirmé que le FISE devait lier l'assistance matériel consentie pour certains projets aux stratégies de développement à long terme en faveur de l'enfance et de l'adolescence qui sont formulées dans le cadre de la planification nationale. Le FISE s'efforce donc d'améliorer la qualité de sa participation à la programmation par pays et d'intégrer autant que possible son aide au développement national. Une autre tendance politique importante est qu'on met de plus en plus l'accent sur l'assistance aux enfants les plus désavantagés des pays en voie de développement.

23. Le Conseil d'administration a également examiné les possibilités d'offrir une assistance aux enfants des pays de la péninsule indochinoise : il a réaffirmé que le FISE était prêt à aider les enfants de toutes les parties de la péninsule, il a approuvé un engagement de 3 millions de dollars prélevés sur la masse commune de ressources du FISE, et il a autorisé l'acceptation et l'utilisation de contributions spéciales. Le FISE contribue depuis longtemps à des projets exécutés en République du Viet-Nam, en République khmère et au Laos et il a récemment envisagé la possibilité d'apporter une assistance à la République démocratique du Viet-Nam. Des recommandations urgentes ont été faites pour que le FISE envoie à cette dernière des fournitures et du matériel pour les services sanitaires des enfants et certains auxiliaires pédagogiques pour les écoles. Il a également été envisagé d'apporter une aide à la reconstruction à plus long terme. Lorsqu'ils étaient à Hanoï, les fonctionnaires du FISE ont également pu s'entretenir avec des représentants du Gouvernement révolutionnaire provisoire et ils ont reçu des indications préliminaires concernant l'assistance d'urgence nécessaire, comme des fournitures, du matériel médical et des tissus pour vêtements d'enfants. L'appel lancé par le Directeur général à un certain nombre de gouvernements leur demandant d'apporter des contributions spéciales pour aider à exécuter les divers programmes du FISE dans la péninsule indochinoise a suscité des réactions encourageantes. Ces programmes méritent d'être signalés car ils soulignent le caractère entièrement apolitique de l'assistance du FISE et montrent bien qu'elle est acceptable dans le monde entier.

24. L'examen de la Stratégie internationale du développement qui aura lieu au milieu de la Décennie doit donner au FISE une nouvelle occasion de renforcer son rôle. A sa prochaine session, le Conseil d'administration du FISE devrait examiner en priorité comment on pourrait donner à l'opération d'examen et d'évaluation l'utilité souhaitée. Le FISE devra donc s'occuper plus activement des travaux préparatoires à l'examen de 1975.

25. La principale raison pour laquelle la délégation philippine demande instamment à la Commission d'adopter la recommandation tendant à réunir en 1974 une conférence spéciale pour les annonces de contributions volontaires est que le FISE n'a pas encore réalisé tout son potentiel. La délégation philippine présentera en temps voulu un projet de résolution sur la question. M. Reyes fait observer que les contributions ordinaires au FISE représentent moins de la moitié de l'objectif de 100 millions de dollars fixé pour 1975. Cet objectif,

convenu tout d'abord en 1969, demeure raisonnable. Des appels en vue de l'atteindre ont été faits et réaffirmés au FISE, ainsi que dans des résolutions du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale.

26. Le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population est entré dans une phase nouvelle. La décision prise par le Conseil d'administration du PNUD à sa seizième session (voir E/5365/Rev.1, par. 247) semble tenir dûment compte à la fois du devoir qu'a le Conseil d'offrir une orientation générale et de la nécessité de laisser au Directeur exécutif l'indépendance, l'autorité et la souplesse nécessaires pour assurer la saine gestion du Fonds. Les relations entre le PNUD et le Fonds doivent être modifiées en fonction de l'expérience acquise, mais l'identité du Fonds doit être maintenue. Il convient de se féliciter du rôle joué par celui-ci dans les travaux préparatoires à l'Année mondiale de la population et à la Conférence mondiale de la population, ainsi que du haut niveau d'efficacité, de dynamisme, de souplesse, de dévouement et de prévoyance qui a caractérisé ses opérations ordinaires. La meilleure preuve de l'efficacité du Fonds est qu'il reçoit un soutien financier qui s'accroît de façon extraordinaire. Toutefois, son succès le plus grand est d'être arrivé à ce que ses activités et programmes dans un domaine d'importance vitale soient de plus en plus largement acceptés au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. M. Reyes approuve la réunion annuelle de conférences pour les annonces de contributions et il espère qu'elles consolideront le succès déjà grand du Fonds et élargiront la portée de son action pour l'avenir.

27. Le programme des Volontaires des Nations Unies doit encore trouver la place qui lui revient dans le cadre de l'assistance du PNUD. Le programme des Volontaires a été assez lent à démarrer vu la difficulté d'adapter l'élément "volontaires" aux besoins techniques bien définis des programmes et projets des pays. M. Reyes est heureux de constater que l'on fait un plus grand effort pour programmer les apports de volontaires au stade de la planification et de la formulation des projets. Les directives qui sont en cours de formulation aideront à accroître l'efficacité des volontaires sur le terrain et à améliorer leur contribution globale aux programmes par pays, surtout au niveau local. Les avantages qu'il y a à utiliser des volontaires de pays en voie de développement sont généralement reconnus. La mise en commun des ressources humaines et des compétences renforcera la coopération entre pays en voie de développement. M. Reyes espère que l'on arrivera en Asie à une répartition géographique plus équilibrée des volontaires.

28. Le nouvel objectif de 440 millions de dollars pour le PAM en 1974 doit être considéré à la lumière des hausses de prix dramatiques de ces derniers temps, qui ont obligé le PAM à réduire radicalement ses engagements. La pénurie alimentaire et la forte augmentation des coûts ont soulevé une grande inquiétude dans le monde. Tous les efforts doivent être faits pour dépasser l'objectif prévu et permettre au PAM de faire face à une crise alimentaire de proportion majeure.

29. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation a toujours préconisé le renforcement de l'efficacité des activités

opérationnelles des Nations Unies en matière de développement. La paix et la sécurité sont essentielles au développement économique normal de tous les pays, y compris les pays en voie de développement, et tous les Etats ont appris, à la lumière de leur propre expérience, que le développement économique ne pouvait être satisfaisant que dans un climat de détente internationale leur permettant de consacrer les ressources dont ils disposent à un développement pacifique, quel que soit le système économique et social dont ils sont dotés ou leur niveau de développement.

30. Les initiatives de paix que l'Union soviétique a prises conformément au programme de paix adopté par le vingt-quatrième Congrès du parti communiste de l'Union soviétique visent à assurer la paix et la sécurité internationales et, par conséquent, à créer des conditions propres à favoriser le progrès économique et social. La détente politique contribue à l'expansion de relations économiques, scientifiques et techniques mutuellement avantageuses entre des pays dotés de systèmes différents, et ces relations prendront sans doute à l'avenir une importance croissante pour ce qui est d'assurer des relations pacifiques entre les Etats.

31. Vu les exigences croissantes dans le domaine du développement économique, il est indispensable de rechercher des sources de financement supplémentaires. Le problème ne pourra être résolu que si la situation internationale s'améliore, ce qui augmentera les possibilités de donner aux pays en voie de développement une aide supplémentaire pour répondre à leurs besoins de développement économique et social. Une source possible de fonds serait créée par la réduction des dépenses militaires. A ce propos, la délégation soviétique souhaite appeler une fois de plus l'attention sur la nécessité de convoquer dès que possible une conférence mondiale de la paix, ainsi que sur l'initiative prise par l'Union soviétique pendant la session actuelle de l'Assemblée générale en vue de réduire de 10 p. 100 les budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et d'utiliser une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement. En donnant suite à cette initiative, on libérerait, aux fins du développement, des fonds supplémentaires s'élevant peut-être à plus de 1 milliard de dollars et l'on contribuerait de nouveau et de façon concrète au développement économique et social de tous les pays, essentiellement des pays en voie de développement, en plus de l'aide déjà fournie par les institutions existantes. L'Administrateur du PNUD a indiqué à juste titre les avantages qui s'ensuivraient pour les pays en voie de développement si le fer des épées pouvait être transformé en socs de charrues; toutefois, la délégation soviétique regrette les incertitudes qu'il a manifestées quant à la question de savoir si ces possibilités se réaliseraient véritablement, et elle ne partage pas son pessimisme. La proposition soviétique est un exemple concret de la façon dont l'Union soviétique et les autres pays socialistes lient la détente et le désarmement aux problèmes d'une assistance accrue aux pays en voie de développement. Elle vise précisément à tirer un réel profit du désarmement; la question relève maintenant des pays auxquels s'adresse la proposition soviétique et des pays en voie de développement dont dépend l'adoption d'une décision dans ce domaine.

32. La mobilisation des ressources intérieures des pays en voie de développement revêt une très grande

importance pour leur développement, comme l'ont souligné les décisions de la récente Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés qui s'est tenue à Alger (5-9 septembre 1973). L'Union soviétique comprend la politique des pays en voie de développement qui prennent des mesures pratiques dans cette direction et qui concentrent leurs ressources sur les secteurs clefs de leur économie pour favoriser un progrès plus rapide et la réalisation de leur indépendance politique et économique. Un certain nombre de délégations ont avancé des idées intéressantes concernant l'emploi des ressources intérieures pour financer le développement économique, idées dont il faudrait tenir pleinement compte dans les activités pratiques de l'ONU en général et du PNUD en particulier. L'Assemblée générale et le Conseil économique et social devraient prendre des mesures pour étudier les données d'expérience dont on dispose déjà sur la mobilisation des ressources intérieures dans un certain nombre de pays et de régions et préparer les recommandations appropriées de façon à ce que tous les Etats profitent de l'expérience acquise.

33. L'Union soviétique renforce constamment sa coopération économique avec les pays en voie de développement dans le domaine vital de l'édification d'économies nationales indépendantes. Cette coopération a deux aspects fondamentaux : elle est axée sur le secteur de la production d'une part, et elle vise essentiellement à développer le secteur d'Etat d'autre part. Dans le domaine de la production, on s'intéresse surtout aux secteurs industriel et énergétique, mais l'Union soviétique satisfait également les demandes d'aide des gouvernements des pays en voie de développement qui concernent les industries d'extraction et de transformation, l'industrie légère et l'industrie alimentaire, ainsi que l'agriculture, en vue de répondre le plus vite possible aux besoins des populations. L'Union soviétique a conclu des accords de coopération avec 45 pays en voie de développement et leur nombre augmente chaque année. Elle participe à la réalisation ou à l'expansion de près de 860 projets, dont plus de 400 sont déjà opérationnels. Les usines hydro-électriques et métallurgiques et les raffineries de pétrole construites dans les pays en voie de développement avec l'aide de l'Union soviétique représentent généralement une proportion considérable de la production dans les secteurs industriels correspondants. A un moment où les forces impérialistes et néo-colonialistes continuent à s'efforcer de freiner le progrès social des pays en voie de développement, la coopération de ces derniers avec l'Union soviétique et les autres pays socialistes les aide dans leur lutte pour obtenir l'indépendance politique et économique.

34. Au sein de l'Organisation des Nations Unies, l'Union soviétique défend énergiquement les intérêts des pays en voie de développement et s'oppose à toute tentative visant à faire pression sur les Etats qui procèdent à des transformations sociales et économiques progressives et défendent leur droit à la souveraineté sur leurs richesses naturelles. La délégation soviétique estime que l'aide du PNUD devrait être étroitement liée aux objectifs des plans de développement nationaux et qu'elle devrait promouvoir la mobilisation des ressources intérieures des pays de façon à favoriser au maximum l'accélération de leur développement et à

débarrasser leurs économies aussi vite que possible de l'héritage désastreux du pillage colonial et de l'exploitation néo-colonialiste. Le nouveau système de programmation par pays introduit par la résolution 2688 (XXV) de l'Assemblée générale a lié plus étroitement l'aide du PNUD aux plans et aux programmes nationaux, et 82 programmes par pays ont déjà été approuvés par le Conseil d'administration. La nouvelle procédure permet aux gouvernements des pays en voie de développement de déterminer eux-mêmes leurs objectifs et leurs priorités en ce qui concerne l'aide de l'ONU. Le respect des droits souverains des pays en voie de développement étant à la base des activités du PNUD, la délégation soviétique s'oppose à la participation accrue de la BIRD dans les travaux du Programme et aux efforts que l'administration déploie parfois pour renforcer le rôle des représentants résidents du PNUD en tant que coordonnateurs des programmes d'assistance multilatérale et bilatérale dans les pays en voie de développement. Cette coordination relève exclusivement des différents gouvernements. La délégation soviétique ne peut appuyer la proposition visant à accroître l'autorité de l'Administrateur et des représentants résidents, étant donné que cela pourrait aboutir à des ingérences dans les affaires intérieures des Etats et nuire à l'autorité du Conseil d'administration. Lors de la seizième session du Conseil d'administration, certaines délégations ont essayé de donner à l'Administrateur le droit d'approuver les programmes par pays; ces efforts vont à l'encontre des termes de l'annexe à la résolution 2688 (XXV), qui stipule que les programmes par pays ne peuvent être approuvés que par le Conseil d'administration. De l'avis de la délégation soviétique, il est essentiel de toujours respecter les dispositions de cette annexe si l'on veut accroître l'efficacité de l'aide que le PNUD fournit aux pays en voie de développement. Le retard intervenu dans l'application de la requête présentée au Conseil d'administration dans cette résolution, d'établir, pour le soumettre à l'Assemblée générale, si possible lors de sa vingt-sixième session, un projet de statut unique du Programme, est extrêmement regrettable. La délégation soviétique espère que la préparation du projet de statut unique sera achevée pour la dix-septième session du Conseil d'administration.

35. Une politique équilibrée de recrutement de personnel pourrait aider considérablement à accroître l'efficacité du PNUD. Les principes directeurs de cette politique sont également énoncés dans l'annexe à la résolution 2688 (XXV) et sont fondés sur une répartition géographique équitable des postes tant au siège que sur le terrain. Le PNUD ne peut être réellement efficace que s'il puise à toutes les sources d'expérience et tient compte du fait que les pays en voie de développement suivent des voies différentes pour réaliser leur développement politique, économique et social. La délégation soviétique s'inquiète de certaines tendances qu'on a pu constater récemment dans la politique de recrutement du personnel du PNUD, en particulier l'introduction de la notion de carrière, qui, à son sens, va directement à l'encontre du principe de la répartition géographique équitable et risque de créer une bureaucratie fossilisée qui ne servirait ni les intérêts des pays en voie de développement ni ceux de l'Organisation des Nations Unies. La coopération internationale en matière d'assistance économique et

technique, y compris le choix d'experts et le recrutement de personnel au siège et dans les bureaux extérieurs, devrait s'appuyer sur le principe de la répartition géographique équitable et sur l'utilisation maximale de l'expérience des divers pays, quels que soient leurs systèmes économiques et sociaux et leurs niveaux de développement. La possibilité d'adjoindre au personnel du PNUD des spécialistes venant de pays en voie de développement et ayant une bonne connaissance des besoins et des problèmes du tiers monde devrait être prise en considération.

36. La délégation soviétique a plus d'une fois recommandé que le PNUD, comme il a maintenant commencé à le faire, consacre une attention accrue aux projets régionaux, interrégionaux et mondiaux, qui constituent d'importants moyens de former le personnel des pays en voie de développement et de l'initier aux progrès de la science et de la technique. Les organisations soviétiques accueillent toujours chaleureusement les propositions du PNUD et des institutions spécialisées tendant à organiser des séminaires, des colloques, des cours de formation et des missions d'étude en Union soviétique. Pendant les 12 dernières années, les contributions de l'Union soviétique aux fonds d'assistance technique des Nations Unies ont servi à financer plus de 200 activités de ce genre, dont l'utilité pratique a été considérable. La délégation soviétique estime qu'on devrait faire davantage appel à des organisations et à des experts soviétiques pour l'exécution de projets interrégionaux et mondiaux. L'Union soviétique possède des spécialistes hautement qualifiés dans tous les domaines de l'économie, de la science et de la culture, et les organisations soviétiques sont disposées à continuer de coopérer activement avec le PNUD et avec les institutions spécialisées pour organiser diverses réunions en Union soviétique et pour exécuter des travaux de sous-traitance. Malheureusement, le nombre d'experts soviétiques nommés à des postes hors-siège a diminué en 1972 et 1973; celui des fonctionnaires soviétiques au PNUD est insignifiant et le nombre de séminaires et de cours de formation tenus en Union soviétique en 1973 n'a jamais été aussi faible, et ce sous un faux prétexte de dépenses locales. Aucun contrat de sous-traitance n'a été octroyé à des organisations soviétiques en 1972. Cette situation constitue clairement une violation du principe d'universalité concernant le recrutement du personnel, le choix des experts, l'octroi de contrats relatifs à des services sous-traités et à des achats de matériel et la répartition des projets régionaux, interrégionaux et mondiaux. Il en résulte que le solde non dépensé des contributions versées au PNUD par l'Union soviétique a maintenant atteint l'équivalent de près de 15 millions de dollars. Etant donné que le PNUD manque de ressources pour l'exécution des projets d'assistance technique pour lesquels l'Union soviétique a fourni ces fonds, les pays en voie de développement devraient demander à l'Administration du PNUD d'expliquer pourquoi des mesures n'ont pas été prises pour remédier à cette situation. L'Union soviétique est disposée à faire le nécessaire pour que ces contributions soient utilisées au mieux des intérêts des pays en voie de développement. Le PNUD devrait éliminer les obstacles au paiement par des organisations soviétiques de dépenses locales supplémentaires nécessaires à l'organisation d'activités en Union soviétique. Cela permettrait de résoudre rapidement la question de

l'utilisation des contributions soviétiques pour des activités utiles aux pays en voie de développement, telles que séminaires et cours de formation, qui font souvent l'objet de demandes non satisfaites. En outre, on devrait établir d'un commun accord un programme d'utilisation des contributions de l'Union soviétique au PNUD. La délégation soviétique espère que la prochaine visite en Union soviétique d'un groupe de fonctionnaires du PNUD aidera à résoudre ces problèmes.

37. Lors de récentes sessions, le Conseil d'administration a longuement examiné la question de l'établissement de critères pour calculer les chiffres indicatifs de planification pour le prochain cycle du développement. La délégation soviétique appuie le consensus auquel est parvenu le Groupe chargé de réexaminer les critères à appliquer dans le calcul de ces chiffres, lors de la seizième session du Conseil d'administration, consensus qui, à son avis, devrait être considéré comme une base généralement acceptable pour la répartition des ressources entre les pays à l'avenir. La question de l'octroi d'une assistance supplémentaire aux pays en voie de développement les moins avancés occupe une place importante dans les travaux du Conseil d'administration. L'Union soviétique comprend les besoins de ces pays et en tient compte dans ses accords bilatéraux. Elle a conclu des accords de coopération à long terme avec un certain nombre de pays en voie de développement les moins avancés en vue de promouvoir la création de branches essentielles de l'économie et d'élever le niveau de vie. Sa coopération vise à aider à résoudre les problèmes de pauvreté des masses et de chômage et la délégation soviétique au Conseil d'administration a appuyé des mesures tendant à fournir une assistance supplémentaire aux pays les moins avancés. On a récemment exprimé l'opinion qu'un fonds spécial devrait être établi en faveur de ces pays. Selon la délégation soviétique, on devrait accroître l'efficacité de l'assistance qui leur est accordée en renforçant celle des institutions et des fonds existants, en réduisant leurs dépenses improductives, en élargissant leurs programmes opérationnels, en éliminant les doubles emplois et en améliorant la coordination. Un fonds spécial pourrait être établi, mais il faudrait le financer uniquement au moyen de contributions volontaires. Pour ce qui est de savoir si le Fonds d'équipement des Nations Unies devrait surtout être utilisé pour aider les pays en voie de développement les moins avancés, la décision doit dépendre des pays en voie de développement eux-mêmes, qui devraient s'efforcer de trouver une solution commune à cette question. On disposerait de ressources supplémentaires pour financer les programmes d'assistance technique dans les pays en voie de développement si l'on ralentissait le rythme rapide d'accroissement des dépenses d'administration du PNUD, qui est l'une des causes de la réduction du volume de son aide effective aux pays en voie de développement.

38. En ce qui concerne les activités de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies, la délégation soviétique tient à réaffirmer une fois de plus sa position de principe, à savoir que le budget ordinaire de l'ONU n'est pas destiné à financer l'assistance technique. Le programme ordinaire d'assistance technique devrait donc être transféré au PNUD et financé au moyen de contributions volontaires. Ce transfert cen-

traliserait toutes les activités d'assistance technique et, en assurant une politique unifiée, servirait les intérêts des pays en voie de développement.

39. M. Makeyev rappelle que sa délégation a déjà clairement expliqué sa position à l'égard du FISE lors de la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social. Elle ne tient maintenant qu'à souligner qu'on accroîtrait l'efficacité du FISE en élaborant dans les meilleurs délais un projet de charte pour définir et réglementer ses activités. Le FISE entreprend de nombreuses activités extrêmement utiles dans les pays en voie de développement et, de l'avis de la délégation soviétique, il devrait également fournir une assistance aux régions libérées de l'Angola et du Mozambique. Il a récemment pris un certain nombre de mesures concrètes pour fournir une assistance aux enfants de la péninsule indochinoise et, en particulier, aux enfants vietnamiens; une action urgente et efficace devrait se poursuivre dans ce sens.

40. La délégation soviétique s'est toujours opposée en principe à ce que le PNUD aide des pays coupables d'agression ou des gouvernements et régimes qui pratiquent une politique d'*apartheid* et de discrimination raciale, ce que l'Assemblée générale a condamné. Elle appuie les demandes tendant à cesser toute assistance à ceux dont les actes agressifs déjouent les efforts pacifiques des peuples et leur causent des souffrances et des dégâts matériels incalculables. Une telle assistance signifie que les ressources de l'ONU sont utilisées pour promouvoir des activités contraires à la cause de la paix. La délégation soviétique appuie énergiquement la proposition faite lors de la seizième session du Conseil d'administration du PNUD et tendant à ce que le PNUD fournisse une assistance aux mouvements de libération nationale. Aider les forces patriotiques qui luttent pour la liberté et l'indépendance nationale, ce serait renforcer la paix et la sécurité internationales.

41. M. RANKIN (Canada) déclare que, à la récente Conférence pour les annonces de contributions, le Canada a réaffirmé l'appui qu'il ne cesse d'apporter aux activités du PNUD en versant une fois de plus une contribution accrue au Programme. Néanmoins, la délégation canadienne est préoccupée par la prolifération des fonds spéciaux. L'aide publique au développement accordée par le Canada s'est accrue de 60 millions de dollars chaque année, pour atteindre en 1973 un total de 560 millions de dollars, et le Parlement canadien sera prochainement saisi d'une recommandation tendant à ce que l'accroissement pour 1974 s'élève à 80 millions de dollars, ce qui porterait le chiffre total à 640 millions de dollars, soit près de 30 dollars par habitant. Le Canada est donc ainsi en train de se rapprocher de l'objectif de 0,7 p. 100 du produit national brut fixé à l'aide publique au développement, et le fait qu'il reconnaisse l'importance que revêtent les institutions multilatérales dans le processus du développement l'a amené à augmenter ses contributions aux institutions multilatérales pour les porter à un niveau supérieur aux 25 p. 100 recommandés dans le rapport Pearson³. Ces allocations représentent le montant maximum qui soit actuellement prévu en ce qui concerne les contributions multilatérales, et il est donc évident que les allocations multilatérales émanant du Canada ne s'accroîtront à l'avenir qu'en proportion de la croissance globale de

³ *Vers une action commune pour le développement du tiers monde : rapport de la Commission d'étude du développement international*, Paris, Denoël, 1969.

son programme d'assistance au développement. Dans ces conditions, la création de nouveaux fonds spéciaux ne modifiera pas le montant total de la contribution du Canada aux programmes multilatéraux. Si le Canada contribuait à des fonds nouveaux, les augmentations globales devraient être partagées entre un plus grand nombre de programmes, ce qui diminuerait l'ampleur de l'accroissement dont bénéficieraient les programmes établis de plus longue date. La délégation canadienne se préoccupe des incidences qu'aurait pour le financement futur du PNUD le fait pour l'Assemblée générale d'abandonner petit à petit le caractère global qui était à l'origine celui du PNUD. Pareille façon d'agir limiterait inévitablement la souplesse du PNUD. Le Gouvernement canadien espère que le PNUD sera renforcé et réorienté pour faire face à des tâches nouvelles en matière de développement et que ses activités ne seront pas affaiblies en raison de la concurrence que se feraient une multitude de fonds spéciaux sur le plan des ressources disponibles.

42. La délégation canadienne note avec intérêt les progrès réalisés par le Conseil d'administration pour ce qui est d'établir des critères aux fins du calcul des chiffres indicatifs de planification; elle estime qu'un cadre solide existe maintenant et qu'il permettra au Conseil d'administration de mettre au point ses recommandations à sa dix-septième session.

43. Les activités de sous-traitance et les opérations d'achat de la part des organismes d'exécution pour les projets financés par le PNUD ont fait l'objet de discussions prolongées. La délégation canadienne continue d'appuyer le principe exprimé au paragraphe 41 de l'annexe à la résolution 2688 (XXV) de l'Assemblée générale en vertu duquel on doit faire appel autant que possible aux institutions et aux firmes des pays bénéficiaires. Le système de l'appel d'offres internationales doit être utilisé si nécessaire pour mener à bien un projet déterminé. La délégation canadienne craint que, à mesure qu'augmenteront l'ampleur et la complexité des projets du PNUD, il ne devienne de plus en plus difficile de recruter des équipes d'experts qualifiés provenant de régions du monde très éloignées les unes des autres. Le PNUD doit faire valoir auprès des organismes d'exécution la nécessité d'étudier plus soigneusement la mesure dans laquelle les projets se prêtent à des opérations de sous-traitance, ce qui accroît bien souvent la rapidité d'exécution et peut améliorer la qualité des travaux réalisés.

44. La délégation canadienne note avec satisfaction qu'une coordination accrue s'est instaurée entre le PNUD et les autres organismes de développement sur le terrain. Le Canada continue à encourager la coopération entre les gouvernements bénéficiaires, le PNUD et les donateurs bilatéraux pour assurer l'utilisation la plus efficace possible des fonds disponibles aux fins du développement.

45. Tout en reconnaissant les dures exigences auxquelles le Conseil d'administration du PNUD doit faire face, la délégation canadienne ne l'en invite pas moins très vivement à poursuivre ses efforts en vue de rationaliser ses méthodes de travail. Certaines des suggestions figurant dans le rapport relatif à sa seizième session (E/5365/Rev.1) méritent d'être examinées de très près.

46. L'attitude positive adoptée par le Gouvernement canadien vis-à-vis du PAM et du Fonds des Nations

Unies pour les activités en matière de population a été exposée au sein de leur organe directeur respectif. Pour le moment, M. Rankin se bornera à féliciter ces deux organisations pour l'efficacité dont elles font preuve et à renouveler l'assurance que le Canada continuera à leur apporter un soutien financier.

47. Le Gouvernement canadien éprouve toujours la même satisfaction à noter l'efficacité des opérations du FISE, qui est peut-être l'organisme des Nations Unies le mieux équipé et le plus compétent pour agir rapidement et efficacement en vue de soulager les misères et les souffrances et qui mérite de bénéficier d'un appui croissant de la part de tous les membres. Le Gouvernement canadien a de nouveau augmenté sa contribution au FISE pour 1974.

48. M. SCHMID (République fédérale d'Allemagne) se félicite de la coopération harmonieuse instaurée entre le PNUD, le FISE et le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, ainsi que des efforts de coordination déployés en ce qui concerne le PAM, le programme des Volontaires des Nations Unies et les activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général. Cependant, en ce qui concerne le programme de coopération technique, le rapport sur la quatorzième session du Comité du programme et de la coordination⁴ et l'Etude sur la capacité⁵ de 1969 ont montré que les objectifs de programme n'étaient pas clairs et qu'il était nécessaire de disposer de renseignements plus détaillés concernant toutes les activités opérationnelles et connexes. De telles critiques sont encore valables à l'heure actuelle.

49. La délégation de la République fédérale d'Allemagne partage l'opinion de l'Administrateur du PNUD, à savoir que la création d'un fonds de roulement distinct pour l'exploration des ressources naturelles n'est pas la solution la plus efficace, mais il a noté que l'Administrateur s'est engagé à assurer le succès du fonds de roulement. Le PNUD devrait solliciter l'avis de la BIRD, tant en ce qui concerne la création du fonds de roulement que la possibilité de relancer le Fonds d'équipement des Nations Unies.

50. M. Schmid se félicite des résultats encourageants enregistrés par la récente Conférence pour les annonces de contributions au PNUD et il estime que l'accroissement escompté des ressources du PNUD et les annonces de contributions en vue de la quatrième reconstitution des fonds de l'AID de la part des pays participants représente un vote de confiance pour la coopération multilatérale en vue du développement.

51. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne souscrit pleinement à l'intensification des efforts que l'on entend réaliser pour aider les pays en voie de développement les moins avancés et les autres pays à faible revenu dotés de populations en voie de d'accroissement rapide à réduire la dépendance de leur économie vis-à-vis de l'extérieur. Il souscrit aux priorités en matière d'aide énoncées dans les déclarations de l'Administrateur du PNUD et du Directeur général du FISE à la 1554^eme séance. La République fédérale a décidé de participer activement à l'effort de recherche agricole entrepris sur les plans

⁴ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 12.

⁵ Etude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.I.10).

régional, interrégional et mondial. L'exode rural et le chômage urbain qui en est la conséquence posent actuellement un problème capital qui risque de s'aggraver à l'avenir.

52. Le transfert des techniques ne remplace pas la constitution d'une capacité scientifique et technique nationale; en fait, la participation de la population autochtone est une condition du progrès économique et social dans de nombreux pays. C'est pourquoi la délégation de la République fédérale d'Allemagne appuie le programme prioritaire du FISE concernant les services publics de base et la protection sociale. Etant donné que les subventions consenties à des fins particulières sont pleinement intégrées au programme ordinaire du FISE, il ne convient pas de les traiter différemment des contributions volontaires ordinaires en ce qui concerne les efforts déployés pour atteindre l'objectif prévu pour 1975 en matière d'annonces de contributions. Par contre, les projets spéciaux destinés aux pays de la péninsule indochinoise devront être comptabilisés à part.

53. Depuis sa création, le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population a eu pour principe que l'appui aux programmes de population est un complément nécessaire de l'aide au développement, mais qu'il ne doit pas se substituer à celle-ci. Etant donné la proximité de l'Année mondiale de la population et de la Conférence mondiale de la population, M. Schmid espère que le public prendra davantage conscience des problèmes de population et que le Fonds pourra s'acquitter de ses responsabilités d'une façon aussi efficace que possible. A mesure que le nombre des demandes d'assistance ira croissant, le Fonds sera amené à définir de façon plus précise que par le passé ses priorités pour ce qui est d'y répondre.

54. La délégation de la République fédérale d'Allemagne attache une grande importance au programme des Volontaires des Nations Unies, qui peut rendre de précieux services aux pays en voie de développement, en particulier aux moins développés d'entre eux. Par conséquent, ce programme mérite de bénéficier du maximum d'appui possible; on devrait continuer à accorder une attention particulière au recrutement de volontaires provenant des pays en voie de développement et envisager le moyen d'appuyer la création et le développement d'organisations nationales de volontaires dans ces pays.

55. M. KANKA (Tchécoslovaquie) dit que son gouvernement attache une importance considérable au PNUD, qui s'avère de plus en plus utile dans le contexte actuel du développement de relations économiques de vaste portée entre Etats dotés de systèmes économiques et sociaux différents. La paix est indispensable au progrès économique, afin que toutes les ressources nationales puissent être affectées aux objectifs du développement. Par leur politique, les pays socialistes ont apporté une contribution positive à l'évolution récente des relations internationales.

56. La Tchécoslovaquie a participé aux activités du PNUD à l'échelle mondiale et a accru régulièrement sa contribution depuis 1970. Elle considère que le Programme est un facteur important de l'assistance fournie aux pays en voie de développement et qu'il offre une tribune utile où la coopération économique multilatérale peut être encouragée. Elle a également organisé sur son sol un nombre croissant de séminaires,

programmes d'études et colloques, et se propose de faire bénéficier les pays en voie de développement de l'expérience de son industrie avancée, de ses instituts de recherche et de ses experts qualifiés grâce à une coopération internationale de vaste portée dans le cadre du PNUD.

57. M. Kanka se félicite des efforts déployés par l'Administrateur du PNUD et ses collaborateurs pour rendre aussi économique et efficace que possible la participation des institutions spécialisées. Vu les ressources limitées disponibles, il est indispensable de planifier les priorités aux fins des activités du PNUD. C'est pourquoi M. Kanka se félicite également de l'adoption du principe tendant à ce que de plus en plus de pays bénéficiant d'une assistance technique figurent au nombre des contributeurs nets.

58. M. Kanka note avec satisfaction que, tout en se concentrant sur les programmes à moyen et à long terme, le PNUD a su faire face à diverses situations d'urgence exigeant une assistance immédiate. Le prestige du PNUD serait encore rehaussé s'il aidait également les mouvements de libération nationale.

59. L'adoption de la programmation par pays devrait permettre aux gouvernements des pays en voie de développement de décider des priorités à prévoir dans le cadre de l'assistance technique émanant du PNUD. Le passage du système des projets individuels aux programmes d'assistance technique à long terme facilitera la réorientation et la concentration des activités d'assistance technique. Lors de la formulation du programme d'assistance, il faudra prêter davantage attention aux pays en voie de développement considérés séparément. Le but de l'assistance est de promouvoir la réalisation de changements dans leur structure sociale et économique et de leur permettre de bénéficier d'un développement économique équilibré et sûr. La Tchécoslovaquie a constaté que de tels changements s'opéraient plus facilement s'ils reposaient sur la planification du développement, l'exploitation des ressources nationales et l'utilisation de l'expérience acquise par d'autres pays. Pour contribuer à l'indépendance économique des pays en voie de développement, il conviendrait de tenir compte de l'expérience acquise par les pays industriellement avancés, de façon à appliquer les éléments positifs du développement industriel et à éviter ses inconvénients.

60. Il est également indispensable, lorsque l'on arrête le programme de travail du PNUD, de partir d'une stratégie et d'un plan de développement élaborés au préalable. Une attention plus grande devrait être portée aux industries utilisant les matières premières nationales ainsi qu'au développement de branches telles que les industries mécaniques, qui peuvent stimuler d'autres branches industrielles apparentées. De plus, il importe d'encourager les branches industrielles qui peuvent faciliter les exportations et par conséquent améliorer la balance des paiements.

61. Le rôle de l'Etat en matière de développement consiste à mobiliser les ressources internes et à promouvoir la coopération régionale et sous-régionale. Les programmes de développement doivent comporter la formation de cadres, le choix des techniques appropriées et l'adoption de mesures permettant de contrôler les investissements étrangers.

62. La délégation tchécoslovaque a des réserves à exprimer en ce qui concerne la tendance récente au renforcement de la responsabilité des représentants résidents, étant donné que la coordination et l'intégration des programmes d'assistance technique sont du ressort exclusif des pays intéressés. Le Gouvernement tchécoslovaque considère que le PNUD est un organe universel pour le développement d'une coopération internationale de vaste portée et il estime qu'il convient de recourir davantage aux ressortissants des pays socialistes, aussi bien comme experts sur le terrain que comme membres du personnel ordinaire du PNUD. Des experts devraient également être recrutés dans les pays en voie de développement.

63. L'évolution récente de la situation économique mondiale a nui aux efforts déployés pour fournir une assistance aux pays en voie de développement. La crise du système monétaire international a eu des répercussions défavorables non seulement sur les pays capitalistes mais également sur les pays en voie de développement. Le PNUD devrait trouver le moyen d'éliminer l'influence des économies capitalistes sur les économies des pays en voie de développement.

64. M. GALLARDO MORENO (Mexique) dit que toutes les activités opérationnelles ont pour objectif unique d'améliorer le sort des hommes du monde entier tout en respectant la souveraineté des peuples et la dignité humaine.

65. Le gouvernement mexicain appuie les efforts efficacement déployés par le Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population pour répartir l'assistance économique et technique dans les limites des ressources disponibles. Il se félicite de voir que l'aide est accordée sur demande des pays intéressés, car cela traduit une profonde compréhension de la complexité des problèmes ayant trait à la population. M. Gallardo Moreno est heureux d'annoncer que son gouvernement contribuera au Fonds, dont l'assistance est de plus en plus sollicitée, ce qui montre que l'on reconnaît de plus en plus la nécessité de programmes de population adaptés aux besoins de chaque pays et adoptés compte tenu des propres décisions des pays intéressés. Il se réjouit de l'intérêt général que suscitent l'Année mondiale de la population et la Conférence mondiale de la population, prévues prochainement. Le Gouvernement mexicain, anticipant sur les questions qui seront examinées à la Conférence, étudie déjà les modalités d'application d'une nouvelle loi relative à la population, loi soumise au Congrès par le Président de la République. Il est incontestablement nécessaire de coordonner les programmes de population avec le PNUD. Les études et les données d'expérience accumulées devraient être diffusées avant que les conclusions de la Conférence mondiale de la population soient connues.

66. Les problèmes relatifs à l'enfance sont en partie imputables à l'explosion démographique. Pour mener à bien ses précieux travaux, le FISE a besoin de ressources plus importantes; M. Gallardo Moreno espère que les contributions abonderont lors de la conférence pour les annonces de contributions envisagée et que la Conférence mondiale de l'alimentation offrira une aide au FISE non seulement sous forme de participation mais également sous forme de solutions techniques relatives à l'accroissement de la richesse en protéines des aliments. Le problème de l'alimentation n'est pas

seulement quantitatif mais également qualitatif, et c'est pourquoi, dans le cadre des préparatifs de la Conférence, il est nécessaire de réunir des rapports sur les travaux de recherche déjà effectués ou qui pourraient l'être sur les méthodes et les coûts de production d'aliments riches en protéines. Il est indispensable de veiller à ce que les hommes aient la capacité physique et intellectuelle de choisir eux-mêmes le mode de vie qui leur convient. A l'heure actuelle, cette nécessité est admise et il faut donc accorder la priorité à la nutrition des enfants. C'est dans les régions rurales, où les déchets scolaires sont dus à la malnutrition dans les premières années de la vie, que le problème est le plus aigu. Il est également indispensable d'adapter les programmes scolaires en fonction de la situation qui règne dans les régions rurales et, partant, d'abandonner les matières purement académiques au profit de sujets concrets qui seront utiles à ceux qui seront appelés à travailler dans ces régions à l'issue de leur scolarité. Au Mexique, on poursuit délibérément une politique visant à offrir dans les régions rurales un enseignement différent de celui dispensé dans les zones urbaines, en insistant sur la formation technique, de manière à ce que les travailleurs ruraux puissent un jour aider à résoudre les problèmes propres à leur milieu.

67. M. Gallardo Moreno se réjouit de ce que les ressources du PNUD aient augmenté. Le Mexique peut témoigner du fait que le PNUD a joué un rôle utile par la mise en œuvre de ses programmes d'assistance en vue du développement de centres de recherche. A partir des investissements déjà effectués et de l'expérience déjà acquise, il conviendrait d'accorder un appui financier plus important aux centres qui, au Mexique et en Inde, procèdent à des recherches sur les semences. Dans toutes les régions rurales, le problème fondamental porte sur les moyens d'accroître la production agricole. L'implantation de petites unités agro-industrielles pourrait aider à accroître les revenus de la population rurale et, comme elles utiliseraient une main-d'œuvre nombreuse, le problème du chômage partiel dans ces régions serait résolu. Tout en respectant le droit de chaque pays à choisir ses propres programmes, le PNUD pourrait suggérer que de tels projets soient réalisés dans les zones rurales et fournir toute l'assistance technique nécessaire.

68. Les agglomérations urbaines importantes engendrent un certain nombre de problèmes d'ordre économique et moral. Une solution pourrait consister à donner un caractère plus attrayant aux petites localités en effectuant des investissements dans les services collectifs de base, et plus particulièrement dans les hôpitaux et les écoles. Le PNUD pourrait contribuer à cette action.

69. Le transfert des techniques ne saurait remplacer les efforts locaux en la matière; le PNUD pourrait aider les pays en voie de développement à identifier des moyens économiques d'acquérir les techniques nécessaires.

70. Les pays développés devraient continuer à accroître leurs contributions au PNUD. Les ressources disponibles étant limitées, l'accent devrait être mis sur l'intégration régionale et sous-régionale.

71. M. ZOLLNER (Secrétaire général du secrétariat international du Service volontaire), invité par le Président à prendre la parole, dit que l'accord formel entre le secrétariat international et le programme des

Volontaires des Nations Unies, venu à expiration en avril 1973, a été renouvelé pour une période de 14 mois. Cet accord engage le secrétariat international à assister le programme dans les domaines du recrutement, de la présélection et de la formation des Volontaires des Nations Unies. Lorsque l'accord sera venu à expiration, la coordination de ces activités sera assurée directement par le programme.

72. L'un des buts essentiels du secrétariat international est d'encourager et de promouvoir le volontariat au service du développement économique et social, et ses recommandations ont abouti, en décembre 1970, à la création des Volontaires des Nations Unies par l'Assemblée générale. Dès ses débuts, le secrétariat international a apporté le concours de son expérience au nouvel organe et, depuis la signature du premier accord en 1971, a mis au service du programme des Volontaires les structures et les liens de coopération qu'il entretient à travers le monde.

73. Sur les 564 candidats que le secrétariat international du Service volontaire a présentés à des postes de Volontaires des Nations Unies, 210 ont déjà été acceptés et 83 autres candidatures sont actuellement en cours d'examen. Le secrétariat international a recruté 83 p. 100 des Volontaires des Nations Unies en service en ce moment. En prêtant son concours au programme des Volontaires, il a fait un effort particulier dans les pays en voie de développement afin de s'assurer qu'une proportion substantielle de volontaires du tiers monde figurerait parmi les Volontaires des Nations Unies; c'est ainsi que plus de 40 p. 100 des candidats qualifiés présentés sont originaires de ces pays.

74. Le secrétariat international s'est aussi efforcé d'assister le programme des Volontaires des Nations Unies en organisant des consultations qui rassemblaient des représentants de la plupart des sources de volontaires du programme, en vue d'aider ce dernier à résoudre certaines de ses difficultés et de fournir un forum permettant un échange d'idées approfondi et constructif. Ces réunions consultatives ont aidé à renforcer la coopération entre le programme et les sources de volontaires, préparant ainsi la voie pour une prise en charge future des activités de recrutement par le programme lui-même.

75. En outre, le secrétariat international constitue un centre mondial d'échange d'informations et d'expériences relatives au service volontaire. Il fournit un cadre de coordination et de coopération entre les organisations d'envoi en tenant des conférences destinées aux directeurs de ces organisations et en organisant des séminaires d'études sur des questions spécifiques. La coopération est également développée par les équipes multinationales de volontaires du secrétariat.

76. Depuis quelques années, la majeure partie des activités de l'organisation est orientée vers l'assistance directe. Lorsque des pays en voie de développement

demandent au secrétariat international des volontaires qualifiés, il diffuse ces demandes à toutes les sources possibles de volontaires. Au cas où les pays en question ne souhaitent pas traiter directement avec les diverses sources de volontaires, il se charge de constituer des équipes multinationales de volontaires qui sont utilisées dans les projets où le programme des Volontaires des Nations Unies ne peut envoyer ses propres volontaires.

77. L'assistance directe du Secrétariat international peut également se manifester par la création ou l'expansion de services nationaux de volontaires ou de services nationaux pour le développement dans les pays du tiers monde; ces services incluent les organisations ou associations rassemblant des autochtones qui participent à des projets de développement socio-économique dans leur propre pays, soit à titre purement bénévole, soit en contrepartie d'une simple indemnité de subsistance. Son assistance comprend aussi la promotion des organisations de volontaires ou de service pour le développement par une série de programmes dont les principaux consistent en conférences régionales de directeurs des organisations de volontaires et de service pour le développement et en séminaires de formation régionaux ou sous-régionaux pour les cadres de ces organisations. Cinq conférences et huit séminaires de ce type ont été réunis au cours des deux dernières années en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

78. Le Secrétariat international organise également des programmes d'échange de cadres entre les services nationaux de volontaires ou de développement, permettant ainsi aux dirigeants et cadres de ces services d'acquérir une formation et une expérience complémentaires en servant temporairement dans d'autres organisations similaires. Une assistance technique directe dans le domaine du volontariat peut être fournie sous forme de missions de consultants ou autres spécialistes qualifiés.

79. Grâce à sa coopération avec le PNUD, le secrétariat international a pu constater que c'est maintenant l'ensemble du système des Nations Unies qui témoigne un intérêt marqué pour le volontariat international. Plusieurs institutions spécialisées ont participé aux conférences régionales et aux cours de formation et ont même parfois coparrainé ces activités. En outre, les commissions économiques régionales ont coopéré aux programmes dans leurs régions respectives.

80. Le Conseil du Secrétariat international du Service volontaire a renouvelé l'assurance de son soutien concret au programme des Volontaires des Nations Unies et a préconisé une coopération et une coordination encore plus intenses avec les organisations internationales, en particulier celles du système des Nations Unies.

La séance est levée à 18 h 10.

1557^e séance

Mercredi 14 novembre 1973, à 15 h 15.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1557

POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités opérationnelles pour le développement (*suite*)
[A/9003, chap. VI] :

- a) Programme des Nations Unies pour le développement (E/5256, E/5365/Rev.1, A/C.2/L.1307);
- b) Fonds d'équipement des Nations Unies (A/C.2/L.1306);
- c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;
- d) Programme des Volontaires des Nations Unies (E/5342);
- e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
- f) Fonds des Nations Unies pour l'enfance (A/C.2/L.1308);
- g) Programme alimentaire mondial (A/9003/Add.1, quatrième partie; A/9031, A/C.2/L.1298)

1. Mme AAS (Norvège) dit que sa délégation interprète l'accroissement sensible des contributions volontaires annoncées lors de la Conférence de 1973 pour les annonces de contributions au PNUD et au Fonds d'équipement des Nations Unies¹ — la plus satisfaisante dans l'histoire du PNUD — comme un vote de confiance à l'égard du Programme et un témoignage de l'importance que les Etats Membres accordent à l'assistance technique et aux activités de préinvestissement. Il convient d'assurer de nouvelles et notables augmentations à l'avenir, et, à cette fin, le Conseil d'administration doit arrêter, lors de sa dix-septième session, les critères à appliquer en vue du calcul des chiffres indicatifs de planification qui seront utilisés pour le prochain cycle de développement. La décision préliminaire prise à la seizième session du Conseil (voir E/5365/Rev.1, par. 90) est un pas dans la bonne direction, mais le Gouvernement norvégien espère que la décision finale ira encore davantage dans le sens d'une redistribution plus équitable et plus juste des ressources du PNUD en faveur des pays les moins avancés et autres pays à revenu peu élevé qui connaissent de graves problèmes de chômage et de misère généralisée. Si la tendance actuelle à une augmentation annuelle des contributions nettement supérieure à l'objectif convenu de 9,6 p. 100 se poursuit, cette redistribution sera possible, et les chances de résoudre le problème du déficit probable du PNUD seront également bonnes. Certaines délégations considèrent qu'il s'agit là d'un problème plutôt imaginaire, du fait du retard pris ces dernières années dans l'application du programme. La délégation norvégienne souhaiterait savoir si l'exécution s'est récemment accélérée et s'il y a une chance raisonnable de parvenir vers la fin du cycle en cours à un meilleur rythme d'exécution.

2. Le Gouvernement norvégien partage clairement l'inquiétude de l'Administrateur à propos du

développement économique et social des pays les moins avancés, et il a offert au PNUD, au cours des trois dernières années, des contributions spéciales s'élevant à environ 4,7 millions de dollars, à utiliser pour accélérer le développement des pays faisant partie du "noyau".

3. La délégation norvégienne appuie l'idée de transformer le Fonds d'équipement des Nations Unies de façon qu'il serve d'abord et surtout la cause des pays les moins avancés. Elle est l'un des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1306 et s'associe aux opinions qu'a exprimées le représentant des Pays-Bas en présentant ce projet à la 1555ème séance. Dès que l'Assemblée générale aura appuyé en principe la réorientation du Fonds dans l'esprit de la résolution 1753 (LIV) du Conseil économique et social, le Gouvernement norvégien proposera au Parlement que la Norvège verse en 1974 une importante contribution au Fonds.

4. Certains des pays les plus pauvres du monde sont en même temps les plus peuplés. Le problème de la population est l'un des plus graves qui se posent au monde, et toutes les nations, aussi bien développées qu'en voie de développement, doivent s'unir en vue de s'occuper de cette question. Leur effort contribuera de façon décisive à la solution d'autres problèmes urgents et connexes, tels que la misère et le chômage, la faim, la malnutrition et la pollution, le manque de moyens d'enseignement et la pénurie de services sanitaires. Le problème de la population a également des répercussions sur les efforts visant à obtenir une répartition plus équitable des richesses et sur le mode d'utilisation des ressources naturelles existant dans le monde. La densité de population n'est généralement pas considérée comme un problème aigu dans les pays industrialisés, mais la quantité d'énergie et de ressources consommées par chaque habitant de ces pays est un multiple de celle que consomme un habitant d'un pays en voie de développement; compte tenu de la rareté relative des ressources sur une base globale, l'accroissement de la population doit être ralenti également dans les pays industrialisés. Si l'on n'arrive pas à contenir l'explosion de la population, les tentatives pour créer des conditions de vie décentes sur la Terre échoueront probablement; aussi la délégation norvégienne est-elle satisfaite de voir s'intensifier les opérations du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et l'appui qui lui est fourni. Le fait que le Fonds reçoit des demandes d'assistance d'un nombre croissant de gouvernements confirme que l'urgence et l'ampleur du problème démographique sont de mieux en mieux comprises. La proclamation de 1974 comme Année mondiale de la population et la convocation, au cours de cette année, de la Conférence mondiale de la population sont des manifestations concrètes de cette tendance, et la délégation norvégienne espère que la Conférence, orientée vers l'action, conduira à l'adoption d'un plan d'action global concret et général. L'un des objectifs de

¹ Voir A/CONF.59/SR.1 et 2.

la Conférence doit être d'assurer aux femmes du monde entier des droits égaux à ceux des hommes dans le processus de prise de décisions ainsi que dans l'application des mesures intéressant la population, surtout en ce qui concerne la planification de la famille.

5. Le Gouvernement norvégien appuie le programme des Volontaires des Nations Unies et espère que les volontaires aideront de plus en plus à faire face aux besoins de main-d'œuvre de niveau intermédiaire qu'impliquent les projets de développement exécutés par les organismes des Nations Unies. Par souci d'efficacité et de simplification administrative, le programme des Volontaires des Nations Unies devrait se charger lui-même de son recrutement, en collaboration directe avec les institutions et organisations qui souhaitent participer au programme.

6. L'œuvre à laquelle se consacre le FISE offre un exemple d'approche pratique au problème de développement, qui peut servir de modèle aux efforts de développement orientés vers l'action. La portée de son assistance est extraordinaire, et les décisions du Conseil d'administration sont habilement transposées sur le plan de l'action pratique. En conséquence, la délégation norvégienne a tenu à figurer parmi les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1308, et le Gouvernement norvégien a annoncé, sous réserve de l'approbation parlementaire, une contribution au FISE pour 1974 équivalant à environ 3,3 millions de dollars. De plus, en réponse à l'appel spécial du Directeur général, ce gouvernement compte proposer au Parlement de verser une contribution supplémentaire d'un montant équivalant à quelque 1,8 million de dollars pour le financement de l'assistance du FISE dans la péninsule indochinoise. Les activités du FISE sont bien coordonnées et adaptées aux besoins réels des pays bénéficiaires.

7. Il est nécessaire de bien coordonner toutes les activités opérationnelles de l'ONU pour le développement, et, dans le contexte de l'assistance technique et des activités de préinvestissement, la recommandation figurant en annexe à la résolution 2688 (XXV) de l'Assemblée générale, selon laquelle les représentants résidents du PNUD devraient avoir un rôle "prépondérant", est particulièrement importante.

8. M. VERCELS (Philippines), présentant le projet de résolution A/C.2/L.1308, annonce que la Nouvelle-Zélande doit être ajoutée à la liste des auteurs, et que les auteurs sont convenus d'en changer le titre en "Conférence spéciale de 1974 pour les annonces de contributions au Fonds des Nations Unies pour l'enfance".

9. Les possibilités du FISE concernant sa participation à l'œuvre internationale de développement ne sont pas pleinement réalisées, et les contributions annuelles au FISE n'ont pas encore atteint un montant à la mesure des besoins d'assistance des enfants, des mères et des adolescents dans les pays en voie de développement. En 1972, les contributions directes des gouvernements au FISE se sont élevées à 45,6 millions de dollars seulement, et le chiffre total avec les contributions spéciales et les fonds d'affectation spéciale n'était que de 54,9 millions de dollars. Le Directeur général a souligné la nécessité d'accroître sensiblement les contributions ordinaires pour atteindre en 1975 l'objectif de 100 millions de dollars; or il semble que l'on restera en deçà de cet objectif. Les ressources du

FISE sont très insuffisantes à tous points de vue, surtout par comparaison avec celles d'autres organes opérationnels de l'ONU récemment établis. On peut dire que l'assistance et les travaux du FISE ont fait l'objet d'un accord de principe qui ne se traduit pas par l'appui financier nécessaire. C'est pourquoi le Directeur général a demandé un accroissement d'ensemble du soutien donné au FISE non seulement pour satisfaire les besoins actuels, mais aussi pour jeter les bases de l'action future.

10. Le projet de résolution vise essentiellement à réunir pendant la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale une conférence spéciale pour les annonces de contributions au FISE, afin de faciliter la réalisation de l'objectif de 100 millions de dollars d'ici à 1975. Le Conseil d'administration et le Conseil économique et social ont tous deux adopté par consensus des recommandations à ce sujet. Le dispositif du projet de résolution n'appelle guère d'explications. La résolution 1821 (LV) du Conseil économique et social, que l'Assemblée fait sienne au paragraphe 1, a été adoptée par consensus. La conférence spéciale pour les annonces de contributions envisagée n'est pas censée remplacer la méthode actuellement utilisée pour recueillir des contributions volontaires et individuelles et constitue simplement une mesure spéciale devant permettre au FISE d'atteindre l'objectif fixé pour 1975. Le Conseil d'administration a pensé qu'une conférence de ce genre aiderait à concentrer l'attention sur les besoins du FISE et sur son rôle dans l'œuvre générale d'assistance de l'Organisation des Nations Unies. Les contributions au FISE, au PNUD et à d'autres activités opérationnelles doivent être considérées non pas comme entrant en concurrence les unes avec les autres, mais bien comme une partie de l'ensemble de l'effort de développement de l'ONU.

11. La conférence doit également rationaliser le mode de contribution au FISE. Actuellement, les contributions de deux gouvernements seulement représentent environ 50 p. 100 des contributions totales des gouvernements; il s'agit là d'une structure déséquilibrée faisant reposer le financement du FISE sur une base précaire, ce qui n'est manifestement pas le meilleur moyen d'assurer la stabilité financière future de cet organisme. Certains gouvernements qui auraient pu le faire n'ont offert aucune contribution au FISE, non parce qu'ils s'opposent à ses objectifs et programmes, mais simplement parce qu'ils n'y pensent pas; la conférence envisagée viendrait opportunément leur rappeler; elle donnerait également l'occasion aux gouvernements de donner un témoignage concret de la confiance que leur inspire le FISE, dont les activités sont considérées comme un dû, ce qui constitue en quelque sorte un hommage rendu à sa discrète efficacité, à son intégrité et à ses succès constants. Le FISE mérite l'appui des gouvernements, puisqu'il est l'un des organes opérationnels de l'ONU dont les dépenses d'administration sont les plus faibles — 6,8 p. 100 seulement des dépenses totales en 1973. Le rôle du FISE doit être vu dans son propre contexte; son assistance n'est pas seulement humanitaire, elle est partie intégrante de l'effort mondial en vue d'atteindre les objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Le développement commence avec les hommes, et les enfants sont à long terme la plus précieuse des ressources humaines. Les

auteurs espèrent que le projet de résolution sera adopté par consensus.

12. M. GEBRU (Ethiopie) déclare que la délégation éthiopienne est heureuse de constater que le mode de programmation par pays a conduit à une meilleure coordination des activités d'assistance bilatérale et multilatérale et a encouragé une plus grande intégration des futures activités d'assistance dans les plans de développement nationaux. Les projets régionaux et globaux, notamment la création de centres de recherche agricole, constituent un domaine d'activité important du PNUD. Toutefois, il convient de porter l'attention voulue à la répartition géographique de ces centres, puisque les problèmes agricoles sont très différents d'un pays à l'autre. Il y a lieu de se féliciter de l'accroissement de 18 p. 100 des ressources du PNUD pour 1974; le nouveau montant des contributions annoncées, qui est d'environ 360 millions de dollars, a dissipé la crainte d'un éventuel déficit de 80 millions de dollars à la fin de 1976. La délégation éthiopienne note avec satisfaction la décision du Conseil d'administration de réserver 35 millions de dollars à l'intention des pays les moins avancés pour la période du programme 1972 à 1976. Cette décision a été prise en fonction d'un taux d'augmentation annuel des ressources qui a été estimé à 9,6 p. 100; ce taux ayant été dépassé, on pourrait entreprendre de revoir le montant en question, afin d'atteindre l'objectif initialement proposé de 60 millions de dollars pour le cycle de programme actuel.

13. Dans tous les domaines le PNUD a entrepris de déterminer les besoins spéciaux des pays les moins développés et il a commencé à mobiliser les ressources nécessaires. La délégation éthiopienne note avec plaisir que le PNUD poursuit son action, touchant aussi bien l'établissement des priorités entre les demandes formulées par les gouvernements de ces pays que l'approbation de projets déterminés, si bien qu'avant la fin de 1973 une grande partie des ressources allouées au titre des mesures spéciales sera attribuée.

14. La nouvelle politique de développement vise à élever la productivité des petits exploitants agricoles. Le PNUD a un rôle à jouer en aidant à l'élaboration et à l'application de la politique de développement rural, y compris l'élaboration, la préparation et l'exécution des projets.

15. L'assistance accordée par le PNUD à l'Ethiopie a grandement contribué aux efforts de développement déployés par ce pays. Dans le cadre du programme par pays pour 1972-1976, 38,2 p. 100 du total des ressources ont été alloués au secteur agricole, conformément aux priorités fixées par le gouvernement. Le PNUD accorde son aide à l'Institut de recherche agronomique et à l'école d'assistance vétérinaire, et il a notamment contribué à la campagne nationale contre la peste bovine et à un projet régional d'irrigation dans des régions peuplées de nomades. D'autres petits projets consistant en services consultatifs sont en cours et des projets dans la filière ont trait à la formation d'éleveurs, aux statistiques agricoles, à l'administration et au peuplement des terres ainsi qu'aux problèmes fonciers. Le deuxième secteur par rang d'importance est l'éducation, qui absorbe 30,2 p. 100 de l'aide du PNUD. Parmi les autres secteurs bénéficiaires, il convient de signaler la planification et l'administration, les transports et les communications, l'industrie et le

tourisme, l'hydrologie et l'industrie extractive, la santé publique, la gestion des entreprises et la formation professionnelle.

16. L'un des reproches que l'on peut adresser au programme d'assistance du PNUD à l'Ethiopie est que les aides accordées ont été trop souvent mal échelonnées en raison des difficultés rencontrées tant par les organisations chargées de l'exécution dans le recrutement et la fourniture de matériel que par le gouvernement, qui a eu de la peine à fournir, conformément au calendrier du projet, un personnel de contrepartie suffisamment formé. Le PNUD peut contribuer de manière appréciable à réduire ces difficultés en formant du personnel local dans les domaines plus spécialisés. L'aide qu'il accorde en matière de personnel représente une part très importante du total de l'aide accordée, notamment pour ce qui est des services consultatifs, et il convient de faire davantage appel au personnel local au fur et à mesure que sa capacité dans ce domaine est renforcée grâce à l'assistance du PNUD.

17. La délégation éthiopienne pense que le Fonds d'équipement des Nations Unies doit être utilisé essentiellement au bénéfice des pays les moins avancés, dans les secteurs où n'interviennent pas d'autres sources telles que les banques de développement régionales ou internationales et où l'aide du Fonds ne peut être remplacée par l'action de ces autres sources. La délégation éthiopienne accueille donc avec satisfaction la décision prise par le Conseil d'administration à sa quinzième session (voir E/5256, chap. VIII) selon laquelle le Fonds doit servir avant tout à aider les pays les moins avancés. Tout en notant avec satisfaction que les gouvernements de certains pays développés ont annoncé leur intention de verser des sommes importantes au Fonds en vue de lui donner une nouvelle orientation et une nouvelle vitalité, la délégation éthiopienne reconnaît que la création du Fonds et du dispositif institutionnel destiné à venir en aide aux pays les moins avancés ne saurait suffire si des changements de politique n'interviennent pas en faveur de ces pays, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

18. La délégation éthiopienne approuve pleinement la création d'un fonds pour l'exploration des ressources naturelles. L'unique caractéristique de ce fonds est qu'il s'agit d'un fonds de roulement, et qu'il correspond aussi à la notion d'auto-assistance au profit de pays en voie de développement. Le Fonds devrait s'intéresser à toutes les phases de l'exploration des ressources, de la préparation des demandes d'assistance aux études de préinvestissement et jusqu'à l'exploration; la délégation éthiopienne appuie le projet de résolution A/C.2/L.1302, présenté au titre du point 12 de l'ordre du jour.

19. Elle note avec satisfaction que le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population prépare un projet consacré aux ressources humaines, destiné à faciliter le recensement de la population éthiopienne, et elle espère que ce projet sera mis à exécution dès que possible.

20. Le FISE a rendu des services inestimables dans le secteur social, et la délégation éthiopienne, de même que le Directeur général de cet organisme, constate la tendance de plus en plus généralisée à insister sur le facteur humain dans le processus de développement. Le rôle joué par le FISE en apportant secours et assis-

tance à long terme aux enfants et aux adolescents est donc d'une importance capitale, et l'attention particulière qu'il porte aux besoins des enfants dans les pays les moins avancés est digne d'éloges. Traditionnellement, la réaction du FISE devant les situations de crise est immédiate, sinon suffisante. Dans une région d'Ethiopie frappée par une sécheresse qui a entraîné la famine, le FISE a envoyé 2,5 tonnes de lait écrémé et 144 tonnes d'aliments riches en protéines, destinés aux enfants et aux mères. Cette contribution a été appréciée à sa juste valeur, mais les quantités fournies ont été inférieures aux besoins. On pourrait donc demander au FISE d'apporter une assistance supplémentaire au programme de secours d'urgence du Gouvernement éthiopien et à l'œuvre de reconstruction dans la région sinistrée.

21. La pénurie alimentaire que connaît le monde est sans précédent, et il est urgent d'accroître les moyens que le Programme alimentaire mondial a de fournir une aide alimentaire suffisante en cas d'urgence. Le Gouvernement éthiopien vient de demander 20 000 tonnes de céréales au PAM, qui, en raison de ses moyens limités, n'a pu offrir que la moitié de cette quantité. La délégation éthiopienne espère que l'Assemblée générale décidera de fixer un objectif de 440 millions de dollars en ce qui concerne les contributions volontaires au Programme pour 1975 et 1976, comme il est conseillé dans la résolution 1830 (LV) du Conseil économique et social.

22. M. CHIRILA (Roumanie) déclare que les rapports des deux dernières sessions du Conseil d'administration du PNUD attestent la réalisation de progrès tangibles dans le processus de consolidation et de stabilisation des mécanismes du Programme. Le bilan positif des activités déployées en 1973 est intimement lié à l'approbation d'un nombre important de projets, y compris pour la Roumanie. L'Administrateur du PNUD, dans sa déclaration à la 1554^{ème} séance, a exposé les efforts effectués en vue d'orienter les activités du PNUD vers des actions majeures destinées à répondre aux exigences actuelles du développement économique des Etats Membres, afin de liquider le sous-développement. La délégation roumaine souhaite adresser ses félicitations à l'Administrateur et à l'Administration du PNUD pour leur activité soutenue visant à assurer au Programme sa qualité d'instrument précieux de promotion et d'élargissement de la coopération internationale au service du développement.

23. M. Chirila souligne l'importance que revêt l'approche dynamique du concept de la coopération dans les activités du PNUD. Le Programme traverse à présent une étape extrêmement importante pour la consolidation de sa structure, pour l'augmentation de ses ressources et l'amélioration de son efficacité. Les résultats obtenus jusqu'à présent sont l'expression de la volonté des Etats de consacrer au Programme l'attention exigée par l'acuité des problèmes que pose le progrès économique et social des pays en voie de développement. Des progrès tangibles ont été obtenus dans l'élargissement des possibilités permettant aux Etats de participer aux activités du PNUD, beaucoup d'entre eux en la double capacité de donateur et de bénéficiaire. Le Gouvernement roumain s'est constamment prononcé pour la promotion de critères souples et fondés sur la réalité afin d'assurer l'universalité du Programme, car il attache une importance

considérable à l'élargissement de ses rapports économiques et de la coopération avec les autres pays en voie de développement. Il estime que l'accord réalisé lors de la seizième session du Conseil d'administration en ce qui concerne les critères de distribution des ressources du PNUD constitue une base équitable qui permettra de résoudre ce problème politique, qui requiert une solution politique. Ce même esprit devrait continuer de régir les délibérations portant sur la définition des critères de distribution équitable des ressources du PNUD pour les programmes régionaux. Le phénomène du sous-développement ne s'arrête pas aux frontières qui séparent les continents et il faut donc mettre l'accent comme il convient sur l'efficacité des projets régionaux. La délégation roumaine souhaiterait qu'on réserve une part plus large dans l'ensemble des activités du PNUD aux projets interrégionaux qui intéressent plus de deux pays. A titre d'exemple, les efforts concertés déployés par tous les peuples du continent européen pour atteindre des objectifs économiques d'intérêt régional ou sous-régional pourraient bénéficier d'un apport approprié de la part du PNUD.

24. L'un des impératifs principaux des activités futures du PNUD devrait résider dans son adaptation continue aux besoins spécifiques des pays en voie de développement. La délégation roumaine a pris note avec intérêt des efforts déployés pour répondre aux nécessités urgentes qui surgissent dans diverses régions du monde et elle est pleinement d'accord avec les mesures prises pour aider les pays de la région soudano-sahélienne frappés par la sécheresse. Elle appuie également la priorité donnée aux mesures prises en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, ce qui est en concordance avec les recommandations de la CNUCED à sa troisième session.

25. La délégation roumaine estime que le PNUD devrait étendre son programme d'assistance aux mouvements de libération nationale d'Afrique, représentants authentiques des peuples se trouvant encore sous domination coloniale. Le PNUD pourrait apporter une contribution importante à l'appui de leur juste lutte pour la liberté, l'indépendance et le progrès. La délégation roumaine espère donc que l'Administration du PNUD pourra, au cours de la présente session de l'Assemblée générale, entrer ou se maintenir en rapport avec les dirigeants de ces mouvements afin de déterminer la meilleure façon de leur fournir l'assistance nécessaire.

26. La délégation roumaine prend note avec satisfaction des efforts déployés pour veiller à ce que les projets et programmes de coopération technique reflètent les objectifs et priorités conçus par chaque pays en voie de développement bénéficiaire. Toutefois, le long et coûteux processus d'élaboration, d'examen et d'approbation des projets ne permet pas toujours d'obtenir des projets réalistes ni du niveau technique nécessaire, encore que les gouvernements connaissent le plus souvent leurs propres besoins d'assistance technique et disposent d'une stratégie sur l'utilisation des ressources fournies par le PNUD. Tous ceux qui interviennent dans la réalisation des projets, c'est-à-dire les gouvernements, le PNUD et les organisations chargées de l'exécution, doivent faire preuve de beaucoup de souplesse à l'égard des innovations et des améliorations.

27. La délégation roumaine se félicite de la décision du Conseil d'administration sur la promotion de la coopération technique entre les pays en voie de développement. Le PNUD peut et doit trouver des formules susceptibles de stimuler l'utilisation graduelle de la capacité économique et technique acquise par les pays en voie de développement afin de réaliser l'échange de données d'expérience et la coopération réciproque dans l'exécution des programmes. Les pays en voie de développement comme la Roumanie peuvent fournir des équipements, envoyer des experts et recevoir des cadres désireux de se spécialiser. A cet égard, la délégation roumaine insiste sur l'importance d'une répartition géographique équitable, facteur que l'Administration du PNUD devrait également prendre en considération.

28. Le Gouvernement roumain a toujours soutenu les activités du PNUD et fournit au Programme une contribution volontaire pour alimenter ses ressources. Les bonnes relations de la Roumanie avec le PNUD sont concrétisées par l'exécution en Roumanie de projets d'un haut niveau technique et économique, ainsi que par la participation des spécialistes roumains à la réalisation de projets dans d'autres pays en voie de développement. De nouvelles perspectives vont s'ouvrir à ces relations grâce au programme national roumain de coopération pour la période 1973-1977. La participation de la Roumanie aux activités de coopération technique de l'ONU suivra à l'avenir les mêmes lignes et cherchera à promouvoir la coopération internationale pour le développement.

29. M. RATSIMBAZAFY (Madagascar) entend limiter ses propos à la formulation de quelques vues et propositions concernant les activités opérationnelles pour le développement.

30. Pour ce qui est du PNUD, la formation ou le recrutement d'experts locaux nationaux aurait pour effet d'assurer une utilisation plus rationnelle des ressources; premièrement, les dépenses occasionnées par les déplacements seraient réduites; deuxièmement, la connaissance du milieu physique, historique et humain est un facteur qui est loin d'être négligeable pour l'efficacité des activités à mener; troisièmement, la coordination des activités et la recherche des solutions aux différents problèmes se trouveraient facilitées par suite de la communauté de langue et de l'existence d'autres affinités. Les difficultés linguistiques, les problèmes psychologiques et les conditions sociologiques sont des inconvénients parfois susceptibles d'empêcher certains experts non nationaux de mener à bien leur mission dans les délais fixés. Bien qu'il puisse ne pas être possible, dans un premier temps, de procéder au recrutement d'experts nationaux, il ne devrait pas être difficile de prendre les mesures nécessaires pour assurer la formation d'experts nationaux de contrepartie.

31. Le Fonds d'équipement des Nations Unies doit, pour répondre aux objectifs de la communauté internationale, être réservé aux pays en voie de développement les moins avancés. Toute possibilité d'augmenter les ressources de ce fonds mérite d'être encouragée et appuyée. Ceux qui ont la possibilité de contribuer au Fonds assureraient une sécurité économique collective à long terme, ce qui vaut mieux que de chercher une sécurité ailleurs.

32. Les activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général devraient être orientées vers les pays en voie de développement en général. Dans le domaine de la formation du personnel, l'octroi de bourses aiderait les pays à résoudre, ne serait-ce que partiellement, les problèmes qu'ils rencontrent en matière de planification de la formation-emploi.

33. Les activités du programme des Volontaires des Nations Unies seront efficaces dans la mesure où elles s'intégreront dans le cadre de la politique économique-sociale des pays qui y font appel et à condition que les volontaires aient au préalable acquis la formation adéquate et adoptent une attitude concrète qui susciterait l'enthousiasme de la population avec laquelle ils seraient appelés à collaborer.

34. Le Gouvernement malgache, qui contribue aux activités du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et a l'intention de participer à la Conférence mondiale de la population, espère que des mesures positives favorisant la solution des problèmes posés par la population se dégageront de cette conférence, dont la valeur n'échappe pas aux pays en voie de développement. Il serait nécessaire de disposer de données de base et d'études approfondies présentant plusieurs théories et des principes fondamentaux afin de guider le choix des gouvernements sur la politique à adopter. Le programme de l'Année mondiale de la population devrait être très largement diffusé pour aider les pays à sensibiliser l'opinion de leur population.

35. Les activités du FISE méritent d'être appuyées, encouragées et multipliées. La délégation malgache se félicite des efforts déployés par le FISE et souhaite que les problèmes de l'adolescence, en particulier de l'adolescence analphabète qui s'intègre très difficilement dans le circuit du développement, rencontrent une attention beaucoup plus bienveillante. La porte du savoir devrait être ouverte à cette adolescence pour en faire non des érudits mais des hommes dignes de ce nom. Enfin, aucun effort ne devrait être épargné en vue d'octroyer une assistance qui permettrait de freiner l'exode rural.

36. M. OUDOVENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit qu'au cours des dernières années le PNUD a, dans l'ensemble, enregistré de bons résultats dans son assistance aux pays en voie de développement. L'Administrateur a noté à juste titre les résultats positifs dus à la programmation par pays; bien que cette méthode ne soit appliquée que depuis peu de temps, il apparaît déjà qu'elle permet aux pays en voie de développement d'assurer une coordination plus efficace entre l'aide accordée par le PNUD et leurs propres plans et objectifs nationaux de développement et qu'elle encourage une utilisation plus rationnelle des ressources du PNUD. Il faut établir nettement une distinction entre le rôle des pays bénéficiaires et celui des représentants résidents du PNUD. De l'avis de la délégation ukrainienne, les gouvernements bénéficiaires devraient, à toutes les étapes de la mise au point des programmes par pays, assumer les responsabilités principales; tout élargissement des pouvoirs des représentants résidents qui outrepasserait les dispositions de l'annexe à la résolution 2688 (XXV) de l'Assemblée générale constituerait une violation de la souveraineté des pays intéressés. La coordination et l'intégration de toutes les formes d'assistance,

bilatérale ou multilatérale, est également une prérogative des gouvernements bénéficiaires, comme il est clairement indiqué au paragraphe 10 de l'annexe à cette résolution. Il convient de se conformer régulièrement et strictement aux dispositions de cette annexe si l'on veut que le PNUD devienne un agent vraiment efficace de l'assistance aux pays en voie de développement. La délégation ukrainienne regrette donc le retard apporté à la rédaction du projet de statut du PNUD que l'Assemblée générale a demandé d'établir dans sa résolution 2866 (XXV). Il importe également de trouver d'urgence une solution à la question des critères à appliquer dans le calcul des chiffres indicatifs de planification; la délégation ukrainienne estime que les recommandations faites par le Groupe chargé de réexaminer les critères à appliquer dans le calcul de ces chiffres, qui s'est réuni lors de la seizième session du Conseil d'administration (voir E/5365/Rev.1, par. 90), offrent une base acceptable pour le choix des critères qui garantiraient à tous les pays intéressés le droit de bénéficier de l'assistance du PNUD, à l'exception toutefois des pays pratiquant des politiques d'agression, d'*apartheid* et de discrimination raciale.

37. Dans les recommandations du Groupe comme dans les décisions adoptées à la seizième session apparaît un élément nouveau : on y reconnaît qu'il faut tenir compte, indépendamment du revenu par habitant et du chiffre de la population, de critères supplémentaires parmi lesquels, estime la délégation ukrainienne, l'ampleur des activités déployées par un pays donné pour assurer son développement et, d'autre part, son souci de procéder à des réformes de structure en vue d'encourager le développement, la redistribution des revenus et d'autres mesures de justice sociale.

38. Par ailleurs, la délégation ukrainienne souhaite souligner une fois de plus que l'assistance du PNUD, comme toute assistance extérieure, ne saurait avoir qu'un caractère auxiliaire. Les efforts et les ressources individuelles de chaque pays jouent le rôle décisif en matière de développement, et les pays en voie de développement ne sauraient mobiliser ces ressources avec succès sans procéder à des transformations socio-économiques d'ensemble, telles que l'élimination de relations sociales archaïques, des réformes démocratiques effectuées dans l'intérêt des travailleurs, le renforcement du secteur public de l'économie et des coopératives, et la prédominance des intérêts nationaux sur ceux du capital étranger ou privé.

39. Il serait difficile de sous-estimer les incidences qu'auraient une réduction des dépenses militaires et l'utilisation, dans les pays en voie de développement, des ressources ainsi libérées au profit de leur développement socio-économique. L'Administrateur a fait allusion à cette question lorsqu'il a remarqué que, si les sommes libérées par une réduction de 5 p. 100 des dépenses militaires de six pays développés étaient affectées au développement, le volume total de l'aide accordée actuellement aux pays en voie de développement doublerait. La délégation ukrainienne tient à rappeler que l'Assemblée générale est présentement saisie d'une proposition concrète de l'Union soviétique visant à réduire de 10 p. 100 les budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et d'utiliser une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement (point 102 de l'ordre du jour). Si cette

proposition était adoptée, l'octroi d'une aide supplémentaire en vue d'aplanir les difficultés complexes qu'éprouvent les pays en voie de développement à combler leur retard économique s'en trouverait grandement facilité.

40. La RSS d'Ukraine appuie totalement les efforts des pays en voie de développement et joue un rôle actif en les aidant soit par des accords bilatéraux, soit par l'intermédiaire d'organisations internationales. Elle détache des experts ukrainiens dans les pays en voie de développement, fournit du matériel, forme du personnel scientifique et technique pour ces pays et organise des séminaires et des colloques sur des problèmes qui les intéressent. Au cours des deux dernières années, des séminaires et des colloques des Nations Unies se sont réunis en RSS d'Ukraine pour étudier des problèmes aussi essentiels que la production d'engrais minéraux, l'organisation des travaux des institutions spécialisées dans la planification du développement, la métallurgie et la soudure électrique. L'Ukraine organise actuellement deux cours destinés aux métallurgistes et aux ouvriers spécialisés dans la soudure électrique, cours financés par ses contributions aux fonds d'assistance technique des Nations Unies. En général, des cours et réunions analogues organisés en Union soviétique sont appréciés par ceux qui y participent comme par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Au printemps 1973, l'Administrateur du PNUD a pu se rendre compte personnellement de la bonne organisation et du haut niveau technique du cours destiné aux métallurgistes et de son utilité indiscutable pour la formation de main-d'œuvre des pays en voie de développement. Le Gouvernement ukrainien est disposé à continuer d'étudier favorablement toute proposition visant à organiser sur son territoire des séminaires, colloques et cours financés par ses contributions au PNUD, et il estime que le secrétariat du PNUD ne devrait pas réquie le nombre des opérations de ce genre, car elles constituent pour les jeunes Etats un moyen efficace d'assurer la formation de leur personnel technique national. Ces activités donneraient également l'occasion de faire un plus large usage des contributions en roubles que la RSS d'Ukraine verse au PNUD.

41. Le choix des experts envoyés dans les pays en voie de développement constitue également un aspect important des activités opérationnelles du PNUD. Au paragraphe 44 de l'annexe à la résolution 2688 (XXV), l'Assemblée générale souligne la nécessité d'observer le principe d'une répartition géographique équitable à cet égard; dans la pratique, le nombre d'experts originaires de pays socialistes que l'Organisation des Nations Unies accepte de faire travailler dans les pays en voie de développement reste toutefois extrêmement faible. Par exemple, de 1961 à 1973, seulement 14 ressortissants ukrainiens ont été employés dans des pays en voie de développement en qualité d'experts des Nations Unies; à l'heure actuelle, il n'y en a qu'un. La délégation ukrainienne espère que les discussions qui ont eu lieu en 1973 entre les organes compétents de la RSS d'Ukraine et le Secrétariat permettront de remédier à cette situation. Les secrétariats de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées ainsi que du PNUD devraient prendre des mesures pour recruter un bien plus grand nombre de spécialistes ukrainiens en vue de pourvoir les postes

vacants tant dans les divers sièges que dans les bureaux extérieurs.

42. La position de la délégation ukrainienne en ce qui concerne le programme ordinaire d'assistance technique de l'ONU est que l'assistance technique devrait être financée, par l'intermédiaire du PNUD, au moyen de contributions volontaires et non par des crédits ouverts au budget de l'Organisation. Si le programme ordinaire d'assistance technique était intégré au PNUD, on pourrait réduire les dépenses d'administration. Parallèlement, le PNUD devrait s'efforcer davantage de réduire son budget d'administration afin d'accroître le montant des ressources disponibles pour les activités opérationnelles. La position relative aux frais généraux des organisations chargées de l'exécution des projets pour le compte du PNUD reste peu claire. La délégation ukrainienne pense qu'il n'est absolument pas indiqué que ces frais généraux soient imputables en partie sur le budget ordinaire des organisations. Il convient de réduire ces frais au maximum et d'en assurer le règlement par le PNUD, ce qui contribuera de façon marquée à accroître l'efficacité des activités opérationnelles.

43. M. YONG (Malaisie) indique que ces observations porteront essentiellement sur le PNUD.

44. L'efficacité du PNUD, qui, de 1965 à 1972, a plus que doublé le montant de son assistance, peut être attribuée à de nombreux facteurs. En premier lieu, le Programme a un caractère d'universalité et est plus largement accepté que la plupart des autres organisations qui s'occupent d'assistance au développement. En deuxième lieu, les ressources du Programme proviennent de contributions volontaires. Si la méthode d'allocation des ressources est encore loin d'être satisfaisante, le Conseil d'administration s'efforce d'établir, aux fins du deuxième Cycle de la coopération des Nations Unies pour le développement, des critères qui soient équitables et acceptables tant pour les pays bénéficiaires que pour les pays donateurs. Il faut espérer que ces critères pourront être arrêtés à la dix-septième session du Conseil, en janvier 1974. En troisième lieu, la structure administrative du Programme repose sur des assises solides et les réformes actuellement entreprises par l'Administrateur ne peuvent que renforcer encore l'efficacité de l'œuvre entreprise.

45. La délégation malaisienne note avec satisfaction la tendance à la décentralisation évoquée par l'Administrateur dans sa déclaration liminaire. Etant donné les responsabilités plus lourdes que devront assumer les représentants résidents, il importe plus que jamais de choisir judicieusement les candidats à ces postes. Comme c'est autour de lui que s'organisent les activités de l'Organisation des Nations Unies dans sa région, le représentant résident doit bénéficier de la confiance entière et de l'appui sans réserve de l'Administrateur pour pouvoir jouer son rôle effectivement et efficacement. Outre qu'il doit s'acquitter de ses fonctions ordinaires, le représentant résident doit être conscient des susceptibilités politiques du gouvernement hôte et il ne saurait entreprendre aucune activité avant d'avoir obtenu, par les voies qui normalement lui sont ouvertes, l'approbation expresse de ce gouvernement. Par ailleurs, il importe de veiller à ce qu'un représentant résident ne reste jamais trop longtemps en un même lieu. L'Administrateur ne devrait

pas hésiter à prendre les mesures qui s'imposent à l'égard de ceux qui ne se montrent pas à la hauteur de leur tâche, comme il devrait savoir reconnaître ceux qui paraissent pleins de promesses, font preuve d'esprit d'initiative et se montrent énergiques. La délégation malaisienne félicite l'Administrateur des mesures qu'il a prises en vue de ne nommer dans les pays en voie de développement les moins avancés que des représentants résidents hautement compétents, mais elle espère que la qualité de la représentation du PNUD dans les autres pays en voie de développement n'en sera pas affectée.

46. La conclusion la plus frappante qui se dégage de l'examen du programme de la Malaisie, effectué au début de 1973 par le Gouvernement malaisien et le bureau régional du PNUD en Malaisie, est que le système des Nations Unies ne paraît pas encore en mesure de fournir rapidement les apports demandés au titre des projets, qu'il attribue une importance exagérée à la bureaucratie et à la paperasserie et que les organisations intéressées font trop traîner les choses. L'exécution d'un certain nombre de projets s'en est trouvée entravée. Or les retards de ce genre devraient être évités à tout prix, les pays en voie de développement étant forcés d'arrêter leurs plans de développement, leurs objectifs et priorités dans des délais précis. En ce qui concerne le problème de la bureaucratie et de la paperasserie, M. Yong fait observer que les documents ayant trait aux projets sont compliqués, que la marche à suivre pour obtenir la signature des organisations intéressées est extrêmement longue, qu'une importance trop grande est donnée à l'opération d'examen, et que la nécessité de fournir les apports aux projets en temps voulu s'en trouve négligée. Les observations des organisations chargées de l'exécution et du PNUD lui-même ont trop souvent un caractère superficiel et portent dans une large mesure sur la préparation et la présentation des budgets de projets. En Malaisie, l'exécution d'un projet a été retardée du fait d'une rivalité excessive et stérile entre organisations. On note une tendance à théoriser sur la méthode idéale d'exécution des projets. A la cinquante-quatrième session du Conseil économique et social, la délégation malaisienne a exprimé sa profonde préoccupation du fait que plus de 50 p. 100 des ressources allouées au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population n'ont pas été utilisées. L'expérience acquise par la Malaisie montre que les organisations en charge pouvaient être la cause de retards dans l'exécution des projets qui bénéficient d'une assistance du PNUD, cette exécution étant assurée presque entièrement par des organisations du système des Nations Unies. Si ces organisations continuent à attribuer une importance excessive à la bureaucratie et à la paperasserie, si elles ne révisent pas leurs manières de procéder ou si elles se révèlent incapables d'exécuter les projets, les pays devront user d'autres moyens pour s'assurer que l'exécution des projets n'est pas retardée. La délégation malaisienne suggère que, dans ces cas, l'Administrateur confie l'exécution des projets à des institutions gouvernementales ou non gouvernementales ou à des sociétés. Le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population a, quant à lui, résolu son problème en fournissant son assistance directement aux pays; le PNUD pourrait en faire autant. D'un autre côté, moins d'un an après la quinzième session du Conseil d'administration,

l'Administrateur a pu annoncer que, à la suite de décisions impérieuses et rapidement prises, plus de 48 p. 100 des crédits affectés à l'assistance aux pays en voie de développement les moins avancés avaient été engagés. M. Yong ne voit donc pas la raison pour laquelle son pays — pour citer un exemple — devrait attendre près de deux ans avant d'obtenir les services d'un consultant.

47. Le Gouvernement malaisien s'est heurté à de grandes difficultés pour obtenir les services d'experts qu'il demandait instamment, en particulier dans le domaine des ordinateurs et des techniques industrielles. Lorsqu'il recrute des experts, le PNUD devrait être plus attentif aux désirs et aux besoins des pays qui en font la demande et devrait supprimer les délais inutiles en supprimant la paperasserie. L'essence de la programmation par pays est que les pays établissent eux-mêmes leurs plans et priorités et, lorsqu'ils marquent une préférence pour un expert, le PNUD devrait faire l'impossible pour le recruter. Il devrait également veiller à n'engager pour l'exécution de ses projets que des experts ayant les hautes compétences, les qualités et le dynamisme voulus. Les experts qui sont recrutés aux fins d'établir des études de faisabilité devraient, à l'achèvement de ces études, être chargés de veiller à ce que leurs recommandations soient appliquées.

48. La délégation malaisienne a accueilli avec satisfaction les observations assez circonspectes de l'Administrateur sur le rôle qu'il aurait à jouer dans le fonds de roulement envisagé. La délégation malaisienne attache une importance à la création de ce fonds qui est appelé à jouer un rôle catalyseur dans l'exploration et la mise en valeur des ressources naturelles.

49. M. Yong réaffirme l'appui sans réserve de sa délégation au dynamique Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et note avec satisfaction que les relations entre le Fonds et le Conseil d'administration du PNUD sont excellentes. La délégation malaisienne reviendra sur la question de ce fonds à la dix-septième session du Conseil d'administration.

50. M. CHHETRI (Bhoutan) indique que le Bhoutan, pays en voie de développement sans littoral, attache une grande importance aux activités de l'Organisation des Nations Unies en matière de développement. Il note avec désappointement que l'écart s'élargit entre les pays développés et les pays en voie de développement et que la situation économique actuelle n'est pas de nature à favoriser les pays en voie de développement, en particulier les moins avancés d'entre eux. Les mesures adoptées au cours de la première Décennie des Nations Unies pour le développement en vue de lutter contre le sous-développement n'ont pas atteint l'objectif visé, et les tensions économiques et sociales continuent à régner dans les pays en voie de développement. Ces problèmes ne seront résolus que lorsque des changements auront été apportés aux relations économiques internationales; toute résistance à ces changements ne pourra que susciter de nouvelles crises et de nouveaux conflits. A la quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Alger du 5 au 9 septembre 1973, les pays en voie de développement ont reconnu la nécessité, impérieuse pour eux, d'assumer un rôle actif et de favoriser le

progrès par leurs propres efforts, en présentant un front uni, et avec l'assistance de la communauté internationale dans son ensemble.

51. La délégation bhoutanaise estime que le PNUD a joué un rôle important en fournissant une assistance aux pays en voie de développement, aux moins avancés d'entre eux en particulier. Que la communauté internationale comprenne leurs problèmes et leur fournisse une assistance pour résoudre ces problèmes est, pour ces derniers pays, une nécessité impérieuse. A cet égard, la délégation bhoutanaise se félicite, d'une part, des mesures intérimaires concrètes prises par le Conseil d'administration et l'Administrateur du PNUD en vue de l'ouverture d'un crédit additionnel de 35 millions de dollars au titre des mesures spéciales à prendre en faveur de ces pays et, d'autre part, de la réorientation imprimée au Fonds d'équipement des Nations Unies pour qu'il serve principalement les intérêts de ces pays. Il devrait être possible, par l'intermédiaire de ce fonds, de fournir une assistance aux projets pilotes qui ne peuvent être rangés dans les catégories habituelles de l'assistance au développement. La délégation bhoutanaise se félicite également des contributions généreuses promises au Fonds par des pays développés, en particulier par les Pays-Bas, et elle exprime l'espoir que d'autres pays développés suivront cet exemple. Elle appuie le projet de résolution A/C.2/L.1306 et, avec l'Administrateur du PNUD, juge possible d'adopter une attitude à la fois plus positive et plus novatrice dans le réexamen de l'utilisation des ressources du Fonds. A cet égard, M. Chhetri suggère d'envisager la possibilité d'entreprendre l'exécution de projets industriels de petite envergure dans lesquels les ressources et les matières premières locales seraient pleinement utilisées.

52. La délégation bhoutanaise est d'accord avec le Directeur général du FISE pour estimer que le développement est un processus extrêmement complexe dans lequel il faut parfois choisir entre des priorités et des objectifs contradictoires, mais il doit ajouter que ce processus est aussi entravé par la bureaucratie internationale. Cette délégation note avec satisfaction qu'en 1972 le FISE a fourni une assistance au titre de projets entrepris dans 23 des 25 pays en voie de développement les moins avancés², il indique qu'une mission d'enquête s'est déjà rendue dans son pays et que son gouvernement espère que le FISE sera en mesure d'ajouter le Bhoutan à la liste des pays en voie de développement les moins avancés appelés à bénéficier d'une assistance spéciale en 1973-1974.

53. Pour conclure, M. Chhetri souligne la nécessité d'accélérer les activités opérationnelles pour le développement et de les garder constamment à l'étude de manière que l'injustice et le retard économique et social ne puissent pas être une cause de tension et constituer une menace à la stabilité et à la paix.

54. M. RASAPUTRAM (Sri Lanka) félicite l'Administrateur du PNUD, le Directeur général du FISE et le Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population pour le succès des efforts déployés par leurs organisations. L'introduction de la programmation par pays étendra l'universalité du programme global du PNUD et facilitera la coordination de tous les programmes d'assistan-

² Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante et unième session, Supplément No 7*, par. 66.

ce technique des institutions spécialisées. Il est particulièrement bon que le PNUD soit en train de coordonner ses efforts avec ceux de l'OIT pour créer davantage d'emplois dans les pays en voie de développement.

55. Les programmes de préinvestissement et d'assistance technique aident les pays à mettre eux-mêmes au point les méthodes leur permettant d'être moins tributaires de l'extérieur. Le programme de pays de Sri Lanka et son plan quinquennal ont tous les deux pris effet en 1972, de sorte que l'assistance émanant du PNUD s'est raccordée aux objectifs du plan de ce pays. La programmation par pays a contribué à faciliter la planification des programmes de coopération technique et à améliorer la coordination de l'utilisation des ressources pour le développement de toutes origines ainsi que leur répartition en fonction d'un ordre logique de priorités. Après avoir procédé au premier examen annuel du programme pour son pays, le Gouvernement de Sri Lanka est satisfait des progrès réalisés et se félicite hautement de l'assistance du PNUD.

56. Les chiffres indicatifs de planification doivent être revus et révisés périodiquement, compte tenu des besoins en matière d'aide par rapport à la capacité d'absorption, de la nécessité d'introduire des changements progressifs conformes aux objectifs des plans de développement, des facteurs relatifs aux ajustements monétaires, des situations inflationnistes et de l'écart croissant entre les pays développés et les pays en voie de développement. Les données du produit national brut et du revenu par habitant ne sont pas des critères suffisants, car ils ne donnent aucune indication de l'évolution sur le plan du bien-être de la masse de la population à faible revenu dans les pays en voie de développement. Les pays d'Asie et d'Extrême-Orient à faible revenu, dont la population représente pratiquement les deux tiers de la population mondiale totale, ne perçoivent que 25 p. 100 à peine des allocations. L'adoption de critères supplémentaires permettrait d'introduire davantage d'équité dans la répartition des ressources. Il conviendrait d'envisager la mise au point de critères supplémentaires sur une base régionale, tenant compte des tendances à la réduction des inégalités dans la répartition des revenus, des faiblesses structurelles de tel ou tel pays et de l'ampleur de la charge que représentent le service de la dette et le chômage.

57. C'est à juste titre que l'Administrateur du PNUD a fait observer que si la migration des campagnes vers les villes se poursuit à un rythme élevé, il en résultera de graves bouleversements sociaux dans les zones urbaines. Par conséquent, il est nécessaire d'améliorer la qualité de la vie de la population urbaine aussi bien que de la population rurale. Deux problèmes doivent être abordés de front : celui de l'accroissement démographique rapide et celui qui consiste à inculquer des qualifications nouvelles à la population rurale en vue de réduire le chômage. Des organismes tels que le PNUD et le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population peuvent servir efficacement d'agents d'une révolution sociale et économique.

58. Les activités opérationnelles doivent être combinées aux activités de recherche et il est significatif que le PNUD ait fait de grands progrès dans le domaine de la recherche agricole en collaboration avec d'autres institutions spécialisées. Le PNUD devrait également élargir ses activités en vue de promouvoir la

diffusion et le transfert des connaissances scientifiques. Bien que l'introduction de variétés de semences à haut rendement ait sensiblement accru la production, elle a également provoqué des problèmes sociaux et économiques. La recherche agricole doit être associée à une sorte de recherche agraire mettant l'accent sur les besoins des régions non seulement sur le plan de l'infrastructure mais aussi sur celui de la superstructure.

59. La délégation de Sri Lanka se félicite de ce que l'Administrateur ait promis l'aide du PNUD en vue de l'exploration et de l'exploitation des ressources du fond des mers dans les limites de la juridiction générale des Etats. L'approche dynamique adoptée par le PNUD vis-à-vis de la réorganisation des économies et la recherche de nouvelles ressources au profit de l'humanité est digne d'éloges.

60. L'accroissement de près de 18 p. 100 des contributions financières promises au PNUD est une expression manifeste de la confiance qu'inspire l'activité du Programme. Etant donné l'évolution des circonstances et des priorités, une nouvelle expansion des activités du PNUD est nécessaire afin qu'une approche intégrée positive du développement puisse être efficacement poursuivie.

61. La délégation de Sri Lanka note avec une grande satisfaction les considérables progrès réalisés par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population pour ce qui est d'accroître ses ressources financières et de réorienter efficacement ses mécanismes administratifs pour appuyer les programmes et les activités intéressant la population dans tous les pays. En vertu d'un accord passé avec le Gouvernement de Sri Lanka, le Fonds s'est engagé à fournir une assistance d'une valeur estimée à 6 millions de dollars pendant quatre ans à partir de 1973, pour contribuer au renforcement de divers services d'appui indispensables à la bonne mise en œuvre du programme national de planification de la famille. Le Gouvernement de Sri Lanka apprécie cette assistance précieuse et assure le Fonds de son appui constant.

62. La délégation de Sri Lanka se félicite du rôle capital que joue le FISE pour ce qui est d'améliorer la qualité de la vie des jeunes et le félicite de s'être attaqué à la pauvreté des masses ainsi que de ses efforts visant à améliorer la condition humaine. Un rapport sur les progrès réalisés dans le domaine de l'assistance aux enfants est particulièrement bienvenu au moment de l'examen et de l'évaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie internationale du développement. Il est satisfaisant de noter que, dans ses efforts visant à promouvoir une approche unifiée du développement social et économique, le FISE ait coordonné ses activités avec celles de divers organismes des Nations Unies. Tout programme destiné à l'enfance doit être à long terme et s'articuler sur les programmes nationaux de développement. A cet égard, la délégation de Sri Lanka apprécie l'œuvre du Groupe consultatif sur les protéines. De nouveaux efforts sont nécessaires pour permettre aux pays de mettre au point des sources de protéines bon marché afin d'améliorer la nutrition des enfants. Le Gouvernement de Sri Lanka assure le FISE de son appui constant.

63. Enfin, M. Rasaputram déclare que sa délégation appuie le projet de résolution A/C.2/L.1306.

64. M. MOUSKY (Etats-Unis d'Amérique) dit que les Etats-Unis apportent un appui vigoureux à tous les grands programmes opérationnels dont la Commission a à s'occuper. Les rapports du Conseil d'administration du PNUD sur ses quinzième (E/5256) et seizième (E/5365/Rev.1) sessions indiquent que le Programme a fait des progrès considérables pour ce qui est de répondre aux besoins techniques des pays en voie de développement et que l'Administration du PNUD devient plus efficace. Les connaissances acquises dans les pays où la programmation par pays a été introduite ont fait l'objet d'une large diffusion.

65. A la dix-septième session du Conseil d'administration, le Gouvernement des Etats-Unis indiquera ce qu'il pense des initiatives et des orientations nouvelles proposées pour le PNUD par l'Administrateur et que celui-ci a exposées dans sa déclaration liminaire particulièrement pénétrante. Les observations de l'Administrateur sur les orientations nouvelles concernant les projets mondiaux et régionaux, l'aide aux pays les moins avancés et les projets relatifs aux migrations urbaines ainsi qu'à la science et à la technique mettent en évidence le type de défis que le PNUD peut et doit relever d'ici à la fin de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

66. La décision prise par le Conseil d'administration à sa seizième session sur les directives relatives au calcul des chiffres indicatifs de planification pendant le deuxième cycle de la programmation ouvre la voie à la prise d'une décision définitive sur la question des critères à la dix-septième session, ainsi que l'Assemblée générale l'a demandé dans sa résolution 2972 (XXVII). Le fait que le PNUD se rapproche d'une redistribution plus équitable des ressources au profit des pays dont les besoins sont les plus grands encouragera le maintien d'un appui financier au Programme à un niveau élevé.

67. La délégation des Etats-Unis note avec satisfaction que le Conseil d'administration a agi sans retard et avec efficacité pour autoriser l'affectation de ressources spéciales à l'aide aux régions du Sahel frappées par la sécheresse.

68. Les procédures du Conseil d'administration doivent être révisées pour lui permettre de prêter davantage attention aux nombreuses et importantes questions de politique que les arrangements actuels ne lui permettent pas d'aborder comme il convient.

69. La délégation des Etats-Unis note avec satisfaction la récente réorganisation des fonctions au sein du Bureau de la coopération technique, dont elle espère qu'elle renforcera le rôle de ce bureau en ce qui concerne l'exécution d'activités bénéficiant de l'appui du PNUD. M. Mousky rappelle la position de son gouvernement, à savoir que les programmes d'assistance technique ne doivent pas être financés au titre du chapitre "Programme ordinaire d'assistance technique" du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies.

70. La délégation des Etats Unis éprouve une grande satisfaction à noter les réalisations du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et elle se félicite en particulier du rôle directeur qu'il a assumé pour aider les pays qui avaient sollicité une assistance dans le cadre de l'Année mondiale de la population, ainsi que de sa coopération avec le

secrétariat de la Conférence mondiale de la population, prévue pour 1974. En bénéficiant d'une coopération accrue de la part de diverses institutions spécialisées et d'autres sources ainsi que de l'appui actif du Conseil d'administration du PNUD, le Fonds jouera un rôle de plus en plus important à l'avenir. La délégation des Etats-Unis appuie vigoureusement la demande concernant la participation des femmes aux commissions nationales de la population ainsi qu'aux délégations qui seront envoyées à la Conférence mondiale de la population.

71. La délégation des Etats-Unis a appuyé l'adoption de la résolution 2659 (XXV) de l'Assemblée générale, a porté un vif intérêt au programme des Volontaires des Nations Unies au cours des deux années écoulées et préconise la mise au point d'un programme vigoureux et efficace à l'avenir. Elle appuie vigoureusement l'objectif fondamental de l'Administrateur du PNUD tendant à accroître le volume des activités du programme de façon à aboutir à ce qu'un total de 500 Volontaires des Nations Unies environ se trouvent en poste au cours des trois prochaines années. Elle note également avec satisfaction qu'une proportion importante des volontaires affectés sur le terrain ont été recrutés dans des pays en voie de développement et elle souscrit à l'intention du programme d'intensifier ses activités de recrutement dans ces pays. Les représentants résidents du PNUD et leurs collaborateurs devraient se montrer plus actifs pour ce qui est d'aider les Volontaires des Nations Unies et les gouvernements des pays bénéficiaires à mettre au point des projets se prêtant à la participation des volontaires et, le cas échéant, contribuer à leur formation lors de leur arrivée dans leur pays d'affectation. Sans le plein appui du personnel des bureaux extérieurs du PNUD, il est peu vraisemblable que le programme des Volontaires des Nations Unies puisse réaliser pleinement son potentiel et répondre aux espoirs élevés mis en lui. Les institutions chargées de l'exécution, les autres organisations internationales de développement et les donateurs bilatéraux peuvent également contribuer à la formation des volontaires. Les Etats-Unis, par l'intermédiaire du "Peace Corps", sont disposés à prêter leur concours à cette fin.

72. Le FISE a toujours bénéficié de l'appui et de l'admiration du peuple et du Gouvernement des Etats-Unis. M. Mousky félicite le Directeur général du FISE pour l'exposé pénétrant qu'il a fait devant la Commission. Vu l'importance que la délégation des Etats-Unis attache au système de la programmation par pays, il est particulièrement heureux que le FISE et le PNUD aient pris des mesures pour collaborer plus étroitement, sur le terrain comme au siège. De même, la délégation des Etats-Unis se félicite de la décision du Conseil d'administration autorisant le FISE à parrainer conjointement avec le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population les activités relevant de la planification de la famille. C'est avec beaucoup de satisfaction que l'on peut noter que le FISE a consenti en 1972 aux pays les moins développés une aide concernant la population enfantine deux fois plus importante que celle qu'il a fournie aux pays dont le revenu par habitant est supérieur à 100 dollars, et qu'il envisage que cette proportion soit de 3 à 1 dans un avenir immédiat. Le FISE devrait accorder une priorité plus élevée aux activités visant à améliorer la condition des femmes et des jeunes filles et devrait faire un plus

grand effort pour recruter des femmes qualifiées aux postes d'administrateur de ses services extérieurs et du siège.

73. Le Gouvernement des Etats-Unis n'a jamais cessé de suivre avec sympathie les efforts déployés en vue de trouver de nouveaux moyens d'aider les pays les moins avancés, efforts qui ont amené l'Administrateur du PNUD et le Gouvernement néerlandais à rechercher des orientations nouvelles et à envisager de relancer le Fonds d'équipement des Nations Unies. Le Gouvernement des Etats-Unis reconnaît aussi, comme l'Administrateur l'a fait observer, que ces orientations nouvelles concernant le Fonds ne doivent pas concurrencer ou remplacer les autres sources de financement. Toutefois, il n'est pas convaincu qu'il soit possible d'éviter ainsi les doubles emplois ou que le fonds soit le mécanisme le plus approprié pour ce qui est d'accomplir le but essentiel qui consiste à accroître l'assistance accordée aux pays les moins avancés.

74. La délégation des Etats-Unis espère que le fait que les annonces de contributions pour 1974 aient atteint presque le double de l'objectif prévu permettra à l'Administrateur de revoir ses prévisions concernant l'assistance envisagée pour les pays les moins avancés de façon à la porter au moins au niveau de 45 millions de dollars recommandé par le Conseil d'administration à sa quatorzième session³. De plus, le Conseil a déjà accepté en principe que l'assistance aux pays les moins avancés pendant la période de planification 1977-1981 soit augmentée pour représenter au moins 25 p. 100 des ressources disponibles au titre des programmes par pays. Par conséquent, le PNUD est d'ores et déjà en train d'orienter ses efforts vers un accroissement sensible de l'aide qu'il fournit aux pays les moins avancés par l'intermédiaire de son programme ordinaire. Le mandat du PNUD ne doit pas être appliqué de façon si étroite qu'il soit exclu que pratiquement aucune forme d'assistance ne soit accordée aux pays les moins développés pour lesquels on envisage à l'heure actuelle de fournir une aide au moyen du Fonds d'équipement. En conséquence, dans le but d'éviter les chevauchements, d'assurer la gestion la plus efficace des ressources et, ce qui est le plus important, de fournir l'assistance la meilleure possible aux pays les moins avancés, les gouvernements donateurs feraient bien de transférer toutes les ressources par l'intermédiaire du PNUD.

75. M. ROUGÉ (France) dit qu'au début les efforts de la communauté internationale en faveur du développement ont porté principalement — et assez naïvement — sur le transfert de ressources matérielles et financières depuis les pays riches vers les pays pauvres — pour rétablir entre eux un meilleur équilibre. Les résultats ont été décevants aussi bien pour les donateurs que pour les bénéficiaires, parce qu'on a négligé le facteur humain. Contrairement à ce que d'aucuns prétendent, la richesse des pays riches n'a pas sa source dans l'exploitation des pays pauvres mais dans le travail et dans les compétences de leurs habitants. Inversement, on peut attribuer la pauvreté des pays moins favorisés au fait que leurs habitants ne sont pas en mesure de perfectionner les techniques agricoles, à l'insuffisance des emplois productifs et à la pénurie de connaissances scientifiques et techniques modernes. Le progrès passe donc nécessairement par

la formation des hommes des pays en voie de développement. En même temps qu'elle en fera des producteurs plus efficaces, une telle formation leur donnera cette maîtrise plus grande de leur destin qui est nécessaire à leur dignité et qui est conforme aux objectifs de la Charte des Nations Unies.

76. Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que l'assistance technique apparaisse de plus en plus comme un élément capital des politiques d'aide au développement. Dans les programmes bilatéraux français, par exemple, la coopération technique absorbe au total l'équivalent de 600 millions de dollars par an. Les pays membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE fournissent également une assistance technique très considérable. De même, l'assistance technique du PNUD représente, pour la même raison, un élément essentiel, qui est peut-être le plus prometteur, du développement.

77. La délégation française approuve entièrement la politique actuelle du PNUD ainsi que les nouvelles orientations annoncées par l'Administrateur. Elle est satisfaite, en particulier, de voir le PNUD participer, au sein de diverses organisations, aux réflexions engagées sur la modernisation de l'agriculture familiale de subsistance, sur l'industrialisation en milieu rural, sur les problèmes de l'urbanisation, sur les politiques relatives à l'emploi, sur l'utilisation des ressources indigènes, ainsi que sur la science et la technique.

78. La délégation française se réjouit de constater que le système de la programmation par pays a été bien accueilli par les pays bénéficiaires et espère qu'il portera tous les fruits que l'on en attend. Ce nouveau système ne se borne pas à coordonner les activités financées par le PNUD, mais il conduit à une intégration encore plus complète. Aussi les possibilités d'une coopération plus étroite entre les donateurs bilatéraux et le PNUD méritent-elles d'être encore approfondies. On peut se demander également si le système de programmation par pays ne devrait pas être élargi de manière à incorporer les contributions très importantes d'autres programmes des organismes des Nations Unies, tels que le FISE, le PAM et les programmes de certaines institutions spécialisées au titre de leur budget ordinaire. Le rôle de la programmation par pays du PNUD ne peut être élargi de telle manière que dans la mesure où les gouvernements bénéficiaires comme les organismes donateurs acceptent de l'utiliser comme instrument de coordination de leurs programmes bilatéraux et multilatéraux. L'approche intégrée du développement ainsi opérée peut offrir également l'avantage d'aider plus efficacement les pays en voie de développement les plus pauvres et, dans tous les pays en voie de développement, les groupes les plus défavorisés. Les conséquences désastreuses de la sécheresse en Afrique de l'Ouest ont fait la preuve que l'on devait s'attacher à accorder une priorité élevée au développement rural, notamment à l'intensification de la production agricole. Les efforts des pays en voie de développement pour promouvoir la justice sociale et améliorer la productivité grâce à des réformes de structure ainsi que pour faire participer, par l'intégration de l'éducation, de la formation et de la recherche, tous les groupes de la collectivité au processus du développement et assurer ainsi une répartition plus équitable des fruits de la croissance, peuvent et doivent être encouragés par le PNUD. C'est aux pays en voie de développement eux-mêmes qu'il appartient de

³ Ibid., cinquante-troisième session, Supplément No 2A, par. 137.

mobiliser l'énergie nationale, de définir les modes de croissance et d'établir des priorités. Les efforts du PNUD ne seront couronnés de succès que s'il existe une confiance réciproque entre les pays développés et les pays en voie de développement. Les résultats très encourageants de la récente Conférence de 1973 pour les annonces de contributions prouvent que la majorité des gouvernements ont foi dans le PNUD.

79. Le Gouvernement français attache également une importance considérable au transfert des ressources financières, ainsi que l'atteste l'annonce d'une contribution en forte augmentation à la reconstitution des ressources de l'AID. La délégation française ne voit pas bien en quoi l'action du Fonds d'équipement des Nations Unies rénové que propose le projet de résolution A/C.2/L.1306 pourrait se distinguer de celle de l'AID. Les risques de double emploi sont extrêmement évidents.

80. Revenant à l'assistance technique, le représentant de la France dit, à propos du problème de la répartition des sous-contrats, que les inégalités dans l'aptitude des divers pays à résoudre les problèmes techniques qui se posent dans les pays en voie de développement sont l'une des données fondamentales de la situation. Le rôle du PNUD est précisément de mettre à la disposition des pays qui en ont besoin les connaissances accumulées dans un tout petit nombre de pays industrialisés. Il n'est donc pas juste de dire que la répartition des contrats est inéquitable parce qu'elle n'obéit pas aux normes de la justice distributive. L'équité, dans cette matière, consiste à obtenir les meilleurs services au meilleur coût. C'est la politique que poursuit actuellement le PNUD et celle que la délégation française souhaite lui voir poursuivre.

81. Il est un certain nombre de pays dont la richesse résulte moins du travail de leurs habitants que de la découverte inopinée de ressources naturelles due à un caprice de la géographie et qui ont le plus besoin de l'aide du PNUD dans d'autres secteurs. Mais le sens de l'équité et de la solidarité — que beaucoup de ces pays manifestent à diverses occasions — devrait les amener à devenir au PNUD des donneurs nets pour des montants substantiels. Vu les gros risques que comporte l'exploitation des gisements minéraux, la délégation française estime qu'il y a lieu d'instituer un fonds spécial pour l'exploration des ressources minérales, bien qu'elle soit ordinairement opposée à la création de tels fonds.

82. En ce qui concerne le programme des Volontaires des Nations Unies, le représentant de la France dit qu'il est difficile de concilier la notion de volontariat et les idées de compétence et d'efficacité. Sa délégation rejette toute politique qui aboutirait à étouffer l'esprit du volontariat dans un carcan administratif. Le volontariat devrait être l'affaire d'associations nationales spécialisées et surtout d'associations nationales constituées dans les pays en voie de développement. C'est pourquoi le programme des Volontaires des Nations Unies ne devrait pas renoncer à utiliser les services du secrétariat international du Service volontaire et ceux des organisations qu'il représente. Le programme des Volontaires des Nations Unies devrait également concentrer ses efforts sur quelques pays véritablement désireux de bénéficier de l'aide des volontaires.

83. La délégation française ne sous-estime pas le bien-fondé des opérations entreprises par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, mais elle considère que les problèmes de population se posent en termes différents selon les pays. Les solutions qu'ils requièrent doivent donc leur être spécifiques et échapper notamment à toute querelle d'école.

84. Le représentant de la France adresse toutes ses félicitations au Directeur général du FISE pour l'action entreprise par cet organisme en 1973, notamment en ce qui concerne les secours d'urgence au Bangladesh ainsi que l'organisation de conférences régionales à Lomé, à Guatemala et au Caire, qui ont connu un vif succès.

85. En ce qui concerne les activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général, la délégation française a toujours manifesté des réserves sur le financement d'activités opérationnelles par le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Une telle assistance pourrait fort bien être fournie par le PNUD lui-même. Toutefois, la délégation française approuve entièrement l'orientation du programme en ce qui concerne l'aide privilégiée aux pays les moins avancés et l'amélioration des services régionaux.

86. Conscients du fait que le développement est une notion que l'on connaît mal, tous les pays ont observé la Journée mondiale d'information sur le développement organisée le 24 octobre, sous l'égide des Nations Unies. L'initiative en a été prise par la France à la troisième session de la CNUCED [résolution 43 (III) de la Conférence⁴]. Il s'agissait d'alerter l'opinion publique des pays industrialisés et de susciter une prise de conscience de la misère du monde en développement et des devoirs qu'impose la solidarité internationale. Cependant, un débat tel que le débat actuel doit également servir à exposer à l'opinion publique la vraie nature du développement, en prouvant que la bataille pour le développement n'est pas vaine. Les progrès, si faibles soient-ils, enregistrés depuis un an par de nombreux pays en voie de développement sont là pour le démontrer et l'action des organismes dont les rapports sont également à l'examen le confirme fort opportunément.

87. M. SURYADHAY (Laos) se déclare satisfait des décisions et des résolutions qui ont été prises en faveur des pays en voie de développement, que ce soit au niveau de la Stratégie internationale du développement ou au niveau des principaux organismes et des institutions spécialisées des Nations Unies. Cependant, comme il a été instamment demandé à Alger, lors de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, toutes les résolutions adoptées en faveur des pays les moins avancés et des pays en voie de développement sans littoral doivent être appliquées sans tarder. Les discussions doivent être suivies de mesures concrètes, et il est satisfaisant de constater que les Pays-Bas, pour ne prendre qu'un exemple, joignant le geste à la parole, accroissent d'année en année leur budget d'assistance. En outre, la délégation néerlandaise a présenté le projet de résolution A/C.2/L.1306, visant à accorder en priorité une assistance aux pays en voie de développement les moins

⁴ Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session, vol. I : Rapport et annexes (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

avancés; la délégation laotienne appuie ce projet de résolution dont elle est heureuse de se porter coauteur.

88. C'est avec satisfaction que M. Suryadhay voit se dégager une nouvelle conscience de responsabilité internationale à l'égard des populations deshéritées du monde, mais il note que dans les pays les moins avancés la pauvreté est le lot de 40 à 80 p. 100 de la population. La détérioration des termes de l'échange, l'inflation, la crise monétaire internationale et l'endettement croissant, sans parler des guerres et des catastrophes naturelles, s'ajoutent aux graves difficultés intérieures dont souffrent les pays en voie de développement les moins avancés. Le représentant du Laos espère que les études menées et les expériences acquises par le PNUD dans les six pays les moins avancés fourniront un tableau véridique des réalités économiques et sociales qui y prévalent et serviront de modèle de solution pour résoudre les problèmes de développement de ces pays.

89. La conception de l'assistance au développement a changé : de moyen à peine déguisé de créer des sphères d'influence, privilégiant les zones urbaines où se concentrait le pouvoir politique au détriment des campagnes et ignorant le dénuement des masses, elle est devenue un moyen de réaliser la sécurité collective économique. La Stratégie internationale du développement et le système de programmation par pays instauré par le PNUD sont une preuve de cette nouvelle prise de conscience de la nécessité d'une coopération plus intégrée pour le développement économique.

90. Malgré les maigres résultats de la première Décennie des Nations Unies pour le développement et la perte de l'élan initial des deux premières années de la deuxième Décennie, la communauté internationale reste plus que jamais acquise à la détermination de vaincre les grands problèmes du sous-développement. La délégation laotienne se félicite de la nouvelle attitude adoptée dans les relations internationales, qui a été à l'origine des mesures spéciales prises dans tous les domaines du développement en faveur des pays qui sont nettement les moins avancés.

91. La délégation laotienne salue les décisions prises dans le cadre des activités opérationnelles pour le développement en ce qui concerne les mesures de financement destinées à accélérer le développement des pays les moins avancés. La nouvelle structure à appliquer pendant le deuxième Cycle de la coopération des Nations Unies pour le développement doit permettre une répartition équitable des chiffres indicatifs de planification tout en tenant compte des nouveaux critères de l'assistance au développement. Quel que soit le taux de croissance du budget du PNUD, 25 p. 100 du budget total devraient être affectés aux pays les moins avancés. La réforme monétaire et les futures négociations multilatérales sur les tarifs douaniers et le commerce doivent être orientées vers l'amélioration des termes de l'échange des pays en voie de développement et la création de nouvelles liquidités de financement au profit de ces pays aux conditions les plus favorables. Il faut saluer la proposition du Gouvernement de l'URSS visant à réduire de 10 p. 100 les budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité de façon à utiliser une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide au développement.

92. La délégation laotienne est satisfaite de la déclaration de l'Administrateur du PNUD en ce qui

concerne les mesures relatives aux pays les moins avancés. Le Laos, qui figure au nombre des pays en voie de développement les moins avancés et qui est de plus dévasté par la guerre, espère que la communauté internationale portera plus d'attention à son cas. Si l'on peut chiffrer les dommages matériels, on ne peut mesurer la douleur humaine, les deuils et la dislocation de la structure sociale. Le Gouvernement laotien s'emploie, avec l'aide privée et internationale, à l'œuvre de redressement national. Ce redressement comporte trois phases : réparation, reconstruction et développement. Le plan quinquennal national d'après-guerre qui va être lancé dans la période du deuxième cycle de la coopération comprend des projets de relogement, de reconstruction et de relèvement et prévoit la construction de villages et de villes ainsi que l'implantation d'agro-industries.

93. La délégation laotienne est donc heureuse d'enregistrer les déclarations d'intention des puissances amies relatives à l'aide aux pays de la péninsule indochinoise. Le système des Nations Unies et le PNUD auront certainement un grand rôle à jouer dans cette œuvre. M. Suryadhay souhaite que l'examen et l'évaluation des résultats des deux premières années de la deuxième Décennie donnent un nouvel élan à l'assistance des pays industrialisés en faveur des pays en voie de développement, dans un esprit de compréhension, de solidarité fraternelle et de coexistence pacifique, renforçant ainsi la détente qui prévaut actuellement.

94. M. DELIVANIS (Grèce) déclare qu'il est peu probable que le "dividende du désarmement" mentionné par l'Administrateur du PNUD sera très substantiel, parce que cette limitation des dépenses d'armements ne sera possible que si les puissances intéressées parviennent à s'entendre sur les modalités du contrôle réciproque. Cependant, malgré son pessimisme relatif en ce domaine, la délégation grecque est en parfait accord avec l'optimisme de l'Administrateur sur la volonté des Etats Membres des Nations Unies d'accroître leurs contributions aux activités du PNUD. La délégation grecque augmentera sa contribution de 15 p. 100, la portant ainsi à 460 000 dollars.

95. La délégation grecque est en outre parfaitement d'accord avec l'opinion selon laquelle, pour réaliser les objectifs du PNUD, il ne suffit pas que quelques expériences tendant à l'augmentation de la production et à l'amélioration de sa qualité réussissent. Il faut que l'expérience ainsi acquise soit utilisée sur la plus grande échelle possible par tous les Etats et que le PNUD, face à cette tâche difficile, fasse preuve d'imagination.

96. M. Delivanis apprécie hautement la décision prise par le PNUD d'utiliser ses meilleurs cadres dans les pays les moins développés, mais il souligne que, pour tous les pays, indépendamment de leur degré de développement, il existe un problème d'exode rural créant des problèmes d'urbanisme qui doivent être résolus.

97. La délégation grecque a été très heureuse d'apprendre que le FISE attribue une importance particulière à l'alimentation des villages en eau potable, qu'il dépense par enfant deux fois plus dans les pays les moins développés qu'ailleurs et qu'il encourage la consommation de la vitamine appropriée pour prévenir la cécité. D'autre part, tout en estimant à sa juste valeur la contribution du FISE pour l'éducation et pour l'envoi

de vivres destinés aux enfants, M. Delivanis se demande s'il ne serait pas préférable qu'il se limite à sa tâche principale, qu'il conduit avec tant de succès.

98. M. ZAHARAN (Egypte) déclare que les activités opérationnelles de l'ONU pour le développement ne doivent pas être envisagées indépendamment des principes de la Charte des Nations Unies et de la responsabilité de l'Organisation vis-à-vis du maintien de la paix et de la sécurité. Il est incontestable que les Etats Membres ont le droit de déterminer leurs propres priorités en matière de développement, mais il est légitime de contester le droit de tout pays de recevoir une assistance du système des Nations Unies s'il ne satisfait pas aux critères arrêtés par ce système pour les pays en voie de développement ou ne respecte pas les normes qu'il a fixées.

99. En 1972, le produit national brut par habitant d'Israël a été plus de dix fois supérieur au produit national brut par habitant moyen des pays en voie de développement, et il a dépassé de toute façon celui par habitant de certains pays développés. C'est pourquoi Israël ne figure pas dans le Groupe des Soixante-Dix-Sept.

100. Bien que la suggestion du PNUD visant à incorporer d'autres sources d'assistance extérieure à son programme par pays n'ait pas été acceptée dans l'ensemble, un accord a pu être obtenu quant à la coordination avec les autres sources d'assistance. Néanmoins, aucune coordination n'a été prévue dans le cas d'Israël. Dans ces conditions, et comme Israël ne peut prétendre bénéficier d'une aide de l'ONU puisqu'il reçoit une assistance bilatérale et des contributions de sources officielles et privées, toute assistance au développement qui lui est attribuée dans le cadre du Programme devrait être réaffectée aux pays les moins avancés. L'ensemble de l'assistance que reçoit Israël chaque année est bien supérieur à l'aide cumulée dont bénéficient un certain nombre de pays en voie de développement.

101. En outre, le rôle essentiel de l'ONU étant de maintenir la paix et la sécurité, Israël ne devrait recevoir aucune assistance de l'Organisation, car il bafoue les principes de la Charte des Nations Unies et fait fi des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité en commettant des actes d'agression contre les pays voisins, en occupant leurs territoires et en usurpant et en détournant à son propre profit les ressources naturelles existant dans ces territoires. Toute assistance fournie à Israël, y compris l'assistance du PNUD, lui permet ainsi de consacrer une plus grande partie de ses ressources à sa politique expansionniste de type hitlérien. La délégation égyptienne estime donc que toute l'assistance fournie jusqu'à présent à Israël par les organismes des Nations Unies doit être restituée et réaffectée aux pays en voie de développement, en particulier aux moins avancés d'entre eux. Aux quinzième et seizième sessions du Conseil d'administration du PNUD, un grand nombre de délégations d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, ainsi que celles des pays socialistes, ont formulé des objections ou des réserves quant à l'octroi par le PNUD d'une assistance à Israël.

102. La délégation égyptienne approuve les mesures spéciales prises par le Conseil d'administration et l'Administration du PNUD en faveur des pays les moins avancés, et se félicite de la suggestion tendant à

trouver le moyen d'utiliser les ressources du Fonds d'équipement des Nations Unies; celui-ci ne concurrence par les autres sources que sont, par exemple, les banques internationales ou régionales de développement, pas plus que celles-ci ne sauraient se substituer à lui. Des discussions en ce sens doivent être organisées entre le PNUD, le Groupe de la Banque mondiale, les banques régionales de développement, les institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies. La délégation égyptienne invite les pays développés à verser des contributions importantes au Fonds afin de lui permettre de fonctionner à plein et d'atteindre ses objectifs.

103. Dans les situations d'urgence à court terme, les représentants résidents doivent constituer le point de convergence de l'assistance internationale. La délégation égyptienne se félicite de l'assistance inestimable fournie par le PNUD à la Zambie, par exemple, et des secours d'urgence fournis rapidement au Nicaragua et aux pays de la région soudano-sahélienne grâce à la coopération des institutions spécialisées et d'autres organismes. On pourrait néanmoins faire davantage et, conformément à la résolution 2918 (XXVII) de l'Assemblée générale, les ressources du PNUD devraient être utilisées, en coopération avec l'OUA, pour aider les peuples des régions libérées de l'Angola, de la Guinée-Bissau, des îles du Cap-Vert et du Mozambique.

104. La stagnation des ressources budgétaires de l'ONUDI a bloqué l'expansion de ses activités et retardé l'approbation et l'exécution de projets pour les pays en voie de développement : le PNUD devrait donc affecter des ressources supplémentaires au programme des Services industriels spéciaux, parallèlement à l'accroissement des ressources au titre du programme ordinaire de l'ONUDI. Les conseillers industriels hors-siège devraient être plus nombreux, car, dans tous les pays en voie de développement, ils peuvent contribuer à décider de l'affectation des priorités industrielles dans le cadre du programme par pays du PNUD et de leur intégration à d'autres activités, qu'elles relèvent ou non du programme du PNUD. La coordination devrait être renforcée entre les programmes ordinaires d'assistance technique des institutions spécialisées et de l'AIEA d'une part, et la programmation par pays du PNUD d'autre part, pour permettre à l'Administrateur du PNUD de rassembler aisément les données nécessaires. La délégation égyptienne convient avec l'Administrateur que, en matière de programmation par pays, l'évaluation des activités sur le terrain permet de corriger les erreurs de réalisation et aussi d'améliorer la conception et la réalisation des projets futurs.

105. La délégation égyptienne a noté l'augmentation du nombre des projets exécutés par le Bureau de la coopération technique dans le domaine de l'exploitation des ressources naturelles, mais elle appuie la demande faite par le Directeur général de l'AIEA visant à accroître la part des ressources du PNUD accordée à l'Agence pour l'exécution de projets concernant des services essentiels.

106. La délégation égyptienne adhère avec enthousiasme à l'idée de mobiliser les ressources, les énergies et les compétences de la jeunesse en faveur des efforts de développement déployés par la communauté internationale, dans le cadre des Volontaires des Nations Unies. Elle est favorable au plan destiné à aug-

menter le nombre des volontaires sur le terrain. Les pays les moins avancés devraient bénéficier par priorité de cette source supplémentaire de personnel compétent disponible à peu de frais. Néanmoins, les missions et les services des volontaires doivent être évalués pour garantir la qualité de leur contribution.

107. La délégation égyptienne est favorable à la coordination entre le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et les institutions des pays développés. Elle appuie le programme du Fonds, et se félicite de son approche multidisciplinaire comme de son souci d'établir des programmes par pays complets.

108. La délégation égyptienne note avec satisfaction la coopération instaurée entre le FISE, les gouvernements et les autres institutions. Le FISE a apporté une aide pratique aux pays bénéficiaires en leur fournissant des fournitures et du matériel et en finançant la formation de personnel. Des ressources plus importantes sont nécessaires pour aider les enfants dans les pays en voie de développement, et la délégation égyptienne appuie donc la proposition visant à organiser une conférence spéciale pour les annonces de contributions en 1974 pour aider le FISE à réaliser les objectifs qu'il s'est fixés pour 1975.

109. L'assistance importante fournie par le PAM pendant les trois premières années de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement a contribué à la réalisation des objectifs de la Stratégie. Une répartition géographique plus large des stocks alimentaires serait plus propice à l'augmentation du nombre des donateurs, à l'élargissement de la composition de l'assistance alimentaire et à l'accroissement de l'assistance dispensée dans le cadre du PAM et par d'autres circuits multilatéraux. La délégation égyptienne appuie la proposition tendant à verser au PAM des contributions autres qu'alimentaires, sous forme de services ou de donations en nature destinées à améliorer le rendement agricole.

110. M. ELIASHIV (Israël) déclare qu'il ne souhaite pas se laisser entraîner dans un débat politique stérile,

puisque l'occasion lui a déjà donnée de réfuter les allégations sans fondement faites contre Israël par le représentant de l'Egypte. La délégation israélienne regrette cependant de constater que le représentant de l'Egypte profite d'un débat sur le PNUD concernant une assistance constructive au développement pour se livrer à une propagande destructrice.

111. M. ZAHARAN (Egypte), exerçant son droit de réponse, dit que la déclaration du représentant d'Israël est hypocrite, déforme la réalité et s'inspire de sentiments nazis et perfides. C'est Israël qui occupe le territoire de trois Etats Membres arabes, à savoir l'Egypte, la Jordanie et la République arabe syrienne et non ces Etats qui occupent Israël. Non content d'usurper la souveraineté territoriale de ces Etats et de dominer les populations des territoires annexés, Israël exploite illégalement leurs ressources naturelles.

112. Dans le contexte du point de l'ordre du jour examiné, la délégation égyptienne a le droit de faire remarquer qu'Israël ne doit pas bénéficier d'une assistance au développement de la part des Nations Unies, étant donné que la politique nazie qu'il pratique oblige les pays arabes à consacrer les ressources dont ils ont tant besoin à la défense et à des dépenses d'armements pour libérer les territoires occupés par l'envahisseur étranger, à savoir Israël. La délégation égyptienne se doit, en outre, de signaler les difficultés que rencontre l'Egypte pour tirer le meilleur parti de l'aide accordée par le Programme du fait de la politique expansionniste agressive d'Israël.

113. Selon toutes les normes et tous les critères retenus par l'ONU, Israël n'est pas un pays en voie de développement et, comme en outre il ne respecte pas les résolutions et les décisions des principaux organismes du système des Nations Unies, il ne doit donc pas bénéficier d'une aide de ce système.

114. Le PRESIDENT indique que la Finlande, le Liban et le Pérou comptent désormais parmi les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1308.

La séance est levée à 18 h 50.

1558^e séance

Jeudi 15 novembre 1973, à 10 h 50.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1558

En l'absence du Président, M. Arvesen (Norvège) prend la présidence.

POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités opérationnelles pour le développement (suite)
[A/9003, chap. VI] :

- a) Programme des Nations Unies pour le développement (E/5256, E/5365/Rev.1, A/C.2/L.1307);
- b) Fonds d'équipement des Nations Unies (A/C.2/L.1306);
- c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;

d) Programme des Volontaires des Nations Unies (E/5342, A/C.2/L.1309);

e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;

f) Fonds des Nations Unies pour l'enfance (A/C.2/L.1308);

g) Programme alimentaire mondial (A/9003/Add.1, quatrième partie; A/9031, A/C.2/L.1298)

1. M. DJERMAKOYE (Secrétaire général adjoint, Commissaire à la coopération technique) dit que la valeur totale des projets du Bureau de la coopération technique — 66 millions de dollars en 1972 — a

sextuplé depuis 1960, alors que les effectifs chargés de gérer les programmes au Siège n'ont fait que doubler. Des réformes urgentes ont donc dû être mises en route pour déployer au mieux les ressources humaines dont dispose le Bureau.

2. Le Commissaire à la coopération technique décrit tout d'abord quelques opérations spécifiques. En Afrique, où se trouvent 15 des 25 pays les moins développés¹, l'exécution de divers projets importants mis sur pied dans les six pays du Sahel qui ont souffert de la sécheresse représente un effort majeur qui sera poursuivi et intensifié dans les années à venir. Un programme de mise en valeur des eaux souterraines a été adopté pour chacun de ces pays et sera exécuté en coopération étroite avec le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel. Au cours des années précédentes, plusieurs projets avaient été entrepris dans la région et au total 27 millions de dollars environ y ont été consacrés. D'autres projets de mise en valeur des ressources en eau ont été lancés également en Ethiopie, au Malawi, au Togo et en Somalie; on a également adopté des projets multinationaux ou régionaux dans ce domaine. Une aide a également été fournie par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des ressources minières, mais l'effort peut-être le plus remarquable entrepris en Afrique au cours de l'année a porté sur les questions de population. Ainsi, 23 pays feront un recensement de leur population au cours de la période 1973-1975. L'assistance prend plusieurs formes : envoi d'experts, fourniture de matériel, formation de techniciens nationaux et assistance aux centres démographiques. Le Bureau de la coopération technique est d'autre part responsable du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe, qui donne la priorité à la formation en Afrique même.

3. En ce qui concerne les pays d'Asie et du Moyen-Orient, l'accent a été mis sur des projets à grande échelle dans des domaines tels que la mise en valeur des ressources en eaux, la recherche minière, l'aménagement du territoire et les transports. Cette tendance reflète clairement la priorité attachée par les gouvernements au développement rural et à celui de l'infrastructure; d'autre part, une attention croissante a été consacrée aux ressources naturelles. Les gouvernements se préoccupent également de plus en plus des problèmes posés par une urbanisation accélérée. Au Moyen-Orient, on note un vif intérêt pour l'amélioration des systèmes d'administration, ainsi d'ailleurs qu'en Asie où le Centre asiatique d'administration pour le développement vient d'être établi. Enfin, en matière de statistiques, des projets importants ont été entrepris, en particulier au Bangladesh, en Indonésie, en Iran, en Malaisie et en Mongolie.

4. En Amérique latine, la mise en valeur des ressources en eau prend une place capitale. Le Commissaire à la coopération technique cite également des projets entrepris dans les domaines des ressources énergétiques, des ressources minières, des transports, de l'urbanisme et de l'habitat, de la planification économique et sociale, de l'administration publique et de la population.

5. L'Organisation des Nations Unies, par le truchement financier du PNUD, apporte également son aide à quelques pays d'Europe, par exemple la Yougoslavie, la Hongrie, la Roumanie, l'Islande, Malte, la Bulgarie et la Turquie.

6. Le programme ordinaire de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies a pris en 1972 une orientation nouvelle pour répondre aux résolutions demandant que soient intensifiés les efforts de coopération technique en faveur des pays les moins avancés. Cette orientation a été renforcée en 1973. Ainsi, dans la zone soudano-sahélienne, trois projets, encore modestes certes, ont permis d'amorcer des actions ouvrant la voie à des investissements plus importants. Le premier projet vise à améliorer les conditions de vie des nomades de la région d'Agades, au Niger; ce projet, auquel sont associées la FAO et l'OMS, a permis au gouvernement de disposer d'une équipe d'experts et d'une infrastructure minimale pour l'aider à organiser l'afflux de population chassée de ses zones habituelles de pâturage, tout en préparant un programme de rénovation à plus longue portée de la région. Le second projet, organisé sous l'égide de la CEA, consistait à étudier les ressources et les besoins prioritaires de la sous-région que constituent le Mali, la Haute-Volta et le Niger. Enfin, en Haute-Volta, un projet d'habitat pour les populations urbaines à faible revenu a été lancé. Le Commissaire à la coopération technique cite d'autres projets entrepris dans les pays les moins avancés, par exemple un projet de planification urbaine en Haïti et un projet de planification sociale au Laos; au Yémen démocratique, on cherche à améliorer le sort des populations nomades dans les déserts du nord du pays. En outre, le projet "jeunes économistes" lancé en 1972 a permis de mettre à la disposition de sept pays une douzaine d'économistes après qu'ils eurent suivi un cours d'orientation de trois mois dans divers organismes internationaux.

7. De plus, le programme ordinaire est la principale source de financement des missions de conseillers interrégionaux envoyés auprès des gouvernements qui en font la demande. Enfin, il contribue, bien que de façon limitée, aux activités relatives aux droits de l'homme et au contrôle des stupéfiants.

8. Le programme ordinaire permet notamment de répondre rapidement et avec grande flexibilité à certains besoins des pays les moins développés. Grâce à lui, les gouvernements peuvent à peu de frais entreprendre des actions pionnières qui ouvriront la voie à une assistance ultérieure plus large. Comme il contribue à combler certaines lacunes du système d'assistance technique, il ne mène donc pas une action de substitution, mais de complémentarité. Cette tendance se poursuivra en 1974. A cette fin, le Bureau de la coopération technique compte exploiter activement toutes les ressources dont il dispose, notamment celles qui sont en monnaies non convertibles, en particulier le montant en roubles qui est mis à sa disposition.

9. Le Commissaire à la coopération technique souligne le rôle irremplaçable que jouent les commissions économiques régionales et le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth dans l'exécution des programmes. Le Bureau de la coopération technique fera de son mieux pour encourager ce processus de décentralisation, mais il fera aussi en sorte qu'une politique commune et une approche globale soient

¹ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante et unième session, Supplément No 7, par. 66.

maintenues de façon à préserver l'équilibre et la cohérence aussi bien entre les régions qu'entre les projets régionaux et les projets nationaux. Il convient par ailleurs d'exploiter plus systématiquement les ressources intellectuelles constituées par les instituts régionaux de développement économique et de planification. Le Commissaire estime qu'une coopération très étroite et très franche s'impose avec chacune des composantes du système des Nations Unies, de même qu'avec les organes délibérants, en particulier la Deuxième Commission. Le Bureau a à cœur de répondre aux demandes d'assistance qui lui sont soumises, mais un ordre d'urgence s'impose; il lui faut donc établir un programme de travail, concentrer en premier ses efforts sur les éléments les plus critiques et rechercher des objectifs réalistes. Le Commissaire s'efforcera pour sa part de remédier aux problèmes, aux insuffisances et aux lacunes du programme. Il souligne toutefois que l'aide de l'Organisation des Nations Unies est modeste par rapport à l'effort des gouvernements eux-mêmes et que, sans effort autocentré, l'assistance extérieure est condamnée à être marginale. La meilleure des coopérations est donc celle qui consolide et intensifie la capacité qu'ont les pays de maîtriser leurs propres ressources et leur propre destinée. Le développement est un défi : le Bureau de la coopération technique entend pour sa part mobiliser toute son énergie pour le relever, mais il ne le pourra qu'avec la coopération et la compréhension constructives de tous les Etats Membres des Nations Unies.

10. M. JOSEPH (Australie) dit que son gouvernement appuie les activités du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et qu'il se félicite de la rapidité avec laquelle le Fonds a commencé ses opérations, et surtout du tact et de la diplomatie dont il a fait preuve en s'acquittant de ses responsabilités délicates. En effet, le Fonds est parfaitement neutre et ne cherche à imposer ou à prescrire aucune politique particulière; ainsi, on prévoit que, dans le programme de travail pour 1973-1976, le secteur relatif à la planification de la famille ne représentera que 50 p. 100 des dépenses du Fonds. En fait, cette proportion montre que, loin d'imposer des politiques de limitation des naissances, le Fonds respecte si scrupuleusement sa neutralité qu'il risque de tomber dans l'excès inverse, ce qui détruirait toute sa raison d'être.

11. L'Australie a été heureuse d'appuyer la décision prise par le Conseil d'administration du PNUD approuvant le système d'un "plan roulant", à sa seizième session (voir E/5365/Rev.1, par. 247); elle aurait toutefois préféré que le Conseil d'administration ait une attitude plus souple à l'égard des projets soumis à son approbation. En effet, pour tout projet qui entraîne des dépenses supérieures à un million de dollars et pour certains autres projets, le Directeur exécutif du Fonds est tenu, avant d'engager ces dépenses, de consulter tantôt le Conseil d'administration du PNUD, tantôt l'Administrateur. Le représentant de l'Australie estime que ces restrictions sont parfaitement inutiles; le Conseil pourrait fort bien se contenter d'approuver chaque année le plan roulant pour quatre ans en laissant au Directeur exécutif le soin d'approuver les dépenses pour chaque projet. Cette attitude du Conseil d'administration est symptomatique de la tendance inquiétante qu'ont les organes des Nations Unies de chercher à gérer les activités d'institutions qu'ils n'ont

pour tâche que de diriger. Il faut espérer que, en l'occurrence, le Conseil d'administration ne deviendra pas un boulet que devra traîner le Fonds. Qui plus est, le domaine de la population se prête particulièrement mal à l'ingérence intergouvernementale; peu de gouvernements sont en effet disposés à accepter que les représentants d'autres gouvernements leur dictent ce qu'ils doivent faire dans ce domaine. Il vaut donc beaucoup mieux laisser au Fonds le soin d'en décider par la voie de consultations avec chaque gouvernement bénéficiaire.

12. Le programme des Volontaires des Nations Unies a un potentiel considérable et les faiblesses qu'on peut relever dans les activités de ses premières années d'existence ne sont probablement que des erreurs de jeunesse. En ce qui concerne les dispositions relatives au recrutement des volontaires, le contrat avec le secrétariat international du Service volontaire a été prorogé, mais le programme des Volontaires des Nations Unies espère être bientôt en mesure de procéder à son propre recrutement, en particulier dans les pays en voie de développement. Il s'agit là d'une évolution logique; par contre, le programme devrait continuer à fonctionner si possible par l'intermédiaire des institutions existantes et le Coordonnateur ne devrait pas essayer de jouer l'homme-orchestre. La délégation australienne appuie les propositions qui ont été faites pour améliorer l'efficacité du programme, en particulier en limitant ses activités à un petit nombre de pays et en envoyant des équipes de volontaires plutôt que des volontaires isolés; elle appuie également les efforts tendant à intensifier le recrutement dans les pays en voie de développement.

13. Si l'Australie reconnaît le rôle crucial joué par le FISE, surtout en ce qui concerne les secours d'urgence, elle connaît très mal le mode de fonctionnement interne du FISE ainsi que les problèmes qui peuvent se poser à cet organisme, notamment en matière de gestion et d'exécution du programme. Peut-être faudrait-il en fait que l'Australie songe de nouveau à poser sa candidature au Conseil d'administration du FISE. Cela dit, elle augmentera sa contribution de 24 p. 100 en 1974 et elle a annoncé qu'elle versera une contribution d'un quart de million de dollars pour les opérations spéciales du FISE en faveur des pays de la péninsule indochinoise.

14. La délégation australienne juge que l'on pourrait encore améliorer le fonctionnement du PNUD. Par exemple, si la méthode de programmation par pays offre des avantages multiples, on voit mal à quoi sert le rituel qui consiste à présenter à chaque session du Conseil d'administration 25 ou 30 programmes par pays pour qu'il les approuve. Le Conseil n'apporte généralement rien de neuf et il s'agit en fait d'une simple formalité.

15. L'Administrateur a lui-même soulevé, à la seizième session du Conseil d'administration, la question de l'amélioration des méthodes de travail du Conseil lorsqu'il a suggéré que celui-ci envisage d'abrégier ses sessions ou même de les limiter à une seule par an. Il semble en effet que l'Administrateur et ses collaborateurs doivent passer le plus clair de leur temps à assister à toutes sortes de réunions et qu'ils n'ont plus le temps de faire quoi que ce soit de constructif. Pour sa part, la délégation australienne a préconisé dès la treizième session une révision des méthodes de travail du Conseil. Par exemple, un grand nombre de questions

sur lesquelles l'Administrateur est prié d'établir des rapports à l'intention du Conseil relèvent davantage du domaine de la gestion. On pourrait également avoir recours davantage à des contacts entre les sessions, ce qui permettrait de réduire le nombre des rapports officiels.

16. Le nombre de documents dont le Conseil d'administration est saisi a quadruplé en quelques années et il semblerait judicieux, comme cela a été suggéré, que l'Administrateur utilise son rapport annuel pour porter à l'attention du Conseil d'administration les questions qui reviennent chaque année au lieu de soumettre des documents séparés au titre de chaque point de l'ordre du jour. En fait, à sa seizième session, le Conseil était saisi d'un rapport de style nouveau qui s'attachait plus directement aux problèmes opérationnels du PNUD. La question de la documentation a été soulevée à la quinzième session, à propos de l'utilité des études détaillées visant à identifier les priorités sectorielles de chaque pays. En fait, la pléthore d'études, d'analyses et d'autres documents sert davantage à compliquer les questions qu'à les préciser.

17. Peu de progrès ont été accomplis dans la rédaction du statut unique à la seizième session et le groupe chargé d'examiner la question reprendra ses travaux à la dix-septième session. M. Joseph fait toutefois remarquer qu'il semble vain de vouloir regrouper les textes existants en un statut unique alors que les résolutions, décisions et autres documents continuent à proliférer non seulement au Conseil d'administration, mais également au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale.

18. Le Conseil d'administration est convenu à sa seizième session d'allouer une somme supplémentaire de 5 millions de dollars aux pays frappés par la sécheresse dans la région soudano-sahélienne. Le PNUD ne pouvait faire moins, et un grand nombre de délégations auraient souhaité qu'il se montre encore plus généreux, mais il ne faut pas oublier qu'il se consacre avant tout au développement à long terme et que, comme ses ressources sont engagées pratiquement dans leur totalité des années à l'avance, l'aide d'urgence qu'il peut fournir est nécessairement limitée.

19. Le calcul des chiffres indicatifs de planification a partagé le Conseil d'administration en deux camps : l'un composé de pays qui s'opposent à toute réduction de ces chiffres entre le cycle en cours et le cycle suivant et l'autre, composé des délégations, dont la délégation australienne, qui pensent qu'au cours du deuxième cycle il faudrait avant tout donner aux pays pauvres et très peuplés une part équitable, même si cela doit entraîner une réduction des chiffres indicatifs de certains des pays en voie de développement plus avancés. A la seizième session du Conseil d'administration, un compromis s'est dégagé (voir E/5365/Rev.1, par. 90) et l'Administrateur a été prié d'établir de nouveaux calculs en essayant de satisfaire à trois objectifs : accorder au moins 25 p. 100 du total des chiffres indicatifs de planification aux pays les moins avancés; améliorer de façon significative la position relative des autres pays à faible revenu; ne réduire les chiffres indicatifs d'aucun pays bénéficiaire. Ces calculs sont prêts et bien que M. Joseph n'ait pas eu le temps de les étudier, il soupçonne que, quelle que soit la formule adoptée, les trois objectifs ne pourront être atteints que si le taux

d'augmentation des contributions dépasse le niveau prévu, à savoir 9,6 p. 100, faute de quoi il conviendrait de réexaminer s'il y a lieu de maintenir le troisième objectif. Toutefois, le problème des ressources a perdu de son acuité et l'augmentation de 18 p. 100 des contributions permet d'envisager un léger excédent de recettes.

20. La nécessité d'améliorer la capacité d'exécution des projets préoccupe l'Administrateur du PNUD ainsi qu'un grand nombre de délégations, et en particulier la délégation suédoise qui est à l'origine de l'adoption de la résolution 2975 (XXVII) de l'Assemblée générale, relative au renforcement des organisations chargées de l'exécution des projets du PNUD. Dans les cas où les retards sont dus au fait que les Nations Unies ne disposent pas de l'organisme compétent, il conviendrait de recourir au système des contrats de sous-traitance. M. Joseph croit savoir que l'Administrateur partage cette opinion et la délégation australienne est satisfaite de la création au PNUD d'un bureau chargé de la sous-traitance.

21. M. Joseph tient à féliciter l'Administrateur d'être parvenu à contenir dans une certaine mesure l'augmentation des dépenses d'administration. En termes réels, celles-ci n'auront augmenté que de 1,6 p. 100 en 1974, pourcentage sans précédent au PNUD. Bien entendu, aucun laissez-aller n'est possible. L'Administrateur doit continuer à résister ou à s'opposer à tout nouvel engagement financier. A ce propos, la délégation australienne se félicite qu'il ait refusé de souscrire au projet extravagant d'école des cadres de l'UNITAR. M. Peterson doit également être très ferme sur la question de l'augmentation du nombre des conseillers sectoriels. Il conviendra en outre de réétudier la situation concernant le personnel des bureaux extérieurs du PNUD, étant donné que celui-ci absorbe 80 p. 100 des dépenses d'administration du PNUD.

22. La question des frais généraux continue à se poser. Les frais d'appui aux projets du PNUD qui sont supportés par les organisations chargées de l'exécution dépassent largement les 13 p. 100 que rembourse actuellement le PNUD. Or la délégation australienne estime que le PNUD ne peut se permettre de rembourser davantage.

23. Pour terminer, M. Joseph dit que le projet de résolution A/C.2/L.1306, relatif au Fonds d'équipement des Nations Unies, cause quelques difficultés à sa délégation. L'aide publique au développement fournie par l'Australie a augmenté de 20 p. 100 en 1973 et le gouvernement actuel compte redoubler d'efforts pour atteindre l'objectif de 0,7 p. 100 du produit national brut fixé dans la Stratégie internationale du développement. Cette aide est fournie essentiellement par les voies bilatérales. En effet, il y a une nette discrimination à l'égard des pays d'Asie et surtout du Pacifique, voisins de l'Australie, dans la répartition des ressources du PNUD. La situation a heureusement commencé à s'améliorer, et c'est pourquoi le Gouvernement australien a augmenté sa contribution de 25 p. 100 et de 42 p. 100 respectivement ces deux dernières années. Mais M. Joseph craint que, plutôt que de verser en plus une contribution au Fonds d'équipement des Nations Unies, le Gouvernement australien ne préfère revenir à l'aide bilatérale. Toutefois, ces difficultés ne sont peut-être pas partagées par

les autres délégations et, en ce cas, la délégation australienne ne s'opposerait pas à un consensus.

24. M. KOSSEV (Bulgarie) dit que, étant membre du Conseil d'administration du PNUD, sa délégation a déjà eu l'occasion de faire connaître son point de vue concernant les activités du Programme. Il souhaite néanmoins aborder certains points précis.

25. En tant qu'organe universel, le PNUD doit assurer à tous les pays des possibilités équivalentes de coopération bénévole sur une base multilatérale, afin de leur permettre d'atteindre leurs objectifs de développement économique et social. Depuis la vingt-septième session de l'Assemblée générale, le PNUD a accompli une œuvre valable qui mérite d'être examinée sous un angle positif. Il y a eu, notamment, une augmentation du volume de l'assistance, une rationalisation de la répartition des ressources entre les secteurs du développement, une amélioration de la programmation par pays et une plus grande efficacité dans les activités opérationnelles. La délégation bulgare a également été satisfaite de voir que, dans un grand nombre de pays, l'aide a été utilisée en vue de renforcer le secteur public dans des domaines décisifs pour l'amélioration du niveau de vie de la population. Elle approuve enfin la décision du Conseil d'administration tendant à prendre des mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés et de fournir une aide supplémentaire aux pays de la région soudano-sahélienne victimes de la sécheresse.

26. La délégation bulgare souhaiterait que des mesures soient prises d'urgence pour aider les Etats les plus jeunes, comme la Guinée-Bissau, et les mouvements nationaux de libération, du Mozambique et de l'Angola en particulier, qui mènent une lutte farouche contre le joug colonialiste. Quoi qu'il en soit, la délégation bulgare s'élève contre le fait que le PNUD fournisse une aide à des pays qui pratiquent une politique d'agression et occupent le territoire d'autres Etats, freinant ainsi leur développement. Elle exige l'arrêt immédiat de l'aide aux pays agresseurs et considère que le PNUD ferait œuvre utile en la donnant à leurs victimes.

27. Il conviendrait que le PNUD aide tout particulièrement les pays qui s'efforcent d'améliorer leur potentiel économique, et notamment ceux qui cherchent à intensifier la planification de l'économie. Dans tous les cas, le PNUD doit harmoniser son aide avec les plans nationaux de développement. Il serait souhaitable de fixer le plus rapidement possible les critères qui seront retenus lors du prochain cycle de programmation par pays pour fixer les chiffres indicatifs de planification de façon à tenir compte de la situation particulière de chaque pays.

28. Le PNUD ne devrait pas se contenter des ressources provenant des contributions annuelles, mais chercher ailleurs des fonds supplémentaires, dans le désarmement et la réduction des budgets militaires par exemple. De plus, il conviendrait de limiter au maximum les dépenses qui n'ont rien à voir avec les activités opérationnelles, et à ce propos M. Kossev se félicite que l'Administrateur ait manifesté la même préoccupation.

29. La délégation bulgare pense que les projets régionaux et sous-régionaux revêtent une importance particulière car ils constituent une base de coopération

multilatérale. La coordination au PNUD et entre le PNUD et les organisations chargées de l'exécution doit être améliorée, ainsi que la qualité de l'aide fournie.

30. Le rôle du Conseil d'administration dans l'orientation de la politique du PNUD et dans l'exécution des affaires courantes doit être renforcé. Etant donné le caractère universel du PNUD, la délégation bulgare demande que l'octroi des contrats de sous-traitance et le choix des experts soient faits d'une manière plus équitable entre les pays; il conviendrait en particulier de mettre fin à la discrimination dont sont victimes les pays socialistes et les pays en voie de développement. On pourrait améliorer considérablement l'efficacité du PNUD en concentrant sous son autorité toutes les ressources destinées à l'assistance technique. La nécessité d'augmenter les ressources du PNUD préoccupe un grand nombre de délégations, et M. Kossev voudrait s'arrêter sur une question qui intéresse directement le PNUD, à savoir la proposition formulée par l'URSS tendant à ce que les Etats membres permanents du Conseil de sécurité réduisent de 10 p. 100 leurs budgets militaires et utilisent une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement (point 102 de l'ordre du jour). Le Ministre bulgare des affaires étrangères a exposé la position de son pays en la matière à l'Assemblée générale, le 27 septembre 1973 (2130ème séance plénière). Cette proposition mérite d'être appuyée par le PNUD, car ce serait un nouveau pas sur la voie de la détente et du renforcement de la confiance internationale.

31. Certaines délégations ont exprimé des doutes sur le montant des ressources qui iraient réellement aux pays en voie de développement; or les chiffres montrent que, même si 10 p. 100 seulement de la somme économisée étaient consacrés à l'aide au développement, la somme obtenue serait encore plusieurs fois supérieure au montant actuel des ressources du PNUD. En outre, cette mesure ne serait qu'un début et pourrait être suivie par d'autres réductions encore plus importantes.

32. Pour conclure, M. Kossev donne à l'Administrateur l'assurance que la Bulgarie continuera à coopérer avec le PNUD et qu'elle appuiera toutes les décisions progressistes qui seront prises par le Programme dans l'intérêt de la coopération scientifique, économique et technique entre tous les pays.

33. M. SPITERI (Malte) dit que les activités futures du PNUD, esquissées par l'Administrateur à la 1554ème séance, seront très utiles pour le développement; toutefois la délégation maltaise s'inquiète de certaines tendances qui se sont manifestées au Conseil d'administration du PNUD au sujet de l'avenir du Programme et de son universalité.

34. La décision prise par le Conseil d'administration à sa seizième session (voir E/5365/Rev.1, par. 90) aux termes de laquelle les pays bénéficiaires situés en haut de l'échelle du produit national brut par habitant devraient chercher le moyen de devenir "contributeurs nets" cause une certaine inquiétude au Gouvernement maltais. Parmi les moyens suggérés, on note la réduction ou l'interruption de l'assistance du PNUD, l'augmentation de la contribution volontaire ou une combinaison des deux mesures. Malte n'étant pas représentée au Conseil d'administration du PNUD,

M. Spiteri souhaiterait exposer sa position de façon assez détaillée.

35. Bien entendu, le Gouvernement maltais considère que chaque pays doit contribuer selon ses moyens et recevoir selon ses besoins. Les pays les moins avancés doivent donc obtenir une proportion relativement plus élevée de l'assistance du PNUD que les pays plus avancés. Il estime également que le produit national brut par habitant et le chiffre de la population doivent continuer à servir de critères de base pour l'octroi de l'aide internationale. Le chiffre indicatif de planification de Malte pour la période quinquennale en cours a été fixé à 2,5 millions de dollars en application de ces critères; comme beaucoup d'autres pays bénéficiaires, Malte n'est pas entièrement satisfaite de ce chiffre.

36. Outre qu'à son stade de développement Malte pourrait absorber une assistance beaucoup plus élevée, il n'a pas été tenu compte de toute une série de problèmes particuliers aux petits pays en voie de développement, et surtout aux pays insulaires, qui doivent surmonter un certain nombre de handicaps dans leurs efforts de développement. Ainsi il leur est plus difficile de réaliser des économies d'échelle qu'aux pays où le marché intérieur est plus vaste. C'est donc dans les industries d'exportation seulement que les petits pays peuvent espérer réaliser des économies d'échelle. Malheureusement, cette nécessité les rend particulièrement vulnérables aux vicissitudes du commerce international. Par ailleurs, ils sont plus tributaires des capitaux et des connaissances techniques importés et, dans le domaine de l'administration et de la défense, leur fardeau est plus élevé que celui des autres pays par rapport au nombre d'habitants. Enfin, les personnes les plus compétentes et les plus motivées ont tendance à émigrer, car les possibilités offertes par un petit pays sont insuffisantes.

37. Outre ces problèmes de caractère général, les pays insulaires, ayant accédé à l'indépendance, doivent maintenant s'atteler à la tâche herculéenne que représente la diversification d'une économie orientée uniquement vers les besoins de l'ancienne métropole, alors qu'ils n'ont plus les moyens financiers nécessaires et ont perdu l'accès aux marchés dont ils ont besoin. Néanmoins, les petits pays jouissent d'un avantage psychologique qui leur permet d'utiliser efficacement l'assistance au développement, à savoir un sentiment plus vif de solidarité nationale. Leurs besoins sont plus grands, mais leur aptitude à mettre l'assistance à profit est également plus grande. Ainsi, Malte a pu prendre cinq décisions stratégiques qui exigeront une réorientation majeure de sa politique au cours des prochaines années, à savoir : fermeture progressive de la base militaire britannique; la modernisation et l'adaptation des chantiers navals; la mobilisation des ressources en vue de développer et de diversifier les exportations; le développement de l'infrastructure nécessaire pour les points précédents; enfin, la mise sur pied de services sociaux à l'image d'un pays indépendant et moderne. Ce programme exigera certainement des sacrifices, mais la coopération internationale peut aider les petits pays à subvenir à leurs propres besoins dans un monde dominé par des pays particulièrement grands et des sociétés géantes.

38. Si le revenu par habitant est d'environ 950 dollars par an à Malte, il importe néanmoins de tenir compte d'un certain nombre d'éléments. Ainsi, Malte ne pos-

sède aucune ressources minérale; de plus, étant donné le densité de sa population, il lui est difficile de développer son agriculture. Pour assurer son développement économique, elle doit donc miser sur l'industrialisation et chercher à fabriquer des articles manufacturés dans lesquels l'apport intérieur serait suffisant pour contrebalancer les importations de matières premières. Elle a également la ressource du tourisme. Pour réussir dans cette voie, Malte a besoin d'une assistance financière et technique considérable.

39. La balance commerciale de Malte présente un déficit de 47,4 millions de livres. Pour maintenir son revenu par habitant de 950 dollars par an, Malte doit compter sur le revenu que lui procure la location de certaines installations militaires. C'est là le résultat d'une décision politique qui n'a pas été prise à la légère, mais le Gouvernement maltais ne voudrait pas prolonger cet état de choses plus qu'il n'est strictement nécessaire. Pour cela, il doit être assuré de pouvoir compter sur l'assistance des Nations Unies, en particulier du PNUD, afin d'atteindre un stade de développement qui lui permette de continuer sur sa lancée.

40. Le Gouvernement maltais est conscient du fait que l'insuffisance du chiffre indicatif de planification qui lui a été attribué est due à l'insuffisance des ressources du PNUD. Mais il s'inquiète d'entendre que l'on demande avec de plus en plus d'insistance aux pays situés en haut de l'échelle du produit national brut par habitant de devenir contributeurs nets. Cela signifierait que Malte, si elle ne veut pas renoncer totalement à l'assistance multilatérale dont elle a désespérément besoin, devrait verser une contribution de 500 000 dollars au PNUD chaque année. C'est pourquoi M. Spiteri ne peut s'empêcher d'exprimer la profonde inquiétude que cause au Gouvernement maltais une proposition fondée uniquement sur le niveau du produit national brut par habitant des pays bénéficiaires sans qu'il soit tenu compte d'autres facteurs, notamment du chiffre de la population et du montant total des ressources nationales. Il est facile de se rendre compte qu'un pays dont le produit national brut par habitant est relativement élevé, mais dont la population est relativement peu nombreuse, aura un produit total moins élevé qu'un pays dont le produit par habitant est faible, mais dont la population est nombreuse. A Malte, le montant total du budget pour l'exercice en cours dépasse tout juste 38 millions de livres, soit 106 millions de dollars. Il est évident qu'une contribution annuelle de 500 000 dollars au PNUD imposerait au budget un fardeau inacceptable. La délégation maltaise espère donc qu'en examinant cette question, le Conseil d'administration tiendra compte du chiffre de la population, et donc du montant total du produit national brut, ainsi que des problèmes particuliers auxquels se heurtent les petits pays. Si le chiffre de la population est considéré comme un critère valable dans l'attribution de l'assistance, on ne peut le négliger quand il s'agit de déterminer le montant des contributions.

M. Gabré-Sellassié (Ethiopie) prend la présidence.

41. M. HUTAGALUNG (Indonésie) dit que, ayant pu bénéficier directement des services et des activités des organismes d'assistance opérationnelle des Nations Unies, l'Indonésie est convaincue que ceux-ci servent la cause du développement. Ils ont joué un rôle non négligeable dans les transformations qui se pro-

duisent actuellement dans les relations économiques internationales en vue de réaliser les objectifs de la Stratégie internationale du développement. La délégation indonésienne estime donc que les activités de ces organismes d'assistance opérationnelle doivent être élargies et renforcées. Elle a été encouragée par l'augmentation des contributions au PNUD annoncées pour 1974. Comme l'Administrateur, elle pense que cette augmentation sans précédent est un signe de la confiance dont jouit le PNUD. Si les ressources continuent à augmenter à ce rythme au cours des prochaines années, le PNUD pourra certainement améliorer les chiffres indicatifs de planification en tenant compte des nouveaux critères qui ont été choisis pour la période 1977-1981, lors de la seizième session du Conseil d'administration. Le choix de ces nouveaux critères est, selon la délégation indonésienne, la décision la plus importante qu'ait prise le Conseil à cette seizième session. A ce propos, M. Hutagalung tient à dire de nouveau que le calcul des chiffres indicatifs pour le deuxième Cycle de coopération des Nations Unies pour le développement devrait être fondé sur une projection plus optimiste de l'augmentation des ressources.

42. En ce qui concerne les données relatives à la population et au produit national brut par habitant, qui ont été adoptées comme critères de base dans le calcul des chiffres indicatifs de planification pour la période quinquennale prenant fin en 1981, le représentant de l'Indonésie estime que ces données devraient être fournies par la BIRD. La délégation indonésienne remercie le Gouvernement philippin d'avoir généreusement proposé d'accueillir la dix-huitième session du Conseil d'administration du PNUD à Manille et elle espère que le Conseil d'administration acceptera cette offre à sa dix-septième session.

43. Pour ce qui est du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, la délégation indonésienne se félicite de l'extension de ses activités et de l'augmentation du nombre de pays qui bénéficient de son aide. L'accroissement spectaculaire des ressources qui ont été mises à sa disposition témoigne en outre de la confiance dont jouit le Fonds auprès de la communauté internationale. La délégation indonésienne tient à réaffirmer qu'elle appuie son plan de travail pour 1973-1976, y compris son plan roulant, ainsi que ses activités concernant l'Année mondiale de la population et la Conférence mondiale de la population.

44. La délégation indonésienne, qui a toujours été en faveur du programme des Volontaires des Nations Unies, aimerait voir ses activités se développer car elle estime que ce programme peut contribuer de façon substantielle au développement.

45. En ce qui concerne le PAM, M. Hutagalung se félicite que son aide porte en priorité sur la mise en valeur et l'amélioration des sols, la diversification des récoltes, etc., c'est-à-dire sur des projets qui contribuent, à court terme, à faire progresser l'économie des pays. La mise en valeur des ressources humaines n'a pas non plus été négligée. La délégation indonésienne estime donc que, au cours des trois premières années de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, le PAM s'est acquitté de sa tâche d'une manière tout à fait satisfaisante. Il faudrait toutefois qu'il dispose de ressources plus impor-

tantes pour faire face aux demandes d'aide sans cesse plus nombreuses qu'il reçoit. Il est regrettable qu'il ait dû réduire son assistance dans le domaine alimentaire et différer l'approbation de nouvelles demandes d'aide, car cela ne peut que nuire gravement aux pays qui reçoivent une telle aide, d'autant plus que nombre d'entre eux viennent d'enregistrer de très mauvaises récoltes. La délégation indonésienne appuie donc le projet de résolution A/C.2/L.1298 que le Conseil économique et social a soumis pour examen à la Deuxième Commission.

46. Abordant ensuite le rôle du FISE, le représentant de l'Indonésie fait sienne l'opinion de M. Labouisse selon laquelle, par son action en faveur de générations successives de jeunes, cet organisme joue un rôle essentiel dans le développement. Le FISE a obtenu des résultats très positifs grâce à la participation des populations locales à ses projets. Le nombre de personnes, en majorité des enfants, qui bénéficient de son aide a augmenté, tout comme le nombre de ses projets. Le FISE se préoccupe de plus en plus d'aider les pays à dispenser un enseignement de base aux enfants et aux adolescents vivant dans des zones rurales pauvres et dans des taudis, ce qui correspond exactement aux besoins de nombreux pays en voie de développement. Si les résultats obtenus par le FISE paraissent satisfaisants, il en va autrement des ressources financières dont il dispose. Le représentant de l'Indonésie note avec appréhension que, si l'on en juge par les contributions versées jusqu'ici, il est à prévoir qu'en 1975 le volume des contributions n'atteindra pas le chiffre, pourtant raisonnable, de 100 millions de dollars qui a été fixé. C'est pourquoi la délégation indonésienne exprime l'espoir que la Commission adoptera à l'unanimité le projet de résolution A/C.2/L.1308, dont elle est coauteur, et dans lequel les gouvernements sont invités à faire un effort pour que l'objectif de 100 millions de dollars soit atteint.

47. M. OMAR (République arabe libyenne) souligne l'importance que revêtent, pour les pays du tiers monde, les activités opérationnelles pour le développement et le rôle essentiel qui incombe au PNUD et aux organisations participantes dans ce domaine.

48. La délégation libyenne estime, comme l'Administrateur, que les ressources plus importantes dont disposera le PNUD devront être affectées en priorité aux projets régionaux, interrégionaux et mondiaux et devront servir notamment à renforcer les activités du PNUD en ce qui concerne les programmes régionaux et les programmes par pays. La République arabe libyenne n'a pas participé à la dernière Conférence pour les annonces de contributions, mais le Gouvernement libyen a l'intention de verser une contribution.

49. La grande difficulté à laquelle se heurtent les pays en voie de développement est que les pays développés rechignent à leur fournir les services d'experts et les techniques dont ils ont besoin. C'est pourquoi le PNUD doit satisfaire aux demandes des pays en voie de développement dans ce domaine.

50. En ce qui concerne les critères proposés pour le calcul des chiffres indicatifs de planification, la délégation libyenne tient à formuler quelques réserves. A son avis, ces calculs ne devraient pas être fondés sur le revenu par habitant et la population. Il n'est pas juste

en effet de faire preuve de discrimination à l'égard des pays en voie de développement qui ont un revenu par habitant élevé, sans tenir compte des difficultés qu'ils rencontrent pour faire aboutir leurs efforts en matière de développement social et économique. Ces pays ne peuvent donc accepter que l'aide qui leur est fournie soit réduite; ce qu'ils attendent du PNUD, ce n'est pas une aumône mais une aide financière qui leur permette de résoudre leurs problèmes de développement. De l'avis de la délégation libyenne, le rôle du PNUD doit être d'aider tous les pays en voie de développement jusqu'à ce qu'ils atteignent le même niveau que les pays développés. Elle espère donc qu'il adoptera des critères suffisamment objectifs qui tiennent compte des besoins de tous les pays en voie de développement. La délégation libyenne se félicite des efforts faits par le PNUD en faveur des pays en voie de développement les moins avancés. Elle connaît en effet les difficultés économiques et sociales que ces pays doivent affronter. Le Fonds d'équipement des Nations Unies, sous sa nouvelle forme, a dans ce domaine un rôle très important à jouer. Il faut espérer que les pays développés qui se sont jadis opposés à la création de ce fonds adopteront désormais à son égard une attitude positive. La délégation libyenne appuie donc le projet de résolution A/C.2/L.1306.

51. Pour ce qui est du FISE, M. Omar estime que cet organisme mérite l'appui et l'admiration de tous pour l'aide qu'il apporte aux pays en voie de développement dans le cadre des programmes par pays du PNUD. Etant donné la nécessité pour le FISE de disposer de ressources importantes, la délégation libyenne appuie le principe d'une conférence spéciale pour les annonces de contributions. Elle approuve donc le projet de résolution A/C.2/L.1308 et espère que la Commission l'adoptera à l'unanimité. Le représentant de la République arabe libyenne annonce que son gouvernement envisage de verser une contribution généreuse à cet organisme en 1974.

52. En ce qui concerne le programme des Volontaires des Nations Unies, la délégation libyenne estime qu'il pourrait aider plus efficacement les pays en voie de développement si ses participants possédaient de meilleures qualifications et faisaient preuve d'un dévouement supérieur.

53. M. OGISO (Japon) estime que la programmation par pays adoptée par le PNUD est une initiative intéressante, mais qu'il convient peut-être de renforcer son efficacité en procédant à une évaluation plus poussée. Cette évaluation pourrait porter non seulement sur des problèmes fondamentaux tels que l'utilité des projets prioritaires eux-mêmes, mais également sur les détails de leur exécution.

54. La délégation japonaise se félicite des progrès accomplis lors des deux dernières sessions du Conseil d'administration en ce qui concerne l'élaboration des critères à utiliser dans le calcul des chiffres indicatifs de planification pour la période 1977-1981. Le représentant du Japon est convaincu que les nouveaux chiffres indicatifs permettront aux pays en voie de développement les moins avancés et aux autres pays à faible revenu de bénéficier d'une part équitable des ressources. Le Gouvernement japonais espère que le Conseil d'administration achèvera ses travaux à ce sujet lors de sa dix-septième session. Il espère également que le Conseil d'administration se penchera

sur la question des chiffres indicatifs de planification régionaux.

55. En ce qui concerne l'assistance aux pays en voie de développement les moins avancés, la délégation japonaise estime qu'il vaut mieux répondre à leurs besoins dans le cadre de l'assistance technique globale aux pays en voie de développement que d'établir des programmes distincts à leur intention. C'est pourquoi elle n'est pas convaincue de la nécessité de créer un fonds spécial pour financer l'assistance technique multilatérale destinée à ces pays; à son avis, cela pourrait en fait leur nuire.

56. La délégation japonaise est très satisfaite des activités du FISE. Beaucoup de Japonais se souviennent en effet des secours d'urgence qu'il leur a fournis sous forme de vivres après la seconde guerre mondiale. En tant que nouveau membre du Conseil d'administration du FISE, la délégation japonaise espère participer activement à ses travaux lors de sa prochaine session. A ce sujet, la délégation japonaise appuie le projet de résolution A/C.2/L.1308 présenté par les Philippines. Le Gouvernement japonais envisage de contribuer aux travaux utiles effectués par le FISE dans la péninsule indochinoise.

57. Quant au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, le représentant du Japon rappelle qu'une mission spéciale chargée d'enquêter sur les problèmes démographiques en Asie et dirigée par un ancien Premier Ministre japonais, M. Kishi, vient d'effectuer avec l'assistance du Fonds une tournée très utile dans un certain nombre de pays de cette région. La mission a soumis au Gouvernement japonais des recommandations importantes sur les mesures à prendre pour aider les pays d'Asie à résoudre leurs problèmes démographiques. Il faut espérer que ces recommandations se traduiront par des mesures concrètes.

58. Mme THORSSON (Suède) souligne l'importance des activités opérationnelles des Nations Unies et estime que cette importance augmentera encore à mesure que les pays en voie de développement prendront conscience de la nécessité de renforcer leur autonomie économique et sociale. C'est pourquoi la délégation suédoise constate avec satisfaction que l'un des objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement est d'accroître l'aide multilatérale.

59. La délégation suédoise se félicite que des efforts soient constamment déployés pour améliorer les programmes d'assistance. Le processus de réforme entrepris par le PNUD, le compromis réalisé en juin 1973 en vue d'effectuer une nouvelle répartition des ressources futures du programme et les résultats obtenus lors de la Conférence de 1973 pour les annonces de contributions sont des signes encourageants. Il existe cependant encore de nombreux motifs d'inquiétude, tant sur le plan des ressources que sur celui de l'exécution des programmes.

60. La Conférence pour les annonces de contributions a donné des résultats très encourageants et a laissé prévoir d'autres augmentations substantielles des contributions de nombreux pays donateurs. La délégation suédoise constate avec plaisir que la position de la Suède, qui vient au deuxième rang des contributeurs, est disputée par d'autres pays, en dépit d'une augmentation de 38 p. 100 de sa contribution pour 1974. Il est

également encourageant de noter que certains des pays en voie de développement les plus avancés semblent décidés à augmenter rapidement leur contribution au programme et à devenir ainsi des "contributeurs nets". En outre, nombre de pays en voie de développement, dont les moyens sont de toute évidence limités, continuent à verser d'importantes contributions au programme et préservent ainsi son caractère véritablement multilatéral. Cette amélioration des ressources disponibles doit permettre de s'attaquer de façon décisive à d'autres problèmes.

61. En ce qui concerne le Fonds d'équipement des Nations Unies, la délégation suédoise note que, selon les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1306, le Fonds doit viser à rendre les pays en voie de développement les moins avancés plus indépendants en renforçant leur infrastructure sociale et économique. On peut toutefois se demander si le nouveau Fonds pourra obtenir des contributions suffisantes pour entreprendre une action positive et quels seront, à l'avenir, les rapports entre les activités du PNUD et celles du Fonds. Tant que ces questions n'auront pas trouvé de réponse, le Gouvernement suédois ne pourra prendre définitivement position à l'égard du Fonds, mais il appuie tout de même le projet présenté par le représentant des Pays-Bas. La représentante de la Suède rappelle que les contributions spéciales versées par son gouvernement au titre des mesures spéciales à l'intention des pays en voie de développement les moins avancés s'élèveront, en 1974, à 6,5 millions de dollars au total.

62. La représentante de la Suède regrette que les contributions versées directement par les gouvernements au FISE n'augmentent pas plus rapidement. Le Gouvernement suédois estime que l'objectif de 100 millions de dollars en 1975 peut et doit être atteint. Il est cependant anormal que les contributions versées par deux gouvernements, dont celui de la Suède, constituent pratiquement la moitié du budget ordinaire annuel du FISE. C'est ainsi que le Gouvernement suédois a versé en 1973 une contribution d'un montant de 11 millions de dollars, contre 2 millions de dollars en 1968. Il faut espérer que le projet de résolution qui a été présenté à cet effet par le représentant des Philippines sera adopté à l'unanimité.

63. Pour ce qui est du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, il a pu bénéficier jusqu'ici des ressources financières nécessaires. La Suède a été l'un des donateurs les plus importants. La représentante de la Suède constate avec intérêt que le nombre des pays qui fournissent un appui à ce fonds a tendance à augmenter, de même que les demandes d'assistance que le Fonds reçoit. Le Gouvernement suédois continue d'appuyer fermement cet organisme, comme en témoignent les contributions qu'il versera à l'avenir.

64. La délégation suédoise se félicite qu'un compromis ait été réalisé en ce qui concerne les critères régissant la répartition des ressources du PNUD, décision qui permettra de mettre l'accent sur les pays en voie de développement les moins avancés et sur les autres pays à faible revenu pour lesquels l'assistance technique et l'assistance de préinvestissement sont d'une importance cruciale. Elle note également avec satisfaction que le Conseil a décidé d'affecter 7,5 p. 100 des ressources en fonction de critères supplémentaires

parmi lesquels notamment les efforts faits par les pays bénéficiaires pour mobiliser leurs propres ressources et instaurer la justice sociale conformément aux principes énoncés dans la Stratégie internationale du développement. En outre, le Gouvernement suédois fait siennes les idées exprimées à la seizième session du Conseil d'administration selon lesquelles le PNUD devrait renforcer son aide humanitaire et éducative aux populations des territoires libérés d'Afrique qui luttent pour se libérer du joug colonial et de la discrimination raciale. Il faut que l'Administrateur du PNUD poursuive ses consultations avec l'OUA en vue de conclure un accord qui permettrait d'utiliser les ressources du PNUD pour lancer, en consultation avec l'OUA, des projets d'assistance dans les zones libérées de l'Angola, de la Guinée-Bissau et du Mozambique. A sa dix-septième session, le Conseil d'administration devra se pencher sur les divers aspects de cette question.

65. Pour éliminer les obstacles financiers qui pourraient s'opposer à une telle action, le Gouvernement suédois est disposé à verser des contributions supplémentaires en 1974. Etant donné que le PNUD dispose maintenant de contributions spéciales d'un montant total de 14 millions de dollars, il devrait pouvoir traduire les décisions prises par des mesures concrètes dans ces pays.

66. La délégation suédoise est également convaincue que le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies peut jouer un rôle important dans la planification de l'assistance aux pays en voie de développement les moins avancés.

67. Etant donné que les programmes démographiques complètent l'aide au développement fournie par le PNUD, la délégation suédoise estime que le fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population a un rôle important à jouer dans le domaine de la coopération pour le développement. Elle se félicite des décisions prises par le Conseil d'administration en juin 1973 en ce qui concerne notamment le programme de travail, la répartition des responsabilités entre le Directeur exécutif et le Conseil à propos de l'approbation des projets et le système du plan roulant pour la programmation et la planification. La délégation suédoise a également noté avec satisfaction l'importance attachée à la coopération avec le PNUD et avec le FISE, tant au siège que sur le terrain.

68. Dans le domaine de la coopération, la représentante de la Suède a noté tout particulièrement les efforts faits par le FISE pour inscrire son action sur le terrain dans le cadre de la programmation par pays du PNUD. Le PAM pourrait accroître l'efficacité de son aide en faisant de même. Il est essentiel que le PAM concentre encore plus ses efforts sur les pays en voie de développement les moins avancés et sur les autres pays à faible revenu. Au cours des dernières années, il a également joué un rôle de coordination important en matière de secours d'urgence, comme l'a démontré l'opération au Bangladesh. De l'avis du Gouvernement suédois, le PAM sera appelé à jouer un rôle de plus en plus important, aussi bien en sa qualité d'organisation d'aide au développement qu'en sa qualité d'organisation de secours d'urgence.

69. Lors de la vingt-septième session, l'Assemblée générale a reconnu la nécessité pour les organisations chargées de l'exécution de s'acquitter plus rapidement de leurs tâches et d'examiner les obstacles qui pour-

raient gêner leur capacité d'exécution, conformément aux principes énoncés dans le consensus [résolution 2975 (XXVII)]. Il semble que certaines de ces organisations aient décidé d'examiner ce problème, mais beaucoup reste à faire. Depuis 1972, les taux d'exécution ne se sont pas tellement améliorés et demeurent à un niveau nettement insuffisant. Alors que l'Organisation des Nations Unies, en tant qu'organisation chargée de l'exécution, était jadis l'une de celles qui avaient le taux d'exécution le plus favorable, il apparaît qu'elle est désormais l'une des organisations qui a le taux le plus faible. La délégation suédoise aimerait savoir les mesures que l'Organisation elle-même a prises pour appliquer la résolution 2975 (XXVII). La difficulté qu'éprouve une organisation à exécuter sa tâche en temps voulu peut avoir des conséquences graves pour les pays qui ont besoin d'accélérer leur processus de développement, et l'ensemble de leur programme peut en souffrir. En outre, s'il s'avère que le système des Nations Unies est incapable d'exécuter les tâches qu'autorisent les ressources disponibles, les pays développés ne seront guère encouragés à augmenter leurs contributions. Il faut espérer que les secrétariats du PNUD et du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population ont conscience de la gravité de la situation et prendront les mesures qui s'imposent, et que, d'autre

part, les organisations chargées de l'exécution assumeront également leurs responsabilités. Une autre solution serait évidemment de charger de l'exécution des organisations ne faisant pas partie du système des Nations Unies et de donner aux pays bénéficiaires eux-mêmes une responsabilité plus grande en ce qui concerne l'exécution des programmes.

70. La première opération d'examen et d'évaluation n'incite pas à se réjouir des résultats obtenus dans le domaine de l'aide au développement. C'est pourquoi il est d'autant plus satisfaisant de constater les progrès accomplis par l'assistance multilatérale qui, en 1972, a atteint 22 p. 100 de l'assistance totale. L'assistance multilatérale n'est liée à aucune considération politique ou économique et est régie par des organes intergouvernementaux où pays donateurs et pays bénéficiaires décident du contenu et de l'orientation des programmes d'assistance de façon démocratique. Ainsi que l'ont souligné de nombreux orateurs, la récente Conférence pour les annonces de contributions a clairement démontré que la communauté internationale a non seulement confiance dans l'administration des programmes et dans le processus de réforme en cours mais aussi dans la coopération multilatérale en tant que telle.

La séance est levée à 13 h 20.

1559^e séance

Vendredi 16 novembre 1973, à 10 h 55.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1559

POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités opérationnelles pour le développement (*suite*) [A/9003, chap. VI] :

- a) Programme des Nations Unies pour le développement (E/5256, E/5365/Rev.1, A/C.2/L.1307);
- b) Fonds d'équipement des Nations Unies (A/C.2/L.1306);
- c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;
- d) Programme des Volontaires des Nations Unies (E/5342, A/C.2/L.1309);
- e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
- f) Fonds des Nations Unies pour l'enfance (A/C.2/L.1308);
- g) Programme alimentaire mondial (A/9003/Add.1, quatrième partie; A/9031, A/C.2/L.1298)

1. M. LUCHTERHAND (République démocratique allemande) souligne l'importance du PNUD, qui favorise de plus en plus efficacement le progrès économique des pays en voie de développement. La délégation de la République démocratique a noté que le point de vue de l'Administrateur sur les dépenses militaires rejoint la proposition soviétique tendant à réduire de 10 p. 100 les budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et à utiliser une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux

pays en voie de développement (point 102 de l'ordre du jour).

2. La délégation de la République démocratique estime que l'efficacité du PNUD dépend essentiellement de la façon dont il met ses principes en pratique et dont il fait concorder ses activités avec les objectifs de développement établis par les pays; elle dépend également de l'utilisation rationnelle des ressources financières dont il dispose et de la possibilité pour lui de promouvoir la stabilité de l'évolution socio-économique à long terme des pays en voie de développement.

3. Le PNUD, qui fait partie intégrante du système d'organes de l'ONU s'occupant de coopération et de développement dans les domaines économique, scientifique et technique, est tenu de se conformer aux recommandations et décisions de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de son propre Conseil d'administration, notamment en respectant et en appliquant les principes de coopération entre les Etats qu'énonce la Charte des Nations Unies, et surtout les principes de l'égalité des Etats et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures.

4. La délégation de la République démocratique allemande pense, elle aussi, que l'adoption de la programmation par pays et des chiffres indicatifs de planification a permis au PNUD d'utiliser plus rationnellement les ressources financières dont il dispose.

Elle est d'avis que, conformément aux dispositions de l'annexe à la résolution 2688 (XXV) de l'Assemblée générale, il appartient aux gouvernements des Etats intéressés d'établir les programmes qui leur sont destinés. Si ces Etats le désirent, les représentants résidents du PNUD peuvent les y aider.

5. Comme beaucoup d'autres délégations, celle de la République démocratique est fermement opposée à ce que le PNUD établisse des programmes en faveur d'Etats qui violent continuellement les résolutions et décisions des principaux organes de l'Organisation des Nations Unies et estime qu'il lui appartient de prendre d'urgence les mesures nécessaires pour aider, en coopération étroite avec l'OUA, les mouvements qui luttent pour la libération nationale dans les pays encore soumis au joug colonial.

6. En ce qui concerne les critères à utiliser dans le calcul des chiffres indicatifs de planification pour la période 1977-1981, la décision prise par le Conseil d'administration à sa seizième session (voir E/5365/Rev.1, par. 90) marque un très net progrès. Il en est de même de la décision, prise à la quinzième session (voir E/5256, par. 108), d'affecter aux pays en voie de développement les moins avancés 25 p. 100 des ressources totales.

7. A la Conférence de 1973 pour les annonces de contributions au PNUD et au Fonds d'équipement des Nations Unies¹, la délégation de la République démocratique a fait savoir qu'elle verserait 2 millions de marks pour 1974. De l'avis de cette délégation, le PNUD doit exploiter au maximum l'expérience et les possibilités des pays socialistes pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixés. C'est pourquoi elle a constaté avec quelque étonnement que le Programme fait encore insuffisamment appel aux experts des Etats socialistes et n'utilise pas pleinement les moyens que ces pays mettent à sa disposition. La République démocratique est disposée à coopérer avec le PNUD et à faire profiter celui-ci de l'expérience qu'elle a acquise en matière d'aide économique et technique aux pays en voie de développement.

8. M. MÜEZZINOĞLU (Turquie) déclare que, étant donné la complexité du processus de développement, il importe de coordonner tous les efforts dans ce domaine si l'on veut utiliser au mieux les ressources disponibles et atteindre les objectifs proposés. Il faut, d'une part, que les efforts des organisations internationales concordent avec ceux qui sont entrepris au niveau national et que, d'autre part, leurs activités soient harmonisées dans le cadre des programmes mondiaux et des programmes par pays. C'est pourquoi la délégation turque attache une grande importance à la coordination des activités opérationnelles du PNUD et de celles des autres organisations internationales afin d'éviter tout chevauchement et toute confusion. L'Administration du PNUD a fait des efforts louables dans ce sens et il faut espérer que les travaux entrepris sur le projet de statut unique du PNUD permettront de renforcer son mécanisme de coordination.

9. Les résultats encourageants obtenus lors de la dernière Conférence pour les annonces de contributions dépassent les objectifs fixés dans certaines résolutions antérieures de l'Assemblée générale et témoignent du désir qu'a la communauté internationale d'améliorer

les conditions qui règnent actuellement dans le monde. La délégation turque estime que les critères établis par le Conseil d'administration pour l'utilisation des fonds disponibles doivent être complétés en vue d'assurer une répartition plus efficace et plus équitable de ces ressources. Il convient de s'occuper tout particulièrement des pays en voie de développement les moins avancés et de les faire bénéficier de la majorité des ressources du Fonds d'équipement des Nations Unies. Toutefois, en ce qui concerne la répartition de ces ressources et l'orientation des activités globales du PNUD, la priorité devrait être donnée aux pays qui font des efforts particuliers pour se développer en utilisant les ressources dont ils disposent et en effectuant les réformes de structure nécessaires. L'assistance accordée aux pays en matière de planification et de développement doit être conforme aux priorités qu'ils ont eux-mêmes établies.

10. La délégation turque pense, comme l'Administrateur, que le PNUD doit renforcer ses activités aux niveaux régional, interrégional et mondial. En outre, il importe que le Programme fasse appel aux possibilités et à l'expérience des pays en voie de développement, notamment en leur confiant l'exécution de contrats de sous-traitance et en leur demandant de fournir des services d'experts. A cet égard, le programme des Volontaires des Nations Unies constitue, de l'avis de la délégation turque, un moyen très utile de développer la coopération entre pays en voie de développement.

11. Le représentant de la Turquie appuie le principe d'un fonds de roulement pour l'exploration des ressources naturelles, qui aidera les pays en voie de développement à mobiliser les ressources naturelles dont ils disposent. Les contributions volontaires à ce fonds devraient être en sus de celles versées normalement au PNUD.

12. La délégation turque appuie les activités du FISE mais estime qu'elles devraient être renforcées pour répondre aux besoins des pays en voie de développement et que les contributions qui sont versées à cet organisme devraient être augmentées. Pour atteindre l'objectif de 100 millions de dollars fixé pour 1975, il faudrait peut-être, comme l'a proposé le représentant des Philippines, organiser une conférence spéciale pour les annonces de contributions. Le FISE aurait en outre intérêt à renforcer ses activités en matière de nutrition dans les zones urbaines des pays qui ont subi une urbanisation rapide. En effet, c'est dans ces zones urbaines que les différences de revenu se font sentir le plus nettement et que les problèmes socio-économiques se posent de la façon la plus aiguë.

13. La Turquie, dont la population s'est accrue à un rythme très élevé en dépit des efforts entrepris en matière de planification de la famille, s'intéresse de très près à l'action du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population. Elle espère que la Conférence mondiale de la population qui doit se tenir en 1974 à Bucarest permettra d'aboutir à des résultats positifs. Il s'agit là d'un problème important, avec lequel tous les pays en voie de développement se trouvent aux prises.

14. M. PRATES (Brésil) estime, comme l'a dit M. Philippe de Seynes à l'ouverture de la discussion générale (1516ème séance), que la cause du développement a perdu de son élan et que l'écart entre

¹ Voir A/CONF.59/SR.1 et 2.

pays développés et pays en voie de développement ne semble pas devoir se réduire dans un proche avenir. Il fait sien également le point de vue du Ministre néerlandais de la coopération en faveur du développement (1540ème séance) selon lequel cet état de choses persistera tant que les relations entre pays en voie de développement et pays industrialisés n'auront pas été profondément modifiées. Il importe donc de renforcer autant que possible les organismes d'assistance qui, tels que le PNUD, ont pu s'améliorer et ont fait preuve d'une souplesse suffisante pour s'adapter progressivement aux besoins des pays en voie de développement.

15. Comme une des difficultés principales auxquelles se heurte le PNUD est le volume limité de ses ressources, il est encourageant de constater que, lors de la Conférence de 1973 pour les annonces de contributions, les fonds mis à la disposition du Programme ont augmenté de 18 p. 100 par rapport au chiffre atteint en 1972, ce qui montre la confiance dont jouit cet organisme. Etant donné que les problèmes du sous-développement ne feront qu'augmenter, il faut espérer que cet accroissement des ressources du PNUD ne sera pas provisoire.

16. L'Administrateur du PNUD a parlé des avantages que les pays en voie de développement pourraient éventuellement tirer du désarmement. La délégation brésilienne rappelle à ce sujet qu'elle a toujours souligné l'interdépendance qui existe entre la sécurité et le développement économique.

17. En ce qui concerne les activités du PNUD, le représentant du Brésil estime, comme l'Administrateur, que le Programme ne doit pas hésiter à entreprendre des projets expérimentaux aux niveaux multinational et mondial, même si l'on n'en retire pas des avantages immédiats. Il faut en outre que le Programme s'efforce de fournir une assistance qui ait un effet multiplicateur et un pouvoir catalyseur de façon à obtenir, malgré des ressources limitées, des résultats aussi positifs que possible sur les plans national, régional et mondial. Le PNUD doit également aider les pays en voie de développement à se doter de moyens scientifiques propres. Ces idées sont analogues à celles dont s'inspire le plan brésilien de développement scientifique et technique pour la période 1973-1974. Ce plan doit permettre au Brésil de suivre les progrès scientifiques du monde et de se doter peu à peu d'une infrastructure technique qui lui permette de ne pas se contenter de produire des biens et services. Plutôt que d'importer des techniques toutes faites, le Brésil essaie de mettre au point des procédés adaptés à ses conditions propres. Cette politique, qui est conforme aux recommandations de l'Administration du PNUD, pourrait être adoptée avec profit par de nombreux pays en voie de développement.

18. L'Administrateur du PNUD et le Président de la BIRD ont fait observer qu'il ne peut y avoir de croissance économique stable que si l'on règle le problème de la productivité rurale dans les pays en voie de développement les moins avancés. A cet égard, M. Peterson a souligné combien il est complexe de résoudre ces problèmes qui, d'après l'interprétation de la délégation brésilienne, comprennent également des questions théoriques et techniques connexes. La délégation brésilienne considère que, s'il faut incontestablement octroyer une assistance préférentielle aux

pays les moins avancés, il convient d'en étudier très soigneusement les modalités. De même que les pays en voie de développement en général, les pays les moins avancés doivent recevoir les outils nécessaires pour édifier leurs propres instruments de développement. Toutefois, les problèmes de ces pays doivent être abordés de façon globale, compte dûment tenu des besoins propres à chaque pays et à chaque région. Il convient d'établir une distinction entre les problèmes de la pauvreté des masses et les problèmes des pays les moins avancés.

19. Comme beaucoup d'autres délégations, la délégation brésilienne estime que le PNUD doit répartir les contrats de sous-traitance de façon plus équitable entre tous les pays, de façon à préserver le caractère universel du Programme. Il faut donc à cet effet que le Conseil d'administration du PNUD adopte à l'usage des organisations chargées de l'exécution des règles aussi uniformes que possible et qui donnent nettement la préférence, lorsque c'est possible, aux pays en voie de développement.

20. En ce qui concerne le Fonds d'équipement des Nations Unies, la délégation brésilienne estime que ses activités doivent compléter celles du PNUD et des institutions financières internationales et répondre à des besoins financiers bien définis des pays en voie de développement. La délégation brésilienne est d'accord pour que, tout au moins au début, les activités du Fonds portent en priorité sur les pays en voie de développement les moins avancés, mais elle espère que d'autres pays en voie de développement pourront en profiter à l'avenir. Etant donné ses caractéristiques, le Fonds pourrait servir à favoriser la coopération entre les pays en voie de développement en général. Il faut espérer que cette idée, que la délégation brésilienne a déjà exprimée au Conseil d'administration du PNUD, sera étudiée de près.

21. Pour ce qui est du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, M. Prates estime que, au lieu de faire porter ses efforts presque exclusivement sur des programmes démographiques consacrés à la planification de la famille et à la régulation des naissances, le Fonds devrait se préoccuper de recueillir des données statistiques et démographiques qui permettent de mieux comprendre la situation démographique mondiale. Une plus grande part des ressources du Fonds devrait donc être affectée à des projets visant à rassembler des renseignements de base. La délégation brésilienne se demande également si l'on doit, comme on a eu tendance à le faire, permettre au Fonds de formuler et d'appliquer des politiques en matière de population. A son avis, c'est aux organes intergouvernementaux responsables du développement économique et social qu'il appartient d'en décider dans le cadre plus large des politiques de développement. La délégation brésilienne n'est pas favorable non plus à l'établissement de liens, au niveau des secrétariats, entre le Fonds et les institutions spécialisées. Pour conclure, le représentant du Brésil déclare qu'il a pris note des activités du FISE et de l'analyse compétente qu'en a faite M. Labouisse.

22. M. MUTUMBO (Zaïre) se félicite des résultats obtenus à la récente Conférence pour les annonces de contributions et espère que ces résultats contribueront grandement à l'amélioration et au renforcement des activités du PNUD. Le représentant du Zaïre déclare

qu'il est désormais en mesure d'annoncer que son gouvernement versera une contribution de 250 000 dollars au PNUD et une somme de 7 000 dollars au Fonds d'équipement des Nations Unies, ce qui témoigne de l'appui qu'accorde le Gouvernement zaïrois aux activités du Programme. La délégation zaïroise a déjà eu l'occasion d'approuver les nouveaux critères fixés pour le deuxième Cycle de coopération des Nations Unies pour le développement et espère que cette nouvelle méthode donnera plus d'efficacité et un maximum de flexibilité au programme par pays. Elle constate que le Fonds d'équipement a été réactivé pour fournir une assistance spéciale aux pays les moins avancés. M. Mutumbo espère toutefois qu'il sera tenu dûment compte de la demande formulée par certains pays de se voir ranger dans la catégorie des pays les moins avancés et que toute information émanant du Comité de la planification du développement sera exploitée en vue de trouver des arrangements pour l'octroi des chiffres indicatifs de planification à l'ensemble des pays les moins avancés. En ce qui concerne le programme régional, le Zaïre a accueilli avec satisfaction l'initiative qu'a prise le PNUD de convoquer une réunion entre pays donateurs et pays bénéficiaires en vue de l'exploitation commune des ressources du lac Kivu par le Zaïre et le Rwanda. Le représentant du Zaïre espère que les négociations aboutiront et que le projet pourra être exécuté.

23. En ce qui concerne le FISE, la délégation zaïroise aimerait savoir ce qu'il en est du projet visant à établir au Zaïre un nouveau bureau du Fonds, car Kinshasa héberge plus d'un million de réfugiés angolais.

24. Pour ce qui est du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, la délégation zaïroise ne peut que se féliciter de la diversification de ses activités, notamment de l'octroi d'une aide pour le recensement des populations.

25. Pour conclure, le représentant du Zaïre déclare que sa délégation appuie le projet de résolution A/C.2/L.1306 et désire se joindre aux auteurs du projet A/C.2/L.1308.

26. M. MANARE (Lesotho) dit que sa délégation apprécie l'œuvre réalisée par le PNUD et qu'elle aimerait participer aux travaux du Conseil d'administration de façon à contribuer aux décisions qui sont prises dans le domaine de l'assistance multilatérale. Le Lesotho appuie le système de programmation par pays, qui permet aux pays bénéficiaires de décider eux-mêmes de leurs priorités de développement et qui encourage une coordination plus étroite entre l'assistance multilatérale et l'assistance bilatérale.

27. L'adoption d'un système de chiffres indicatifs de planification est judicieuse, dans la mesure où ce système permet aux pays bénéficiaires de déterminer leurs priorités en fonction des ressources qui leur seront allouées. En ce qui concerne le montant de ces chiffres, aucun calcul mathématique ne peut tenir compte des conditions particulières de tous les pays. De plus, il existe une asymétrie fondamentale, voire une contradiction, entre le système des chiffres indicatifs de planification et le système des contributions volontaires. Les chiffres de planification ne peuvent donc servir qu'à titre indicatif. Il convient d'améliorer les critères de calcul des chiffres indicatifs pour le prochain cycle de programmation; à ce propos, la délégation du

Lesotho se félicite que le Conseil d'administration, à sa quinzième session, ait accepté que 25 p. 100 au moins des ressources soient allouées aux pays les moins avancés. Elle partage également l'idée que le calcul ne devrait pas être fondé uniquement sur les critères de la population et du revenu par habitant, mais qu'il devrait tenir compte d'autres critères, tels que la situation géographique et d'autres conditions propres aux pays bénéficiaires, même si ces critères ne sont pas facilement quantifiables. Il convient de se féliciter de la décision d'utiliser 7,5 p. 100 des ressources pour tenir compte de critères supplémentaires.

28. Le succès du système de programmation par pays et des chiffres indicatifs de planification dépend du niveau des contributions volontaires et la délégation du Lesotho a donc noté avec plaisir que les résultats de la récente Conférence pour les annonces de contributions, qui laissent prévoir une augmentation de 18 p. 100 de ressources pour 1974, représentent un vote de confiance pour le PNUD. Pour sa part, le Lesotho, qui est pourtant l'un des pays les moins avancés, a augmenté le montant de sa contribution.

29. La délégation du Lesotho se félicite de la décision prise à sa quinzième session par le Conseil d'Administration (voir E/5256, par. 129) de consacrer 35 millions de dollars aux pays les moins avancés et elle espère qu'il ne s'écoulera pas trop de temps entre la présentation des demandes et l'exécution des projets approuvés. Elle remercie également les pays qui ont annoncé des contributions spéciales en faveur des pays les moins avancés.

30. La délégation du Lesotho appuie la réorientation envisagée du Fonds d'équipement des Nations Unies et elle espère que cette nouvelle orientation attirera des contributions accrues de la part des pays riches. M. Manare ne pense pas qu'il y ait un risque de rivalité entre le Fonds et le PNUD en ce qui concerne les contributions et juge qu'il ne faut pas exagérer les dangers d'une prolifération de fonds d'affectation spéciale. La délégation du Lesotho appuie donc sans réserve le projet de résolution A/C.2/L.1306 et demande à être considérée comme l'un des auteurs du projet.

31. Le représentant du Lesotho réserve le droit de sa délégation d'intervenir sur les autres points à l'ordre du jour lors de l'examen des projets de résolution.

32. M. AL-EBRAHIM (Koweït) dit que, si sa délégation s'est abstenue de participer au débat sur le point 49, c'est parce qu'en tant que membre du Conseil d'administration du PNUD elle a déjà eu de nombreuses occasions de se faire entendre. Par conséquent, si elle prend la parole aujourd'hui, c'est seulement pour réitérer son opposition à l'existence d'un bureau unique pour l'Europe, la Méditerranée et le Moyen-Orient. Elle estime en effet que les conditions qui règnent au Moyen-Orient sont très différentes de celles que connaît l'Europe et qu'il est nécessaire, par conséquent, de créer un bureau distinct pour cette région. La délégation koweïtienne espère que des mesures seront prises à cet effet.

33. M. Al-Ebrahim rend hommage au FISE et au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population pour les efforts que ces organismes déploient, et estime que le PNUD doit poursuivre et renforcer ses activités qui favorisent le développement des pays en voie de développement.

34. M. ABHYANKAR (Inde) dit qu'il est inquiétant de constater que les activités opérationnelles pour le développement reposent sur le principe implicite selon lequel un programme opérationnel relativement réduit peut amener une transformation sensible du niveau économique des pays en voie de développement sans entraîner de changement majeur dans les normes et les structures du système international et sans qu'il soit nécessaire de revoir entièrement la structure des relations politiques, sociales, économiques et culturelles entre tous les Etats Membres. De plus, d'un point de vue quantitatif, les activités opérationnelles sont très loin de correspondre aux besoins du développement. Il apparaît donc pour le moins curieux de voir que ces efforts modestes semblent dépourvus de tout cadre temporel valable. La délégation indienne estime que cette approche graduelle est vouée à l'échec et ne peut qu'engendrer le désenchantement tant chez les donateurs que chez les bénéficiaires, car la perspective de fournir une assistance qui peut se prolonger indéfiniment sans résultat notable lassera la bonne volonté des pays donateurs sans apaiser les aspirations des pays en voie de développement. En revanche, un cadre temporel peut mobiliser à la fois l'énergie des pays en voie de développement et l'enthousiasme et l'idéalisme des pays développés en vue d'un assaut résolu contre la pauvreté dans le monde. En passant en revue les activités opérationnelles pour le développement, il convient donc de voir tout d'abord si elles reposent sur un cadre temporel clair.

35. La délégation indienne appuie sans réserve la nouvelle orientation du FISE tendant à aborder la question du développement à plus long terme, compte tenu du fait que les enfants et les jeunes constituent les ressources les plus précieuses de toute société. On peut toutefois se demander si les activités, par ailleurs parfaitement louables du FISE, reposent sur un cadre temporel valable; un objectif temporel compléterait en effet utilement l'objectif financier de 100 millions de dollars prévu pour 1975. La même question peut se poser à l'égard du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.

36. En ce qui concerne le PNUD, le représentant de l'Inde fait observer que le nouveau système de programmation par pays, avec tous les avantages qu'il offre, serait une activité de pure forme s'il n'était accompagné d'un effort bien plus important de développement indépendant à l'intérieur des pays bénéficiaires. Néanmoins la programmation par pays doit reposer sur une base financière solide. Le taux prévu d'augmentation des ressources de 9,6 p. 100, adopté à titre de compromis en 1970, n'a jamais été atteint. Pis encore, par suite de l'inflation et de la réévaluation des monnaies, le niveau général des ressources réelles du PNUD pour le premier cycle de développement est demeuré stationnaire, s'il n'a pas diminué. La seule solution viable, la seule qui puisse faire du PNUD un programme dynamique, consiste à augmenter considérablement ses ressources. Il convient donc de se féliciter des résultats de la Conférence pour les annonces de contributions qui vont augmenter les ressources du PNUD de 18 p. 100.

37. Sans vouloir ouvrir de nouveau la discussion concernant les critères de calcul des chiffres indicatifs de planification, la délégation indienne dit qu'elle n'est pas pleinement satisfaite du compromis qui a été retenu à la seizième session du Conseil d'administration et

souligne que ce compromis ne peut être viable que si le montant des ressources est suffisant.

38. Les résultats encourageants de la récente Conférence pour les annonces de contributions ne seront maintenus que si la coopération économique multilatérale continue à bénéficier de l'appui de l'opinion publique en général. Il convient donc de se féliciter des efforts déployés dans certains pays développés pour mobiliser l'opinion publique; l'Administrateur du PNUD et son personnel sont conscients de l'importance de cette question. Il est possible d'être optimiste à cet égard si l'on pense que le courant actuel d'assistance au développement est bien en deçà de ce que les pays riches peuvent offrir sans consentir de sacrifices.

39. M. SHEMIRANI (Iran) dit que les résultats de la récente Conférence pour les annonces de contributions au PNUD indiquent l'importance que les pays développés et les pays en voie de développement attachent à cet organisme. Grâce aux résultats de la Conférence, il a été possible d'éviter le déficit qui risquait de se produire en 1974 et la délégation iranienne espère que la même générosité permettra de doubler les ressources du PNUD d'ici à 1975.

40. La majeure partie des dispositions du Consensus de 1970² ont été appliquées et il faut espérer que les autres dispositions, en particulier la formulation d'un statut unique pour le PNUD, le seront sans tarder. Outre la réorganisation qu'il a faite de ses structures internes, le PNUD a amélioré ses activités sur le terrain. La programmation par pays a déjà donné des résultats et ce système fonctionne maintenant pour 82 pays. Toutefois, comme l'a souligné l'Administrateur, la programmation par pays n'est pas une fin en soi, mais doit contribuer à accroître l'indépendance économique et à intensifier l'effort autocentré des pays en voie de développement.

41. Les résultats obtenus par le PNUD en ce qui concerne les projets mondiaux et régionaux sont également encourageants; en effet, ces projets offrent des avantages très sensibles aux pays à faible revenu et aux pays les moins avancés. Le représentant de l'Iran cite en exemple les résultats de la recherche agricole, mais fait valoir que le PNUD devrait compléter cet effort de recherche en aidant les pays en voie de développement à appliquer et à adapter les résultats de la recherche conformément à leur situation économique. Le représentant de l'Iran estime qu'il faudrait préciser la part qui revient aux différentes régions dans les projets du PNUD.

42. La délégation iranienne se félicite des mesures prises par le PNUD en faveur des pays les moins avancés, en particulier l'allocation d'un montant de 35 millions de dollars comme chiffre de planification de ces pays, la suppression de l'obligation de prendre à leur charge les dépenses en monnaie locale et l'utilisation partielle de la réserve du programme pour faire face aux besoins particuliers de ces pays. La délégation iranienne appuie également l'idée de consacrer 25 p. 100 des ressources du PNUD aux pays les moins avancés lors du prochain cycle de programmation. Une autre source importante de financement pour les besoins particuliers des pays les moins avancés est le Fonds d'équipement des Nations Unies. La délégation iranienne figure au nombre des auteurs

² Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Supplément No 6A*, par. 94.

du projet de résolution A/C.2/L.1306 qui prévoit de réorienter le Fonds en faveur des pays les moins avancés, et elle espère que cette réorientation encouragera les pays à lui verser des contributions importantes. Toutefois, les mesures prises en faveur des pays les moins avancés ne devraient pas faire oublier les besoins des pays à faible revenu et les chiffres indicatifs de planification de ces pays devraient être sensiblement augmentés.

43. Soulignant l'utilité du programme des Volontaires des Nations Unies, le représentant de l'Iran estime, comme l'Administrateur, que ce programme devrait maintenant se charger lui-même de son propre recrutement. A ce propos, il convient de recruter davantage de volontaires dans les pays en voie de développement. La délégation iranienne espère que le projet de résolution A/C.2/L.1309 sera adopté à l'unanimité.

44. L'Iran attache une grande importance à l'œuvre du FISE et se félicite de l'expansion de ses activités et de sa participation au système de programmation par pays; il faut espérer que le projet de résolution A/C.2/L.1308 sera adopté à l'unanimité.

45. L'Iran a bénéficié des activités du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et espère sincèrement que sa réorganisation lui permettra de rendre des services encore plus précieux aux pays intéressés.

46. M. WANG Tzu-chuan (Chine) dit que le PNUD devra évaluer constamment l'expérience acquise en matière de programmation par pays pour juger de la qualité de cette méthode et éventuellement pour l'améliorer.

47. De nombreux pays en voie de développement estiment que le PNUD et ses agents d'exécution devraient chercher à simplifier leurs procédures administratives et à procéder à des économies; il faudrait en particulier réduire les dépenses d'administration et les frais généraux et consacrer les ressources ainsi libérées à une utilisation plus efficace. D'autre part, les contrats de sous-traitance et de fourniture de matériel devraient être confiés davantage aux pays en voie de développement. En effet, les experts et la matériel de ces pays sont mieux susceptibles de répondre aux besoins d'autres pays en voie de développement. D'autre part, les représentants résidents du PNUD devraient étudier fréquemment la possibilité d'adapter l'aide aux besoins réels des pays bénéficiaires. En résumé, le PNUD et ses agents d'exécution devraient chercher constamment à améliorer l'efficacité de l'aide qu'ils offrent.

48. Toutefois, l'assistance multilatérale, et même l'assistance bilatérale, ne constitue qu'une proportion assez faible des ressources de développement des pays bénéficiaires; ceux-ci doivent compter avant tout sur leurs propres ressources financières et leur propre personnel; certains pays en voie de développement ont déjà réalisé des progrès remarquables à cet égard.

49. Lors du prochain cycle de programmation, il faudra distribuer les ressources du PNUD de façon rationnelle. Toutefois, la méthode retenue devra avoir pour effet de renforcer l'unité des pays en voie de développement. Les questions de la classification des pays et des critères de calcul des chiffres indicatifs de

planification sont très complexes et il faut espérer qu'il sera dûment tenu compte des diverses opinions des pays en voie de développement et des conditions spéciales des pays les moins avancés. La délégation chinoise est persuadée que les pays en voie de développement ont à cœur de renforcer leur unité, de manifester une compréhension mutuelle et de tenir compte des intérêts des uns et des autres.

50. Le Conseil d'administration du PNUD et le Conseil économique et social ont décidé d'utiliser les ressources du Fonds d'équipement des Nations Unies pour financer des projets industriels de faible envergure dans les pays les moins avancés; la délégation chinoise appuie cette idée et espère qu'il ne s'agira pas d'une mesure temporaire. En ce qui concerne les activités opérationnelles dans leur ensemble, la question de savoir si le PNUD peut aller au-delà des activités de préinvestissement mérite d'être examinée plus avant.

51. La délégation chinoise appuie la coopération entre le PNUD et l'OUA et estime que le PNUD devrait accorder davantage d'appui aux mouvements nationaux de libération des peuples africains.

52. Israël, pays agresseur qui occupe encore de nombreux territoires arabes, ne mérite pas de recevoir une assistance du PNUD ni d'autres organismes; au contraire, cette assistance va à l'encontre des buts et objectifs de la Charte des Nations Unies.

M. González Arias (Paraguay) prend la présidence.

53. M. SEARWAR (Guyane) dit que, grâce à la programmation par pays, le PNUD joue un rôle de catalyseur en aidant les pays en voie de développement à fixer leurs objectifs et en préparant le terrain pour une mobilisation et une utilisation efficaces des ressources. Cette technique de programmation convient tout particulièrement à des programmes de développement qui reposent sur l'effort autocentré, comme la Guyane a pu en faire l'expérience. Celle-ci, en effet, a recours à l'assistance du PNUD pour la réalisation de projets d'infrastructure dans certains secteurs clefs qui exigent des ressources qu'elle ne possède pas.

54. Par ordre d'importance, la recherche de nouveaux domaines d'action vient immédiatement après la réalisation des priorités fixées dans les programmes par pays. La délégation guyanaise a donc été particulièrement satisfaite d'entendre M. Peterson exprimer le même point de vue.

55. Bien qu'en règle générale elle soit d'avis qu'il faut éviter une prolifération des fonds d'affectation spéciale, car cela prive l'ONU d'une partie de son pouvoir de décision, cette délégation estime que les circonstances et les possibilités qu'il ouvre justifient la création d'un fonds de roulement pour l'exploration des ressources naturelles. La notion de fonds de roulement repose sur celle d'effort autocentré et de solidarité entre les pays en voie de développement. En outre, le fonds permettrait aux pays en voie de développement d'exercer concrètement leur souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles. A ce propos, la délégation guyanaise souhaiterait devenir auteur du projet de résolution A/C.2/L.1302, présenté au titre du point 12 de l'ordre du jour.

56. Les programmes du Groupe des Soixante-Dix-Sept et des pays non alignés donnent une importance accrue à la notion d'effort autocentré lié à la coopération régionale et interrégionale. Il apparaît de

plus en plus clairement que l'économie de la plupart des pays en voie de développement ne peut être que renforcée par la coopération économique ou l'intégration aux niveaux régional, sous-régional ou interrégional. En outre, cette coopération permet de mieux servir les intérêts des pays les moins avancés et sans littoral. La délégation guyanaise appuie donc vivement le projet de résolution A/C.2/L.1306, relatif au Fonds d'équipement des Nations Unies, qui envisage notamment d'utiliser le Fonds pour promouvoir le progrès des pays les moins avancés dans le cadre de la coopération.

57. Les travaux du Groupe de travail sur la coopération technique entre les pays en voie de développement, créé en application de la résolution 2974 (XXVII) de l'Assemblée générale, constituent un pas dans la bonne direction. Néanmoins, la coopération technique telle qu'elle est envisagée par le Groupe ne doit être qu'un aspect de la coopération pour le développement en général, qui est définie dans plusieurs programmes, dont le programme d'action³ adopté par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, réunie à Alger du 5 au 9 septembre 1973. Selon le Groupe de travail, cette coopération technique doit avoir pour objectif le renforcement de l'intégration économique régionale et interrégionale sur une étendue géographique aussi vaste que possible. La délégation guyanaise a donc été satisfaite d'apprendre que l'Administrateur a l'intention, si les ressources le lui permettent, d'insister davantage sur les projets régionaux, interrégionaux et mondiaux.

58. Dans le domaine de la coopération interrégionale, la plupart des travaux préliminaires ont été effectués. Les planificateurs des commissions économiques régionales se sont réunis deux fois dans la capitale guyanaise pour mettre au point un projet interrégional qui identifie les domaines qui doivent encore faire l'objet d'études avant que des décisions politiques puissent être prises. L'appui concret du PNUD devrait permettre d'entreprendre prochainement l'exécution de ce projet interrégional qui est, selon les directeurs exécutifs des commissions économiques régionales, l'un des plus intéressants auxquels les Nations Unies aient été appelées à fournir une assistance. Le PNUD doit maintenant jouer un rôle de pionnier et de catalyseur en contribuant à la réalisation de ce programme, qui a été approuvé lors de la Conférence d'Alger et qui montre clairement que les dirigeants des pays en voie de développement ont la volonté politique de trouver de nouveaux moyens d'accélérer le développement de leur pays.

59. M. JABER (Jordanie) dit que, malgré les résultats décevants des deux premières années de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, les résultats encourageants de la Conférence de 1973 pour les annonces de contributions au PNUD démontrent que la cause du développement est toujours vivante. Il est certain qu'une augmentation significative des ressources du PNUD permettra de résoudre la question de la répartition des chiffres indicatifs de planification pour la période 1977-1981. Certes, la tâche est complexe, mais on ne saurait l'éluder. Malgré quelques réserves sur le choix du produit national brut par habitant et du chiffre de la population comme critères

de base, la délégation jordanienne approuve les principes énoncés dans la décision prise par le Conseil d'administration à sa seizième session. Elle est également favorable à l'attribution d'au moins 25 p. 100 du montant total des ressources aux pays les moins avancés. Elle souhaiterait, toutefois, être certaine que les chiffres indicatifs de planification des pays bénéficiaires ne seront pas ramenés à un niveau inférieur à celui de 1972-1976. En outre, elle approuve la décision de répartir 7,5 p. 100 du montant total des ressources selon des critères supplémentaires. Ainsi, il sera tenu compte d'autres facteurs que le produit national brut par habitant et le chiffre de la population; en outre, l'influence des éléments qualitatifs qui entrent dans le calcul des chiffres indicatifs sera réduite au minimum.

60. M. Jaber pense que le calcul des chiffres indicatifs de planification régionaux pour 1977-1981 appelle quelques remarques. En effet, si les projets mondiaux, régionaux et sous-régionaux reçoivent des ressources accrues, les critères de calcul de chiffres régionaux risquent d'être défavorables à certaines sous-régions de la région de l'Europe, de la Méditerranée et du Moyen-Orient, étant donné que cette région n'est pas aussi homogène que les autres; elle risque de recevoir le chiffre indicatif le plus faible au détriment des pays en voie de développement qui s'y trouvent.

61. Etant donné que la volonté de coopération régionale sera l'un des facteurs qui entreront en jeu dans le calcul des chiffres indicatifs de planification pour 1977-1981, M. Jaber pense qu'il conviendrait d'attirer l'attention du Conseil d'administration du PNUD sur l'esprit de coopération qui se manifeste dans deux sous-régions comptant des pays arabes. En effet, depuis 1945, ces pays déploient de nombreux efforts pour intensifier la coopération économique entre eux. Ainsi, la Ligue des Etats arabes a été créée en 1945, suivie par le Conseil économique arabe en 1951, le Conseil de l'unité économique arabe en 1964, le marché commun arabe en 1964, ainsi qu'un certain nombre de projets, dont le Fonds arabe pour le développement économique et social créé en 1971.

62. M. Jaber souhaite également attirer l'attention sur les efforts de développement de la Jordanie, car ceux-ci doivent désormais figurer parmi les critères supplémentaires d'attribution des chiffres indicatifs de planification. De 1950 à 1966, la Jordanie a mobilisé à la fois l'assistance étrangère et les ressources nationales pour atteindre un taux moyen annuel d'augmentation de son produit national brut de 10 p. 100. Hélas, l'agression israélienne de juin 1967 a bouleversé tous les efforts de développement de la Jordanie alors qu'elle en était arrivée à la moitié de son plan septennal de développement économique et social, et elle a dû réorienter ses ressources vers les besoins d'urgence et en particulier l'aide à 400 000 personnes déplacées.

63. En 1972, un plan de développement de trois ans — 1973-1975 — a été établi par neuf techniciens jordaniens, dont faisait partie M. Jaber. Ce plan a été jugé complet, réaliste et équilibré lors d'une conférence internationale qui a eu lieu à Amman en novembre 1972. Le programme pour la Jordanie, qui s'inspire de ce plan de trois ans, a été approuvé par le Conseil d'administration à sa quinzième session. Au cours de la première année de son exécution, le système d'activités consécutives a été amélioré et institutionnalisé, tandis

³ Voir A/9330, p. 113.

que la politique économique nationale était révisée en vue d'améliorer le climat des investissements et de mobiliser les ressources intérieures. Sur le plan international, l'effort de développement de la Jordanie a été accueilli favorablement et a reçu l'appui des institutions spécialisées des Nations Unies et de pays amis. La Jordanie a également pris l'initiative d'établir des contacts avec un plus grand nombre de pays en vue de renforcer ses relations économiques.

64. Alors que le Gouvernement et le peuple jordaniens s'efforcent de leur mieux de redonner un élan au développement national, l'occupation de la rive occidentale du Jourdain par Israël, son mépris de la volonté de la communauté internationale, son exploitation illégale des ressources humaines et naturelles des régions occupées de trois pays arabes et ses agressions, dont la dernière a eu lieu en octobre 1973, ont créé une instabilité et une incertitude économiques qui entravent et retardent tout effort sérieux de développement en Jordanie et dans les autres pays arabes. Des ressources précieuses doivent être affectées à la défense.

65. La délégation jordanienne s'oppose à ce qu'une assistance quelconque soit accordée à Israël par le PNUD et les autres institutions spécialisées, pour les raisons exposées par les représentants de la Hongrie et de l'Égypte. En admettant que l'approbation par le Conseil d'administration du PNUD du programme pour Israël ne constitue pas une violation du paragraphe 5 du dispositif de la résolution 3005 (XXVII) de l'Assemblée générale, l'Administration du PNUD doit prendre toutes les mesures nécessaires pour que, dans l'exécution de ce programme, cette résolution ainsi que les autres résolutions pertinentes soient respectées en ce qui concerne les territoires occupés.

66. La Jordanie suit avec beaucoup d'intérêt et de satisfaction les activités du FISE. La délégation jordanienne s'est donc portée auteur du projet de résolution A/C.2/L.1308 et espère que celui-ci sera adopté à l'unanimité.

67. Elle constate avec satisfaction que les ressources du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population ont augmenté et que les activités du Fonds se sont étendues à un plus grand nombre de pays. Enfin, le Gouvernement jordanien appuie les activités du PAM, du programme des Volontaires des Nations Unies et du Bureau de la coopération technique; il s'est porté auteur du projet de résolution A/C.2/L.1309, relatif au programme des Volontaires des Nations Unies, et espère que ce projet sera adopté à l'unanimité.

68. M. HEWITT (Jamaïque) dit que sa délégation est particulièrement satisfaite de constater que le programme des Volontaires des Nations Unies semble avoir surmonté ses difficultés initiales. Ce programme mérite d'être appuyé, mais il est essentiel que l'on fasse le maximum pour augmenter de façon significative la proportion de volontaires venus des pays en voie de développement.

69. En regard des besoins considérables des pays en voie de développement, les ressources du PNUD sont extrêmement limitées. Le Conseil d'administration a donc cherché à fixer des principes régissant la répartition de ces ressources. La délégation jamaïcaine considère que le produit national brut par habitant et le chiffre de la population ont été retenus à

tort comme critères fondamentaux dans le calcul des chiffres indicatifs de planification. D'autres facteurs appelés indûment critères "supplémentaires" sont tout aussi importants. Il s'agit notamment du déséquilibre entre les secteurs de la production et du développement, du chômage et de l'analphabétisme, de l'aptitude des pays en voie de développement à absorber l'assistance du PNUD, des besoins particuliers des pays qui ont accédé récemment à l'indépendance, des obstacles géographiques au développement, du statut de donateur des pays "bénéficiaires" et enfin la faiblesse des ressources naturelles par rapport aux besoins. Ce ne sont là que quelques exemples. Les deux problèmes les plus importants du PNUD à l'heure actuelle sont donc la mise au point d'une formule de calcul des chiffres indicatifs de planification qui tienne compte de tous les facteurs importants qui entrent en jeu dans le processus de développement de tous les pays en voie de développement, et l'insuffisance des ressources.

70. Comme tous les pays en voie de développement, la Jamaïque espère pouvoir devenir le plus tôt possible "contributeur net" au PNUD. Les pays en voie de développement ont déjà largement fait la preuve de leur désir de compter sur eux-mêmes et de coopérer pleinement avec les autres pays en voie de développement. En revanche, les pays développés ne se sont guère montrés disposés à aider les institutions multilatérales telles que le PNUD à se développer. Ainsi, les ressources du PNUD n'ont augmenté que très lentement et certains pays développés envisagent la possibilité pour le PNUD d'interrompre ou de réduire considérablement son assistance à partir d'un produit national brut de 500 dollars par habitant. Une telle limitation aurait des effets regrettables pour les pays en voie de développement. Il faut être sincère. Ce qui manque, ce ne sont ni les moyens techniques ni les moyens financiers, c'est la volonté morale ou politique de la part des pays développés d'aider véritablement les pays en voie de développement.

71. M. HAMID (Soudan) dit que la déclaration faite par l'Administrateur du PNUD à la 1554^{ème} séance avait un caractère optimiste et constructif. Les pays en voie de développement sont impatients de participer sur un pied d'égalité au processus de coopération internationale pour le développement et le PNUD a un rôle important à jouer dans ce domaine. Au sein du PNUD lui-même, beaucoup reste à faire dans les domaines administratif et opérationnel. Mais la programmation par pays a contribué à introduire une planification cohérente à long terme sous la forme d'un nouveau système de répartition des ressources. Parmi les mesures qui méritent d'être appuyées, on note un effort de décentralisation et d'amélioration des qualifications du personnel et un réexamen de ses conditions de travail, ainsi que le renforcement du rôle des représentants résidents.

72. Il est apparu au cours des délibérations qui ont eu lieu durant les quinzième et seizième sessions du Conseil d'administration que la question la plus importante que celui-ci ait à résoudre est celle de la révision des critères de calcul des chiffres indicatifs de planification pour le deuxième Cycle de coopération des Nations Unies pour le développement. La délégation soudanaise a déjà eu l'occasion de faire connaître sa position au Conseil d'administration; néanmoins elle exprime l'espoir que, étant donné l'augmentation sans

précédent des contributions volontaires, la nouvelle série de calculs sera fondée sur une base plus solide.

73. La délégation soudanaise constate avec satisfaction que le programme ordinaire de coopération technique est entré dans une phase nouvelle et a élargi ses activités.

74. Le FISE a entrepris des efforts louables pour harmoniser ses activités avec les activités opérationnelles des autres organismes des Nations Unies. C'est là le signe d'une politique de planification et de programmation judicieuse. En outre, le FISE a fixé ses programmes de façon à répondre non seulement aux besoins urgents, mais également aux besoins à long terme de l'enfance. L'efficacité de l'assistance du FISE serait encore accrue si elle était liée aux programmes de développement à long terme des pays en voie de développement et aux plans nationaux des pays bénéficiaires. Il faudrait également que le FISE accorde une attention particulière aux enfants des pays les moins avancés.

75. La délégation soudanaise a écouté avec intérêt la déclaration du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population. Le Fonds a été créé fort opportunément au moment où les gouvernements souhaitaient mieux comprendre les tendances en matière de population. Les modifications institutionnelles récentes du statut du Fonds, ainsi que la promotion hiérarchique méritée de son directeur, le mettront certainement mieux à même de remplir ses buts et ses fonctions. En outre, le mandat du Fonds a été élargi et une plus grande variété de projets peut maintenant bénéficier de son appui. En plaçant le Fonds sous l'autorité de l'Assemblée générale et en désignant le Conseil d'administration du PNUD comme organe directeur de celui-ci, la résolution 3019 (XXVII) a donné un élan considérable au Fonds. La situation du Fonds donne tout lieu d'être optimiste, et en particulier sa situation financière. La délégation soudanaise se félicite de la décision qui a été prise de réunir une conférence spéciale pour les annonces de contributions au Fonds à partir de 1974. Elle espère que des contributions volontaires le mettront mieux à même d'aider les pays en voie de développement à exécuter des projets et des programmes ayant trait à la population.

76. A la suite de l'adoption des résolutions 2659 (XXV) et 2970 (XXVII) de l'Assemblée générale, le programme des Volontaires des Nations Unies est

maintenant à même de rendre service aux pays en voie de développement et il ne fait pas de doute que la participation des jeunes sera un facteur important de compréhension entre les peuples. Le rapport du Secrétaire général sur le programme des Volontaires des Nations Unies (E/5342) est très encourageant et contient un plan d'action qui mérite d'être appuyé et exécuté. Pour que le programme puisse fonctionner, il est essentiel d'adopter des mesures visant à incorporer les activités de ce dernier dans les projets d'assistance des Nations Unies. La délégation soudanaise tient à affirmer une fois encore qu'à son avis les volontaires ne doivent pas remplacer les experts envoyés dans les pays en voie de développement par les organismes de l'ONU. Il faudrait également que le recours aux volontaires n'entraîne que peu de frais ou même aucuns frais pour le pays bénéficiaire; la délégation soudanaise est particulièrement satisfaite de voir qu'il a été décidé de ne pas imputer les dépenses locales relatives aux volontaires sur les chiffres indicatifs de planification des pays les moins avancés.

77. Le projet de résolution A/C.2/L.1306 présenté par la délégation néerlandaise est une initiative extrêmement opportune et la délégation soudanaise est heureuse d'avoir pu devenir auteur du projet. Le Fonds d'équipement des Nations Unies peut jouer un rôle efficace en complétant les activités d'assistance technique et de préinvestissement du PNUD et les activités d'investissement des institutions financières internationales. Certains pays développés ont déjà révisé leur attitude à l'égard du Fonds ou doivent le faire prochainement. C'est là un signe encourageant, d'autant plus que le mandat du Fonds a été modifié et que celui-ci doit maintenant être avant tout au service des pays les moins avancés. Les pays développés doivent donc prendre un engagement politique bien défini à l'égard du Fonds et celui-ci doit disposer de ressources substantielles si l'on veut qu'il soit pleinement opérationnel.

78. M. Hamid annonce, pour conclure, que sa délégation approuve pleinement les projets de résolution A/C.2/L.1308 et A/C.2/L.1309.

79. Le PRESIDENT annonce que les délégations de la Thaïlande et de Madagascar se sont portées auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1308.

La séance est levée à 13 h 20.

1560^e séance

Vendredi 16 novembre 1973, à 15 h 5.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1560

POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités opérationnelles pour le développement (suite) [A/9003, chap. VI] :

- a) Programme des Nations Unies pour le développement (E/5256, E/5365/Rev.1, A/C.2/L.1307);
- b) Fonds d'équipement des Nations Unies (A/C.2/L.1306);
- c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;
- d) Programme des Volontaires des Nations Unies (E/5342, A/C.2/L.1309);
- e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
- f) Fonds des Nations Unies pour l'enfance (A/C.2/L.1308);
- g) Programme alimentaire mondial (A/9003/Add.1, quatrième partie; A/9031, A/C.2/L.1298)

1. M. HACHANI (Tunisie) se réjouit du succès des activités opérationnelles pour le développement de l'ONU et espère que ces activités ne cesseront de se développer utilement. Les nouvelles orientations rencontrent l'adhésion de la délégation tunisienne en étant fondées sur le principe de l'équité et du respect des choix faits par les pays et groupes de pays intéressés. C'est ainsi que la Tunisie accueille avec intérêt une orientation visant à mettre en œuvre des projets à caractère pilote et expérimental destinés à mettre à la disposition des pays en voie de développement les moyens techniques nécessaires pour s'attaquer aux problèmes qui leur sont particuliers. La délégation tunisienne accueillerait avec le même intérêt une politique tendant à aider les pays en voie de développement à résoudre les problèmes de la migration interne.

2. Le PNUD doit aider les pays en voie de développement à mettre en œuvre leurs plans nationaux et leurs priorités économiques et sociales. En attendant, il continue à faire face aux problèmes à court et moyen terme; le Conseil d'administration à sa seizième session (voir E/5365/Rev.1, par. 90) a fait des progrès dans l'établissement de critères justes et équitables pour le calcul des chiffres indicatifs de planification pour la période 1977-1981, effort auquel la Tunisie a d'ailleurs essayé d'apporter sa contribution. La délégation tunisienne accueille avec satisfaction l'acceptation par le Conseil d'administration, comme l'un des principes directeurs pour la nouvelle série de calculs en vue de l'établissement des chiffres indicatifs de planification, du principe selon lequel le chiffre indicatif de tous les pays bénéficiaires ne doit pas être ramené au-dessous de son niveau pour la période 1972-1976. Elle comprend que ce principe est définitivement retenu et ne doit donner lieu à aucune remise en cause. En ce qui concerne le principe consistant à chercher à améliorer la situation de tous les pays en bas de l'échelle du produit national brut par habitant,

cette délégation estime qu'il faudra s'entendre sur le sens et la portée de la notion du "bas de l'échelle". Quelles que soient sa valeur et son opportunité, cette notion, qui n'a pas encore été définie par l'Assemblée générale, ne doit surtout pas servir de prétexte pour faire profiter une région ou un groupe de pays aux dépens d'autres régions ou pays. Cela doit être vrai dans le cas du PNUD comme dans d'autres cas. Ainsi les pays dont le produit national brut par habitant est inférieur à, par exemple, 350 dollars ne devraient-ils pas être considérés comme faisant partie de la catégorie dite "marginale", à supposer qu'il doive en exister ? Quoi qu'il en soit, le nouveau système de répartition des chiffres indicatifs de planification ne doit s'appliquer qu'aux ressources supplémentaires par rapport à celles disponibles pour le cycle en cours.

3. La délégation tunisienne espère que la tendance encourageante qui s'est manifestée à la Conférence de 1973 pour les annonces de contributions au PNUD et au Fonds d'équipement des Nations Unies ne sera pas éphémère¹, et elle partage l'optimisme de l'Administrateur quant à l'instauration d'une ère nouvelle présidant à une coopération internationale plus étroite. La délégation tunisienne appuie l'utilisation de critères supplémentaires pour déterminer l'assistance au développement à accorder aux pays en voie de développement, mais il lui semble que le critère de la capacité d'absorption de l'assistance technique n'a pas été clairement mis en relief par le Conseil d'administration. Les critères supplémentaires doivent servir à augmenter les chiffres indicatifs de planification, et l'augmentation des contributions doit être prise en considération dans les nouveaux calculs. La délégation tunisienne espère que le Conseil d'administration tiendra compte des observations exprimées au Conseil économique et social et au cours de la présente discussion.

4. En ce qui concerne le FISE, la Tunisie entretient d'étroites relations avec cet organisme et ne peut que se féliciter du niveau élevé d'efficacité qu'il a atteint. C'est pourquoi elle a l'honneur de figurer parmi les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1308, dont elle espère qu'il rencontrera un appui unanime. La délégation tunisienne est également l'un des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1309, car elle a toujours estimé à leur juste valeur les efforts du programme des Volontaires des Nations Unies en vue d'assurer la participation de la jeunesse à la lutte collective pour le développement. Elle est heureuse de voir l'Administrateur du PNUD réitérer son appui à ce programme et espère que cela permettra d'étendre les activités de celui-ci de façon à répondre aux requêtes des gouvernements intéressés.

5. La délégation tunisienne se féliciterait également d'une expansion analogue des activités du Bureau de la coopération technique. La relance du Fonds

¹ Voir A/CONF.59/SR.1 et 2.

d'équipement des Nations Unies devrait profiter au plus grand nombre possible de pays en voie de développement.

6. Pour conclure, la délégation tunisienne se félicite de l'augmentation substantielle des ressources financières du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, car elle est convaincue de la nécessité de mener une politique démographique conforme aux ressources disponibles.

7. M. PINO SANTOS (Cuba) se félicite de l'introduction de la programmation par pays du PNUD, ainsi que du développement de ses activités régionales, interrégionales et mondiales. Néanmoins, les chiffres indicatifs de planification pour la période 1977-1981 restent encore à définir. Les divers systèmes de calcul de ces chiffres proposés par l'Administrateur ont été discutés lors des dernières sessions du Conseil d'administration, mais aucun accord général n'est intervenu. Les divergences de vues constatées tiennent essentiellement au faible niveau des ressources du PNUD et aussi aux méthodes peu satisfaisantes de calcul de la répartition des chiffres indicatifs. Malgré l'accroissement des contributions au PNUD, il n'y a guère eu d'augmentation en termes réels, en raison de l'inflation et de la crise monétaire internationale. Si l'on établit des prévisions pour l'horizon 1981, en considérant une augmentation de 9,2 p. 100 des ressources et en prenant 1963 pour base 100, il ne s'en dégage qu'une augmentation réelle de 62 millions de dollars en 18 ans.

8. La délégation cubaine insiste à nouveau sur le fait que la manière dont sont utilisées les variables de population et de revenus est incorrecte et ne peut que contribuer à engendrer des sentiments d'amertume et d'irritation parmi les pays en voie de développement. C'est ainsi que, d'après le dernier calcul des chiffres indicatifs de planification présenté par l'Administrateur, 47 pays ayant un revenu par habitant inférieur à 200 dollars ont amélioré leur position, alors que celle d'un groupe important de pays dont le revenu par habitant se situe entre 200 dollars et 750 dollars ou plus s'est détériorée. Il est évident que les pays ayant un revenu par habitant inférieur à 200 dollars doivent améliorer leur chiffre indicatif. C'est nécessaire, correct et juste. La délégation cubaine tient à nouveau à manifester sa solidarité à cet égard avec les pays — en particulier ceux d'Asie et d'Afrique — qui se trouvent dans cette situation. Mais, et cela aussi est important, les pays dont le revenu par habitant se situe entre 200 dollars et 750 dollars, y compris dans certains cas les pays ayant un revenu par habitant plus élevé, doivent également améliorer leur chiffre indicatif car, notamment, ils peuvent se trouver à un stade critique du décollage économique et avoir plus que jamais besoin de l'assistance internationale. Toutefois, selon le dernier calcul, présenté en juin 1973 par l'Administration, la majorité des pays latino-américains, par exemple, recevraient pour la période 1977-1981, un chiffre indicatif inférieur à celui de la période 1972-1976, ce qui bien entendu est inadmissible. Cela ne serait d'ailleurs pas uniquement le cas des pays d'Amérique latine, car d'autres pays comme la Guinée, la Zambie et l'Algérie verraient diminuer leur chiffre indicatif actuel déjà réduit. Les calculs fondés sur la population et le revenu ne devraient représenter qu'une hypothèse de travail initiale — comme les étoiles des astrologues, qui orientent mais ne décident

pas, un point de départ à partir duquel on commencerait les calculs en tenant compte des difficultés particulières que rencontrent certains pays pour promouvoir leur développement, et qui ensuite tiendraient compte, surtout, de l'effort accompli par chaque pays pour son développement. Un point d'accord est que 7,5 p. 100 des ressources disponibles au titre des chiffres indicatifs de planification soient répartis selon les critères supplémentaires tenant compte en particulier de l'importance de l'effort qu'accomplit chaque pays en voie de développement. En outre, les inégalités dues à des circonstances historiques doivent être corrigées dans le calcul des chiffres indicatifs pour la période allant de 1977 à 1981.

9. La délégation cubaine se félicite des progrès accomplis pour le projet de statut unique du PNUD et appuie la proposition visant à accorder une assistance aux mouvements de libération nationale dans les pays assujettis au régime colonial. Elle déplore les obstacles auxquels se heurtent les activités du Fonds d'équipement des Nations Unies et approuve les mesures destinées à relancer l'action du Fonds.

10. Le programme des Volontaires des Nations Unies connaîtra d'autant plus de succès qu'il parviendra à échapper à toute pression impérialiste. Le Gouvernement cubain appuie les buts et les objectifs du programme qui sont de contribuer au développement économique et social des pays en voie de développement.

11. Le Gouvernement cubain a toujours eu une position très définie en ce qui concerne le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population. Créé vers le milieu des années 60, lorsque le problème de l'accroissement démographique a commencé à retenir l'attention de certains milieux, le Fonds s'est vu contraint de définir avec précision sa personnalité afin de ne pas être pris pour l'instrument néo-malthusien de certaines thèses idéologiques d'origine impérialiste selon lesquelles le sous-développement serait dû à de prétendus excédents de population, la solution aux problèmes du sous-développement exigeant donc l'adoption d'une politique de contrôle de la natalité. Il est clair que ces critères, qui sont faux, intéressés et peu scientifiques, ne pouvaient prévaloir. Le taux d'expansion démographique d'une partie des pays sous-développés et leur surpeuplement par rapport à leurs ressources actuelles ne sont pas la cause du sous-développement, mais la conséquence de celui-ci. La cause du sous-développement, à son tour, constitue un phénomène historique, et non pas démographique, lié surtout aux conditions séculaires auxquelles un groupe de puissances capitalistes — coloniales et impérialistes — ont soumis depuis longtemps une partie de l'humanité. Cela explique que, pour résoudre les problèmes du sous-développement, il faille commencer précisément par libérer les pays en voie de développement du joug colonialiste, néo-colonialiste et impérialiste. C'est par là qu'il faut commencer, par cette indépendance totale, mais ce processus doit s'effectuer en même temps que les changements de structures et l'application de mesures de caractère économique et social qui sont fondamentales pour entreprendre un véritable programme de développement. Parmi ces mesures, il se peut que certains pays jugent approprié d'examiner les mesures relatives à une politique démographique déterminée. A cet égard, la délégation cubaine, félicite M. Salas ainsi que la direc-

tion du Fonds pour les principes qu'ils ont réaffirmés à maintes reprises, selon lesquels cette institution n'a pas, en matière de population, de politique arrêtée et n'intervient qu'à la demande des gouvernements, reconnaissant que les programmes et les politiques démographiques ne sauraient se substituer aux efforts de développement économique et social, car la planification démographique n'est et ne peut être une fin en soi. La délégation cubaine a étudié, dans le peu de temps dont elle disposait, quelques-uns des rapports du Fonds, en particulier les sections relatives à la répartition de ses ressources par type de projet et par région. Elle a noté le pourcentage consacré à promouvoir une diminution de la fertilité dans certains pays, mais elle a également remarqué la proportion croissante des ressources consacrées, surtout en Amérique latine, aux études démographiques et aux efforts visant à promouvoir des projets concernant les mères et les enfants. La délégation cubaine estime que l'objectif du Fonds devrait être de s'efforcer d'adapter de plus en plus la structure géographique et qualitative de ses activités aux besoins réels des pays en voie de développement afin de parvenir à s'identifier totalement à ces besoins. Le Fonds doit atteindre cet objectif et son orientation actuelle le lui permet, malgré les difficultés implicites d'une tâche aussi délicate.

12. M. MEHDI (Pakistan) dit que son pays attache une importance toute spéciale au rôle et aux efforts du PNUD pour canaliser l'assistance multilatérale en vue de résoudre les problèmes du développement, et qu'il se félicite donc des récentes annonces de contributions qui traduisent une augmentation de 18 p. 100 des contributions volontaires. Cependant, 45 pays seulement, dont tous ne sont pas des pays développés, ont accru leur contribution volontaire au PNUD, et M. Mehdi espère que ce nombre sera plus élevé lors de la Conférence de 1974 pour les annonces de contributions. Bien qu'il approuve l'idée du "dividende du désarmement" mentionnée par l'Administrateur, il doute qu'elle puisse être suivie d'effet dans la pratique. Les dépenses d'armements des pays développés sont deux fois et demie supérieures au montant de leur assistance au développement. Même avec moins de 5 p. 100 des dépenses militaires actuelles des pays développés, le montant total de l'assistance au développement pourrait être plus que doublé. M. Mehdi se déclare préoccupé par la question des ressources financières, parce qu'il estime qu'elles sont cruciales pour permettre au PNUD de réaliser pleinement son potentiel en matière de développement.

13. M. Mehdi espère que, lorsque le PNUD choisira de nouveaux domaines d'activité, ceux-ci seront véritablement de nature à tenir les efforts des pays en voie de développement et qu'il sera possible de mettre au point les instruments permettant d'assurer l'efficacité de l'assistance nouvelle. La délégation pakistanaise appuie les mesures prises par le PNUD concernant le problème des migrations urbaines et la mise au point et le transfert des techniques d'exploitation intermédiaires.

14. Les politiques suivies par les organismes d'exécution en matière de marchés sont nettement partisans et favorisent certains pays développés. Même lorsque les produits des pays en voie de développement pourraient concurrencer ceux des pays développés, la préférence va invariablement à ces derniers. Il conviendrait de déployer des efforts particuliers pour se

procurer ce dont on a besoin dans le pays même où les projets considérés sont exécutés. L'octroi des contrats de sous-traitance révèle une injustice analogue. Tout en tenant compte des exigences fixées en matière de compétences techniques et de perfectionnement des produits, les contrats de sous-traitance et les commandes de matériel devraient être répartis de façon plus équitable.

15. Le PNUD ne peut ni ne doit s'ingérer dans les procédures internes des institutions, mais il peut utiliser son influence pour leur faire prendre conscience de la nécessité impérieuse d'une modification de leurs politiques. Une série de séminaires ont été organisés avec les organismes d'exécution sur le problème de la répartition équitable des possibilités d'offre de fournitures et de services, et M. Mehdi demande à l'Administration du PNUD d'informer la Commission des résultats de ces discussions.

16. M. Mehdi note avec regret que, si le montant total des ressources disponibles aux fins des activités de coopération technique s'est accru entre 1971 et 1972, le niveau des programmes effectués a, lui, diminué, de même que le nombre des experts sur le terrain et des bourses d'études accordées. Les ressources du programme ordinaire d'assistance technique sont en baisse par suite des fluctuations monétaires mondiales et de la hausse des prix. M. Mehdi espère que l'étude que le Commissaire à la coopération technique doit établir pour le Conseil d'administration à sa dix-huitième session contiendra des suggestions sur les moyens d'améliorer les résultats et la capacité du Programme.

17. La décision adoptée par le Conseil d'administration à sa seizième session en ce qui concerne le calcul des chiffres indicatifs de planification représente un équilibre délicat entre des points de vue différents, et M. Mehdi attend avec impatience la mise en œuvre de cette décision et sa concrétisation dans un ensemble définitif de chiffres à la dix-septième session du Conseil d'administration.

18. M. Mehdi appuie la coordination des activités et l'établissement de liens plus étroits entre le FISE et le PNUD, et note les cinq grandes recommandations découlant de l'étude de l'expérience acquise par le FISE en matière de programmation par pays du PNUD. En tant que membre du Conseil d'administration du FISE, Le Pakistan n'a jamais perdu de vue le rôle spécial que le FISE joue en cas de catastrophe naturelle ou humaine, et il a de bonnes raisons de se rappeler l'assistance qu'il en a reçue lors des inondations tragiques qu'il a connues. La délégation pakistanaise appuie les programmes du FISE qui recouvrent des domaines très variés, allant des soins aux mères et aux enfants à la toxicomanie chez les enfants. Elle appuie également les méthodes adoptées par le FISE en matière d'évaluation des programmes et demande à recevoir des renseignements sur les projets qui auraient éventuellement été considérés comme des échecs ou abandonnés comme irréalisables après que des apports initiaux aient été faits. La délégation pakistanaise votera pour le projet de résolution A/C.2/L.1308.

19. M. Mehdi se félicite de la relance du Fonds d'équipement des Nations Unies qu'envisage le projet de résolution A/C.2/L.1306, en faveur duquel sa délégation votera. Il appuie la décision du Conseil d'administration tendant à ce que le Fonds soit utilisé essentiellement au profit des pays les moins avancés et

il espère que les contributions au Fonds viendront s'ajouter aux contributions au PNUD.

20. M. Mehdi souscrit à la décision du Conseil d'administration (voir E/5365/Rev.1, par. 247) approuvant le "plan roulant" proposé par le Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et autorisant celui-ci à établir des prévisions de programme jusqu'à concurrence de 108 millions de dollars pour la période 1973-1976. M. Mehdi se félicite des efforts déployés par le Fonds pour coordonner les éléments apparentés de l'assistance fournie par l'intermédiaire des organismes des Nations Unies dans le domaine de la population, et il estime que l'autorité donnée au Directeur exécutif d'approuver certains projets novateurs et de grande envergure en consultation avec l'Administrateur du PNUD donnera au Directeur exécutif la souplesse nécessaire à l'exercice de ses fonctions. Il faudrait donner davantage de renseignements sur la prochaine Année mondiale de la population et les activités de son secrétariat devraient être renforcées. Le plan d'action mondial actuellement mis au point pour la Conférence mondiale de la population devra être un document complet portant sur tous les aspects du problème et présentant des solutions pratiques.

21. Les ressources limitées du PAM par rapport à la demande en matière d'aide alimentaire ont quelque peu restreint son rôle. La délégation pakistanaise votera pour le projet de résolution A/C.2/L.1298.

22. Le programme des Volontaires des Nations Unies peut apporter une contribution substantielle au développement et M. Mehdi appuie la décision de l'Administration du PNUD de renforcer le processus de recrutement, d'améliorer la formation préalable et d'intensifier l'appui sur le terrain. Le programme a connu au début des difficultés dues à ses ressources limitées et au fait que les gouvernements ont dû imputer les dépenses locales afférentes aux volontaires sur leur chiffre indicatif de planification. M. Mehdi est persuadé que ces problèmes seront prochainement surmontés et qu'un programme des Volontaires des Nations Unies extrêmement efficace fera bientôt partie intégrante des mécanismes globaux de développement des Nations Unies.

23. M. Mehdi présente le projet de résolution A/C.2/L.1309 au nom des auteurs, auxquels il convient d'ajouter la Turquie, et invite la Commission à l'adopter.

24. M. OCHIRBAL (Mongolie) dit que sa délégation partage le point de vue relativement optimiste concernant les activités opérationnelles du PNUD pour le développement que de nombreuses délégations ont déjà exprimé. Grâce aux efforts des pays socialistes et de nombreux pays en voie de développement, des progrès considérables ont été accomplis ces dernières années sur la voie de la démocratisation et de l'introduction de nouveaux principes progressistes dans les activités du PNUD, qui l'ont rendu beaucoup plus populaire auprès des Etats Membres et des Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies et ont donc contribué à renforcer ses structures financières et administratives. Au nombre des nouvelles mesures adoptées figure la programmation par pays, conçue pour raccorder plus étroitement l'assistance du PNUD aux tâches prioritaires des pays en voie de développement. L'expérience montre que son intro-

duction n'est pas toujours allée sans heurts, par suite du manque d'expérience et de la nature complexe de l'opération, ainsi qu'à cause de la difficulté qu'il y a à définir avec précision les priorités nationales. Les différences existant entre les situations et les problèmes des divers pays en voie de développement, ainsi que les voies différentes adoptées par eux pour promouvoir le développement sont également un facteur important de ces difficultés. Toutefois, celles-ci ne doivent pas servir de prétexte à une ingérence directe ou indirecte de la part du PNUD ou de n'importe quel autre organe de l'ONU dans les affaires intérieures des pays en voie de développement. Les droits souverains des pays en voie de développement à fixer l'orientation de leur développement économique et social et la prérogative absolue qu'ont leurs gouvernements de définir leurs propres priorités doivent être respectés. Les pays en voie de développement souhaitent que le PNUD échappe à l'influence des monopoles occidentaux et qu'il constitue un instrument servant véritablement à protéger leurs économies des méfaits des puissances impérialistes.

25. Il est indispensable que les chiffres indicatifs de planification soient répartis de façon équitable pour que la programmation par pays soit couronnée de succès. C'est pourquoi la délégation mongole se félicite des progrès réalisés pour ce qui est d'établir des critères permettant de calculer les chiffres indicatifs de planification et estime que les nouveaux critères approuvés par le Conseil d'administration à sa seizième session méritent d'être étudiés de très près. L'effectif de la population et le produit national brut par habitant sont importants pour déterminer les niveaux et les besoins de développement de tel ou tel pays, mais il ne faut pas qu'ils servent automatiquement de critère principal au calcul des chiffres indicatifs de planification, sans qu'il soit tenu compte de la nature particulière du programme. Il ressort clairement des chiffres explicatifs qui sont donnés pour le deuxième Cycle de coopération des Nations Unies pour le développement — 1977-1981 — que plus de la moitié des chiffres indicatifs de planification pour les pays bénéficiant de l'assistance du PNUD seront accrus de 7 à 300 p. 100, tandis que les autres resteront à leur niveau antérieur; si l'on tient compte de l'inflation et de la faiblesse du dollar, l'assistance que ce groupe de pays recevra se trouvera en fait diminuée.

26. En conséquence, la délégation mongole a des doutes pour ce qui est de l'opportunité d'utiliser la population comme critère de base du calcul des chiffres indicatifs de planification, encore qu'il puisse bien entendu constituer un critère supplémentaire. Les pays à forte densité de population ont la priorité lorsqu'il s'agit de recevoir l'assistance du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et, en tout état de cause, une forte densité de population constitue plus un avantage qu'un inconvénient, étant donné que l'homme est le capital le plus précieux et le créateur de la richesse matérielle. La délégation mongole pense que des facteurs tels que le défaut d'accès à la mer, une situation écologique et géographique défavorable ou la nécessité d'éliminer des circonstances fâcheuses dues à des causes historiques entravent sensiblement le développement économique des pays en voie de développement. Elle appuie également, aux fins du calcul des chiffres indicatifs de planification, l'utilisation de critères tels que les besoins particuliers des pays qui

ont récemment accédé à l'indépendance, les difficultés que tel ou tel pays rencontre à participer aux entreprises régionales et sous-régionales, l'ampleur de son propre effort de développement et l'introduction de changements structurels. En conséquence, la délégation mongole proposera au Conseil d'administration lors de sa dix-septième session d'envisager sérieusement de tenir compte de pareils critères pour le calcul des chiffres indicatifs de planification.

27. La délégation mongole préconise la participation de tous les pays à l'activité du PNUD en tant que donateurs ou en tant que bénéficiaires. Il ne devrait pas y avoir d'exception à cet égard, sauf dans le cas de pays coupables d'agression ou de pays dont la politique intérieure ou extérieure va à l'encontre des buts et des principes de la Charte des Nations Unies. A ce propos, la délégation mongole estime que le PNUD devrait cesser de fournir une assistance à Israël, qui occupe illégalement le territoire de pays arabes voisins et représente une menace constante à la paix et à la sécurité internationales. En revanche, le PNUD devrait aider les pays qui ont récemment obtenu leur indépendance ainsi que les mouvements de libération nationale.

28. La détente récemment enregistrée entre pays dotés de systèmes opposés, l'esprit de compréhension de plus en plus marqué et le désir croissant de voir s'instaurer une coopération à long terme mutuellement avantageuse créent des conditions favorables à l'activité du PNUD et à celle des autres organisations internationales qui lui sont reliées. Le Gouvernement mongol se félicite de l'œuvre utile accomplie par le FISE et est disposé à faire tout son possible pour promouvoir le succès de ses efforts méritoires.

29. Une manifestation concrète de la récente détente mondiale est fournie par la proposition soviétique visant à réduire de 10 p. 100 les budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et à utiliser une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement (point 102 de l'ordre du jour). Cette proposition est motivée par le désir sincère de l'Union soviétique de promouvoir la détente et de la rendre irréversible, de façon à asseoir sur une base solide la paix universelle, qui est capitale pour le progrès économique et social. Tous les organes de l'ONU devraient accorder la plus grande attention à cette proposition, et la délégation mongole espère que le PNUD et le FISE prendront l'initiative de diffuser largement cette idée et de faciliter sa concrétisation dans des délais aussi brefs que possible. La communauté mondiale se féliciterait de les voir agir ainsi, et leur action ne manquerait pas d'être appuyée par la majorité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

30. Mme de ZEA (Colombie) dit que l'aide au développement est l'une des plus importantes formes de coopération internationale. L'universalité et la continuité de l'assistance multilatérale sont extrêmement importantes et toute mesure tendant à bloquer ou à réduire le volume de l'aide soit à l'échelle mondiale, soit au niveau régional, serait contraire à la Stratégie internationale du développement et au concept du développement global. La délégation colombienne se félicite donc des résultats de la dernière Conférence pour les annonces de contributions au PNUD et espère

qu'ils marqueront le début d'une nouvelle tendance et la fin d'une ère de stagnation dans le domaine de l'aide publique au développement.

31. Dans sa déclaration à la 1554ème séance, l'Administrateur du PNUD a apporté une précieuse contribution à l'élaboration d'une nouvelle approche de la coopération pour le développement qui permettrait de répondre plus efficacement aux besoins des pays en voie de développement. La délégation colombienne fait pleinement sienne l'idée que l'assistance technique devrait désormais être liée non seulement à la croissance mais aussi à la répartition des avantages qui en découlent. L'indépendance économique est un objectif important de l'aide au développement et il faut également se féliciter des efforts déployés par le PNUD pour faire une plus large place aux projets régionaux et mondiaux. Le lien entre le désarmement et le développement est conforme aux tendances actuelles de la politique internationale et constituera la meilleure illustration du fait que la détente entre les grandes puissances est salutaire pour les pays du tiers monde.

32. La délégation colombienne a des réserves quant au consensus auquel le Conseil d'administration du PNUD est parvenu à sa seizième session en ce qui concerne les critères révisés pour le calcul des chiffres indicatifs de planification. Des questions de cette importance, qui affectent la majorité de la communauté internationale et constituent l'essence même de la notion de coopération internationale pour le développement, devraient être du ressort de l'Assemblée générale. Ce n'est qu'en aidant tous les pays en voie de développement à tous les stades de leur développement que le PNUD pourra satisfaire aux exigences d'universalité et de continuité de la coopération internationale. On ne devrait pas faire de distinction parmi les pays en voie de développement, même quand certains d'entre eux ont un revenu légèrement plus élevé que les autres, étant donné que ce revenu est de toute façon minimal comparé à celui des pays industrialisés. L'adoption d'un tel critère risquerait d'aboutir à la stagnation en Amérique latine. L'utilisation du revenu par habitant et de la population comme critères de base est une solution simpliste; on devrait tenir compte d'autres variables et, comme l'a fait la BIRD, du caractère de vulnérabilité particulier à chaque pays, des secteurs critiques de son développement économique et social et de la relation entre le revenu par habitant et les niveaux réels de la répartition du revenu. Mme de Zea partage les vues exprimées par le représentant de Cuba à ce sujet. Le blocage ou la réduction des pourcentages alloués à certains pays pourraient être aggravés encore par la situation monétaire internationale, qui nécessite un réajustement des chiffres indicatifs de planification destiné à contrecarrer les effets de la dévaluation, de l'inflation et d'autres facteurs affectant leur valeur réelle. La délégation colombienne espère que l'on rectifiera les inégalités marquées qui existent à l'échelle régionale et mondiale, en vue d'assurer un équilibre dont bénéficieraient tous les pays en voie de développement, sans avoir à appliquer des critères qui risqueraient de restreindre le développement des pays du tiers monde.

33. La délégation colombienne est l'un des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1308 relatif à la convocation, en 1974, d'une conférence spéciale pour les an-

nonces de contributions au FISE, et elle espère que la Commission l'adoptera à l'unanimité en vue d'appuyer les remarquables activités de cet organisme.

34. M. ROUDNIK, (République socialiste soviétique de Biélorussie), se référant à la programmation par pays que sa délégation approuve, dit que les gouvernements des pays en voie de développement doivent jouer un rôle décisif à toutes les phases de l'élaboration des programmes et que ces derniers doivent être étroitement liés aux plans nationaux de développement. Les gouvernements doivent conserver leur droit souverain de déterminer les types d'assistance à inclure dans les programmes, et la coordination de l'assistance sur le terrain relève exclusivement des pays bénéficiaires et non des représentants résidents du PNUD. La programmation de l'assistance technique est étroitement liée à l'ensemble de la planification du développement. Une tendance positive qui est apparue récemment dans l'assistance des Nations Unies est l'accroissement de l'assistance accordée dans chaque pays en matière de planification tant nationale que régionale. A cet égard, on ne devrait pas méconnaître l'expérience de l'Union soviétique et des autres pays socialistes, qui ont été les premiers à entreprendre avec succès une planification économique et sociale complète et détaillée à l'échelon national. Des spécialistes provenant de ces pays devraient être inclus dans les groupes d'experts de la planification.

35. Les recommandations faites par le Conseil d'administration lors de sa seizième session sur les critères à appliquer dans le calcul des chiffres indicatifs de planification pour le cycle de développement 1977-1981 devraient être approuvées. Le Conseil a retenu le revenu par habitant et la population comme critères de base; mais il a indiqué qu'on devrait également tenir compte de critères supplémentaires, notamment de la mesure dans laquelle le gouvernement effectue les changements structurels nécessaires au processus du développement, de la distribution des revenus et d'autres éléments favorables à la justice sociale.

36. Les projets mondiaux, régionaux et interrégionaux contribuent considérablement à promouvoir la coopération entre les pays en voie de développement et à accroître l'efficacité de l'assistance technique qu'ils reçoivent. Un plan complet et détaillé devrait être établi pour ce genre d'activité, notamment en ce qui concerne la science et la technique. La délégation biélorussienne espère qu'on tirera pleinement parti de la possibilité d'organiser des activités de ce genre dans les pays socialistes au moyen de leurs contributions au PNUD.

37. Une sérieuse faiblesse des activités opérationnelles du PNUD est que, malgré l'adoption de la résolution 2823 (XXVI) de l'Assemblée générale, on continue de négliger l'importance des projets de développement industriel. Les ressources du PNUD seraient plus efficacement utilisées si l'on définissait clairement ses priorités et ses objectifs et, en particulier, si l'on liait plus étroitement ses projets de préinvestissement aux projets de développement industriel prévus dans les plans nationaux. La réalisation de projets pilotes est importante, car elle permettrait d'utiliser les techniques modernes de production et de former le personnel national. Il est regrettable que le PNUD continue dans bien des cas à concentrer ses

efforts sur des projets de préinvestissement et à ouvrir la voie au capital privé, qui ne peut avoir d'autre objectif que de tirer le maximum de bénéfices de ses activités dans les pays en voie de développement. Dans ce contexte, la délégation biélorussienne s'oppose à la participation accrue de la BIRD aux activités du PNUD, étant donné que ses prêts et crédits sont ordinairement octroyés à des taux d'intérêt élevés et engendrent souvent une dette chronique; de plus, ils sont souvent utilisés comme moyen de pression politique.

38. La mobilisation des ressources intérieures des pays en voie de développement et notamment les systèmes d'imposition progressive sont d'importants moyens de financement du développement économique. Sur l'initiative de la délégation biélorussienne et de certaines autres, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2562 (XXIV) relative à la planification de la réforme fiscale. La délégation biélorussienne continue de penser que les systèmes fiscaux ne pourraient être efficacement renforcés que si l'on augmentait les impôts payés par les sociétés nationales et le capital étranger, si l'on imposait davantage les riches, si l'on soumettait le calcul du revenu et la perception des impôts à un strict contrôle étatique et si l'on unifiait les régimes fiscaux.

39. Comme l'Administrateur du PNUD, la délégation biélorussienne pense que, si l'on s'accordait à transformer le fer des épées en socs de charrue, on libérerait de considérables ressources financières aux fins de l'assistance et, dans ce contexte, elle tient à appeler l'attention une fois de plus sur la proposition faite par l'Union soviétique de réduire de 10 p. 100 les budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et d'utiliser une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement. On voit clairement les avantages que l'adoption de cette proposition aurait, tant pour les pays qui réduiraient leurs dépenses militaires que pour les pays en voie de développement. Un autre moyen de financement à la disposition des pays en voie de développement consisterait à amener les pays impérialistes à payer des indemnités en réparation des dommages considérables qu'ils ont causés aux peuples intéressés pendant la période coloniale et qu'ils continuent de causer par leurs méthodes d'exploitation néo-colonialiste.

40. Le PNUD devrait assurer à ses projets une efficacité accrue en veillant, en premier lieu, à ce qu'ils soient mieux préparés, en évaluant périodiquement et plus activement les progrès de leur exécution et en coordonnant ses activités avec celles des autres organismes des Nations Unies intéressés. Rappelant que sa délégation a toujours prôné une réduction des dépenses administratives du PNUD et des frais généraux des institutions spécialisées, M. Roudnik propose de stabiliser les dépenses administratives et les frais généraux à leurs niveaux respectifs de 1973 et de réduire au minimum les frais généraux encourus par les institutions spécialisées dans l'exécution de projets du PNUD; il propose également de cesser d'imputer une partie du coût des projets sur les budgets ordinaires des organisations intéressées et de financer intégralement ce coût au moyen des ressources du PNUD.

41. Dans le recrutement du personnel et la nomination des experts, le PNUD devrait appliquer le principe de la répartition géographique équitable et tirer tout le parti

possible de l'expérience acquise par des pays dotés de systèmes sociaux et économiques différents et situés à des niveaux de développement différents. La délégation biélorussienne ne saurait approuver une fonctionnarisation du personnel du PNUD, étant donné que la question de la répartition géographique s'en trouverait reléguée au second plan. L'élaboration du projet de statut unique du PNUD a pris beaucoup trop de temps et elle devrait être terminée à la dix-septième session du Conseil d'administration. Au nombre des principes fondamentaux régissant les activités du PNUD devraient figurer l'universalité, le caractère volontaire des contributions, le droit pour les gouvernements de verser leurs contributions en monnaie nationale et, enfin, le refus de toute assistance aux pays qui appliquent une politique d'*apartheid* ou de discrimination raciale et aux pays qui se rendent coupables d'agression. En particulier, le PNUD ne devrait pas fournir d'assistance à Israël, qui continue à occuper illégalement des territoires arabes. La délégation biélorussienne approuve la fourniture par le PNUD d'une assistance aux mouvements de libération nationale, comme l'Assemblée générale l'a recommandé dans ses résolutions pertinentes.

42. Le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies persiste à ne faire guère appel au concours que la RSS de Biélorussie est en mesure de donner lorsqu'il s'agit d'envoyer des experts de l'assistance technique dans les pays en voie de développement. La délégation biélorussienne espère que le Secrétaire général prendra les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

43. La position de la délégation biélorussienne à l'égard du programme ordinaire d'assistance technique reste inchangée : ce programme devrait être transféré au PNUD et financé à l'aide de contributions volontaires, ce qui en augmenterait l'efficacité et permettrait d'éviter les doubles emplois.

44. La délégation biélorussienne appuie les activités du FISE et son gouvernement contribue régulièrement au budget de celui-ci. La RSS de Biélorussie attache une grande importance à l'éducation et à la santé des enfants et est disposée à partager avec d'autres l'expérience qu'elle a acquise en ce domaine. En pleine conformité des directives formulées par le vingt-quatrième Congrès du parti communiste de l'Union soviétique, elle augmente chaque année le volume de ses exportations vers les pays en voie de développement. En outre, le peuple et l'industrie de la RSS de Biélorussie utilisent un volume croissant d'importations de produits primaires, d'articles finis et de produits semi-finis en provenance des pays en voie de développement. Le Gouvernement biélorussien entend continuer à contribuer à la fourniture d'une assistance aux pays en voie de développement.

45. M. BENNANI (Maroc) dit que la mise en œuvre, quoique partielle, du Consensus de 1970² a inoculé une sève nouvelle au PNUD. La programmation par pays a permis aux pays de coordonner leurs sources d'assistance en fonction de leur propre planification et de leurs propres priorités. Cependant, le rôle de coordination qui est dévolu au PNUD devrait être renforcé; une coopération plus étroite avec les autres organismes des Nations Unies profiterait davantage à l'exécution tant des projets nationaux que des projets mul-

tinationaux et assurerait que les chiffres indicatifs de planification, nationaux ou multinationaux, soient mieux dispensés. Au stade du calcul de ces chiffres, la coordination permettrait de veiller à ce que certains pays ne soient indûment mieux lotis que d'autres; le cas d'Israël est scandaleusement éloquent du fait que ce pays trouve, dans l'assistance qu'il reçoit, le moyen de renforcer son agressivité et sa pratique d'hégémonie. La délégation marocaine serait d'avis qu'un seuil du produit national brut soit fixé, au-delà duquel tout pays devrait être "contributeur net" au PNUD, ce qui dégagerait des crédits qui pourraient être utilisés au profit des pays en voie de développement les moins avancés. De plus, elle appuie l'idée que 25 p. 100 au moins des ressources du PNUD soient réservées aux pays en voie de développement les moins avancés et que ces pays soient déchargés des dépenses de contrepartie dans l'exécution des projets. En outre, ces pays devraient avoir la priorité dans le choix des projets régionaux. Le PNUD devrait accorder, selon la nature du projet, une préférence à une infrastructure commune ou à une action industrielle intégrée. A cet égard, une coordination s'impose aussi bien avec les commissions économiques régionales qu'avec l'ONUDI; les conseillers interdisciplinaires des commissions et les conseillers hors siège de l'ONUDI ont un rôle à jouer dans ce domaine. Cette coordination devrait également être assurée au stade de la fixation des chiffres indicatifs de planification des programmes multinationaux.

46. Plus d'un pays a souffert des soubresauts monétaires les plus récents; pour plusieurs pays bénéficiaires de l'assistance du PNUD, la portée de cette assistance s'est trouvée sensiblement diminuée du fait, notamment, que plusieurs contributions étaient libellées dans des monnaies dont le pouvoir libérateur avait été modifié. La délégation marocaine préconise qu'aussi bien les contributions que les interventions du PNUD soient traduites en unités de compte basées elles-mêmes sur un étalon à déterminer.

47. La délégation marocaine votera pour le projet de résolution A/C.2/L.1306 relatif au Fonds d'équipement des Nations Unies.

48. M. BENNANI souligne toute l'importance que son pays attache à l'action du FISE et à la contribution qu'il apporte dans l'exécution des programmes par pays. La délégation marocaine appuie le projet de résolution A/C.2/L.1308. Quant à l'action du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, elle est orientée dans la même direction, aussi la délégation marocaine souscrit-elle sans réserve aux réalisations et aux perspectives de ce fonds. Le programme des Volontaires des Nations Unies a des objectifs similaires et la délégation marocaine, qui figurait au nombre des auteurs de la résolution 2659 (XXV) de l'Assemblée générale qui a institué le programme, approuve toute mesure appelée à développer son action; elle figure par conséquent parmi les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1309.

49. M. CAVAGLIERI (Italie) indique que sa délégation considère le PNUD comme l'un des agents les mieux à même de distribuer l'assistance multilatérale aux pays en voie de développement et de renforcer la coopération entre ces pays et les pays industrialisés. La délégation italienne figure au nombre de celles qui, lors des sessions récentes du Conseil d'administration, ont appuyé l'idée d'instituer un en-

² Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Supplément No 6A, par. 94.

semble de mesures visant à fournir une assistance accrue aux pays en voie de développement les moins avancés. Ces mesures comprenaient l'utilisation des ressources, alors maigres, du Fonds d'équipement des Nations Unies. Du fait que de nouvelles contributions ont été versées au Fonds, la question devrait être maintenant envisagée sous un angle différent et il y a lieu de se demander comment les ressources du Fonds pourraient être utilisées. La délégation italienne n'a jamais été en faveur de la création de fonds spéciaux et elle estime que les ressources nouvelles du Fonds d'équipement devraient être utilisées à des fins pour lesquelles toute rivalité, dans un sens ou dans l'autre, entre le Fonds d'équipement, d'une part, et les organismes internationaux de financement ou les banques régionales de développement, d'autre part, soit impossible. La délégation italienne reste convaincue que les fonctions primordiales du PNUD sont la planification et le préinvestissement et que le financement direct devrait être laissé à d'autres institutions, principalement au Groupe de la Banque mondiale. De plus, la délégation italienne sait que les principaux besoins des pays en voie de développement les moins avancés se rapportent à l'agriculture, domaine pour lequel les données d'expérience sont encore loin d'être suffisantes. En conséquence, elle préférerait attendre, pour appuyer le Fonds d'équipement, que des activités et son orientation aient été nettement définies.

50. La délégation italienne appuie le projet de résolution A/C.2/L.1308 relatif au FISE et regrette de ne pas être en mesure de dire si son gouvernement pourra contribuer à l'effort visant à atteindre l'objectif de 100 millions de dollars en 1975 ni, dans l'affirmative, quelle serait l'importance de cette contribution.

51. M. Cavaglieri rappelle que sa délégation a toujours appuyé le programme des Volontaires des Nations Unies et indique que son gouvernement a adopté une législation spéciale pour encourager les personnes qu'attire le service volontaire dans les pays en voie de développement. Un nombre croissant de jeunes Italiens se sont inscrits au secrétariat international du Service volontaire et travaillent actuellement dans un certain nombre de pays. M. Cavaglieri annonce que, par conséquent, sa délégation appuiera le projet de résolution A/C.2/L.1309 bien que, pour les raisons qu'il a déjà mentionnées, elle fasse des réserves de caractère général quant au fonds bénévole spécial mentionné au paragraphe 7 du dispositif de ce projet de résolution.

52. Mme DE GRÖSSMAN (République Dominicaine) déclare qu'à la récente Conférence pour les annonces de contributions, sa délégation a promis une augmentation de 40 p. 100 de la contribution du Gouvernement dominicain au PNUD. La délégation dominicaine se réjouit de voir le PNUD adopter des pratiques qui devraient lui permettre de répondre aux besoins réels des pays bénéficiaires. Le PNUD devrait bénéficier de ressources suffisantes pour pouvoir transformer les priorités nationales en programmes concrets et faire en sorte que ses ressources soient réparties compte tenu des besoins relatifs des divers bénéficiaires.

53. La délégation dominicaine espère que le Bureau du représentant résident à Saint-Domingue continuera de coopérer avec les autorités de planification de la République Dominicaine pour l'exécution du programme approuvé par le Conseil d'administration lors

de sa seizième session, dans le cadre de la programmation par pays, programme qui est étroitement lié au programme national dominicain de développement économique et social.

54. La délégation dominicaine fait siennes les observations formulées par d'autres représentants des pays d'Amérique latine en ce qui concerne les derniers calculs des chiffres indicatifs de planification qui font apparaître une augmentation pour 47 pays dont le revenu par habitant est inférieur à 200 dollars, alors que pour un grand nombre de pays dont le revenu par habitant se situe entre 250 et 750 dollars le chiffre indicatif a été réduit. Cette délégation approuve l'augmentation du chiffre pour le premier groupe de pays, mais elle ne peut admettre que les pays latino-américains ne bénéficient, pour le cycle de développement 1977-1981, que d'un chiffre inférieur à celui du cycle 1972-1976.

55. Le système de programmation par pays représente peut-être le meilleur moyen dont on dispose jusqu'à présent pour permettre à la communauté internationale de répondre aux besoins des pays en voie de développement. L'assistance aux pays en voie de développement les moins avancés doit se poursuivre et la délégation dominicaine espère que le volume total des ressources disponibles pour le PNUD sera augmenté.

56. La délégation dominicaine félicite le FISE de l'assistance qu'il apporte en particulier aux pays les plus pauvres pour leurs programmes à long terme destinés aux mères, aux enfants et aux adolescents. Il est regrettable que cet organisme ne dispose pas de ressources suffisantes pour élargir ses programmes et la délégation dominicaine lance un appel aux autres délégations pour qu'elles appuient le projet de résolution A/C.2/L.1308, dont elle est devenue coauteur. Agissant dans le cadre de la Stratégie internationale du développement, le FISE a fixé des objectifs et des priorités pour les enfants et les adolescents et il attache une importance particulière au renforcement des activités de base en coordination avec les responsables des programmes communautaires destinés à améliorer les services de santé et de nutrition. Les activités du FISE méritent l'appui de tous les Etats Membres, car il est important, pour le développement social et l'expansion économique de tous les pays, que la jeunesse soit forte et en bonne santé.

57. La délégation dominicaine se réjouit des progrès réalisés par les responsables du programme des Volontaires des Nations Unies dans l'affectation des volontaires aux diverses tâches à accomplir sur le terrain. Elle votera pour le projet de résolution A/C.2/L.1309.

58. Les déclarations faites par un certain nombre de pays en voie de développement en faveur du Fonds d'équipement des Nations Unies sont encourageantes. Le Gouvernement dominicain continue d'approuver les principes qui ont conduit à la création du Fonds et la délégation dominicaine renouvelle son appel aux pays développés pour qu'ils modifient leur position à l'égard de cet organisme. La délégation dominicaine voudrait devenir coauteur du projet de résolution A/C.2/L.1306 qui, elle l'espère, sera adopté à l'unanimité.

59. M. KACIMAIWAI (Fidji) déclare que son gouvernement est reconnaissant de l'assistance dont il continue de bénéficier de la part du PNUD et exprime l'espoir que l'aide aux pays en voie de développement

se maintiendra à son niveau actuel ou sera même augmentée au cours des années à venir. Répondant à la demande faite par le Secrétaire général et par l'Administrateur du PNUD en vue d'une augmentation des contributions financières au profit du PNUD, le Gouvernement fidjien a accru sa contribution de 10 p. 100 pour 1974. L'obtention de ressources financières suffisantes est une condition indispensable au succès des activités opérationnelles de développement. Aussi, la délégation de Fidji se réjouit-elle de l'initiative prise par les délégations qui ont accru le montant de leurs annonces de contribution au PNUD pour 1974, permettant ainsi à cet organisme d'accroître de 18 p. 100, pour cette année-là, le montant de son capital circulant. La délégation fidjienne espère que le même esprit de coopération et de bonne volonté internationales continuera de régner, et elle fait appel à toutes les délégations, en particulier celles des pays industriels avancés, pour qu'elles augmentent encore en 1974 le montant de leur annonce, afin que puisse être atteint l'objectif de 0,7 p. 100 du produit national brut inscrit dans la Stratégie internationale du développement et que le PNUD puisse parvenir au chiffre annuel d'accroissement de 9,6 p. 100 qui a été fixé par son Conseil d'administration.

60. La délégation fidjienne note avec satisfaction l'initiative prise par sept pays développés qui ont décidé de verser des contributions volontaires distinctes en faveur des pays les moins avancés. L'assistance économique fournie à ces pays, ainsi qu'aux pays en voie de développement en général, doit être assez importante pour leur permettre d'atteindre le point de développement où l'essor économique est possible. Il est important, pour la réussite des programmes du PNUD qui relèvent de la programmation par pays, que les priorités, les objectifs et les buts soient fixés par les pays intéressés eux-mêmes. L'assistance technique doit être utilisée exclusivement pour atteindre ces buts. La délégation fidjienne approuve qu'une assistance spéciale soit dirigée vers les pays les moins avancés, mais elle est opposée à ce que les ressources consacrées à cette fin le soient aux dépens d'autres pays en voie de développement. Les critères actuellement en vigueur pour l'identification des pays les moins avancés ne sont guère satisfaisants et la liste de ces pays³ a été établie de façon quelque peu arbitraire.

61. Le représentant de Fidji appelle une fois de plus l'attention de la Commission sur les problèmes des petits pays insulaires et fait siennes à cet égard les préoccupations exprimées par les représentants de Malte et de l'Australie. Une assistance spéciale du PNUD aux îles du Pacifique serait négligeable, étant donné que, dans la région du Pacifique Sud, seul le Samoa-Occidental est considéré comme appartenant à la catégorie des pays les moins avancés. Or cette région comprend le groupe le plus important de pays qui sont à la fois de petits pays insulaires et des nations nouvelles et dont les problèmes sociaux et économiques sont encore plus aigus que ceux des pays en voie de développement de plus grande superficie. Ceci tient précisément à leurs dimensions restreintes et au fait que leurs ressources économiques sont limitées, qu'ils sont isolés des marchés mondiaux, que leur marché intérieur est très étroit, que leur économie est peu diversifiée, qu'ils sont largement tributaires de la vente d'un petit nombre de produits primaires et qu'ils ont été par-

ticulièrement affectés par les tendances inflationnistes récentes. Dans certains pays en voie de développement qui ne remplissent pas les conditions requises pour bénéficier d'une assistance spéciale, il existe des zones rurales et urbaines qui sont tout aussi défavorisées que celles que l'on peut trouver dans les pays en voie de développement peu avancés. En outre, beaucoup d'îles du Pacifique Sud sont frappées régulièrement par des catastrophes naturelles. En conséquence, la délégation fidjienne lance à nouveau un appel à la Commission et à l'Administrateur du PNUD pour que, lors du calcul des chiffres indicatifs de planification à l'avenir, ils prennent en considération la situation économique et sociale ainsi que les problèmes particuliers de ces îles.

62. Le Gouvernement fidjien a versé jusqu'ici régulièrement une contribution annuelle au FISE et il appuie fermement les efforts éclairés accomplis par cet organisme pour favoriser la mise en valeur de la plus grande ressource qui existe sur terre, à savoir les capacités de l'homme.

63. Le représentant de Fidji déclare que sa délégation continue à appuyer le PAM, dont Fidji continue à bénéficier. Les travaux accomplis par les responsables de ce programme en collaboration avec la FAO et d'autres organismes ont une importance vitale pour le développement de nombreuses zones rurales déshéritées des pays en voie de développement et pourraient contribuer de façon importante à l'amélioration de la qualité de l'existence et des conditions de vie dans les zones rurales et agricoles, ainsi qu'à l'accroissement de la production agricole dans son ensemble. Des mesures de ce genre sont essentielles pour vaincre la pauvreté en milieu rural.

64. Le Gouvernement fidjien se félicite des travaux accomplis grâce aux services de volontaires fournis sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Toutefois, ce gouvernement a pris depuis longtemps des dispositions avec la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et les Etats-Unis au sujet de services de volontaires et il ne pourra donc appuyer financièrement les services de l'ONU.

65. En ce qui concerne les activités relatives à la population, le représentant de Fidji déclare que son gouvernement a entrepris avec succès depuis de nombreuses années une campagne de planification de la famille. Etant donné qu'une des conditions essentielles du développement est de créer un excédent économique, l'équilibre entre la population et les ressources a une importance vitale pour une croissance économique soutenue. Il ne fait aucun doute que le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population pourrait contribuer de manière importante à la réalisation du développement social et économique dans les pays en voie de développement.

66. M. ABDEDDAÏM (Algérie) déclare que son gouvernement est heureux de la coopération qui existe entre l'Algérie et le PNUD. L'Administrateur et le Conseil d'administration n'ont épargné aucun effort pour améliorer le Programme dans le sens du Consensus adopté en juin 1970. Désireux de contribuer à l'amélioration des résultats que peuvent avoir les activités du PNUD, le représentant de l'Algérie voudrait appeler l'attention sur certaines des difficultés qu'a rencontrées son gouvernement au cours de la première période de programmation. L'Algérie a été un des premiers pays à accepter le premier cycle de pro-

³ Ibid., cinquante et unième session, Supplément No 7, par. 66.

grammation par pays, alors même qu'à l'époque son plan de développement national était déjà en cours d'exécution. Elle a appris à son grand regret que certaines organisations chargées de l'exécution n'avaient pas pu, pour diverses raisons, mettre en œuvre les projets qui leur avaient été confiés. En particulier, le manque d'experts aptes à juger de la réalisation des projets dans les délais impartis compromet la finalité de la programmation, laquelle doit être étroitement liée à la réalisation des objectifs prioritaires des plans nationaux de développement. Pour remédier à cette situation, il est urgent de réviser les procédures de recrutement actuellement en vigueur dans les organisations. Cette question devrait être étudiée en collaboration avec les gouvernements des Etats Membres. En outre, l'effort d'amélioration de structures nationales d'accueil de l'assistance technique constitue une des conditions de succès de la programmation. A cet égard, une coopération tripartite entre les gouvernements, le PNUD et les organisations pour l'examen des projets favoriserait une utilisation optimum des ressources et permettrait de sélectionner, parmi les projets, ceux qui se prêtent le mieux à la coopération multilatérale.

67. Le matériel et l'équipement requis pour les projets sont souvent fournis par des pays et des sociétés très divers. L'assistance internationale prenant fin à l'expiration d'une période déterminée, les services nationaux de contrepartie se trouvent en butte aux difficultés découlant de l'inexistence d'un service après-vente. Les procédures d'achat devraient donc être rationalisées et une plus grande autonomie devrait être laissée aux pays bénéficiaires pour décider du type et de la forme de l'aide qu'ils désirent obtenir, particulièrement en ce qui concerne l'origine des matériels et des fournitures de sous-traitance.

68. Les résultats de la récente Conférence pour les annonces de contributions prouvent la confiance que la communauté internationale met dans le PNUD en tant qu'instrument de coopération internationale. La délégation algérienne souhaite que l'augmentation du niveau des ressources du PNUD favorise un examen plus adéquat des chiffres indicatifs de planification. Le Gouvernement algérien a étudié les nouveaux chiffres indicatifs de planification prévus pour les années 1977-1981 et il est d'avis, avec d'autres, que la technique utilisée pour le calcul de ces chiffres en fonction du produit national brut et de la population est trop théorique. Il y aurait lieu de tenir compte aussi d'autres critères tels que l'effort de développement national, l'introduction de réformes de structures nationales tendant à une plus grande justice sociale et la capacité d'absorption.

69. La délégation algérienne voudrait souligner l'anomalie consistant à accorder une assistance, par le canal du PNUD et des institutions spécialisées, à l'Etat sioniste d'Israël, dont la politique d'agression permanente contre les Etats arabes, le pillage systématique des ressources naturelles des territoires occupés et l'exploitation inhumaine des populations arabes dans ces territoires handicapent les efforts de développement des Etats de la région. Le Gouvernement algérien demande que cesse toute assistance multilatérale du PNUD et des institutions spécialisées en faveur du pays agresseur, maintes fois condamné par les Nations Unies.

70. En ce qui concerne le Fonds d'équipement des Nations Unies, le Gouvernement algérien partage sans réserve l'opinion selon laquelle les ressources du Fonds doivent être dirigées essentiellement vers les pays en voie de développement les moins avancés. Cette orientation doit se traduire non seulement par un développement de la coopération entre pays développés et pays en voie de développement, mais également par une intensification des rapports entre les pays en voie de développement eux-mêmes. L'importance de cette coopération a été soulignée par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés réunie à Alger du 5 au 9 septembre 1973, et la délégation algérienne joint sa voix à celles des délégations qui ont demandé à tous les Etats, et plus particulièrement aux pays développés, d'apporter des contributions substantielles au Fonds d'équipement. A cet égard, la délégation algérienne appuie le projet de résolution A/C.2/L.1306.

71. Il faut rendre un hommage particulier à l'œuvre accomplie dans le cadre du PAM, qui a permis de sauver de la famine des centaines de milliers d'êtres humains dans plusieurs régions du globe et d'améliorer la situation alimentaire des couches déshéritées de la société dans de nombreux pays en voie de développement. La délégation algérienne souhaite voir le PAM bénéficier de contributions beaucoup plus substantielles qui permettront à cet organisme de réaliser tous les projets déjà approuvés.

72. L'Algérie est membre du Conseil d'administration du FISE, organisme dont on apprécie l'action dans les domaines de la nutrition, de la santé et de l'éducation préscolaire. C'est pour marquer sa satisfaction que la délégation algérienne désire devenir coauteur du projet de résolution A/C.2/L.1308.

73. La délégation algérienne tient à dire combien elle apprécie les services de coopération fournis par l'intermédiaire du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population. Elle précise à cet égard que le Fonds doit répondre aux besoins des Etats en tenant dûment compte de la politique de ces derniers en matière de population.

74. M. KIRSHI (Yémen) déclare que la solidarité de la communauté internationale, manifestée lors de la récente Conférence pour les annonces de contributions, a bien prouvé la confiance que l'on accorde au PNUD, institution vitale d'aide multilatérale au développement.

75. Sa délégation, qui accueille favorablement les mesures spéciales prises en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, souhaite à ce sujet faire quelques remarques de caractère technique. Il est regrettable que la notion de capacité d'absorption ait suscité, de la part de diverses institutions d'aide multilatérale, une certaine mauvaise volonté à fournir l'aide nécessaire, sous prétexte que les pays bénéficiaires ne disposaient pas des compétences administratives et techniques suffisantes. Le PNUD devrait s'efforcer surtout d'aider les pays à améliorer leur champ de planification et la qualité des organes administratifs responsables de l'exécution des programmes de développement. M. Kirshi note avec satisfaction que cet organisme a réagi favorablement aux efforts déployés par son pays pour progresser en ce sens, et qu'il a décidé de recourir aux fonds réservés à l'application des mesures spéciales pour financer les

programmes destinés à améliorer les compétences administratives au Yémen et à développer les ressources en main-d'œuvre du pays.

76. Les pays en voie de développement les moins avancés ont besoin d'une aide de nature précise, leur permettant de résoudre leurs problèmes particuliers. Il faudrait constamment s'efforcer d'améliorer et de renforcer le fonctionnement du PNUD, afin d'éliminer au maximum les lenteurs de l'administration et d'assurer l'exécution des projets dans les délais prescrits. A cet égard, les représentants résidents ont un rôle décisif à jouer et la délégation du Yémen se félicite des mesures prises par l'Administrateur pour mettre le personnel le plus expérimenté et le mieux qualifié au service des pays en voie de développement les moins avancés.

77. La délégation du Yémen, qui attache une grande importance aux activités humanitaires du FISE, insiste auprès de tous les Etats Membres pour qu'ils versent des contributions généreuses à cet organisme et a le plaisir d'annoncer qu'elle se porte coauteur du projet de résolution A/C.2/L.1308.

78. M. Kirshi exprime la satisfaction de sa délégation devant les remarquables résultats du programme des Volontaires des Nations Unies et l'aide précieuse apportée au Yémen par le PAM.

79. Il affirme à nouveau la position de sa délégation quant à l'aide technique apportée par l'Organisation des Nations Unies à l'Etat sioniste d'Israël. Cette position n'est pas motivée par des facteurs sentimentaux ni politiques, mais est fondée sur les faits et les calculs et statistiques économiques. Outre qu'il méprise la volonté internationale, qu'il ne respecte pas les résolutions de l'Assemblée générale et qu'il poursuit en permanence une politique d'expansion et d'occupation aux dépens de trois Etats Membres et d'exploitation de leurs ressources naturelles, Israël n'est pas, du point de vue purement économique, un pays en voie de développement. En 1970, son revenu par habitant a dépassé de presque 2 000 dollars celui de certains pays développés. En conséquence, toute aide accordée à Israël est incompatible avec les critères de calcul des chiffres indicatifs de planification définis par le Conseil d'administration lui-même.

80. La délégation du Yémen accueille avec satisfaction l'initiative prise pour réactiver le Fonds d'équipement des Nations Unies et voudrait se porter coauteur du projet de résolution A/C.2/L.1306.

81. M. OLIVERI LOPEZ (Argentine) manifeste la déception éprouvée par sa délégation en constatant que l'on n'avait pas atteint l'objectif de compromis d'une augmentation annuelle de 9,6 p. 100 pour les contributions volontaires versées au PNUD. Sa délégation continue à déplorer l'attitude de certains pays contributeurs dont il serait légitime d'attendre un plus large appui, mais elle considère cependant que la récente Conférence pour les annonces de contributions justifie un certain optimisme. Si le taux d'augmentation de 18 p. 100 se maintient, il devrait être possible de réduire le déficit prévu pour 1976. Toutefois, le problème financier subsiste et se trouver aggravé par l'augmentation considérable des frais opérationnels, due à l'inflation.

82. Le gouvernement argentin, qui n'est pas membre du Conseil d'administration et n'a pas encore adhéré au consensus réalisé pour la définition du mode de calcul

des chiffres indicatifs de planification, exprime des réserves à l'égard des critères fondamentaux en question. Il partage l'inquiétude des autres délégations à ce sujet et espère sincèrement que, lors de l'établissement définitif des chiffres indicatifs de planification, on accordera plus de poids aux critères supplémentaires, en particulier ceux qui s'appliquent aux transformations de structure visant à assurer une plus grande justice sociale. Il espère également qu'aucun pays bénéficiaire ne se verra attribuer de chiffre indicatif inférieur à ceux du cycle 1972-1976. Il appuiera l'adoption de toute mesure visant à assurer une utilisation rationnelle des ressources et approuve l'accord selon lequel 25 p. 100 des ressources intervenant dans l'établissement des chiffres indicatifs de planification doivent être attribués aux pays en voie de développement les moins avancés.

83. Il est d'importance vitale que le PNUD oriente ses activités et adapte son fonctionnement de façon à mieux répondre à l'évolution des besoins des pays en voie de développement. A cet égard, la délégation argentine approuve les conclusions de l'Administrateur sur les résultats positifs de la méthode de programmation par pays et reconnaît que cette méthode, dans la mesure où elle permet de libérer les pays en voie de développement de leurs liens traditionnels de dépendance, ne peut donner lieu qu'à des progrès considérables.

84. Le PNUD, dans l'ensemble de ses activités, doit garder présente à l'esprit la notion d'universalité. A cet égard, la délégation argentine attache la plus grande importance à l'idée d'une coopération entre pays en voie de développement fondée sur les principes de l'effort autocentré et de l'aide mutuelle. Cette nouvelle tendance est la plus significative de l'époque contemporaine et se manifeste déjà clairement dans les divers organismes des Nations Unies. Elle a entraîné la création du Groupe de travail de la coopération technique entre les pays en voie de développement, en application de la résolution 2974 (XXVII) de l'Assemblée générale, dont les efforts permettent certainement de stimuler les relations entre ces pays et de promouvoir leur indépendance économique et politique. La délégation argentine est convaincue que le PNUD prendra les mesures nécessaires pour encourager l'assistance mutuelle entre les pays en voie de développement, leur permettant ainsi de s'adresser moins souvent aux pays développés pour obtenir les services d'experts et de conseillers, ainsi que pour assurer leurs achats d'équipement. Comme l'ont souligné plusieurs autres délégations, il faudrait tendre à une répartition géographique plus raisonnable en ce qui concerne à la fois les contrats de sous-traitance et l'acquisition de matériel. Cet aspect de la coopération entre les pays en voie de développement en matière d'assistance technique touche plusieurs domaines particulièrement prometteurs, comme celui du développement des compétences grâce à l'enseignement et à la formation au niveau professionnel, et celui de l'adaptation, du transfert et de la mise au point des connaissances techniques. Dans ces domaines, les programmes régionaux et globaux du PNUD lui permettent de jouer un rôle de protagoniste.

85. Le PNUD doit employer toute son énergie à encourager la coopération horizontale et pour cela aider les pays et les institutions à conclure entre eux des contrats, examiner éventuellement leurs programmes et jouer le rôle de bureau central d'informations; il doit

faire preuve d'imagination dans la conception de nouveaux mécanismes financiers permettant de mobiliser à la fois les ressources du Programme et celles des pays en voie de développement. La délégation argentine est persuadée que l'on pourra s'acquitter de ces tâches dans le cadre de la nouvelle structure du PNUD, qui doit obligatoirement remplacer la structure traditionnelle, désormais périmée.

86. La délégation argentine reconnaît sans réserve que le Fonds d'équipement des Nations Unies, auquel le Gouvernement argentin a apporté son soutien matériel et moral depuis sa création, doit servir essentiellement à répondre aux besoins des pays en voie de développement les moins avancés. Le Gouvernement argentin constate avec inquiétude que les efforts qui ont été faits pour exécuter les mesures spéciales prises en faveur des pays en question n'ont pas entraîné d'amélioration notable de leur situation économique. La délégation argentine espère que l'exemple donné par certains pays développés permettra d'augmenter les ressources du Fonds d'équipement de façon substantielle. Elle estime également que le Fonds doit être un instrument de promotion de la coopération entre pays en voie de développement. Cette idée étant clairement énoncée dans le dernier alinéa du préambule du projet de résolution A/C.2/L.1306, la délégation argentine non seulement appuie ce projet mais souhaite également s'en porter coauteur.

87. Elle se réserve le droit de faire des remarques sur les autres activités opérationnelles lorsque la Commission passera à l'étude des projets de résolution pertinents.

88. M. AL-KHUDHAIRY (Irak) déclare que les frais confirment l'observation de l'Administrateur du PNUD selon laquelle l'assistance au développement semble être devenue une question d'importance secondaire dans de nombreux pays développés. Le montant relatif de l'assistance au développement diminue et, au rythme actuel, les objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement ne seront pas atteints. Cette tendance regrettable et négative doit être arrêtée. Les résultats encourageants de la récente Conférence pour les annonces de contributions au PNUD constituent un pas dans la bonne direction. La délégation irakienne convient avec l'Administrateur que le désarmement peut avoir des répercussions importantes sur le montant des ressources allouées au développement. On estime que si l'on dégagait moins de 5 p. 100 des dépenses militaires actuelles en faveur de l'aide au développement, le montant de celle-ci serait plus que doublé. La proposition de l'Union soviétique selon laquelle les Etats membres permanents du Conseil de sécurité devraient utiliser pour l'aide aux pays en voie de développement 10 p. 100 de leurs budgets militaires devrait donc être adoptée et appliquée dès que possible.

89. L'assistance multilatérale est la forme d'aide la plus neutre et la plus avantageuse pour les pays en voie de développement, et il est donc encourageant de noter qu'elle constitue une part de plus en plus grande de l'assistance. La délégation irakienne est heureuse que le PNUD reconnaisse la responsabilité exclusive des pays pour ce qui est de la formulation de leurs plans nationaux de développement. Elle se félicite également qu'une grande part des responsabilités soit transférée du siège aux représentants résidents.

90. Le Gouvernement irakien attache une grande importance aux projets régionaux et interrégionaux, et est heureux que l'Administrateur ait l'intention d'insister davantage sur ce type de projets. A cet égard, M. Al-Khudhairy appelle l'attention de la Commission sur l'insuffisance des ressources allouées à la région "de l'Europe, de la Méditerranée et du Moyen-Orient" par rapport à celles réservées à d'autres régions géographiques. Les fonds mis à la disposition des projets régionaux de cette région sont inférieurs au montant nécessaire pour faire face aux demandes actuelles. L'insuffisance des chiffres indicatifs de planification attribués à la région a été reconnue par le PNUD lui-même. La délégation irakienne considère que les ressources liées aux chiffres indicatifs de planification régionaux pour la période 1977-1981 devraient être réparties entre les diverses régions proportionnellement au montant total des chiffres indicatifs de planification de tous les pays de cette région valables pour la même période. Elle souhaiterait que la part des ressources allouées à la région considérée pour cette période soit augmentée. En outre, elle prie l'Administrateur de réexaminer l'arrangement actuel en vertu duquel les pays de différents groupes géographiques sont placés dans une même catégorie régionale. La catégorie "Europe-Méditerranée et Moyen-Orient" est anormale, puisqu'elle comprend des pays dont le passé politique et historique, ainsi que le niveau de développement, sont très différents, en outre, un de ces pays ne peut, quel que soit le critère retenu, être considéré comme un pays en voie de développement. Il est difficile de comprendre la raison de l'anomalie, puisque chacune des autres régions géographiques comprend des pays situés dans la région en question. La délégation irakienne ne voit aucune raison valable de ne pas placer les 16 pays arabes dans une catégorie régionale distincte et demande donc à l'Administrateur d'étudier ce problème de façon approfondie.

91. La délégation irakienne est heureuse de voir que le FISE accroît son assistance aux pays en voie de développement dans le domaine de la protection sociale. Elle convient avec le Conseil d'administration que le FISE devrait accorder une attention spéciale aux enfants et aux femmes, et appuie également les activités du FISE en République démocratique du Viet-Nam. Les efforts du FISE doivent se concentrer sur l'alimentation, la santé et l'éducation, et cet organisme doit maintenir des relations de travail étroites avec les autres organismes techniques des Nations Unies. Il faudrait avoir plus souvent recours aux instituts techniques, scientifiques et universitaires nationaux et régionaux ainsi qu'à d'autres organisations volontaires pour l'évaluation des programmes. La délégation irakienne estime avec d'autres qu'une conférence spéciale pour les annonces de contributions volontaires au FISE devrait être réunie en 1974.

92. Le programme des Volontaires des Nations Unies peut offrir une assistance appréciable aux pays en voie de développement et doit se charger en fin de compte des principales formalités relatives à son propre recrutement, encore que le PNUD doive continuer de lui apporter toute l'assistance possible afin d'assurer l'expansion rapide du programme et son intégration progressive aux projets bénéficiant d'une assistance de l'ONU. Le Coordonnateur doit poursuivre ses efforts

en vue de recruter un plus grand nombre de volontaires des pays en voie de développement.

93. Le Gouvernement irakien attache une grande importance aux mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés et note avec regret que les pays développés continuent délibérément de ne pas tenir compte du Fonds d'équipement des Nations Unies, dont l'efficacité a faibli par suite de la diminution des contributions. M. Al-Khudhairy demande instamment aux pays industrialisés de verser directement des contributions à cet organisme, auquel son propre gouvernement a versé en 1973 une contribution de 10 000 dollars.

94. La délégation irakienne note que les chiffres indicatifs de planification d'un certain nombre de pays en voie de développement sont trop bas et exprime l'espoir que les chiffres actuels seront révisés et que de nouveaux critères seront adoptés pour calculer les nouveaux chiffres.

95. A propos de la question de l'assistance du PNUD à Israël, M. Al-Khudhairy déclare qu'il est réconfortant de voir que l'Administrateur a pris soigneusement note des arguments et avis exprimés au sein du Conseil d'administration et de la Commission et qu'aucun chiffre indicatif de planification n'a été attribué à Israël pour la période 1977-1981. Néanmoins, la délégation irakienne demande instamment à l'Administrateur d'examiner soigneusement la question de l'octroi d'une assistance sous une forme ou une autre à Israël pendant le cycle en cours. Israël n'a pas modifié sa politique expansionniste nuisible aux pays arabes. Il n'a accepté ou respecté aucune des résolutions de l'Assemblée générale sur la question des territoires arabes occupés par lui. Il continue d'exploiter les ressources humaines et naturelles de ces territoires au mépris des résolutions de l'ONU et contrairement au principe de la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles. Il a même accentué sa politique d'agression et d'expansion, et les événements récents du Moyen-Orient démontrent clairement le caractère pervers de sa politique. Israël occupe maintenant une plus grande partie des territoires arabes et ne manifeste aucune volonté de s'en retirer conformément aux résolutions du Conseil de sécurité. Toute assistance accordée par une organisation à Israël, pays agressif et expansionniste, permettra à ce dernier de consacrer une plus grande partie de ses ressources à l'annexion et à la colonisation permanentes des territoires occupés. L'attribution d'une assistance à Israël est incompatible avec les buts de la Charte des Nations Unies, est contraire à la justice et constitue un appui implicite à la politique d'agression et d'expansion d'Israël. En outre, Israël en est à un stade de développement avancé. Son produit national brut par habitant est plus élevé que celui de certains pays très développés. Il a atteint un niveau élevé de développement technique, surtout dans le domaine de la fabrication d'armes ultra-modernes. Il exporte des armes dans de nombreuses régions du monde, y compris au profit du gouvernement raciste sud-africain, du gouvernement colonialiste portugais et du régime de la minorité blanche en Rhodésie du Sud. Les armes israéliennes sont en ce moment même utilisées contre les Africains qui combattent pour la liberté. La délégation irakienne demande donc qu'Israël soit exclu de toute forme d'assistance des Nations Unies.

96. Mlle RAMOS (Venezuela) déclare que les critères permettant de calculer les chiffres indicatifs de planification du PNUD doivent être assez larges pour qu'il soit possible d'évaluer les besoins réels de chaque pays en matière de coopération technique internationale. Le produit national brut par habitant et la population doivent être pris en ligne de compte pour mettre au point les chiffres indicatifs de planification, mais ils ne doivent pas être les seuls facteurs examinés pour déterminer la situation économique et sociale d'un pays. Tout aussi importants sont la structure et la composition de l'économie du pays, ses efforts pour obtenir un développement réel assorti d'une répartition des revenus équitable et d'une réduction systématique du taux de chômage, ainsi que sa volonté et ses efforts pour partager son expérience avec d'autres pays en voie de développement. Une attention plus grande doit sans aucun doute être accordée aux pays les moins avancés, ce qui ne veut pas dire que l'assistance internationale aux autres pays en voie de développement doit être diminuée. Il faut que dans tous les cas l'assistance complète les efforts nationaux.

97. Le Venezuela pense qu'un pays qui reçoit une assistance en vue du développement d'un secteur donné a le devoir de partager l'expérience ainsi acquise avec d'autres pays en voie de développement, surtout ceux de la même région. Tous les pays en voie de développement doivent contribuer à l'effort d'assistance mutuelle et en bénéficier. En d'autres termes, ils doivent tous à la fois contribuer à la coopération technique et en tirer parti, le tout selon leurs possibilités. Le Venezuela donne une haute priorité à la coopération technique avec d'autres pays en voie de développement et tient régulièrement, avec de nombreux pays de la région, des réunions portant sur des projets concrets d'assistance mutuelle. Le gouvernement vénézuélien, fermement convaincu aussi que la coopération doit avoir une portée interrégionale, coopère également avec des pays en voie de développement d'autres régions.

98. Le PNUD, qui est appelé à favoriser la coopération entre pays en voie de développement, doit pour cela s'efforcer de renforcer les liens non seulement entre les gouvernements, mais également entre les instituts scientifiques et techniques de ces pays. Ceci dit, la coopération entre pays en voie de développement ne doit pas remplacer les programmes bilatéraux et multilatéraux en cours d'exécution, ni entrer en concurrence avec eux, mais au contraire les compléter. En outre, les ressources réservées aux projets régionaux doivent engendrer un développement soutenu de la région tout entière, et la délégation vénézuélienne réitère son appui aux projets qui regroupent, à l'intérieur d'une région géographique, divers pays ayant atteint des stades de développement différents, et qui permettent à ces pays de partager leur expérience dans un domaine donné. A cet égard, la délégation vénézuélienne émet l'avis que les projets nationaux qui ont bénéficié de l'assistance du PNUD et qui se sont révélés satisfaisants devraient être transformés en projets régionaux ou interrégionaux afin que le bénéfice de leurs résultats soit partagé avec d'autres pays.

99. M. MOHAMMED (Nigéria) déclare que la menace d'un déficit de 80 à 100 millions de dollars à la fin du premier cycle de développement, en 1976, est l'un des problèmes les plus graves qui se soient posés au

PNUD au cours des dernières années. Ce déficit est imputable à l'inflation et au fait que, si le PNUD a été autorisé à planifier ses opérations en se fondant sur l'hypothèse d'une augmentation annuelle des ressources de 9,6 p. 100, les contributions volontaires n'ont, en fait, pas répondu à cet espoir. Ceci a conduit l'Assemblée générale à inviter les gouvernements donateurs dont les contributions ont été insuffisantes au cours des dernières années à accroître ces contributions d'au moins 15 p. 100 par an. Il est donc satisfaisant de noter que les contributions volontaires annoncées pour 1974 dépasseront sans doute de 18 p. 100 celles de 1973. La menace d'un déficit ayant disparu, l'Administration et les Etats Membres devraient faire le nécessaire pour assurer la réalisation de l'objectif recherché, à savoir doubler les ressources du Programme pour qu'elles atteignent près de 500 millions de dollars en 1975.

100. La réorganisation du Programme visait à lui permettre de faire face à l'expansion escomptée de ses opérations. Or, on a entendu la Malaisie se plaindre des retards intervenus dans l'exécution du programme de ce pays, et il y a là un écho décourageant. L'Administrateur devrait procéder d'urgence à une enquête et agir de façon que d'autres programmes ne subissent pas de retards analogues.

101. Certains membres du Conseil d'administration du PNUD estiment crucial de présenter avant 1974 tous les programmes relevant de la programmation par pays. Le Nigéria pense pour sa part qu'il faut laisser à l'Administrateur le soin d'élaborer avec les gouvernements le calendrier qui leur convient le mieux, en fonction des conditions particulières à chaque cas.

102. La délégation nigériane appuie l'Administrateur dans son intention de redoubler d'efforts pour les projets de recherche agricole mondiaux et régionaux qui visent à produire des graines à rendement plus élevé, la recherche pratique sur les cultures exposées à la concurrence des produits synthétiques et celle qui tend à permettre aux pays en voie de développement de participer à l'exploitation des ressources de la mer.

103. Le Nigéria se félicite des résultats des travaux réalisés pendant la seizième session du Conseil d'administration en ce qui concerne l'établissement de critères équitables en vue de déterminer les chiffres indicatifs de planification pour toutes les catégories de pays, mais il estime qu'il faut veiller à ce que les critères supplémentaires soient quantifiables dans toute la mesure possible pour que l'Administrateur ne courre pas le risque d'être accusé éventuellement d'ingérence dans les affaires intérieures d'Etats Membres.

104. Il faut féliciter l'Administration et le Conseil d'administration du PNUD d'être parvenus à réserver 35 millions de dollars, au cours de l'année 1972, pour faire face aux besoins des pays les moins avancés et d'avoir pu, en coopération avec d'autres institutions internationales, faire face à la situation d'urgence causée par la sécheresse dans la région soudano-sahélienne.

105. La délégation nigériane se félicite des efforts courageux accomplis pour réactiver le Fonds d'équipement des Nations Unies et elle espère que cet organisme bénéficiera d'un soutien plus vaste. Elle pense elle aussi que cette réactivation n'est pas nécessairement nuisible à l'efficacité de la gestion du PNUD.

106. Le Gouvernement nigérian a commencé à coopérer avec le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population en vue de procéder à un recensement national, et il lui est reconnaissant de son aide. Le Nigéria continue à préconiser que les politiques en matière de population soient fonction des priorités et des plans nationaux des gouvernements bénéficiaires.

107. Le Nigéria est conscient de la valeur des travaux accomplis par le FISE pour protéger les intérêts des enfants, des adolescents et des mères, qui constituent la ressource naturelle la plus précieuse de l'humanité. Il est donc heureux d'appuyer le projet de résolution A/C.2/L.1308, qui demande la convocation d'une conférence spéciale pour les annonces de contributions afin que les ressources du Fonds puissent atteindre l'objectif de 100 millions de dollars d'ici à 1975.

108. Mlle BENNATON (Honduras) dit que sa délégation est particulièrement heureuse que les pays d'Amérique latine aient considérablement augmenté leurs contributions au PNUD lors de la récente Conférence pour les annonces de contributions. Cela indique que ces pays souhaitent que le PNUD participe davantage à leurs efforts nationaux de développement économique et social. L'accroissement des contributions versées par les pays développés pourrait être encore plus important, si l'on tient compte des variations constantes et regrettables des taux de change des monnaies et du fait que seule l'augmentation des ressources disponibles permettra une croissance continue de l'économie des pays en voie de développement. D'autre part, la nouvelle orientation donnée à la répartition des ressources, qui semble ne pas tenir compte de certains principes fondamentaux du Programme, suscite une certaine préoccupation en Amérique latine. La délégation hondurègne estime qu'il ne faut pas mettre en danger les intérêts régionaux et que le système de la programmation par pays doit continuer à tenir compte des besoins du développement tels qu'ils sont définis par les différents pays et à reposer sur des critères rationnels. En outre, les plans nationaux doivent être complétés par des projets régionaux et sous-régionaux adéquats.

109. Le Honduras a largement bénéficié des activités de divers programmes des Nations Unies et a coordonné ses efforts avec ceux de l'Organisation pour promouvoir son développement économique et social. Les organes des Nations Unies responsables des activités opérationnelles en vue du développement jouent un rôle actif dans les plans de développement nationaux du Honduras, en particulier dans le domaine des ressources naturelles — agriculture, minerais, sylviculture, etc. — et de la solution des problèmes humains, sociaux et culturels.

110. La délégation hondurègne suggère que le PNUD et les pays industrialisés ou ceux qui ont acquis une expérience positive grâce à divers programmes fassent partager leur expérience aux pays qui en ont besoin. Par exemple, des pays comme le Honduras pourraient tirer profit de l'expérience acquise par les pays nordiques dans le domaine de la sylviculture et l'expérience de l'Islande dans le domaine de la pêche pourrait contribuer à la solution de différents problèmes alimentaires dans les pays où la population augmente rapidement.

111. La délégation hondurègne estime aussi qu'il serait intéressant de déterminer quels sont les facteurs psychologiques qui incitent à travailler de manière intense et leurs effets sur le développement économique et social. Enfin, elle déclare que les activités opérationnelles en vue du développement exigent une coordination à un niveau aussi élevé que possible afin que puissent être obtenus des résultats efficaces dans l'intérêt des pays en voie de développement.

112. M. MARTIN SANTOS (Portugal), exerçant son droit de réponse, cite le représentant du Zaïre qui a déclaré qu'il y avait un million de réfugiés angolais dans son pays. Il souligne que, selon le paragraphe 49 du rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés⁴, ce chiffre est celui du nombre total de réfugiés en Afrique en 1972.

113. Exerçant son droit de réponse, M. ELIASHIV (Israël) déclare que les délégations arabes n'ignorent pas que leurs allégations ne sont que des déformations de la réalité et qu'elles n'ont rien à voir avec les faits. La déclaration que sa délégation a faite lors de la discussion générale à la Commission (1520^{ème} séance) contenait suffisamment de renseignements pour répondre à ce que le représentant de l'Irak a dit au sujet des chiffres indicatifs de planification du deuxième cycle.

114. M. AL-KHUDHAIRY (Irak), exerçant son droit de réponse, déclare déplorer que la Commission ait à entendre une version aussi déformée des faits. Il voudrait demander au représentant d'Israël qui occupe les terres de qui et pourquoi 27 pays indépendants d'Afrique ont rompu les relations avec Israël.

115. M. ZAHARAN (Egypte), exerçant son droit de réponse, déclare que, semble-t-il, le représentant

d'Israël ne se fait pas scrupule de continuer à déformer la réalité. Chacun sait qu'Israël occupe une partie des territoires de l'Egypte, de la Jordanie et de la République arabe syrienne et usurpe les ressources naturelles de ces pays. La poursuite de l'agression israélienne force les Etats en question à consacrer leurs ressources à la détente plutôt qu'au développement. Il est temps que les dirigeants israéliens modifient leur position et respectent la souveraineté et l'intégrité territoriale des pays voisins ainsi que leurs droits en ce qui concerne leurs ressources naturelles. Israël a fait la sourde oreille aux décisions de l'OMS de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Sa politique active d'annexion et de colonisation progressive des territoires occupés a entraîné son isolement sur le plan international. Cette politique est contraire aux principes de l'Organisation des Nations Unies et constitue une menace pour la paix et la sécurité au Moyen-Orient et dans le monde. En raison de son agression et de son refus de se retirer des territoires de trois Etats arabes Membres de l'ONU, Israël est responsable de la crise énergétique dont le monde souffre actuellement. Il semble que cette situation ne puisse qu'empirer tant qu'Israël poursuivra son agression. En outre, Israël n'est pas un pays en voie de développement et ne mérite pas l'aide du PNUD. Toute aide reçue par Israël devrait être remboursée et réaffectée aux pays qui en ont besoin, en particulier les pays en voie de développement les moins avancés.

116. Le PRESIDENT annonce que le Népal s'est joint aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1306, que le Gabon et le Laos figurent maintenant au nombre des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1308 et qu'il faut ajouter la République Dominicaine aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1309.

⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 12.

La séance est levée à 19 h 10.

1561^{ère} séance

Lundi 19 novembre 1973, à 10 h 45.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1561

POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités opérationnelles pour le développement (*suite*)
[A/9003, chap. VI; A/C.2/L.1311] :

- a) Programme des Nations Unies pour le développement (E/5256, E/5365/Rev.1, A/C.2/L.1307);
- b) Fonds d'équipement des Nations Unies (A/C.2/L.1306);
- c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;
Programme des volontaires des Nations Unies (E/5342, A/C.2/L.1309);
- e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
- f) Fonds des Nations Unies pour l'enfance (A/C.2/L.1308);
- g) Programme alimentaire mondial (A/9003/Add.1, quatrième partie; A/9031, A/C.2/L.1298)

1. M. CHANDLER (Barbade) annonce que sa délégation souhaite se porter auteur du projet de résolution A/C.2/L.1308, relatif au FISE.

2. Le Gouvernement barbadien attache une importance considérable au PNUD et continuera à lui fournir son appui par des contributions volontaires annuelles. Il se félicite des efforts déployés pour utiliser les ressources du PNUD aussi efficacement que possible et espère que le Programme ne souffrira pas d'un manque de ressources dans les années à venir.

3. Grâce à la programmation par pays, une assistance technique précieuse est fournie dans le cadre du plan de développement des pays bénéficiaires; ce système a engendré au sein des gouvernements bénéficiaires le désir de dégager les priorités et les a poussés à identifier les principaux secteurs où se posaient des problèmes et à déterminer, parmi les efforts de développement, ceux auxquels il fallait accorder une attention particulière si l'on voulait accélérer la croissance et obtenir le maximum de rendement. En tant que pays en voie de développement, la Barbade attend avec optimisme l'assistance que le PNUD continuera à lui fournir dans le cadre de la programmation par pays.

4. Dès le début, le choix du chiffre de la population et du revenu par habitant comme critère de calcul des chiffres indicatifs de planification a préoccupé le Gouvernement barbadien. Pris isolément, le produit national brut par habitant n'est pas un indicateur sûr. La Barbade a un revenu par habitant d'environ 700 dollars, ce qui est un chiffre relativement élevé pour le PNUD. Mais cela empêche de voir que l'économie barbadienne est faible, que la structure économique du pays n'est pas diversifiée, que la Barbade n'a pas suffisamment de ressources pour atteindre un degré de spécialisation relativement poussé et que son économie est excessivement tributaire de la demande extérieure concernant les biens et services qu'elle peut fournir. Les fluctuations des entrées de capitaux et l'instabilité du système monétaire international ont en outre un effet néfaste sur la croissance de l'économie barbadienne.

5. Le mécontentement causé dans un certain nombre de pays bénéficiaires par le choix du chiffre de la population et du revenu par habitant comme critères de calcul des chiffres indicatifs de planification a incité le Conseil d'administration du PNUD à réexaminer ces critères depuis sa quatorzième session, au cours de laquelle l'Administrateur a recommandé l'adoption d'un nouveau système en vue de réaliser une répartition plus équitable entre tous les pays bénéficiaires, compte tenu particulièrement des besoins propres des pays les moins avancés. Toutefois, la délégation barbadienne a constaté avec inquiétude que l'Administrateur a en outre recommandé que le nouveau système repose essentiellement sur les mêmes critères, à savoir le chiffre de la population et le revenu par habitant. Cette délégation a suivi très attentivement la discussion qui a eu lieu au Conseil d'administration sur ce sujet et à ce propos M. Chandler attire l'attention sur les principes directeurs adoptés par le Conseil d'administration à sa seizième session (voir E/5365/Rev.1, par. 90). Dans le cadre de ces principes directeurs, il est préconisé que les pays dont le produit national brut par habitant est relativement élevé renoncent à toute augmentation de leur chiffre indicatif et que les pays situés en haut de l'échelle du produit national brut par habitant deviennent progressivement "contributeurs nets". Cette suggestion a inquiété encore davantage le Gouvernement barbadien, qui craint qu'on lui demande de s'y conformer sur l'un et l'autre point alors qu'il n'est en mesure de le faire sur aucun. Ce gouvernement insiste donc fermement pour que le PNUD étudie très attentivement les différents facteurs qui entrent en jeu dans le développement de l'économie barbadienne avant de mettre au point une formule qui réduirait le courant d'assistance dont bénéficie la Barbade ou qui imposerait à ce pays des contributions trop élevées. Pour fixer les nouveaux critères de calcul des chiffres indicatifs de planification en vue du deuxième Cycle de coopération des Nations Unies pour le développement, il convient d'accorder une attention accrue à certains critères supplémentaires : premièrement, l'ampleur de l'effort de développement du pays; la mesure dans laquelle le gouvernement s'attache à réformer les structures pour promouvoir le développement; la répartition du revenu et d'autres éléments visant à instaurer la justice sociale; deuxièmement, le fardeau accumulé de la dette d'un pays et le déficit d'ensemble de la balance des paiements, ainsi que la dégradation chronique des termes de l'échange; troisièmement, les difficultés

éprouvées par un pays pour ce qui est de participer aux activités de développement régionales ou sous-régionales; enfin, la rectification des inégalités dues à des circonstances historiques.

6. M. BA-ISA (Yémen démocratique) déclare que sa délégation attache une grande importance aux activités opérationnelles pour le développement. A la suite des résultats décevants des deux premières années de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, il importe qu'un changement radical intervienne dans la volonté d'agir des pays industrialisés et qu'il se traduise en termes économiques.

7. Le PNUD pourrait réellement jouer un rôle central dans les efforts accomplis pour réduire l'écart grandissant entre les pays développés et les pays en voie de développement et il pourrait le faire plus efficacement qu'il ne le fait actuellement. L'augmentation encourageante des ressources que laisse prévoir la Conférence de 1973 pour les annonces de contributions au PNUD et au Fonds d'équipement des Nations Unies¹ rétablira certainement dans une grande mesure la confiance faiblissante des pays en voie de développement, et en particulier des pays les moins avancés. Le Yémen démocratique a été exclu de cette dernière catégorie par suite d'une absence de données absolues. Un plus grand effort est nécessaire pour remédier au chômage et à la pauvreté des masses dans les pays en voie de développement, pour y améliorer la qualité de l'existence et pour permettre à ces pays d'exercer leur souveraineté sur leurs ressources naturelles.

8. Lorsqu'il a obtenu l'indépendance en 1968, après une longue et dure période coloniale, le Yémen démocratique s'est heurté à d'immenses problèmes économiques et sociaux. La fermeture du canal de Suez entraînée par l'agression israélienne de juin 1967 a en grande partie paralysé son économie, qui reposait largement sur le commerce. Les conséquences de la fermeture du canal sur le commerce mondial sont d'ailleurs décrites dans une étude du Secrétariat de la CNUCED, établie pour la sixième session de la Commission des transports maritimes, intitulée *Les conséquences économiques de la fermeture du canal de Suez*². Considérant la situation à la fois d'un point de vue économique et d'un point de vue politique, la délégation du Yémen démocratique demande à nouveau que l'ONU cesse immédiatement d'accorder une assistance quelconque à Israël. En refusant de se retirer des territoires arabes occupés, en exploitant les ressources naturelles de ces territoires et en privant les Palestiniens de leur droit légitime à vivre dans leur foyer, Israël défie ouvertement les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

9. Au lieu d'utiliser la science et la technique pour produire des instruments de guerre et de destruction, il faut s'en servir pour le bien des pays en voie de développement. Les entrées de capitaux étrangers ne sont pas déterminées uniquement par des facteurs économiques. En outre, l'expérience du Yémen démocratique indique que les mesures généreuses d'encouragement aux investissements étrangers ont produit des résultats bien inférieurs à ceux qu'on

¹ Voir A/CONF.59/SR. 1 et 2.

² Document TD/B/C.4/104/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.13).

pouvait espérer. Grâce à l'aide des pays socialistes et d'autres pays amis, ainsi que par un effort national, le Yémen démocratique a pu améliorer quelque peu les conditions de vie de sa population, en particulier de la population pauvre des zones rurales. L'ONU devrait redoubler d'efforts pour aider les pays en voie de développement à accélérer leur développement économique et social. A ce propos, la délégation du Yémen démocratique appuie la création d'un fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles dans ces pays. Elle espère en outre que la coopération et la coordination entre le PNUD et les institutions chargées de l'exécution seront encore renforcées.

10. La délégation du Yémen démocratique souhaite, comme d'autres délégations, que, pour le deuxième cycle de développement, les chiffres indicatifs de planification soient révisés, car ils devraient être plus souples et plus équitables. Il conviendrait également de mettre périodiquement les données à jour. Le PNUD devrait en outre développer son assistance aux mouvements de libération nationale d'Afrique.

11. Etant donné l'interdépendance entre les facteurs démographiques et le développement économique et social, la délégation du Yémen démocratique apprécie les efforts accomplis par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population. Le Yémen démocratique est reconnaissant au Fonds de lui avoir fourni une assistance à l'occasion de son premier recensement. Conscient du fait qu'il est indispensable de disposer de statistiques démographiques pour planifier l'économie du pays, le Gouvernement du Yémen démocratique a créé une commission nationale et les efforts du pays tout entier ont été mobilisés en vue d'assurer la réussite du recensement. La délégation du Yémen démocratique attache, d'autre part, une importance considérable au PAM et, étant donné les graves pénuries de produits alimentaires, elle est favorable à l'organisation d'une conférence mondiale de l'alimentation. Enfin, elle tient à dire combien elle apprécie les travaux indispensables du FISE et en particulier ses efforts dans les situations d'urgence.

12. M. GARCÍA BELAÚNDE (Pérou) déclare que les activités opérationnelles pour le développement présentent une importance extrême pour les pays en voie de développement, et il se félicite de l'appui manifesté par certains pays, qui ne manquera pas d'encourager d'autres à augmenter leur participation. M. García Belaúnde note avec satisfaction l'augmentation des contributions annoncées au PNUD, car le Programme est l'un des instruments les plus originaux et les plus efficaces dont disposent les Nations Unies pour l'assistance au développement.

13. Cependant, les pays d'Amérique latine relèvent avec inquiétude, dans les documents du PNUD, certains éléments qui laissent entendre que le Programme leur fournirait un moindre appui pour la période 1977-1981. Bien que l'Amérique latine jouisse d'une situation relativement meilleure que d'autres continents, elle est loin d'avoir résolu les principaux problèmes du sous-développement, pour lesquels les critères actuels d'assistance au développement sont tout à fait insuffisants. L'assistance du PNUD devrait être allouée par l'intermédiaire d'un dispositif régional, de façon que l'ensemble de l'Amérique latine recouvre les ressources qu'elle a perdues par suite de l'application

des chiffres indicatifs de planification actuels. Le Pérou attache une grande importance aux critères supplémentaires dont il sera tenu compte dans le calcul de ces chiffres, y compris les facteurs sociaux et l'effort national de développement du pays intéressé. Ainsi, la croissance économique sera en rapport avec les efforts accomplis pour assurer la justice sociale.

14. La délégation du Pérou est l'un des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1306, qu'elle considère comme un instrument nécessaire pour l'application des décisions prises au Conseil économique et social et au Conseil d'administration du PNUD. L'application de ces décisions est rendue possible grâce à la participation généreuse des Pays-Bas et de la Norvège. M. García Belaúnde souligne que les mots "essentiellement et en priorité", qui figurent au paragraphe 1 du dispositif, ne signifient pas obligatoirement "exclusivement"; la délégation péruvienne estime que les objectifs du Fonds d'équipement des Nations Unies peuvent être appliqués dans le cadre général des pays du tiers monde.

15. M. HABIB (République arabe syrienne) constate que c'est le PNUD qui a pris l'initiative et qui a traduit par des mesures concrètes les préoccupations ressenties par la communauté internationale devant les problèmes des pays en voie de développement. Le Programme devrait maintenant étendre ses activités en fonction de l'intérêt accru des pays en voie de développement et de l'écart qui les sépare des pays avancés. Ses possibilités financières reflètent le désir commun des pays avancés d'atténuer le sous-développement. Le PNUD demeure la principale source d'assistance technique au sein du système des Nations Unies, et la République arabe syrienne espère recevoir une aide supplémentaire, en particulier à la faveur des activités de recherche du PNUD dans le secteur agricole. Elle estime que le transfert des techniques est l'élément le plus important du processus de développement. Elle se féliciterait également d'une augmentation de l'assistance technique au niveau régional, surtout à un moment où la coopération et l'intégration économiques des pays arabes se sont considérablement renforcées grâce au marché commun arabe.

16. La délégation de la République arabe syrienne appuie le projet de résolution A/C.2/L.1306, relatif au Fonds d'équipement des Nations Unies, et considère que les ressources et les activités de cet organisme devraient être utilisées au profit des pays en voie de développement les moins avancés. Reconnaissant le rôle précieux que joue le FISE pour la promotion du développement économique et social, la délégation syrienne appuiera le projet de résolution A/C.2/L.1308. Elle appuie également le projet de résolution A/C.2/L.1309, relatif au programme des Volontaires des Nations Unies.

17. Le développement d'une nation dépend de la façon dont ses ressources sont réparties et du degré de sécurité et d'indépendance économique dont elle jouit. Les pays arabes du Moyen-Orient se trouvent aux prises avec cette difficulté cruciale, à savoir qu'ils sont forcés de détourner aux fins de leur défense des ressources qui autrement seraient affectées à leur développement. Leur développement économique est sérieusement entravé depuis 1948 par des agressions sionistes incessantes. Depuis 1967, les forces

d'agression sionistes occupent partiellement les territoires de trois pays arabes, y compris de la République arabe syrienne. Les autorités sionistes exploitent les ressources humaines et naturelles des pays arabes et l'agression israélienne a empêché ceux-ci d'exercer leur droit et leur souveraineté légitimes sur les ressources que renferment les parties occupées de leurs territoires. L'exploitation économique israélienne va à l'encontre de diverses résolutions de l'Assemblée générale relatives à la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles. En outre, au cours du mois écoulé, les forces sionistes se sont attaquées au cours de bombardements à des civils, des zones industrielles et des sites de développement économique, y compris des barrages, dans de nombreuses villes syriennes, détruisant en grande partie les résultats des efforts que le pays avait déployés au cours des 25 dernières années, en utilisant ses propres ressources ainsi que l'assistance fournie par des pays amis et par des institutions internationales telles que le PNUD, l'ONUDI et le FISE. Les raids aériens dirigés par les Israéliens contre des objectifs civils ont fait des morts et des blessés, parmi des civils et des diplomates étrangers ainsi que parmi des représentants de certaines institutions des Nations Unies ayant des bureaux à Damas. En outre, la fermeture du canal de Suez a gravement nui au commerce international dans son ensemble.

18. Le colonialisme, la discrimination raciale et l'occupation étrangère sont les causes principales du retard économique des pays en voie de développement. Les agressions semblables à celles qu'Israël a commises aggravent l'instabilité et créent un climat défavorable au développement économique et social. La République arabe syrienne demande aux pays du tiers monde, ainsi qu'aux pays développés, d'éliminer le colonialisme, la discrimination raciale et l'occupation étrangère sous tous leurs aspects. Il faut qu'un pays comme Israël soit isolé économiquement et politiquement. Les pays d'Afrique ont déjà rompu leurs relations diplomatiques avec lui. Les organismes des Nations Unies ne doivent fournir à Israël aucune assistance car celui-ci l'utilise contre les pays arabes et le peuple palestinien.

19. M. PAGUAGA (Nicaragua) se déclare très inquiet de ce que les variables démographiques et le produit national brut par habitant soient appelés à constituer les seuls critères, ou du moins les critères principaux de la détermination des chiffres indicatifs de planification qui régiront les activités du PNUD pour la période 1977-1981. Il est clair que l'application rigide de ces critères nuirait à la région d'Amérique latine, ainsi que le démontre le paragraphe 62 du rapport du Conseil d'administration sur sa seizième session (E/5365/Rev.1). Le Nicaragua est l'un des 19 pays mentionnés dans ce paragraphe qui seraient gravement touchés, étant donné que son chiffre indicatif de planification pour la période 1977-1981 serait de 0,29 p. 100, contre 0,39 p. 100 pour la période 1972-1976. En outre, la situation dans ce pays a été aggravée par le tremblement de terre qui s'est produit en décembre 1972 et qu'avait précédé une sécheresse prolongée, de sorte qu'à la nécessité de rendre le sol à nouveau fertile s'est ajoutée la tâche ardue de la reconstruction de la capitale.

20. Il faut mettre davantage l'accent sur les critères supplémentaires, dont certains sont énumérés au

paragraphe 90 du rapport du Conseil d'administration. Si le critère i) concernant les pays souffrant de handicaps écologiques et géographiques aigus était appliqué, le chiffre indicatif destiné au Nicaragua serait augmenté au lieu d'être réduit. M. Paguaga prie instamment toutes les parties intéressées d'aider à rectifier de telles anomalies afin que, sans pour cela porter préjudice à une autre région quelconque, l'Amérique latine ne soit pas désavantagée.

21. M. PATEL (Administrateur adjoint du PNUD, chargé du Programme) constate que de nombreuses délégations ont insisté sur les résultats positifs obtenus lors de la récente Conférence pour les annonces de contributions, résultats qui à leurs yeux témoignent d'une attitude nouvelle et traduisent la confiance dont jouit l'Administration. Le PNUD, quant à lui, les considère comme un encouragement à accomplir des efforts plus énergiques. M. Patel remercie les pays qui, n'ayant pas été en mesure d'annoncer des contributions lors de la Conférence, l'ont fait au cours du présent débat à la Deuxième Commission. Cependant, il ne faut pas être optimiste à l'excès. Le volume des ressources, bien qu'accru, subira quand même les effets de l'inflation et des changements de parité. En outre, comme l'a fait observer le représentant du Pakistan, seuls 45 pays ont en fait accru leur contribution de 15 p. 100; 25 p. 100 de l'accroissement total des ressources sont imputables aux Pays-Bas et 50 à 66 p. 100 de l'accroissement des ressources par rapport à 1973 est dû à 4 ou 5 pays seulement. Tout en se félicitant de ces efforts, l'Administrateur adjoint espère que l'exemple donné par les pays intéressés sera suivi par d'autres lors de la Conférence de 1974 pour les annonces de contributions.

22. Toutes ressources supplémentaires devront être utilisées avant tout pour aider les pays en voie de développement les moins avancés au cours du prochain cycle et pour renforcer les projets régionaux, interrégionaux et mondiaux dont les activités sont quelque peu bridées depuis quelque temps. A sa dix-septième session, en janvier 1974, le Conseil d'administration pourra étudier la possibilité d'établir une liste de projets de réserve qui pourraient être exécutés au fur et à mesure des ressources qui seraient disponibles une fois qu'auraient été satisfaits les besoins correspondant aux chiffres indicatifs de planification déjà établis. Malgré la programmation par pays, les besoins évoluent et, en établissant une liste d'avance, on pourrait exécuter de nouveaux projets sans qu'il soit nécessaire de recourir à l'ensemble du processus de programmation normalement nécessaire.

23. De nombreuses délégations ont suggéré de faire désormais porter l'accent sur les moyens propres à améliorer l'exécution des projets tant en qualité qu'en quantité. Le PNUD étudie de près cette possibilité et a procédé à des échanges de vues avec les institutions; le Groupe de travail du Programme et le Conseil consultatif interorganisations ont également examiné le problème au cours de leurs réunions d'octobre.

24. Les consultations visant à améliorer l'exécution ont été menées dans le cadre de la résolution 2975 (XXVII) de l'Assemblée générale. Au nombre des questions au sujet desquelles il semble qu'un accord général se soit dégagé, on peut citer : la nécessité de confier aux bureaux extérieurs une plus grande autorité pour ce qui est des divers stades d'approbation des

projets; le fait qu'une approbation de principe devrait pouvoir être donnée dans certains cas appropriés avant que tous les détails du programme d'assistance technique aient été mis au point. Cela faciliterait et accélérerait le recrutement et donnerait une plus grande souplesse à l'exécution des projets. M. Patel estime avec d'autres pays que la qualité des représentants résidents est également d'importance cruciale pour l'exécution. Il constate avec plaisir que, pour certaines, délégations, on n'utilise pas suffisamment les services des institutions nationales en vue d'accélérer et d'améliorer l'exécution des projets, ainsi qu'il est stipulé dans le consensus. Il reconnaît que la mise en œuvre n'est pas entièrement du ressort des organisations chargées de l'exécution et qu'elle relève en fin de compte de la responsabilité du PNUD.

25. C'est la raison pour laquelle, outre le fait qu'elle prend part activement au choix des directeurs de projets dans le cas des grands projets, l'Administration du PNUD participe à l'évaluation tripartite avec les directeurs de programmes au niveau des activités concrètes, afin d'établir une coordination plus étroite.

26. M. Patel prend note des suggestions selon lesquelles, lorsqu'il élargira ses activités, le PNUD devra avoir davantage recours aux contrats de sous-traitance et répartir ceux-ci de façon plus large et plus équitable afin d'encourager la concurrence entre un plus grand nombre d'établissements et d'améliorer ainsi les résultats des projets.

27. Répondant à une question posée par le représentant de l'URSS à la 1556ème séance, M. Patel déclare que le projet de statut unique du PNUD fera l'objet d'un examen lors de la dix-septième session du Conseil d'administration. Le désaccord qui existait entre le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et le PNUD et qui a provoqué l'ajournement de l'examen de cette question lors de la seizième session du Conseil a maintenant été réglé.

28. Les suggestions tendant à simplifier les procédures du Conseil d'administration ont été les bienvenues et l'Administrateur adjoint a pris note des observations relatives à la nécessité d'abréger les sessions du Conseil. Cette question a en fait été examinée à la seizième session, de même qu'une autre question importante intéressant de nombreuses délégations, celle des chiffres indicatifs de planification. L'Administrateur adjoint a pris note de la déclaration faite par le représentant de la Chine, à savoir que les chiffres indicatifs devraient être l'expression d'une solidarité parmi les pays en voie de développement. Un compromis délicat a été mis au point pour le calcul de ces chiffres et il appartient maintenant aux pays membres de se mettre d'accord entre eux sans nouvelle aide de l'Administration. L'Administrateur adjoint a bon espoir qu'un consensus susceptible de donner raisonnablement satisfaction à tous les intéressés doit pouvoir se dégager. M. Patel fait observer à l'intention de la représentante de la République Dominicaine que les chiffres qu'elle a cités semblent provenir d'un document plus ancien que celui qui a été établi pour la dix-septième session du Conseil d'administration, étant donné qu'il a en fait été décidé à la dernière session du Conseil qu'aucun pays n'aurait un chiffre indicatif de planification inférieur à celui de la période 1972-1976. Les efforts collectifs déployés en ce moment ont déjà permis de créer un climat susceptible de produire une solution satisfaisante.

29. Certaines délégations ont parlé de nouveaux secteurs où l'assistance pourrait s'exercer, par exemple l'enseignement périscolaire, et d'autres ont jugé qu'on faisait une place insuffisante à l'industrialisation. En fait, le nombre des projets industriels a augmenté. De toute façon, le PNUD doit accepter les priorités fixées par le pays intéressé et, si un pays ne demande pas de projets industriels, le PNUD ne peut pas intervenir.

30. En ce qui concerne la suggestion tendant à ce qu'une assistance de caractère humanitaire soit accordée aux peuples des territoires libérés, cette question est à l'ordre du jour de la session de janvier du Conseil, qui cherchera comment faire davantage pour ces populations dans le cadre des résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa vingt-septième session. Certaines délégations voudraient savoir s'il serait possible d'examiner des projets de construction qui seraient financés par le PNUD et d'adopter une attitude favorable à l'égard de la coopération entre pays en voie de développement. Le PNUD examinera ces questions plus avant.

31. Lors de la discussion portant sur le point 49 de l'ordre du jour, des questions plus vastes ont été abordées, par exemple le désarmement et la question d'un "dividende" possible du désarmement, ainsi que la question de l'effort global de développement, qui, a-t-on estimé, est insuffisant. Des efforts plus soutenus pourraient certainement être faits et M. Patel espère que le "dividende" du désarmement deviendra une réalité qui encouragera l'assistance au développement. Il a pris note de l'accueil chaleureux réservé au programme des Volontaires des Nations Unies, au projet de résolution A/C.2/L.1309, ainsi qu'aux projets précis décrits dans le rapport du Conseil d'administration. Il a écouté avec plaisir le représentant du secrétariat international du Service volontaire et il a pris note avec satisfaction des suggestions de certaines délégations tendant à ce que les efforts dans ce domaine soient axés sur les pays les moins avancés, un plus grand nombre de volontaires étant recrutés dans des pays en voie de développement, et à ce qu'une coordination plus étroite soit établie avec les organisations nationales de volontaires.

32. Le Fonds d'équipement des Nations Unies est déjà une réalité et il est géré par le PNUD. M. Patel se félicite de l'augmentation des ressources du Fonds et espère que d'autres contributions seront offertes. La délégation des Etats-Unis et d'autres délégations ont mis en doute l'utilité de créer un nouveau fonds alors que la situation financière des pays en voie de développement ne leur permet pas de financer le service de nouveaux emprunts. L'Administrateur adjoint espère que, dans le cadre de la réorientation du Fonds d'équipement, on utilisera ses ressources en priorité pour les pays les moins avancés, que les pouvoirs qui ont été accordés pour ce qui est de consentir des dons seront interprétés de façon libérale et que tout prêt accordé le sera aux conditions les plus généreuses.

33. M. LABOUISSÉ (Directeur général du Fonds des Nations Unies pour l'enfance) a été extrêmement sensible aux déclarations par lesquelles les délégations ont assuré le FISE de leur soutien, et il se félicite que l'on reconnaisse en général que les programmes destinés aux enfants font partie intégrante du processus de développement. L'accent a été mis sur des efforts accrus visant à aider les pays les moins avancés et les

régions les plus pauvres des pays plus développés, et le Directeur général note que les délégations se sont félicitées du type de coordination organisée avec d'autres institutions, coordination que le FISE se propose de poursuivre. Dans le cas de situations d'urgence, il vaut mieux laisser à d'autres organismes, tels que la Croix-Rouge, la responsabilité des secours immédiats, et le FISE préfère consacrer ses secours d'urgence à des travaux de relèvement. Le Directeur général rappelle à la Commission que le FISE élargit ses activités et que le succès de ses travaux dépend du montant de ses ressources. Il espère que la suggestion tendant à augmenter les ressources pour appuyer l'effort global de développement sera retenue et il souligne que le FISE a besoin d'atteindre son objectif de 100 millions de dollars fixé pour 1975.

34. Le Directeur général se fera un plaisir de transmettre au personnel des bureaux extérieurs les paroles encourageantes prononcées à leur égard.

35. M. GILLE (Directeur exécutif adjoint du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population) remercie les représentants de leurs observations et de leurs suggestions, qui ont dûment été notées, ainsi que de leur appui. Une délégation a exprimé ses préoccupations en ce qui concerne les ressources investies dans des domaines autres que le rassemblement des données et les activités purement démographiques — par exemple la politique en matière de population. Le Directeur exécutif adjoint souligne que le Fonds agit conformément à la résolution 1763 (LIV) du Conseil économique et social, mais il assure la Commission que cet organisme a tendance à investir davantage dans le rassemblement de données et les statistiques.

36. Certains représentants ont noté avec satisfaction les relations qu'a le Fonds avec divers organismes des Nations Unies qui lui servent d'agents chargés de l'exécution. L'objectif est d'aider les pays à utiliser de la façon la plus efficace possible les services des organisations chargées de l'exécution. Le Directeur exécutif adjoint ne pense pas que la politique du Fonds subira une modification spectaculaire mais il estime que, progressivement, celui-ci tendra à accorder une assistance directe plus importante aux pays. Le Fonds continue à utiliser au maximum l'expérience acquise par les organisations chargées de l'exécution et M. Gille pense que celles-ci continueront à apporter leur assistance en évaluant les demandes, en fournissant des services consultatifs pour ces demandes et en supervisant les programmes bénéficiant de l'assistance du Fonds.

37. Le Directeur exécutif adjoint assure la Commission que la résolution 3019 (XXVII) de l'Assemblée générale fournit le cadre institutionnel nécessaire pour permettre au Fonds d'offrir une assistance plus importante et plus efficace aux pays en voie de développement.

38. Mme DE GROSSMAN (République Dominicaine) déclare que sa délégation a été heureuse d'apprendre de l'Administrateur adjoint du PNUD qu'il n'y aurait de diminution des ressources du PNUD pour aucun pays. Toutefois, l'objectif n'est pas tant d'éviter une diminution que de réaliser une augmentation dans les ressources d'assistance technique mises à la disposition des pays de l'Amérique latine. Lors du deuxième cycle de programmation, la situation en ce qui concerne les chiffres indicatifs de planification ne devrait pas être

la même qu'en 1972. La capacité d'absorption des pays d'Amérique latine ainsi que leurs problèmes de développement se sont élargis et il convient également de tenir compte des effets des dévaluations des monnaies et de l'augmentation du coût des contrats de sous-traitance.

39. Le PRESIDENT déclare que la Commission a terminé la discussion portant sur le point 49 et qu'elle va passer maintenant à l'examen des projets de résolution. Il annonce que le Libéria est devenu auteur des projets de résolution A/C.2/L.1306, A/C.2/L.1308 et A/C.2/L.1309; que le Burundi, le Mali, le Nigéria et le Soudan se sont joints aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1306 et que la Somalie est devenue auteur du projet de résolution A/C.2/L.1308.

40. M. VERCELES (Philippines) déclare qu'il convient de modifier comme suit le premier alinéa du préambule du projet de résolution A/C.2/L.1308 :

"Ayant examiné la section du rapport du Conseil économique et social qui traite du Fonds des Nations Unies pour l'enfance".

41. Etant donné que nul ne s'est opposé au projet de résolution pendant la discussion, le représentant des Philippines suggère que celui-ci soit adopté par consensus.

42. M. VAN GORKOM (Pays-Bas) signale, au nom des auteurs, que, dans le texte anglais du projet de résolution A/C.2/L.1306, les mots *"support of"* devraient être remplacés par les mots *"support for"* à la première ligne du paragraphe 5; d'autre part, il convient d'ajouter le mot *"particulièrement"* après les mots *"eu égard"* à la troisième ligne de ce paragraphe.

43. M. OLIVERI LOPEZ (Argentine) propose d'ajouter les mots *"ainsi que des observations formulées par les délégations au cours du débat sur la question"*, à la fin du projet de résolution I proposé par le Président (A/C.2/L.1311).

44. Le PRESIDENT suggère que la Commission adopte la procédure suivante à propos des projets de résolution dont elle est saisie. Il donnera d'abord la parole aux délégations souhaitant expliquer leur vote avant le vote sur n'importe lequel des projets de résolution et mettra ensuite aux voix chaque projet de résolution successivement et séparément. Lorsqu'on aura voté sur tous les projets de résolution, les délégations auront la possibilité d'expliquer leur vote après le vote.

Il en est ainsi décidé.

45. M. BOTHNER (Norvège) déclare que sa délégation appuie le projet de résolution A/C.2/L.1298 et estime que l'objectif de 440 millions de dollars qui serait fixé aux termes du paragraphe 1 est réaliste compte tenu des annonces de contributions faites jusqu'ici pour la période en cours et rend compte de l'expansion future des activités du PAM. Le PAM a maintenant atteint toute son efficacité dans le cadre de l'aide au développement et il a également fait ses preuves dans les cas d'urgence. La délégation norvégienne se félicite de l'assistance que ce programme accorde aux pays les moins avancés et appuie une nouvelle augmentation proportionnelle de l'assistance fournie à ces pays et à d'autres pays à faible revenu.

46. Les activités du PAM devraient être replacées dans le cadre général de l'évaluation faite par l'ONU et par la FAO des déficits alimentaires et des besoins en aide alimentaire. A cet égard, la délégation norvégienne approuve le système d'alerte mis au point par la FAO pour détecter les pénuries alimentaires dans les pays en voie de développement, tout en convenant que ce système peut encore être amélioré. Elle appuie également la proposition du Directeur général de la FAO concernant la formulation de la notion de sécurité alimentaire mondiale minimale, y compris un niveau minimum pour les stocks nationaux, et attend avec intérêt des propositions concrètes, concernant en particulier les pays en voie de développement. Les organismes des Nations Unies possèdent, dans le PAM, un organisme d'intervention qui pourrait peut-être être chargé de tâches encore plus vastes pouvant émaner de la Conférence mondiale de l'alimentation envisagée pour 1974 sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.

47. M. CARIAS ZAPATA (Honduras), parlant aussi au nom des délégations de l'Equateur, de la Jamaïque, du Mexique, du Nicaragua, du Paraguay, du Pérou, de la République Dominicaine et du Venezuela, dit qu'à sa dix-septième session le Conseil d'administration du PNUD devrait tenir dûment compte des diverses positions adoptées à la Commission en ce qui concerne les critères de base et les critères supplémentaires à appliquer dans le calcul des chiffres indicatifs de planification, les méthodes de répartition des ressources et autres questions connexes. Les délégations dont il est le porte-parole appuient l'amendement proposé par le représentant de l'Argentine au projet de résolution I contenu dans le document A/C.2/L.1311 et elles voteront en sa faveur.

48. M. DE MEDEIROS (Dahomey) propose d'insérer dans le dispositif du projet de résolution A/C.2/L.1309 un nouveau paragraphe rédigé comme suit :

“7. *Exprime son appréciation aux organisations de volontaires, et en particulier au secrétariat international du Service volontaire, pour la coopération précieuse fournie au programme des Volontaires des Nations Unies dans le domaine du recrutement*”.

Si cet amendement est adopté, il faudra renuméroter en conséquence les paragraphes 7 et 8 du texte original.

49. Prenant la parole sur une motion d'ordre, M. VERCELES (Philippines) dit que la procédure suggérée par le Président et approuvée par la Commission ne prévoit pas l'étude de nouveaux amendements aux projets de résolution à l'examen. De nouveaux amendements ayant été proposés, la tâche de la Commission serait facilitée si ces projets de résolution étaient examinés un par un.

50. M. KANE (Mauritanie) partage cette opinion.

51. M. ARVESEN (Norvège) dit que, en tant que coordonnateur des projets de résolution à l'examen, c'est lui qu'il faut blâmer si la Commission n'est pas encore prête à procéder au vote. Il avait prié toutes les délégations qui souhaitent présenter des amendements de prendre contact avec lui; toutefois, il n'a pas été prévenu de l'amendement qui vient d'être proposé au projet de résolution A/C.2/L.1309.

52. M. MITINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation préférerait également que les projets de résolution soient examinés un par un.

53. M. EKBLOM (Finlande), expliquant le vote de sa délégation sur le projet de résolution A/C.2/L.1306 avant le vote, dit que la Finlande appuie énergiquement depuis des années l'adoption de mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés. L'insuffisance regrettable des ressources allouées au développement est telle qu'il faut identifier clairement les priorités à respecter et les approuver. Les problèmes des pays en voie de développement les moins avancés méritent d'être examinés en priorité. La délégation finlandaise appuie donc tous critères d'établissement des chiffres indicatifs de planification qui seraient de nature à accroître la part de l'aide du PNUD qui est allouée à ces pays. C'est pourquoi son gouvernement s'est félicité de l'importance croissante accordée par le Groupe de la Banque mondiale, en particulier par l'AID, à l'aide consentie à des conditions de faveur aux pays les moins avancés, et c'est pourquoi aussi il a appuyé la Déclaration de Tokyo du 14 septembre 1973 sur les négociations commerciales multilatérales, dans laquelle on tient compte tout particulièrement des intérêts de ces pays. Toutefois, l'établissement d'un fonds spécial en faveur des pays les moins avancés ou la transformation d'un fonds existant en un fonds spécial de cette nature ne peut recevoir l'assentiment du Gouvernement finlandais, qui a toujours prôné la cohérence du système des Nations Unies pour le développement et préconisé la concentration plutôt que la prolifération de fonds, de manière à favoriser la coordination et la planification qu'exige l'aide de l'ONU dans le domaine du développement. Dans son intervention à la 1556ème séance, la délégation finlandaise a également évoqué certaines préoccupations nationales liées à l'allocation de crédits pour l'aide multilatérale dans le budget national. Le Gouvernement finlandais ne peut pas garantir que des contributions auront un caractère additionnel s'il décide de contribuer à un nouveau fonds multilatéral. Il concentre ses efforts sur le PNUD, et tant qu'il ne sera pas convaincu qu'un nouveau fonds créera véritablement de nouvelles possibilités, en sus de celles qu'offrent déjà les institutions existantes, il ne pourra approuver son établissement. La délégation finlandaise s'abstiendra donc au cours du vote sur le projet de résolution A/C.2/L.1306.

54. M. ELIASHIV (Israël) dit que sa délégation appuie avec grand plaisir le projet de résolution A/C.2/L.1308. Elle n'a pas pris la parole au cours des débats étant donné qu'elle a eu souvent l'occasion d'affirmer son soutien total au FISE par le passé et qu'elle ne jugeait pas nécessaire de le réitérer de nouveau. Le FISE symbolise ce qu'il y a de plus louable dans les dispositions humanitaires de l'homme et fait des efforts extrêmement méritoires dans le cadre de ses programmes d'action. Le représentant d'Israël réaffirme le soutien de son gouvernement au FISE et à ses activités et dit que sa délégation s'associe avec plaisir à d'autres nations pour appuyer le projet de résolution.

55. M. BONAO (Côte d'Ivoire) dit que l'objet du projet de résolution A/C.2/L.1306 n'est pas entièrement clair. S'il vise à créer un fonds en faveur des pays les moins avancés, la délégation ivoirienne appuiera cette initiative. Toutefois, s'il a pour objectif d'utiliser

les ressources du Fonds d'équipement des Nations Unies essentiellement dans l'intérêt des pays en voie de développement les moins avancés, il faudra veiller à protéger les intérêts des pays qui, jusqu'à présent, ont bénéficié de l'aide du Fonds. Le vote de la délégation ivoirienne dépendra de la réponse qui sera donnée à cette question.

56. M. JABER (Jordanie) dit que sa délégation votera pour l'amendement argentin au projet de résolution I contenu dans le document A/C.2/L.1311.

57. M. GALLARDO MORENO (Mexique) appuie l'amendement argentin. Il souscrit également aux observations du représentant de la République Dominicaine. Sa délégation espère que les vues et réserves exprimées pendant les débats de la Commission sur le PNUD figureront dans son rapport et qu'il en sera dûment tenu compte lors de la dix-septième session du Conseil d'administration.

58. M. CUBRIA (Cuba) appuie l'amendement argentin.

59. M. HAMID (Soudan), prenant la parole sur une motion d'ordre, propose d'examiner les projets de résolution un par un et de donner les explications de vote sur chacun d'entre eux au fur et à mesure.

60. M. HAQ (Pakistan) appuie cette proposition.

61. M. MBEDO (République centrafricaine) appuie également la proposition soudanaise. En ce qui concerne les explications de vote, on gagnerait du temps en ne donnant la parole qu'aux délégations qui ont des objections à formuler sur des points précis.

62. Le **PRESIDENT** demande si la Commission souhaite adopter la procédure proposée par le représentant du Soudan.

Il en est ainsi décidé.

63. Le **PRESIDENT** demande si une délégation souhaite expliquer son vote avant le vote sur le projet de résolution recommandé par le Conseil économique et social dans le document A/C.2/L.1298 et relatif au PAM.

64. M. DIALLO (Haute-Volta) réitère les préoccupations de sa délégation au sujet du niveau des ressources du PAM qui est tel que ce programme n'est pas toujours en mesure de faire face aux besoins urgents des Etats Membres. Il espère que le rapport de la Commission reflétera ce point de vue et qu'on insistera tout particulièrement sur la situation alimentaire actuelle et future dans les pays victimes de la sécheresse, qui est évoquée dans les rapports de la FAO et d'autres organisations. Les Etats Membres devraient tenir pleinement compte de cette situation et examiner plus sérieusement la proposition du Directeur général de la FAO en ce qui concerne la création d'un stock minimum de sécurité. La délégation voltaïque aurait préféré que la situation soit évoquée dans le projet de résolution, mais elle est disposée à appuyer celui-ci sous sa forme actuelle.

65. Le **PRESIDENT** dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission souhaite adopter le projet de résolution A/C.2/L.1298 sans le mettre aux voix.

Le projet de résolution A/C.2/L.1298 est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

66. M. MITINE (Union des Républiques socialistes soviétiques), expliquant le vote de sa délégation, dit que, si le projet de résolution avait été mis aux voix, la délégation soviétique se serait abstenue pour les raisons qu'elle a déjà indiquées au Conseil économique et social, lors de la reprise de sa cinquante-cinquième session (1885ème séance).

La séance est levée à 13 heures.

1562^e séance

Lundi 19 novembre 1973, à 15 h 10.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1562

POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités opérationnelles pour le développement (*fin*)
[A/9003, chap. VI; A/C.2/L.1311] :

- a) Programme des Nations Unies pour le développement (E/5365/Rev.1, A/C.2/L.1307);
- b) Fonds d'équipement des Nations Unies (A/C.2/L.1306);
- c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;
- d) Programme des Volontaires des Nations Unies (E/5342, A/C.2/L.1309);
- e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
- f) Fonds des Nations Unies pour l'enfance (A/C.2/L.1308);

g) Programme alimentaire mondial (A/9003/Add.1, quatrième partie; A/9031)

1. Le **PRESIDENT** annonce que l'on va procéder au vote sur le projet de résolution A/C.2/L.1306, relatif au Fonds d'équipement des Nations Unies, tel qu'il a été révisé oralement à la séance précédente.

2. M. MOUSKY (Etats-Unis d'Amérique) s'associe aux remarques et aux réserves formulées par le représentant de la Finlande à la séance précédente. Il pense, comme plusieurs autres délégations et comme l'Administrateur du PNUD, que le Fonds d'équipement ferait concurrence aux autres organismes de financement et il doute qu'on puisse éviter les doubles emplois. En outre, M. Mousky n'est pas certain que le Fonds soit l'organe le mieux placé pour aider les pays les moins avancés. Certes, il faut essayer

d'avoir plus de ressources pour ces pays, mais on pourra y arriver grâce à l'augmentation de 18 p. 100 des contributions annoncées lors de la Conférence de 1973 pour les annonces de contributions au PNUD et au Fonds d'équipement des Nations Unies, qui devrait permettre de porter la somme consacrée aux pays les moins avancés de 35 millions de dollars à 45 millions de dollars.

3. M. Mousky pense que la meilleure solution consiste donc à verser toutes les contributions directement au PNUD qui se chargera par la suite de les répartir comme il convient. Etant donné ces réserves, la délégation des Etats-Unis s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution A/C.2/L.1306.

4. M. FERNANDEZ VILLAYERDE (Espagne) approuve l'intention générale du projet de résolution, qui est d'augmenter l'assistance aux pays les moins avancés; néanmoins, elle pense que cette politique doit s'inscrire dans le cadre du PNUD lui-même sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à un fonds distinct. C'est pourquoi elle s'abstiendra lors du vote.

5. M. ABHYANKAR (Inde) dit qu'il ne s'agit pas, comme l'a signalé l'Administrateur adjoint du PNUD, de créer un nouveau fonds mais de rendre opérationnel un fonds qui existe déjà. L'Inde, qui depuis 1966 est l'un des principaux contributeurs au Fonds d'équipement, a toujours regretté que l'indifférence des pays développés ait empêché celui-ci d'être véritablement opérationnel. Elle se félicite donc de l'intention exprimée dans le projet, et en particulier de la teneur du paragraphe 5 concernant une augmentation des contributions des pays développés. L'amendement oral présenté par la délégation néerlandaise à la séance précédente constitue une amélioration. En revanche, M. Abhyankar estime que le dernier alinéa du préambule, qui a trait à la coopération entre les pays en voie de développement, aurait pu faire partie du dispositif.

6. Pour terminer, le représentant de l'Inde annonce que sa délégation votera pour le projet de résolution.

7. M. OGISO (Japon) dit que le Gouvernement japonais est conscient des besoins des pays les moins avancés et a toujours fait de son mieux pour leur venir en aide, notamment par des contributions spéciales. Cependant, la délégation japonaise éprouve un certain nombre de réserves à l'égard du projet de résolution à l'examen. Elle ne voit pas, en particulier, l'orientation que prendra le Fonds d'équipement en définitive. Il ne lui semble pas qu'il y ait une démarcation bien nette entre les activités du Fonds et celles de la BIRD; dans ces conditions, il lui semble difficile que le Gouvernement japonais puisse augmenter sa contribution au Fonds, comme cela est demandé au paragraphe 5 du dispositif. Pour ces raisons, la délégation japonaise compte s'abstenir lors du vote.

8. M. RATSIMBAZAFY (Madagascar) dit que sa délégation votera pour le projet de résolution, mais il souligne qu'on ne doit pas considérer que ce vote encourage le PNUD à détourner son attention des autres pays en voie de développement à faible revenu.

9. M. GALLARDO MORENO (Mexique) pense, comme le représentant de l'Inde, qu'il ne s'agit pas de créer un nouveau fonds. Néanmoins, il s'abstiendra lors du vote, car lors de la création du Fonds d'équipement, le Gouvernement mexicain avait déjà

formulé des réserves, craignant des doubles emplois et des dépenses inutiles.

10. Certes, l'assistance accordée aux divers pays doit varier selon leur situation particulière, mais il ne faut pas oublier que le développement est un phénomène général. Dans ces conditions, une multiplication des catégories n'aura pas nécessairement des résultats favorables et risque de susciter des rivalités entre les pays.

11. M. GATES (Nouvelle-Zélande) dit que si le Fonds d'équipement n'a pas reçu un appui suffisant jusqu'à maintenant, c'est parce qu'il existait d'autres institutions de financement. La question qui se pose est celle du volume de l'aide, et elle ne sera pas résolue par la création de nouveaux fonds. Cependant, le Gouvernement néo-zélandais pourra modifier son attitude s'il est prouvé que le Fonds d'équipement est à même de rendre des services valables. Etant donné que des études supplémentaires sont demandées au paragraphe 3 du dispositif, la délégation néo-zélandaise votera pour le projet de résolution à l'examen; cela ne signifie pas toutefois que la Nouvelle-Zélande soit prête à augmenter sa contribution, comme cela est demandé au paragraphe 5 du dispositif. Elle ne prendra de décision que lorsqu'elle aura connaissance des études en question.

12. M. BRITO (Brésil) dit que sa délégation appuie pleinement le projet de résolution et plus particulièrement le paragraphe 5 du dispositif. Les auteurs ont montré clairement l'utilité du Fonds. M. Brito souscrit pleinement à la décision de faire avant tout de celui-ci un organisme au service des pays les moins avancés. Il espère qu'en même temps le Fonds contribuera à promouvoir la coopération entre pays en voie de développement et souhaite que ce projet soit approuvé à une nette majorité des voix.

13. M. KUEN (Autriche) dit que sa délégation a déjà fait connaître sa position au sujet du Fonds d'équipement; elle approuve en particulier la nouvelle orientation qu'il va recevoir. Elle est généralement en accord avec la teneur du projet de résolution, mais certains éléments auront besoin d'être étudiés de façon plus approfondie avant que le Gouvernement autrichien prenne une décision définitive sur sa contribution au Fonds. C'est pourquoi M. Kuen demande que le paragraphe 5 du dispositif fasse l'objet d'un vote séparé.

14. M. KRYGER (Danemark) dit que, si consciente qu'elle soit de la nécessité d'affecter des ressources plus importantes à l'assistance aux pays en voie de développement, et en particulier aux moins avancés d'entre eux, la délégation danoise s'abstiendra lors du vote. Tout d'abord, elle n'est pas convaincue que le Fonds d'équipement soit indispensable, étant donné l'existence de la BIRD et de l'AID. En outre, se fondant sur le cas du Danemark, elle n'est pas certaine que les gouvernements donneront au Fonds d'équipement ce qu'ils n'auraient pas donné à d'autres organismes de financement. Enfin, le montant ne paraît pas opportun pour présenter un projet de résolution sur le Fonds d'équipement, étant donné qu'aux termes de la résolution 1754 (LIV) du Conseil économique et social le Secrétaire général doit présenter un rapport sur les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés à la cinquante-sixième session du Conseil économique et social et que le PNUD doit achever ses délibérations

sur les chiffres indicatifs de planification en 1974. La délégation danoise estime qu'il conviendrait d'avoir pris connaissance du rapport du Secrétaire général et de savoir ce qui aura été décidé par le Conseil d'administration du PNUD avant de se prononcer sur l'avenir du Fonds d'équipement.

15. M. GRANQVIST (Suède) dit que sa délégation se pose encore un certain nombre de questions sur l'orientation future du Fonds d'équipement. Néanmoins, elle approuve le sens général du projet de résolution et votera en sa faveur. M. Granqvist rappelle que la Suède a versé au PNUD une somme de 6,5 millions de dollars destinée spécialement aux pays les moins avancés.

Sur la demande du représentant du Soudan, il est procédé au vote par appel nominal sur le paragraphe 5 du dispositif, tel qu'il a été révisé oralement.

L'appel commence par Chypre, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Chypre, Dahomey, Yémen démocratique, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Ethiopie, Gabon, Ghana, Grèce, Guyane, Haïti, Honduras, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Israël, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, République khmère, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malawi, Malaisie, Mali, Mauritanie, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Singapour, Somalie, Soudan, Souaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Bahreïn, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Birmanie, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : Tchécoslovaquie, Danemark, Finlande, France, République démocratique allemande, Allemagne (République fédérale d'), Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Mexique, Mongolie, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, Afrique du Sud, Espagne, Suède, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Autriche, Barbade, Belgique, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada.

Par 90 voix contre zéro, avec 29 abstentions, le paragraphe 5 du dispositif, tel qu'il a été révisé oralement, est adopté.

Sur la demande du représentant du Maroc, il est procédé au vote par appel nominal sur l'ensemble du projet de résolution A/C.2/L.1306, tel qu'il a été révisé oralement.

L'appel commence par le Canada, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Chypre, Dahomey, Yémen démocratique, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Ethiopie, Ghana, Grèce, Guyane, Haïti, Hon-

duras, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Israël, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, République khmère, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malawi, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Souaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bahreïn, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Birmanie, Burundi, Cameroun.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : Canada, Costa Rica, Tchécoslovaquie, Danemark, Finlande, France, République démocratique allemande, Allemagne (République fédérale d'), Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Mongolie, Pologne, Portugal, Afrique du Sud, Espagne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Barbade, Belgique, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie.

Par 94 voix contre zéro, avec 25 abstentions, l'ensemble du projet de résolution A/C.2/L.1306, tel qu'il a été révisé oralement, est adopté.

16. M. HOHLER (Royaume-Uni) dit que le point de vue de sa délégation sur le Fonds d'équipement est connu. Rien au cours des débats ne l'a convaincue que le Fonds pourrait entreprendre des activités dont le PNUD ou d'autres organismes de financement ne seraient pas tout aussi capables de se charger.

17. Mlle COURSON (France) dit que le Gouvernement français n'a jamais approuvé la création du Fonds. En effet, il ne voit pas où peut s'insérer l'activité de cet organisme entre le PNUD et l'AID. Certes, la réorientation du Fonds, qui en ferait avant tout un organisme au service des pays les moins avancés, est digne de considération, mais cela n'en atténue pas moins les doutes de la délégation française. C'est pourquoi celle-ci s'est abstenue lors du vote sur le paragraphe 5 et sur l'ensemble du projet de résolution.

18. M. RANKIN (Canada) dit que son gouvernement s'emploie à résoudre les problèmes des pays les moins avancés. Outre une augmentation substantielle de sa contribution au PNUD, il a versé une contribution spéciale d'un million de dollars destinée à l'aide aux pays les moins avancés. Au Conseil d'administration du PNUD, la délégation canadienne a prôné une augmentation significative des chiffres indicatifs de planification des pays les moins avancés, tant en termes absolus qu'en termes relatifs. En outre, le Canada fournit une aide bilatérale importante à ces pays. Si la délégation canadienne s'est abstenue, ce n'est donc pas par désir de faire échec à toute tentative pour augmenter les contributions destinées aux pays les moins avancés, mais parce qu'elle pense qu'une remise en marche du Fonds d'équipement n'est pas le moyen qui permettra d'atteindre ce but. La zone intermédiaire qui

serait censée exister entre les activités du PNUD et celles d'autres sources de financement n'a pas été définie clairement et il n'est même pas certain qu'elle existe. La délégation canadienne s'inquiète en outre de la prolifération des fonds spéciaux. S'il existe réellement une zone négligée dans l'assistance aux pays en voie de développement, qu'il y soit remédié par une réorientation des activités des organismes existants.

19. M. MBEDO (République centrafricaine) s'inquiète de la préoccupation exclusive du Fonds d'équipement pour les pays les moins avancés. Il conviendrait de ne pas négliger la question des pays sans littoral et des pays peu avancés où les conditions de vie sont tout aussi mauvaises que dans les pays les moins avancés. Néanmoins, la délégation centrafricaine a voté pour le projet de résolution car elle reconnaît qu'il faut accorder une place importante aux pays les moins avancés.

20. M. PARIS (Costa Rica) dit que sa délégation s'est abstenue pour deux raisons. Premièrement, bien que les problèmes de tous les pays en voie de développement ne soient pas les mêmes, il lui semble que la distinction entre les pays en voie de développement et ceux d'entre eux qui sont les moins avancés est d'ordre politique et de nature à entraîner une discrimination et des abus. Deuxièmement, les normes utilisées pour admettre les pays dans cette catégorie ou les en exclure lui semblent injustes et discriminatoires à l'égard de certains pays d'Amérique latine.

21. M. BONAIO (Côte d'Ivoire) dit que sa délégation a voté pour le projet de résolution mais il tient à souligner que c'est avec l'idée bien arrêtée que la nouvelle orientation du Fonds ne nuira pas aux projets qui sont ou seront financés par le Fonds d'équipement dans d'autres pays en voie de développement.

22. M. VALDÉS (Bolivie), qui a voté pour le projet de résolution, dit qu'il faudra établir les programmes du Fonds d'équipement en tenant compte des intérêts des pays qui appartiennent à la zone marginale située immédiatement au-dessus des pays les moins avancés dans l'échelle des revenus, ainsi que des intérêts des pays sans littoral.

23. Le PRESIDENT invite les membres de la Commission à se prononcer sur le projet de résolution A/C.2/L.1307.

24. M. ABHYANKAR (Inde) propose que la Commission adopte ce projet de résolution par consensus.

25. Le PRESIDENT déclare que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera qu'il en est ainsi décidé.

Le projet de résolution A/C.2/L.1307 est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

26. Le PRESIDENT invite les membres de la Commission à se prononcer sur le projet de résolution A/C.2/L.1308, tel qu'il a été oralement révisé, et rappelle que la délégation zairoise désire se porter auteur de ce projet de résolution.

27. M. ABHYANKAR (Inde) appuie la suggestion faite par le représentant des Philippines à la séance précédente selon laquelle la Commission devrait également adopter ce texte par consensus.

28. Le PRESIDENT déclare que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera qu'il en est ainsi décidé.

Le projet de résolution A/C.2/L.1308, tel qu'il a été révisé oralement, est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

29. Le PRESIDENT, passant au projet de résolution A/C.2/L.1309, rappelle qu'à la séance précédente le représentant du Dahomey a proposé d'ajouter un nouveau paragraphe 7 ainsi conçu :

"7. Exprime son appréciation aux organisations de volontaires, et en particulier au secrétariat international du Service volontaire, pour la coopération précieuse fournie au programme des Volontaires des Nations Unies dans le domaine du recrutement".

La numérotation des paragraphes suivants devrait être modifiée en conséquence.

30. M. HAQ (Pakistan) dit que les auteurs ont quelque difficulté à accepter cet amendement tel quel; il demande donc au représentant du Dahomey de bien vouloir le retirer afin que ce projet de résolution puisse être adopté sans opposition.

31. M. de MEDEIROS (Dahomey) regrette que le représentant du Pakistan n'ait pas dit pourquoi son amendement paraît inacceptable. Il se voit donc obligé de le maintenir.

32. Mlle COURSON (France) déclare que sa délégation s'associe à celle du Dahomey pour rendre hommage aux associations de volontaires, et en particulier au secrétariat international du Service volontaire. Elle appuie donc l'amendement proposé par le représentant du Dahomey et demande qu'il soit maintenu.

33. M. MUTUMBO (Zaire) souscrit au point de vue exprimé par la représentante de la France. Il espère que les auteurs se montreront compréhensifs et accepteront l'amendement sans trop de difficulté.

34. M. KUEN (Autriche) appuie également l'amendement proposé par la délégation dahoméenne car il donne l'occasion, une fois de plus, de remercier les organisations de volontaires de l'aide qu'elles ont fournie à l'Organisation des Nations Unies. Il espère donc que les auteurs accepteront d'incorporer cet amendement au projet et que celui-ci pourra être adopté par consensus.

35. M. KANE (Mauritanie) s'associe au point de vue exprimé par le représentant du Zaire en ce qui concerne l'incorporation de l'amendement proposé par la délégation dahoméenne au projet de résolution. Il souligne que les organisations de volontaires s'acquittent de leur tâche avec efficacité et dévouement et que la Deuxième Commission se doit de reconnaître leur contribution.

36. M. DIALLO (Haute-Volta) appuie lui aussi l'amendement proposé par la délégation dahoméenne mais tient à signaler qu'il n'est pas entièrement d'accord avec le principe énoncé au paragraphe 3 du dispositif concernant l'intégration progressive du programme des Volontaires des Nations Unies dans les projets bénéficiant de l'assistance de l'Organisation. En effet, il s'agit là à son avis d'une décision qui appartient aux gouvernements des Etats Membres et à eux seuls.

37. M. MVOGO (Cameroun) estime que les organisations internationales de volontaires ont besoin d'un encouragement moral. Il serait donc bon que le

représentant du Pakistan procède à de nouvelles consultations avec les autres auteurs pour déterminer s'ils sont disposés à accepter le maintien de cet amendement.

38. M. CAVAGLIERI (Italie) estime, lui aussi, que l'on doit manifester dans le projet de résolution la reconnaissance de l'Organisation des Nations Unies aux organisations internationales de volontaires, et en particulier au secrétariat international du Service volontaire. C'est pourquoi sa délégation appuie l'amendement proposé par le représentant du Dahomey.

39. M. ARVESEN (Norvège) estime que, si les auteurs ont quelque difficulté à accepter l'amendement proposé par le Dahomey, c'est peut-être parce que, justement en raison des rapports qui existent entre les Volontaires des Nations Unies et les autres organisations de volontaires, le recrutement n'a pas été aussi rapide qu'on aurait pu le souhaiter. C'est pourquoi il est difficile à la Commission d'exprimer son appréciation dans le projet de résolution. Le représentant de la Norvège s'associe donc aux auteurs du projet pour demander au représentant du Dahomey de ne pas maintenir son amendement sous sa forme actuelle.

40. M. CARIAS ZAPATA (Honduras) appuie l'amendement présenté par le représentant du Dahomey.

41. M. SCHUPPUS (Togo) pense, quant à lui, qu'il faut remercier le secrétariat international du Service volontaire de son action, notamment en Afrique. Les efforts qu'il fait pour trouver des volontaires qualifiés méritent un encouragement. La délégation togolaise appuie donc l'amendement proposé par la délégation dahoméenne.

42. M. BONAO (Côte d'Ivoire) estime qu'il importe, par simple courtoisie, de remercier le secrétariat international du Service volontaire des efforts qu'il a accomplis. Si la délégation pakistanaise et d'autres ne sont pas en mesure d'accepter l'amendement, il serait peut-être temps qu'elles disent pourquoi.

43. M. ZAHARAN (Egypte) apprécie les efforts du secrétariat international du Service volontaire en ce qui concerne le recrutement et il comprend donc pourquoi les délégations dahoméenne et française voudraient inclure un nouveau paragraphe dans le projet de résolution. Cependant, la délégation égyptienne est opposée à l'existence d'intermédiaires entre les organisations de volontaires et les pays bénéficiaires et c'est pourquoi elle ne peut approuver l'amendement proposé par le représentant du Dahomey.

44. M. HAQ (Pakistan) déclare que s'il a demandé au représentant du Dahomey de retirer son amendement, c'est parce qu'il souhaitait éviter une longue discussion. L'intention des auteurs n'est pas de minimiser l'importance de l'œuvre accomplie par le secrétariat international du Service volontaire, mais il convient de rappeler que le projet de résolution à l'examen porte sur le programme des Volontaires des Nations Unies et non sur le secrétariat international. Par esprit de compromis, le représentant du Pakistan propose de modifier comme suit le texte du nouveau paragraphe 7 proposé par le représentant du Dahomey :

“7. *Exprime son appréciation* aux organisations bénévoles pour la coopération et l'assistance qu'elles

apportent au programme des Volontaires des Nations Unies”.

En ce qui concerne la question soulevée par le représentant de la Haute-Volta, M. Haq l'assure qu'il n'est pas question d'envoyer de force des volontaires dans les pays bénéficiaires.

45. M. SHEMIRANI (Iran) indique que le représentant de la Norvège a expliqué en partie les raisons qui ont poussé les auteurs à rejeter l'amendement proposé par le représentant du Dahomey. Il espère donc que le compromis suggéré par le représentant du Pakistan pourra être accepté par la délégation dahoméenne.

46. M. DE MEDEIROS (Dahomey) prend acte de l'explication fournie par le représentant de l'Iran mais demeure sur sa position. Il explique que son amendement n'a pas été dicté par la simple courtoisie mais par le fait, également, que le contrat passé entre le PNUD et le Secrétariat international doit expirer en 1974. Il convient donc de dire dès maintenant, et par simple souci d'honnêteté, que l'ONU apprécie l'aide fournie par cette organisation. Les auteurs n'ont d'ailleurs pas tenu compte de tous les éléments en ce qui concerne le Secrétariat international. Par conséquent, étant donné le désir qu'a marqué cette organisation de coopérer avec l'ONU, le représentant du Dahomey maintient son amendement.

47. Le PRESIDENT propose à la Commission de procéder à un vote sur l'amendement présenté par la délégation dahoméenne.

48. M. HAQ (Pakistan), appuyé par M. VERCELES (Philippines), estime que la Commission doit d'abord voter sur le sous-amendement qu'il a proposé.

49. M. MVOGO (Cameroun) pense au contraire qu'il faut d'abord mettre aux voix l'amendement proposé par la délégation dahoméenne.

50. M. DIALLO (Haute-Volta) est d'avis qu'il serait peut-être préférable d'inviter les auteurs du projet de résolution et le représentant du Dahomey à se consulter à nouveau pour éviter un vote de procédure.

51. Le PRESIDENT déclare que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission accepte d'abandonner pour l'instant l'examen du projet de résolution A/C.2/L.1309 pour donner aux auteurs et au représentant du Dahomey la possibilité d'aboutir à un compromis.

Il en est ainsi décidé.

52. Le PRESIDENT rappelle qu'il a lui-même proposé deux projets de résolution pour adoption dans le document A/C.2/L.1311. Il invite les membres de la Commission à procéder au vote sur ces projets.

53. M. CABEZAS (Equateur) réaffirme son appui aux efforts déployés par le PNUD. La délégation équatorienne approuve l'amendement proposé par la délégation argentine au projet de résolution I à la séance précédente, consistant à ajouter les mots “ainsi que des observations formulées par les délégations au cours du débat sur la question”, à la fin du projet, car il ne faut pas oublier les choses très importantes qui ont été dites au cours du débat par les délégations, notamment en ce qui concerne les chiffres indicatifs de planification.

54. M. OMAR (République arabe libyenne) appuie l'amendement proposé par la délégation argentine étant

donné ce qui a été dit à la Deuxième Commission, notamment par la délégation libyenne, sur les nouveaux critères à appliquer dans le calcul des chiffres indicatifs de planification.

55. M. ABHYANKAR (Inde) déclare qu'à son avis le style de l'amendement proposé par la délégation argentine, du moins dans sa version anglaise, n'est pas très satisfaisant. Il n'est pas possible de dire que l'on prend acte avec satisfaction d'observations. Il faut trouver une meilleure formule. En outre, s'il est normal de tenir compte des vues exprimées par les différentes délégations à la Deuxième Commission, il ne faut pas oublier que le Conseil d'administration du PNUD a examiné la question des chiffres indicatifs et est arrivé à un compromis délicat. Il ne faudrait pas que ce compromis soit remis en question. Les opinions exprimées à la Commission ne doivent donc pas préjuger les décisions que pourrait prendre le Conseil d'administration à sa dix-septième session.

56. Mlle COURSON (France) estime, comme le représentant de l'Inde, qu'il convient de remanier l'amendement proposé par le représentant de l'Argentine.

57. M. DIALLO (Haute-Volta) partage également le point de vue du représentant de l'Inde, notamment en ce qui concerne les attributions du Conseil d'administration du PNUD. Il rappelle que, dans ses travaux, le Conseil d'administration a déjà tenu compte des vues des délégations et qu'il n'y a pas lieu de revenir là-dessus.

58. M. Diallo propose au représentant de l'Argentine de modifier son amendement comme suit : le paragraphe existant resterait inchangé et un deuxième paragraphe ainsi conçu serait ajouté :

"2. Prend acte également des observations faites par les délégations au cours de l'examen de ces rapports".

59. M. OLIVERI LOPEZ (Argentine) déclare que sa délégation accepte la proposition du représentant de la Haute-Volta et espère qu'à la dix-septième session du Conseil d'administration un consensus se dégagera où il sera tenu compte des opinions de toutes les délégations.

60. M. VALDES (Bolivie) estime, comme nombre de pays d'Amérique latine, que la méthode actuellement utilisée pour calculer les chiffres indicatifs de planification n'est pas juste. La délégation bolivienne appuie donc l'amendement proposé par l'Argentine.

61. M. ZAHARAN (Egypte) appuie l'amendement proposé par la délégation argentine. A son avis, il est clair que l'Assemblée générale devra prendre acte des rapports du PNUD à la lumière des commentaires faits par les délégations au cours du débat et que le PNUD devra en tenir compte au cours du deuxième Cycle de coopération des Nations Unies pour le développement.

62. M. HOHLER (Royaume-Uni) appuie l'amendement de la délégation argentine, tel qu'il a été modifié.

63. M. VAN GORKOM (Pays-Bas) déclare que sa délégation n'a pas d'objection à l'amendement proposé par la délégation argentine mais estime qu'il ne doit, en aucun cas, enlever au Conseil d'administration sa liberté de décider des nouveaux critères à appliquer dans le calcul des chiffres indicatifs de planification.

64. M. GALLARDO MORENO (Mexique) fait observer que le Rapporteur devra faire mention des observations des délégations dans le rapport à l'Assemblée générale de façon que le Conseil d'administration du PNUD puisse en tenir compte.

65. M. GRANQVIST (Suède) appuie l'amendement présenté par l'Argentine et incorporant la modification suggérée par la Haute-Volta, étant entendu que l'interprétation qui en a été donnée par les représentants de l'Inde et des Pays-Bas est la bonne.

66. Le PRESIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que la Commission souhaite adopter par consensus le projet de résolution I contenu dans le document A/C.2/L.1311, tel qu'il a été amendé par le représentant de l'Argentine.

Le projet de résolution I, tel qu'il a été amendé, est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

67. Le PRESIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que la Commission souhaite adopter par consensus le projet de résolution II contenu dans le document A/C.2/L.1311.

Le projet de résolution II est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

68. M. MITINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) ne s'est pas opposé à ce que le projet de résolution soit adopté sans être mis aux voix mais, s'il avait été mis aux voix, la délégation soviétique se serait abstenue, conformément à sa position bien connue sur cette question.

69. M. DIALLO (Haute-Volta) suggère de suspendre la séance pour permettre aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1309 et de l'amendement y relatif de s'entendre.

La séance est suspendue à 17 h 15; elle est reprise à 17 h 30.

70. M. HAQ (Pakistan) annonce que les auteurs du projet de résolution et de l'amendement ont convenu d'ajouter, après le quatrième alinéa du préambule, un nouvel alinéa conçu comme suit :

"Prenant note de la coopération que les organisations bénévoles, en particulier le secrétariat international du Service volontaire, ont apportée au programme des volontaires des Nations Unies à ses débuts".

L'amendement présenté par le représentant du Dahomey est donc retiré.

71. Le PRESIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que la Commission souhaite adopter le projet de résolution A/C.2/L.1309, tel qu'il a été révisé oralement, sans procéder à un vote.

Le projet de résolution A/C.2/L.1309, tel qu'il a été révisé oralement, est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

72. M. MITINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) ne voyait pas d'objection à ce que l'on adopte le projet de résolution sans procéder à un vote; toutefois, si le projet avait été mis aux voix, la délégation soviétique se serait abstenue, conformément à sa position bien connue sur la question du programme des Volontaires des Nations Unies.

73. M. ARVESEN (Norvège), se référant au paragraphe 7 du projet de résolution, dit que sa

délégation continue à penser que le programme des Volontaires des Nations Unies devrait être financé à l'aide des ressources du PNUD.

74. M. EKBLOM (Finlande) dit que, en adoptant le projet de résolution, sa délégation a reconnu la contribution que le programme des Volontaires des Nations Unies peut offrir aux pays en voie de développement, mais cela ne veut pas dire pour autant que sa position ait changé en ce qui concerne la question du financement de ce programme.

75. M. HOHLER (Royaume-Uni) dit que, si sa délégation avait été présente lors de l'adoption du projet de résolution, elle se serait ralliée au consensus, mais qu'elle aurait souhaité s'abstenir sur le paragraphe 7 du dispositif.

76. M. GRANQVIST (Suède) appuie l'idée maîtresse du projet de résolution mais rappelle que, de l'avis de sa délégation, le programme des Volontaires devrait être financé par le PNUD.

77. M. DE MEDEIROS (Dahomey) dit que, grâce à l'adoption du nouvel alinéa du préambule, la Deuxième Commission rend hommage aux organisations internationales de volontaires et il remercie les auteurs de l'avoir accepté.

78. M. ABHYANKAR (Inde) se félicite que le projet de résolution ait été adopté par consensus.

79. Le PRESIDENT annonce que la Commission termine ainsi l'examen du point 59 de l'ordre du jour.

Organisation des travaux de la Commission

80. M. ABHYANKAR (Inde), parlant au nom du Président du Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation, dit que le Groupe a fait des progrès encourageants mais qu'il n'a même pas encore terminé sa première lecture du document de travail. Le mandat du Groupe de travail prenant fin le jour même, il serait bon que la Deuxième Commission le prolonge jusqu'à la fin de la semaine afin de permettre au Groupe de terminer ses travaux.

81. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) appuie cette proposition.

82. Le PRESIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que la Commission souhaite proroger le mandat du Groupe de travail jusqu'à la fin de la semaine.

Il en est ainsi décidé.

83. M. ELIASHIV (Israël), exerçant son droit de réponse, rappelle qu'à la séance précédente les représentants de la République arabe syrienne et d'autres délégations arabes ont soulevé des questions purement politiques et ont lancé des accusations acrimonieuses et des calomnies visant à peindre Israël sous les traits d'un agresseur. La délégation israélienne a déjà réfuté ces mensonges et ces inventions; d'ailleurs, tous ceux qui suivent de près les événements au Moyen-Orient savent où est la vérité. Les présidents de la République arabe syrienne et de l'Égypte ont tous deux reconnu que leurs pays avaient lancé une attaque préméditée contre Israël; des milliards de dollars qui auraient pu être consacrés au développement de ces pays n'ont donc servi qu'à semer la mort et la destruction. Depuis son indépendance, Israël doit constamment faire face aux attaques lancées contre lui par les

Etats arabes, en violation des principes de la Charte des Nations Unies; ces pays utilisent ainsi à des fins de destruction l'assistance qui leur est offerte par le PNUD.

84. M. MUTUMBO (Zaïre), exerçant lui aussi son droit de réponse, rappelle que, le vendredi 16 novembre, il avait exprimé le vœu que le FISE renforce ses activités dans son pays et en particulier qu'il établisse un bureau à Kinshasa. Son allusion au million de réfugiés angolais qui se trouvent au Zaïre n'appelait pas de droit de réponse de la part du Portugal, étant donné qu'il s'agit de ressortissants angolais et non portugais. Il est trop tard de toute manière pour que le Portugal s'oppose à la résolution 2980 (XXVII), par laquelle les institutions spécialisées étaient priées d'apporter une aide aux mouvements de libération nationale et aux réfugiés en provenance des territoires coloniaux. Le représentant du Zaïre met le représentant du Portugal au défi de nier la présence de réfugiés angolais au Zaïre. De toute façon, c'est au Zaïre qu'il appartiendrait de fournir des statistiques sur le nombre de réfugiés angolais et non pas au Portugal. Il est pour le moins curieux que le Portugal prenne brusquement goût aux activités de l'Organisation des Nations Unies alors qu'il ne l'a guère fait jusqu'ici, surtout en matière de décolonisation.

85. M. QUARTIN SANTOS (Portugal) précise que les chiffres qu'il a cités ne sont pas des statistiques portugaises mais des statistiques fournies par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, selon lesquelles il y a au Zaïre non pas un million de réfugiés de l'Etat portugais d'Angola mais 490 000 environ; sur ce nombre, certains d'ailleurs sont ressortissants d'autres pays.

86. Il est étrange que le Zaïre se préoccupe du sort des citoyens portugais d'Angola, car le Zaïre n'est pas aussi étranger qu'il veut bien le faire croire aux événements qui se sont produits en Angola il y a quelques années.

87. M. HABIB (République arabe syrienne) dit que l'agression israélienne crée dans les pays arabes un climat d'instabilité qui est loin de favoriser le développement. Israël utilise l'assistance que lui offrent les Nations Unies pour maintenir son agression dans les territoires occupés. Est-ce dans l'intérêt de la paix dans cette région qu'Israël se refuse à retirer ses troupes des territoires arabes occupés ?

88. M. BA-ISA (Yémen démocratique) constate que le représentant d'Israël aime bien clore les débats de la Deuxième Commission par des déclarations fausses, calomnieuses et sans rapport aucun avec la vérité. Le représentant d'Israël devrait plutôt avoir le courage de répondre aux questions qui lui ont été posées par le représentant de l'Irak : à qui appartiennent les territoires occupés ? Pourquoi la majorité des Etats africains ont-ils rompu leurs relations diplomatiques avec Israël ?

89. M. AL-KHUDHAIRY (Irak) dit que le monde entier considère Israël comme un agresseur, ainsi que le montrent la rupture par 27 Etats africains des relations diplomatiques avec ce pays et les condamnations répétées dont il a fait l'objet de la part du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

90. M. JABER (Jordanie) constate que le représentant d'Israël se contente de répéter indéfiniment la même propagande sans jamais avancer

d'argument. Les délégations arabes n'ont pas pour leur part soulevé de questions politiques; lorsqu'on parle d'activités opérationnelles pour le développement, il est normal de se référer aux facteurs qui entravent le développement. Ainsi, Israël force les Etats arabes à consacrer une large part de leurs ressources à leur défense, alors qu'ils préféreraient, bien entendu, utiliser ces ressources d'une autre manière. De plus, l'agression israélienne crée dans la région un climat d'incertitude qui décourage les investisseurs éventuels. Les délégations arabes se sont également référées à certains paragraphes du rapport du Conseil d'administration du PNUD qui n'ont rien de politique, mais qui décrivent uniquement les effets économiques de l'agression israélienne.

91. M. ELIASHIV (Israël) dit que la position de la République arabe syrienne en faveur du terrorisme et de la violence à l'égard d'Israël est bien connue. Il suffit de rappeler une déclaration faite en 1966 par le Président de la République arabe syrienne, alors Ministre de la défense, où il affirmait que son pays n'accepterait jamais de faire la paix avec Israël.

92. M. HABIB (République arabe syrienne), soulevant un point d'ordre, dit que la Deuxième Commission

examine des questions économiques et non des questions militaires.

93. M. ELIASHIV (Israël) soutient que ce sont les délégations arabes qui ont soulevé la question. Ainsi, le représentant de la République arabe syrienne a soulevé la question des victimes civiles; il semble avoir oublié que, le 6 octobre et les jours suivants, ce pays a soumis des objectifs purement civils à des bombardements intensifs, faisant ainsi d'innombrables victimes dans la population civile.

94. M. OMAR (République arabe libyenne), appuyé par M. JABER (Jordanie), demande l'ajournement de la séance en vertu de l'article 120 du règlement intérieur.

95. M. ELIASHIV (Israël) dit que cette proposition aurait dû être faite avant que les représentants des Etats arabes ne commencent une discussion politique.

96. Le PRESIDENT fait observer que le représentant d'Israël aurait pu présenter cette motion lui-même.

Par 73 voix contre 3, avec 17 abstentions, la motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 18 h 15.

1563^e séance

Mardi 20 novembre 1973, à 10 h 50.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1563

POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme des Nations Unies pour l'environnement
(A/9003, chap. XIII; A/C.2/L.1305, A/C.2/L.1312) :

- a) Rapport du Conseil d'administration (A/9025);
- b) Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général (A/9163, A/9238)

1. Le PRESIDENT invite le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement à faire une déclaration liminaire.

2. M. STRONG (Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement) dit que c'est la première fois qu'il a le privilège de prendre la parole à la Commission en qualité de directeur exécutif du PNUE. Il a le plaisir de signaler que le secrétariat créé pour assurer les services de ce nouvel organisme des Nations Unies a commencé à travailler à son siège de Nairobi, premier siège mondial des Nations Unies situé dans le tiers monde. M. Strong rend hommage à la coopération du Gouvernement et du peuple kényens et est convaincu que la décision d'établir le siège du PNUE à Nairobi apparaîtra aussi judicieuse pour l'avenir du Programme qu'heureuse pour les fonctionnaires de son secrétariat.

3. La première année du PNUE a été consacrée à créer les structures nécessaires, à traduire les recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, tenue à Stockholm en juin 1972, en

programme de travail pratique et efficace, en même temps qu'à mettre en place le personnel et l'organisation nécessaires pour exécuter ce programme. L'appui du Secrétaire général, des hauts fonctionnaires de New York et du PNUD a beaucoup aidé le PNUE à établir l'infrastructure de son nouveau siège mondial, ce qui lui a permis de jeter des bases solides pour ses futurs travaux.

4. Pendant l'année écoulée, il a fallu préparer deux sessions du Conseil d'administration du PNUE et deux sessions du Comité de coordination pour l'environnement. Le Comité a beaucoup aidé le secrétariat du PNUE à mettre au point ses méthodes de travail et son programme en fonction des activités connexes des autres organismes des Nations Unies et en collaboration étroite avec le Comité administratif de coordination. M. Strong est heureux de noter également que la Deuxième Commission, en adoptant à la séance précédente le projet de résolution A/C.2/L.1307, a recommandé que le Directeur exécutif du PNUE soit invité à participer aux réunions du Bureau consultatif interorganisations. Il y a eu plusieurs consultations avec des gouvernements et avec des organismes des Nations Unies et l'on a commencé à organiser une série de réunions avec des organisations régionales intergouvernementales qui sont actives dans le domaine de l'environnement. Des consultations ont eu lieu avec les membres de la communauté scientifique et un grand nombre d'organisations non gouvernementales. Les premières contributions au Fonds du Programme des Nations

Unies pour l'environnement ont été consacrées aux phases initiales d'élaboration du programme.

5. L'événement le plus marquant de l'année a été la première session du Conseil d'administration du PNUE, dont la Commission doit examiner le rapport (A/9025). Le Conseil avait pour tâche de donner au programme la base de politique générale et l'orientation nécessaires pour faire démarrer ses travaux. En surmontant les difficultés rencontrées au cours de la session, le Conseil a démontré que les problèmes de l'environnement pouvaient susciter une unité de vues.

6. En application de la résolution 3002 (XXVII) de l'Assemblée générale, le Conseil d'administration a accordé une attention spéciale aux mesures et aux programmes en matière d'environnement qui sont des éléments indispensables du processus d'accélération du développement économique des pays en voie de développement. Comme directives à observer dans l'application du programme, il a adopté des objectifs généraux, pris note de certains objectifs particuliers et fixé les priorités devant guider le secrétariat. Ces domaines de priorité ont été énoncés au paragraphe 12 de la décision 1 (I) du Conseil d'administration (voir A/9025, annexe I), dans laquelle le Conseil autorise également le Directeur exécutif à aider les gouvernements à résoudre leurs problèmes d'environnement et à mettre en train les activités en ce qui concerne les éléments surveillance continue et système international de référence du Plan Vigie.

7. Le Conseil d'administration a adopté des méthodes générales qui constituent une base satisfaisante de fonctionnement du Fonds du PNUE. Il faut maintenant que l'Assemblée générale donne son approbation définitive aux arrangements administratifs prévus pour le Fonds. M. Strong estime encourageantes les mesures positives qui ont déjà été prises par la Cinquième Commission sur cette question. Jusqu'à présent, 16 gouvernements ont versé au Fonds 4,4 millions de dollars de contributions au total. M. Strong remercie ces gouvernements de leur coopération et invite instamment les autres à les imiter. Il souligne l'importance d'une participation universelle au Fonds et déclare qu'il a trouvé très encourageant l'intérêt témoigné par les pays en voie de développement, dont plusieurs ont déjà versé des contributions. A supposer que le Congrès des Etats-Unis appuie une contribution de ce pays et que les gouvernements qui ont annoncé des contributions pour une année les renouvellent pour le reste de la période de 1973 à 1977, l'objectif initial de 100 millions de dollars prévu pour cette période sera dépassé, et il devrait l'être en fait si l'on veut que le programme puisse être entièrement exécuté.

8. Les travaux préparatoires à la deuxième session du Conseil d'administration, qui doit se tenir à Nairobi en mars 1974, sont en cours. Les experts qui, en qualité de représentants des membres du Conseil, ont assisté récemment à une réunion consultative de caractère non officiel ont apporté une aide précieuse à l'établissement de la documentation de cette session. M. Strong espère qu'il y aura davantage d'occasions de consulter les gouvernements au sujet de la préparation de la deuxième session, à laquelle certains nombres pourraient être représentés au niveau ministériel.

9. Il souligne qu'il faudra du temps pour mettre au point un programme de la qualité et de la portée requises. Il ne sera pas possible de travailler avec la même

rapidité à toutes les priorités. On n'a pas encore fini d'établir une infrastructure administrative rationnelle ni de recruter tout le personnel voulu. En outre, les contributions annoncées au Fonds ont été versées assez lentement, de sorte que toutes ses ressources sont entièrement engagées et que le programme ne peut plus progresser tant que l'on n'aura pas reçu de nouvelles contributions.

10. Malgré ces contraintes, des progrès importants ont été réalisés et M. Strong est convaincu que les propositions présentées au Conseil d'administration lors de sa deuxième session fourniront les éléments d'un programme d'activités dynamique et constructif, capable de répondre aux besoins constatés et aux espoirs engendrés par la Conférence de Stockholm. On a déjà commencé à agir dans un certain nombre de domaines importants, en particulier à coopérer avec le Bureau spécial du Sahel pour répondre aux besoins urgents et aux demandes pressantes des gouvernements de la région sinistrée du Sahel en ce qui concerne une action à moyen terme qui compléterait les opérations de secours d'urgence déjà entreprises, à lancer des activités d'assistance technique et de formation, à mettre au point la surveillance continue et le système international de référence prévus dans le Plan Vigie et à offrir l'appui du Fonds aux activités d'un certain nombre d'organisations dans le domaine de l'environnement.

11. Lorsque les propositions concernant le programme seront publiées, on constatera qu'un compromis a été recherché entre la nécessité d'établir une coordination efficace des activités d'environnement au sein du système des Nations Unies et la nécessité de permettre d'exécuter aussi rapidement que possible les activités actuelles et futures, entre la nécessité de prévoir dans le programme un cadre très net pour les diverses activités et la nécessité d'appuyer des projets précis pouvant être entrepris aussitôt et contribuer eux-mêmes à l'élaboration du programme. On a également instauré un processus de consultation qui permettra à la communauté scientifique d'indiquer éventuellement au PNUE de nouveaux domaines prioritaires.

12. Il a été donné suite à plusieurs des résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa vingt-septième session. En application de la résolution 2994 (XXVII), on a organisé un certain nombre d'activités dans le cadre de la première Journée mondiale de l'environnement. Un groupe de travail a été chargé d'effectuer l'étude sur la création d'un fonds pour les établissements humains, demandée dans la résolution 2999 (XXVII) et un groupe d'experts éminents a été chargé d'examiner les travaux accomplis dans le cadre de cette étude. On a engagé des consultations avec le Gouvernement iranien pour étudier la possibilité d'appliquer la résolution 3003 (XXVII) en créant un prix annuel de l'environnement.

13. M. Strong souligne l'importance des mesures prises comme suite à la résolution 3001 (XXVII) de l'Assemblée générale. La Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains, qui doit se tenir à Vancouver en 1976, donnera aux gouvernements l'occasion de prendre des mesures pour marquer d'une manière pratique l'intérêt qu'ils portent aux problèmes des établissements humains. La conférence sera de caractère pragmatique et orientée vers la

recherche de solutions; l'exposition illustrera, par des projets de démonstration, diverses solutions et méthodes qui constitueront un fonds commun d'expérience et de techniques auquel tous les participants pourront puiser. La Conférence-Exposition et sa préparation viseront à faire prendre davantage conscience de la nécessité croissante d'offrir un environnement convenable aux êtres humains et de l'importance qu'il y a à étudier plus attentivement ces besoins et à leur consacrer davantage de ressources. Le Conseil d'administration du PNUE à sa première session a étudié le rapport du Secrétaire général sur le plan et le montant estimatif du coût de la Conférence-Exposition ainsi que le rapport d'une réunion d'experts sur les thèmes dont traitera la Conférence. Il a également adopté les recommandations énoncées dans sa décision 4 (I) [voir A/9025, annexe I], sur la base desquelles le Secrétaire général a établi une note concernant les incidences administratives et financières de la Conférence-Exposition (A/9238). Les recommandations du Conseil soulignent les aspects novateurs de la Conférence et son rôle, qui est d'assurer la diffusion la plus vaste possible d'idées et de techniques nouvelles dans le domaine des établissements humains. La collaboration des organismes des Nations Unies, y compris des commissions économiques régionales, et celle d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales, seront nécessaires à cette fin. Préparer la Conférence-Exposition sera une tâche difficile, étant donné que son double aspect est une innovation pour les conférences des Nations Unies. Un groupe préparatoire du secrétariat, travaillant en étroite collaboration avec le Gouvernement canadien et le Département des affaires économiques et sociales a entrepris une planification préliminaire sur la base des objectifs approuvés par le Conseil d'administration. Toutefois, le moment est venu d'accorder à la préparation de la Conférence-Exposition la priorité et les ressources nécessaires, à la fois au niveau du secrétariat et au niveau intergouvernemental. M. Strong espère que la Commission se prononcera à ce sujet lors de la session en cours.

14. Si l'on jette un regard sur l'année écoulée, il est encourageant de constater que les particuliers et les gouvernements témoignent d'un intérêt de plus en plus vif et de plus en plus réfléchi pour les problèmes de l'environnement et que l'on prend de plus en plus conscience du fait que la coopération entre les nations est indispensable si l'on veut protéger l'environnement. L'intérêt des pays en voie de développement pour cette question augmente rapidement; depuis la Conférence de Stockholm, la plupart de ces pays ont pris des mesures pour résoudre leurs problèmes nationaux d'environnement et se sont engagés activement dans des activités internationales en matière d'environnement. Dans les pays les plus industrialisés, un intérêt très général a fait place à une préoccupation plus réaliste portant sur des problèmes particuliers. Un certain nombre de ces pays ont déjà adopté une nouvelle législation plus énergique qui produit déjà des effets en matière d'environnement. La crise de l'énergie a fait naître des pressions allant dans le sens d'un relâchement de la protection de l'environnement, mais elle a fait prendre conscience par ailleurs du message central de l'époque où nous entrons, à savoir qu'il faut être plus prudent dans l'exploitation et l'utilisation des ressources et coopérer davantage pour partager à la

fois les responsabilités et les avantages qui s'y attachent.

15. Tout semble prouver qu'il y a des limites à la capacité physique qu'a l'environnement naturel de supporter le faix des activités humaines présentes et futures et que certaines de ces limites sont déjà atteintes. Les problèmes de l'environnement proviennent fondamentalement de déséquilibres de comportement économique et social. L'homme ne se mettra en harmonie avec son environnement naturel que s'il parvient à modifier son comportement économique et social. Le problème de l'environnement est donc inextricablement lié aux grandes questions de développement international, de politique économique et commerciale, de justice sociale, de droits de l'homme et de préservation de la paix. La Conférence de Stockholm a fait prendre conscience à tous de l'interdépendance universelle des hommes. Il appartient maintenant au PNUE d'apporter les mécanismes et les mesures qui réaliseront cette interdépendance dans la pratique. Il a déjà pris un bon départ, et les débats de la Commission auront une forte influence sur l'avenir de cette tâche commune.

16. M. BENGTTSSON (Suède) dit que, ayant présidé le Conseil d'administration du PNUE lors de sa première session, il aimerait faire quelques remarques générales sur les résultats obtenus. Il tient tout d'abord à remercier le Directeur exécutif de son exposé liminaire, qui fournit à la Commission une base de discussion solide.

17. L'esprit de coopération qui s'est manifesté pendant cette première session du Conseil augure bien de l'avenir. Les résultats obtenus sont exposés dans son rapport (A/9025), qui mérite une large approbation.

18. Très peu de temps s'est écoulé entre la création du secrétariat du PNUE et la première session du Conseil. Il a fallu recruter du personnel et préparer un nouveau type de documentation. Le PNUE est une institution nouvelle, dont les activités couvrent un domaine pratiquement inconnu il y a quelques années encore. C'est à cette session que, ne se contentant plus d'exprimer une inquiétude, on est vraiment passé de la parole aux actes. Il est donc naturel que le Conseil ait parfois tâtonné.

19. M. Bengtsson s'est réjoui d'apprendre que l'installation à Nairobi s'était déroulée sans problème, grâce à l'action admirable du Gouvernement kényen, et que les préparatifs de la deuxième session du Conseil sont en cours.

20. La première tâche du Conseil d'administration a été de formuler les grands objectifs du programme : améliorer les connaissances et favoriser une prise de conscience, tant au niveau national qu'au niveau international, tenir compte des problèmes de l'environnement dans l'élaboration et dans l'exécution des plans de développement, et fournir une assistance aux programmes nationaux de protection de l'environnement.

21. Le Conseil a ensuite établi des priorités dans le Plan d'action pour l'environnement¹ adopté par la Conférence de Stockholm. Comme toutes les recommandations qui y figurent ont déjà un caractère prioritaire et qu'elles sont aussi largement interdépendantes, il n'a pas été facile de se mettre

¹ Voir A/CONF.48/14/Rev.1, chap. II.

d'accord sur ce qui était le plus urgent et requérait une action immédiate. Le consensus atteint après de multiples consultations entre représentants de tous les groupes de pays constitue donc un grand pas en avant.

22. La troisième tâche du Conseil a été de décider des procédures relatives à la conduite des opérations du Fonds du PNUE. Des points de vue différents ont été exprimés à ce sujet, mais il a été possible de trouver une solution de compromis. Il est cependant préoccupant que les contributions promises antérieurement soient versées si lentement. Le Fonds est l'instrument essentiel d'exécution d'un programme international de protection de l'environnement, et le Directeur exécutif doit disposer des ressources nécessaires pour traduire des recommandations générales en propositions concrètes. En tant que président actuel du Conseil d'administration, le représentant de la Suède appelle donc les Etats à respecter leurs engagements et à verser au Fonds les contributions promises.

23. Le Conseil a aussi adopté une recommandation à l'Assemblée générale au sujet de la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains. La décision 4 (I) du Conseil fournit à la Commission les éléments nécessaires pour faire avancer la réalisation de ce projet.

24. L'étape suivante de la création d'un programme d'action concret sera la formulation, par le Directeur exécutif, de projets à soumettre au Conseil à sa deuxième session, un début d'exécution et le lancement du Fonds du PNUE. Cette tâche ne sera pas facile, car les opinions des Etats Membres diffèrent quant aux problèmes à traiter en premier; M. Bengtsson est néanmoins convaincu que le Directeur exécutif saura la mener à bien.

25. En tant que représentant de la Suède, il passe alors aux mesures à prendre dans certains secteurs prioritaires. Le Plan Vigie est un élément essentiel des efforts déployés dans le monde entier pour résoudre les problèmes communs de l'environnement. A cet égard, M. Bengtsson note avec satisfaction que le Conseil d'administration a décidé qu'il faudrait d'abord mettre au point un système de surveillance continue des polluants qui peuvent influencer sur le temps et le climat. Il approuve aussi la décision de convoquer en 1974 une réunion technique intergouvernementale pour aider à identifier les polluants d'importance internationale et pour définir des méthodes de surveillance continue de ces polluants.

26. Passant à certains domaines visés dans le plan d'action prioritaire adopté par le Conseil et présentant un caractère d'urgence, le représentant de la Suède dit que son gouvernement est profondément préoccupé par le risque de pollution des mers, préoccupation que partagent tous les Etats. La Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et d'autres matières, conclue le 29 décembre 1972, constitue un bon départ, mais il faut aussi trouver des moyens de contrôler ou de supprimer d'autres sources de pollution des mers, qu'elles se trouvent à terre ou sur des navires. La Conférence internationale de l'OMCI sur la pollution des mers, qui s'est tenue à Londres du 8 octobre au 2 novembre 1973, a constitué un grand pas en avant, mais il est regrettable que la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires, adoptée par cette conférence, n'envisage pas l'interdiction absolue

des rejets délibérés d'hydrocarbures dans la mer, comme le recommandaient la Conférence de Stockholm et le Conseil d'administration. Le Gouvernement suédois a l'intention de suivre de près l'évolution de cette question importante. La Suède a élaboré, en coopération avec les autres Etats riverains de la mer Baltique, des propositions visant à protéger cette mer et couvrant l'immersion de déchets, la pollution par les navires et la pollution d'origine terrestre.

27. Les problèmes de l'environnement concernant les établissements humains ont un caractère d'urgence, et la délégation suédoise se félicite de les voir figurer dans la liste des priorités adoptées par le Conseil. La prochaine Conférence-Exposition sur les établissements humains revêt une importance particulière, et la délégation suédoise appuie les recommandations faites à ce sujet par le Conseil. Elle espère aussi que les Etats participants présenteront des études de problèmes et solutions et d'autres informations pouvant servir de point de départ aux débats de la Conférence. Il faudra aussi prévoir des fonds à prélever sur le budget ordinaire de l'Organisation, ainsi que du personnel, pour mener à bien les travaux préparatoires. La délégation suédoise souhaite vivement que l'Assemblée générale adopte une résolution approuvant les résultats des débats du Conseil sur ce sujet.

28. En ce qui concerne les techniques, M. Bengtsson souligne les grandes possibilités qu'offre un contrôle des produits, avec des mesures touchant la réglementation, le transport, la manipulation et le stockage des matières dangereuses.

29. Le Conseil d'administration a prié le Directeur exécutif de rassembler des renseignements détaillés sur la crise de l'énergie en vue de les lui présenter à sa prochaine session. Les principales ressources énergétiques ne peuvent plus être considérées comme inépuisables et de nouvelles ressources ne contribueront sans doute utilement à résoudre le problème que plus tard que prévu. La période transitoire peut être réduite en intensifiant l'effort de recherche, qui devra prendre en considération les aspects de l'environnement. Le problème de l'énergie se pose au niveau national et au niveau mondial; il faut donc s'employer à élaborer une politique énergétique mondiale à long terme. C'est là une tâche complexe, mais les études effectuées actuellement par le Directeur exécutif aideront à en mieux comprendre les difficultés. Les ressources naturelles sont elles aussi limitées et des politiques mondiales pourraient être nécessaires pour assurer une production satisfaisante et une répartition équitable des matières premières. Les intérêts légitimes des pays producteurs doivent être pris en considération. La délégation suédoise approuve pleinement le Plan d'action adopté par le Conseil d'administration dans la décision 1 (I) et elle est prête à contribuer à sa bonne réalisation dans la mesure de ses possibilités.

30. Les décisions du Conseil ont été mises au point après des consultations approfondies entre représentants de tous les groupes et de tous les pays; elles constituent donc un compromis délicat entre des intérêts différents. Il serait bon que l'Assemblée générale adopte, pendant la session en cours, une résolution dont la partie essentielle marquerait sa pleine et ferme approbation des conclusions du Conseil.

31. M. CROOKS (Directeur du Centre de l'habitation, de la construction et de la planification), présentant le rapport du Secrétaire général sur les critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains (A/9163), rappelle que l'Assemblée générale a discuté à sa vingt-septième session des problèmes de l'environnement et s'est particulièrement préoccupée des problèmes de l'habitat, ce qui l'a conduite à adopter les résolutions 2998 (XXVII), 2999 (XXVII) et 3001 (XXVII). Le Département des affaires économiques et sociales a été chargé de préparer le rapport demandé dans la résolution 2998 (XXVII). L'Assemblée recommandait notamment dans cette résolution que les organismes d'aide au développement tels que le PNUD et la BIRD donnent un rang élevé de priorité aux demandes d'aide en matière d'habitation et d'établissements humains. Elle recommandait aussi que la Banque fournisse des fonds à des conditions tenant compte du caractère particulier du problème, qu'en établissant des critères pour l'octroi de prêts à ce secteur elle prenne en considération des facteurs comme le taux de chômage, le rythme de croissance des villes et les conditions générales du logement dans les pays en voie de développement, et qu'elle accorde des prêts pour la création d'institutions financières nationales destinées à mobiliser des capitaux et à les investir dans les domaines du logement et dans des domaines connexes.

32. En établissant le rapport (A/9163), le Département des affaires économiques et sociales a signalé cette résolution à l'attention des principaux organismes d'assistance au développement et leur a demandé des renseignements sur leurs politiques et programmes d'assistance dans le domaine de l'habitat ainsi que sur les priorités retenues, les conditions régissant l'octroi de cette assistance et les perspectives dans ce secteur. Leurs réponses sont résumées dans le rapport; on y a aussi exposé brièvement les conclusions tirées des informations reçues. Des extraits des réponses contenant des détails supplémentaires sont annexés au rapport. Ces informations ont été rassemblées au moyen de lettres circulaires et de questionnaires, en étudiant les rapports et les divers documents existants ainsi qu'en recourant, quand c'était possible, à des contacts personnels pour compléter les renseignements obtenus par écrit.

33. Dans un rapport qui traite d'un domaine relativement nouveau et intéressant tous les pays, il est important de donner une idée des courants de pensée qui influencent les planificateurs, et donc leurs décisions et les politiques qu'ils retiennent. Les impressions des auteurs du rapport à ce sujet sont résumées dans les conclusions. Certains chiffres d'assistance sont étonnamment élevés, en particulier en pourcentage, mais on ne peut pas toujours discerner s'ils sont le signe de l'importance que les organismes intéressés attachent au problème de l'habitat ou s'ils sont plutôt le résultat de manipulations comptables opérées après coup. L'aide accordée aux organismes de logement est faible en comparaison du total des prêts et même du montant total des fonds consacrés à l'habitat. Aucune assistance, pratiquement, n'est fournie pour réaliser un des grands objectifs désignés par l'Assemblée générale dans sa résolution 2998 (XXVII), à savoir la création d'institutions financières nationales destinées à mobiliser des capitaux pour les investir dans ce secteur. Et la plupart des organismes n'ont pas été en mesure de

fournir des détails sur l'assistance qu'ils envisagent d'octroyer au secteur du logement. Il faut cependant leur rendre cette justice que les programmes internationaux d'assistance reflètent les priorités et les intérêts des Etats tels que ceux-ci les ont précisés dans leurs demandes d'assistance. D'après les réponses reçues et ce que l'on sait généralement des demandes d'assistance internationale formulées par les gouvernements, il semblerait que le secteur du logement n'ait pas été encore mis au rang des priorités par les responsables du développement au niveau des pays ou au niveau international.

34. Il est peut-être prématuré d'essayer d'évaluer l'impact de la résolution 2998 (XXVII) sur les critères et les politiques des diverses institutions en matière de logement. Il est cependant encourageant que toutes les institutions, et de nombreux gouvernements, reconnaissent maintenant l'importance du problème et commencent à prendre des mesures constructives pour le résoudre. L'une des mesures les plus importantes à cet égard est peut-être la décision qu'a prise l'Assemblée générale de convoquer la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains en 1976. On peut espérer que les préparatifs de cette conférence, et cette conférence elle-même, permettront de mieux comprendre les causes et les implications des problèmes de l'habitat dans le monde entier et qu'il en résultera des programmes nationaux et internationaux plus cohérents, qui permettront de mobiliser les ressources, l'imagination et les bonnes volontés nécessaires.

35. M. BASFORD (Canada) se déclare heureux de noter que le secrétariat du PNUE continue d'aller de l'avant dans l'exécution de son programme complexe, en consultation étroite avec les Etats Membres, les organismes des Nations Unies et des organisations n'appartenant pas au système des Nations Unies. La délégation canadienne se félicite particulièrement des progrès accomplis en ce qui concerne le Plan Vigie, qui servira de base à de nouvelles mesures rationnelles dans le domaine de l'environnement aux niveaux national et international, y compris aux propres activités du PNUE. Le Canada participe pleinement à ce programme, auquel il donne tout son appui. En coopération avec d'autres pays, il procède à des analyses par sondages de l'air des régions urbaines et des régions situées à l'intérieur des terres ainsi que de la haute atmosphère afin de mesurer la pollution. De même, il participe très activement au Système international de référence, pour lequel il a lancé un programme d'appui. Vu la longueur de ses côtes, le Canada attache une importance particulière au développement du programme du PNUE relatif au milieu marin. Le Registre des cours d'eau propres s'inscrit dans le cadre de ce programme, et le Canada a contribué à cette activité au moyen d'un document officiel suggérant des critères à adopter en ce qui concerne les principaux fleuves et les cours d'eau propres; un expert sera mis à la disposition du PNUE afin d'aider à la mise au point de ces critères.

36. Le rapport du Conseil d'administration sur sa première session (A/9025) traduit des résultats remarquables pour un organisme de création aussi récente. La Conférence de Stockholm a énoncé l'engagement de la communauté internationale de préserver, restaurer et protéger l'environnement humain et, depuis lors, un effort international de grande envergure a été entrepris

pour faire face aux problèmes d'environnement dont l'urgence préoccupe la communauté internationale. Toutefois, à l'échelle mondiale, il reste encore beaucoup à faire. En particulier, le monde connaît une période de croissance urbaine sans précédent; d'ici à l'an 2000, la population urbaine des pays développés risque de doubler pour dépasser le milliard d'habitants, tandis que, d'après les projections, la population urbaine des pays en voie de développement quadruplerait, pour atteindre 1,5 milliard d'habitants. Une croissance urbaine aussi rapide et aussi considérable créera des difficultés immenses pour les divers pays et pour l'ensemble du monde. C'est pourquoi l'action internationale dans le domaine des établissements humains revêt une importance capitale. La délégation canadienne estime encourageant le fait que la communauté internationale se rend compte de la priorité à accorder à la solution des problèmes d'environnement que posent les établissements humains. Le Conseil d'administration du PNUE a estimé que la Conférence-Exposition sur les établissements humains constituerait un important moyen de mettre au point un programme en la matière, et les propositions novatrices et détaillées auxquelles il a souscrit témoignent de l'aptitude du PNUE à faire face avec rapidité et dynamisme à une tâche difficile. La Conférence-Exposition sera la première du genre; elle concentrera l'attention sur les solutions qui peuvent être apportées aux problèmes des établissements humains, fournira une base concrète à la participation active des gouvernements, éclaircira divers aspects de questions de politique générale connexes, suscitera un processus continu d'identification des meilleurs moyens de résoudre les problèmes des établissements humains et encouragera les pays à entreprendre des séries de projets de démonstration susceptibles de servir de foyers de transformation rurale et urbaine, stimulera les innovations et permettra d'échanger des données d'expérience, des idées et des techniques, et formulera des recommandations relatives à un programme international continu en matière d'établissements humains. La présentation des solutions qui ont été apportées dans le monde entier aux problèmes des établissements humains montrera comment ces problèmes sont résolus dans certains pays, et permettra à tous de tirer la leçon des échecs et des succès des uns et des autres ainsi que d'examiner des procédés et des produits, des techniques et des méthodes. Un tel échange est nécessaire si l'on veut identifier et porter à l'attention de la communauté mondiale les meilleures solutions possibles. Des connaissances plus approfondies sont nécessaires, et une analyse nouvelle des diverses approches possibles devrait être le point de départ de nouveaux efforts.

37. Ce qu'il faut, c'est montrer à la communauté internationale des résultats concrets et non des spéculations. C'est pourquoi le Secrétaire général a demandé dans son rapport que l'on entreprenne une série de projets de démonstration dans le monde entier afin de s'en servir comme base de la Conférence-Exposition. Certains projets présenteront un intérêt national, d'autres un intérêt régional, tandis que les projets revêtant une importance universelle eu égard aux critères définis par l'ONU seront exposés à Vancouver. L'élément démonstration de la Conférence-Exposition, utilisé à bon escient, pourra stimuler un processus d'innovation et d'activité à

l'intérieur de chaque pays compte tenu de ses problèmes propres en matière d'établissements humains. Le Gouvernement canadien se propose d'emboîter le pas à l'Organisation des Nations Unies et d'entreprendre un programme continu de projets canadiens susceptible de constituer un moyen efficace non seulement de faire démarrer les travaux nécessaires dans des domaines particuliers mais également d'identifier des idées et des techniques méritant d'être diffusées dans d'autres pays. L'exode massif vers les villes touche tout le monde dans tous les pays, et les logements ou l'infrastructure ne sont jamais suffisants pour absorber les nombreux nouveaux arrivants dont les mouvements ne répondent à aucun plan systématique. Les installations existantes sur les plans social, éducatif et administratif sont souvent mises à contribution au-delà de leur capacité. Dans certains cas, les conséquences de l'urbanisation se font le plus durement sentir dans les régions rurales dépeuplées, tandis qu'ailleurs, en particulier dans les pays en voie de développement, les pressions engendrées par une expansion rapide créent fréquemment des établissements de squatters dépourvus de systèmes d'adduction d'eau et d'égouts suffisants ou des autres nécessités d'une vie décente. Toutefois, les problèmes ne se limitent pas aux pays en voie de développement; les pays plus industrialisés connaissent également des insuffisances sur les plans du logement, des transports, etc., et aucun pays n'a encore trouvé de moyen efficace de faire face à l'explosion démographique.

38. La transformation accélérée des schémas traditionnels et les effectifs de population sans précédent qui y sont mêlés posent des problèmes sérieux, mais la conscience nouvelle que l'on a de l'urgence de ces problèmes présente également de grandes possibilités d'action. Des solutions ont été appliquées avec succès dans différents pays et dans des situations différentes : action des pouvoirs publics mettant en jeu des mesures fiscales d'encouragement ou de dissuasion, création de villes nouvelles et de collectivités nouvelles en vue de gérer la croissance urbaine et sa distribution; arrangements novateurs pour le financement, la construction et l'administration des communautés nouvelles; nouvelles méthodes de conception de l'habitation, de construction et de promotion; utilisation maximale de ressources limitées, par le recyclage par exemple; développement de l'énergie solaire et de systèmes urbains consommant peu d'énergie, présentant une importance particulière à l'heure actuelle compte tenu de la situation en matière d'énergie; nouvelles méthodes de recyclage des eaux usées; nouvelles expériences en matière d'administration métropolitaine; nouveaux arrangements juridiques et sociaux concernant les établissements humains; utilisation de techniques intermédiaires et d'autres méthodes novatrices en matière de transports urbains. Ces solutions devraient faire l'objet de projets de démonstration à la Conférence-Exposition. On pourrait également y démontrer comment un front de mer ou toute autre zone urbaine peut être réaménagé grâce aux efforts de coopération de l'Etat et des particuliers, ou comment le terrain peut être utilisé de façon rationnelle pour protéger l'environnement tout en donnant aux habitants d'un établissement humain tout lieu de se féliciter d'y résider. La Conférence-Exposition et ses préparatifs pourraient ainsi servir d'instruments nouveaux permettant d'identifier et de choisir des solu-

tions dans tel ou tel pays ou dans telle ou telle région et d'envisager leur application éventuelle dans d'autres pays ou régions. Ce processus devrait se poursuivre après la clôture de la Conférence-Exposition.

39. Il faut également se préoccuper de certains domaines négligés, tels que la protection des cités historiques. Les mesures d'urgence qui sont actuellement prises dans certains endroits pour préserver d'importants monuments avant qu'ils ne soient complètement détruits par la pollution sont tout à fait méritoires mais risquent d'être insuffisantes et d'arriver trop tard. Il se peut que la limitation de la circulation automobile dans le centre des vieilles villes soit la seule façon de sauvegarder les vestiges d'une tradition plus paisible, mais une telle mesure se heurte à de sérieuses résistances. Les nouveaux établissements doivent être des centres de civilisation et non de simples boîtes où l'on vit au milieu d'une atmosphère polluée. Bon nombre des situations politiques et sociales que certains pays s'efforcent d'urgence de corriger pourraient être évitées grâce à une planification minutieuse. La Conférence-Exposition pourrait encourager certaines de ces idées et également stimuler la recherche de solutions nouvelles indispensables. La délégation canadienne espère qu'elle ouvrira la voie à une volonté d'action bien arrêtée de la part de la communauté internationale en faveur des établissements humains, comme la Conférence de Stockholm l'a fait pour l'environnement dans son ensemble. Si la Conférence-Exposition suit logiquement la Conférence de Stockholm, il ne faut néanmoins pas la concevoir comme étant la deuxième conférence sur l'environnement.

40. La préparation de la Conférence-Exposition doit servir à identifier les problèmes clefs et à définir des recommandations concernant les mesures à prendre aux plans national, régional et international. Le processus préparatoire a démarré avec un séminaire d'experts des Nations Unies qui s'est tenu à Vancouver en mai 1973. Les idées qui se sont dégagées de cette réunion sont le reflet de points de vue très variés, et le comité préparatoire devrait pouvoir s'en inspirer pour arrêter les thèmes définitifs de discussion et constituer des groupes d'experts au sein desquels sera accompli l'essentiel des travaux. Il devrait également être possible de convenir sans tarder des critères permettant de choisir les projets de démonstration.

41. Depuis la première session du Conseil d'administration, des éclaircissements importants concernant la nature de l'exposition ont été donnés. Le Gouvernement canadien n'aurait pas été en mesure d'accepter une "foire mondiale" comportant de grands pavillons nationaux au sein desquels auraient été exposés avec recherche des produits et des réalisations techniques. La Conférence-Exposition ne doit pas constituer un exercice de relations publiques mais regrouper un nombre soigneusement délimité de présentations visant à illustrer le fond des discussions plutôt qu'à servir de faire-valoir à certaines techniques de conception.

42. Le Conseil d'administration a recommandé à l'unanimité à l'Assemblée générale d'accepter le rapport du Secrétaire général, ainsi que le rapport du Séminaire d'experts. Il a également recommandé que le coût de la Conférence et de ses préparatifs soit imputé sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations

Unies, et qu'une partie des coûts de l'Exposition et de sa préparation soient couverts par le Fonds du PNUE. Dans sa note (A/9238), le Secrétaire général propose expressément que le Fonds soit une source de financement de l'Exposition et de sa préparation et, de l'avis de la délégation canadienne, cette activité entre bien dans le cadre du mandat du Fonds. L'Exposition a pour but de susciter un programme d'action dans le domaine des établissements humains et de stimuler la recherche de solutions aux problèmes d'environnement posés par les établissements humains. Toutefois, la délégation canadienne reconnaît que la décision définitive à cet égard appartient au Conseil d'administration, qui examinera la question à sa prochaine session.

43. La délégation canadienne appuie pleinement le rapport du Conseil d'administration et recommande à l'Assemblée générale de l'adopter. Les programmes qui pourraient être issus de la Conférence-Exposition constitueront une jonction rationnelle et logique avec les problèmes d'environnement, tant naturels qu'imputables à l'homme.

44. Présentant, au nom des auteurs, le projet de résolution A/C.2/L.1312, M. Basford dit qu'il constitue la législation sans laquelle la planification et le financement de la Conférence-Exposition resteraient en suspens. Les quatre premiers alinéas du préambule n'appellent aucune explication. Le cinquième alinéa contient les éléments essentiels qui sont à la base de la préoccupation internationale relative à la préservation et à l'amélioration de l'environnement humain et il aborde deux importants facteurs affectant la qualité de cet environnement, à savoir l'urbanisation et l'exode rural; concurremment avec le sixième alinéa, il exprime les préoccupations et les thèmes essentiels qui devraient être les points de repère de la Conférence-Exposition. Le septième alinéa du préambule enregistre la satisfaction qu'inspire aux auteurs la coopération entre le PNUE et le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification, qui constitue à leur avis un excellent exemple des efforts collectifs déployés par les organismes des Nations Unies dans la poursuite d'un but commun et dont ils espèrent qu'elle se poursuivra.

45. Toute la question des établissements humains est très vaste, et les auteurs du projet de résolution ont estimé que d'importantes contributions à la Conférence-Exposition pourraient être faites par d'autres conférences internationales qui doivent se tenir avant 1976, telles que la Conférence sur les ressources en eau, qui doit se tenir en Argentine, et la Conférence sur le droit de la mer, qui doit se tenir au Venezuela. Le huitième alinéa du préambule contient une disposition générale relative à ces conférences et se réfère également de façon expresse à la Conférence mondiale de la population, dont les travaux seront les plus étroitement apparentés à ceux de la Conférence-Exposition.

46. La nécessité du paragraphe 1 du dispositif, fixant au 31 mai-11 juin 1976 la date de la Conférence-Exposition, découle de la note verbale, en date du 2 février 1973, dans laquelle le Secrétaire général a expliqué les difficultés qu'il y aurait à convoquer la Conférence-Exposition dans la deuxième moitié de 1975, comme l'avait envisagé l'Assemblée générale dans sa résolution 3001 (XXVII), et suggéré qu'elle soit reportée à la fin du printemps de 1976. Dans une autre

note verbale, en date du 19 mars 1973, le Secrétaire général a indiqué qu'il ne semblait pas y avoir d'objections de la part des Etats Membres à l'égard de cette proposition, sous réserve de confirmation officielle par l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session.

47. Le paragraphe 2 se borne à approuver en termes généraux les recommandations concernant la Conférence-Exposition figurant dans le rapport du Conseil d'administration; la question du financement, qui est également abordée dans ce paragraphe, est développée dans la note du Secrétaire général (A/9238).

48. Le paragraphe 3 va au cœur de la question de savoir ce que la Conférence-Exposition doit être. Celle-ci devrait poursuivre deux objectifs principaux : premièrement, l'échange de renseignements sur les solutions aux problèmes d'environnement posés par les établissements humains devrait aider les gouvernements à s'attaquer à ces problèmes et, deuxièmement, la Conférence servira de catalyseur à l'élaboration d'un programme d'action continu dans ce domaine crucial.

49. Le paragraphe 4 représente une formule généralement acceptée en ce qui concerne l'organisation des conférences des Nations Unies. Le paragraphe 5 prévoit l'indispensable comité préparatoire qui aura pour tâche d'orienter les activités du secrétariat pour la préparation de la Conférence-Exposition; la composition du comité préparatoire tiendra compte de la répartition géographique équitable, éventuellement de la même façon que celle du Conseil d'administration du PNUE.

50. Le paragraphe 6 découle directement de la cinquième recommandation faite par le Conseil d'administration dans sa décision 4 (I), à ceci près que l'on s'y réfère au Département des affaires économiques et sociales plutôt qu'au Centre de l'habitation, de la construction et de la planification seulement. L'expérience acquise lors des phases préliminaires a montré que, si le Centre a une importante contribution à faire, d'autres services du Département peuvent eux aussi offrir des apports précieux.

51. En définitive, le succès de la Conférence-Exposition reposera sur les efforts de coopération de tous les organismes des Nations Unies, ainsi que des organes qui n'en font pas partie; telle est la raison de l'inclusion des paragraphes 7 et 8.

52. Le paragraphe 9 vise à répondre à l'appel lancé par le Conseil d'administration en vue du lancement d'un programme d'information dynamique destiné à faire partie intégrante de la Conférence-Exposition. Le paragraphe 10 permettra à l'Assemblée générale de passer en revue et de commenter les préparatifs de la Conférence-Exposition.

53. Vu le large appui qu'a suscité l'idée de la Conférence-Exposition à la vingt-septième session de l'Assemblée générale, les auteurs espèrent que le projet de résolution sera adopté par consensus. Le Gouvernement canadien se félicite à l'idée d'accueillir les participants à la Conférence-Exposition, car il estime que ce n'est que par l'effort uni de tous les pays que les problèmes des établissements humains de par le monde pourront être résolus.

54. M. MUHOHO (Kenya) remercie le Directeur exécutif pour les remarques qu'il a faites à propos des

bons rapports existant entre le PNUE et le Kenya, ainsi que le représentant de la Suède, en sa qualité de président du Conseil d'administration, pour les paroles aimables qu'il a eues à propos des efforts faits par le Kenya pour aider le PNUE à s'installer à Nairobi. Le Gouvernement kényen continuera à coopérer au maximum avec le PNUE pour lui permettre de fonctionner efficacement. L'année qui s'est écoulée depuis la création du PNUE est une période trop brève pour permettre d'en évaluer les réalisations, d'autant plus que le Conseil d'administration n'a fait connaître ses directives au Directeur exécutif qu'en juin 1973, que le recrutement du personnel a dû être entrepris avec précaution et que le transfert de Genève à Nairobi a dû être opéré. Néanmoins, le plus jeune membre de la famille des organismes des Nations Unies, sous la conduite dynamique de son directeur exécutif, s'est attelé à la tâche avec un succès appréciable. Le Conseil d'administration s'est réuni à Genève et a élaboré un plan énonçant des priorités que le Directeur exécutif devra développer de façon à en permettre l'examen détaillé par le Conseil à ses prochaines sessions. On ne s'est pas départi d'une vision réaliste des possibilités actuelles du PNUE, et le rapport du Conseil d'administration (A/9025) témoigne du succès du Programme.

55. Lorsqu'il préparera la deuxième session du Conseil d'administration, le PNUE ne devra pas oublier que la communauté internationale s'attend que l'on obtienne des résultats, maintenant que le Programme est fermement engagé sur la voie de l'application des recommandations de la Conférence de Stockholm. Seules les études nécessaires doivent être élaborées; l'adoption de mesures concrètes ne devrait pas être retardée, car le PNUE peut poursuivre ses activités sans délai dans de nombreux domaines. Lorsqu'il donnera effet aux recommandations de la Conférence de Stockholm, incitera les institutions spécialisées, les gouvernements et les organisations à agir et surveillera l'environnement, le PNUE sera naturellement amené à travailler en étroite collaboration avec les institutions spécialisées. La délégation kényenne note avec satisfaction que les institutions coopèrent avec le PNUE et présentent des propositions au sein du Comité de coordination pour l'environnement. Le PNUE devrait également susciter l'action, ou participer aux activités, dans tout domaine qu'il juge important et dont d'autres organismes ne se sont pas préoccupés. Vu le rôle potentiel qu'il peut jouer pour ce qui est de prendre des initiatives, le PNUE devrait développer ses propres compétences techniques qui lui permettraient, parallèlement aux consultations avec des experts gouvernementaux et autres, d'évaluer les situations et les projets.

56. Les priorités adoptées par le Conseil d'administration, qui peuvent être modifiées de temps à autre, doivent être considérées comme constituant un plan de développement du PNUE de durée indéfinie. Les priorités reflètent les intérêts aussi bien des pays développés que des pays en voie de développement, et par conséquent ceux de la communauté mondiale dont le Programme est le mandataire. Des mesures correctives et des mesures préventives sont nécessaires. C'est là un point que le Directeur exécutif ne devra pas perdre de vue lorsqu'il présentera ses propositions et il devra se préoccuper tout particulièrement des besoins spéciaux des pays en voie de développement.

57. Ces derniers reconnaissent qu'ils doivent améliorer et préserver leur environnement tout en encourageant le développement et la croissance industrielle de façon à répondre aux besoins de leurs peuples. S'il leur appartient d'arrêter leurs choix et leurs priorités propres, on peut néanmoins s'attendre qu'ils tiennent compte des directives mises au point par le PNUE et des avis que celui-ci pourrait leur donner sur leur demande. Le Kenya n'a cessé de se préoccuper sérieusement de la question de l'environnement et du développement et, pour la première fois, des considérations touchant l'environnement seront expressément incorporées dans son plan de développement révisé pour 1974-1978, compte pleinement tenu des répercussions des objectifs nationaux sur l'environnement. L'approche ainsi adoptée mettra l'accent sur l'éducation et la compréhension de l'environnement au niveau local. La délégation kényenne se félicite des efforts déployés par le PNUE pour faciliter l'organisation de séminaires destinés à permettre à de hauts fonctionnaires spécialistes de la planification d'échanger des données d'expérience sur les rapports entre le développement et l'environnement. De tels séminaires contribueront à améliorer l'environnement des pays en voie de développement et auront des répercussions capitales sur le développement économique et social. Ce point de vue du Kenya ne change rien au fait que les pays en voie de développement souhaitent que l'aide des pays développés et de certaines institutions ne soit pas réduite ou utilisée dans le but de leur imposer des idées émanant de l'étranger.

58. L'application de connaissances et de critères scientifiques est indispensable à la gestion rationnelle de l'environnement et au développement. Dans la mesure où le PNUE suscite le transfert et l'application de techniques, il faut qu'il le fasse en étroite collaboration avec les pays bénéficiaires. Les pays en voie de développement doivent eux-mêmes échanger, indépendamment de leur niveau de développement, les techniques qu'ils ont mises au point, car elles peuvent être plus appropriées à leur situation que celles qui émanent de sources développées plus perfectionnées. Ce n'est pas parce qu'ils n'ont eux-mêmes rien de mieux à proposer qu'il faut transférer aux pays en voie de développement les techniques insuffisamment mises à l'épreuve, périmées ou inutilisables. Le PNUE devrait en quelque sorte monter la garde à cet égard.

59. La question des établissements humains, à laquelle le Conseil d'administration a accordé une priorité élevée, revêt une portée mondiale. Bien que les problèmes se fassent surtout sentir dans les pays développés, ils existent aussi à l'état chronique dans les pays en voie de développement, aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Il importe d'agir immédiatement pour surmonter les problèmes de logement, d'assainissement et de qualité de l'eau auxquels se heurtent les pays du tiers monde. Aussi le Conseil d'administration est-il en train d'étudier les propositions relatives à la constitution d'un fonds destiné à atténuer l'acuité des problèmes et ne perdra-t-il jamais de vue la question des établissements humains. Les propositions que le PNUE formulera dans ce domaine prioritaire sont évidemment attendues avec intérêt.

60. La délégation kényenne se félicite de la bonne volonté du Gouvernement canadien et des préparatifs qu'il a déjà entrepris pour accueillir la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains. Une telle conférence peut servir à exposer les techniques appropriées qui peuvent être immédiatement appliquées à la solution des problèmes de l'humanité, notamment dans les pays en voie de développement. La délégation kényenne attend avec intérêt de participer pleinement aux travaux préparatoires et à la Conférence elle-même. L'Assemblée générale doit constituer un comité préparatoire de 58 membres, choisis comme il convient, pour diriger les travaux préparatoires. Il faudrait entamer immédiatement des consultations en vue de s'entendre sur le nom du sous-secrétaire général devant diriger le secrétariat qui prêterait son concours au comité préparatoire.

61. Le milieu marin est un important domaine de préoccupation pour le PNUE. Le fait que l'environnement dans son ensemble fait l'objet d'une démarcation arbitraire démontre la nécessité pour le PNUE de participer activement aux travaux préparatoires de la Conférence sur le droit de la mer et de prendre une part qui ne soit pas seulement marginale dans les travaux de la Conférence elle-même. La délégation kényenne repousse les efforts de certains pays développés visant à affaiblir l'importance de la Conférence sur le droit de la mer et à nier au PNUE la possibilité de jouer un rôle central dans la préservation du milieu marin. Il ne faut préjuger en aucune façon l'issue de cette conférence, de même que les délégations ne doivent pas manipuler les situations pour imposer le rôle de tel ou tel organe des Nations Unies en fonction du contrôle qu'elles exercent sur lui.

62. La délégation kényenne se félicite de ce que le Conseil d'administration, le Comité de coordination pour l'environnement, le secrétariat du PNUE et le Fonds du PNUE soient devenus opérationnels et s'acquittent progressivement de leurs responsabilités, conformément à la résolution dont ils sont issus et aux fondations qui ont été posées comme suite à la première session du Conseil d'administration. Elle attend avec intérêt de prendre une part active à la deuxième session du Conseil d'administration, qui se tiendra à Nairobi en mars 1974, et de participer avec d'autres à l'élaboration d'une résolution appropriée reposant sur les diverses questions découlant du débat et du rapport du Conseil d'administration.

63. Le **PRESIDENT** annonce que la liste des orateurs sur la question à l'examen sera close le mercredi 21 novembre, à 18 heures. Le délai pour la présentation des projets de résolution est fixé au jeudi 22 novembre, à 18 heures.

64. Il signale qu'Haïti et le Costa Rica ont été inclus par erreur parmi les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1305 et que le Botswana, le Dahomey, le Danemark, l'Éthiopie, l'Indonésie, le Mali, le Nigéria, la République arabe libyenne, la Sierra Leone et le Swaziland doivent être ajoutés à la liste des auteurs.

La séance est levée à 12 h 40.

1564^e séance

Mercredi 21 novembre 1973, à 15 h 20.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1564

POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme des Nations Unies pour l'environnement (suite) [A/9003, chap. XIII; A/C.2/L.1305/Rev.1, A/C.2/L.1312] :

- a) Rapport du Conseil d'administration (A/9025);
- b) Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général (A/9163, A/9238, A/C.2/L.1314)

1. M. ZACHMANN (République démocratique allemande) est persuadé que, en matière d'environnement, le succès dépend en premier lieu de la volonté des Etats eux-mêmes d'avoir avant tout pour objectif d'établir des conditions qui permettent la dignité de l'existence. La délégation de la République démocratique allemande ne peut accepter l'opinion selon laquelle la détérioration de l'environnement serait le prix inévitable du progrès et estime qu'il faut en fait trouver un équilibre entre l'environnement, la technique et l'économie. La solution des problèmes de l'environnement incombe au premier chef à chaque Etat. Toutefois, étant donné que les Etats ne peuvent agir que sur leur propre territoire, il est souhaitable que la protection de l'environnement ne se heurte pas à des actions politiques illégales; le processus de détente politique et de coopération pacifique offre une possibilité de progrès réels dans ce domaine. Tous les Etats, quels que soient leur système social, leur dimension ou leur niveau de développement, doivent coopérer sur la base du principe de l'égalité souveraine de tous les Etats en vue d'appliquer des mesures internationales de protection de l'environnement. Mais des mesures de ce genre ne peuvent être appliquées que si la protection de l'environnement est organisée à l'échelon national. La République démocratique ne peut accepter la création d'un contrôle supranational à cet égard et souligne qu'il est essentiel de respecter strictement la souveraineté permanente des Etats concernant leurs ressources naturelles, le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats et l'inviolabilité de l'intégrité territoriale.

2. Pour sa part, la République démocratique allemande a déjà pris de très importantes mesures pour la protection de l'environnement dans l'intérêt de ses propres citoyens et aussi dans un souci de coopération avec les autres Etats. Les efforts communs des Etats doivent tout d'abord viser à garantir une amélioration rapide de la situation actuelle et favoriser l'adoption de mesures préventives en prévision de l'avenir. M. Zachmann cite les domaines particuliers de protection de l'environnement visés dans les décisions du Conseil d'administration du PNUE à sa première session (A/9025, annexe I) et estime que la tâche du Conseil doit consister à se procurer des renseignements sur les mesures appliquées dans les divers Etats, organiser un large échange d'opinions et coordonner les activités ayant des effets sur le plan international.

3. Le Gouvernement de la République démocratique allemande s'intéresse à la conclusion de conventions internationales sur la protection de l'environnement et est prêt à accéder à tout instrument qui énonce des règlements applicables dans l'intérêt de tous les peuples. Soulignant en particulier combien il est important de prévenir la pollution des océans, M. Zachmann dit que son pays continuera à promouvoir la conclusion d'un accord sur la mer Baltique.

4. L'établissement du secrétariat du PNUE à Nairobi est de bon augure pour les travaux futurs et, à ce propos, la République démocratique allemande est prête à aider les pays en voie de développement en matière de protection de l'environnement.

5. La République démocratique se félicite de l'adoption du Plan d'action pour l'environnement [*ibid.*, décision 1 (I)]; il convient maintenant de le traduire dans la réalité et d'améliorer la coopération entre les Etats de façon que le Conseil d'administration puisse s'acquitter efficacement de ses responsabilités. La République démocratique ne peut oublier que, en raison de l'attitude négative de certains Etats, elle n'a pas participé à l'élaboration des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, à Stockholm, en juin 1972.

6. La délégation de la République démocratique se félicite des progrès accomplis en ce qui concerne les procédures générales relatives à la conduite des opérations du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement et estime qu'il appartient à chaque Etat de décider lui-même, de sa participation à ce fonds volontaire. La République démocratique appuie le programme du Fonds pour 1973-1974 mais juge qu'il convient de rechercher le maximum d'efficacité en encourageant le minimum de dépenses. Il faut espérer que le Conseil d'administration à sa deuxième session sera en mesure d'adopter son propre règlement intérieur.

7. La Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains qui se tiendra au Canada en 1976 devra proposer des solutions fondamentales sur la question des établissements humains. Toutefois, il ne paraît pas nécessaire de créer un fonds spécial pour cette question et il devrait être possible de prélever les ressources nécessaires sur le Fonds du PNUE. Il ne paraît pas non plus nécessaire de créer un mécanisme complexe pour cette conférence et l'on pourrait utiliser les nombreux organes qui traitent de l'environnement et des établissements humains afin d'éviter des dépenses supplémentaires pour la préparation de la Conférence.

8. La protection de l'environnement ne se limite pas à la lutte contre la pollution et à la réglementation de l'exploitation des ressources naturelles, mais doit également viser à trouver une solution politique aux conflits internationaux et à prévenir l'utilisation de moyens modernes de guerre, en particulier les armes de destruction massive.

9. M. MILLS (Jamaïque) remercie le Président du Conseil d'administration du PNUE, le Directeur exécutif du Programme et le Directeur du Centre de l'habitation, de la construction et de la planification de leurs déclarations. Le rapport présenté par M. Strong témoigne des travaux considérables que le PNUE a déjà réalisés dans la brève période qui s'est écoulée depuis sa création. A cette occasion, la délégation jamaïcaine tient à répéter combien le choix de Nairobi comme siège du secrétariat lui semble approprié. Elle espère que ce précédent fera date et que d'autres institutions importantes des Nations Unies établiront leur siège dans un pays en voie de développement.

10. La première session du Conseil d'administration qui a eu lieu à Genève en juin 1973 a revêtu une très grande importance. Il s'agissait d'établir les objectifs et les priorités du PNUE et de formuler les bases d'un programme de travail dans le cadre des recommandations de la Conférence de Stockholm et de l'Assemblée générale. Les difficultés étaient nombreuses puisqu'il fallait décider de questions vitales ayant une importance pratique, notamment de la façon dont les ressources disponibles, financières et autres, devaient être allouées. Il va de soi que des vues extrêmement divergentes sont apparues. En dépit de ces difficultés, tous les membres du Conseil d'administration ont compris qu'ils se devaient de coopérer dans l'intérêt de l'humanité. Un consensus a donc été atteint sur la question vitale du programme et des priorités. Ce consensus reflète la nature même des questions touchant à l'environnement, l'ensemble des intérêts en cause et la nécessité constante d'équilibrer ces éléments et ces intérêts divers dans l'intérêt général.

11. La délégation jamaïcaine a toujours suivi les problèmes de l'environnement avec le plus grand intérêt et a participé très activement aux efforts internationaux dans ce domaine. Il suffit de rappeler que la Jamaïque a eu l'honneur de présider les sessions du Comité préparatoire de la Conférence de Stockholm et que son représentant exerçait les fonctions de Rapporteur général de cette conférence. Elle a également participé très activement aux travaux du PNUE et à la session du Conseil d'administration en juin.

12. Convaincue que la question de la qualité de la vie et du bien-être de l'homme doit être au premier rang des préoccupations du PNUE, la Jamaïque a toujours insisté pour qu'il accorde un rang de priorité élevé aux établissements humains. Dans le Plan d'action pour l'environnement adopté par le Conseil d'administration à sa première session [voir A/9025, annexe I, décision 1 (I)], il est dit que "la qualité de la vie doit être la préoccupation primordiale de ce programme et qu'il faut par conséquent donner la priorité absolue, dans le programme d'ensemble, à l'amélioration de l'habitat urbain intégral et à l'étude des problèmes d'environnement qui ont des répercussions directes sur l'homme". Cette préoccupation existe aussi bien dans les pays développés que dans les pays en voie de développement et revêt un caractère universel malgré les insuffisances plus évidentes des établissements humains dans certaines régions du monde en voie de développement. Les pays en voie de développement courent le risque de connaître bientôt des conditions qui ressemblent beaucoup à celles qui existent dans certaines parties du monde développé mais qui sont néanmoins inacceptables. La crise que connaît actuellement le monde développé dans ce domaine est un

avertissement pour les pays en voie de développement puisqu'elle illustre ce qu'il leur arrivera s'ils ne trouvent pas le moyen de modifier leurs conditions de vie. Les pays développés et les pays en voie de développement devraient donc coopérer à la recherche de solutions, étant donné qu'ils bénéficieront les uns et les autres des résultats obtenus. Cette coopération ne porte pas seulement sur les ressources financières; elle exige avant tout de l'imagination dans l'action et la participation énergique de tous les intéressés. On peut citer également parmi les autres domaines d'activités qui, de l'avis du Conseil d'administration, exigent une action prioritaire, les questions qui intéressent les sols et les eaux, l'éducation et l'information, les océans et l'énergie.

13. Le développement de relations étroites et harmonieuses entre le secrétariat et le Conseil d'administration, d'une part, et les autres institutions des Nations Unies, d'autre part, est indispensable au succès des travaux. Le rôle du PNUE lui-même est donc d'établir des plans d'ensemble qui soient efficaces, cohérents et équilibrés et qui reposent sur des efforts coordonnés et des projets exécutés par le secrétariat, par d'autres organismes des Nations Unies et par des institutions régionales, nationales et non gouvernementales. Ces efforts et toutes les autres initiatives qui contribuent à l'expansion des ressources et des moyens disponibles dans le domaine de l'habitation et des établissements humains reçoivent le plein appui de la délégation jamaïcaine. Elle se félicite à ce propos des travaux extrêmement utiles effectués par le Comité de coordination pour l'environnement et elle invite tout les pays membres du Fonds du PNUE à faire preuve de générosité pour assurer au Programme les ressources financières indispensables pour l'exécution de plans efficaces.

14. Passant à la question de la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains, M. Mills remercie le Gouvernement canadien de bien vouloir accueillir à Vancouver cette importante manifestation, qui reçoit le plein appui de la délégation jamaïcaine. Il semble que le but de la Conférence-Exposition soit de stimuler des innovations, de permettre des échanges de données d'expérience et d'assurer la plus large diffusion possible aux idées et aux techniques nouvelles en matière d'établissements humains. Tous les moyens d'appeler l'attention du monde entier sur la nature et l'importance des problèmes des établissements humains seront utilisés. Mais il importe surtout que la Conférence-Exposition ait des résultats pratiques et, en particulier, qu'elle permette d'intéresser davantage les autorités qui affectent les crédits et celles qui sont en mesure de les utiliser à la mise au point de systèmes et d'institutions financières appropriées en matière d'établissements humains. La délégation jamaïcaine est extrêmement impressionnée par le volume de travail déjà accompli pour préparer la Conférence-Exposition; elle espère que celle-ci bénéficiera de la coopération et des efforts de tous les pays membres et que les travaux se dérouleront sous le signe de la recherche et de l'imagination. Il faudrait à cette occasion s'intéresser aux idées et aux pratiques héritées du passé tout comme aux méthodes suivies dans des communautés moins développées du point de vue technologique qui, malgré tout, sont parvenues à jouir d'un niveau de qualité de vie relativement

tolérable. Il faudrait également connaître les idées et les analyses des experts dans le domaine de la planification et du développement économique et s'informer des conditions de vie, des espoirs et des aspirations des populations intéressées elles-mêmes.

15. La préoccupation que suscitent les problèmes de la croissance urbaine mène parfois à négliger l'étude des établissements ruraux et de leur avenir en ce qui concerne la qualité de la vie. Il faut espérer que la Conférence-Exposition s'intéressera également à ce problème et à celui que pose le tourisme. En effet, la croissance très rapide du tourisme dans un grand nombre de pays a provoqué dans le schéma de l'habitat des changements dont il ne faut pas toujours se féliciter. Il serait donc utile d'étudier également ces questions, vu l'importance que le tourisme prendra à l'avenir et les conséquences que son expansion aura sur les politiques de planification et de construction de nombreux pays.

16. Les nouvelles initiatives prises dans le domaine des établissements humains doivent aller de pair, à l'échelon national et sur le plan international, avec la création de mécanismes institutionnels adéquats. Il est indispensable là aussi de faire preuve d'imagination. La Jamaïque, pour sa part, a créé de nouvelles institutions à cette fin et est prête à les adapter si besoin est ou à en créer de nouvelles. Il serait peut-être utile d'examiner le rôle que peuvent jouer des institutions de cette nature dans le développement et l'amélioration des établissements humains au cours de la Conférence-Exposition.

17. La Jamaïque attache de plus en plus d'importance aux problèmes de l'environnement dans le cadre plus vaste du développement. L'intérêt qu'elle porte à ces questions s'explique par le souci constant d'assurer le bien-être de sa population et, de façon plus générale, celui de la communauté mondiale. Elle espère continuer à jouer un rôle actif dans ce domaine vital.

18. M. REYES (Philippines) dit que les décisions du Conseil d'administration à sa première session ont jeté les bases de l'action future des Nations Unies dans le domaine de la coopération pour la protection de l'environnement. Les résultats obtenus à la première session sont remarquables si l'on songe aux handicaps dont a souffert la Conférence de Stockholm; le premier tenait à l'absence d'un certain nombre d'importants pays socialistes; cette lacune a maintenant été comblée; d'autre part, les pays pauvres s'inquiétaient de la possibilité de rapports négatifs entre l'environnement et le développement, et l'appui croissant octroyé par ces pays au PNUE montre que ces craintes sont maintenant dissipées.

19. La répartition des ressources du Fonds du PNUE reflète les priorités fixées par le Conseil d'administration, particulièrement en ce qui concerne les établissements humains et la gestion et la conservation du sol et des ressources en eau. La sécheresse dans la zone soudano-sahélienne a démontré la nécessité d'un programme global pour mettre en valeur les ressources en eau et pour limiter la perte de sols productifs; le PNUE devrait chercher à développer sa capacité d'aider les gouvernements à prévoir les catastrophes naturelles et à en atténuer les conséquences. Un élément important des objectifs à long terme est la promotion de la capacité des pays de résoudre les problèmes de l'environnement, et l'assistance technique en matière de recherche et de formation dans les pays

en voie de développement est cruciale pour le succès du Programme.

20. Du fait des préoccupations internationales devant le manque de logements et la détérioration de la qualité des établissements humains, l'Assemblée générale a décidé de convoquer une conférence-exposition sur les établissements humains; le PNUE constitue maintenant un cadre approprié pour l'étude de cette question. La Conférence-Exposition qui se tiendra à Vancouver en 1976 est comparable en ampleur à la Conférence de Stockholm, mais elle aura un caractère novateur et sera pragmatique et tournée vers la solution des problèmes. M. Reyes souligne le rôle joué par son pays à propos de cette question et rappelle que les Philippines figuraient au nombre des auteurs d'un projet de résolution prévoyant la création d'un fonds bénévole international pour les établissements humains. Elle est maintenant l'un des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1312, qui entérine les recommandations du Conseil d'administration concernant la date et la durée de la Conférence et les mesures préparatoires à prendre. La délégation philippine espère que le poste de secrétaire général de la Conférence-Exposition sera confié à un ressortissant d'un pays en voie de développement. Etant donné l'importance des travaux préparatoires, il faut espérer que les commissions économiques régionales et les institutions spécialisées participeront à ces travaux. En effet, les commissions économiques régionales et les banques régionales auront probablement un rôle important à jouer dans le programme international d'assistance au logement qui sera formulé par la Conférence. Pour permettre à la Conférence-Exposition de réaliser ses objectifs, il conviendrait de mobiliser, à l'aide des moyens d'information de masse, un appui mondial pour des programmes d'action dans le domaine des établissements humains à l'échelon national et sur le plan mondial. Il faut espérer que la Conférence permettra de faciliter des échanges constructifs de renseignements concernant des solutions heureuses mais peu connues aux problèmes du logement, et aussi qu'elle élaborera un programme d'action international visant à aider les pays pauvres à respecter des normes minimales en matière de logement.

21. A sa deuxième session, le Conseil d'administration sera saisi d'un rapport du Secrétaire général sur la création et le fonctionnement d'un fonds international pour le logement visant à promouvoir la création d'institutions nationales qui mobiliseraient les ressources des pays en faveur du logement; de l'avis de la délégation philippine, ce fonds constituerait un élément extrêmement utile.

22. Il ressort du rapport du Secrétaire général sur les critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains (A/9163) que les institutions internationales et régionales attachent en général un rang de priorité peu élevé à la question du logement. Il est toutefois encourageant de constater que ces institutions se proposent d'élargir l'assistance financière qu'elles offrent aux programmes des établissements humains et la Conférence-Exposition devrait faciliter les progrès dans ce sens.

23. A sa deuxième session, le Conseil d'administration sera aussi saisi d'un projet de programme d'action ainsi que d'un rapport sur le fonctionnement initial du Système international de référence.

Toutefois, il est encore prématuré d'évaluer l'ampleur, la capacité et l'efficacité de ce nouveau système. Le Conseil d'administration devrait consacrer davantage d'attention à la prochaine étape de l'établissement d'un système de surveillance continue de l'environnement dans le cadre du Plan Vigie.

24. La question de l'environnement ne peut être isolée d'autres questions interdépendantes qui affectent le bien-être de l'humanité; le développement est un exemple évident, mais il convient également de mentionner l'augmentation de la population, la consommation d'énergie et l'exploitation des ressources naturelles. La Conférence mondiale de la population qui se tiendra en 1974 aura ainsi des effets très importants pour le PNUE et ce dernier devrait par conséquent contribuer dans la mesure du possible à l'application du programme d'action que la Conférence pourra recommander. D'autre part, le PNUE devra s'occuper de la crise actuelle d'énergie.

25. Le représentant des Philippines souligne que le PNUE devra accroître sa coopération non seulement avec les institutions spécialisées mais également avec les commissions économiques régionales et les organes et organismes des Nations Unies.

26. Les projets de résolution A/C.2/L.1312 et A/C.2/L.1305/Rev.1 sont en quelque sorte complémentaires; le deuxième traite en effet d'un principe régissant la coopération entre les Etats ayant des ressources naturelles communes. Il s'agit là d'un principe fort important et la question mérite d'être examinée avec soin; elle appelle également un maximum de respect mutuel et de coopération amicale.

27. M. GORITZA (Roumanie) dit que la question de l'environnement se situe certainement parmi les tâches prioritaires de l'ONU. L'attention attachée par un nombre croissant de pays à l'adoption de mesures visant à protéger l'environnement met en évidence de façon saisissante l'actualité manifeste de ce problème. En même temps, le développement de la coopération internationale a franchi une nouvelle étape. La délégation roumaine pense que la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement¹ adoptée à Stockholm et les résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale à sa vingt-septième session déterminent clairement le cadre de principe et les objectifs de la coopération dans ce domaine. La Roumanie a toujours souligné qu'il convenait de faire reposer toute action ayant trait à l'environnement sur les principes unanimement reconnus du droit international. Cette coopération doit être fondée sur l'entente et l'intérêt mutuel, les relations de bon voisinage et le désir de contribuer à réaliser des progrès constants en vue de protéger et d'améliorer les conditions de vie sur la Terre.

28. En créant le Conseil d'administration du PNUE, l'Organisation des Nations Unies s'est assignée un rôle de premier plan en vue de favoriser la coopération dans un domaine où la communauté d'intérêt de tous les pays est évidente. Un an après sa création, le Conseil d'administration présente un bilan positif des activités entreprises en vue d'exécuter le mandat qui lui a été confié aux termes de la résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale et d'appliquer les mesures adoptées à Stockholm. A ce propos, la délégation

roumaine tient à présenter ses félicitations au Directeur exécutif, M. Strong.

29. Elle considère que le programme de travail adopté par le Conseil d'administration constitue un cadre adéquat; il conviendrait de commencer immédiatement à prendre des mesures concrètes afin de permettre au Conseil de les évaluer lors de ses prochaines sessions et de mieux les adapter aux besoins prioritaires des Etats Membres. La délégation roumaine approuve les objectifs du PNUE tels qu'ils sont définis dans la décision 1 (I) du Conseil d'administration et en particulier l'alinéa c du paragraphe 1 de cette décision.

30. A cette étape du fonctionnement du PNUE, il importe de faciliter l'échange de renseignements sur les questions d'environnement. C'est pourquoi la délégation roumaine souscrit à la proposition tendant à créer un bureau pour la collecte, l'analyse et la diffusion des informations sur les problèmes écologiques. Elle pense en outre, étant donné le rôle essentiel de la science moderne dans l'élaboration de techniques de production entraînant une pollution réduite et dans la mise au point de méthodes de lutte contre les effets de la pollution, qu'il faut encourager une large coopération internationale dont puissent bénéficier tous les pays du monde, et favoriser en particulier le transfert de ces techniques et méthodes vers les pays en voie de développement. En tant que pays en voie de développement, la Roumanie s'intéresse à la création de centres internationaux de recherche orientés vers les besoins de ces pays dans le domaine de l'environnement et envisagerait favorablement l'implantation d'un de ces centres sur son territoire.

31. M. Goritza voudrait également s'arrêter sur le problème de la formation des cadres. La complexité et le caractère pluridisciplinaire des problèmes de l'environnement exigent que le PNUE mette au point des programmes concrets de nature à favoriser la formation de personnel national qualifié. La délégation roumaine réitère à cet égard la proposition faite à la première session du Conseil d'administration tendant à ce que des cours permanents de niveau postuniversitaire soient organisés dans le domaine de la politique écologique et de la gestion des ressources naturelles.

32. De nombreuses délégations ont souligné qu'il serait souhaitable de protéger certaines zones écologiques qui présentent un intérêt particulier. Le développement de telles zones, par exemple en Roumanie, le delta du Danube et le nord de la Moldavie, devrait faire l'objet de programmes et de projets spéciaux exécutés avec l'assistance du PNUE.

33. Les activités régionales doivent également avoir une place importante et les commissions économiques régionales peuvent apporter une contribution de premier ordre à ces activités. Avec leur expérience et leur capacité d'action, ces commissions peuvent jouer un rôle de catalyseur dans le développement de la coopération. La délégation roumaine se félicite que des arrangements aient été pris concernant la coopération avec ces commissions et en particulier avec la Commission économique pour l'Europe, qui possède déjà un organe consacré aux problèmes de l'environnement.

34. La Roumanie est prête à participer activement au développement des travaux des Nations Unies en vue de protéger et d'améliorer l'environnement et à promouvoir la coopération internationale dans ce domaine.

¹ Voir A/CONF.48/14/Rev.1, chap. 1er.

35. M. EVANS (Etats-Unis d'Amérique) félicite M. Strong pour la présentation du rapport du Conseil d'administration du PNUE sur sa première session. En tant que membre du Conseil d'administration, la délégation des Etats-Unis a participé pleinement aux discussions et au consensus qui s'est dégagé. Elle n'entrera pas dans les détails, mais tient à faire savoir que le Gouvernement des Etats-Unis est très satisfait que cette première session ait abouti à des décisions concernant l'organisation du PNUE et les principes directeurs et les priorités dont doivent s'inspirer les programmes.

36. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, le PNUE a rencontré de nombreuses difficultés et le fait qu'en un an son secrétariat ait pu préparer la première session du Conseil d'administration et entamer les préparatifs de la deuxième, tout en commençant à prendre des mesures concrètes, montre le dévouement du Secrétaire exécutif et du personnel à leur tâche. Un secrétariat moins vaillant aurait attendu le 1er janvier 1974 pour inaugurer le siège du Programme à Nairobi, et c'est tout à l'honneur de M. Strong et des fonctionnaires du PNUE de n'avoir pas choisi la solution de facilité. Le Gouvernement des Etats-Unis est extrêmement satisfait de ce geste et considère que l'inauguration du siège de Nairobi est un événement majeur dans l'histoire des Nations Unies.

37. Au cours de cette phase initiale, les institutions spécialisées, l'AIEA et les autres organismes des Nations Unies ont largement contribué à la mise en route du nouveau programme et ont aidé à entretenir l'élan de Stockholm. Néanmoins, il ne faudrait pas que ce programme soit un simple catalogue des activités intéressant les institutions spécialisées, l'AIEA et les autres organismes des Nations Unies. Cela irait à l'encontre des objectifs de la Conférence de Stockholm et le PNUE doit se trouver vigilant pour ne pas tomber dans ce piège. Ce qui a été envisagé par la Conférence et approuvé à sa vingt-septième session par l'Assemblée générale, c'est un programme mondial mené de façon concertée par les organismes des Nations Unies, les autres organisations internationales et les pays eux-mêmes. Dans ce processus, le PNUE doit avoir un rôle central de coordination. Mais la délégation des Etats-Unis pense, comme la délégation kényenne, que le PNUE doit être sans cesse sur la brèche, encourageant les uns et les autres, sans quoi il ne remplirait pas la tâche pour laquelle il a été créé. Pour cela, il lui faut recruter un personnel peu nombreux et hautement compétent, imbu de l'importance de sa mission et conscient de la mission des autres organismes, au courant en même temps des travaux considérables déjà entrepris par ces organismes. Il faut éviter de créer une nouvelle bureaucratie qui ferait double emploi avec ce qui existe déjà ailleurs.

38. Dans ses procédures générales, le PNUE a adopté la notion d'"organisation coopérante" et la délégation des Etats-Unis pense que cette notion définit parfaitement les rapports qui doivent exister entre le PNUE et les autres institutions et programmes des Nations Unies.

39. L'une des réussites de la première session du Conseil d'administration réside dans le fait qu'il a été possible d'adopter une décision, la décision 1 (I), sur l'établissement du programme sur les priorités à respecter par le Directeur exécutif lorsqu'il entreprendra

les préparatifs des futures sessions du Conseil d'administration. C'est grâce à l'esprit de compromis dont ont fait preuve les délégations que l'on a pu prendre cette décision. Il est essentiel que le Directeur exécutif dispose de principes directeurs qui lui permettent d'élaborer un programme de l'environnement, programme au sens de la résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale. Il s'agit de concilier les intérêts de tous les pays, grands et petits, développés et en voie de développement, industriels et agricoles. La délégation des Etats-Unis est certaine que, en consultation avec les organismes des Nations Unies, les autres organismes internationaux et les Etats Membres, et avec de la patience et de l'obstination, le Secrétaire exécutif pourra s'acquitter de cette tâche dans des délais raisonnables.

40. La délégation des Etats-Unis se félicite de l'importance accordée au Plan Vigie par le Conseil d'administration car, si l'on veut mettre au point des programmes d'action valables, il importe de disposer d'une base de renseignements satisfaisante. Elle se félicite particulièrement qu'on ait décidé de convoquer une réunion intergouvernementale en 1974 pour identifier et surveiller les principaux polluants. Le Gouvernement des Etats-Unis a l'intention d'envoyer à cette réunion une équipe hautement qualifiée dirigée par un administrateur scientifique éminent.

41. Passant à la question de la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains, M. Evans dit que sa délégation approuve les principaux thèmes recommandés par le PNUE et développés par le Secrétaire général dans son rapport (A/9238). Ce rapport contient également des recommandations sur les mécanismes de préparation de la Conférence. Il est essentiel que les décisions relatives à cette question soient prises à la vingt-huitième session et le projet de résolution A/C.2/L.1312 expose clairement les éléments essentiels des mesures qui doivent être prises maintenant. La délégation des Etats-Unis est en mesure d'appuyer ce projet.

42. En ce qui concerne le financement de la Conférence-Exposition, le Gouvernement des Etats-Unis approuve la recommandation du Conseil d'administration tendant à ce que les dépenses en soient imputées sur le budget ordinaire de l'ONU d'une part et sur le Fonds du PNUE d'autre part. Néanmoins, elle réserve sa position définitive jusqu'à ce que la Cinquième Commission ait examiné la question.

43. Au paragraphe 3 de la décision 1 (I) du Conseil d'administration, il est dit "qu'il faut . . . donner la priorité absolue . . . à l'étude des problèmes d'environnement qui ont des répercussions directes sur l'homme". Dans le monde d'aujourd'hui les "répercussions immédiates" ne sont pas seulement celles de faits tels que la sécheresse qui a frappé les pays de la région soudano-sahélienne, mais également les "limites extrêmes" auxquelles s'est référé M. Strong. Les limites extrêmes d'aujourd'hui sont peut-être celles qui auront des répercussions immédiates demain. Voilà ce qui définit la portée de la tâche qui attend le PNUE.

44. M. ROUGÉ (France) dit que, en tant que membre du Conseil d'administration du PNUE, la France a pu faire connaître ses vues sur l'ensemble des questions abordées à la première session du Conseil d'administration. Elle a en outre indiqué à la

cinquante-cinquième session du Conseil économique et social comment, à son avis, l'action du PNUE doit s'insérer dans l'ensemble des activités des Nations Unies. C'est pourquoi M. Rougé consacrera l'essentiel de son intervention au projet de résolution A/C.2/L.1312, relatif à la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains. Le problème de l'urbanisation constitue l'un des problèmes majeurs auxquels sont confrontés tous les responsables politiques à tous les niveaux. C'est donc à juste titre que la Conférence de Stockholm a inscrit la question des établissements humains en tête d'un plan d'action mondiale sur l'environnement. Cela dit, la délégation française conteste le bien-fondé du raisonnement en forme de syllogisme que semble proposer le rapport du Secrétaire général : l'urbanisation est un problème qui touche tous les pays; puisqu'il s'agit d'un problème universel, la solution devrait être trouvée au niveau mondial. La délégation française ne croit pas, pour sa part, que tous les problèmes d'intérêt commun doivent être pris en charge par la collectivité internationale. Le rôle de l'autorité mondiale est en effet d'aider tous les groupes humains à prendre en main leur propre destin et non pas de les en déposséder. Lorsqu'il s'agit de problèmes internationaux par nature, une action collective est nécessaire, mais la question de l'habitat n'est pas physiquement internationale. La restauration du cadre de vie des habitants des villes demande une action énergique contre les tendances à l'uniformisation et le Directeur de l'UNESCO, M. Maheu, dans des observations communiquées à la Troisième Commission par le Secrétaire général², a invité justement les architectes et les urbanistes à multiplier partout leurs efforts d'invention.

45. En matière de financement, on a constaté que les demandes de prêts des pays en voie de développement portaient rarement sur des projets de construction de logements. Ce n'est pas parce que les gouvernements de ces pays n'attachent pas une importance suffisante au secteur de l'habitation, mais parce que, dans ce secteur, les ressources peuvent et doivent d'abord être trouvées sur place : main-d'œuvre, talents locaux, matériaux. Par conséquent, le problème de l'habitat doit être résolu par des efforts redoublés mais résolument décentralisés, où le rôle essentiel incombe aux communautés de base, villes et villages ou quartiers de ville, ainsi qu'aux administrations nationales et régionales. C'est ce que suggère notamment le paragraphe 71 de la Stratégie internationale du développement [résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale]. De même, la résolution 2718 (XXV) met l'accent sur la nécessité de concevoir des politiques d'ensemble dans ce domaine au niveau national.

46. Le rôle des Nations Unies n'est donc pas d'imposer des solutions, mais de ranimer la volonté des gouvernements et de les inciter à traiter d'urgence les questions d'établissements humains qui se posent dans leur pays. Il est, en second lieu, de favoriser les progrès de l'industrie des matériaux de construction et la mise au point de techniques appropriées. M. Rougé rappelle à cet égard que, dans le *Plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement*³, on insiste sur l'inadaptation des

méthodes de construction en usage aux conditions qui prévalent dans les pays en voie de développement.

47. Le rôle de l'ONU peut être enfin de faciliter l'échange d'informations et d'expériences entre tous les pays du monde puisque tous ont à faire face à ce genre de problèmes et que tous travaillent déjà à les résoudre.

48. La Conférence-Exposition qui va se tenir à Vancouver peut s'insérer admirablement dans l'ensemble d'activités que vient d'esquisser M. Rougé. La délégation française s'était abstenue, lors de la vingt-septième session de l'Assemblée générale dans le vote de la résolution relative à cette conférence [résolution 3001 (XXVII)] car elle regrettait que, sous prétexte d'urgence, l'Assemblée ait à prendre une décision de principe avant que l'affaire ne soit étudiée par le Conseil d'administration du PNUE et aussi parce qu'elle avait des craintes concernant les incidences financières du projet. Cette attitude paraît rétrospectivement justifiée : l'urgence invoquée à la vingt-septième session a disparu; le coût des dispositions envisagées est plus lourd qu'on ne l'avait imaginé. Toutefois, les explications fournies par le représentant du Canada lorsqu'il a présenté le projet de résolution A/C.2/L.1312 ont apaisé beaucoup des inquiétudes de la délégation française. Elle approuve ce projet dans la mesure où il paraît à la fois plus réaliste et plus raisonnable que l'interprétation qu'en a faite le Secrétariat dans le document A/9238. Dans ce document, en effet, il est envisagé que la Conférence soit "comparable quant à son importance à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et à la Conférence mondiale de la population". La délégation française estime que le rôle que peut avoir cette conférence ne justifie en aucune manière qu'une ampleur comparable à celle de la Conférence de Stockholm lui soit donnée. Pour cette raison, la création d'un comité préparatoire de 58 membres lui paraît superflue, dans la mesure où il existe déjà un organe des Nations Unies compétent en cette matière, à savoir le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification.

49. Quant à la composition du "secrétariat de conférence réduit", M. Rougé ne voit pas la nécessité de le doter d'une structure aussi importante que celle qui est envisagée. N'est-il pas excessif de prévoir à sa tête non seulement un fonctionnaire international du rang de sous-secrétaire général et pourvu d'un chef de cabinet, mais encore de trois directeurs, et de le doter de 16 hauts fonctionnaires ? Il conviendrait au contraire de prévoir un organisme beaucoup plus léger en utilisant les services et le personnel qualifiés existant déjà au Secrétariat de l'ONU.

50. Etant donné la vraie nature de la Conférence-Exposition, il paraît en outre déraisonnable à la délégation française d'envisager tout prolongement, au-delà de la tenue même de la Conférence, des activités du secrétariat, contrairement à ce que semblent indiquer les paragraphes 14, 18, 19 et 41 du document A/9238. Le rôle du secrétariat devrait, comme il est indiqué au paragraphe 30, se borner à établir le rapport. Il conviendrait de préciser qu'aucune dépense ne saurait être prévue pour l'année 1977.

51. Le montant total de 6,1 millions de dollars qui est envisagé paraît excessif. Ne serait-ce pas faire injure à toutes les populations qui, dans le monde, souffrent d'être mal ou pas logées que de consacrer une telle

² Voir A/9075, par. 54.

³ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.A.18/Rev.

somme à une réunion qui ne pourra guère déboucher sur des solutions pratiques directement applicables ? Prélever plus de 3 millions de dollars sur le budget ordinaire de l'ONU pour une réunion consacrée à un échange d'informations est inadmissible. Prélever une somme analogue sur le fonds du PNUÉ reviendrait à détourner les ressources limitées dont dispose le Fonds des objectifs pour lesquels il a été établi et à décevoir gravement une opinion publique internationale qui, à la suite de la Conférence de Stockholm, s'attend à des mesures efficaces de sauvegarde de l'environnement. Ne risque-t-on pas, en outre, de décourager tous les pays qui n'ont pas encore arrêté de décision quant à leur contribution au Fonds ? Les pays en voie de développement eux-mêmes, qui sont préoccupés par leur part dans le financement du Fonds, peuvent à bon droit demander que les activités de celui-ci coïncident plus directement avec leurs intérêts. La délégation française aurait, par ailleurs, souhaité que la délégation canadienne indique la part du Gouvernement canadien dans le financement de l'opération.

52. Etant donné ce qui précède, la délégation française voudrait proposer certains amendements au projet de résolution A/C.2/L.1312, de façon à dissiper toute ambiguïté. Il conviendrait de : au deuxième alinéa du préambule, remplacer les mots "et la priorité" par l'expression "et le degré de priorité", afin de ne pas donner l'impression que la Conférence de Stockholm n'a pas défini d'autres domaines prioritaires que celui des établissements humains; au troisième alinéa du préambule, supprimer l'expression "sans réserve", qui est excessive; au cinquième alinéa du préambule, remplacer les mots "d'intervenir le plus tôt possible et d'une façon coordonnée" par les mots "d'une action prompte et coordonnée de la part de tous les gouvernements", pour bien souligner que cette tâche incombe avant tout aux autorités nationales intéressées; au sixième alinéa du préambule, puisqu'il est question de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, mentionner également la Stratégie internationale du développement. La délégation française propose donc de rédiger le sixième alinéa comme suit : "*Gardant à l'esprit la place accordée par la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement à l'amélioration de la qualité de vie dans les établissements humains des pays en voie de développement comme élément essentiel du processus de développement*"; cette nouvelle rédaction, sans changer l'idée initiale, aurait l'avantage d'être plus précise. Au septième alinéa du préambule, il faudrait remplacer le mot "*Saluant*" par le mot "*Notant*", afin d'éviter de donner l'impression qu'il s'agit là pour les deux organismes mentionnés d'un fait exceptionnel alors qu'ils n'ont fait que leur devoir. En ce qui concerne le dispositif, la délégation française propose : au paragraphe 4, ajouter après les mots "*Prie le Secrétaire général*", les mots "en liaison avec le Gouvernement canadien," compte tenu des responsabilités de ce dernier en tant que pays hôte de la Conférence; rédiger comme suit le paragraphe 5 : "*Charge le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification des fonctions du Comité préparatoire de la Conférence pour conseiller le Secrétaire général*". Il convient, en effet, d'utiliser les organes compétents existants avant d'envisager d'en créer de nouveaux. En outre, cette pratique serait conforme à un précédent important,

celui de la Conférence mondiale de la population, qui a pour Comité préparatoire la Commission de la population elle-même. Au paragraphe 7 du dispositif enfin, il conviendrait d'ajouter les mots "afin d'être pleinement en mesure de bénéficier des travaux de la Conférence-Exposition et d'assumer, à la suite de celle-ci, les tâches qui pourraient incomber au système des Nations Unies", afin que le problème des suites à donner à la Conférence ne soit pas complètement passé sous silence, comme c'est le cas dans le texte actuel.

53. La délégation française participera volontiers à toute consultation avec les auteurs du projet de résolution sur la base des propositions que M. Rougé vient de présenter. Elle est convaincue qu'il sera facile d'aboutir à un texte auquel toutes les délégations puissent donner un assentiment enthousiaste.

54. M. RANKIN (Canada), en réponse à la question du représentant de la France, annonce que le Gouvernement canadien a approuvé une contribution de 5 millions de dollars aux dépenses entraînées par la Conférence-Exposition. Une somme de 3,5 millions de dollars sera prélevée sur le budget du Gouvernement canadien et l'Etat de la Colombie britannique doit fournir une contribution de 1,5 millions de dollars.

55. M. FRAZÃO (Brésil) remercie le Directeur exécutif de son exposé. Le gouvernement brésilien est satisfait des résultats obtenus lors de la première session du Conseil d'administration; il a décidé de créer un secrétariat spécial pour l'environnement dépendant du Ministère de l'intérieur. Cet organisme devrait permettre d'assurer un maximum d'efficacité à la politique adoptée par le Brésil en matière d'environnement et contribuer à faire progresser le développement économique et social sans rompre l'équilibre écologique.

56. Le représentant du Brésil tient à faire quelques observations sur le projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1.

57. M. ČABRIĆ (Yougoslavie), soulevant une question d'ordre, demande si le représentant du Brésil a le droit de commenter un projet de résolution qui n'a pas encore été présenté officiellement.

58. Le PRÉSIDENT répond que le fait qu'un projet de résolution n'ait pas été présenté officiellement n'empêche pas une délégation de faire des observations à son sujet.

59. M. FRAZÃO (Brésil) se déclare surpris de ce que le projet de résolution A/C.2/L.1305, et le projet révisé A/C.2/L.1305/Rev.1, n'aient pas fait l'objet de consultations plus larges, notamment avec les autres délégations qui ont participé à l'examen de la question au cours des années antérieures, étant donné précisément qu'il porte sur le principe des "consultations préalables" pour l'exploitation des ressources naturelles communes à deux ou plusieurs pays. M. Frazão se demande s'il faut voir dans la procédure hâtive qui a été adoptée par les auteurs la volonté de se passer de l'avis de certaines délégations qui récemment ont participé à l'examen de cette question et à l'élaboration de textes s'y rapportant. Les divers représentants du Brésil ont, au cours des dernières années, démontré clairement que leur gouvernement souhaitait voir résoudre le problème de l'exploitation des ressources naturelles dans le cadre des nouveaux principes relatifs à la préservation de l'environnement

qui ont finalement été approuvés à l'unanimité à la Conférence de Stockholm, au prix d'efforts patients de la part de tous les participants. Le rôle joué à cet égard par les pays en voie de développement, et notamment par le Brésil, a été d'une importance décisive. Ce sont ces pays qui ont réfuté les théories alarmistes avancées par certains spécialistes selon lesquelles leur industrialisation risquait d'entraîner un accroissement de la pollution et l'épuisement rapide des ressources naturelles de la planète. Les pays en voie de développement, en dénonçant la fausseté de ces concepts, ont réussi à sauvegarder leurs intérêts. La Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, qui est la synthèse des opinions exprimées au cours de la Conférence, a été appuyée par l'Organisation des Nations Unies dans une série de résolutions adoptées à la vingt-septième session de l'Assemblée générale. Le seul problème sur lequel un accord n'avait pu être réalisé à Stockholm, à savoir l'harmonisation du principe de l'utilisation des ressources naturelles par l'Etat dont elles dépendent juridiquement avec celui de la préservation de l'environnement, a été résolu à New York, par l'Assemblée générale, dans ses résolutions 2995 (XXVII) et 2996 (XXVII), qui ont été adoptées sans opposition. Si certaines délégations se sont abstenues, ce fut principalement pour des raisons techniques qui ne mettaient pas en cause leur approbation des principes énoncés dans ces résolutions. Les tentatives depuis le début pour introduire dans le débat des considérations étrangères à la question ou des généralisations fausses ont été mises en échec par les décisions et les déclarations nettes et sans ambiguïté des organisations régionales. Les textes et les déclarations de ces organisations ont force obligatoire pour les parties qui les ont signés.

60. Le préambule et les paragraphes 3 et 4 du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1 contredisent en fait les dispositions fondamentales de la résolution 2995 (XXVII) et rouvrent le débat sur la question de savoir comment on peut harmoniser le droit souverain d'un Etat d'exploiter librement ses ressources naturelles avec la nécessité de ne pas causer de tort à d'autres Etats. En vertu de ce principe, l'Etat doit accepter la responsabilité des dommages qu'il peut causer et les réparer comme il convient. La résolution 2995 (XXVII) repose sur le triple concept de la souveraineté, de la coopération et de la responsabilité des Etats. La souveraineté d'un Etat, si elle doit être incontestable, ne doit pas cependant être arbitraire et exclure la responsabilité de celui-ci en cas de préjudice causé à un autre Etat.

61. Toute une série de résolutions de l'Assemblée générale réaffirment le principe de la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles, compte tenu de la nécessité de préserver l'environnement. C'est ainsi qu'au paragraphe 9 de la résolution 2880 (XXVI), à l'élaboration de laquelle ont participé tous les pays en voie de développement, il est dit que "toute mesure ou toute pression dirigée contre un Etat qui exerce son droit souverain à disposer librement de ses ressources naturelles constitue une violation flagrante des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes et du principe de la non-intervention proclamés dans la Charte, violation qui, si elle se perpétue, risque de menacer la paix et la sécurité internationales." La résolution 2993 (XXVII) réaffirme ces principes dans leur intégralité. Parmi les autres textes qui proclament la souveraineté per-

manente des Etats sur leurs ressources naturelles, on peut également citer la résolution 3016, (XXVII), dont la négociation a été dirigée par le Groupe des Soixante-Dix-Sept. Mais c'est la résolution 2995 (XXVII) qui traduit le mieux l'effort de conciliation et d'harmonisation déployé par la communauté internationale; c'est dans ce texte qu'a été le mieux réalisé l'équilibre entre la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles et leurs responsabilités envers l'environnement; or c'est ce texte essentiel qui est menacé par le projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1.

62. Le Gouvernement brésilien n'a aucune objection à faire en ce qui concerne la section XII, relative à l'environnement, de la Déclaration économique⁴ adoptée par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés réunie à Alger, étant donné que ce texte expose, nécessairement sous forme de proclamation, un objectif général dont la réalisation devra forcément être adaptée aux diverses conditions écologiques particulières. Le Gouvernement brésilien ne peut non plus s'opposer à la section VII de cette déclaration, car elle constitue la synthèse des aspirations de tous les pays en voie de développement pour ce qui est de la primauté du principe de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. Ces principes ne sont pas uniquement ceux des pays non alignés en tant que groupe politique; tous les pays en voie de développement les ont acceptés, compte tenu de certaines restrictions découlant de leur propre modèle de développement. Il est assez surprenant de constater que ce système conceptuel ne figure absolument pas dans le projet de résolution.

63. Ayant présents à l'esprit les paramètres conceptuels du problème et leurs antécédents historiques au sein de l'Organisation des Nations Unies, le représentant du Brésil a examiné les dispositions du projet de résolution. Dans les deux premiers alinéas du préambule, les auteurs semblent vouloir justifier l'initiative de transformer les simples déclarations d'intention figurant dans le texte de la Déclaration d'Alger en résolutions effectives comme s'il s'agissait d'une mesure découlant tout naturellement de principes généralement acceptés par la communauté internationale. Le projet de résolution contredit, dans son esprit, le paragraphe 2 de la résolution 2995 (XXVII) puisqu'il semble autoriser l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats sous prétexte de protéger l'environnement, ce que rejette absolument le Gouvernement brésilien, et qui d'ailleurs, soit dit en passant, est en contradiction absolue avec le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies et avec les principes fondamentaux de coexistence internationale. Cela dit, le Gouvernement brésilien a toujours pris toutes les précautions possibles pour éviter, en exploitant ses ressources, de faire du tort à d'autres pays. En fait, les pays voisins ont souvent bénéficié des projets entrepris par le Brésil pour l'exploitation de ses ressources naturelles.

64. Le projet de résolution va en outre à l'encontre du paragraphe 3 de la résolution 2995 (XXVII) car les "consultations préalables" dont il est question dans le projet ne concordent pas avec la disposition de la résolution indiquant clairement que la seule éventualité de dommages causés à l'environnement ne suffit pas à

⁴ Voir A/9330, p. 77.

suspendre le droit d'un Etat d'exploiter ses propres ressources naturelles. Ces ambiguïtés méritent donc d'être soulignées. Le représentant du Brésil répète que son pays ne s'oppose pas pour l'essentiel aux déclarations d'intention figurant dans la Déclaration économique d'Alger relatives à l'exploitation des ressources naturelles communes, mais estime qu'au niveau de la région cette exploitation nécessite des accords particuliers. Un exemple de tels accords est la Déclaration d'Asunción, signée en juin 1971, par l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay pour l'exploitation de rivières internationales du bassin du Río de la Plata. Cette déclaration prévoit que, dans le cas de rivières internationales contiguës à plusieurs Etats, l'exploitation de leurs ressources sera précédée d'un accord bilatéral entre les Etats riverains; dans le cas de rivières traversant successivement plusieurs Etats, chaque Etat peut exploiter les eaux de ces rivières suivant ses besoins, pourvu qu'aucun préjudice ne soit causé à un autre Etat du bassin.

65. En outre, la troisième réunion d'experts des ressources en eau qui s'est tenue à Brasília en 1971 a approuvé un autre texte disposant que chaque Etat exerce sa pleine souveraineté sur les segments de rivières internationales traversant son territoire et peut prendre à leur sujet toute mesure dictée par l'intérêt national, pourvu qu'elles ne portent pas préjudice aux autres Etats. En outre, le texte dispose que les autres Etats du même bassin sont tenus de tolérer les inconvénients mineurs que peut entraîner l'exploitation par un Etat de la partie de rivière traversant son territoire. La façon dont le Gouvernement brésilien respecte les droits de ses voisins dans les projets qu'il a entrepris, et la façon scrupuleuse dont il leur fournit, avec un délai suffisant, les renseignements nécessaires, ont été considérées comme exemplaires par le Comité intergouvernemental de coordination des pays du bassin du Río de la Plata.

66. Il est un autre fait qui illustre la façon extrêmement hâtive dont certaines dispositions du projet de résolution ont été rédigées. La Commission du droit international, qui avait été chargée par l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session d'étudier la question des utilisations des voies d'eau internationales autres que pour la navigation, n'a pu commencer ses travaux du fait que certains Etats ne lui ont pas fait parvenir les renseignements nécessaires. Cela montre que la communauté internationale ne considère pas cette question comme très urgente. Or, au cours de la présente session, certaines délégations auteurs du projet de résolution ont réussi à obtenir que la Commission du droit international se saisisse à nouveau de cette question. Ainsi, sur l'initiative de quelques délégations, un organe spécialisé de l'Organisation des Nations Unies va avoir pour tâche de dégager de la masse des documents juridiques existants et notamment de 253 traités bilatéraux et multilatéraux, de décisions diverses des tribunaux internationaux, etc., les normes appelées à régir la conduite de divers pays en ce qui concerne les voies d'eau internationales.

67. Or le projet de résolution porte essentiellement sur des problèmes du même ordre, comme par exemple celui des consultations préalables dont tous les aspects, y compris les conséquences juridiques, devront être étudiés avec soin. C'est pourquoi le représentant du Brésil estime contradictoire que les auteurs demandent

à l'Assemblée générale de se prononcer d'urgence sur une question dont on n'a pas encore fini de débattre. C'est pourquoi le Gouvernement brésilien n'a manifesté aucune objection à faire à propos des dispositions du texte de la Déclaration économique d'Alger, puisque, bien au contraire, il les applique déjà en ce qui concerne l'exploitation des ressources naturelles communes à plusieurs Etats. M. Frazão cite ensuite à ce sujet certaines décisions plus récentes datant d'un mois à peine. Lors d'une réunion qu'ils ont tenue à Lima, du 29 octobre au 2 novembre, les ministres de l'énergie des pays d'Amérique latine — à savoir, par ordre alphabétique, les ministres des Etats suivants : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Equateur, El Salvador, Guatemala, Guyane, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République Dominicaine, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela — ont adopté, au lieu d'une formule qui aurait sanctionné un système de consultations, le texte ci-après en vue de l'inclure dans les statuts de l'Organisation latino-américaine de l'énergie :

“Contribuer, à la demande de toutes les parties intéressées, à l'entente et à la coopération entre les Etats membres afin d'accélérer l'exploitation appropriée des ressources naturelles qui leur sont communes et d'éviter tout dommage important”.

68. En ce qui concerne le texte même du projet de résolution, le représentant du Brésil constate, par exemple, que le paragraphe 1 du dispositif, relatif à la nécessité d'établir des normes internationales pour l'exploitation et la conservation des ressources naturelles communes à deux ou plusieurs Etats, contredit l'esprit du principe 23 de la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement selon lequel les normes dans ce domaine doivent être établies à l'échelon national. Ce principe découle en fait du souci des pays en voie de développement d'éviter qu'on leur impose des normes de production ou de consommation qui, en raison de leur coût, fassent éventuellement obstacle au développement. Les pays d'une même région ne peuvent pas en effet adopter de normes identiques sans risque de provoquer de ce fait de graves inégalités économiques. La déclaration économique d'Alger elle-même réaffirme, au début de la section sur l'environnement, que les dépenses supplémentaires entraînées par les programmes dans ce domaine ne doivent pas empêcher un pays de faire face aux besoins les plus fondamentaux de son développement. On voit mal comment les pays en voie de développement pourraient éviter la charge de dépenses supplémentaires et la répartition inégale de ces dépenses, s'ils acceptaient des normes en matière d'environnement qui seraient définies sur le plan international.

69. Si les paragraphes 1 et 2 du dispositif reconnaissent implicitement que les problèmes doivent nécessairement être envisagés d'un point de vue régional et sous-régional, le paragraphe 3 transfère la compétence du niveau bilatéral ou au plus régional au niveau universel et fait appel pour ce faire à un instrument inapproprié. En effet, le mandat du Conseil d'administration ne l'autorise pas à s'occuper de l'application de plans régionaux ou bilatéraux, ce qui reviendrait en fait à lui confier des pouvoirs supranationaux qui n'appartiennent à aucune organisation

internationale. Le Brésil est fermement persuadé que le paragraphe 3 est contraire à l'esprit et à la lettre de la Déclaration économique d'Alger, des résolutions 2995 (XXVII) et 2997 (XXVII) de l'Assemblée et de toutes les résolutions adoptées par les Nations Unies sur l'exploitation des ressources naturelles. Ce paragraphe revient à limiter la compétence des Etats Membres et à mettre leurs programmes de développement à la merci de tierces parties. Il est donc en ce sens en contradiction avec la Charte des Nations Unies elle-même, qui interdit l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats. Au paragraphe 4, les auteurs ont cherché à imposer un caractère obligatoire aux paragraphes précédents.

70. Dorénavant, le comportement du Brésil sera conforme à la position qu'il a toujours prise sur cette question, car c'est dans la réalité de l'exploitation des ressources naturelles et de la préservation de l'environnement qu'il sera possible de démontrer la compatibilité entre une position éthique, s'inspirant de considérations politiques et économiques, et son application pratique.

71. M. CĂBRIĆ (Yougoslavie), présentant formellement le projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1 au nom des auteurs, dit que les questions dont traite le projet ne sont pas nouvelles puisque, avant même la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, elles étaient visées dans la résolution 2849 (XXVI) de l'Assemblée générale. La Conférence de Stockholm a adopté un certain nombre de principes sur lesquels doivent reposer les mesures à prendre en matière de coopération entre les Etats. Les résolutions 2995 (XXVII), 2996 (XXVII) et 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale, qui avaient trait à la coopération entre les Etats dans le domaine de l'environnement, ont constitué un premier pas dans la bonne direction et il convient maintenant de faire un deuxième pas, mais cette fois à propos des ressources naturelles partagées par deux ou plusieurs Etats. A ce propos, il est bon de rappeler les discussions sur cette question à la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés à Alger.

72. Les auteurs du projet de résolution estiment qu'il est fort simple et appelle peu d'explications. Il ne propose en fait que l'établissement entre les gouvernements d'une coopération permettant de résoudre les

problèmes communs et précise que cette coopération doit se faire dans le cadre des relations normales existant entre ces Etats. La coopération et l'exploitation harmonieuse des ressources communes doivent être conçues de façon à profiter à tous les intéressés et à éviter tout effet nuisible. Il convient donc d'établir des normes internationales adéquates. En vue de traduire dans la réalité les principes de la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, les auteurs jugent que la coopération entre les Etats doit s'appuyer sur un système de consultation, dans le cadre des relations normales qui existent entre eux. Il ne faut en fait chercher dans le projet de résolution que l'expression du désir des auteurs de voir s'instaurer une coopération fructueuse en matière d'exploitation des ressources communes. L'adoption du projet de résolution ne ferait qu'asseoir sur des bases plus solides une coopération qui existe déjà.

73. Les paragraphes 3 et 4 du dispositif ont trait à la procédure et visent simplement à faire appliquer les paragraphes 1 et 2. Il ne fait aucun doute que le Conseil d'administration, qui a déjà fait ses preuves, sera capable de s'acquitter de la tâche qui lui est confiée.

74. Les travaux relatifs à l'environnement sont parvenus à un stade où il convient d'appliquer dans la pratique les principes qui ont été adoptés, en particulier les principes 21, 22 et 24 de la Déclaration, et ceux qui figurent dans les résolutions de l'Assemblée générale. Le projet de résolution est présenté dans un esprit de coopération en vue de la solution efficace des problèmes de l'environnement et il faut espérer que la Deuxième Commission le recevra dans le même esprit et l'adoptera à l'unanimité.

75. Le représentant de la Yougoslavie indique les modifications apportées au texte révisé du projet de résolution par rapport au texte initial. Le titre a été ajouté; au paragraphe 1 du dispositif, le mot "habituelles" a été supprimé; au paragraphe 2, les mots "les pays intéressés à l'exploitation de ces mêmes ressources" ont été remplacés par les mots "les pays se partageant de telles ressources naturelles et intéressés à leur exploitation". Enfin, au paragraphe 4, les mots "d'adapter leur conduite aux" ont été remplacés par les mots "de tenir pleinement compte des".

La séance est levée à 18 h 20.

1565^e séance

Jeudi 22 novembre 1973, à 10 h 40.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1565

POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme des Nations Unies pour l'environnement (suite) [A/9003, chap. XIII; (A/C.2/L.1305/Rev.1, A/C.2/L.1312) :

- a) Rapport du Conseil d'administration (A/9025);
- b) Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général (A/9163, A/9238, A/C.2/L.1314)

1. M. OUDOVENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit qu'il n'y a pas d'organisation internationale que l'étude du problème de l'environnement ne concerne plus ou moins directement. Le PNUE et son conseil d'administration ont un rôle central à jouer en coordonnant la coopération internationale dans le cadre du système des Nations Unies en vue de résoudre ces problèmes. A sa première session, le Conseil d'administration a entrepris

d'établir les bases de cette coordination. La délégation de la RSS d'Ukraine approuve la décision du Directeur exécutif d'établir des unités de liaison avec chacune des commissions économiques régionales, en particulier avec la Commission économique pour l'Europe, et appuie les vues exprimées à cet égard au paragraphe 18 du rapport du Conseil d'administration sur sa première session (A/9025).

2. Le secrétariat du PNUE mérite d'être félicité pour avoir déjà formulé des propositions pour l'élaboration de programmes. Toutefois, le Plan d'action pour l'environnement qui fait l'objet de la décision 1 (I) du Conseil d'administration et figure à l'annexe I du rapport est trop général et ne contient pas de proposition de mesures spécifiques. Le but du PNUE devrait être de contribuer à la solution pratique des plus importants des problèmes de l'environnement tels que la prévention de la pollution de l'air et de l'eau, l'utilisation rationnelle des ressources en eau, le recyclage des déchets, la conservation et l'utilisation rationnelle des ressources en terre, la fertilité des sols et la mise au point de techniques produisant peu ou ne produisant pas de déchets.

3. Pour ce qui est de la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains, la délégation ukrainienne relève la proposition concernant la composition du comité préparatoire contenue dans le projet de résolution A/C.2/L.1312. A son avis, il vaudrait mieux, pour constituer le comité préparatoire, suivre la suggestion contenue au paragraphe 106 du rapport du Conseil d'administration; le rôle joué par la Commission de la population en tant que comité préparatoire de la Conférence mondiale de la population offre un précédent. L'importance de suivre cette suggestion ressort des observations figurant au paragraphe 108 du rapport. La délégation ukrainienne estime que le montant total demandé pour la Conférence-Exposition dans la note du Secrétaire général (A/9238) est extrêmement élevé, d'autant plus que l'expérience des conférences des Nations Unies est que le coût final dépasse souvent les prévisions initiales. De plus, on y demande du personnel de grade trop élevé et l'on ne donne pas de renseignements suffisants pour justifier l'effectif prévu. Il faudrait s'efforcer de réduire à la fois les dépenses et les besoins en personnel avant de soumettre le document A/9238 à l'approbation de la Deuxième Commission. On s'est préoccupé dans plusieurs organismes des Nations Unies de l'exploitation des ressources naturelles et plus particulièrement des ressources en eau dans les régions frontalières. On reconnaît généralement en droit international et dans les résolutions des Nations Unies, telles que la résolution 1737 (LV) du Conseil économique et social, qu'un Etat a le droit de disposer comme il le juge bon de toutes les ressources qui se trouvent sur son territoire. L'utilisation à des fins industrielles, agricoles ou autres des cours d'eau et des lacs faisant frontière est déjà régie de façon satisfaisante par des accords bilatéraux et ne devrait pas être discutée par le PNUE. La délégation ukrainienne approuve les suggestions mentionnées au paragraphe 129 du rapport concernant l'organisation de l'information sur les politiques nationales de l'environnement. Cette information pourrait être donnée dans des rapports annuels présentés par les gouvernements et complétée par des enquêtes et par des questionnaires envoyés par le secrétariat du PNUE.

4. Le Gouvernement de la RSS d'Ukraine poursuivra la politique qu'il a depuis longtemps d'attacher la plus haute importance à l'étude et à la solution des problèmes de l'environnement. Il a récemment adopté un décret fixant de nouveaux objectifs pour la protection de l'environnement et définissant les responsabilités pour diverses actions à cette fin. Il a également mis au point des mesures pour la conservation et la protection de la flore, de la faune et des forêts, la prévention de la pollution atmosphérique et l'intensification d'une campagne pour réduire le bruit dans l'industrie et dans les habitations.

5. Le monde se trouve devant l'urgente nécessité d'établir un système pour l'utilisation rationnelle des ressources naturelles de façon qu'elles profitent à l'humanité tout entière tout en préservant l'environnement au maximum. Le PNUE qui, comme tous les organismes des Nations Unies, sera jugé sur les résultats, devrait apporter une précieuse contribution à cette cause.

6. M. BONNICK (Jamaïque) rappelle que la résolution 2998 (XXVII) de l'Assemblée générale, sur les critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains, a été adoptée par 99 voix contre zéro, avec 29 abstentions. L'habitation et les établissements humains ont toujours été considérés par la majorité des pays en voie de développement comme un domaine réclamant une attention prioritaire dans le cadre des programmes sur l'environnement. Malheureusement, beaucoup de pays industrialisés ne partagent pas cette opinion et se sont régulièrement opposés à toutes les propositions concernant l'amélioration de l'habitation et des établissements humains ayant de fortes incidences financières ou qui pourraient en avoir dans l'avenir. Néanmoins, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, à Stockholm, a adopté des recommandations de vaste portée sur la question et l'Assemblée générale a adopté à la suite ses résolutions 2998 (XXVII) et 2999 (XXVII). En outre, les établissements humains ont reçu la plus haute priorité à la première session du Conseil d'administration du PNUE.

7. Il est décevant de noter que le rapport du Secrétaire général (A/9163) sur les suites données à la résolution 2998 (XXVII) de l'Assemblée générale ne prévoit pas la sorte de données et d'action envisagées dans la résolution. Le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification a été prié de donner suite à la résolution dans les limites de ses ressources. Il est intéressant de noter que l'on a émis l'idée que l'application de la résolution avait été entravée par le manque de fonds alors que l'Organisation des Nations Unies réalisait des économies de près de 6 millions de dollars pendant l'exercice financier considéré. La question se pose de savoir pourquoi l'on n'a pas pu dégager de fonds pour l'application d'une résolution aussi importante pour les pays en voie de développement alors que le Secrétaire général prévoyait d'importantes affectations de fonds et de personnel aux activités relatives à l'environnement. Serait-ce parce que les pays développés ont vu des incidences financières dans cette importante résolution ?

8. Le rapport du Secrétaire général ne donne des renseignements que sur les activités actuelles des or-

ganismes internationaux. Il n'analyse pas les critères et ne recommande aucun changement à la politique actuelle. Il semble qu'on n'a absolument pas compris le désir des pays en voie de développement de voir les organisations et institutions internationales intéressées mettre au point de nouveaux critères fondés sur les besoins critiques dans ce secteur que révèlent d'importants changements dans la politique des gouvernements concernant l'habitation et les établissements humains. Bien que dans la résolution 2998 (XXVII) l'accent ait porté sur les critères à prendre en considération pour fixer les taux d'intérêt, le mot "critères" n'apparaît pas une seule fois dans la lettre circulaire adressée aux institutions internationales de financement; il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que les institutions aient réagi, de façon si limitée, à la résolution. Les réponses autorisées que l'Assemblée générale était en droit d'attendre sur les questions de politique soulevées dans sa résolution 2998 (XXVII) ne figurent pas dans le rapport du Secrétaire général.

9. On a dit aussi que l'habitation et les établissements humains n'étaient pas encore devenus une question prioritaire dans les pays en voie de développement. Il est clair qu'il faudrait qu'on fasse preuve de plus de compréhension à cet égard, car, en réalité, il y a eu une importante évolution dans la position des pays en voie de développement depuis la Conférence de Stockholm.

10. Telle est la situation qui a incité la délégation jamaïcaine et celles de la Barbade et de la Guyane, auxquelles s'est jointe la République centrafricaine, à présenter le projet de résolution A/C.2/L.1314, qui vise à faire reconnaître l'importance que les pays en voie de développement attachent à l'habitation et aux établissements humains en tant que questions de la plus haute priorité dans le domaine de l'environnement, et qui prie le Secrétaire général d'entreprendre l'étude prévue dans la résolution 2998 (XXVII).

11. Au cours de consultations tenues en dehors de la Commission, on a suggéré que le dispositif de la résolution 2998 (XXVII) avait peut-être été mal interprété. Etant donné les discussions qui ont eu lieu à la Conférence de Stockholm et à la Deuxième Commission lors de la vingt-septième session de l'Assemblée générale, la délégation jamaïcaine ne peut accepter cette opinion. Toutefois, pour faire en sorte qu'il n'y ait plus de malentendu possible à l'avenir, le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution cherche à préciser ce qui avait été envisagé dans la résolution 2998 (XXVII).

12. Le paragraphe 2 du projet de résolution mérite une attention spéciale. La BIRD s'intéresse de plus en plus aux questions relatives à l'urbanisation ainsi qu'à l'habitation et aux établissements humains et il est encourageant d'apprendre que le Conseil des gouverneurs de la Banque examinera ces questions plus avant au début de 1974. La délégation jamaïcaine croit comprendre également que le Conseil d'administration du PNUE examinera le rapport sur l'application de la résolution 2998 (XXVII) à sa deuxième session. Les auteurs du projet de résolution pensent donc que, puisque le Secrétaire général sera maintenant prié d'entreprendre l'étude d'ensemble envisagée dans la résolution 2998 (XXVII), l'Assemblée générale devrait élargir la notion des critères pour y comprendre, en

principe, toute nouvelle institution ou tout nouvel arrangement qui pourrait résulter de sa résolution 2999 (XXVII). Il serait illogique de prier les institutions internationales de financement de suivre un ensemble de critères et d'établir en même temps un nouveau mécanisme qui pourrait être appelé à suivre des critères entièrement différents.

13. Les auteurs espèrent que le Secrétaire général fera tous ses efforts pour que l'Assemblée générale soit saisie à sa vingt-neuvième session d'un rapport pleinement conforme à la lettre et à l'esprit du projet de résolution.

14. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) dit que le projet de résolution A/C.2/L.1314 a des incidences financières. Un état de ces incidences sera établi et distribué prochainement.

15. M. HASSAN (Soudan) rend hommage au Gouvernement kényen pour la collaboration qu'il a prêtée au secrétariat du PNUE. Ce fut une sage décision que d'établir le secrétariat dans un pays en voie de développement. L'intérêt actif que les pays en voie de développement portent aux questions d'environnement est illustré par le fait que plusieurs d'entre eux ont déjà contribué au Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement. La lenteur avec laquelle sont versées les contributions annoncées pour le Fonds pourrait faire obstacle au développement du PNUE et compromettre non seulement la réalisation de l'objectif de 100 millions pour la période 1973-1977, mais également le courant des contributions futures. Le fait qu'il faut des programmes réalistes pour assurer un courant régulier des contributions et que ces programmes ne peuvent être entrepris que si l'on dispose de ressources suffisantes est un cercle vicieux dont il faut sortir à tout prix. Les ressources dont on disposera pendant la période 1973-1977 devront donc être consacrées en premier lieu à mieux faire connaître le PNUE dans le monde et à formuler des programmes réalistes, pratiques et constructifs.

16. La délégation soudanaise est en faveur de la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains, qui servirait à lancer les futurs programmes pratiques visant à réaliser les objectifs énoncés dans les recommandations de la Conférence de Stockholm. La question extrêmement grave du dépeuplement rural et de ses conséquences socio-économiques fait l'objet d'une attention spéciale au Soudan, dont les modestes efforts pour résoudre les problèmes qui en résultent ont besoin d'être complétés par une assistance internationale. La Conférence-Exposition offrirait au Gouvernement soudanais l'occasion de partager son expérience dans ce domaine avec d'autres pays.

17. M. Hassan se félicite de l'action entreprise en collaboration avec le Bureau spécial pour le Sahel pour répondre aux urgents besoins et aux demandes d'assistance des gouvernements de la région sahélienne. Le processus de "désertification" et la perte irrémédiable de sol et de végétation due à l'érosion et à la pollution sont des tragédies écologiques qui appellent d'urgence une action aux échelons national et régional et sur le plan international. La partie occidentale du Soudan a souffert de la récente sécheresse et les efforts pour combattre l'avance du désert ont été freinés par le manque de ressources et

l'insuffisance de l'aide internationale. Il est encourageant de noter que les priorités du programme prévoient des mesures pour appuyer les efforts entrepris par les gouvernements de la région soudano-sahélienne pour résoudre les problèmes du sol, de l'eau et de la désertification.

18. L'intérêt actif dont les pays en voie de développement font preuve pour les questions d'environnement tient à leur conviction que les programmes de développement et les mesures de protection de l'environnement ne sont pas incompatibles. La protection de l'environnement et le progrès économique sont des questions d'égale importance et d'égal intérêt pour le monde. L'alinéa d du paragraphe 12 de la décision I (I) du Conseil d'administration (voir A/9025, annexe I), sur le commerce, l'économie, la technologie et le transfert des techniques, traite des divers aspects de cette question et de la façon dont le Conseil devrait l'aborder après l'avoir reconnue, à juste titre, comme un domaine méritant une action prioritaire.

19. L'environnement est une question nouvelle et il n'existe pas d'expérience passée d'action internationale dont on pourrait tirer les leçons. Le rôle du Conseil d'administration du PNUE devrait être de veiller sur les intérêts des pays en voie de développement. Ce faisant, il devrait prendre comme guide l'esprit et les objectifs des résolutions 3000 (XXVII) et 3002 (XXVII) de l'Assemblée générale. Les responsabilités du Conseil d'administration seront lourdes, en particulier pour ce qui est des programmes dont l'exécution sera confiée à d'autres institutions. A cet égard, un système mondial d'"alerte" pour prévenir les pays dont le commerce pourrait être affecté par des mesures que d'autres pays envisageraient en matière d'environnement serait particulièrement utile. Le Soudan, dont les côtes sont sur une mer fermée et très fréquentée, qui est particulièrement exposée à la pollution par le mazout rejeté par les navires et par les polluants résultants des activités humaines, attache une grande importance aux problèmes de l'environnement marin. Le Gouvernement soudanais recherchera les conseils et l'aide du secrétariat du PNUE pour l'action qu'il envisage d'entreprendre à cet égard. La délégation soudanaise a noté avec satisfaction la mention qui est faite dans le rapport du Conseil d'administration de la codification des législations relatives à l'environnement. Elle estime que le PNUE devrait jouer un rôle plus actif que celui d'observateur à la prochaine Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer et devrait prêter l'attention voulue à la question de la codification de toutes les dispositions légales relatives à l'environnement qui pourraient résulter de cette conférence.

20. Passant à la question de la coordination des activités en matière d'environnement, M. Hassan dit qu'on pourrait considérablement alléger le travail du Comité de coordination pour l'environnement, créé aux termes de la résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale, en mettant en place un dispositif qui permette d'éliminer ou de réduire la possibilité de double emploi ou de chevauchement au stade initial de l'élaboration des programmes. Un représentant du Directeur exécutif connaissant bien les questions interinstitutions pourrait considérablement aider les organes directeurs des diverses institutions à prendre des décisions sur les activités relatives à l'environnement avec le minimum de risques de double emploi.

21. M. ELIASHIV (Israël) dit que la Conférence de Stockholm a cristallisé la préoccupation sur les rapports de l'homme et de son environnement et a énoncé un certain nombre de valeurs et d'objectifs fondamentaux qui influenceront sur l'action à l'échelon national et sur le plan international pendant de nombreuses années à venir. Elle a favorisé une prise de conscience plus générale de l'interdépendance des questions sociales et économiques et du fait que la pauvreté et la misère sont peut-être une plus grave menace à la paix universelle et une plus grave injure à la dignité humaine que toute menace résultant de la pollution causée par l'activité industrielle ou l'imprudence écologique. Le droit de l'homme de vivre dans un environnement qui lui est favorable et la responsabilité qu'il a de le protéger et de l'améliorer pour les générations futures ont été clairement définis dans la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement¹.

22. La délégation israélienne s'est félicitée de la création du PNUE, de son secrétariat, de son conseil d'administration, du Comité de coordination pour l'environnement et du Fonds du PNUE. Elle espère que le Conseil d'administration posera des bases solides pour traduire les paroles en action dans des programmes pratiques établis en fonction des principaux objectifs et des priorités fixés à sa première session. Le but doit être de trouver des méthodes et des approches qui permettent de réconcilier le développement et la préservation du patrimoine naturel de l'humanité.

23. Certains des problèmes d'environnement que connaît Israël sont également ceux de nombreux autres pays. La protection et l'entretien des ressources en eau disponibles a reçu une haute priorité; une politique nationale de conservation de l'eau et de recyclage des eaux usées a été mise au point et un programme de recherche intensif est en cours pour réduire et limiter la pollution de l'eau et pour le traitement et le recyclage des eaux polluées. Les ressources ordinaires en eau sont complétées au moyen du dessalement. L'expérience d'Israël en ce qui concerne l'utilisation des ressources en eau existantes et le traitement et le recyclage des eaux usées devrait particulièrement intéresser un certain nombre d'autres pays en voie de développement.

24. Israël a été à la pointe des recherches et des améliorations pour certains aspects de la zone aride et serait heureux de développer encore les échanges d'informations internationaux et les activités de coopération avec d'autres pays se trouvant dans cette zone.

25. Le problème du développement régional en Israël est abordé à travers de grands projets de recherche sur des sujets tels que les relations entre la campagne et la ville, la coopération régionale et le rôle des villes nouvelles et de l'absorption des immigrants dans les régions en voie de développement. Une étude récemment terminée par le Centre israélien d'étude sur la colonisation souligne que l'agriculture offre le meilleur potentiel d'amélioration de l'environnement et préconise l'élaboration de programmes coordonnés pour stimuler une rapide augmentation de la production alimentaire tout en sauvegardant le bien-être humain. Cette stratégie est fondée en partie sur les travaux sur le terrain effectués par des spécialistes israéliens dans un certain nombre de pays en voie de développement et est

¹ Voir A/CONF.48/14/Rev.1, chap. 1er.

partie de l'hypothèse qu'un développement national sain est impossible à moins que la croissance de l'agriculture soit assurée. L'étude propose également une stratégie un peu révolutionnaire pour le développement industriel, fondée sur le principe que l'industrie doit se développer en même temps que l'agriculture et être dispersée dans tout le pays, tant dans les villes que dans les campagnes. L'accent dans le développement industriel devrait être transféré des grands centres urbains à un réseau de villes rurales.

26. Le PNUE devrait accorder une importance particulière et une haute priorité à tous ces problèmes. Israël a appris par expérience que les conditions d'une action efficace sur l'environnement sont une large compréhension par tous les groupes d'une société des dilemmes, des choix et des coûts qu'implique la lutte contre la pollution.

27. La délégation israélienne approuve la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains qui doit se tenir à Vancouver en 1976, et appuie pleinement l'idée contenue dans le projet de résolution A/C.2/L.1312.

28. M. CURTIN (Australie) dit que la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement a démontré que, malgré le pessimisme initial, l'amélioration de l'environnement et la croissance économique devaient et pouvaient aller de pair. Toutefois, les pays en voie de développement doivent recevoir l'assurance qu'il n'y aura pas de discrimination contre leurs exportations et que le développement industriel ne deviendra pas plus onéreux par suite des normes d'environnement fixées par les pays industriels. La délégation australienne a pris note des vues du Groupe des Soixante-Dix-Sept à cet égard mais a également estimé qu'il avait été démontré que la préoccupation pour l'environnement pouvait être profitable aux pays en voie de développement. Par exemple, leurs économies peuvent être renforcées par l'utilisation croissante de matières premières naturelles plutôt que synthétiques et par le transfert de certaines industries de régions à pollution élevée vers des régions à faible pollution. La délégation australienne respecte aussi l'opinion que les problèmes d'environnement du tiers monde sont essentiellement des problèmes humains, d'extrême pauvreté, de déficience protéique et de mauvaises conditions de logement. M. Curtin rappelle à ce propos que le Conseil d'administration a décidé à sa première session, dans son Plan d'action pour l'environnement, que la qualité de la vie devrait constituer la préoccupation primordiale du PNUE.

29. Si l'impulsion donnée à Stockholm a perdu une partie de sa force, c'est parce que l'environnement ne signifie pas la même chose pour les uns et pour les autres, de sorte que la formulation d'un programme généralement accepté n'est pas une entreprise facile. S'il faut faire preuve d'une certaine souplesse dans l'interprétation des tâches à confier au PNUE, les ressources humaines de son secrétariat et plus spécialement les ressources financières du Fonds ne doivent pas être réparties entre un trop grand nombre de projets dans les phases initiales. Le PNUE doit prêter dûment attention aux besoins de développement des pays en voie de développement et devrait aussi entreprendre des projets mondiaux tels que le Plan Vigie et l'action pour répondre à la menace que la pollution présente pour la vie et le bien-être de

l'homme. Comme il ressort clairement de la première session du Conseil d'administration que les établissements humains doivent occuper une place importante dans les activités du PNUE, la délégation australienne appuie le projet de résolution A/C.2/L.1312.

30. L'Australie a fait une contribution de 2,5 millions de dollars au Fonds du PNUE et finance également l'établissement en Australie d'une station principale et d'un réseau de stations associées de surveillance de l'atmosphère comme partie du très important Plan Vigie. Elle a également participé activement à la Conférence internationale de l'OMCI sur la pollution des mers, qui s'est tenue à Londres du 8 octobre au 2 novembre 1973, et espère que la nouvelle Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires permettra de renforcer la lutte contre la pollution par les navires, non seulement les rejets de mazout, mais également d'autres substances. La communauté internationale doit s'attaquer au problème de la pollution marine et l'Australie pense que le principe qui veut que la responsabilité incombe principalement aux pollueurs est raisonnable et fondé en droit international.

31. L'Australie a une grande expérience des problèmes d'environnement urbains et ruraux. L'industrie et les syndicats se préoccupent de plus en plus des dangers de la pollution et la protection de l'environnement humain et naturel est un élément clef de la politique d'ensemble du gouvernement. L'Australie a mis au point des techniques agricoles pour l'utilisation des zones affectées par la pénurie d'eau, les parasites et l'érosion, et pense qu'elle-même et les pays en voie de développement profiteraient du partage de leur expérience à cet égard.

32. L'Australie, comme beaucoup d'autres pays, pense que les essais d'armes nucléaires constituent une grave menace pour l'environnement dans lequel l'homme vit et travaille. Elle appuie vigoureusement la condamnation dans lequel l'homme vit et travaille. Elle appuie vigoureusement la condamnation de l'emploi et de l'essai des armes nucléaires contenue dans le principe 26 de la Déclaration adoptée à Stockholm et dans la résolution 3 (I) de la Conférence².

33. M. HOVEYDA (Iran) note avec satisfaction les progrès positifs accomplis depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, y compris l'établissement, avec l'aide du Kenya, du siège du PNUE, et l'élaboration des éléments initiaux d'un programme. Le Directeur exécutif et son personnel méritent d'être félicités.

34. L'Iran, en tant que membre du Conseil d'administration du PNUE, approuve d'une manière générale le rapport du Conseil, ses recommandations, les objectifs fixés et les règles pour la gestion du Fonds, auquel le Gouvernement iranien a été un des premiers à contribuer. Toutefois, il a certaines réserves. Au paragraphe 30 du rapport, certains termes géographiques, historiquement établis et bien connus, ont été modifiés et M. Hoveyda demande au secrétariat de corriger cette erreur à l'avenir.

35. La délégation iranienne est d'accord avec le Directeur exécutif dans les lignes générales de son raisonnement, mais estime qu'il faudrait faire une distinction entre les réalités et les tentatives de projection. Il est naturellement utile d'examiner jusqu'où la nature peut

² *Ibid.*, chap. IV.

résister aux activités humaines, mais une telle spéculation ne devrait pas alarmer au point d'arrêter le progrès humain, en particulier dans les pays en voie de développement. Imputer tous les malheurs à la technologie moderne reviendrait à une tentative pour fuir les vrais problèmes. La recherche sur les conséquences des activités de l'homme est encore cahotique et incomplète, et il importe d'œuvrer avec une certaine objectivité scientifique. Il ne s'agit pas de rejeter la technologie moderne, mais plutôt de mettre au point de nouvelles techniques. Néanmoins, la conduite des hommes et ses conséquences sur l'environnement sont plus ou moins bien connues, et des efforts sont continuellement faits dans le cadre du système des Nations Unies afin, par exemple, de promouvoir la division internationale du travail et un ordre commercial plus juste, et de supprimer l'écart entre pays développés et pays en voie de développement. Le PNUE doit donc concentrer ses efforts sur son terrain particulier tout en maintenant un contact permanent avec les autres organismes des Nations Unies. De cette manière, les doubles emplois pourront être évités et l'efficacité favorisée. La coopération entre les organismes des Nations Unies ne doit pas signifier la confusion dans les attributions des uns et des autres. Il doit y avoir une stricte division des responsabilités du fait même que l'étude de l'environnement porte sur des problèmes aussi divers que l'urbanisme, la pollution, ou même la culture et l'éducation.

36. Il convient néanmoins d'organiser des réunions afin d'examiner tous les sujets connexes et de prévoir des échanges de vues, et l'aide d'instituts et de fondations sera de la plus haute importance. Les rapports sur des séminaires de ce genre seront intéressants non seulement pour le Programme lui-même, mais aussi pour l'ensemble des travaux concernant le développement.

37. Les activités du PNUE doivent porter essentiellement sur la conservation et le développement de l'environnement. La délégation iranienne est satisfaite de voir ces deux aspects largement reflétés dans les décisions de la première session de son Conseil d'administration, ainsi que dans les activités de son secrétariat. Il est encourageant de voir la manière dont le Directeur exécutif tient compte des intérêts des pays en voie de développement aussi bien que des problèmes des pays industrialisés. La conservation est importante du fait qu'il s'impose de réduire l'écart qui sépare les riches des moins riches, et en même temps un effort doit être fait pour obtenir une exploitation meilleure et plus juste des ressources naturelles et des techniques. Le PNUE a fait des progrès importants à cet égard. En outre, des réunions comme la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains offrent des occasions exceptionnelles de résoudre les grands problèmes, et la délégation iranienne appuie les propositions du Directeur exécutif la concernant, d'autant plus que toute activité dans ce domaine est orientée vers les problèmes de développement.

38. M. Hoveyda estime que toutes les activités du PNUE méritent d'être appuyées, et que le Programme remplit un vide qui se ressentait dans l'ensemble des activités des Nations Unies pour le développement, puisque le développement est inextricablement lié à l'environnement naturel et humain.

39. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) note que le problème de la conservation de l'environnement et celui de l'utilisation appropriée des ressources naturelles occupent une place importante dans le programme pour la paix approuvé par le vingt-quatrième Congrès du parti communiste de l'Union soviétique. Il a été encore souligné, dans une déclaration faite par le secrétaire général du parti communiste de l'Union soviétique devant le dernier Congrès mondial des forces de la paix, tenu à Moscou du 25 au 31 octobre 1973, que la solution de problèmes tels que les ressources énergétiques et l'environnement, l'exploitation des ressources marines et l'élimination de la famine et des maladies endémiques exigeaient une coopération à grande échelle entre tous les Etats sur la base de l'égalité, de l'avantage mutuel et la non-ingérence dans les affaires intérieures. M. Brejnev a également souligné que la première condition à cette coopération était l'établissement de la paix.

40. Vu l'ampleur de la production industrielle actuelle et future, il faut adopter des mesures en vue de l'utilisation rationnelle et de la reconstitution des ressources naturelles, et de la conservation de l'environnement. Des mesures de ce genre ont déjà été inscrites dans les plans à court et à long terme de l'Union soviétique en vue du développement économique national, et des ressources importantes sont consacrées à leur application. L'expérience de l'Union soviétique montre que, avec un système socialiste de société et le contrôle par l'Etat des ressources naturelles, il est déjà économiquement et techniquement possible de résoudre les problèmes d'environnement dus à un développement économique rapide et intense. Des efforts pour conserver l'environnement sont également déployés sur le plan international, dans le cadre d'un programme de coopération accrue avec les pays du CAEM sous la forme du projet de déclaration commune présenté par les pays socialistes à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, en juillet 1973.

41. L'Union soviétique considère que le Plan d'action pour l'environnement adopté à la première session du Conseil d'administration, à la formulation duquel cette délégation a contribué, peut servir de base à une coopération internationale sur les questions relatives à l'environnement. M. Smirnov fait cependant observer que le plan a été élaboré sur la base de recommandations de la Conférence de Stockholm, à laquelle les pays socialistes n'ont pas participé pour des raisons politiques bien connues. Il rappelle les domaines que l'Union soviétique a proposé d'inclure dans le Plan d'action pour qu'ils fassent l'objet d'une action commune et note qu'il conviendrait de donner la priorité à ces domaines dans le contexte des principes de base devant régir les activités du PNUE, tels qu'ils ont été approuvés à la première session du Conseil d'administration.

42. En ce qui concerne les ressources en eau, deux problèmes urgents doivent être résolus avec l'aide du PNUE, à savoir le problème de l'eutrophisation et celui de la conservation et de l'amélioration de la qualité de l'eau. Si l'on n'aborde pas immédiatement ces problèmes, des sommes considérables devront être déboursées ultérieurement pour assurer un approvisionnement suffisant d'eau potable. Pour ce qui

est de la pollution de l'air, la crise de l'énergie qui se dessine rend encore plus essentielle la nécessité de trouver des moyens de supprimer le soufre des combustibles liquides et solides. Il convient également d'accorder une attention au problème des émissions toxiques des moteurs à combustion interne. Tous ces problèmes sont universels et affectent les pays en voie de développement comme les pays développés. Les ressources du PNUE ne doivent pas être réparties entre une gamme trop vaste de projets, tels que la compilation d'un registre des cours d'eau propres.

43. De nombreux projets peuvent être entrepris sur une base régionale. Ainsi, il est prématuré pour le PNUE d'envisager des mesures en vue de combattre la pollution dans les mers intérieures, fermées et semi-fermées, telles que la mer Baltique et la mer Noire. Il ne doit participer à ces programmes régionaux ou sous-régionaux qu'à la demande des Etats côtiers intéressés ou des organisations internationales ou régionales habilitées par ces Etats à faire une telle demande.

44. M. Smirnov réaffirme la position de l'URSS déjà exprimée par la délégation soviétique à la première session du Conseil d'administration à propos du financement des mesures relatives aux établissements humains dans le cadre du PNUE. La délégation soviétique ne s'oppose pas à ce que le Programme prenne des mesures concernant les aspects écologiques des problèmes des établissements humains.

45. Il est indispensable de coordonner le plus tôt possible les activités du PNUE avec celles des autres organismes des Nations Unies, afin d'éviter les doubles emplois. Le PNUE doit se concentrer exclusivement sur les questions importantes et urgentes, et donc recevoir et transmettre les informations sur les activités des autres organismes des Nations Unies, confier à ces derniers des programmes relevant de leurs domaines de compétence et créer des groupes de travail ou utiliser le cas échéant les institutions nationales.

46. Comme elle l'a déjà fait savoir lors de la première session du Conseil d'administration, la délégation soviétique pense que le Conseil doit jouer un rôle de premier plan dans toutes les activités du PNUE, approuver les projets et leur financement par le Programme et contrôler les activités du Directeur exécutif et du secrétariat. Les gouvernements eux-mêmes doivent être libres de déterminer la forme et la nature de leurs contributions au Fonds, de façon que les contributions volontaires puissent être faites sous n'importe quelle forme et dans n'importe quelle monnaie.

47. La recherche sur les relations entre un développement économique continu et les problèmes de l'environnement ne fait que commencer. Il convient donc de procéder avec le plus grand soin lorsque l'on se prononce et, en particulier, lorsque l'on fait des recommandations sur les perspectives de développement de tel ou tel pays. La délégation soviétique désapprouve la recherche du sensationnel par la presse bourgeoise, dont les publications prophétisent une catastrophe écologique inévitable. L'Union soviétique aborde les problèmes de la protection de l'environnement avec optimisme. La théorie de l'"équilibre global", qui envisage le maintien de la capacité de production matérielle des pays développés à son niveau actuel, l'arrêt de l'industrialisation des pays en voie de développement, et la limitation obli-

gatoire et universelle de la croissance, est une théorie à la fois réactionnaire et utopiste. L'idée que le développement économique des pays capitalistes et socialistes industrialisés est la principale cause de la détérioration de l'environnement dans ces pays est inacceptable, de même que la théorie selon laquelle la pauvreté et la misère des pays en voie de développement sont encore plus "polluantes".

48. Les problèmes de l'utilisation des ressources naturelles et de l'exercice par les Etats de leur souveraineté sur ces ressources sont liés au problème de la protection de l'environnement. La délégation soviétique s'oppose à toute tentative d'adopter une méthode dite "supranationale" pour aborder les problèmes concernant l'environnement, ainsi qu'à l'internationalisation des ressources naturelles. Le devoir des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies n'est pas de réviser le principe de la souveraineté inaliénable des Etats sur leurs ressources naturelles, mais au contraire d'y adhérer strictement.

49. Tous les gouvernements et tous les peuples doivent collaborer aux efforts pour protéger et améliorer l'environnement. Le meilleur moyen pour l'humanité de profiter de la belle occasion qu'elle a actuellement d'accomplir cette tâche tout en assurant la réalisation de nouveaux progrès sociaux et économiques est d'entreprendre le développement planifié des économies nationales et d'instaurer un système de contrôle des moyens de production par la société. Les conditions dans lesquelles la société contrôlera consciemment les relations entre elle-même et la nature seront très efficaces s'il existe une situation de coexistence pacifique entre des Etats ayant des systèmes sociaux différents. L'Union soviétique est disposée à accepter une coopération internationale mutuellement avantageuse et équitable.

50. Pour résoudre les problèmes de l'environnement qui se posent à l'humanité, il faudra des sommes considérables, dépassant de beaucoup les ressources de l'Organisation des Nations Unies ou de n'importe lequel des fonds et programmes associés. Les ressources attribuées aux activités du PNUE devront donc être tirées essentiellement des 220 milliards de dollars actuellement consacrés chaque année aux armements d'après les calculs de l'Organisation des Nations Unies. A cet égard, la Conférence mondiale du désarmement déjà approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 3183 (XXVIII) doit être convoquée le plus tôt possible, et il convient qu'elle accorde son attention à titre prioritaire à la proposition de l'Union soviétique tendant à réduire de 10 p. 100 les budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et à utiliser une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement (point 102 de l'ordre du jour). L'adoption de cette proposition représenterait une contribution essentielle au développement social et économique de tous les pays, surtout des pays en voie de développement, en plus de l'assistance fournie par les systèmes existants.

51. M. ORTIZ DE ROZAS (Argentine) félicite le Directeur exécutif de son importante déclaration à la 1563ème séance. L'Argentine est très heureuse que l'établissement du siège du PNUE au Kenya soit chose faite; son installation dans ce pays symbolise la participation croissante des pays en voie de développement à

la recherche de solutions aux grands problèmes mondiaux.

52. L'Argentine, pleinement consciente de ce que l'homme ne peut plus être considéré en dehors du contexte de l'environnement naturel et humain, a attaché une haute priorité aux problèmes concernant l'environnement dès le moment où ils ont été portés à l'attention de la communauté internationale. C'est pourquoi elle a collaboré pleinement à l'effort visant à formuler une série de principes fondamentaux qui doivent modérer la conduite et aider à définir les responsabilités internationales. La Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement adoptée à Stockholm, expression concrète de cet effort, est une expression exemplaire du consensus auquel est arrivée la communauté internationale sur l'éthique de l'environnement. Le Plan d'action pour l'environnement adopté également à la Conférence de Stockholm représente un effort pour concrétiser ces principes et en favoriser l'application au moyen d'une structure de base et de recommandations destinées à orienter les activités nationales et internationales dans une entreprise transcendante fondée sur la coopération. On ne trouvera de solutions aux problèmes de l'environnement que si les attitudes égoïstes sont exclues de cette nouvelle approche globale et interdisciplinaire. L'évolution dans cette entreprise n'est pas tant la prise de conscience de ce qu'elle implique que l'acceptation du fait qu'on en est arrivé à un stade de transition dans la recherche de solutions conciliant les intérêts privés et les intérêts plus vastes de l'ensemble de la communauté. Dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, il semble plus difficile de rejeter les idées anciennes que d'adopter les nouvelles.

53. En tant que membre du Conseil d'administration, l'Argentine a activement participé à l'adoption des décisions de sa première session, contenues dans l'annexe I au rapport (A/9025). Pour ce qui est des procédures générales relatives à la conduite des opérations du Fonds du PNUE, elle considère que la décision 2 (I) reflète de façon équilibrée les opinions des Etats Membres, en ce qui concerne surtout la division des responsabilités entre le Conseil d'administration et le Directeur exécutif pour la formulation et l'approbation des projets. En ce qui concerne l'exécution des projets, l'Argentine est satisfaite de la façon dont l'article XI de cette décision souligne les possibilités d'utiliser les services des pays en voie de développement. Cette approche permettra à ces pays de tirer avantage au maximum de l'exécution des projets relatifs à l'environnement. C'est dans ce contexte élargi que l'Argentine appuie la notion de "développement écologique", en ce sens qu'elle encourage les Etats à prendre conscience de la nécessité de répartir les ressources naturelles et humaines disponibles dans leur propre environnement immédiat. Il faut bien comprendre que, pour les pays en voie de développement au moins et dans un avenir prévisible, les obstacles au développement ne sont pas tant matériels que socio-politiques. Ces difficultés sont également dues à la transplantation complètement artificielle et intrinsèquement destructive de systèmes de valeurs incompatibles avec l'environnement où les énergies humaines doivent être déployées.

54. Quant à la décision 3 (I), sur l'examen et l'approbation du programme du Fonds pour 1973-1974,

la délégation argentine considère qu'il y a un bon équilibre dans la répartition des ressources entre les divers domaines et projets. Elle aurait cependant préféré que des ressources un peu plus importantes soient attribuées aux questions groupées sous la rubrique "commerce, économie, technologie, et transfert des techniques".

55. A propos de l'exécution et des priorités du Plan d'action pour l'environnement qui fait l'objet de la décision 1 (I), M. Ortiz de Rozas dit que le Gouvernement argentin souscrit pleinement aux principaux objectifs de politique du fait même qu'ils reprennent les idées fondamentales de tout le problème de l'environnement telles qu'elles ressortent des directives de la Déclaration adoptée à Stockholm. Ces principes doivent rester un point de référence permanent; ils doivent servir d'indicateurs dans le contexte des politiques déjà adoptées et inspirer les activités relatives à l'identification et l'évaluation des problèmes d'environnement et à l'organisation de l'environnement. La délégation argentine appuie les priorités énoncées dans la décision du Conseil, mais l'établissement de priorités doit constituer un processus permanent fondé sur les besoins et les possibilités qui se dessinent dans un contexte essentiellement dynamique. Elles doivent être constamment mises à jour compte tenu du plan d'action. Le Gouvernement argentin attache une importance spéciale à l'identification et l'évaluation des problèmes et aux mesures adoptées en vue d'organiser l'environnement. M. Ortiz de Rozas pense que la coopération entre Etats peut être assurée si, sur le plan international, des principes généraux sont mis au point pour orienter l'action de chaque gouvernement et, par extension, de la communauté tout entière. L'Argentine pense que le Conseil d'administration est l'organe qui doit se charger de l'étude et de l'analyse de ces critères généraux, vu qu'il a pour fonctions de promouvoir la coopération internationale dans le domaine de l'environnement et de recommander des politiques orientées dans ce sens, comme il est prévu dans la résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale. L'Organisation des Nations Unies a souvent pour politique de conférer des pouvoirs, dans leurs domaines de compétence, aux institutions spécialisées et aux organes de l'Assemblée générale pour qu'ils fassent rapport sur les moyens dont les résolutions peuvent être appliquées. Il en est de même pour le Conseil économique et social, et il n'a jamais été question de conférer aucun pouvoir supranational à cet organe.

56. A la première session du Conseil d'administration, il a été suggéré que l'Assemblée générale soit invitée à examiner la question des progrès normatifs dans le domaine de l'environnement. Le Directeur exécutif a également rappelé que l'Organisation des Nations Unies a un rôle à jouer dans ce processus, dont la Déclaration de Stockholm est l'une des bases. Un domaine dans lequel ces progrès sont extrêmement et impérieusement nécessaires est celui de l'exploitation des ressources naturelles communes à plusieurs Etats. La Déclaration de Stockholm n'a été que le point de départ de l'effort visant à résoudre les questions complexes de l'environnement, et les importants principes qu'elle contient, loin d'être exhaustifs, servent à stimuler l'élaboration de nouveaux principes et normes complémentaires. Conscients de cela, les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, lors de

l'historique Conférence au sommet tenue à Alger du 5 au 9 septembre 1973, ont traité de l'importante question des ressources naturelles communes et se sont mis d'accord sur des formules fondées sur la coopération internationale afin d'éviter les problèmes que risque de poser leur utilisation irrationnelle. La section XII de la Déclaration économique³ adoptée à l'unanimité à Alger est consacrée à l'environnement et ses dispositions sont claires et équitables. Le texte se réfère uniquement aux ressources communes à deux Etats ou davantage; en d'autres termes, il porte sur l'une des catégories reconnues dans le questionnaire distribué aux gouvernements avant la Conférence des Nations Unies sur l'environnement. Il s'agit donc d'un aspect particulier du plus vaste domaine de l'environnement, et il faut être très clair et catégorique à cet égard puisqu'il est évident que l'on s'est efforcé par des subterfuges manifestes de semer la confusion dans le débat. Les ressources naturelles sur lesquelles les Etats possèdent une souveraineté exclusive, et qu'ils ont le droit inaliénable d'utiliser et de protéger contre toute forme d'agression, sont une chose, tandis que les ressources naturelles partagées en sont une autre tout à fait différente. Pour ce qui est de la première catégorie de ressources, la Déclaration d'Alger contient des dispositions parfaitement claires que la délégation argentine appuie sans réserve. L'Argentine a collaboré à la promotion des principes finalement proclamés dans les résolutions 2880 (XXVII) et 2993 (XXVII) et a pleinement appuyé la résolution 3016 (XXVII) de l'Assemblée générale.

57. Quant à la deuxième catégorie, celle des ressources naturelles communes à plusieurs Etats, les pays non alignés qui ont participé à la Conférence d'Alger, qui n'ont pas besoin de leçon sur les façons de défendre leurs droits souverains, ont décidé de prévoir un traitement différent sous la forme de la coopération qui s'impose entre des Etats également souverains pour empêcher que l'exploitation de ces ressources ne donne lieu à des conflits entre des pays formant partie d'un même système écologique naturel. Il n'y a pas besoin d'expliquer davantage le bien-fondé de cette façon de voir. Le droit d'un Etat de se développer ne doit pas empiéter sur le droit identique qu'a de se développer un autre Etat partageant les mêmes ressources naturelles. L'utilisation de ressources naturelles partagées ne peut être le fait d'un Etat au détriment d'un autre. Les aspirations et les intérêts d'un Etat ne peuvent l'emporter injustement sur ceux des autres. A cette fin, les chefs d'Etat ou de gouvernement réunis à Alger ont estimé que la coopération des pays intéressés dans l'exploitation de ces ressources devait être fondée sur un système d'information préalable et de consultation dans le contexte plus large des relations normales existant entre eux. Cette approche témoigne de façon irréfutable du respect du droit et de la justice et est parfaitement conforme aux objectifs du système des Nations Unies. Elle dérive de l'opération fondamentale qui consiste à évaluer les situations afin de prévenir les différends possibles et est la manifestation viable de la notion de sécurité collective dans le domaine économique, qui est l'une des plus ambitieuses initiatives à être prises en considération par le Conseil économique et social.

58. A ce propos, M. Ortiz de Rozas fait observer que les paragraphes 1 et 2 du projet de résolution

³ Voir A/9330, p. 77.

A/C.2/L.1305/Rev.1, au nombre des auteurs duquel son pays figure, reproduit précisément les principes que la Conférence d'Alger a adoptés. Il n'est pas question d'affirmer dans ce texte la souveraineté de chaque pays sur ses ressources naturelles et son droit exclusif de les exploiter, ni l'obligation qui l'accompagne d'éviter de causer des dommages à l'environnement d'autres Etats ou de zones au-delà de sa juridiction nationale, parce que ces principes ont été approuvés sans équivoque dans les résolutions 2995 (XXVII) et 2996 (XXVII). Dans le domaine particulier des ressources naturelles communes à deux ou plus de deux Etats, il faut assurer que l'exercice de la souveraineté et des droits qui en dérivent par un Etat ne fera obstacle ni ne portera atteinte à l'exercice des mêmes droits sur les mêmes ressources naturelles par un ou plusieurs autres Etats. Le principe de l'obligation d'éviter les dommages devrait donc être complété par l'adoption de mesures en vue d'une coopération efficace qui permette une utilisation rationnelle et équitable de telles ressources. Il est évident que le système défini dans la Déclaration d'Alger se prête à la coopération puisqu'il est le corollaire naturel de principes déjà consacrés dans la conception de l'environnement et dans les résolutions de l'Assemblée générale. Dans ces conditions, le système de l'information préalable et de la consultation en ce qui concerne les ressources naturelles partagées implique l'établissement d'une norme de conduite générale, d'une directive concrète pour l'action nationale, régionale ou internationale dans le domaine de l'environnement. Il représente le principe d'une conduite coopérative et constitue une norme raisonnable qui devrait servir dans le futur développement du droit international de l'environnement pour la définition de normes ou de règles plus détaillées en vue d'une coopération effective. Ainsi, parler de coercition dans ce contexte n'est pas seulement jeter délibérément les germes de la confusion quant à la signification de la question en discussion, mais également fausser les intentions auxquelles répondent les normes sous-jacentes. La reconnaissance de cette notion de coopération dans le domaine de l'environnement intéresse la communauté internationale tout entière, ainsi qu'en témoignent de nombreux traités et accords sur diverses ressources naturelles dans lesquels il représente un principe de base régissant la conduite des Etats et encourageant la compréhension entre eux.

59. A cet égard, il convient de mentionner plus particulièrement les efforts louables et constructifs accomplis par les Etats africains qui, en manifestant la volonté constante d'utiliser les instruments de la coopération pour résoudre leurs problèmes, ont apporté la preuve d'une maturité d'esprit qui peut servir d'exemple pour d'autres régions. Toutefois, en Afrique australe, où le maintien de régimes coloniaux injustes et anachroniques constitue un obstacle à la compréhension et à la coopération, les conflits entravent l'utilisation des ressources naturelles, conséquence inévitable de la situation que connaît la région. Telle qu'elle est définie dans la Déclaration d'Alger, la coopération présuppose l'existence d'Etats libres et respectueux de leurs droits réciproques. La preuve irréfutable de cette maturité d'esprit est apportée par la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles, conclue le 16 septembre 1968 lors de la réunion de l'OUA qui s'est

tenue à Alger, quatre ans avant la Conférence de Stockholm. Cette convention a adopté le principe d'une consultation et d'un échange d'informations préalables sur un certain nombre de dispositions clairement définies relatives à l'exploitation des ressources naturelles communes à plusieurs Etats. Dans le même domaine, on peut citer les accords portant sur le fleuve Niger et le fleuve Sénégal, conclus en 1963 et 1964 respectivement, qui tous deux posent le même principe. Il ne manque pas d'exemples semblables, le plus récent étant les propositions formulées en avril 1973 par la CEE en vue de mesures à prendre dans le domaine de l'environnement.

60. L'étude effectuée par la Commission du droit international sur les problèmes juridiques que posent les utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation⁴ n'a porté que sur un seul aspect du domaine traité par le projet de résolution dont la Commission est saisie. Il n'y a donc aucune raison d'invoquer la décision prise à cet égard par la Sixième Commission pour soutenir que la question est actuellement à l'examen et que, de ce fait, l'Assemblée ne peut établir des normes générales de conduite internationale dans le domaine de l'environnement et de l'exploitation en commun des ressources naturelles. Le fait qu'on ait demandé à la Commission du droit international d'entreprendre une codification dans ce domaine ne peut faire obstacle à l'adoption de résolutions à ce sujet, car c'est là participer au développement progressif du droit, tâche que l'Assemblée ne peut refuser d'assumer. La Commission du droit international étudie depuis 18 ans la question de la responsabilité des Etats, ce qui n'a pas empêché l'adoption de résolutions à ce sujet. Il apparaît à l'évidence que les Etats sont de plus en plus désireux de chercher des formules de compréhension et de coopération applicables dans tous les domaines. L'époque est révolue à jamais où un pays pouvait imposer sa volonté à d'autres, et cela est particulièrement vrai dans le domaine de l'environnement, où les peuples doivent coexister dans la concorde ou succomber dans la discorde. On a parlé à la Commission du sens de l'histoire. Pour agir dans le sens de l'histoire, ceux qui utilisent cette expression auraient dû voter en faveur de la résolution 3066 (XXVIII), adoptée à la 2167^e séance plénière, le 15 novembre, en vue de mettre en place un système qui soit bien un système de coopération entre l'ONU et l'OUA. La coopération est

l'idéal qui justifie l'existence même des Nations Unies; le mot coopération est celui qui revient le plus souvent dans la Charte avec les mots paix et sécurité; telle est bien la trilogie sur laquelle se fondent les plus grandes espérances du monde. La Conférence de Stockholm a été une pierre blanche sur la voie de la coopération. La Conférence d'Alger constitue à sa manière une étape aussi importante, car un grand nombre d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies y ont proclamé les principes de justice et d'équité régissant les relations internationales — valeurs dont les pays du tiers monde tirent leur inspiration et leur force pour mener à bien leur entreprise gigantesque dite de non-alignement. M. Ortiz de Rozas espère que le projet de résolution dont la Commission est saisie sera un nouveau pas dans la même direction.

61. La délégation argentine pense que la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains sera une importante source de conseils dont s'inspireront les gouvernements et les organisations internationales dans les mesures et les décisions qu'ils prendront dans ce domaine. Elle accueille favorablement le projet de résolution A/C.2/L.1314 et pense que les problèmes des établissements humains, en particulier les problèmes posés par l'urbanisation et la répartition adéquate de la population, méritent une attention particulière de la part des pays en voie de développement.

Organisation des travaux de la Commission

62. M. KITCHEN (Etats-Unis d'Amérique) propose que la séance de l'après-midi soit annulée car le jour de Thanksgiving est une importante fête nationale aux Etats-Unis.

63. Le PRESIDENT déclare que, si la séance de l'après-midi est annulée, la Commission devra peut-être se réunir samedi ou en séance de nuit afin de pouvoir achever ses travaux à la date fixée.

64. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) attire l'attention sur les incidences financières des séances du samedi ou de nuit.

65. Après une brève discussion, le PRESIDENT déclare qu'il considère que les membres de la Commission désirent que la séance de l'après-midi soit annulée.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 h 30.

⁴ Voir A/CN.4/270.

1566^e séance

Vendredi 23 novembre 1973, à 10 h 35.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1566

POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme des Nations Unies pour l'environnement (suite) [A/9003, chap. XIII; A/C.2/L.1305/Rev.1, A/C.2/L.1312, A/C.2/L.1316] :

- a) Rapport du Conseil d'administration (A/9025, A/C.2/L.1315);
- b) Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général (A/9163, A/9238, A/C.2/L.1314)

1. M. JABER (Jordanie) note avec satisfaction les progrès considérables déjà réalisés en ce qui concerne la formulation des objectifs et des priorités du PNUE, l'élaboration de procédures pour le fonctionnement du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'application des résolutions de l'Assemblée générale sur l'environnement, le recrutement des effectifs et l'établissement de contacts avec les organismes des Nations Unies. La création de services régionaux du PNUE qui travaillent en étroite collaboration avec les commissions économiques régionales et le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth est également bienvenue.

2. Etant donné les modifications importantes subies par l'environnement du fait de l'œuvre de développement, la Jordanie estime qu'il faut faire figurer dans les plans de développement des objectifs définis et des politiques et projets spécifiques relatifs à l'environnement. En conséquence, le plan triennal jordanien dont l'application a commencé en 1973 comprend des objectifs, des politiques et des projets relatifs à certains aspects de l'environnement comme les établissements humains, la migration vers les villes, le développement rural, l'implantation de nouvelles industries, le reboisement, l'exploitation des ressources en eau, l'amélioration des réseaux d'écoulement, la remise en valeur des sites historiques et la décentralisation des services gouvernementaux. Un Conseil national pour les problèmes de l'environnement a été créé en vue de coordonner les activités de différents services, d'étudier les problèmes de l'environnement et de faire des recommandations sur la politique à suivre et la législation nécessaire. Le travail de recherche et de secrétariat du Conseil est exécuté par le Bureau pour l'environnement, qui est rattaché à l'organisme de planification. Jusqu'ici, le Plan d'action pour l'environnement et les résolutions adoptées¹ par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement en juin 1972 à Stockholm ont été traduits en arabe et distribués en Jordanie et dans les pays voisins, et des rapports et études préliminaires ont été préparés sur certains aspects de la pollution et des techniques intéressant l'alimentation.

3. La délégation jordanienne appuie les décisions prises par le Conseil d'administration du PNUE à sa

première session (voir A/9025, annexe I) et approuve la priorité accordée aux établissements humains. Dans la plupart des pays en voie de développement se pose un problème de logement, en raison de la croissance démographique, de la migration vers les villes, de l'augmentation des classes moyennes et de la nécessité de remplacer de vieux logements. On assiste en même temps à un relèvement des normes de qualité et à un augmentation du coût des matériaux de construction et des terrains à bâtir et le besoin se fait de plus en plus sentir d'institutionnaliser le financement. Il convient d'examiner des innovations permettant de réduire les coûts, d'étudier la standardisation des matériaux de construction et de considérer l'urbanisme sous un angle interdisciplinaire. Pour toutes ces raisons, la Jordanie approuve l'idée d'une conférence-exposition des Nations Unies sur les établissements humains en 1976 et est devenue l'un des auteurs du projet de résolution pertinent (A/C.2/L.1312). Elle espère qu'il sera tenu dûment compte, dans les travaux préparatoires, des politiques et de l'action futures, afin que la Conférence serve de laboratoire mondial où seront examinées les méthodes d'approche du problème. La création d'une banque des données et des idées et l'importance accordée aux projets accomplis plutôt qu'aux intentions permettront d'établir d'intéressants échanges d'expérience.

4. Les mesures et les programmes auxquels la Jordanie, en tant que pays en voie de développement, accorde le plus d'importance sont ceux ayant trait directement aux problèmes d'environnement qui présentent un intérêt immédiat pour les pays en voie de développement. En conséquence, la Jordanie estime que le PNUE doit s'attacher : premièrement, à identifier les problèmes d'environnement qui existent actuellement dans les pays en voie de développement et à mettre au point des solutions adéquates avec la collaboration des autorités nationales et des autres organismes des Nations Unies; deuxièmement, à inclure dans les plans nationaux de développement des objectifs, une politique et des projets concernant l'environnement et à faire apparaître clairement les problèmes d'environnement que pose l'exploitation des ressources humaines et autres; troisièmement, à améliorer les conditions du développement économique afin de prévenir les effets négatifs qu'il a sur l'environnement dans certains pays développés.

5. La délégation jordanienne approuve les règles générales régissant les opérations du Fonds du PNUE et demande instamment aux gouvernements d'y contribuer.

6. La Jordanie est l'un des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1 car ce texte, tout en affirmant la souveraineté de chaque pays sur ses ressources naturelles, prévoit des consultations préalables en vue d'éviter des dommages éventuels aux autres pays partageant les mêmes ressources et, par

¹ Voir A/CONF.48/14/Rev.1, première partie.

conséquent, complète et renforce les résolutions 2995 (XXVII) et 2996 (XXVII) de l'Assemblée générale.

7. M. VAN GORKOM (Pays-Bas) déclare que la délégation néerlandaise approuve les principales décisions prises sur la politique à suivre et l'ordre de priorité établi par le Conseil d'administration du PNUE à sa première session. Il n'y a pas lieu de réexaminer ces questions et l'Assemblée générale devrait approuver formellement les décisions du Conseil et l'encourager vivement à poursuivre ses efforts visant à appliquer le Plan d'action adopté à la Conférence de Stockholm. Ce sont ces considérations qui ont poussé la délégation néerlandaise à être l'un des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1315.

8. Les conclusions de la première session du Conseil d'administration ont montré : premièrement, que l'impulsion donnée par la Conférence de Stockholm demeure; deuxièmement, que la compréhension mutuelle entre les pays développés et les pays en voie de développement, quant aux relations qui existent entre le problème de l'environnement et le problème du développement, a augmenté; troisièmement, que la crainte que les préoccupations environnementales ne fassent oublier le problème du développement ne s'est pas confirmée, comme l'indique l'augmentation spectaculaire des annonces de contributions au PNUE pour 1974. La délégation néerlandaise reste persuadée que la préservation et l'amélioration de l'environnement humain constituent un problème de dimensions globales et qu'il faut tenir pleinement compte des intérêts des pays en voie de développement.

9. Il est indispensable d'assurer la coordination et le développement de toutes les activités du système des Nations Unies dans le domaine de l'environnement en tenant compte du rôle essentiel que la Charte des Nations Unies attribue au Conseil économique et social ainsi que des tâches et des fonctions particulières de chacun des éléments du système. Il faut relever à cet égard l'importance du Comité de coordination pour l'environnement. Le PNUE doit s'occuper de plus en plus de sensibiliser le monde aux problèmes de l'environnement et d'en orienter les activités dans ce domaine; outre les tâches énoncées dans le rapport du Conseil (A/9025), il doit favoriser le développement du droit international en la matière et encourager la recherche sur les conséquences de l'intervention de l'homme sur les écosystèmes naturels. Comme l'a dit le Président du Conseil d'administration, il faut adopter dès maintenant une politique mondiale à long terme en ce qui concerne l'énergie et il se pourrait qu'il doive en être de même à l'avenir pour les matières premières, afin d'en assurer la juste répartition et d'éviter la pénurie. Le PNUE doit devenir rapidement un organisme capable de fournir une aide et de jouer un rôle d'animateur, particulièrement à l'intention des pays en voie de développement. Enfin, il doit mettre en œuvre les éléments du Plan d'action pour l'environnement adopté à Stockholm qui intéressent particulièrement les pays en voie de développement et s'employer à intégrer l'aspect environnement à la Stratégie internationale du développement.

10. La délégation néerlandaise votera pour le projet de résolution A/C.2/L.1312; elle rend hommage au Gouvernement canadien, qui a proposé d'accueillir la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains. Tout en appuyant sans

réserve les objectifs de la Conférence, elle estime que, si sa portée pouvait être quelque peu limitée, cela permettrait d'en réduire le coût sans en diminuer le retentissement.

11. La délégation néerlandaise votera également pour le projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1, bien que ce texte appelle quelques réserves. A la première session du Conseil d'administration, le Gouvernement néerlandais a souligné la nécessité d'élaborer un système d'obligations juridiques entre les Etats, d'une part, et entre les Etats et la communauté internationale, d'autre part, dans le domaine de l'environnement. A la vingt-septième session de l'Assemblée générale, la délégation néerlandaise a accepté que l'Assemblée générale se prononce par consensus sur la résolution 2995 (XXVII), bien qu'elle ait fait état de ses réserves sur le compromis que cela impliquait et sur la résolution elle-même. Le projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1 représente un progrès, en particulier dans la mesure où il introduit un élément important, celui des "consultations préalables", au paragraphe 2 du dispositif. Le fait que le projet de résolution invite les Etats à coopérer — attitude réaliste, étant donné la situation internationale actuelle — n'enlève rien à la nécessité de réglementer avec précision les droits et devoirs des Etats dans le domaine de l'environnement. En outre, le projet de résolution est de portée limitée étant donné qu'il a pour objet les relations entre deux ou plusieurs Etats qui se partagent des ressources naturelles, alors que les conséquences de la pollution de l'eau et de l'air sur les pays tiers et les arrangements à prendre en pareil cas ne sont pas moins urgents. Enfin, le paragraphe 1 est trop restrictif : il faudrait ajouter les mots "et à l'utilisation de procédures internationales appropriées" après le mot "normes". Il s'agit ici de principes très importants du droit international qui ont trouvé leur expression concrète dans le texte original du principe 20 élaboré à Stockholm². Ces principes sont d'application générale et doivent donc être l'objet de toute l'attention de l'Assemblée générale et, en temps utile, d'autres instances appropriées. M. van Gorkom espère que le projet de résolution permettra d'illustrer la façon dont les préoccupations pour le milieu humain peuvent devenir un facteur d'unité.

12. En conclusion, le représentant des Pays-Bas rend hommage au Gouvernement kényen pour sa coopération, lors de l'installation du siège du PNUE à Nairobi.

13. M. BOUNDA (Congo) dit que, si le problème de la détérioration accélérée du milieu se pose avec une particulière acuité dans les pays industrialisés, cette détérioration commence déjà à faire son apparition dans le tiers monde, où une violente poussée démographique et le désir légitime d'industrialisation ne sont pas sans entraîner d'inquiétants problèmes d'urbanisation et de qualité de la vie. C'est ainsi que l'industrialisation rapide de la République populaire du Congo a pollué l'air, l'eau et la terre dans de nombreux centres ruraux et que la capitale a perdu une grande partie de ses espaces verts, à cause d'une modernisation mal comprise. Face à cette situation dangereuse, les dirigeants du pays ont pris des mesures, notamment pour arrêter l'hémorragie des zones rurales vers les zones urbaines grâce à une campagne d'information

² Voir A/CONF.48/14/Rev.1, par. 331.

intensive et à l'organisation de réunions au niveau des masses rurales afin de les amener à mieux cerner les problèmes que pose la mise en valeur de leur milieu tout en faisant apparaître l'aspect factice de la vie urbaine. Pour soutenir cette campagne, le parti congolais du travail a décidé de donner la priorité à l'amélioration quantitative et qualitative de l'agriculture pendant la deuxième décennie de la révolution congolaise et la conférence nationale a recommandé la mise sur pied d'un programme socio-économique intéressant l'environnement.

14. La délégation congolaise se félicite de la création du PNUE, ainsi que des diverses résolutions sur l'environnement adoptées par l'Assemblée générale à sa vingt-septième session. La lutte contre la pollution de l'environnement est l'occasion rêvée pour permettre à la communauté internationale de cimenter sa solidarité face à un fléau qui n'épargne personne.

15. Il est temps de passer de la parole aux actes et d'élaborer d'urgence un programme d'activités concrètes. Ce programme ne doit pas fournir l'occasion aux puissants de ce monde de spolier les plus faibles : les dépenses que nécessiteront les mesures propres à faire face aux problèmes de l'environnement des pays industrialisés doivent être à la charge exclusive de ces pays et ne doivent en aucun cas influencer défavorablement sur le flux de l'aide aux pays en voie de développement.

16. En ce qui concerne l'avance menaçante du désert, la République populaire du Congo appuie sans réserve la décision de prendre des mesures collectives en faveur des victimes de la sécheresse dans le Sahel et se réjouit d'apprendre que le programme connaît déjà un début d'exécution satisfaisant.

17. En sa qualité de coauteur du projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1, la délégation congolaise ne comprend pas que ce projet puisse soulever des controverses; rédigé d'une façon sobre et claire, il invite à la solidarité de toute l'humanité sur la base de l'intérêt bien compris de tous et dans le souci de la survie de l'espèce humaine et prévoit des mécanismes d'information réalistes et efficaces, en partant du "micro-plan" de la situation découlant de l'exploitation de ressources naturelles partagées entre deux ou plusieurs Etats; c'est pourquoi il lui est difficile de comprendre les réserves, les réticences et les critiques de certaines délégations. Toutes les nations doivent construire ensemble le monde de demain, un monde d'où seront éliminées les pollutions de l'environnement matériel et de l'environnement politique, aujourd'hui encore si gravement menacé par le colonialisme, l'impérialisme et le racisme. La délégation congolaise lance donc un appel à toutes les délégations pour qu'elles appuient le projet de résolution.

M. González Arias (Paraguay) prend la présidence.

18. M. OGISO (Japon) se réjouit des décisions prises par le PNUE sur l'ordre de priorité des activités de son programme et sur les règles régissant les opérations du Fonds, car elles constituent le fondement nécessaire à l'exécution de projets concernant l'environnement par les organismes des Nations Unies. La délégation japonaise espère que, à la deuxième session du Conseil d'administration, les débats sur le fond des grandes activités inscrites au programme se feront sur la base de propositions que présentera le Directeur exécutif.

19. Le représentant du Japon renouvelle l'offre de son gouvernement d'accueillir la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'environnement. Le Conseil d'administration fera sans doute connaître son avis sur ce point à sa prochaine session, comme l'Assemblée générale le lui a demandé au paragraphe 5 de la résolution 2994 (XXVII), afin qu'elle puisse prendre une décision à cet égard à sa vingt-neuvième session. Il convient de bien établir la distinction entre cette conférence et la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains; cette dernière insistera particulièrement sur certains aspects du milieu humain, alors que la première traitera de tous les aspects de l'environnement et aura pour objectif politique de sensibiliser davantage l'opinion publique aux problèmes qui risquent de se poser et d'encourager les efforts en vue de les résoudre.

20. La délégation japonaise est satisfaite des objectifs et thèmes recommandés pour la Conférence-Exposition par le Conseil d'administration dans sa décision 4 (I) [voir A/9025, annexe I], notamment parce qu'il envisage des réponses à des problèmes pratiques plutôt que des déclarations de principe. La Conférence-Exposition devrait fournir l'occasion à chaque pays participant de s'informer utilement en vue de trouver une solution à ses propres problèmes. La délégation japonaise ne voit donc pas de difficultés à appuyer le projet de résolution A/C.2/L.1312. Elle aimerait néanmoins obtenir quelques précisions sur le financement de la Conférence. Elle ne s'oppose pas à ce qu'une partie importante des dépenses soit à la charge du Fonds du PNUE, à condition que cela ne diminue pas les ressources allouées à d'autres activités du programme; de toute façon, il serait bon que le secrétaire général de la Conférence-Exposition essaie de trouver d'autres moyens de financement, comme il est suggéré dans la note du Secrétaire général (A/9238).

21. En ce qui concerne le projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1, la délégation japonaise, tout en reconnaissant l'importance de la coopération internationale entre les Etats en matière d'environnement, doute que l'Assemblée générale puisse donner suite à ce projet, étant donné qu'il porte essentiellement sur les relations entre deux pays ou un petit groupe de pays. Elle est également réticente en ce qui concerne le paragraphe 1, qui porte sur l'établissement de normes internationales relatives à l'exploitation des ressources naturelles. Les conditions économiques et sociales et la situation de l'environnement variant considérablement d'un pays à l'autre, il ne serait pas réaliste d'arrêter une règle générale fondée sur des programmes d'exploitation qui ne concernent que deux pays, ou un nombre limité de pays. Ce genre de problème doit être réglé essentiellement par des négociations directes entre les pays intéressés. La notion de consultations préalables, telle qu'elle figure au paragraphe 2, présente également des difficultés pour la délégation japonaise. Les spécialistes du droit international commencent seulement à aborder cette importante étape dans l'élaboration du droit international concernant l'environnement et il se peut que leurs vues diffèrent largement. Il serait donc prématuré que l'Assemblée générale prenne une décision avant que la question ait été étudiée à fond.

22. La délégation japonaise espère qu'à sa deuxième session le Conseil d'administration prendra des décisions concrètes qui permettront au monde de

s'attaquer aux problèmes qui appellent des mesures d'urgence pour sauvegarder la qualité de la vie partout où elle est menacée.

23. M. LOHANI (Népal) dit que le nombre de résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa vingt-septième session au sujet de l'environnement témoigne du sentiment d'urgence avec lequel la communauté internationale aborde les problèmes qui se posent dans ce domaine.

24. La délégation népalaise se félicite de ce que l'Assemblée générale, dans sa résolution 2997 (XXVII), ait décidé de créer le Conseil d'administration du PNUE, recommandé que des mesures appropriées soient prises pour assurer des ressources financières supplémentaires dans des conditions compatibles avec la situation économique des pays en voie de développement bénéficiaires et décidé de créer un comité de coordination pour l'environnement.

25. Lors du Cycle d'études sur le développement et l'environnement, qui s'est tenu au siège de la CEAE0 en août 1971, on avait notamment proposé, dans le cadre d'un plan d'action face aux problèmes de l'environnement en Asie, de donner la priorité absolue aux problèmes des établissements humains. On y avait aussi souligné la nature interdisciplinaire des aspects socio-économiques du développement. Rappelant la déclaration prononcée par le Ministre des affaires étrangères du Népal le 2 octobre 1973, à la 2136ème séance plénière de l'Assemblée générale, M. Lohani souhaite que l'accent soit mis sur les projets de protection des sols dans les pays en voie de développement à économie surtout agricole.

26. La délégation népalaise s'est portée coauteur du projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1, qui s'inspire largement de la Déclaration économique³ adoptée à la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés tenue à Alger du 5 au 9 septembre 1973. Ce projet de résolution ne vise nullement à porter atteinte à la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles.

27. La délégation népalaise espère que le Conseil d'administration se préoccupera à sa deuxième session des multiples aspects des problèmes de l'environnement, qui concernent à la fois, bien que de façons différentes, pays développés et pays en voie de développement.

28. M. DELIVANIS (Grèce) dit qu'il ne semble pas que le Directeur exécutif, dans sa déclaration liminaire à la 1563ème séance, ait exagéré l'importance des problèmes de l'environnement auxquels l'humanité doit maintenant faire face. La situation est d'autant plus grave que la crise de l'énergie qui sévit actuellement oblige même des pays producteurs — comme la Roumanie, et probablement bientôt les Etats-Unis — à prendre des mesures qui ne contribueront certes pas à améliorer l'environnement. En organisant le PNUE, l'Assemblée générale n'a pas voulu substituer son autorité à celle des Etats souverains mais encourager ceux-ci à prendre les mesures appropriées. Le PNUE peut, par exemple, élaborer des conventions pour combattre la pollution de mers fermées, comme la Méditerranée, par les Etats riverains qui déversent les déchets industriels dans leurs cours d'eau ou par les navires qui rejettent leurs déchets à la mer, mais il ne

peut imposer aux Etats en cause de devenir parties auxdites conventions. Il est très difficile d'établir des priorités, tous les objectifs du programme étant urgents et compte tenu de l'augmentation continue de la population du globe et en particulier de celle des grands centres urbains. Il va sans dire que les efforts du programme pour améliorer l'habitat seront favorisés par la Conférence-Exposition que le Canada a généreusement proposé d'accueillir à Vancouver.

29. M. ROUGET (République fédérale d'Allemagne) exprime l'espoir que le secrétariat du PNUE sera bientôt pleinement "opérationnel". A cet égard, sa délégation a pris note de l'appel que le Directeur exécutif a lancé à tous les Etats Membres, leur demandant de soutenir le Fonds du PNUE. Elle espère que le Comité de coordination pour l'environnement permettra au PNUE de remplir les fonctions de coordination que l'Assemblée générale lui a confiées au sein du système des Nations Unies par sa résolution 2997 (XXVII).

30. La délégation de la République fédérale d'Allemagne appuie pleinement le compromis équilibré atteint à la première session du Conseil d'administration grâce à un large consensus sur les principes directeurs, les critères et les priorités que le programme devra respecter à l'avenir dans ses travaux. Les consultations officielles qui se sont tenues récemment à Genève et auxquelles le Gouvernement de la République fédérale a participé montrent que les travaux actuellement en cours sur la base de ce consensus progressent de façon satisfaisante. Le Gouvernement de la République fédérale examinera avec intérêt les propositions détaillées que le Directeur exécutif doit présenter au Conseil. Le mécanisme à trois échelons de prise des décisions du PNUE que le Conseil a approuvé sur la proposition du Directeur exécutif aidera certainement le programme à bien définir ses objectifs. La délégation de la République fédérale rend hommage aux efforts déployés par le Directeur exécutif pour lancer des actions dans certains secteurs importants, en étroite coopération avec les gouvernements, les organismes des Nations Unies et d'autres organisations, et elle figure parmi les auteurs des projets de résolution A/C.2/L.1315 et A/C.2/L.1316.

31. En ce qui concerne la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains, le Gouvernement canadien doit être félicité de son initiative; la délégation de la République fédérale d'Allemagne s'est portée coauteur du projet de résolution A/C.2/L.1312, qui prévoit notamment d'établir un comité préparatoire pour la Conférence-Exposition. Il faudra répartir équitablement les tâches entre ce comité, le secrétariat du PNUE et le Département des affaires économiques et sociales, qui devront coopérer étroitement avec le secrétaire général de la Conférence-Exposition. Le Comité préparatoire aura surtout pour mission de formuler des directives et de donner des conseils, en tenant compte des points de vue des gouvernements sur les thèmes de la Conférence-Exposition, dont l'objectif devra être de présenter des problèmes pratiques et des essais de solution. Des renseignements d'ordre technique devront être fournis aux gouvernements aussitôt que possible afin de leur permettre de faire leurs propres préparatifs. Il conviendra aussi d'examiner comment les réalisations de la Conférence pourraient continuer à servir à tous les Etats Membres, une fois

³ Voir A/9330, p. 77.

celle-ci terminée. Cela est notamment vrai des films qui seront fournis par les participants.

32. M. Rouget pense, comme le représentant de la Suède, que le Plan Vigie, de portée mondiale, et le Système international de référence aideront grandement à réaliser les objectifs du PNUE. Son gouvernement attache aussi une importance particulière à l'établissement de normes internationales obligatoires pour la protection de l'environnement, et il souhaite donc que soient adoptées d'autres conventions internationales dans ce domaine, telles que la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et d'autres matières conclue le 29 décembre 1972, proposée par l'OMCI.

33. L'accent devra être mis sur l'éducation, la formation et l'assistance technique, car ces éléments du programme aideront à faire mieux connaître, dans les différentes régions, le caractère universel des problèmes de l'environnement.

34. M. HALÁSZ (Hongrie) dit que sa délégation se réjouit qu'aient été résolus les problèmes qui avaient empêché la Hongrie et plusieurs autres pays socialistes de prendre part aux travaux de la Conférence de Stockholm. La Hongrie participe maintenant aux activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'environnement et, pour montrer son intention d'y coopérer davantage encore, elle a offert de verser, en 1974, 500 000 forints au Fonds du PNUE.

35. La protection de l'environnement est l'un des grands soucis de la Hongrie, où l'industrie et l'urbanisation se sont développées rapidement en quelques dizaines d'années, nécessitant une conception unifiée du problème. Cette conception apparaît dans la nouvelle Constitution hongroise, qui stipule que les citoyens ont droit à un environnement naturel sain. La Hongrie a mis au rang des priorités nationales la protection de la nature, l'emploi rationnel de ses richesses naturelles et le développement harmonieux de ses centres de population. Divers problèmes se posent aussi : évacuation des déchets solides, bruit et autres "retombées" du progrès technique. Les activités des divers ministères en matière d'environnement sont coordonnées par le Ministère de la construction et de l'urbanisme.

36. La Hongrie est convaincue que seule la coopération internationale peut protéger l'environnement des dangers qui le menacent et que n'arrêtent pas les frontières. Des mesures et des recherches communes et des échanges d'expérience sont essentiels pour qu'une telle coopération réussisse. La Hongrie a entrepris un programme de recherches avec ses voisins, et elle participe à la coopération internationale sur la base d'accords bilatéraux. Elle est partie à l'accord de 1971 du CAEM qui prévoit des mesures de coopération scientifique et technique pour la protection de la nature. Les pays membres du CAEM et la Yougoslavie ont créé en mars 1973 un organe de coordination, le Conseil pour la protection et l'amélioration de l'environnement, qui est un organe permanent du Comité de la coopération scientifique et technique du CAEM. Les problèmes les plus importants sont notamment ceux qui nécessitent une coopération entre pays voisins, par exemple la prévention de la pollution de l'air ou de l'eau et la lutte contre les effets de ces pollutions. La Hongrie serait heureuse d'améliorer son expérience et ses compétences dans ce domaine grâce à

la coopération internationale. Elle pense aussi qu'il est très important de compléter la réglementation sur l'environnement. Le Conseil des ministres hongrois envisage d'établir bientôt des règlements détaillés concernant la protection de l'environnement et la coordination des activités dans ce domaine.

37. M. ÅLGARD (Norvège) dit que son gouvernement, qui n'est pas actuellement membre du Conseil d'administration du PNUE, peut approuver les directives générales pour la mise en œuvre du programme qui ont été adoptées à la première session du Conseil.

38. L'un des problèmes auquel la Norvège attache une importance particulière est celui de l'extension de la pollution atmosphérique au-delà des frontières. Depuis un certain nombre d'années, la Norvège reçoit de plus en plus de retombées d'acide sulphurique provenant d'émissions industrielles dans d'autres régions d'Europe, ce qui suscite une profonde préoccupation quant aux conséquences biologiques de ces précipitations pour la vie animale et végétale si la pollution se poursuit à la cadence actuelle. Selon des renseignements récents, il semble que l'essentiel de cette pollution provienne d'Europe orientale. S'il en est ainsi, la question de la pollution pourrait constituer un domaine de coopération tout à fait approprié entre l'Est et l'Ouest en Europe, ce que le Gouvernement norvégien souhaite ardemment pour des raisons politiques et pratiques.

39. Dans ces conditions, la Norvège a proposé, lors de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, d'exécuter en tant que projet régional plus vaste le projet intitulé "Mouvements au loin des polluants atmosphériques". Elle examine à l'heure actuelle la possibilité d'inviter des experts des pays participants ou des pays qui s'intéressent au projet à se réunir à Oslo en 1974, à condition qu'il ressorte clairement des consultations avec les parties en cause qu'une telle réunion aurait des résultats utiles. Il faut poursuivre l'élaboration, la codification et l'application progressives d'une législation internationale relative à l'extension de la pollution au-delà des frontières. Il faut également envisager de mettre en œuvre des conventions internationales pour lutter contre la pollution atmosphérique.

40. En ce qui concerne la pollution des mers, la Norvège a essayé de jouer un rôle constructif dans les travaux qui ont abouti à la Convention de Londres sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets ou d'autres matières. En outre, elle attache une grande importance aux efforts réalisés pour établir des instruments ayant force obligatoire pour la protection du milieu marin. Elle espère que le premier instrument régional interdisant l'immersion de certaines substances nocives dans la mer, la Convention pour la prévention de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs, — ce que l'on appelle la Convention d'Oslo du 15 février 1972 — entrera bientôt en vigueur.

41. La Norvège attache également une importance particulière à la protection du milieu arctique. L'équilibre précaire de la vie dans la région arctique mérite d'être étudié tout spécialement sur le plan international et, lors de la Conférence de Stockholm, la Norvège a soulevé la question de la convocation d'une conférence internationale pour examiner ces problèmes. Elle a invité les quatre autres nations voisines

du pôle à une conférence à Oslo en vue de conclure un accord sur la conservation de l'ours polaire. A l'issue de cette conférence, les représentants du Canada, du Danemark, des Etats-Unis, de la Norvège et de l'Union soviétique ont adopté le texte d'un accord que les autorités norvégiennes considèrent comme une étape importante dans la coopération internationale pour la conservation de la nature, de la flore et de la faune.

42. A la première session du Conseil d'administration, plusieurs représentants ont été d'avis qu'un rang de priorité élevé devait être attribué au Plan Vigie; la délégation norvégienne espère que ce programme sera mis en place prochainement et qu'il sera assorti de tous les éléments prévus, notamment le Système international de référence, qui devrait, en fait, constituer le point de convergence pour le rassemblement, la diffusion et l'évaluation des données relatives à l'environnement. Il est essentiel que les autres institutions internationales respectent cette fonction du système pour éviter les doubles emplois. La Norvège estime qu'il serait également utile de disposer de quelque système national d'établissement des rapports qui permettrait aux gouvernements d'informer le Conseil d'administration des mesures prises pour donner suite aux recommandations de la Conférence de Stockholm. La rédaction de rapports brefs et succints sur les principaux événements survenus dans les divers pays, qui seraient ensuite distribués aux membres, permettrait sans doute au Conseil de gagner du temps lors de ses sessions ultérieures.

43. Un nombre considérable d'organisations internationales s'intéressant aux questions qui concernent l'environnement, la délégation norvégienne espère qu'elles reconnaîtront toutes le rôle central de coordination du PNUE afin d'éviter les problèmes de chevauchement des compétences.

44. M. KANKA (Tchécoslovaquie) dit que le système socialiste de direction planifiée de l'économie aide son gouvernement dans la recherche de moyens nouveaux et efficaces pour protéger l'environnement. Le Gouvernement tchécoslovaque coordonne un grand nombre de projets d'envergure qui visent à l'exploitation rationnelle des ressources naturelles et à la création systématique d'un environnement qui réponde aux besoins matériels et culturels de la société. Les projets, qui sont de nature complexe, sont élaborés par de nombreux experts spécialistes des différentes branches de la science et de la technique; une grande partie de ces projets sont formulés en coopération avec des experts provenant d'autres pays socialistes et exécutés de façon à ce que les résultats obtenus et l'expérience acquise dans d'autres pays puissent aussi être utilisés.

45. La Tchécoslovaquie attache une grande importance au rôle joué par la coopération mutuelle entre les pays socialistes dans la création et la protection de l'environnement. Dans le cadre du Comité de la coopération scientifique et technique du CAEM, un nouvel organe permanent, le Conseil pour la protection et l'amélioration de l'environnement, a été créé en mars 1973. Son objectif est de coordonner et de préparer les activités des 15 comités permanents et autres organes du CAEM dans le domaine de l'environnement. Le communiqué final adopté à l'issue de la vingt-septième session du CAEM précisait qu'une des tâches les plus importantes des Etats membres étant la protection et

l'amélioration de l'environnement ainsi que l'exploitation rationnelle des ressources naturelles, ceux-ci étaient tenus de renforcer considérablement leur collaboration dans ce domaine. Le CAEM a également recommandé à ses Etats membres d'instaurer une vaste coopération avec tous les pays et organismes internationaux intéressés.

46. Au fur et à mesure que les structures institutionnelles et d'organisation du PNUE se développeront, on peut espérer que les tâches ne seront plus dispersées entre les différents organismes des Nations Unies comme elles l'étaient au départ. Il est donc satisfaisant d'apprendre du Directeur exécutif que le PNUE a déjà fait de gros progrès dans cette voie. Il est essentiel que le Programme serve à coordonner toutes les activités qui concernent l'environnement dans le cadre du système des Nations Unies et que ses efforts ne soient pas simplement le complément ou la réplique des travaux déjà réalisés.

47. Le Conseil d'administration du PNUE doit à la fois coordonner la coopération internationale dans le cadre du système des Nations Unies et éclaircir et préciser les liens qui unissent les diverses organisations. Le Plan d'action pour l'environnement adopté par le Conseil à sa première session dans sa décision I (I) [voir A/9025, annexe I] constitue, de l'avis de la délégation tchécoslovaque, une version préliminaire du programme d'action, qui devrait servir de directive pour l'élaboration d'un programme de travail final. Pour réaliser l'objectif fixé, le programme d'action doit refléter une conception complexe de la protection et de la création de l'environnement et viser à résoudre des problèmes qui préoccupent la majorité des pays. Les résultats obtenus devront être communiqués à tous les Etats.

48. Rappelant les résultats utiles d'un colloque de la CEE sur les problèmes de l'environnement qui s'est tenu à Prague, M. Kanka dit que sa délégation attend avec impatience la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains, bien qu'elle ait des réserves quant à l'opportunité d'en financer une partie considérable des dépenses sur le budget ordinaire de l'ONU.

49. Le fait que le Conseil d'administration n'ait adopté le programme du Fonds du PNUE que pour 1973 traduit la complexité de la question et les divergences d'opinions qui subsistent en ce qui concerne le statut, l'objectif et le mode de fonctionnement du Fonds. Le Gouvernement tchécoslovaque examine actuellement le montant de sa contribution au Fonds en monnaie nationale.

50. M. PETRONE (Italie) dit que la première année d'activité du PNUE permettra certainement d'établir une base solide en vue d'effectuer des travaux orientés vers l'action dans le domaine de l'environnement. Il est significatif que l'on prenne de plus en plus conscience des problèmes de l'environnement à un moment où la coopération et le développement scientifiques et techniques internationaux atteignent leur apogée.

51. L'un des principes directeurs les plus importants du programme doit être la nécessité d'étudier les problèmes de l'environnement à l'échelle du monde. Le PNUE a été fondé par tous les Etats et il est chargé de travailler dans l'intérêt général. Ses fonctions doivent être axées sur la coordination des nombreuses activités

entreprises par les organismes internationaux dans le domaine de l'environnement. Il faut établir une distinction entre le secteur de l'environnement et celui du développement économique, étant donné que les activités entreprises dans les deux secteurs seront plus efficaces si elle ne se gênent pas mutuellement.

52. Une attention particulière doit être accordée aux problèmes sismiques dans le cadre des priorités établies par le Conseil d'administration. Il faut faire le maximum pour étudier les phénomènes en cause et prendre les mesures concrètes qui s'imposent. La délégation italienne est donc favorable à l'idée de créer un système de surveillance qui encerclerait le monde et passerait par le Japon, l'Asie centrale, la mer Adriatique, le Maroc et la région andine.

53. La délégation italienne s'inquiète des prévisions selon lesquelles les dépenses d'administration absorberont 21,4 p. 100 du budget du programme en 1974. Ce chiffre est beaucoup trop élevé; les dépenses d'administration ne devraient pas dépasser 10 p. 100 du budget. Il est également alarmant de noter que le coût de la Conférence-Exposition sur les établissements humains, estimé à plus de 3 millions de dollars, devra être financé par le Fonds du PNUE ou par d'autres sources. La délégation italienne espère bien que l'on trouvera d'autres sources; l'organisation de la Conférence-Exposition ne devrait pas entraîner de lourdes dépenses pour le Programme, qui a d'importantes tâches à accomplir sur le plan institutionnel.

54. Le projet de résolution A/C.2/L.1312 propose la création d'un comité préparatoire pour la Conférence-Exposition, comprenant jusqu'à 58 représentants nommés par les gouvernements. La délégation italienne estime que les gouvernements en question devront être choisis parmi ceux qui participeront activement à la Conférence, qu'ils soient ou non membres du Conseil d'administration.

55. M. GALLARDO MORENO (Mexique) note que le Directeur exécutif a fourni au Conseil d'administration à sa première session des renseignements importants concernant cinq nouveaux domaines d'études sur lesquels des travaux préliminaires ont été engagés en vue d'élaborer des propositions précises qui seraient examinées par le Conseil à sa deuxième session. Ces domaines méritent une attention sérieuse, puisqu'ils sont liés aux projets de résolution dont est saisie la Commission. Il est en effet essentiel, aux fins de la planification nationale, de connaître les limites extrêmes des changements pouvant être apportés à l'environnement. La recherche sur les techniques destinées à maintenir les conditions climatiques nécessaires et leur mise au point et l'évaluation des dommages causés par les phénomènes météorologiques naturels ou produits par l'homme peuvent contribuer dans une grande mesure aux travaux en cours concernant la conservation des sols, l'exploitation des ressources naturelles et l'étude des ressources alimentaires. S'inspirant de problèmes industriels précis et de la notion de "développement écologique", il sera possible de formuler des principes directeurs en vue d'une action dans les domaines connexes du développement et de l'environnement. L'Assemblée générale traite déjà de la question de l'élaboration d'une législation de l'environnement, et

l'un des projets de résolution dont est saisie la Commission a certaines implications à cet égard.

56. Le Gouvernement mexicain a récemment versé une contribution de 200 000 dollars au Fonds du PNUE et il espère pouvoir verser la même somme en 1974.

57. La délégation mexicaine attache une importance considérable au rôle du Conseil d'administration en matière de coordination, tel qu'il est envisagé dans la résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale. L'idée de créer au sein de l'OMCI un comité chargé de la protection du milieu marin dont les activités ne seraient pas limitées à la pollution marine due à la navigation a inquiété la délégation mexicaine. Toutefois, selon les renseignements reçus ultérieurement, il semble que ce comité ne s'occuperait que des questions qui sont de la compétence de l'OMCI et n'empiéterait donc pas sur les fonctions du PNUE. On n'insistera jamais trop sur l'importance du rôle du PNUE en matière de coordination, surtout dans des domaines aussi essentiels que le milieu marin, et tous les efforts possibles doivent être faits pour éviter un chevauchement de fonctions et un gaspillage des efforts et des ressources.

58. Une autre question qui doit être examinée d'urgence est celle de la conservation des ressources naturelles et de leur protection contre les dommages causés par l'homme. La pénurie actuelle de céréales est un problème si grave que l'on envisage d'organiser une conférence alimentaire mondiale. La sécheresse qui sévit dans la région sahélienne est un exemple douloureux du genre de dommages auquel M. Gallardo Moreno fait référence. Tout en reconnaissant qu'il est difficile de fixer des priorités pour ce qui est des nombreuses questions cruciales concernant l'environnement, la délégation mexicaine considère que des travaux de recherche et des études devraient être entrepris dès que possible sur ce problème, en collaboration avec l'OMM et la FAO.

59. L'explosion démographique est un autre problème qui a été traité à la Conférence de Stockholm. La baisse du taux de mortalité infantile et l'accroissement de l'espérance de vie obtenus grâce aux progrès scientifiques ont eu des répercussions sociales, économiques et culturelles sur les pays en voie de développement, dont certains ont été obligés d'accélérer leur développement économique pour répondre aux besoins de leur population. L'exode rural et la concentration urbaine qui en résulte engendrent des déséquilibres sociaux et économiques, et il devient plus difficile aux gouvernements de satisfaire les besoins en matière de logement, de santé, d'éducation et de loisir. Le Gouvernement mexicain a lancé un programme de réaménagement industriel destiné à promouvoir le développement régional, réduire la pollution de l'air dans les villes et résoudre les problèmes dus à la concentration urbaine.

60. La délégation mexicaine a toujours appuyé la convocation de la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains, entreprise nouvelle qui doit servir à promouvoir l'échange de données d'expérience et de renseignements, ce qui sera utile à tous les pays. Elle s'est donc jointe aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1312 et pense qu'il faut commencer à prendre les mesures recommandées à cet égard par la Conférence de Stockholm. Le comité préparatoire qui doit être créé pour la

Conférence-Exposition devra maintenir les contacts étroits avec le Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la population. La délégation mexicaine appuie également le projet de résolution A/C.2/L.1314, car elle considère que les institutions internationales mentionnées dans ce projet doivent collaborer aussi étroitement que possible aux efforts visant à résoudre les problèmes liés aux établissements humains.

61. M. Gallardo Moreno appuie sans réserve les arguments développés par le représentant de la Yougoslavie, qui a présenté le projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1, dont le Mexique est l'un des auteurs. La protection et l'amélioration de l'environnement exigent à la fois une coopération internationale et des mesures unilatérales de la part des gouvernements. A la vingt-septième session, la délégation mexicaine a présenté le projet de résolution devenu par la suite la résolution 2996 (XXVII) de l'Assemblée générale, afin d'assurer que les règles fondamentales contenues dans les principes 21 et 22 de la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement⁴ ne soient affectées par aucune résolution adoptée à la session en question. Il est clair qu'en adoptant cette résolution l'Assemblée générale a reconnu les principes 21 et 22. Les Etats ont l'obligation, lorsqu'ils exercent leur droit souverain d'exploiter leurs propres ressources naturelles, de fournir des renseignements appropriés concernant toutes mesures prises dans leur territoire ou dans des territoires placés sous leur contrôle qui sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement d'autres Etats ou à des zones situées en dehors de leur juridiction. Cette obligation est encore plus grande lorsque les ressources naturelles en question appartiennent en commun à deux ou plusieurs Etats. Il est donc urgent d'établir, sur la base de la Déclaration de Stockholm, un règlement international qui fournisse un cadre juridique aux mesures prises par les gouvernements pour conserver et exploiter les ressources naturelles communes. Un système d'information et de consultations préalables doit également être mis sur pied pour servir de base à la conclusion d'accords entre les pays intéressés. En conséquence, le projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1 devrait non seulement recueillir l'appui général, mais aussi être adopté sans abstention, à moins qu'il n'y ait des Etats qui considèrent que les ressources naturelles communes peuvent être exploitées au détriment des Etats voisins ou de la communauté internationale. Une fois qu'elle aura été adoptée, la résolution devra être transmise à la Commission du droit international en même temps que toutes autres résolutions ayant trait à la législation internationale relative à l'environnement.

62. A Stockholm, le Gouvernement mexicain a offert d'accueillir la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'environnement. Cette question a été inscrite à l'ordre du jour de la deuxième session du Conseil d'administration. Après avoir écouté la déclaration du représentant du Japon, la délégation mexicaine réitère l'espoir que l'offre du Mexique sera acceptée et que la deuxième Conférence aura lieu dans un pays en voie de développement. Tout en convenant avec le représentant du Japon que la convocation de la Conférence-Exposition en 1976 ne doit pas exclure la possibilité de tenir une deuxième conférence sur l'environnement, M. Gallardo Moreno note que la

question doit encore être examinée par le Conseil d'administration et présentée à l'Assemblée générale pour qu'elle prenne une décision.

M. Gabré-Sellassié (Ethiopie) reprend la présidence.

63. M. KOUDRYAVTSEV (République socialiste soviétique de Biélorussie) dit que les problèmes de la protection de l'environnement et de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles sont maintenant plus graves que jamais, car ils sont étroitement liés à ceux de la poursuite du développement économique. L'humanité tout entière est consciente des dangers que présentent la détérioration et la dégradation de l'environnement. Le communiqué du Congrès mondial des forces de la paix, tenu à Moscou du 25 au 27 octobre 1973, indique par exemple que l'un des efforts de coopération internationale doit consister en une lutte concertée visant à obtenir qu'une partie des fonds destinés aux armements soit consacrée à l'application de mesures permettant de maintenir l'équilibre écologique et d'assurer à l'homme de bonnes conditions d'existence et de travail, et qu'il faut mettre fin à la dangereuse pollution de l'environnement provoquée par les essais nucléaires et le déversement de déchets radioactifs dans les cours d'eau.

64. La protection de l'environnement exige la collaboration de tous les Etats, de tous les peuples et des organisations internationales, en particulier l'ONU. Les efforts doivent être réalistes et fondés sur une compréhension exacte des rapports existant entre l'homme et la nature afin qu'ils ne nuisent pas à d'autres processus importants, en particulier celui du développement économique et social. En Occident, on entend de plus en plus souvent plaider en faveur d'un ralentissement du rythme du développement des pays en voie de développement. La raison en est que la révolution industrielle dans les pays occidentaux a causé des dommages considérables à l'environnement. Le principe de la concurrence capitaliste et la recherche des plus grands bénéfices possibles ont donné lieu à un comportement barbare envers la nature et ses ressources. Les pays capitalistes ont maintenant de plus en plus tendance à implanter à l'étranger, en particulier dans les pays en voie de développement, leurs industries excessivement polluantes, ce qui leur permet de réaliser des économies considérables en échappant à la législation de leur propre pays où l'installation de dispositifs coûteux de contrôle de la pollution est obligatoire. Il est illégal et inadmissible de faire subir au reste du monde les conséquences désastreuses des activités du capitalisme. Il ne fait cependant aucun doute que, si elles sont mises au service du développement économique et social, les nouvelles connaissances technologiques permettront de résoudre les problèmes de l'environnement. En conséquence, le seul moyen de résoudre les problèmes écologiques des pays en voie de développement n'est pas de ralentir mais, au contraire, d'accélérer leur développement industriel en se servant des découvertes technologiques les plus récentes. La délégation biélorussienne partage l'opinion exprimée au paragraphe 39 du rapport du Conseil d'administration (A/9025), selon laquelle "le développement est l'un des moyens essentiels d'améliorer l'environnement".

65. Le système socialiste, dans lequel l'Etat est propriétaire de la terre, du sol, des eaux et des forêts, constitue le fondement des efforts déployés par l'Union

⁴ Voir A/CONF.48/14/Rev.1, chap. 1er.

soviétique pour protéger la nature et utiliser du mieux possible les ressources naturelles. Si l'Union soviétique s'efforce, à tous les niveaux, de protéger l'environnement, c'est qu'elle est convaincue, comme l'a affirmé à nouveau le secrétaire général du parti communiste de l'Union soviétique au vingt-quatrième Congrès du parti, que tant la génération actuelle que celles à venir doivent pouvoir profiter de tous les avantages des beautés de la nature. La RSS de Biélorussie prend des mesures législatives et pratiques pour protéger efficacement l'environnement. Elle a adopté en 1961 une loi sur la protection de la nature, et elle a promulgué par la suite un certain nombre de décrets sur la lutte contre la pollution de l'air et de l'eau, sur le reboisement, etc. En 1972, elle a adopté un code des eaux visant à assurer l'utilisation rationnelle des eaux pour les besoins humains et agricoles, ainsi que la lutte contre la pollution des eaux. Au début de l'année 1973, le gouvernement a adopté un décret visant à renforcer la protection de la nature et améliorer l'utilisation des ressources naturelles de la République. On procède également à des recherches scientifiques intensives sur l'état actuel de la biosphère. Les chercheurs de Biélorussie, par exemple, mettent actuellement au point un système global permettant d'évaluer les effets des conditions naturelles dans la planification urbaine.

66. Les pays socialistes participent également activement à l'application de mesures internationales de protection de l'environnement, dans le cadre du programme d'élargissement de la coopération au sein du CAEM. Ils ont présenté à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe des propositions concernant la coopération dans de nombreux domaines, y compris celui de l'environnement. En outre, ils ont toujours insisté sur la nécessité d'une large et équitable coopération internationale en matière d'environnement, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies. La paix est la première condition d'une telle coopération. Toute contribution qu'apporterait l'ONU au renforcement de la paix et de la sécurité internationale constituerait donc un apport substantiel à la cause de l'amélioration de l'environnement.

67. La délégation biélorussienne partage entièrement l'opinion de ceux qui estiment que le Plan d'action pour l'environnement adopté par le Conseil d'administration est trop abstrait et qu'il manque de propositions précises permettant d'atteindre des résultats pratiques aux niveaux national et international. Elle reconnaît que "les cinq autres domaines" cités au paragraphe 14 du rapport du Conseil d'administration présentent un certain intérêt du point de vue de la théorie générale, mais elle estime impératif de formuler des recommandations scientifiquement valables concernant les mesures à prendre pour régler les problèmes urgents de l'environnement, tels que la pénurie presque universelle d'eau potable, l'érosion des sols et la pollution atmosphérique. La préoccupation essentielle de l'humanité est de préserver un équilibre écologique très ancien, et chaque Etat, autant que le PNUE, devrait en faire sa principale priorité. Parmi les mesures pratiques souhaitables, on pourrait inclure la mise au point d'une technique "inoffensive", celle des cycles fermés, technique permettant d'éviter les déchets grâce au recyclage des ressources naturelles. Certains des projets proposés par le PNUE sont tout à fait inacceptables; par exemple, la compilation du répertoire des cours d'eau importants et des cours d'eau propres pourrait

être établie de manière plus appropriée à l'échelon régional. Le PNUE ne devrait pas non plus s'attaquer au problème de la pollution des mers intérieures, fermées et semi-fermées, à moins que les Etats côtiers intéressés ne le lui demandent. Le PNUE et les autres organisations internationales traitant de problèmes semblables devraient travailler en étroite coordination, afin d'éviter tout double emploi.

68. M. RASAPUTRAM (Sri Lanka) se félicite de l'esprit de coopération dont témoigne la communauté internationale en ce qui concerne la protection de l'environnement. Les problèmes de l'environnement intéressent, à des titres différents, à la fois les pays développés et les pays en voie de développement. L'interdépendance croissante des nations leur impose une responsabilité commune en matière d'environnement, dans le souci d'améliorer la qualité de la vie.

69. Sri Lanka a célébré la Journée mondiale de l'environnement par des activités tendant à former l'opinion publique en matière d'organisation de l'environnement. Dans ce pays, les questions relatives à l'environnement relèvent des services officiels comme des organismes locaux, et elles ont fait l'objet de toute une réglementation. Le Gouvernement de Sri Lanka a récemment décidé de limiter la surface exploitée de l'une des plus grandes forêts du pays. Cet exemple témoigne de la contradiction possible entre l'organisation de l'environnement et les besoins du développement et souligne la nécessité de guider les pays en voie de développement dans leurs efforts pour parvenir à un compromis optimum entre la préservation de l'environnement et l'utilisation la plus productive des ressources disponibles.

70. La communauté internationale a reconnu que le coût de la protection de l'environnement devra être supporté essentiellement par les pays développés. La perspective d'atteindre l'objectif de 100 millions de dollars fixé pour le Fonds du PNUE pour la période 1973-1977 témoigne de l'enthousiasme général à cet égard. Le PNUE doit servir de centre de coordination de toutes les activités en matière de coopération internationale touchant l'environnement; il doit également exécuter un programme d'action.

71. Sri Lanka se préoccupe d'améliorer la qualité des eaux et celle des établissements humains et de contrôler la production croissante de produits synthétiques. Pour améliorer la qualité des eaux, une assistance financière et technique considérable sera probablement nécessaire, car les pays en voie de développement sont dépourvus de technologie à forte intensité de main-d'œuvre et peu coûteuse qui soit acceptable du point de vue de l'environnement. Sur le plan social, la production de produits synthétiques coûte très cher au monde entier, car non seulement elle pollue directement l'environnement des pays riches, mais encore elle réduit les revenus des pays en voie de développement producteurs de matières premières, les empêchant par là même d'améliorer la qualité de leur environnement. Il faudrait évaluer ces coûts et aider les pays en voie de développement à exploiter au maximum les possibilités que pourraient créer pour eux des modifications des avantages relatifs découlant du souci de l'environnement.

72. Il serait utile également, en vue d'organiser l'industrialisation des pays en voie de développement

tout en préservant leur environnement, de procéder à un échange d'informations entre les pays au sujet des problèmes de l'environnement, de leurs causes et des politiques envisagées pour les résoudre.

73. La délégation de Sri Lanka est l'un des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1, qui a pour objet de jeter les bases d'une nouvelle éthique internationale concernant l'exploitation des ressources naturelles. Bien que les pays aient toute latitude pour exploiter leurs ressources naturelles comme bon leur semble, ils sont quand même tenus, sans observer nécessairement des normes rigoureuses de protection de l'environnement, de veiller à ce que leurs initiatives ne nuisent pas à d'autres pays.

74. Les facteurs de l'environnement doivent non seulement être pris en considération dans les plans nationaux à long terme, mais aussi faire l'objet d'un bilan annuel pour permettre d'empêcher ou d'éliminer, à mesure qu'elles sont identifiées, les causes de pollution. Les recherches concernant par exemple la production de matériel d'épuration ne devraient pas se limiter à tel ou tel secteur industriel; elles devraient tenir compte des liens existant entre l'industrie considérée et l'agriculture et les autres secteurs économiques, ainsi que de l'interdépendance des ressources naturelles disponibles. Le PNUE devrait diffuser dans ses publications des informations concernant la pollution provenant de tous les pays. Ces données, recueillies par exemple par les organismes nationaux s'occupant de statistiques, se révéleraient utiles au moment d'étudier les projets de création de nouvelles entreprises.

75. La délégation de Sri Lanka partage le souci de la délégation canadienne touchant les risques de pollution du milieu marin. Il faudra prendre rapidement des mesures pour interdire toute forme de pollution dangereuse, et la nécessité de donner la priorité à l'assistance technique en matière d'environnement a déjà été soulignée. Le PNUE devrait fournir des conseillers hors siège pour diffuser l'information sur le plan technique et dans d'autres domaines. Le représentant de Sri Lanka se félicite que le Conseil d'administration, dans le Plan d'action pour l'environnement, autorise le Directeur exécutif à aider les gouvernements à répondre à leurs préoccupations en matière d'environnement. Il faudrait avoir recours aux services des institutions spécialisées pour minimiser le coût de ce programme. En fait, tous les programmes relatifs à l'environnement sont liés, d'où la nécessité absolue d'établir une coordination avec les autres institutions.

La délégation de Sri Lanka se félicite également de la décision de créer des unités de liaison avec chacune des commissions économiques régionales, ce qui renforcera le rôle des commissions en matière de protection de l'environnement. Enfin, elle prend note avec satisfaction de l'établissement du programme de surveillance continue du Plan Vigie.

76. La délégation de Sri Lanka appuie le projet de résolution A/C.2/L.1312 prévoyant une conférence-exposition sur les établissements humains.

Organisation des travaux de la Commission

77. Le PRESIDENT dit que l'Assemblée générale, vu l'avancement de ses travaux, souhaite que les grandes commissions lui communiquent le plus grand nombre de rapports possible; en conséquence, la Deuxième Commission a été priée d'achever dès que possible son examen du point 51 concernant la CNUCED. La Commission doit donc terminer comme prévu l'étude de ce point le lundi 26 novembre. Elle doit également s'efforcer d'achever l'examen du point concernant le PNUE le mardi 27 novembre au plus tard, afin de pouvoir se consacrer aux nombreuses questions qui font l'objet du point 12 (Rapport du Conseil économique et social), ainsi qu'aux trois autres points restant à examiner. Le Président est donc amené à conclure avec réticence que, si la Commission souhaite faire avancer les travaux concernant le PNUE, trois solutions s'offrent à elle : une séance de nuit le jour même, une séance le matin du samedi 24 novembre, ou une séance de nuit le mardi 27 novembre.

78. M. HEMANS (Royaume-Uni) répond qu'aucune de ces solutions n'est souhaitable. La délégation du Royaume-Uni ne s'oppose pas à une accélération des travaux constructifs concernant les projets de résolution; toutefois, on peut difficilement appeler travail ce qui n'est qu'un verbiage rituel. Le représentant du Royaume-Uni demande donc aux 31 délégations qui doivent encore prendre la parole au sujet du PNUE de juger si leur intervention à la Commission est réellement nécessaire, si elles peuvent envisager, à défaut, de distribuer leur déclaration pour information, ou si elles peuvent la restreindre le plus possible. Le Président devrait informer la Commission de la situation au début de la séance de l'après-midi pour permettre à la Commission de décider alors de la marche à suivre.

La séance est levée à 13 h 25.

1567^e séance

Vendredi 23 novembre 1973, à 15 h 10.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1567

POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme des Nations Unies pour l'environnement (suite) [A/9003, chap. XIII; A/C.2/L.1305/Rev.1, A/C.2/L.1312, A/C.2/L.1316] :

- a) **Rapport du Conseil d'administration** (A/9025, A/C.2/L.1315);
- b) **Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général** (A/9163, A/9238, A/C.2/L.1314)

1. M. OMAR (République arabe libyenne) dit que sa délégation a écouté avec grand intérêt l'exposé liminaire du Directeur exécutif du PNUE à la 1563ème séance et se félicite des efforts qu'il déploie pour exécuter les tâches fixées par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, tenue en juin 1972 à Stockholm. Le représentant de la République arabe libyenne constate avec satisfaction qu'un pays en voie de développement comme le Kenya a su résoudre efficacement les problèmes que pouvait lui poser l'installation du siège du PNUE à Nairobi. Le rapport du Conseil d'administration de cet organisme sur sa première session (A/9025) démontre le rôle important que le PNUE est appelé à jouer dans le domaine de l'environnement. Sa création montre que la communauté internationale a pris conscience de la nécessité d'aborder les problèmes de la protection de l'environnement au niveau mondial et de tenir compte des rapports qui existent entre la préservation de cet environnement et le développement économique et social. Les problèmes auxquels se heurtent les pays en voie de développement dans le domaine de l'environnement sont avant tout l'érosion, l'aridité des sols, la misère, la malnutrition, la sécheresse, l'analphabétisme et les mauvaises conditions d'hygiène et de logement; ce sont donc des problèmes très différents de ceux que connaissent les pays développés. D'ailleurs, la communauté internationale a reconnu que ces derniers sont les principaux responsables de la contamination de l'environnement.

2. De l'avis de la délégation libyenne, la tâche essentielle du Conseil d'administration du PNUE doit être d'établir des priorités parmi les nombreuses demandes d'assistance et de jouer un rôle de premier plan dans la planification et la coordination de tous les programmes d'environnement exécutés sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Elle devra, en établissant un lien solide entre le développement et l'environnement, permettre aux pays en voie de développement d'éviter les erreurs qu'ont commises les pays développés.

3. Les politiques des pays développés sont responsables des divers types de pollution qu'on rencontre dans le monde. La communauté internationale se doit notamment de condamner les actes d'agression et de guerre qui détruisent des vies humaines et nuisent à

l'environnement naturel. Par exemple, l'un des obstacles les plus importants auxquels se heurte le peuple libyen dans ses efforts de développement est constitué par les champs de mines qu'a laissés derrière elle la seconde guerre mondiale. Le manque de coopération des pays responsables de leur existence, ainsi que le manque de cartes et de connaissances techniques nécessaires, ont gravement entravé l'action du gouvernement. C'est pourquoi il appartient à la communauté internationale de participer plus activement à la recherche d'une solution à cet égard.

4. La délégation libyenne approuve le principe de la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains car elle aidera la communauté internationale à assurer à tous les hommes la même qualité de vie; pour cette raison, elle s'est portée coauteur du projet de résolution A/C.2/L.1312.

5. Le Conseil d'administration du PNUE a demandé au Directeur exécutif de recueillir des renseignements sur le problème de la crise énergétique mondiale et de les lui présenter à sa prochaine session. La délégation libyenne espère à ce propos que le Directeur exécutif tiendra compte de toutes les résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies au sujet de la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles. On se rend bien compte que certains Etats, en proclamant l'existence d'une crise énergétique, visent à empêcher les Etats producteurs de pétrole de préserver et d'exploiter cette ressource à leur profit. Aucune puissance n'a le droit d'interdire à ces pays, dont la République arabe libyenne, d'exploiter leurs richesses pétrolières comme ils l'entendent. La crise de l'énergie est un mythe dont certains pays hautement industrialisés prennent prétexte pour s'ingérer dans les affaires intérieures des pays producteurs de pétrole pour sauvegarder leurs intérêts et continuer à piller les ressources des pays en voie de développement, espérant ainsi préserver leur situation dominante dans le monde. Si ces pays décident de prendre des mesures de rétorsion, ils violeront la Charte des Nations Unies, qui stipule que tout pays doit être maître de ses ressources naturelles.

6. La délégation libyenne espère que le Conseil d'administration du PNUE n'oubliera pas ce principe lorsqu'il tentera de résoudre la prétendue crise de l'énergie et que l'action entreprise par l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble restera conforme aux dispositions de la Charte ainsi qu'aux résolutions dans lesquelles a été proclamée la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles.

M. González Arias (Paraguay) prend la présidence.

7. M. HAQ (Pakistan) souligne que la première session du Conseil d'administration a été avant tout une session d'organisation ayant pour but de déterminer les principaux objectifs et priorités du PNUE et de fixer les procédures qui régiront les activités du Fonds du Programme. La délégation pakistanaise se félicite que le

Conseil d'administration ait pu régler les principales questions par consensus, ce qui démontre à quel point la communauté internationale est consciente des problèmes qui se posent à elle dans le domaine de l'environnement.

8. Les difficultés auxquelles doivent faire face les pays en voie de développement diffèrent, tant en nature qu'en intensité, de celles que doivent affronter les pays développés. Ces derniers sont en fait responsables d'un grand nombre des difficultés que connaît le monde dans le domaine de l'environnement. La pollution, par exemple, n'a pas été provoquée par les pays en voie de développement mais par les sociétés industrielles. Ce sont elles qui, par leur utilisation inconsidérée des ressources naturelles, ont failli détruire l'environnement. C'est pourquoi les pays développés ne doivent pas demander aux pays en voie de développement de ralentir l'accroissement de leur consommation, car celle-ci se trouve encore à un niveau extrêmement faible et doit absolument augmenter. C'est aux pays industrialisés qu'il appartient de changer radicalement leurs attitudes et leur mode de vie et de cesser de considérer que les ressources de la planète sont illimitées.

9. Toutefois, il ne faut pas oublier les problèmes beaucoup plus prosaïques auxquels se heurtent les populations des pays en voie de développement. C'est pourquoi la délégation pakistanaise se félicite que le Conseil d'administration du PNUE ait accordé la priorité la plus élevée à la question des établissements humains. C'est là une question cruciale pour les pays en voie de développement car, si jusqu'à présent la grande majorité de leurs populations vivent dans des villages, des mouvements migratoires de grande envergure vers les centres urbains commencent à se dessiner et l'on s'attend que, d'ici à la fin du siècle, la population de ces centres aura quadruplé. Même si ces migrants parviennent à obtenir des emplois, il y a peu de chances qu'ils trouvent dans les villes les conditions de vie meilleures qu'ils recherchent. Comme ils sont dépourvus de qualifications et d'instruction, leur salaire ne leur permet pas en général de se loger décemment, ce qui explique la prolifération de taudis et de bidonvilles dans les pays en voie de développement et les conséquences néfastes de ce phénomène pour la santé des habitants et pour l'environnement. La délégation pakistanaise espère donc que la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains qui doit avoir lieu à Vancouver se penchera en priorité sur cet aspect du problème et parviendra à élaborer des modèles qui soient faciles à construire et à entretenir et qui donnent en même temps aux habitants un sentiment de fierté et de dignité. Elle appuie la résolution sur l'environnement et l'habitat adoptée par le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification à sa huitième session¹, tendant à mettre à la disposition du Comité préparatoire à la Conférence-Exposition les importantes connaissances dont il dispose et à charger le Centre d'exposer les diverses méthodes déjà découvertes pour résoudre le problème des établissements humains. D'autre part, la délégation pakistanaise appuie le projet de résolution A/C.2/L.1312.

10. Pour sa part, le Gouvernement pakistanais attache une grande importance à la question de

¹ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-sixième session, Supplément No 2*, chap. XI.

l'environnement et procède actuellement à l'élaboration d'un plan d'action complet visant à surmonter les problèmes existants et à prévenir ceux qui pourraient se poser. L'assistance que pourra lui fournir le PNUE à cet effet lui sera extrêmement précieuse. La délégation pakistanaise estime, pour conclure, que les travaux du Conseil d'administration à sa première session ont été très positifs.

11. M. HAÏDAR (Liban) remercie le Directeur exécutif et le Président du Conseil d'administration du PNUE des résultats positifs obtenus par cet organisme au terme de sa première année d'existence.

12. Le représentant du Liban constate que l'amélioration de la qualité de vie du genre humain est devenue un souci majeur de la communauté internationale. Comme l'a dit U Thant, "produire à n'importe quel prix et sans considération des effets sur l'environnement ne peut plus dorénavant être le centre de la préoccupation de l'homme". Des risques innombrables guettent l'humanité : augmentation de 25 p. 100 de l'oxyde de carbone en l'an 2000, accroissement galopant de la population qui atteindra le chiffre de 4 milliards et demi d'âmes en 1980 et enfin la pollution de l'air, de la terre et de l'eau. En outre, au moment même où le spectre de la faim, par suite de la sécheresse, frappe durement des régions entières du monde en voie de développement, on assiste à la détérioration par l'érosion de centaines de millions d'hectares de terres arables et à la perte des deux tiers des forêts du globe. Mais il y a des phénomènes encore plus alarmants, comme la paupérisation de la communauté internationale et l'urbanisation industrielle de plus en plus pléthorique et de plus en plus déséquilibrée et déséquilibrante. La Conférence de Stockholm a souligné la nécessité pour tous les pays d'œuvrer individuellement et cependant tous ensemble, selon les termes mêmes du paragraphe 72 de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement [résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale], "pour arrêter la détérioration de l'environnement et pour prendre des mesures en vue de l'améliorer et de promouvoir des activités qui contribueront à maintenir l'équilibre écologique dont dépend la survie de l'espèce humaine". C'est pourquoi est né et s'est développé le PNUE, porteur de lourdes responsabilités et de grands espoirs. Le représentant du Liban rappelle que son pays a joué un rôle actif dans le cadre du système des Nations Unies depuis les premiers balbutiements du concept de l'environnement. Toutefois il ne peut que souscrire sans réserve à l'idée déjà exprimée à la Deuxième Commission, selon laquelle l'environnement ne saurait en aucun cas servir d'épouvantail pour ralentir le progrès des pays en voie de développement. Il faut espérer que le mécanisme échafaudé par l'ONU saura dépasser l'alternative paradoxale environnement/développement. La tâche essentielle du PNUE peut se traduire par la formule suivante : développer l'environnement en maintenant le développement. Le choix de Nairobi comme siège de cet organisme ne pourra que sensibiliser celui-ci à cette vocation.

13. La délégation libanaise, comme d'autres délégations, met le PNUE en garde contre la dispersion des tâches et le risque de chevauchements entre ses activités et celles d'autres organes des Nations Unies. La question de l'environnement ne peut être abordée

que de façon globale, aussi bien sur le plan national que sur le plan international.

14. Le PNUE ne doit pas se contenter d'être un simple organisme de recherche mais doit également passer à l'action. Sa vocation complexe est d'être à la fois catalyseur et réceptacle, de coordonner et de répercuter l'information, de transférer les techniques appropriées et de promouvoir des projets concrets et pertinents. Le Liban est disposé à continuer de prêter son concours dévoué au Conseil d'administration du PNUE s'il est à nouveau invité à en faire partie.

15. Pour le Liban, pays de tourisme et de villégiature, un environnement sain est la condition même de sa prospérité et de son équilibre économique. C'est dire l'importance que le Gouvernement libanais attache à l'œuvre de préservation et d'amélioration de la qualité de vie, but suprême des efforts en matière d'environnement à tous les niveaux. La Charte de Beyrouth est l'aboutissement heureux d'une entreprise régionale en matière d'environnement et le prototype de réalisations similaires dans d'autres régions; la mer Méditerranée, berceau des religions et des civilisations du monde, mérite, non seulement de la part de ses riverains, mais de l'ensemble de la communauté internationale, d'occuper une place privilégiée sur la liste des priorités.

16. Le Liban, pays relativement peu exposé aux nuisances de la pollution, se trouve être voisin, malgré lui, d'un Etat qui fait fi des normes les plus élémentaires de l'environnement. Cet Etat est responsable de l'existence dans les villes libanaises de camps et de bidonvilles où plusieurs centaines de milliers de réfugiés qu'il a chassés de leurs foyers se trouvent entassés dans des conditions de misère et d'humiliation qui posent au Liban des problèmes aigus en matière d'environnement. En outre, ce pays n'a cessé au cours de ces dernières années de multiplier ses agressions contre les établissements humains, les récoltes et l'infrastructure du Liban. Israël ferait mieux d'assainir son environnement géographique et humain, en reconnaissant à sa victime, le peuple palestinien, son droit inaliénable de rentrer chez lui.

17. Le Gouvernement libanais a chargé en priorité son conseil national de la recherche scientifique de s'occuper du problème de l'environnement; une association nationale pour l'environnement, reconnue d'utilité publique, a été constituée pour informer l'opinion et alerter les pouvoirs publics. Enfin, le Gouvernement libanais a déjà pris les dispositions nécessaires pour que le Fonds du PNUE reçoive sa contribution régulièrement et sans retard.

18. Pour conclure, le représentant du Liban se réserve le droit de revenir sur le point 50 à l'occasion de l'examen des projets de résolution dont la Commission est saisie.

19. M. CHATENAY (Banque internationale pour la reconstruction et le développement) déclare que, depuis la parution du rapport du Secrétaire général sur les critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains (A/9163), les conseils des administrateurs de la BIRD et de l'AID ont approuvé trois autres projets portant essentiellement sur l'urbanisation, en sus des programmes généraux d'infrastructure concernant l'adduction d'eau, l'assainissement et l'électricité. Ces nouveaux projets

consistent en un crédit de 35 millions de dollars de l'AID à l'Inde pour l'élimination des taudis de Calcutta, un prêt de 42 millions de dollars de la BIRD à l'Iran pour les transports urbains de Téhéran et des crédits de 11 et 7 millions de dollars respectivement octroyés à la Tunisie par la BIRD et l'AID pour l'urbanisation et les transports en commun de la région de Tunis.

20. Le Département des projets urbains récemment créé par la BIRD a établi un programme provisoire d'activités dans le secteur urbain pour la période 1972-1976; ce programme comprend une quarantaine de projets à entreprendre dans une trentaine de centres urbains et sera financé par des prêts du Groupe de la Banque mondiale d'un montant de 700 millions de dollars environ. Le Groupe de la Banque deviendra ainsi la source de financement la plus importante pour les programmes internationaux d'urbanisation. Ces opérations de prêt montrent l'importance que la BIRD attache aux problèmes de l'habitation et des établissements humains, conformément à la résolution 2998 (XXVII) de l'Assemblée générale, en particulier le paragraphe 1 du dispositif, dans lequel l'Assemblée recommande à la Banque d'accorder à l'habitation et aux établissements humains un rang élevé de priorité. Le Groupe de la Banque, conformément à l'esprit de cette résolution, adapte constamment ses conditions de prêts aux circonstances particulières des projets qu'il finance; l'habitation et les établissements humains ne font pas exception. En ce qui concerne les conditions de prêt, il convient de noter que les crédits octroyés par l'AID au Sénégal, au Nicaragua et à l'Inde, tout comme une partie de celui destiné au projet de Tunis, ne sont assortis d'aucun intérêt. Quant aux prêts consentis par la Banque pour le projet de Téhéran et pour l'autre partie du projet de Tunis, ils s'étendent respectivement sur 15 et 22 ans, avec des délais de grâce de quatre ans. Les conditions consenties par le Groupe de la Banque sont donc suffisamment souples pour s'adapter aux conditions particulières de chaque pays et de chaque projet.

21. Des projets visant à améliorer les conditions de vie dans les colonies de squatters d'un certain nombre de pays sont à des stades d'élaboration avancés. Comme il est pratiquement impossible de trouver une solution générale à ce problème, il convient d'élaborer des programmes adaptés à chaque cas. En général, il paraît nécessaire de mettre sur pied des programmes dont les divers éléments soient liés à la structure générale du développement plutôt que de s'attaquer à chaque élément isolément.

22. M. Chatenay fait observer que, si les pays en voie de développement faisaient appel à des ressources extérieures pour faire face, même partiellement, à leurs besoins en logements, le volume des capitaux étrangers nécessaires dépasserait considérablement les courants actuels ou envisagés. De ce fait, la Banque a dû faire porter ses efforts en priorité sur des projets d'habitations à bon marché et à forte intensité de main-d'œuvre qui mettent en jeu les ressources locales. Ainsi, le volume des capitaux étrangers fournis par la Banque ne peut, malgré tous ses efforts, qu'être relativement faible au regard des besoins considérables des pays intéressés, et cela par la nature même des projets, qui font surtout appel aux apports locaux.

23. En ce qui concerne le projet de résolution A/C.2/L.1314, le représentant de la BIRD dit que la

tentative qui a été faite en vue d'établir des critères régissant tous les prêts internationaux dans le domaine de l'habitation et des établissements humains ne correspond pas à la réalité. Tout investissement dans ce secteur, encore plus que dans d'autres, représente un cas *sui generis* parce qu'il faut absolument tenir compte des conditions locales, qu'elles soient climatiques, financières, administratives ou autres. En outre, il ne faut pas oublier que, pour le Groupe de la Banque, l'habitation ne représente qu'un élément parmi d'autres au sein d'un projet donné; ainsi le projet de Calcutta porte notamment sur l'adduction d'eau, l'assainissement, l'hygiène du milieu, les transports urbains et l'habitation, ce dernier élément se divisant lui-même en plusieurs éléments secondaires. Par conséquent, le Groupe de la Banque voit mal comment une étude destinée à fixer de nouveaux critères financiers applicables à ses opérations de prêts dans le seul secteur de l'habitation et des établissements humains pourrait donner des résultats pratiques. En outre, cette étude supplémentaire risque de faire double emploi avec deux autres études et rapports en cours d'élaboration qui répondent en grande partie aux mêmes préoccupations que le projet de résolution A/C.2/L.1314 et qui donnent suite aux résolutions 2598 (XXIV) et 2999 (XXVII) de l'Assemblée générale. Une troisième étude paraît donc superflue et le Groupe de la Banque ne saurait être détourné de ses activités essentielles par des recherches qui n'auront pour elle aucun résultat pratique. Ses prêts et crédits continueront donc à être négociés sur la base de critères connus et approuvés collectivement par les pays membres et ses projets continueront à s'inscrire dans les priorités sectorielles fixées par chaque pays membre qui en sera le bénéficiaire, conformément à ses besoins. Bien entendu, si le Secrétaire général le lui demande, la BIRD lui donnera son avis sur les nouveaux critères que pourra établir le Secrétariat, mais elle ne sera sans doute pas en mesure de participer activement à une telle étude.

24. M. BONNICK (Jamaïque) dit que sa délégation aimerait que, cette année, le texte de l'intervention du représentant de la BIRD soit reproduit *in extenso*.

25. M. ČABRIĆ (Yougoslavie) dit que le Conseil d'administration du PNUE a commencé, lors de sa première session, à appliquer les décisions et principes de la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement² et du Plan d'action pour l'environnement³ adoptés à Stockholm, et il est heureux de noter que l'esprit de coopération constructive qui avait caractérisé la Conférence de Stockholm a régné également lors de cette première session du Conseil. Les Etats sont de plus en plus conscients du fait que les problèmes de l'environnement ont un caractère universel, qu'ils revêtent une grande importance aussi bien pour les pays en voie de développement que pour les pays développés et que, par conséquent, leur solution exige, en plus des efforts de chaque pays, une coopération internationale très soutenue. Toutefois, il est indispensable de prévoir des mesures diversifiées adaptées aux conditions et caractéristiques propres aux différents pays et groupes de pays. A cet égard, les dispositions des sections intitulées "Objectifs généraux" et "Objectifs particuliers" du Plan d'action

pour l'environnement adopté par le Conseil d'administration dans sa décision 1 (I) [voir A/9025, annexe I] constituent des directives très utiles pour déterminer les zones prioritaires.

26. Toutefois, la délégation yougoslave souligne que de nombreux problèmes de l'environnement qui se posent aux pays en voie de développement, en particulier le retard économique, sont extrêmement graves et n'ont pas été suffisamment pris en considération. Ils devraient recevoir un haut niveau de priorité.

27. Au nombre des objectifs et priorités que le Conseil d'administration a retenus dans son Plan d'action figurent un certain nombre d'objectifs qui devraient être financés à l'aide des ressources du Fonds du PNUE. Le représentant de la Yougoslavie souligne en particulier la conception intégrée de la planification et de la gestion du développement, notamment en ce qui concerne la mise en valeur des ressources naturelles, de manière à tenir compte des incidences écologiques pour obtenir le maximum d'avantages sur les plans social et économique et du point de vue de l'environnement, énoncée à l'alinéa b du paragraphe 1 de la décision 1 (I). Ce genre de mesures aiderait à incorporer les aspects de l'environnement dans les programmes nationaux de développement grâce à l'apport du PNUE en matière d'assistance technique et de formation. De même, il est approprié que le PNUE étudie les problèmes des établissements humains, de la pollution de l'eau, de l'établissement ou du renforcement d'institutions, etc.

28. Le représentant de la Yougoslavie souligne la nécessité de veiller à ce que le coût des programmes de l'environnement n'empêche pas de satisfaire les besoins fondamentaux de développement des pays en voie de développement. Ces derniers craignent que certaines mesures prises par les pays développés pour protéger l'environnement ne rendent encore plus difficile l'accès au marché de ces pays du fait de l'adoption de barrières non tarifaires et n'aggravent ainsi la position des pays en voie de développement dans le commerce international. Le représentant de la Yougoslavie se félicite donc de l'objectif énoncé à l'alinéa d, i, du paragraphe 12 de la décision 1 (I). D'autre part, il juge que le Fonds du PNUE doit être placé sous le contrôle du Conseil d'administration.

29. La délégation yougoslave figure au nombre des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1312 relatif à la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains, vu l'importance que la Yougoslavie attache à cette question. La délégation yougoslave appuie également les autres projets de résolution.

30. Certaines délégations ont mis en doute les motifs des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1. Ces motifs sont en fait clairement exposés dans le préambule du projet où les auteurs se sont contentés de rappeler le devoir qu'a la communauté internationale d'entreprendre une action pour sauvegarder et améliorer l'environnement, ainsi que la nécessité d'une coopération internationale continue à cette fin, et où ils ont souligné l'utilité de poursuivre l'élaboration de normes internationales propres à permettre la réalisation de ces objectifs. Il n'y a là rien de très normal et habituel. Dans le dispositif du projet de résolution, les auteurs n'ont pas cherché à définir des normes relatives à la conservation et à l'exploitation harmonieuse des ressources naturelles

² Voir A/CONF.48/14/Rev.1, chap. 1er.

³ *Ibid.*, chap. II.

communes à deux ou plusieurs Etats, mais ils ont simplement estimé qu'il était nécessaire d'assurer une coopération efficace entre les pays grâce à l'établissement de normes adéquates dans le cadre des relations normales qui existent entre ces pays. Les mêmes considérations s'appliquent à un système d'information et de consultations préalables. Ensuite, il n'est que normal de prier le Conseil d'administration de faire rapport sur les mesures adoptées en vue d'appliquer les dispositions des paragraphes précédents et de demander aux Etats Membres de tenir pleinement compte de ces décisions.

31. Certaines délégations ont douté qu'il soit approprié d'aborder ce genre de question dans le cadre de l'environnement; or, il est évident que l'exploitation de ressources naturelles communes à deux ou plusieurs Etats risque d'avoir des effets néfastes pour tous les pays intéressés et qu'elle doit donc faire l'objet d'une coopération.

32. Contrairement à ce que certains ont prétendu, les documents adoptés⁴ par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés tenue à Alger (5-9 septembre) confirment la logique des politiques et des activités des pays non alignés dans leur lutte pour la liberté, la prospérité et la paix.

33. M. PITKÄNEN (Finlande) dit que le fait de bien comprendre les rapports qui existent entre toutes les activités de l'homme et l'environnement et, partant, l'acceptation de la notion de responsabilité internationale permettront de donner un élan plus vigoureux aux activités du PNUE.

34. Le résultat le plus marquant de la première session du Conseil d'administration est l'adoption de priorités de travail, et il est bien normal que ces priorités aient à ce stade initial un caractère assez général. La délégation finlandaise note avec une satisfaction particulière l'accent mis sur les aspects écologiques de l'habitat humain intégral, comme il est indiqué au paragraphe 3 de la décision 1 (I). Toutefois, les domaines de priorités étant extrêmement vastes, il convient maintenant de circonscrire plus nettement ces priorités. Cette tâche appelle une coordination interorganisations efficace et une attitude compréhensive de la part des membres du Conseil.

35. Le Directeur exécutif a déploré la lenteur avec laquelle les contributions sont versées au Programme. Pour des raisons de procédures budgétaires, le Gouvernement finlandais n'est pas en mesure de prendre des engagements à long terme. C'est pourquoi il a annoncé pour cette année une contribution de 150 000 dollars, qu'il a versée au début du mois de juin 1973, et il annonce, sous réserve de l'approbation du Parlement, le même montant pour l'année 1974, qui sera versé dès que les procédures budgétaires le permettront.

36. M. JAIN (Inde) dit que l'année 1973 a été consacrée à traduire en un programme de travail les recommandations adoptées à la Conférence de Stockholm. Le Conseil d'administration a ainsi accompli à sa première session une tâche fort satisfaisante, et la délégation indienne rend hommage au rôle joué par le Directeur exécutif.

37. La délégation indienne souscrit à la conclusion du Conseil d'administration selon laquelle la qualité de la vie doit être la préoccupation primordiale du pro-

gramme d'action et qu'il faut par conséquent donner la priorité absolue à l'amélioration de l'habitat humain intégral. C'est donc à juste titre que le Directeur exécutif a souligné que, pour réaliser cet objectif et conformément à la résolution 3002 (XXVII) de l'Assemblée générale, il convient de donner la priorité à la question de l'accélération du développement des pays en voie de développement.

38. La question des établissements humains figure en bonne place dans les priorités générales adoptées par le Conseil d'administration. Cette priorité est justifiée si l'on considère que des millions d'habitants des pays en voie de développement vivent dans des conditions inhumaines. Le Gouvernement indien appuie la proposition tendant à réunir une conférence-exposition sur les établissements humains et est prêt à appuyer toutes les mesures nécessaires à cette fin. Il se propose de participer à cette conférence et y montrera des exemples de ce qui se fait en Inde. La délégation indienne proposera quelques suggestions aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1312 et demandera à être considérée comme auteur du projet si ses suggestions sont acceptées.

39. Les autres domaines de priorité retenus à la première session du Conseil d'administration sont importants eux aussi et la délégation indienne se propose d'y revenir à la prochaine session du Conseil d'administration.

40. Etant donné le caractère essentiel du Fonds du PNUE, il est regrettable de constater la lenteur avec laquelle les contributions lui parviennent. La délégation indienne se joint à l'appel lancé dans le projet de résolution A/C.2/L.1316 et aimerait figurer au nombre des auteurs de ce texte.

41. La délégation indienne convient que les gouvernements doivent coopérer en matière de protection de l'environnement. Toutefois, certains pays riches mettent les pays en voie de développement en garde contre une imitation de leur processus de développement. Ces pays préconisent une "croissance zéro" de façon à lutter contre la dégradation de l'environnement. Or, la délégation indienne tient à le souligner, ce sont les pays développés qui sont responsables de la pollution, les autres pays étant en fait des victimes. D'autre part, on met en garde les pays en voie de développement contre une simple augmentation du produit national brut qui ne tiendrait pas compte de la qualité de la vie et de la répartition du revenu. Il s'agit là d'un argument spécieux qui vaut peut-être pour les pays riches mais certes pas pour les pays en voie de développement; le développement reste l'objectif final pour ceux-ci car, pour répartir les richesses, il faut de toute évidence augmenter le produit national brut.

42. La délégation indienne se réserve de commenter les autres projets de résolution avant le vote.

M. Gabré-Sellassié (Ethiopie) reprend la présidence.

43. M. MUTUMBO (Zaire) dit que le projet de résolution A/C.2/L.1312 concernant la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains rencontre le plein appui de la délégation zairoise qui s'est portée coauteur du projet, compte tenu des principes présentés par la délégation canadienne. Les échanges de vues qui ont marqué la réunion d'experts parrainée par l'Organisation des Nations Unies qui s'est tenue à Vancouver en mai 1973 ont

⁴ Voir A/9330.

été extrêmement instructifs et fructueux, et la délégation zaïroise aurait aimé que le rapport officiel à ce sujet fût distribué comme document officiel. Les pays sous-équipés pourront faire une contribution importante à la réussite de la Conférence-Exposition; il est donc regrettable qu'un pays africain seulement ait participé à cette réunion. Il faut espérer que le PNUE fera en sorte d'assurer une importante participation des pays africains aux préparatifs de la Conférence.

44. Le représentant du Zaïre rappelle que le Président de la République zaïroise avait suggéré à l'Assemblée générale le 4 octobre (2140ème séance plénière) qu'une étude soit faite, aux frais des pays riches, pour déterminer les causes de différentes formes de pollution afin de mieux les combattre à travers le monde. Cette étude permettrait aux pays qui s'industrialisent petit à petit d'éviter de commettre les erreurs des pays riches. Ceux-ci sont beaucoup mieux équipés que les pays pauvres pour mener à bien une telle étude; par ailleurs, certains organismes intergouvernementaux se penchent déjà sur la question et il faut espérer que le PNUE utilisera ces études pour les exploiter à fond au profit de tous, aussi bien pays riches que pays pauvres.

45. Le Zaïre, qui accorde une grande importance au PNUE, n'a pas hésité à verser au Programme une quote-part financière importante par rapport à ses moyens.

46. La délégation zaïroise s'est jointe aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1 et espère que ce projet recevra l'appui unanime de la Commission.

47. M. MÜEZZINOĞLU (Turquie) dit que la question à l'étude est en fait l'amélioration de la qualité de la vie, voire la survie de l'humanité. Il est par conséquent urgent de prendre des mesures, et comme il s'agit d'un problème universel de par sa nature même, une coopération internationale s'impose. Toutefois, il convient de tenir dûment compte des besoins économiques des pays en voie de développement, de façon qu'une politique internationale de l'environnement n'ait pas d'effets négatifs sur les efforts qu'ils font pour se développer.

48. Etant donné l'urgence des questions en cause, il convient de se féliciter de la rapidité avec laquelle le secrétariat du PNUE a été établi à Nairobi et la première session du Conseil d'administration a été organisée. Toutefois, ce caractère d'urgence ne doit pas faire oublier que, vu les conditions différentes suivant les pays, il est indispensable de prendre des mesures de façon progressive et d'un point de vue réaliste, de façon à éviter l'apparition de nouveaux problèmes. D'autre part, il convient que le secrétariat du PNUE collabore étroitement avec les autres organismes des Nations Unies pour éviter tout chevauchement d'activités.

49. La délégation turque prend note des directives adoptées à la première session du Conseil d'administration sur le programme d'action et se félicite des mesures prises à propos des éléments de surveillance et de référence du Plan Vigie. Elle se félicite également de l'établissement du Fonds du PNUE.

50. Pour sa part, la Turquie a porté une attention soutenue à la question de l'environnement en préparant son troisième plan quinquennal. A son stade de développement économique, la Turquie se préoccupe

essentiellement, en traitant des problèmes de l'environnement, d'éviter tout effet néfaste sur ses perspectives de développement économique. La Turquie suit également avec un vif intérêt les efforts internationaux en matière de pollution des mers. Le Gouvernement turc a offert d'établir en Turquie un institut de l'environnement dans le cadre de l'Université des Nations Unies.

51. La délégation turque appuie le projet de résolution A/C.2/L.1312 et se propose de participer activement à la Conférence-Exposition sur les établissements humains. Toutefois, les observations du représentant de la France quant à la création du comité préparatoire et aux dépenses encourues méritent d'être examinées avec soin.

52. Le projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1 élabore de nouvelles notions de coopération internationale et contient certains des principes qui ont été examinés à la Conférence d'Alger. Toutefois, la délégation turque a des réserves à la fois sur la procédure et sur le fond du projet. Divers organes des Nations Unies, en particulier la Commission du droit international et le Comité des ressources naturelles, doivent étudier certains aspects de la question; il convient donc de ne pas prendre de décisions hâtives qui pourraient préjuger les travaux de ces organes.

53. En ce qui concerne le fond du projet de résolution, les auteurs n'ont pas clairement tenu compte de l'équilibre réalisé dans la Déclaration de Stockholm entre les droits des Etats et leurs devoirs. Le paragraphe 1 du dispositif prévoit la nécessité d'établir des normes internationales relatives à la conservation et à l'exploitation harmonieuse des ressources naturelles; certes, des normes internationales pourraient effectivement être créées par la suite, mais la délégation turque juge qu'il serait prématuré de le faire et craint que l'établissement de normes dans le domaine de l'environnement n'entrave les efforts des pays en voie de développement.

54. Au paragraphe 2 du dispositif, il faudrait réaffirmer le droit souverain des Etats sur leurs ressources naturelles, ce qui permettrait d'améliorer l'équilibre du texte.

55. Pour sa part, la Turquie exerce, dans ses relations avec les pays voisins, une politique de non-ingérence dans leurs affaires intérieures et de respect de leurs droits souverains en ce qui concerne les ressources naturelles qu'ils ont en commun. Elle a établi avec ses voisins des comités mixtes et coopère en vue de retirer de l'exploitation de ces ressources le maximum d'avantages pour tous les intéressés.

56. M. BATCHY (Gabon) déclare que les problèmes d'environnement varient suivant les pays et leur stade de développement. Le Gabon, du fait du développement fulgurant de son industrie, se trouve aux prises avec des problèmes de plus en plus nombreux dans ce domaine. L'exploitation de ses gisements d'uranium fait craindre la pollution des cours d'eau et de la mer.

57. Parmi les mesures à prendre pour faire face aux problèmes de l'environnement, il faut notamment former un personnel qualifié, dans le cadre même des conditions de travail locales, ce qui n'exclut pas pour autant les échanges de connaissances de pays à pays. D'autre part, les habitudes naturelles et acquises de la

population peuvent entraîner un conflit entre la nécessité du développement et l'environnement. C'est ainsi par exemple qu'une fabrique de conserves peut causer la prolifération de moustiques du fait que les consommateurs jettent les boîtes n'importe où. Pour venir à bout des problèmes de l'environnement, il convient de prendre des mesures qui s'inscrivent dans un plan d'ensemble. Il est en effet utile de prévoir si l'on veut bien gérer les établissements humains et exploiter rationnellement les ressources naturelles. Cependant, trop souvent, le planificateur oublie la place de l'homme dans le développement.

58. L'aide internationale est certes nécessaire, mais elle doit tenir compte des desiderata des pays demandeurs. Le représentant du Gabon se félicite d'autre part que la priorité ait été donnée aux établissements humains. Le Gabon compte sur l'aide des pays amis et de l'ONU, mais cette aide doit être compatible avec les conditions particulières du pays. Pour conclure, le représentant du Gabon déclare que sa délégation appuie sans réserve le projet de résolution A/C.2/L.1312, relatif à la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains qui doit se tenir à Vancouver.

59. M. KUMI (Ghana) déclare que les dégradations causées par l'homme au milieu marin, berceau de la vie, ne sont que l'un des aspects des activités humaines qui ont rendu nécessaire la réunion de la Conférence de Stockholm. Là, dans un esprit de coopération, les pays participants se sont mis d'accord sur un certain nombre de principes et de normes de base pour régénérer l'environnement. Le Conseil d'administration du PNUE est le principal instrument opérationnel dont disposent les États Membres à cet égard.

60. La délégation ghanéenne approuve les objectifs et les priorités énumérés dans la section III de la décision I (I) du Conseil d'administration. Elle note avec satisfaction, en particulier, que les problèmes de l'environnement dus à l'industrialisation et ceux qui sont dus au sous-développement lui-même reçoivent l'attention qu'ils méritent. Il est certain que l'exécution du vaste programme que s'est fixé le Conseil d'administration sera une œuvre de longue haleine. Dans cette opération, il convient de ne pas perdre de vue un certain nombre de principes, de normes et de règles de base : tout d'abord, les programmes relatifs à l'environnement ne doivent pas remplacer les programmes de développement; ensuite, la protection de l'environnement ne doit pas entraver le progrès économique et social, mais compléter les efforts de développement; enfin, le programme d'action ne pourra être appliqué valablement que si le PNUE dispose de ressources financières suffisantes.

61. La délégation ghanéenne se félicite de voir que les gouvernements des pays développés comme des pays en voie de développement ont répondu positivement aux demandes de contributions pour le Fonds du PNUE. Le Gouvernement ghanéen envisage lui aussi de verser une contribution. Il doit cependant être clairement précisé que les principaux responsables de la pollution doivent assumer la plus grande partie du fardeau financier. La délégation ghanéenne approuve les règles générales régissant les opérations du Fonds et l'ouverture d'un crédit de 5,5 millions de dollars, comme il est mentionné dans la décision 3 (I) du Conseil d'administration.

62. Pour les pays en voie de développement, les problèmes nés de l'industrialisation sont moins graves que ceux qui sont dus au manque d'hygiène et à la malnutrition. Les habitants de ces pays ont besoin, en particulier, d'habitations convenables, pourvues d'installations sanitaires modernes et construites de façon à résister aux catastrophes naturelles. La délégation ghanéenne se félicite donc de la décision d'organiser une conférence-exposition sur les établissements humains en 1976. Grâce à cette conférence-exposition, chaque pays aura l'occasion de faire connaître les résultats de son expérience dans le domaine de la construction. C'est parce que de nombreuses collectivités sont incapables d'offrir un foyer à chaque famille que les peuplements humains traversent une crise aussi grave. Tant que le nombre d'habitations situées dans un environnement sain sera insuffisant, la crise des peuplements demeurera un problème pour l'humanité. Le Gouvernement ghanéen estime que c'est là une question d'importance cruciale, comme le montrent les programmes d'habitations entrepris au Ghana. Si ceux-ci sont choisis comme projet de démonstration, le Gouvernement ghanéen est prêt à faire partager le fruit de son expérience aux autres pays en voie de développement.

63. M. HABIB (République arabe syrienne) déclare que le rapport du Conseil d'administration sur sa première session illustre l'interdépendance entre l'homme et son environnement, de nos jours et dans l'avenir. Le développement inégal des pays riches et des pays pauvres est l'une des principales conséquences de la révolution industrielle. Lorsqu'il s'agit d'environnement, il faut donc faire la distinction entre l'environnement des pays en voie de développement et celui des pays techniquement développés. Les premiers ne doivent pas suivre l'exemple des pays industrialisés. Ils doivent tenir compte des aspects positifs et négatifs de tout processus de production, afin de ne pas dégrader leur propre environnement, contrairement à ce qu'ont fait les pays industriels.

64. La protection de l'environnement ne doit pas servir de prétexte pour ralentir le progrès économique des pays en voie de développement à une époque où l'évolution technologique est devenue une nécessité. Ces pays doivent donc travailler dans deux directions à la fois : protéger leur environnement des répercussions des techniques modernes; résoudre les problèmes mésologiques causés par le sous-développement, qui se manifestent par le manque d'éducation, des conditions de logement malsaines, les pénuries alimentaires et la surpopulation. Pour résoudre ces problèmes, il convient de promouvoir la recherche scientifique dans le domaine de l'environnement à la fois au niveau national et au niveau multinational, dans tous les pays et en particulier dans les pays en voie de développement. Cela ne sera possible que si ces derniers pays sont tenus au courant des découvertes scientifiques et techniques les plus récentes.

65. Du point de vue économique, il est impossible de séparer les problèmes de l'environnement du processus du développement. Les éléments touchant l'environnement doivent faire partie intégrante du développement économique et social. En outre, la solution des problèmes d'environnement actuels est la condition préalable du développement. Enfin, étant donné que beaucoup de problèmes de l'environnement sont

dus aux industries civiles et militaires des pays industrialisés, ceux-ci doivent agir en conséquence et assumer leurs responsabilités. Ils doivent s'efforcer, individuellement et collectivement, de mettre fin à la dégradation de l'environnement sur leur territoire; partager la responsabilité de la protection de l'environnement dans les pays en voie de développement avec ces derniers; appliquer les résultats des recherches scientifiques et techniques dans le domaine de l'environnement, et éviter de continuer à polluer les océans et l'espace; faire une réalité de la coopération entre les pays développés et les pays en voie de développement dans le domaine de l'environnement. Cette coopération doit en particulier recevoir la priorité au sein des organismes des Nations Unies directement intéressés par les questions d'environnement.

66. La délégation syrienne appuie fermement le projet de résolution A/C.2/L.1312, relatif à la Conférence-Exposition sur les établissements humains. La République arabe syrienne a déjà entrepris un certain nombre d'études concernant les conséquences sur l'environnement de la construction du barrage de l'Euphrate et prévoit d'entreprendre d'autres études sur les conséquences de la révolution industrielle et agricole que doit engendrer la construction du barrage.

67. Le 14 juin 1972, la délégation syrienne à la Conférence de Stockholm a fait savoir que le Gouvernement syrien souhaitait vivement qu'il soit créé un centre régional de l'environnement pour le Moyen-Orient à Damas. Le représentant de la République arabe syrienne a réitéré ce souhait à la Deuxième Commission lors de la vingt-septième session, le 30 octobre 1972 (1474ème séance). Par la suite, le représentant de ce pays au Conseil d'administration du PNUE a confirmé cette demande, en juin 1973, à Genève, et a fait savoir que son gouvernement avait décidé d'offrir gratuitement le terrain destiné à la construction du centre. M. Habib demande de nouveau, au nom de son gouvernement, qu'un centre de l'environnement pour le Moyen-Orient soit créé à Damas et annonce que la République arabe syrienne fera tout son possible pour que cet important projet soit mené à bien.

68. M. ROSSIDES (Chypre) tient à féliciter le PNUE et le Directeur exécutif, M. Strong, pour les résultats appréciables qui ont déjà été obtenus en un an. Il convient d'encourager le Programme à poursuivre sa tâche avec persévérance, non pas par des mots, mais par des actes. Tous les pays, quel que soit leur niveau de développement, doivent participer à l'œuvre commune de protection de l'environnement. Malheureusement, la crise de l'énergie que redoutent les pays développés constitue une nouvelle menace pour l'environnement. En effet, il est question de relâcher les normes qui avaient été fixées ces dernières années, ce qui aurait pour conséquence une nouvelle dégradation de la biosphère.

69. Les problèmes de l'environnement sont liés à tous les aspects de la vie. On ne peut que déplorer les essais nucléaires qui, plus de dix ans après la signature (le 5 août 1963) du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, se poursuivent sans égards pour l'environnement. Le problème de la guerre

et de la paix est au premier plan des préoccupations de l'ONU, mais ce problème est maintenant devenu un problème d'environnement, car si la guerre est si dangereuse c'est parce que les armes nucléaires ont, de par leur radioactivité, un effet désastreux sur l'environnement et que leur emploi ferait peser une grave menace sur la prolongation de la vie sur terre. Comme on le voit, le problème de l'environnement est le problème clef de l'époque actuelle.

70. Il y a dix ans, le mot environnement était pratiquement inconnu. Aujourd'hui, il est sur toutes les lèvres, et cependant les hommes n'ont encore qu'insuffisamment conscience de l'importance de cette question. Il n'est plus possible d'entreprendre des projets néfastes pour l'environnement sans mettre en danger la vie elle-même. Pour éviter les catastrophes, une planification à l'échelle mondiale et les moyens de faire appliquer cette planification sont nécessaires. Il importe donc que tous les Etats Membres s'engagent à appuyer le PNUE sans réserve et il convient d'accorder à cet organisme la place qu'il mérite dans les travaux de la Deuxième Commission.

71. Pour finir, M. Rossides annonce que la délégation chypriote s'est portée auteur du projet de résolution A/C.2/L.1312 et qu'elle approuve les projets A/C.2/L.1305/Rev.1 et A/C.2/L.1314.

72. M. AL-EBRAHIM (Koweït) déclare que le PNUE n'en est encore qu'à ses débuts et que son avenir dépend de la structure qu'il se donnera et des ressources dont il disposera. Les problèmes de l'environnement deviennent sans cesse plus aigus dans de nombreuses régions du monde. Il importe, en particulier, de trouver un remède au fléau de la pollution des océans qui menace la faune marine, source essentielle de protéines.

73. Les problèmes d'environnement des pays en voie de développement sont dus au sous-développement. Dans leurs plans quinquennaux de développement, ces pays doivent accorder une attention suffisante à l'environnement et la planification économique doit viser à résoudre les problèmes qui se posent dans ce domaine. Le PNUD devrait encourager les pays à inclure, dans leurs programmes soumis au titre de la programmation par pays, des projets en ce sens, et il devrait aussi coopérer avec le PNUE.

74. L'érosion des sols ainsi que les tempêtes de sable sont les principales préoccupations du Gouvernement koweïtien. En plantant des arbres et en adaptant l'architecture aux conditions locales, celui-ci a déjà pu pallier dans une certaine mesure les inconvénients de ces phénomènes. L'exode rural est lui aussi la source de bien des problèmes d'environnement. La délégation koweïtienne estime que le moment est venu de définir le problème en vue d'y trouver des solutions. Elle pense, comme M. Strong, que l'amélioration de l'habitat et l'étude des problèmes d'environnement qui ont des répercussions directes sur l'homme doivent avoir la priorité absolue.

75. A la 1565ème séance, le représentant de l'Iran a contesté le bien-fondé de la révision des noms géographiques qui apparaissent au paragraphe 30 du rapport du Conseil d'administration (A/9025). La délégation koweïtienne tient à ce que l'appellation qui figure au paragraphe 30 soit conservée, car elle résulte d'un compromis délicat.

76. M. Al-Ebrahim se voit avec regret dans l'obligation de faire quelques remarques sur la question des ressources naturelles. La délégation koweïtienne se demande ce que signifient les allusions à l'énergie ainsi que la demande tendant à ce qu'un rapport détaillé sur l'énergie dans le monde soit présenté à la prochaine session du Conseil d'administration. La délégation koweïtienne espère que M. Strong tiendra compte des résolutions des Nations Unies relatives à la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles et souligne que les renseignements détaillés qui pourraient être réunis doivent porter uniquement sur les questions d'environnement. Elle rejette toute allusion à la crise de l'énergie au cours de l'examen de la question de l'environnement. Pourquoi alors le PNUÉ ne présenterait-il pas une étude détaillée concernant les effets de l'exploitation de l'énergie nucléaire sur l'environnement ?

77. Le Gouvernement koweïtien rejette toute tentative qui pourrait être faite pour exercer un contrôle quelconque sur ses ressources naturelles, et il estime que nul n'est fondé à lui offrir des conseils sur la gestion ou l'administration de ses ressources. Il sait que d'autres pays ont besoins des ressources minérales qu'il possède, et il a pour politique d'assurer le maintien des avantages mutuels des parties. Il ne fait aucun doute que toute tentative pour porter atteinte à la souveraineté du Koweït sur ses ressources naturelles ne pourrait avoir que des effets néfastes.

78. M. DIAW (Mali) remercie le Directeur exécutif du PNUÉ de son exposé d'introduction au rapport du Conseil d'administration.

79. Après avoir noté que le problème de l'environnement se pose de manière différente selon qu'il s'agit des pays développés ou des pays en voie de développement, le représentant du Mali souligne que, dans ce dernier groupe de pays, la menace n'est pas encore imminente, vu leur bas niveau d'industrialisation, et qu'il leur faut surtout prendre des mesures pour que leur développement s'effectue sans bouleverser l'environnement. M. Diaw déplore ensuite que, alors que certains pays en voie de développement, qui ont déjà de multiples préoccupations, sont victimes d'agressions impérialistes et coloniales et voient leurs terres arabes brûlées par le napalm et autres défoliants, leur flore détruite et leur faune décimée, d'autres ont à faire face à des catastrophes naturelles d'origine diverse telles que les inondations, les tremblements de terre, les cyclones, la sécheresse, etc. Il appartient au PNUÉ non seulement de découvrir les origines multiples de ces calamités naturelles, mais aussi de prendre les mesures voulues pour les prévenir et les neutraliser. La délégation malienne salue les progrès scientifiques et techniques de l'époque contemporaine, dont le niveau témoigne de la ferme volonté de l'homme de dominer la nature et les phénomènes naturels en vue d'améliorer ses conditions d'existence, mais elle considère aussi que tous les pays ont un destin commun, que la planète appartient à tous et que les progrès de chaque pays sont fonction du progrès de tous les autres. A cet égard, M. Diaw évoque le problème de la sécheresse qui sévit dans la région soudano-sahélienne et rend hommage aux efforts déployés par plusieurs pays et par la communauté internationale tout entière pour secourir les pays de cette région, mais il rappelle que ces efforts risquent d'être vains si les programmes d'action à moyen et à long terme définis par les pays intéressés

avec l'aide et la participation de plusieurs organisations internationales ne sont pas réalisés. Le développement étant inséparable de l'environnement, le PNUÉ ne doit pas manquer, selon le représentant du Mali, de joindre ses efforts à ceux du PNUD pour que la catastrophe soit enrayée.

80. En conclusion, M. Diaw réaffirme l'adhésion totale de sa délégation à la Déclaration économique adoptée par les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés lors de la Conférence d'Alger, et il espère que le projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1, dont le Mali est l'un des auteurs, rencontrera l'agrément de la Commission,

81. M. AL-KHUDHAIRY (Irak) félicite le Directeur exécutif pour la compétence avec laquelle il a présidé à l'organisation du PNUÉ. Soulignant l'importance de la première session du Conseil d'administration, au cours de laquelle les bases de l'action future ont pu être établies solidement, M. Al-Khudhairy déclare que sa délégation a noté avec satisfaction la liste des principales tâches fonctionnelles assignées au Programme par le Conseil d'administration. Toutefois, pour un pays en voie de développement comme l'Irak, ce sont les problèmes de la santé et du bien-être des populations qui devraient figurer au premier rang de l'ordre de priorité, suivis immédiatement par les problèmes que posent l'approvisionnement en eau et la préservation de la qualité de l'eau, les sols et les peuplements humains. Si des solutions ne peuvent être données à ces problèmes, l'exécution des plans de développement sera toujours vouée à un demi-échec. L'élément essentiel de tout plan de développement est l'homme, mais si celui-ci n'a ni la santé ni la force physique voulues, le processus tout entier du développement se ralentira.

82. Si la bonne qualité de l'eau est une condition indispensable pour la santé des populations, la quantité de l'approvisionnement en eau a, elle aussi, une importance extrêmement grande du fait que, dans la plupart des pays en voie de développement, l'agriculture est le secteur principal de l'économie. Comme d'autres pays du monde arabe et maints autres pays en voie de développement éparpillés dans le monde, l'Irak se trouve aux prises avec les problèmes de la salinisation, de l'érosion, de la désertification et de la latérisation des sols. La dégradation des sols constitue, pour lui, l'une des plus grandes entraves à la production agricole et à l'utilisation des sols, étant donné que la fertilité de ceux-ci diminue et que la salinisation s'accroît. Le Gouvernement irakien a entrepris de grands efforts pour le drainage des terres, mais les problèmes sont énormes et le coût élevé des opérations est appelé à absorber une grande partie des crédits affectés au développement pour les 10 prochaines années. L'objectif est de drainer 2 millions d'hectares, mais si l'on sait que le coût de l'entreprise est estimé à 1,3 milliard de dollars, on comprendra aisément que, même si l'Irak affectait à cette entreprise la totalité des fonds qu'il peut investir dans le développement, il lui faudrait 10 ans pour mener l'opération à bien. Comme de nombreux pays se heurtent certainement au même problème, il serait utile d'entreprendre, dans le cadre de la coopération internationale, des travaux de recherche scientifique en vue de rendre toute opération de ce genre plus efficace et moins coûteuse. La délégation de l'Irak espère donc que le PNUÉ accordera une attention particulière à la question de la gestion

et de la conservation des sols et des ressources hydrauliques.

83. En ce qui concerne le problème des établissements humains, le Gouvernement irakien estime qu'il faudrait le replacer dans le contexte de la planification économique nationale. En Irak, le taux annuel d'accroissement démographique se chiffre à 3,2 p. 100 pour l'ensemble du pays, mais, pour les centres urbains, il dépasse 6 p. 100. L'exode rural a eu pour résultat l'apparition de vastes zones de taudis, avec tous les problèmes économiques et sociaux que cela implique. Pour résoudre ces problèmes, le Gouvernement irakien a pris des mesures de caractère fondamental, au nombre desquelles figure l'application, pendant 10 ans, d'une politique nationale du logement, pour une dépense approximative de 35 millions de dollars par an. Il va sans dire que le Gouvernement irakien attend beaucoup de la Conférence-Exposition sur les peuplements humains, qui, selon M. Strong, devrait avoir un caractère pragmatique et être orientée vers la solution des problèmes. Comme cette manifestation ne doit avoir lieu qu'en 1976, il serait utile de profiter de ce délai et de prendre des mesures dès à présent.

84. Le Gouvernement irakien attache une importance particulière à la question de l'échange de renseignements et données en matière d'environnement et estime que cet échange devrait porter notamment sur les données des travaux de recherche et sur les renseignements de caractère législatif, administratif et technique.

85. Le Gouvernement irakien accorde également une grande importance aux projets régionaux, à condition qu'ils soient directement liés aux politiques et aux mesures prises à la fois sur le plan national et sur le plan mondial. Il se félicite d'apprendre que des consultations ont déjà eu lieu entre le PNUE et certaines organisations intergouvernementales régionales qu'intéressent les questions de l'environnement. Par ailleurs, le programme d'établissement de groupes de liaison auprès de chaque commission économique régionale laisse bien augurer de la nature concrète de la coopération qui s'établira entre le PNUE et les commissions.

86. La délégation de l'Irak salue la décision du Conseil d'administration d'autoriser le Directeur exécutif à fournir une assistance aux gouvernements au titre des mesures qu'ils prennent dans le domaine de l'environnement. Elle estime toutefois que cette coopération devrait porter essentiellement sur l'assistance technique, la formation, la création d'institutions, la mobilisation de ressources financières supplémentaires, ainsi que la mise au point et la diffusion des techniques qui sont efficaces sur le plan de l'environnement tout en étant rentables sur le plan économique. Étant donné que de nombreux pays en voie de développement ne disposent pas d'un personnel ayant les compétences requises sur les plans scientifique et économique et sur celui de la gestion, la délégation irakienne espère que le PNUE accordera toute l'attention voulue à la question de la formation du personnel national dans les diverses disciplines.

87. La délégation irakienne, qui estime que c'est au niveau régional que le PNUE pourra apporter la contribution la plus grande à la solution des divers problèmes de l'environnement, félicite le Directeur exécutif pour les arrangements qu'il envisage de pren-

dre en vue de la création de services régionaux; elle espère que plusieurs de ces services seront établis dans des pays arabes. L'Irak a, quant à lui, déjà créé un comité national chargé de coordonner les travaux de recherche en matière d'environnement. Il a également créé un institut universitaire d'études supérieures qui porte le nom de Centre de planification urbaine et régionale. A ce propos, la délégation irakienne se déclare convaincue que le développement n'est pas incompatible avec la préservation de la qualité du milieu humain. Elle estime que le développement en soi constitue le moyen par excellence d'améliorer la qualité de l'environnement et, par voie de conséquence, la qualité de la vie pour la majorité de l'humanité. Aussi rejettera-t-elle catégoriquement toute thèse qui, arguant de la nécessité de résoudre les problèmes de l'environnement, tendrait à entraver ou à retarder de quelque manière que ce soit le progrès économique et social des pays en voie de développement.

88. La délégation irakienne s'inquiète du tour que prend la discussion de la question de l'énergie, pour ce qui est de ses incidences sur l'environnement. Elle s'alarme de constater que la question de l'énergie est utilisée pour défendre des thèses et des positions politiques. Elle tient à préciser qu'en aucune circonstance elle ne saurait accepter aucune mesure, aucune thèse ni aucun raisonnement qui, directement ou indirectement, porterait atteinte au principe de la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles. Elle rejettera catégoriquement toute tentative qui viserait à limiter ou à restreindre de quelque manière ou sous quelque prétexte que ce soit les droits souverains qu'ont les Etats de mettre en valeur et d'utiliser leurs propres ressources naturelles au profit et pour le bien-être de leur peuple, conformément à leur politique, à leurs objectifs et à leurs aspirations propres. C'est là un droit qui ne peut faire l'objet d'aucun marchandage. C'est donc avec une extrême méfiance que la délégation irakienne accueille les appels en vue "d'un partage plus large", "d'une gestion sérieuse" ou "d'une répartition équitable" des matières premières et des ressources naturelles. Il importe de s'assurer que la question de l'environnement ne sera pas politisée. La prétendue crise de l'énergie, dont l'importance est actuellement exagérée par certains pays et qui est même peut-être créée par eux, ne saurait être considérée comme un problème de l'environnement puisqu'elle est surtout un problème politique. La délégation irakienne demande donc que, dans l'étude à entreprendre sur la question de l'énergie, le secrétariat du PNUE concentre uniquement son attention sur les aspects de l'énergie qui se rattachent à l'environnement, c'est-à-dire à la pollution et aux dangers qu'elle présente pour le bien-être de l'humanité. Cette étude ne saurait en aucune circonstance être utilisée pour défendre la politique ou la position de certains pays quant au problème de l'énergie considéré sous ses aspects les plus larges.

89. Rappelant qu'à la 1565^{ème} séance le représentant de l'Iran a évoqué la question de la terminologie utilisée au paragraphe 30 du rapport du Conseil d'administration (A/9025) à propos du golfe Arabe, le représentant de l'Irak déclare qu'il n'est pas pleinement satisfait de la formule utilisée, mais il insiste néanmoins pour que le libellé du paragraphe en question ne soit pas modifié.

90. Pour terminer, le représentant de l'Irak tient à souligner que, au nombre des facteurs qui menacent

sérieusement l'environnement, figurent l'agression, l'occupation, l'exploitation, la guerre, la discrimination raciale et la colonisation. Si des mesures importantes et concrètes ne sont pas prises pour éliminer ces facteurs négatifs, l'homme ne pourra atteindre aucun résultat valable ou durable. Le cas de la Palestine et le sort des Palestiniens qui ont été chassés de leurs foyers et qui, soit comme réfugiés soit comme captifs, vivent dans une misère honteuse et tragique, peuvent être considérés comme un exemple frappant des problèmes de l'environnement.

91. Mlle NAVANI (Thaïlande), rappelant qu'un an seulement a passé depuis que l'Assemblée générale a pris acte du rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, dont les résultats avaient dépassé toutes les espérances, insiste sur les progrès certains qui ont été réalisés, et notamment sur le fait que le Conseil d'administration du PNUE a déjà pu, à l'unanimité, fixer des objectifs généraux et particuliers et arrêter un programme d'action prioritaire. La délégation thaïlandaise appuie sans réserve la thèse selon laquelle la qualité de la vie humaine doit être au centre même des préoccupations du PNUE; elle estime, elle aussi, que l'amélioration de l'habitat et l'étude des problèmes mésologiques affectant immédiatement l'homme doivent avoir priorité absolue dans le programme d'action. La délégation thaïlandaise tient à souligner l'importance des activités régionales du PNUE et note avec satisfaction les arrangements envisagés par le Directeur exécutif de cet organisme en vue de la création de groupes régionaux chargés d'établir des modalités de coopération avec les commissions économiques régionales et d'autres organismes régionaux. Le développement économique et social a des incidences sur l'environnement, et vice-versa; les commissions économiques régionales ont donc un rôle important à jouer dans le programme mondial d'activités intéressant l'environnement, ainsi qu'il ressort d'ailleurs du paragraphe 4 de la section IV de la résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale.

92. La délégation thaïlandaise note avec satisfaction que le Conseil d'administration a adopté des procédures générales relatives à la conduite des opérations du Fonds du PNUE et que 16 gouvernements ont déjà versé des contributions s'élevant, au total, à 4,4 millions de dollars. Elle se félicite du fait que, selon le Directeur exécutif, le Fonds pourrait dépasser l'objectif initial de 100 millions de dollars fixé pour la période 1973-1977. Espérant que cet espoir se traduira dans la réalité, la délégation thaïlandaise juge néanmoins nécessaire de rappeler que la Conférence de Stockholm avait recommandé que l'assistance fournie au titre de l'environnement n'ait pas pour effet de réduire l'assistance au développement et que les fonds nécessaires soient réunis pour assurer le financement additionnel des programmes relatifs à l'environnement, de manière que l'assistance aux pays en voie de développement n'en soit pas affectée.

93. En ce qui concerne la Conférence-Exposition sur les établissements humains, la délégation thaïlandaise indique qu'elle figure au nombre des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1312. Rappelant qu'en présentant ce projet de résolution le Ministre d'Etat canadien pour les affaires urbaines avait indiqué que l'effectif des populations des pays en voie de développement était appelé à doubler et celui de leur

population urbaine à quadrupler d'ici à l'an 2000, la délégation thaïlandaise attire l'attention sur le fait que la plupart des pays en voie de développement sont déjà depuis longtemps aux prises avec le problème de la migration vers les villes et que, pour eux, il importe au plus haut degré que la communauté internationale prenne immédiatement des mesures en matière de peuplements humains.

94. En ce qui concerne le paragraphe 5 du projet de résolution A/C.2/L.1312, qui établit un comité préparatoire pour la Conférence-Exposition, la délégation thaïlandaise estime que la participation aux travaux de ce comité ne devrait pas être subordonnée à la qualité de membre du Conseil d'administration du PNUE. Elle considère que, en raison de son mandat, le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification devrait se voir attribuer un rôle essentiel au sein du comité préparatoire.

95. Etant donné que le Gouvernement thaïlandais accorde une grande importance à la question de la construction d'habitations à bon marché, la délégation thaïlandaise appuiera le projet de résolution A/C.2/L.1314, qui porte sur les critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains. C'est précisément parce que son gouvernement a fait une large place à cette question dans son troisième plan quinquennal que la délégation thaïlandaise a accueilli avec satisfaction la résolution 2998 (XXVII), aux termes de laquelle l'Assemblée générale a notamment recommandé que tous les organismes d'aide au développement attribuent dans leurs activités un rang élevé de priorité aux demandes d'aide en matière d'habitation et d'établissements humains émanant des gouvernements. La délégation thaïlandaise regrette que, dans son rapport paru sous la cote A/9163, le Secrétaire général n'ait donné aucune indication quant à l'identification ou à l'établissement de nouveaux critères d'obtention de prêts à des clauses et conditions plus favorables, et elle estime qu'il convient de prier le Secrétaire général d'entreprendre, à titre prioritaire, l'étude analytique d'ensemble prévue dans ladite résolution.

96. A ceux qui auraient souhaité des progrès et des réalisations plus concrets encore, la représentante de la Thaïlande rappelle que le PNUE ne compte encore qu'un an d'existence. Elle espère néanmoins que le PNUE pourra maintenant aller de l'avant et s'acquitter des principales fonctions et responsabilités que l'Assemblée générale lui a assignées dans sa résolution 2997 (XXVII).

97. M. GONZALEZ ARIAS (Paraguay) remercie le Directeur exécutif de son exposé d'introduction et exprime sa satisfaction devant les travaux réalisés par le Conseil d'administration lors de sa première session. La délégation paraguayenne voit en la Déclaration de Stockholm un symbole de la volonté des Etats Membres de l'ONU de trouver une formule pour concilier les efforts de développement avec la préservation de l'environnement, et pense que le moment est venu de passer à l'action, de façon à satisfaire les aspirations nationales et, le cas échéant, régionales, tout en tenant compte des programmes de coopération globaux.

98. A propos du projet A/C.2/L.1305/Rev.1, M. González Arias présente quelques commentaires sur le point de vue du Paraguay, pays en voie de développement dont l'avenir dépend en grande mesure

de l'utilisation rationnelle de ses ressources naturelles, et en particulier de l'eau, pour laquelle il est tributaire d'un grand bassin international, celui du Rio de la Plata. Afin de pouvoir jouir d'une économie indépendante, le Paraguay s'est donc efforcé de définir et d'adopter avec ses voisins des instruments de coopération, et a signé au cours des années 60 le traité du bassin du Rio de la Plata, par lequel les pays de la région ont trouvé une formule tenant compte des conditions écologiques, sociales, économiques et politiques qui leur sont propres, dans le cadre d'un grand effort de coopération qui manifeste l'ampleur de leur évolution sur le plan politique. Le projet de résolution examiné par la Commission est fondé sur l'idée d'un "système d'information et de consultations préalables", qui a pour objet de réglementer la conservation et l'exploitation des "ressources naturelles partagées par deux ou plusieurs Etats". Le représentant du Paraguay déplore le manque de clarté et d'objectivité de cette formule et cite l'exemple du bassin du Rio de la Plata, pour lequel il est fait une distinction claire et précise entre les ressources naturelles communes à plusieurs Etats et les ressources naturelles soumises à la souveraineté exclusive d'un Etat : les décisions concernant les premières doivent en effet faire l'objet non seulement de consultations, mais aussi d'un accord bien précis, alors que pour les dernières aucune ingérence de la part d'un Etat tiers ne peut être admise. Ainsi, l'institution d'un système de consultations pour régir l'utilisation des ressources d'un bassin international qui comprend des cours d'eau constituant une frontière entre deux pays et des cours d'eau se prolongeant d'un pays à l'autre, comme le conçoit le projet considéré, équivaldrait à une négation de la souveraineté permanente, faciliterait l'ingérence dans les affaires intérieures des pays et engendrerait une situation de conflits permanents. A ce propos, le représentant du Paraguay souligne que la décision de la Sixième Commission à sa 1415^{ème} séance, le 15 octobre, tendant à renvoyer à la Commission du droit international la question du droit relatif aux utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation porte uniquement sur un aspect isolé et limité du problème général des ressources communes, à savoir la question du régime juridique des cours d'eau internationaux, qui met en jeu divers éléments, y compris l'environnement. Dans ce contexte, le problème des consultations préalables a un caractère éminemment juridique puisque le système entraînerait une série de droits et obligations pour tous les Etats; il n'appartient donc pas à l'Assemblée générale de trancher cette question, qui sera soumise à l'examen d'un organe spécialisé.

99. Ainsi donc, la délégation paraguayenne ne peut accepter la mise au point du système de consultations envisagé, d'autant plus que la plupart des ressources naturelles peuvent être qualifiées de ressources communes, si l'on tient compte du fait que les nappes de pétrole et de gaz naturel ne se limitent pas au territoire d'un seul pays, qu'il existe des espèces de poissons migrants, etc. Les plans de développement des pays peu avancés se fondent presque toujours sur l'exploitation de leurs ressources naturelles, et l'on ne peut concevoir qu'ils aient à attendre le bon vouloir de pays tiers, avec les risques de veto que cela comporte, pour pouvoir exécuter leurs propres plans. Ce ne serait là qu'un prétexte pour justifier l'ingérence des pays riches dans les affaires intérieures des autres pays.

100. Vu la situation géographique particulière du Paraguay, dont les frontières sont presque totalement délimitées par des cours d'eau, ce pays a intérêt à éviter qu'il soit porté atteinte au réseau fluvial dont dépend en grande partie son économie. La presque totalité de ce réseau fluvial est commune avec les pays voisins, et il importe que le principe de la responsabilité soit respecté dans le contexte de la coopération internationale. Depuis 1958, l'Argentine et le Paraguay effectuent des études en commun, et des négociations sont en cours en vue de la signature d'un traité relatif à l'utilisation des rapides du fleuve Paraná, à la hauteur des îles Yacyretá et Apipé, en vue de produire de l'énergie électrique, de faciliter la navigation et de prévenir les inondations, pour faciliter en fin de compte la mise en valeur d'une région de grande superficie chevauchant les deux pays. De même, le Paraguay a conclu récemment avec le Brésil, dans des conditions d'égalité absolue, un traité qui permettra l'utilisation d'un potentiel énergétique appartenant aux deux pays, rendant ainsi possible la transformation totale de l'économie paraguayenne. Il s'agit là d'une décision souveraine de deux pays concernant des ressources qu'ils partagent souverainement et exclusivement, sans que cette décision puisse porter préjudice à des pays tiers pour la simple raison que les biens en question sont représentés par une dénivellation topographique qui leur appartient exclusivement. Enfin, le Paraguay est en train de mettre au point avec la Bolivie et l'Uruguay, dans le cadre du traité du bassin du Rio de la Plata, des plans communs qui profiteront à la région compte tenu de la nécessité de mettre en valeur et de conserver les ressources naturelles.

101. La délégation paraguayenne regrette donc que, sous prétexte de traduire dans la pratique les dispositions de la Déclaration d'Alger, la Deuxième Commission remette sur le tapis un problème qui a déjà trouvé une juste solution dans la résolution 2995 (XXVII) de l'Assemblée générale. Selon cette délégation, c'est à chaque région, compte tenu de ses particularités et dans le cadre de mécanismes juridiques, qu'il appartient de rechercher des formes de règlement respectant dans chaque cas la souveraineté de chaque Etat.

102. M. SADEK (Egypte) déclare que, en fixant à sa première session les grandes orientations de ses travaux, le Conseil d'administration du PNUE aura considérablement facilité les efforts déployés par les Nations Unies dans les différents secteurs de l'environnement.

103. En tant que pays en voie de développement, l'Egypte note avec satisfaction qu'il a été reconnu que les problèmes d'environnement liés au développement de ces pays sont en général la conséquence directe du sous-développement et que, pour résoudre ces problèmes, il faut accélérer le progrès économique et social et non le limiter. Le PNUE a d'ailleurs prévu d'aider les pays à incorporer l'environnement dans leur programme de développement national.

104. Il y a quelques années, des pays en voie de développement ont suggéré qu'il pourrait être avantageux d'implanter certaines industries dans ces pays afin de réduire les risques de pollution dans les pays développés et d'améliorer la capacité de production des pays en voie de développement, d'accroître leur revenu et de les faire bénéficier du transfert de certaines techniques. La délégation égyptienne est satisfaite de voir

que le Directeur exécutif a proposé d'étudier cette question.

105. Il est possible que les politiques des pays développés relatives à l'environnement aggravent encore l'érosion des termes de l'échange pour les pays en voie de développement en faisant monter le prix des produits originaires des pays développés et en imposant au commerce international de nouveaux obstacles non tarifaires qui seraient particulièrement défavorables aux produits des pays en voie de développement. La délégation égyptienne attend avec impatience les résultats des études entreprises par la CNUCED en application de sa résolution 47 (III)⁵, ainsi que des études et des recherches relatives aux fibres synthétiques et naturelles et aux contrôles qui peuvent être utilisés comme prétexte pour développer le protectionnisme.

106. Les pays en voie de développement ont du mal à assumer leurs responsabilités dans le domaine de l'environnement, car les maigres ressources dont ils disposent, qui sont déjà affectées au développement, ne cessent de diminuer en valeur réelle par suite de la crise monétaire internationale et de l'inflation qui sévit dans les pays industrialisés. La délégation égyptienne espère donc que le Fonds du PNUE jouera un rôle décisif dans ce domaine et que cette assistance s'ajoutera à l'assistance au développement qui doit être fournie en application de la Stratégie internationale du développement. La surpopulation contribue largement à la dégradation de l'environnement dans les pays en voie de développement et réduit ou annule les bienfaits de la croissance économique. La délégation égyptienne pense que les rapports entre l'augmentation de la population et l'environnement doivent être étudiés de manière plus approfondie et pourraient constituer l'un des sujets à aborder lors de la Conférence mondiale de la population ainsi que, ultérieurement, lors de la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'environnement.

107. La délégation égyptienne se félicite que le Conseil d'administration ait prévu de promouvoir la coopération entre les pays auxquels se posent des problèmes d'environnement d'ordre géographique. L'Égypte et d'autres pays auront besoin de l'aide du PNUE pour résoudre certains problèmes aigus, notamment la pollution de la Méditerranée, qui préoccupe de plus en plus les Etats riverains et qui a donné lieu à la signature de la Charte de Beyrouth, qui vise à protéger et à mettre en valeur cette mer. Un autre problème réside dans l'existence de champs de mines datant de la seconde guerre mondiale dans certaines régions d'Afrique du Nord. Toutes sortes d'activités sont paralysées et des vies humaines sont perdues tous les jours parce que les parties concernées refusent de fournir les cartes pertinentes.

108. Passant à la question des ressources naturelles partagées par deux ou plusieurs Etats, M. Sadek

déclare que sa délégation a pu exprimer son opinion à Stockholm et, plus récemment, à la Conférence d'Alger. Elle s'est portée coauteur du projet de résolution qui traite de cette question (A/C.2/L.1305/Rev.1). En effet, si l'on veut que les ressources naturelles communes soient mises en valeur et conservées de façon harmonieuse, toutes les parties intéressées doivent coopérer dans le cadre des relations normales qui existent entre elles. Cette coopération exige des normes internationales adaptées et la mise en place de mécanismes d'information et de consultation préalables.

109. Un grand nombre de pays ont acquis une certaine expérience dans le domaine des peuplements humains et la Conférence-Exposition sur les établissements humains qui doit avoir lieu à Vancouver en 1976 leur permettra de partager les résultats de cette expérience et aidera les gouvernements et les organisations internationales à choisir les solutions les mieux adaptées. La délégation égyptienne espère que le projet de résolution A/C.2/L.1312, dont elle est l'un des auteurs, sera adopté à l'unanimité par la Commission. L'Égypte attache une grande importance à la codification et au développement du droit de l'environnement et pense que la Commission du droit international a une responsabilité primordiale dans ce domaine.

110. La délégation égyptienne appuie la demande formulée par le représentant de la République arabe syrienne, tendant à ce qu'un centre régional de l'environnement pour le Moyen-Orient soit créé à Damas.

111. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déplore que l'édition en langue russe du journal des Nations Unies No 5815 n'indique pas de séances de la Deuxième Commission pour le lundi 26 novembre. M. Smirnov a déjà eu l'occasion de signaler une omission de ce genre et il avait reçu l'assurance que cet incident regrettable ne se reproduirait plus. Il est extrêmement difficile à la délégation soviétique de participer aux travaux dans de bonnes conditions si elle n'est pas informée avec exactitude de la tenue des séances.

112. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) déclare qu'il a déjà adressé une communication aux services intéressés, qui lui ont assuré qu'ils veilleraient à ce que ce genre d'erreur ne se renouvelle pas. Il convient cependant de préciser que seul le journal du jour même fait foi en ce qui concerne la tenue des séances.

113. M. SHEMIRANI (Iran), exerçant son droit de réponse, réitère la position de sa délégation au sujet de la terminologie employée au paragraphe 30 du rapport du Conseil d'administration du PNUE (A/9025).

114. M. AL-EBRAHIM (Koweït) maintient également l'opinion de sa délégation. Etant donné les bonnes relations qui existent entre l'Iran et le Koweït, il ne souhaite cependant pas créer un incident.

⁵ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session*, vol. I : *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

1568^e séance

Lundi 26 novembre 1973, à 10 h 35.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1568

POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme des Nations Unies pour l'environnement (suite) [A/9003, chap. XIII; A/C.2/L.1305/Rev.1, A/C.2/L.1312, A/C.2/L.1316 à 1318, A/C.2/L.1320] :

- a) Rapport du Conseil d'administration (A/9025, A/C.2/L.1315);
- b) Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général (A/9163, A/9238, A/C.2/L.1314, A/C.2/L.1319)

1. M. TAIHITU (Indonésie) dit que, lors de sa première session, le Conseil d'administration a pris des décisions d'une grande portée et d'une importance fondamentale pour les travaux futurs du PNUE (voir A/9025, annexe I). Ces décisions, qui représentent un compromis délicat entre les intérêts des pays de tous les groupes régionaux, n'ont été adoptées qu'après de longues et difficiles négociations auxquelles a présidé un esprit de conciliation. La délégation indonésienne convient avec le représentant de la Suède qu'une résolution de caractère général devrait viser essentiellement à appuyer fermement les conclusions du Conseil d'administration et elle souhaite se joindre aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1315.

2. Le PNUE a été créé pour coordonner toutes les activités du système des Nations Unies relatives à l'environnement. A cet égard, la délégation indonésienne se félicite des travaux constructifs du Comité de coordination pour l'environnement, qui a été créé aux termes de la résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale. Elle se félicite également des consultations que le Directeur exécutif a eues avec des gouvernements et des organismes des Nations Unies, ainsi que des réunions organisées avec des organismes intergouvernementaux régionaux s'occupant de questions d'environnement. Le bilan global de ces consultations et de ces contacts pourra être complété par les renseignements que les gouvernements sont invités à fournir sur leurs activités en matière d'environnement intéressant le programme.

3. La Commission interinstitutions créée en Indonésie pour formuler à l'intention du gouvernement des recommandations concernant les questions d'environnement a préconisé d'accorder la priorité aux problèmes des établissements humains, de la sylviculture, y compris les eaux et les sols, et de la pollution marine. Elle a également reconnu que les priorités nationales devaient être fixées dans le cadre d'efforts globaux visant à apporter des solutions aux problèmes de l'environnement. Vu les rapports étroits qui existent entre les problèmes de l'environnement et le développement national, l'Indonésie continuera à donner à ces problèmes la place qui leur revient dans ses plans nationaux de développement.

4. La délégation indonésienne espère que le projet de résolution A/C.2/L.1312, dont elle est l'un des auteurs,

sera adopté à l'unanimité, car la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains qui doit se tenir à Vancouver en 1976 pourra permettre de procéder à des échanges d'information quant aux solutions à apporter aux problèmes des établissements humains. Elle remercie le Gouvernement canadien de son offre d'accueillir la Conférence-Exposition et son annonce de contribution. Elle espère que la composition du Comité préparatoire pour la Conférence-Exposition reflétera la composition du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, et que le poste de secrétaire général de la Conférence sera confié à un ressortissant d'un pays en voie de développement.

5. La délégation indonésienne est heureuse de noter que le secrétariat du PNUE a déjà commencé à travailler dans plusieurs domaines importants, particulièrement celui de l'assistance technique et de la formation, et que les travaux concernant le système international de référence et de contrôle continu du Plan Vigie progressent. Elle est convaincue que la décision d'installer le secrétariat du PNUE dans la capitale d'un pays en voie de développement ne pourra que favoriser l'évolution ultérieure du programme.

6. Enfin, la délégation indonésienne souhaite figurer parmi les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1316, relatif au Fonds du Programme des Nations Unies sur l'environnement.

7. M. MVOGO (Cameroun) dit que l'accueil chaleureux réservé au secrétariat du PNUE par le peuple et le Gouvernement kényens autorise la Commission à se féliciter d'avoir décidé de fixer à Nairobi le siège du dernier-né de la famille des Nations Unies. La délégation camerounaise tient à renouveler son appui au Plan d'action pour l'environnement et aux priorités fixées lors de la première session du Conseil d'administration du PNUE, dans sa décision 1 (I) [voir A/9025, annexe I].

8. Pour les pays en voie de développement, les problèmes d'environnement sont essentiellement des problèmes de développement. L'un des problèmes les plus préoccupants auxquels il faut trouver des solutions urgentes avec l'aide de la communauté internationale est le surpeuplement des centres urbains. Pour s'efforcer de freiner l'abandon massif des campagnes, le Gouvernement camerounais vient d'instituer un service civique national de participation au développement qui a pour objet de permettre aux jeunes de participer à l'œuvre de construction nationale en accomplissant des travaux manuels dans des secteurs d'intérêt général, notamment le secteur agricole, dans leur milieu naturel. Mais les jeunes ne pourront s'enthousiasmer pour des projets ruraux que si l'environnement humain des zones rurales est suffisamment attrayant, et le Gouvernement camerounais espère que la prochaine Conférence-Exposition sur les établissements humains pourra fournir des suggestions

utiles à cet égard. La délégation camerounaise est donc heureuse d'être l'un des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1312 et elle espère que la Commission adoptera ce projet sans vote.

9. M. MADDY (Guinée) note que la générosité et la coopération du peuple et du Gouvernement kényens pour faciliter l'installation du siège du PNUE à Nairobi et le démarrage de ses travaux prouvent l'importance que les pays en voie de développement en général, et l'Afrique en particulier, attachent à ce problème qu'est l'environnement. La délégation guinéenne coopérera dans toute la mesure possible à la préparation du programme. La protection de l'environnement est l'affaire de tous les Etats. C'est pourquoi, bien avant la Conférence des Nations Unies sur l'environnement à Stockholm, le Gouvernement de la République de Guinée a promulgué une loi interdisant les feux de brousse et le déboisement extensif sur toute l'étendue du territoire national. La violation de ces mesures entraîne des peines allant de six mois à un an de prison. Dans les établissements scolaires, une "fête de l'arbre" est organisée chaque année, au mois de juin, au cours de laquelle chaque élève est tenu de planter au moins un arbre. Ces mesures, bien que modestes, ont permis au Gouvernement guinéen d'obtenir des résultats satisfaisants et d'éviter des catastrophes.

10. Le problème de l'environnement est intimement lié au développement économique, à la justice sociale, aux droits de l'homme et à la paix. Pour les pays en voie de développement, le problème de l'environnement ne peut être dissocié du développement économique et social et, pour la délégation guinéenne, le PNUE signifie la transformation des sols, l'amélioration des habitations, la construction d'hôpitaux, d'écoles, de routes et d'usines de transformation de matières premières, le déminage des anciens champs de bataille, la restauration des plaines de culture rendues inutilisables par les interventions militaires de l'impérialisme, les grandes pluies ou l'exploitation des ressources minérales, la construction de barrages pour l'irrigation, l'éradication complète de certaines maladies, l'égalité dans les échanges commerciaux, la restauration de la paix où elle est menacée et l'élimination de l'injustice sous toutes ses manifestations.

11. La Conférence-Exposition sur les établissements humains sera particulièrement intéressante à un moment où les agglomérations urbaines deviennent de plus en plus étroites en raison de l'exode rural. De nouvelles méthodes de construction, d'administration urbaine et de transports urbains et l'échange de données d'expérience devront permettre de résoudre ce problème, et la délégation guinéenne est convaincue que, en étroite collaboration avec les organes et institutions spécialisées du système des Nations Unies, le PNUE finira par trouver des remèdes aux maux de tous les pays développés et en voie de développement à cet égard.

12. La délégation guinéenne est optimiste quant aux résultats auxquels aboutira le Conseil d'administration à l'issue des travaux de sa deuxième session.

13. M. FREYBERG (Pologne) fait observer que, en raison de la rapidité de l'industrialisation et de l'urbanisation, les problèmes de l'environnement prennent une importance croissante. C'est d'abord à l'échelon national qu'il faut prendre des mesures pour protéger l'environnement. La Pologne accordait déjà

une place importante à cette question dans ses premiers plans nationaux et l'un des principaux objectifs du plan en cours est de préserver et, si possible, d'améliorer l'environnement. La coopération régionale dans ce domaine revêt également une grande importance. Les réalisations des pays socialistes, qui en donnent un exemple excellent, sont décrites dans la documentation pertinente du CAEM. Un autre exemple de coopération régionale fructueuse est la signature récente par les Etats de la mer Baltique de la Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques dans la mer Baltique et les Belts, en vertu de laquelle les parties s'engagent à coopérer en vue de préserver et d'accroître les ressources biologiques et d'en obtenir le meilleur rendement possible, et de coordonner les études à cette fin. La Convention prévoit également l'établissement à Varsovie d'une commission internationale des pêches pour la mer Baltique qui veillera à ce que des moyens modernes et efficaces de conservation rationnelle des ressources biologiques marines soient appliqués dans la mer Baltique. Au sein de la Commission économique pour l'Europe, la coopération dans le domaine de l'environnement est également importante et doit être élargie. La Pologne a appuyé l'inscription du problème de l'environnement à l'ordre du jour de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

14. Néanmoins, la Pologne ne sous-estime pas la signification de la coopération mondiale par l'intermédiaire du PNUE dans le domaine de l'environnement. Il existe de nombreux domaines où la coopération serait dans l'intérêt mutuel de tous les participants; le Gouvernement polonais accueille donc avec satisfaction les résultats de la première session du Conseil d'administration et a décidé de verser une contribution de 5 millions de zlotys au Fonds du PNUE. Le principal objectif de la coopération globale doit être de faciliter l'échange de données d'expérience sur les problèmes de l'environnement, sur une base bénévole et non commerciale et dans l'intérêt mutuel.

15. Le Gouvernement polonais considère que la future Conférence-Exposition sur les établissements humains est particulièrement appropriée étant donné qu'il a décidé de doubler le nombre de logements en Pologne dans les 20 années à venir. En conséquence, la délégation polonaise se félicite du projet de résolution A/C.2/L.1312, tout en partageant les doutes exprimés par les représentants de la République démocratique allemande et de l'Union soviétique en ce qui concerne les modalités de l'organisation de la Conférence et les dépenses qui en résulteront.

16. M. PINO SANTOS (Cuba) dit que l'établissement du siège du PNUE dans un pays en voie de développement revêt une signification particulière. La délégation cubaine note avec satisfaction les résultats de la première session du Conseil d'administration, qui est parvenu à identifier les objectifs et à déterminer les priorités, et elle se félicite tout particulièrement de ce que le PNUE se propose de commencer dès que possible les travaux d'assistance technique, de formation et d'appui à certains projets. Elle pense comme le Directeur exécutif que les problèmes de l'environnement résultent de déséquilibres fondamentaux dans l'activités économique et sociale; ils sont donc étroitement liés aux problèmes internationaux concernant le développement, la politique économique et

commerciale, l'injustice sociale; les droits de l'homme et la paix.

17. La délégation cubaine voudrait souligner certaines des vues que les pays en voie de développement ont fait valoir à juste titre au sujet de l'environnement. Des problèmes importants ont vu le jour et continuent de voir le jour dans les pays fortement industrialisés, en particulier ceux qui sont dotés d'économies capitalistes où la concurrence a abouti à des niveaux élevés de production par l'exploitation des travailleurs, le gaspillage des ressources et la détérioration du milieu. Les pays impérialistes ont exporté ce schéma d'activités peu judicieuses dans les pays en voie de développement, pillant leurs ressources naturelles, retardant leur économie et modifiant la structure de leurs établissements humains en fonction de systèmes déséquilibrés qui engendrent maintenant la pauvreté et importent la pollution. En outre, les problèmes de l'environnement ne sont pas les mêmes dans les pays en voie de développement et dans les pays développés, et ils doivent être traités différemment. Les principes directeurs de l'activité internationale dans ce domaine doivent donc être énoncés clairement; la protection de l'environnement ne doit pas servir de prétexte pour nuire encore davantage aux pays en voie de développement par le biais de mesures économiques et commerciales négatives; en fait, elle doit prévoir un dispositif destiné à aider ces pays dans leurs efforts de développement.

18. La délégation cubaine est l'un des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1, dont l'esprit et la lettre reflètent les accords récemment adoptés lors de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Alger du 5 au 9 septembre 1973. Ce projet est également destiné à assurer que, en ce qui concerne les ressources naturelles communes à deux ou plusieurs Etats, l'exercice de droits souverains par l'un de ces Etats n'empêchera pas l'exercice de droits analogues par l'autre ou les autres Etats ni ne leur portera atteinte. Le droit d'un pays d'exploiter ses propres ressources naturelles n'est pas en cause; il s'agit simplement de garantir que, dans le cas de ressources naturelles communes, la souveraineté est exercée par l'intermédiaire d'un mécanisme de coopération. La délégation cubaine est convaincue du bien-fondé du projet de résolution et du caractère inévitable qu'il revêt sur le plan historique, et elle espère qu'il sera adopté, en dépit de difficultés initiales prévisibles.

19. M. SCHWARTZ (Espagne) dit que, si le PNUE vise à promouvoir le rôle important du système des Nations Unies dans le domaine de l'environnement, il doit élaborer, à temps pour la deuxième session du Conseil d'administration, un programme complet pour ses activités futures. A la récente réunion officielle des membres du Conseil, la délégation espagnole s'est inquiétée de constater des insuffisances considérables dans le projet de programme et dans le rapport sur les travaux accomplis jusqu'à présent. Elle espère que le document qui sera présenté à la deuxième session ne se limitera pas à une énumération des activités du PNUE mais comprendra un programme réel, évaluant l'état actuel des travaux réalisés pour protéger l'environnement et indiquant les domaines dans lesquels il est possible de prendre immédiatement des mesures. Il devrait également préciser les domaines où l'on ne connaît pas l'importance des problèmes qui se

posent et où l'on n'a pas encore pris de décision quant aux mesures à adopter pour les résoudre. Ce n'est qu'en procédant à une telle évaluation que l'on pourra élaborer un ordre de priorité et un plan des dépenses. En outre, il faudrait établir une liste de projets précis pour faire face aux problèmes essentiels, globaux ou régionaux.

20. Malgré ces critiques, la délégation espagnole estime que, vu les difficultés auxquelles toute organisation nouvelle se heurte, les efforts que le PNUE a accomplis jusqu'à présent sont extrêmement satisfaisants. Si l'on considère que l'environnement a été saccagé pendant des siècles et qu'il y a 10 ans seulement qu'on a compris les dangers de cette méthode, il est encourageant de constater que l'ONU se trouve au premier rang de ceux qui luttent pour la protection de l'environnement.

21. Les problèmes de l'environnement peuvent être classés en trois catégories. La première comprend les problèmes qui se posent dans les pays développés, par exemple la pollution industrielle, la destruction de la nature et l'urbanisation abusive. Les gouvernements et les populations doivent être convaincus de la nécessité d'une action urgente pour attaquer ces problèmes à la racine, et le PNUE doit suggérer des solutions précises que les gouvernements des pays développés devront appliquer eux-mêmes, étant donné que très souvent la concurrence économique est trop grande pour qu'ils puissent convaincre les hommes d'affaires que c'est à eux de faire les sacrifices nécessaires.

22. La situation en mer Méditerranée influe déjà sur les ressources de la pêche et sur les côtes, ainsi que sur l'économie des pays riverains; le Gouvernement espagnol lance donc un appel à ces pays pour qu'ils élaborent une politique commune de protection de leur environnement. Pour sa part, il accueillerait avec satisfaction l'établissement en Espagne d'un centre de l'environnement pour la Méditerranée, avec la coopération et l'assistance technique du PNUE.

23. La controverse qui oppose la croissance économique et l'environnement est essentiellement stérile; comme on l'a fait observer à la Conférence de Stockholm, la croissance économique est peut-être le problème écologique le plus important qui confronte l'humanité. Prêcher la qualité de la vie aux pays en voie de développement, en particulier aux plus pauvres d'entre eux, n'est guère possible lorsque la vie elle-même est en danger. Toutefois, l'utilité essentielle du PNUE pour les pays en voie de développement, notamment les moins développés d'entre eux, est qu'il peut les aider à ne pas répéter les erreurs qui, dans le monde développé, ont abouti à des problèmes tels que la pollution, les déséquilibres sociaux et économiques et l'implantation d'établissements humains peu satisfaisants. Le PNUE devrait favoriser une prise de conscience "préalable" dans les pays en voie de développement; le Gouvernement espagnol préconise donc l'établissement d'un service consultatif international qui, loin d'agir indépendamment du Programme, coopérerait avec lui et en dépendrait étroitement et dont les projets dans le domaine du développement tiendraient dûment compte des priorités écologiques.

24. La deuxième catégorie de problèmes dans ce domaine comprend ceux qui se posent dans les pays en voie de développement, notamment l'explosion démographique par rapport aux ressources, les catas-

trophiens naturelles, le manque d'eau et l'empiètement du désert. Les problèmes qui se posent sont tellement vastes qu'ils méritent de faire l'objet d'une étude à long terme et de mesures immédiates; ces deux points devraient recevoir la priorité dans le programme que le Conseil d'administration présentera à sa prochaine session.

25. Le troisième groupe de problèmes concerne tous les pays et comprend la destruction de la vie marine tant par une exploitation peu judicieuse que par la pollution, la course aux armements et la question des établissements humains. L'Espagne, qui se préoccupe sérieusement de ces problèmes, figure au nombre des auteurs du projet de résolution relatif à la Conférence-Exposition qui doit se tenir à Vancouver (A/C.2/L.1312).

26. Il importe d'adopter une optique scientifique générale face aux problèmes de l'environnement, et le Gouvernement espagnol accueillerait avec satisfaction l'établissement en Espagne d'un institut universitaire pour l'environnement, qui dépendrait si possible de l'Université des Nations Unies. Le Gouvernement espagnol est disposé à discuter des modalités de la création d'un tel institut avec le Conseil d'administration du PNUE. Il souhaite également verser une contribution importante au Fonds du PNUE; il n'est pas en mesure d'en annoncer le montant tant que les *cortés* n'ont pas donné leur assentiment, mais il espère pouvoir le faire prochainement.

27. M. FASLA (Algérie) note avec satisfaction que le secrétariat du PNUE a trouvé auprès du Gouvernement kényen toute l'assistance nécessaire pour l'accomplissement de sa tâche. Le choix de Nairobi comme siège constitue un honneur tant pour le Kenya que pour l'Afrique tout entière.

28. Engagée dans la bataille du développement économique et social, l'Algérie accorde le plus grand intérêt aux problèmes de l'environnement qui, dans les pays en voie de développement, sont directement liés au sous-développement. Dans ces pays, ce n'est pas seulement la qualité de la vie qui est menacée, mais c'est la vie même de centaines de millions d'être humains qui est en jeu. Aussi la première solution réside-t-elle avant tout dans le département et dans la volonté politique des pays nantis de coopérer positivement à ce processus, ce qui n'est malheureusement pas le cas à l'heure actuelle. La délégation algérienne réfute tous les arguments avancés par certains pays ou certaines organisations qui, sous prétexte de protéger l'environnement, exhortent les pays en voie de développement à ne pas s'engager sur la voie de l'industrialisation, voulant ainsi les confiner dans un état de dépendance économique vis-à-vis des pays développés. Bien entendu, les pays en voie de développement doivent veiller à ce que l'industrialisation ne nuise pas à l'environnement comme elle l'a fait dans les pays développés. La coopération entre les pays développés et les pays en voie de développement dans le domaine de l'environnement doit s'ajouter à celle qui existe déjà pour le développement. En dernier lieu, M. Falsa tient à souligner la nécessité et l'obligation de déminer les régions qui ont été minées, au cours de guerres et d'actes d'agression, par les Etats qui ont imposé leur présence à d'autres par la force.

29. La délégation algérienne souscrit en général aux objectifs fixés pour le Plan d'action pour l'environnement sur la base de la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement¹. Le problème de l'extension des déserts est particulièrement important. Des études détaillées devraient être effectuées pour identifier les différents phénomènes liés à ce fléau et des réunions d'experts devraient être organisées. Il serait utile d'examiner la possibilité de tenir une conférence mondiale sur les problèmes de la désertification.

30. Aucune décision définitive ne devrait être prise concernant les problèmes écologiques liés à l'exploitation des ressources marines avant la tenue de la Conférence sur le droit de la mer, étant donné que cette conférence posera les principes fondamentaux sur la base desquels les différents organismes internationaux pourront ensuite établir une réglementation dans le cadre de leurs secteurs spécifiques. Néanmoins, le Gouvernement algérien encouragera toute initiative visant à développer la coopération régionale dans le domaine de l'utilisation des ressources marines.

31. En ce qui concerne le problème de l'énergie et la crise de l'énergie, leur étude ne doit être entreprise que du point de vue de leurs incidences sur l'environnement. En aucun cas la délégation algérienne n'admettra que la crise de l'énergie soit étudiée dans ses aspects économiques et politiques. On mène depuis quelques mois une campagne internationale savamment orchestrée tendant à résoudre le problème de la distribution de l'énergie sur une base d'équité propre à assurer le droit à l'approvisionnement de tous les pays. Ainsi qu'il est déclaré dans maintes résolutions des Nations Unies, chaque Etat a le droit d'utiliser ses ressources pour le bien-être de son peuple et la défense de ses intérêts. Il va de soi que la souveraineté n'exclut pas la coopération entre les Etats, à condition que celle-ci soit globale et profite tant aux pays pauvres qu'aux pays riches.

32. Passant au projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1, M. Falsa fait observer que ses paragraphes 1 et 2 reproduisent deux paragraphes de la Déclaration économique² adoptée à la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés. Ces deux paragraphes réaffirment les principes directeurs qui doivent régir la coopération internationale ainsi que les rapports bilatéraux et multilatéraux, lorsqu'il s'agit d'exploiter des ressources naturelles communes à deux ou plusieurs Etats. Ces principes supposent la mise au point d'un système d'information et de consultations préalables. La souveraineté d'un Etat sur ses ressources naturelles ne saurait être contestée, mais, dans le cas de ressources naturelles partagées, il ne peut y avoir qu'une seule souveraineté et la coopération doit être de nature à favoriser des rapports harmonieux entre les Etats. C'est pour éviter toute confusion que le problème des ressources partagées et la question de la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles sont traités dans des chapitres différents dans la Déclaration économique adoptée à Alger.

33. Le représentant du Brésil s'est référé aux textes fondamentaux adoptés par la Conférence d'Alger concernant les problèmes économiques. Ces textes n'ont

¹ Voir A/CONF.48/14/Rev.1, chap. 1er.

² Voir A/9330, p. 77.

pas seulement une valeur de déclaration; ils énoncent également les principes de base qui doivent guider l'action de tous les pays non alignés dans leurs rapports avec les autres pays.

34. M. INGVARSSON (Islande), présentant au nom également du Canada et du Ghana le projet de résolution A/C.2/L.1317, intitulé "Protection du milieu marin", rappelle que de nombreuses délégations à la Conférence de Stockholm ont souligné le fait que le PNUE devrait se préoccuper de l'état des océans du monde. Comme les océans couvrent 70 p. 100 de la superficie du globe, qu'ils fournissent la majeure partie de l'oxygène nécessaire à la vie humaine et qu'ils constituent un important réservoir d'aliments riches en protéines, il est vital de protéger et d'améliorer la qualité du milieu marin par tous les moyens possibles. Il ressort du paragraphe 30 du rapport du Conseil d'administration sur sa première session (A/9025) et des priorités du Plan d'action énoncées dans la décision 1 (I) que le PNUE est conscient de ses responsabilités dans ce domaine. Bien que le problème ait été examiné à la Conférence de Stockholm et que deux conventions internationales relatives à l'immersion des déchets aient été conclues pendant les deux dernières années, nombreux sont les États qui maintiennent encore que le problème global de la pollution n'a été résolu qu'en partie, étant donné que la question des polluants de source terrestre n'a pas encore été examinée. Une des tâches de la Conférence sur le droit de la mer sera d'examiner les moyens de prévenir la pollution des océans par une législation internationale, et il ne fait pas de doute que le PNUE fournira à la Conférence des services d'experts de l'environnement à cet égard.

35. Le caractère déplorable de la situation en ce qui concerne les stocks de baleines dans le monde, la récente disparition du plus important banc de harengs dans l'Atlantique nord-est et une tendance analogue dans le mer du Nord, la situation de l'industrie de la pêche sur la côte nord-est des États-Unis et la disparition des bancs d'anchois au large de la côte du Pérou ne constituent qu'un petit nombre d'exemples qui démontrent la nécessité d'évaluer les ressources du milieu marin. C'est pourquoi le projet de résolution A/C.2/L.1317 met l'accent sur la nécessité de protéger et de préserver la totalité des ressources biologiques des espaces marins par une action mésologique concertée. Il est nécessaire d'agir à la fois au niveau national et au niveau international pour préserver la qualité de la vie marine. Il faut espérer que la Conférence sur le droit de la mer élaborera des directives en vue de mesures à prendre à l'échelon national. L'action internationale devrait démarrer sous l'impulsion d'organismes internationaux tels que le PNUE et la FAO. La proposition, énoncée dans le projet de résolution, tendant à ce que le PNUE effectue une étude détaillée des ressources marines des océans du monde menacées d'épuisement est un progrès par rapport à la suggestion énoncée dans les priorités du Plan d'action concernant la préparation d'un répertoire des espèces menacées. Les auteurs du projet de résolution estiment qu'une étude détaillée est à la fois nécessaire et urgente, et ils ont donc recommandé de la préparer pour la troisième session du Conseil d'administration. Ils n'ont pas l'intention de minimiser l'urgence ni l'importance des autres activités prévues dans les priorités du Plan d'action mais simplement d'attirer l'attention de la communauté mondiale sur les

problèmes menaçant la qualité de la vie dans le milieu marin et de fournir la base d'une action mésologique concertée plus poussée pendant les années à venir.

36. M. CAICEDO AYERBE (Colombie) fait observer qu'il est admis, depuis la Conférence de Stockholm, que la détérioration de l'environnement pose à l'humanité une menace peut être plus grave que celle que font peser sur elle les stocks d'armes nucléaires. Convaincue que les problèmes affectant l'humanité et l'environnement appellent une approche unifiée et cohérente, la Colombie a établi un conseil national de la population et de l'environnement, premier organe consultatif permanent et officiel de ce genre en Amérique latine. Le Gouvernement colombien a depuis longtemps reconnu l'importance que présentent les établissements humains, et des efforts ont été déployés pour créer des villes de dimensions moyennes et pour décentraliser l'industrie. Bien que sa population se soit considérablement accrue, la Colombie a réalisé de grands progrès dans le domaine de l'habitation et elle a adopté des systèmes de financement et des techniques de construction d'habitations perfectionnés. La gestion des ressources naturelles est confiée à un institut qui, par des programmes de recherche et d'information et en association avec des entreprises privées, est chargé de mettre au point des programmes de reboisement et de remise en valeur des terres. La Colombie reconnaît que les problèmes de l'environnement ont un caractère universel.

37. L'ONU a déjà déclaré que la zone du fond des mers située au-delà de la juridiction nationale était l'héritage commun de l'humanité. Un effort concerté, ayant des incidences économiques équitables, doit être déployé dans toutes les régions du monde pour faire en sorte que l'humanité jouisse d'un air non pollué, d'une eau pure, de logements suffisants et de sols et d'une végétation régénérés. Pour être efficaces, les stratégies doivent être poursuivies à l'échelon mondial.

38. L'accent qu'a mis le Conseil d'administration du PNUE dans le Plan d'action adopté sur le caractère universel et l'extrême urgence de la tâche à accomplir souligne l'ampleur de cette tâche et la nécessité d'accorder aux niveaux international et national une plus grande attention aux questions relatives à l'environnement. Au cours des 25 années à venir, un plus grand nombre d'établissements humains que jamais auparavant devront être construits, et le succès de cette entreprise déterminera la qualité de la vie dans l'avenir. Aux problèmes dus à la pauvreté et à la mauvaise utilisation des ressources naturelles, d'une part, et à l'abus et à la complexité de l'électronique et de l'énergie, de l'autre, il faut ajouter une prise de conscience insuffisante des problèmes d'environnement de la part des pouvoirs publics aux niveaux les plus élevés et une insuffisance des moyens et des compétences économiques et techniques capables de faire face à cette situation urgente. Vu l'inégalité entre pays riches et pays pauvres, le conflit entre les objectifs écologiques et économiques, l'absence d'instruments internationaux pour la prise des décisions et, en particulier, les nombreux problèmes imputables aux facteurs géographiques et à l'exploitation jusqu'à la ruine de certaines ressources, la société moderne n'a peut-être jamais été aussi mal préparée à faire face au problème. La situation est d'autant plus grave que le concept de souveraineté n'a pas encore été harmonisé avec les exigences d'un environnement mondial partagé et

que des formes de solidarité, difficiles à définir d'un point de vue juridique, sont recherchées. L'approche la plus raisonnable serait peut-être de fixer des objectifs pour chaque domaine relatif à l'environnement, en énumérant les forces vitales dont se compose l'environnement — la biosphère, l'eau potable, les océans, les sols fertiles, la flore et la faune — aux fins de constituer des réserves, de préserver l'habitat et de déterminer quelles sont les ressources naturelles et les résidus disponibles.

39. Il convient de tenir dûment compte du fait positif qu'en Europe et en Amérique latine, le principe de la libre navigation fluviale est posé par traités, que certains lacs sont utilisés en commun par plusieurs pays, que diverses zones présentant un attrait particulier en raison de leurs paysages sont placées sous une protection commune et qu'il existe des accords sur la protection des espèces menacées. Il convient également d'orienter les efforts vers des problèmes entièrement nouveaux, comme la pollution, même au prix de sacrifices inévitables. Il est impossible d'adopter des règles générales couvrant des ressources aussi diverses que les hydrocarbures et les bancs de poissons. Chacune de ces ressources exige probablement l'adoption de mécanismes propres comprenant des consultations et des mesures conjointes, tandis que le droit traditionnel d'agir à titre individuel pourra se perpétuer dans le cas d'autres ressources pour lesquelles l'action ne risque pas d'être nuisible ou qui ne sont pas susceptibles d'être épuisées dans un proche avenir.

40. La conception de la ville comme un établissement stable qui se compose d'une communauté vivant à l'intérieur de certaines frontières physiques permanentes, et dont les habitants ont des relations bien définies, a été remplacée par un système de mouvement constant et de surpeuplement. L'urbanisation n'a pas évolué de façon ordonnée et les grandes villes modernes sont à la fois une merveille et un fléau pour leurs habitants. Il est douteux que le rythme de vie propre à l'homme et ses aspirations les plus profondes lui permettent de continuer à faire face aux problèmes urbains. Une révolution très complexe est en cours. Les établissements humains auraient constitué le plus grand souci des temps modernes si toutes les autres préoccupations n'avaient pas cédé le pas aux questions touchant les armements et le commerce.

41. La Conférence-Exposition sur les établissements humains devrait faciliter l'échange d'idées et aider à trouver des solutions non seulement concernant des questions économiques et pratiques, mais aussi sur le plan des aspirations de l'homme à la qualité et à la beauté.

42. Vu la diversité de sa géographie et de son climat et son taux élevé d'accroissement démographique, la Colombie doit faire face à des questions relatives à l'écologie et aux établissements humains qui ont pour elle un caractère plus urgent que pour des pays géographiquement plus uniformes. La Colombie espère pouvoir échanger des données d'expérience et des idées avec de nombreux pays.

43. M. MILLS (Jamaïque), présentant au nom des auteurs le projet de résolution A/C.2/L.1315, fait observer que le troisième alinéa du préambule réaffirme une conviction soulignée par un certain nombre de délégations. Il s'agit d'un projet de résolution de

procédure qui ne porte pas à controverse, et M. Mills espère qu'il recevra le plein appui de la Commission.

44. M. RYDBECK (Suède), présentant au nom des auteurs le projet de résolution A/C.2/L.1316, note que le deuxième alinéa du préambule vise à rappeler les observations du Directeur exécutif concernant la situation du Fonds du PNUE et l'importance qu'il y a à ce que le Programme reçoive un appui universel au moyen de contributions.

45. Pour ce qui est de l'amendement du Costa Rica (A/C.2/L.1320), le Gouvernement suédois considère que la majeure part des contributions devra provenir des pays développés. Le Directeur exécutif a parlé de l'éventualité que l'objectif initial de 100 millions de dollars pour la période 1973-1977 soit dépassé, mais il a également rappelé aux délégations la nécessité de faire suivre dès que possible leurs promesses de versements en espèces et a mentionné la lenteur avec laquelle les contributions annoncées au Fonds ont été versées.

46. Les auteurs approuvent l'évaluation de la situation faite par le Directeur exécutif et pensent que des mesures doivent être prises. Le paragraphe composant le dispositif du projet de résolution vise à tenir compte de tous les éléments que le Directeur exécutif a mentionnés. Il est inutile d'insister sur l'importance capitale du Fonds en tant qu'instrument fondamental de la réalisation des importantes tâches prioritaires esquissées dans le Programme d'action de Stockholm, et les auteurs espèrent que le projet de résolution recevra un appui unanime.

47. M. PARIS (Costa Rica) annonce que, par esprit de coopération et compte tenu de la déclaration du représentant de la Suède, sa délégation retire son amendement (A/C.2/L.1320).

48. M. GALLARDO MORENO (Mexique) demande instamment à la délégation uruguayenne de bien vouloir retirer son amendement (A/C.2/L.1318) au projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1 afin de faciliter l'adoption de ce dernier.

49. M. GIAMBRUNO (Uruguay) fait observer que sa délégation a présenté son amendement en vue de permettre l'adoption par consensus du projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1. L'objectif est d'assurer que les principes avancés par les auteurs, comme ceux formulés par d'autres délégations voyant des objections aux premiers, soient énoncés. La délégation uruguayenne examinera l'appel de la délégation mexicaine.

50. Le PRÉSIDENT annonce que le Lesotho s'est joint aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1 et du projet A/C.2/L.1312, l'Inde et la Jordanie aux auteurs du projet A/C.2/L.1312, le Laos et Madagascar aux auteurs du projet A/C.2/L.1314, la Turquie aux auteurs du projet A/C.2/L.1315 et le Royaume-Uni à ceux du projet A/C.2/L.1316. Il se sent obligé de répondre à une insinuation faite à la clôture de la 1567ème séance, selon laquelle sa proposition d'examiner les projets de résolution relatifs au PNUE en séance de nuit le mardi aurait été dictée par des arrière-pensées. Le Président et le secrétariat ont toujours essayé de satisfaire les intérêts de toutes les délégations, et ils se laissent guider exclusivement par le règlement intérieur, l'organisation des travaux adoptée par la Commission

et ce que le Président considère comme allant dans le sens des intérêts de la Commission dans son ensemble. Les séances de nuit sont nécessaires du fait que la Commission est en retard sur son calendrier, et l'organisation de séances de ce genre doit se faire sur une base juste et généralement acceptable. Le Président a été vivement surpris de la suggestion selon laquelle sa proposition était tendancieuse puisque certaines des décisions les plus importantes des organes de

l'ONU, dont la Deuxième Commission, ont été prises lors de séances de nuit, et il ne pense pas que quiconque ait pu avoir l'idée qu'en fixant des séances de nuit le Président intéressé avait l'intention d'influencer le vote. Il demande aux délégations de maintenir l'attitude de respect pour la chose publique qui est de tradition à la Deuxième Commission.

La séance est levée à 12 h 10.

1569^e séance

Lundi 26 novembre 1973, à 15 h 15.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1569

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (suite*) [A/9003, A/C.2/285]

FONDS DE ROULEMENT DES NATIONS UNIES POUR L'EXPLORATION DES RESSOURCES NATURELLES (suite*) [A/C.2/282, A/C.2/L.1288, A/C.2/L.1302]

1. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) déclare que l'attitude du Royaume-Uni à l'égard d'un fonds de roulement pour l'exploration des ressources naturelles a évolué. En effet, son gouvernement avait toujours été opposé à la prolifération des fonds spéciaux et estimait que le PNUD devait centraliser toutes les activités d'assistance au développement. Or, les pays en voie de développement n'ont cessé d'accorder une attention croissante à ce fonds de roulement et il apparaît, en fin de compte, qu'ils sont généralement favorables à la création de celui-ci.

2. Le Royaume-Uni reconnaît que les chiffres indicatifs de programmation ne sont pas toujours suffisants pour financer des projets d'exploration des ressources naturelles et que, jusqu'à maintenant, le Groupe de la Banque mondiale n'a pas fait preuve d'un intérêt très vif pour ce genre d'activités, qui n'entrent pas vraiment dans le cadre de sa compétence. Par ailleurs, les sociétés commerciales hésitent à se lancer dans des entreprises comportant des risques financiers élevés. Pour ces raisons, la création d'un fonds de roulement pour l'exploration des ressources naturelles présente une utilité certaine.

3. A la suite des discussions ayant eu lieu sur ce point au Conseil économique et social et dans d'autres organes compétents, les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1302 présentent un texte rationnel et pratiquement applicable. M. Mackenzie tient à féliciter les auteurs pour la façon dont ils ont mené les consultations. La délégation du Royaume-Uni a pu ainsi jouer un certain rôle dans la rédaction du projet, qu'elle approuve dans l'ensemble. Elle souhaiterait cependant présenter un amendement qui, s'il était accepté par les auteurs, lui permettrait d'appuyer le texte sans réserve.

* Reprise des débats de la 1553^e séance.

Il s'agit de rajouter au paragraphe 2, après les mots "Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement", le membre de phrase "en tenant dûment compte de l'avis des organes et institutions appropriés des Nations Unies". La délégation du Royaume-Uni veut en effet être certaine qu'il sera tenu compte de toutes les opinions compétentes dans l'élaboration des procédures de fonctionnement et des arrangements administratifs du Fonds et que les organismes et les institutions qui seront appelés à jouer un rôle dans son fonctionnement pourront le faire dès le début.

4. La délégation du Royaume-Uni est particulièrement satisfaite de voir qu'une place de premier plan a été donnée à la BIRD, car les investissements dans le domaine des ressources naturelles se rapprochent des investissements dans le domaine de l'équipement. En même temps, le projet de résolution laisse les mains libres à la Banque. Par ailleurs, la délégation du Royaume-Uni se félicite que le Conseil d'administration du PNUD doive approuver les procédures de fonctionnement du Fonds à sa dix-huitième session. S'agissant d'un domaine aussi controversé, l'Administrateur du PNUD devra s'entourer de toutes les précautions voulues.

5. La délégation du Royaume-Uni éprouvait des réserves au sujet du recours à la méthode des annonces de contributions pour alimenter le Fonds et elle était, en tout cas, opposée à l'idée de réunir une conférence d'annonces dès le début. Elle a donc été heureuse de constater qu'il n'était pas prévu de convoquer de conférences distinctes pour le Fonds de roulement.

6. Il reste encore bien des points délicats à régler et la délégation du Royaume-Uni continuera à participer aux activités de lancement du Fonds d'exploration dans tous les organismes appropriés. M. Mackenzie tient à préciser que cette attitude n'engage nullement le Gouvernement du Royaume-Uni à verser des contributions au nouvel organisme. Son attitude définitive ne pourra être fixée que lorsque tous les détails du fonctionnement de celui-ci auront été précisés.

7. M. BONNICK (Jamaïque) déclare que sa délégation est extrêmement favorable à la notion de Fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles. Un fonds de ce

genre, si son fonctionnement est bien conçu, peut aider les pays en voie de développement à se fier davantage à leurs propres efforts.

8. La Jamaïque faisait partie du groupe de travail qui a étudié la question de la création d'un fonds de roulement, ce qui lui permet de relever des faiblesses dans la conception de l'organisme envisagé. Ni la portée des activités prévues, ni les dispositions institutionnelles, ni celles relatives au règlement des différends, ni les modalités de remboursement ne lui paraissent satisfaisantes. Elle déplore notamment que les activités du Fonds se réduisent à l'exploration, car il lui semble que la mise en valeur et l'exploitation sont également des étapes très importantes. Les pays en voie de développement sont conscients du fait que, si l'exploration des ressources minérales ne s'appuie pas sur une infrastructure de base, ils s'exposent à de nombreux risques inutiles. En outre, au stade de l'exploitation, ils se heurtent à des difficultés dans les domaines du transfert des techniques, de l'énergie et de la commercialisation.

9. La délégation jamaïque éprouve certaines réserves au sujet de la question de l'exploration des ressources en eau, car, dans la plupart des pays en voie de développement, l'approvisionnement en eau est subventionné par les gouvernements, et imposer une redevance dans ce cas entraînerait certaines difficultés, surtout lorsqu'il ne s'agirait pas d'un projet industriel. Les notions de risque et de redevance doivent être précisées lorsqu'il s'agit des ressources en eau, car la formule actuelle pourrait aller à l'encontre des objectifs de développement des pays que l'on veut aider. Selon la délégation jamaïque, l'exploration et la mise en valeur des ressources en eau doivent continuer à relever du PNUD. A la troisième session du Comité des ressources naturelles, qui a eu lieu en février 1973 à New Delhi, cette délégation a déclaré que l'ONU devrait s'efforcer d'intervenir pour que les politiques multilatérales et bilatérales en matière de prêts s'orientent davantage vers les aspects sociaux et humanitaires de la mise en valeur des ressources en eau. Quoi qu'il en soit, il faut espérer que la formule de remboursement qui sera fixée tiendra compte des objectifs de développement économique et social de la mise en valeur des ressources en eau.

10. Quant aux arrangements institutionnels, M. Bonnick rappelle que sa délégation avait dit au Comité des ressources naturelles qu'à son avis le Fonds devait être administré directement par l'ONU et non par l'intermédiaire du PNUD. Ainsi, le Comité des ressources naturelles aurait été l'organe directeur de la nouvelle institution. Cet arrangement aurait permis aux pays en voie de développement de participer plus largement au processus d'adoption des décisions.

11. Dans le projet de résolution A/C.2/L.1302, il est dit que le Fonds serait régi par les principes et les objectifs énoncés au paragraphe 1 du dispositif de la résolution 1762 (LIV) du Conseil économique et social. Or, la délégation jamaïque n'approuve pas les dispositions qui figurent au sous-alinéa ii de l'alinéa h de ce paragraphe 1. Elle espère donc qu'une formulation plus précise sera présentée à la dix-huitième session du Conseil d'administration du PNUD, et aussi que des procédures de règlement des différends figureront dans les procédures de fonctionnement et les arrangements administratifs.

12. D'autre part, il semble à M. Bonnick que le texte des paragraphes 2 et 6 du projet A/C.2/L.1302 présente certaines imprécisions, et, afin de dissiper toute ambiguïté, il propose les amendements suivants: au paragraphe 2, remplacer les mots "qui seront présentés au" par les mots "qui seront soumis à l'approbation du"; au paragraphe 6, remplacer le mot "terminée" par l'expression "approuvée par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement". Si ces amendements sont acceptés par les auteurs, la délégation jamaïque appuiera le projet de résolution, malgré les inquiétudes que lui inspirent les faiblesses dont a parlé M. Bonnick.

13. M. FRAZÃO (Brésil) rappelle que la question d'un fonds de roulement pour l'exploration des ressources naturelles est discutée depuis quelques années par plusieurs organes de l'ONU. Au début, la délégation brésilienne avait quelques difficultés, non au sujet de l'idée d'un fonds de ce genre, mais en ce qui concerne la formule à adopter pour la nouvelle institution. Ces années de discussion ont permis d'aboutir à un projet de résolution qui représente un consensus entre les pays en voie de développement, et même entre ces derniers et certains pays développés, sur la nécessité de créer le Fonds de roulement.

14. La délégation brésilienne ne formule aucune objection au sujet des amendements de la Jamaïque et leur acceptation ou leur rejet par les auteurs du projet ne modifiera pas sa position. Quant aux amendements du Royaume-Uni, la délégation brésilienne ne prendra de décision définitive à leur sujet qu'après avoir entendu l'avis des auteurs.

15. M. HAQ (Pakistan) déclare que sa délégation est en principe favorable à tout système pouvant favoriser l'assistance mutuelle entre pays en voie de développement. Dans cet esprit, elle approuve la création du Fonds de roulement mais elle pense que certains problèmes doivent être résolus avant que la nouvelle institution n'aborde sa phase d'activité proprement dite. Il s'agit tout d'abord de la question des remboursements. La délégation pakistanaise estime qu'il ne faut pas demander à certains pays de rembourser une somme largement supérieure à la somme prêtée, et elle attend avec intérêt, à cet égard, de prendre connaissance des propositions relatives aux procédures de fonctionnement et aux arrangements administratifs qui doivent être présentées conformément au projet A/C.2/L.1302.

16. M. Haq pense, comme le représentant de la Jamaïque, que la conception actuelle du Fonds de roulement présente des lacunes car, en soi, l'exploration des ressources naturelles n'est pas suffisante et ne doit constituer qu'un premier pas. Par ailleurs, si des ressources sont découvertes mais non exploitées, quels pourront être les critères à adopter pour le remboursement de l'assistance, et combien demanderait-on de rembourser aux pays où l'exploration n'a abouti à rien ?

17. La délégation pakistanaise votera néanmoins pour le projet, et elle attend avec intérêt de voir comment les problèmes qu'elle vient d'évoquer seront résolus dans le cadre des méthodes de fonctionnement.

18. M. FASLA (Algérie) déclare que sa délégation est favorable à la création de ce nouvel instrument de coopération internationale mais qu'elle éprouve des

réserves sur le mode de financement tel qu'il est défini dans la résolution 1762 (LIV) du Conseil économique et social qui, à son avis, risque de transformer le Fonds en une sorte de société multinationale. Néanmoins, la délégation algérienne attend que le Fonds ait commencé à fonctionner pour prendre définitivement position, et elle votera pour le projet de résolution.

19. M. OGISO (Japon) déclare que les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1302 souhaiteraient se consulter avant de donner une réponse sur les amendements qui ont été présentés.

MESURES SPECIALES SE RAPPORTANT AUX BESOINS PARTICULIERS DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT SANS LITTORAL (A/C.2/L.1310)

20. M. SIDDIQ (Afghanistan) présente le projet de résolution A/C.2/L.1310 au nom des auteurs, auxquels il déclare qu'il faut ajouter le Botswana, le Burundi, le Laos, le Mali, le Niger, l'Ouganda et la République centrafricaine. Parmi les auteurs de ce projet, un certain nombre de pays appartiennent à la catégorie des pays les moins avancés et des pays sans littoral. En fait, un quart des États Membres de l'Organisation des Nations Unies sont des pays sans littoral. C'est dire combien ils sont handicapés, même en tant que groupe. Le projet de résolution A/C.2/L.1310 relatif aux mesures spéciales se rapportant aux besoins particuliers de ces pays se passe de commentaire. Les résolutions citées au premier alinéa du préambule couvrent tous les aspects du problème mais n'ont jamais été pleinement appliquées. Le paragraphe 1 du dispositif réitère le droit des pays sans littoral d'accéder librement à la mer. Ce droit découle du principe fondamental de la liberté de la haute mer, qui n'a jamais été contesté; or, si les pays en question se voient refuser cet accès, le droit à la haute mer devient pour eux illusoire.

21. M. Siddiq donne lecture du paragraphe 2 du dispositif, en rappelant que la résolution 1755 (LIV) du Conseil économique et social a été adoptée à l'unanimité. Enfin, le fait que les résolutions de l'ONU en faveur des pays sans littoral n'aient jamais été pleinement exécutées explique la présence du paragraphe 3 du dispositif.

22. M. Siddiq conclut en espérant que ce projet sera adopté à l'unanimité par la Deuxième Commission. Il souligne que, le projet ayant été distribué le 14 novembre, les délégations ont eu largement le temps de l'examiner et qu'il convient maintenant de l'adopter.

23. M. CHHETRI (Bhoutan), appuyé par M. BONAO (Côte d'Ivoire), estime qu'il vaut mieux remettre à plus tard le vote sur le projet de résolution, étant donné qu'il vient seulement d'être présenté en séance.

24. M. MBEDO (République centrafricaine) se demande à quoi servirait dans ce cas l'appel lancé par le Président pour que les projets de résolution soient distribués longtemps à l'avance.

25. M. LOHANI (Népal) regrette l'attitude du représentant du Bhoutan; pour sa part, il ne voit pas pourquoi le projet ne pourrait pas être mis immédiatement aux voix.

26. M. BATCHY (Gabon) déclare qu'il ne voit pas pour sa part pourquoi on ne passerait pas plutôt à l'examen du projet de résolution A/C.2/L.1313.

27. Le PRESIDENT, constatant que les membres de la Commission sont loin d'être d'accord et préférant un consensus à un vote formel, adresse un appel aux auteurs pour qu'ils acceptent de remettre au mercredi suivant la décision sur le projet A/C.2/L.1310.

28. M. SURYADHAY (Laos) et M. VALDES (Bolivie) acceptent cette proposition.

29. M. MBEDO (République centrafricaine) se rend à l'appel lancé par le Président en souhaitant qu'à l'avenir d'autres délégations fassent preuve d'une semblable bonne volonté.

30. M. ARVESEN (Norvège) déclare qu'il aimerait que l'on examine à la suite tous les projets de résolution relatifs à un même point de l'ordre du jour plutôt que de passer sans arrêt d'un point à l'autre.

ROLE DE LA SCIENCE ET DES TECHNIQUES MODERNES DANS LE DEVELOPPEMENT DES NATIONS ET NECESSITE DE RENFORCER LA COOPERATION ECONOMIQUE, TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE ENTRE LES ETATS (A/C.2/L.1313)

31. Le PRESIDENT annonce que Cuba, l'Espagne, l'Inde et la Tunisie se sont jointes aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1313.

32. M. ENE (Roumanie) déclare que, tout comme dans les autres domaines de la vie économique, le dialogue et la coopération internationale sur le plan de la science et de la technique s'affirment de nos jours en tant qu'exigence objective. La nécessité de la coopération acquiert une nouvelle dimension devant l'écart économique qui sépare actuellement les pays. Les disparités existantes quant à la dotation scientifique et technique des différents pays quant aux ressources allouées à cet effet freinent la mise en valeur rationnelle du potentiel intellectuel de l'humanité. En outre, l'élargissement de ces écarts engendre un état de dépendance scientifique et technique gros de conséquences pour les pays qui ne jouissent pas encore d'un potentiel technico-scientifique propre.

33. Devant les exigences du développement et de la diversification de la coopération internationale, les méthodes et les instruments utilisés jusqu'à présent aux Nations Unies apparaissent comme largement insuffisants. L'opération d'examen et d'évaluation de la Stratégie internationale du développement atteste la nécessité d'intensifier les efforts au sein de la communauté internationale pour appliquer la science et la technique au développement. Partant de ces considérations, il est d'autant plus important de procéder à une analyse d'ensemble destinée à contribuer à la définition d'une approche globale en matière de science et de technique, ainsi qu'à l'identification des principales modalités d'application de cette approche.

34. Animée du désir de contribuer à l'intensification des activités des Nations Unies visant à promouvoir le progrès économique et social des États, et tout particulièrement des pays en voie de développement, la Roumanie a proposé, à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale, d'inscrire à l'ordre du jour la question intitulée "Le rôle de la science et de la technologie modernes dans le développement des nations et la nécessité de renforcer la coopération

économique et technico-scientifique entre les Etats". La résolution 2658 (XXV), adoptée à l'unanimité, a exprimé pleinement la volonté des Etats Membres de prendre des mesures concrètes en vue de promouvoir la coopération internationale sur le plan scientifique et technique.

35. En application de cette résolution, le Secrétaire général a établi une étude¹ qui a été présentée au Comité de la science et de la technique au service du développement à sa première session², en mars 1973. Malheureusement, le Comité n'a pas eu le temps de se prononcer ni d'étudier le projet de résolution relatif à cette question³.

36. Le même point figurait à l'ordre du jour de la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social, qui a adopté à l'unanimité la résolution 1826 (LV), présentée par la Roumanie et 11 autres pays. Ce document contient un certain nombre de dispositions visant à renforcer et à élargir les activités de l'ONU et de ses organismes dans le domaine de l'application de la science et de la technique modernes au développement.

37. Attachant une haute importance à la réalisation des dispositions de cette résolution, la délégation roumaine estime que la Deuxième Commission doit élaborer un texte sur ce point. En faisant siennes les dispositions pertinentes de la résolution 1826 (LV) du Conseil économique et social, l'Assemblée générale confèrera l'autorité d'un organe plénier aux mesures qui doivent être prises par les organismes des Nations Unies pour intensifier la coopération internationale dans le domaine considéré. Dans cet esprit, la délégation roumaine, après avoir consulté un grand nombre de délégations, présente le projet de résolution A/C.2/L.1313. Les consultations auxquelles elle a procédé lui ont permis d'aboutir à des recommandations concrètes exprimant l'accord des Etats Membres et l'appui qu'ils accordent aux mesures à prendre en application de la résolution 1826 (LV). Les délégations du Gabon, de la Jamaïque, de la Nouvelle-Zélande, de la République centrafricaine, du Soudan et de la Tunisie ont également demandé de se joindre aux auteurs du projet.

38. Avant de commenter le texte dont la Commission est ainsi saisie, M. Ene annonce que les auteurs ont décidé d'insérer dans le préambule un nouvel alinéa qui se placerait entre le deuxième et le troisième du texte actuel. Cet alinéa serait le suivant:

"Ayant présent à l'esprit le niveau accru des activités et de l'attention toujours plus grande accordée à ce sujet par les différentes institutions et organismes des Nations Unies, et particulièrement l'activité utile de la CNUCED dans le domaine du transfert des techniques vers les pays en voie de développement".

39. Le texte du projet reflète de façon équilibrée les points de vue qui se sont dégagés au cours des consultations entreprises pour que le document puisse être adopté à l'unanimité. Evoquant la résolution 2658 (XXV) de l'Assemblée générale, le projet part du principe reconnu que l'application de la science et de la technologie au développement constitue l'un des prin-

cipaux facteurs de l'accomplissement intégral des objectifs de la Stratégie internationale du développement et signale qu'une concentration des efforts de l'ONU et des organismes des Nations Unies s'impose en vue d'une meilleure utilisation de la science et de la technologie modernes pour répondre aux besoins fondamentaux des pays en voie de développement. Les trois premiers paragraphes du dispositif ont pour but de faire reconnaître par l'Assemblée générale l'importance du rôle du Conseil économique et social dans ce domaine. Le paragraphe 4 porte sur la nécessité d'élaborer une politique concertée des Nations Unies dans le domaine de la science et de la technologie. Aux termes du paragraphe 5, le Secrétaire général doit fournir au Comité de la science et de la technique au service du développement l'assistance requise pour qu'il soit possible d'appliquer la résolution 1826 (LV) du Conseil économique et social. Enfin, au paragraphe 6, les auteurs prient le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-neuvième session, un rapport sur l'application de la résolution.

40. La délégation roumaine est convaincue que l'adoption du projet de résolution permettra à l'Organisation de s'engager de façon plus dynamique et plus efficace dans un domaine qui présente une grande importance pour le progrès et la prospérité des peuples du monde, et elle espère que ce projet obtiendra l'adhésion unanime de la Commission.

FONDS DE ROULEMENT DES NATIONS UNIES POUR L'EXPLORATION DES RESSOURCES NATURELLES (*fin*) [A/C.2/282, A/C.2/L.1288, A/C.2/L.1302]

41. M. OGISO (Japon) déclare que les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1302 ont soigneusement examiné les amendements présentés par les représentants du Royaume-Uni et de la Jamaïque. Le projet repose sur un équilibre délicat entre les opinions et les intérêts des diverses délégations et c'est pourquoi les auteurs souhaitent qu'il soit approuvé avec le minimum de modifications. Ils acceptent toutefois l'amendement proposé par le représentant du Royaume-Uni ainsi que celui présenté par le représentant de la Jamaïque, à propos du paragraphe 2 du dispositif. En revanche, les auteurs ne sont pas en mesure d'accepter l'amendement du représentant de la Jamaïque relatif au paragraphe 6 du dispositif. M. Ogiso précise qu'on vient de l'informer que, par esprit de coopération, le représentant de la Jamaïque n'insistera pas pour maintenir cet amendement, ce dont les auteurs le félicitent. Etant donné qu'aucune objection n'a été formulée contre le projet de résolution, le représentant du Japon espère qu'il pourra être approuvé par consensus.

42. M. Ogiso signale, pour terminer, que le Soudan désire figurer parmi les auteurs du projet de résolution.

43. M. CHAKRAVARTY (Inde) déclare que sa délégation aimerait faire quelques observations avant le vote sur le projet de résolution A/C.2/L.1302. La délégation indienne a été en faveur d'un fonds de roulement pour l'exploration des ressources naturelles depuis le moment où cette idée a été lancée en 1971. Elle estime en effet qu'une telle institution présente des caractéristiques uniques qui aideront considérablement les pays en voie de développement à exploiter leurs

¹ E/5238 et Add.1.

² Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 4* (E/5272).

³ *Ibid.*, par. 114.

ressources naturelles. Tel qu'il se présente, le projet de résolution apparaît bien équilibré. Le troisième alinéa du préambule insiste sur le fait que le Fonds doit avoir le caractère d'un fonds de roulement et qu'il doit reposer sur le principe de l'auto-assistance. Au quatrième alinéa du préambule est réaffirmée la nécessité de financer le Fonds au moyen de contributions volontaires sans préjudice de l'accroissement des ressources normales du PNUD.

44. Au paragraphe 4 du dispositif, la BIRD est invitée à coopérer avec le Fonds, ce qui, de l'avis du représentant de l'Inde, constitue une mesure très positive qui permettra à celui-ci d'obtenir certains capitaux dont il aura besoin. Le projet de résolution est le résultat de longues et délicates négociations et M. Chakravarty se rend parfaitement compte que son application ne sera pas simple. Il a cependant été tenu compte de ce fait et l'Administrateur du PNUD, notamment, a un rôle considérable à jouer pour assurer le succès du projet. Le texte présenté constitue donc l'un des meilleurs compromis possible. C'est pourquoi la délégation indienne se prononcera pour celui-ci s'il est mis aux voix, tout en espérant que la Commission l'adoptera par consensus.

45. M. PETRONE (Italie) rappelle que sa délégation est opposée en principe à la création de nouveaux fonds spéciaux. Elle a toutefois fait deux exceptions, l'une à propos du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'autre à propos du Fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles, sur lequel porte le projet de résolution A/C.2/L.1302. Elle estime en effet que le caractère de fonds de roulement est un élément positif qui devrait assurer à la nouvelle institution un fonctionnement convenable. La délégation italienne est consciente de la place importante qu'occupe l'exploration des ressources naturelles dans les plans des pays en voie de développement. Elle apprécie tout particulièrement le principe d'auto-assistance sur lequel repose la conception du nouvel organisme et pense que l'application de ce principe permettra d'établir de nouvelles formes de coopération entre les pays en voie de développement.

46. Toutefois, de l'avis de l'Italie, les activités du Fonds devront être supervisées par le PNUD. L'appel lancé à la BIRD pour qu'elle coopère avec le Fonds constitue un nouvel élément très important dont la délégation italienne se félicite. Dans l'ensemble, le projet de résolution répond aux préoccupations de cette délégation et c'est pourquoi celle-ci a décidé de l'appuyer. Cependant, elle aimerait que soit ajoutée l'expression "par l'intermédiaire de l'Administrateur" au paragraphe 5 du dispositif. Mais ce n'est là qu'une suggestion.

47. M. WANG Tzu-chuan (Chine) tient à réaffirmer, avant le vote sur le projet de résolution A/C.2/L.1302, que son gouvernement approuve le désir des pays en voie de développement de voir créer un fonds de roulement pour l'exploration des ressources naturelles. La délégation chinoise a voté pour la résolution 1762 (LIV) du Conseil économique et social, relative à l'établissement d'un tel organisme. Elle approuve donc, dans l'ensemble, le projet de résolution, mais a de fortes réserves à formuler en ce qui concerne le paragraphe 4 du dispositif, relatif à la coopération de la Banque mondiale avec le Fonds. En effet, la Banque

n'a pas encore appliqué les dispositions de la résolution 2758 (XXVI) de l'Assemblée générale prévoyant l'expulsion immédiate des représentants de Tchong Kaï-shek du siège qu'ils occupent dans tous les organismes rattachés à l'Organisation des Nations Unies. C'est donc avec cette réserve que la délégation chinoise votera pour le projet de résolution.

48. M. MOHAMMED (Nigéria) déclare que sa délégation s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution car, n'étant pas membre du Conseil économique et social, elle n'a pas encore pu examiner en détail la recommandation de cet organe relative à la création du Fonds de roulement. Cette attitude ne préjuge en rien la position que prendra ultérieurement la délégation nigériane à l'égard du Fonds.

49. M. GARCIA BELAUNDE (Pérou) estime que le projet de résolution A/C.2/L.1302 laisse encore subsister de nombreuses incertitudes quant au mécanisme de roulement, aux modalités de financement, etc. Il semble que le nouvel organisme, du fait de son caractère de fonds de roulement, pourrait bénéficier de remboursement sans commune mesure avec les intérêts consentis, ce qui risquerait de le transformer en une vulgaire entreprise commerciale. En outre, par le jeu des contrats de sous-traitance, le Fonds risque d'accorder des marchés à des entreprises transnationales soucieuses uniquement d'exploiter à leur propre profit les ressources des pays en voie de développement. Il n'est pas certain que cela se produise, mais le caractère superficiel des études effectuées jusqu'ici laisse subsister un risque à cet égard. La délégation péruvienne déplore que l'on s'apprête à prendre une décision sans analyser sérieusement les conséquences qui peuvent en découler. Elle ne peut donc qu'espérer que l'assistance fournie par le Fonds ne sera pas en définitive une opération coûteuse pour les pays bénéficiaires.

50. M. EKBLOM (Finlande) déclare approuver le deuxième alinéa du préambule, selon lequel il importe d'élargir et d'intensifier les activités des organismes des Nations Unies pour répondre à la nécessité d'une exploration plus poussée des ressources naturelles dans les pays en voie de développement. Cependant, il voit mal pourquoi il serait nécessaire pour cela de créer un nouveau fonds. En effet, les pays en voie de développement qui souhaiteraient une aide dans ce domaine peuvent très bien l'obtenir dans le cadre de la programmation par pays du PNUD.

51. La délégation finlandaise est opposée par principe à la création de nouveaux fonds dans le domaine de l'aide au développement. Elle n'est pas certaine, en effet, que la création d'une nouvelle institution de ce genre garantisse la mobilisation de ressources supplémentaires. En tout cas, dans le cas de la Finlande, M. Ekblom ne peut pas donner cette assurance. C'est pourquoi la délégation finlandaise ne peut accepter le quatrième alinéa du préambule. Il lui semble que les institutions existantes peuvent très bien financer les activités qui seraient du ressort du Fonds. S'il est procédé à un vote sur le projet de résolution, cette délégation sera donc obligée de s'abstenir.

52. M. CHIRILA (Roumanie) appuie le projet de résolution A/C.2/L.1302. En tant que pays socialiste en voie de développement, la Roumanie croit utile de participer aux activités du Fonds. Elle appuie notamment le principe énoncé au sous-alinéa iii de l'alinéa h du

paragraphe I de la résolution 1762 (LIV) du Conseil économique et social.

53. M. STIEPEL (République fédérale d'Allemagne) estime que le projet de résolution contient encore des éléments d'incertitude quant au fonctionnement du fonds de roulement, mais pense néanmoins qu'un fonds de ce genre peut jouer un rôle important. Sa délégation votera donc pour le projet de résolution tout en regrettant qu'il n'indique pas clairement les procédures de financement. Il espère que des précisions seront données à ce sujet au moment de l'élaboration des procédures de fonctionnement.

54. M. AL-KHUDHAIRY (Irak) déclare que sa délégation ne peut adopter de position définitive avant d'en savoir davantage sur le fonctionnement du Fonds, mais qu'elle donne son accord de principe sur le projet de résolution A/C.2/L.1302.

55. M. GALLARDO MORENO (Mexique) éprouve quelques incertitudes quant à la façon dont le Fonds fonctionnera. La délégation mexicaine pense que des études supplémentaires sont nécessaires et pour cette raison elle s'abstiendra lors du vote.

56. M. HARTNACK (Danemark) déclare que la délégation danoise se rend parfaitement compte des raisons qui ont poussé les auteurs à rédiger leur projet de résolution. Le représentant du Danemark est conscient de la nécessité pour les pays en voie de développement de découvrir de nouvelles ressources naturelles pour améliorer les conditions de vie de leurs populations. Cependant, il estime que le PNUD peut très bien les y aider et qu'il n'est pas nécessaire de créer un nouveau fonds spécial qui risque en fait de mettre en cause la répartition des ressources financières destinées à l'aide aux pays en voie de développement. Il n'est pas du tout certain, d'ailleurs, que la création d'un nouveau fonds augmente le volume total de l'aide internationale au développement. Pour cette raison, la délégation danoise ne peut appuyer le projet de résolution et s'abstiendra si celui-ci est mis aux voix.

57. M. PINO SANTOS (Cuba) signale que sa délégation s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution parce qu'elle partage l'inquiétude des délégations du Pérou et du Mexique et également parce qu'elle ne peut accepter l'ingérence de la BIRD dans les activités du fonds dont la création est envisagée.

58. M. NDUNG'U (Kenya) déclare que sa délégation espérait que le projet de résolution A/C.2/L.1302 serait adopté par consensus. Puisqu'il semble que ce texte doive être mis aux voix, elle demande que l'on procède au vote par appel nominal.

A la demande du représentant du Kenya, il est procédé au vote par appel nominal sur le projet de résolution, tel qu'il a été révisé oralement.

L'appel commence par la République Dominicaine, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : République Dominicaine, Egypte, Ethiopie, Fidji, France, Gabon, Allemagne (République fédérale d'), Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyane, Haiti, Honduras, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, République khmère, Laos, Liban, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande,

Nicaragua, Niger, Oman, Pakistan, Paraguay, Philippines, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Afrique du Sud, Espagne, Soudan, Souaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, Emirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bahreïn, Barbade, Belgique, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Birmanie, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Chypre, Yémen démocratique.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : Equateur, Finlande, République démocratique allemande, Hongrie, Mexique, Mongolie, Nigéria, Norvège, Pérou, Pologne, Suède, Togo, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Cuba, Tchécoslovaquie, Dahomey, Danemark.

Par 98 voix contre zéro, avec 21 abstentions, le projet de résolution A/C.2/L.1302, tel qu'il a été oralement révisé, est adopté.

59. M. ARVESEN (Norvège) annonce que sa délégation s'est abstenue lors du vote étant donné que le Gouvernement norvégien ne serait pas en mesure, pour l'instant, de verser une contribution quelconque au nouveau Fonds. En outre, tout en reconnaissant l'importance de l'exploration des ressources naturelles pour les pays en voie de développement, la délégation norvégienne estime que cette tâche devrait plutôt être entreprise sous les auspices du PNUD, dans le cadre des chiffres indicatifs de programmation. Malgré ce qui est dit au quatrième alinéa du préambule, la délégation norvégienne n'est pas certaine que les pays pourraient verser au Fonds des contributions volontaires sans qu'en souffre l'accroissement souhaité des ressources du PNUD. Convaincue que la création envisagée du Fonds n'est donc pas le meilleur moyen de promouvoir l'exploration des ressources naturelles, la délégation norvégienne a été dans l'obligation de s'abstenir.

60. Mlle COURSON (France) déclare que sa délégation, malgré sa méfiance habituelle à l'égard de nouveaux fonds spéciaux, a toujours envisagé avec sympathie la création d'un fonds de roulement pour l'exploration des ressources naturelles. Elle exprime toutefois des réserves quant à l'organisation de conférences pour les annonces de contributions, car elle juge cette initiative prématurée tant que l'on ne saura pas comment fonctionnera exactement le nouvel organisme. En fait, celui-ci devrait pouvoir démarrer avec des ressources modestes et il serait préférable d'attendre les premiers résultats avant d'organiser des conférences pour l'annonce de contributions, ces conférences risquant en outre de s'avérer coûteuses.

61. M. FRANCK (Belgique) déclare que sa délégation a voté pour le projet de résolution pour marquer son accord sur les principes qui y sont énoncés. Les autorités belges ne sont pas en mesure pour l'instant de prendre l'engagement de verser des contributions, mais elles notent avec satisfaction que la

communauté internationale a fait un effort pour promouvoir l'exploration des ressources naturelles.

62. M. WRIGSTAD (Suède) précise que sa délégation a décidé de s'abstenir lors du vote parce que, bien qu'elle comprenne le désir des pays en voie de développement d'explorer leurs ressources naturelles et d'établir un fonds spécial de roulement à cet effet, elle reste persuadée que le PNUD, grâce à son système de programmation par pays, reste encore le meilleur instrument d'assistance dans ce domaine. Les contributions versées au Fonds ne devront en aucun cas porter préjudice à l'accroissement des ressources du PNUD et il serait bon que, avant de commencer à fonctionner, le Fonds dispose d'un volume de ressources adéquat et puisse compter sur la participation d'un nombre de pays suffisant. La délégation suédoise ajoute que le libellé du projet n'est pas toujours clair.

POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme des Nations Unies pour l'environnement (suite) [A/9003, chap. XIII; A/C.2/L.1305/Rev.1, A/C.2/L.1312; A/C.2/L.1316 à 1318, A/C.2/L.1320, A/C.2/L.1321] :

- a) **Rapport du Conseil d'administration** (A/9025, A/C.2/L.1315);
- b) **Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général** (A/9163, A/9238, A/C.2/L.1314, A/C.2/L.1319)

63. M. GIAMBRUNO (Uruguay) regrette de ne pouvoir répondre à l'appel qui lui a été adressé à la séance précédente pour que sa délégation retire son amendement (A/C.2/L.1318) concernant le paragraphe 2 du projet A/C.2/L.1305/Rev.1. En effet, le mécanisme de consultations préalables prévu dans ce paragraphe n'est pas assez clair et ce passage du projet ne peut donc recueillir l'accord unanime de la Commission. Dans le cas où il y a exploitation de ressources communes à deux ou plusieurs Etats, deux critères doivent être pris en considération : premièrement, il faut affirmer la souveraineté de chaque Etat sur ses propres ressources; et deuxièmement, lors de l'exploitation même des ressources, le droit d'autrui doit être respecté.

64. Plusieurs délégations s'étant inquiétées de la façon dont le paragraphe 2 était libellé, la délégation uruguayenne a cherché à dissiper ces appréhensions en stipulant dans son amendement que la coopération doit être développée "sur la base d'un système d'information préalable comportant suffisamment de renseignements techniques pour éviter des préjudices notables". C'est à dessein que le mot "consultation" a été omis, car il comporte une certaine ambiguïté. La deuxième partie de l'amendement prévoit des garanties de procédure suffisantes pour que ne se produise pas de retard injustifié dans l'exploitation des ressources. L'amendement uruguayen a donc un ton essentiellement conciliatoire et devrait faciliter l'acceptation du projet par tous. La délégation uruguayenne l'a présenté, considérant qu'il convient de ne pas adopter de résolution de caractère polémique lorsqu'il s'agit, comme c'est le cas ici, de l'élaboration d'un nouvel aspect du droit international.

65. M. VERCELES (Philippines) prend la parole au sujet de l'amendement de sa délégation (A/C.2/L.1321) concernant le projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1. L'objet de cet amendement était de rapprocher les différents points de vue. En fait, les mots "dans le meilleur esprit de coopération et de bon voisinage" étaient repris du paragraphe 3 de la résolution 2995 (XXVII) de l'Assemblée générale, qui avait été adoptée par consensus. L'esprit de conciliation et de coopération qui avait caractérisé la Conférence de Stockholm et qui régnait encore à l'Assemblée générale à la vingt-septième session semble maintenant avoir disparu. L'atmosphère semble tendue et cela n'est pas propice à l'adoption d'un projet de résolution.

66. Les consultations n'ayant pas donné les résultats escomptés, la délégation philippine se voit, à son grand regret, dans l'obligation de retirer son amendement.

67. M. RANKIN (Canada) appuie le projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1, qui constitue la suite logique des résolutions 2995 (XXVII) et 2996 (XXVII) de l'Assemblée générale. De plus, les principes 21, 22 et 24 de la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement⁴ adoptée à Stockholm paraissent extrêmement importants à la délégation canadienne en ce qui concerne l'élaboration du droit international dans le domaine de l'environnement.

68. Certains ont fait valoir que le système de consultations prévu au paragraphe 2 du projet de résolution équivaut à un droit de veto. Les autorités juridiques canadiennes ont étudié très sérieusement la question et ne voient aucun droit de veto implicite ou explicite dans ce texte. Elles ne pensent pas non plus qu'aux termes du paragraphe 3 le Conseil d'administration du PNUD risque d'être transformé en organe judiciaire ou que la tâche dont il est chargé soit trop lourde pour lui. La délégation canadienne souligne que toutes les mesures prévues dans le projet de résolution doivent être prises, comme il est précisé, "dans le cadre des relations normales" qui existent entre les Etats. Le projet vise simplement à faire progresser encore la coopération entre les Etats.

69. M. GALLARDO MORENO (Mexique) remercie le représentant de l'Uruguay de sa bonne volonté, mais regrette qu'en définitive il n'ait pas été en mesure de retirer son amendement. En effet, l'idée de "consultations préalables" est l'idée maîtresse à la fois de la Déclaration adoptée à Stockholm et de la Déclaration économique⁵ adoptée par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats non alignés à Alger. Les auteurs sont dans l'obligation de rejeter tout amendement qui viserait à modifier cette notion, considérée par eux comme essentielle, pour toute activité relative à l'utilisation et à l'exploitation de ressources partagées par deux ou plusieurs Etats. L'amendement uruguayen ne peut donc être accepté sous aucune condition.

70. Quant à l'amendement présenté par la délégation philippine, il était conforme certes à l'esprit qui doit animer les relations entre les peuples, mais il est plus important de souligner que ces relations doivent se situer dans le contexte du droit international.

71. M. SIDDIQ (Afghanistan) constate que le projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1 est davantage axé

⁴ Voir A/CONF.48/14/Rev.1, chap. 1er.

⁵ Voir A/9330, p.77.

sur l'exploitation des ressources que sur des questions d'environnement. De plus, il néglige totalement le principe de la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources, principe pourtant reconnu par l'ensemble de la communauté internationale. Ce texte pourrait en fait gêner les Etats qui veulent exploiter leurs ressources naturelles dans l'intérêt du développement national et du bien-être de leur population. De plus, la Commission du droit international est saisie de cette même question et c'est en effet l'organe compétent en la matière. De l'avis du représentant de l'Afghanistan, aucune disposition d'un projet quelconque ne peut être interprétée comme limitant le droit des Etats d'exploiter librement leurs propres ressources naturelles, et rien ne donne à un Etat le droit d'exercer des pressions ou d'avoir recours à la force ou à la menace de la force de façon à intervenir dans les priorités économiques d'un autre Etat et dans la façon dont il se propose d'explorer et d'exploiter ses ressources naturelles. Le représentant de l'Afghanistan réaffirme que toute ingérence de ce genre est une violation flagrante du principe de l'autodétermination et de celui de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, énoncés dans la Charte des Nations Unies.

72. La délégation afghane ne pourra par conséquent appuyer le projet de résolution et demande que, lorsqu'il sera mis aux voix, il soit procédé à un vote séparé par appel nominal sur les paragraphes 1 et 2 du dispositif.

73. M. MOHAMMED (Nigéria), faisant allusion aux arrangements conclus entre le Nigéria et ses voisins pour l'exploitation du fleuve Niger, souligne qu'aucune coopération n'est possible sans un esprit de bon voisinage. Le projet de résolution doit être considéré comme sous-entendant cet esprit de bon voisinage et la bonne foi réciproque. Le représentant du Nigéria ne voit pas comment quiconque peut penser que l'intention des auteurs est de transformer le PNUE en organisme supranational; le Conseil d'administration du PNUE est simplement un organe de coordination et ne pourrait imposer de normes quelconques aux Etats.

74. M. JAIN (Inde) déclare que, dans la mesure où la communauté internationale essaie d'adopter un programme d'action concret, les projets de résolution devraient être formulés de façon à pouvoir être adoptés par consensus. La délégation indienne souscrit à l'idée maîtresse exprimée dans le préambule et le dispositif du projet de résolution, mais elle considère qu'il n'est pas assez évident que le projet a trait essentiellement à la protection de l'environnement et non pas aux ressources naturelles. Certaines formules sont reprises de la Déclaration économique d'Alger, il est vrai, mais dans la Déclaration, ces formules visaient l'environnement et non pas les ressources naturelles.

75. La délégation indienne aurait préféré que le dernier alinéa du préambule soit remplacé par le texte suivant :

"Prenant note de l'importance que les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés réunis en Conférence à Alger ont accordée à l'idée que les mesures écologiques adoptées par un Etat ne doivent pas affecter l'environnement d'autres Etats ou de zones situées hors de sa juridiction".

76. La délégation indienne aurait aussi aimé que l'on ajoute à la fin du paragraphe 2 du dispositif le texte suivant : "afin de contrôler, d'empêcher, de réduire et

d'éliminer de façon efficace les effets néfastes sur l'environnement". Si ces suggestions étaient retenues, il serait vraisemblablement possible d'adopter par consensus le projet de résolution.

77. M. BOUNDA (Congo) constate que plus d'une délégation reconnaît que le projet de résolution est suffisamment clair. L'amendement uruguayen rejoint le point de vue de la délégation congolaise, mais il a le tort d'être trop long et quelque peu confus. Par ailleurs, la délégation congolaise a du mal à comprendre certaines des réserves et des critiques qui ont été exprimées à l'égard du projet de résolution et elle lance un appel à ceux qui hésitent encore pour qu'ils adoptent le projet dans l'intérêt de tous et de chacun.

78. M. O'RIORDAN (Irlande) votera pour le projet de résolution conformément à la position bien connue de sa délégation sur la question examinée. A propos des cinquième et sixième alinéas du préambule, le représentant de l'Irlande estime que ce doit être pour la communauté internationale une source de satisfaction de constater qu'un groupe de pays aussi important que les pays non alignés sont d'accord sur le problème dont traite le projet de résolution.

79. M. PINO SANTOS (Cuba) estime que l'amendement de l'Uruguay (A/C.2/L.1318) va à l'encontre de l'idée maîtresse du projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1. En effet, tout exercice du droit souverain des Etats sur leurs ressources naturelles suppose une coopération, un échange d'informations et, par conséquent, des consultations. Dans la mesure où l'amendement supprime l'idée de consultations, il rend possible toute action unilatérale. La délégation cubaine, conformément à la position adoptée par les pays non alignés, estime que le projet de résolution doit rester tel quel.

80. M. FRAZÃO (Brésil), rappelant l'analyse du projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1 qu'il a faite à la 1564ème séance, déclare que le projet autorise la confusion et interprète certaines questions de façon à permettre une ingérence du Conseil d'administration du PNUE dans les affaires intérieures des Etats, en violation des résolutions 2880 (XXVI), 2993 (XXVII), 2995 (XXVII) et 3016 (XXVII) de l'Assemblée générale, pourtant adoptées à une très large majorité. D'autre part, la Déclaration d'Alger n'avait certes pas l'intention d'imposer de restriction quelconque aux pays en voie de développement lorsqu'ils cherchent à défendre leurs droits, en particulier le droit inaliénable d'explorer leurs ressources naturelles d'une façon qui permette de servir au mieux les objectifs nationaux.

81. La délégation brésilienne, loin d'être mue par un intérêt égoïste, cherche au contraire à éviter l'adoption d'un texte mal défini qui, sous prétexte de consultation, autorise un Etat à opposer en quelque sorte son veto au développement d'autres pays.

82. Le représentant du Brésil rappelle la tradition juridique de l'Amérique latine, qui a mis au point une forme particulière de coopération régionale et dont les arrangements juridiques de coopération ont inspiré d'autres pays d'Afrique et d'Asie. Pourquoi donc faudrait-il oublier lorsqu'il s'agit de l'environnement cette coopération qui existe déjà ? De plus, comme l'ont fait valoir certains, c'est à la Commission du droit international et à elle seule qu'il appartient de développer le droit international. Il n'existe pas

d'exemples d'une codification du droit international effectuée par d'autres organes.

83. En ce qui concerne l'amendement A/C.2/L.1318, le représentant du Brésil déclare apprécier l'effort de conciliation du représentant de l'Uruguay. Cependant il estime que cet amendement n'est pas de nature à donner satisfaction à sa délégation du fait qu'il ne modifie en rien l'esprit du texte original du projet de résolution auquel il se rapporte. Quant à la seconde phrase de l'amendement, qui vise à modifier la dernière ligne du texte original, elle contient des dispositions qui seraient peut-être valables dans certains cas — par exemple lorsqu'il s'agit de la construction d'un barrage — mais qui ne conviennent pas dans le cadre du projet de résolution examiné. Cela étant, la délégation du Brésil sera forcée de voter contre l'amendement de l'Uruguay si celui-ci est mis aux voix.

84. Pour ce qui est de l'amendement des Philippines (A/C.2/L.1321), le représentant du Brésil indique qu'il comprend l'esprit qui a présidé à la formulation de cet amendement mais que, si celui-ci avait été maintenu, il aurait dû déposer un vote négatif.

85. Pour conclure, le représentant du Brésil tient à souligner que, tout en reconnaissant la valeur de la Déclaration d'Alger, il estime peu opportun de la citer dans le projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1, du fait qu'elle ne reprend pas les éléments de compromis qui figuraient dans la résolution 2995 (XXVII) de l'Assemblée générale. Le Brésil entend rester fidèle aux accords qu'il a déjà conclus avec d'autres pays de sa région, ainsi qu'à l'esprit et à la lettre de la Charte des Nations Unies, et il estime que cela n'est pas compatible avec l'approbation du projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1.

86. M. VALDES (Bolivie) partage sans réserve l'opinion du représentant de l'Inde. Le projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1 s'écarterait du point 50 de l'ordre du jour et porte plutôt sur la question de la souveraineté des Etats sur les ressources naturelles, pour l'exercice de laquelle des normes doivent être établies. En ce qui concerne plus particulièrement l'exploitation et l'utilisation des voies d'eau internationales, M. Valdés estime que prévoir un système de consultations préalables irait à l'encontre des accords déjà conclus entre certains pays latino-américains en la matière. Cela étant, la délégation de la Bolivie votera contre le projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1.

87. Avec le représentant du Brésil, M. Valdés rend hommage à l'esprit de compromis dont ont fait preuve les représentants de l'Uruguay et des Philippines en ce qui concerne leurs amendements respectifs, et il espère qu'une formule pourra être trouvée pour rallier l'assentiment de toutes les délégations des pays latino-américains.

88. M. ORTIZ DE ROZAS (Argentine), rappelant que sa délégation figure au nombre des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1, regrette de ne pouvoir accepter l'amendement de l'Uruguay, quel que soit l'effort de conciliation dont il procède. La différence essentielle entre le texte du paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution et celui de l'amendement uruguayen est que le premier tend à établir un principe, alors que le second vise à créer un mécanisme.

89. En ce qui concerne les observations du représentant de l'Afghanistan, le représentant de l'Argentine tient à préciser que, en tant qu'auteur du projet de résolution, sa délégation reconnaît sans réserve aucune le droit inaliénable de chaque Etat d'exploiter les ressources naturelles qui relèvent de sa juridiction. C'est là un droit que personne ne conteste et le projet de résolution reconnaît implicitement que, dans l'exercice de ce droit, tous les Etats sont égaux. Instituer un mécanisme comme tend à le faire l'amendement uruguayen reviendrait à reconnaître à chaque Etat un droit de veto préjudiciable à ses voisins.

90. M. DIAW (Mali) indique que sa délégation votera contre l'amendement uruguayen du fait que cet amendement exclut délibérément le principe des consultations préalables, principe qui préside déjà depuis un certain temps à la coopération entre Etats membres de l'OUA.

91. M. DIALLO (Haute-Volta) déclare que sa délégation ne sera pas en mesure de voter pour l'amendement uruguayen, et cela pour des raisons identiques à celles qu'ont invoquées notamment les représentants du Mali, de Cuba et de l'Afghanistan. Rappelant que sa délégation a déjà maintes fois affirmé son attachement au principe de la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles, M. Diallo indique que, néanmoins, si l'amendement uruguayen devait être mis aux voix, il voterait contre chaque mot, chaque ligne et chaque phrase, du fait que cet amendement va à l'encontre de l'objectif même visé dans le projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1. Même si les Etats africains n'ont pas de tradition juridique à laquelle ils puissent se référer, ils n'en montrent pas moins leur attachement au principe du respect des intérêts de tous les Etats.

92. M. JABER (Jordanie), appuyé par M. GALLARDO MORENO (Mexique), propose à la Commission de se prononcer maintenant sur le projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1 et d'entendre à la séance suivante les représentants qui désireraient encore expliquer leur vote.

93. Le PRESIDENT suggère de reporter à la séance suivante la décision sur le projet de résolution ainsi que toutes les autres explications de vote.

94. M. MVOGO (Cameroun), appuyé par M. SCHUPPUS (Togo), demande la clôture du débat en application de l'article 119 du règlement intérieur et propose que la Commission se prononce ensuite sur le projet de résolution.

95. M. HAQ (Pakistan), appuyé par M. GARCIA BELAUNDE (Pérou) et M. HASSAN (Soudan), fait observer que le débat sur la question a été clos à la séance précédente et que les explications de vote avant le vote font partie du processus de vote. Il estime donc que l'article 119 du règlement intérieur n'est pas applicable en l'occurrence et propose à la Commission d'accepter la suggestion du Président.

96. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), invoquant l'article 115 du règlement intérieur, demande au Président de statuer immédiatement sur la question de savoir si le débat sur la question se poursuit ou si le processus de vote est déjà en cours.

97. Le PRESIDENT, statuant sur cette motion, déclare que le débat a été clos à la séance précédente et

que, à la séance en cours, la Commission a entamé le processus des explications de vote. Faisant observer que plusieurs représentants désirent encore présenter leurs explications avant le vote, le Président indique que la Commission ne peut pas se prononcer sur le projet de résolution avant de les avoir entendus, à moins que ces représentants n'acceptent de ne donner leurs explications qu'après le scrutin.

98. M. SOTO (Venezuela), appuyé par M. BONAO (Côte d'Ivoire), fait appel à toutes les délégations pour qu'elles acceptent de reporter le vote à la séance suivante.

99. M. DIALLO (Haute-Volta) propose formellement à la Commission d'entendre les représentants qui désirent formuler leurs explications avant le vote, puis de se prononcer sur le projet de résolution.

100. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) demande l'ajournement de la séance en application de l'article 120 du règlement intérieur.

Par 78 voix contre 16, avec 9 abstentions, la Commission décide d'ajourner la séance.

Organisation des travaux de la Commission

101. M. JAIN (Inde) [Président du Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation], appuyé par M. VERCELES (Philippines), demande à la Commission de bien vouloir lui accorder un délai d'une semaine pour lui permettre de mener à bien ses travaux.

102. Le PRÉSIDENT déclare que, en l'absence d'objection, il considérera que la Commission décide de reporter au lundi 3 décembre la date limite pour la présentation du rapport du Groupe de travail.

La séance est levée à 19 heures.

1570^e séance

Mardi 27 novembre 1973, à 10 h 50.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1570

POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme des Nations Unies pour l'environnement (suite) [A/9003, chap. XIII; A/C.2/L.1305/Rev.1, A/C.2/L.1312/Rev.1, A/C.2/L.1316, A/C.2/L.1317/Rev.1, A/C.2/L.1318, A/C.2/L.1320] :

- a) Rapport du Conseil d'administration (A/9025, A/C.2/L.1315);
- b) Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général (A/9163, A/9238, A/C.2/L.1314, A/C.2/L.1319)

1. Le PRÉSIDENT invite les membres de la Commission à se prononcer sur le projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1.

2. M. ZACHMANN (République démocratique allemande), prenant la parole pour expliquer son vote avant le vote, dit que le projet de résolution traite d'un problème qui présente une grande importance pour les relations entre les Etats. Néanmoins, la délégation de la République démocratique allemande estime que le meilleur moyen d'aborder ce problème consiste à conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux portant sur des cas précis; étant donné que le projet de résolution n'exprime pas ce point de vue, elle s'abstiendra lors du vote à son sujet.

3. M. GONZALEZ ARIAS (Paraguay) dit que sa délégation votera contre le projet de résolution pour les raisons qu'elle a données au cours de la discussion sur la question. Elle demande à ce que le paragraphe 3 du dispositif fasse l'objet d'un vote enregistré séparé.

4. M. GEBRU (Ethiopie) dit que son gouvernement accepte sans réserve les principes de la coopération entre les Etats dans le domaine de la protection de l'environnement et que c'est dans cet esprit qu'il a accepté la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement adoptée à Stockholm, la résolution 2995 (XXVII) de l'Assemblée générale et la Déclaration économique adoptée lors de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés à Alger, qui traite de la coopération entre les Etats pour la protection de l'environnement, tous instruments qui respectent un équilibre scrupuleux entre le principe, réaffirmé à maintes reprises dans les résolutions de l'Assemblée générale, de la souveraineté absolue des Etats sur leurs ressources naturelles et la nécessité d'instaurer une coopération internationale efficace pour la protection de l'environnement. Les principes 21 à 24 de la Déclaration adoptée à Stockholm indiquent clairement que cette coopération doit être fondée sur la reconnaissance du fait que les Etats sont pleinement souverains pour ce qui touche l'utilisation et la disposition de leurs ressources naturelles et qu'elle est envisagée uniquement pour les ressources partagées par plusieurs Etats, en vue de protéger l'environnement. Il est entendu que les Etats, surtout dans le cas de certaines ressources, doivent prendre des précautions suffisantes pour ne pas nuire à l'environnement d'autres Etats. La résolution 2995 (XXVII) de l'Assemblée générale indique également clairement que la coopération doit être fondée sur le principe du bon voisinage, ce qui ne signifie pas que chaque Etat peut retarder ou gêner les programmes et projets d'exploration, d'exploitation et de mise en va-

leur des ressources naturelles des Etats sur le territoire desquels ces programmes et projets sont exécutés. La Déclaration économique adoptée à Alger, en particulier à la section VII, reconnaît également le lien essentiel entre la souveraineté absolue sur les ressources naturelles et l'engagement pris en commun par les Etats de protéger l'environnement. Au cours de la discussion qui a eu lieu à Alger, il a été dit fermement que la coopération internationale pour la protection de l'environnement ne devait pas empiéter sur les droits absolus dont jouissent les Etats souverains en ce qui concerne l'utilisation et la disposition de leurs ressources naturelles.

5. La notion de "consultations préalables" qui figure dans la Déclaration d'Alger n'impose aucune obligation particulière à un Etat quelconque, mais vise à fixer les grandes lignes de la coopération internationale qui doit s'exercer dans le cadre des relations normales entre Etats.

6. Aux yeux de la délégation éthiopienne, il se poserait des problèmes considérables si l'on s'écartait de ces principes généraux. Le projet de résolution cherche à les interpréter étroitement en les appliquant à des cas particuliers, en tentant d'imposer le respect de certaines règles de conduite décrites comme étant des normes internationales avant que la communauté internationale ait eu la possibilité de discuter comme il convient des problèmes complexes liés aux différentes utilisations de ressources et des voies d'eau internationales. Les questions juridiques qui entrent en jeu sont actuellement étudiées par la Commission du droit international et il aurait peut-être été bon que la Deuxième Commission attende de connaître l'avis consultatif et les recommandations de la Commission du droit international pour prendre une décision. Il faut que les problèmes juridiques et techniques complexes, ainsi que les délicats problèmes politiques qui sont en jeu soient examinés, dans la perspective qui convient, par les organes de l'Organisation des Nations Unies compétents. La délégation éthiopienne pense qu'il faudra, en temps voulu, mettre au point des normes de conduite internationale et que celles-ci devront être fondées sur la pratique des Etats et les procédures établies dans le cadre d'arrangements régionaux, mais, à son avis, il serait prématuré d'imposer aux Etats l'obligation de se plier à la règle mal définie de "consultations préalables" présentée comme une norme internationale et qui pourrait être interprétée comme une obligation juridique plutôt que comme une directive de coopération internationale. Dans certaines circonstances, la notion de "consultations préalables" pourrait être interprétée comme une obligation d'obtenir l'accord de toutes les parties intéressées pour mettre en valeur et utiliser les ressources naturelles d'un autre Etat. Cela reviendrait à dire que dorénavant un Etat peut avoir le droit de contrecarrer le droit souverain d'un autre Etat, ce qui saperait les dispositions fondamentales du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies et de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale, dont la résolution 2995 (XXVII).

7. La délégation éthiopienne aurait par conséquent préféré qu'il soit question, au paragraphe 2 du projet de résolution, d'échange d'informations, de notification et de discussions préalables, au lieu de "consultations préalables". Etant donné que les auteurs ne sont pas en mesure d'accepter des amendements, la délégation

éthiopienne s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution.

8. M. MÜEZZINOĞLU (Turquie) rappelle que la délégation turque a déjà fait connaître les réserves qu'elle éprouvait, tant sur le plan de la procédure que sur celui du fond, au sujet du projet de résolution examiné. Une note du Secrétaire général sur les aspects économiques et techniques de la mise en valeur des bassins fluviaux internationaux examinée à la troisième session du Comité des ressources naturelles¹ sera de nouveau étudiée, sous une forme révisée, lors de la quatrième session de ce comité. En outre, dans sa résolution 2669 (XXV), l'Assemblée générale a recommandé que la Commission du droit international entreprenne l'étude du droit relatif aux utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation et a prié le Secrétaire général de préparer un rapport supplémentaire sur les problèmes juridiques connexes. Il est vraisemblable que la Conférence des Nations Unies sur les ressources en eau qui doit avoir lieu en 1977 étudiera également certains aspects de la question sur laquelle porte le projet de résolution, tandis que l'OMCI et les autres organisations internationales compétentes en examineront d'autres aspects. La délégation turque maintient donc son point de vue selon lequel le projet de résolution ne doit pas empiéter sur les travaux d'autres organismes compétents ou préjuger l'issue de leurs délibérations.

9. En outre, le passage du paragraphe 2 qui a trait aux droits et devoirs des Etats en ce qui concerne les ressources naturelles qui relèvent de leur juridiction nationale n'est pas équilibré. Il ne faut pas interpréter ce paragraphe comme modifiant les principes 21 et 24 de la Déclaration de Stockholm ou les dispositions du paragraphe 3 de la résolution 2995 (XXVII) de l'Assemblée générale; une interprétation contraire pourrait porter atteinte au droit des Etats d'utiliser librement leurs ressources naturelles et de déterminer et de mettre en œuvre librement les priorités nationales dans le domaine du développement, ce qui est la préoccupation essentielle des pays en voie de développement et l'objectif de la coopération internationale. La délégation turque estime donc que, au stade actuel, une décision précipitée compliquerait les choses et pourrait avoir des effets négatifs sur les efforts de développement. Tout en croyant au principe du bon voisinage, elle s'abstiendra donc avec regret lors du vote sur le projet de résolution.

10. M. RASAPUTRAM (Sri Lanka) dit que, figurant au nombre des auteurs du projet de résolution, sa délégation accueille avec satisfaction l'effort tenté par la délégation uruguayenne en vue de réaliser un compromis sur le texte du paragraphe 2. Malheureusement, il lui est impossible d'accepter l'amendement A/C.2/L.1318, qui ne satisfait ni les auteurs ni les adversaires du projet de résolution. L'information préalable n'équivaut pas aux consultations préalables qui, aux yeux de sa délégation, n'entraînent en aucun cas une violation de la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles.

11. M. NDUNG'U (Kenya) dit que, au cours de consultations, sa délégation a appris que les auteurs du projet de résolution n'étaient pas disposés à accepter certains changements qu'elle aurait souhaité proposer.

¹ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément No 4*, chap. VI, sect. C.

Elle votera néanmoins pour le projet de résolution, étant entendu que le paragraphe 2 ne sera pas interprété comme une atteinte à la Déclaration et Plan d'action adoptés par la Conférence de Stockholm ou aux dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, notamment le paragraphe 2 de la résolution 2692 (XXV) et le paragraphe 1 de la résolution 3016 (XXVII).

12. M. RIOS (Panama) dit que, en tant qu'auteur du projet de résolution, sa délégation pense que celui-ci ne contient rien qui puisse nier, déformer ou limiter le principe de la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles et autres. En fait, le projet est fondé sur la Déclaration économique d'Alger, dont la section VII réaffirme expressément le droit souverain des Etats sur leurs ressources.

13. M. FIGUEROA (Chili) dit que la Déclaration de Stockholm, complétée par la résolution 2995 (XXVII) de l'Assemblée générale, a jeté les bases de la coopération entre les Etats pour l'utilisation des ressources naturelles dans le contexte des questions d'environnement. Dans le projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1, il est expressément question des consultations préalables en tant que moyen de mettre en œuvre cette coopération. Etant donné qu'il n'est pas possible, au stade actuel, de donner une définition plus précise de cette notion, M. Figueroa tient à signaler que le Chili appuie le principe juridique des consultations préalables, qui devraient faire l'objet de négociations bilatérales entre les pays intéressés à l'exploitation de ressources naturelles partagées par deux ou plusieurs Etats. Pris dans son contexte, le projet de résolution ne saurait porter atteinte au droit inaliénable des Etats à l'exercice de leur souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles, et c'est dans cet esprit que la délégation chilienne votera pour le projet de résolution.

14. M. GATES (Nouvelle-Zélande) dit que, lors de la vingt-septième session de l'Assemblée générale, sa délégation s'était inquiétée des effets que l'adoption de la résolution 2995 (XXVII), relative à la coopération entre les Etats dans le domaine de l'environnement, risquait d'avoir sur les principes 21 et 22 de la Déclaration de Stockholm. Elle avait donc fait son possible pour que la résolution 2996 (XXVII) soit adoptée à l'unanimité; cette résolution avait trait à la responsabilité internationale des Etats en ce qui concerne l'environnement et visait, en établissant un lien entre la Déclaration de Stockholm et la résolution 2995 (XXVII), à éviter qu'il ne soit porté atteinte à la Déclaration. La délégation néo-zélandaise ne pense pas que le projet de résolution dont la Commission est saisie puisse être interprété d'une manière qui ne soit pas conforme à l'esprit et à la lettre de la Déclaration de Stockholm ou des deux résolutions de l'Assemblée générale et elle votera donc en faveur de ce projet. L'amendement présenté par la délégation uruguayenne (A/C.2/L.1318) risque de rendre les responsabilités des Etats, en ce qui concerne la coopération dans le domaine de l'environnement en matière de ressources naturelles partagées par deux ou plusieurs Etats, moins claires qu'elles ne le sont dans la version originale du paragraphe 2 et la délégation néo-zélandaise votera donc contre cet amendement s'il est mis aux voix.

15. M. ROUGE (France) dit que sa délégation s'abstiendra sur l'amendement uruguayen s'il est mis aux voix et qu'elle votera contre les divers paragraphes

du projet de résolution et contre l'ensemble du texte. En effet, de l'avis de la délégation française, le projet de résolution sort du cadre des débats de la Commission, puisqu'il a trait non pas à l'environnement, mais à l'exploitation de ressources naturelles. C'est d'ailleurs aussi le cas des déclarations faites par un certain nombre de délégations pour expliquer leur vote. De l'avis de la délégation française, toute difficulté qui apparaît du fait de préjudices causés à l'environnement par l'exploitation de ressources devrait être réglée par voie de négociations directes entre les Etats intéressés ou, si nécessaire, par l'intermédiaire des institutions régionales compétentes. C'est la procédure suivie pour les bassins fluviaux en Europe et pour des problèmes analogues en Amérique latine et en Afrique. L'attitude favorable de la délégation française à l'égard des activités des Nations Unies en matière d'environnement en général s'exprimera par un vote positif sur certains des autres projets de résolution dont la Commission est saisie.

16. M. AL-KHUDHAIRY (Irak) dit que sa délégation ne peut accepter l'amendement uruguayen, qui affaiblirait considérablement le paragraphe 2 du projet de résolution. Le fait de parler d'information préalable revient à dire que les gouvernements échangeraient simplement des informations sans pour cela tenir nécessairement compte du point de vue des autres Etats en cause. Ce n'est pas ainsi que la délégation irakienne comprend la coopération internationale. De plus, l'expression "les pays intéressés à l'exploitation desdites ressources" est trop vague et se prête à des interprétations qui risquent d'être dangereuses.

17. M. OMAR (République arabe libyenne) dit que sa délégation, qui figure au nombre des auteurs du projet de résolution, estime que les ressources naturelles doivent être utilisées de façon judicieuse et que l'adoption du projet de résolution aidera à éviter toute détérioration de l'environnement dans un esprit de compréhension mutuelle. Elle ne comprend pas pourquoi certaines délégations jugent que le paragraphe 2 établit une forme de veto. Des consultations préalables sont une condition nécessaire pour protéger l'environnement et ne peuvent affecter le plein exercice de la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles; le but recherché est simplement de promouvoir la coopération de façon à éviter des activités qui seraient néfastes pour les Etats voisins. L'amendement uruguayen affaiblit la portée de ce paragraphe, et la délégation libyenne votera donc contre cet amendement.

18. M. SADEK (Egypte) se rend bien compte que l'intention de l'amendement uruguayen est de rendre le projet de résolution plus largement acceptable. Toutefois, le fait de prévoir que la coopération en vue de l'exploitation harmonieuse de ressources naturelles partagées par plusieurs Etats est limitée aux pays qui s'intéressent à l'exploitation desdites ressources aurait pour effet d'exclure, par exemple, un Etat qui, seul parmi ceux qui partagent des ressources données, n'a pas encore acquis suffisamment de techniques modernes pour pouvoir les exploiter. Par conséquent, il ne serait pas consulté et rien ne garantirait que son exploitation future des ressources en question, lorsqu'il obtiendra la capacité technique voulue, ne sera pas affectée par l'exploitation déjà entreprise par les autres pays en cause. Ce pays pourrait dans ce cas être privé de certains de ses droits souverains sur ses ressources

naturelles. En outre, le fait de préciser que les préjudices visés au paragraphe 2 doivent être "notables" créerait des difficultés; en effet, il faudrait définir ce terme et décider si ce doit être l'Etat causant le préjudice ou l'Etat qui le subit qui doit en évaluer la gravité; de plus, cela revient à dire qu'un Etat a le droit de causer des préjudices à d'autres Etats partageant la même ressource pour autant que ces préjudices n'aient pas un caractère "notable". Par conséquent, la délégation égyptienne ne sera pas en mesure de voter pour l'amendement uruguayen.

19. M. GIAMBRUNO (Uruguay) remercie ceux qui ont compris les intentions de sa délégation. En raison des observations faites par un certain nombre de représentants, la délégation uruguayenne retire son amendement (A/C.2/L.1318).

20. L'objet du projet de résolution est de poser des principes communs de coopération dans le domaine de l'environnement en ce qui concerne des ressources naturelles partagées par deux ou plusieurs Etats. La délégation uruguayenne peut en principe accepter que ces principes soient posés, mais, à son avis, le projet de résolution est loin d'être satisfaisant. Les principes en question doivent être formulés de façon claire et sans ambiguïté de façon à recueillir l'appui d'une majorité suffisamment importante. Tel était le but de l'amendement que la délégation uruguayenne avait présenté et elle s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution lui-même.

21. M. HAÏDAR (Liban) dit qu'il faudrait peut-être faire un dernier effort pour chercher à mettre d'accord les partisans et les adversaires du projet de résolution avant de mettre celui-ci aux voix. Il suggère par conséquent que la Commission envisage la possibilité d'ajouter un bref membre de phrase au deuxième alinéa du préambule.

22. M. MVOGO (Cameroun), soulevant un point d'ordre, dit que la procédure de vote a déjà commencé et qu'il serait par conséquent contraire au règlement de soumettre de nouveaux amendements.

23. Le PRESIDENT dit que le représentant du Cameroun a raison.

24. M. HAÏDAR (Liban) dit que, dans ces conditions, sa délégation se verra dans l'obligation de s'abstenir lors du vote.

25. Le PRESIDENT invite la Commission à passer au vote sur le projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1.

Sur la demande du représentant de l'Afghanistan, il est procédé au vote enregistré sur le paragraphe 1.

Votent pour : Algérie, Argentine, Australie, Bahamas, Bahreïn, Botswana, Burundi, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Tchad, Chili, Colombie, Congo, Cuba, Chypre, Dahomey, Yémen démocratique, République Dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Fidji, Gabon, Ghana, Guatemala, Guinée, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Lesotho, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Mexique, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Afrique du Sud, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, République arabe

syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ouganda, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Afghanistan, Bolivie, Brésil, France, Portugal.

S'abstiennent : Autriche, Belgique, Bhoutan, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chine, Costa Rica, Tchécoslovaquie, Danemark, Ethiopie, Finlande, République démocratique allemande, Allemagne (République fédérale d'), Grèce, Guyane, Hongrie, Islande, Inde, Israël, Italie, Japon, Liban, Malawi, Mongolie, Nicaragua, Paraguay, Pologne, Espagne, Suède, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Venezuela.

Par 84 voix contre 5, avec 36 abstentions, le paragraphe 1 est adopté.

Sur la demande du représentant de l'Afghanistan, il est procédé au vote enregistré sur le paragraphe 2.

Votent pour : Algérie, Argentine, Australie, Bahreïn, Botswana, Burundi, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Tchad, Chili, Congo, Cuba, Chypre, Dahomey, Yémen démocratique, République Dominicaine, Egypte, El Salvador, Fidji, Gabon, Ghana, Guinée, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Lesotho, Libéria, République arabe libyenne, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Mexique, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Pérou, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Afrique du Sud, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Tunisie, Ouganda, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Afghanistan, Bolivie, Brésil, France, Guyane, Nicaragua, Paraguay, Portugal.

S'abstiennent : Autriche, Bahamas, Belgique, Bhoutan, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chine, Colombie, Costa Rica, Tchécoslovaquie, Danemark, Equateur, Ethiopie, Finlande, République démocratique allemande, Allemagne (République fédérale d'), Grèce, Guatemala, Hongrie, Islande, Inde, Israël, Italie, Japon, Liban, Madagascar, Malawi, Mongolie, Philippines, Pologne, Espagne, Suède, Trinité-et-Tobago, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela.

Par 76 voix contre 8, avec 41 abstentions, le paragraphe 2 est adopté.

Sur la demande du représentant du Paraguay, il est procédé au vote enregistré sur le paragraphe 3.

Votent pour : Algérie, Argentine, Australie, Bahamas, Bahreïn, Botswana, Burundi, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Tchad, Chili, Congo, Cuba, Chypre, Dahomey, Yémen démocratique, République Dominicaine, Egypte, El Salvador, Fidji, Gabon, Ghana, Guinée, Indonésie,

Iran, Irak, Irlande, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Laos, Lesotho, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Mexique, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Philippines, Qatar, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Afrique du Sud, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Tunisie, Ouganda, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Voent contre : Afghanistan, Bolivie, Brésil, France, Guyane, Nicaragua, Paraguay, Portugal.

S'abstiennent : Autriche, Belgique, Bhoutan, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chine, Colombie, Costa Rica, Tchécoslovaquie, Danemark, Equateur, Ethiopie, Finlande, République démocratique allemande, Allemagne (République fédérale d'), Grèce, Guatemala, Hongrie, Islande, Inde, Israël, Italie, Côte d'Ivoire, Japon, Liban, Malawi, Mongolie, Norvège, Pérou, Pologne, Roumanie, Espagne, Suède, Trinité-et-Tobago, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela.

Par 74 voix contre 8, avec 42 abstentions, le paragraphe 3 est adopté.

Sur la demande du représentant du Brésil, il est procédé au vote enregistré, avec appel nominal, sur l'ensemble du projet de résolution. L'appel commence par le Lesotho, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Lesotho, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Mexique, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Afrique du Sud, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Tunisie, Ouganda, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Algérie, Argentine, Australie, Bahreïn, Botswana, Burundi, Cameroun, Canada, Tchad, Chili, Congo, Cuba, Chypre, Dahomey, Yémen démocratique, République Dominicaine, Egypte, El Salvador, Fidji, Gabon, Ghana, Guatemala, Guinée, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos.

Votent contre : Nicaragua, Paraguay, Portugal, Bolivie, Brésil, France.

S'abstiennent : Malawi, Mongolie, Pologne, Espagne, Suède, Trinité-et-Tobago, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Afghanistan, Autriche, Bahamas, Belgique, Bhoutan, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, République centrafricaine, Chine, Colombie, Costa Rica, Tchécoslovaquie, Danemark, Equateur, Ethiopie, Finlande, République démocratique al-

lemagne, Allemagne (République fédérale d'), Grèce, Guyane, Hongrie, Islande, Inde, Israël, Italie, Japon, Liban.

Par 78 voix contre 6, avec 41 abstentions, l'ensemble du projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1 est adopté.

26. M. CAVAGLIERI (Italie), expliquant le vote de sa délégation, dit que la coopération internationale dans le domaine de l'environnement et des ressources naturelles est indispensable pour concilier des aspirations et des intérêts divers et éviter toute forme d'activité nationale qui pourrait être considérée comme nuisible par d'autres pays. Toutefois, la délégation italienne estime que le meilleur moyen d'atteindre ces objectifs est la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux entre les parties directement intéressées. La tâche de l'ONU est de faciliter les négociations et les accords; ce n'est qu'en cas d'impossibilité dans ce domaine que l'ONU doit examiner le meilleur moyen de réconcilier les parties en cause. Le Gouvernement italien n'a donc pas pu souscrire à l'idée d'assurer une coopération efficace au moyen de normes internationales suffisantes ou de mettre en place un système de procédure sans explorer auparavant toutes les possibilités qui pourraient permettre aux parties intéressées de parvenir à un accord. Un tel accord ne peut pas être remplacé par un autre type de mécanisme, aussi louables soient ses objectifs. C'est pour cette raison que la délégation italienne s'est abstenue lors du vote.

27. Mme AUGUSTE (Trinité-et-Tobago) dit que sa délégation s'est abstenue lors du vote étant donné les controverses que le projet de résolution a suscitées et qui ont amené les membres de la Commission à prendre des positions très fermes et opposées.

28. Le problème de l'environnement se prête particulièrement bien à la conclusion d'un accord international en vue de coordonner les actions des Etats. La délégation de la Trinité-et-Tobago est convaincue de la nécessité de poursuivre l'élaboration de normes propres à permettre la réalisation des buts et objectifs de la Déclaration de Stockholm. L'élaboration et l'amélioration des normes requises pour réglementer l'attitude des Etats doivent être une préoccupation constante de la communauté internationale. L'efficacité de la coopération entre les Etats serait renforcée, et dans certains cas même seulement rendue possible, par un système qui comprendrait l'échange de données d'information et la consultation préalable. Le secrétariat du PNUE pourrait servir de centre de rassemblement des données concernant les situations prévues dans le projet de résolution. Pour que des normes soient respectées, toutefois, il faudrait qu'elles soient acceptées par la communauté internationale dans son ensemble ou, du moins, par les parties en cause dans une situation donnée, notamment dans le cas des situations envisagées dans le projet.

29. Bien que la délégation de la Trinité-et-Tobago ait été forcée de s'abstenir lors du vote, elle appuie énergiquement les objectifs que le projet de résolution cherche à réaliser.

30. M. CAICEDO AYERBE (Colombie) dit que sa délégation s'est abstenue lors des votes sur les paragraphes 2 et 3 et sur l'ensemble du projet de résolution. Bien que le projet reflète la nécessité universellement ressentie d'élaborer un nouveau type de

législation internationale relative à la conservation et à l'exploitation des ressources naturelles partagées par deux ou plusieurs Etats, on a commis l'erreur d'utiliser les mots "sur la base d'un système d'information et de consultations préalables". L'expression "consultations préalables" est ambiguë, étant donné qu'elle a un sens large et général et que son interprétation risquerait d'entraîner des conflits plus graves que ceux qu'elle cherche à éviter. La délégation colombienne a déjà indiqué que la question des ressources naturelles partagées devrait faire progressivement l'objet d'accords multiples établissant une distinction entre les divers types de ressources. Elle estime qu'on pourrait utilement tenir compte de cette opinion dans le cadre des efforts réalisés ultérieurement pour élaborer la législation appropriée destinée à régler les conflits relatifs à la souveraineté sur les ressources naturelles et à l'environnement.

31. M. CABEZAS (Equateur) dit que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur les paragraphes 2 et 3 et sur l'ensemble du projet de résolution car elle estime que l'échange d'information doit avoir lieu sur la base d'études techniques portant sur les dommages dont pourraient être éventuellement victimes les Etats voisins. Si des consultations se révèlent nécessaires, elles devront tenir compte de la nature des ressources et des projets en question. Ces renseignements et ces consultations ne doivent pas causer de retards injustifiés dans la mise en œuvre des projets de mise en valeur et d'utilisation de ressources. L'application des dispositions du paragraphe 2 pourrait entraîner de tels retards et, en outre, porter atteinte à la souveraineté de chaque Etat et à son droit de disposer librement de ses ressources naturelles. Le représentant de l'Equateur répète que son gouvernement partage l'opinion selon laquelle il faudrait élaborer des normes de coopération internationale relatives à l'utilisation des ressources naturelles et à la protection de l'environnement, en particulier entre Etats voisins, sans préjudice du droit de chaque Etat de disposer de ses propres ressources naturelles.

32. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation s'est abstenue sur les paragraphes 1, 2 et 3 et sur l'ensemble du projet de résolution. L'objectif du projet de résolution est d'appliquer les principes 21, 22 et 24 de la Déclaration de Stockholm. Lors de sessions antérieures de l'Assemblée générale, la délégation soviétique a exposé sa position et fait certaines réserves. Elle ne peut appuyer aucun texte reflétant une attitude supranationale envers les problèmes de l'environnement ou une tendance à internationaliser les ressources naturelles de quelque façon que ce soit, ni approuver de recommandation modifiant les conventions ou les accords internationaux en vigueur. Elle s'oppose à toute tentative, directe ou indirecte, visant à limiter la souveraineté et la juridiction que les Etats ont réussi à obtenir sur leurs ressources naturelles, bien souvent après une longue lutte contre le colonialisme. Les principes de souveraineté et de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats doivent être respectés lorsqu'on traite de la question des ressources naturelles partagées.

33. M. VERCELES (Philippines) dit que sa délégation s'est abstenue sur le paragraphe 2 en raison du caractère obligatoire que revêt le mot "droit". Etant

donné que l'Organisation des Nations Unies n'est ni un gouvernement ni un parlement mondial et qu'elle ne peut pas contrôler l'application de ses résolutions, il aurait été préférable d'utiliser le mot "devrait". La délégation philippine estime aussi qu'il aurait fallu dire "consultation mutuelle" au lieu de "consultations préalables", ces mots étant trop vagues et susceptibles d'être mal interprétés.

34. La délégation philippine a voté pour l'ensemble du projet de résolution, car elle appuie la notion de coopération efficace. Toutefois, les dispositions du projet de résolution doivent être lues à la lumière des recommandations pertinentes de la Conférence de Stockholm et des résolutions 2995 (XXVII) et 2996 (XXVII) de l'Assemblée générale.

35. M. GORITZA (Roumanie) déclare que sa délégation, après avoir voté en faveur du projet de résolution, tient à réaffirmer sa position, selon laquelle toute action dans le domaine de l'environnement doit être fondée sur les principes de droit international universellement reconnus de la souveraineté de chaque pays sur ses ressources naturelles et de son droit inaliénable d'utiliser ces ressources dans l'intérêt de son développement économique et social. Les dispositions du projet de résolution seront appliquées avec d'autant plus de succès que les problèmes de la coopération seront abordés dans un esprit d'entente tenant compte de l'intérêt mutuel, dans un climat de bon voisinage et dans le souci de protéger et d'améliorer l'environnement. C'est dans cet esprit que la délégation roumaine a pris note des dispositions selon lesquelles les actions dans le domaine de l'environnement doivent se dérouler dans le cadre des relations normales qui existent entre les Etats intéressés. Le représentant de la Roumanie demande que sa déclaration soit incorporée au rapport de la Commission sur cette question.

36. M. SHEMIRANI (Iran) explique que sa délégation a voté en faveur du projet de résolution non parce qu'elle le considère parfait à tous les égards, mais parce que, à son avis, il renferme des éléments positifs pouvant favoriser une coopération constructive entre les Etats dans le domaine de l'environnement. La délégation iranienne ne partage pas les réserves exprimées par certaines délégations quant à la portée des paragraphes 1 et 2. A son avis, les dispositions énoncées dans ces paragraphes ne contreviennent pas au droit des Etats à la souveraineté permanente sur les ressources naturelles et n'autorisent pas un Etat à s'ingérer dans les affaires intérieures d'un autre Etat. C'est en ayant ces considérations à l'esprit que la délégation iranienne a voté pour le projet de résolution.

37. M. JAIN (Inde) déclare que sa délégation s'est abstenue sur les paragraphes 1, 2 et 3 et sur l'ensemble du projet de résolution, et qu'elle a déjà exprimé son point de vue à ce propos à la séance précédente. Pour assurer une adhésion plus large au projet de résolution, la délégation indienne a émis un certain nombre de suggestions pratiques dont malheureusement les auteurs du projet ont décidé de ne pas tenir compte. La formulation des paragraphes 1, 2 et 3 peut prêter à de fausses interprétations, et elle risque également de laisser entendre que les décisions prises à la Conférence d'Alger sont citées hors de propos. Il aurait fallu préciser que les actions envisagées aux paragraphes 1 et 2 ne concernent que le domaine de l'environnement,

car le moindre doute à cet égard risque de se révéler plus défavorable que favorable à la coopération recherchée. Il en est de même pour le paragraphe 3, où le Conseil d'administration du PNUE est prié de faire rapport sur les mesures adoptées en vue de l'application des paragraphes précédents; le Conseil d'administration doit limiter toutes ses études ou ses suggestions au seul problème de l'environnement.

38. M. GRANQVIST (Suède) indique que sa délégation appuie chaleureusement le principe des consultations préalables et qu'elle se félicite du large appui dont il a bénéficié à la Commission. Néanmoins, la délégation suédoise s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution, vu ses réserves en ce qui concerne les paragraphes 2 et 3, ayant trait respectivement à la définition des cas impliquant des consultations préalables et au rôle confié au Conseil d'administration du PNUE.

39. M. ROUGET (République fédérale d'Allemagne) déclare que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution, car elle estime que les problèmes importants qui y sont abordés ne devraient pas être traités dans un climat de polémique. A divers égards, la sauvegarde de l'environnement implique l'élaboration d'une réglementation dans plusieurs domaines et exige un effort commun en ce sens. Certains problèmes de l'environnement sont de nature universelle et appellent des solutions universelles, alors que d'autres sont spécifiques et appellent des solutions spécifiques. C'est pourquoi la délégation de la République fédérale d'Allemagne aurait été favorable à un projet de résolution susceptible d'être adopté par consensus.

40. M. EVANS (Etats-Unis d'Amérique) se réjouit des déclarations qui viennent d'être faites en explications de vote, et particulièrement de celle du représentant de la Trinité-et-Tobago. Il félicite la délégation uruguayenne du sens politique dont elle a fait preuve en retirant son amendement, qui avait été inspiré par des raisons tout à fait louables. La délégation des Etats-Unis regrette d'avoir été forcée de s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution, mais un vote de sa part, qu'il ait été affirmatif ou négatif, risquait d'être interprété comme étant hostile à des pays amis.

41. M. GARCIA BELAUNDE (Pérou) déclare que sa délégation a voté en faveur du projet de résolution étant donné qu'à son avis il est propre à favoriser la coopération en matière d'utilisation et de sauvegarde des ressources naturelles communes à deux ou plusieurs Etats. De surcroît, les paragraphes 1 et 2 ne peuvent en aucune manière être interprétés comme un empiètement sur la souveraineté nationale; ainsi, le système d'information et de consultations préalables qui est envisagé tendra à favoriser la compréhension et la coopération dans le cadre des relations normales entre les parties intéressées, sans entamer de quelque manière que ce soit la souveraineté et le libre contrôle des pays sur leurs ressources naturelles. Ces deux paragraphes s'inspirent de la section XII de la Déclaration d'Alger et ils doivent être interprétés à la lumière de la section VII de cette déclaration.

42. Le paragraphe 3 du projet de résolution peut être interprété de telle sorte qu'il autorise une certaine forme d'arbitrage dans les questions qui relèvent de la souveraineté nationale. La délégation péruvienne au-

rait préféré un texte moins ambigu, et elle s'est donc abstenue lors du vote sur ce paragraphe.

43. M. CURTIN (Australie) déclare que le projet de résolution représente un effort constructif, bien qu'expérimental, pour organiser systématiquement les relations internationales en matière d'environnement. Il reste à faire un travail considérable pour élaborer un droit de l'environnement et préciser sa portée. Si la délégation australienne s'est prononcée de manière affirmative, c'est par considération pour le principe même qui ressort du projet de résolution, mais son vote ne concerne en aucune manière les cas particuliers.

44. M. RATSIMBAZAFY (Madagascar) indique que sa délégation a voté en faveur de l'ensemble du projet de résolution parce qu'il tend à renforcer le principe de la coopération entre les pays dans l'exploitation des ressources naturelles et dans la conservation de l'environnement. Cette coopération ne doit réduire en rien la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles. La délégation malgache s'est abstenue lors du vote sur le paragraphe 2 en raison de la procédure de coopération qui y est évoquée; néanmoins, cela ne veut pas dire qu'elle minimise l'importance du principe de l'information et des consultations préalables.

45. M. DELIVANIS (Grèce) déclare que le projet de résolution comprend des dispositions qui, même si elles sont adoptées par consensus, devront, pour être exécutées, avoir été ratifiées au préalable par les législateurs de tous les pays intéressés. Le projet de résolution vise également à régler sur un plan universel des questions qui, pour être résolues au mieux, doivent l'être par le truchement d'accords bilatéraux tels que, par exemple, ceux que la Grèce a conclus avec deux de ses voisins, et en outre il ne prévoit pas de sanctions en cas de violation. C'est pourquoi la délégation grecque a dû, bien qu'à contrecoeur, s'abstenir lors du vote. Cette abstention n'influera aucunement sur les relations amicales que la Grèce entretient avec nombre des auteurs du projet.

46. M. BONAIO (Côte d'Ivoire) déclare que son pays a toujours été en faveur de la coopération et ne peut donc voir d'empêchement à une résolution qui a pour but de promouvoir cette coopération. Bien qu'il soit loin d'être explicite sur de nombreux points, la délégation ivoirienne a voté pour le projet de résolution car il est pleinement conforme à la résolution 2995 (XXVII) de l'Assemblée générale et notamment à son paragraphe 3.

47. La délégation ivoirienne appuie sans réserve le principe de la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles. La notion de consultations préalables ne doit pas être interprétée comme autorisant un Etat à retarder les projets relatifs à la mise en valeur des ressources naturelles ou à y faire obstacle.

48. M. MBEDO (République centrafricaine) indique que l'imprécision et l'ambiguïté du projet de résolution et la controverse qu'il a suscitée ont conduit sa délégation à s'abstenir lors du vote, sans que cette abstention trahisse en aucune façon l'importante Déclaration économique adoptée à Alger. La République centrafricaine déclare qu'en outre le principe de la souveraineté est incompatible avec la notion de consultations préalables et que des normes internationales doivent être établies sur des bases saines.

49. Le **PRESIDENT** propose qu'afin d'éviter toute confusion la Commission s'occupe à tour de rôle des projets de résolution relatifs au PNUE qui n'ont pas encore fait l'objet d'une décision. Dans chaque cas, les délégations seraient invitées à donner leurs explications de vote avant le vote, puis la Commission prendrait une décision et enfin d'autres explications de vote suivraient si cela était nécessaire. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission adopte cette procédure.

Il en est ainsi décidé.

50. **M. SMIRNOV** (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que, étant donné que des modifications de fond ont été apportées au projet de résolution A/C.2/L.1317/Rev.1, sa délégation devra demander de nouvelles instructions à son gouvernement. Le représentant de l'URSS prie donc les auteurs de ne pas insister pour que ce projet de résolution soit mis aux voix le lendemain.

51. **M. RANKIN** (Canada), présentant au nom des auteurs une version révisée du projet de résolution relatif à la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains (A/C.2/L.1312/Rev.1), appelle l'attention de la Commission sur les modifications qui ont été apportées au troisième alinéa du préambule comme suite à une suggestion de la délégation indienne, au cinquième alinéa du préambule comme suite à une proposition de la délégation française et enfin au sixième alinéa du préambule. La version révisée du paragraphe 7 du dispositif reprend pour le fond, d'une manière générale, une suggestion faite par la délégation française, sans que soient préjugés les résultats de la Conférence-Exposition envisagée. Il est évident que le succès de l'action entreprise après la Conférence exigera la collaboration active de nombreux éléments du système des Nations Unies, collaboration qui devra aller plus loin que celle prévue par les dispositions du paragraphe. En même temps, il est clair que, dans la mesure où elles aideront à préparer la Conférence, les institutions spécialisées, l'AIEA et les commissions économiques régionales sont en droit d'espérer qu'elles bénéficieront de ses résultats.

52. Un certain nombre de délégations ont émis l'avis que le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification est l'organe qui convient le mieux pour jouer le rôle de comité préparatoire de la Conférence-Exposition. Ce point de vue a été examiné de près à la première session du Conseil d'administration du PNUE, avant que le Conseil n'adopte par consensus sa décision 4 (I) [voir A/9025, annexe I], selon laquelle le comité préparatoire devrait comprendre au maximum 58 représentants hautement compétents et sa composition devrait être déterminée compte tenu de celle du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification. Le paragraphe 5 du projet de résolution est fondé sur cette recommandation; les auteurs estiment que le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification n'est pas l'organe qu'il convient de désigner comme comité préparatoire, étant donné que son mandat n'est pas suffisamment étendu pour fournir toute la gamme des compétences requise. En outre, la formule qui ressort du paragraphe 5 du projet a été retenue en vertu du même raisonnement que celui qui a conduit à augmenter le nombre des membres du Conseil économique et social et de certains

de ses comités, à savoir que le chiffre de 27 membres est insuffisant pour représenter une gamme étendue de points de vue gouvernementaux. Le débat qui s'est déroulé à la vingt-septième session de l'Assemblée générale au sujet de la création du Conseil d'administration du PNUE mérite également d'être pris en considération à ce propos. Si les auteurs ont exclu le choix d'un organe existant comprenant déjà 54 membres, c'est parce qu'un organe de ce genre doit normalement élire périodiquement ses membres et procéder à leur remplacement à des dates variables, ce qui ne garantit pas la continuité nécessaire pour entreprendre de façon intégrée les préparatifs de la Conférence-Exposition.

53. Les auteurs espèrent que le projet de résolution révisé pourra être adopté par consensus. Le Danemark, l'Ethiopie, l'Inde, l'Indonésie, la Jordanie et la Yougoslavie ont été omis par erreur dans la liste des auteurs du texte révisé.

54. **M. ROUGE** (France) remercie les auteurs d'avoir incorporé à leur texte les amendements que sa délégation a proposés. Pour que le texte français corresponde plus exactement à la version anglaise du projet, il faudrait également remplacer, au troisième alinéa du préambule, l'expression "l'appui sans réserve" par l'expression "le plein appui", et ajouter en outre les mots "l'occasion de" avant les mots "la préparation" au septième alinéa du préambule. Le représentant de la France demande un vote séparé sur le paragraphe 5, car sa délégation n'est pas entièrement satisfaite de l'explication fournie par le représentant du Canada. Un organe existant peut servir de comité préparatoire pour la Conférence, même si pour cela le nombre de ses membres doit être augmenté et son mandat élargi.

55. **M. SMIRNOV** (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que sa délégation s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution A/C.2/L.1312/Rev.1 pour les raisons qu'elle a données dans la déclaration qu'elle a faite lors de la discussion générale sur la question à la 1565ème séance. Le représentant de l'URSS rappelle en particulier les suggestions de sa délégation en ce qui concerne les préparatifs de la Conférence, les procédures relatives à l'établissement d'un organe préparatoire et le secrétariat de la Conférence. Le programme provisoire de la Conférence nécessite des travaux supplémentaires, ainsi que l'a recommandé le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification à sa huitième session; ce comité devrait participer étroitement aux travaux préparatoires. Le montant des crédits devant être prélevés sur le budget ordinaire pour la Conférence est excessif et, à la Cinquième Commission, la délégation soviétique recommandera qu'il soit nettement réduit.

56. **M. BRITO** (Brésil) déclare que sa délégation continue de penser qu'il importe de ne pas élaborer le programme de la Conférence-Exposition avant d'avoir défini plus clairement le Plan d'action du PNUE. Néanmoins, la délégation brésilienne est disposée à voter pour le projet de résolution tel qu'il se présente dans ses grandes lignes, bien qu'elle ait quelques réserves à faire. Elle ne comprend pas très bien pourquoi on a décidé de prélever des sommes aussi importantes sur le budget ordinaire et sur le Fonds du PNUE en vue de financer ce qui est essentiellement une initiative canadienne que patronnera l'Organisation des Na-

tions Unies. Ces sommes pourraient être utilisées de façon plus profitable pour financer les activités entreprises dans le cadre du programme proprement dit. D'autre part, la délégation brésilienne n'est toujours pas convaincue qu'il soit opportun de créer un organe préparatoire distinct. Le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification peut très bien être chargé des travaux préparatoires. Le représentant du Brésil rappelle à la Commission que le Comité préparatoire de la Conférence de Stockholm, qui comptait 27 membres, s'est acquitté de ses tâches de façon satisfaisante; la délégation brésilienne s'abstiendra lors du vote sur le paragraphe 5. Enfin, les dispositions prévues au paragraphe 6 ne sont pas nécessaires étant donné que le secrétariat du PNUÉ à Nairobi pourrait très bien, en coopération avec le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, entreprendre les travaux préparatoires voulus.

57. M. ZACHMANN (République démocratique allemande) déclare que, de l'avis de sa délégation, il faudrait que les travaux préparatoires de la Conférence-Exposition soient véritablement efficaces et coûtent le moins cher possible. Or le projet de résolution prévoit un mécanisme encombrant pour effectuer ces travaux et ne tient pas compte de la possibilité de recourir aux organes existants de l'Organisation des Nations Unies. Etant donné les incidences financières considérables du projet actuel, la délégation de la République démocratique allemande s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution.

58. Le PRESIDENT annonce que l'Inde et le Japon se sont portés auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1316.

La séance est levée à 13 h 5.

1571^e séance

Mardi 27 novembre 1973, à 15 h 15.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1571

POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme des Nations Unies pour l'environnement (suite) [A/9003, chap. XIII; A/C.2/L.1312/Rev.1, A/C.2/L.1316, A/C.2/L.1317/Rev.1, A/C.2/L.1320] :

- a) Rapport du Conseil d'administration (A/9025, A/C.2/L.1315);
- b) Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général (A/9163, A/9238, A/C.2/L.1314, A/C.2/L.1319)

1. Le PRESIDENT rappelle qu'un vote séparé a été demandé par la France sur le paragraphe 5 du projet de résolution A/C.2/L.1312/Rev.1, relatif à la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains.

Par 68 voix contre une, avec 13 abstentions, le paragraphe 5 est adopté.

Par 80 voix contre zéro, avec 9 abstentions, l'ensemble du projet de résolution A/C.2/L.1312/Rev.1 est adopté.

2. M. VAN GORKOM (Pays-Bas) déclare qu'il a voté pour l'ensemble du projet de résolution car il en appuie les buts et objectifs. Toutefois, il s'est abstenu lors du vote sur le paragraphe 5, estimant que le nombre de membres prévu pour le Comité préparatoire est trop important et que, de toute façon, les travaux préparatoires devraient être effectués par le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification. Il est vrai que ce dernier comité n'a que 27 membres, mais il ne devrait pas être très difficile de porter exceptionnellement leur nombre à 37. Puisqu'il a été décidé, du fait de l'adoption du projet de résolution, de créer un comité préparatoire, le représentant des Pays-Bas espère qu'il sera tenu compte de la composition du Comité de l'habitation, de la construction et de la

planification pour déterminer la composition du Comité préparatoire.

3. M. ROUGE (France) s'est abstenu lors du vote sur le projet de résolution en raison des incertitudes qui subsistent quant au coût de la Conférence-Exposition envisagée et aux suites institutionnelles que celle-ci aura. Les craintes et les doutes de la délégation française seront exposés en détail dans les instances appropriées.

4. La délégation française a voté contre le paragraphe 5 du projet, estimant qu'il ne serait pas raisonnable de charger un nouvel organe d'une tâche qui peut être accomplie par un organe existant. La conséquence logique de l'adoption du projet de résolution serait de supprimer le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, car elle revient à dire que l'Assemblée générale le juge incapable de s'acquitter de ses fonctions.

5. La délégation française porte toutefois un vif intérêt à la Conférence-Exposition et offrira sa coopération la plus soutenue pour en assurer le succès.

6. M. KANKA (Tchécoslovaquie) s'est abstenu lors du vote pour les raisons que sa délégation avait invoquées lors de la discussion générale sur la question.

7. M. CHITSAMBA (Malawi), M. HARTNACK (Danemark), M. MUTUMBO (Zaïre), M. KANE (Mauritanie), M. CHANDLER (Barbade), M. OLIVERI LÓPEZ (Argentine), M. AL-EBRAHIM (Koweït) et M. CABEZAS (Equateur) déclarent qu'ils auraient voté pour le projet de résolution A/C.2/L.1312/Rev.1 s'ils avaient été présents lors du vote.

8. Le PRESIDENT, passant à l'examen du projet de résolution A/C.2/L.1314, relatif aux intérêts régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains, appelle l'attention de la

Commission sur les incidences financières de ce projet, contenues dans le document A/C.2/L.1319.

9. M. BONNICK (Jamaïque) rappelle que sa délégation avait demandé que le texte de l'intervention du représentant de la BIRD à la 1567ème séance à propos du projet de résolution A/C.2/L.1314 soit distribué aux membres de la Commission. Il regrette que cela n'ait pas encore été fait.

10. M. BONNICK regrette que le représentant de la Banque ait estimé que l'étude analytique demandée au paragraphe 1 du projet de résolution ne puisse pas fournir de résultats pratiques. Il regrette aussi que, à propos de la coopération demandée à la BIRD au paragraphe 3 du dispositif, le représentant de la Banque ait déclaré qu'il était douteux que celle-ci puisse participer activement à la formulation de nouveaux critères car il lui fallait donner la priorité à ses activités opérationnelles. Ce représentant a laissé entendre d'autre part que la BIRD avait participé à d'autres études analogues à celle qui est prévue dans le projet A/C.2/L.1314. Il serait dans ce cas utile que la Commission puisse se procurer les études en question car, si celles-ci font double emploi avec celle envisagée dans le projet de résolution, ce dernier serait sans objet.

11. Le représentant de la Banque s'est référé à la résolution 2598 (XXIV) de l'Assemblée générale; or l'étude prévue dans cette résolution n'a pas trait à l'établissement de critères mais à l'organisation d'une enquête mondiale sur le logement.

12. Dans la résolution 2999 (XXVII), l'Assemblée générale a approuvé en principe la création d'un fonds international ou d'une institution financière pour les établissements humains et a prié le Secrétaire général de faire une étude à ce sujet; on peut penser que l'étude en question portera sur la question des critères à retenir pour l'attribution de prêts par les institutions internationales de financement. Toutefois, il ne serait pas logique de recommander certains critères à ces institutions, d'une part, et de créer un fonds doté d'autres critères, d'autre part; c'est pourquoi, au paragraphe 2 du dispositif, les auteurs ont recommandé que tout nouveau critère soit également applicable à toute institution ou tout arrangement résultant de la résolution 2999 (XXVII).

13. Le dernier alinéa du préambule créant des difficultés pour certaines délégations, les auteurs ont accepté de supprimer les mots "avec regret". Enfin, la délégation jamaïcaine demande que le vote sur le projet de résolution soit enregistré.

14. M. FRANCO-HOLGUIN (Banque internationale pour la reconstruction et le développement) regrette que l'intervention faite par le représentant de la Banque à la 1567ème séance ait été mal interprétée. Le Groupe de la Banque mondiale a montré qu'il n'a pas d'attitude négative à l'égard de l'attribution de prêts pour l'habitation et les établissements humains, comme le montre le volume croissant de ses activités dans ce secteur. Il n'a pas non plus d'attitude négative à l'égard de la résolution 2998 (XXVII); en effet, il tient pleinement compte de facteurs tels que ceux qui sont énumérés dans cette résolution.

15. Le représentant de la Jamaïque a dit que, de l'avis de la BIRD, l'étude envisagée ne produirait aucun résultat pratique. Or il s'agit d'un malentendu; en fait, le représentant de la Banque avait déclaré que tel serait

le cas pour les activités mêmes de la Banque, car celle-ci doit tenir compte de tout un ensemble complexe de problèmes urbains et non pas du seul facteur du logement et des établissements humains. Des solutions globales de caractère universel qui isoleraient un aspect du problème ne seraient pas utiles.

16. M. BONNICK a également déclaré que la BIRD n'était pas disposée à coopérer à l'établissement de l'étude demandée. Il n'en est pas ainsi; le représentant de la Banque avait effectivement douté que le Groupe de la Banque puisse s'engager activement dans la formulation de nouveaux critères en raison de la nécessité, entre autres, de donner la priorité à ses activités opérationnelles; il avait toutefois ajouté que la Banque était pleinement disposée à donner son avis, en fonction de son expérience, sur les nouveaux critères qui seraient mis au point par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

17. M. BONNICK (Jamaïque) déclare qu'il lui semble avoir cité textuellement l'intervention du représentant de la BIRD. Toutefois, il ne veut pas entrer ici dans une discussion. Il demande seulement que l'intervention faite par le représentant de la Banque à la séance en cours soit reproduite de façon très détaillée dans le compte rendu analytique de cette séance.

18. M. WANG Tzu-chuan (Chine) comprend les difficultés qu'éprouvent les pays en voie de développement à propos de la question des établissements humains. Toutefois, la délégation chinoise se verra dans l'obligation de s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution A/C.2/L.1314, car ce projet s'adresse entre autres à la BIRD, qui n'a pas encore appliqué la résolution 2758 (XXVI) par laquelle l'Assemblée générale a expulsé de l'Organisation la clique de Tchang Kaï-check.

19. M. VERCELES (Philippines) votera pour le projet de résolution. Toutefois, il l'interprète comme signifiant que la recommandation faite au paragraphe 2 du dispositif ne devra pas affecter l'étude effectuée en application de la résolution 2999 (XXVII) de l'Assemblée générale; sinon, cette dernière résolution aurait été adoptée en vain.

20. M. ROUGE (France) votera contre le projet de résolution en raison des considérations exposées dans l'intervention faite par lui-même à la 1564ème séance, lors de la discussion générale, fort bien résumée dans le compte rendu analytique de séance. De l'avis de la délégation française, la résolution 2998 (XXVII) de l'Assemblée générale ne contient pas trace d'une invitation adressée au Secrétaire général en ce qui concerne l'établissement de nouveaux critères. Cette délégation ne peut donc s'associer au blâme qui est implicite dans le projet de résolution A/C.2/L.1314.

21. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), soulignant que le projet de résolution A/C.2/L.1314 constitue la suite logique des résolutions 2998 (XXVII) et 2999 (XXVII) de l'Assemblée générale, rappelle que sa délégation s'était abstenue sur ces deux résolutions et qu'elle avait émis des doutes quant à l'utilité de créer un fonds pour les établissements humains. D'autre part, les incidences administratives et financières (A/C.2/L.1319) du projet de résolution paraissent exagérées; en effet, le nombre de consultants ne paraît guère justifié, non plus surtout que le montant des frais de voyage prévus pour ces

consultants. La délégation soviétique reviendra d'ailleurs sur ce point à la Cinquième Commission. Dans l'intervalle, elle se voit dans l'obligation de s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution.

A la demande du représentant de la Jamaïque, il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Algérie, Argentine, Bahreïn, Barbade, Bolivie, Botswana, Brésil, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Colombie, Costa Rica, Chypre, Dahomey, Yémen démocratique, République Dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Fidji, Gabon, Ghana, Guatemala, Guinée, Guyane, Haïti, Islande, Iran, Irak, Israël, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Kenya, République khmère, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malawi, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Mexique, Maroc, Népal, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Philippines, Qatar, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ouganda, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : France, Grèce, Nouvelle-Zélande.

S'abstiennent : Albanie, Australie, Autriche, Belgique, Bhoutan, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Chine, Congo, Cuba, Tchécoslovaquie, Danemark, Finlande, République démocratique allemande, Allemagne (République fédérale d'), Hongrie, Inde, Indonésie, Irlande, Italie, Japon, Mongolie, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

Par 83 voix contre 3, avec 37 abstentions, le projet de résolution A/C.2/L.1314, tel qu'il a été révisé oralement, est adopté.

22. M. BONNICK (Jamaïque) annonce que, afin de faciliter l'adoption du projet de résolution A/C.2/L.1315 par consensus, les auteurs ont accepté de remplacer les mots "aux paragraphes 5 et 12 de la décision 1 (I)" par les mots "dans la décision 1 (I)", au paragraphe 2 du dispositif.

23. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) ne voit pas d'objection à ce que la Commission adopte le projet de résolution par consensus. Toutefois, il maintient les réserves que la délégation soviétique avait exprimées au Conseil d'administration du PNUE et à la vingt-septième session de l'Assemblée générale à propos des résolutions 2998 (XXVII) et 2999 (XXVII) de l'Assemblée générale.

24. M. KRISHNAN (Inde) regrette que les auteurs du projet de résolution n'aient pas accepté les suggestions faites par sa délégation, ce qui lui aurait permis de se joindre à eux. Toutefois, il appuiera ce projet.

25. M. DELIVANIS (Grèce) dit que sa délégation aimerait se joindre aux auteurs du projet de résolution.

26. Le PRESIDENT considère que, en l'absence d'objection, la Commission souhaite adopter le projet de résolution sans le mettre aux voix.

Le projet de résolution A/C.2/L.1315, tel qu'il a été révisé, est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

27. Le PRESIDENT invite les membres de la Commission à se prononcer sur le projet de résolution A/C.2/L.1316, relatif au Fonds du Programme des Nations Unies sur l'environnement.

28. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) n'est pas opposé à ce que ce projet de résolution soit adopté par consensus; toutefois, il souligne que les contributions au Fonds du PNUE doivent être absolument volontaires et que ce sont les gouvernements eux-mêmes qui doivent déterminer le montant de leur contribution ainsi que les monnaies dans lesquelles elle sera versée, sans que soient exclues les devises non convertibles.

29. M. OMAR (République arabe libyenne) n'est pas opposé à l'intention du projet de résolution, mais souligne que les principaux fauteurs de pollution, en particulier les pays développés, devraient être tenus de contribuer plus que les autres.

30. Le PRESIDENT déclare que, en l'absence d'objection, il considérera que la Commission souhaite adopter le projet de résolution sans le mettre aux voix.

Le projet de résolution A/C.2/L.1316 est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

31. M. BRITO (Brésil) a accepté que le projet de résolution soit adopté par consensus, mais il s'associe aux observations faites par le représentant de la République arabe libyenne; habituellement, lorsque des appels sont adressés aux gouvernements pour qu'ils versent des contributions, ces appels visent plus particulièrement les pays développés, et cela est encore plus justifié dans le cas présent.

32. Le PRESIDENT rappelle que la délégation soviétique a demandé de remettre à plus tard la décision sur le projet de résolution A/C.2/L.1317/Rev.1.

33. M. SCHRAM (Islande) déclare que les auteurs, auxquels se sont joints Chypre et le Ghana, acceptent que le vote soit remis au lendemain.

34. Il annonce que les auteurs ont convenu d'un certain nombre de révisions à apporter au projet de résolution révisé. Au deuxième alinéa du préambule, il y a lieu d'ajouter la mention de la résolution adoptée par l'Assemblée générale, à sa présente session [résolution 3067 (XXVIII) du 16 novembre 1973], au sujet de la convocation d'une conférence sur le droit de la mer, et la résolution 2750 C (XXV) du 17 décembre 1970. D'autre part, certains craignant que le mot "océans" ne soit pas suffisamment précis, les auteurs ont accepté de remplacer ce mot, partout où il apparaît dans le texte, par les mots "les mers et les océans". Le paragraphe 4 du dispositif doit être modifié de façon que la demande qui y est exprimée soit adressée au Conseil d'administration du PNUE. Au paragraphe 6 du dispositif, il convient de supprimer les mots "de continuer". Le paragraphe 6 a été ajouté par les auteurs pour relier les questions traitées dans le projet de résolution à celles qui seront examinées à la Conférence sur le droit de la mer. L'allusion à la recommandation 92 du Plan d'action pour l'environnement adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et

par l'Assemblée générale à sa vingt-septième session ne devrait pas poser de problème, étant donné que cette recommandation a été adoptée à l'unanimité.

35. Le représentant de l'Islande espère qu'un nouveau texte révisé pourra paraître à temps pour la prochaine séance.

36. M. RANKIN (Canada) signale qu'un nouvel alinéa aurait dû être inséré en troisième position dans le préambule du projet A/C.2/L.1317/Rev.1. Le texte de cet alinéa est le suivant : "*Rappelant également le principe 7 de la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement*".

37. Etant donné les nombreux changements qui ont été apportés au projet, M. Rankin pense, comme le représentant de l'URSS, que le vote doit être différé.

38. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que, s'il a bien compris le représentant de l'Islande, le vote doit avoir lieu à la séance suivante. Or, le texte révisé ne saurait être disponible avant le lendemain matin, et la délégation soviétique ne disposera pas, par conséquent, des instructions de son gouvernement. Etant donné, d'autre part, les nombreuses modifications, M. Smirnov demande que le vote soit différé encore d'un jour ou deux.

39. M. SCHRAM (Islande) annonce que les auteurs du projet acceptent que le vote soit repoussé.

40. Le PRESIDENT déclare que, s'il n'y a pas d'objection, le vote du projet de résolution A/C.2/L.1317/Rev.1 sera remis à une date ultérieure.

Il en est ainsi décidé.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (suite*) [A/9003, A/C.2/285]

SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE CONSACREE AU DEVELOPPEMENT ET A LA COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE (A/C.2/L.1322)

41. M. BENNANI (Maroc) déclare que la tenue d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies permettrait à la communauté internationale de consacrer dans les faits son interdépendance économique et de donner au développement une nouvelle impulsion correspondant à la nouvelle conjoncture. Devenue plus consciente de cette interdépendance, la communauté internationale devrait à cette occasion en analyser les contours, en examiner toutes les incidences et établir une doctrine susceptible de donner à la coopération économique internationale un contenu réel devant assurer la prospérité de tous. A cet effet, il est extrêmement important de ne pas perdre de vue que les intérêts de l'ensemble de la communauté internationale sont indissociables du développement.

42. La session extraordinaire viendrait à point nommé pour établir des projections dans le temps, pour éviter tout soubresaut risquant d'exposer la communauté internationale à des risques de récession et d'appauvrissement et à d'autres menaces

imprévisibles pouvant résulter de sa propre défaillance. En second lieu, il s'agirait d'élargir la coopération en assurant à l'objectif du développement la place qui lui revient et de créer un nouveau système de relations économiques fondé sur l'égalité et l'intérêt commun de tous les pays. En troisième lieu, la communauté internationale aurait ainsi à faire son autocritique.

43. La première évaluation quinquennale de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement permettra de revoir dans leur ensemble toutes les implications de la Stratégie internationale du développement et de conserver à celle-ci son dynamisme en la réadaptant aux nouvelles données de l'économie mondiale et en y incorporant de nouveaux concepts mieux en rapport avec les intérêts de toute la communauté internationale.

44. C'est dans cet esprit que M. Bennani présente au nom des 66 auteurs, auxquels il convient d'ajouter El Salvador et Haïti, le projet de résolution A/C.2/L.1322.

45. En proposant que cette session extraordinaire soit réunie à une date appropriée se situant au printemps 1975 et que la participation se situe à un échelon politique élevé, les auteurs ont été guidés par les considérations suivantes : tout d'abord, la période choisie coïncidera avec la fin des négociations monétaires; d'autre part, les négociations commerciales multinationales seront parvenues sinon au stade final du moins à un stade très avancé; et, enfin, la première évaluation quinquennale aura été probablement effectuée au niveau du Conseil du commerce et du développement. Enfin, les auteurs envisagent que la session extraordinaire se déroulerait avec la participation effective des ministres des affaires étrangères qui, pendant les derniers jours de cette session, apporteraient solennellement la caution politique de leurs gouvernements respectifs aux décisions prises.

46. M. Bennani donne lecture du projet de résolution. Le paragraphe 1 du dispositif énumère les tâches qui seraient dévolues à la session extraordinaire. L'alinéa b met en lumière la communauté d'intérêts qui est indissociable du développement. A propos de l'alinéa c, il y a lieu de rappeler que la Stratégie internationale du développement a été conçue et doit être appliquée dans une optique dynamique, évolutive et novatrice et qu'il convient donc de la modifier suivant la conjoncture économique internationale.

47. M. Bennani espère que, vu l'importance et l'opportunité certaine du projet, celui-ci pourra être approuvé à l'unanimité. Il va sans dire que les auteurs restent ouverts à tout échange de vues pouvant leur permettre d'apporter certaines explications ou certains éclaircissements.

48. M. ROUGE (France) déclare que ce projet est si important et soulève de tels problèmes que sa délégation ne peut présenter, pour le moment, que des observations préliminaires.

49. Il lui semble, tout d'abord, que la tâche confiée au Conseil économique et social aux termes du paragraphe 4 du dispositif est très difficile à remplir. En effet, fixer la date de la session extraordinaire revient à fixer à celle-ci une place dans un ensemble extrêmement complexe de réunions et de conférences. En prévision, justement, de l'évaluation devant avoir lieu à mi-chemin de la deuxième Décennie, l'Assemblée générale a donné des directives aux commissions

* Reprise des débats de la 1569ème séance.

économiques régionales et aux institutions spécialisées et elle a créé des comités spéciaux; il sera extrêmement difficile de concilier toutes ces activités.

50. La date choisie aura également des incidences sur l'efficacité de la session extraordinaire prévue. La proximité de la quatrième session de la CNUCED pourrait créer des difficultés. En outre, il convient d'envisager les répercussions que pourrait avoir la session extraordinaire sur les sessions ordinaires de 1974 et de 1975, car on ne peut s'attendre à ce que l'Assemblée générale prenne continuellement des décisions importantes.

51. Par ailleurs, étant donné que la session envisagée s'insérerait dans tout un ensemble de négociations internationales, il faut éviter de donner au public l'impression qu'on peut attendre des résultats spectaculaires de cette session. Il ne faut pas oublier le désenchantement qui a succédé à la troisième session de la CNUCED, désenchantement dû au fait que des espoirs trop grands avaient été placés dans cette réunion. M. Rougé suggère donc de modifier quelque peu le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution. A l'alinéa *b*, pour montrer qu'il ne s'agit pas de créer un nouveau système de relations économiques internationales, on pourrait insérer entre les mots "afin de" et "créer", à la quatrième ligne, le membre de phrase "contribuer à". M. Rougé estime qu'il n'est pas approprié de dire, à l'alinéa *d*, "un instrument efficace"; en effet, cet instrument existe déjà et n'est pas entièrement dépourvu de valeur pratique. D'autre part, lorsqu'il aura été revitalisé, il ne sera certainement pas totalement efficace. Il conviendrait donc de dire "un instrument toujours plus efficace". Ainsi, tout en étant ambitieux, le projet resterait dans les limites de ce qui est raisonnable.

52. Il paraît raisonnable et souhaitable que le Secrétaire général prépare lui-même un projet d'ordre du jour qui serait soumis au Conseil économique et social à sa cinquante-septième session et que l'Assemblée générale statue définitivement à sa vingt-neuvième session sur l'ordre du jour et la date de la session extraordinaire. La délégation française approuve donc ce point, sous réserve que les autorités françaises soient favorables à la réunion d'une session extraordinaire. Néanmoins, le représentant de la France ne peut approuver les dispositions concernant le rapport qui constituerait le document de base des travaux de la session. Si la réunion doit avoir lieu au printemps de 1975, il paraît inopportun de demander au Secrétaire général d'établir à la hâte un document pour mai 1974. Pour éviter toute discussion inutile à l'Assemblée générale, il suffirait que le Secrétaire général établisse le document en question à temps pour que le Conseil économique et social puisse l'examiner au début de 1975 et l'envoyer directement à la session extraordinaire. Ainsi, les débats de cette session ne seraient pas déflorés par les débats de la session ordinaire de 1974 tout en bénéficiant de ce qui aurait été dit au Conseil économique et social.

53. Ceci dit, il n'est pas encore acquis que la session extraordinaire aura réellement lieu. Il convient de réfléchir de manière plus approfondie avant d'accepter cette proposition, qui vient de la Conférence d'Alger. Certes, elle mérite le respect, mais les auteurs conviendront que le fait même qu'elle soit soumise à l'Assemblée générale montre qu'ils sont prêts à écouter

les observations et les critiques de tous les Etats Membres. Avant de prendre une décision définitive, il faut, en outre, tenir compte du crédit général dont bénéficient les réunions de l'ONU. En effet, si, venant après tant d'autres réunions, la session extraordinaire envisagée ne devait aboutir qu'à des paroles ou à de vaines accusations, ne vaudrait-il pas mieux y renoncer ?

54. M. Rougé rappelle, pour terminer, que ses observations ont un caractère préliminaire et déclare qu'elles sont faites dans un esprit amical et constructif.

ROLE DE LA SCIENCE ET DES TECHNIQUES MODERNES DANS LE DEVELOPPEMENT DES NATIONS ET NECESSITE DE RENFORCER LA COOPERATION ECONOMIQUE, TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE ENTRE LES ETATS (*fin**) [A/C.2/L.1313/Rev.1]

55. Le PRESIDENT signale que la Commission est saisie d'une version révisée (A/C.2/L.1313/Rev.1) du projet de résolution et annonce que le Gabon et la Jamaïque se sont joints aux auteurs du projet.

56. M. BRITO (Brésil) rappelle que le Gouvernement brésilien a toujours accordé une grande importance aux travaux des organismes des Nations Unies dans le domaine de la science et de la technique, car il est convaincu que le développement repose dans une large mesure sur l'application des connaissances scientifiques et technologiques. Néanmoins, la délégation brésilienne éprouve des réserves très importantes au sujet du projet de résolution et elle déclare à ce propos qu'elle regrette de ne pas avoir été consultée au moment de sa rédaction.

57. Tout d'abord, M. Brito demande, après avoir donné lecture du deuxième alinéa du préambule, si cet alinéa représente une conclusion suffisante pour la première opération d'examen et d'évaluation de la Stratégie internationale du développement. A son avis, le moins qu'on puisse dire est que la formule employée est beaucoup trop faible, à un moment où il faudrait en réalité fixer des objectifs quantitatifs.

58. Le paragraphe 3 du dispositif simplifie à l'excès le mandat du Comité de la science et de la technique au service du développement. Au moment des négociations qui ont abouti à la définition du mandat de ce comité, les participants sont parvenus à un équilibre délicat qui favorisait néanmoins, comme cela est normal, les pays en voie de développement. Le mandat du Comité est exposé dans la résolution 1715 (LIII) du Conseil économique et social. Il serait regrettable, à ce stade, de devoir redéfinir le rôle de cet organe.

59. A propos du paragraphe 4, M. Brito donne son accord de principe pour qu'une deuxième conférence des Nations Unies pour la science et la technologie soit organisée, mais il indique qu'il conviendrait, avant de prendre une décision ferme, de demander au Comité de la science et de la technique au service du développement de préciser les objectifs de cette conférence. Il serait vain de réunir celle-ci sans avoir une idée exacte des questions qui y seront abordées. Or, l'ordre du jour de la rencontre envisagée est trop vaste et trop vague pour qu'on puisse en attendre dans ces conditions des résultats positifs.

* Reprise des débats de la 1569ème séance.

60. Mme DERRÉ (France) déclare que sa délégation s'est toujours intéressée au rôle de la science et des techniques modernes dans le développement et s'efforce de jouer un rôle actif dans ce domaine au sein des organismes de l'ONU.

61. Le projet de résolution à l'examen est le reflet de la résolution 1826 (LV) du Conseil économique et social, adoptée par consensus. La France ne s'était pas prononcée contre cette résolution en dépit des réserves qu'elle éprouvait; ces réserves cependant demeurent. En effet, le Comité de la science et de la technique au service du développement n'a tenu jusqu'à présent qu'une seule session. Mme Derré ne veut pas revenir sur les aspects décevants de cette première session, mais il n'en reste pas moins que ce comité n'a pas encore fait ses preuves. La France a accepté qu'il reprenne ses travaux en 1974 au lieu de 1976, et ce n'est qu'à ce moment-là qu'on pourra voir quelles initiatives pourront être prises.

62. La délégation française partage les réserves de la délégation brésilienne au sujet de la deuxième conférence des Nations Unies pour la science et la technologie envisagée. Certes, ce projet ne fait que prendre acte de la résolution 1826 (LV) du Conseil économique et social, mais la délégation française a trop présent à l'esprit l'échec de la rencontre qui a eu lieu en 1963 sur la même question pour penser qu'il est opportun de réunir une conférence insuffisamment préparée. Ceci dit, malgré ces réserves, elle ne s'opposera pas au projet de résolution.

63. M. HARTNACK (Danemark) déclare que sa délégation approuve le projet de résolution, mais insiste pour que les mesures prises en vue d'analyser le rôle de la science et de la technique n'empêchent pas que l'on prenne en même temps des mesures concrètes dans ce domaine.

64. Le PRESIDENT déclare que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission désire adopter le projet de résolution sans le mettre aux voix.

Le projet de résolution A/C.2/L.1313/Rev.1 est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

MESURES SPECIALES SE RAPPORTANT AUX BESOINS PARTICULIERS DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT SANS LITTORAL (suite*) [A/C.2/L.1310]

65. M. CHHETRI (Bhoutan) déclare que sa délégation appuie par principe le paragraphe 1 du projet de résolution, mais précise que jusqu'à présent son pays n'a rencontré aucune difficulté en ce qui concerne le libre accès à la mer.

66. En ce qui concerne le paragraphe 2 du dispositif, le représentant du Bhoutan estime que, pour favoriser le développement du commerce des pays sans littoral, il convient de faciliter l'acheminement des marchandises à destination ou en provenance de ces pays à travers les pays de transit. L'établissement d'un fonds spécial destiné à subventionner les frais de transport des pays sans littoral est donc d'une importance capitale pour ceux-ci. L'existence de ce fonds ne générerait en rien le processus de développement ou le commerce international dans son ensemble. Son seul objet serait d'aider un pays particulièrement défavorisé à se procurer des

devises étrangères qui lui permettraient de commencer à s'industrialiser et à accéder ainsi plus tard à l'autonomie économique. La délégation du Bhoutan prie donc instamment tous les pays en voie de développement et tous les pays développés de coopérer avec le Secrétaire général pour mener à bien l'étude sur la création d'un fonds en faveur des pays en voie de développement sans littoral dont il est question au paragraphe 2, et de ne pas rejeter le principe de la création d'un tel fonds sans que l'on ait au moins auparavant procédé à une étude de faisabilité.

67. M. HAQ (Pakistan) déclare que sa délégation comprend les difficultés particulières auxquelles se heurtent les pays sans littoral et appuie la mise en œuvre de la recommandation figurant dans la résolution 63 (III) de la CNUCED¹.

68. La délégation pakistanaise estime que le problème du transit est de caractère essentiellement bilatéral. Ce principe est reconnu en droit international et également au chapitre II du Programme d'action présenté par le secrétaire général de la CNUCED à la troisième session de la Conférence², qui prévoit des consultations à cet égard entre les experts compétents des pays sans littoral et des pays de transit. Des solutions distinctes doivent être trouvées dans chaque cas et les garanties qui sont consenties doivent être adaptées à chaque situation particulière. Bien que le Pakistan, qui est un pays étendu comptant 65 millions d'habitants, ne possède qu'un seul port, desservi en outre par une seule ligne de chemin de fer, il met tous les moyens nécessaires à la disposition de son voisin l'Afghanistan. Ce dernier pays bénéficie d'installations d'entrepôts distinctes et de la priorité pour le transport de ses marchandises et il est exonéré de toutes taxes douanières ou administratives.

69. De l'avis de la délégation pakistanaise, l'établissement d'un fonds spécial destiné à subventionner les frais de transports additionnels des pays sans littoral, tel que celui dont la création est recommandée au paragraphe 13 de la résolution 63 (III) de la CNUCED, est le seul moyen, à court terme, d'atténuer les difficultés que rencontrent les pays sans littoral en matière de transport. Cette délégation attend donc avec intérêt les conclusions de l'étude que le Conseil économique et social a prié le Secrétaire général d'entreprendre en consultation avec la CNUCED.

70. En ce qui concerne le projet de résolution A/C.2/L.1310, le représentant du Pakistan propose de supprimer, au deuxième alinéa du préambule, le membre de phrase "de l'entrepôt et des installations portuaires", puisque le mot "médiocrité" semble s'y rapporter et paraît par conséquent être une critique superflue des moyens dont disposent les pays de transit. Il est bien évident que les pays dont disposent ces derniers pays pour ce qui est de l'entrepôt et des installations portuaires ne sont pas ce qu'ils devraient être et ont besoin d'être grandement améliorés. Toutefois, les pays de transit ont besoin pour ce faire d'une assistance financière et technique et ils espèrent que le fonds destiné à améliorer le transport des marchandises en provenance et à destination des

¹ Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session, vol. I : Rapport et annexes (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

² Ibid., vol. IV, p. 285 (document TD/136).

* Reprise des débats de la 1569ème séance.

pays sans littoral pourra également, lorsqu'il sera créé, les aider à améliorer leurs installations portuaires et autres.

71. En ce qui concerne le paragraphe 1 du dispositif, le représentant du Pakistan propose de supprimer les mots "exercice de leur droit de libre"; cet amendement repose sur le fait que le droit international ne reconnaît pas un tel "droit". Les Etats de transit ne peuvent consentir l'accès à la mer aux Etats sans littoral qu'en vertu d'accords bilatéraux. Tous les juristes sont d'accord là-dessus et d'ailleurs les principes énoncés dans la Convention de 1958 sur la mer territoriale et la zone contiguë³ et dans la Convention de 1965 relative au commerce de transit des Etats sans littoral⁴ corroborent ce point de vue. C'est pourquoi, de l'avis de la délégation pakistanaise, le libellé du paragraphe 1 du dispositif va à l'encontre des principes établis du droit international. Le représentant du Pakistan espère que les amendements qu'il a proposés pourront être acceptés par les auteurs du projet de résolution.

72. M. PAGUAGA (Nicaragua) réaffirme l'intérêt que porte sa délégation aux problèmes des pays sans littoral. Si la délégation nicaraguayenne ne s'est pas portée coauteur du projet de résolution A/C.2/L.1310, c'est parce que certains pays sans littoral d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ont préféré que le projet soit présenté par des pays directement intéressés.

73. Le représentant du Nicaragua demande à tous les pays de transit de suivre l'exemple du Pakistan en accordant aux pays sans littoral les moyens et les installations dont ils ont besoin.

74. M. SIDDIQ (Afghanistan) tient à présenter quelques amendements en ce qui concerne le projet de résolution. Comme il s'agit de modifications mineures, il espère que les autres auteurs, qu'il n'a pu consulter, les accepteront sans difficulté.

75. Au deuxième alinéa du préambule, M. Siddiq propose de remplacer le mot "médiocrité" par le mot "insuffisance" et d'ajouter, au cinquième alinéa du préambule, l'expression "en voie de développement" entre les mots "pays" et "sans littoral". Enfin, le représentant de l'Afghanistan annonce que la délégation zambienne se porte coauteur du projet de résolution.

76. Le PRESIDENT ajoute que la délégation du Lesotho désire se porter également auteur du projet de résolution.

77. M. QUARTIN SANTOS (Portugal) réaffirme qu'il approuve les objectifs du projet de résolution et notamment le paragraphe 1 du dispositif, qui correspond à la politique suivie par le Portugal. Toutefois, en ce qui concerne le paragraphe 2 du dispositif, la délégation portugaise exprime quelques réserves non seulement parce qu'elle est opposée à la prolifération des fonds spéciaux, mais également parce que la création d'un fonds en faveur des pays en voie de développement sans littoral introduirait une discrimination à l'encontre d'autres Etats qui, d'une autre manière, sont également défavorisés par leur situation géographique.

78. M. EKBLOM (Finlande) indique que sa délégation comprend les préoccupations des pays sans littoral et reconnaît que ceux-ci doivent faire l'objet de

mesures spéciales. Cependant, il convient également de ne pas oublier les autres pays en voie de développement défavorisés, tels que les pays insulaires, ceux dont l'économie repose sur un seul produit d'exportation et ceux qui sont particulièrement menacés par les catastrophes naturelles. La délégation finlandaise, qui est opposée à la prolifération des fonds spéciaux et qui s'est abstenue lors du vote sur la résolution 1755 (LIV) du Conseil économique et social, s'abstiendra également lors du vote sur le projet de résolution à l'étude.

79. M. BONAO (Côte d'Ivoire) déclare que, dans le cadre de la coopération régionale, le Gouvernement ivoirien a toujours tenu compte des besoins particuliers de ses voisins sans littoral, en mettant à leur disposition les installations portuaires et les moyens de transport qu'il possède. Il est regrettable, bien sûr, que ces moyens ne soient pas supérieurs, et le Gouvernement ivoirien ne demanderait pas mieux que de les améliorer s'il recevait pour cela une assistance.

80. Le représentant de la Côte d'Ivoire estime que le libre accès à la mer à travers le territoire d'autres pays n'est pas un droit en soi mais doit faire l'objet d'une convention gouvernementale bilatérale ou multilatérale. La délégation ivoirienne votera pour le projet de résolution, mais elle souhaiterait elle aussi qu'au paragraphe 1 du dispositif on supprime l'expression "exercice de leur droit de libre". Elle est certaine que les pays sans littoral comprendront la portée de cette petite modification.

81. M. MOHAMMED (Nigéria) souligne que sa délégation comprend parfaitement les problèmes des pays sans littoral. Le Gouvernement nigérian a toujours fait de son mieux pour mettre à la disposition de certains pays voisins des moyens d'entreposage et des installations portuaires satisfaisants, mais il est évident que, le Nigéria étant lui-même un pays en voie de développement, la qualité de ces installations laisse encore à désirer.

82. Le représentant du Nigéria propose de modifier comme suit le projet de résolution : au deuxième alinéa du préambule, il propose, comme le représentant du Pakistan, de supprimer les mots "de l'entreposage et des installations portuaires". En outre, étant donné que la question du droit de libre accès à la mer est toujours en cours d'examen dans d'autres instances et que pour le moment la reconnaissance de ce droit dépend d'accords bilatéraux, le représentant du Nigéria propose de supprimer le mot "libre" au paragraphe 1 du dispositif.

83. M. KUMI (Ghana) déclare que sa délégation comprend très bien les problèmes des pays sans littoral, dont la situation est encore aggravée par le fait qu'ils sont souvent parmi les moins avancés des pays en voie de développement. Dès 1968, la délégation ghanéenne a appuyé un projet de résolution sur les mesures spéciales à prendre en faveur des pays considérés. Toutefois, en ce qui concerne le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution examiné, elle exprime la même réserve que le représentant du Nigéria quant à l'emploi du mot "libre". La question du libre accès à la mer est toujours à l'étude dans d'autres instances. Deux réunions ont eu lieu à New York à ce sujet, et une autre à Addis-Abeba, et il a été décidé au cours de cette dernière que le libre accès à la mer devait obligatoirement faire l'objet d'accords bilatéraux et multilatéraux.

³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 516, 1964, p. 205.

⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 597, 1967, p. 5.

C'est pourquoi la délégation ghanéenne appuie l'amendement présenté par la délégation nigériane, sans toutefois que son attitude préjuge la position qu'elle pourra adopter lors de la prochaine Conférence sur le droit de la mer.

84. M. O'RIORDAN (Irlande) déclare que sa délégation appuiera le projet de résolution, car elle estime que les pays sans littoral connaissent des difficultés tout à fait particulières, encore accentuées par le fait qu'ils sont souvent parmi les moins avancés des pays en voie de développement. L'insuffisance des moyens de transport et des installations portuaires que les pays de transit mettent à leur disposition et l'existence de barrières douanières aggrave encore leurs problèmes. La communauté internationale doit donc se préoccuper de la situation de ces pays. La délégation irlandaise ne sait pas si la création d'un fonds spécial permettra d'atténuer leurs difficultés, mais elle estime qu'une étude complète de tous les aspects de la question s'impose. Cette délégation désapprouve en général la création de fonds spéciaux, mais il n'en reste pas moins qu'un certain nombre de ceux-ci existent et il convient donc de savoir si, dans le cas des pays sans littoral, cette solution serait appropriée.

85. La délégation irlandaise appuie le projet de résolution et recommande surtout aux pays qui, comme l'Irlande, n'ont pas ce genre de difficultés de faire de même.

86. M. JAIN (Inde) rappelle que son gouvernement a toujours reconnu les besoins particuliers des pays sans littoral et notamment de ceux d'entre eux qui sont parmi les pays en voie de développement les moins avancés. La délégation indienne a insisté, dans de nombreux organes, sur la nécessité d'accorder à ces pays des subventions spéciales. L'Inde a plusieurs voisins privés de littoral auxquels elle est liée par des accords bilatéraux qui témoignent de la coopération dont peut faire preuve un pays de transit. Or, le projet de résolution examiné passe complètement sous silence la question de la coopération entre les parties. Il n'encourage donc pas les pays de transit à venir en aide aux pays sans littoral, et les principes juridiques dans lesquels il se cantonne risquent en fait de rendre plus difficile la coopération. Il convient par conséquent, tout en encourageant les pays de transit à jouer leur rôle, de reconnaître les difficultés qu'eux-mêmes rencontrent. Au paragraphe 1 du dispositif, il serait sans doute souhaitable de remplacer l'expression "l'exercice de leur droit de libre" par les mots "la liberté d'". L'Inde, pour sa part, a toujours accordé la liberté d'accès à la mer à ses voisins. Il faudrait donc que les auteurs adoptent, pour ce paragraphe 1, un libellé plus souple.

87. En ce qui concerne le deuxième alinéa du préambule, le représentant de l'Inde fait sienne la proposition visant à remplacer le mot "médiocrité" par le mot "insuffisance"; en outre, l'expression "dans tous les domaines" lui paraît superflue. Enfin, le représentant de l'Inde propose de remplacer l'article "les" devant les mots "pays de transit" par "certains".

88. M. KANDÉ (Sénégal) déclare que sa délégation votera pour le projet de résolution. Les mesures prises par le Sénégal pour venir en aide aux pays sans littoral dépassent même les objectifs de ce projet de résolution. Les accords passés entre le Sénégal et le Mali visent à atténuer au maximum les difficultés de ce dernier pays.

En outre, durant la sécheresse qui s'est abattue sur le Sahel, le Sénégal a joué un rôle capital pour l'acheminement des secours aux régions affectées, ce qui montre à quel point le Gouvernement sénégalais est conscient des problèmes particuliers des pays sans littoral. En ce qui concerne l'accès à la mer, la délégation sénégalaise estime que cette liberté d'accès doit être le résultat d'accords bilatéraux. C'est ainsi que celle dont jouit le Mali à travers le territoire sénégalais n'a pas été imposée de force et qu'elle est le résultat d'un accord entre les deux gouvernements.

89. M. DIALLO (Haute-Volta), se référant tout d'abord à l'intervention du représentant du Portugal, déclare qu'il ne comprend pas très bien à quoi celui-ci a voulu faire allusion. Pour autant qu'il sache, ni la France ni l'Espagne, pays à des degrés divers voisins du Portugal, ne sont dépourvus de littoral.

90. La Haute-Volta, qui est l'un des auteurs du projet de résolution à l'étude, est elle-même un pays sans littoral et comprend donc très bien les difficultés de ceux-ci en matière de transit. L'intention des auteurs n'est pas, dans ce projet de résolution, de traduire en quelque sorte les pays de transit devant un tribunal international et de leur demander des comptes, mais de prier ceux qui viennent déjà en aide aux pays dépourvus d'accès à la mer de poursuivre leur effort.

91. Pendant la sécheresse qui a sévi dans la zone sahélienne, le Ghana et la Côte d'Ivoire ont aidé les pays sans littoral affectés en suspendant les formalités douanières aux frontières. La délégation voltaïque ne demande pas que les formalités douanières soient supprimées dans tous les cas, mais que des règles de droit soient adoptées pour faciliter le transit des marchandises. Les pays de transit pourraient, en vertu de conventions existantes ou de nouvelles conventions, prendre des mesures dans ce sens.

92. Si, dans le sous-continent indien et dans certaines parties de l'Afrique, des progrès appréciables ont été réalisés, cela n'est pas encore la règle générale, et il existe encore certains pays qui, comme le Lesotho, le Souaziland et le Malawi, sont dans une situation très difficile. En ce qui concerne le droit de libre accès à la mer, les auteurs ne veulent pas d'un droit imposé de force, mais d'un droit reconnu et accepté par la communauté internationale. Un tel principe a d'ailleurs été accepté à la Conférence d'Alger. Ce que veulent les auteurs, c'est que soient établies des règles de droit qui permettent d'obtenir le libre accès à la mer d'une façon qui soit approuvée par toutes les parties.

93. M. PAGUAGA (Nicaragua), se référant à la déclaration du représentant de la Finlande, rappelle que le Nicaragua a récemment été victime non seulement de l'une des plus grandes catastrophes naturelles qui aient jamais frappé l'Amérique latine, à savoir le tremblement de terre qui a ravagé Managua, mais aussi d'une extrême sécheresse, et il exprime donc l'espoir que le fait d'entreprendre une étude complète sur la création d'un fonds en faveur des pays en voie de développement sans littoral ne fera pas obstacle à ce que, dans la répartition de l'aide, il soit tenu compte des besoins particuliers des pays insulaires et des pays victimes de catastrophes naturelles.

94. En ce qui concerne les concessions aux pays sans littoral, M. Paguaga ne pense pas qu'elles soient de nature à porter atteinte à la souveraineté des pays côtiers auxquels il est demandé de les accorder.

95. M. BRITO (Brésil), remerciant le représentant de l'Afghanistan et les autres auteurs du projet de résolution d'avoir fourni à la Commission une base excellente de décision, souligne que son pays a toujours accordé un rang prioritaire aux mesures propres à améliorer la situation des pays sans littoral. Dans la mesure de ses moyens, le Brésil aide depuis de nombreuses années déjà les deux pays de l'Amérique latine qui sont enserrés dans les terres, la Bolivie et le Paraguay. Cette aide a consisté à étendre le réseau routier et ferroviaire national jusqu'aux frontières de ces deux pays et à leur accorder des facilités portuaires. L'ampleur des besoins ainsi que les distances qui existent sur le continent rendent la tâche très ardue, mais des progrès certains ont déjà été réalisés.

96. La délégation brésilienne appuie sans réserve le projet de résolution, y compris le paragraphe 1 du dispositif. Le droit de libre accès à la mer et à partir de la mer est un droit réel qui devrait être reconnu dans des instruments établis en bonne et due forme. Par ailleurs, la délégation brésilienne approuve sans réserve l'idée de créer un fonds en faveur des pays en voie de développement sans littoral et exprime l'espoir que cette idée se concrétisera dans un avenir rapproché.

97. M. NDUNG'U (Kenya) indique que le Kenya a toujours fait preuve d'une grande compréhension à l'égard des problèmes des pays sans littoral et qu'il accorde à ses voisins toutes les facilités possibles en matière de transport, d'entreposage et d'installations portuaires. M. Ndung'u estime donc que la seconde partie du deuxième alinéa du préambule du projet de résolution ne reflète pas entièrement la réalité, ainsi que l'on déjà fait observer les représentants du Nigéria, de l'Inde et du Brésil, et il suggère de supprimer le membre de phrase "ainsi que de l'inconfort... installations portuaires". A son avis, si le développement des pays sans littoral voisins du Kenya est entravé, ce n'est certainement pas à cause de l'inconfort et de la médiocrité des moyens dont lui-même dispose pour ce qui est du transport, de l'entreposage et des installations portuaires.

98. Quant au paragraphe 1 du dispositif, M. Ndung'u rappelle que le droit de libre accès à la mer et à partir de la mer est contesté par certains; aussi estime-t-il préférable de supprimer ce paragraphe.

99. M. de MEDEIROS (Dahomey) partage l'opinion du représentant de la Côte d'Ivoire quant à l'objectif du paragraphe 1 du dispositif, qui est de faciliter aux pays en voie de développement sans littoral l'exercice de leur droit de libre accès à la mer et à partir de la mer. A son avis, le problème est posé de façon peu réaliste, de nombreux accords ayant déjà été conclus en la matière; il conviendrait par conséquent de supprimer le membre de phrase commençant par les mots "pour leur faciliter".

100. En revanche, M. de Medeiros estime que la communauté internationale devrait aider les pays côtiers en voie de développement à renforcer leur infrastructure routière et portuaire, dans l'intérêt même des pays en voie de développement sans littoral, et il propose d'ajouter les mots "et des pays côtiers de transit" à la fin du paragraphe 2, ainsi que d'insérer,

dans le projet de résolution, un nouveau paragraphe qui se lirait:

"Attire l'attention de la communauté internationale sur les difficultés qu'éprouvent les pays de transit en voie de développement en ce qui concerne leur infrastructure dans les domaines du transport, du stockage et des installations portuaires et sur la nécessité d'obtenir une assistance internationale pour résoudre ces problèmes".

101. M. MUTUMBO (Zaïre) comprend très bien le souci de ceux qui veulent amener la communauté internationale à aider les pays en voie de développement sans littoral, mais, à ceux de ces pays qui se sentiraient frustrés, il rappelle que la CNUCED a reconnu le droit pour tout Etat sans littoral d'accéder librement à la mer; la Commission ne saurait faire fi du principe ainsi posé.

102. M. LOHANI (Népal) partage sans réserve l'opinion exprimée par le représentant de l'Inde; lui aussi estime que le projet de résolution resterait lettre morte s'il ne recueillait pas les suffrages de nombreux pays de transit. Le représentant du Népal tient à exprimer la profonde gratitude de son pays à l'Inde pour toutes les facilités qu'elle lui accorde et formule l'espoir que le droit de libre accès à la mer sera reconnu par tous les pays.

103. M. SIDDIQ (Afghanistan), parlant au nom des auteurs du projet de résolution, demande à la Commission de reporter la suite de l'examen de ce texte à une séance ultérieure de manière que les auteurs du texte puissent étudier les diverses propositions qui ont été formulées par les représentants.

104. Le PRESIDENT déclare que, en l'absence d'objection, il considérera que la Commission décide de reporter la suite de l'examen du projet de résolution A/C.2/L.1310 à la séance suivante.

Il en est ainsi décidé.

Organisation des travaux de la Commission

105. M. GONZÁLEZ ARIAS (Paraguay) rend compte des progrès des consultations officieuses qui ont eu lieu au sujet des projets de résolution intéressant le point 51 de l'ordre du jour, sur lesquels la Commission ne s'est pas encore prononcée. L'accord s'est réalisé sur un texte relatif aux négociations commerciales multilatérales qui pourrait être adopté par consensus. En revanche, pour ce qui concerne le projet de résolution sur la réforme du système monétaire international, les consultations sont laborieuses, et M. González Arias fait donc appel à toutes les délégations pour qu'elles y participent et contribuent à assurer leur succès.

106. M. QUARTIN SANTOS (Portugal), se référant à l'intervention du représentant de la Haute-Volta, réaffirme, dans l'exercice de son droit de réponse, que le Portugal a toujours appliqué les principes de la politique de bon voisinage à l'égard des pays voisins qui n'ont pas accès à la mer. M. Quartin Santos tient à préciser que la France n'est pas comprise dans ces pays car elle n'est pas un Etat voisin du Portugal.

La séance est levée à 18 h 35.

1572^e séance

Jeudi 29 novembre 1973, à 15 h 30.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1572

POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme des Nations Unies pour l'environnement (fin) [A/9003, chap. XIII; A/C.2/L.1317/Rev.2] :

- a) Rapport du Conseil d'administration (A/9025);
- b) Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général (A/9163, A/9238)

1. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que sa délégation était prête à voter pour le projet de résolution A/C.2/L.1317. Mais étant donné qu'il existe maintenant deux révisions de ce projet de résolution comportant des modifications fondamentales, telles que la mention du principe 7 de la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement¹ adoptée à Stockholm et un nouveau paragraphe 6 soulignant l'importance de la tâche à accomplir par la Conférence sur le droit de la mer qui doit avoir lieu à Caracas, eu égard au Plan d'action pour l'environnement² adopté à la Conférence de Stockholm, la délégation soviétique ne peut pas voter pour ce projet de résolution ainsi révisé. En effet, l'URSS n'a pas participé à la Conférence de Stockholm et elle ne peut donc pas accepter la responsabilité des décisions qui y ont été prises. En outre, elle estime que l'Assemblée générale ne doit pas préjuger les décisions qui pourront être adoptées lors de la prochaine Conférence sur le droit de la mer. Pour tous ces raisons, la délégation soviétique a décidé de s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution A/C.2/L.1317/Rev.2.

2. M. SCHRAM (Islande) estime qu'il est utile de récapituler les amendements proposés en ce qui concerne le projet de résolution initial et reproduits dans la deuxième révision. Tout d'abord, au deuxième alinéa du préambule, il est fait maintenant mention des résolutions 3067 (XXVIII) et 2750 C (XXV) de l'Assemblée générale. Les auteurs ont en outre ajouté au préambule un nouvel alinéa — le troisième dans la deuxième version révisée — mentionnant le principe 7 de la Déclaration de Stockholm.

3. Au paragraphe 3 du dispositif, l'expression "dans certaines régions marines et océaniques du globe" a été ajoutée à la troisième ligne; au paragraphe 4, les mots "Conseil d'administration du" ont été insérés devant "Programme", pour répondre aux objections formulées par certaines délégations; aux paragraphes 4 et 5 du dispositif, les mots "des mers et" ont été ajoutés devant les mots "des océans"; le paragraphe 6 a été remanié et on se borne maintenant à y souligner l'importance de la tâche à accomplir par la Conférence sur le droit de la mer pour ce qui est de la préservation du milieu marin, sans plus insister sur la priorité qui doit être accordée à cette tâche. Cette modification répond aux désirs exprimés par certaines délégations. Enfin, le représentant de l'Islande propose d'insérer

¹ Voir A/CONF.48/14/Rev.1, chap. 1er.

² *Ibid.*, chap. II.

l'expression "tel qu'il a été" après les mots "Plan d'action" au paragraphe 6 et de supprimer l'expression "et par l'Assemblée générale à sa vingt-septième session" à la fin du paragraphe.

4. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) tient à faire une remarque d'ordre technique qui ne vaut que pour le texte russe du projet de résolution. Au paragraphe 3 du dispositif, le mot anglais "overfishing" n'a pas été très bien rendu en russe. Il aurait fallu dire quelque chose comme "pêche excessive" dans cette langue. Le représentant de l'URSS espère que le Secrétariat prendra bonne note de cette observation.

5. M. CABEZAS (Equateur) déclare que sa délégation s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution bien qu'elle soit convaincue de la nécessité de préserver les ressources biologiques marines. En effet, le projet de résolution tel qu'il se présente actuellement ne lui paraît pas au point, et elle a notamment des objections à faire en ce qui concerne le paragraphe 3 du dispositif. La délégation équatorienne réservera sa position en la matière jusqu'à la réunion de la Conférence sur le droit de la mer.

6. M. O'RIORDAN (Irlande) déclare que sa délégation, comme la délégation islandaise, est très intéressée par ce projet de résolution, qui vise à atténuer la pollution marine et à réglementer l'exploitation des ressources biologiques des mers et des océans. Il signale à ce propos que certains pays consacrent des sommes considérables à la préservation des ressources en saumon par exemple.

7. En ce qui concerne la question de la pollution marine, le représentant de l'Irlande déclare que la raison invoquée par le représentant de l'URSS pour s'opposer à la mention du principe 7 de la Déclaration de Stockholm dans le projet de résolution, à savoir que l'URSS n'a pas assisté à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, ne lui paraît pas des plus valables.

8. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare qu'il avait l'impression que les délégations étaient censées expliquer leur vote et non porter des jugements sur les motifs d'autres délégations. Puisque le représentant de l'Irlande dit ne pas bien comprendre les raisons qui poussent la délégation soviétique à s'abstenir sur le projet de résolution A/C.2/L.1317/Rev.2, M. Smirnov se voit donc obligé de donner les précisions suivantes : pour des raisons que tout le monde connaît, les pays socialistes n'ont pas pu assister à la Conférence de Stockholm et ils avaient prévenu que, pour cette raison, les décisions de la Conférence refléteraient nécessairement son manque d'universalité. La position adoptée dès le début par les pays socialistes en matière d'environnement s'est trouvée justifiée par l'évolution de la situation. Les conditions peu favorables qui règnent actuellement proviennent de la politique à courte

vue suivie par certains pays. Le représentant de l'URSS assure au représentant de l'Irlande que la position de l'URSS n'a pas varié et qu'aujourd'hui comme par le passé elle est fondée sur des principes tout à fait valables. En fait, le Gouvernement soviétique s'intéresse à la coopération bilatérale et multilatérale dans le domaine marin et est convaincu de la nécessité d'augmenter le volume des ressources biologiques marines, y compris des ressources en saumon.

9. M. HEMANS (Royaume-Uni) appuie le projet de résolution tout en espérant que les mesures qui en découleront, en particulier l'étude dont il est question au paragraphe 4, ne feront pas double emploi avec les activités de la FAO.

10. La délégation britannique donnera son approbation au paragraphe 6 du dispositif, mais cela ne signifie pas que sa position a changé en ce qui concerne la recommandation 92 du Plan d'action adopté à Stockholm.

11. M. GRANQVIST (Suède) déclare que sa délégation appuie le projet de résolution sous sa forme révisée. La délégation suédoise remercie les auteurs d'avoir accepté un amendement qui indique clairement que le Conseil d'administration du PNUE sera saisi de la question à sa troisième session. Cette délégation estime qu'il y a des questions que le Conseil d'administration pourrait étudier, comme par exemple la répartition des tâches entre la FAO et le PNUE dans le domaine marin, mais elle se demande toutefois s'il pourra s'en occuper à sa troisième session; pour cette raison, elle souhaiterait qu'à la dernière ligne du paragraphe 4 l'expression "si possible" soit insérée avant l'expression "à sa troisième session".

12. M. RASAPUTRAM (Sri Lanka) déclare que sa délégation appuie le projet de résolution examiné mais estime que ses dispositions ne doivent pas préjuger les résultats de la Conférence sur le droit de la mer.

13. M. VERCELES (Philippines) appuie le projet de résolution et souligne son importance pour un pays comme le sien. Il se demande toutefois s'il ne serait pas bon d'intervertir les paragraphes 5 et 6 du dispositif étant donné qu'il serait plus approprié que la question du rapport du Conseil d'administration du PNUE à l'Assemblée générale figure dans le dernier paragraphe. En outre, le représentant des Philippines estime que, dans le dernier paragraphe du texte ainsi remanié, il serait bon de supprimer l'expression "à ce sujet", à la troisième ligne, et d'ajouter à la dernière ligne l'expression "sur l'application de la présente résolution". En effet, le rapport demandé doit porter sur l'ensemble de la résolution et non pas seulement sur l'application des dispositions du paragraphe 5, comme le texte actuel peut le laisser supposer.

14. M. CAVAGLIERI (Italie) appuie le projet de résolution en précisant toutefois que l'approbation par la délégation italienne du paragraphe 6 ne peut en aucun cas préjuger la position que le Gouvernement italien adoptera à la Conférence sur le droit de la mer.

15. M. VALDES (Bolivie) déclare que, bien que la Bolivie soit un pays sans littoral, sa délégation partage le point de vue des pays dont l'économie dépend de l'exploitation des ressources biologiques marines. La délégation bolivienne appuie donc le projet de résolution A/C.2/L.1317/Rev.2 et estime qu'il appar-

tiendra à la Conférence sur le droit de la mer de fixer des règles dans le domaine considéré.

16. M. OGISO (Japon) appuie le projet de résolution examiné mais estime que le mot "conservation", à la première ligne du paragraphe 1 du dispositif, doit être interprété comme signifiant notamment l'utilisation rationnelle des ressources marines. Il ne pense pas que cette interprétation posera de problèmes car c'est en général l'un des sens attribués au mot "conservation" dans de nombreuses conventions internationales. Enfin, le représentant du Japon estime que le paragraphe 6 du dispositif ne doit pas être considéré comme préjugant les résultats de la Conférence sur le droit de la mer.

17. M. GARCIA BELAUNDE (Pérou) votera pour le projet de résolution examiné, car il approuve les objectifs qui y sont visés et les principes qui l'inspirent. Il constate toutefois que, au cinquième alinéa du préambule, il est fait état de conventions dont le Gouvernement péruvien n'approuve pas entièrement la teneur, même s'il en approuve les objectifs. Pour cette raison, la délégation péruvienne n'a pu se porter coauteur du projet de résolution, mais cela ne signifie pas qu'elle n'attache pas d'importance aux études visant à protéger les ressources biologiques marines.

18. M. SPITERI (Malte) déclare qu'à son avis le mécanisme international qui sera mis au point par la Conférence sur le droit de la mer devra avoir un rôle prépondérant. Cependant, comme la situation des ressources biologiques marines est actuellement très précaire, il s'impose de prendre des mesures immédiates sans attendre la réunion de la Conférence. Pour cette raison, la délégation maltaise votera en faveur du projet de résolution.

19. M. CHIRILA (Roumanie) déclare que sa délégation votera pour le projet de résolution et souligne que son vote ne préjuge en rien la position qu'adoptera la Roumanie à la Conférence sur le droit de la mer.

20. M. HAÏDAR (Liban) appuie le projet de résolution ainsi que la proposition faite par le représentant des Philippines tendant à intervertir les paragraphes 5 et 6 du dispositif.

21. M. SCHRAM (Islande), parlant au nom des auteurs, remercie les membres de la Commission de l'accueil favorable qu'ils ont réservé au projet de résolution révisé. En ce qui concerne les craintes exprimées par certaines délégations, selon lesquelles les mesures qui seraient prises en vertu du projet de résolution risquent de se heurter aux décisions de la Conférence sur le droit de la mer, le représentant de l'Islande tient à préciser que cette conférence abordera le problème sous l'angle juridique, alors que les auteurs du présent projet de résolution l'envisagent sous l'angle de l'environnement et de la biologie. Il est temps que le PNUE et la FAO se saisissent sans tarder de ce problème, car il est impossible, vu l'urgence de la situation, d'attendre la réunion de la Conférence sur le droit de la mer. C'est pour cela que le représentant de l'Islande a quelque mal à accepter l'amendement proposé par le représentant de la Suède, tendant à insérer l'expression "si possible" à la dernière ligne du paragraphe 4 du dispositif.

22. En ce qui concerne l'amendement proposé par le représentant des Philippines, M. Schram souhaiterait qu'il soit légèrement modifié: il propose, si la

délégation philippine n'y voit pas d'inconvénient, de conserver au paragraphe 5 l'expression "à ce sujet", en disant par exemple à la fin de ce paragraphe : "... et de faire rapport à l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session à ce sujet ainsi que sur l'application de la présente résolution".

23. M. VERCELES (Philippines) accepte de modifier son amendement de la façon suggérée par le représentant de l'Islande.

24. M. AL-KHUDHAIRY (Irak) déclare que sa délégation votera pour le projet de résolution car elle approuve les principes sur lesquels il repose. Toutefois, à son avis, l'expression "mers et océans" doit également s'appliquer aux mers semi-fermées. En ce qui concerne le paragraphe 6 du dispositif, le représentant de l'Irak estime qu'il ne doit préjuger en rien les décisions de la Conférence sur le droit de la mer.

Par 116 voix contre zéro, avec 10 abstentions, le projet de résolution A/C.2/L.1317/Rev.2, tel qu'il a été révisé oralement, est adopté.

25. M. MÜEZZINOĞLU (Turquie) a voté pour le projet de résolution, étant entendu qu'il ne préjuge pas les résultats de la Conférence sur le droit de la mer, comme l'a confirmé le représentant de l'Islande.

26. M. FASLA (Algérie) a voté pour le projet de résolution; toutefois, il doit être entendu que ce projet ne saurait préjuger les résultats de la Conférence sur le droit de la mer.

27. M. KLEIN (Etats-Unis d'Amérique) a voté pour le projet de résolution car il en appuie l'idée générale. Toutefois, il a des réserves à l'égard du paragraphe 4 du dispositif; en effet, il doute de l'utilité d'effectuer l'étude demandée, qui absorbera des ressources déjà limitées et qui risque de faire double emploi avec d'autres études entreprises par la FAO. La délégation des Etats-Unis reviendra sur cette question au sein du Conseil d'administration du PNUE.

28. D'autre part, la délégation des Etats-Unis aurait préféré que, au paragraphe 6 du dispositif, on supprime les mots "la recommandation 92 du", estimant qu'il n'y a pas lieu de citer une recommandation particulière du Plan d'action plutôt qu'une autre.

29. Le PRESIDENT annonce que la Commission a terminé l'examen du point 50 de l'ordre du jour.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (suite) [A/9003, A/C.2/285]

30. M. HOSNY (Egypte) demande à la Commission si elle accepte de repousser jusqu'au lundi soir 3 décembre la date limite pour la présentation des projets de résolution relatifs au point 12 de l'ordre du jour. En effet, un projet de résolution sur ce point est en préparation et il ne pourra être prêt qu'après des consultations entre les délégations des pays arabes, des pays africains et en général des pays du Groupe des Soixante-Dix-Sept.

31. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), appuyé par M. SEARWAR (Guyane), approuve la proposition du représentant de l'Egypte.

32. Le PRESIDENT déclare que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission accède à la demande du représentant de l'Egypte.

Il en est ainsi décidé.

MESURES SPECIALES SE RAPPORTANT AUX BESOINS PARTICULIERS DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT SANS LITTORAL (suite) [A/C.2/L.1310/Rev.2]

33. M. SIDDIQ (Afghanistan) présente, au nom des auteurs, une nouvelle version révisée du projet de résolution. Dans un esprit de coopération et de compromis, les auteurs ont accepté d'incorporer des amendements qui avaient été présentés en ce qui concerne le deuxième alinéa du préambule et le paragraphe 2 du dispositif.

34. Par contre, les amendements relatifs au paragraphe 1 du dispositif n'ont pas pu être acceptés, car le droit de libre accès à la mer et à partir de la mer est reconnu en droit international. Il découle en effet logiquement de la liberté de la haute mer : si l'on interdit l'accès à la mer, la liberté de la haute mer disparaît.

35. D'autre part, dans la Déclaration de Kaboul sur la coopération et le développement économique en Asie, adoptée à la quatrième session du Conseil des ministres pour la coopération économique en Asie (16-19 décembre 1970), le droit de libre accès à la mer et à partir de la mer est reconnu. Le représentant de l'Afghanistan souligne à cet égard que l'Inde et le Pakistan avaient participé à cette session et adopté ladite Déclaration. Ce droit fondamental est également reconnu dans le premier principe de la Convention de 1965 relative au commerce de transit des Etats sans littoral³. Enfin, dans une résolution relative aux besoins particuliers des pays sans littoral⁴, la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, réunie à Alger du 5 au 9 septembre, a recommandé l'adoption de mesures spéciales pour assurer aux pays sans littoral le droit de libre accès à la mer et à partir de la mer. Il ressort donc nettement de ces observations que le droit de libre accès est reconnu par la communauté internationale.

36. Jusqu'à maintenant, le droit international était axé plus particulièrement sur les intérêts des pays développés; il convient maintenant que l'Organisation des Nations Unies contribue à l'élaboration d'un droit plus équitable, qui aide les pays défavorisés dans leur lutte pour le développement. Or, le droit d'accès à la mer et à partir de la mer est un élément important de cette lutte; les pays sans littoral ne peuvent rester à la merci des pays de transit qui, dans ce cas, contrôlèrent leur développement. Par conséquent, les auteurs, malgré toute leur bonne volonté et leur souci de coopération, ne peuvent modifier de quelque manière que ce soit le paragraphe 1 du dispositif de leur texte.

37. Parlant ensuite au nom de l'Afghanistan uniquement, M. Siddiq déclare qu'il tient à répondre aux observations du représentant du Pakistan. C'est un fait qu'il existe des accords bilatéraux entre les deux pays, mais il est arrivé souvent que, à la suite de tensions politiques, le Pakistan ferme les routes de transit, créant ainsi des difficultés graves pour l'Afghanistan.

³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 597, 1967, p. 5.

⁴ Voir A/9330, p. 100.

Les pays sans littoral ne devraient pas être soumis au bon vouloir des pays côtiers. Les accords bilatéraux sont importants certes, mais ils ne peuvent remplacer la reconnaissance du principe cardinal de la liberté d'accès à la mer et à partir de la mer.

38. M. NDUNG'U (Kenya) remercie les auteurs d'avoir tenu compte des vues de sa délégation dans le texte révisé du deuxième alinéa du préambule, ce qui lui permettra de voter pour cet alinéa.

39. Le mot "libre", au paragraphe 1 du dispositif, peut prêter à confusion. En effet, on pourrait l'interpréter comme faisant allusion à la gratuité d'accès; dans ce cas, à supposer par exemple qu'il n'y ait pas de voie d'accès à la mer à travers un pays de transit, ce pays serait alors tenu de construire une route pour assurer le débouché sur la mer du pays sans littoral voisin, sans que ce dernier participe aux frais de construction. En fait, il semble bien que les auteurs aient uniquement en vue la liberté de mouvement. Ils ne devraient donc pas avoir d'objection à ce que l'on remplace les mots "libre accès" par les mots "liberté d'accès".

40. M. KUMI (Ghana) déclare que, comme le représentant de l'Afghanistan l'a souligné, c'est le droit d'accès à la "haute mer" qui est reconnu en droit international. Logiquement, le paragraphe 1 du dispositif devrait donc parler du droit d'accès à la haute mer et non pas du droit d'accès à la mer. Quoi qu'il en soit, le Ghana, qui a toujours appuyé les efforts des pays sans littoral, votera pour le paragraphe 1 du dispositif.

41. M. SCHUPPUS (Togo) estime que le droit d'accès à la mer doit être défini dans le cadre d'accords bilatéraux entre les pays intéressés.

42. M. BONAIO (Côte d'Ivoire) remercie les auteurs d'avoir accepté de reconnaître que les pays de transit s'emploient souvent à faciliter l'accès à la mer au profit des pays sans littoral. Toutefois, la délégation ivoirienne s'inquiète de l'expression "droit de libre accès à la mer" et ne peut à cet égard même pas accepter l'amendement proposé par le Kenya. Cette expression peut, en effet, se prêter à deux interprétations : ou bien il s'agit d'une liberté totale de circulation dans l'Etat de transit et, dans ce cas, cet Etat perd sa souveraineté sur son propre territoire; ou bien il s'agit d'un droit de passage sans frais, ce qui ne peut non plus être accepté.

43. La délégation ivoirienne accepterait que l'on parle de droit d'accès à la mer à condition de citer la source de ce droit, c'est-à-dire les accords bilatéraux; elle ne peut par contre accepter que ce droit soit considéré comme le corollaire de la liberté de la haute mer. Le représentant de la Côte d'Ivoire lance un appel à la coopération et à la modération; à son avis, il faut faciliter le libre accès à la mer, mais on ne peut parler d'un "droit" de libre accès à la mer à travers le territoire d'un autre Etat.

44. M. MOHAMMED (Nigéria) convient, avec le représentant de l'Afghanistan, que la résolution des pays non alignés réunis à Alger parle effectivement de droit de libre accès. Toutefois, cette liberté ne peut être considérée comme absolue, sans quoi les Etats côtiers seraient considérés comme n'ayant aucun droit, ce qui ne pouvait certes pas être l'intention des pays non alignés; c'est pourquoi la délégation nigériane appuie

l'amendement présenté par le représentant du Kenya, tendant à ce qu'on emploie plutôt l'expression "liberté d'accès".

45. M. YONG (Malaisie) suggère que, pour échapper à l'ambiguïté du mot "libre" l'on parle "d'exercice sans obstacle du droit d'accès à la mer".

46. M. NDUNG'U (Kenya) accepte que la suggestion du représentant de la Malaisie se substitue à celle qu'il avait faite lui-même, car elle est en effet plus satisfaisante.

47. M. DELPREE CRESPO (Guatemala) reconnaît les difficultés particulières auxquelles se heurtent les pays sans littoral et convient que le droit de libre accès à la mer de ces pays est reconnu par la communauté internationale. D'autres catégories de pays ont besoin d'une aide particulière pour résoudre leurs problèmes; toutefois, le représentant du Guatemala ne veut pas minimiser les difficultés propres aux pays sans littoral et votera pour le projet de résolution s'il est mis aux voix, encore qu'il espère que ce projet sera adopté par consensus.

48. M. MVOGO (Cameroun) pense que la partie essentielle du projet de résolution se trouve au paragraphe 2 du dispositif, qui a trait à la création d'un fonds spécial. Il est donc inquiétant de voir que les auteurs, prenant en quelque sorte la proie pour l'ombre, se préoccupent davantage du paragraphe 1.

49. M. HAÏDAR (Liban) propose d'ajouter au paragraphe 1 du dispositif les mots "dans le cadre d'accords appropriés" après les mots "pour leur faciliter".

50. M. SIDDIQ (Afghanistan) rappelle que l'expression qui figure au paragraphe 1 du dispositif a déjà été utilisée à plusieurs reprises en particulier à Alger; le représentant du Kenya l'avait alors acceptée.

51. M. NDUNG'U (Kenya) rappelle que sa délégation avait déjà soumis le même amendement à Alger avant de se rallier au consensus.

52. M. SCHUPPUS (Togo) reconnaît que la situation des pays sans littoral est préoccupante et que certaines des dispositions du projet de résolution à l'étude sont justifiées. Toutefois, les dispositions du paragraphe 1 du dispositif transformeraient un simple droit en une servitude. De l'avis de la délégation togolaise, l'accès à la mer doit être défini dans le cadre d'accords bilatéraux. Elle ne peut donc accepter le paragraphe 1 du dispositif et demandera qu'il soit mis aux voix séparément.

53. Il est regrettable de constater que le fonds dont la création est envisagée au paragraphe 2 du dispositif n'a pas pour objet également d'aider les pays côtiers à renforcer leur infrastructure routière et portuaire. La délégation togolaise s'abstiendra donc lors du vote sur ce paragraphe.

54. M. KANE (Mauritanie) lance un appel aux auteurs du projet de résolution pour qu'ils acceptent un amendement tendant à ajouter au paragraphe 1 les mots "dans le cadre d'accords appropriés" après le mot "faciliter", ce qui ne diminuerait en rien la portée du paragraphe.

55. M. ARVESEN (Norvège), appuyé par M. KANDE (Sénégal), déclare qu'il regretterait que le paragraphe 1 donne lieu à un affrontement et qu'on soit

obligé de le mettre aux voix. Il suggère donc que les auteurs du projet de résolution et les délégations qui veulent soumettre des amendements se consultent avant que la Commission prenne une décision.

56. M. DE MEDEIROS (Dahomey) regrette que la suggestion du représentant de la Norvège ne porte que sur le paragraphe 1 et que les amendements proposés par la délégation dahoméenne et d'autres au sujet du paragraphe 1 et de l'insertion d'un nouveau paragraphe concernant les pays côtiers de transit (voir 1571ème séance, par. 100) n'aient pas été retenus. Etant donné ces difficultés, ainsi que l'absence de coopération de la part des auteurs, la délégation dahoméenne ne peut cautionner le projet de résolution. Elle demandera donc que le paragraphe 1 fasse l'objet d'un vote séparé et que l'on procède à un vote par appel nominal sur l'ensemble du projet.

57. Le PRESIDENT suggère que les auteurs se consultent tandis que la Commission poursuivra l'examen des projets de résolution figurant à l'ordre du jour.

MESURES VISANT A AMELIORER L'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL (A/C.2/280)

58. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), rappelant que sa délégation est l'un des auteurs du projet, déclare qu'à son avis les mesures que prévoit ce texte contribueront à améliorer l'organisation des travaux du Conseil. Cependant, toute une série de décisions ont été adoptées par le Conseil économique et social en 1972 et en 1973 en vue d'améliorer ses méthodes de travail et sa structure; il va donc falloir au Conseil un certain temps pour évaluer l'efficacité de ces mesures. En outre, depuis sa cinquante-cinquième session, le Conseil comprend 54 membres. Etant donné ces éléments nouveaux, la délégation soviétique propose que la Deuxième Commission renvoie à la vingt-neuvième session l'examen du projet de résolution et des amendements s'y rapportant, qui figurent eux aussi dans le document A/C.2/280.

59. M. HACHANI (Tunisie), M. BRITO (Brésil) et M. HAMID (Soudan) appuient la proposition du représentant de l'URSS.

60. M. VERCELES (Philippines), appuyé par M. DIALLO (Haute-Volta), accepte la proposition de l'URSS mais rappelle que, à la vingt-septième session, la Deuxième Commission avait déjà décidé de remettre l'examen de ce projet de résolution à la vingt-huitième session. Etant donné qu'il s'agit de mesures importantes, l'examen ne peut en être différé indéfiniment, et M. Verceles propose que le rapport indique clairement, dans le chapitre relatif à l'examen du point 12 de l'ordre du jour, que la Commission a reporté l'examen du projet de résolution recommandé par le Conseil économique et social dans sa résolution 1622 (LI) en vue de prendre une décision définitive à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale.

61. Le PRESIDENT déclare que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission accepte la proposition de l'URSS.

Il en est ainsi décidé.

RAPPORTS SUR LES PROTEINES (A/C.2/L.1325, PROJET DE DECISION I)

62. Le PRESIDENT déclare que, en l'absence d'objection, il considérera que la Commission souhaite adopter ce projet de décision sans procéder à un vote.

Il en est ainsi décidé.

63. M. ABHYANKAR (Inde) insiste sur l'importance de la deuxième partie du dispositif du texte qui vient d'être adopté.

EXODE DU PERSONNEL QUALIFIE DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT VERS LES PAYS DEVELOPPES (A/C.2/L.1325, PROJET DE DECISION II)

64. Le PRESIDENT déclare que, en l'absence d'objection, il considérera que la Commission souhaite adopter ce projet de décision sans procéder à un vote.

Il en est ainsi décidé.

ANNEES INTERNATIONALES ET ANNIVERSAIRES (A/C.2/L.1326)

65. M. GATES (Nouvelle-Zélande), présentant ce projet de résolution, rappelle que celui-ci traite d'une question de coordination qui préoccupe le Conseil économique et social depuis plusieurs années. Celui-ci estime que la prolifération des "années internationales" tend à réduire l'efficacité des activités entreprises à ces occasions, et, dans sa résolution 1800 (LV), il a donc prié ses organes subsidiaires de faire preuve de modération à cet égard et d'envisager de préférence des célébrations de plus courte durée. Etant donné que certains organes subsidiaires de l'Assemblée générale sont parfois appelés à prendre des décisions sur ce point, le Conseil économique et social, dans un souci de coordination, a jugé qu'il était souhaitable que l'Assemblée adopte un projet de résolution analogue au sien. M. Gates espère que le projet A/C.2/L.1326 sera adopté par consensus, comme l'a été la résolution 1800 (LV) du Conseil.

66. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) approuve le projet de résolution présenté par la Nouvelle-Zélande. L'URSS a toujours été réticente devant la prolifération des années internationales et estime elle aussi qu'il convient d'envisager des célébrations de plus courte durée, ainsi qu'on le fait du reste en URSS même. L'expérience montre que l'efficacité des célébrations n'est pas proportionnelle à leur durée, bien au contraire.

67. Le PRESIDENT demande si la Commission désire adopter le projet sans le mettre aux voix.

Il en est ainsi décidé.

MESURES SPECIALES SE RAPPORTANT AUX BESOINS PARTICULIERS DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT SANS LITTORAL (suite) [A/C.2/L.1310/Rev.2]

68. M. SIDDIQ (Afghanistan) déclare que, à la suite de consultations, les auteurs du projet ont décidé, dans un esprit de compromis, de réviser le paragraphe 1 du dispositif de leur texte. Il s'agirait de remplacer le mot

“libre” par les mots “liberté d'accès”, à la dernière ligne du paragraphe.

69. M. NDUNG'U (Kenya) déclare que, dans le même esprit de compromis, sa délégation accepte la révision présentée par les auteurs et convient de retirer son amendement.

70. M. SCHUPPUS (Togo) déclare que sa délégation n'est toujours pas satisfaite et demande que le paragraphe 1 fasse l'objet d'un vote séparé.

71. M. DE MEDEIROS (Dahomey) indique que sa délégation souhaite proposer l'insertion d'un nouveau paragraphe dans le dispositif une fois que le problème du paragraphe 1 aura été résolu. Ce nouveau paragraphe se placerait entre le paragraphe 1 et le paragraphe 2 du texte actuel et se lirait comme suit :

“2. *Attire l'attention* de la communauté internationale sur les difficultés qu'éprouvent les pays de transit en voie de développement en ce qui concerne leur infrastructure dans les domaines du transport, du stockage et des installations portuaires, et sur la nécessité d'obtenir une assistance internationale pour résoudre ces problèmes”.

72. La délégation dahoméenne propose également un amendement portant sur le paragraphe 2 du texte actuel. Il s'agirait d'ajouter, à la fin du paragraphe, le membre de phrase suivant : “et des pays côtiers de transit”.

73. M. BONAIO (Côte d'Ivoire) déclare que le paragraphe 1 du dispositif ne satisfait toujours pas sa délégation. Celle-ci désire présenter l'amendement suivant en ce qui concerne ce paragraphe : remplacer les mots “pour leur faciliter l'exercice de leur droit de libre accès” par les mots “pour leur faciliter, dans le cadre d'accords appropriés, l'accès”. Si les auteurs n'acceptent pas cet amendement, la délégation ivoirienne demandera un vote par appel nominal sur tous les paragraphes du dispositif.

74. M. SIDDIQ (Afghanistan) demande si, à ce stade des travaux, il est encore possible de présenter des amendements.

75. Le PRESIDENT déclare que, en vertu de l'article 122 du règlement intérieur, il lui est possible d'autoriser la discussion et l'examen d'amendements, même si ceux-ci n'ont pas été distribués ou ne l'ont été que le jour même.

76. M. YONG (Malaisie) dit que c'est à l'article 130 qu'il convient de se référer puisque les explications de vote ont déjà commencé. En vertu de cet article, il ne serait pas possible de présenter des amendements après le début du scrutin.

77. M. KUMI (Ghana) fait observer qu'en tout état de cause il a été décidé par consensus de procéder à des consultations.

78. M. VERCELES (Philippines) propose officiellement de clore le débat sur la question à l'étude, conformément à l'article 119 du règlement intérieur, et de procéder au vote sur le projet de résolution A/C.2/L.1310/Rev.2, tel qu'il a été révisé par les auteurs. Si les amendements proposés par le Dahomey ont un caractère formel, il faudra aussi les mettre aux voix.

79. M. KANE (Mauritanie) appuie la proposition du représentant des Philippines. Il rappelle au

représentant du Dahomey que le projet de résolution examiné concerne les pays en voie de développement sans littoral et qu'il n'est donc pas opportun d'y évoquer expressément le cas des pays côtiers. En outre, il lance un appel aux auteurs du projet de résolution pour qu'ils acceptent l'amendement qu'il a lui-même proposé (voir par. 54 ci-dessus) et qui ne changerait pas fondamentalement le sens du paragraphe 1 du dispositif.

80. M. DIALLO (Haute-Volta) est opposé à la proposition du représentant des Philippines, car à son avis c'est l'article 133 et non l'article 119 qu'il faut appliquer dans ce cas.

81. Le PRESIDENT met aux voix la proposition du représentant des Philippines tendant à clore le débat conformément à l'article 119 du règlement intérieur de l'Assemblée générale.

Par 52 voix contre 5, avec 61 abstentions, la proposition du représentant des Philippines est adoptée.

82. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) donne lecture des amendements présentés en ce qui concerne le projet de résolution A/C.2/L.1310/Rev.2.

83. Le PRESIDENT indique que, conformément à l'article 132 du règlement intérieur, qui prévoit que lorsqu'une proposition fait l'objet de deux ou plusieurs amendements la Commission vote d'abord sur celui qui s'éloigne le plus, quant au fond, de la proposition primitive, la Commission votera d'abord sur le premier amendement présenté oralement par le Dahomey (voir par. 71 ci-dessus), à savoir l'insertion d'un nouveau paragraphe entre les paragraphes 1 et 2 dans le dispositif du projet de résolution.

Par 33 voix contre 8, avec 78 abstentions, le premier amendement présenté par le Dahomey est rejeté.

84. Le PRESIDENT met aux voix le deuxième amendement présenté par le Dahomey en ce qui concerne le paragraphe 2 du dispositif.

Par 32 voix contre 6, avec 80 abstentions, le deuxième amendement du Dahomey est rejeté.

85. Le PRESIDENT met aux voix l'amendement au paragraphe 1 du dispositif présenté par la Côte d'Ivoire (voir par. 73 ci-dessus).

Par 39 voix contre 25, avec 53 abstentions, l'amendement de la Côte d'Ivoire est adopté.

86. Après un débat de procédure auquel participent M. SCHUPPUS (Togo), M. FASLA (Algérie) et M. AKE (Côte d'Ivoire), M. GONZALEZ ARIAS (Paraguay) propose de réexaminer l'amendement de la Côte d'Ivoire, étant donné qu'il semble y avoir un malentendu sur le texte adopté. Il précise que, conformément à l'article 125 du règlement intérieur, toute décision tendant à examiner à nouveau la proposition devra être prise à la majorité des deux tiers des membres présents et votants.

87. M. GARCIA BELAUNDE (Pérou) appuie la proposition du représentant du Paraguay.

88. M. JAIN (Inde), appuyé par M. HAQ (Pakistan), est opposé à la proposition du Paraguay tendant à procéder à un vote à la majorité des deux tiers sur la question de savoir si la Commission doit ou non réexaminer l'amendement présenté par la Côte d'Ivoire. Toutefois, si cela doit faciliter les travaux de

la Commission, il ne fera pas objection à ce que l'on vote de nouveau sur cet amendement.

89. M. GONZALEZ ARIAS (Paraguay) précise qu'il n'insistera pas pour que sa proposition soit mise aux voix à condition que la Commission vote effectivement de nouveau sur l'amendement de la Côte d'Ivoire.

Après un débat de procédure, il est décidé de procéder au vote sur la proposition du représentant du Paraguay tendant à réexaminer, conformément à l'article 125 du règlement, l'amendement présenté par la Côte d'Ivoire.

Par 67 voix contre 23, avec 19 abstentions, la proposition du représentant du Paraguay est adoptée.

90. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) rappelle que l'amendement présenté par la Côte d'Ivoire consiste à dire, au paragraphe 1 du dispositif : "pour leur faciliter, dans le cadre d'accords appropriés, l'accès à la mer et à partir de la mer", au lieu de dire : "pour leur faciliter l'exercice de leur droit de libre accès à la mer et à partir de la mer".

Par 29 voix contre 25, avec 62 abstentions, l'amendement de la Côte d'Ivoire est rejeté.

91. Après un débat de procédure auquel participent M. DIALLO (Haute-Volta), M. MOHAMMED (Nigéria), M. AKE (Côte d'Ivoire) et M. HAMID (Soudan), le PRESIDENT indique que, s'il n'y pas d'objection, il considérera que l'amendement de la Mauritanie au paragraphe 1 du dispositif (voir par. 54 ci-dessus) est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

Il en est ainsi décidé.

92. M. SCHUPPUIS (Togo) renonce à demander un vote par appel nominal sur le paragraphe 1 du dispositif, mais il souhaite qu'il soit procédé à un vote séparé sur les mots "l'exercice de leur droit de libre accès".

93. M. AKE (Côte d'Ivoire) appuie cette proposition.

94. Après un débat de procédure, auquel participent M. GONZALEZ ARIAS (Paraguay), M. PAQUI (Dahomey), M. SIDDIQ (Afghanistan) et M. TAYLOR (Sierra Leone), il est décidé de procéder à un vote séparé sur ce membre de phrase.

A la demande du représentant de la Bolivie, il est procédé au vote enregistré sur ce membre de phrase.

Votent pour : Afghanistan, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bahreïn, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, République socialiste soviétique de Biélorussie, République centrafricaine, Tchad, Chili, Yémen démocratique, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Ethiopie, République démocratique allemande, Guatemala, Guinée, Guyane, Haïti, Hongrie, Indonésie, Irak, Irlande, Israël, Japon, Jordanie, République khmère, Koweït, Laos, Lesotho, Malawi, Mali, Mauritanie, Mongolie, Népal, Nicaragua, Niger, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Afrique du Sud, Souaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Cameroun, Congo, Dahomey, Inde, Côte d'Ivoire, Nigéria, Pakistan.

S'abstiennent : Barbade, Bulgarie, Birmanie, Canada, Colombie, Costa Rica, Danemark, Finlande, France, Gabon, Allemagne (République fédérale d'), Ghana, Iran, Italie, Kenya, Madagascar, Malaisie, Mexique, Maroc, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Oman, Roumanie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suède, Togo, Tunisie, Emirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie de Tanzanie.

Par 70 voix, contre 7, avec 33 abstentions, les mots "l'exercice de leur droit de libre accès" sont maintenus.

95. Le PRESIDENT met aux voix l'ensemble du paragraphe 1 sous sa forme révisée.

A la demande du représentant de la Côte d'Ivoire, il est procédé au vote enregistré sur l'ensemble du paragraphe 1.

Votent pour : Afghanistan, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bahreïn, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Ethiopie, République démocratique allemande, Ghana, Guatemala, Guinée, Guyane, Haïti, Hongrie, Indonésie, Irak, Irlande, Israël, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, République khmère, Koweït, Laos, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malawi, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mongolie, Népal, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigeria, Norvège, Oman, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Afrique du Sud, Espagne, Soudan, Souaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Congo.

S'abstiennent : Barbade, Birmanie, Canada, Dahomey, Danemark, Fidji, Finlande, France, Gabon, Allemagne (République fédérale d'), Inde, Iran, Italie, Côte d'Ivoire, Mexique, Maroc, Pays-Bas, Pakistan, Sri Lanka, Suède, Togo, Tunisie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie de Tanzanie.

Par 92 voix contre une, avec 24 abstentions, l'ensemble du paragraphe 1 est adopté.

A la demande du représentant de la Côte d'Ivoire, il est procédé au vote enregistré sur le paragraphe 2.

Votent pour : Afghanistan, Algérie, Argentine, Australie, Bahreïn, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Ethiopie, Fidji, République démocratique allemande, Guatemala, Guinée, Guyane, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Jordanie, Kenya, République khmère, Koweït, Laos, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malawi, Malaisie, Mali,

Mauritanie, Mexique, Mongolie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Paraguay, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : Autriche, Barbade, Canada, Congo, Dahomey, Danemark, Finlande, France, Allemagne (République fédérale d'), Ghana, Italie, Côte d'Ivoire, Japon, Maroc, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Portugal, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Togo, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Par 91 voix contre zéro, avec 23 abstentions, le paragraphe 2 est adopté.

A la demande du représentant de la Côte d'Ivoire, il est procédé au vote enregistré sur le paragraphe 3.

Votent pour : Afghanistan, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bahreïn, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Fidji, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Guatemala, Guinée, Guyane, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Jamaïque, Jordanie, Kenya, République khmère, Koweït, Laos, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malawi, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Népal, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Paraguay, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Afrique du Sud, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : Barbade, Canada, Congo, Dahomey, Danemark, Ethiopie, Finlande, France, Allemagne (République fédérale d'), Italie, Côte d'Ivoire, Japon, Maroc, Pays-Bas, Pakistan, Suède, Togo, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Par 98 voix contre zéro, avec 18 abstentions, le paragraphe 3 est adopté.

A la demande du représentant du Pakistan, il est procédé au vote enregistré sur l'ensemble du projet de résolution.

Votent pour : Afghanistan, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bahreïn, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Ethiopie, Fidji, République démocratique allemande, Ghana, Guatemala, Guinée, Guyane, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, République khmère, Koweït, Laos, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malawi, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Népal, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Afrique du Sud, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : Barbade, Canada, Congo, Dahomey, Danemark, Finlande, France, Gabon, Allemagne (République fédérale d'), Italie, Côte d'Ivoire, Pays-Bas, Pakistan, Suède, Togo, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Par 101 voix contre zéro, avec 16 abstentions, l'ensemble du projet de résolution est adopté.

La séance est levée à 19 h 40.

1573^e séance

Vendredi 30 novembre 1973, à 10 h 45.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1573

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (suite) [A/9003, A/C.2/285]

MESURES SPECIALES SE RAPPORTANT AUX
BESOINS PARTICULIERS DES PAYS EN VOIE
DE DEVELOPPEMENT SANS LITTORAL (fin)

1. M. ARVESEN (Norvège), expliquant son vote sur le projet de résolution A/C.2/L.1310/Rev.2, oralement révisé et modifié, déclare que la délégation norvégienne, comme elle l'a déjà fait observer lors du débat sur la résolution 63 (III) de la CNUCED, n'est pas convaincue que le meilleur moyen d'aider les pays en voie de développement sans littoral soit de créer un fonds spécial à leur intention. En conséquence, la délégation norvégienne s'est abstenue lors du vote sur le paragraphe 2 du projet de résolution adopté lors de la séance précédente.

2. Des mesures concrètes doivent être prises en vue de résoudre les problèmes particuliers des pays considérés. Il serait donc souhaitable que le Conseil d'administration du PNUD fasse figurer parmi les critères supplémentaires devant régir la redistribution des ressources du PNUD au cours du prochain cycle de développement le fait qu'un pays en voie de développement n'a pas de littoral maritime. Cette mesure répondrait à la demande de ces pays de bénéficier d'un traitement spécial, surtout dans le cas des cinq pays sans littoral qui ne sont pas classés dans le groupe des pays les moins avancés. C'est dans cet esprit que la délégation norvégienne a voté en faveur du projet de résolution considéré dans son ensemble.

3. M. PETRONE (Italie) fait observer que sa délégation s'est vue obligée de s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution pour la raison même qui l'avait fait s'abstenir lors du vote sur la résolution 1755 (LIV) du Conseil économique et social, à savoir qu'elle ne peut souscrire à aucune initiative visant à créer des fonds spéciaux du genre de celui qui est visé au paragraphe 2 du dispositif. La délégation italienne considère avec beaucoup d'intérêt le sort des pays sans littoral et est disposée à examiner très favorablement leur situation, dont on pourrait s'occuper de façon plus appropriée qu'en créant un fonds spécial.

4. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que sa délégation était disposée lors de la séance précédente à ce que le projet de résolution soit adopté sans qu'il soit procédé à un vote. Si elle a voté en faveur du projet de résolution, c'est parce qu'elle considère que celui-ci porte essentiellement sur la question d'une étude à effectuer sur la création d'un fonds en faveur des pays sans littoral. La délégation soviétique regrette que, dans la pratique, la Commission ait discuté d'une question différente, de caractère juridique, qu'il serait plus indiqué d'examiner

ailleurs, par exemple à la Commission du droit international et à la Sixième Commission. La délégation soviétique serait en faveur de la création d'un fonds spécial à l'intention des pays sans littoral à condition qu'il soit clairement établi que ce fonds serait financé exclusivement à l'aide de contributions volontaires.

M. Arvesen (Norvège) prend la présidence.

5. M. MÜEZZINOĞLU (Turquie) déclare que sa délégation a voté en faveur du projet de résolution. Vu la nécessité d'une utilisation coordonnée et aussi efficace que possible des ressources dont disposent les organismes des Nations Unies pour l'assistance au développement, la création de fonds spéciaux n'est pas le moyen approprié d'accroître ces ressources ou d'en tirer l'avantage maximum. Toutefois, il convient d'accorder une attention particulière aux besoins des pays en voie de développement les moins avancés. Les pays sans littoral faisant partie des pays qui ont besoin de recevoir une aide particulière de la communauté internationale, la délégation turque a appuyé l'idée d'une étude portant sur la possibilité de créer un fonds spécial, tout en réservant sa position définitive jusqu'au moment où les résultats de cette étude seront connus. Les dispositions du projet de résolution ne doivent pas préjuger les délibérations de la Conférence sur le droit de la mer en ce qui concerne les droits d'accès à la mer et à partir de la mer.

6. M. MOUSKY (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation continue de considérer avec intérêt les besoins des pays en voie de développement sans littoral, comme l'a indiqué son vote affirmatif sur le projet de résolution, et qu'elle reste favorable à l'adoption de mesures spéciales visant à apporter aux pays considérés une aide technique ou financière capable de répondre à leurs besoins particuliers. Vu la nécessité de disposer de plus amples renseignements sur ces problèmes pour déterminer le moyen le plus réaliste de les résoudre, la délégation des Etats-Unis a appuyé la résolution 1755 (LIV) du Conseil économique et social, où sont repris les termes de la résolution 2971 (XXVII) de l'Assemblée générale, qui invitait le Conseil à étudier s'il y a lieu et s'il est possible de créer un fonds spécial pour défrayer les pays en voie de développement sans littoral de leurs frais de transport additionnels et dans laquelle le Secrétaire général est prié d'entreprendre une étude où il indiquerait toutes les autres possibilités envisagées au cours de ses consultations. En appuyant cette résolution, la délégation des Etats-Unis a voulu exprimer l'intérêt qu'elle porte aux pays sans littoral aussi bien que son opposition à l'égard de la création de nouveaux fonds spéciaux, qui demeure inchangée. Le même raisonnement l'a poussée à se prononcer affirmativement sur le projet de résolution A/C.2/L.1310/Rev.2.

7. Etant donné qu'elle n'a pas participé à la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés qui s'est tenue à Alger (5-9 septembre

1973), la délégation des Etats-Unis n'aurait pas pu voter pour le quatrième alinéa du préambule s'il avait fait l'objet d'un vote séparé.

8. Mlle COURSON (France) déclare que la communauté internationale doit essayer d'aider les pays sans littoral, mais que la création d'un fonds spécial n'est pas le meilleur moyen de le faire. C'est pourquoi la délégation française n'a pu voter pour le paragraphe 2 du projet de résolution, qui préjuge la création d'un fonds sans qu'il soit procédé préalablement aux études qui sont nécessaires pour préciser la nature des difficultés rencontrées par les pays considérés et déterminer les moyens les plus appropriés d'y porter remède.

9. Il serait souhaitable que les pays sans littoral explorent avec l'aide des commissions économiques régionales les moyens de résoudre leurs difficultés, notamment en organisant des consultations avec les pays voisins de transit et en coordonnant leurs politiques avec celles de ces pays dans l'intérêt mutuel des parties.

10. C'est pour ces raisons que la délégation française s'est abstenue lors du vote sur la résolution 1755 (LIV) du Conseil économique et social et sur le projet de résolution A/C.2/L.1310/Rev.2.

11. M. HACHANI (Tunisie) regrette que l'on n'ait put parvenir à mettre au point un texte pouvant recueillir l'accord des pays sans littoral comme des pays de transit. La coopération librement consentie, entre ces deux groupes de pays, est le moyen le plus sûr d'assurer aux premiers un libre accès à la mer tout en garantissant la souveraineté des derniers. L'absence d'un tel accord est également regrettable du fait qu'elle touche le continent africain, qui a pourtant démontré sur plusieurs questions, y compris celle actuellement examinée, sa capacité de résoudre par ses propres moyens ses problèmes internes.

12. On pourrait rechercher une solution au moyen d'accords bilatéraux, régionaux ou sous-régionaux, ou par un accord international dont les termes devraient être discutés au cours de la Conférence sur le droit de la mer qui doit avoir lieu en 1974. La délégation tunisienne a voté en faveur de l'amendement de la Côte d'Ivoire car il a le mérite de ne pas exclure la possibilité d'accords de ce genre, tout en donnant aux pays sans littoral les moyens d'avoir accès à la mer. La délégation tunisienne a voté en faveur du projet de résolution dans son ensemble, tout en s'abstenant lors des votes par division sur les paragraphes du dispositif, pour indiquer son attachement au principe selon lequel les pays sans littoral doivent recevoir toute l'aide possible, y compris par la création d'un fonds spécial pour faire face aux frais de transport additionnels.

13. Il est regrettable que certains paragraphes du projet de résolution dépassent la position adoptée en la matière par la Conférence d'Alger. La délégation tunisienne s'est abstenue lors du vote sur le paragraphe 1 car elle considère que les arrangements bilatéraux, sous-régionaux et régionaux doivent rester la base de la coopération dans le domaine considéré. Ce paragraphe ne saurait préjuger les résultats de la Conférence sur le droit de la mer. Enfin, la délégation tunisienne s'est abstenue sur les amendements présentés par le Dahomey car elle n'a pas eu le temps de leur accorder l'attention que leur importance exigeait.

14. M. SPITERI (Malte) déclare que sa délégation était absente au moment du vote. Elle aurait, autrement, voté en faveur du projet de résolution, dont elle approuve les principes généraux.

15. M. CURTIN (Australie) fait observer que sa délégation a voté pour le paragraphe 1 du dispositif dans la mesure où la mention de la liberté d'accès est à rapprocher des termes du premier principe de la Convention de 1965 relative au commerce de transit des Etats sans littoral, et étant entendu que les divers principes élaborés dans le cadre de cette convention sont liés entre eux.

16. Le vote affirmatif de la délégation australienne sur le paragraphe 2 du dispositif ne préjuge en aucun cas son attitude ultérieure au sujet des résultats de l'étude concernant l'opportunité et la possibilité de créer un fonds pour les pays en voie de développement sans littoral. L'Australie est disposée à examiner sans préjugé toute étude qui serait faite, mais n'est pas convaincue de la nécessité de créer un fonds spécial.

17. La délégation australienne a appuyé le projet de résolution dans son ensemble pour montrer l'intérêt que porte l'Australie, d'une manière générale, aux problèmes des pays sans littoral.

18. M. WRIGSTAD (Suède) déclare que sa délégation aurait voté en faveur du projet de résolution s'il y avait eu un accord général sur le texte. Néanmoins, puisque les opinions diffèrent quant au paragraphe 1, elle s'est abstenue sur ce paragraphe. Elle s'est également abstenue sur le paragraphe 2 en raison de ses réserves concernant la création de fonds spéciaux, ainsi que sur l'ensemble du projet de résolution.

19. M. GATES (Nouvelle-Zélande) déclare que sa délégation a voté en faveur du projet de résolution étant donné qu'elle en approuve l'objectif général. Toutefois, le paragraphe 2 présente pour elle certaines difficultés et elle s'associe aux observations faites par le représentant de l'Australie à cet égard.

20. M. EKBLOM (Finlande) apprécie les efforts faits par les auteurs pour faire en sorte que le paragraphe 2 pût être accepté par un plus grand nombre de délégations. La délégation finlandaise était disposée à voter en faveur de l'ensemble du projet de résolution après s'être abstenue sur le paragraphe 2. Néanmoins, le débat prolongé sur ce paragraphe a indiqué que le moment n'était pas encore venu de prendre une décision sur la question. Etant donné les divergences de vues qui existent manifestement entre les pays en voie de développement, la délégation finlandaise s'est abstenue lors de tous les votes séparés et lors du vote sur l'ensemble du projet de résolution.

21. M. HAQ (Pakistan) déclare que sa délégation aurait aimé qu'on parvienne à un consensus. La législation internationale ne reconnaît pas aux pays sans littoral le droit de libre accès à la mer à travers les pays de transit. C'est un droit qu'ils obtiennent à l'issue de consultations multilatérales et bilatérales. Il est indispensable de procéder à une étude complète de tous les aspects de la question avant d'élaborer de nouveaux principes. C'est dans le cadre de la Conférence sur le droit de la mer qu'il conviendra d'examiner les propositions des pays sans littoral. En conséquence, la délégation pakistanaise s'est abstenue sur le paragraphe 1 et sur le projet de résolution dans son ensemble. Elle a voté pour le paragraphe 2 étant donné

qu'elle est favorable à ce qu'une étude soit faite sur la question.

22. M. CHITSAMBA (Malawi) déclare que sa délégation, qui représente un pays sans littoral, a donc voté pour le projet de résolution, où il est demandé à la communauté internationale de renforcer davantage les arrangements bilatéraux conclus au sujet de la question considérée. M. Chitsamba se félicite des améliorations que fait apparaître la version finale et est heureux que l'incorporation de l'amendement de la Mauritanie ait permis à la majorité des membres de la Commission de se prononcer en faveur de la résolution.

23. M. SCHWARTZ (Espagne) indique que sa délégation a voté pour le projet de résolution dans son ensemble car elle reconnaît l'obligation morale d'aider les pays en voie de développement sans littoral. En votant pour le paragraphe 1, elle ne préjuge en rien les travaux de codification du droit international pertinent qui seraient effectués dans d'autres instances. Elle s'est abstenue sur le paragraphe 2, conformément à sa position bien connue en ce qui concerne la création de fonds spéciaux.

24. M. SHEMIRANI (Iran) déclare que sa délégation a voté pour le projet de résolution dans son ensemble ainsi que pour les paragraphes 2 et 3 car elle est consciente depuis longtemps des problèmes particuliers des pays en voie de développement sans littoral et a toujours estimé qu'il était urgent de prendre des mesures en leur faveur dans le cadre d'accords bilatéraux, régionaux et internationaux. L'Iran entretient d'excellentes relations avec son voisin, l'Afghanistan, pays sans littoral, en ce qui concerne les questions de transit.

25. La délégation iranienne s'est abstenue sur le paragraphe 1 en raison des incidences juridiques de ce paragraphe et parce qu'elle estime que la notion de droit d'accès à la mer et à partir de la mer doit être dûment définie. Il ne faut pas préjuger en la matière les travaux de la Conférence sur le droit de la mer.

26. M. BRITO (Brésil) précise que sa délégation a voté pour le projet de résolution et pour chacun des paragraphes du dispositif. Elle a approuvé le maintien des mots "exercice de leur droit de libre accès" au paragraphe 1, car elle estime qu'un tel droit existe effectivement dans le cadre d'accords appropriés. En conséquence, elle aurait voté pour ce paragraphe même s'il n'avait pas été révisé par les auteurs. La délégation brésilienne s'est abstenue sur le paragraphe supplémentaire proposé par la délégation dahoméenne, non parce qu'elle ne partage pas les préoccupations de cette délégation en ce qui concerne les pays de transit, mais parce qu'elle estime que la question n'a pas été suffisamment examinée par la Commission. Elle a voté contre l'idée de mentionner les pays de transit au paragraphe 2 car cette mention aurait modifié le caractère du fonds dont la création est envisagée.

27. M. PAGUAGA (Nicaragua) déclare que sa délégation souscrit aux vues des délégations de la Mauritanie et de la Mongolie en ce qui concerne l'amendement présenté par le Dahomey. Bien qu'elle soit consciente des difficultés auxquelles se heurtent les pays de transit, elle estime que le membre de phrase "dans le cadre d'accords appropriés" garantit leur droit souverain et respecte donc l'esprit de l'amendement du Dahomey. La question que vise cet

amendement devrait faire l'objet d'un projet de résolution distinct.

28. M. FRANCK (Belgique) déclare que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution comme elle s'était abstenue sur la résolution 1755 (LIV) du Conseil économique et social. Il faut accorder une attention spéciale aux problèmes particuliers des pays en voie de développement sans littoral, mais cela doit se faire dans le cadre de l'étude des problèmes des pays en voie de développement les moins avancés, qui a été demandée par le Conseil économique et social dans sa résolution 1753 (LIV).

29. M. KONISHI (Japon) précise que sa délégation a voté pour le projet de résolution dans son ensemble. Bien qu'elle comprenne fort bien la position qu'adoptent les pays en voie de développement sans littoral devant les difficultés et les besoins particuliers auxquels ils doivent faire face, elle doute sérieusement que l'on retirera des avantages réels de la création d'un fonds spécial à leur intention. La question doit être traitée dans le cadre général de l'aide au développement. La délégation japonaise s'est donc abstenue sur le paragraphe 2.

30. M. HAÏDAR (Liban) précise que, si sa délégation avait été présente au moment du vote, elle aurait voté pour le projet de résolution, notamment parce que le paragraphe 1 reflète la proposition qu'elle avait faite au début de la discussion lors de la séance précédente. Selon l'interprétation de la délégation libanaise, l'insertion des mots "dans le cadre d'accords appropriés" ne préjugera pas l'issue des travaux de la Conférence sur le droit de la mer.

31. M. RASAPUTRAM (Sri Lanka) indique que sa délégation a voté pour l'ensemble du projet de résolution aussi bien que pour les paragraphes 2 et 3. Elle s'est abstenue sur le paragraphe 1 car elle estime que la Commission ne doit pas préjuger les principes en cause, qui seront examinés lors de la Conférence sur le droit de la mer. Elle a approuvé le projet de résolution dans son ensemble, étant donné qu'elle en approuve les principes fondamentaux.

32. M. KUMI (Ghana) déclare que sa délégation a voté pour le projet de résolution dans son ensemble car elle est consciente des problèmes particuliers des pays sans littoral. Le paragraphe 1 relève en fait du domaine de compétence de la Conférence sur le droit de la mer; le vote affirmatif de la délégation ghanéenne sur le projet de résolution ne doit être interprété en aucune façon comme signifiant qu'elle accepte que ce texte préjuge les résultats de cette conférence.

33. M. GARCIA BELAUNDE (Pérou) indique que sa délégation a voté pour le projet de résolution et qu'elle s'est abstenue sur divers amendements car elle estime que les pays de transit ont l'obligation morale de garantir aux pays sans littoral le libre accès à la mer et à partir de la mer. Cette délégation se félicite de l'incorporation de l'amendement de la Mauritanie car c'est seulement au moyen d'accords appropriés que l'on pourra garantir les intérêts des pays sans littoral. Le Pérou a conclu un certain nombre d'accords de ce genre.

34. Bien que la délégation péruvienne se soit abstenue sur l'amendement du Dahomey, elle estime que la communauté internationale doit examiner les moyens d'aider les pays de transit en voie de développement.

35. M. RATSIMBAZAFY (Madagascar) déclare que sa délégation, bien qu'à regret, s'est abstenue lors du vote sur les importants amendements présentés par les délégations de la Côte d'Ivoire et du Dahomey en raison du peu de temps dont elle a disposé pour les examiner. Le vote favorable de sa délégation sur le projet de résolution dans son ensemble indique qu'elle est consciente de la valeur de ce texte, en particulier assorti de l'amendement de la Mauritanie, dans lequel elle voit un effort louable pour réaliser un consensus. La délégation malgache est consciente de la nécessité d'accorder une attention particulière à la situation et au développement des pays sans littoral sans négliger les exigences légitimes des pays de transit et elle regrette qu'il n'ait pas été possible de parvenir à un consensus sur l'ensemble du projet de résolution; il en aurait peut-être été autrement si l'on avait disposé d'un délai de réflexion. Le meilleur moyen de tenir compte des deux principes fondamentaux qui concernent la souveraineté sur le territoire national et le libre accès à la mer et à partir de la mer, principes que le projet de résolution reconnaît dans le cas des pays sans littoral, est de les incorporer aux accords conclus entre les pays intéressés sur la base de la compréhension mutuelle et de la coopération. La délégation malgache espère qu'il sera possible de faire mieux que le projet de résolution lors de la prochaine Conférence sur le droit de la mer.

36. M. JAIN (Inde) indique que sa délégation a voté pour le projet de résolution car elle est consciente de la nécessité d'aider au maximum les pays en voie de développement sans littoral. Toutefois, cette délégation s'est abstenue sur le paragraphe 1 car même avec l'amendement de la Mauritanie ce paragraphe ne reflète pas encore pleinement son opinion sur le rôle respectif des pays sans littoral et des pays de transit; il aurait fallu insister davantage sur les arrangements appropriés et moins sur "le droit de libre accès". M. Jain répète que la politique de son gouvernement, qui a été exposée à maintes reprises dans les instances internationales, consiste à faire le maximum pour répondre aux besoins des pays sans littoral dans le cadre d'accords bilatéraux appropriés, qui concilient les intérêts des parties et évitent toute argutie juridique sur la définition du mot "droit".

37. M. DIALLO (Haute-Volta) déclare que, en tant qu'auteur du projet de résolution, il tient à expliquer le vote de sa délégation sur l'amendement dahoméen. La délégation voltaïque estime que les dispositions de la résolution 63 (III) de la CNUCED, relative à l'aide aux pays en voie de développement sans littoral et aux pays voisins de transit, conserve sa validité. La position que cette délégation a adoptée à la troisième session de la CNUCED et pendant les débats du Conseil du commerce et du développement portant sur les rapports de la Commission des transports maritimes et de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce est illustrée par le soutien qu'elle a apportée aux dispositions de la Stratégie internationale du développement concernant des modalités d'assistance technique et financière et de formation propres à permettre aux pays en voie de développement de développer leur marine marchande et d'agrandir et améliorer leurs installations portuaires. Seul le contexte dans lequel l'amendement du Dahomey a été présenté a incité la délégation voltaïque à voter contre cette proposition, car elle a estimé que celle-ci détournait l'attention du but principal du projet de

résolution. Si l'on avait présenté un projet de résolution distinct sur l'assistance aux Etats côtiers, la délégation voltaïque l'aurait appuyé et aurait même pu figurer au nombre de ses auteurs.

M. Gabré-Sellassié (Ethiopie) reprend la présidence.

38. M. MUTUMBO (Zaïre) explique que sa délégation a voté pour le projet de résolution parce que le Zaïre, en tant que pays à demi privé de littoral, estime qu'il est de son devoir de soutenir les intérêts des pays sans littoral. La délégation zaïroise se félicite particulièrement du fait que les auteurs ont accepté l'amendement de la Mauritanie visant les accords appropriés. Elle regrette qu'il n'ait pas été possible d'associer au projet de résolution d'autres délégations, en particulier celles qui représentent des pays de transit; c'est peut-être la principale raison pour laquelle l'adoption de ce texte a donné lieu à tant de difficultés.

39. M. DELIVANIS (Grèce) précise pas, si sa délégation avait été présente lors du vote, elle se serait prononcée pour le projet de résolution.

40. M. FASLA (Algérie) déclare que, selon sa délégation, la communauté internationale a le devoir d'aider les pays en voie de développement sans littoral à obtenir le droit d'accès à la mer. Le Gouvernement algérien participe à la construction d'une grande route transsaharienne qui contribuera à la réalisation de cet objectif. La délégation algérienne a voté pour le projet de résolution et se félicite particulièrement que l'amendement de la Mauritanie y ait été incorporé, ce qui permet de faire en sorte que le projet ne préjuge pas l'issue des débats de la prochaine Conférence sur le droit de la mer. De l'avis de la délégation algérienne, c'est seulement dans le cadre d'accords bilatéraux ou régionaux que les pays sans littoral peuvent se voir accorder le droit de libre accès à la mer.

41. M. MOHAMMED (Nigéria) explique que sa délégation a voté pour l'ensemble du projet de résolution, étant entendu que les débats de la Commission ne préjugeraient en aucune façon les résultats des travaux de la Conférence sur le droit de la mer. Les diverses opinions exprimées au sujet du paragraphe 1 du dispositif aideront sans nul doute la Conférence à parvenir à des conclusions rationnelles. La délégation nigérienne s'est abstenue lors du vote sur l'amendement du Dahomey et aurait souhaité avoir plus de temps pour l'examiner.

42. M. MVOGO (Cameroun) souligne que sa délégation a voté pour le paragraphe 1, étant donné que l'amendement de la Mauritanie correspond à l'attitude adoptée par son gouvernement envers les pays voisins qui n'ont pas accès à la mer. Le Gouvernement camerounais s'est toujours efforcé de remédier aux difficultés de ces pays et il procède actuellement, dans leur intérêt, à l'agrandissement du principal port du Cameroun. L'incorporation de l'amendement évite également de préjuger les résultats de la prochaine Conférence sur le droit de la mer. C'est pour ces deux raisons que la délégation camerounaise a été en mesure de voter pour l'ensemble du projet de résolution.

43. M. GEBRU (Ethiopie) indique que trois considérations principales ont incité sa délégation à voter pour le maintien intégral de l'expression "droit de libre accès à la mer et à partir de la mer" et pour l'ensemble du projet de résolution. Premièrement, la délégation éthiopienne fait sien le principe selon lequel

il convient d'aider les pays désavantagés; en second lieu, la plupart des pays en voie de développement sans littoral sont situés en Afrique, qui a besoin d'une aide de l'extérieur; en troisième lieu, selon l'interprétation de sa délégation, l'expression "pays sans littoral" comprend les pays qui sont à demi privés de littoral du fait de circonstances historiques et que les questions de transit intéressent.

44. M. DIAW (Mali) déclare que sa délégation, en tant que coauteur du projet de résolution, a bien entendu voté en faveur de ce texte. Cependant, cette délégation se félicite particulièrement de l'incorporation de l'amendement de la Mauritanie au paragraphe 1, étant donné qu'elle estime que seule une coopération étroite avec les pays de transit voisins peut favoriser les intérêts réels des pays en voie de développement sans littoral. La délégation malienne a voté contre l'amendement présenté par la délégation dahoméenne qui, à son avis, modifiait le projet quant au fond. Si cet amendement avait fait l'objet d'un projet de résolution distinct, la délégation malienne aurait pu voter en sa faveur, et elle est convaincue que cet aspect important du problème retiendra l'attention de la Conférence sur le droit de la mer.

SOUVERAINETE PERMANENTE SUR LES RES- SOURCES NATURELLES (A/C.2/L.1328 ET CORR.1)

45. M. INGVARSSON (Islande), présentant le projet de résolution A/C.2/L.1328 au nom des auteurs, rappelle que sa délégation s'est intéressée activement à la question de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles lors de la vingt-septième session de l'Assemblée générale, lors de laquelle la résolution 3016 (XXVII) a été adoptée par l'Assemblée, après un débat prolongé à la Deuxième Commission. Bien que l'Islande ne dispose sur terre que de ressources naturelles extrêmement limitées, l'océan qui l'entoure est riche de ressources biologiques qui constituent, depuis des siècles, la base de son économie. La souveraineté sur les ressources marines est par conséquent une question vitale pour la nation islandaise. L'Islande doit avoir la possibilité d'utiliser les ressources marines de ses eaux côtières, étant donné que toute son économie en dépend. En outre, il est important qu'elle jouisse de droits de souveraineté à cet égard pour pouvoir adopter des mesures de précaution en vue d'empêcher l'épuisement des ressources en question. L'évolution de la situation des pêches dans la région de l'Atlantique nord au cours des dernières années a fait apparaître la nécessité urgente de prendre des mesures de conservation.

46. L'adoption de la résolution 3016 (XXVII) de l'Assemblée générale par plus de 100 voix contre zéro marque une date importante pour les nations qui recherchent la pleine souveraineté sur leurs ressources naturelles. La souveraineté permanente des Etats sur les ressources du fond des mers qui les entourent, qui est maintenant reconnue comme un principe de droit international, ainsi que la souveraineté des Etats sur les eaux sus-jacentes de la zone des mers, sont toutes deux réaffirmées dans cette résolution. Certes, les droits de juridiction sur cette zone continuent d'être contestés,

et, en conséquence, la proclamation faite par plus de 100 nations sur ce point constitue une affirmation très importante des pouvoirs des Etats riverains à cet égard. Comme elle l'a souligné à la vingt-septième session, la délégation islandaise comprend que les nations ne soient pas toutes disposées à accepter la légitimité des droits relatifs à cette zone, et la prochaine Conférence sur le droit de la mer tranchera le problème en dernier ressort.

47. Au cours de 1973, la question de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles a été examinée par d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies, tels que le Comité des ressources naturelles et le Conseil économique et social, qui ont tous deux adopté des résolutions sur la question. L'Organisation des Nations Unies s'est prononcée sans équivoque; les Etats possèdent des droits inaliénables sur les ressources naturelles se trouvant dans leur territoire et dans leur régions côtières ainsi que sur celles du fond des mers et des eaux sus-jacentes. Aucun doute ne devrait subsister sur ce point, puisque l'économie des pays en voie de développement et des pays qui ont récemment accédé à l'indépendance est fondée avant tout sur les ressources se trouvant à l'intérieur de leurs frontières. C'est la raison pour laquelle il est particulièrement important de souligner que toutes les mesures prises par les Etats en vue d'agir par contrainte sur d'autres Etats et de les empêcher d'exercer leurs droits souverains sur leurs ressources naturelles, à la fois sur terre et dans les eaux côtières, constituent une violation de la Charte des Nations Unies. Ce principe fondamental est à nouveau réaffirmé dans le projet de résolution, où l'on déplore également les actes des Etats qui ont recours à la force, à l'agression ou à tous autres moyens illégaux ou incorrects pour résoudre les différends concernant l'exercice des droits souverains des nations sur leurs ressources naturelles.

48. Au paragraphe 1 du projet de résolution, le membre de phrase "sur celles du fond des mers, de leur sous-sol et des eaux sus-jacentes, à l'intérieur des limites de leur juridiction nationale" doit se lire : "sur celles du fond des mers et de leur sous-sol à l'intérieur des limites de leur juridiction nationale, et celles des eaux sus-jacentes", comme l'indique le rectificatif (A/C.2/L.1328/Corr.1).

49. M. Ingvarsson exprime l'espoir que la Commission adoptera le projet de résolution à une nette majorité.

50. M. HEMANS (Royaume-Uni) déclare que sa délégation éprouve certaines difficultés au sujet du projet de résolution et espère que les auteurs seront disposés à négocier une solution de compromis.

51. M. INGVARSSON (Islande) déclare que sa délégation n'aura pas de difficulté à accéder à la demande du représentant du Royaume-Uni.

52. Le PRESIDENT suggère que la Commission attende, pour prendre une décision sur le projet de résolution A/C.2/L.1328, que les délégations intéressées aient pu examiner ensemble la question.

Il en est ainsi décidé.

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (*suite**) [A/9003/Add.1 (première partie), A/9015, A/9142, A/9213, A/C.2/L.1304, A/C.2/L.1324, A/C.2/L.1327] :

a) Rapport du Conseil du commerce et du développement

53. M. GONZALEZ ARIAS (Paraguay), présentant le projet de résolution sur les négociations commerciales multilatérales (A/C.2/L.1324), indique que ce texte est le fruit de consultations officieuses intensives entre des membres des divers groupes, auxquelles ont activement pris part nombre de délégations. Cet effort a procédé de la nécessité avérée de tenir compte de l'importante Déclaration de Tokyo, adoptée à l'issue de la réunion ministérielle du GATT, le 14 septembre 1973, qui a marqué le début d'une série de négociations commerciales multinationales de vaste ampleur qui doivent se poursuivre jusqu'en 1975. S'il va de soi que l'Assemblée générale doit exprimer ses vues sur cet événement extrêmement important, les délégations qui ont participé aux consultations admettent qu'il n'est ni possible ni opportun que l'Assemblée générale cherche à défaire ou à modifier le compromis fragile réalisé à Tokyo. Il n'empêche que l'Assemblée générale peut et doit faire preuve de dynamisme pour faire en sorte que les directives générales arrêtées à Tokyo soient encore plus largement appliquées. Tel est l'esprit qui a présidé à la rédaction du projet de résolution. Celui-ci est le fruit d'un consensus — mais non de l'unanimité — des délégations qui ont participé aux consultations. Tout au long des semaines qu'ont duré ces consultations, aucun effort n'a été ménagé en vue de tenir compte au maximum de toutes les vues exprimées, même s'il n'a peut-être pas été entièrement possible de le faire sur certains points. Ainsi, il se peut que certaines des préoccupations et des positions de principe des pays en voie de développement ne se reflètent pas exactement dans le projet de résolution, de la manière souhaitée par ces pays.

54. Certains ont estimé que les participants aux négociations commerciales multilatérales devraient tenir compte des intérêts de tous les pays, quel que soit leur système économique et social, et qu'ils devraient tous avoir voix égale au chapitre, en application des principes de l'avantage mutuel et de la non-discrimination: les auteurs du projet de résolution se sont efforcés, dans toute la mesure possible, d'incorporer ces notions dans le texte. Il peut aussi y avoir des opinions bien précises de certains groupes régionaux, ainsi que des préoccupations et problèmes d'autres pays qui ont une grande importance dans la structure actuelle du commerce mondial. M. González Arias exprime néanmoins l'espoir que le plus grand nombre possible de délégations seront en mesure d'approuver le texte du projet de résolution.

55. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que le texte de la déclaration du représentant du Paraguay devrait être pleinement reflété dans le rapport de la Commission à l'Assemblée générale.

Le projet de résolution A/C.2/L.1324 est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

* Reprise des débats de la 1553ème séance.

56. M. GARCIA BELAUNDE (Pérou) note que le projet de résolution que la Commission vient d'adopter par consensus est le résultat de consultations intensives qui ont abouti à une réaffirmation de la Déclaration ministérielle de Tokyo. M. García Belaúnde déclare à ce propos que les délégations des autres pays du Groupe andin, à savoir la Bolivie, le Chili, la Colombie, l'Equateur et le Venezuela, l'ont prié de répéter les paroles prononcées à Tokyo par le représentant du Pérou, au nom de ces mêmes pays, pour indiquer que la Déclaration ministérielle ne reflétait pas avec suffisamment de précision les vues des pays andins sur les avantages nets supplémentaires, les principes de la non-réciprocité, de la non-discrimination et du traitement préférentiel et leur incorporation dans l'Accord général, les objectifs économiques supplémentaires, une division internationale du travail équitable et un traitement approprié des pays en voie de développement les moins avancés, y compris les pays sans littoral. Ces paroles ne constituaient pas une réserve formelle à l'égard de la Déclaration de Tokyo, mais elles reflétaient la préoccupation d'un groupe de pays à propos des négociations multilatérales. De même, le fait de réaffirmer cette position doit être considéré non comme une réserve formelle des pays andins à l'égard du projet de résolution que la Commission vient d'adopter, mais comme l'expression d'une préoccupation légitime quant au cours que les négociations multilatérales pourraient prendre.

57. M. OUDOVENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que sa délégation n'a pas fait objection à ce qu'on adopte le projet de résolution sans le mettre aux voix, mais il tient à exprimer une fois de plus sa conviction que la CNUCED est l'organe le mieux qualifié pour résoudre les problèmes que pose actuellement le commerce international. En ce qui concerne les préparatifs relatifs aux négociations commerciales multilatérales à mener compte tenu des dispositions de la résolution 82 (III) de la CNUCED¹, la délégation ukrainienne estime que la tâche principale est d'organiser les discussions sur une base d'équité en vue d'assurer l'expansion et la libéralisation du commerce international. A cet égard, il conviendra de garder à l'esprit la recommandation formulée par la CNUCED dans sa résolution 82 (III) et selon laquelle tout accord général sur les problèmes du commerce international devrait tenir compte des intérêts de tous les courants d'échanges internationaux, en particulier de ceux des pays en voie de développement. L'objectif de ces négociations devrait être l'élimination de toute discrimination dans le commerce international.

58. Les Etats membres de la CNUCED devraient être tenus régulièrement au courant de l'évolution des négociations commerciales multilatérales qui seront menées dans le cadre du GATT, afin que le Conseil du commerce et du développement puisse, s'il y a lieu, prendre les mesures appropriées en temps voulu. A cet égard, la délégation ukrainienne tient à rappeler le paragraphe 14 du rapport d'activité du Secrétaire général de la CNUCED², relatif à la création d'une organisation internationale générale du commerce, dans lequel on faisait observer que si la CNUCED ne

¹ Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Troisième session, vol. I : Rapport et annexes (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

² TD/B/455.

jouait pas un rôle dûment reconnu dans ces négociations, celles-ci pourraient bien n'être que la répétition des négociations Kennedy, qui portèrent surtout sur la réduction des droits de douane sur les produits intéressant au premier chef les pays développés. M. Oudovenko appuie la suggestion du représentant de l'Union soviétique tendant à ce que la déclaration liminaire du représentant du Paraguay soit entièrement reflétée dans le rapport de la Commission.

59. M. OGISO (Japon) estime comme le représentant du Paraguay qu'il n'est ni possible ni opportun que l'Assemblée générale défasse ou modifie le compromis fragile de Tokyo. La Déclaration de Tokyo contient en effet des dispositions qui visent à protéger les intérêts non seulement des pays en voie de développement en général, mais aussi ceux des moins avancés d'entre eux. Elle constitue donc une base solide pour les négociations à venir. La délégation japonaise interprète le projet de résolution comme ne contenant aucune disposition qui tende à aller au-delà de la Déclaration de Tokyo ou des observations formulées en guise de conclusion par le Président de la réunion ministérielle du GATT à Tokyo, et comme ne visant nullement à préjuger les travaux futurs du Comité des négociations commerciales.

60. M. GALLARDO MORENO (Mexique) dit que sa délégation partage les préoccupations exprimées par le représentant du Pérou au nom du Groupe andin. Elle interprète le paragraphe 3 du projet de résolution comme signifiant que tous les pays, qu'ils soient ou non parties au GATT, pourront participer aux négociations, ce qui assure qu'elles seront à l'avantage de tous les pays, qu'ils soient ou non parties au GATT.

61. M. SANDERS (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation se félicite que le projet de résolution ait été adopté par consensus; elle est convaincue que, en donnant son appui aux négociations commerciales multilatérales, l'Assemblée générale pourra contribuer pour une large part à leur succès, auquel tous les pays, quel que soit leur stade actuel de développement, ont le plus grand intérêt. Comme tous les pays qui ont appuyé la résolution, les Etats-Unis sont fermement résolus à faire en sorte que des avantages supplémentaires soient accordés au commerce des pays en voie de développement. Toutefois, comme les Etats-Unis n'approuvent pas la manière dont, dans certains cas, cet objectif a été formulé, M. Sanders tient à préciser que l'appui donné par sa délégation au projet de résolution ne saurait être interprété comme une approbation des termes utilisés dans d'autres résolutions ou déclarations qui sont mentionnées dans le projet en question et que les Etats-Unis n'avaient pas approuvées ou à l'élaboration desquelles ils n'avaient pas participé; M. Sanders se réfère explicitement aux réserves de son gouvernement à l'égard de la section A de la résolution 82 (III) de la CNUCED et à son abstention lors du vote sur la résolution 3041 (XXVII) de l'Assemblée générale. La délégation des Etats-Unis tient par ailleurs à réaffirmer qu'elle estime inapproprié de mentionner dans des résolutions de l'Organisation des Nations Unies la Déclaration économique adoptée par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés tenue à Alger, étant donné les restrictions imposées en matière de participation à cette conférence.

62. La délégation des Etats-Unis se félicite des assurances qui ont été données lors de l'établissement du texte du projet de résolution et selon lesquelles ce texte ne vise pas et n'a pas pour effet de modifier à quelque égard que ce soit l'importante Déclaration approuvée par la réunion ministérielle de Tokyo. Dans certains cas, le texte proposé reprend directement certains termes de la Déclaration; dans d'autres, il évoque brièvement certaines notions qui y sont énoncées sous une forme concertée. Etant entendu que le texte du projet n'a pas pour objet de modifier la Déclaration de Tokyo ni d'aller au-delà de cette déclaration, la délégation des Etats-Unis l'a appuyé de bon gré et elle exprime l'espoir qu'il sera possible de mener à bien les négociations commerciales multilatérales de caractère historique qui ont été entamées à Tokyo.

63. M. MÜEZZINOĞLU (Turquie) dit que sa délégation a approuvé l'adoption par consensus du projet de résolution, étant entendu que celui-ci n'aurait pas d'effet négatif pour les pays en voie de développement qui, dans le cadre du GATT, ont conclu des accords conduisant à l'union douanière ou à l'intégration économique.

64. M. DELIVANIS (Grèce) déclare que sa délégation se félicite que le projet de résolution ait été adopté par consensus, étant entendu qu'il ne doit pas être au désavantage des pays qui sont parties à des accords multilatéraux conclus dans le cadre du GATT en vue d'une union douanière ou d'une intégration économique, en particulier si ces pays ont une balance commerciale déficitaire, comme c'est le cas pour la Grèce.

POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen et évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (suite*) [A/9003, chap. III; A/C.2/L.1287, A/C.2/L.1323]

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR

Réduction de l'écart croissant entre les pays développés et les pays en voie de développement

65. Le PRESIDENT rappelle que l'Assemblée générale a recommandé que le point 108 de l'ordre du jour soit examiné en même temps que le point 46 et que la Commission en a ainsi décidé à sa 1537^{ème} séance.

66. M. SEARWAR (Guyane), présentant au nom des auteurs le projet de résolution A/C.2/L.1233 intitulé "Coopération économique entre pays en voie de développement", dit qu'il a été approuvé en principe par le Groupe des Soixante-Dix-Sept et appuyé par beaucoup d'autres délégations. Ce projet de résolution s'efforce d'accorder une plus large place et un rôle mieux défini au concept important d'effort national et autocentré. Les principes et les programmes de coopération économique entre pays en voie de développement évoqués dans le préambule s'inspirent d'une idée : transférer au niveau régional, sous-régional et interrégional le concept d'effort national autocentré. Ces programmes se fondent sur le principe généralement admis que c'est aux pays en voie

* Reprise des débats de la 1534^{ème} séance.

de développement qu'incombe au premier chef la responsabilité d'assurer leur propre développement. Les dirigeants de ces pays sont convaincus depuis longtemps que l'ouverture à leur propre commerce du vaste marché de ces pays serait très favorable à leur développement. Des mesures ont été prises récemment pour passer des aspirations aux programmes et des programmes aux projets et aux mesures pratiques. Le développement de la coopération économique entre les pays en voie de développement implique des recherches et des études dans un cadre que seul peut fournir le système des Nations Unies. En conséquence, le projet de résolution s'attache en particulier à s'assurer le concours soutenu des institutions et organisations affiliées au système des Nations Unies. Ces efforts de coopération impliqueront également l'appui concret des pays développés, notamment en ce qui concerne le "déliement" de l'aide qu'ils fournissent.

67. Sur plusieurs points importants, les termes du projet de résolution sont identiques à ceux qui ont été choisis après de laborieuses négociations par le Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation. La délégation guyanaise espère qu'il sera possible d'éviter de nouveaux débats sur les libellés qui ont déjà fait l'objet d'un accord.

68. M. Searwar souhaite proposer quelques petites modifications sur lesquelles il n'a malheureusement pas pu attirer l'attention de tous les auteurs. Dans le dernier alinéa du préambule, le mot "Etats" devrait être remplacé par le mot "pays"; dans l'introduction du paragraphe 1, le mot "notamment" devrait être ajouté après les mots "nouvelles mesures vigoureuses pour"; enfin, l'alinéa c du paragraphe 1 devrait être reformulé comme suit : "Promouvoir, entreprendre ou renforcer leur intégration économique à l'échelon régional et sous-régional".

69. La Bolivie, la Colombie, l'Equateur, l'Ethiopie, l'Oman, la République arabe syrienne, la République Dominicaine et la Tunisie doivent figurer désormais sur la liste des auteurs du projet de résolution.

70. Le représentant de la Guyane espère que le projet de résolution, suffisamment explicite par lui-même, pourra être adopté par consensus.

71. M. FLEMING (Argentine) déclare que sa délégation désire figurer parmi les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1323, qui vient compléter et renforcer les dispositions de la résolution 2974 (XXVII) de l'Assemblée générale. Le Comité de la planification du développement et le centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement devraient étudier cette importante question de la coopération économique entre pays en voie de développement et le Comité de l'examen et de l'évaluation devrait également accorder à cette question l'attention voulue lors des prochains travaux d'examen et d'évaluation de l'application de la Stratégie internationale du développement.

72. Le représentant de l'Argentine espère avec le représentant de la Guyane que le projet de résolution sera adopté par consensus.

73. M. SINGH (Malaisie) indique que le projet de résolution a été distribué quelque temps auparavant. Les délégations ont donc probablement eu le loisir de décider de la position qu'elles adopteraient à son égard, ce qui permettrait à la Commission d'adopter le projet sans trop prolonger le débat.

74. M. KUMI (Ghana) déclare que sa délégation appuie le projet de résolution. Il attire l'attention sur les termes acceptés par consensus quand la Commission a examiné le projet de résolution A/C.2/L.1310/Rev.2 concernant les mesures spéciales pour les pays en voie de développement sans littoral; le représentant du Ghana demande aux auteurs du projet d'envisager la possibilité d'utiliser les mêmes termes au paragraphe 2 du projet de résolution A/C.2/L.1323. Mais, quels que soient les termes employés, l'adoption du projet de résolution ne doit pas préjuger les conclusions de la prochaine Conférence sur le droit de la mer.

75. M. SEARWAR (Guyane) déclare que sa délégation est prête à accepter sans difficulté la suggestion du représentant du Ghana visant à formuler le paragraphe 2 en des termes analogues à ceux qu'a approuvés la Commission pour le projet de résolution A/C.2/L.1310/Rev.2. Néanmoins, il faudrait peut-être consulter les autres auteurs à ce propos.

76. En ce qui concerne la déclaration du représentant de l'Argentine, la délégation guyanaise est prête à faire figurer comme il convient une référence au Comité de l'examen et de l'évaluation et à en discuter avec la délégation argentine.

77. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) déclare que les intérêts des producteurs comme des consommateurs doivent être clairement reconnus et reflétés dans l'alinéa d du paragraphe 1 du projet de résolution et qu'il devrait être fait mention du respect du droit international à l'alinéa e de ce paragraphe.

78. M. KANE (Mauritanie) indique qu'il lui semble superflu de rouvrir le débat sur le paragraphe 2. En effet, la Commission a déjà examiné la question du libre accès à la mer des pays en voie de développement sans littoral et elle a choisi la terminologie à utiliser. Puisque la plupart des délégations ont appuyé le projet de résolution à l'examen, il ne voit pas pourquoi ce texte ne pourrait immédiatement être adopté par consensus.

79. Le PRÉSIDENT fait observer que les auteurs vont peut-être devoir consacrer un certain temps à discuter avec les délégations intéressées les diverses questions soulevées. Il propose donc que la Commission reporte à la séance suivante sa décision sur le projet de résolution.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 h 50.

1574^e séance

Vendredi 30 novembre 1973, à 15 h 25.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1574

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (*fin*) [A/9003/Add.1 (première partie), A/9015, A/9142, A/9213, A/C.2/L.1304, A/C.2/L.1327] :

a) Rapport du Conseil du commerce et du développement

1. M. GONZALEZ ARIAS (Paraguay) présente le projet de résolution A/C.2/L.1327, relatif à la réforme du système monétaire international. Un premier projet, publié sous la cote A/C.2/L.1304, avait été mis au point par de nombreux pays en voie de développement. Toutefois, les diverses dispositions du projet ayant provoqué des divergences de vues à la Commission, des efforts soutenus ont été déployés en vue de parvenir à un consensus, plus fructueux qu'un texte mis aux voix. On a par ailleurs jugé que l'Assemblée générale doit prendre note de l'évolution de la situation dans le domaine monétaire et mettre l'accent sur les aspects qu'elle juge les plus importants, sans pour autant préjuger les questions qui relèvent de la compétence du Comité des Vingt du FMI. Il convient de souligner que si le texte du projet A/C.2/L.1327, mis au point lors des consultations, représente un consensus et non pas le point de vue unanime des délégations qui ont participé aux consultations, il devrait néanmoins être acceptable par tous.

2. Le PRÉSIDENT annonce que Bahreïn, la Colombie, l'Inde, l'Irak, le Kenya, le Mali, le Nigéria, la République centrafricaine et le Rwanda souhaitent se joindre aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1304. Etant donné que le texte à l'examen semble largement acceptable, le Président suggère que la Commission l'adopte par consensus.

Le projet de résolution A/C.2/L.1327 est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

3. Le PRÉSIDENT croit comprendre que l'adoption du projet de résolution A/C.2/L.1327 entraîne le retrait du projet de résolution A/C.2/L.1304.

Il en est ainsi décidé.

4. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que, pour répondre aux vœux du Groupe des Soixante-Dix-Sept, sa délégation n'a pas insisté pour que le projet de résolution A/C.2/L.1327 soit mis aux voix. Toutefois, s'il l'avait été, elle se serait abstenue. En effet, ce texte lie la réforme du système monétaire international aux mesures prises dans le cadre du FMI, auquel l'URSS ne participe pas pour les raisons que l'on sait. De plus, la délégation soviétique s'était abstenue lors du vote sur la résolution 2806 (XXVI) de l'Assemblée générale.

5. M. NISHIZAKI (Japon) dit que sa délégation souscrit à l'idée maîtresse du projet de résolution A/C.2/L.1327 et elle aurait donc voté pour ce projet s'il avait été mis aux voix. Cela dit, la délégation japonaise

souligne que l'adoption du projet de résolution doit avoir pour but de faciliter le rôle du Comité des Vingt, l'organe pleinement responsable de toutes les négociations relatives à la réforme monétaire internationale, et ne doit en aucune manière entraver ses travaux. Ainsi, la question de la structure des quotes-parts sera réexaminée par le FMI; pour éviter de préjuger le résultat de cet examen, il aurait fallu simplement préciser au paragraphe 5 du dispositif que l'Assemblée générale prend note du fait que la structure des quotes-parts sera réexaminée. De plus, de l'avis de la délégation japonaise, le FMI devra prêter attention aussi bien aux préoccupations des pays développés que des pays en voie de développement en ce qui concerne cet examen. Elle se serait donc abstenue sur le paragraphe 5 s'il avait été mis aux voix, encore que les mots "en particulier" tiennent peut-être compte dans une certaine mesure de ces préoccupations.

6. La délégation japonaise interprète le paragraphe 4 du dispositif comme se référant à la nécessité de donner au nouveau système monétaire la stabilité voulue, assortie du degré de souplesse qui convient. D'autre part, elle pense que les droits de tirage spéciaux supplémentaires, mentionnés au paragraphe 10, ne devront être créés qu'en cas de nécessité. Au paragraphe 11, la délégation japonaise aurait préféré que le mot "Décide" soit remplacé par le mot "Affirme". Enfin, elle espère que les dispositions du paragraphe 12 n'affecteront en aucune manière le mandat du Groupe technique sur le transfert des ressources réelles.

7. M. CAVAGLIERI (Italie) se félicite que le projet de résolution ait été adopté par consensus; toutefois, il doit être entendu que, vu le caractère général des dispositions du projet de résolution, toutes les modalités relatives à l'application du dispositif de la résolution seront examinées dans les organes techniques compétents.

8. M. WANG Tzu-chuan (Chine) appuie les revendications des pays en voie de développement de développement, qui veulent participer pleinement, sur un pied d'égalité, à la réforme du système monétaire international; celle-ci devra incorporer le principe de l'égalité de tous les Etats et tenir compte des intérêts des pays en voie de développement.

9. Toutefois, le FMI n'a pas encore appliqué la résolution 2758 (XXVI) de l'Assemblée générale; par conséquent, si le projet de résolution A/C.2/L.1327 avait été mis aux voix, la délégation chinoise n'aurait pas participé au vote.

10. M. RANKIN (Canada) a accepté que le projet de résolution soit adopté sans être mis aux voix, mais souligne que ce texte ne saurait préjuger les résultats des négociations du Comité des Vingt; il indique simplement quelles sont les aspirations des Etats.

11. M. GATES (Nouvelle-Zélande) s'est rallié au consensus, le texte du projet de résolution étant

généralement acceptable à sa délégation. Toutefois, la délégation néo-zélandaise se serait abstenue lors du vote sur le paragraphe 5 du dispositif, à propos de la structure des quotes-parts. D'autre part, pour la délégation néo-zélandaise, les paragraphes 9 et suivants soulignent simplement l'urgence de la situation et ne peuvent préjuger les résultats des négociations du Comité des Vingt.

12. M. FRANCK (Belgique) souligne que le projet de résolution traite d'une série de problèmes qui relèvent de la compétence du Comité des Vingt. On ne saurait nier que ces problèmes sont liés les uns aux autres, et on ne peut par conséquent préjuger le sort qui doit être réservé à certains d'entre eux sans connaître l'issue des travaux du Comité des Vingt.

13. M. OUDOVENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) se serait abstenu si le projet avait été mis aux voix, vu la position bien connue de sa délégation. Comme elle l'a déjà indiqué, elle préconise une réforme du système monétaire international donnant à l'or un plus grand rôle dans les liquidités mondiales, fixant le prix de ce métal à un niveau approprié et supprimant le monopole d'une ou deux devises. A son avis, la réforme doit se faire sur une base universelle et il est donc difficile de partager l'optimisme de certains à l'égard d'une réforme effectuée dans le cadre du FMI. En effet, tous les pays ne sont pas représentés au FMI et cet organisme s'est montré incapable d'assurer le fonctionnement normal du système monétaire international. De l'avis de la délégation ukrainienne, c'est à la CNUCED, l'organe le plus universel et le plus représentatif, qu'il appartient d'effectuer la réforme du système monétaire international.

14. M. DELIVANIS (Grèce) aurait voté en faveur du projet de résolution s'il avait été mis aux voix. Toutefois, il souligne à propos du paragraphe 4 du dispositif qu'un système monétaire international vise essentiellement à assurer la stabilité monétaire; or, on ne peut créer de liquidités internationales supplémentaires si elles sont déjà en quantités suffisantes, sans nuire à la stabilité monétaire. Comme il est souligné au paragraphe 1 du dispositif, le manque de stabilité dans le domaine monétaire risque de provoquer des perturbations préjudiciables dans le commerce mondial et le développement; cela ne s'est pas encore produit, mais le danger existe du fait de la crise de l'énergie.

15. A propos du paragraphe 6, le représentant de la Grèce souligne que le FMI ne peut assurer le financement à plus long terme de la balance des paiements des pays en voie de développement, étant donné qu'une banque centrale ne saurait financer le développement sans risquer de nuire à la stabilité monétaire et à l'équilibre de la balance des paiements. Les mêmes considérations s'appliquent au financement à moyen terme, dont il est question au paragraphe 7. Enfin, de l'avis de la délégation grecque, des droits de tirage spéciaux ne sont pas nécessaires pour l'instant.

16. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) remercie les auteurs du projet de résolution d'avoir fait preuve d'un esprit de coopération. Le Royaume-Uni attache une grande importance au progrès des négociations du Comité des Vingt et aux discussions du FMI, qui s'occupent déjà des mêmes questions. On peut toutefois se demander si l'adoption d'une résolution par l'Assemblée générale aidera à résoudre des problèmes techniques très complexes. De plus, le Comité des

Vingt est pleinement représentatif et fera de toute façon rapport au Conseil des gouverneurs du FMI en séance plénière.

17. M. van GORKOM (Pays-Bas) a été heureux de se joindre au consensus, étant donné qu'il appuie sans réserve le projet de résolution. A son avis, il est parfaitement approprié que l'Assemblée générale adopte une résolution de cette nature. Il rend hommage aux efforts de tous ceux qui ont concouru au succès des négociations.

18. M. ZACHMANN (République démocratique allemande) dit que sa délégation, qui ne participe pas aux activités du FMI, a des réserves à l'égard du contenu du projet de résolution A/C.2/L.1327. Toutefois, il s'est rendu aux sollicitations dont il a fait l'objet et n'a pas insisté pour que le projet soit mis aux voix; s'il l'avait été, il se serait abstenu.

19. M. MÜZZINOĞLU (Turquie) a déjà exprimé l'inquiétude de sa délégation devant les effets néfastes de l'incertitude monétaire persistante sur le commerce et le développement des pays en voie de développement. Il a par ailleurs souligné la nécessité d'établir un lien entre les droits de tirage spéciaux et le financement supplémentaire au développement et a fait valoir qu'il convient de tenir compte des problèmes propres aux pays en voie de développement dans la réforme du système monétaire. Le projet de résolution répondant d'une façon générale à ses préoccupations, la délégation turque se félicite qu'il ait été adopté par consensus.

20. M. GALLARDO MORENO (Mexique) s'est rallié au consensus, mais souligne que les questions qui sont abordées dans le projet de résolution devront continuer à être examinées dans les instances appropriées.

21. M. ABHYANKAR (Inde) dit que sa délégation aurait souhaité figurer parmi les auteurs du projet de résolution initial publié sous la cote A/C.2/L.1304. Elle se félicite que le projet A/C.2/L.1327 ait été adopté par consensus.

22. M. Abhyankar pense, comme le représentant des Pays-Bas, qu'il est juste que l'Assemblée générale, l'instance la plus élevée et la plus représentative du monde, se prononce sur une question aussi vitale que la réforme du système monétaire international. A son avis, le texte tel qu'il est rédigé ne préjuge en rien les décisions qui seront prises en la matière par les organes compétents; bien au contraire, il renforce leur mandat. On peut ainsi espérer qu'une solution sera trouvée avant le mois de juillet 1974.

23. M. MUTUMBO (Zaïre) souligne que le projet de résolution A/C.2/L.1327 n'exclut pas que les pays en voie de développement puissent présenter des revendications au sein du Comité des Vingt.

24. M. FERNANDEZ VILLASVERDE (Espagne) estime que le projet de résolution ne doit pas préjuger l'issue des négociations importantes qui ont lieu sur la réforme du système monétaire international au Comité des Vingt.

25. M. BRATTSTROM (Suède), prenant la parole au nom des pays nordiques, dit que ceux-ci auraient voté pour le projet de résolution si ce texte avait été mis aux voix. A leur avis, l'objet fondamental de la réforme du système monétaire international est d'instaurer un système durable et équilibré. C'est au FMI et à son Comité

des Vingt qu'il appartient de juger de quelle façon ils doivent poursuivre leurs travaux.

26. M. BRATTSTROM signale qu'une délégation avait attiré l'attention des auteurs du projet sur le fait qu'il était question à la troisième ligne du paragraphe 7 du dispositif, dans le texte anglais, de "*stand-by agreements*" alors que l'expression usuelle est "*stand-by arrangements*". Le texte devait être corrigé avant d'être présenté à la Deuxième Commission, et M. Brattstrom espère que cela sera fait avant que le projet ne soit soumis à l'Assemblée générale.

27. M. STIEPEL (République fédérale d'Allemagne) dit que sa délégation s'est ralliée avec satisfaction au consensus. Néanmoins, elle tient à préciser que le projet de résolution qui vient d'être adopté ne peut empiéter sur les responsabilités du Comité des Vingt ni préjuger l'issue des négociations.

28. M. CURTIN (Australie) dit que sa délégation se félicite que le projet ait été adopté par consensus. Celui-ci n'a pas pour but de revenir sur les résultats déjà obtenus par le Comité des Vingt et qu'expose l'avant-projet de réforme présenté par ce comité. Certaines questions sont encore en suspens et la délégation australienne espère que le projet A/C.2/L.1237 aidera à les résoudre.

29. M. EHRLICH-ADAM (Autriche) dit que c'est avec satisfaction que sa délégation s'est jointe au consensus. Il doit être entendu que les dispositions du projet ne préjugent pas l'issue des travaux entrepris par le Comité des Vingt, qui est le seul organe compétent pour étudier la réforme du système monétaire international.

30. M. DELPREE CRESPO (Guatemala) dit que sa délégation attache la plus haute importance à la réforme du système monétaire international et se félicite d'avoir pu participer au consensus. Il est essentiel que tous les pays contribuent à l'élaboration d'un nouveau système monétaire international et à la création d'un lien entre les droits de tirage spéciaux et l'assistance supplémentaire au développement. Le texte qui vient d'être adopté ne tient malheureusement pas compte de toutes les aspirations légitimes des pays en voie de développement.

31. M. SANDERS (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation a accepté que le projet de résolution soit adopté sans être mis aux voix. A son avis, le FMI, y compris le Comité des Vingt, est la seule instance compétente pour conclure des accords sur le fond de la réforme monétaire ou toute autre question relative à la structure ou au fonctionnement du FMI. Le projet de résolution lui-même note que le Comité des Vingt a entière compétence dans toutes les négociations intéressant la réforme. La décision qu'a prise la délégation des Etats-Unis d'accepter le consensus ne peut donc être interprétée comme reflétant la position des Etats-Unis sur le fond de la réforme monétaire. Cela ne signifie pas non plus que les Etats-Unis voient d'un œil défavorable ou pessimiste les travaux du Comité des Vingt; au contraire, ce comité a sensiblement progressé dans ses travaux et la délégation des Etats-Unis est certaine qu'il les mènera à bien.

32. M. RATSIMBAZAFY (Madagascar) dit que sa délégation avait déjà manifesté son adhésion au projet de résolution A/C.2/L.1304, qui est devenu le projet de résolution A/C.2/L.1327; elle s'en était même portée

coauteur. Le consensus qui a été obtenu montre l'importance que l'Assemblée générale accorde à la réforme du système monétaire international. La délégation malgache se félicite que le projet contienne les principes exposés par le Ministre de l'économie malgache lors de la réunion annuelle commune de la BIRD et du FMI à Nairobi, à savoir l'universalité, l'égalité de tous et la création de droits de tirage spéciaux supplémentaires.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (suite) [A/9003, A/C.2/285]

CONSEQUENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES DU DESARMEMENT

33. M. ZACHMANN (République démocratique allemande) souhaiterait faire quelques observations sur les conséquences économiques et sociales du désarmement (voir A/C.2/285, sect. B, al. c), sur lesquelles sa délégation n'a pas encore eu l'occasion d'exposer sa position. Cette question fait depuis quelque temps l'objet de discussions au sein de certains organismes des Nations Unies. La délégation de la République démocratique allemande a étudié avec intérêt le rapport du Secrétaire général¹ ainsi que le rapport du Groupe d'experts, *Désarmement et développement*².

34. La République démocratique allemande appuie toute mesure visant à arrêter ou ralentir la course aux armements. La délégation de la République démocratique a profité de la discussion générale pour attirer l'attention de la Commission sur l'influence positive de la détente sur les relations économiques internationales. Comme d'autres délégations l'ont dit à la cinquante-quatrième session du Conseil économique et social, si la détente s'accompagnait d'un désarmement, elle aurait des répercussions extrêmement favorables sur tous les aspects de la coopération économique internationale et contribuerait à réduire l'écart qui sépare les pays en voie de développement des pays développés.

35. Il est dit au paragraphe 85 du rapport du Conseil économique et social (A/9003) que certaines délégations ont proposé, lors de la cinquante-quatrième session, que des pourcentages déterminés des sommes actuellement dépensées à des fins militaires soient affectés à l'assistance économique aux pays en voie de développement. A ce propos, M. Zachmann rappelle que la délégation soviétique a présenté à l'Assemblée générale une proposition tendant à ce que les Etats membres permanents du Conseil de sécurité réduisent leurs budgets militaires de 10 p. 100 et utilisent une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement (point 102 de l'ordre du jour). Cette proposition marque une nouvelle étape dans le domaine du désarmement et correspond aux idées émises lors de l'examen des conséquences économiques et sociales du désarmement qui a eu lieu à la cinquante-quatrième session du Conseil. Si cette proposition était adoptée, il en résulterait des conséquences économiques considérables pour tous.

¹ E/5243 et Add.1/Rev.1.

² Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.IX.1.

Ainsi, les discussions relatives aux conséquences économiques et sociales du désarmement ne seraient plus des discussions théoriques mais reposeraient sur des résultats concrets.

36. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) a lui aussi quelques observations à formuler sur le même sujet. La délégation soviétique ayant exprimé son point de vue en détail à la cinquante-quatrième session du Conseil économique et social, il se contentera de faire quelques remarques générales. Pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, il existe désormais la possibilité de passer du stade des études théoriques au stade des activités pratiques dans ce domaine, grâce à la détente et aux accords importants conclus entre les grandes puissances en vue de freiner la course aux armements.

37. Le représentant de l'URSS rappelle lui aussi la proposition de sa délégation tendant à réduire de 10 p. 100 les budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et à utiliser les ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement. Si cette proposition est acceptée, le désarmement pourra avoir des conséquences pratiques dans les domaines économique et social, et les espoirs des pays en voie de développement pourront être ainsi réalisés. Le Gouvernement soviétique estime qu'il existe désormais des conditions favorables pour la convocation d'une conférence mondiale du désarmement qui permettrait d'aboutir à des résultats concrets dans ce domaine. Cette proposition fait actuellement l'objet d'un examen approfondi en séance plénière et le représentant de l'URSS espère que tous les pays prendront conscience de son importance et l'adopteront.

MESURES SPECIALES EN FAVEUR DES PAYS LES MOINS DEVELOPPES

38. M. CHHETRI (Bhoutan), se référant à l'alinéa *b* de la section B du document A/C.2/285, tient tout d'abord à féliciter le Secrétaire général de sa note sur l'opportunité et la possibilité de créer un fonds spécial à l'intention des pays en voie de développement les moins avancés³. Cette note a donné lieu à l'établissement de trois projets de résolution à la cinquante-quatrième session du Conseil économique et social [résolutions 1753 (LIV), 1754 (LIV) et 1755 (LIV)], qui ont suscité des critiques et déclenché une controverse. La délégation bhoutanaise reste toutefois convaincue de la nécessité d'adopter des mesures concrètes en faveur des pays sans littoral les moins avancés, par exemple en créant des fonds spéciaux.

39. Il ressort du débat qui vient de se dérouler que les pays développés n'approuvent pas le principe de la création de fonds spéciaux, ceux-ci leur paraissant inutiles, nuisibles à l'ensemble de l'aide au développement et de nature à bouleverser l'ordre des priorités établi. Pour ces raisons, ces pays préfèrent renforcer les mécanismes existants. Or les pays en voie de développement ont reconnu que les moins avancés d'entre eux, et notamment les pays sans littoral, méritent une aide particulière, et ils se sont donc félicités des suggestions du Secrétaire général. Le représentant du Bhoutan estime que, si certains arguments militent en faveur de chacune des deux thèses en présence, il n'en reste pas moins que les pays sans littoral méritent

une attention toute particulière. En effet, la situation défavorable dans laquelle se trouve la majorité d'entre eux représente l'héritage de l'ère coloniale, tandis que pour les autres, et notamment pour le Bhoutan, elle est le résultat d'un isolement qu'ils se sont volontairement imposé, mais qu'ils souhaitent désormais rompre le plus tôt possible pour développer leur économie comme le font tous les autres pays.

40. Depuis 1960, date à laquelle a été lancé le concept des mesures spéciales, certains progrès ont été réalisés grâce aux efforts multilatéraux de la BIRD, du PNUD, de la CNUCED et d'autres institutions. Une des dernières initiatives en date est la décision qu'a prise le PNUD à sa quinzième session d'affecter 25 p. 100 des chiffres indicatifs de planification aux pays en voie de développement les moins avancés et de leur allouer en outre un crédit de 35 millions de dollars pour faire face à leurs besoins particuliers. Il convient également de noter le projet de résolution adopté à la 1562ème séance par la Commission (A/C.2/L.1306), qui tend à faire porter essentiellement les activités du Fonds d'équipement des Nations Unies sur ce groupe de pays. Malheureusement, ces mesures sont encore loin de répondre aux besoins des pays en voie de développement les moins avancés et notamment des pays sans littoral. C'est pourquoi la délégation bhoutanaise approuve les deux premières résolutions [1753 (LIV) et 1754 (LIV)] du Conseil économique et social et espère qu'à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale un rapport sera présenté à ce sujet.

41. Comme l'inflation et l'instabilité monétaires ont diminué la valeur de l'aide internationale, la délégation bhoutanaise estime qu'il convient de modifier et de renforcer l'aide financière aux pays sans littoral. Ce principe a d'ailleurs été approuvé par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés à alger (5-9 septembre 1973).

42. Les difficultés les plus sérieuses auxquelles se heurtent les pays sans littoral sont l'accès à la mer et le transport des marchandises à travers les pays de transit; ces difficultés doivent être atténuées au maximum pour assurer leur développement économique et leur donner des chances égales sur le marché mondial. C'est dans ce domaine que l'établissement d'un fonds spécial se justifie, de l'avis de M. Chhetri. Ce fonds ne bouleverserait en aucune manière les échanges commerciaux internationaux et ne ferait pas obstacle au processus général de développement. Il servirait uniquement à aider certains pays défavorisés à se procurer des devises étrangères qui leur permettraient de commencer à s'industrialiser et d'acquérir ainsi plus tard leur autonomie économique.

43. Le représentant du Bhoutan prie à nouveau instamment tous les pays développés et tous les pays en voie de développement de coopérer avec le Secrétaire général pour mener à bien l'étude demandée dans la troisième résolution [1755 (LIV)] du Conseil économique et social. En effet, aucune délégation ne doit rejeter l'idée d'un fonds spécial en faveur des pays sans littoral sans qu'il soit procédé au moins à une étude de faisabilité.

44. M. MBEDO (République centrafricaine) demande que la déclaration du représentant du Bhoutan soit fidèlement reproduite dans le compte rendu analytique de la séance.

³ E/5269.

45. M. HAMID (Soudan) appuie la déclaration du représentant du Bhoutan et attire l'attention de la Commission sur la résolution 1753 (LIV) du Conseil économique et social. Dans cette résolution, le Conseil a demandé que l'Assemblée générale, à sa vingt-huitième session, prenne un certain nombre de décisions concernant les mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, notamment en ce qui concerne la manière dont des ressources additionnelles pourraient être mobilisées à leur intention.

46. Le représentant du Soudan espère donc qu'à sa prochaine séance la Commission pourra revenir sur ce problème et prendre les décisions voulues.

PLAN D'ACTION MONDIAL POUR L'APPLICATION DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE AU DEVELOPPEMENT⁴

47. Le PRESIDENT appelle l'attention de la Commission sur l'alinéa f de la section B du document A/C.2/285, où il est dit que, dans sa résolution 1823

⁴ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.A.18/Rev.1.

(LV), le Conseil économique et social a recommandé à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-huitième session, de prendre acte du Plan d'action mondial, en tant que moyen de renforcer les éléments scientifiques et techniques des plans internationaux de coopération et des plans nationaux de développement. S'il n'y a pas d'objection, le Président considérera que la Commission accède à la demande du Conseil.

Il en est ainsi décidé.

48. M. FLEMING (Argentine) déclare que sa délégation a eu l'occasion de participer à l'élaboration de ce plan d'action lors de la première session du Comité de la science et de la technique au service du développement et a pu constater, avec d'autres délégations, que l'Organisation des Nations Unies continue d'élaborer des plans d'action sans que les pays intéressés soient directement consultés. La délégation argentine s'inquiète tant soit peu d'une méthode de travail assez paternaliste et espère que le Secrétariat, et notamment le Département des affaires économiques et sociales, pourront à l'avenir modifier leur façon de procéder et consulter au préalable, comme il se doit, les pays intéressés.

La séance est levée à 17 heures.

1575^e séance

Lundi 3 décembre 1973, à 10 h 55.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1575

POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen et évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (suite*) [A/9003, chap. III; A/C.2/L.1287, A/C.2/L.1323, A/C.2/L.1329]

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR

Réduction de l'écart croissant entre les pays développés et les pays en voie de développement (suite*)

1. Le PRESIDENT signale que le rapport du Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation (A/C.2/L.1329) n'a pas encore paru dans toutes les langues. Etant donné que la Commission n'est pas encore prête à prendre une décision sur le projet de résolution A/C.2/L.1323, relatif au point 46 de l'ordre du jour — ni sur les projets de résolution A/C.2/L.1322 et A/C.2/L.1328, relatifs au point 12 — il lui est impossible d'avancer dans ses travaux pour le moment, à moins qu'une délégation désire faire une déclaration.

2. Etant donné qu'il n'y a pas d'observation, il considère que la Commission désire suspendre la séance jusqu'à ce que le rapport du Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation soit disponible dans toutes les langues.

Il en est ainsi décidé.

* Reprise des débats de la 1573^{ème} séance.

La séance est suspendue à 11 heures; elle reprend à 11 h 50.

3. Le PRESIDENT annonce que le rapport du Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation n'a pas encore paru en chinois, mais que la délégation chinoise a fait savoir qu'elle était prête à procéder néanmoins à l'examen du rapport.

4. M. GATES (Nouvelle-Zélande) [Rapporteur du Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation], présentant le rapport du Groupe de travail (A/C.2/L.1329), rappelle que tous les membres de la Commission pouvaient assister librement aux réunions. Par conséquent, le rapport n'est pas l'œuvre de quelques délégations mais reflète l'opinion de toutes celles qui ont participé aux travaux du Groupe de travail. La plupart des paragraphes du document qu'il est recommandé à la Commission et à l'Assemblée générale d'adopter ont fait l'objet d'un consensus relativement général.

5. Le rapport comporte trois parties : une introduction relative à l'organisation des travaux où sont en outre énumérés les documents présentés au Groupe de travail, un bref projet de résolution figurant au paragraphe 6 et le document adopté par le Groupe de travail. Par la force des choses, ce document a été établi assez hâtivement et contient certainement quelques légères erreurs de rédaction ou fautes d'orthographe. Au sous-paragraphe iii du paragraphe 57, dans le texte

anglais, le mot "agreements" doit être remplacé par le mot "arrangements".

6. M. JAIN (Inde) [Président du groupe de travail] déclare que les délégations ont participé activement aux réunions, qui se sont caractérisées tout au long par la volonté constructive et par la haute tenue des débats. A tout moment, les participants se sont efforcés d'étudier à fond toutes les possibilités d'entente sur la formulation des idées exprimées dans le rapport, lequel doit être étudié à la lumière des discussions qui ont eu lieu à la deuxième session du Comité de l'examen et de l'évaluation (21 mai-8 juin 1973)¹ et pendant la série de réunions du Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation créé par le Comité économique du Conseil économique et social, lors de la cinquante-cinquième session du Conseil, qui a abouti à l'adoption du document de travail figurant en annexe à la résolution 1827 (LV) du Conseil (Voir A/C.2/L.1287). Le rapport qui a été adopté (A/C.2/L.1329) est l'aboutissement des efforts inlassables tentés par toutes les délégations qui ont participé aux travaux pour réaliser le consensus le plus large possible et constitue un point de départ commun en vue d'un accord ultérieur, malgré les difficultés qui ont surgi et les divergences d'opinions qui sont apparues sur certains points.

7. Sur certains paragraphes, le consensus est moins général que sur d'autres. Néanmoins, le Groupe de travail s'est mis d'accord pour adopter le rapport, étant bien entendu que les délégations auraient toute possibilité de formuler des réserves ou d'indiquer leur interprétation sur des points précis devant la Commission elle-même.

8. La formulation du paragraphe 48, qui a trait aux mesures à prendre par les pays développés et s'inspire du paragraphe 45 de la note du Secrétaire général (A/C.2/L.1287), n'est pas aussi satisfaisante que celle d'autres paragraphes, malgré les efforts considérables qui ont été tentés pour parvenir à un consensus. Le Groupe de travail est cependant convenu que celle qui a été retenue permettrait de réduire au minimum le nombre des réserves. Certaines délégations ont fait savoir qu'elles pourraient être en mesure de revenir sur leurs réserves et qu'elles attendaient des instructions définitives à ce sujet. Par conséquent, il sera peut-être possible de réaliser par la suite un consensus plus général.

9. Le Groupe de travail est tombé d'accord sur la formulation du paragraphe 52, étant bien entendu que la Commission ou l'Assemblée générale en séance plénière auraient peut-être à y apporter des modifications à la suite des recommandations ou décisions adoptées par la Conférence des Nations Unies sur le code de conduite des conférences maritimes, actuellement réunie à Genève.

10. Le Groupe de travail a discuté à fond tous les aspects du document et a consacré autant de temps que

possible à chaque paragraphe et à chaque idée. A aucun moment, il n'a essayé d'éviter de discuter un point quelconque. Cela est confirmé par le fait que M. Jain a dû demander à la Commission de prolonger le mandat du Groupe de travail, et les membres de ce dernier sont reconnaissants à la Commission de leur avoir laissé le maximum de temps pour terminer leurs travaux.

11. M. Jain remercie les membres du Groupe de travail de leur coopération et de leurs efforts sincères pour réaliser un consensus sur la première opération d'ensemble d'examen et d'évaluation des progrès accomplis dans l'application de la Stratégie internationale du développement.

12. Le PRESIDENT rappelle que la Commission est convenue de commencer la discussion de fond du rapport du Groupe de travail à une séance ultérieure.

13. M. BRITO (Brésil) déclare que son gouvernement est en train d'étudier le rapport et que sa délégation sera prête à présenter ses observations à la date fixée par la Commission. Toutefois, dans l'intervalle, le Gouvernement brésilien ne se considère nullement comme lié par les termes du document.

14. M. HACHANI (Tunisie) constate qu'il est indiqué que le texte original a été rédigé en anglais. En fait, ce texte n'a pas été rédigé uniquement en anglais, et l'application des dispositions qu'il contient serait facilitée si cette erreur était corrigée.

15. M. GATES (Nouvelle-Zélande) [Rapporteur du Groupe de travail] pense, comme le représentant de la Tunisie, qu'il devrait être signalé que le texte du document a été négocié dans toutes les langues officielles. Néanmoins, il ne peut se charger de vérifier l'exactitude du texte dans toutes les langues.

16. M. VERCELES (Philippines) espère que les groupes régionaux, mettant à profit le temps dont ils disposent avant que la Commission n'entreprenne l'examen du rapport, tiendront des consultations officielles en vue de se mettre d'accord sur la façon la plus appropriée d'étudier le document.

17. M. VAN GORKOM (Pays-Bas) ne parlera pas du rapport lui-même, mais d'une question connexe qui a été discutée au sein du Groupe de travail, à savoir la possibilité de rédiger un projet de résolution sur les préparatifs de l'opération d'examen et d'évaluation devant avoir lieu à mi-chemin de la Décennie. La délégation néerlandaise a rédigé certaines suggestions dont le texte a été distribué officiellement aux participants du Groupe de travail. Elle souhaiterait pouvoir discuter officiellement avec les délégations intéressées du contenu de ces suggestions et de la présentation éventuelle, avec ces délégations, d'un projet de résolution.

18. Le PRESIDENT déclare que le Président, le Rapporteur et les membres du Groupe ont accompli un travail de valeur dont la Commission les remercie.

¹ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 11.

La séance est levée à 12 h 15.

1576^e séance

Mardi 4 décembre 1973, à 10 h 55.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1576

POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen et évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (suite) [A/9003, chap. III; A/C.2/L.1287, A/C.2/L.1323/Rev.1, A/C.2/L.1329]

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR

Réduction de l'écart croissant entre les pays développés et les pays en voie de développement (suite)

1. M. SEARWAR (Guyane) présente le texte révisé (A/C.2/L.1323/Rev.1) du projet de résolution relatif à la coopération économique entre pays en voie de développement. A propos du paragraphe 2 du dispositif, il annonce que les auteurs, après consultation, ont jugé qu'il n'était pas nécessaire de rouvrir la question de l'accès à la mer pour les pays en voie de développement sans littoral, celle-ci ayant été réglée dans un projet de résolution adopté récemment par la Commission, et ils ont estimé qu'il suffisait de parler des "problèmes de ces pays".

2. Le paragraphe 6 a été ajouté à la suite de l'intervention de la délégation argentine. Les auteurs, en consultation avec le représentant de l'Argentine et avec le secrétariat du Comité de la planification du développement, ont décidé depuis d'ajouter les mots "notamment de la coopération scientifique et technique" après les mots "pays en voie de développement". Sur la suggestion du secrétariat du Comité de la planification du développement, les auteurs ont décidé de remplacer les mots "présenter un" par le mot "faire" et les mots "pour qu'il l'examine" par "pour qu'il examine la question". De cette façon, le Comité ne sera pas tenu de présenter un document séparé, mais pourra traiter la question dans le cadre de son rapport normal.

3. Certaines délégations avaient formulé des réserves à propos du libellé des alinéas *b*, *d* et *e* du paragraphe 1. Malheureusement, les auteurs n'ont pas été en mesure d'accepter les modifications proposées et ces alinéas demeurent donc inchangés. Le représentant de la Guyane souligne toutefois que le libellé de l'alinéa *e* ne va pas au-delà de ce qui est généralement admis par la communauté internationale et qu'il ne paraît donc pas nécessaire de le changer. D'autre part, le texte de l'alinéa *d* est repris, à quelques exceptions mineures près, de celui du paragraphe 46 du rapport du Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation (A/C.2/L.1329). Ce texte avait d'abord été élaboré par le Groupe des Soixante-Dix-Sept et a été accepté sans opinion dissidente et sans réserve, par le Groupe de travail. Enfin, en ce qui concerne l'alinéa *b*, l'intention des auteurs n'est pas que les arrangements commerciaux préférentiels prévus dans le paragraphe 1 aillent à l'encontre d'accords internationaux existants et cet alinéa n'est pas dirigé contre un pays ou un groupe de

pays; comme le montrent les termes utilisés, le texte a un ton défensif et non offensif.

4. Le représentant de la Guyane souligne que les mesures prévues dans le projet de résolution constituent, pour les pays en voie de développement, une question de vie ou de mort. Ce texte, qui vise en fin de compte à atténuer la division du monde en un Nord développé et un Sud pauvre, mérite de recevoir un large appui et il faut donc espérer qu'il sera adopté sans être mis aux voix.

5. M. RATSIMBAZAFY (Madagascar) dit que le principe d'une coopération économique entre pays en voie de développement est largement admis par la communauté internationale, ainsi que par les groupements de pays ayant la même situation économique et les mêmes problèmes de développement. La Déclaration économique¹ adoptée lors de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés à Alger, confirme la valeur de cette coopération et affirme que la responsabilité du développement de ces pays leur incombe au premier chef. Pour sa part, Madagascar, pays en voie de développement et pays non aligné, met sa foi dans la coopération entre pays en voie de développement pour assurer le succès du développement.

6. Le projet de résolution A/C.2/L.1323/Rev.1 porte sur les domaines essentiels de cette coopération. Les paragraphes 3 et 4 invitent à juste titre les pays développés et les institutions spécialisées à appuyer les efforts des pays en voie de développement, qui, sans cette assistance, ne sauraient obtenir les résultats escomptés.

7. La délégation malgache, participant à l'esprit qui anime le projet de résolution, a demandé à se joindre aux auteurs du projet et espère que celui-ci sera adopté par consensus.

8. M. MOHAMMED (Nigéria) dit qu'on ne saurait surestimer l'importance du projet de résolution. Au nombre des mesures nécessaires pour réaliser les objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, l'application des paragraphes 39 et 40 de la Stratégie internationale du développement, relatifs à une coopération économique régionale, est l'une des plus utiles. L'intensification de la coopération régionale et sous-régionale est l'un des instruments dont les pays en voie de développement disposent pour modifier les relations économiques mondiales et le déséquilibre qui leur est propre. Toutefois, le représentant du Nigéria souligne que chaque région doit décider elle-même de la forme de coopération la plus appropriée et, ce faisant, ne pas hésiter à essayer de nouvelles méthodes.

9. Le représentant du Nigéria souligne les avantages que présente une coopération économique. Dans le domaine du commerce et des transports, une

¹ Voir A/9330, p. 77.

coopération est d'autant plus souhaitable qu'elle permet de jeter les bases du développement d'autres secteurs. Une coopération sous forme d'échange d'experts aide les pays en voie de développement à atténuer l'exode des compétences. D'autre part, la nécessité où se trouvent les pays en voie de développement de diversifier leur production est sans aucun doute la raison la meilleure qu'ils ont d'intensifier leur coopération. En effet, il convient de changer la structure des échanges internationaux dans laquelle les pays en voie de développement occupent une place défavorisée. Pour ce faire, il leur faut rationaliser leur production et éviter que trop de pays ne manufacturent les mêmes produits. Enfin, en ce qui concerne la question des produits synthétiques, une coopération entre pays en voie de développement devrait permettre d'accroître le marché des produits naturels, ce qui contribuerait à augmenter la stabilité économique.

10. Les efforts des pays en voie de développement ne peuvent réussir sans l'appui de la communauté internationale; la délégation nigériane espère donc que le projet de résolution sera adopté sans être mis aux voix.

11. M. BRITO (Brésil) souligne que le projet de résolution met en valeur un aspect très important de la coopération économique, à savoir la coopération entre pays en voie de développement, tant il est vrai que les objectifs du développement ne sauraient être atteints que si les pays en voie de développement ont recours à toutes les méthodes possibles pour appuyer leurs propres efforts.

12. Comme l'a déjà fait observer le représentant du Nigéria, il importe de tenir compte des caractéristiques propres à chaque région en déterminant la forme de coopération qui convient; certaines régions ont déjà mis en place un mécanisme d'intégration ou de coopération.

13. Enfin, à propos des paragraphes 4, 5 et 6 du projet à l'examen, le représentant du Brésil espère que le Secrétaire général et le Comité de la planification du développement tiendront pleinement compte des travaux déjà réalisés par la CNUCED. En conclusion, il souligne que sa délégation appuie pleinement le projet de résolution.

14. M. VAN GORKOM (Pays-Bas) dit que, conformément à la Stratégie internationale du développement, la coopération régionale, sous-régionale et interrégionale est l'un des meilleurs moyens de promouvoir le développement. Le principe de l'effort autocentré est une idée de base du développement et le restera sans nul doute longtemps encore.

15. Le Gouvernement néerlandais a toujours appuyé les efforts déployés par les pays en voie de développement pour intensifier leur coopération, et c'est pourquoi il offre son assistance par le truchement des commissions économiques régionales.

16. La délégation néerlandaise appuie le projet de résolution mais interprète l'alinéa *d* du paragraphe 1 de façon que le dispositif qui y est prévu serve aussi bien les intérêts des pays consommateurs que ceux des pays producteurs, conformément aux paragraphes pertinents du rapport du Groupe de travail de l'examen et l'évaluation (A/C.2/L.1329).

17. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) demande que le projet de résolution soit mis aux voix et ne soit pas

adopté par consensus. Il rend hommage aux efforts des délégations qui ont cherché à mettre au point un texte de compromis, même s'ils n'ont pas été couronnés de succès. Il a pris bonne note des observations du représentant de la Guyane et appuie d'une façon générale l'objectif du projet de résolution. Pourtant, la délégation britannique a été déçue et surprise lorsque les auteurs ont jugé qu'ils ne pouvaient accepter ces amendements qu'elle avait proposés, dans un souci de justice et d'équité, d'apporter à l'alinéa *d* du paragraphe 1 du dispositif, pour qu'il y soit tenu compte non seulement des intérêts des producteurs, mais aussi des consommateurs, ainsi qu'à l'alinéa *e* du paragraphe 1 pour qu'y soit incluse une référence au respect du droit international. Ces amendements n'ayant pas été retenus, la délégation britannique sera dans l'obligation de s'abstenir lors du vote.

18. M. STIEPEL (République fédérale d'Allemagne) dit que, si le projet de résolution est mis aux voix, sa délégation demandera un vote séparé sur les alinéas *d* et *e* du paragraphe 1 du dispositif.

19. M. OGISO (Japon) votera pour le projet de résolution. Il souligne toutefois qu'une intégration régionale ne doit pas avoir un caractère exclusif. D'autre part, il faut veiller à ce que les mesures ou arrangements prévus aux alinéas *b*, *d* et *e* du paragraphe 1 du dispositif ne lèsent pas les pays qui n'y sont pas parties.

20. M. GRANQVIST (Suède), prenant la parole au nom des délégations danoise, finlandaise, norvégienne et suédoise, dit que celles-ci voteront pour le projet de résolution, conformément à leur politique tendant à appuyer la coopération entre pays en voie de développement. Elles désireraient néanmoins formuler quelques remarques à propos du texte du projet. La première porte sur le dernier alinéa du préambule, qui contient des affirmations un peu trop catégoriques, et les délégations des quatre pays se refusent à en cautionner les détails. Deuxièmement, à propos de l'alinéa *d* du paragraphe 1 du dispositif, M. Granqvist dit que les pays qu'il représente estiment que les questions sur lesquelles portent cet alinéa doivent être résolues entre les pays producteurs et les pays consommateurs par des accords sur les produits de base. Certes, ces accords sont souvent difficiles à réaliser et il est légitime que les pays en voie de développement cherchent à coopérer pour renforcer leur pouvoir de négociation, mais cela ne signifie pas que toutes les formes de coopération soient appropriées.

21. M. SINARINZI (Burundi) dit que les pays développés ne cherchent qu'à assurer la continuité des liens qui existaient entre les métropoles et leurs colonies et renforcent la division du travail entre le centre et la périphérie. Il s'agit simplement pour eux de remplacer la métropole par un groupement de métropoles encore plus puissant, de polariser davantage les échanges des pays en voie de développement vers les pays développés et d'orienter dans ce sens le développement économique des pays en voie de développement en leur fournissant une aide multilatérale qui est assortie de conditions et par les services de leurs propres conseillers techniques. Le système de préférence en faveur des articles manufacturés des pays en voie de développement ne profite en définitive qu'aux monopoles occidentaux. Le développement extraverti n'est donc que le

développement du sous-développement et ne peut aboutir qu'à une dépendance extérieure cumulative. Pour obtenir une plus grande indépendance économique, il reste aux pays en voie de développement à se tourner vers l'effort autocentré dans un marché plus vaste, ce qui nécessite un dégagement à l'égard du marché international et du capital étranger et la formation d'un vaste ensemble économique par l'intégration réelle au niveau de toute la communauté africaine.

22. Le Burundi est favorable à un aménagement régional de l'espace économique reposant sur la spécialisation de chacun des Etats par le jeu des pôles de développement régional. L'Afrique possède déjà des industries de base susceptibles d'être des industries motrices, profitant au maximum des économies d'échelle et des économies externes. La coopération économique entre pays en voie de développement permettra l'intégration de tous les micromarchés existant actuellement et la modernisation du monde rural, en même temps que l'exploitation des immenses possibilités agricoles. La coopération économique entre pays en voie de développement permettra également une meilleure exploitation des ressources qui font actuellement l'objet de pillage international.

23. Compte tenu de ces considérations, la délégation burundaise trouve le projet de résolution A/C.2/L.1323/Rev.1 adéquat et sans équivoque et votera pour celui-ci.

24. M. MÜEZZINOĞLU (Turquie) dit que son pays a toujours été favorable à la promotion de la coopération économique entre pays en voie de développement et a déjà conclu un certain nombre d'accords de coopération avec d'autres pays en voie de développement. Les possibilités dans ce domaine sont nombreuses et la délégation turque votera pour le projet de résolution.

25. M. SANDERS (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation regrette de devoir s'abstenir sur le projet de résolution. Néanmoins, les Etats-Unis approuvent les objectifs de développement énoncés dans le projet et les remarques de sa délégation doivent être interprétées dans cette perspective. A propos du paragraphe 3 du dispositif, les Etats-Unis demeurent fidèles à l'engagement qu'ils ont pris en application du paragraphe 40 de la Stratégie internationale du développement.

26. La délégation des Etats-Unis approuve un grand nombre des principes énoncés dans le reste du projet de résolution, mais elle demeure sceptique devant les affirmations catégoriques qui figurent au septième alinéa du préambule et dans d'autres alinéas par référence à des déclarations et réunions auxquelles les Etats-Unis n'ont pas pris part. Les Etats-Unis prônent une approche pragmatique et constructive du rôle des groupements régionaux dans le processus de développement et de l'analyse des mesures précises du type de celles qui sont proposées au paragraphe 1 du dispositif, lesquelles ne doivent pas être justifiées uniquement par la contribution qu'elles apporteraient à la coopération régionale en soi.

27. Ainsi, en ce qui concerne l'alinéa *b* du paragraphe 1, les Etats-Unis pensent que les conséquences économiques des arrangements commerciaux préférentiels doivent être étudiées soigneu-

sement et ils s'élèvent contre toute interprétation du projet de résolution suivant laquelle les pays pourraient se croire autorisés à ne pas se plier à leurs obligations internationales, notamment celles qui leur sont imposées en vertu de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. De même, les Etats-Unis s'opposent à une interprétation doctrinaire de l'alinéa *d* qui, dans son texte actuel, ne correspond pas au paragraphe 46 du rapport du Groupe de travail (A/C.2/L.1329). Tout en étant favorables à des mesures appropriées pour défendre les prix des produits de base et l'accès aux marchés, les Etats-Unis sont fermement convaincus que les pays doivent étudier non seulement des arrangements entre producteurs et consommateurs adaptés à chaque cas particulier, mais également des mesures destinées à faire jouer les forces du marché favorables au développement, à aider les pays en voie de développement à renforcer leur capacité de production de produits alimentaires et à exploiter au maximum le potentiel de production des terres arables. Aucune disposition du projet de résolution ne doit préjuger en quoi que ce soit les délibérations de la Conférence mondiale de l'alimentation ou les négociations commerciales multilatérales du GATT.

28. Le droit inaliénable à la souveraineté permanente sur les ressources naturelles dont il est question à l'alinéa *e* doit être exercé conformément à un ensemble de normes et d'obligations du droit international qui garantissent en même temps ce droit.

29. Pour conclure, M. Sanders dit que les Etats-Unis sont tout à fait favorables à la coopération économique entre pays en voie de développement ainsi qu'à une étude constructive et pragmatique des mesures de coopération du point de vue de leur influence sur le progrès des pays en voie de développement ainsi que sur l'ordre et le bien-être économiques du monde.

30. Le PRESIDENT annonce que les Emirats arabes unis, le Ghana et le Qatar se sont joints aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1323/Rev.1.

31. M. FIGUEROA (Chili) souligne l'importance des efforts que doivent déployer les pays non alignés pour promouvoir l'intégration et le commerce régionaux. La délégation chilienne se félicite de l'accent qui est mis sur la création d'un dispositif de défense des prix à l'exportation des produits de base. Elle estime d'autre part que le droit inaliénable à l'exercice de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles doit être exercé conformément aux lois nationales.

32. M. GALLARDO MORENO (Mexique) dit que son pays coopère traditionnellement aux programmes d'intégration régionale et sous-régionale tels que le Pacte andin ou l'Association latino-américaine de libre-échange. La coopération entre pays en voie de développement peut contribuer au développement et à la réalisation des buts de la Stratégie. Cette coopération sera d'autant plus importante que les pays légèrement plus avancés continueront à recevoir l'aide nécessaire pour mener à bien les programmes de coopération.

33. M. GATES (Nouvelle-Zélande) se félicite de pouvoir voter pour l'ensemble du projet de résolution. Néanmoins, certaines dispositions appellent quelques remarques. Le paragraphe 1 du dispositif se limite à la coopération entre pays en voie de développement. Or, les arrangements envisagés devront tenir compte des réalités du marché mondial et de l'intérêt des pays

consommateurs. Ils devront en outre obtenir l'assentiment de tous les pays producteurs, sinon les pays qui ne sont pas parties aux arrangements risqueraient de faire concurrence aux autres producteurs. Les accords sur les produits de base sont le meilleur moyen d'assurer la stabilité des prix et il ne faut avoir recours à un dispositif du genre de celui qui est suggéré à l'alinéa *d* que lorsque les prix doivent être défendus.

34. Le **PRESIDENT**, les explications de vote avant le vote étant terminées, invite la Commission à se prononcer sur le projet de résolution A/C.2/L.1323/Rev.1, tel qu'il a été révisé oralement.

35. M. **FLEMING** (Argentine) demande qu'il soit procédé à un vote par appel nominal sur l'ensemble du projet.

Sur la demande du représentant du Koweït, il est procédé à un vote par appel nominal sur l'alinéa d du paragraphe 1 du dispositif.

L'appel commence par la Roumanie, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Yémen démocratique, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyane, Haïti, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Lesotho, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Malte, Mexique, Mongolie, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : Afrique du Sud, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord, Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Canada, France, Allemagne (République fédérale d'), Italie, Japon.

Par 112 voix contre zéro, avec 9 abstentions, l'alinéa d du paragraphe 1 du dispositif est adopté.

Sur la demande du représentant du Koweït, il est procédé au vote par appel nominal sur l'alinéa e du paragraphe 1 du dispositif.

L'appel commence par le Koweït, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Koweït, Liban, Lesotho, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Malte, Mexique, Mongolie, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Nor-

vège, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Afrique du Sud, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Yémen démocratique, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyane, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Allemagne (République fédérale d'), Israël, Italie, Japon.

Par 116 voix contre zéro, avec 7 abstentions, l'alinéa e du paragraphe 1 du dispositif est adopté.

36. M. **FLEMING** (Argentine) dit que, si la Commission décide de ne pas procéder à un vote, il n'insistera pas pour qu'on vote par appel nominal. En revanche, si la Commission décide de voter, il maintient sa demande.

37. Le **PRESIDENT** dit que, en l'absence d'objection, il considérera que la Commission décide d'adopter le projet de résolution, tel qu'il a été révisé oralement, sans le mettre aux voix.

L'ensemble du projet de résolution A/C.2/L.1323/Rev.1 est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

38. M. **ROUGE** (France), prenant la parole en explication de vote après le vote, dit que sa délégation a participé avec plaisir à l'adoption par consensus du texte présenté. Le Gouvernement français voit avec une vive sympathie les efforts de coopération régionale des pays en voie de développement et leur a déjà manifesté son appui, notamment à la deuxième et à la troisième session de la CNUCED.

39. La délégation française a néanmoins des réserves à formuler. Tout d'abord, elle tient à signaler que l'acceptation du dernier alinéa du préambule ne signifie pas que la France accepte dans toutes les parties toutes les déclarations visées au préambule. Enfin, à propos de l'alinéa *d* du paragraphe 1, la France estime que les dispositions arrêtées entre producteurs ne doivent pas permettre une fixation des prix par les seuls producteurs, mais faciliter les consultations avec les pays importateurs afin de fixer des prix stables et rémunérateurs, conformément à la résolution adoptée à la première session de la CNUCED. Cette position de principe s'appuie sur la position adoptée par

l'Organisation des Nations Unies il y a plusieurs années.

40. M. CAVAGLIERI (Italie) dit que sa délégation s'est jointe avec plaisir au consensus, en signe d'approbation des efforts déployés de concert par les pays en voie de développement pour améliorer leur niveau de vie.

41. A propos de l'alinéa *d* du paragraphe 1, M. Cavaglieri tient à souligner que les prix des produits de base doivent être non seulement rémunérateurs pour les producteurs mais également acceptables pour les consommateurs; c'est dans cet esprit que l'Italie a signé l'Accord international de 1972 sur le cacao. Quant au droit inaliénable à la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, celui-ci doit s'exercer dans le cadre des dispositions pertinentes du droit international. Pour terminer, M. Cavaglieri précise que le vote favorable de la délégation italienne ne signifie pas qu'elle approuve le contenu des déclarations citées dans le projet et à l'élaboration desquelles l'Italie n'a pas participé.

42. M. STIEPEL (République fédérale d'Allemagne) se félicite de l'adoption du projet de résolution sans vote. Dans le domaine de la coopération économique et de l'assistance au développement, la politique de la République fédérale d'Allemagne consiste à encourager les efforts déployés par les pays en voie de développement, et il estime que les mesures proposées dans le dispositif constituent un pas dans la bonne direction.

43. La République fédérale s'est abstenue lors du vote des alinéas *d* et *e* du paragraphe 1 du dispositif et s'associe aux remarques faites par les représentants du Royaume-Uni et des Pays-Bas. Elle aurait pu voter pour l'alinéa *d* si les auteurs avaient accepté d'y indiquer que les prix des produits de base devaient être équitables tant pour les consommateurs que pour les producteurs.

44. La République fédérale reconnaît le droit inaliénable des pays à la souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles, mais, vu que son économie repose dans une large mesure sur la coopération économique avec un grand nombre de pays, elle estime qu'il est de la plus haute importance que ses investissements dans les pays en voie de développement soient garantis. Pour cela, la souveraineté permanente sur les ressources naturelles doit s'exercer dans le cadre des dispositions pertinentes du droit international. Etant donné que les auteurs n'ont pu inclure cette précision dans leur texte, la délégation de la République fédérale s'est vue dans l'obligation de s'abstenir sur l'alinéa *e*.

45. M. CURTIN (Australie) s'associe au point de vue exprimé par le représentant de la Nouvelle-Zélande sur l'alinéa *d* du paragraphe 1 du dispositif.

46. M. FRANCK (Belgique) dit que, comme son gouvernement a toujours été partisan du renforcement de la coopération entre pays en voie de développement, sa délégation s'est jointe au consensus. Elle s'est toutefois abstenue sur les alinéas *d* et *e* du paragraphe 1 du dispositif, car elle estime que les prix des produits de base doivent être fixés par accords passés entre pays producteurs et pays consommateurs de façon à leur assurer un caractère aussi équitable que possible.

47. M. KANE (Mauritanie) signale que sa délégation aurait voté pour les alinéas *d* et *e* du paragraphe 1 du

dispositif si elle s'était trouvée dans la salle au moment du vote.

48. M. DELIVANIS (Grèce) déclare que sa délégation a voté pour le projet de résolution, étant bien entendu qu'il n'entraînera pas la violation des règlements du GATT et que, partout où des nationalisations auront lieu, des indemnités convenables seront versées. En outre, le Gouvernement grec ne s'estime pas lié par les textes cités dans le projet, à l'élaboration desquels il n'a pas participé.

49. M. EHRLICH-ADAM (Autriche) rappelle que sa délégation a voté pour les alinéas *d* et *e* du paragraphe 1 du dispositif et signale qu'elle aurait voté pour l'ensemble du projet de résolution si celui-ci avait été mis aux voix. La délégation autrichienne partage en effet les points de vue des auteurs et approuve les mesures proposées dans le projet pour atteindre les buts recherchés. En ce qui concerne l'alinéa *d* du paragraphe 1, la délégation autrichienne l'interprète de la même façon que le paragraphe 48 du rapport du Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation, paragraphe qui a été adopté par consensus.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (suite*) [A/9003, A/C.2/285]

SOUVERAINETE PERMANENTE SUR LES RESSOURCES NATURELLES (suite) [A/C.2/L.1328/Rev.1]**

50. M. SCHRAM (Islande) donne lecture d'un certain nombre d'amendements qui ont été proposés et qui seront incorporés dans le document A/C.2/L.1328/Rev.1 dont la parution est prévue dans l'après-midi. Il signale en outre que les délégations zairoise et équatorienne se sont portées coauteurs du projet de résolution ainsi révisé.

51. M. AL-KHUDHAIRY (Irak) présente un amendement supplémentaire² au nom également des délégations de l'Algérie et de la République arabe syrienne. Il propose d'insérer entre les paragraphes 2 et 3 du dispositif un nouveau paragraphe 3 ainsi conçu :

“3. Affirme que l'application du principe suivant lequel les nationalisations effectuées par les Etats en tant qu'expression de leur souveraineté pour sauvegarder leurs ressources naturelles implique qu'il appartient à chaque Etat de fixer le montant des indemnités éventuelles ainsi que les modalités de leur versement et que tout différend qui pourrait surgir doit être réglé conformément au droit national de chaque Etat qui prend des mesures de cet ordre”.

Cet amendement a pour but de rendre le projet de résolution plus complet en y faisant figurer un élément important de la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles, à savoir le principe de la nationalisation, qui est déjà appliqué par un grand nombre de pays. Ce principe est d'ailleurs mentionné au paragraphe 32 du rapport du Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation, présenté au titre du point 46 de l'ordre du jour, paragraphe qui a été adopté par consensus.

52. Toutefois, cet amendement n'est pas dirigé contre les investissements étrangers en tant que tels. Le Gouvernement irakien accueille favorablement les in-

* Reprise des débats de la 1574^{ème} séance.

** Reprise des débats de la 1573^{ème} séance.

² Distribué ultérieurement sous la cote A/C.2/L.1334.

vestissements privés qui concordent avec les objectifs de ses plans nationaux de développement, mais il estime que les Etats ont la faculté de procéder à des nationalisations donnant droit à compensation, si c'est là le seul moyen de sauvegarder leurs intérêts.

53. Le représentant de l'Irak souligne que cet amendement est repris de la Déclaration économique d'Alger, où il est dit notamment, à la section VII, que les Etats sont en droit de mettre tout en œuvre pour sauvegarder leurs intérêts. La délégation irakienne a informé les auteurs de cet amendement et a obtenu leur appui.

54. M. CABEZAS (Equateur) appuie le projet de résolution présenté par le représentant de l'Islande ainsi que les amendements proposés. La délégation équatorienne figure parmi les auteurs de ce projet de résolution, car elle y voit une initiative importante de la part de la communauté internationale pour éliminer les effets nuisibles de la situation actuelle. Certains pays font en effet pression sur d'autres pour les empêcher d'exercer leurs droits légitimes sur leurs ressources naturelles, en violation de la résolution 3016 (XXVII) de l'Assemblée générale et du principe fondamental établi à la troisième session de la CNUCED. D'autre part, le Conseil de sécurité a adopté à Panama, le 21 mars 1973, la résolution 330 (1973) dans laquelle, conformément à l'Article 25 de la Charte des Nations Unies, il rappelle que la violation du droit inaliénable des Etats à la souveraineté sur leurs ressources naturelles constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales. Le représentant de l'Equateur note avec satisfaction qu'au troisième alinéa du préambule on réaffirme le principe inviolable selon lequel chaque pays a le droit d'adopter le système économique et social qu'il juge le plus favorable à son développement. D'autre part, la délégation équatorienne approuve tout particulièrement le paragraphe 1 du dispositif, où sont réaffirmés les droits inaliénables des Etats à la souveraineté permanente sur toutes leurs ressources naturelles, ainsi que le paragraphe 4 qu'elle estime parfaitement justifié.

55. Comme l'a rappelé le Ministre des affaires étrangères de l'Equateur le 24 septembre lors de la discussion générale à l'Assemblée générale (2124ème séance plénière), l'Equateur n'a jamais cessé de dénoncer la façon dont les Etats-Unis d'Amérique ont utilisé la coopération internationale comme un élément de contrainte à l'égard des pays qui, dans l'exercice de leurs droits légitimes, ont saisi des navires de pêche opérant illégalement dans les eaux territoriales relevant de leur juridiction. Le Gouvernement équatorien s'élève contre ce genre de sanctions et souligne que ce comportement ne favorise guère l'établissement d'un climat international favorable.

56. Le projet de résolution à l'examen est donc particulièrement important à un moment où certains intérêts minoritaires cherchent à nier le droit souverain des Etats sur leurs ressources naturelles et s'efforcent de profiter au maximum de ces ressources en ayant recours notamment à des mesures de représailles contre lesquelles la majorité des pays en voie de développement s'élèvent catégoriquement, ainsi que l'a démontré la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Alger.

57. Dans sa résolution 330 (1973), le Conseil de sécurité exhorte les Etats à prendre des mesures qui

leur permettent de mieux se défendre, tant sur le plan individuel que collectif, contre toute forme de sanctions et de contraintes qui pourrait être exercée contre eux en vue de les empêcher de prendre des mesures visant à préserver leurs ressources naturelles pour les mettre au service de leur développement.

58. Le représentant de l'Equateur rappelle que son gouvernement cherche à favoriser le développement et le bien-être de son peuple en utilisant de façon rationnelle et équitable les ressources naturelles dont il dispose et dont l'exploitation doit être garantie par la communauté internationale.

59. M. GARCIA BELAUNDE (Pérou) souscrit aux opinions exprimées par le représentant de l'Equateur et rappelle que le droit des Etats à la souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles est un droit inaliénable d'importance capitale pour les pays en voie de développement, étant donné que leur économie repose précisément sur l'exploitation de ces ressources. Il s'agit en outre d'une question d'actualité, puisque la communauté internationale semble parfois oublier l'existence de ce droit. La délégation péruvienne approuve donc l'ensemble du projet de résolution à l'examen, ainsi que l'amendement proposé par l'Irak. Il existe en effet en droit latino-américain un principe très répandu qui dit que, lorsqu'un problème surgit entre une société étrangère et le pays hôte, il appartient à celui-ci de régler le problème conformément à sa législation propre. Cela ne veut pas dire que les pays d'Amérique latine sont hostiles aux investissements étrangers, mais qu'ils entendent réagir contre le comportement néfaste de certaines sociétés étrangères. Compte tenu des précisions qu'elle vient de donner, la délégation péruvienne a tenu à figurer parmi les auteurs du projet de résolution.

60. M. KANDE (Sénégal) estime que comme le projet de résolution à l'examen est très important et qu'en outre plusieurs amendements à ce projet ont été formulés, il conviendrait de donner aux délégations le temps d'y réfléchir.

61. M. MITINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) tient à faire quelques remarques sur l'amendement proposé par le représentant de l'Irak. A son avis, cet amendement met en jeu un élément fondamental du principe de la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles : le droit à la nationalisation. A la deuxième Commission, au Conseil économique et social et au Comité des ressources naturelles, la délégation soviétique a plusieurs fois attiré l'attention sur l'insuffisance des mesures prévues dans les rapports ou les résolutions pertinentes pour garantir aux pays leur droit de nationaliser les richesses qui leur appartiennent. L'amendement proposé par l'Irak, tel qu'il est libellé, a l'avantage de corriger ce défaut. Son adoption aiderait considérablement les pays en voie de développement et influencerait favorablement sur les travaux ultérieurs de l'Organisation.

62. Pour ces raisons, la délégation soviétique appuie sans réserve l'amendement en question et demande qu'il soit incorporé au projet de résolution.

63. Le PRESIDENT signale que la délégation guyanaise désire se joindre aux auteurs du projet de résolution.

La séance est levée à 13 h 5.

1577^e séance

Mardi 4 décembre 1973, à 15 h 15.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIÉ (Ethiopie).

A/C.2/SR.1577

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (suite) [A/9003, A/C.2/285]

SOUVERAINETE PERMANENTE SUR LES RESSOURCES NATURELLES (suite) [A/C.2/L.1328/Rev.1, A/C.2/L.1334]

1. Le PRESIDENT signale que le texte révisé (A/C.2/L.1328/Rev.1) du projet de résolution a maintenant été distribué. L'amendement présenté verbalement à la séance précédente par le représentant de l'Irak a paru sous la cote A/C.2/L.1334.

2. M. OLZVOI (Mongolie) déclare que sa délégation prendra le rapport du Secrétaire général¹ pour base de la discussion en ce qui concerne la question de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. Cependant, le rapport ne fait que donner un aperçu général de la question; les paragraphes relatifs aux problèmes particuliers liés aux activités des sociétés multinationales ne donnent pas un tableau complet de leurs activités néfastes, qui forment la base économique du néo-colonialisme. En essayant d'empêcher les pays en voie de développement d'exercer leur droit de souveraineté sur leurs ressources naturelles, ces sociétés interviennent dans les affaires intérieures des Etats qui veulent renforcer leur souveraineté et leur indépendance économique. La délégation mongole s'étonne donc que le rapport ait plutôt tendance à souligner les prétendus avantages que retirent les pays en voie de développement de la présence des sociétés impérialistes. Bien entendu, ces sociétés s'adaptent à un monde en évolution dans lequel les nouveaux Etats intensifient leurs efforts pour exercer leur droit souverain à utiliser leurs richesses naturelles, mais elles continuent néanmoins à poursuivre une politique qui vise à obtenir un maximum de bénéfices.

3. En ce qui concerne le règlement des différends provoqués par la nationalisation des sociétés étrangères dans les pays en voie de développement, la délégation mongole a pour principe que la nationalisation est l'un des principaux moyens d'accéder à la pleine souveraineté sur les ressources naturelles et que, pour régler la question, il convient de s'en remettre uniquement aux décisions nationales et aux lois du pays qui a pris le contrôle des biens privés étrangers. Si l'on cherche à établir la juridiction d'organes internationaux, tels que la Cour internationale de Justice, on ouvre la porte à l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats; c'est pourquoi la délégation mongole appuie l'amendement qui figure dans le document A/C.2/L.1334.

4. Passant à la question de la souveraineté des Etats concernant les ressources naturelles de la mer,

M. Olzvoi déclare que sa délégation approuve la conclusion qui se dégage logiquement du paragraphe 30 du rapport du Secrétaire général. Tout en appuyant les efforts accomplis par les pays en voie de développement pour accéder à la souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles, le Gouvernement mongol pense que l'extension excessive des eaux territoriales serait contraire à la pratique reconnue sur le plan international en ce qui concerne la haute mer, laquelle appartient au patrimoine commun de l'humanité. La délégation mongole fait donc des réserves au sujet du paragraphe 1 du projet de résolution, qui à son avis préjuge le règlement final de la question des eaux territoriales, appelée à être discutée prochainement lors de la Conférence sur le droit de la mer.

5. La délégation mongole pense en outre que le rapport du Secrétaire général aurait dû faire une place importante à la question des actes d'agression commis par certains Etats contre l'intégrité territoriale d'autres Etats. Ces actes constituent une violation non seulement du droit de souveraineté sur les ressources naturelles, mais également des principes de l'autodétermination et de la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats. A ce propos, la délégation mongole tient à condamner de nouveau l'occupation par Israël des territoires arabes.

6. Le rapport présente une autre grave lacune, en ce sens qu'il ne contient aucune conclusion précise sur les mesures à prendre pour assurer la réalisation complète des droits souverains des Etats sur leurs ressources naturelles. Les activités de l'ONU, et surtout celles du Conseil économique et social, devraient être développées et devraient viser à promouvoir la mise en pratique intégrale de ce principe et à défendre les droits légitimes des Etats à la libre utilisation de leurs ressources naturelles. Il serait utile, à cet égard, de poursuivre les études sur l'expérience des pays en voie de développement en ce qui concerne les nationalisations, le contrôle des investissements étrangers et la limitation des activités des monopoles capitalistes. La délégation mongole espère que la question de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles sera inscrite séparément à l'ordre du jour des prochaines sessions de l'Assemblée générale, ce qui faciliterait à la fois l'échange des données d'expérience et les échanges de vues à ce sujet et l'élaboration de mesures visant à assurer l'exercice intégral de cette souveraineté.

7. M. OLIVERI LOPEZ (Argentine) déclare que, à une époque où l'humanité commence à se rendre compte qu'un grand nombre de ressources vitales risquent d'être épuisées du fait d'un système de valeurs intrinsèquement destructif, il est bon de rappeler certains principes fondamentaux. Dans sa résolution 1803 (XVII) du 14 décembre 1962, l'Assemblée générale a déclaré que la souveraineté permanente sur les ressources naturelles doit s'exercer dans l'intérêt du

¹ E/5425 et Corr.1 et E/5425/Add.1.

développement national et du bien-être de la population de l'Etat intéressé. Tel est le point de départ, et tout ce qui a été dit par la suite s'explique tout simplement par la nécessité d'identifier les situations anormales ou d'indiquer les moyens les plus appropriés pour atteindre l'objectif visé. Les obstacles au développement, tout au moins dans un avenir prévisible, ne sont pas d'ordre matériel mais d'ordre social et politique, et dépendent essentiellement des rapports de force entre les Etats et entre les groupes sociaux de chaque pays. Le Gouvernement argentin, comme par le passé, prend des mesures pour que les ressources naturelles essentielles au développement et au bien-être de la population argentine soient exploitées conformément aux objectifs et aux tâches prioritaires du pays. Dans cet esprit, il condamne fermement toute mesure de force entre les Etats et toute pression visant à obliger un Etat à restreindre l'exercice de son droit inaliénable de souveraineté sur ses propres ressources. Dans la mesure où l'exploitation de ces ressources nécessite des capitaux étrangers, ceux-ci sont bien accueillis par le Gouvernement argentin, à condition que la législation nationale soit respectée; l'Argentine a pris récemment des mesures législatives garantissant que les capitaux étrangers seraient utilisés compte dûment tenu des objectifs du développement national.

8. La délégation argentine comprend que les pays en voie de développement souhaitent exercer un contrôle réel à tous les stades de l'exploitation de leurs ressources naturelles, de l'exploration à la commercialisation. C'est peut-être sur ce dernier point que les pays en voie de développement sont le plus vulnérables et la délégation argentine pense que les gouvernements devraient se montrer plus actifs à cet égard. Il est indéniable que les Etats ont le droit de prendre le contrôle de leurs ressources naturelles et les différends nés de l'exercice de ce droit doivent être réglés dans le cadre de la juridiction nationale. Le droit argentin contient des dispositions tout à fait nettes en matière d'expropriation, applicables tant aux citoyens argentins qu'aux étrangers, et la délégation argentine ne saurait admettre une forme quelconque d'ingérence dans le règlement de ces questions.

9. Vu la longue étendue de côtes que possède l'Argentine, ce pays est favorable à l'élargissement de la souveraineté nationale aux ressources naturelles de la mer. La délégation argentine approuve donc le texte du paragraphe 1 du projet de résolution qui, selon elle, s'applique à la notion de plateau continental, étant donné qu'il s'agit là d'un principe largement reconnu du droit international. Le fait que la délégation argentine soit auteur du projet de résolution montre quelle est sa position en ce qui concerne l'exercice de la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles, que la section VII de la Déclaration économique² adoptée par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés réunie à Alger a contribué dans une large mesure à définir. Lorsqu'il s'agit de ressources partagées, la souveraineté d'un Etat ne doit pas l'emporter sur la souveraineté d'un autre, et la coopération devrait viser à instaurer une exploitation équitable pour tous. La délégation argentine votera pour l'amendement A/C.2/L.1334.

10. M. MUNGAI (Kenya) insiste sur l'importance que son gouvernement attache à la question complexe

et parfois controversée de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. Le droit inaliénable qu'ont les Etats d'exercer une souveraineté permanente sur ces ressources est proclamé dans des résolutions de l'Assemblée générale depuis 1952. Il s'agit maintenant de se pencher sur les implications fonctionnelles et pratiques de ce principe.

11. Le projet de résolution A/C.2/L.1328/Rev.1 se comprend de lui-même. Du fait d'événements survenus récemment, il est nécessaire de réaffirmer le droit inaliénable en question et d'inviter la communauté mondiale à se prononcer sur la tendance inquiétante que fait apparaître la manière dont sont réglés les différends mettant en cause l'exercice de ce droit. La délégation kényenne a sans hésitation décidé de parrainer le projet de résolution, étant donné que l'idée de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, bien qu'admise publiquement en principe par les Etats Membres, ne l'est pas réellement dans la pratique, surtout en ce qui concerne les peuples d'Afrique encore soumis à la domination coloniale et raciale. Ainsi qu'il est reconnu dans la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, les ressources naturelles sont indispensables pour le développement véritable — par opposition à une simple croissance économique — des pays en voie de développement. Ces pays acceptent le fait qu'il se produira toujours des différends avec les intérêts étrangers et ils sont prêts à négocier ou à en référer aux tribunaux. Malheureusement, comme des événements récents l'ont montré, la situation politique internationale est telle que, quels que soient les avantages des compromis que les pays en voie de développement peuvent offrir, l'autre partie peut non seulement les rejeter, mais également étayer son refus par des pressions économiques et politiques contraires au droit, ou même par une intervention militaire. On pourrait presque conclure que la situation économique et militaire des pays en voie de développement les rend si vulnérables à des mesures extérieures de coercition que les travaux consacrés par la Deuxième Commission au principe de la souveraineté sur les ressources naturelles sont en grande partie un exercice de pure forme. La Commission et l'Assemblée générale, en l'occurrence porte-parole de la conscience du monde, doivent se prononcer sans équivoque sur la question avant qu'il ne soit trop tard.

12. En sa qualité de coauteur du projet de résolution, la délégation kényenne souhaite, au nom de ses frères africains qui ne peuvent être présents et parler pour eux-mêmes, appeler l'attention sur l'abus flagrant de la souveraineté des peuples soumis à la domination coloniale et raciale sur leurs ressources naturelles. Les Gouvernements du Portugal et de l'Afrique du Sud et le régime illégal de Ian Smith en Rhodésie du Sud n'ont pas le droit de signer avec des étrangers des contrats leur permettant de piller des ressources naturelles qui appartiennent en droit à la population autochtone du Mozambique, de l'Angola, de la Guinée-Bissau, de la Namibie et du Zimbabwe. La délégation kényenne est profondément préoccupée de voir que la communauté mondiale, en particulier les pays occidentaux, acceptent apparemment la situation qui existe dans ces territoires et l'exploitation arrogante de leurs ressources naturelles par les Etats-Unis et les pays d'Europe occidentale. Elle tient à faire observer aux investisseurs

² Voir A/9330, p. 77.

étrangers, présents ou futurs, dans ces territoires, que tout accord contractuel conclu entre eux et les gouvernements portugais et sud-africain ou le régime rebelle de Ian Smith est nul en droit. Toute initiative qui vise à empêcher par la force les populations africaines autochtones de ces territoires d'exercer leur droit inaliénable de souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles doit être condamnée sans détour.

13. En ce qui concerne les ressources minérales et biologiques de la mer, le Gouvernement kényen rappelle qu'il est partie aux quatre conventions adoptées le 29 avril 1958, qui sont citées au paragraphe 30 du rapport du Secrétaire général³, mais déclare que ces conventions ne le satisfont pas pleinement car, au moment où elles ont été conclues, le Kenya était encore colonie britannique et n'avait donc pas été invité à assister à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer où elles ont été élaborées. Le Kenya, dont les intérêts n'ont pas été pris en considération lorsque les quatre conventions ont été rédigées, espère qu'elles seront rectifiées, le besoin s'en faisant sentir depuis longtemps déjà. La position du Gouvernement kényen sur les ressources de la mer territoriale, le plateau continental et les délimitations de ce dernier est reflétée dans la Déclaration sur les questions relatives au droit de la mer, adoptée par le Conseil des ministres de l'OUA à sa vingt et unième session (17-24 mai 1973)⁴, déclaration dans laquelle le concept de la zone économique exclusive a été exposé. La délégation kényenne se félicite que ce concept et celui analogue de mer patrimoniale, qui visent tous deux à tenir compte des intérêts des pays sans littoral et d'autres pays défavorisés sur le plan géographique, soient appuyés par la très grande majorité des Etats Membres. La délégation kényenne recommande ces deux concepts, qui peuvent fournir la base d'un partage équitable des ressources minérales et biologiques de la mer, à l'attention de ceux qui sont appelés à codifier le droit de la mer.

14. M. ZACHMANN (République démocratique allemande) rappelle que sa délégation a préconisé au cours de la discussion générale sa position à l'égard du principe de la souveraineté sur les ressources naturelles. Cette délégation appuie sans réserve l'amendement A/C.2/L.1334, qui reflète les principes dont s'inspirent à la fois la politique du Gouvernement de la République démocratique allemande à l'égard de la souveraineté permanente et le soutien qu'il accorde aux efforts des pays en voie de développement dans ce domaine. L'adoption de l'amendement améliorerait nettement le projet de résolution A/C.2/L.1328/Rev.1.

15. M. SIDDIQ (Afghanistan) déclare que sa délégation appuie sans réserve le principe de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles et qu'elle soutiendra donc le projet de résolution. Toutefois, elle ne peut accepter le paragraphe 1, qui à son avis préjuge les travaux de la Conférence sur le droit de la mer en ce qui concerne la question des limites de la juridiction nationale. Elle ne peut non plus accepter l'utilisation de l'expression "eaux côtières" au paragraphe 4 et pense que l'on a voulu parler en fait d'"eaux territoriales". La délégation afghane a suggéré aux auteurs du projet de résolution des amendements permettant de tenir compte de ces préoccupations et

elle a également demandé que l'on ajoute le mot "étrangère" après le mot "raciale" au paragraphe 2 du dispositif. Malheureusement, ses suggestions n'ont pas été acceptées. La délégation afghane avait exprimé des réserves analogues à l'égard de la résolution 3016 (XXVII) de l'Assemblée générale et s'était abstenue lors du vote. En conséquence, elle ne sera pas en mesure d'appuyer les paragraphes susmentionnés, mais, avec ces réserves, elle appuiera le projet de résolution considéré dans son ensemble. Elle appuiera également l'amendement contenu dans le document A/C.2/L.1334.

16. Le PRESIDENT annonce que le Burundi s'est joint aux auteurs du projet de résolution.

17. M. HEMANS (Royaume-Uni) déplore que les auteurs aient apparemment déterminé qu'un consensus était hors de question. Cette attitude n'est pas conforme à l'accueil en grande partie favorable réservé au cours de la présente session de l'Assemblée générale aux divers appels lancés par le Président du Conseil économique et social pour que les décisions soient prises par consensus. La délégation britannique est fermement convaincue qu'il est temps que l'Assemblée et le Conseil renoncent aux affrontements stériles sur l'interprétation purement juridique des questions et coopèrent en vue d'une exploitation rationnelle des ressources naturelles du globe. L'adoption récente par la Commission d'un projet de résolution sur le fonds de roulement envisagé pour l'exploration des ressources naturelles a beaucoup plus de valeur à cet égard que des projets rétrogrades du genre de celui dont la Commission est saisie. De toute évidence, les ressources naturelles ne présentent guère d'avantages, voire pas du tout, pour les pays dans lesquels elles sont situées, si elles ne sont pas exploitées. Il convient de mettre au point une exploitation rationnelle assortie de mesures de conservation et prévoyant de justes avantages pour toutes les parties. Les pays en voie de développement ont besoin d'un financement d'origine extérieure qui doit produire des revenus équitables. Au paragraphe 50 de la Stratégie internationale du développement, ces pays se sont engagés à adopter les mesures voulues pour attirer, encourager et utiliser efficacement les capitaux privés étrangers, compte tenu des secteurs pour lesquels ces capitaux devraient être recherchés et de l'importance qu'il y a, pour les attirer, à leur offrir des conditions qui encouragent un investissement soutenu. Ces conditions sont particulièrement importantes, et pourtant le projet de résolution, loin de chercher à progresser dans ce sens, contient un certain nombre de mesures rétrogrades.

18. En ce qui concerne le détail du projet de résolution, la première difficulté de la délégation britannique vient du sixième alinéa du préambule. Au paragraphe 74 de la Stratégie, il est dit que le plein exercice par les pays en voie de développement de la souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles jouera un rôle important pour ce qui est d'atteindre les buts et objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Le libellé du sixième alinéa du préambule va beaucoup plus loin et la délégation britannique pense qu'il devrait être aligné sur le libellé de la Stratégie. La base de la dernière partie de cet alinéa est le faux raisonnement sous-jacent à bon nombre de discussions de caractère purement légaliste qui ont eu lieu sur ce sujet. Il ne fait aucun

³ E/5425 et Corr.1.

⁴ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 21*, p. 6.

doute que les Etats ont un droit souverain sur leurs ressources naturelles; il ne s'ensuit pas toutefois qu'ils doivent nationaliser l'exploitation et la commercialisation de ces ressources. D'ailleurs, la plupart des pays auteurs du projet de résolution ne l'ont pas fait et la délégation britannique se demande donc pourquoi ce paragraphe semble prôner la nationalisation.

19. La principale objection de la délégation britannique concerne le paragraphe 1 du dispositif, où est réaffirmée la partie pertinente de la résolution 3016 (XXVII) de l'Assemblée générale. Il ne suffit pas de réaffirmer une résolution antérieure pour renforcer, si peu que ce soit, le crédit dont jouit l'Assemblée, et du reste ce paragraphe va beaucoup plus loin que la position adoptée par la Conférence d'Alger en ce qui concerne le droit de la mer ou que celle qui figure dans la section de la Déclaration économique relative à la souveraineté permanente dans laquelle il n'est fait aucune mention des ressources marines. On ne saurait mieux illustrer le caractère essentiel de ce paragraphe qu'en rappelant que, dans la version originale du projet de résolution (A/C.2/L.1328), on avait, sans doute par inadvertance, réaffirmé les droits des Etats en ce qui concerne la souveraineté permanente sur les eaux sus-jacentes à l'intérieur des limites de leur juridiction nationale. La délégation britannique aurait pu accepter cette affirmation, mais la publication d'un rectificatif, suivi d'une version révisée indique tout à fait clairement que les auteurs tiennent à ce que l'Assemblée générale réaffirme les droits des Etats à la souveraineté permanente sur des ressources situées à l'extérieur des limites de leur juridiction nationale, ce qui est une contradiction flagrante dans les termes. Lorsqu'elles ont expliqué leur vote à la 1573ème séance sur le projet de résolution relatif aux pays sans littoral (A/C.2/L.1310/Rev.2), de nombreuses délégations ont précisé que ce texte ne devait pas préjuger les décisions que prendrait la Conférence sur le droit de la mer, et la délégation britannique est donc surprise de constater que certains de ceux qui avaient insisté sur ce point à ce moment-là font maintenant des efforts tout aussi énergiques pour qu'il en soit autrement. Cette délégation propose donc de revenir au libellé du document A/C.2/L.1328, de façon que la fin du paragraphe se lise comme suit : "de leur sous-sol et des eaux sus-jacentes, à l'intérieur des limites de leur juridiction nationale". Comme la délégation britannique attache une grande importance, par principe, à la question de savoir si un pays peut ou non affirmer sa souveraineté sur des ressources situées à l'extérieur des limites de sa juridiction nationale, le représentant du Royaume-Uni demande qu'il soit procédé à un vote par appel nominal sur cette proposition.

20. De plus, le paragraphe 2 laisse supposer que la souveraineté permanente ne peut être garantie que par la nationalisation. La délégation britannique ne peut accepter ce point de vue, car, si elle proclame que les pays en voie de développement ne doivent pas être exploités, au sens péjoratif du terme, elle considère qu'il n'est ni rationnel ni équitable de suggérer que l'Assemblée générale adopte une disposition appuyant tout ce que peuvent faire ces pays en matière d'exploitation des ressources naturelles. Ce paragraphe donne également à entendre que les ressources des territoires non autonomes sont exploitées au profit de populations autres que celles des territoires en ques-

tion. Il n'en est pas ainsi dans les derniers territoires coloniaux du Royaume-Uni.

21. La délégation britannique ne peut accepter l'amendement A/C.2/L.1334, car il n'est pas conforme au droit international en vigueur et laisse en outre supposer qu'il convient d'encourager les nationalisations. En dépit des assurances données par le représentant de l'Irak, la délégation britannique estime que cet amendement ne pourra que décourager les investissements dans les pays en voie de développement; ceux-ci ont parfaitement le droit de faire ce qu'ils veulent, mais ce genre de mesure n'est pas conforme à la Stratégie internationale du développement. C'est pourquoi il n'est pas logique d'incorporer dans le projet de résolution une formulation de caractère aussi radical.

22. Si la délégation britannique n'est pas en mesure d'appuyer le paragraphe 3, c'est simplement parce que les prétendus droits souverains mentionnés au paragraphe 1 auxquels il renvoie vont plus loin que le droit international en vigueur. En outre, elle regrette que l'auteur principal du projet de résolution ait jugé bon de s'exprimer en des termes aussi passionnés, qui semblent viser une situation particulière; le Gouvernement britannique déplore grandement le recours à la force et agit en tout temps conformément à cette position.

23. M. Hemans, plutôt que de répéter à l'égard des termes utilisés au paragraphe 4 les objections de sa délégation, voudrait simplement proposer que les mots "contrairement au droit international" soient insérés entre les mots "Etats" et "pour exercer" et que l'expression "eaux côtières" soit remplacée par l'expression "eaux territoriales". La raison de ces amendements est évidente; s'il est possible de prendre des mesures qui, bien que conformes au droit international, peuvent ne pas être interprétées de cette manière par certains pays, il n'est guère possible que des mesures soient contraires à la Charte si elles sont conformes au droit international. Le terme "côtières" est vague et ne signifie rien en droit international, contrairement au terme "territoriales". Le représentant du Royaume-Uni constate également que les mesures dont on dit qu'elles vont à l'encontre de la Déclaration contenue dans la résolution 2625 (XXV) sont citées différemment dans ladite déclaration; cependant, la délégation britannique s'abstiendra de proposer un amendement à ce sujet.

24. On peut faire une remarque du même ordre au sujet du paragraphe 5, étant donné que l'expression "et contre l'exercice de sa juridiction nationale" ne figure pas dans la Déclaration; mais là encore, la délégation britannique ne proposera pas formellement que ces mots soient supprimés.

25. Comme la délégation britannique a voté contre la résolution 1737 (LIV) du Conseil économique et social, elle ne peut pas appuyer le paragraphe 6 du projet de résolution. Elle espère que, si les auteurs du projet manifestent la volonté politique nécessaire, il sera possible de supprimer les parties du texte qui sont inacceptables, afin qu'il puisse être adopté par consensus.

26. M. BARODY (Arabie Saoudite) déclare que l'objet du projet de résolution à l'étude est de garantir de façon ordonnée, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, la protection des droits des Etats

Membres qui ne sont pas des puissances mondiales. Le droit international est difficile à interpréter en raison de l'existence de tant de systèmes différents; aussi l'invoque-t-on parfois pour embrouiller une question particulière ou affaiblir les droits des Etats. Il est difficile de savoir qui doit interpréter le droit international.

27. Le droit à l'autodétermination, qui est la pierre angulaire du projet de résolution, a été mentionné en termes généraux dans le Pacte de la Société des Nations, ainsi que dans la Charte des Nations Unies. Certains pays comme le Royaume-Uni ont nationalisé un certain nombre de leurs industries et on ne voit pas pourquoi ce qui est bon pour les uns ne le serait pas pour les autres. Le représentant de l'Arabie Saoudite est tout disposé à défendre la souveraineté du Royaume-Uni, et il espère que ce pays fera de même pour tous les Etats, en particulier pour ceux qui étaient jadis soumis à son joug colonial. Au paragraphe 1 de l'article premier du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale], il est dit qu'en vertu du droit à l'autodétermination tous les peuples déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel. Au paragraphe 2 de l'article premier du Pacte, il est dit que pour atteindre leurs fins, tous les peuples peuvent disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles et, également, qu'en aucun cas un peuple ne pourra être privé de ses propres moyens de subsistance.

28. Après avoir mentionné les incidents récemment survenus entre le Royaume-Uni et l'Islande, le représentant de l'Arabie Saoudite déclare qu'il faut défendre les droits d'un pays comme l'Islande, car tous les Etats Membres sans exception peuvent avoir un jour à affronter les difficultés que connaît aujourd'hui ce pays. Au paragraphe 3 de l'article premier du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, les Etats parties au Pacte sont priés de faciliter la réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de respecter ce droit. M. Baroody est convaincu que le peuple et le Gouvernement britanniques, dont la réputation de *fair play* est universelle, ne voudront en aucune façon enfreindre les droits souverains d'autres Etats ou priver un Etat quelconque de ses moyens de subsistance.

29. L'amendement proposé par l'Algérie, l'Irak et la République arabe syrienne (A/C.2/L.1334) est tout à fait acceptable. Il n'existe aucun motif valable de s'opposer à la nationalisation. Aux Etats-Unis, on rend les Etats arabes responsables de la crise de l'énergie. Si seuls la presse et les autres moyens d'information avaient formulé des accusations partiales, M. Baroody n'en aurait tenu aucun compte; mais il ne peut accepter que, dans leurs remarques, des parlementaires responsables utilisent des termes comme "extorsion" et "chantage". Il est grave de constater que des parlementaires sérieux tiennent des propos aussi peu sérieux. Au lieu de proférer des menaces, le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis ferait mieux de mesurer ses paroles et de s'exprimer de façon un peu plus courtoise.

30. On voit mal comment l'on peut soulever une objection quelconque à l'égard du paragraphe 1 du projet de résolution. Les grandes puissances mondiales ne permettent à personne de s'immiscer dans leurs affaires intérieures, économiques ou autres. Mais quand de

petits Etats essaient de se protéger et de défendre les droits qui garantissent leur survie, on les critique, on les injurie et on essaie d'éluder adroitement la question par la dialectique. Les grandes puissances doivent reconnaître que les autres pays ont le droit de vivre. Elles doivent respecter les petits pays comme l'Islande et rester courtoises lorsqu'elles parlent de l'embargo sur le pétrole, avec lequel, contrairement à ce que révèle l'arme atomique, on ne risque pas de verser le sang.

31. Les pays du Moyen-Orient ont 6 000 ans d'histoire attestée derrière eux. Les Etats-Unis au contraire sont encore un pays jeune et il ne faut pas qu'ils se laissent ensorceler par les progrès les plus superficiels de la technique. Ce n'est pas dans les progrès de ce genre que réside le bonheur, mais dans le fait de pouvoir compter sur soi-même.

32. Le représentant de l'Arabie Saoudite espère que tous les membres de la Commission appuieront sans réserve le projet de résolution ainsi que l'amendement y relatif.

33. M. SANDERS (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation a pris note du cours de savoir-vivre, de morale et d'histoire que vient de donner le représentant de l'Arabie Saoudite. Tout en reconnaissant à ce dernier le droit d'exprimer ses opinions, elle repousse ce qu'il a dit du Secrétaire d'Etat et rejette l'interprétation qu'il a donnée de ses observations.

34. En ce qui concerne le projet de résolution à l'examen, M. Sanders fait observer que les Etats-Unis ont toujours appuyé la notion de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles en conformité du droit international, telle qu'elle est énoncée dans la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale. Toutefois, l'élément d'équilibre présent dans cette dernière résolution ne se retrouve pas dans le projet de résolution, où les droits des pays détenteurs des ressources naturelles sont montés en épingle alors qu'on ne fait aucun cas des arrangements contractuels que d'autres pays peuvent avoir conclus avec eux.

35. M. PAGUAGA (Nicaragua) signale que sa délégation avait attiré l'attention sur le fait que les mots "ou peuples" qui, dans les autres versions du paragraphe 4 du dispositif, précèdent le membre de phrase "qui procèdent à la refonte de leur structure interne", n'apparaissent pas dans le texte espagnol du projet de résolution A/C.2/L.1328. Cette erreur n'a pas été rectifiée dans le texte du projet de résolution révisé dont la Commission est saisie.

36. La délégation nicaraguayenne se réserve le droit de revenir en temps opportun sur d'autres imperfections de traduction. Il ne s'agit pas toujours de points d'ordre purement technique. Pour citer un exemple, le mot "*know-how*" apparaît parfois dans la version espagnole des textes, alors qu'il existe, pour exprimer cette notion, un mot espagnol tout à fait satisfaisant. L'espagnol est une des langues de travail de l'Assemblée générale et il est tout aussi important que l'anglais et le français.

37. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) dit que l'erreur qui s'est glissée dans le paragraphe 4 de la version espagnole du projet de résolution est d'ordre purement technique; il a appelé l'attention de services du Secrétariat sur cette question et peut donner au

représentant du Nicaragua l'assurance que cette erreur sera rectifiée.

38. M. PAGUAGA (Nicaragua) accepte l'explication du Secrétaire de la Commission et le remercie de s'être occupé de cette question.

39. M. JOSEPH (Australie) dit que le Gouvernement australien est bien décidé à exercer un certain contrôle sur les vastes ressources naturelles du pays, qui dans une large mesure appartiennent à des intérêts étrangers. D'une manière générale, le Gouvernement australien est favorablement disposé à l'égard de la teneur du projet de résolution; M. Joseph indique que, malgré quelques réserves, il votera en sa faveur. Si la plupart des principes incorporés dans le projet de résolution ne prêtent à aucune critique, le langage utilisé aurait gagné par contre à être moins strident et moins passionné. Par ailleurs, la délégation australienne ne peut souscrire à l'interprétation du droit international qui apparaît dans l'amendement (A/C.2/L.1334). En effet, le droit qu'ont les pays de procéder à des nationalisations, droit qui a été proclamé dans diverses résolutions de l'Organisation des Nations Unies, s'accompagne du devoir de verser promptement une indemnisation effective et adéquate. Ainsi qu'il est stipulé dans la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale, dans tous les cas où les voies de recours nationales sont incapables de régler une controverse au sujet de l'indemnisation, le différend doit être soumis à un règlement judiciaire international.

40. M. BAROODY (Arabie Saoudite), exerçant son droit de réponse, estime que le savoir-vivre est un élément très important des relations entre Etats. Si, aux Etats-Unis d'Amérique, la presse était seule à dénigrer les Etats arabes, M. Baroody n'aurait pas pris la peine de soulever la question; mais il se fait que des membres du Congrès et des membres du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ont eux aussi lancé des accusations. M. Baroody défie le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis de préciser quelles sont les contre-mesures auxquelles il songe. La Central Intelligence Agency des Etats-Unis se livre à des activités subversives à l'étranger: sont-ce ces activités que vise le mot "contre-mesures"? Les Etats arabes opposeront une ferme résistance aux Etats-Unis, qui ne recevront pas une goutte de pétrole.

41. M. SANDERS (Etats-Unis d'Amérique), exerçant son droit de réponse, repousse les allusions du représentant de l'Arabie Saoudite à certains membres, politiques et départements du Gouvernement des Etats-Unis.

42. M. BAROODY (Arabie Saoudite) dit que le fait de les repousser ne change rien à la chose.

43. M. MORDEN (Canada) indique que sa délégation appuie volontiers le projet de résolution dans son ensemble. Toutefois, pour nombre des raisons évoquées par le représentant de l'Australie en ce qui concerne le développement des principes du droit international, la délégation canadienne considère le paragraphe 2 du dispositif comme inapproprié dans le contexte du projet de résolution. Tout en appuyant bon nombre des opinions qui trouvent leur expression dans ce paragraphe, le Gouvernement canadien estime qu'elles devraient figurer à l'endroit voulu dans une résolution appropriée. Les projets de résolution concernant la souveraineté permanente sur les ressources naturelles comptent

parmi les plus importants qui sont soumis à la Deuxième Commission et surtout pour ce qui a trait aux principes du droit international qui devront être élaborés en matière de souveraineté permanente. Le représentant du Canada demande un vote séparé sur le paragraphe 2 du dispositif.

44. La délégation canadienne est en mesure d'accepter la proposition du représentant du Royaume-Uni tendant à insérer les mots "contrairement au droit international" dans le paragraphe 4 du dispositif, mais elle ne peut appuyer les autres amendements britanniques.

45. M. VALDES (Bolivie) indique que sa délégation appuie l'amendement britannique au paragraphe 1 parce que ce paragraphe va à l'encontre des intérêts des pays sans littoral et que, de ce fait, il préjuge les travaux de la Conférence sur le droit de la mer. La délégation bolivienne appuie également la proposition britannique tendant à remplacer, au paragraphe 4 du dispositif, le mot "côtières" par le mot "territoriales".

46. M. SCHRAM (Islande), parlant au nom des auteurs du projet de résolution, indique que ceux-ci n'ont pu accepter la proposition du représentant de l'Afghanistan tendant à supprimer les mots "et celles des eaux sus-jacentes" au paragraphe 1 du dispositif, car, tout en étant très conscients des intérêts des pays sans littoral, ils estiment extrêmement important d'englober les ressources du milieu marin dans la notion de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles.

47. Les auteurs ne sont pas d'accord avec ceux qui estiment que le projet de résolution préjuge les conclusions de la Conférence sur le droit de la mer. Ils ont soigneusement évité toute mention, dans le texte, des limites des zones marines, question qui doit être examinée par la Conférence. Les auteurs s'opposent vivement à l'amendement britannique au paragraphe 1 du dispositif. Leur intention est en effet de réaffirmer une résolution que l'Assemblée générale a adoptée à sa vingt-septième session à une large majorité; toute modification apportée à ce paragraphe irait à l'encontre de cette intention. De plus, le projet de résolution porte sur la zone qui relève de la juridiction nationale et non pas sur celle qui est le patrimoine commun de l'humanité.

48. Les auteurs rejettent également la proposition du Royaume-Uni tendant à remplacer au paragraphe 4 le mot "côtières" par le mot "territoriales", étant donné que les ressources du milieu marin revêtent une importance considérable pour les Etats côtiers et que, dans de nombreux cas, ces ressources sont situées en dehors des eaux territoriales. Ils s'opposent également à ce que les mots "contrairement au droit international" soient insérés dans ce paragraphe, le droit international étant vague sur ce sujet. Les auteurs font instamment appel aux membres de la Commission pour qu'ils rejettent les amendements du Royaume-Uni et votent pour le projet de résolution, réaffirmant, ce faisant, les principes importants qui y sont énoncés.

49. M. HEMANS (Royaume-Uni) dit que le droit international, tel qu'il est énoncé par exemple dans la Convention de 1958 sur le plateau continental⁵, reconnaît certaines limites précises à la juridiction nationale sur le fond des mers et son sous-sol. Les eaux sus-jacentes sont celles qui sont situées au-dessus du

⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 499, 1964, p. 311.

plateau continental, lequel est défini d'après la profondeur. Le paragraphe 1 du dispositif réaffirme en termes précis la souveraineté permanente sur les ressources des eaux sus-jacentes qui sont définies comme se trouvant en-dehors des limites de la juridiction nationale. La Commission ne devrait pas aggraver l'erreur faite par l'Assemblée générale à sa vingt-septième session, d'autant plus que la Conférence sur le droit de la mer vient de commencer ses travaux. M. Hemans invite donc instamment la Commission à approuver ses amendements.

50. M. FASLA (Algérie) suppose que les auteurs du projet de résolution acceptent l'amendement A/C.2/L.1334, qui sera inséré comme nouveau paragraphe 3. S'il en est ainsi, les auteurs de l'amendement — Algérie, Irak, République arabe syrienne — souhaitent se porter auteurs du projet de résolution.

51. M. SCHRAM (Islande) déclare que les auteurs du projet de résolution acceptent en effet l'amendement.

52. Quant aux remarques du représentant du Royaume-Uni concernant le paragraphe 1 du projet de résolution, le représentant de l'Islande réaffirme que les auteurs ne demandent pas à la Commission de prendre une décision à l'égard des zones situées en dehors de la juridiction nationale et que la question des limites relève effectivement de la Conférence sur le droit de la mer.

53. En réponse à une question de M. HAMID (Soudan), le PRÉSIDENT déclare que, puisque l'amendement A/C.2/L.1334 a été accepté par les auteurs et inséré comme nouveau paragraphe 3 dans le projet de résolution A/C.2/L.1328/Rev.1, les paragraphes suivants du projet de résolution doivent être renumérotés comme il convient.

54. M. AL-KHUDHAIRY (Irak) propose que le paragraphe 4 du dispositif renuméroté se termine par les mots "aux paragraphes 1, 2 et 3".

55. M. JOSEPH (Australie) demande qu'il soit procédé, vu les remarques qu'il a faites préalablement, à un vote séparé sur le nouveau paragraphe 3. Etant donné que la délégation australienne a l'intention de s'abstenir lors du vote sur ce paragraphe, elle devra également s'abstenir sur le paragraphe 4 sous sa forme révisée par le représentant de l'Irak.

56. Le PRÉSIDENT invite la Commission à procéder au vote sur l'amendement oral du Royaume-Uni prévoyant l'insertion des mots "contrairement au droit international" entre les mots "Etats" et "pour exercer", au paragraphe 5 renuméroté.

Par 72 voix contre 36, avec 15 abstentions, l'amendement est rejeté.

57. Le PRÉSIDENT invite la Commission à procéder au vote sur l'amendement oral du Royaume-Uni visant à remplacer le mot "côtières", du paragraphe 5 renuméroté, par le mot "territoriales".

Par 72 voix contre 28, avec 20 abstentions, l'amendement est rejeté.

58. Le PRÉSIDENT invite la Commission à procéder au vote sur l'amendement oral du Royaume-Uni au paragraphe 1.

Sur la demande du représentant du Royaume-Uni, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Chili, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Tchécoslovaquie, République démocratique allemande, Allemagne (République fédérale d'), Grèce, Hongrie, Italie, Japon, Mongolie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Singapour, Afrique du Sud, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Afghanistan, Autriche, Belgique, Bolivie, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie.

Votent contre : Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Dahomey, Yémen démocratique, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Ethiopie, Finlande, Ghana, Guinée, Guyane, Honduras, Islande, Indonésie, Iran, Kenya, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mauritanie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, République arabe syrienne, Togo, République-Unie de Tanzanie, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Algérie, Argentine, Australie, Bahreïn, Brésil, Cameroun, Canada.

S'abstiennent : Danemark, France, Inde, Irak, Israël, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Koweït, Liban, Lesotho, Libéria, Malawi, Mali, Maroc, Népal, Nicaragua, Niger, Norvège, Oman, Pakistan, Paraguay, Roumanie, Rwanda, Espagne, Sri Lanka, Suède, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ouganda, Emirats arabes unis, Haute-Volta, Zambie, Barbade, Bhoutan, Birmanie, République centrafricaine, Tchad.

Par 53 voix contre 23, avec 39 abstentions, l'amendement est rejeté.

59. Le PRÉSIDENT invite la Commission à procéder au vote sur le nouveau paragraphe 3.

60. M. GALLARDO MORENO (Mexique) et M. KANDE (Sénégal) suggèrent des modifications de rédaction portant respectivement sur les textes espagnol et français.

61. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) déclare qu'il sera tenu compte de ces suggestions quand la version finale du texte sera préparée.

Sur la demande du représentant de l'Irak, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Mali, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Népal, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Sri Lanka, Soudan, République arabe syrienne, Togo, Tunisie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Algérie, Argentine, Bahreïn, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Yémen démocratique,

République Dominicaine, Equateur, Egypte, Ethiopie, République démocratique allemande, Guinée, Guyane, Hongrie, Islande, Iran, Irak, Côte d'Ivoire, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malawi.

Votent contre : Pays-Bas, Espagne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Belgique, France, Allemagne (République fédérale d'), Grèce, Israël, Italie, Japon.

S'abstiennent : Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Portugal, Rwanda, Singapour, Afrique du Sud, Suède, Thaïlande, Turquie, Australie, Autriche, Barbade, Canada, Danemark, Finlande, Ghana, Honduras, Inde, Indonésie, Jamaïque, Libéria, Malaisie.

Par 81 voix contre 11, avec 23 abstentions, le paragraphe 3 est adopté.

62. Le **PRESIDENT** invite la Commission à procéder au vote sur le paragraphe 2, pour lequel a été demandé un vote séparé.

Par 93 voix contre zéro, avec 16 abstentions, le paragraphe 2 est adopté.

63. Le **PRESIDENT** invite la Commission à procéder au vote sur l'ensemble du projet de résolution (A/C.2/L.1328/Rev.1), tel qu'il a été révisé.

Sur la demande du représentant de l'Islande, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par la Pologne, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Soudan, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie,

Zaïre, Zambie, Afghanistan, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bahreïn, Barbade, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Yémen démocratique, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Ethiopie, Finlande, République démocratique allemande, Ghana, Guinée, Guyane, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Lesotho, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malawi, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Népal, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines.

Votent contre : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

S'abstiennent : Portugal, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Danemark, France, Allemagne (République fédérale d'), Grèce, Israël, Italie, Japon, Pays-Bas, Norvège.

Par 99 voix contre une, avec 15 abstentions, l'ensemble du projet de résolution, tel qu'il a été révisé, est adopté.

Organisation des travaux de la Commission

64. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) demande que les nominations par groupes régionaux au Comité préparatoire pour la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains, conformément au paragraphe 5 du projet de résolution A/C.2/L.1312/Rev.1, soient communiquées au Secrétariat le lundi 10 décembre 1973 au plus tard.

La séance est levée à 18 h 25.

1578^e séance

Mercredi 5 décembre 1973, à 15 h 30.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1578

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (suite) [A/9003, A/C.2/285]

SOUVERAINETE PERMANENTE SUR LES RESSOURCES NATURELLES (*fin*)

1. M. QUARTIN SANTOS (Portugal) déclare que, tout en réaffirmant son adhésion au principe fondamental de la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles, la délégation du Portugal s'est abstenue avec regret lors du vote concernant le projet de résolution A/C.2/L.1328/Rev.1 car elle estime qu'on y a introduit des questions de caractère politique hautement controversées et qui ont suscité des

interprétations desquelles elle entend se dissocier complètement.

2. M. MITINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que la position de l'Union soviétique à l'égard de la souveraineté inaliénable des pays en voie de développement sur leurs ressources naturelles est bien connue. L'Union soviétique appuie activement les intérêts de ces pays et est opposée à toute tentative visant à faire pression directement ou indirectement sur les Etats qui, ayant acquis le droit d'assurer leur développement dans l'indépendance, ont entrepris d'édifier leur économie et de réaliser des transformations sociales et économiques hardies; elle défend les droits de ces pays sur les richesses naturelles qui leur appartiennent. En conformité de cette position de principe, la délégation soviétique a voté pour le

projet de résolution en le replaçant dans le contexte général des résolutions antérieures que l'Assemblée générale a adoptées sur cette question et qui sont énumérées dans le quatrième alinéa du préambule. En conséquence, elle considère qu'en vertu du droit international contemporain les droits souverains des Etats sur les ressources naturelles du fond des mers situées dans les limites de la juridiction nationale s'appliquent aux ressources du plateau continental et de son sous-sol, et elle interprète le membre de phrase "à l'intérieur des limites de leur juridiction nationale", qui figure dans le paragraphe 1 du dispositif, dans le sens qui ressort des termes de la Convention de 1958 sur le plateau continental¹. En outre, la délégation soviétique estime que les droits relatifs aux ressources naturelles situées dans les eaux côtières s'appliquent aux ressources des eaux territoriales, dont la largeur, selon le droit international, ne doit pas dépasser 12 milles marins. De l'avis de la délégation soviétique, la mention, au paragraphe 1, des ressources des eaux sus-jacentes, tend à préjuger une des questions qui devront être examinées par la Conférence sur le droit de la mer.

3. La délégation soviétique se félicite tout particulièrement du fait que l'amendement présenté dans le document A/C.2/L.1334 ait été inséré dans le projet de résolution. Elle interprète l'approbation de cet amendement par une majorité écrasante comme signifiant l'adoption et l'affirmation de l'un des principes les plus fondamentaux, à savoir celui qui voit dans les nationalisations une expression de la souveraineté inaliénable des Etats sur leurs ressources naturelles.

4. M. BREITENSTEIN (Finlande) précise que sa délégation a voté pour le projet de résolution parce qu'il affirme un principe économique fondamental qui présente un intérêt direct pour les travaux de la Commission, à savoir le droit de chaque pays à la souveraineté permanente sur ses ressources naturelles. Ce principe est nettement énoncé dans le paragraphe 1 du dispositif, pour lequel la délégation finlandaise a également voté. L'observation de ce principe est d'une importance capitale pour les petits pays, développés ou en voie de développement, comme l'Islande, dont l'économie est essentiellement tributaire de l'exploitation d'une ou de deux ressources naturelles. A plusieurs reprises déjà, la délégation finlandaise a émis l'avis que des avantages particuliers devraient être accordés à l'Islande du fait qu'elle dépend, pour subsister, des recettes de l'industrie de la pêche.

5. Le vote de la délégation finlandaise en faveur du paragraphe 1 du dispositif et de l'ensemble du projet de résolution ne saurait être interprété comme préjugant la position du Gouvernement finlandais à la Conférence sur le droit de la mer, où les règles et dispositions juridiques devant régir l'exercice de la souveraineté sur les ressources du milieu marin seront élaborées.

6. Le projet de résolution contenait plusieurs autres dispositions que la délégation finlandaise n'a pas été en mesure d'appuyer; elle estime qu'il était prématuré de les insérer dans le texte du fait que la Commission n'a pas examiné à fond le rapport qui avait été demandé au Secrétaire général.

7. Le vote affirmatif de la délégation finlandaise doit être interprété comme l'expression de son adhésion au principe fondamental de la souveraineté des Etats sur

leurs ressources naturelles, dans le cadre de la compétence qu'a la Commission pour ce qui est de traiter de cette question.

8. M. SHARMA (Singapour) rappelle que sa délégation avait voté contre le paragraphe 1 de la résolution 3016 (XXVII) de l'Assemblée générale étant donné qu'il contenait en ce qui concerne le fond des mers et les ressources du milieu marin des affirmations qui, juridiquement, prêtaient à controverse. Etant donné que le paragraphe 1 du projet de résolution contenait des affirmations analogues, la délégation de Singapour s'est prononcée en faveur de l'amendement proposé par la délégation du Royaume-Uni. Elle aurait voté contre le paragraphe lui-même s'il avait fait l'objet d'un vote séparé.

9. M. MUTUMBO (Zaïre) déclare que sa délégation, qui a voté pour le projet de résolution, associe sa voix à celle des autres délégations qui ont réaffirmé le droit des Etats à la souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles. La prise de position du Président de la République du Zaïre sur cette question, le 30 novembre 1973, a été sans équivoque. Le Zaïre a le souci de parvenir à exercer un contrôle réel et rigoureux sur son industrie et son commerce. Ce pays a mis sur pied un processus tendant à l'utilisation rationnelle de ses cadres afin de lutter contre l'exode des compétences.

10. Le Gouvernement zaïrois estime qu'il ne peut être question de "nationalisation" quand on admet le principe même de l'indemnisation totale dans des délais raisonnables.

11. Pour toutes ces raisons, la délégation zaïroise s'est portée coauteur du projet de résolution pour lequel elle a déposé un vote affirmatif et a donné son plein appui à l'amendement y relatif.

12. M. VERCELES (Philippines) déclare que, si sa délégation a appuyé le projet de résolution, c'est parce qu'elle adhère aux principes généraux de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. Elle a approuvé les dispositions du projet de résolution dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec la législation et les règlements des Philippines en matière d'exploration, de mise en valeur, d'utilisation et d'exploitation des ressources naturelles nationales. La position du Gouvernement philippin à l'égard des investissements étrangers privés est nettement définie et se fonde sur le principe d'un traitement juste et équitable pour toutes les parties intéressées. Aucune difficulté grave n'a surgi en la matière et le Gouvernement philippin continuera à se laisser guider par l'intérêt national.

13. M. AL-KHUDHAIRY (Irak) indique que sa délégation a voté contre l'amendement britannique au paragraphe 1 du dispositif parce qu'elle estimait qu'il ne fallait pas préjuger les conclusions de la Conférence sur le droit de la mer.

14. Elle a été réassurée par la déclaration du représentant de l'Islande selon laquelle, en adoptant le projet de résolution, la Commission ne préjugerait aucune question touchant les ressources naturelles situées en dehors des limites de la juridiction nationale.

15. M. HACHANI (Tunisie) explique que, si la délégation tunisienne a voté pour le projet de résolution, c'est parce qu'elle a toujours participé aux efforts visant à assurer le principe de la souveraineté

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 499, 1964, p. 311.

permanente des pays en voie de développement sur leurs ressources naturelles. Il est toutefois entendu que ce vote ne constitue en aucune façon une renonciation de la part de la Tunisie aux obligations bilatérales, multilatérales ou internationales auxquelles elle a librement souscrit, ou à celles auxquelles elle serait amenée à souscrire librement dans l'avenir.

16. C'est dans le même esprit que la délégation tunisienne a voté pour le nouveau paragraphe 3, relatif à l'application du principe de la nationalisation. Dans le cadre de sa souveraineté, la Tunisie préfère les solutions amiables aux affrontements.

17. M. EHRLICH-ADAM (Autriche) indique que l'abstention de sa délégation lors du vote sur le nouveau paragraphe 3 ne saurait en aucune manière être interprétée comme une objection aux nationalisations, qui, dans des circonstances données, représentent des mesures appropriées de politique économique. C'est un principe établi du droit international qu'un Etat peut procéder à une expropriation pour des raisons d'intérêt public, pourvu qu'il verse une indemnisation adéquate, laquelle doit être prompte, réelle et intégrale. Ledit paragraphe n'indique pas clairement si ce principe sera pleinement respecté.

18. La délégation autrichienne a voté pour l'ensemble du projet de résolution. Elle adhère sans réserve au principe de la souveraineté permanente de tous les Etats sur toutes leurs ressources naturelles situées dans les limites généralement reconnues de leur juridiction nationale. Elle réserve sa position sur les mots "et celles des eaux sus-jacentes" qui figurent au paragraphe 1 du dispositif, étant donné que cette formulation pourrait nuire aux délibérations de la Conférence sur le droit de la mer. En outre, elle estime que le paragraphe 7 du dispositif (ancien paragraphe 6) et le sixième alinéa du préambule doivent être interprétés à la lumière du paragraphe 48 du rapport du Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation (A/C.2/L.1329) présenté au titre du point 46 de l'ordre du jour, afin qu'il soit dûment tenu compte des intérêts et des producteurs et des consommateurs.

19. M. SKOGLUND (Suède) rappelle que sa délégation s'est prononcée à maintes reprises pour le droit de tous les pays d'exercer un contrôle intégral sur leurs ressources naturelles. La souveraineté sur les ressources naturelles — à laquelle les pays en voie de développement attachent une importance particulière — est inséparable de l'indépendance économique. Le rapport du Secrétaire général² fait ressortir à juste titre la relation qui existe entre, d'une part, la souveraineté permanente sur les ressources naturelles et, d'autre part, les investissements étrangers dans les pays en voie de développement. Les investissements étrangers ont à la fois des inconvénients et des avantages, que le pays d'accueil doit évaluer en fonction des conditions particulières à chaque cas. Il faut tenir compte des aspects politiques comme des aspects économiques de la question. La délégation suédoise aurait aimé appuyer un projet de résolution exposant ces principes de base. Bien que le projet de résolution A/C.2/L.1328/Rev.1 reflète ces idées dans une certaine mesure, il renferme également certains éléments qui ont obligé cette délégation à s'abstenir sur l'ensemble du texte.

20. La question soulevée au paragraphe 1 devrait être examinée par la Conférence sur le droit de la mer et les résolutions adoptées par d'autres organes ne devraient pas préjuger l'issue de cette conférence. En conséquence, la délégation suédoise s'est abstenue sur le paragraphe 1 et sur les amendements s'y rapportant.

21. En ce qui concerne le paragraphe 7 (ancien paragraphe 6) et le sixième alinéa du préambule, le Gouvernement suédois, tout en appuyant le principe selon lequel il convient de renforcer la coopération entre les pays en voie de développement pour garantir l'exercice de leur souveraineté sur leurs ressources naturelles, estime que cette coopération doit également tenir compte des intérêts légitimes d'autres pays.

22. Pour ce qui est du nouveau paragraphe 3, le Gouvernement suédois continue de penser, conformément à la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale, que, lorsque les voies de recours nationales ont été épuisées, les différends relatifs aux questions d'indemnisation doivent être soumis à des procédures de règlement judiciaire international. Ces procédures sont à la disposition des Etats qui sont parties à la clause facultative pertinente du Statut de la Cour internationale de Justice et de ceux qui sont parties à la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, du 18 mars 1965³.

23. M. ROUGÉ (France) déclare que sa délégation regrette de n'avoir pu apporter son soutien au projet de résolution bien que l'orientation générale du texte soit satisfaisante. Elle aurait pu approuver ce texte s'il s'en était tenu plus fidèlement à la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies [résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale]. La délégation française interprète le paragraphe 4 (ancien paragraphe 3) comme signifiant que les différends ne peuvent être réglés que par arbitrage, à l'exclusion du recours à la force et à la contrainte économique. La rédaction du paragraphe 5 (ancien paragraphe 4) ne correspond pas à la disposition pertinente de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales. La délégation française doute que les mesures visées au paragraphe 5, aussi répréhensibles soient-elles, puissent être considérées comme des violations de la Charte. La résolution ne peut interdire aux Etats dont les ressortissants subissent l'effet de mesures prises par un gouvernement dans l'exercice de sa souveraineté sur ses ressources naturelles de leur accorder la protection diplomatique ou de mettre en jeu les procédures légales que le gouvernement de l'autre Etat a acceptées. C'est pour ces raisons que la délégation française a voté contre l'incorporation du nouveau paragraphe 3.

24. La délégation française s'est abstenue sur le paragraphe 1 car elle ne veut pas préjuger les conclusions de la Conférence sur le droit de la mer. D'autre part, c'est par suite d'une erreur qu'elle s'est abstenue sur l'amendement du Royaume-Uni concernant ce même paragraphe 1; elle avait l'intention de voter en sa faveur.

25. Le moment est venu de ne plus se borner à réitérer le principe bien connu de la souveraineté permanente

² E/5425 et Corr.1 et E/5425/Add.1.

³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 575, 1966, p. 159.

des Etats sur les ressources naturelles et d'élaborer des modalités viables et équitables de collaboration entre les Etats détenteurs de ressources naturelles et ceux qui possèdent les moyens nécessaires pour exploiter ces ressources dans l'intérêt de tous les Etats concernés et de la communauté internationale tout entière.

26. M. JAIN (Inde) précise que sa délégation a voté pour le projet de résolution. Elle s'est abstenue sur le paragraphe 1 car elle estime que la Commission ne doit pas préjuger la question dont elle est saisie, qui relève proprement de la compétence de la Conférence sur le droit de la mer.

27. M. CAVAGLIERI (Italie) déclare que sa délégation continue d'appuyer le principe de la souveraineté de tous les pays sur leurs ressources naturelles, principe qui doit être affirmé dans la législation interne et dans les traités internationaux. Toutefois, elle ne peut accepter l'introduction d'autres principes destinés à modifier des situations existantes qui influent directement sur les relations internationales. Par exemple, elle ne saurait accepter l'introduction de nouvelles notions concernant le droit des Etats sur les mers adjacentes à leur territoire, dans le contexte de la souveraineté sur les ressources naturelles, alors que l'étendue de la souveraineté et des droits des Etats dans ce domaine reste encore à préciser sur le plan international. M. Cavaglieri pense notamment à l'emploi des termes "eaux sus-jacentes" au paragraphe 1, et "eaux côtières" au paragraphe 5 (ancien paragraphe 4). A propos du nouveau paragraphe 3 et du paragraphe 5, la délégation italienne ne pense pas que, dans des domaines où des règles de droit international sont déjà en vigueur, des mesures puissent être prises sur le plan national sans que l'on se réfère aux dites règles. Ces raisons expliquent le vote de la délégation italienne sur plusieurs paragraphes du projet de résolution et sur le texte dans son ensemble. Cette délégation regrette que certains éléments l'aient empêchée d'approuver un texte où est réaffirmé un principe qu'elle a toujours défendu.

28. M. SCHWARTZ (Espagne) précise que sa délégation s'est abstenue sur le projet de résolution. L'absence de toute référence au droit international dans différents paragraphes, en particulier le paragraphe 1, est extrêmement surprenante. La délégation espagnole s'est opposée à maintes reprises à l'incorporation dans les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social de références à la juridiction des Etats côtiers sur les eaux environnantes, en particulier "les eaux sus-jacentes". Elle maintient cette position étant donné que la question fera l'objet de négociations à la Conférence sur le droit de la mer. La délégation espagnole s'est donc abstenue sur les amendements du Royaume-Uni.

29. La délégation espagnole a voté contre l'incorporation du nouveau paragraphe 3, le Gouvernement espagnol ayant toujours respecté ses obligations en ce qui concerne les investissements étrangers en Espagne, comme l'indique son vote affirmatif concernant le paragraphe 4 de la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale. Le paragraphe 3 du projet de résolution modifie le système établi en vertu du droit international en ce qui concerne les investissements étrangers. Bien que l'Espagne approuve entièrement le droit des Etats de nationaliser leurs ressources naturelles dans l'intérêt public, ce principe ne

peut être appliqué en contravention des règles fermement établies par la communauté internationale.

30. M. HAQ (Pakistan) déclare que sa délégation a voté pour le projet de résolution. Elle s'est abstenue sur l'amendement du Royaume-Uni au paragraphe 1. Bien qu'elle souscrive entièrement aux sentiments qui ont inspiré ce paragraphe, elle ne peut accepter l'interprétation selon laquelle les eaux sus-jacentes en question sont celles qui sont situées en dehors de la juridiction nationale. Une telle interprétation peut aller à l'encontre des intérêts des pays en voie de développement. Selon l'interprétation de la délégation pakistanaise, l'adoption du paragraphe 1 ne préjuge en rien les conclusions de la Conférence sur le droit de la mer.

31. M. MÜEZZINOĞLU (Turquie) déclare que sa délégation a voté pour le projet de résolution dans son ensemble car il renferme certains principes — en particulier celui du droit inaliénable de chaque Etat au plein exercice de la souveraineté nationale sur ses ressources naturelles et celui selon lequel chaque pays a le droit d'adopter le système économique et social qui convient le mieux à son développement — qui sont à la base des politiques et les relations internationales de la Turquie depuis l'établissement de la République. La Turquie a été l'un des premiers pays en voie de développement à défendre ces principes.

32. Toutefois, la délégation turque fait certaines réserves en ce qui concerne le paragraphe 1, qui contient des notions qui seront précisées par la Conférence sur le droit de la mer. Le projet de résolution ne doit préjuger en rien le résultat des travaux de cette conférence.

33. La délégation turque fait également des réserves sur le nouveau paragraphe 3. Elle aurait voté pour ce paragraphe sans hésitation s'il avait été précisé que le droit international était applicable lorsque les voies de recours nationales étaient épuisées. La Turquie a affirmé à maintes reprises la validité de la juridiction nationale dans l'exercice de la souveraineté sur les ressources naturelles visant à assurer le développement du pays et le bien-être de sa population, y compris pour ce qui est des nationalisations, de la détermination du montant des dédommagements et du mode de paiement. Toutefois, il faut dans ces cas-là envisager tous les moyens possibles de parvenir à un règlement pacifique comme cela est prévu par la Charte et confirmé par la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales, y compris le recours aux règles de droit international généralement reconnues, notamment celles qui sont devenues parties intégrantes de la législation nationale.

34. La délégation turque avait espéré que le projet de résolution serait adopté par consensus.

35. M. YONG (Malaisie) déclare que, bien que sa délégation approuve les principes généraux du projet de résolution, et en particulier le principe relatif à la nationalisation, elle s'est abstenue lors du vote sur le nouveau paragraphe 3. La Malaisie, qui a accepté de se soumettre à des obligations internationales telles que celles de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, et qui a signé un certain nombre d'accords visant à garantir les investissements et à éviter la double imposition, défend l'inviolabilité des

accords multilatéraux et bilatéraux conclus librement par les parties sur un pied d'égalité.

36. M. OGISO (Japon) déclare que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution. Le paragraphe 1 s'écarte de la notion de souveraineté permanente qui ressortait au départ de la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale et que la délégation japonaise avait approuvée dans ce contexte. Cette délégation ne peut accepter que, comme on le laisse entendre dans ce paragraphe, la juridiction nationale s'étende aux eaux sus-jacentes, interprétation qui préjuge les résultats de la Conférence sur le droit de la mer.

37. La délégation japonaise a voté pour le paragraphe 2, étant entendu que les efforts accomplis par les pays en voie de développement pour reprendre le contrôle de leurs ressources naturelles n'iront pas à l'encontre du droit international. Si elle a voté contre le nouveau paragraphe 3, c'est parce que les termes employés ne permettent pas de penser que les conflits entraînés par les nationalisations seraient réglés conformément au droit international. En ce qui concerne le paragraphe 5 (ancien paragraphe 4) le Gouvernement japonais estime que la juridiction exercée par un Etat sur les eaux côtières ne doit pas dépasser les limites qui seront reconnues par le droit international. En ce qui concerne le paragraphe 7 (ancien paragraphe 6), il faut que la coopération entre les pays en voie de développement pour ce qui est de l'élaboration de politiques des prix soit équitable à la fois pour les pays exportateurs et pour les pays importateurs.

38. M. HEWITT (Jamaïque) déclare que sa délégation appuie entièrement le principe de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, comme elle l'a indiqué par son vote sur le projet de résolution. Si elle s'est abstenue sur le nouveau paragraphe 3, c'est parce que, bien qu'il faille reconnaître l'importance du principe qui y est énoncé, le texte du paragraphe n'est pas entièrement compatible avec la Constitution jamaïcaine, dans laquelle est reconnu le caractère fondamental du droit à l'indemnisation en vertu des procédures constitutionnelles du pays.

39. M. STIEPEL (République fédérale d'Allemagne) souligne que son gouvernement reconnaît le droit inaliénable des Etats à la souveraineté permanente sur toutes leurs ressources naturelles et est disposé à aider les pays en voie de développement dans les domaines de la recherche et de la prospection. Toutefois, la condition préalable à des relations internationales harmonieuses est que la législation nationale soit conforme au droit international. Cette conformité est également essentielle pour l'établissement de relations économiques saines et stables entre les nations, fondées sur la confiance mutuelle. La délégation de la République fédérale d'Allemagne a voté contre le nouveau paragraphe 3, car il met en cause les rapports fondamentaux entre la législation nationale et le droit international, question qui doit être traitée par les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies et dont les décisions prises à la Deuxième Commission ne doivent pas préjuger.

40. Bien que la délégation de la République fédérale reconnaisse le principe du droit inaliénable des Etats à la souveraineté permanente sur les ressources naturel-

les situées au fond des mers, dans leur sous-sol et dans les eaux sus-jacentes, cela ne signifie pas qu'elle approuve les façons diverses et en partie arbitraires dont les Etats définissent les limites de leurs eaux territoriales. Il conviendra, à la Conférence sur le droit de la mer, d'élaborer des dispositions qui aient un caractère obligatoire au niveau international. C'est pourquoi la délégation de la République fédérale a voté pour l'amendement présenté par la délégation britannique au sujet du paragraphe 1 et s'est abstenue sur l'ensemble du projet de résolution.

41. M. HAÏDAR (Liban) signale que sa délégation a voté pour l'ensemble du projet de résolution car elle a toujours appuyé le principe de la souveraineté permanente des Etats sur toutes leurs ressources naturelles. Le Liban continuera toutefois à respecter les obligations qu'il a contractées en vertu d'accords bilatéraux et multilatéraux.

42. M. VALDÉS (Bolivie) déclare que, bien que sa délégation ait voté pour l'amendement proposé par la délégation britannique au sujet du paragraphe 1 et pour la proposition faite par cette délégation tendant à remplacer le mot "côtières", au paragraphe 5 (ancien paragraphe 4) par le mot "territoriales", elle a voté pour l'ensemble du projet de résolution parce qu'elle partage les inquiétudes des pays en voie de développement en ce qui concerne la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. Toutefois, le paragraphe 1 ne doit pas préjuger les résultats de la Conférence sur le droit de la mer. En outre, la Bolivie respectera tous ses engagements pour ce qui est de ses rapports avec les investisseurs en ce qui concerne l'exploitation de ses ressources naturelles.

43. M. SINARINZI (Burundi) déclare que, si sa délégation avait été présente lors du vote, elle aurait voté pour le projet de résolution.

44. M. GATES (Nouvelle-Zélande) précise que sa délégation a voté pour le projet de résolution afin de montrer qu'elle appuie le principe du droit inaliénable des Etats à la souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles. Elle aurait cependant préféré un texte qui puisse être adopté par consensus.

45. Le projet de résolution aurait sans doute bénéficié d'un appui plus large, sans rien perdre de son efficacité, s'il avait été rédigé en termes moins excessifs. La délégation néo-zélandaise accepte le paragraphe 1, compte tenu de l'explication fournie par le représentant de l'Islande, selon laquelle ce paragraphe ne préjuge aucunement les travaux de la Conférence sur le droit de la mer. La délégation néo-zélandaise ne peut accepter les termes employés dans le nouveau paragraphe 3, qu'elle interprète selon son propre point de vue, à savoir que, en cas de nationalisation, il convient de verser sans retard des indemnités suffisantes et efficaces et qu'il s'agit là d'une question relevant de la responsabilité des Etats qui, si besoin est, peut être réglée devant les tribunaux internationaux. Il est fâcheux que la proposition de la délégation britannique tendant à insérer l'expression "contrairement au droit international" au paragraphe 5 (ancien paragraphe 4) n'ait pas été acceptée, car elle aurait amélioré ce paragraphe et contribué à confirmer le rôle du droit dans les relations entre Etats.

46. M. KRYGER (Danemark), se référant au paragraphe 1 du projet de résolution, déclare qu'il ne

doit préjuger en aucune façon les travaux qu'effectuera la Conférence sur le droit de la mer à propos de l'étendue de la juridiction nationale sur les ressources naturelles du milieu marin. La délégation danoise a approuvé la résolution 1737 (LIV) du Conseil économique et social, car elle reconnaît le droit des Etats d'exploiter les ressources naturelles situées dans les limites de leur juridiction nationale, telles que celles-ci sont définies par le droit international. Le projet de résolution va plus loin que cette résolution du Conseil et certaines parties du texte sont trop vagues. C'est pourquoi la délégation danoise s'est abstenue sur l'ensemble du projet de résolution et lors de plusieurs des votes séparés auxquels il a été procédé.

47. M. MOSIDINYANÉ (Botswana) signale que, si sa délégation avait été présente lors du vote, elle aurait appuyé le projet de résolution. Toutefois, elle aurait réservé sa position au sujet du paragraphe 1, pour les raisons invoquées par d'autres orateurs. Elle appuie le principe énoncé dans le nouveau paragraphe 3.

48. M. DELIVANIS (Grèce) déclare que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution et a voté pour la proposition de la délégation britannique tendant à insérer l'expression "contrairement au droit international", au paragraphe 5 (ancien paragraphe 4) parce que le projet de résolution ne fait pas intervenir les principes du droit international concernant le règlement des différends internationaux. Elle a voté contre le nouveau paragraphe 3 car elle craint qu'en l'acceptant on ne compromette la mise en œuvre des dispositions de la Stratégie internationale du développement qui visent à favoriser les investissements étrangers. Les bailleurs de fonds étrangers, tout comme la Grèce, ont retiré de grands avantages des investissements effectués dans ce pays.

49. M. OUDOVENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) indique que sa délégation a voté pour l'ensemble du projet de résolution. Le Gouvernement ukrainien reconnaît entièrement le droit de tous les pays et de tous les peuples à disposer librement de leurs richesses naturelles. C'est pourquoi, à des sessions antérieures de l'Assemblée générale, la délégation ukrainienne a fréquemment été l'auteur de résolutions relatives à la souveraineté nationale sur les ressources naturelles, et c'est pourquoi elle appuie dans l'ensemble le projet de résolution A/C.2/L.1328/Rev.1. Elle interprète cependant l'expression "à l'intérieur des limites de leur juridiction nationale" conformément aux dispositions de la Convention de 1958 sur le plateau continental. La délégation ukrainienne interprète le projet de résolution comme ne devant pas préjuger les décisions que prendra la Conférence sur le droit de la mer.

50. La délégation ukrainienne est très inquiète de constater que parmi les auteurs du projet de résolution figure le Chili, dont le peuple est actuellement soumis à un régime de terreur et d'arbitraire. La junte au pouvoir dans ce pays refuse d'aider le peuple chilien dans les efforts qu'il déploie pour exercer sa souveraineté sur ses ressources naturelles, ressources qui, en pratique, passent peu à peu sous le contrôle des capitaux étrangers. Les événements survenus au Chili constituent un grave avertissement et montrent que l'impérialisme et la réaction intérieure demeurent les ennemis de la liberté et de l'indépendance économique dans les pays en voie de développement et nuisent au progrès social et économique de ces pays.

SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE CONSACREE AU DEVELOPPEMENT ET A LA COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE (suite*)
[A/C.2/L.1322/Rev.1, A/C.2/L.1336 et Corr.1]

51. Le PRESIDENT dit que le texte révisé du projet de résolution relatif à une session extraordinaire de l'Assemblée générale est publié sous la cote A/C.2/L.1322/Rev.1. Un état des incidences administratives et financières du projet de résolution, présenté par le Secrétaire général, figure dans le document A/C.2/L.1336 et Corr.1. La Sierra Leone et la Turquie se sont portées auteurs du projet de résolution.

52. M. ARVESEN (Norvège) dit que, en tant que représentant d'un pays développé, il se trouve dans le cas exceptionnel d'avoir à présenter le texte révisé d'un projet de résolution initialement déposé au nom d'un nombre représentatif de pays en voie de développement. Outre les auteurs énumérés dans le document et ceux que vient de citer le Président, les pays en voie de développement qui sont également devenus auteurs sont le Cameroun, El Salvador, Haïti, le Honduras, la Jamaïque, le Lesotho, Malte, La République-Unie de Tanzanie, Singapour et la Zambie. Parmi les pays développés, l'Allemagne (République fédérale d'), la Belgique, la Finlande, l'Irlande, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se sont également joints aux auteurs.

53. La version révisée du texte est l'aboutissement de consultations officieuses et n'appelle aucun commentaire. M. Arvesen a l'impression que ce texte fait l'objet d'un accord relativement large et il espère qu'il sera possible de prendre immédiatement une décision par consensus.

54. M. BENNANI (Maroc) remercie le représentant de la Norvège de l'objectivité et de la compréhension remarquables dont il a fait preuve en dirigeant les efforts déployés pour aboutir à un consensus sur la question importante dont traite le projet de résolution. Grâce à ces négociations, on a pu aussi se mettre d'accord sur la date de la session extraordinaire et sur les préparatifs. La délégation marocaine espère que le projet de résolution pourra être adopté par consensus.

55. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) fait remarquer que l'état présenté par le Secrétaire général (A/C.2/L.1336 et Corr.1) mentionne, à propos des préparatifs de la session extraordinaire, des consultants de premier plan et un groupe d'experts de premier plan. Il semblerait qu'une partie des travaux préparatoires qui seront ainsi effectués risque de faire double emploi avec les travaux que le Secrétariat a certainement déjà entrepris à la suite de la résolution 1768 (LIV) du Conseil économique et social, dans laquelle celui-ci a demandé au Secrétaire général de lui présenter, lors de sa cinquante-septième session, un rapport descriptif et analytique sur les relations qui ont existé et qui existent actuellement entre l'Organisation et les institutions spécialisées, en particulier dans le domaine des activités opérationnelles, ainsi que sur les aspects des relations entre l'ONU et l'AIEA qui relèvent de la compétence du Conseil, telle que celle-ci est définie dans la Charte. Ce rapport sera extrêmement utile du point de vue de la réalisation de l'objectif, cité au

* Reprise des débats de la 1571ème séance.

paragraphe 5 du document A/C.2/L.1336 et qui est de faire du système des Nations Unies un instrument plus efficace de la coopération économique mondiale, et la délégation du Royaume-Uni pense que l'harmonisation des activités pertinentes, qui est manifestement nécessaire, permettra de réduire quelque peu les estimations figurant dans l'état des incidences administratives et financières.

56. M. DE SEYNES (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales) dit que le Secrétariat tiendra compte des résultats de l'étude demandée dans la résolution 1768 (LIV) du Conseil économique et social lorsqu'ils sont en rapport avec l'établissement du rapport demandé aux termes du projet de résolution A/C.2/L.1322/Rev.1; toutefois, ce dernier aura une portée beaucoup plus vaste. La session extraordinaire de l'Assemblée générale sera un événement important dans l'histoire des Nations Unies, et, cela étant, les incidences financières en sont relativement modestes. Dans leur apport à l'étude envisagée, les organes économiques du système des Nations Unies devraient pouvoir se servir des ressources existantes; en outre, les chiffres cités dans l'état des incidences administratives et financières ne correspondent pas nécessairement de façon parfaite aux différentes phases des travaux à entreprendre, étant donné qu'il faut prévoir une certaine souplesse pour adapter les travaux, à mesure qu'ils progresseront, à l'évolution des besoins. Les préparatifs d'un événement aussi important que la session extraordinaire exigeront la mobilisation des talents dont dispose le système des Nations Unies, et il faudra prendre contact avec les personnalités qui ont récemment étudié les problèmes des Nations Unies. Toutefois, les dépenses projetées sont bien inférieures aux dépenses qu'ont entraînées la préparation de l'*Etude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement*⁴ ou le rapport Pearson⁵. Il ne semble donc pas possible de ramener le montant estimatif des dépenses en dessous du niveau indiqué dans le document A/C.2/L.1336.

57. Le PRESIDENT annonce que le Pakistan s'est joint aux auteurs du projet de résolution.

58. M. VERCELES (Philippines) dit que le paragraphe 4 du document A/C.2/L.1336 signale que les frais de voyage en première classe par avion d'un représentant de chacun des Etats Membres participant à la session extraordinaire s'élèvent à 220 000 dollars. Il est possible que cette somme ne soit pas utilisée intégralement si ce représentant est l'un des cinq représentants habilités à assister à la session ordinaire qui suivra immédiatement la session extraordinaire, et M. Verceles est d'avis que la Commission devrait décider si le représentant à la session extraordinaire vient en plus ou fait partie de la délégation qui assiste à la session ordinaire. Des problèmes se poseront si certains gouvernements incluent ce représentant dans leur délégation ordinaire et d'autres non.

59. M. ARVESEN (Norvège) dit que, étant donné que la session extraordinaire proposée doit avoir lieu dans deux ans à peu près et qu'entre-temps le Conseil économique et social étudiera la question des préparatifs, l'Assemblée générale pourra se prononcer

opportunément à sa vingt-neuvième session sur le point dont vient de parler le représentant des Philippines. Il ne pense pas, pour sa part, qu'il faille différer pour cela l'adoption du projet de résolution.

60. M. VERCELES (Philippines) dit que s'il n'est pas possible de prendre une décision au stade actuel, le paragraphe 4 du document A/C.2/L.1336 semble inutile. Comme la Commission en est saisie, elle doit trancher.

61. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) dit que, pour prendre la décision demandée par le représentant des Philippines, il faudrait modifier les résolutions 1798 (XVII) et 2245 (XXI) de l'Assemblée générale relatives aux sommes payées aux représentants qui assistent aux sessions extraordinaires ou ordinaires de l'Assemblée générale.

62. M. DIALLO (Haute-Volta) dit que, en tant qu'auteur du projet de résolution, sa délégation souhaite que la session extraordinaire soit une véritable réussite, et non un simple prélude de deux ou trois jours à la session ordinaire. Quelle que soit l'époque à laquelle elle aura lieu, il convient de la préparer avec toute la minutie voulue, et il ne faut pas chercher à réduire le coût des préparatifs qu'on trouve dans l'état des incidences administratives et financières. Le Secrétaire général doit avoir à sa disposition les ressources nécessaires pour que la session extraordinaire puisse s'acquitter du mandat important qui lui est confié aux termes du paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution, et il ne doit pas avoir les mains liées par des restrictions budgétaires.

63. La question soulevée par le représentant des Philippines mérite d'être examinée. Si pour le moment la Commission n'est pas prête à adopter le projet de résolution, il faudrait tout au moins discuter ce point d'une manière approfondie pour que l'Assemblée générale puisse prendre sa décision en toute connaissance de cause.

64. M. HAQ (Pakistan) demande au représentant des Philippines de ne pas insister pour qu'une décision soit prise au stade actuel sur la question qu'il a soulevée. La première partie du paragraphe 4 du document A/C.2/L.1336 indique simplement le montant qu'atteindraient les dépenses si tous les gouvernements demandaient le remboursement des frais d'envoi d'un représentant à la session extraordinaire. Le reste du paragraphe indique que le montant total pourrait être moins élevé, mais il n'est pas possible à ce stade de dire de combien exactement se réduira la somme de 220 000 dollars.

65. Le PRESIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que la Commission désire adopter le projet de résolution sans le mettre aux voix.

Le projet de résolution A/C.2/L.1322/Rev.1 est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

66. M. BENNANI (Maroc) dit que l'adoption du projet de résolution, dont on ne saurait trop souligner l'importance, est un acte historique qui montre que la communauté internationale a pris nettement conscience de l'importance de la coopération économique internationale pour le développement. Au nom des auteurs, M. Bennani tient à présenter des observations sur certains des paragraphes.

⁴ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.I.10.

⁵ *Vers une action commune pour le développement du tiers monde : rapport de la Commission d'étude du développement international*, Paris, Denoël, 1969.

67. A propos du paragraphe 1 du dispositif, il dit que la date suggérée par le Conseil économique et social pour la réunion d'une session extraordinaire ne correspond pas à celle pour laquelle de nombreux chefs d'Etat des pays non alignés avaient exprimé une préférence. Toutefois, cette suggestion a été retenue, car il est d'une importance vitale que la session extraordinaire soit une réussite et non simplement l'occasion de présenter des doléances. La date de la session prise comme base du paragraphe 4 de l'état des incidences administratives et financières présenté par le Secrétaire général (A/C.2/L.1336 et Corr.1) ne doit pas préjuger la décision qui sera prise en définitive par le Conseil économique et social, compte dûment tenu de la situation économique mondiale à court terme et autres considérations pertinentes.

68. L'expression "à un haut niveau politique" qui figure au paragraphe 1 doit être comprise comme impliquant la présence et la participation des ministres des affaires étrangères, ce qui permettra de prendre des décisions politiques et économiques. Les mots "organes spécialisés des Nations Unies", au paragraphe 2, doivent être interprétés dans le sens le plus étroit possible. Le comité préparatoire dont il est question au paragraphe 3 sera constitué par le Conseil économique et social mais pourra comprendre des pays qui ne sont pas membres du Conseil.

69. M. ROUGE (France) dit que, après l'adoption du projet de résolution A/C.2/L.1322/Rev.1, il tient à rendre hommage aux conciliateurs qui ont réussi à produire un texte qui tient compte des vues de toutes les délégations, y compris la sienne. Il lui semble que celle-ci a peut-être contribué tout autant que les auteurs à la rédaction du texte, et c'est avec grand plaisir qu'il a souscrit au consensus.

ASSISTANCE A LA ZAMBIE (A/C.2/L.1330/Rev.1)

70. M. NDUNG'U (Kenya) attire l'attention, au nom de ses auteurs, sur les changements qui ont été introduits dans la version révisée du projet de résolution sur l'assistance à la Zambie (A/C.2/L.1330/Rev.1). Il annonce que l'Algérie, l'Argentine, la Bolivie, le Burundi, le Congo, l'Ethiopie, la Finlande, le Ghana, l'Iran, la Jamaïque, le Lesotho, Madagascar, la Malaisie, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, les Philippines, le Soudan, la Suède et la Yougoslavie se sont ajoutés aux auteurs du projet révisé, qui étaient l'Afghanistan, l'Autriche, l'Egypte, la Guyane, la Haute-Volta, le Kenya, le Pérou, la République arabe libyenne, la République-Unie de Tanzanie, la Roumanie et le Zaïre.

71. Le représentant du Kenya déclare, en présentant le projet de résolution, que les différences entre le projet original et le projet révisé sont minimes. Le mot "économique" a été retiré du titre, qui se lit donc "Assistance à la Zambie". Le premier alinéa du préambule est explicite; le deuxième alinéa est très important, car la résolution 1798 (LV) du Conseil économique et social, en particulier les cinquième, sixième et neuvième alinéas du préambule, contient des éléments d'une importance essentielle.

72. En ce qui concerne le troisième alinéa du préambule, les auteurs estiment que, avec l'aide d'autres forces soucieuses de progrès, la Zambie palierait les inconvénients résultant de la fermeture de sa frontière avec la Rhodésie du Sud sous le régime illégal

de Ian Smith. La victoire de la Zambie représenterait un triomphe international sur les forces de la rébellion, de l'oppression, du racisme, de l'*apartheid* et du colonialisme, ainsi qu'une victoire pour la dignité humaine; elle contribuerait de façon positive à la réalisation des objectifs de l'organisation internationale et de l'humanité soucieuse de progrès en général. Selon les auteurs du projet de résolution, le monde ne peut qu'être scandalisé par la persistance du colonialisme, de l'oppression et du racisme en Afrique, et la communauté internationale est en mesure de remédier à cette situation. Il est déplorable qu'une poignée de régimes racistes minoritaires ait licence de bafouer les décisions de l'ONU et de violer impunément l'indépendance politique et l'intégrité territoriale d'Etats africains indépendants. Le Secrétaire général a résumé le problème dans la déclaration qu'il a faite le 15 novembre 1973 à la première réunion du Groupe consultatif des Nations Unies sur l'assistance à la Zambie qui s'est tenue à New York.

73. En ce qui concerne le paragraphe 1 du projet de résolution, le représentant du Kenya indique que les auteurs remercient les pays qui ont répondu généreusement à l'appel en faveur d'une assistance à la Zambie. Le paragraphe 2 demande à la communauté internationale d'augmenter ses contributions, car la Zambie a encore besoin d'une assistance en sus de celle qui lui a déjà été si généreusement accordée. A ce propos, le représentant du Kenya cite une partie de la déclaration faite par le représentant permanent de la Zambie à la même réunion.

74. En ce qui concerne le paragraphe 3, le représentant du Kenya déclare que le Secrétaire général a rendu compte des progrès déjà réalisés dans sa déclaration à la réunion.

75. Le projet de résolution est sans équivoque; il fait état de l'assistance qui a déjà été fournie et demande l'assistance supplémentaire qu'il est urgent d'apporter à la Zambie.

76. Le PRESIDENT déclare que, en l'absence d'objection, il considérera que la Commission souhaite adopter le projet de résolution sans le mettre aux voix.

Le projet de résolution A/C.2/L.1330/Rev.1 est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

77. M. MITINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare, dans son explication de vote, que sa délégation a voté pour le projet de résolution vu que la politique de l'Union soviétique a toujours consisté à appuyer activement les mouvements de libération nationale dans leur lutte contre le colonialisme et le racisme. Le projet de résolution vise à aider les forces qui luttent contre l'agression politique, le chantage économique et les actes de subversion à l'encontre de la souveraineté et de l'intégrité territoriale d'Etats africains, et spécialement de la Zambie, commis par le régime illégal de la Rhodésie du Sud de connivence avec les régimes colonialistes racistes de l'Afrique du Sud et du Portugal. L'existence de ce régime et ses politiques criminelles de chantage économique et d'agression s'expliquent, dans une très large mesure, par l'appui qu'il reçoit de certains milieux en Occident et des monopoles impérialistes internationaux.

78. Aux yeux de la délégation soviétique, le projet de résolution adopté n'implique pas que l'ONU ou les institutions spécialisées doivent supporter le poids des

dépenses qu'entraîne l'existence de régimes colonialistes racistes soutenus par l'Afrique du Sud et le Portugal, ainsi que par les milieux et les monopoles dont M. Mitine vient de parler. Le projet de résolution ne reporte pas sur la communauté internationale la responsabilité des torts causés à la Zambie par les racistes de la Rhodésie du Sud, de l'Afrique du Sud et du Portugal, et l'interpréter dans ce sens reviendrait à innocenter ceux qui sont responsables au premier chef de l'accession et du maintien au pouvoir du régime de la Rhodésie du Sud. Le projet de résolution ne devrait pas avoir d'incidences financières supplémentaires sur les budgets ordinaires de l'ONU ou des institutions spécialisées: c'est en effet aux responsables de l'existence du régime de la Rhodésie du Sud et de l'impunité avec laquelle ce régime poursuit des activités illégales, qui représentent une menace réelle pour l'existence d'Etats africains indépendants, qu'il incombe de réparer les torts causés à l'économie de la Zambie. Ces responsables sont essentiellement certains Etats membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord, soit qu'ils tolèrent l'existence de ce régime, soit qu'ils l'aident directement en entretenant avec lui des relations économiques, commerciales et autres, et c'est donc à eux qu'il appartient de faire réparation à la Zambie des torts qu'elle a subis. Tant qu'on n'aura pas fait en sorte que ces Etats, y compris le Portugal et l'Afrique du Sud, et leurs monopoles indemnisent la Zambie, il sera difficile de faire comprendre aux populations des Etats Membres pourquoi elles seraient tenues de réparer les torts causés à des Etats africains, en particulier à la Zambie, par les actes criminels du régime raciste illégal de la Rhodésie du Sud. Selon la délégation soviétique, le projet de résolution aurait été plus efficace s'il avait comporté des dispositions concernant la responsabilité matérielle des pays qui sont effectivement à l'origine des torts causés à la Zambie.

79. M. QUARTIN SANTOS (Portugal) déclare, dans son explication de vote, que bien que la délégation portugaise ne puisse pas s'identifier avec les décisions du Conseil de sécurité mentionnées au troisième alinéa du préambule, elle s'est ralliée sans difficulté au consensus sur le projet de résolution. La politique du Gouvernement portugais à l'égard du problème considéré dans le projet de résolution a toujours été de collaborer avec la Zambie en ce qui concerne sa situation particulière de pays sans accès direct à la mer.

80. M. CHABALA (Zambie) remercie les membres de la Commission d'avoir adopté par consensus le projet de résolution. La délégation zambienne est touchée par cette marque de solidarité, indispensable pour éliminer le colonialisme, la discrimination raciale et l'*apartheid* et pour obtenir l'autodétermination en Afrique australe. A maintes reprises, la Zambie a aidé les populations africaines de l'Afrique australe dans la lutte qu'elles mènent pour leur libération; elle estime que tous les Etats africains qui, comme elle, cherchent à réaliser les nobles aspirations de tolérance raciale et d'autodétermination ont un besoin urgent d'assistance.

81. La délégation zambienne est sensible au fait que les pays voisins amis ont bien voulu s'accommoder du surcroît de trafic qu'a provoqué la nécessité urgente de détourner le commerce zambien et garantir que rien ne viendrait entraver à l'avenir le bon fonctionnement de ce nouveau système.

MESURES SPECIALES EN FAVEUR DES PAYS LES MOINS DEVELOPPES (A/C.2/L.1331)

82. M. HAMID (Soudan), présentant au nom des auteurs le projet de résolution A/C.2/L.1331, annonce que l'Afghanistan, le Botswana, le Burundi, l'Egypte, l'Ethiopie, la Guinée, le Lesotho, le Mali, le Niger, le Nigéria, la République centrafricaine, le Rwanda, la Somalie et le Tchad se sont joints à la liste des auteurs. Quelques modifications doivent être apportées au texte du projet de résolution. Après le premier alinéa du préambule, deux nouveaux alinéas libellés comme suit doivent être insérés :

“*Rappelant* la décision 100 (XIII) prise le 8 septembre 1973 par le Conseil du commerce et du développement,

“*Prenant note* de la résolution adoptée le 9 septembre 1973 à Alger par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, laquelle recommande d'accorder la priorité absolue, dans le cadre de l'action économique internationale, à l'application sans délai des programmes de mesures spéciales en faveur des pays les moins développés qui ont été adoptés par la CNUCED à sa troisième session et d'autres institutions internationales spécialisées”.

Au paragraphe 4 du dispositif, les mots “aux fins de présentation par l'intermédiaire du Conseil économique et social à sa cinquante-sixième session” doivent être ajoutés entre les mots “d'établir” et “un résumé”.

83. La résolution 1753 (LIV) du Conseil économique et social a recommandé que l'Assemblée générale examine à sa vingt-huitième session les arrangements institutionnels visant à l'application des mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés. Depuis l'adoption de la Stratégie internationale du développement, un noyau de 25 pays⁶ entrant dans cette catégorie a été identifié et la résolution 62 (III) de la CNUCED⁷ a énoncé des mesures détaillées pour les aider, y compris des programmes relatifs à la politique commerciale et des programmes élargis d'assistance financière et technique. Néanmoins, jusqu'ici ces mesures ne suffisent pas à répondre aux besoins des pays les moins avancés. Les pays industrialisés ont promis une aide, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires. Les organisations internationales ont apporté une contribution un peu plus importante. Il est urgent que des mesures de politique commerciale soient prises en faveur des pays les moins avancés, car il est peu probable qu'ils tireront profit de mesures générales telles que le système généralisé de préférences.

84. Les pays les moins avancés ont récemment enregistré un taux de croissance inférieur à celui d'autres groupes de pays en voie de développement. Il n'y a eu au cours des deux premières années de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement aucune hausse sensible du produit réel par habitant, alors que pendant les années 60 une hausse

⁶ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante et unième session, Supplément No 7*, par. 66.

⁷ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session*, vol. I : *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

annuelle moyenne de 1 p. 100 environ a été enregistrée. Le taux de croissance annuel du pouvoir d'achat des exportations, qui était de 4 p. 100 en moyenne pendant les années 60, est également resté statique par la suite. Selon les estimations, le taux de croissance du produit réel de l'ensemble des pays en voie de développement a été de 6 p. 100 en moyenne entre 1970 et 1972. De même, le revenu par habitant des pays les moins avancés s'élève en moyenne à environ 87 dollars, soit à peu près deux cinquièmes de la moyenne pour l'ensemble des pays en voie de développement. Ces chiffres montrent que le retard des pays les moins avancés s'aggrave encore et que les mesures visant à réaliser les objectifs de la Stratégie internationale du développement devraient être appliquées dans ces pays à une cadence plus rapide. C'est là l'un des points couverts dans le projet de résolution A/C.2/L.1331.

85. Le montant total des ressources financières publiques et privées transférées aux 25 pays les moins avancés s'est élevé en 1971 à quelque 9 millions de dollars, soit 5,7 p. 100 du courant total vers l'ensemble des pays en voie de développement, alors que la population des pays les moins avancés constitue 8,6 p. 100 de la population totale des pays en voie de développement. Ainsi donc, les pays les moins avancés ont reçu de toutes les sources 6 dollars seulement par habitant en 1971, le chiffre équivalant étant de 9,40 dollars pour les autres pays en voie de développement.

86. Quelques organisations multilatérales ont tenu compte des besoins des pays les moins avancés. La BIRD a porté une attention croissante à leurs problèmes, et les crédits offerts par l'AID aux pays les moins avancés, dont 21 sont membres de l'Association, sont passés de 58 millions de dollars en 1970 à 263 millions en 1973. A sa quatorzième session, le Conseil d'administration du PNUD a alloué un montant supplémentaire de 15 millions de dollars aux pays les moins avancés pour le reste de la période de planification actuelle 1972-1976. Il a également augmenté les chiffres indicatifs de planification de certains de ces pays. A sa quinzième session, le Conseil a affecté 35 millions de dollars au chiffre de planification des pays les moins avancés au titre du premier cycle de coopération pour le développement.

87. Il est généralement reconnu que les politiques et le mécanisme opérationnel des institutions multilatérales sont mal adaptés aux besoins particuliers des pays les moins avancés. Ces institutions s'efforcent de modifier leurs opérations pour tenir compte des besoins de ces pays, mais il est peu probable que le résultat puisse être complètement satisfaisant. Après avoir évalué l'assistance dont ont besoin les pays les moins avancés pour pouvoir bénéficier pleinement des mesures relatives au commerce des produits de base et du système généralisé de préférences, on a fini par se rendre compte qu'il serait plus efficace d'établir un fonds spécial pour aider à résoudre certains aspects, propres aux pays les moins avancés, de problèmes qu'ils ont en commun avec d'autres pays en voie de développement, tels que la diversification de la production, l'industrialisation, le développement de l'infrastructure, l'inventaire des ressources naturelles et la coopération régionale et sous-régionale. La création du fonds spécial serait également le moyen le plus rapide de fournir les ressources supplémentaires dont les pays les moins avancés ont besoins d'urgence. Les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1331 n'ont

cependant pas l'intention d'insister pour que soit prise immédiatement une décision concernant la création d'un fonds spécial de développement en faveur des pays les moins avancés. Ils espèrent qu'une décision pourra être prise à la session suivante de l'Assemblée générale, après que le Conseil économique et social aura eu la possibilité d'examiner les études du Secrétaire général sur la question. Cette position est clairement établie aux paragraphes 4 et 5 du dispositif. M. Hamid espère que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité par la Commission.

88. Le PRESIDENT suggère de reporter l'examen du projet de résolution A/C.2/L.1331 à la séance suivante.

Il en est ainsi décidé.

SOUVERAINETE PERMANENTE SUR LES RESSOURCES NATIONALES DANS LES TERRITOIRES ARABES OCCUPES (A/C.2/L.1333)

89. M. HAQ (Pakistan), présentant au nom des auteurs le projet de résolution A/C.2/L.1333, annonce que l'Afghanistan, le Burundi, le Cameroun, le Congo, Cuba, le Dahomey, la Guinée équatoriale, le Mali, le Niger, l'Ouganda, la Somalie et le Zaïre se sont joints à la liste des auteurs. L'objet du projet de résolution est d'affirmer le droit des Etats et des peuples arabes à la souveraineté permanente sur toutes leurs ressources naturelles. M. Haq, ne voulant pas soulever de questions politiques, s'en tiendra aux conséquences économiques résultant de l'exploitation par Israël des ressources naturelles, renouvelables et non renouvelables, des territoires arabes occupés, en violation des dispositions de la Charte des Nations Unies et du droit international. Le principe de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles est clairement établi et accepté par tous les pays représentés à la Commission. La quatrième Convention de Genève⁸, à laquelle il est fait référence au premier alinéa du préambule du projet de résolution, interdit spécifiquement l'annexion des territoires occupés et les transferts de population par la puissance occupante. On part de l'hypothèse que l'occupation d'un territoire en temps de guerre est essentiellement une situation temporaire. Les Conventions de La Haye de 1899 et 1907⁹ établissent que l'Etat occupant doit être considéré seulement comme l'administrateur ayant l'usufruit des biens du territoire qu'il occupe et l'obligation d'en sauvegarder le capital. A cet égard, il convient de faire une distinction entre les ressources renouvelables et non renouvelables, et le droit d'usufruit ne peut être considéré comme portant sur ces dernières, puisqu'il en résulterait l'épuisement d'un avoir précieux, et qu'il y aurait là incompatibilité avec les principes du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale] et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (*ibid.*).

90. M. Haq n'a pas l'intention d'avancer de preuves partisans pour justifier l'opportunité du projet de résolution. Il se contentera de se référer au rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques

⁸ Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, 1968, No 973).

⁹ Dotation Carnegie pour la paix internationale. *Les conventions et déclarations de La Haye de 1899 et 1907*. New York, Oxford University Press, 1918.

israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (A/9148), en particulier aux paragraphes 102 à 109 portant sur l'exploitation des ressources humaines et naturelles des territoires occupés, et aux paragraphes 137 à 150 incorporant les conclusions du Comité spécial. Les éléments d'information dont disposait le Comité spécial venaient de la presse israélienne et de déclarations de dirigeants israéliens. En particulier, les ressources non renouvelables de pétrole dans la région du Sinaï sont exploitées par Israël pour satisfaire aux deux tiers de ses besoins. Les travailleurs arabes sont traités comme une ressource humaine exploitable et utilisable à volonté, à laquelle on fait appel quand on ne dispose pas de travailleurs israéliens.

91. M. Haq fait remarquer que le troisième alinéa du préambule du projet de résolution fait référence au paragraphe 74 de la Stratégie internationale du développement concernant l'exercice par les pays en voie de développement de la souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles. Les trois premiers paragraphes du dispositif visent l'exploitation des ressources humaines et naturelles dans les territoires arabes occupés par Israël, mais le paragraphe 4 vise tous les peuples encore soumis à l'occupation étrangère, au régime colonial ou à l'*apartheid*, au sujet desquels chacun connaît les vues de la délégation pakistanaise et des autres auteurs du projet de résolution.

La séance est levée à 18 h 25.

1579^e séance

Judi 6 décembre 1973, à 10 h 45.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1579

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (suite) [A/9003, A/C.2/285]

MESURES SPECIALES EN FAVEUR DES PAYS LES MOINS DEVELOPPES (fin) [A/C.2/L.1331/Rev.1]

1. Le PRESIDENT émet l'avis que, puisque la question sur laquelle porte le projet de résolution A/C.2/L.1331/Rev.1 a été examinée à fond par le Conseil économique et social à sa cinquante-quatrième session, la Commission pourrait le mettre aux voix sans plus tarder.

2. M. GRANQVIST (Suède) déclare que sa délégation espère que, après avoir examiné plus avant le libellé du projet de résolution, la Commission pourra l'adopter par consensus. La délégation suédoise approuve l'idée de mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés et elle pense que les débats qui ont eu lieu dans divers organes sur les possibilités qui s'offrent à cet égard ont permis de réaliser de nouveaux progrès, comme en témoigne le fait qu'elle a appuyé le projet de résolution relatif au Fonds d'équipement des Nations Unies (A/C.2/L.1306), présenté au titre du point 49 de l'ordre du jour. Cependant, cette délégation n'est pas très satisfaite du libellé du paragraphe 5 du projet de résolution à l'étude, et en particulier du membre de phrase "et qu'une décision devra être prise au sujet des principes qui devraient régir un fond spécial à l'intention des pays les moins avancés et de son mode de fonctionnement". De l'avis de la Suède, ce membre de phrase préjuge les résultats des débats qui auront lieu à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale et le représentant de la Suède espère que les auteurs pourront le modifier de façon à donner satisfaction à sa délégation.

3. M. ARVESEN (Norvège) propose d'insérer le mot "éventuel" après l'expression "mode de fonctionnement". Un tel amendement serait de nature à satisfaire les délégations norvégienne et suédoise et à permettre à la Commission d'adopter le projet de résolution par consensus.

4. M. HAMID (Soudan), parlant au nom des auteurs du projet de résolution, accepte la suggestion du représentant de la Norvège, qui lui paraît des plus constructives. Il annonce que le Bhoutan, le Cameroun, le Dahomey et la République arabe syrienne se sont également portés auteurs du projet de résolution.

Le projet de résolution A/C.2/L.1331/Rev.1, tel qu'il a été révisé oralement, est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

5. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) signale que sa délégation s'est jointe avec plaisir au consensus sur le projet de résolution, du fait de l'importance que le Gouvernement britannique attache à l'accroissement de l'aide destinée aux pays en voie de développement les moins avancés. La délégation britannique a expliqué sa position sur cette question dans divers organes internationaux et elle espère que, étant donné les résultats particulièrement positifs obtenus lors de la Conférence de 1973 pour les annonces de contributions au PNUD, des ressources plus importantes seront mises à la disposition des pays en voie de développement les moins avancés par l'intermédiaire de cet organisme. Toutefois, la délégation britannique maintient ses réserves en ce qui concerne la prolifération des fonds spéciaux et le Fonds d'équipement des Nations Unies.

6. M. CAVAGLIERI (Italie) déclare que sa délégation s'est jointe au consensus sur le projet de résolution, étant donné que l'Italie a toujours été en faveur d'une assistance destinée à permettre aux pays en voie de développement les moins avancés d'améliorer leur situation et d'atteindre un niveau de développement satisfaisant. Toutefois, le fait que la délégation italienne appuie le projet de résolution ne

doit en aucun cas amener à conclure qu'elle approuve la création de fonds spéciaux tels que celui qui est envisagé dans plusieurs paragraphes du projet. Comme elle l'a déjà expliqué dans divers organes de l'Organisation des Nations Unies, la délégation italienne fait certaines réserves sur ce point et ne croit pas nécessairement que la création de fonds de ce genre constitue la meilleure manière de venir en aide aux pays en voie de développement les moins avancés.

7. M. EKBLOM (Finlande) déclare que sa délégation s'est jointe au consensus sur le projet de résolution en raison de l'importance qu'elle attache aux mesures spéciales prises en faveur des pays en voie de développement les moins avancés. Toutefois, si le projet de résolution avait été mis aux voix, elle aurait été obligée de s'abstenir, car, bien qu'aucune décision définitive à propos d'un fonds spécial ne soit demandée avant la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, la création d'un tel fonds est clairement envisagée à la fois dans le texte du projet de résolution et dans la déclaration liminaire faite par le représentant du Soudan. M. Ekblom n'a pas l'intention d'exposer à nouveau le point de vue de sa délégation sur les fonds spéciaux ni les raisons pour lesquelles elle se serait abstenue en cas de vote. Depuis des années, la Finlande préconise des mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, et elle a fait valoir ce point de vue au Conseil d'administration du PNUD, à la troisième session de la CNUCED, à la réunion ministérielle du GATT à Tokyo et à la réunion annuelle du Groupe de la Banque mondiale à Nairobi. Les deux tiers de l'assistance bilatérale de la Finlande vont aux pays les moins avancés. La délégation finlandaise regrette que le projet de résolution prévoie la création d'un nouveau fonds spécial; c'est cela qui a provoqué des réserves de sa part, bien qu'elle appuie fermement les objectifs fondamentaux du projet de résolution.

8. M. MITINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) indique que sa délégation n'a vu aucun inconvénient à ce que le projet de résolution soit adopté sans être mis aux voix. L'Union soviétique comprend parfaitement les besoins des pays en voie de développement les moins avancés et en tient compte dans ses accords bilatéraux. Elle a conclu de tels accords avec nombre de ces pays afin de les aider à élever le niveau de vie de leurs travailleurs et à résoudre les problèmes de la pauvreté des masses et du chômage. Au Conseil d'administration du PNUD, la délégation soviétique a appuyé les mesures visant à acheminer des ressources supplémentaires vers les pays en voie de développement les moins avancés. A son avis, la meilleure façon de renforcer l'efficacité de l'aide destinée à ces pays n'est pas de créer un fonds spécial comme celui qui est envisagé au neuvième alinéa du préambule et au paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution, mais d'améliorer les fonds et les institutions existants, de réduire les activités non productives et d'éliminer les doubles emplois. Toutefois, la délégation soviétique appuiera la création d'un fonds spécial, pourvu qu'il soit financé au moyen de contributions purement volontaires. Le paragraphe 3 a trait à la nouvelle orientation du Fonds d'équipement. M. Mitine tient à signaler que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution concernant le Fonds d'équipement des Nations Unies (A/C.2/L.1306) étant donné la posi-

tion bien connue de l'Union soviétique en ce qui concerne les activités de ce fonds.

9. M. GAJENTAAN (Pays-Bas) déclare que sa délégation s'est jointe avec plaisir au consensus sur le projet de résolution et aurait voté pour ce texte s'il avait été mis aux voix. A la cinquante-quatrième session du Conseil économique et social, ainsi qu'en d'autres occasions, la délégation néerlandaise s'est déclarée disposée à tenir compte des besoins des pays en voie de développement les moins avancés et à prendre les mesures nécessaires. Il faut espérer que, à sa cinquante-sixième session, le Conseil examinera à fond les questions soulevées dans le projet de résolution. La délégation néerlandaise a appuyé le projet de résolution, étant entendu que les décisions relatives à la création d'un fonds spécial seraient prises à la cinquante-sixième session du Conseil et à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale. Sa position à propos d'un fonds spécial pour les pays les moins avancés reste la même, en raison notamment des faits nouveaux survenus au sujet du Fonds d'équipement depuis l'adoption du projet de résolution A/C.2/L.1306.

10. M. OGISO (Japon) déclare que la position adoptée par le Japon sur la question des pays en voie de développement les moins avancés est essentiellement positive, comme il a été précisé à la troisième session de la CNUCED et à la treizième session du Conseil du commerce et du développement. C'est pourquoi la délégation japonaise s'est jointe au consensus sur le projet de résolution. Elle a toutefois réservé sa position sur le paragraphe 3 pour les raisons qu'elle a exposées à propos du projet de résolution relatif au Fonds d'équipement. La délégation japonaise réserve également sa position à propos de la création d'un fonds spécial en faveur des pays en voie de développement les moins avancés.

11. M. RANKIN (Canada) déclare que sa délégation, ayant constamment appuyé le principe des mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, se félicite que le projet de résolution ait été adopté par consensus. Le Canada a montré à quel point il se préoccupe des pays en voie de développement les moins avancés en affectant, sur le montant total de sa contribution au PNUD, 500 000 dollars à l'aide en faveur de ces pays. Toutefois la délégation canadienne fait des réserves à propos des fonds spéciaux, comme elle l'a expliqué au cours du débat consacré à la résolution 62 (III) de la CNUCED. Elle persiste à croire qu'il existe de meilleures façons de venir en aide aux pays en voie de développement les moins avancés que d'utiliser le Fonds d'équipement ou de créer un autre fonds spécial. Le fait que la délégation canadienne accepte le projet de résolution ne préjuge en rien la position que le Canada adoptera lorsqu'il s'agira de prendre une décision à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, comme il est dit au paragraphe 5.

12. M. LOHANI (Népal) déclare que sa délégation se félicite que le projet de résolution ait été adopté par consensus et demande que le Népal soit ajouté à la liste des auteurs.

13. M. FRANCK (Belgique) précise que sa délégation a appuyé le projet de résolution parce qu'elle en approuve l'orientation d'une manière générale. La Belgique est toutefois opposée à la prolifération des fonds spéciaux et se serait abstenue s'il y avait eu des votes

séparés sur les alinéas du paragraphe où il est question du fonds spécial envisagé.

14. M. GRANQVIST (Suède) se félicite également qu'il ait été possible d'adopter le projet de résolution par consensus. En expliquant son vote sur le projet de résolution A/C.2/L.1306, la délégation suédoise a clairement marqué l'intérêt que porte son gouvernement à la nouvelle orientation du Fonds d'équipement des Nations Unies. La Suède participera à l'examen de la question sans idée préconçue, mais il est encore trop tôt pour que le représentant de la Suède puisse dire quelle position son gouvernement adoptera en définitive au sujet des contributions au Fonds d'équipement. M. Granqvist est reconnaissant aux auteurs d'avoir accepté l'amendement proposé par la délégation norvégienne à propos du paragraphe 5. Le texte ne préjuge plus des décisions qui seront prises à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale et tient compte par avance des faits nouveaux qui peuvent survenir en ce qui concerne le Fonds d'équipement. La délégation suédoise estime que le fait de disposer de deux fonds spéciaux ne rendrait pas service aux pays en voie de développement les moins avancés.

15. M. RATSIMBAZAFY (Madagascar) déclare que sa délégation comprend les préoccupations des pays les moins avancés et appuie le consensus réalisé à propos du projet de résolution. Toutefois, elle espère que l'adoption de ce texte n'affectera pas les mesures que le PNUD prend en faveur des pays en voie de développement, en particulier des pays qui, bien que peu développés, ne figurent pas dans la catégorie des moins avancés.

16. Mlle COURSON (France) déclare que sa délégation a déjà exprimé l'intérêt qu'elle porte aux problèmes des pays les moins avancés et qui l'a incitée à se joindre au consensus réalisé sur le projet de résolution. Toutefois, bien que la délégation française approuve les objectifs généraux du projet de résolution, elle ne peut souscrire au paragraphe 3, car les activités du Fonds d'équipement nouvellement réorienté font double emploi avec celles du PNUD et d'autres organismes des Nations Unies. La délégation française ne peut non plus envisager la création d'un nouveau fonds spécial, qui aboutirait uniquement à la dispersion des ressources disponibles pour les activités opérationnelles. De l'avis de la délégation française, la programmation par pays du PNUD est le cadre qui convient le mieux pour des mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés. Les résultats encourageants de la Conférence de 1973 pour les annonces de contributions au PNUD permettront à l'administrateur de cet organisme d'allouer 35 millions de dollars aux pays les moins avancés, conformément à la décision prise à la quinzième session du Conseil d'administration. Ces ressources supplémentaires devraient être utilisées pour satisfaire les besoins les plus urgents des pays les moins avancés; ce serait là la meilleure façon de répondre aux intentions des auteurs du projet de résolution.

17. M. KRYGER (Danemark) déclare que sa délégation est persuadée de la nécessité de prendre des mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés pour leur permettre de surmonter leurs difficultés. En raison de la révision des critères de calcul des chiffres indicatifs de planification, une plus grande partie des ressources du PNUD sera consacrée aux pays les

moins avancés et aux pays relativement peu développés. La délégation danoise doute de l'opportunité de créer des fonds d'affectation spéciale. Comme elle l'a expliqué à d'autres occasions, le Danemark ne pourra pas en même temps accroître sa contribution au PNUD et verser des montants à un plus grand nombre de fonds d'affectation spéciale. Il préfère verser ses contributions au PNUD et à d'autres organismes existants. Il fait donc des réserves en ce qui concerne les paragraphes 1, 3 et 5 du projet de résolution; cela dit, il approuve l'idée générale qui a inspiré ce texte et s'est donc rallié au consensus.

18. M. EHRLICH-ADAM (Autriche) déclare que sa délégation s'est jointe avec plaisir au consensus sur le projet de résolution. En effet, le Gouvernement autrichien comprend les problèmes particuliers qui se posent aux pays les moins avancés, comme le montre d'ailleurs le tableau 2 de l'annexe à l'étude du Secrétaire général sur le sujet¹ d'après lequel la part des pays les moins avancés dans l'aide publique au développement que l'Autriche accorde à titre bilatéral représentait 25,1 p. 100 du montant total des courants d'aide publique au développement en 1971, si bien que l'Autriche s'est placée à cet égard au deuxième rang des membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE.

19. En ce qui concerne le paragraphe 3 du projet de résolution, le représentant de l'Autriche souligne que sa délégation a déjà exprimé son point de vue à propos du Fonds d'équipement. Comme la délégation autrichienne l'a précisé lors de la discussion consacrée au point 49 de l'ordre du jour, le Gouvernement autrichien approuve la nouvelle orientation du Fonds, mais attend qu'une étude plus détaillée ait été faite pour pouvoir prendre une décision définitive à propos de sa contribution. Le fait que l'Autriche se soit ralliée au consensus ne préjuge pas la position qu'elle adoptera sur la question de la création d'un fonds spécial envisagé au paragraphe 4.

20. M. CURTIN (Australie) déclare que sa délégation a été heureuse de se joindre au consensus sur le projet de résolution, mais que, pour les mêmes raisons que celles avancées par d'autres délégations, elle se serait abstenue si le projet avait été mis aux voix. La délégation australienne reconnaît l'importance du projet de résolution et elle a parfaitement conscience des problèmes des pays les moins avancés. Toutefois, certains paragraphes du dispositif lui posent des difficultés.

21. M. SANDERS (Etats-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation a été heureuse de se joindre au consensus sur le projet de résolution et qu'elle aurait voté pour le projet s'il avait été mis aux voix. A propos du paragraphe 3, M. Sanders rappelle la position de sa délégation en ce qui concerne le Fonds d'équipement, exposée lors de la discussion consacrée au point 49. A propos du paragraphe 4, il rappelle également aux membres de la Commission la position adoptée par les Etats-Unis au sujet de la prolifération des fonds spéciaux. De l'avis de sa délégation, un fonds spécial n'est pas en fait le meilleur moyen de servir les intérêts des pays les moins avancés. Le meilleur moyen est certainement l'aide multilatérale provenant des sources traditionnelles du PNUD.

¹ E/5416.

22. M. DELIVANIS (Grèce) dit que son pays est heureux de se joindre au consensus sur le projet de résolution, mais qu'il a des doutes sur l'utilité de créer un nouveau fonds spécial. De l'avis de la délégation grecque, les institutions existantes peuvent assumer le rôle qui serait confié au fonds spécial.

23. M. STIEPEL (République fédérale d'Allemagne) déclare que son gouvernement a porté une attention spéciale aux problèmes des pays les moins avancés. Il appuie l'idée de prendre des mesures spéciales en faveur de ces pays et a mis au point des principes régissant l'assistance qu'il leur offre. La République fédérale a entre autres adopté les mesures suivantes en faveur des pays les moins avancés : le volume de l'assistance accordée à ces pays, en particulier sous forme d'aide technique, a augmenté; les conditions de crédit auxquelles est consentie l'aide financière ont été améliorées et sont maintenant analogues à celles de l'AID, à savoir un taux d'intérêt de 0,75 p. 100, une échéance de 50 ans et une période de franchise de 10 ans; des conditions spéciales ont été offertes pour le financement des dépenses de projets payables en monnaie locale; le montant des contributions de contrepartie demandées est plus faible; et enfin, la République fédérale a pris à sa charge les dépenses opérationnelles courantes dans le cadre de son programme d'assistance au développement.

24. La délégation de la République fédérale est persuadée de l'importance des objectifs du projet de résolution et s'est félicitée de la décision de l'adopter par consensus. En ce qui concerne le paragraphe 1, elle tient à rappeler la déclaration qu'elle avait faite à la troisième session de la CNUCED à propos du paragraphe 1 de la résolution 62 (III) de la Conférence. De l'avis de la République fédérale, ce paragraphe doit s'interpréter comme suit : outre les mesures générales d'assistance, des mesures spéciales doivent être prises en faveur des pays les moins avancés.

25. En ce qui concerne les paragraphes 3, 4 et 5, la République fédérale d'Allemagne, dans le cadre des arrangements bilatéraux, a augmenté ses engagements d'assistance financière aux pays les moins avancés par rapport au volume total de ses engagements relatifs à l'assistance. Dans le cadre des organisations multilatérales, elle estime qu'il convient de porter une attention plus soutenue aux intérêts des pays les moins avancés. Toutefois, elle n'appuie pas la création de fonds spéciaux. A son avis, la création d'un fonds spécial pour les pays les moins avancés aurait pour effet une fragmentation du total des ressources disponibles pour l'assistance au développement, ainsi qu'une augmentation des dépenses d'administration et créerait des doubles emplois. Elle s'est donc abstenue lors du vote sur le projet de résolution relatif au Fonds d'équipement (A/C.2/L.1306). Si le projet de résolution A/C.2/L.1331/Rev.1 avait été mis aux voix, la délégation de la République fédérale se serait abstenue sur les paragraphes 3, 4 et 5, car elle n'accepte pas entièrement les méthodes qui y sont proposées en faveur des pays les moins avancés. Toutefois, le Gouvernement de la République fédérale appuie sans réserve un grand nombre de mesures spéciales en faveur de ces pays et, comme M. Stiepel a eu l'occasion de le dire, ce gouvernement agit déjà en conséquence.

26. M. HAMID (Soudan) déclare que les réserves qui ont été exprimées, en particulier par des pays d'Europe

occidentale, sont désormais familières et il espère qu'elles se seront atténuées au moment où il faudra prendre une décision. Il remercie les pays qui ont donné l'assurance de leur soutien aux pays les moins avancés et de leur volonté d'offrir à ces derniers une assistance supplémentaire de caractère continu. Les chiffres cités par les représentants de la France et de l'Autriche concernant l'assistance fournie sont sans aucun doute encourageants. M. Hamid remercie le représentant de l'URSS d'avoir appuyé la création d'un fonds spécial et l'assure que l'intention des auteurs est bien que ce fonds soit financé à l'aide de contributions volontaires. Il garantit au représentant de Madagascar qu'aucune disposition du projet de résolution n'aurait pour effet de réduire l'assistance accordée par le PNUD à d'autres pays en voie de développement qui ne sont pas classés dans la catégorie des moins avancés. Au nom des auteurs du projet de résolution, il remercie tous ceux qui se sont joints au consensus.

SOUVERAINETE PERMANENTE SUR LES RES-SOURCES NATIONALES DANS LES TERRITOIRES ARABES OCCUPES (suite) [A/C.2/L.1333]

27. M. ELIASHIV (Israël) déclare qu'il déplore que les délégations arabes tentent continuellement d'amener la Commission à discuter de questions politiques extrêmement délicates dont s'occupent d'autres organes des Nations Unies. Ceux qui ont eu en réalité l'idée de ce projet de résolution, à savoir la délégation égyptienne, ont isolé une question prétendument économique qui ne peut être dissociée du problème complexe du Moyen-Orient dans son ensemble. Les questions précises abordées dans le projet de résolution n'ont aucun rapport direct avec celle dont est saisie la Commission, c'est-à-dire le rapport du Conseil économique et social. Le rapport² sur lequel le représentant du Pakistan s'est si largement appuyé a été établi tout à fait hors de propos et inconstitutionnellement, et il est impossible d'accorder la moindre valeur aux constatations et aux conclusions du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés.

28. Les motifs des auteurs du projet de résolution sont essentiellement politiques, le but étant de rejeter sur Israël toute la responsabilité des conséquences de l'agression menée sans interruption par les Etats arabes contre ce pays depuis 1948. Des tentatives analogues, et à vrai dire des projets de résolution analogues, ont déjà été rejetés par l'Assemblée générale. Depuis plus de 25 ans, Israël est en butte à l'hostilité constante des gouvernements des pays arabes, qui non seulement se refusent à reconnaître Israël comme Etat souverain, mais en outre déclarent ouvertement que leur but avoué est d'anéantir cet Etat. En fait, les principaux organes des Nations Unies ont rejeté le parti pris des Arabes, qui estiment que l'agression pratiquée par les pays arabes contre Israël et l'état de guerre proclamé par eux contre ce pays leur confèrent le droit de lui imposer le blocus, ainsi que de boycotter, de menacer, d'intimider et de se livrer à des hostilités politiques et terroristes, tout en exigeant dans le même temps qu'Israël se résigne à être annihilé. En 1967, Israël a été contraint de se défendre contre l'agression de l'Egypte,

² A/9148.

de la Jordanie et de la République arabe syrienne, et l'occupation des territoires administrés par lui depuis ce moment-là a résulté de cette situation. Quant au maintien de l'occupation, il est la conséquence directe du refus des Etats arabes d'engager des négociations avec Israël pour instaurer une paix stable et juste dans la région.

29. L'administration militaire dans les territoires a eu pour principe d'assurer le respect de la loi et d'administrer ces territoires conformément aux règles pertinentes du droit international ainsi que des conventions internationales obligatoires. Dans chaque secteur de l'existence et des activités humaines, des progrès ont été accomplis. Avant la guerre de Six Jours, un chômage important régnait dans les territoires occupés; après la guerre, on constate au contraire une prospérité relativement grande. Les possibilités de plein emploi qui s'offrent dans les territoires occupés eux-mêmes et les offres d'emploi faites sur le territoire d'Israël aux travailleurs arabes qui souhaitent profiter de ces offres, ont transformé la situation. A la fin de 1972, plus de 50 000 personnes travaillaient en Israël, où elles percevaient les mêmes salaires et bénéficiaient des mêmes services sociaux que les travailleurs israéliens occupant des emplois analogues, le tout garanti par les syndicats israéliens. Ne pas tenir compte de ces réalités, ainsi qu'on le fait dans le miroir déformant du projet de résolution, est une falsification perverse des faits. La délégation israélienne rejette ces affirmations sans fondement, qui visent à créer la confusion et à exploiter de faux problèmes à des fins politiques. En fait, le projet de résolution demande le rétablissement de la triste et lamentable situation qui régnait avant 1967. La Commission devrait se souvenir des 19 années d'oppression et de persécution auxquelles les habitants de Gaza ont été soumis par les autorités militaires égyptiennes. Il semble que le Gouvernement égyptien et les auteurs du projet de résolution qui agissent pour son compte préfèrent voir la stagnation et la misère régner dans les territoires administrés; à la liberté et au respect de la dignité ils préfèrent des désordres, des tensions et des violences ruineux pour l'existence des individus et ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher que le processus de la coexistence et de la coopération entre Israéliens et Arabes prenne racine encore plus profondément dans ces régions.

30. En ce qui concerne la question de la prétendue "exploitation des ressources naturelles", il n'existe aucune règle de droit international qui puisse empêcher Israël d'utiliser les ressources naturelles existant dans la région. La délégation israélienne rejette intégralement le projet de résolution.

31. M. HOSNY (Egypte) déclare que le projet de résolution est directement lié à des décisions prises antérieurement par la Commission au sujet de la question de la souveraineté sur les ressources naturelles. Il fait observer que le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes, dont Israël met en cause les constatations, a été créé par l'ONU et que son rapport est un document de l'ONU. Il ajoute qu'il exercera son droit de réponse aux allégations israéliennes après le vote.

32. M. SAYEGH (Koweït) déclare que le projet de résolution repose sur deux thèmes principaux : les dispositions du droit international applicables à l'occupation, et les pratiques de la puissance occupante

dans les territoires arabes. S'il était prouvé que le droit international applicable à l'occupation interdit des actes dont on aurait prouvé qu'ils ont été commis par Israël, le projet de résolution serait inattaquable. La vingt-deuxième Conférence internationale de la Croix-Rouge a réaffirmé que la quatrième Convention de Genève³ était applicable en la matière et a demandé à Israël de reconnaître et d'appliquer ses dispositions. La discussion du rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes⁴ a pris sept séances de la Commission politique spéciale; aucune des 33 délégations qui ont pris la parole, y compris la délégation israélienne, n'a contesté l'analyse juridique de la quatrième Convention de Genève. M. Sayegh attire l'attention sur les faits exposés aux paragraphes 16 à 20 du rapport du Comité spécial et souligne que le pillage est interdit aux termes de l'article 33 de la quatrième Convention de Genève.

33. Il convient de déterminer si les pratiques israéliennes contreviennent au droit international. Dans le cas des ressources non renouvelables, il apparaît que les ressources pétrolières du Sinaï ont été exploitées aussi largement que possible et qu'elles subviennent dans une proportion variant entre les deux tiers et les quatre cinquièmes aux besoins d'Israël. Tout indique que des milliers d'acres de terres cultivées ont été expropriés à des fins militaires et civiles dans les territoires occupés; certains droits ont été violés d'une façon qui ne saurait être justifiée même par une déclaration d'annexion. Des particuliers israéliens et des sociétés privées ou nationales israéliennes ont en outre largement pillé des biens étrangers et égyptiens en violation des conventions internationales. Les coupables n'ont pas été traduits en justice. Les pratiques en question ne peuvent être comprises en dehors du contexte politique.

34. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que, dans un grand nombre de décisions importantes, l'Organisation des Nations Unies a condamné l'occupation israélienne et exigé qu'il soit mis fin aux violations de la quatrième Convention de Genève. Mais Israël n'a tenu aucun compte de ces décisions, maintenu sa domination arbitraire et poursuivi ses excès dans les territoires arabes occupés.

35. L'Union soviétique condamne énergiquement la poursuite de l'agression d'Israël contre les pays arabes voisins et les excès commis par ce pays dans les territoires occupés. En contact étroit avec les Etats arabes et d'autres pays épris de paix, elle déploie des efforts efficaces pour repousser l'agression et faire en sorte que soit trouvée au Moyen-Orient une solution juste fondée sur le retrait des troupes israéliennes de tous les territoires occupés en 1967 et sur la garantie des droits des populations arabes, y compris leur droit inaliénable de souveraineté sur leurs ressources naturelles.

36. Les forces israéliennes d'occupation se livrent à des actes de terreur et de persécution massives et à d'autres actes criminels contre la population arabe, et elles prennent des mesures qui sont de nature à modifier les caractéristiques physiques et démographiques des territoires dont elles se sont emparées et dont elles

³ Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, 1950, No 973).

⁴ A/9148.

pillent les ressources naturelles. Le rapport du Comité spécial contient des témoignages convaincants sur ce point; on y trouve décrits en détail les efforts déployés par Israël pour faire des territoires occupés une colonie israélienne, et on y montre qu'Israël exploite à fond tant les ressources humaines que les ressources naturelles de ces territoires, au détriment de la population locale. Le pétrole volé par Israël a fait de ce pays un exportateur en 1971 alors qu'il était auparavant importateur. Le maintien de l'occupation du Sinaï a empêché l'Égypte d'extraire et d'exporter des quantités importantes de ressources minérales.

37. La CNUCED a calculé, dans son étude *Les conséquences économiques de la fermeture du canal de Suez*⁵, que la fermeture du canal, conséquence de l'agression et de l'occupation israéliennes, faisait perdre chaque année au commerce mondial 1,7 milliard de dollars. Les pays en voie de développement de l'Afrique de l'est et de l'Asie du sud-est perdent 560 millions de dollars par an; et les pertes égyptiennes sont largement supérieures à 250 millions de dollars par an. Ces chiffres montrent que c'est fort opportunément et avec juste raison que le projet de résolution qualifie les actes d'Israël d'"illégaux", et que la demande d'indemnisation intégrale qui figure au paragraphe 3 est pleinement justifiée. L'Union soviétique appuie fermement le projet de résolution A/C.2/L.1333 et votera en sa faveur.

38. Les causes sous-jacentes du conflit militaire du Moyen-Orient sont le fait qu'Israël s'est emparé de territoires arabes à la suite d'une agression, sa réticence obstinée à reconnaître les droits légitimes de la population arabe et l'appui accordé à la politique d'Israël par les forces du monde capitaliste, qui essaient d'empêcher le développement libre et indépendant des Etats arabes progressistes. C'est pourquoi l'Union soviétique a toujours soutenu que les territoires occupés devaient être restitués et que justice devait être rendue au peuple palestinien. Il est insensé de penser sauvegarder la paix et la sécurité d'un Etat en s'emparant de territoires étrangers puis de vouloir les conserver, et cette tentative est vouée à l'échec. Cette politique ne parviendra qu'à isoler encore davantage Israël sur le plan international, comme le montrent le fait qu'un grand nombre de pays en voie de développement ont mis fin à leurs relations diplomatiques avec Israël ainsi que l'adoption, par l'Organisation des Nations Unies, de décisions condamnant l'agression israélienne et l'occupation illégale de territoires arabes.

39. M. ZACHMANN (République démocratique allemande) déclare que son gouvernement condamne sévèrement la politique israélienne d'agression contre les pays arabes et appelle de ses vœux une solution politique durable des problèmes du Moyen-Orient qui soit fondée sur le respect de l'indépendance et des droits légitimes de tous les Etats et de tous les peuples de la région. La délégation de la République démocratique allemande appuie le projet de résolution parce qu'elle estime qu'Israël doit porter la responsabilité entière de toutes ses violations du droit international et de l'exploitation des ressources naturelles et humaines à laquelle il se livre illégalement dans les territoires arabes occupés. Des preuves concluantes de

l'intensification de cette exploitation ont été présentées à la Commission politique spéciale dans le cadre de l'examen du point 45 de l'ordre du jour, et le projet de résolution adopté par cette commission à une majorité écrasante demande à ce qu'il soit mis fin à cette exploitation, qui est contraire aux principes de la Charte des Nations Unies et du droit international. Le projet de résolution A/C.2/L.1333 marque une initiative de plus en vue de sauvegarder la souveraineté permanente des Etats arabes sur leurs ressources naturelles situées dans les territoires occupés par Israël. La délégation de la République démocratique estime qu'Israël doit être amené à accepter de restituer les ressources naturelles et humaines de ces territoires et de verser une pleine indemnisation pour l'exploitation, la spoliation et les dommages dont elles ont fait l'objet. L'application de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité dans toutes ses parties créerait les conditions politiques préliminaires nécessaires pour mettre un terme à cette exploitation une fois pour toutes.

40. M. WANG Tzu-chuan (Chine) exprime l'appui total de sa délégation pour le projet de résolution. Israël, avec l'appui et la complicité des super-puissances, brave depuis trop longtemps la Charte, par sa politique d'agression et d'occupation illégale des territoires arabes. Il a utilisé les énormes bénéfices retirés de la spoliation injustifiable des ressources humaines et naturelles de ces territoires pour mener une guerre d'agression contre les Etats Arabes. Les peuples arabes et les pays du monde entier qui sont épris de justice ne peuvent tolérer plus longtemps les actes d'agression armée auxquels se livre Israël, lequel doit être forcé d'évacuer complètement les territoires qu'il a saisis et de rendre aux Palestiniens leurs droits naturels. Le Gouvernement et le peuple chinois, qui ont toujours été sensibles au sort tragique des peuples arabes dans les territoires occupés, sont convaincus que, si ces peuples renforcent leur unité et persistent dans leur lutte légitime contre l'agression, ils finiront par recouvrer leurs terres.

41. Le PRESIDENT invite les membres de la Commission qui le désirent à expliquer leur vote avant le vote.

42. M. KRYGER (Danemark), parlant au nom des neuf Etats membres de la CEE, déclare que, tout en reconnaissant l'importance du problème fondamental, ces Etats ne pensent pas qu'ils devraient prendre une position quelconque sur le fond du projet de résolution dont la Commission est saisie, alors que, dans le contexte de la résolution 338 (1973) du Conseil de sécurité, on peut escompter quelques progrès vers un règlement général de l'ensemble du problème complexe qui conduirait à une paix juste et durable. M. Kryger précise que les gouvernements au nom desquels il parle estiment que le fond du projet de résolution devrait être traité par un organe autre que la Deuxième Commission et que, par conséquent, ils seront dans l'obligation de s'abstenir lors du vote.

43. M. BREITENSTEIN (Finlande) rappelle que sa délégation a déjà maintes fois exprimé la désapprobation du Gouvernement finlandais à l'égard de toute mesure prise par Israël en vue de modifier le caractère physique, la composition démographique, l'organisation institutionnelle ou le statut des territoires occupés, et qu'à maintes reprises elle a souligné la nécessité d'assurer intégralement le respect des droits

⁵ TD/B/C.4/104/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.13).

de l'homme dans ces territoires. C'est pour ces raisons que la délégation finlandaise s'est prononcée en faveur des deux projets de résolution que la Commission politique spéciale a récemment adoptés au titre du point 45 de l'ordre du jour. Nul n'ignore non plus que le Gouvernement finlandais réproouve totalement le colonialisme et la politique d'*apartheid*. Toutefois, tout en reconnaissant l'importance du problème fondamental à l'examen, la délégation finlandaise estime qu'il se situe en dehors du cadre des questions normalement discutées par la Deuxième Commission et qu'il aurait été examiné plus utilement par une autre commission. De plus, certaines dispositions du projet de résolution sont très vagues et très ambiguës. La délégation finlandaise s'estime donc obligée de s'abstenir lors du vote.

44. M. KACIMAIWAI (Fidji) dit que sa délégation votera pour le projet de résolution afin d'exprimer son appui constant pour la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité. La délégation de Fidji adhère aux principes généraux énoncés dans les paragraphes 1 et 2 du projet de résolution, compte tenu en particulier du refus d'Israël de se retirer des territoires occupés, et elle ne fait pas d'objection au principe de l'indemnisation; toutefois, elle estime que le paragraphe 3 sera difficile à appliquer. A son avis, c'est là une question qui devrait faire l'objet de négociations entre les parties intéressées plutôt que d'un débat prolongé et passionné à l'Assemblée générale et au sein des commissions de l'Assemblée. Si la situation qu'a connue Fidji en tant qu'ancienne colonie n'est pas entièrement comparable, M. Kacimaiwai tient cependant à rappeler, à titre d'exemple, des difficultés d'ordre pratique que risque de poser l'application du paragraphe 3, la longue lutte juridique entre le Gouvernement britannique et le peuple Banaban au sujet du montant de l'indemnisation à verser pour l'exploitation des phosphates dans l'île de l'Océan. Pour ce qui est du paragraphe 4 du projet de résolution, son libellé a une portée trop générale et ses dispositions seront difficiles à appliquer.

45. M. EVUNA OGUONO (Guinée équatoriale) dit que le projet de résolution revêt une importance particulière pour l'ensemble de la communauté internationale parce que, d'une part, d'autres Etats pourraient un jour se trouver dans la même situation que les pays arabes et que, d'autre part, le bien-fondé de la cause de ces derniers est évident tant sur le plan de la logique que sur celui du droit. La Guinée équatoriale adhère sans réserve aux principes de la Charte des Nations Unies en matière de renonciation à l'agression et de solution pacifique des différends et elle condamne, par conséquent, toute acquisition de territoires par agression. Elle est disposée à appuyer les nombreuses résolutions et conventions mentionnées dans le projet de résolution de résolution et qui affirment sans ambiguïté le droit des peuples à la souveraineté sur leurs ressources naturelles propres. Le droit à la vérité et à la justice est égal pour tous; la Commission doit appuyer les droits des pays arabes envahis par Israël en adoptant le projet de résolution, dont la délégation de la Guinée équatoriale s'est portée coauteur.

46. M. ZAVALA URRIOLAGOITIA (Bolivie) indique que sa délégation reconnaît la nécessité de préserver et de protéger, pour les habitants autochtones des territoires occupés, les ressources naturelles qui s'y trouvent, mais qu'elle a des réserves à l'égard du projet de résolution en raison de l'absence de rensei-

gnements impartiaux quant au fondement des accusations lancées contre Israël. De plus, l'adoption du projet de résolution risque de rendre plus difficiles encore les négociations actuelles entre Israéliens et Arabes. En dépit du fait que la Bolivie rejette catégoriquement tout ce qui pourrait consolider ou conférer un caractère permanent à toute occupation de territoires par la force — principe que la Bolivie n'a cessé de soutenir depuis qu'elle est une République — la délégation bolivienne croit que les négociations actuelles pourraient aboutir à une solution équitable de la situation sur laquelle porte le projet de résolution; par conséquent, elle se sent obligée de voter contre le projet de résolution.

47. M. SKOGLUND (Suède) réaffirme l'opinion de sa délégation, à savoir que la quatrième Convention de Genève de 1949 et la Convention de La Haye de 1907⁶ s'appliquent toutes deux aux territoires occupés. Tout en approuvant certaines parties du projet de résolution, la délégation suédoise s'abstiendra toutefois lors du vote, parce qu'elle estime que la question sur laquelle porte le projet de résolution ne relève pas vraiment du point de l'ordre du jour relatif au rapport du Conseil économique et social et parce que les organes politiques de l'Organisation des Nations Unies ont déjà entrepris de l'examiner.

48. M. ABHYANKAR (Inde) indique que sa délégation appuie sans réserve le projet de résolution, ce qui est conforme à la position de principe qui a constamment été la sienne. Le représentant du Koweït a réfuté totalement la plupart des arguments spécieux du représentant d'Israël. Toutefois, ayant lui-même vécu dans un territoire colonial, M. Abhyankar tient à réfuter lui-même un argument particulier, à savoir que les habitants des territoires occupés non seulement ne souffriraient pas de l'occupation mais en profiteraient même en raison des emplois et des autres possibilités créés par l'occupation : il tient à déclarer que la liberté est toujours préférable à l'esclavage, même lorsque celui-ci offre les conditions de vie les plus prospères.

49. M. RANKIN (Canada) dit que sa délégation a conscience de l'émotion profonde que la question du Moyen-Orient suscite chez de nombreuses autres délégations, mais qu'elle estime que le projet de résolution n'entre pas dans le cadre des travaux de la Deuxième Commission en général et du point 12 de l'ordre du jour en particulier. Elle s'abstiendra lors du vote, car le problème traité est d'une importance cruciale pour les prochaines négociations qui auront lieu à Genève et il ne lui semble pas souhaitable de préjuger leur issue.

50. M. MOHAMMED (Nigéria) dit que sa délégation votera pour le projet de résolution, car il réaffirme un principe qui est fondé sur le droit international et qui se reflète dans de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et dans la Charte. Il est regrettable que l'article "the", pourtant indispensable, ait été omis devant le mot "territories", dans le texte anglais de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, qui demande le retrait des forces armées israéliennes, car ce texte s'en trouve ainsi ambigu, alors qu'il n'existe aucune ambiguïté de ce genre dans le texte français. Toutefois, même ceux qui acceptent la signification littérale du texte anglais

⁶ Dotation Carnegie pour la paix internationale. *Les conventions et déclarations de La Haye de 1899 et 1907*. New York, Oxford University Press, 1918.

par la nation occupante n'approuvent pas l'exploitation des ressources de territoires occupés par la force. La délégation nigériane votera pour le projet de résolution.

51. M. RASAPUTRAM (Sri Lanka) dit que sa délégation appuie le projet de résolution parce qu'il est opportun et parce qu'en le rejetant on risquerait de créer un précédent dangereux pour l'avenir. Toute occupation militaire d'un pays par un autre doit nécessairement être temporaire, et la puissance occupante n'a aucun droit d'exploiter les ressources naturelles des territoires occupés et de se les approprier.

52. M. DELIVANIS (Grèce) dit que son pays a appuyé les principes énoncés dans le projet de résolution dans les instances politiques compétentes de l'Organisation des Nations Unies, mais qu'il se sent forcé de s'abstenir en l'occurrence car il estime que la Deuxième Commission n'est pas l'organe compétent pour traiter de problèmes politiques.

53. M. KANKA (Tchécoslovaquie) annonce l'intention de sa délégation de voter pour le projet de résolution pour les raisons qu'il a déjà exposées à maintes reprises.

54. M. CHHETRI (Bhoutan) dit que s'il est procédé à un vote séparé sur le paragraphe 3 sa délégation s'abstiendra, mais qu'elle votera pour le projet de résolution dans son ensemble.

55. M. DIALLO (Haute-Volta) demande un vote séparé par appel nominal sur le paragraphe 4 afin d'identifier les défenseurs irréductibles des régimes de Lisbonne et de Pretoria.

56. M. AL-KHUDHAIRY (Irak) demande un vote par appel nominal sur l'ensemble du projet de résolution.

57. M. HAMID (Soudan) se demande comment le représentant d'Israël a pu croire que les membres de la Commission se laisseraient abuser par la façon ridicule dont il a déformé les faits et par son manque de logique. Les abstentions annoncées jusqu'à présent n'enlèveront rien aux faits pas plus qu'elles n'influenceront les représentants éclairés qui ont indiqué qu'ils appuieraient pleinement le projet de résolution. La délégation soudanaise votera pour le projet de résolution tout en déplorant que certaines délégations aient accepté l'argument avancé par Israël, à savoir que la Deuxième Commission n'avait pas à connaître des pratiques criminelles perpétrées dans les territoires arabes occupés.

58. M. ELIASHIV (Israël) répète que sa délégation a expliqué en détail la situation dans les territoires occupés au cours des débats sur le point 45 de l'ordre du jour à la Commission politique spéciale. Elle n'estime pas qu'il y ait lieu d'examiner cette question à la Deuxième Commission et rejette catégoriquement les accusations et les allégations mensongères des représentants arabes; elle fait appel aux membres de la Commission pour qu'ils votent contre le projet de résolution.

59. Le PRÉSIDENT invite les membres de la Commission à voter sur le paragraphe 4 du projet de résolution A/C.2/L.1333, pour lequel un vote séparé a été demandé par le Canada.

Sur la demande du représentant de la Haute-Volta, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par la Turquie, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Bahreïn, Bhoutan, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Yémen démocratique, Equateur, Egypte, El Salvador, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Guatemala, Guinée, Guyane, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, République khmère, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Mongolie, Maroc, Népal, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique, Israël, Nicaragua, Portugal.

S'abstiennent : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Uruguay, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Bolivie, Canada, Costa Rica, Danemark, Finlande, France, Allemagne, (République fédérale d'), Grèce, Honduras, Irlande, Italie, Japon, Malawi, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suède.

Par 94 voix contre 4, avec 23 abstentions, le paragraphe 4 est adopté.

60. M. MÜEZZINOGLU (Turquie) annonce qu'il aurait voté pour le paragraphe 4 s'il avait été présent au moment du vote.

61. M. CURTIN (Australie) dit qu'il se serait abstenu s'il avait assisté au vote.

62. Le PRÉSIDENT invite la Commission à voter sur l'ensemble du projet de résolution.

Sur la demande du représentant de l'Irak, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par l'Australie, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Bahreïn, Bhoutan, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Yémen démocratique, Equateur, Egypte, El Salvador, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Guinée, Guyane, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Mongolie, Maroc, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo,

Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine.

Votent contre : Barbade, Bolivie, Israël, Nicaragua, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Bahamas, Belgique, Canada, Costa Rica, Danemark, Finlande,

France, Allemagne (République fédérale d'), Grèce, Guatemala, Honduras, Irlande, Italie, République khmère, Malawi, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Paraguay, Portugal, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Uruguay, Venezuela.

Par 91 voix contre 5, avec 27 abstentions, l'ensemble du projet de résolution A/C.2/L.1333 est adopté.

La séance est levée à 13 h 15.

1580^e séance

Vendredi 7 décembre 1973, à 10 h 55.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1580

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (suite) [A/9003, A/C.2/285]

SOUVERAINETE PERMANENTE SUR LES RES-SOURCES NATIONALES DANS LES TERRITOIRES ARABES OCCUPES (suite)

1. M. QUARTIN SANTOS (Portugal) dit que, conformément à la déclaration faite par sa délégation à l'Assemblée générale le 22 novembre 1973 (2176ème séance plénière), le Portugal s'est abstenu lors du vote sur le projet de résolution concernant la souveraineté permanente sur les ressources nationales dans les territoires arabes occupés (A/C.2/L.1333), réaffirmant ainsi sa neutralité à l'égard du conflit israélo-arabe. Toutefois, sa délégation a voté contre le paragraphe 4 du dispositif, car elle a dû exprimer sa réserve en ce qui concerne la référence qu'il contient à un certain système social en application à l'intérieur d'un Etat Membre de l'Organisation : la délégation portugaise estime, en application du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies, que ce problème ne relève pas de la compétence des Nations Unies.

2. M. OGISO (Japon) explique que sa délégation a voté pour le projet de résolution car elle comprend parfaitement la position fondamentale des pays arabes quant à leurs ressources humaines et naturelles situées dans les territoires occupés. La délégation japonaise espère que le problème sera résolu rapidement à l'amiable, conformément au droit international. Vu le droit international actuel, elle s'est sentie dans l'obligation de s'abstenir lors du vote sur le paragraphe 4.

3. Mme de GAMOU (Uruguay) déclare que, si l'Uruguay a toujours défendu le principe universel de la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles, il a dû toutefois s'abstenir sur le projet de résolution, à cause de ses réserves touchant certains points qui lui paraissent étrangers à ce principe fondamental. Si le projet de résolution avait été formulé différemment et n'avait pas contenu des concepts qui le

déséquilibrent, la délégation uruguayenne aurait pu l'appuyer, car elle en approuve le principe fondamental.

4. M. LOHANI (Népal) déclare que sa délégation a voté pour le paragraphe 4, mais s'est abstenue sur l'ensemble du projet de résolution, car elle émet certaines réserves quant au libellé du paragraphe 2. Si l'on avait procédé à un vote séparé sur le paragraphe 1, elle aurait voté pour.

5. M. MÜEZZINOGLU (Turquie) indique que sa délégation a voté pour le projet de résolution, car la Turquie a toujours été hostile aux tentatives d'acquisition de territoires par la force et a appuyé l'action internationale visant à l'évacuation immédiate des territoires acquis de cette façon. Au cours des discussions de la Commission politique spéciale sur les questions connexes, la délégation turque a exposé dans le détail son opinion en la matière et elle a voté pour le projet de résolution que la Commission a adopté.

6. La délégation turque aurait préféré que l'ensemble de la question, y compris l'aspect dont a discuté la Deuxième Commission, soit traité dans un contexte plus large par une instance différente; elle estime qu'il aurait suffi, à l'heure où les préparatifs d'une conférence de la paix sont en cours, de réaffirmer le principe interdisant l'acquisition de territoires par la force. La délégation turque aurait également préféré un libellé plus judicieux comme l'ont indiqué certains représentants. Toutefois, ayant présents à l'esprit les documents adoptés précédemment et mentionnés dans les alinéas du préambule, elle estime que le projet de résolution constitue un élément positif, qui encourage à poursuivre les efforts vers une solution juste et équitable de la question.

7. M. BOUNDA (Congo) indique que sa délégation a appuyé le projet de résolution car il ne concerne pas seulement la libération des territoires arabes occupés, mais également celle de tous les territoires encore soumis au racisme, au colonialisme et à l'*apartheid*. La délégation congolaise se félicite de voir ce texte adopté à une aussi forte majorité. Le représentant d'Israël s'est condamné lui-même en reconnaissant que les territoires étaient effectivement occupés et le représentant du Portugal a sciemment tenté d'induire la Commission

en erreur en déclarant que son gouvernement fournissait de l'aide à la Zambie et aux autres pays sans littoral limitrophes des territoires sous domination portugaise.

8. M. HAÏDAR (Liban) déclare que sa délégation, qui a voté en faveur du projet de résolution, n'a fait que suivre la ligne de la logique, car les paragraphes 1, 2 et 4 concernant l'application de multiples résolutions adoptées par les plus hautes instances internationales à un cas particulier et à d'autres similaires. Quant au paragraphe 3, c'est la conséquence inéluctable de l'interdiction du pillage, affirmée par la quatrième Convention de Genève, qui y est mentionnée. Il est regrettable que certains pays aient cru devoir s'abstenir, alors surtout que l'on compte parmi eux des nations qui ont tout fait pour élaborer le droit et assurer sa primauté dans les relations humaines.

9. M. AL-EBRAHIM (Koweït) précise que sa délégation a voté pour le projet de résolution en se fondant sur des principes auxquels elle est foncièrement attachée. Toute violation du principe fondamental selon lequel l'occupation ne doit pas profiter à l'occupant constitue une infraction aux dispositions de la Charte des Nations Unies, est proscrite par le droit international et est contraire à toutes les normes d'un comportement civilisé. L'exploitation des ressources naturelles des territoires occupés revient à saper encore plus gratuitement les objectifs de l'Organisation des Nations Unies.

10. Israël n'a pas plus le droit d'occuper les territoires arabes qu'un occupant celui de voler à autrui ses ressources naturelles. Or, bien qu'Israël s'octroie effrontément ce droit, certaines délégations, au lieu de condamner les pratiques de ce genre, se sont abstenues lors du vote sur le projet de résolution. Même si, en conséquence, le projet de résolution n'a pas fait l'objet du consensus qu'il mérite, Israël se doit de noter l'opposition que l'écrasante majorité de la Commission manifeste à l'égard de sa politique d'occupation et de la façon dont il pille des ressources naturelles appartenant à autrui.

CONSEQUENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES DU DESARMEMENT (*fin**) [A/C.2/L.1332, PROJET DE DECISION I]

11. Le PRESIDENT invite la Commission à examiner le projet de décision I qu'il propose pour adoption dans le document A/C.2/L.1332.

12. M. WANG Tzu-chuan (Chine) rappelle que sa délégation a déjà exposé sa position en la matière lors de la cinquante-quatrième session du Conseil économique et social, ainsi qu'à l'Assemblée générale et à la Première Commission lors de la session en cours. Si le projet de décision figurant dans la première partie du document est mis aux voix, la délégation chinoise ne participera pas au vote.

Le projet de décision I est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

LE PROBLEME DE LA PAUVRETE DES MASSES ET DU CHOMAGE DANS LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT (A/C.2/L.1332, PROJET DE DECISION II)

13. Le PRESIDENT invite la Commission à examiner le projet de décision II.

14. M. WANG Tzu-chuan (Chine) exprime la profonde sympathie de sa délégation à l'égard des pays en voie de développement désireux de résoudre leurs problèmes de pauvreté des masses et de chômage; la délégation chinoise appuie ces pays dans la lutte qu'ils mènent en ce sens. Toutefois, elle a certaines réserves quant au rapport du Secrétaire général consacré à la question¹, car ce dernier ne fait aucune mention de la cause profonde des difficultés rencontrées par les pays en voie de développement et la solution proposée est, en conséquence, peu appropriée.

Le projet de décision II est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

15. M. KOUDRYAVTSEV (République socialiste soviétique de Biélorussie) dit que sa délégation s'est référée, tant au cours de la discussion générale sur la situation économique mondiale qu'au cours des débats sur divers points de l'ordre du jour, à la constatation formulée dans le rapport du Secrétaire général : d'une part, le revenu par habitant de la couche la plus pauvre de la population des pays en voie de développement ne suffit pas en général à lui assurer le minimum vital et, d'autre part, la répartition du revenu national est inégale dans ces pays. La délégation biélorussienne partage l'avis exprimé dans le rapport que seule une politique fiscale rationnelle peut résoudre ce problème tout en stimulant l'industrialisation. En effet, non seulement cette politique assurerait à l'Etat des fonds supplémentaires, mais elle lui permettrait en outre de les utiliser pour stimuler la production sur le plan national. La résolution 2562 (XXIV) de l'Assemblée générale, qui compte la délégation biélorussienne parmi ses auteurs, prie le Secrétaire général de préparer une étude d'ensemble des systèmes fiscaux en vigueur dans les pays en voie de développement, y compris ceux qui s'appliquent aux capitaux nationaux et aux capitaux étrangers. L'impôt représente 60 à 90 p. 100 du total du revenu national de la plupart des pays en voie de développement.

16. La seule manière d'accroître ce revenu par habitant est de procéder à des réformes économiques et sociales, de faire participer l'Etat à la production et d'éliminer les groupes privés dont les activités augmentent les coûts de production ainsi que les groupes sociaux non productifs qui absorbent une part importante du surplus de production. Le système fiscal le mieux compris ne peut fonctionner efficacement s'il n'est pas procédé à des transformations économiques et sociales d'envergure. Les mesures susceptibles de le soutenir comprennent, entre autres, le relèvement des impôts sur les capitaux nationaux et étrangers, l'extension de l'imposition aux revenus moyens, la taxation des articles de luxe et des biens de consommation, le contrôle des revenus par l'Etat et l'uniformité de l'imposition.

17. M. RASAPUTRAM (Sri Lanka) déclare que sa délégation appuie le projet de décision à l'examen car il s'agit d'une question vitale pour les pays en voie de développement. La simple planification a été, dans la plupart des pays en question, incapable de maîtriser leur problème le plus grave, celui du chômage. L'augmentation du chômage accroît encore la pauvreté des masses, phénomène qui provoque à son tour le mécontentement à l'égard du mécanisme même de la planification. La croissance de l'emploi doit donc être

* Reprise des débats de la 1574ème séance.

¹ E/5343 et Add.1.

un objectif fondamental du développement économique.

18. Une étude de l'OIT présentée au Comité de la planification du développement lors de sa huitième session² et intitulée "Eléments de stratégie d'expansion de l'emploi dans les pays en voie de développement" souligne à juste titre que la Stratégie internationale du développement, pour laisser peut-être carte blanche à l'OIT, ne cherche pas à définir, même en termes généraux, une stratégie cohérente de la promotion du plein emploi. La Deuxième Commission devrait se pencher sur les problèmes relatifs à l'emploi et prier l'OIT de faire connaître au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale comment elle a encouragé, au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, la promotion du plein emploi. L'OIT a acquis une vaste expérience de l'étude et de l'identification des problèmes de l'emploi dans le monde, notamment dans les pays en voie de développement. Elle a envoyé quatre missions de stratégie globale de l'emploi en Colombie, à Sri Lanka, au Kenya et en Iran; elle s'apprête à en envoyer une autre aux Philippines. Il est regrettable qu'on ne fasse pas meilleur usage de cette expérience.

19. De la croissance de l'emploi découlent l'amélioration de la répartition des revenus, l'augmentation de la productivité et le relèvement du niveau de vie : autant d'objectifs fondamentaux de la Stratégie. Il est donc extrêmement important de procéder à un examen d'ensemble de la situation de l'emploi dans le monde, en étudiant particulièrement le cas des pays en voie de développement. Cet examen doit remonter aux causes du problème, analyser les mesures adoptées jusqu'à présent et proposer une stratégie pour les années à venir. Etant donné que les missions de stratégie globale de l'emploi mises sur pied par l'OIT ont déjà beaucoup avancé dans l'étude de toutes les variables de la croissance économique, M. Rasaputram serait d'avis que l'OIT établisse un rapport qui serait présenté lors des opérations d'examen et d'évaluation de la Stratégie prévues pour le milieu de la Décennie. Ce rapport serait très utile à l'Assemblée générale lors de sa session extraordinaire de 1975.

20. Les opérations d'examen en question précéderont les réunions entre hauts dirigeants politiques prévues au cours de la session extraordinaire de l'Assemblée. Si l'on veut examiner les aspects les plus importants de l'évolution économique et sociale, il faut que la réaction des pays intéressés eux-mêmes soit très positive et qu'ils fournissent les renseignements nécessaires. Si, dans certains cas, les services nationaux de la statistique ne peuvent y suffire, les organismes régionaux des Nations Unies pourront apporter toute l'assistance voulue.

21. M. BRITO (Brésil) réaffirme la position de sa délégation selon laquelle la façon dont l'ONU aborde les questions du chômage et de la pauvreté des masses n'a pas réussi jusqu'à présent à en dévoiler les causes véritables, qui tiennent en fait aux insuffisances de la planification générale et des techniques industrielles. Envisager le problème de la pauvreté des masses sous l'angle politique et non sous l'angle technologique ne sert pas les intérêts des pays qu'il touche le plus.

M. Brito pense avec le représentant de la Chine que les causes véritables de la pauvreté des masses ne sont pas convenablement mises en lumière dans le rapport du Secrétaire général. Si le projet de décision avait été mis aux voix, la délégation brésilienne se serait donc abstenue.

22. M. CHEVRON (Organisation internationale du Travail), prenant la parole sur l'invitation du Président, déclare que la résolution 1808 (LV) du Conseil économique et social a constitué pour l'OIT non seulement une appréciation élogieuse de ses initiatives prises depuis trois années déjà dans le cadre de la Stratégie internationale du développement, mais aussi un encouragement précieux à poursuivre et à renforcer son programme au cours des années à venir. L'OIT a participé au présent travail d'examen et d'évaluation en présentant au Comité de la planification du développement lors de sa neuvième session³ un rapport intitulé "Objectifs et politiques de l'emploi dans les pays en voie de développement". Plusieurs délégations ont déjà fait remarquer que des éléments statistiques sérieux n'ont pu encore être réunis sur les trois premières années de la deuxième Décennie. La contribution de l'OIT a donc essentiellement consisté en une étude de l'application de la Convention et de la Recommandation adoptées par la Conférence générale du Travail en 1964. Cette étude a montré que sur les 85 Etats qui ont répondu à l'enquête du BIT, 64 pays, dont 34 pays en voie de développement, se sont formellement engagés à faire du plein emploi un objectif essentiel de leur développement et à l'intégrer à leur planification économique et sociale. De nombreux pays en voie de développement attachent une grande importance à la promotion des activités industrielles, le plus souvent par souci de mettre en œuvre des techniques particulièrement créatrices d'emplois.

23. Le Programme mondial de l'emploi lancé par l'OIT constitue une contribution importante à la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, mais il ne peut être réalisé par la seule OIT sans la collaboration des institutions spécialisées et des organismes des Nations Unies. Pour jouer son rôle de catalyseur, l'OIT a mis en place des activités de recherche et des programmes techniques dans le cadre de la planification à moyen et à long terme de ses travaux. Au sein du Comité administratif de coordination, les chefs des secrétariats des organisations participant au Programme mondial de l'emploi ont collaboré à la définition d'une politique de l'emploi pour la deuxième Décennie, concernant des points essentiels comme la population, la technologie, la répartition des revenus, l'éducation et le marché de l'emploi, le commerce international et les institutions. Pour étudier en profondeur ces derniers problèmes, l'OIT a mis en place des équipes de recherche renforcées par la collaboration extérieure d'économistes de réputation internationale et d'instituts dont certains appartiennent à des pays en voie de développement. Le BIT a aussi accordé une importance particulière au perfectionnement de l'appareil statistique indispensable aux économistes et aux planificateurs.

24. Le Programme mondial de l'emploi, depuis qu'il a été lancé par l'OIT, s'est concrétisé par certains projets techniques d'envergure, dont les quatre principaux ont

² Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-troisième session, Supplément No 7.*

³ *Ibid.*, cinquante-cinquième session, Supplément No 5.

été les missions de stratégie globale de l'emploi en Colombie, à Sri Lanka, en Iran et au Kenya. Les rapports sur ces missions sont maintenant disponibles, de même que les documents relatifs à l'évaluation interinstitutionnelle des missions de mars 1973. Il est encore trop tôt pour apprécier l'incidence de ces missions sur le plan national, mais il est certain qu'elles ont apporté une contribution remarquable au diagnostic des situations nationales et au processus de prise des décisions. Pour sa part, le BIT considère que leur succès a dépassé ses espérances. Ces missions, cependant, ne représentent qu'un élément d'un programme international multilatéral continu. D'autres missions, d'une composition différente et aux objectifs spécifiques, ont accompli ou poursuivent un travail important : en République Dominicaine, aux Philippines et en Tunisie, par exemple. Des missions exploratrices se sont rendues en Ethiopie et au Soudan. Des projets sectoriels, enfin, doivent également être mis en place.

25. Il convient de souligner, toujours dans le cadre du Programme mondial de l'emploi, l'importance croissante des travaux que réalisent les équipes régionales d'experts que dirige le BIT. Deux équipes ont déjà été installées, l'une en Amérique latine, la seconde en Asie; une troisième le sera bientôt en Afrique.

26. Conformément à la résolution 1808 (LV) du Conseil économique et social, l'OIT a inscrit le Programme mondial de l'emploi au premier rang de ses travaux, y compris dans sa planification à long terme pour 1976-1981. Elle attend avec confiance le concours que les institutions spécialisées et les organismes des Nations Unies continueront sans aucun doute à lui apporter, selon le vœu du Conseil.

POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen et évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (suite*) [A/9003, chap. III; A/C.2/L.1287, A/C.2/L.1329]

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR

Réduction de l'écart croissant entre les pays développés et les pays en voie de développement (fin*)

27. Le PRESIDENT dit que, sur la base de consultations qu'il a eues avec diverses délégations, en particulier celle de la Sierra Leone, il a été convenu, étant donné le peu de temps qui reste avant la fin de la session, qu'il suggérerait que la Commission recommande à l'Assemblée générale de reporter l'examen du point 108 de l'ordre du jour à la vingt-neuvième session. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission accepte sa suggestion.

Il en est ainsi décidé.

28. Le PRESIDENT propose, en ce qui concerne le point 46, que la Commission commence par examiner le rapport du Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation (A/C.2/L.1329). Sur la base de ses consultations avec diverses délégations et avec les membres du Bureau de la Commission ainsi qu'avec le Président et le Rapporteur du Groupe de travail, il suggère que la Commission se prononce d'abord sur le projet de

résolution présenté par le Groupe de travail au paragraphe 6 de son rapport, entend ensuite les déclarations des délégations concernant le compte rendu de la première opération biennale d'examen et d'évaluation d'ensemble de la Stratégie internationale du développement, après quoi elle pourrait examiner toutes autres propositions présentées concernant ce point de l'ordre du jour.

29. M. DIAW (Mali) déclare que, si sa délégation avait été présente lors du vote sur le projet de résolution A/C.2/L.1323/Rev.1, à la 1576ème séance, elle aurait voté pour l'ensemble de ce projet, ainsi que pour les alinéas *d* et *e* du paragraphe 1 du dispositif, sur lesquels il a été procédé à des votes séparés.

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL DE L'EXAMEN ET DE L'EVALUATION (A/C.2/L.1329)

30. M. WANG Tzu-chuan (Chine) dit qu'il tient, avant que la Commission adopte le rapport du Groupe de travail (A/C.2/L.1329), à déclarer que sa délégation a de sérieuses réserves, notamment en ce qui concerne les paragraphes 6 et 65 du texte de projet d'examen et d'évaluation. Elle est disposée à exprimer ses vues sur le rapport à une phase ultérieure.

31. Le PRESIDENT dit que, comme le projet de résolution recommandé par le Groupe de travail est le fruit d'un accord général parmi les délégations, il considérera, en l'absence d'objection, que la Commission est disposée à l'adopter sans le mettre aux voix.

Le projet de résolution est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

32. M. HOVEYDA (Iran), prenant la parole en sa qualité de Président du Groupe des Soixante-Dix-Sept, dit qu'il tient à expliquer la position de l'ensemble de ce groupe sur le rapport du Groupe de travail. Les membres du Groupe des Soixante-Dix-Sept pensent que le texte de projet d'examen et d'évaluation n'exprime pas de façon adéquate les aspirations des pays en voie de développement, car les mesures de politique générale énoncées dans la Stratégie internationale du développement représentent en soi le minimum qu'il importe d'accomplir en vue de réaliser les buts et les objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Le texte tel qu'il apparaît dans le document A/C.2/L.1329 montre de manière frappante combien peu de progrès a été réellement accompli dans une réalisation plus pleine et plus poussée de ces objectifs pendant les deux années considérées.

33. Le Groupe des Soixante-Dix-Sept a indiqué sa position quant à la base sur laquelle les résultats des efforts déployés dans le passé devraient être évalués et les mesures correctives à prendre dans un document présenté à la deuxième session du Comité de l'examen et de l'évaluation⁴. M. Hoveyda tient à souligner que, pour donner leur appui au rapport du Groupe de travail, les membres du Groupe des Soixante-Dix-Sept se sont considérablement départis de leur position initiale, sans toutefois l'abandonner. Ils ont maintenu leur position tant individuelle que collective, mais, pendant plusieurs semaines de difficiles et tortueuses

⁴ E/C.9/L.4. Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 11*, par. 18 à 25.

* Reprise des débats de la 1576ème séance.

négociations qui ont exigé de leur part un considérable effort de conciliation, ils ont concerté leur action de façon à aboutir à un document commun qui, rencontrant l'agrément de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies, puisse renforcer la coopération internationale pour le développement.

34. Ainsi que l'a rappelé le porte-parole du Groupe des Soixante-Dix-Sept devant la Commission à la vingt-cinquième session (1315ème séance, par. 178 et 179) lors de l'adoption de la Stratégie internationale du développement, les gouvernements, du fait même de leur adoption de la Stratégie, ont pris l'engagement politique et moral de mettre en œuvre les mesures nécessaires à la réalisation des objectifs qui y sont énoncés, assorties d'un calendrier précis et ayant force obligatoire d'exécution. On peut soutenir que le rapport du Groupe de travail reflète la phase actuelle de l'évolution de la conscience collective de l'humanité dans un des domaines les plus essentiels de l'organisation de la société humaine. S'il en est ainsi, ce rapport donne un tableau bien décourageant de la volonté politique actuelle des pays développés en général concernant la pleine réalisation des objectifs minimums de la Stratégie; en effet, le fait indéniable et la triste conclusion qui se dégagent de la première opération d'examen et d'évaluation est que la Stratégie a été tout à fait étrangère, dans certains secteurs, au progrès accompli par les pays en voie de développement pendant les deux premières années de la deuxième Décennie. En outre, hormis quelques encourageantes exceptions, les pays développés ont mis beaucoup de lenteur et d'hésitation à exécuter les engagements qu'ils avaient pris en 1970.

35. Les membres du Groupe des Soixante-Dix-Sept espèrent que le rapport sur la première opération d'examen et d'évaluation, qui fait l'objet d'un consensus, engagera les pays développés à agir plus rapidement et plus systématiquement dans les domaines spécifiques où des mesures correctives doivent être prises d'urgence à titre prioritaire. Le Groupe des Soixante-Dix-Sept maintient qu'il importe d'agir d'urgence en ce qui concerne : le rôle crucial de l'aide publique au développement dans les efforts de développement des pays en voie de développement et la nécessité de réaliser pleinement les objectifs de la Stratégie en matière d'aide publique au développement; la nécessité de prendre une décision politique rapide et positive sur la question du lien entre de nouvelles allocations de droits de tirage spéciaux et des ressources financières additionnelles pour le développement, et la certitude que des ressources effectives supplémentaires seront transférées des pays développés aux pays en voie de développement en tant qu'élément essentiel du système monétaire réformé; la nécessité d'établir un code de conduite ayant force obligatoire pour la réglementation des conférences maritimes; la nécessité d'élaborer d'urgence des objectifs quantitatifs adéquats dans le domaine de la science et de la technique, compte tenu du fait qu'aucun progrès n'a été réalisé dans ce domaine depuis 1970; la nécessité de conclure rapidement des accords complets et détaillés sur les produits et, à défaut de tout accord sur un ensemble de principes généraux concernant la politique de fixation des prix et à l'accès des produits aux marchés, la reconnaissance du droit des pays en voie de développement de déterminer la politique des prix relative à leurs produits d'exportation

conformément à leurs besoins en matière de développement; la nécessité d'assurer aux pays en voie de développement des avantages supplémentaires substantiels et soutenus au cours des négociations commerciales multilatérales, de façon à promouvoir une division internationale du travail plus équitable.

36. La première opération biennale d'examen et d'évaluation a été entravée par des statistiques incomplètes et, en maintes occasions, non comparables et peu concluantes, et les pays dont M. Hoveyda est le porte-parole estiment qu'il faut d'urgence veiller à prendre les mesures pour que cela ne se reproduise pas lors de l'opération d'examen et d'évaluation qui sera effectuée au milieu de la Décennie.

37. Pour conclure, M. Hoveyda souligne que les pays en voie de développement ne savent que trop qu'ils doivent, en dernière analyse, assumer eux-mêmes la responsabilité de leur développement. Ces pays s'efforcent également de traduire leurs progrès généraux en termes concrets, en améliorant effectivement et réellement la vie de leurs citoyens. Toutefois, sans croissance, il ne saurait y avoir de développement ni le progrès social tant attendu. Dans le large contexte de l'indépendance en matière de développement, la leçon ultime qui se dégage de la Stratégie est que la communauté internationale a beaucoup à faire en commun et l'ultime conclusion qui se dégage de la première opération d'examen et d'évaluation est qu'elle a fait bien peu jusqu'ici.

38. Parlant en sa qualité de représentant de l'Iran, M. Hoveyda tient à souligner que les pays membres du Groupe des Soixante-Dix-Sept ont fait preuve de bonne foi et d'esprit de compromis. Il faut espérer que les pays développés répondront à cet esprit de compromis et feront de la Deuxième Commission un centre de coopération véritable.

39. M. KRYGER (Danemark), parlant au nom des Etats membres des communautés européennes, dit que ces Etats souhaitent indiquer combien ils sont satisfaits que la première opération d'examen et d'évaluation d'ensemble des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement ait abouti à un texte qui a été adopté par consensus. Ce texte est le résultat d'un débat très sérieux et très fructueux au cours duquel toutes les parties en cause ont fait preuve d'une volonté de compromis encourageante. Au cours du débat, les délégations ont souligné d'une part les progrès et les réalisations et d'autre part les nombreux problèmes encore en suspens.

40. La CEE, pour sa part, a joué un rôle important dans l'application de la Stratégie pendant ces deux premières années. La Communauté a été la première à mettre en application en faveur des pays en voie de développement le système généralisé de préférences qui constitue l'une des pierres angulaires de la Stratégie dans le domaine commercial. Il n'est donc pas surprenant que les importations de la Communauté en provenance des pays en voie de développement aient continué d'augmenter à une cadence très rapide pendant cette période puisqu'elles sont passées de 14,2 milliards d'unités de compte en 1969 à près de 19 milliards en 1972.

41. En outre, il y a lieu de noter que, dans le cadre de leurs transactions commerciales avec la CEE, les pays en voie de développement ont enregistré un excédent

de devises étrangères qui s'élevait à 4,9 milliards de dollars en 1972 et qui, selon des chiffres préliminaires fondés sur les trois premiers mois de 1973, s'élèverait à près de 6 milliards de dollars pour 1973.

42. En ce qui concerne l'avenir, les communautés européennes se proposent de jouer un rôle encore plus important dans l'application de la Stratégie. Ainsi, dans le cadre des négociations commerciales multilatérales, elles feront le maximum pour obtenir des résultats qui garantiront des bénéfices supplémentaires aux pays en voie de développement sur le plan du commerce international.

43. Les Etats membres des communautés européennes souhaitent faire connaître leur interprétation de certains des paragraphes du document A/C.2/L.1329 qui a fait l'objet d'un accord.

44. Les Etats membres des communautés européennes estiment que la quatrième phrase de l'alinéa c du paragraphe 25, qui commence par les mots "Même les avantages limités", ne donne pas une idée juste des unions douanières et des zones de libre échange entre pays développés, qui ont, en fait, abouti par le passé à l'augmentation des importations en provenance de pays tiers, notamment des pays en voie de développement. En outre, à leur avis, les négociations commerciales multilatérales n'aboutiront pas nécessairement à une érosion des avantages que le système généralisé de préférences procure aux pays en voie de développement, comme cette phrase le laisse entendre. De plus, on a expressément indiqué au cours des débats du Groupe de travail qu'il n'y avait aucun rapport direct entre l'érosion des avantages que le système généralisé de préférences procure aux pays en voie de développement à la suite des négociations commerciales multilatérales et les améliorations qui pourraient être apportées au système au cours de ces négociations ou par la suite.

45. Le fait que les Etats membres des communautés européennes appuient le paragraphe 35 ne signifie pas qu'ils retirent la première réserve qu'ils avaient exprimée au nom des communautés lorsque la Stratégie a été adoptée⁵. Au moment de l'adoption de la Stratégie en 1970, les Etats membres des communautés ont cru comprendre que le paragraphe 27 de la Stratégie s'inspirait de la résolution 73 (X) du Conseil du commerce et du développement. Cette résolution a maintenant été remplacée dans une large mesure par la résolution 83 (III) de la CNUCED et la résolution 7 (VII) de la Commission des produits de base.

46. En ce qui concerne la troisième phrase du paragraphe 48, qui commence par les mots "Dans la mesure" et qui se termine par les mots "compte tenu des exigences du développement des pays en voie de développement", les Etats membres des communautés européennes déclarent qu'ils accepteront cette phrase sous sa forme actuelle parce que la politique des prix des produits de base qui y est évoquée est assortie d'une disposition prévoyant que les prix établis doivent être équitables à la fois pour les producteurs et les consommateurs et que les deux parties ont leur mot à dire en la matière.

47. En ce qui concerne la deuxième phrase du paragraphe 50, les Etats membres des communautés

européennes rappellent que, déjà en appliquant les clauses de sauvegarde, les pays développés avaient naturellement examiné toutes les clauses en vigueur pertinentes. Bien que les Etats membres des communautés soient disposés, dans le cadre des négociations commerciales multilatérales, à examiner la pertinence du système de sauvegarde multilatéral en tenant compte en particulier des modalités d'application de l'article XIX du GATT, en vue de favoriser la libéralisation du commerce et de préserver les résultats acquis, ils estiment que le principe même de la clause de sauvegarde ne doit pas être remis en question car il a toujours été et restera une condition préalable indispensable à la libéralisation du commerce. Il ne serait pas réaliste d'espérer libéraliser l'accès des produits de base en provenance des pays en voie de développement aux marchés tout en éliminant la possibilité de mesures de recours en cas de perturbations graves du marché.

48. M. ZACHMANN (République démocratique allemande), se référant au rapport sur la première opération d'examen et d'évaluation de la mise en œuvre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et parlant au nom des délégations de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Mongolie, de la Pologne, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Tchécoslovaquie, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de sa propre délégation, dit que ces délégations soutiennent l'idée et les objectifs de la deuxième Décennie dans la mesure où ils concordent avec les déclarations communes présentées par les pays socialistes à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale⁶, à la troisième session de la CNUCED⁷, à la cinquième session extraordinaire du Conseil du commerce et du développement [voir A/9015 (première partie), annexe I, résolution 94 (S-V), annexe C], ainsi qu'avec le projet de résolution commun présenté à la vingt-septième session de l'Assemblée générale au sujet de l'élaboration et de l'adoption par l'Organisation d'une "déclaration de l'Organisation des Nations Unies sur les moyens de favoriser le développement d'une coopération équitable dans les domaines économique, commercial et technico-scientifique"⁸.

49. La pratique des relations économiques internationales et les tendances qui se font jour depuis quelques années dans le développement économique des pays en voie de développement confirment pleinement la justesse des thèses avancées dans les documents cités. La mise en pratique de ces thèses progressistes, qui ont des fondements scientifiques et sont confirmées par la pratique de nombreux Etats, peut et doit servir à assainir de façon décisive les relations économiques mondiales et à hâter le développement économique et social. Les pays socialistes continuent de s'en tenir aux positions exposées dans ces importants documents.

⁶ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Annexes*, point 42 de l'ordre du jour, document A/8074.

⁷ TD/154. Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session, vol. 1 : Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe VIII.G.

⁸ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Annexes*, point 12 de l'ordre du jour, document A/8963, par. 38.

⁵ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Annexes*, point 42 de l'ordre du jour, document A/8124/Add.1.

50. De nos jours, le système des relations économiques internationales doit se fonder sur une coopération bilatérale ou multilatérale qui soit à la fois équitable, mutuellement profitable et durable. La mise au point d'une telle coopération renforcera concrètement les relations pacifiques entre Etats.

51. La paix est la première condition nécessaire pour parvenir à une telle coopération économique et sociale entre tous les pays. Sans un système de relations internationales fondé sur la coexistence pacifique, il est impossible non seulement d'aborder sérieusement l'étude des problèmes de l'avenir qui intéressent toute l'humanité mais aussi de venir à bout de maintes tâches urgentes. Ce n'est que dans ce cadre que le développement d'une coopération économique, commerciale, scientifique et technique fondée sur l'égalité, l'avantage mutuel et l'absence de toute discrimination et de toute tentative d'ingérence dans les affaires intérieures des partenaires aboutira à des résultats valables dans la mise en œuvre des idées et des objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

52. Le souci de la paix et de la sécurité ne peut être l'apanage que d'un petit nombre de pays. Tous les Etats doivent contribuer activement à accentuer la détente et à éliminer durablement la haine, la confrontation et tout ce qui peut faire obstacle à une coopération concrète, fondée sur l'égalité et les avantages réciproques. Tous les pays doivent faire en sorte que le processus de détente qui a été engagé prenne un caractère irréversible.

53. La première opération d'examen et d'évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement constitue aux yeux des pays socialistes une utile tentative de mise au jour des tendances fondamentales du progrès économique et social et des facteurs qui déterminent celui-ci. A cet égard, cette opération revêt une grande importance pour tous les pays, dans la mesure où elle a permis, jusqu'à ce certain point, de mettre en évidence les succès obtenus ainsi que les difficultés rencontrées et les obstacles auxquels se heurte le développement économique du monde entier, et plus particulièrement celui des pays en voie de développement.

54. Le document comporte — et c'est là un aspect positif — d'importantes propositions visant à développer une coopération équitable et mutuellement profitable et à assurer le progrès économique et social de tous les pays, notamment des pays en voie de développement. Il est dit en particulier que "la paix et la sécurité internationales sont des conditions indispensables au progrès économique et social de tous les pays", et que "la généralisation et la détente dans toutes les régions du monde . . . permettra à tous les pays, quels que soient leur système économique et social ou leur niveau de développement, de tirer profit de ce progrès et de l'utiliser" pour réaliser les objectifs du développement économique.

55. Le rapport souligne aussi à juste titre que "la paix, la sécurité, l'absence de toute forme de pressions et de coercition extérieures et un climat de détente généralisé pourraient et devraient augmenter les possibilités d'aide au développement au profit des pays en voie de développement".

56. Autre point important, le document reconnaît "le lien qui devrait exister entre le processus de détente et la création de conditions meilleures pour la coopération internationale dans tous les domaines". Les pays socialistes sont particulièrement satisfaits de lire également que "tous les pays devraient promouvoir activement la réalisation d'un désarmement général et complet par des mesures efficaces. Les ressources qui pourront être libérées comme suite à des mesures efficaces de désarmement réel devraient être utilisées pour la promotion du développement économique et social de toutes les nations. La libération de ressources résultant de ces mesures devrait accroître la capacité des pays développés de fournir un appui aux pays en voie de développement dans les efforts qu'ils déploient pour accélérer leurs progrès économique et social".

57. D'autres contributions importantes sont les passages où il est question de la nécessité de mener à bien, dans les pays en voie de développement, de profondes réformes économiques et sociales, de créer ou de consolider les secteurs économiques d'Etat ou coopératifs, de préparer des cadres et des spécialistes locaux, d'assurer à l'Etat le contrôle des flux de capitaux, etc.

58. Il convient d'appliquer largement, dans la pratique des relations économiques internationales, les conclusions et recommandations formulées sur ces questions, et de tenir compte des problèmes indiqués. Il faut à partir de là mettre en œuvre avec persévérance les mesures politiques, économiques et sociales de caractère progressiste qui doivent contribuer à transformer les relations économiques entre Etats en un moyen efficace pour accélérer le progrès économique et social des peuples de tous les pays et pour renforcer l'indépendance politique et économique des pays en voie de développement. Pour rebâtir ainsi les relations internationales, il est naturellement indispensable de prendre en compte les intérêts de tous les pays, quel que soit le niveau de leur développement ou leur système social, et il faut que les Etats s'engagent dans une collaboration économique, commerciale, scientifique et technique équitable et mutuellement avantageuse, en appliquant le principe de la nation la plus favorisée et en évitant toute discrimination.

59. Les pays socialistes remarquent cependant que, à côté d'aspects positifs, le texte sur la première opération d'examen et d'évaluation présente un certain nombre d'insuffisances graves et contient des vues que l'on ne peut accepter. Certaines thèses ne sont pas fondées sur une analyse approfondie et réellement scientifique des véritables raisons des échecs rencontrés dans la mise en œuvre des idées et des objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. On n'a pas indiqué avec une précision suffisante les grands obstacles au développement économique et social, en particulier dans les pays en voie de développement. A cet égard, le document souffre des mêmes insuffisances fondamentales que la Stratégie internationale du développement, élaborée lors de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale et qui, de fait, constitue la base du programme de la deuxième Décennie.

60. Sur plusieurs points, le rapport ne fait pas non plus une distinction suffisamment nette entre pays développés capitalistes et pays développés socialistes, et il risque ainsi de donner l'impression que les pays capitalistes et les pays socialistes sont également res-

ponsables du retard économique et des perspectives de développement économique des pays en voie de développement. Ce point de vue apparaît en particulier aux paragraphes 8, 11, 23, 24, 35, 50, 53, 55 et dans quelques autres, où l'on assigne à tous les pays développés sans exception des "tâches" qualitatives et où on leur demande uniformément de revoir leur politique en matière de coopération économique et de développement.

61. Les pays socialistes estiment que cette attitude à leur égard équivaut à laisser dans l'oubli toute une ère, longue de plusieurs siècles, de domination coloniale et d'exploitation, la responsabilité des puissances coloniales dans la situation actuelle des pays en voie de développement et la politique néo-colonialiste qu'elles mènent actuellement vis-à-vis de ces pays et qui s'apparente à une oppression économique. Les pays en voie de développement ont un droit inaliénable à être dédommages du préjudice matériel qu'ils ont subi du fait des puissances coloniales et des États capitalistes, qui ont exploité, et continuent d'exploiter, leurs ressources humaines et leurs richesses naturelles; ils ont le droit d'exiger une révision radicale de la politique des pays développés capitalistes, qui portent la responsabilité historique de la situation économique des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Les pays socialistes n'ont pas participé et ne participent pas à l'exploitation colonialiste ou néo-colonialiste des pays en voie de développement, et ils n'ont par conséquent aucune responsabilité dans la situation critique de l'économie de ces derniers.

62. Les pays socialistes, fidèles à l'esprit internationaliste, soutiennent la lutte des pays en voie de développement pour leur indépendance politique et économique; ils aident ces pays à édifier leur économie et à mettre en œuvre une politique de progrès, une politique qui fait résolument obstacle au néo-colonialisme; ils soutiennent la lutte des pays en voie de développement pour le renforcement de leur indépendance et de leur souveraineté sur leurs ressources naturelles, pour leur autonomie économique, pour la paix et la sécurité, pour le progrès social et l'élévation du niveau de vie des travailleurs, pour des réformes et des transformations internes de caractère économique et social axées sur le progrès, notamment dans l'industrie de l'agriculture. Cette politique est tendue vers le développement d'une coopération internationale, équitable et mutuellement avantageuse dans les domaines économique, commercial, scientifique et technique, notamment avec les pays à système socialiste. Les pays socialistes développent et continueront de développer avec les États qui acceptent ces principes des relations amicales et une collaboration multilatérale. Dans leurs relations économiques, commerciales, scientifiques et techniques avec les pays en voie de développement, les pays socialistes, ainsi qu'ils l'ont déjà déclaré à plusieurs reprises, continueront à fonder leur attitude sur leur propre capacité économique et sur celle de leurs partenaires en voie de développement. Les pays socialistes continueront de soutenir, au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, celles des formes et des méthodes de coopération économique et technique avec les pays en voie de développement déjà justifiées par la pratique, qui concordent pleinement avec les plans et programmes socio-économiques de ces pays et garantissent le respect de leur souveraineté nationale et

leur droit inconditionnel de disposer intégralement de leurs ressources naturelles.

63. Cependant, le développement des liens économiques entre pays socialistes et pays en voie de développement n'est pas déterminé seulement par le potentiel économique croissant des pays socialistes et leur volonté de coopération. Il dépend aussi, et à un degré égal, des efforts que feront les pays en voie de développement eux-mêmes pour élargir de façon constructive leur commerce avec les pays socialistes et établir à cette fin des conditions qui ne soient pas moins bonnes que celles qu'ils réservent aux pays développés capitalistes qui sont leurs partenaires commerciaux, ainsi que de la normalisation générale de tous les courants de commerce international.

64. L'exécution du Programme général d'intégration économique socialiste créera de nouvelles possibilités de développer encore les liens économiques, scientifiques et techniques entre les pays membres du CAEM et les autres pays, quel que soit leur système social, sur la base des principes de l'égalité de droits, de l'avantage mutuel et du respect de la souveraineté.

65. La réalisation des idées et des objectifs de la deuxième Décennie exige, on le sait, d'énormes ressources. Une importante source supplémentaire de financement du développement économique doit provenir des ressources économisées grâce au désarmement et à la réduction des budgets militaires. Aussi est-il indispensable que tous les pays intensifient leurs efforts pour que soit convoquée, à une date aussi rapprochée que possible, une conférence mondiale du désarmement. Un progrès réel dans le domaine du désarmement aiderait puissamment à accélérer le développement socio-économique de tous les pays, y compris les pays en voie de développement et par là-même contribuerait dans une mesure décisive à la solution des problèmes que pose leur développement économique.

66. A cet égard, la proposition de l'URSS visant à une réduction de 10 p. 100 des budgets militaires des États membres permanents du Conseil de sécurité et l'utilisation d'une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement — point 102 de l'ordre du jour — constituerait une contribution concrète au progrès social et économique de tous les pays, et surtout des pays en voie de développement, en venant s'ajouter à l'aide que ces derniers reçoivent déjà par les moyens existants.

67. Les délégations de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Mongolie, de la Pologne, de la République démocratique allemande, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques continuent de penser que la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement peut et doit s'accompagner d'un important progrès économique et social dans le monde. Une situation politique favorable, qui peut ouvrir d'immenses possibilités de résoudre réellement les problèmes du développement et de la coopération économique internationale, commence à se développer à cet égard. Les pays socialistes sont profondément persuadés qu'un effort commun permettra de réaliser ces tâches d'une importance vitale.

68. M. EKBLÖM (Finlande) dit que sa délégation n'a pu participer activement aux travaux du Groupe de

travail chargé de l'examen et de l'évaluation. Toutefois, le Gouvernement finlandais a suivi avec beaucoup d'attention les activités déployées par ledit Groupe et les diverses difficultés qu'il a rencontrées. C'est donc sur les instructions précises d'Helsinki qu'il exprime la profonde satisfaction de son pays devant les efforts opiniâtres déployés par toutes les parties en présence en vue d'élaborer un texte acceptable par l'ensemble des intéressés. Il est normal qu'un texte de compromis présente des éléments qui ne satisfont pas tout le monde. La délégation finlandaise est heureuse que le document examiné ait été adopté par consensus.

69. Ce document fera l'objet d'une large publicité, de critiques et d'éloges; il constituera une base pour de nouvelles initiatives et sera certainement le principal outil de référence lors de l'examen en milieu de Décennie. C'est en tenant compte de ces considérations que M. Ekblom fait les remarques suivantes d'ordre général. La Finlande regrette que le texte, en dépit des efforts louables qui ont été faits pour assurer un équilibre entre ses divers éléments, donne aux lecteurs l'impression de déséquilibre entre les réussites et les échecs. Certes, les pays en voie de développement ont toutes les raisons d'être mécontents des résultats enregistrés jusqu'ici au cours de la Décennie. Toutefois, un résultat insuffisant peut toujours être présenté soit en des termes négatifs et décourageants, soit en des termes positifs et encourageants. Or, le document dont la Commission est saisie tend à donner une image négative des choses. L'un des objets de ce document est sans doute d'attirer l'attention sur les insuffisances et de mobiliser un plus large soutien en faveur de la coopération internationale pour le développement. Cependant, les généralisations sont toujours dangereuses et ce texte renferme de nombreuses généralisations négatives qui pourraient entraîner des réactions injustifiées de la part des parlementaires de certains pays, dont la Finlande, qui ont voté d'importantes augmentations annuelles des crédits d'assistance au cours des premières années de la deuxième Décennie. La délégation finlandaise croit sincèrement qu'il n'est pas sage, sur le plan tactique, de présenter un tableau trop sombre des résultats enregistrés au cours des deux premières années de la Décennie alors que celle-ci doit durer encore huit ans. Chacun sait que de nouvelles initiatives peuvent et doivent être encouragées, mais la délégation finlandaise n'est pas convaincue que cela puisse se faire par des critiques injustes. Malheureusement, le libellé du texte ne semble pas assurer un équilibre raisonnable entre les critiques et les encouragements.

70. Le Gouvernement finlandais s'étant vu contraint, lors de la vingt-cinquième session, de formuler deux réserves en ce qui concerne l'adoption de la Stratégie⁹, portant l'une sur la date à laquelle les objectifs de 1 p. 100 et de 0,7 p. 100 du produit national brut doivent être atteints, l'autre sur la proposition visant à établir un lien entre les droits de tirage spéciaux et le financement du développement. Au sujet du document A/C.2/L.1329, M. Ekblom ne formule qu'une seule observation portant sur la neuvième phrase du paragraphe 35, où il est écrit : "Les pays développés devraient reconsidérer les réserves qu'ils ont exprimées au moment de l'adoption de la Stratégie et

envisager de les retirer, contribuant ainsi à faire de la Stratégie un instrument efficace au service de la coopération internationale pour le développement." En approuvant ce paragraphe, et en fait l'ensemble du document, le Gouvernement finlandais a exprimé son intention de poursuivre les efforts visant à atteindre les buts et les objectifs de la Stratégie. Toutefois, il ne peut pas, au stade actuel, s'engager à retirer ses réserves et il ne considère pas que le fait d'avoir accepté le document implique un tel engagement. Néanmoins, M. Ekblom a le plaisir d'annoncer que son Gouvernement retire en fait une des deux réserves relatives à la Stratégie, à savoir celle qui concerne la proposition visant à établir un lien entre les droits de tirages spéciaux et le financement du développement. Son gouvernement tient par là à faire remarquer que, puisque les droits de tirage spéciaux doivent devenir la principale monnaie de réserve, leur utilisation éventuelle aux fins du développement doit être conforme à leur fonction monétaire fondamentale. Le retrait de cette réserve doit être interprété comme un désir sincère de la part de la Finlande de continuer à contribuer à ce que soient atteints les buts et les objectifs de la Stratégie.

71. M. FRAZÃO (Brésil) dit que la délégation brésilienne a plus d'une fois déjà souligné le fait que la Stratégie internationale du développement adoptée en 1970 ne correspond pas véritablement à une stratégie dans laquelle est prévu un effet d'entraînement des objectifs graduels. Il regrette de devoir dire maintenant que la première opération d'examen et d'évaluation d'ensemble des progrès accomplis au cours des deux premières années de la Décennie n'a pas, dans une grande mesure, donné les résultats que l'on aurait pu attendre d'une "évaluation" et qu'elle n'a certainement pas atteint les objectifs d'un "examen". Le document que le Groupe de travail a présenté à la Deuxième Commission n'a pas véritablement analysé et étudié les vraies causes des échecs généralisés qui n'ont pu permettre d'atteindre les buts et objectifs de la Stratégie au cours des deux premières années de la Décennie. A son avis, le document ne donne pas une idée claire de ce qui s'est réellement passé. Les mesures correctives prises par les pays développés ne sont pas réellement présentées ou ne le sont qu'en termes vagues; quant aux pays en voie de développement, ils sont présentés comme affligés de toute une série de faiblesses, réelles ou imaginaires, comme si on avait voulu donner à penser qu'ils sont responsables de leurs propres difficultés; l'ensemble du document présente donc un tableau confus de la situation.

72. Le document, qui est censé contenir le premier examen et la première évaluation des progrès réalisés dans l'application de la Stratégie internationale du développement, pêche également par son optique étroite.

73. C'est ainsi que les auteurs du texte sont rassurés par le fait que le taux annuel de croissance économique des pays en voie de développement au cours des deux premières années de la deuxième Décennie a approché la moyenne enregistrée au cours des années 60; mais ils négligent le fait que cela représente en fait une diminution par rapport au niveau atteint dans les dernières années de la Décennie précédente. De l'avis de la délégation brésilienne, il n'y a aucune raison de considérer comme "anormales" les dernières années 60 et d'effectuer des projections pour les années 70 sur

⁹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Annexes*, point 42 de l'ordre du jour, document A/8124/Add.1.

la base des résultats moyens enregistrés au cours des années 60.

74. L'utilisation "sélective" des statistiques donne une fausse impression des progrès accomplis. Il conviendrait d'indiquer les changements en pourcentage dans la valeur des exportations et des importations en 1971 et en 1972. On a eu raison de préciser les objectifs commerciaux de la Stratégie en termes réels afin d'éviter que l'évolution des prix et les réalignements monétaires amènent à de fausses conclusions. Quelle est donc la valeur des chiffres dans le présent contexte ? De l'avis de la délégation brésilienne, les données statistiques relatives au tonnage de la flotte marchande des pays en voie de développement constituent un exemple tout aussi significatif. Afin d'éviter une grave déformation de la réalité, on aurait dû ajouter les données comparées relatives au tonnage dont disposent les pays développés, car ce sont ces chiffres qui expliquent pourquoi la part des pays en voie de développement dans le commerce maritime mondial a diminué.

75. Le document présente certes une utilité en ce qu'il expose des mesures et des politiques qui devraient être adoptées par les pays en voie de développement, mais pratiquement rien n'y est proposé en ce qui concerne les mesures correctives supplémentaires que les pays développés devraient adopter. L'opération d'examen et d'évaluation avait été conçue afin de définir les mesures correctives qu'appelleraient les conditions dans lesquelles la Stratégie est effectivement appliquée. Au lieu de fournir les moyens de parvenir progressivement à la coopération internationale pour le développement, la première opération d'examen et d'évaluation semble suggérer que l'Assemblée générale ne peut faire autre chose qu'enregistrer les résultats, quels qu'ils soient, qui ont pu être obtenus dans des réunions techniques ou de négociation sur des points spécifiques.

76. Même dans l'optique étroite à laquelle M. Frazão a fait allusion, on pourrait alléguer que, dans un certain nombre de cas, il y a eu en fait une régression : par exemple, au paragraphe qui suggère implicitement que les objectifs en matière d'aide publique au développement sont "ambigus" et qui justifie ainsi *a priori* l'attitude des pays développés qui n'ont pas appliqué complètement les paragraphes pertinents de la Stratégie internationale du développement. On pourrait en dire autant du point de vue, que la délégation brésilienne ne partage absolument pas, selon lequel, en l'absence d'un accord, les pays en voie de développement exportateurs ne peuvent déterminer de politiques des prix des produits qu'en fonction des "conditions du marché". Cette délégation est d'avis que le fait de mentionner que les politiques des prix doivent être rémunératrices pour les producteurs, tout en étant équitables à la fois pour les producteurs et les consommateurs, offrait déjà un élément d'équilibre suffisant. On peut trouver d'autres exemples de cette régression conceptuelle qui se manifeste tout au long d'un document qui était censé représenter un pas en avant dans la recherche d'une coopération internationale en vue du développement, plus élaborée et plus ambitieuse; par exemple le fait de présenter l'assistance sous forme d'ajustements comme une mesure de soutien quasi social dans le cas des industries, des sociétés ou des travailleurs des pays développés dont la situation est menacée d'être compromise par

l'augmentation des importations; l'assistance sous forme d'ajustements n'a pas été conçue comme une mesure de soutien pour les industries tombées en désuétude dans les pays développés mais, tout au contraire, comme l'instrument d'un changement structurel. Le fait que la terminologie utilisée à propos des mesures s'appuyant sur les clauses de sauvegarde lui donne en quelque sorte une certaine valeur est tout aussi troublant; le rejet de la demande de suppression de ces clauses n'est pas rassurant non plus.

77. Le ton généralement très mesuré employé dans le document a réduit la portée de la première opération d'examen et d'évaluation en tant que moyen d'exhorter l'opinion publique à soutenir la Stratégie. Les lieux communs ne sont généralement pas la meilleure façon de transmettre les messages qui doivent convaincre l'opinion publique. Déclarer, par exemple, que les fortes augmentations des taux de fret survenues en 1971 n'ont été favorablement accueillies par les chargeurs d'aucun pays ne semble pas être la meilleure façon de révéler les faits tels qu'ils sont, c'est-à-dire que les pratiques auxquelles ont recours les monopoles dans les conférences maritimes ont nui aux perspectives commerciales des pays en voie de développement. On pourrait en dire autant de l'Accord international sur le cacao de 1972, généreusement présenté comme une réussite majeure, accord qui n'a servi en fait qu'à montrer combien de temps il faut pour parvenir à des résultats médiocres. En outre, lorsqu'on s'est contenté de dire que les pays en voie de développement "restent généralement sensibles aux conditions extérieures" au lieu de dire "restent généralement très sensibles", on a déguisé la vérité ou, pire, on a suggéré implicitement que les pays en voie de développement ne sont pas tous sensibles à ces conditions. Cette insinuation est une remise en cause de la valeur même de la Stratégie. Les exemples foisonnent. Pourquoi utiliser cette phraséologie apaisante et pourquoi souscrire, sans s'appuyer sur des statistiques appropriées, à des affirmations extraordinaires comme celle selon laquelle les transferts de ressources financières de certains groupes de pays vers les pays en voie de développement ont augmenté sensiblement pendant les deux premières années de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, bien que les montants versés chaque année n'aient pas pu être déterminés ? Etant donné la seconde partie de cette affirmation, comment peut-on justifier la première partie ?

78. En ce qui concerne les dispositions sur la réforme du système monétaire, il aurait convenu d'affirmer, sans ambiguïté, que le lien entre les droits de tirage spéciaux et l'aide au développement supplémentaire constitue un objectif en soi qui appelle une décision politique urgente. De plus, de l'avis de la délégation brésilienne, la création de droits de tirage supplémentaires doit être déterminée en tenant compte des besoins globaux de liquidité, mais surtout et en premier lieu, des besoins de liquidité pressants des pays en voie de développement.

79. Bien qu'il soit déjà largement prouvé que les pays développés peuvent consacrer une partie de leurs propres efforts de recherche et de développement aux questions qui intéressent les pays en voie de développement et qu'ils peuvent même en tirer parti, le fait que le document dont la Commission est saisie ne définisse pas, comme il est prévu dans la Stratégie,

d'objectif quantitatif en vue d'une telle assistance est tout aussi décevant.

80. La liste ci-dessus a pour seul but d'illustrer le point de vue de la délégation brésilienne. Les défauts du texte sont de telle nature que cette délégation, après avoir examiné l'ensemble du document, se voit obligée d'exprimer, à son grand regret, son profond

mécontentement. M. Frazão prie par conséquent la Commission, d'ordre de son gouvernement, de bien vouloir joindre sa déclaration sur la position de la délégation brésilienne à la décision qu'elle pourrait prendre à ce sujet, conformément au précédent établi lors de l'adoption de la Stratégie elle-même.

La séance est levée à 13 heures.

1581^e séance

Vendredi 7 décembre 1973, à 15 h 15.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1581

POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen et évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (suite) [A/9003, chap. III; A/9389, A/C.2/L.1287, A/C.2/L.1329]

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL DE L'EXAMEN ET DE L'EVALUATION (suite) [A/C.2/L.1329]

1. M. CHHETRI (Bhoutan) félicite au nom de sa délégation le Président et le Rapporteur du Groupe de travail à l'occasion de la publication du rapport (A/C.2/L.1329). Il est réconfortant de constater qu'ils ont pu, ainsi que les membres du Groupe de travail, accomplir une tâche difficile avec confiance et dans un esprit de conciliation; tous méritent amplement la gratitude générale.

2. La délégation bhoutanaise avait espéré que l'échec désastreux de la première Décennie des Nations Unies pour le développement appartenait au passé et que les facteurs défavorables qui avaient caractérisé cette décennie seraient éliminés en temps voulu. En fait, les pays en voie de développement avaient caressé l'espoir que la Stratégie internationale du développement marquerait le début d'une ère de développement durant laquelle l'écart entre pays développés et pays en voie de développement se réduirait sensiblement. Cet espoir se fondait sur l'apparition de signes visibles de progrès positif.

3. Hélas ! le rapport du Groupe de travail montre que cet espoir était mal placé. Il est déprimant de lire, parmi ses observations, que la cause du développement a perdu de son élan, que le montant total des transferts nets de ressources financières aux pays en voie de développement ne s'est guère rapproché de l'objectif fixé, que rien n'annonce que l'écart entre les niveaux de vie des pays développés et des pays en voie de développement ait commencé à diminuer, que les problèmes du développement ont continué à s'aggraver, de même que le problème de la misère massive dans de nombreux pays en voie de développement, et que les progrès réalisés sur la voie des objectifs clefs de la Stratégie ont été décevants.

4. Si telle est l'évaluation des progrès pour l'ensemble des pays en voie de développement, la situation des moins avancés d'entre eux donne certainement des raisons de s'inquiéter. Par exemple, on note au paragraphe 25 du document en question que "les pays les moins avancés, en particulier, n'ont bénéficié d'aucune mesure effective dans le domaine du commerce". C'est là une remarque profondément significative et dont l'objet ne saurait échapper à personne. Une autre remarque pertinente, au paragraphe 33, est qu'il ressort de l'évaluation générale faite aux paragraphes 12 à 32 que la Stratégie internationale du développement appartient encore au domaine des vœux plus que des réalités politiques; ceci renforce la crainte réelle qu'ont les pays les moins avancés d'avoir à attendre encore très longtemps avant que le rythme de leur développement économique ne s'accélère.

5. Le Bhoutan n'épargne aucun effort, ni sur le plan économique ni sur le plan social, pour se pénétrer des concepts du développement. Diverses mesures contenues dans la Stratégie sont appliquées sans relâche ni réticence. Des méthodes de planification sont employées en vue d'atteindre des objectifs économiques et sociaux. Tous les programmes de protection sociale demeurent en permanence à l'étude. Le Gouvernement bhoutanais, conscient qu'il y a place pour des améliorations, garde cette considération présente à l'esprit. Toutefois, les efforts du pays même ne semblent pas pouvoir suffire à eux seuls. Les difficultés propres au Bhoutan doivent être examinées de façon objective. A cet égard, la délégation bhoutanaise approuve en général la teneur du paragraphe 30 du rapport. Pour remédier ne fût-ce qu'un peu au retard économique, il faut prévoir une injection massive d'aide internationale. L'aide financière déjà fournie de sources bilatérales et multilatérales doit être considérée comme marginale : le nœud du problème attend encore une solution; en bref, il ne s'est pas produit d'augmentation du revenu par habitant. Le Gouvernement bhoutanais craint que, si cette tendance préoccupante se maintient, la disparité entre les pays en voie de développement et les moins avancés d'entre eux ne puisse que croître.

6. C'est sous cet angle qu'il faut considérer les résolutions de la CNUCED. L'appel lancé en faveur de la création d'un ou de plusieurs fonds spéciaux prend un nouveau caractère d'urgence. Les pays les moins

avancés qui sont sans littoral ont encore à souffrir des désavantages de leur situation géographique. Il ne faut pas écarter sous des prétextes techniques ou autres leur plaidoyer en faveur d'un traitement spécial. D'autre part, l'ONU et les organismes qui lui sont rattachés partagent avec les pays développés une responsabilité dans ce domaine.

7. Cela dit, et sous réserve de la nécessité d'adopter des mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés et des pays sans littoral, la délégation bhoutanaise se déclare satisfaite du rapport du Groupe de travail. Elle appuie les parties du rapport relatives aux mesures nouvelles et insiste auprès des pays développés pour qu'ils appliquent les mesures énoncées dans la Stratégie. Elle fait également appel aux pays en voie de développement pour qu'ils continuent à faire montre de la compréhension et de l'esprit de conciliation qu'ils ont toujours manifesté à l'égard des problèmes vitaux des pays les moins avancés et dans le contexte des décisions prises par les pays non alignés à Alger, lors de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement de ces pays (5-9 septembre 1973).

8. Enfin, comme il n'y a pas plus de 25 pays dans la catégorie des pays les moins avancés, il ne devrait pas être difficile de faire un effort supplémentaire et de prendre des initiatives audacieuses pour intégrer aussi rapidement que possible l'expansion économique de ces pays au courant général du développement.

9. En conclusion, la délégation bhoutanaise continuera de placer ses espoirs pour l'avenir dans l'Organisation des Nations Unies et de compter sur son rôle de coordination et de coopération.

10. Mme AAS (Norvège) déclare que, à cette étape importante des travaux de la Commission, sa délégation tient à dire combien elle est satisfaite qu'on ait effectivement pu convenir d'une évaluation et de recommandations à l'issue de la première opération d'examen et d'évaluation d'ensemble de la Stratégie internationale du développement. Ce premier bilan national et international des activités entreprises en faveur du développement n'a pu être établi que grâce à l'esprit de coopération et d'accommodement qui a marqué toutes les négociations concernant le document que la Commission vient d'adopter. Mme Aas pense qu'il est juste de dire que, tout au long du débat, il n'est aucun représentant qui ne se soit efforcé dans la mesure du possible de concilier les points de vue opposés.

11. Il va sans dire que le résultat ne satisfait pas totalement tout le monde à tous égards; un texte qui représente une solution de compromis ne pourrait jamais y arriver. Comme l'a dit le Président du Groupe de travail, qui s'est si bien acquitté de sa tâche, lorsqu'il a présenté le rapport à la séance précédente, le consensus a été moindre pour certains paragraphes que pour d'autres.

12. D'une part, le document dont la Commission est saisie brosse un tableau plutôt sobre de la situation à la fin des deux premières années de la Décennie. Cette opération a abouti à une conclusion générale très claire, à savoir qu'il faut encore faire bien davantage en termes d'engagements politiques et d'action pratique pour atteindre les objectifs de la Stratégie.

13. D'autre part, la délégation norvégienne espère que la description plutôt préoccupante qu'on trouve dans la partie du document qui a trait à l'évaluation

incitera les gouvernements et le public à mieux comprendre qu'il importe d'appliquer au plus vite les mesures nouvelles énoncées dans le dernier chapitre, qui est capital. De façon plus générale, la délégation norvégienne espère que l'adoption du consensus politique qu'exprime le rapport persuadera les gouvernements et les peuples du monde de faire un effort plus vigoureux en faveur du développement et fera prendre davantage conscience de l'interdépendance des problèmes mondiaux.

14. Trois ans plus tôt, la Norvège a accepté sans réserve aucune la Stratégie internationale du développement. Mme Aas prend plaisir à pouvoir annoncer que son gouvernement est également à même d'accepter le document sur l'examen et l'évaluation, qui vient d'être adopté, sans aucune réserve ni clauses.

15. M. LOHANI (Népal) dit que l'examen et l'évaluation n'avaient certainement pas pour objet de considérer quelques cas isolés de progrès, mais plutôt d'évaluer les tendances générales et les progrès réalisés sur la voie d'un développement économique et social intégré. L'expérience des deux années précédentes, comme l'indique le rapport, ne donne guère lieu à optimisme. Le Comité de la planification du développement, à sa neuvième session, a été jusqu'à dire que la clause du développement a perdu de son élan et que la Stratégie internationale du développement demeure davantage une aspiration qu'une réalité politique. Il n'y a qu'un très petit nombre de pays développés qui se soient réellement employés avec le maximum de sérieux à appliquer la Stratégie. Il est vrai que la responsabilité fondamentale du développement incombe aux pays en voie de développement eux-mêmes. Toutefois, la dimension globale du développement met cet objectif hors de la portée de solutions nationales et postule une responsabilité commune de toutes les nations. C'est un fait reconnu qu'aucun pays ne peut se développer dans des limites fixées sans une assistance internationale au développement.

16. Le rapport à l'examen présente un tableau lugubre du développement. L'écart entre niveaux de vie des pays développés et des pays en voie de développement demeure considérable et s'est même peut-être accru. Il est regrettable que le taux de croissance des pays en voie de développement soit resté, comme maints représentants l'ont déjà signalé, en deçà de l'objectif fixé dans la Stratégie, et ce malgré les efforts énergiques prodigués par ces pays pour améliorer leur économie. Au bas de l'échelle, ils n'ont pu enregistrer qu'un taux de croissance pur de 0,5 p. 100 à peine par habitant, soit bien moins que l'objectif fixé dans la Stratégie, qui prévoyait une augmentation de la production par habitant de plus de 3,5 p. 100 par an dans le cas des pays en voie de développement à très faible revenu. La plupart des pays en voie de développement se sont enlisés dans une multitude de problèmes, tels que l'augmentation rapide de leur population et le faible taux du revenu par habitant. La misère généralisée est un phénomène commun des pays en voie de développement. Il importe donc d'urgence d'assurer une répartition plus large des avantages de la croissance économique. La Stratégie a pour objectif principal de réduire les inégalités flagrantes de développement économique et de bien-être social et de réduire ainsi l'écart qui sépare les pays pauvres des pays riches. Il faut que les avantages qu'apporte le développement pénètrent jusqu'aux

couches les plus pauvres de la population des pays pauvres.

17. C'est une vérité incontestable que le déséquilibre actuel de croissance économique, s'il n'est pas contrebalancé par une redistribution des avantages économiques, risque de compromettre la paix, la stabilité et l'ordre universels. Si la transition d'une politique d'affrontement à l'institution d'une coopération pacifique entre les nations peut contribuer à créer un climat propice au succès de la Stratégie, une simple détente dans les relations entre les superpuissances ne saurait œuvrer à l'avantage de la paix sans un effort correspondant pour assurer l'équilibre économique et la justice sociale. Dans la lettre du 20 août 1973 qu'il a adressée au Secrétaire général (A/9142), relative à la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, le Président du Mexique a fort opportunément souligné ce fait lorsqu'il a dit qu'il serait illusoire de se targuer de pouvoir réaliser la coexistence pacifique universelle si des îlots d'opulence encerclaient un tiers monde marginal, explosif et cahotique. Pour éviter que les pays sous-développés ne s'étiolent dans la misère et le dénuement, c'est désormais un impératif moral d'assurer une distribution internationale équitable des ressources, dans l'intérêt de la prospérité mondiale.

18. La délégation népalaise est convaincue que la volonté politique collective pourra faire du développement économique un idéal plus acceptable. C'est un fait que la coopération internationale est un grand stimulant pour l'économie des divers pays, car aucun pays ne peut envisager un développement sans entraves s'il fait totalement abstraction des problèmes étroitement liés de l'économie mondiale. La sécurité économique de tous les Etats Membres par le truchement d'une action collective représente un but dont la réalisation prouverait réellement la force des Nations Unies.

19. Le Népal ne se contentera pas cependant de l'aide matérielle généreuse que lui fournira la communauté internationale. Un rapport récent du Népal confirme que les dépenses de développement sont couvertes par les ressources du pays même et que ce pays, qui était tributaire de l'aide étrangère à raison de 50 p. 100 ne l'est plus désormais que pour 31 p. 100. Sous la direction éclairée et dynamique de Sa Majesté le Roi Birendra, le Népal a pris une série de mesures progressives, telles que le programme de réforme agraire, le nouveau plan d'enseignement, le plan de communications, qui ont tous pour objet de favoriser le développement d'ensemble par la participation du public à divers programmes économiques et sociaux. Le système Panchayat de démocratie s'est avéré un instrument politique effectif pour assurer la participation du grand public aux activités de développement et à tous les niveaux de la prise de décisions.

20. L'économie népalaise est essentiellement agricole, et le gouvernement a donc fait porter principalement ses efforts sur le secteur agricole, qui est incontestablement le secteur vital de l'activité économique. Des efforts sont faits pour assurer l'expansion de l'agriculture et pour moderniser les méthodes de culture. Le programme de réforme agraire a définitivement éliminé la structure féodale de l'économie. La fixation de limites sur la superficie des propriétés a permis de libérer beaucoup de terres et un

mécanisme efficient permet de les transférer à des personnes qui en étaient jusqu'à présent dépourvues. En outre, des institutions de crédit ont pris la place de prêteurs usuriers qui pratiquaient encore d'autres formes d'exploitation.

21. Reconnaissant qu'il fallait assurer la participation la plus large possible de la population aux efforts de développement, la campagne nationale de "retour au village" a été modifiée récemment pour gagner plus efficacement l'appui du public au développement par des méthodes planifiées et systématiques. Le Gouvernement népalais se rend bien compte que la mobilisation politique est une tâche impossible si les projets de développement ne répondent pas aux besoins minimaux et aux aspirations communes de la population.

22. On a compris au Népal que seule une approche intégrée à de multiples programmes maximiserait la production et améliorerait sensiblement la situation d'emploi, la distribution des revenus, l'éducation et d'autres services sociaux. La Commission nationale du plan, réorganisée plus d'un an plus tôt, favorise une approche unifiée à la planification. Le Conseil national du développement, organe largement représentatif, évalue les progrès accomplis dans l'application des plans nationaux.

23. Le nouveau plan d'enseignement, déjà appliqué dans maints districts, remplace un système anachronique, mal adapté aux besoins du développement, et cherche ainsi à faire de l'enseignement un instrument plus valable, plus productif et plus approprié aux besoins et aux aspirations de la population. En bref, l'enseignement est désormais orienté vers les priorités du développement.

24. L'opération d'examen et d'évaluation devrait mettre davantage l'accent sur l'application des mesures visant à atteindre les buts et objectifs énoncés dans la Stratégie internationale du développement. Il faut que les pays développés aient la volonté politique de donner une forme concrète aux objectifs de la Stratégie. Or peu de progrès ont été réalisés sur la voie de l'objectif fixé dans la Stratégie en matière de courants nets des ressources financières des pays développés aux pays en voie de développement. Certains pays développés ont intensifié ce courant, mais d'autres n'ont pas suivi cet exemple. On note aussi une baisse analogue du montant net de l'aide publique au développement, considérée pourtant comme l'élément le plus critique. Les données préliminaires sur les engagements pris pour 1972 ne font apparaître aucune augmentation substantielle des courants destinés aux pays les moins avancés. Comme ceux-ci se trouvent au tout premier stade de leur développement, ils ont besoin d'investissements importants pour la mise en place onéreuse d'infrastructures de tous types. On doit et on peut comprendre dans ce contexte particulier qu'ils aient besoin d'une assistance financière à des conditions de faveur. Le recul de l'assistance financière montre que certains des principaux pays développés n'éprouvent guère d'enthousiasme pour les politiques et objectifs de la Stratégie.

25. Tout programme, si grandiose et attrayant qu'il soit, n'a aucun sens s'il n'est pas mené à bien. Les nobles objectifs exposés dans la Stratégie resteront lettre morte si l'on ne prend pas les mesures voulues pour les traduire dans la réalité. Chaque année, les

divers organes des Nations Unies adoptent des résolutions. Toutefois, le manque de volonté politique d'agir laisse place à un certain scepticisme quand on compare les engagements que prennent les pays les mieux placés pour apporter une aide et les contributions qu'ils font effectivement. La délégation népalaise voit bien tout le sérieux qui a été apporté à l'élaboration de la Stratégie, mais elle regrette que le programme de développement ne soit pas appliqué avec le sentiment d'urgence voulu. Ce n'est pas en réagissant simplement par des déclarations générales d'intention politique à propos des courants d'assistance financière et technique qu'on améliorera sensiblement la situation. A cet égard, il est peut-être approprié de rappeler les paroles prononcées à la 1540^{ème} séance de la Commission par le Ministre néerlandais de la coopération pour le développement :

“Nous devons ensemble faire face au problème critique de la croissance et de la distribution dans un cadre multilatéral, c'est-à-dire aux Nations Unies. Mais les pays développés ne peuvent ajouter leur voix à cette discussion que s'ils acceptent eux-mêmes l'obligation de réaliser les buts et d'appliquer les mesures qu'énonce la Stratégie.”

26. En conclusion, M. Lohani rappelle ce qui avait été dit par le Groupe spécial d'experts des mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés dans son rapport du 5 mai 1971, à savoir que “les progrès réalisés jusqu'ici l'ont été essentiellement sur le plan de la réflexion et des recommandations générales, et non pas de l'action spécifique. Le moment est venu pour la communauté internationale de passer du général au particulier et des recommandations à l'exécution si elle veut que ces pays profitent de la Stratégie internationale du développement¹.”

27. M. CHIRILA (Roumanie) dit que l'élaboration de la Stratégie internationale du développement constitue l'expression des préoccupations accrues de la communauté internationale face à l'aggravation dramatique des écarts et à la perpétuation du sous-développement sur de vastes zones du globe. Les conclusions peu encourageantes qui se dégagent de la première opération d'examen et d'évaluation biennale de la Stratégie mènent la délégation roumaine à manifester, tout comme les autres pays en voie de développement, une profonde préoccupation quant aux perspectives de réalisation intégrale, en temps voulu, des objectifs prévus. Il est toujours plus évident que la solution des problèmes du développement économique des peuples, et tout d'abord la réduction des écarts séparant les Etats à économie développée des pays en voie de développement, constitue un processus intéressant toutes les nations et tous les organismes économiques internationaux, car chaque Etat doit participer pleinement, sur un pied d'égalité, à l'élaboration et à la réalisation des mesures convenues. L'accélération du progrès général exige une attitude positive et constructive de la part de tous les Etats et le libre développement des échanges économiques, scientifiques et techniques en tous les pays du monde, quel qu'en soit le niveau du développement économique et le système social.

28. Lors de l'adoption de la Stratégie internationale du développement², la Roumanie a réaffirmé son plein appui aux pays en voie de développement ainsi que sa détermination de poursuivre, au mieux de ses possibilités, les efforts visant à élargir et à diversifier ses relations de coopération économique, technique et scientifique avec ces Etats. Les données statistiques officielles des deux dernières années, dont certaines ont été portées à la connaissance du Groupe de travail par la délégation roumaine, reflètent ce qui a été entrepris par le Gouvernement roumain en la matière. En tant que pays en voie de développement, la Roumanie comprend bien le souci qu'ont ces Etats de reprendre en main leurs richesses naturelles, d'éliminer le sous-développement et d'accélérer leur croissance économique. La réalisation de ces objectifs exige que chaque Etat fasse de son mieux pour utiliser de façon efficace son potentiel humain et matériel. Cela suppose en même temps le développement d'une coopération et d'une entraide active entre les pays en voie de développement et l'élargissement de leurs relations avec les Etats socialistes et avec tous les autres Etats. Afin de tirer le meilleur parti de leurs propres efforts, les pays en voie de développement doivent être largement appuyés par les pays développés et par les Nations Unies. Il est essentiel de faire reposer la coopération économique et technico-scientifique sur les principes du respect de l'indépendance et de la souveraineté, de l'égalité en droits, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et de l'avantage mutuel. Les rapports économiques et l'assistance fournie aux pays en voie de développement ne doivent être assortis d'aucune condition politique.

29. L'élimination des écarts actuels constitue un des principes des relations économiques contemporaines. L'absence de mesures énergiques et d'envergure destinées à résoudre les problèmes du sous-développement peut conduire, compte tenu du rythme sans précédent du progrès technique et scientifique, à des situations ayant de graves conséquences pour le développement économique et social de certains pays ou zones du monde et pour les perspectives d'assimilation, par tous les peuples, des fruits de la civilisation humaine. Il échoit à la communauté internationale une haute responsabilité de créer les conditions propres à faciliter l'accélération de la croissance économique de tous les Etats, l'élimination des obstacles dressés sur la voie de leur développement indépendant et l'organisation plus équitable des relations économiques internationales. Le soutien donné par la Roumanie aux idées et aux objectifs de la Stratégie internationale du développement découle logiquement de son attitude face à la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

30. La réalisation, cette année, de la première évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie constitue un moment important pour l'approche concertée au sein de l'ONU du problème du développement économique et l'étude responsable des moyens nécessaires à son application intégrale. Le document dont la Commission est saisie est le fruit d'un travail laborieux déployé par les délégations des Etats Membres, y compris celle de la Roumanie, qui a été récemment achevé au sein du Groupe de travail.

¹ *Mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.D.11), par. 12.

² Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Annexes*, point 42 de l'ordre du jour, document A/8124/Add.1.

31. La délégation roumaine aimerait se joindre aux autres membres de la Commission pour adresser ses remerciements au Président ainsi qu'au Rapporteur et aux membres du Groupe de travail pour l'esprit constructif dont ils ont fait preuve au cours de l'élaboration du document et pour leur volonté de réaliser un large consensus en ce qui concerne son contenu. La délégation roumaine estime que le document reflète, de façon équilibrée, des opinions généralement acceptables pour les Etats Membres, même si chaque pays ou groupe d'Etats peut garder ses positions, contenues dans d'autres documents de l'ONU. M. Chirila voudrait saisir cette occasion pour présenter de brèves considérations quant à la réalisation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement.

32. Premièrement, l'analyse objective des réalités de l'économie mondiale et de la situation des pays en voie de développement prouve, de l'avis de la délégation roumaine, la nécessité d'intensifier l'action de tous les facteurs responsables pour assurer la réalisation intégrale des prévisions de la Stratégie. L'approche, d'un point de vue dynamique et novateur, de la Stratégie et de ses différentes dispositions doit être conçue comme étant destinée à assurer la concordance entre les exigences engendrées par l'évolution de l'économie mondiale et les responsabilités incombant aux membres de la communauté internationale.

33. Tirant les conclusions qui s'imposent de l'expérience de la première Décennie des Nations Unies pour le développement, la délégation roumaine estime qu'une telle approche ne doit nullement porter atteinte à la réalisation de l'objectif majeur de la réduction des écarts et de l'accélération du développement économique et social des pays en voie de développement.

34. Deuxièmement, les exigences de l'objectivité et de l'équité dans les efforts de la communauté internationale réclament que tous les pays en voie de développement, quels que soient leur régime social ou les zones géographiques dans lesquelles ils sont situés, bénéficient sans discrimination des mesures internationales prévues dans les objectifs de la Décennie. En vertu de ce critère et de la place que la Roumanie occupe à présent dans la division internationale du travail, la délégation roumaine réitère la position exprimée à l'occasion de l'adoption de la Stratégie, selon laquelle la Roumanie estime être en droit de bénéficier des mesures internationales qui sont adoptées dans le cadre de la Décennie en faveur des pays en voie de développement.

35. Troisièmement, elle pense que, dans le cadre de la vaste action internationale engendrée par la deuxième Décennie, chaque Etat est appelé à apporter toute sa contribution, selon ses moyens et ses possibilités, à la réalisation des objectifs et des politiques de la Stratégie. Une telle action, importante tant par ses dimensions que par ses implications, doit être abordée et appréciée aussi du point de vue des effets favorables que peut avoir, pour l'humanité, l'élimination de la situation d'inégalité dans le développement économique des peuples. Il est hors de doute que c'est uniquement dans un monde qui permet le développement et l'épanouissement de toutes les nations, en tant qu'entités souveraines et indépendantes, que l'on peut parler d'une authentique coopération internationale,

créer des prémisses en vue du progrès général de l'humanité et bâtir l'édifice d'une paix durable.

36. Telles sont les opinions que la délégation roumaine a cru nécessaire d'exprimer au moment même de la réalisation de la première évaluation de l'application des objectifs de la Stratégie internationale du développement. Dans l'esprit de ces considérations, la Roumanie est prête à contribuer, à l'avenir aussi, aux activités entreprises au sein de l'ONU pour résoudre de façon efficace les problèmes de la coopération économique internationale et pour soutenir les aspirations et les intérêts des pays en voie de développement.

37. M. WILDER (Canada) dit que, trois ans plus tôt, la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement a été adoptée en tant que document attestant la volonté et la détermination de l'ONU et de ses membres de renforcer la coopération internationale, en vue d'atteindre un niveau de vie minimum compatible avec la dignité humaine grâce au progrès et au développement économiques et sociaux. Il avait été prévu à ce moment-là que l'examen et l'évaluation de la Stratégie seraient un élément important et même partie intégrante de son application. On a reconnu que les gouvernements et les organismes qui composent le système des Nations Unies, sous la direction de l'Assemblée et du Conseil économique et social, auraient une contribution importante à apporter à l'examen et à l'évaluation d'ensemble de la Stratégie. C'est bien ce qui s'est produit.

38. Du fait que cette opération était la première du genre, l'examen en cours a présenté, dans une certaine mesure, un caractère expérimental. Une fois terminé, chacun voudrait tirer des leçons de l'expérience en vue d'améliorer la prochaine opération d'examen et d'évaluation de la Stratégie.

39. Pour la délégation canadienne, l'examen actuel a été utile, en ce sens qu'il a au moins permis d'identifier certains des secteurs dans lesquels de réels progrès ont été accomplis, d'isoler les secteurs où il faudra intensifier les efforts et d'échanger des opinions sur les questions d'un intérêt particulier. On a également reconnu que la méthode employée pourrait et devrait être améliorée. A titre d'exemple, l'opération actuelle d'examen et d'évaluation a abordé l'application de la Stratégie d'un point de vue général. La délégation canadienne estime que le résultat de ces examens serait plus cohérent, plus utile dans le cadre du processus permanent de la coopération internationale pour le développement, s'il était plus étroitement lié aux différentes sections de la Stratégie.

40. L'examen et l'évaluation ont eu à souffrir de certaines contraintes. Etant donné le peu de temps qui s'est écoulé depuis l'adoption de la Stratégie, il est difficile de tirer autre chose que des conclusions provisoires à un stade aussi peu avancé. Les renseignements dont on dispose ne portent que sur deux ans et sont moins complets qu'on aurait pu le souhaiter. La délégation canadienne espère que, pour l'examen à mi-chemin de la Stratégie, les données statistiques seront plus abondantes et l'apport des gouvernements plus substantiel.

41. Il convient de rappeler à quelles fins l'opération a été effectuée. D'une part, elle devait fournir aux

membres de la communauté mondiale l'occasion d'échanger des renseignements, d'évaluer les résultats positifs et négatifs et de se mettre d'accord, en gros, sur la meilleure façon de tenter de réaliser les objectifs de la Stratégie. D'autre part, en attirant l'attention du public sur le processus permanent de la coopération internationale pour le développement, elle permettra, ou devrait permettre, de mobiliser l'opinion publique en faveur du développement international.

42. C'est dans l'espoir d'atteindre ces buts que la délégation canadienne a participé à la longue série de réunions qui a permis d'aboutir au document final dont est maintenant saisie la Commission. La délégation canadienne a espéré, à toutes les étapes de l'élaboration du document, qu'elle serait en mesure de s'associer sans réserve au résultat final. A son grand regret, malheureusement, il lui semble que les efforts intensifs des mois précédents n'ont pas engendré un document équilibré ou dont on puisse dire qu'il est l'écho de l'opinion générale de la communauté mondiale.

43. La délégation canadienne est fermement convaincue que le document dont la Commission est saisie ne tient pas suffisamment compte de ce qui a été accompli au cours des trois dernières années dans le domaine de la coopération internationale aux fins du développement. Elle constate également que tous les groupes de pays ne sont pas traités sur un pied d'égalité dans le document. Aussi, dans son ensemble, celui-ci tend à donner une appréciation trop pessimiste des efforts qui sont déployés en commun en faveur du développement. Ainsi, le Canada lui-même — pour ne donner qu'un exemple — s'est régulièrement rapproché au cours de ces trois années des objectifs internationaux fixés pour l'assistance au développement et sa délégation considère que ce n'est pas là une contribution sans importance au développement international. La participation accrue des pays en voie de développement aux négociations commerciales et monétaires, le programme élaboré en faveur des pays les moins avancés et les mesures qui ont déjà été prises dans ce sens, tout cela ne constitue pas non plus un progrès insignifiant et doit être jugé à sa juste valeur.

44. La délégation canadienne espérait que le document final ferait apparaître de façon plus exacte les domaines où des progrès ont été accomplis et ceux qui exigent un effort supplémentaire de la part des pays avancés comme des pays en voie de développement. L'appréciation excessivement pessimiste qui a été faite risque, en faisant abstraction de tout progrès réalisé, de dissuader le public, et par voie de conséquence les autorités législatives compétentes, de donner leur appui à la deuxième Décennie. Si les progrès réalisés ne reçoivent pas une attention suffisante, l'incitation à faire plus pourrait diminuer.

45. La délégation canadienne ne veut pas dire, naturellement, qu'il y a lieu d'être satisfait. Beaucoup reste à faire tant sur le plan national que sur le plan international par les pays en voie de développement comme par les pays avancés. La délégation canadienne est en mesure d'affirmer pour sa part que le Canada continuera à déployer tous ses efforts en vue de réaliser les objectifs fondamentaux de la Stratégie.

46. Cependant, certaines parties du document ne satisfont par le Gouvernement canadien et M. Wilder tient à formuler à leur propos des observations plus

précises. Les numéros de paragraphe auxquels il se réfère sont ceux du document A/C.2/L.1329.

47. Premièrement, les mesures à prendre pour la réforme du système monétaire international doivent être arrêtées par des négociations au sein de l'organisme compétent; et c'est dans ce même cadre que les structures et les procédures du FMI doivent être également déterminées par les gouvernements membres. La déclaration adoptée à Tokyo le 14 septembre 1973 par les ministres des parties contractantes au GATT formule les grands principes sur lesquels les négociations commerciales multilatérales du GATT doivent se fonder; ces remarques visent les paragraphes 51, 56 et 57. Le paragraphe 59 ne doit pas, de l'avis du représentant du Canada, être interprété d'une façon qui compromette l'indépendance du GATT ou du FMI, ou qui implique la création d'un nouveau mécanisme intergouvernemental.

48. Deuxièmement, le Canada s'est régulièrement rapproché, comme il a été indiqué précédemment, des objectifs internationaux fixés pour l'assistance au développement. Son adhésion à ces principes demeure entière et le restera à l'avenir, mais la délégation canadienne doit une fois de plus souligner, comme elle l'a fait lors de l'adoption de la Stratégie internationale du développement, que l'on ne peut obliger le Canada à atteindre des objectifs déterminés dans des délais déterminés. Ces remarques traduisent la position du Gouvernement canadien à l'égard des paragraphes 26, alinéa a, 35 et 53.

49. Troisièmement, il convient d'ajouter quelques observations en ce qui concerne certains paragraphes, et en particulier les paragraphes 8 et 35. Le Gouvernement canadien n'a jamais pris à la légère les réserves qu'il estime nécessaire de faire sur les questions à examiner dans les instances internationales. Il a toujours adopté une position cohérente lorsqu'il a fait connaître ses préoccupations. Il ne peut donc pas s'engager à appliquer des mesures à propos desquelles il a formulé des réserves³, et il ne peut accepter d'être contraint de retirer ses réserves, qu'il ne cessera cependant de réexaminer, comme il l'a fait dans le passé.

50. Quatrièmement, en ce qui concerne les accords internationaux relatifs aux produits de base, le Canada a toujours soutenu que les mesures à prendre dans ce domaine ne devaient pas être le fait exclusif des producteurs, mais devaient impliquer la participation des producteurs comme des consommateurs et refléter leur intérêt commun, les droits et les obligations de chacun étant convenablement équilibrés. La délégation canadienne doute que l'élaboration de principes généraux de politique des prix et d'accès des produits de base aux marchés soit utile, et elle estime que la communauté internationale devrait plutôt consacrer ses efforts aux problèmes particuliers de prix ou de débouchés dans le cadre des consultations internationales relatives à ces produits et lors des prochaines négociations commerciales multilatérales. Ces observations concernent, en particulier, les paragraphes 25, 46 et 48.

51. Cinquièmement, les propositions relatives à un mécanisme de financement supplémentaire ont été minutieusement examinées sur le plan international et, dans les conditions actuelles, n'ont pas été jugées satis-

³ Ibid.

faisantes. Il existe d'autres moyens de faire face aux baisses imprévisibles des recettes d'exportation. Le Gouvernement canadien continuera à apporter son aide aux pays sans littoral, mais doute que la création d'un fonds spécial soit le meilleur moyen de populariser leur cause. Ces questions ont été soulevées respectivement aux paragraphes 55 et 64.

52. Enfin, en ce qui concerne le paragraphe 61, le Canada a activement aidé et continuera à aider les pays en voie de développement à recevoir et à créer une technologie adaptée à leurs besoins. Cependant, il ne voudrait pas préjuger les conclusions du Groupe intergouvernemental du transfert des techniques de la CNUCED, qui étudie la possibilité de mettre au point un code de conduite international relatif au transfert des techniques. Le paragraphe 63 concerne le programme d'action en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, programme que la délégation canadienne a aidé à élaborer et qui a été adopté avec son appui à la troisième session de la CNUCED. Les observations que la délégation canadienne a formulées à l'époque sur le programme d'action restent pertinentes. En ce qui concerne le paragraphe 65, la délégation canadienne doute qu'on puisse raisonnablement penser que le désarmement libérerait automatiquement des ressources pour le développement.

53. M. Wilder a déjà déclaré que le Gouvernement canadien espérait que la première opération biennale d'examen et d'évaluation donnerait lieu à un document plus équilibré et plus utile, en termes de relations publiques, que celui dont est saisie la Commission. Tel n'a malheureusement pas été le cas, et les difficultés qu'il vient d'exposer demeurent. Toutefois, la délégation canadienne est heureuse d'avoir pu participer à l'adoption par consensus de la recommandation contenue dans le document A/C.2/L.1329. Elle l'a fait afin de montrer qu'elle restait attachée, malgré ses réserves, aux principes de la Stratégie internationale du développement et dans l'espoir que l'opération d'examen et d'évaluation du milieu de la Décennie serait plus efficace et plus utile et contribuerait à promouvoir et à renforcer la cause du développement.

54. Mme LEWÉN-ELIASSON (Suède) dit que son gouvernement a été particulièrement satisfait qu'on ait pu parvenir à un consensus sur l'évaluation des résultats accomplis et sur les indications concernant les efforts futurs que la première opération d'examen et d'évaluation était destinée à stimuler. Certes, il est évident qu'un document de cette nature adopté par consensus ne peut jamais répondre à tous les vœux de toutes les délégations, mais l'opération a permis d'établir un document que la délégation suédoise a été heureuse d'appuyer. Malgré les difficultés qu'il a fallu surmonter, l'accord réalisé, et la manière dont il a été réalisé, constitue un grand pas en avant et une base solide sur laquelle les efforts futurs pourront se fonder. Il était certes trop tôt pour essayer d'intégrer de façon précise dans la Stratégie les problèmes ayant trait à l'environnement, le facteur démographique, la misère et le chômage général ou l'influence des sociétés multinationales, mais la délégation suédoise approuve la proposition faite par les Pays-Bas et tendant à ajouter un nouveau paragraphe concernant ces nouveaux concepts, afin qu'ils soient pris en considération lors de l'examen prévu pour le milieu de la Décennie. Il faut également intégrer au processus de développement les

catégories oubliées et il convient d'envisager des mesures destinées à améliorer la condition de la femme et à remédier aux grandes inégalités qui existent dans l'éducation, les conditions de travail, la planification sociale, la législation familiale, etc.

55. A la vingt-cinquième session, lors de la discussion qui a précédé l'adoption de la Stratégie, la délégation suédoise a fait une réserve orale sur le paragraphe 52, relatif à l'établissement d'un lien entre les droits de tirage spéciaux et le financement du développement (1315ème séance de la Commission). Mme Lewén-Eliasson annonce que le Gouvernement suédois retire cette réserve, mais elle réaffirme que l'objectif fondamental de la réforme est de créer un système monétaire international durable et équitable. C'est au FMI et à son Comité des Vingt qu'il appartient de déterminer la façon dont doivent se poursuivre les travaux relatifs à la réforme.

56. M. TANK (Etats-Unis d'Amérique) dit que son gouvernement considère la Stratégie internationale du développement comme l'un des points les plus importants de l'ordre du jour de l'Assemblée générale; il s'est très vivement intéressé à toutes les étapes de l'opération d'examen en 1973. Le développement économique et social des pays défavorisés est une question qui ne le cède en importance qu'à la question du maintien de la paix. En effet, faute de maintenir la paix, on causerait des pertes en vies humaines et détruirait tout espoir en l'avenir, faute de progresser sur le front économique et social, non seulement on gaspillerait des talents existants, mais encore sèmerait-on de plus en plus la dissension entre les pays du monde entier. La Stratégie est un instrument utile grâce auquel les pays développés et les organisations internationales peuvent coordonner leurs efforts avec ceux des pays en voie de développement afin de contribuer à accélérer la croissance sociale et économique de ces derniers. L'opération d'examen biennal est une méthode utile pour mesurer les progrès accomplis en vue de réaliser ces objectifs, de familiariser davantage les pays développés aussi bien que les pays en voie de développement avec les problèmes qui restent à résoudre et de mieux préparer l'examen essentiel qui aura lieu au milieu de la Décennie. La délégation des Etats-Unis veut croire que l'adoption du rapport encouragera les pays donateurs à continuer à faire de la Stratégie une partie intégrante de leur planification en ce qui concerne l'assistance, le commerce, les questions monétaires et les autres questions relatives au développement. Elle espère également que les pays en voie de développement tireront les leçons qui s'imposent du processus d'examen et qu'ils porteront une attention particulière à leurs propres mesures internes en matière de finances et de gestion financière, à l'encouragement des investissements étrangers, à une planification plus générale du développement et à une administration plus efficace de leurs efforts de développement. La délégation des Etats-Unis reconnaît l'interdépendance des pays développés et des pays en voie de développement et elle a noté que, en 1972 et en 1973, le "boom" économique des pays développés a créé un marché plus large, à des prix plus élevés, pour les exportations des pays en voie de développement, ce qui a provoqué pour ces derniers une modeste amélioration des termes de l'échange et une augmentation appréciable de leurs recettes et de leurs réserves en devises.

57. Toutes les délégations qui ont participé à l'examen comprennent mieux l'intérêt et l'importance que les pays en voie de développement attachent à une conclusion satisfaisante du processus de réforme monétaire et de la prochaine série de négociations commerciales, ainsi qu'à une prompt expansion des transferts de ressources.

58. Le Président a présenté le rapport tel qu'il a été mis au point au niveau du Groupe de travail. La délégation des Etats-Unis peut accepter le rapport sur cette base, sous réserve des interprétations et réserves suivantes et de la réaffirmation des réserves et interprétations qu'elle a exprimées lorsque la Stratégie a été adoptée par consensus en 1970⁴. La position officielle de la délégation des Etats-Unis est la suivante : elle convient qu'un climat de détente généralisé devrait créer des possibilités pour le développement; elle comprend l'expression "l'absence de toutes pressions extérieures" au paragraphe 6 comme visant, il va sans dire, des pressions extérieures intempestives.

59. En ce qui concerne l'alinéa *a* du paragraphe 25, la délégation des Etats-Unis estime que, par sa résolution 73 (X), le Conseil du commerce et du développement a bien élaboré un ensemble de principes généraux relatifs à la politique des prix et à l'accès aux marchés des produits de base. En ce qui concerne les paragraphes 25, alinéa *b* et 48, les Etats-Unis n'ont pas signé l'Accord international sur le cacao, mais cela n'a pas entravé l'application de l'Accord par les pays qui l'ont conclu. A propos d'accès aux marchés et de politiques des prix, de nombreux pays développés ont libéralisé les restrictions sur les importations, et les négociations commerciales multilatérales les libéraliseront probablement davantage encore. Il appartient aux pays en voie de développement d'en tirer parti. C'est au premier chef aux pays qui produisent des produits naturels qu'il incombe d'en améliorer la position concurrentielle. A propos des paragraphes 25, alinéa *c* et 49, le Gouvernement des Etats-Unis a présenté des mesures législatives contenant un schéma de système généralisé de préférences. M. Tank réaffirme, à propos de l'alinéa *d* du paragraphe 25, la déclaration de sa délégation concernant le paragraphe 25 de la Stratégie internationale du développement et note que les Etats-Unis n'ont imposé de nouvelles restrictions commerciales que dans des circonstances exceptionnelles depuis l'adoption de la Stratégie.

60. La délégation des Etats-Unis interprète les références à la souveraineté des pays en voie de développement, faites au paragraphe 33 et dans d'autres parties du rapport, de façon, bien entendu, que cette souveraineté soit exercée conformément au droit international. Les Etats-Unis revoient périodiquement leurs engagements et leurs réserves à propos de la Stratégie internationale du développement; la délégation des Etats-Unis estime que le mot "reconsidérer", au paragraphe 35, ne rend pas obligatoire le retrait des réserves.

61. A propos des paragraphes 46 et 48, le Gouvernement des Etats-Unis ne peut accepter l'idée que la politique des prix des produits de base pourrait être déterminée unilatéralement par les pays exportateurs. Une action concertée unilatérale de la part des pays exportateurs ne ferait que nuire à la possibilité de poursuivre ou d'élargir la coopération entre producteurs et

consommateurs qui a été mise au point avec tant de soins et qui a contribué sensiblement à stabiliser les prix et à accroître les recettes des pays exportateurs. La délégation des Etats-Unis croyait que la coopération internationale en ce qui concerne les produits de base était guidée par les principes énoncés dans la résolution 73 (X) du Conseil du commerce et du développement. De l'avis du Gouvernement des Etats-Unis, les accords internationaux sur les produits de base doivent être considérés séparément pour chaque produit, compte tenu de leur utilité et de leur efficacité pratique pour résoudre les problèmes qui se posent à propos du marché du produit en question.

62. La question de l'établissement d'un mécanisme de financement supplémentaire, visée au paragraphe 54, a déjà fait l'objet de longues discussions; la délégation des Etats-Unis doute que, dans l'état actuel des choses, il soit utile de continuer à étudier cette question. A propos du paragraphe 55, M. Tank souligne que les prêts sont consentis à des conditions appropriées étant entendu qu'ils seront remboursés selon un calendrier convenu entre les parties. La pratique qui consiste à modifier ce calendrier n'est pas, de l'avis de son gouvernement, l'un des meilleurs moyens d'éviter les crises et de réduire les problèmes d'endettement. En fait, une combinaison, sous une forme ou sous une autre, de mesures concernant l'augmentation des courants de ressources, l'expansion du commerce, la gestion de la dette et au besoin son réaménagement, constitue certainement le meilleur moyen de réduire avec une chance de succès les problèmes de la dette. En ce qui concerne les questions monétaires internationales (par. 56 à 59), le FMI, en particulier le Comité des Vingt, est, de l'avis de la délégation des Etats-Unis, le seul organe compétent pour examiner les questions relatives, quant au fond, à la réforme du système monétaire ou toute autre question relative à la structure ou au fonctionnement du FMI, ou pour parvenir à un accord sur ces questions. En conséquence, le fait que la délégation des Etats-Unis accepte le rapport ne signifie pas qu'elle accepte les passages qui ont trait, pour la forme ou pour le fond, aux questions monétaires — y compris les questions relatives à la réforme — et aux opérations monétaires. D'autre part, la délégation des Etats-Unis ne veut pas, du fait qu'elle accepte le paragraphe 61, préjuger la décision qui pourrait être prise à la CNUCED à propos des arrangements à prendre pour le transfert des techniques, y compris un code de conduite éventuel.

63. En résumé, les observations de la délégation des Etats-Unis portent sur les points suivants : tout d'abord, le fait qu'elle accepte la disposition relative à la nécessité de réexaminer des réserves exprimées précédemment ne l'engage pas à les retirer. En deuxième lieu, le principe sur lequel repose sa position concerne diverses recommandations contenues dans le rapport est qu'il ne faut en aucune manière préjuger les conclusions de divers organes techniques et de diverses organisations internationales qui procèdent actuellement à une étude, à une analyse ou à des négociations, comme le Comité des Vingt à propos de la réforme monétaire internationale, les négociations commerciales qui suivront normalement la Déclaration de Tokyo et l'étude et les recommandations relatives au transfert des techniques dont s'occupe en ce moment la CNUCED. En troisième lieu, en ce qui concerne les mesures relatives au commerce des produits de base, la

⁴ Ibid.

délégation des Etats-Unis est d'avis qu'elles doivent tenir compte des réalités pratiques et prévoir des consultations et une coopération entre pays producteurs et pays consommateurs.

64. M. ROUGÉ (France) dit que la Stratégie internationale du développement représente une manière entièrement nouvelle pour la collectivité internationale d'aborder les problèmes du développement. Elle offre la meilleure chance de réduire le fossé grandissant qui sépare les pays développés des pays en voie de développement, notamment les moins avancés d'entre eux. La délégation française a participé très activement à la préparation des rapports qui ont été adoptés sur ce sujet.

65. La délégation française estime qu'il convient de poursuivre les efforts entrepris pour mettre en œuvre les dispositions de la Stratégie avant d'envisager d'en étendre le contenu, comme semblent l'indiquer certains paragraphes du rapport; c'est ainsi que le Gouvernement français interprète les paragraphes 32 et 50 (*in fine*) relatifs aux ajustements de structures. Il s'agit là de questions délicates pour lesquelles la plus grande prudence s'impose, sous peine de déclencher des réactions protectionnistes dans les pays intéressés. En raison de ce souci, qui, en définitive, ne peut que profiter aux pays en voie de développement, les autorités françaises ne peuvent envisager de procéder à des ajustements de structure par anticipation.

66. En contrepartie, le Gouvernement français estime que la communauté internationale doit appliquer dans leur intégralité les dispositions de la Stratégie qu'elle a acceptées. Or, il semble que cette idée est parfois perdue de vue dans le rapport lorsque, dans certains cas, il s'écarte soit du texte de la Stratégie soit de son esprit.

67. Ainsi, les paragraphes 44 et 60, portant respectivement sur les investissements privés étrangers et sur les transferts de techniques, négligent les éléments positifs qui figurent aux paragraphes 50 et 64 de la Stratégie. L'injonction qui est adressée dans le paragraphe 44 aux pays en voie de développement pour qu'ils prennent des mesures de façon à contrôler les sorties de capitaux, tant nationaux qu'étrangers, semble trop systématique. De l'avis du Gouvernement français, le recours à de telles mesures n'est justifié que lorsque les circonstances économiques et financières l'exigent, et le paragraphe 44 ne doit pas être interprété autrement.

68. Il en est de même pour le paragraphe 55; celui-ci méconnaît le paragraphe 48 de la Stratégie, qui trace des orientations tout à fait raisonnables pour prévenir les crises résultant des dettes des pays en voie de développement. Ces crises, auxquelles doivent s'appliquer les mesures prévues au paragraphe 55 du rapport, doivent être exclusivement celles qui se produisent lorsque les défauts de paiement sont à la fois certains et imminents. Les difficultés à plus long terme doivent être prévenues non par le refinancement anticipé de la dette existante mais par des mesures appropriées dans le domaine de l'aide publique et de l'utilisation des crédits à l'exportation.

69. L'esprit de la Stratégie, qui se fonde sur un effort de coopération globale entre pays développés et pays en voie de développement, semble malmené lorsqu'il est fait allusion, au paragraphe 35, à l'exercice intégral de la souveraineté des pays en voie de développement

sur leurs ressources naturelles. M. Rougé est obligé de rappeler la position de sa délégation sur cette question. Ce paragraphe vise en effet un droit que personne ne conteste, mais qui ne peut déboucher sur une coopération fructueuse que s'il est exercé conformément aux règles du droit international.

70. Ayant ainsi rappelé la nécessité de ne pas infléchir prématurément les dispositions de la Stratégie, la délégation française voudrait insister sur l'opportunité de respecter les décisions prises dans diverses enceintes internationales et le déroulement prévu des négociations qui y sont conduites.

71. C'est ainsi qu'au paragraphe 63, concernant les pays les moins avancés, M. Rougé est au regret de constater que l'accord qui s'était établi au Conseil du commerce et du développement au sujet des mesures en faveur de ces pays n'a pu être retenu. Son pays persiste à penser qu'il n'est pas raisonnable d'attendre des progrès de mesures spéciales, "surtout dans le domaine de la politique commerciale".

72. De même, au sujet du paragraphe 61, M. Rougé voudrait rappeler que le Conseil du commerce et du développement a seulement décidé d'étudier si un code de conduite pour le transfert des techniques était possible et faisable. A propos du paragraphe 52, le Gouvernement français pense que l'adoption d'un code de conduite des conférences maritimes devrait avoir des effets équilibrés pour l'ensemble des pays qui opèrent dans le commerce maritime. Enfin, à propos du paragraphe 51, M. Rougé tient à souligner que l'obtention d'avantages supplémentaires pour les pays en voie de développement n'est que l'un des buts fixés par la Déclaration de Tokyo.

73. En conclusion, le représentant de la France souligne que son gouvernement ne considère pas que le paragraphe 8 l'oblige à appliquer les dispositions de la Stratégie qui ont suscité de sa part des réserves, lors de la vingt-cinquième session⁵. Il entend rester libre de maintenir ces réserves, de les modifier, voire de les retirer. Il n'attache donc aucun caractère contraignant au libellé du paragraphe 35 relatif à cette question. Toutefois, souhaitant adopter une attitude constructive, il a décidé de retirer deux des réserves qu'il avait exprimées en 1970. M. Rougé est autorisé à faire connaître que la France retire la réserve qu'elle avait formulée à propos du paragraphe 52 de la Stratégie, portant sur l'établissement d'un lien entre l'attribution de nouveaux instruments de réserve et l'octroi de crédits de développement supplémentaire. Le Gouvernement français a également retiré la réserve qui concernait le paragraphe 43. Il considère toujours qu'il n'est guère réaliste de penser que l'objectif d'aide publique au développement sera atteint en 1975, mais il accepte néanmoins qu'il soit fixé à 0,7 p. 100 du produit national brut.

74. M. OGISO (Japon) dit que la préparation de la première opération d'examen et d'évaluation d'ensemble de la Stratégie internationale du développement n'a pas été tâche facile; la délégation japonaise apprécie à leur juste valeur les efforts déployés par tous les intéressés au sein des diverses instances et dont est issu le document d'évaluation de la Stratégie, qui constitue une contribution importante en vue de l'opération d'examen et d'évaluation prévue pour le milieu de la décennie.

⁵ Ibid.

75. Au cours des trois premières années qui ont suivi l'adoption de la Stratégie, le Gouvernement japonais a encore intensifié ses efforts dans le domaine de l'assistance au développement, dans le cadre de l'application de la Stratégie. Les importations japonaises en provenance des pays en voie de développement ont continué de s'accroître dans d'importantes proportions; elles ont passé de 6 263 300 000 dollars en 1969 à 9 911 900 000 dollars en 1972. Afin de contribuer à l'expansion du commerce des pays en voie de développement, le Gouvernement japonais a pris des mesures concrètes relatives à l'importation de produits primaires et de produits manufacturés et semi-manufacturés; au nombre d'entre elles on peut mentionner la réduction des tarifs douaniers, la libéralisation de la réglementation régissant les importations, la participation positive aux accords internationaux relatifs aux produits de base, la promotion des exportations des pays en voie de développement et l'assistance technique pour l'industrialisation des pays en voie de développement. L'application par le Gouvernement japonais du système généralisé de préférences et les mesures prises par la suite pour améliorer sensiblement le système initial ont entraîné une augmentation importante des importations japonaises en provenance des pays bénéficiaires du système généralisé de préférences. Le courant des ressources financières du Japon vers les pays en voie de développement et les institutions multilatérales s'est accru considérablement au cours des premières années de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Le total net des ressources financières dépensées en faveur des pays en voie de développement a passé de 1 263 100 000 dollars en 1969 à 2 725 400 000 dollars en 1972. Des améliorations ont été apportées aussi bien en ce qui concerne les termes financiers de l'assistance qu'en ce qui concerne l'élimination de l'aide liée. Des progrès importants ont également été enregistrés en matière d'administration de l'aide et de programmation de celle-ci, de même qu'en matière d'assistance technique. Le Gouvernement japonais a adopté une série de mesures concrètes pour donner suite aux résolutions de la troisième session de la CNUCED en faveur des pays les moins avancés et des pays sans littoral. Il a fourni une aide publique au développement, y compris des dons à 100 p. 100, à 17 pays moins avancés; il s'est déclaré décidé à contribuer de façon importante au Fonds spécial de la Banque asiatique de développement; il a affecté aux pays les moins avancés une part importante de sa contribution au PNUD; et il a renforcé sa coopération technique bilatérale avec ces pays.

76. La délégation japonaise, qui s'associe à l'approbation unanime à laquelle a donné lieu le rapport (A/C.2/L.1329), souhaite aussi faire les remarques suivantes. Premièrement, elle tient à assurer les membres de la Commission que son pays a l'intention de renforcer encore sa participation aux efforts déployés en commun pour réaliser les buts et les objectifs de la Stratégie. Lors de la troisième session de la CNUCED et au cours de la première opération d'examen d'ensemble, le Gouvernement japonais a reconsidéré les réserves qu'il avait exprimées lors de l'adoption de la Stratégie⁶ et est revenu sur certaines d'entre elles. Pour contribuer à l'efficacité de la Stratégie, il poursuivra ses efforts dans ce sens et appli-

quera les mesures de politique générale acceptées par lui.

77. Deuxièmement, en ce qui concerne les négociations commerciales multilatérales qui ont débuté en septembre 1973 à Tokyo et dont le but est l'expansion et la libéralisation du commerce mondial, la délégation japonaise n'a pas de critique à formuler à l'égard des passages du rapport où l'on souscrit à la Déclaration ministérielle qui a été approuvée à l'unanimité à Tokyo, et elle a le plaisir de déclarer que son gouvernement ne ménagera aucun effort pour assurer des avantages supplémentaires aux pays en voie de développement dans leurs échanges internationaux, conformément à la Déclaration de Tokyo. La délégation japonaise accepte les paragraphes pertinents du rapport, étant entendu qu'ils ne préjugent en rien les travaux futurs du Comité des négociations commerciales.

78. Troisièmement, la délégation japonaise prend acte de l'importance mise sur la réalisation des objectifs clefs de la Stratégie en matière de transfert global de ressources financières pour l'aide au développement. Le Gouvernement japonais s'est fermement engagé à accroître son aide publique au développement, sans pour autant ne pas reconnaître et approuver la nécessité, dûment soulignée lors de l'établissement du rapport du Groupe de travail, d'encourager de façon rationnelle et équitable les investissements étrangers privés dans les pays en voie de développement, qui sont indispensables à la réalisation des buts et objectifs de la Stratégie.

79. En ce qui concerne certains paragraphes particuliers du rapport du Groupe de travail, la délégation japonaise tient à préciser comme suit l'interprétation qu'elle en donne.

80. Le Gouvernement japonais estime que la quatrième phrase de l'alinéa *a* du paragraphe 25, "Même les avantages limités... à l'issue des négociations commerciales bilatérales", porte un jugement partial sur le système généralisé de préférences dans ses rapports avec les négociations commerciales multilatérales. De l'avis de la délégation japonaise, l'octroi de préférences dans le cadre du système généralisé n'empêche en rien l'abaissement ultérieur des tarifs douaniers sur la base du principe de la nation la plus favorisée — conclusion concertée du Comité spécial des préférences —, de sorte que le système généralisé ne se trouvera pas inévitablement affaibli par les négociations commerciales multilatérales. La délégation japonaise considère également qu'il n'y a pas de lien direct entre l'érosion des avantages que procure aux pays en voie de développement le système généralisé de préférences et l'intention exprimée par les parties contractantes au GATT qui est mentionné à l'alinéa *c* du paragraphe 25.

81. La délégation japonaise interprète les mentions, aux paragraphes 33 et 35 du document, de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles comme signifiant une souveraineté permanente exercée conformément à la législation nationale en vigueur et conformément au droit international.

82. L'interprétation que donne la délégation japonaise de la troisième phrase du paragraphe 48, "Dans la mesure où... compte tenu des exigences du développement des pays en voie de développement",

⁶ Ibid.

est que la politique des prix des pays exportateurs peut être déterminée en fonction des conditions du marché en veillant à ce qu'elle soit équitable à la fois pour les producteurs et les consommateurs et compte tenu des exigences du développement des pays en voie de développement. La délégation japonaise ne peut pas accepter que la politique des prix des produits de base soit déterminée par les pays exportateurs uniquement. Tant les exportateurs que les importateurs doivent avoir leur mot à dire en la matière.

83. La délégation japonaise interprète la deuxième phrase du paragraphe 50, "A cet égard... aux fins de leur application aux pays en voie de développement", comme ne préjugant en rien l'issue des délibérations sur la question dans le cadre du GATT.

84. La délégation japonaise pense que l'adoption des paragraphes 56, 57, 58 et 59 ne préjugera en aucune façon l'examen futur de la question au sein du Comité des Vingt du FMI, qui assume l'entière responsabilité des négociations concernant la réforme monétaire, et au sein du FMI, qui est responsable des questions monétaires. Cette remarque vaut tout particulièrement pour les divers alinéas du paragraphe 57, où sont traitées les questions dont s'occupent actuellement le Comité des Vingt et le FMI. A ce sujet, la délégation japonaise tient à rappeler que, lorsque le document A/C.2/L.1327 a été adopté par la Commission, sa délégation a fait une réserve sur un paragraphe ayant le même libellé que l'alinéa ii) du paragraphe 57 en ce qui concerne la réforme de la structure des quotes-parts.

85. M. PINO SANTOS (Cuba) rappelle que plusieurs déclarations ont été faites au sujet du rapport du Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation, notamment de la part du groupe des pays socialistes et du Groupe des Soixante-Dix-Sept. La délégation cubaine souscrit sans réserve à la première de celles-ci et approuve dans l'ensemble la seconde. Néanmoins, elle tient à exprimer sa propre opinion sur la question.

86. Le document A/C.2/L.1329 a beaucoup d'aspects positifs; par exemple, le fait qu'il y est admis, plus ou moins ouvertement, l'échec jusqu'à présent de la Stratégie internationale du développement et de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement; ses références à la nécessité d'éliminer le colonialisme, le néo-colonialisme et toutes formes de discrimination; sa réaffirmation du droit des peuples à l'autodétermination et au plein exercice de leur souveraineté sur leurs ressources; son évaluation des liens entre le développement et un climat international de paix, de sécurité et d'absence de toutes formes de coercition extérieure; sa référence à la nécessité d'introduire des modifications structurelles et des réformes socio-économiques en tant que conditions préalables du développement; et sa reconnaissance de certaines exigences des pays en voie de développement dans le domaine des relations économiques internationales.

87. Toutefois, ce document présente aussi de graves défauts. Dans la déclaration commune des pays socialistes (A/9389), par exemple, on a montré très clairement que le rapport ne faisait pas la distinction nécessaire entre les pays capitalistes développés et les pays socialistes, et tout ce qu'une telle erreur pouvait impliquer. Les pays en voie de développement, dans la déclaration qu'ils ont faite à la 1580ème séance par l'intermédiaire du Président du Groupe des Soixante-

Dix-Sept, ont également indiqué clairement que le rapport aurait dû, ce qu'il n'a pas fait, exposer les exigences les plus importantes des pays en voie de développement en matière de commerce international, de financement public du développement, de réglementation des conférences sur les transports maritimes, de transfert des techniques et de réforme du système monétaire international.

88. Aux critiques graves susmentionnées, la délégation cubaine tient à ajouter les siennes propres. C'est ainsi, par exemple, que le document ne souligne pas suffisamment le retard et la pauvreté réels des pays sous-développés et l'écart croissant qui les sépare des pays développés. De plus, il ne présente pas les problèmes dans l'ordre de priorité qui convient, certaines questions d'importance capitale y étant mises sur le même plan que d'autres questions nettement secondaires. Le rapport n'insiste pas non plus suffisamment sur la nécessité de modifications structurelles internes dans les pays en voie de développement et de modifications structurelles externes dans l'ensemble du système des relations économiques internationales en tant que conditions préalables du développement des pays en voie de développement.

89. Les contradictions que révèle le document ne sont pas le fait du simple hasard. Dans sa déclaration, le Président du Groupe des Soixante-Dix-Sept a exprimé l'avis que, à l'instar de la résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, le document reflétait peut-être l'état actuel de développement de la conscience collective de la société. Dans une certaine mesure, la délégation cubaine souscrit à ce diagnostic plutôt philosophique; elle estime, cependant, que dans la mesure où la conscience collective est le fruit de certains facteurs il serait bon de les mentionner. Cette manière d'agir déboucherait sur la conclusion que le rapport du Groupe de travail traduit la complexité caractéristique de l'époque actuelle : d'une part, ses aspects positifs montrent qu'il existe une corrélation universelle de forces déterminant les événements internationaux qui a œuvré en faveur de la paix, du socialisme et de la libération des peuples, et, d'autre part, ses aspects négatifs prouvent ce qui saute aux yeux de tous, à savoir que, même de nos jours, les forces d'agression et d'exploitation de l'impérialisme, du colonialisme et du néo-colonialisme sont toujours à l'œuvre.

90. En tout état de cause, en tant qu'expression d'une telle évolution historique dynamique, le document présente de graves lacunes en ce sens qu'il ne renferme pas véritablement d'analyse scientifique de ces ressources, ou, en termes plus formels, qu'il ne répond pas précisément à l'objectif énoncé dans la résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale en ce qui concerne l'examen et l'évaluation de la Stratégie. Les paragraphes 79 à 83 se réfèrent, d'une part, à l'examen systématique des progrès et des échecs de la Stratégie et, d'autre part, à la recommandation, le cas échéant, d'objectifs et de politiques nouveaux visant à en assurer le succès. Ce processus d'analyse — qui doit partir du niveau national, passer par les organes régionaux et sectoriels de l'Organisation des Nations Unies et aboutir finalement au Comité de la planification du développement et au Secrétaire général — doit culminer dans une opération biennale d'évaluation menée par l'Assemblée générale.

91. La délégation cubaine note que la procédure ne s'est pas déroulée comme prévu. Notamment, au Comité de l'examen et de l'évaluation et à la Deuxième Commission, on a eu surtout tendance à confondre la tâche consistant à passer en revue les progrès et les échecs avec celle consistant à recommander des mesures nouvelles ou des objectifs et politiques de caractère nouveau. Autrement dit, on n'a pas fait la distinction indispensable entre le travail critique d'analyse du déroulement de la Stratégie — travail incontestablement de caractère hautement technique — et le travail constructif consistant à examiner les mesures à adopter pour surmonter les défaillances — travail qui revêt un caractère nettement plus politique. Les résultats d'une telle erreur sont clairement visibles dans le document A/C.2/L.1329, dont la partie qui renferme un exposé objectif des faits et celle qui a trait aux recommandations nouvelles semblent avoir été mélangées, confondues et déformées, sous l'effet des pressions exercées par les intérêts en jeu lors de leur rédaction et surtout sous l'effet de la pression de certaines puissances capitalistes développées. Par conséquent, malgré l'importance de ses aspects positifs, le document semble par trop négativement influencé par les compromis atteints au cours du marchandage politico-stylistique sur des mots, des phrases et même des concepts, qui a caractérisé l'établissement du document. Ce résultat n'est pas seulement contraire aux intérêts des pays en voie de développement, qui tireront toujours parti d'un exposé objectif de la situation actuelle, mais il est également plutôt absurde, étant donné qu'il y a tellement de choses dans le monde qui ne peuvent pas faire l'objet de négociations, telles que la vérité par exemple.

92. Aussi, de l'avis de la délégation cubaine, les méthodes adoptées pour examiner les résultats de la Stratégie pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement doivent-elles être distinguées de celles utilisées pour négocier les buts et mesures de politique générale de celle-ci ou, tout au moins, doivent-elles être séparées sur le plan fonctionnel de façon à éviter que les arcanes décourageantes de la négociation ne déforment et n'entravent les travaux objectifs et scientifiques qui devraient caractériser toute évaluation analytique.

93. Cette évaluation analytique devrait être exécutée de façon systématique en recourant aux mécanismes et au personnel voulus, sans la participation des représentants des puissances capitalistes développées qui sont responsables du retard du prétendu tiers monde, dans un esprit de recherche absolue de la vérité et compte tenu d'une conception réaliste, profonde et exacte des problèmes actuels du sous-développement.

94. Une telle conception — ainsi que Cuba l'a déclaré dès le début — doit reposer sur la reconnaissance du fait que, dans la lutte contre le sous-développement, il est indispensable d'apporter des modifications internes profondes à la structure socio-économique des pays en voie de développement ainsi que des modifications externes profondes aux relations entre pays en voie de développement et pays développés. Cela signifie qu'il n'y aura pas de développement dans les pays où les oligarchies locales maintiennent leur situation privilégiée aux dépens du retard et de la pauvreté de leurs peuples et sur la base de leur alliance avec les monopoles étrangers et les grandes entreprises transnationales. Cela signifie qu'il n'y aura pas de développement dans les pays où l'impérialisme est en-

core capable de maintenir son système de relations colonialistes et néo-colonialistes d'exploitation. Enfin, cela signifie également que le résultat décourageant des deux premières années d'application de la Stratégie se répétera inévitablement, aussi bien au milieu de la Décennie qu'à la fin de celle-ci, tant que l'esprit de bonne volonté qui semble avoir dominé la conception d'un tel projet de coopération internationale ne s'accompagnera pas de mesures radicales et décisives contre les forces qui s'y opposent et qui ne sont autres que les forces réactionnaires des oligarchies locales associées à l'agression, à l'oppression et au pillage de l'impérialisme.

95. Mlle YOUNG (Royaume-Uni) dit que sa délégation se félicite d'avoir été associée au consensus auquel a donné lieu la première opération biennale d'examen et d'évaluation d'ensemble des progrès accomplis dans l'application de la Stratégie internationale du développement. Il a fallu un travail considérable pour aboutir à cet heureux résultat et beaucoup de concessions ont dû être faites par tous les intéressés. La délégation britannique reste convaincue que certaines des observations faites sur l'action des pays développés sont trop sévères, comme au paragraphe 23, par exemple. La qualité de l'examen se ressent nécessairement de la brièveté de la période qui s'est écoulée depuis le commencement de la Décennie. Un certain nombre d'autres instances ont déjà commencé à agir dans un grand nombre de domaines où le rapport déplore qu'il n'y ait pas eu de progrès. Sans doute, il n'y a rien dans le document relatif à l'examen qui impose à ces autres instances de prendre telle ou telle décision ou d'adopter telle ou telle ligne d'action, mais il est très probable que des progrès considérables auront été réalisés au moment de l'examen prévu pour le milieu de la Décennie.

96. Les points suivants de l'examen présentent des difficultés pour la délégation britannique. Elle accepte l'invitation qui est faite, au paragraphe 35, de reconsidérer les réserves exprimées à la vingt-cinquième session sur la Stratégie. C'est de manière constante que cette délégation réexamine ses réserves⁷, qui sont d'ailleurs fort peu nombreuses et n'ont pas été faites à la légère. Elle n'est malheureusement en mesure, pour le moment, de revenir sur aucune d'entre elles, et son acceptation de l'ensemble de l'examen est donc assortie de ces réserves.

97. Le paragraphe 53 comprend peu de chose qui ait l'assentiment du Royaume-Uni. La délégation britannique le laissera passer, dans l'intérêt général d'un consensus sur l'ensemble du document, mais en exprimant des réserves quasi totales et en formulant des réserves expresses sur les points suivants. Elle ne peut pas accepter les trois premières phrases. Sa position reste telle qu'elle a été définie par le Premier Ministre britannique devant l'Assemblée générale en 1970, à savoir que le Royaume-Uni fera de son mieux pour atteindre l'objectif de 1 p. 100 en 1975. En second lieu, elle maintient les réserves qu'elle a déjà faites sur l'objectif de 0,7 p. 100 fixé pour l'aide publique au développement, dans le cadre de la Stratégie internationale du développement. De même, tout en attachant une grande importance à l'aide publique au développement, elle n'est pas d'accord pour dire que c'est l'indicateur le plus concret des efforts fournis par les pays développés. En ce qui concerne la quatrième phrase, il existe un groupe de tra-

⁷ Ibid.

vail de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce qui étudie la notion d'objectif, et il ne faudrait pas préjuger les conclusions de son rapport. Enfin, le Gouvernement britannique ne peut pas être favorable à une recommandation tendant à libéraliser l'ensemble des courants de capitaux — les capitaux privés étant, comme il se doit, assujettis aux conditions du marché. S'agissant de consentir une aide à des conditions très favorables, l'allusion à une nouvelle libéralisation des conditions ne signifie pas, pour la délégation britannique, que l'on pose comme critère général le laps de temps écoulé depuis la dernière fois que ces conditions ont été rendues plus libérales. Comme elle l'a déclaré à maintes reprises — notamment dans les réserves qu'elle a formulées sur le paragraphe 44 de la Stratégie — la délégation britannique ne considère pas qu'il y ait lieu d'approuver une libéralisation des conditions de l'aide ou l'octroi de dons pour tous les pays sans distinction, et elle estime qu'un appel général en faveur d'une forte proportion de dons ne tient pas suffisamment compte de la nécessité d'adapter les conditions au fait que la situation des pays en voie de développement varie de l'un à l'autre. Elle ne peut pas non plus approuver la recommandation tendant à ce qu'il y ait nécessairement un rapport entre le volume total des courants et la proportion, par rapport à un total, des ressources fournies à des conditions très favorables; il en va de même pour l'objectif fixé à l'aide publique. Les réserves que la délégation britannique formule sur le paragraphe 53 s'appliquent également lorsqu'il est question, dans le document, de l'objectif fixé pour l'aide publique au développement, comme c'est le cas aux paragraphes 26, 3 et 33.

98. La représentante du Royaume-Uni fera ses observations sur d'autres paragraphes dans l'ordre numérique. En ce qui concerne le paragraphe 3, elle tient à déclarer, en premier lieu, que le Royaume-Uni considère que les investissements privés, tout comme l'aide publique au développement, ont un rôle important à jouer. En deuxième lieu, son pays n'estime pas que les critiques que ce paragraphe contient, de manière implicite, à l'égard du contrôle exercé par ses membres sur la politique suivie par la Banque en matière de prêts soient justifiées; il n'estime pas non plus que ce contrôle ait eu des effets défavorables sur le volume des prêts.

99. Pour ce qui est des paragraphes 6 et 65, tout en reconnaissant que le désarmement devrait accroître la capacité des pays qui désarmeraient de consacrer des ressources au développement, la délégation britannique juge nécessaire de répéter la position bien connue de son gouvernement selon laquelle le développement ne constitue que l'une des destinations possibles auxquelles pourraient être utilement affectées les ressources ainsi libérées.

100. La délégation britannique accepte les paragraphes 7 et 66 sans préjudice de sa position, qui est bien connue, sur les territoires non autonomes administrés par le Royaume-Uni.

101. Le Gouvernement britannique n'accepte pas le point de vue, exprimé au paragraphe 25, selon lequel les pays les moins avancés n'auraient pas bénéficié du système généralisé de préférences. Il reconnaît, toutefois, que les avantages que ces pays retirent du système généralisé de préférences sont limités en raison de la structure de leurs économies et qu'aucun

arrangement différentiel de nature internationale n'a été introduit dans le domaine du commerce à l'intention des pays les moins avancés.

102. En ce qui concerne l'alinéa c du paragraphe 26, le Royaume-Uni reconnaît que l'aide publique au développement a peut-être été inférieure à ce qu'espéraient les pays en voie de développement. Il ne croit pas, toutefois, qu'il faille généraliser la question du pourcentage à verser au titre du service de la dette, bien qu'il reconnaisse que certains pays connaissent de graves difficultés et que leur nombre pourrait augmenter faute de mesures nationales et internationales appropriées.

103. Le Gouvernement britannique interprète la notion de souveraineté, dont il est question au paragraphe 35 et dans l'ensemble du document, dans le sens de souveraineté permanente conformément au droit international.

104. La délégation britannique accepte la deuxième phrase du paragraphe 44, pour autant qu'elle signifie que les mesures nécessaires pour contrôler les sorties de capitaux étrangers ne doivent être prises que lorsque la situation économique ou financière d'un pays l'exige.

105. En ce qui concerne le nouveau paragraphe 54, la délégation britannique accepte la recommandation tendant à ce qu'une quantité croissante d'aide soit acheminée par l'intermédiaire des institutions multilatérales, étant entendu qu'il s'agit d'une action entreprise par les pays donateurs, agissant en tant que groupe et que les institutions elles-mêmes sont efficaces. Pour ce qui est de la deuxième et de la troisième phrase, la délégation britannique ne considère pas que les institutions financières internationales doivent s'inquiéter spécialement des conséquences défavorables d'une baisse des recettes d'exportation due à des changements structurels ou à un ralentissement de la demande; elles devraient intervenir en cas de changements inattendus. La délégation britannique n'envisage pas, notamment, pour la réalisation de ces objectifs plus larges, le recours à un mécanisme de financement supplémentaire. Et même, étant donné que l'examen approfondi qui a déjà été fait sur la possibilité d'établir ce genre de mécanisme s'est révélé négatif, la délégation britannique ne voit aucun intérêt à poursuivre plus avant l'examen de cette question.

106. En ce qui concerne le nouveau paragraphe 55, le Gouvernement britannique estime qu'il est de l'intérêt tant du créateur que du débiteur d'adopter des politiques de nature à prévenir des crises. Il ne convient pas d'approuver des mesures générales de nature préventive, notamment des mesures de refinancement, pour aider à résoudre une fois qu'ils se sont posés, des problèmes relatifs à la dette, étant donné que les mesures jugées appropriées ne pourraient être étudiées qu'isolément, à la lumière des conditions propres à chaque cas. Le Gouvernement britannique considère que ce que dit sur la question de la dette le paragraphe 48 de la Stratégie est juste et toujours valable, et il ne peut pas souscrire au paragraphe 55 du document A/C.2/L.1329.

107. En ce qui concerne les paragraphes 56 à 59 inclus, la délégation britannique considère que l'examen de ces questions et leur coordination avec les progrès dans d'autres domaines relèvent du Comité des Vingt. Le Comité est pleinement représentatif et fera rapport à

l'ensemble des membres du FMI. La délégation britannique est convaincue que le Comité des Vingt est déjà pleinement conscient des responsabilités qui sont les siennes.

108. La délégation britannique a accepté le paragraphe 61 dans la mesure où la décision à prendre par la CNUCED quant à la possibilité et à la faisabilité d'un code de conduite pour le transfert des techniques ne peut être préjugée.

109. M. CAVAGLIERI (Italie) dit que sa délégation accueille avec une sincère satisfaction le document relatif à l'opération biennale d'examen et d'évaluation des progrès accomplis dans l'application de la Stratégie. Elle tient à exprimer ses remerciements au Président du Groupe de travail pour la grande compétence avec laquelle il a dirigé les longues discussions et négociations qui ont conduit à la présentation du texte dont est saisie la Commission et auquel la délégation italienne a eu le plaisir de contribuer, confirmant ainsi l'importance fondamentale que son gouvernement attache à la Stratégie internationale du développement. Ce document représente certainement un progrès important du processus complexe consistant à examiner et à réévaluer les activités entreprises jusqu'alors et à donner des avis au sujet de ce qu'il reste à faire en vue de l'application de la Stratégie. En particulier, la délégation italienne note que le nombre de points faisant l'objet d'un consensus a considérablement augmenté, prouvant ainsi que l'esprit de compréhension de collaboration et de compromis entre toutes les délégations s'est amélioré, ce qui devrait favoriser, selon elle, l'accomplissement des travaux qui restent à réaliser. Bien entendu, un plein accord ne pourra être obtenu sur tous les points. C'est pourquoi la délégation italienne souhaite relever certains points du document considéré, à propos desquels elle tient à souligner son interprétation ou à donner d'autres indications.

110. Tout d'abord, le document n'efface en aucun cas les trois réserves formulées par le Gouvernement italien lors de l'adoption de la Stratégie⁸. Ces réserves sont donc toujours valables. De même, la délégation italienne considère que le texte à l'examen ne modifie pas le texte de la Stratégie elle-même, tel qu'il a été adopté, et qu'il ne préjuge en rien les vues de la délégation italienne à propos des questions mentionnées dans le document, en particulier en ce qui concerne les négociations commerciales, monétaires, scientifiques et techniques futures et, d'une manière générale, les travaux qui doivent être entrepris expressément par les organismes compétents tels que le GATT, le Comité des Vingt du FMI et la CNUCED.

111. Après cette observation d'ordre général, la délégation italienne tient à dire quelques mots sur certains points du document; premièrement, les mesures d'ajustement à prendre par les pays développés pour faciliter les importations en provenance des pays en voie de développement, comme il est mentionné aux paragraphes 32 et 50, doivent l'être, selon elle, avec la prudence et la gradation que les circonstances particulières suggéreront, de façon qu'il soit tenu pleinement compte de tous les aspects du problème, y compris la question du moment où prendre ces mesures et à éviter toutes répercussions défavorables que pourraient avoir ces mesures pour les pays intéressés, y

compris, bien entendu, les pays en voie de développement. Deuxièmement, le Gouvernement italien a toujours contribué, au mieux de ses possibilités, à aider les pays en voie de développement à résoudre ou atténuer leurs problèmes de dette extérieure. Pour ce qui est des paragraphes 26, alinéa c, et 55, la délégation italienne considère qu'ils ne renferment pas le concept de financement anticipé mais se réfèrent à la collaboration entre pays créditeurs et pays débiteurs pour aider ces derniers à résoudre les difficultés qui risquent de se poser à eux au moment où leurs dettes viennent à échéance. Troisièmement, la délégation italienne, fidèle à sa position constante, considère généralement que toutes les mesures envisagées dans le document, y compris les principes de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, doivent s'entendre dans le cadre des règles du droit international.

112. C'est dans ce contexte que la délégation italienne a eu le plaisir de se joindre au consensus dont a fait l'objet le document A/C.2/L.1329.

113. M. FIGUEROA (Chili) dit que l'évaluation n'a pas été tâche facile et que, comme on devait s'y attendre, les obstacles rencontrés n'ont pas été nouveaux, mais au contraire parfaitement connus. Ce sont les mêmes obstacles que ceux qui sont apparus dès le début de l'élaboration de la Stratégie. Tout tend à indiquer qu'ils continueront d'exister, puisque rien ne laisse espérer que la situation changera dans un avenir immédiat. Le bilan général des deux premières années d'application de la Stratégie internationale du développement montre que, comme le document dont est saisie la Commission le relève, les problèmes de développement sont loin d'être résolus et ont même encore empiré. C'est ainsi que la majorité des pays développés se préoccupent d'ajuster leurs relations mutuelles, aux dépens de leur coopération, en vue de résoudre les problèmes vitaux des pays en voie de développement, problèmes auxquels l'intention était de donner la priorité lorsque les mesures de politique figurant dans la Stratégie ont été adoptées. Au cours de ces deux années, aucune politique en matière de prix et d'accès aux marchés pour les produits primaires n'a fait l'objet d'un accord. En ce qui concerne les préférences, les résultats sont modestes. Le *statu quo* prévu dans la Stratégie à propos des barrières tarifaires et non tarifaires n'a pas été pleinement observé. La concrétisation du lien entre les droits de tirage spéciaux et le développement en est encore à ses débuts.

114. En ce qui concerne l'objectif de l'p. 100 fixé pour le transfert net de ressources financières des pays développés aux pays en voie de développement, les résultats sont décourageants, pour reprendre l'adjectif employé dans le document. L'objectif fixé à l'aide publique au développement en est également à un stade général de stagnation. A cet égard, il convient de souligner et de ne pas oublier les mesures prises par certains pays développés en vue d'atteindre ces objectifs, dans le cadre d'un effort dont la communauté internationale reconnaît l'existence. Néanmoins, les puissances économiquement plus fortes continuent de faire la sourde oreille aux propositions des pays en voie de développement en la matière. Il convient également de mentionner le problème de la dette des pays en voie de développement, dette dont le service, selon l'analyse faite dans le cadre de l'examen de la Stratégie, absorbe

⁸ Ibid.

environ 10 p. 100 de leurs recettes d'exportation. Dans le cas particulier du Chili, le service de la dette absorbe 30 p. 100 des recettes d'exportation. Depuis deux ans qu'a commencé l'application de la Stratégie, il n'a pas été non plus possible d'accomplir le mandat recommandé au paragraphe 63 et de fixer un objectif équivalant à un pourcentage déterminé du produit national brut des pays développés afin d'appuyer directement le transfert de la science et de la technique aux pays en voie de développement, ou un objectif analogue afin d'encourager les programmes de recherche et de développement dans ce domaine.

115. Tout cela ne constitue pas une grande surprise pour la délégation chilienne. On se rappellera que, lorsque la Stratégie a été approuvée en octobre 1970, divers pays développés ont émis des réserves concernant certains points, mais que, de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies, un seul pays a présenté une réserve générale⁹, le Chili. S'il a fait cette réserve, c'est qu'il était convaincu, comme il l'a dit dès le début de l'élaboration de la Stratégie, qu'une stratégie du développement devait être axée essentiellement sur trois concepts fondamentaux et interdépendants. Tout d'abord, il faut la décision de la part des pays en voie de développement de surmonter leur sous-développement et la conviction que leurs peuples sont responsables de leur développement et de leur progrès social et que la réalisation de leurs objectifs dépend avant tout de l'effort national de chaque pays et des réformes qualitatives et structurelles qui seront entreprises; il s'agit là d'une décision souveraine de ces pays qui doit être respectée. Deuxièmement, il faut la volonté politique et l'engagement de la part des pays développés d'adopter des décisions et des mesures d'ordre international qui compléteront les efforts que doivent faire les pays en voie de développement eux-mêmes. Troisièmement, il faut la décision de la communauté internationale dans son ensemble de créer des conditions de stabilité et de bien-être qui assureront un niveau de vie minimum compatible avec la dignité humaine, au moyen du développement économique et social. Le premier seulement de ces concepts a finalement été incorporé dans la Stratégie. Il n'a pas été possible d'y inclure l'engagement politique de la part des pays développés, et il est regrettable que la Stratégie, expression de la décision de l'ensemble de la communauté internationale, constitue davantage une proclamation qu'une réalité. M. Figueroa tient à citer, pour qu'il en soit pris acte, un extrait de la réserve exprimée en 1970 par la délégation chilienne, qui est toujours valable :

“Les réserves de la délégation chilienne sur des points particuliers et sa réserve générale au sujet de la section de la Stratégie internationale du développement consacrée aux mesures à prendre correspondent à une position ferme et conforme à celle qu'a adoptée le Gouvernement chilien pendant toute la durée des travaux de préparation de la Stratégie.”

Pour le Gouvernement chilien, une stratégie qui ne comporterait pas l'engagement politique d'appliquer des mesures internationales serait dépourvue de toute valeur et ne manquerait pas de décevoir profondément les pays du tiers monde.

⁹ Ibid.

116. Maintenant que l'on met la dernière main à la première opération d'évaluation de l'application de la Stratégie, la délégation chilienne ne peut faire moins que rappeler la position qu'elle a toujours soutenue en la matière et réaffirmer dans sa totalité la réserve qu'elle avait formulée en cette occasion. On ne peut attendre de résultats satisfaisants ni de l'évaluation en cours ni des évaluations futures concernant l'application d'un ensemble de mesures qui n'ont qu'un caractère de déclaration. La délégation chilienne estime que, pour que la prochaine opération d'examen et d'évaluation de l'application de la Stratégie qui doit avoir lieu au milieu de la Décennie repose sur une base plus solide que l'opération actuelle, il faut que les pays développés s'engagent expressément au stade actuel, ou dès que possible, à se conformer aux dispositions de la Stratégie. Ainsi ce document, qui constitue seulement une déclaration, pourrait au moins devenir partiellement applicable. Ce serait là une mesure positive au stade actuel de la Décennie.

117. Tout en se joignant au consensus sur l'adoption du document A/C.2/L.1329, la délégation chilienne tient à ce que soient consignées les observations qu'elle a formulées et à souligner qu'elle maintient la réserve générale concernant la Stratégie internationale du développement qu'elle a exprimée lorsque celle-ci a été adoptée en octobre 1970.

118. M. SELFE (Afrique du Sud) dit que sa délégation est heureuse de s'associer au consensus dont le document A/C.2/L.1329 est issu. Toutefois, certains paragraphes de ce document lui paraissent moins acceptables que d'autres et le Gouvernement sud-africain regrette particulièrement qu'on ait jugé indiqué d'inclure les paragraphes 7 et 66, auxquels il ne peut manifestement pas se rallier.

119. M. O'RIORDAN (Irlande) déclare que sa délégation se félicite de l'occasion qu'a offerte l'opération d'examen de procéder à une évaluation d'ensemble des résultats obtenus et d'étudier les conclusions à en tirer pour l'avenir. En 1970, elle a déclaré¹⁰ que le Gouvernement irlandais comptait jouer pleinement le rôle qui lui revenait dans l'action menée pour atteindre les objectifs de la Stratégie et a exprimé l'avis que le problème le plus immédiat, pour chacun des pays s'étant ralliés à la Stratégie, consistait à déterminer les rapports particuliers existant entre sa propre situation et les diverses parties du texte en question. En conséquence, l'Irlande a considéré qu'elle avait le devoir de faire le bilan de ses propres efforts, eu égard aux objectifs de la Stratégie, et d'en dégager les conclusions voulues.

120. En 1970, la délégation irlandaise a fait connaître l'intention de son gouvernement de fournir une assistance croissante aux pays en voie de développement, dans la mesure où ses ressources le lui permettent. Aujourd'hui, ce gouvernement n'estime pas avoir pris ainsi un engagement à la pleine mesure des obligations qui lui incombent envers ces pays, et il reconnaît la nécessité d'accroître sensiblement l'aide qu'il leur fournit. Il admet également que, compte dûment tenu de leur capacité de contribution, les pays comme l'Irlande, qui sont plus éloignés des objectifs fixés, ont le devoir de s'en rapprocher plus rapidement. Le Gouvernement irlandais se propose donc d'intensifier notablement l'aide publique au développement, en

¹⁰ Ibid.

augmentant le volume annuel tant en chiffres absolus qu'en pourcentage du produit national brut, au cours d'une période de quelques années, ainsi que de mettre au point un programme d'assistance global et cohérent. Pour l'exercice en cours, le volume de l'aide publique irlandaise au développement est doublé. Dans l'immédiat, le programme irlandais ne sera pas à la mesure des obligations acceptées par certains autres pays développés vis-à-vis des pays en voie de développement, mais il témoigne de la volonté de l'Irlande de prendre sa part d'efforts dans ce domaine.

121. Indépendamment de son programme national, l'Irlande a commencé à participer aux vastes et nombreux programmes de coopération en vue du développement entrepris par les communautés européennes. Elle reconnaît l'importance de ces programmes pour les pays en voie de développement et jouera son rôle, en tant que membre des communautés, dans l'élaboration et l'application des politiques arrêtées à des conditions aussi favorables que possible.

122. La délégation irlandaise espère que l'examen et l'évaluation à mi-chemin de la Décennie permettront de dresser un bilan plus favorable aux pays en voie de développement que la première opération d'examen et que, à ce moment-là, la communauté internationale aura progressé de façon tangible dans la voie de l'élimination du gaspillage des ressources humaines et naturelles, comme prévu par la Stratégie.

123. Selon M. EHRLICH-ADAM (Autriche), le projet de résolution que la Commission a adopté à sa séance précédente représente le point culminant des efforts déployés au cours des trois dernières années et ayant conduit à l'examen et l'évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie sur les plans régional, sectoriel et finalement mondial. La délégation autrichienne voit avec satisfaction que, après de longues et difficiles négociations, un consensus s'est dégagé sur cette importante question, et elle appuie le rapport du Groupe de travail, bien que certaines de ses dispositions ne reflètent pas pleinement le point de vue de l'Autriche.

124. Lorsque la Stratégie elle-même a été adoptée, la délégation autrichienne a précisé qu'elle l'accueillait avec satisfaction en tant qu'instrument qui replaçait les efforts des divers pays et de la communauté internationale tout entière dans une plus large perspective, offrant à la fois un cadre général et des directives concrètes pour les travaux futurs dans le domaine du développement et de la coopération internationale en vue du développement. Elle a indiqué que la Stratégie revêtait une importance particulière pour un pays comme l'Autriche qui, en raison de son histoire, de son emplacement géographique et de sa structure économique, n'avait pu s'engager que relativement tard dans l'action internationale pour le développement. L'Autriche maintient cette position et continue d'appuyer, dans toute la mesure possible, les buts et objectifs de la Stratégie.

125. La première opération d'examen et d'évaluation d'ensemble a fait apparaître non seulement une préoccupation plus profonde devant l'état actuel du développement, mais encore la nécessité croissante de faire une plus large place à certains aspects du développement, qui ont été quelque peu perdus de vue lors de la formulation de la Stratégie ou qui, compte tenu de l'expérience acquise plus récemment, paraissent

devoir retenir davantage l'attention de la communauté internationale. Les problèmes du développement doivent être vus dans une optique nouvelle, et il se pourrait que la distinction établie entre progrès économique et progrès social ait fait obstacle à l'action effective en vue du développement. Un nombre croissant d'études ont mis en relief la nécessité d'aborder plus directement les problèmes de la pauvreté des masses, du chômage généralisé et des carences qui persistent, dans de vastes régions du monde, sur les plans de la nutrition, de la santé et de l'éducation. On s'est beaucoup penché sur les avantages et insuffisances des concepts traditionnels de croissance économique, de justice sociale et de bien-être de l'homme, et d'aucuns parlent de crise des stratégies du développement et de la coopération internationale en vue du développement.

126. Dans ce contexte plus général, l'examen et l'évaluation se sont avérés être beaucoup plus que l'opération technique consistant à faire le point des progrès accomplis durant les deux années écoulées dans la réalisation des buts et objectifs de la Stratégie. L'une des questions fondamentales qui se posent est celle de savoir comment les modifications nécessaires pourraient être apportées à la Stratégie elle-même et, en particulier, à quel moment ces changements devraient être opérés. A l'échelon national, la planification implique une préparation minutieuse et d'intensives consultations, et l'exécution des plans exige un effort encore plus grand si l'on veut atteindre les objectifs fixés. Il en va de même pour un plan indicatif en vue d'une action globale, dont les objectifs et politiques doivent d'abord être intégrés dans des programmes concrets, nationaux et internationaux. C'est la raison essentielle pour laquelle la délégation autrichienne a adopté une attitude assez circonspecte en ce qui concerne l'utilité de modifications de la Stratégie ne découlant pas d'une évaluation approfondie de tous les éléments mis en jeu. Il faut laisser s'écouler un certain temps pour pouvoir apprécier en connaissance de cause les résultats obtenus à ce stade et les raisons des insuffisances qui peuvent être relevées. La valeur d'une appréciation de cette nature et des conclusions qui en seront dégagées dépendra énormément de la mesure dans laquelle on disposera de renseignements sûrs et de la manière dont ces renseignements auront été rassemblés et analysés. Il ne faut pas donner trop de poids aux agrégats et données globales, non plus qu'aux données fondées sur des estimations résultant de variations à court terme qui, dans certains cas, peuvent échapper à l'influence des divers gouvernements ou pays. L'application uniforme d'objectifs quantitatifs à tous les pays tend à simplifier les problèmes à l'excès, en ce sens qu'elle ne prend pas en considération la situation existant dans un pays ou une région donnés. De même, une certaine différenciation s'impose dans le cas des objectifs de l'aide, de façon à tenir compte de la capacité réelle de tel ou tel pays ou de telle ou telle institution à fournir une assistance.

127. Compte tenu de ce qui précède, le Gouvernement autrichien a examiné les différentes dispositions de la Stratégie eu égard à la situation économique, financière et budgétaire de l'Autriche et, lorsque la Stratégie a été adoptée, il a fait à cet égard une déclaration formelle¹¹ qui reste pleinement valable. Néanmoins, l'Autriche n'a formulé de réserves à

¹¹ Ibid.

l'égard d'aucun aspect de la Stratégie. Depuis, elle s'est efforcée, sérieusement et avec succès, d'accroître son assistance financière et technique aux pays en voie de développement dans le cadre multilatéral et surtout dans le cadre bilatéral. Le Gouvernement autrichien continuera à ne ménager aucun effort en ce sens, et il a récemment entrepris une refonte de son mécanisme en vue de l'aide au développement, afin de pouvoir renforcer encore sa coopération avec les pays en voie de développement.

128. M. FRANCK (Belgique) dit que, de l'avis de sa délégation, le rapport contenu dans le document A/C.2/L.1329 aurait pu être mieux équilibré. Par exemple, en ce qui concerne la mise en œuvre des mesures prises par les trois principaux groupes de pays qui y sont identifiés, la délégation belge estime qu'on a trop mis l'accent sur les lacunes que l'on semble déceler du côté des pays occidentaux. Pour ce qui est du paragraphe 8, la deuxième phrase, qui se réfère à la notion de volonté politique, aurait dû viser tous les pays, et non pas seulement les pays développés. Quant au paragraphe 13, il indique bien que les chiffres cités pour le taux de croissance du produit intérieur brut ont un caractère provisoire. Toutefois, étant donné les différences qui existent entre les séries statistiques concernant cet indicateur, une meilleure cohérence des données chiffrées devrait être recherchée. Pour ce qui est du paragraphe 48, relatif à la politique agricole des pays développés, la délégation belge pense que le texte aurait pu être formulé de façon plus générale et positive et stipuler, par exemple, que ces politiques doivent veiller à répondre aux besoins mondiaux. En ce qui concerne le paragraphe 50, la délégation belge interprète la dernière phrase, intéressant l'aide aux ajustements de structure, comme ne se référant pas à l'élaboration, à l'avance, d'un ou plusieurs programmes. La même interprétation s'applique au paragraphe 32 du premier rapport biennal. Pour ce qui est du paragraphe 60, le texte ne signifie pas que la délégation belge reconnaît l'existence d'un lien entre le désarmement et le développement; elle estime prématuré et peu réaliste d'établir un tel lien aussi longtemps que des progrès concrets n'ont pas été réalisés dans le domaine du désarmement. Enfin, en ce qui concerne le paragraphe 66, la délégation belge estime que les considérations y figurant ne préjugent en aucune façon les travaux qui se poursuivent par ailleurs à l'Assemblée générale.

129. M. KRYGER (Danemark) déclare que, à l'instar de la plupart des pays développés à économie de marché, le Danemark a fait une réserve en 1970¹², au sujet du paragraphe 35 de la Stratégie, concernant les mesures d'assistance aux ajustements. Comme la délégation danoise l'a expliqué à l'époque, le Gouvernement danois ne dispose pas du pouvoir législatif qui permettrait d'appliquer ce genre de mesures aux industries nationales, et il est peu probable qu'il cherche à obtenir ce pouvoir. Il faut voir la chose en tenant compte du fait que le Danemark suit une politique industrielle selon laquelle les industries directement affectées par l'évolution de la concurrence sur le marché mondial doivent continuellement s'adapter à cette évolution. Le fléchissement enregistré sur le marché depuis les années 50 par l'emploi dans les industries danoises exigeant beaucoup de main-d'œuvre montre que cette adaptation a eu lieu. Ce

fléchissement s'est poursuivi et s'est intensifié au cours des deux premières années de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

130. C'est pourquoi la délégation danoise maintient la réserve qu'elle a formulée au sujet du paragraphe 35 de la Stratégie, et le fait qu'elle a appuyé le document A/C.2/L.1329, y compris les paragraphes 50 et 32, relatifs à l'aide aux ajustements de structure, ne modifie en rien le contenu de cette réserve.

131. M. SINGH (Malaisie) pense que la Commission voudra peut-être décider si les déclarations des délégations qui ont demandé un compte rendu intégral doivent figurer *in extenso* dans le compte rendu analytique, être annexées au rapport de la Commission, ou être distribuées en tant que documents de l'Assemblée générale, comme la déclaration commune des délégations des pays socialistes (A/9389).

132. M. BRITO (Brésil) précise que la délégation brésilienne a demandé que le texte de sa déclaration soit joint en annexe au rapport de la Commission, conformément au précédent établi lors de l'adoption de la Stratégie en 1970. Mais son intention n'est pas d'obtenir pour son intervention un traitement différent de celui accordé aux interventions des autres délégations. Si la Commission décide que le texte de cette déclaration doit figurer *in extenso* dans le compte rendu analytique, cette décision ne doit pas porter atteinte au droit qu'a toute délégation de publier le texte de sa propre déclaration en tant que document de l'Assemblée générale.

133. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) confirme que les délégations auraient ce droit.

134. Après une discussion à laquelle prennent part M. VERCELES (Philippines), M. MUNGAI (Kenya), M. GATES (Nouvelle-Zélande) et le PRESIDENT, M. DIALLO (Haute-Volta) propose que le texte intégral des déclarations concernant l'examen et l'évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement, faites par les délégations aux 1580^{ème}, 1581^{ème} et 1582^{ème} séances de la Commission après l'adoption du projet de résolution figurant au paragraphe 6 du rapport du Groupe de travail (A/C.2/L.1329), soit consigné au compte rendu analytique lorsque les délégations ont demandé un exposé complet de leurs opinions.

135. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) fait observer que, aux termes de l'alinéa e du paragraphe 10 de la résolution 2538 (XXIV) de l'Assemblée générale, "les discours ou déclarations prononcés par les représentants ne pourront être reproduits *in extenso* dans les comptes rendus que s'ils servent de base de discussion, pourvu que la décision pertinente ait été prise par l'organe intéressé après qu'un état des incidences financières de la décision lui aura été soumis conformément à l'article 13.1 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies". Les incidences financières de la décision proposée par le représentant de la Haute-Volta dépendront du nombre de pages à reproduire, à raison de 100 dollars environ par page.

136. Le PRESIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que la Commission adopte la proposition du représentant de la Haute-Volta.

Il en est ainsi décidé.

¹² Ibid.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (fin) [A/9003, A/C.2/285]

SOUVERAINETE PERMANENTE SUR LES RES-SOURCES NATIONALES DANS LES TERRITOIRES ARABES OCCUPES (fin)

137. M. JABER (Jordanie) rappelle que, à la 1579^{ème} séance, le représentant d'Israël a prétendu que la situation économique des territoires arabes occupés s'était considérablement améliorée depuis 1967 et que les travailleurs arabes recevaient les mêmes salaires et bénéficiaient des mêmes privilèges sociaux que les travailleurs israéliens. Ces allégations sont rejetées par la délégation jordanienne pour les raisons exposées ci-après.

138. Le représentant d'Israël a fait valoir l'argument périmé du colonialisme économique que les peuples des pays en voie de développement ont rejeté depuis longtemps. On ne peut en aucune façon justifier l'occupation, que ce soit en alléguant la prospérité ou au moyen de tout autre argument. Bien avant 1967, par exemple, de remarquables progrès économiques et sociaux ont été enregistrés sur la rive occidentale du Jourdain. Ces progrès ont fait l'objet d'éloges dans les rapports d'organes des Nations Unies, lesquels ont estimé que ces progrès se seraient maintenus n'eût été l'occupation de la rive occidentale par les Israéliens.

139. L'emploi en situation d'occupation ne saurait tenir lieu d'autodétermination et d'indépendance. Ce n'est pas pour des raisons d'ordre social, ni pour améliorer la situation économique des zones occupées, qu'Israël fournit un emploi aux travailleurs arabes; c'est afin de manipuler et d'exploiter la main-d'œuvre arabe et d'absorber les structures économiques des zones occupées.

140. Les salaires versés aux travailleurs arabes ne sont pas des aumônes dont Israël puisse tirer gloire. Les publications de la Banque d'Israël et du Bureau central israélien de statistique montrent qu'à compétence égale le salaire moyen des travailleurs arabes employés en Israël n'est environ que la moitié de celui des travailleurs israéliens. En outre, les autorités israéliennes ont dissous un certain nombre de syndicats qui existaient avant juin 1967.

141. La politique de l'emploi des autorités israéliennes est aussi l'instrument principal utilisé pour freiner le développement futur des territoires occupés et brouiller leurs traits économiques et sociaux. On encourage les travailleurs arabes non qualifiés et on leur offre des emplois. A titre d'exemple, 55 p. 100 de l'ensemble des travailleurs arabes d'Israël sont employés dans le secteur de la construction et 25 p. 100 sont employés dans l'agriculture. Les salaires versés aux travailleurs intellectuels arabes ont un caractère hautement discriminatoire et ne sont pas de nature à stimuler les jeunes Arabes. En outre, Israël considère l'emploi de travailleurs arabes comme un moyen d'asseoir l'occupation. La délégation jordanienne partage les vues exprimées par le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (A/9148, par. 98), selon lequel la politique

israélienne appliquée dans les territoires arabes occupés crée une situation conforme "au processus classique de domination économique et d'exploitation coloniale".

142. L'exploitation israélienne s'étend à toutes les catégories de ressources des territoires arabes occupés. Israël impose dans les zones occupées son propre système douanier et commande le courant des marchandises qui y entrent ou qui en sortent. Israël frappe d'impôts directs et indirects la population arabe des zones occupées, et l'occupation de la partie arabe de Jérusalem et de Bethléem a constitué pour Israël une source importante de recettes du tourisme.

143. Il y a là autant de preuves du fait qu'Israël exploite et manipule toutes les activités économiques des territoires arabes occupés. La seule façon de corriger les perturbations économiques et de mettre fin au colonialisme économique d'Israël, c'est de mettre un terme à l'occupation des territoires arabes.

144. M. HOSNY (Egypte) dit que le représentant d'Israël a abordé les aspects politiques du problème du Moyen-Orient dans le cadre du débat consacré au projet de résolution sur la question. Le représentant d'Israël a prétendu que son pays devait faire face à l'agression arabe depuis 1948. Or aucune délégation n'ignore le triste sort du peuple palestinien que le terrorisme sioniste et israélien, en 1948, puis de nouveau en 1956 et en 1967, a chassé de ses terres et de ses foyers. Elles sont parfaitement au courant de l'agression non provoquée qu'Israël a déclenchée contre l'Egypte en 1956 dans le but de s'emparer de l'une des richesses principales de ce pays, le canal de Suez. Elles savent aussi qui a sournoisement attaqué l'Egypte, la République arabe syrienne et la Jordanie en 1967 et qui, depuis cette date, a multiplié les actes d'agression et de terrorisme contre les pays et les peuples arabes, dans le seul but de les empêcher d'améliorer en paix leurs conditions de vie matérielle.

145. De plus, il est évident que l'occupation israélienne des territoires arabes est d'une nature particulière. Elle viole les principes du droit international et les divers projets de résolution dont la Deuxième Commission a recommandé l'adoption par l'Assemblée générale. L'adoption du projet de résolution A/C.2/L.1333 par une majorité de 91 voix est l'aboutissement logique de la lutte que les pays en voie de développement mènent pour recouvrer le contrôle réel de leurs ressources naturelles. Ceux qui ont appuyé le projet de résolution l'ont fait pour protester contre l'illégalité de tous les actes d'occupation étrangère et de domination raciste et coloniale.

146. Tout ce qui intéresse Israël dans les territoires qu'il occupe, c'est de piller le maximum de richesses. Par exemple, Israël continue d'exploiter les gisements de pétrole du Sinaï sans se soucier de leur productivité future. Alors qu'il déclare encore, à l'échelon gouvernemental le plus haut, ne pas avoir l'intention d'annexer en partie les territoires qu'il occupe, il organise en fait leur intégration économique à Israël.

147. Certaines délégations, dont celle d'Israël, ont invoqué les efforts de paix comme prétexte pour voter contre le projet de résolution A/C.2/L.1333. D'autres ont tenu le même raisonnement pour s'abstenir. Mais quel rôle l'Organisation des Nations Unies peut-elle jouer si sa Charte et ses résolutions ne sont pas

appliquées ? Les délégations qui se sont abstenues n'ignorent certainement pas que toute initiative de paix au Moyen-Orient doit être fondée sur la Charte et les résolutions de l'Organisation. En particulier, il est logique que la Deuxième Commission, qui a déjà adopté tous les projets de résolution relatifs à la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles, examine le projet de résolution A/C.2/L.1333. Elle ne doit pas se dérober à son devoir, qui est de prendre les mesures nécessaires contre les violations dont sont l'objet les résolutions dont elle a elle-même recommandé l'adoption. L'argument selon lequel le projet de résolution A/C.2/L.1333 aurait dû être renvoyé à d'autres commissions n'est pas convaincant.

148. Les autorités israéliennes d'occupation sont allées jusqu'à piller les récoltes à l'ouest du canal de Suez, privant ainsi les malheureux paysans égyptiens du fruit de leur travail. De tels actes vont-ils dans le sens de la paix ? Ces malheureux paysans peuvent-ils croire à la sincérité des autorités israéliennes lorsqu'elles proclament leur désir de paix tout en leur volant leur modestes moyens de subsistance ?

149. Enfin, M. Hosny tient à remercier le représentant du Pakistan, qui a présenté le projet de résolution avec tant de compétence, ainsi que les délégations qui se sont portées auteurs du projet et celles qui ont voté en sa faveur.

150. M. ELIASHIV (Israël), exerçant son droit de réponse, dit qu'il rejette toutes les interprétations déformées de la déclaration qu'il a faite à la 1579ème séance.

151. Les remarques du représentant de la République démocratique allemande sont parmi les plus cyniques qu'il ait été donné d'entendre au cours de la présente session de l'Assemblée générale. Que le représentant de ce pays parle d'exploitation des ressources humaines au cours de l'histoire récente, voilà qui est le comble de l'hypocrisie. La République démocratique allemande n'a jamais admis sa part de responsabilité dans la perpétration des crimes les plus odieux que l'humanité ait jamais connus; ce pays a pratiqué le génocide contre les peuples de l'Europe agonisante — surtout contre le peuple juif — et, dans des conditions d'une cruauté inouïe, il les a réduits aux travaux forcés. Les remarques du représentant de la République démocratique allemande appellent le mépris et la condamnation les plus absolus.

152. M. ARUEDE (Nigéria) exprime la profonde inquiétude de sa délégation devant le fait qu'un membre de la Commission a pu avoir l'impudence d'affirmer, ou même de laisser entendre, au cours de la discussion

consacrée à la question très importante de la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles, que l'offre de possibilités d'emploi plus nombreuses et meilleures que ne pourraient en proposer les propriétaires légitimes des territoires occupés s'ils les exploitaient eux-mêmes justifie l'occupation prolongée du territoire d'autres Etats Membres de l'Organisation et l'exploitation illégale de leurs ressources naturelles, en particulier celle de leurs ressources non renouvelables. L'argument n'est pas nouveau. Il a été utilisé pour justifier le colonialisme; il l'est encore pour justifier l'*apartheid*; et maintenant, on y a recours pour justifier l'occupation des territoires arabes par des forces étrangères. Dans le cas du colonialisme, le phénomène est appelé "fardeau de l'homme blanc" au lieu de "joug de l'homme noir", ce qu'il est en réalité. Les pays africains ont demandé aux puissances coloniales de laisser l'homme noir porter lui-même son fardeau. Le représentant d'Israël sait parfaitement qu'aucun pays n'a cherché à redevenir colonie sous prétexte que le régime colonial lui aurait procuré davantage de possibilités d'emploi. M. Aruede rappelle au représentant d'Israël que le prix de la dignité humaine ne se mesure pas en argent. Si le Gouvernement israélien est réellement convaincu de ce qu'il affirme, il devrait entendre les demandes d'évacuation des territoires occupés et laisser les habitants de ces territoires vivre "pauvres" mais dignes.

153. M. ZACHMANN (République démocratique allemande) dit que sa délégation regrette le comportement du représentant d'Israël, qui a essayé de défendre les actions illégales de son gouvernement, actions contraires au droit international, et qu'elle rejette catégoriquement les allégations insoutenables dirigées contre la République démocratique allemande.

154. Le résultat du vote sur le projet de résolution prouve que, par sa déclaration fondée sur des faits, la délégation de la République démocratique a agi en accord avec l'écrasante majorité des Etats Membres, en appuyant les justes demandes des peuples arabes.

155. M. ELIASHIV (Israël) dit que les remarques du représentant de la République démocratique allemande montrent bien qu'il se sent coupable.

156. M. HOSNY (Egypte) dit que, s'il est un pays qui doit être accusé de génocide, c'est bien Israël, de même d'ailleurs que les autres régimes pratiquant la suppression coloniale, la discrimination raciale et l'*apartheid*.

La séance est levée à 18 h 55.

1582^e séance

Lundi 10 décembre 1973, à 10 h 45.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1582

POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen et évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (suite) [A/9003, chap. III; A/9389, A/C.2/L.1287, A/C.2/L.1329, A/C.2/L.1337, A/C.2/L.1338]

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL DE L'EXAMEN ET DE L'EVALUATION (fin) [A/C.2/L.1329]

1. M. GALLARDO MORENO (Mexique) déclare que son pays, en qualité de membre du Groupe des Soixante-Dix-Sept, fait siennes les observations que le Président de ce groupe, le représentant de l'Iran, a formulées à propos du rapport (A/C.2/L.1329, à la 1580^{ème} séance. La délégation mexicaine, comme les autres délégations des pays en voie de développement, a examiné en toute bonne foi, lors des séances du Groupe de travail, le document consacré à l'examen et à l'évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Une fois terminés les travaux du Groupe de travail, le document a fait figure de compromis destiné à assurer l'accord des pays développés vis-à-vis de la Stratégie. La délégation mexicaine déplore de constater que les nombreuses réserves formulées par certains pays développés à l'égard du document et dans leurs explications de vote ont rendu caduques, dans une large mesure, ces négociations. Elle espère que l'impact négatif, quant au développement, de l'attitude d'un certain nombre de pays développés sera suffisamment évident pour les inciter à modifier leur attitude de façon franche et sincère.

2. M. NEUHOFF (République fédérale d'Allemagne) déclare que son gouvernement a, dès le début, attaché une grande importance à la Stratégie internationale du développement. Après un examen complet des objectifs, des principes et des méthodes de sa politique de développement compte tenu de la Stratégie, le Cabinet fédéral a adopté en février 1971 un concept de politique de développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne considère le mécanisme d'examen et d'évaluation comme une innovation importante et il s'est efforcé de contribuer utilement aux débats du Groupe de travail afin de parvenir à un consensus sur le document de travail. La délégation de la République fédérale se félicite que l'ensemble des travaux ait abouti à un texte adopté par consensus.

3. Pendant les deux premières années de la deuxième Décennie, le Gouvernement de la République fédérale a poursuivi ses efforts visant à favoriser le progrès économique et social dans les pays en voie de

développement, en tenant compte des dispositions de la Stratégie et vu la nécessité de résoudre de façon coordonnée les problèmes qui se posent dans différents domaines. Depuis 1970, le niveau de l'aide publique au développement a été porté à un total d'environ 28 milliards de deutsche Mark, dont ont bénéficié jusqu'à présent une centaine de pays en voie de développement. Les clauses et conditions auxquelles cette aide a été octroyée se sont considérablement améliorées depuis l'adoption de la Stratégie, surtout en ce qui concerne les pays les moins développés. La République fédérale continue d'être l'un des principaux marchés pour les exportations des pays en voie de développement. Depuis 1962, ces pays ont tiré de leurs relations commerciales avec la République fédérale un surplus de devises de 2 à 3 milliards de deutsche Mark chaque année. En 1972, les importations de la République fédérale en provenance de ces pays se sont élevées à 19,6 milliards de deutsche Mark et, selon les dernières statistiques, les importations d'articles manufacturés et de produits semi-finis en provenance des pays en voie de développement ont augmenté de près de 50 p. 100 en un an. Les investissements privés dans les pays en voie de développement se caractérisent par un faible taux de transfert des bénéfices et par un taux élevé de réinvestissement dans ces pays. Le Gouvernement fédéral continuera d'utiliser les divers instruments dont il dispose pour assurer une cohérence entre les investissements privés étrangers et les objectifs et les priorités de développement énoncés dans les plans nationaux des pays en voie de développement.

4. En ce qui concerne le paragraphe 16 du document A/C.2/L.1329, la délégation de la République fédérale note avec satisfaction que la valeur des exportations des pays en voie de développement a augmenté, en 1971 et 1972, plus rapidement que celle des importations. A ce propos, M. Neuhoff note que les recettes à l'exportation d'un certain nombre de pays en voie de développement ont fortement augmenté durant l'année en cours, en même temps que leurs termes de l'échange se sont améliorés, sans augmentation du quantum des exportations.

5. Pour le Gouvernement de la République fédérale, la souveraineté nationale des pays en voie de développement sur leurs ressources naturelles, mentionnée dans la douzième phrase du paragraphe 35, signifie que toutes les mesures prises à cet égard seront conformes aux principes du droit international. Ce gouvernement interprète dans le même sens toutes les autres références faites dans le document à la souveraineté permanente des pays en voie de développement sur leurs ressources naturelles, qui devrait s'exercer conformément aux principes du droit international.

6. Pour ce qui est du paragraphe 44, le Gouvernement de la République fédérale considère que les mesures prises par les pays en voie de développement pour

contrôler les sorties de capitaux devraient également tenir compte comme il convient des intérêts des investisseurs étrangers concernant le transfert des bénéfices et le retransfert des capitaux investis. Cela serait également dans l'intérêt des pays en voie de développement, car il est peu probable que des investisseurs étrangers soient prêts à investir dans des pays appliquant des mesures de contrôle non judiciaires.

7. Quant à la dernière phrase du paragraphe 50 et au paragraphe 32, le Gouvernement de la République fédérale estime que des modifications de structure sont le préalable indispensable d'une croissance économique globale et d'une meilleure division internationale du travail. Il ne faudrait pas entraver les changements de structure provoqués par l'intégration croissante des pays en voie de développement à la division internationale du travail. Il convient, au contraire, que ces changements soient favorisés, si besoin est, par des mesures appropriées concernant ces structures. En particulier, il ne faudrait pas accorder des subventions protectionnistes aux secteurs économiques où des ajustements s'imposent du fait de l'évolution des conditions du marché, et entraver ainsi les mouvements des travailleurs et des capitaux. Les difficultés sociales provoquées par les mécanismes d'ajustement doivent être palliées en temps voulu. Des incitations financières et fiscales, ainsi que des garanties contre les risques politiques, continueraient à favoriser l'évolution de la production grâce au développement et à l'expansion des entreprises, ou à l'acquisition d'une participation dans des activités, ou encore à l'acquisition d'activités dans les pays en voie de développement. Dans le cadre de sa politique de structure orientée vers le développement, le Gouvernement fédéral facilite les ajustements de la production aux changements de structure et il aide les travailleurs touchés à se recycler dans des professions offrant de meilleures possibilités; il tient compte par là-même des intérêts légitimes des pays en voie de développement.

8. Selon le Gouvernement de la République fédérale, la Stratégie ne devrait pas être révisée avant l'examen prévu au milieu de la Décennie. La délégation de la République fédérale considère le document A/C.2/L.1329, bien qu'étroitement lié à la Stratégie, comme un document distinct. En conséquence, le fait que ce gouvernement approuve le consensus dont a bénéficié ce document n'implique pas qu'il retire ses réserves générales quant à certaines dispositions contenues dans les paragraphes 35, 43, 52 et 63 de la Stratégie, la résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, comme la délégation de la République fédérale l'a expliqué dans sa lettre, en date du 12 février 1971, adressée au Secrétaire général.

9. En ce qui concerne l'examen qui doit avoir lieu au milieu de la Décennie, la délégation de la République fédérale est prête à se porter auteur du projet de résolution A/C.2/L.1338 dont la Commission est saisie, qui, espère-t-elle, sera adopté par consensus. Pendant les débats du Groupe de travail, elle a évoqué à plusieurs reprises les progrès effectués dans divers domaines, depuis l'adoption de la Stratégie, par les pays en voie de développement comme par les pays industrialisés. Elle espère que, dans l'avenir, la communauté internationale poursuivra ses efforts en tenant compte des besoins de la Stratégie exposés, notamment, au paragraphe 67 du document

A/C.2/L.1329. La République fédérale d'Allemagne continuera à s'efforcer de réaliser les buts et les objectifs de la Stratégie. Elle espère que l'examen à mi-chemin de la Décennie permettra d'évaluer de façon équilibrée les résultats obtenus par les pays en voie de développement et par les pays industrialisés.

10. M. DELIVANIS (Grèce) se réfère aux trois déclarations qu'il a faites le 20 novembre au Groupe de travail à propos d'un amendement au paragraphe 49 de l'annexe de la résolution 1827 (LV) du Conseil économique et social, relatif à l'élaboration d'un code de conduite des Conférences maritimes. La délégation grecque a proposé que l'on ajoute après le mot "conférences" le membre de phrase : "notamment en facilitant l'admission", persuadée que cette disposition activerait la concurrence, réduirait les profits réalisés par les armateurs et diminuerait les dépenses en devises des pays en voie de développement. Cet amendement n'ayant pas été retenu, la délégation grecque tient à réserver sa position.

11. Jusqu'aux 100 dernières années, le commerce mondial se concentrait entre les mains de personnes disposant d'assez de capitaux pour acheter des marchandises constituant une cargaison complète et pour affréter un navire qui en assurait le transport à l'étranger, où elles étaient généralement vendues en bloc à un négociant. Mais il y a juste un siècle, l'établissement de lignes marchandes régulières a donné aux commerçants qui n'avaient pas jusqu'alors les capitaux nécessaires la possibilité de faire du commerce avec l'étranger. Pour la première fois, ils ont donc été en mesure d'expédier leurs marchandises en quantités inférieures à une cargaison complète, à des tarifs acceptables et quel que soit leur volume. En assurant ce genre de services, les conférences maritimes ont contribué de façon décisive au développement du commerce mondial et ont amélioré la situation économique des marchands et de leurs pays respectifs.

12. L'évolution du commerce international a rendu plus âpre la concurrence entre les nouvelles compagnies maritimes, ce qui s'est traduit par l'application de taux non compensatoires et, pour les commerçants, par l'impossibilité de savoir sur quel tarif ils devaient se fonder pour faire transporter leurs marchandises. Pour assurer la stabilité des taux dont les commerçants avaient besoin, et pour éliminer d'autre part les pratiques ruineuses d'une concurrence excessive qui les empêchait d'ailleurs d'améliorer les services de transport maritime, les compagnies de navigation ont conclu des accords que l'on a appelés des "conférences". Par ce moyen, elles ont pu accroître leurs bénéfices, améliorer leur flotte et offrir à leurs clients les services voulus.

13. Malheureusement, certaines de ces conférences ont voulu conserver leur mainmise sur les routes qu'elles desservaient en limitant le trafic, en refusant d'admettre en leur sein d'autres compagnies habilitées et, enfin, en établissant des contrats de transport exclusifs avec les marchands. Ces pratiques ont fini par faire qualifier ces conférences, dont le siège est le plus souvent à Londres, de conférences "fermées". Ces organisations se sont refusées à suivre l'évolution des événements. Devant cet état de choses, l'Assemblée générale, lors de sa vingt-cinquième session, a pris des mesures contre le colonialisme, qu'elle a qualifié de crime et a fait des recommandations, dans le paragraphe 53 de la Stratégie, en ce qui concerne les

compagnies de navigation nationales. M. Delivanis cite les alinéas *a* et *b* de ce paragraphe.

14. En dépit de ces recommandations, M. Delivanis fait observer que les conférences "fermées" conservent une mainmise complète sur le commerce maritime, par le jeu de contrats d'acheminement des marchandises conclus entre l'affréteur et le marchand. Ces contrats obligent les marchands à utiliser uniquement les navires des membres des conférences "fermées" et diffèrent le paiement des ristournes jusqu'au moment où il est prouvé que les chargeurs n'ont confié aucune cargaison à un navire hors conférence au cours de l'année précédente. Cette façon de procéder rend extrêmement difficile pour une compagnie non membre de ces conférences "fermées" de faire des affaires profitables dans le même courant de trafic et viole le principe universellement admis de la "liberté des mers".

15. La Grèce a fait pour sa part l'amère expérience de la politique anachronique et monopolistique de ces conférences "fermées". A l'automne de 1966, une mission commerciale est arrivée à Athènes pour étudier les possibilités qu'offrait le commerce entre la Grèce et l'Afrique orientale. Cette route maritime n'est exploitée régulièrement par aucune compagnie maritime; elle ne bénéficie que d'un service irrégulier qui grève le commerce entre l'Afrique orientale et la Grèce d'une surcharge de 25 p. 100 par rapport aux taux applicables aux autres ports de la Méditerranée. Le gouvernement a donc demandé à une compagnie de navigation grecque hautement qualifiée et spécialisée dans les transports de fret réguliers de mettre sur pied l'exploitation de la ligne en question. Les opérations ont commencé en février 1967 et la compagnie grecque a aussitôt demandé à être admise au sein des conférences concernées. Sa demande a été rejetée, et bien qu'elle ait présenté sa candidature deux fois encore, elle s'est vue déboutée sans autre forme de procès. Malgré les procédés peu orthodoxes employés par les conférences "fermées", la compagnie grecque a réussi à maintenir un service régulier. Pourtant, les conférences "fermées" lui refusent le droit d'en devenir membre. De la même façon, aucun navire sous pavillon grec ne fait la liaison entre la Grèce et l'Extrême-Orient et le Japon.

16. Se fondant sur la résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, une compagnie de navigation grecque a demandé, le 7 mai 1971, son admission à la conférence s'occupant du trafic entre la Grèce, la Méditerranée orientale, la mer Noire, l'Extrême-Orient et les escales intermédiaires. Deux ans et demi se sont écoulés et, bien que le Gouvernement grec ait fait savoir à la conférence concernée que la compagnie candidate était considérée comme la ligne grecque officielle desservant ces routes, la compagnie attend toujours son admission.

17. La CNUCED est en train d'établir un code de conduite pour les conférences maritimes, dans le dessein d'éliminer le genre de procédés arbitraires et discriminatoires que pratiquent les conférences "fermées" et dont M. Delivanis a donné quelques exemples. Nul n'ignore que ces conférences s'efforcent de faire exclure du code le principe de la "liberté des mers", qui offre à toutes les compagnies de navigation habilitées, sans distinction, la possibilité de devenir membre à part entière de n'importe quelle conférence.

18. Si, malgré leurs moyens, les compagnies de navigation grecques éprouvent de telles difficultés, il est facile d'imaginer les obstacles insurmontables auxquels se heurtent celles des pays en voie de développement. Comme l'a décidé l'Assemblée générale en 1970, les conférences "fermées" doivent être ouvertes.

19. M. WANG Tzu-chuan (Chine) rappelle que, sur la base des travaux effectués à la deuxième session du Comité de l'examen et de l'évaluation et à la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social, le Groupe de travail créé par la Deuxième Commission, après des débats parfois vifs qui ont duré plus d'un mois, a finalement présenté le document A/C.2/L.1329, relatif à la première opération d'examen et d'évaluation d'ensemble des progrès accomplis dans l'application de la Stratégie internationale du développement. La délégation chinoise tient à faire à ce propos les observations suivantes.

20. Ce document mentionne essentiellement certains des problèmes qui préoccupent généralement les pays en voie de développement dans le domaine des relations économiques internationales actuelles, ainsi que certaines des exigences justifiées de ces pays à cet égard. Mais comme il s'agit d'un document qui est le résultat d'un compromis, il est impossible d'y exprimer intégralement les exigences raisonnables des pays en voie de développement, ni d'analyser à fond les principaux obstacles auxquels ils se heurtent dans leurs efforts pour développer en toute indépendance leur économie nationale ou la cause première des inégalités existant dans les relations économiques internationales actuelles.

21. Comme l'indique le document, les résultats qu'a donnés l'application de la Stratégie internationale du développement au cours des deux premières années sont loin d'être satisfaisants : le rythme plutôt lent de la croissance économique des pays en voie de développement ne leur a pas permis d'atteindre l'objectif fixé par la Stratégie; l'écart entre les pays riches et les pays pauvres, c'est-à-dire entre pays développés et pays en voie de développement, a continué à augmenter au lieu de diminuer. Comment cela s'est-il produit ? Ce n'est pas faute d'efforts de la part des pays en voie de développement. Bien que les populations de ces pays aient travaillé avec énergie d'un bout de l'année à l'autre, des centaines de millions de travailleurs y vivent encore dans la misère. La cause principale de cette situation est l'agression, le pillage et l'exploitation auxquels se livrent les impérialistes, les colonialistes et les grandes puissances hégémonistes dans nombre de pays en voie de développement, le contrôle qu'ils exercent sur leur économie et le rôle inégal accordé aux pays en voie de développement dans les relations économiques internationales.

22. C'est surtout dans les exemples suivants que ces faits se vérifient. Certains pays sont victimes d'agressions directes de la part des impérialistes, des colonialistes et des sionistes israéliens. Dans de telles circonstances, comment peut-on s'attendre que ces pays développent rapidement leur économie nationale ? Les impérialistes, les colonialistes et les grandes puissances hégémonistes se livrent, directement ou indirectement, au pillage des ressources naturelles de nombreux pays. Les colonialistes et les racistes imposent des blocus économiques à certains

pays et se livrent à leur égard à des actes de sabotage. Dans le domaine du commerce international, les pays en voie de développement sont l'objet d'une discrimination de la part de nombreux pays développés et se heurtent à toutes sortes de barrières tarifaires et non tarifaires. Ils ne peuvent écouler normalement leurs produits primaires sur les marchés internationaux et souffrent à la fois du prix dérisoire des produits qu'ils exportent et du prix extravagant de ceux qu'ils importent. Le déficit de leur balance commerciale ne cesse d'augmenter et leur balance internationale des paiements de se détériorer.

23. La situation anarchique du marché financier international et l'aggravation des crises monétaires ont, d'autre part, sérieusement affecté la situation économique de nombreux pays en voie de développement. Obligés d'emprunter à des pays étrangers ou à des organisations financières internationales, nombre de pays en voie de développement se voient infliger des taux usuraires et contractent ainsi des dettes de plus en plus lourdes. Sous couvert d'"aide" aux pays en voie de développement, les pays impérialistes les soumettent en fait au pillage et à l'exploitation, tout en leur imposant un contrôle et en s'immisçant dans leurs affaires. Les sociétés multinationales nuisent à leur économie et certaines d'entre elles vont jusqu'à s'ingérer dans leurs affaires intérieures. La part des pays en voie de développement dans le tonnage maritime mondial continue à diminuer, mais les taux du fret international sont en nette augmentation. Cette situation n'a fait qu'aggraver la balance des paiements de ces pays. Qui plus est, il convient de signaler en particulier que l'hégémonisme des grandes puissances met en danger la sécurité du monde en compromettant gravement le progrès économique des pays en voie de développement.

24. C'est donc pour se libérer du pillage, de l'exploitation, du contrôle et de l'ingérence dont ils sont victimes dans les relations commerciales et économiques internationales que les pays en voie de développement exigent l'instauration de relations économiques et commerciales, fondées sur les principes de l'égalité et de l'avantage mutuel, ainsi que l'acceptation et l'exécution par les pays développés des engagements voulus à cet effet. De l'avis de la délégation chinoise, les pays en voie de développement, qui ne demandent l'aumône à personne, ont formulé des exigences raisonnables et entièrement justifiées, que la délégation chinoise appuie sans réserve.

25. De l'avis de cette délégation, après avoir lutté pour se libérer de l'esclavage, du pillage et de l'exploitation dont se rendent coupables à leur égard les impérialistes, les colonialistes et les grandes puissances hégémonistes, les pays en voie de développement, grâce surtout à leurs propres efforts et à une aide étrangère complémentaire fondée sur les principes de l'égalité et de l'avantage mutuel, édifieront certainement leur économie à un rythme relativement rapide et apporteront prospérité et vitalité à leurs nations respectives.

26. La délégation chinoise a certaines réserves à faire concernant les paragraphes 6 et 65 du document A/C.2/L.1329. Le premier de ces paragraphes contient une interprétation de la situation internationale actuelle tandis que l'autre mentionne la question du

désarmement général et complet et de l'affectation des ressources ainsi libérées à l'aide aux pays en voie de développement. Les vues et la position du Gouvernement chinois à ce sujet ont déjà été exposées par le Président de la délégation chinoise dans l'intervention qu'il a prononcée au cours de la discussion générale, à la 2137ème séance plénière, le 2 octobre 1973, ainsi que par les représentants chinois dans les déclarations qu'ils ont faites à l'Assemblée générale et à la Première Commission sur les questions pertinentes. Le représentant de la Chine ne les répètera donc pas.

27. Dans certains paragraphes du rapport, on mentionne la question de l'assistance économique aux pays en voie de développement. De l'avis de la délégation chinoise, la première chose à faire à ce sujet est de déterminer si l'aide accordée par les pays est assortie de conditions quelconques et si elle favorise le développement indépendant de l'économie des pays bénéficiaires. Ce sont là les critères les plus importants d'évaluation.

28. Les pays en voie de développement ont fait savoir qu'ils renforceraient encore leur coopération mutuelle et qu'ils accorderaient à ce sujet une attention toute particulière aux problèmes des pays les moins avancés et des pays sans littoral. La délégation chinoise approuve tout à fait cette attitude. Le Gouvernement et le peuple chinois continueront, comme toujours, à développer et à étendre la coopération économique et l'assistance mutuelle avec les pays en voie de développement.

29. M. MÜEZZINOGLU (Turquie) rappelle que l'un des points qui ont le plus inquiété les membres de la Commission au cours de la discussion générale a été l'insuffisance des progrès réalisés sur la voie des objectifs envisagés dans la Stratégie internationale du développement. En fait, même si les résultats des deux premières années d'application de la Stratégie ne sont que provisoires, on ne peut guère les considérer comme encourageants. En outre, les retards pris dans la réalisation des objectifs et l'élargissement du fossé qui sépare les pays développés des pays en voie de développement créeront des problèmes supplémentaires qui retarderont encore la réalisation des principes et des objectifs de la Stratégie.

30. Le rapport si soigneusement préparé par le Groupe de travail indique une fois de plus l'insuffisance des efforts de développement entrepris tant au niveau international qu'au niveau national et les mesures à prendre pour améliorer la situation. Dans l'ensemble, la délégation turque partage les vues exprimées dans le premier rapport biennal d'examen et d'évaluation d'ensemble établi par le Groupe de travail (A/C.2/L.1329) et elle se félicite que la Commission ait adopté ce rapport à l'unanimité. Le représentant de la Turquie déclare que sa délégation est satisfaite des travaux qui ont été accomplis et il félicite le Président et le Rapporteur du Groupe de travail ainsi que les membres de la Commission qui ont participé activement à l'élaboration de ce bilan objectif et équilibré de la situation économique actuelle. A son avis, les auteurs reconnaissent un peu plus nettement dans ce document que les nations ne peuvent édifier un monde meilleur que dans un esprit de solidarité et réaffirment qu'il est de l'intérêt commun des pays développés et des pays en voie de développement que l'économie mondiale fonctionne de façon rationnelle et équitable.

31. Le rapport identifie également les mesures à prendre par les pays développés, les pays en voie de développement et la communauté internationale en vue d'atteindre les buts et les objectifs de la Stratégie.

32. Avant de formuler des observations sur quelques-unes d'entre elles, le représentant de la Turquie tient à réaffirmer un point que sa délégation estime important. Le développement est avant tout une tâche nationale dont la responsabilité incombe au premier chef aux pays en voie de développement; ceux-ci ont le droit d'adopter le système économique et social qu'ils considèrent comme le plus propice à leur développement, ainsi que le droit d'exercer intégralement leur souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles. Mais les efforts individuels n'ont pas toujours suffi à permettre à ces pays d'accélérer leur développement et de rattraper leur retard. Pour favoriser la coopération internationale, il faut donc nécessairement que la communauté internationale entreprenne des efforts concertés et que les pays développés orientent leur politique de façon à mieux comprendre les besoins et les problèmes des pays en voie de développement. Le représentant de la Turquie se félicite que les auteurs du rapport conçoivent de la même façon les questions de développement.

33. Sa délégation approuve les mesures dont l'adoption est suggérée aux pays en voie de développement dans les domaines de la planification nationale, de l'agriculture, de l'industrie, de l'éducation, de la santé, de la population, du financement et de la réforme des structures. Il est fort réconfortant de constater de grandes similarités entre les mesures envisagées dans le troisième plan quinquennal turc, entré en vigueur au début de 1973, et celles qui sont proposées dans le rapport. En adoptant des mesures pour favoriser un développement accéléré et équilibré, la Turquie a constaté que le plus important était de mener à bien les réformes de structures, car l'expérience a montré que les autres mesures n'aboutissaient pas aux résultats escomptés si l'on ne procédait pas d'abord aux réformes les plus adaptées aux besoins et aux structures de chaque pays.

34. Dans le cadre des activités de développement, il faudrait également mettre l'accent sur l'agriculture, comme le souligne le rapport. C'est ce qui ressort de l'expérience des dernières années. Néanmoins, s'il convient d'accorder à l'agriculture l'attention qu'elle mérite, la délégation turque continue de penser que l'industrialisation est l'instrument principal du développement. Elle est nécessaire non seulement pour l'autonomie du pays mais aussi pour la création d'emplois et de possibilités de revenus équitables. Le chômage reste l'un des problèmes les plus importants des pays en voie de développement, et une proportion importante de la population rurale pourrait généralement être orientée vers le secteur industriel sans que la production agricole ne s'en ressente.

35. La délégation turque approuve également les mesures dont l'adoption est proposée aux pays développés pour soutenir les efforts de développement. L'extension du système généralisé de préférences à tous les pays en voie de développement, les accords sur les produits de base, les négociations commerciales multilatérales, les règlements maritimes, l'expansion des ressources financières et l'allègement du service de la dette, l'accent mis sur l'établissement d'un nouveau

système monétaire et enfin le transfert des techniques sont autant de mesures qui contribuent à améliorer les facteurs de développement. Leur adoption est indispensable si l'on veut que les pays en voie de développement deviennent autonomes dans un délai raisonnable. Plus il leur faudra de temps pour obtenir les résultats prévus, plus ils auront besoin d'assistance et le retard intervenu ne pourra que compliquer davantage leur situation.

36. Toutefois, en attendant que les pays développés prennent ces mesures nécessaires, il faut que les pays en voie de développement coopèrent davantage entre eux. C'est en tenant compte de cette considération que la délégation turque appuie le projet de résolution dont la Commission est saisie (A/C.2/L.1329, par. 6). En outre, elle a appuyé l'adoption de mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, axées en particulier sur les problèmes des pays en voie de développement sans littoral.

37. La délégation turque a également examiné les mesures que la communauté internationale doit adopter et qui sont essentielles au développement de la coopération internationale. A son avis, tous les Etats devraient, comme l'indique le rapport, contribuer à la création d'un climat plus favorable à cette coopération et au maintien de l'atmosphère de détente qui est particulièrement importante pour l'élimination des obstacles à l'extension de la coopération économique internationale et pour l'amélioration des conditions dans les pays développés et les pays en voie de développement.

38. Après ces remarques de caractère général, M. Müezzinoğlu tient à féliciter la Commission d'avoir procédé à une évaluation préliminaire de l'application de la Stratégie. Bien que les premiers résultats ne soient pas encourageants, la délégation turque estime qu'il est encore trop tôt pour se laisser aller au pessimisme. Il reste encore assez de temps avant la fin de la Décennie pour redresser la situation. On ne pourra réaliser les objectifs envisagés dans la Stratégie que si elle cesse d'être l'expression des vœux de la communauté internationale pour devenir enfin une réalité politique. Comme la délégation turque l'a indiqué pendant la discussion générale de la Commission (1529^{ème} séance), il suffirait pour cela de convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale qui se limiterait à l'examen des questions économiques. La délégation turque figure au nombre des délégations qui ont présenté le projet de résolution dans ce sens.

39. L'appui de sa délégation au rapport est indissociable des vues exprimées pendant les débats sur les points pertinents au cours de la session actuelle. Les travaux effectués dans d'autres organes de l'ONU sur la question traitée par le rapport seront suivis de près par la délégation turque, étant bien entendu que ce document ne préjuge pas les vues de cette délégation et qu'il ne limite en rien les opinions qu'elle pourra exprimer par la suite.

40. M. AL-KHUDHAIRY (Irak) dit qu'il n'avait pas l'intention d'intervenir sur la question dont la Commission est saisie mais qu'il se sent tenu de le faire pour clarifier certains points relatifs à la position de sa délégation sur un paragraphe du rapport du Groupe de travail qui a une importance particulière pour son gouvernement. Il aimerait toutefois souligner dès le départ que sa délégation appuie pleinement le rapport

dans le contexte de la déclaration faite par le Président du Groupe des Soixante-Dix-Sept.

41. Le paragraphe en question est le paragraphe 48 du document A/C.2/L.1329. Dans un esprit de compromis et de coopération, la délégation irakienne a accepté, pendant les discussions du Groupe de travail, qu'on supprime la deuxième ligne du paragraphe 45 initial. Elle l'a fait après avoir hésité et réfléchi longuement, parce qu'elle estimait essentiel que le rapport soit adopté par consensus. Toutefois, l'esprit de compromis dont elle a fait preuve ne signifiait et ne signifie pas qu'elle a abandonné sa position, en tout ou en partie. Il est donc décevant de constater que certaines délégations et certains groupes de pays ont choisi d'ignorer cette volonté de coopération et de compréhension mutuelle et qu'ils ont exprimé en termes énergiques qui leurs réserves, qui leur interprétation du paragraphe 48, de sorte que cet esprit de compromis et de concessions réciproques s'en trouve anéanti ou du moins faussé.

42. La délégation irakienne voit ce que le paragraphe 48 a de positif et d'authentique. Le droit qu'ont les pays en voie de développement exportateurs de produits de base de décider des politiques de prix à suivre pour ces produits et de les adopter ne peut faire l'objet de négociations ou de compromis, en particulier dans un secteur où il n'existe d'accord ni sur un ensemble de principes généraux relatifs aux politiques de prix ni — et c'est là le plus important — sur les marchés ouverts à ces produits.

43. Il est intéressant de noter que, lorsqu'ils importent des produits de base en provenance de pays en voie de développement ou exportent leurs articles manufacturés et leurs produits finis vers ces pays, les pays développés consommateurs utilisent depuis longtemps un certain nombre de moyens, par le biais d'associations d'importateurs, d'organisations de marchés, d'unions douanières, de cartels et de monopoles, pour s'assurer toutes sortes de privilèges et de marchés qui leur permettent d'écouler leurs produits manufacturés et leurs services. Cet état de choses s'est maintenu jusqu'à nos jours, sous une forme ou une autre.

44. Pourquoi ces méthodes, pratiques ou attitudes seraient-elles maintenant déclarées invalides, préjudiciables, injustes, destructives, égoïstes, régressives, etc., lorsqu'elles sont copiées et utilisées par les pays en voie de développement exportateurs de produits de base pour renforcer leur position face aux monopoles internationaux et aux sociétés multinationales et aux politiques restrictives des pays consommateurs dont le seul but est de se procurer les produits de base indispensables dans les pays en voie de développement au prix le plus bas et dans les meilleures conditions ?

45. Vu l'instabilité de la situation économique, commerciale et financière dans le monde à l'heure actuelle et les vicissitudes du marché international, il devient indispensable sinon impérieux pour les pays en voie de développement exportateurs de produits de base de s'unir au sein d'organisations et d'associations de producteurs pour renforcer leur action et coordonner leur politique en vue de sauvegarder et de protéger la valeur réelle de leurs produits de base précieux et non renouvelables, de mettre fin à la détérioration des termes de l'échange, d'éliminer la concurrence injustifiée, de

prévenir toute activité nuisible de la part des sociétés multinationales et d'augmenter leur pouvoir de négociation. Il va de soi que ces mesures communes et coordonnées que prendraient les pays en voie de développement exportateurs de produits de base en établissant des politiques de prix équitables tiendraient toujours compte des exigences spéciales des pays en voie de développement en matière de développement. En outre, ces politiques de prix seraient rémunératrices pour les pays producteurs et équitables tant pour les producteurs que pour les consommateurs.

46. M. Al-Khudhairy voudrait toutefois préciser que sa délégation ne peut accepter l'interprétation que certaines délégations ont donnée des mots "équitables à la fois pour les producteurs et les consommateurs", selon laquelle les pays consommateurs occuperaient une place spéciale ou joueraient un rôle particulier lorsque les pays en voie de développement exportateurs de produits de base décideraient des politiques de prix. Une telle interprétation détruirait et saboterait toute la notion de coordination et de coopération entre pays en voie de développement telle qu'elle a été définie lors de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés à Alger (5-9 septembre 1973).

47. M. OLIVERI LÓPEZ (Argentine) dit que sa délégation s'est jointe au consensus sur le document A/C.2/L.1329, contenant le premier rapport biennal d'examen et d'évaluation d'ensemble des progrès accomplis dans l'application de la Stratégie internationale du développement, en hommage à l'esprit de compromis qui a présidé à l'élaboration du rapport.

48. La déclaration faite à la 1580ème séance par le représentant de l'Iran au nom du Groupe des Soixante-Dix-Sept reflète d'une façon générale les vues de la délégation argentine sur ce document, et les domaines prioritaires qui y étaient mentionnés sont ceux qui intéressent au premier chef la délégation argentine. Celle-ci considère que ces domaines étaient cités uniquement à titre d'exemple et elle ne se propose pas par conséquent d'indiquer une série de domaines ou de paragraphes dans lesquels le document pourrait s'écarter de la position de son gouvernement. M. Oliveri López souscrit à ce qu'a dit le représentant de l'Iran, à savoir que la position exposée dans le document présenté à la deuxième session du Comité de l'examen et de l'évaluation¹ reflète encore les aspirations de sa délégation, qui sont également exposées clairement dans l'examen effectué au niveau régional et décrit dans ce qu'on a appelé "l'évaluation de Quito". Toutefois, l'importance essentielle que la délégation argentine attache à l'opération d'examen et d'évaluation en tant qu'élément qui donne une base juridique à la Stratégie — qui pourrait sans cela être interprétée comme une simple déclaration d'intention — oblige M. Oliveri López à faire quelques brèves observations.

49. Au moment de l'adoption de la Stratégie en 1970, les pays en voie de développement, dans leur déclaration commune², ont douté que les mesures de politique générale qui y figurent soient même le minimum acceptable pour atteindre les buts et objectifs

¹ E/C.9/L.4. Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 11*, par. 18 à 25.

² Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Annexes*, point 42 de l'ordre du jour, document A/8124/Add.1.

qui devraient résulter de la Stratégie. Pourtant, la première opération d'examen et d'évaluation a montré que, à quelques exceptions honorables près, les pays développés ont fait peu de chose pour s'acquitter des engagements minimaux qu'ils avaient contractés en 1970.

50. La façon insuffisante dont ces engagements politiques et moraux ont été tenus, engagements auxquels le Gouvernement argentin attache la plus haute importance, n'est pas indiquée assez clairement dans le document résumant la première opération biennale d'examen et d'évaluation, qui, par conséquent, ne satisfait pas la délégation argentine. Elle croyait que l'objectif essentiel de cette opération consistait à déterminer les succès remportés par rapport aux engagements pris, surtout en ce qui concerne les politiques de base qui auraient dû en être la cause, sans tenir compte par exemple du "boom" mondial qui ne peut être considéré comme un élément favorable dans le contexte de la Stratégie. De toute façon, ce "boom" est simplement un phénomène extérieur à la Stratégie, qui a influencé le comportement de l'économie des divers pays, rendant ainsi peut-être moins négatives et moins évidentes les conséquences de l'insuffisance des mesures de politique générale.

51. De même, l'opération d'évaluation n'a pas révélé de la part des pays développés une volonté politique ferme en ce qui concerne les mesures supplémentaires qui devront être adoptées à l'avenir dans le contexte dynamique que tous les pays ont accepté conformément à la nature même de la Stratégie. Les pays en voie de développement n'ont retiré de l'opération d'examen que quelques espoirs — très souvent assortis de doutes — à propos de ces mesures supplémentaires.

52. Néanmoins, le Gouvernement argentin est certain que des négociations permettront d'aboutir à des accords tenant compte du caractère dynamique essentiel de la Stratégie et permettront d'élaborer une véritable Stratégie pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement en vue d'aboutir à un ordre plus juste dans le domaine des relations économiques internationales, dont l'urgence se fait maintenant sentir.

53. M. van GORKOM (Pays-Bas) dit que sa délégation a été heureuse de se joindre à l'adoption par consensus du projet de résolution figurant au paragraphe 6 du document A/C.2/L.1329 et de l'ensemble de ce document. Bien que la première opération d'examen et d'évaluation n'ait pas donné tous les résultats escomptés sur un certain nombre de questions, la délégation néerlandaise peut accepter sans réserve le rapport du Groupe de travail.

54. Il va sans dire que la délégation néerlandaise souscrit pleinement à la déclaration faite à la séance précédente par le représentant du Danemark au nom des pays de la CEE. Le Gouvernement néerlandais est résolu à s'acquitter des engagements qu'il a acceptés aux termes de la Stratégie et aux termes de son programme de coopération de plusieurs années en vue du développement, et il continuera à œuvrer pour faire apporter au système économique mondial les modifications de structure qui lui paraissent indispensables à la réalisation des buts et objectifs de la Stratégie.

55. M. GATES (Nouvelle-Zélande) dit que sa délégation se félicite du consensus réalisé à propos du

document d'examen et d'évaluation. Il est décevant toutefois de constater que, comme l'indiquent les réserves et les interprétations de certaines délégations, cet accord n'est pas total. Néanmoins, le consensus témoigne des efforts soutenus déployés aussi bien par les pays développés que par les pays en voie de développement pour participer aux activités internationales de développement dans un esprit de coopération mutuelle. Il est encourageant de constater qu'un aussi grand nombre de pays développés ont retiré les réserves formelles qu'ils avaient formulées en 1970³ à propos de la Stratégie et il faut espérer que les pays en voie de développement feront de même.

56. Le Gouvernement néo-zélandais peut accepter le document sans réserve formelle, mais M. Gates souhaite rappeler les observations faites par sa délégation dans de nombreux organes internationaux concernant l'attitude spéciale que le Gouvernement néo-zélandais est obligé de prendre sur les questions relatives au commerce des produits de base, en raison de la place importante qu'occupent les exportations de ces produits dans l'économie néo-zélandaise. Il appelle l'attention de la Commission sur les dispositions de la résolution 73 (X) du Conseil du commerce et du développement⁴ et sur les dispositions pertinentes de la décision A.II.1 de l'Acte final de la première session de la CNUCED⁵. Il réaffirme également l'interprétation que sa délégation donne au projet de résolution sur les négociations commerciales multilatérales (A/C.2/L.1305/Rev.1), présenté au titre du point 50, et au paragraphe relatif à la structure des quotes-parts du FMI dans le projet de résolution A/C.2/L.1327, présenté au titre du point 51 de l'ordre du jour.

57. Le PRESIDENT annonce que la Commission a terminé l'examen du rapport du Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation (A/C.2/L.1329) et qu'elle passera à l'examen des projets de résolution présentés au titre du point 46.

EVALUATION QUANTITATIVE DES ACTIVITES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES LIEES AU DEVELOPPEMENT (A/C.2/L.1337)

58. M. HAQ (Pakistan), présentant le projet de résolution A/C.2/L.1337 au nom des auteurs, auxquels il convient d'ajouter le Dahomey, la Guyane, l'Iran, le Mexique et le Panama, rappelle que la révision des paragraphes de la Stratégie internationale du développement [résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale] qui ont trait à la science et à la technique (par. 60 à 64) lors de la première opération biennale d'examen et d'évaluation a été prévue dans la Stratégie elle-même, puisqu'elle dispose, dans son paragraphe 63, que la question de la fixation d'un objectif quantitatif dans ce domaine sera étudiée à l'occasion du premier examen biennal. Bien que le libellé de la recommandation faite à ce sujet par le Comité de la science et de la technique au service du développement, au chapitre IX de son rapport sur sa première session⁶, n'ait pas donné lieu à un consensus,

³ Ibid.

⁴ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Supplément No 15*, deuxième partie, annexe 1.

⁵ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*, vol. I, *Acte final et Rapport* (publication des Nations Unies, numéro de vente : 64.II.B.11), p. 29.

⁶ *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 4*.

la recommandation visant à réviser les paragraphes 60, 61 et 63 de la Stratégie, dont il est question au premier alinéa du préambule du projet de résolution, a été adoptée après un long débat.

59. L'objectif de 0,05 p. 100 du produit national brut des pays développés, fixé dans la première partie du paragraphe 63 révisé, n'est pas un objectif nouveau ni une augmentation d'un objectif existant, mais entre dans le cadre de l'objectif global fixé dans la Stratégie et tendant à ce que les pays développés transfèrent 1 p. 100 de leur produit national brut aux pays en voie de développement, sous forme d'assistance au développement. La discussion relative à l'objectif fixé dans l'alinéa ii) du paragraphe 63 révisé est reflétée en détail au chapitre III du rapport du Comité de la science et de la technique au service du développement. On constatera, en étudiant cet alinéa, qu'il sert les intérêts à la fois des pays en voie de développement et des pays développés et qu'il pourrait contribuer à augmenter considérablement le commerce, ce qui serait à l'avantage de tous les pays et aiderait les pays en voie de développement à réaliser un développement autonome.

60. A sa cinquante-cinquième session (1879ème séance), le Conseil économique et social a décidé de recommander que l'Assemblée générale examine la recommandation du Comité de la science et de la technique au service du développement concernant la révision des paragraphes 60, 61 et 63 de la Stratégie en même temps que le document de travail sur l'examen et l'évaluation.

61. Sur l'initiative de la délégation des Etats-Unis, le Comité de la science et de la technique au service du développement a recommandé pour adoption par le Conseil économique et social un projet de résolution⁷ par lequel il a prié le Secrétaire général de convoquer un groupe intergouvernemental d'experts ayant entre autres pour tâche de préciser davantage la mesure des activités scientifiques et techniques et de faire rapport si possible au Comité de l'examen et de l'évaluation à sa deuxième session et au Conseil économique et social à sa cinquante-cinquième session. Malheureusement, le Groupe n'a commencé ses délibérations qu'au début de décembre 1973. Aucune décision ne pouvant par conséquent être prise pour remplacer les paragraphes de la Stratégie par les paragraphes révisés correspondants, les auteurs ont été obligés de présenter le projet de résolution A/C.2/L.1337. Ce projet a trait essentiellement à la procédure et vise à faire en sorte que la question de la fixation des objectifs quantitatifs dans le domaine de la science et de la technique soit examinée comme il convient; les auteurs espèrent que ce projet de résolution sera adopté sans être mis aux voix.

62. M. DESAI (Directeur par intérim du Bureau de la science et de la technique) annonce à la Commission que le Groupe intergouvernemental d'experts a adopté à l'unanimité un rapport sur cette question lorsqu'il s'est réuni à Paris la semaine précédente. Il avait été décidé d'emblée que le Groupe n'aborderait pas la question de la valeur quantitative des objectifs mais ferait porter ses travaux sur ce qui pourrait être fait si les objectifs étaient adoptés, en prenant comme point de référence la résolution 1822 (LV) du Conseil économique et social. Malgré quelques difficultés initiales, le Groupe a pu établir ce rapport unanime en

temps voulu pour la deuxième session du Comité de la science et de la technique au service du développement. Bien qu'il s'agisse d'un document de caractère technique, celui-ci a été rédigé en termes simples afin de permettre à ce comité de prendre les décisions nécessaires.

63. M. HEMANS (Royaume-Uni) se félicite d'apprendre que le Groupe intergouvernemental d'experts a adopté un rapport qui sera présenté à la Deuxième session du Comité de la science et de la technique au service du développement, faute de quoi cette session se serait achevée dans le chaos comme la première. Bien que les membres du Groupe viennent de régions géographiques fort variées, ce rapport, comme l'a dit le Directeur par intérim du Bureau de la science et de la technique, est un document purement technique et doit être présenté à un organisme intergouvernemental qui l'étudiera d'un point de vue politique.

64. La délégation du Royaume-Uni éprouve certaines réserves à l'égard du projet de résolution A/C.2/L.1337, qui semble préjuger les décisions qui seront prises par le Comité de la science et de la technique au service du développement, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale. Ainsi, il est question, au troisième alinéa du préambule, de l'importance que présente la définition des objectifs, alors que c'est là une question qui devrait être réglée par le Comité de la science et de la technique au service du développement à sa deuxième session, compte tenu du rapport technique du Groupe intergouvernemental d'experts. Certes, la délégation du Royaume-Uni reconnaît l'importance qu'attachent à cette question les pays en voie de développement, mais elle n'est pas convaincue que celle-ci soit réellement vitale, soit pour les pays en voie de développement, soit pour les pays développés, et elle aurait préféré que le projet de résolution contienne un membre de phrase tel que "prenant acte de l'importance attachée par les pays en voie de développement à la définition de ces objectifs".

65. M. Hemans est certain que les auteurs du projet de résolution n'avaient pas l'intention de critiquer le Groupe intergouvernemental, mais le quatrième alinéa du préambule tel qu'il est rédigé semble contenir une critique implicite.

66. L'emploi du mot "priorité" au paragraphe 1 du dispositif semble de nouveau préjuger les décisions du Comité de la science et de la technique au service du développement qui, en tout état de cause, étudiera la question des objectifs quantitatifs dans le cadre de son ordre du jour et, on l'espère, se mettra d'accord sur ces objectifs et décidera s'il convient de les faire figurer dans la Stratégie ou dans tout autre document.

67. M. Hemans pense comme le représentant du Pakistan que le projet de résolution est essentiellement un texte de procédure. Il vaudrait donc mieux que le dispositif ne comporte qu'un seul paragraphe où l'Assemblée prierait le Conseil économique et social de formuler des recommandations sur la définition des objectifs, eu égard en particulier aux paragraphes pertinents de la Stratégie, à l'intention de l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session. Tel est le thème fondamental du projet de résolution et s'il était exprimé de la façon que vient d'indiquer M. Hemans, toute possibilité serait éliminée de préjuger une décision quelconque, et le projet recueillerait l'appui sans réserve de tous les membres de la Commission.

⁷ *Ibid.*, chap. IX, projet de résolution I.

68. Etant donné que le Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation est parvenu après bien des discussions à formuler le projet de résolution qui figure dans son rapport (A/C.2/L.1329), que la Commission a adopté par consensus, et étant donné que la question de la science et de la technique ne constitue qu'un des aspects de l'opération d'examen et d'évaluation, il serait regrettable que la Commission ne puisse pas adopter par consensus un projet de résolution qui porte sur cet aspect particulier. M. Hemans demande donc aux auteurs d'essayer de remédier aux difficultés qu'éprouvent sa délégation ainsi que d'autres, et pour cela de réviser le dispositif du projet de résolution A/C.2/L.1337 de façon qu'il puisse être adopté sans qu'il soit besoin de procéder à un vote.

69. M. KOSSEV (Bulgarie), prenant la parole au nom de sa propre délégation et des délégations de la Hongrie, de la Mongolie, de la Pologne, de la République démocratique allemande, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, dit qu'il a quelques observations à présenter sur le projet de résolution A/C.2/L.1337. Ces délégations ont certaines réserves à l'égard du projet de résolution, car il semble ne faire aucune distinction entre les pays capitalistes et les pays socialistes et blâme sans distinction ces deux catégories pour le retard scientifique et technique des pays en voie de développement, alors qu'il est historiquement prouvé que les pays socialistes n'y ont aucune responsabilité.

70. M. Kossev désire donc rappeler la position des pays socialistes sur la question des objectifs quantitatifs, telle qu'elle est exposée dans leur déclaration commune (A/9389), où il est dit entre autres choses que cette attitude à leur égard revient objectivement à laisser dans l'oubli toute une ère, longue de plusieurs siècles, de domination coloniale et d'exploitation, la responsabilité des puissances coloniales dans la situation actuelle des pays en voie de développement et la politique néo-colonialiste qu'elles mènent actuellement vis-à-vis de ces pays et qui s'apparente à une oppression économique. Les pays en voie de développement ont un droit incontestable à être dédommages du préjudice matériel qu'ils ont subi du fait des puissances coloniales et des Etats capitalistes qui ont exploité et continuent d'exploiter leurs ressources humaines et naturelles.

71. A la première session du Comité de la science et de la technique au service du développement, les pays socialistes membres de ce comité se sont abstenus lors du vote de la recommandation demandant l'établissement d'objectifs quantitatifs et ont voté contre la recommandation tendant à créer un Groupe intergouvernemental d'experts chargé d'étudier cette question. Comme le savent les membres de la Commission, la discussion à la première session du Comité de ces deux recommandations concernant les objectifs quantitatifs l'a en fait empêché d'aborder les questions relatives au développement d'une coopération scientifique et technique mutuellement profitable fondée sur l'égalité des droits, qui est appuyée par les pays socialistes dans la pratique comme en théorie, et par la majorité des membres du Comité. Les pays socialistes estiment que si, à la deuxième session du Comité, on donne de nouveau la priorité à la formulation d'objectifs quantitatifs, on le détournera une fois de

plus de ses tâches principales et ses travaux feront inutilement double emploi avec ceux du Comité de l'examen et de l'évaluation. C'est pourquoi la délégation bulgare et les délégations de la Hongrie, de la Mongolie, de la Pologne, de la République démocratique allemande, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques s'abstiendront lors du vote sur le projet de résolution A/C.2/L.1337.

72. M. OGISO (Japon) dit que son gouvernement reconnaît pleinement la nécessité d'étudier la possibilité de fixer des objectifs quantitatifs pour l'assistance scientifique et technique aux pays en voie de développement et accepte de faire de son mieux pour qu'un pourcentage substantiel de ses dépenses de recherche et de développement soit consacré aux problèmes particuliers des pays en voie de développement. Le Japon a accepté sans réserve le paragraphe 63 de la Stratégie; pendant l'opération en cours d'examen et d'évaluation, il a en outre retiré les réserves qu'il avait formulées au sujet du paragraphe 64, à propos des organisations internationales compétentes qui doivent établir et exécuter un programme visant à favoriser le transfert des techniques.

73. Néanmoins, l'examen de la question depuis la première session du Comité de la science et de la technique au service du développement a montré que, avant de fixer des objectifs précis, il convient de considérer sérieusement une stratégie générale du développement dans le domaine de la science et de la technique et de définir clairement ce qu'on entend par dépenses de recherche et de développement expérimental des pays développés. Etant donné les insuffisances d'ordre technique qui empêchaient d'établir des critères de mesure, le Conseil économique et social a adopté la résolution 1822 (LV). La délégation japonaise a voté pour cette résolution, étant entendu que le Groupe intergouvernemental d'experts achèverait son étude en temps voulu pour l'opération d'examen et d'évaluation au milieu de la Décennie.

74. Compte tenu de ces considérations, la délégation japonaise est en mesure d'appuyer le projet de résolution A/C.2/L.1337, à condition que le texte soit légèrement modifié de façon à ne pas préjuger l'examen du rapport du Groupe intergouvernemental d'experts qui vient de se réunir par le Comité de la science et de la technique au service du développement. Il propose de supprimer au deuxième alinéa du préambule, le mot "both" du texte anglais, et de placer, avant les mots "de leurs propres programmes", l'expression "un pourcentage substantiel". Le texte du paragraphe serait alors fidèle au texte du paragraphe 63 de la Stratégie. M. Ogiso propose en outre de remplacer les mots "de tels" par le mot "d'" à la première ligne du troisième alinéa du préambule. Au paragraphe 2 du dispositif, il conviendrait de supprimer le membre de phrase "en vue de procéder à une révision des paragraphes 60, 61 et 63 de la Stratégie internationale du développement" et de reporter les guillemets à la fin du paragraphe. M. Ogiso espère que les auteurs seront en mesure d'accepter ces suggestions, ce qui permettrait à la délégation japonaise de voter pour le projet de résolution.

La séance est levée à 12 h 35.

1583^e séance

Lundi 10 décembre 1973, à 15 h 10.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1583

POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen et évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (fin) [A/9003, chap. III; A/9389, A/C.2/L.1287, A/C.2/L.1337, A/C.2/L.1338]

EVALUATION QUANTITATIVE DES ACTIVITES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES LIEES AU DEVELOPPEMENT (fin) [A/C.2/L.1337]

1. M. ROUGÉ (France) rappelle que, dans la déclaration qu'il a faite à la Commission au début de la session (1516ème séance), le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a dit qu'aucune disposition de la Stratégie ne méritait un examen plus attentif que celles qui se rapportent à la science et à la technique. La délégation française regrette donc profondément que, faute de temps, la Commission n'ait pas été en mesure d'examiner le projet de résolution dans le détail. Ce projet de résolution a été présenté comme portant uniquement sur des questions de procédure mais, de l'avis de la délégation française, une importance excessive y est donnée à l'évaluation quantitative des efforts internationaux en matière de science et de technique. Cette délégation estime, pour sa part, qu'il serait plus avisé que le Comité de la science et de la technique au service du développement et l'Assemblée générale cherchent à identifier les domaines d'activité qui se rapportent à la question de la science et de la technique et à déterminer les méthodes à utiliser pour exécuter les programmes d'assistance en la matière. En conséquence, la délégation française appuie les amendements proposés à la séance précédente, en particulier l'amendement britannique. Toutefois, une autre solution pourrait être envisagée : on pourrait, d'une part, modifier le paragraphe 1 du dispositif en supprimant l'idée de priorité et en insérant plutôt une disposition tendant à ce que le Comité de la science et de la technique au service du développement ne néglige pas la question des objectifs quantitatifs et, d'autre part, modifier le paragraphe 2 de manière à ne pas préciser le titre de la question à inscrire à l'ordre du jour provisoire, afin de ne pas limiter la portée du texte. On pourrait dire plutôt dans ce dernier paragraphe que l'Assemblée générale décide d'examiner la question à sa vingt-neuvième session, dans le cadre de l'examen des rapports du Conseil économique et social et du Comité de la science et de la technique au service du développement. En tout état de cause, la délégation française n'est pas en mesure de se prononcer en faveur du projet de résolution sous sa forme actuelle, ni de participer à un consensus à son sujet.

2. M. NEUHOFF (République fédérale d'Allemagne) indique que, outre les autres mesures intéressant la science et la technique qu'il a prises en faveur des pays en voie de développement, le Gouvernement de la

République fédérale d'Allemagne a chargé, en 1973, un bureau d'études d'établir un rapport sur la question; après avoir pris contact avec quelque 400 sociétés privées de la République fédérale, ce bureau a identifié plus de 200 produits qui pourraient être manufacturés aisément dans les pays en voie de développement. Les renseignements ainsi réunis seront communiqués aux entreprises privées de la République fédérale aux fins de les encourager à coopérer avec les sociétés des pays en voie de développement en vue de la manufacture de ces produits. De plus, le Gouvernement fédéral a décidé de créer un Institut de technologie pour le développement qui commencera ses travaux en 1974. En collaboration avec différentes institutions scientifiques et économiques allemandes et étrangères et avec des organisations multinationales, cet institut assurera la diffusion de renseignements en matière de méthodes de production adaptées aux conditions propres aux pays en voie de développement et il jouera le rôle de centre de documentation pour ce qui est des brevets et des licences. Dans la déclaration qu'elle a faite à la Commission à la 1538ème séance, dans le cadre de l'examen du point de l'ordre du jour relatif à l'ONUDI, la délégation de l'Allemagne fédérale a fourni des renseignements détaillés sur cet institut et a exprimé l'espoir que celui-ci pourra contribuer, au moins dans une faible mesure, à réduire l'écart technologique qui sépare les pays en voie de développement des pays industrialisés.

3. En ce qui concerne la question de la fixation d'objectifs quantitatifs dans le domaine de la science et de la technique, le représentant de la République fédérale rappelle que le Groupe intergouvernemental d'experts de la mesure des activités scientifiques et techniques liées au développement a indiqué, dans son projet de rapport sur sa réunion de décembre 1973, qu'il n'existait pas encore de base satisfaisante pour l'établissement d'objectifs de ce genre dans ce domaine. En effet, il n'est pas aisé d'obtenir les données statistiques voulues sur les réalisations des pays en voie de développement et il est difficile de définir la nature des travaux de recherche à entreprendre en vue d'aider expressément ces pays. Il est douteux qu'une distinction puisse être nettement établie entre les dépenses relatives à la recherche en général et celles qui se rapportent à la recherche intéressant tout spécialement les pays en voie de développement, étant donné qu'en dernière analyse tous les travaux de recherche doivent apporter des avantages à ces pays. Les travaux sur cette question devront être poursuivis et, en l'état actuel des choses, il serait prématuré de procéder à une révision quelconque du paragraphe 63 de la Stratégie internationale du développement, y compris la fixation d'objectifs quantitatifs, qui est envisagée dans ce paragraphe.

4. Par conséquent, la délégation de la République fédérale d'Allemagne n'est pas en mesure d'approuver la partie du paragraphe 2 du projet de résolution qui suit

les mots "liées au développement" et en revanche elle appuie les amendements proposés par les représentants du Japon et de la France.

5. M. HAQ (Pakistan) annonce que, après avoir consulté plusieurs délégations, les auteurs du projet de résolution ont accepté un certain nombre d'amendements. A la première ligne du troisième alinéa du préambule, les mots "de tels" sont remplacés par le mot "d'". Au paragraphe 2 du dispositif, les mots "en vue de procéder à une révision des paragraphes 60, 61 et 63 de la Stratégie internationale du développement" sont supprimés, les mots "de la Stratégie internationale du développement" sont ajoutés à la fin du paragraphe et les guillemets reportés à la fin du paragraphe. Le représentant du Japon a décidé de ne pas insister pour que d'autres amendements soient apportés au même paragraphe après que les auteurs du projet de résolution lui eurent fait observer que le paragraphe 63 de la Stratégie internationale du développement parle de la fixation d'un objectif défini dans le domaine de la science et de la technique. Le membre de phrase "d'accorder la priorité", qui figure dans le paragraphe 1, suscite des difficultés à certaines délégations; aussi les auteurs du projet de résolution tiennent-ils à préciser qu'ils n'interprètent pas la notion de priorité comme impliquant une exclusivité; dans leur esprit, il s'agit tout simplement d'assurer que le Comité de la science et de la technique au service du développement examinera la question avant toutes les autres, et non pas à l'exclusion des autres points importants qui figurent à son ordre du jour.

6. Le projet de résolution doit être replacé dans le cadre de la question tout entière de la fixation d'objectifs quantitatifs pour les activités intéressant la science et la technique. Il n'a pas un caractère statique et rien ne dit que les faits qui se sont produits lors de la première session du Comité de la science et de la technique au service du développement se reproduiront. Les auteurs ont noté que le rapport du Groupe intergouvernemental d'experts a été adopté à l'unanimité et ils sont convaincus qu'à sa deuxième session le Comité donnera toute l'attention voulue à ce rapport. Ils espèrent que le projet de résolution, tel qu'il est révisé, sera adopté par consensus.

7. Le PRESIDENT annonce que la délégation de l'Uruguay désire figurer parmi les auteurs du projet de résolution.

8. M. HEMANS (Royaume-Uni) remercie les auteurs du projet de résolution pour la souplesse dont ils ont fait preuve en acceptant deux amendements proposés par la délégation japonaise et pour avoir bien voulu préciser leur interprétation du membre de phrase "d'accorder la priorité"; ils ont ainsi complètement réassuré la délégation britannique quant à l'objet et aux incidences du projet de résolution. M. Hemans indique que, par conséquent, il est disposé à accepter que ce texte soit adopté sans être mis aux voix.

9. M. KOSSEV (Bulgarie), parlant au nom de sa propre délégation et des délégations de la Hongrie, de la Mongolie, de la Pologne, de la République démocratique allemande, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, demande que le projet de résolution soit mis aux voix.

10. M. ABHYANKAR (Inde) fait appel au représentant de la Bulgarie pour qu'il n'insiste pas sur ce point; les réserves qu'il a exprimées au nom des pays en question à la 1582ème séance de la Commission pourraient être consignées intégralement dans le compte rendu analytique de la séance.

11. M. BRITO (Brésil) s'associe à l'appel du représentant de l'Inde. Le projet de résolution porte uniquement sur des questions de procédure et ne touche en aucune façon le fond de la question, lequel sera examiné en temps voulu par le Comité de la science et de la technique au service du développement. Il serait de bon augure pour cet examen qu'un consensus puisse être réalisé dès le départ.

12. M. KOSSEV (Bulgarie) est disposé à retirer sa demande tendant à ce que le projet de résolution soit mis aux voix, à la condition que les réserves qu'il a formulées à la 1582ème séance de la Commission au nom des pays déjà cités soient reproduites intégralement dans le compte rendu analytique.

13. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) attire l'attention sur l'alinéa e du paragraphe 10 de la résolution 2538 (XXIV) de l'Assemblée générale et indique que les incidences financières de la reproduction intégrale de ladite déclaration serait d'environ 100 dollars par page.

14. Le PRESIDENT croit comprendre que la Commission convient que la déclaration faite par le représentant de la Bulgarie à la 1582ème séance doit être reproduite intégralement dans le compte rendu analytique de la séance et qu'elle décide d'adopter, sans procéder à un vote, le projet de résolution A/C.2/L.1337, tel qu'il a été révisé oralement.

Il en est ainsi décidé.

Le projet de résolution, tel qu'il a été révisé, est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

15. M. ROUGÉ (France) déclare que sa délégation se félicite de ce que le projet de résolution ait été révisé, car cela lui a permis de se joindre au consensus. Néanmoins, malgré l'explication donnée par le représentant du Pakistan, il continue de craindre que l'expression "d'accorder la priorité" soit mal interprétée. La délégation française maintient que le Comité de la science et de la technique au service du développement devrait essayer de définir les domaines d'activité auxquels la coopération internationale en matière de science et de technique devra s'étendre et de déterminer les mesures nécessaires, plutôt que de se borner à un travail stérile d'évaluation quantitative.

16. M. CAVAGLIERI (Italie) dit que sa délégation a été heureuse de se joindre au consensus d'adoption du projet de résolution. Elle fait cependant un certain nombre de réserves. Elle a appris avec satisfaction que le rapport du Groupe intergouvernemental d'experts avait été adopté à l'unanimité, mais elle croit comprendre que ce rapport est extrêmement technique et que les conclusions des experts devront donc être évaluées avec beaucoup de soin. Cela étant, la Commission ne peut prendre de décision en ce qui concerne les mesures spécifiques de grande portée suggérées dans le projet de résolution. Il eût été préférable simplement d'accueillir avec satisfaction l'achèvement des travaux du Groupe et d'attendre que le Comité de la science et de la technique au service du développement ait examiné le rapport du Groupe. Il est prématuré que

le Conseil économique et social donne les instructions au Comité ou recommande l'inscription d'une question précise à l'ordre du jour de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale.

17. M. EKBLOM (Finlande) déclare que sa délégation se félicite de ce que les auteurs aient accepté d'apporter certaines modifications au projet de résolution. Elle reconnaît que l'adoption de ce document par consensus est une mesure appropriée, étant donné que cette mesure doit être envisagée dans le contexte de l'examen et de l'évaluation d'ensemble. Mais la participation de la délégation finlandaise à cette adoption par consensus ne devrait pas faire préjuger l'opinion de son gouvernement quant à la possibilité de procéder en pratique à l'évaluation quantitative.

18. M. GRANQVIST (Suède) explique que les modifications apportées au projet de résolution et l'interprétation que les auteurs ont donnée du paragraphe 1, qui avait quelque peu préoccupé sa délégation, lui ont permis de se joindre au consensus. Ainsi qu'il ressort du programme suédois de coopération bilatérale en matière de développement et de la position que la Suède a adoptée sur des questions connexes dans des organisations multilatérales, le Gouvernement suédois reconnaît que la science et la technique sont des facteurs importants de l'accélération du développement. Néanmoins, il continue de faire des réserves quant à l'opportunité de fixer des objectifs sectoriels quantifiés du genre de ceux envisagés dans le projet de résolution.

19. M. EHRLICH-ADAM (Autriche) explique que sa délégation s'est jointe à l'adoption du projet de résolution par consensus parce qu'elle comprend fort bien les préoccupations des pays en voie de développement en ce qui concerne la fixation d'objectifs quantitatifs pour les activités d'ordre scientifique et technique. Elle reconnaît que cette question est tout particulièrement importante dans la perspective de la Stratégie internationale du développement. Cependant, à son avis, on ne devrait pas penser qu'il est nécessaire que la Commission examine ces objectifs plus à fond pour que les pays développés et les pays en voie de développement puissent redoubler d'efforts en vue d'élargir leur coopération dans ce domaine. Bien que la délégation autrichienne n'ait pas lu le rapport du Groupe intergouvernemental d'experts, elle ne pense pas que le mode d'action défini dans le projet de résolution puisse permettre de réaliser de notables progrès.

20. M. CURTIN (Australie) déclare que sa délégation, ayant participé à la première session du Comité de la science et de la technique au service du développement, envisageait le projet de résolution avec une certaine inquiétude. Ce qui la préoccupait surtout, c'était l'expression "d'accorder la priorité". Aussi accueille-t-elle avec satisfaction l'explication donnée par le représentant du Pakistan. Elle ne pense pas qu'il faille que la question des objectifs quantitatifs domine les travaux de la deuxième session du Comité.

21. M. OLIVERI LÓPEZ (Argentine) déclare que sa délégation se félicite de ce que le projet de résolution ait été adopté par consensus, d'autant plus qu'elle n'ignore pas les difficultés qu'une décision analogue en matière de procédure avait créées à la cinquante-quatrième session du Conseil économique et social. Le consensus a été facilité grâce à la déclaration faite par le Directeur

par intérim du Bureau de la science et de la technique sur les résultats positifs des travaux du Groupe intergouvernemental d'experts et illustre l'esprit de compréhension qui règne au sein de la Commission.

22. M. ABHYANKAR (Inde) remercie le représentant de la Bulgarie et les autres délégations auxquels le projet de résolution avait causé des difficultés d'avoir accepté de l'adopter sans vote formel. Leur coopération augure bien de l'avenir. La délégation indienne espère que le rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sera présenté dans le délai des six semaines réglementaires à l'intention de la prochaine session du Comité de la science et de la technique au service du développement, et demande que des exemplaires en soient distribués à titre officieux dès que possible, ce qui aiderait les délégations à se préparer à cette session.

23. M. KRYGER (Danemark) explique que sa délégation a été en mesure de se joindre au consensus grâce à l'explication qui a été donnée de l'expression "d'accorder la priorité" au paragraphe 1, ainsi qu'à la révision du paragraphe 2. Toutefois, malgré l'importance que le Gouvernement danois attache au rôle de la science et de la technique dans le développement, le projet de résolution ne peut en aucune façon faire préjuger sa position sur la question des objectifs quantitatifs.

24. M. UTHEIM (Norvège) souligne que l'appui donné au consensus par sa délégation ne doit pas être interprété comme indiquant qu'elle a pris position sur le fond de la question des objectifs quantitatifs dans le domaine de la science et de la technique car il serait prématuré qu'une décision sur ce point soit prise à la présente session.

PREPARATIFS EN VUE DE L'EXAMEN ET DE L'EVALUATION, AU MILIEU DE LA DECENNIE, DE LA STRATEGIE INTERNATIONALE DU DEVELOPPEMENT (A/C.2/L.1338)

25. M. van GORKOM (Pays-Bas), présentant le projet de résolution A/C.2/L.1338, annonce que la République fédérale d'Allemagne et la Turquie doivent être ajoutées à la liste des auteurs.

26. Bien que le document relatif à la première opération biennale d'examen et d'évaluation (A/C.2/L.1329), et le projet de résolution qu'il contient, aient été adoptés sans être mis aux voix, il ressort clairement de la discussion qui a eu lieu à la Commission qu'aucune délégation n'est entièrement satisfaite des résultats. Néanmoins, il convient de tenir compte du fait que la Stratégie internationale du développement est un document sans précédent dans l'histoire de l'Organisation des Nations Unies et que la procédure d'examen et d'évaluation est un élément tout à fait nouveau de la coopération économique internationale. La première opération d'examen et d'évaluation a donc eu, par la force des choses, un caractère expérimental. Quels que soient les domaines où se sont manifestées les insuffisances de cette opération, il est évident que l'examen et l'évaluation prévus pour le milieu de la Décennie, en 1975, devront être préparés avec soin aux niveaux régional, sectoriel et global. Le but du projet de résolution est d'assurer cette préparation. Ce texte s'adresse principalement aux organismes des Nations Unies, mais cela ne signifie pas que de leur côté les gouvernements des pays

développés et des pays en voie de développement n'ont pas un rôle important à jouer dans l'opération d'examen et d'évaluation à effectuer à mi-chemin de la Décennie. Toutefois, les auteurs considèrent que pour l'instant ce rôle est envisagé de façon assez détaillée dans le document relatif à l'examen et à l'évaluation approuvé par la Commission.

27. Certaines délégations ont jugé que le sixième alinéa du préambule était trop vague ou allait trop loin. A la suite de consultations avec ces délégations, les auteurs ont décidé de réviser cet alinéa de façon qu'il se lise comme suit :

“Considérant que, depuis l'adoption de la Stratégie internationale du développement, des questions et des notions nouvelles sont apparues qui doivent être étudiées de plus près, par exemple celles dont il est fait mention au paragraphe 4 du premier rapport biennal d'examen et d'évaluation d'ensemble des progrès accomplis dans l'application de la Stratégie internationale du développement, qui figure dans la résolution . . . (XXVIII) de l'Assemblée générale”.

28. Il convient d'interpréter cet alinéa en le mettant en rapport avec les alinéas suivants du préambule, où est soulignée la nécessité d'appliquer efficacement la Stratégie. Il doit ressortir clairement du texte de ces alinéas, ainsi que de celui du paragraphe 1 du dispositif, que les travaux préparatoires de l'examen et de l'évaluation prévus pour le milieu de la Décennie ne doivent en aucun cas retarder le processus d'exécution lui-même.

29. Les commissions économiques régionales ont un rôle important à jouer en ce qui concerne l'opération d'examen et d'évaluation et l'ont certainement bien rempli lors de la première opération. Néanmoins, les auteurs ont jugé nécessaire de s'adresser aux commissions économiques régionales, au paragraphe 6 du dispositif, en raison du rôle crucial qu'elles doivent jouer dans l'exécution de la Stratégie. Au paragraphe 7, le Secrétaire général est prié de poursuivre et d'intensifier les très utiles travaux visant à aider les pays en voie de développement à renforcer leurs propres méthodes d'évaluation et de planification. Il convient de mettre le paragraphe 8 en rapport avec le dernier alinéa du préambule. Les auteurs ont jugé nécessaire d'insister sur les efforts attendus des pays développés, car il est important que les contribuables de ces pays se rendent compte que, eux aussi, bénéficieront des progrès réalisés dans les pays en voie de développement.

30. Se fondant sur les consultations officieuses qui ont eu lieu, M. van Gorkom a bon espoir que le projet de résolution pourra être adopté sans être mis aux voix.

31. Le PRESIDENT déclare que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission décide d'approuver le projet de résolution A/C.2/L.1338, ainsi qu'il a été révisé oralement, sans autre discussion et sans qu'il soit procédé à un vote.

Le projet de résolution, tel qu'il a été révisé, est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

32. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), prenant la parole pour expliquer son vote, déclare que sa délégation considère très favorablement le projet de résolution, et n'a pas eu d'objection à ce qu'il soit adopté sans être mis aux voix, étant entendu que le Gouvernement soviétique ap-

prouve les idées et les objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et les dispositions de la Stratégie internationale du développement, dans la mesure où ils sont compatibles avec les déclarations communes qui ont été faites par les pays socialistes sur cette question lors des vingt-cinquième et vingt-huitième sessions de l'Assemblée générale, ainsi qu'avec d'autres déclarations pertinentes. Il faudra tenir compte des dispositions de ces déclarations communes lors des travaux destinés à préparer l'examen et l'évaluation prévus pour le milieu de la Décennie, qui sont envisagés dans le projet de résolution de procédure approuvé à l'instant par la Commission.

33. M. TANK (Etats-Unis d'Amérique), prenant la parole pour expliquer son vote, se félicite du travail fort utile accompli par la délégation néerlandaise pour mettre au point le projet de résolution A/C.2/L.1338.

34. En ce qui concerne le texte révisé du sixième alinéa du préambule, la délégation des Etats-Unis considère que les questions et concepts nouveaux dont il est fait mention ne se limitent pas à ceux qui sont énumérés au paragraphe 4 de la Stratégie. Elle espère également que, aux fins de l'examen et de l'évaluation prévus pour le milieu de la Décennie, et aussi des travaux qui suivront, des dispositions seront prises en vue d'évaluer la participation de l'Organisation des Nations Unies, et que les rapports à établir conformément aux paragraphes 5 et 6 du projet de résolution constitueront une base appropriée pour cette évaluation, qui n'a pas été possible lors de la première opération d'examen et d'évaluation.

35. M. AL-KHUDHAIRY (Irak), prenant la parole pour expliquer son vote, déclare que la délégation irakienne n'a pas vu d'inconvénient à ce que le projet de résolution soit approuvé sans être mis aux voix. Elle considère que les nouvelles questions mentionnées au sixième alinéa du préambule sont celles-là mêmes qui sont énumérées dans le rapport du Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation, et qu'une étude plus approfondie de ces questions ne devrait en aucun cas servir d'excuse pour retarder les efforts de développement des pays en voie de développement.

36. M. JABER (Jordanie), prenant la parole pour expliquer son vote, déclare que l'étude des questions et concepts nouveaux mentionnés au sixième alinéa du préambule ne doit pas constituer un prétexte pour ne pas appliquer intégralement les principes de la Stratégie et chercher à atteindre ses objectifs.

37. A propos du paragraphe 2, la délégation jordanienne n'est pas convaincue de l'intérêt pratique de faire des recherches sur le développement socio-économique intégré. Vu que la plupart des pays en voie de développement ne disposent pas de statistiques suffisantes, il serait très difficile de mettre au point des indicateurs satisfaisants dans le domaine social. Même si les statistiques voulues pouvaient être rassemblées, la mise au point des indicateurs pourrait ne pas être toujours justifiée.

38. M. DE SEYNES (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales) appelle l'attention de la Commission sur un élément essentiel de la procédure globale d'examen et d'évaluation, à savoir l'examen et l'évaluation effectués à l'échelon national par chacun des gouvernements. Lorsque la notion d'examen et

d'évaluation est apparue en 1968 et 1969 à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social, cet aspect a été particulièrement souligné. Les paragraphes 1 et 7 du projet de résolution peuvent être interprétés comme une réaffirmation de l'importance de la participation des gouvernements à l'opération d'examen et d'évaluation. Il est un peu décourageant de constater qu'en 1973 relativement peu de gouvernements ont fourni au Secrétariat des renseignements pouvant véritablement servir de base à la première opération. Le Secrétariat a dû faire appel à ses sources habituelles pour s'informer autant qu'il le pouvait des problèmes qui se posaient aux gouvernements.

39. Cette situation n'est pas réellement satisfaisante, étant donné surtout la nécessité d'examiner des idées, questions et concepts nouveaux. Il importe d'obtenir quelque indication sur la mesure dans laquelle ces nouveaux concepts sont reconnus par les gouvernements et incorporés dans les politiques nationales. Pour que l'opération d'examen et d'évaluation prévue pour le milieu de la Décennie réussisse, il faudra que les renseignements fournis par les gouvernements soient

bien plus complets et détaillés que ceux communiqués jusqu'ici.

40. Cette considération vaut aussi bien pour les pays industrialisés que pour les pays en voie de développement. Les pays industrialisés devront procéder à des modifications de structure car le cadre dans lequel leurs efforts s'inscrivent actuellement est quelque peu différent de ce qu'il était deux années plus tôt. Ces pays se trouvent au seuil d'une période de pénuries, et leurs politiques nationales subiront certainement des modifications radicales. Des précisions seront nécessaires de la part des pays industrialisés au sujet de ces questions, et de la part des pays en voie de développement au sujet du nouvel idéal d'une approche unifiée en matière de développement.

41. Conformément au paragraphe 7 du projet de résolution, le Secrétariat aidera les gouvernements, sur leur demande, à élaborer des méthodes permettant d'analyser et de comparer les données nationales.

La séance est levée à 16 h 25.

1584^e séance

Mercredi 12 décembre 1973, à 11 h 25.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1584

POINT 105 DE L'ORDRE DU JOUR

Convocation d'une conférence mondiale de l'alimentation sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies [A/9003/Add.1 (sixième partie) et Corr.1, A/9003/Add.1 (septième partie), A/C.2/287, A/C.2/L.1339]

1. M. OLIVERI LÓPEZ (Argentine) rappelle que, en sa qualité de représentant de son pays au Conseil économique et social, il a eu l'occasion d'y exposer la position de son gouvernement sur la convocation d'une conférence mondiale de l'alimentation sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, à la 1886^e séance, la veille même. Il fait ensuite remarquer que le mot "tribune", qui figure au deuxième alinéa du préambule du projet de résolution recommandé par le Conseil (A/C.2/287, annexe), est rendu dans le texte espagnol par "*órgano central*". Il propose d'employer les mots "*foro*" ou "*tribuno*", afin que le texte espagnol soit plus conforme au texte original.

2. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) déclare que la remarque du représentant de l'Argentine sera prise en considération. Il précise que la dernière ligne du troisième alinéa du préambule du projet de résolution qui doit être soumis à l'Assemblée générale doit se lire : "... la consommation et le commerce des produits alimentaires des pays en voie de développement". La version anglaise du texte est juste, mais les versions française, russe et espagnole ne le sont pas.

3. M. CHHETRI (Bhoutan) déclare que son pays, qui a une économie agraire de subsistance, doit faire face à

des problèmes de croissance démographique. L'économie du Bhoutan reposant sur l'agriculture, il est nécessaire que celle-ci soit développée scientifiquement afin de permettre au pays de se suffire à lui-même sur le plan alimentaire et de disposer de stocks régulateurs qui réduiront les variations de l'offre et des prix. Par ailleurs, pour que l'industrialisation progresse régulièrement sans mécontenter les travailleurs, il est indispensable que ces derniers puissent se procurer en tout temps des denrées alimentaires à des prix bas et constants. Il faut donc que la production agricole reçoive une priorité absolue dans les pays en voie de développement.

4. La prochaine Conférence mondiale de l'alimentation, conjointement avec la Conférence mondiale de la population, examinera les solutions possibles aux problèmes de l'écart croissant entre pays riches et pays pauvres, ainsi que ceux du surpeuplement. Le Gouvernement bhoutanais est disposé à coopérer en ce domaine dans toutes la mesure de ses moyens. Pour la délégation bhoutanaise, il faut, avant toute chose, étudier de façon approfondie la nature des échecs qui ont été enregistrés dans le passé en ce qui concerne la production et la conservation des produits alimentaires, notamment dans les pays qui souffrent de déficits permanents. Il convient également de tenir compte des résultats — positifs et négatifs — de la "révolution verte" et du transfert des techniques agricoles modernes, notamment en ce qui concerne l'emploi de semences améliorées et d'engrais, ainsi que le stockage, dans les pays tropicaux en voie de développement. La création d'une banque alimentaire mondiale sous les auspices de la FAO ouvre de très vastes perspectives, et il convient d'étudier avec soin la

question. Par ailleurs, les pays en voie de développement devraient accorder la priorité à un programme d'action impliquant la participation des masses à la production agricole, et instituant des réformes de structure, lorsqu'elles sont possibles, du régime foncier, la limitation de la propriété agricole et un système de crédit rural. La délégation bhoutanaise appuie le projet de résolution.

5. M. KARHILO (Finlande) déclare que sa délégation se félicite du consensus auquel on est parvenu, lors de la reprise de la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social, sur la Conférence mondiale de l'alimentation, ce qui permet d'espérer que l'on retrouvera, lors de la Conférence, le même esprit constructif de coopération. Comme l'a déclaré le représentant de la Finlande lors de la discussion générale (1518ème séance), le Gouvernement finlandais s'engage sans réserve à travailler au succès de la Conférence.

6. Il est nécessaire de situer les problèmes alimentaires présents et à venir dans le contexte plus large de la coopération économique et sociale internationale, comme il est déclaré dans le premier alinéa du préambule du projet de résolution. La solution de ces problèmes exige en effet la participation la plus large possible des Etats Membres et des organisations internationales intéressées, à la fois lors de la Conférence et au cours des travaux préparatoires. La délégation finlandaise partage par ailleurs les préoccupations qui se sont manifestées au Conseil à propos de la modicité des délais dont on dispose pour préparer la Conférence; cependant, l'urgence de la situation alimentaire mondiale justifie la convocation de la Conférence pour novembre 1974. La délégation finlandaise appuie la proposition qui est formulée au paragraphe 3 du projet de résolution de confier au Conseil économique et social la responsabilité globale de la Conférence et elle se déclare convaincue que le Conseil prendra dans cette perspective toutes les mesures nécessaires lors de sa session d'organisation de janvier 1974. Le Conseil a en effet un rôle extrêmement important à jouer en veillant à ce que la Conférence mondiale de l'alimentation reçoive la place qui lui revient dans le cadre global du développement et de la coopération économique internationale. Cependant, c'est aux Etats Membres participants eux-mêmes qu'il appartient en dernier ressort de faire en sorte que la Conférence aborde la question comme il convient, dans une perspective globale et intégrée. L'intérêt qu'ont déjà manifesté les organismes des Nations Unies, en particulier la FAO, à l'égard de la Conférence, montre qu'ils sont conscients des nombreux aspects du problème qui doivent être pris en considération.

7. En conclusion, M. Karhilo se joint aux membres du Conseil pour remercier le Gouvernement italien, qui a généreusement proposé d'accueillir la Conférence.

8. M. ZACHMANN (République démocratique allemande) déclare que la lutte contre la faim et la malnutrition est une source de grave préoccupation pour l'humanité tout entière. Il est douteux que la Conférence mondiale de l'alimentation, qui sera convoquée dans un délai assez bref, puisse résoudre tous les problèmes. Cependant, elle ferait œuvre utile si elle permettait de faire apparaître les raisons des crises alimentaires et de déterminer les moyens propres à assurer la stabilité de l'offre des denrées alimentaires.

A cet égard, M. Zachmann fait remarquer que, si de nombreux pays souffrent de pénuries alimentaires, d'autres détruisent les récoltes ou versent des indemnités à ceux qui laissent en friche des terres arables et ce, afin de spéculer sur les prix et de réaliser le maximum de bénéfices.

9. La solution des problèmes alimentaires si pressants auxquels sont confrontés beaucoup de pays en voie de développement est sans aucun doute une tâche extrêmement complexe. La faim est un problème social et politique; elle est la conséquence du retard économique dû au colonialisme. C'est pourquoi, de l'avis de la délégation de la République démocratique allemande, la mise en œuvre de modifications authentiques de l'organisation socio-économique, en particulier par la réforme agraire et par le développement des coopératives, est préalablement indispensable si l'on veut mobiliser les ressources des pays en voie de développement en vue de la solution du problème alimentaire. La Conférence mondiale de l'alimentation devra examiner les questions que posent la planification et le contrôle du secteur alimentaire par les gouvernements, l'accroissement de la production par la mise en culture systématique de toutes les terres arables, et l'intensification de la production sur les superficies arables déjà cultivées. La délégation de la République démocratique allemande appuie la proposition relative à la création d'un comité préparatoire de la Conférence et se déclare disposée à participer à ses travaux. Tous les Etats dont la politique est conforme à la Charte des Nations Unies devraient d'ailleurs être autorisés à participer à ces travaux sur un pied d'égalité. La délégation de la République démocratique allemande est convaincue que la tendance actuelle à la détente politique et à la coopération pacifique offre des perspectives réelles pour ce qui est de réaliser, en ce qui concerne les problèmes mondiaux de l'alimentation, les progrès qui sont si indispensables à des millions de personnes.

10. M. ARVESEN (Norvège) déclare que sa délégation se félicite de la proposition qui a été faite de réunir une conférence mondiale de l'alimentation sous les auspices des Nations Unies et espère que le plus grand nombre possible d'Etats participeront à cette rencontre. Il va de soi que la communauté internationale ne doit négliger aucun effort en vue de résoudre le problème alimentaire mondial, et il faut se féliciter du consensus dont a fait l'objet cette question. Le projet de résolution fournit des orientations suffisantes pour les travaux préparatoires. Le Gouvernement norvégien participera au Comité préparatoire intergouvernemental qui, étant donné la brièveté des délais dont il dispose, devrait commencer ses travaux le plus tôt possible. M. Arvesen remercie le Gouvernement italien de s'être offert à accueillir la Conférence.

11. M. GHORRA (Liban) déclare que les observations formulées par les délégations précédentes ont rendu inutile l'intervention qu'il avait préparée. Il y a accord général au sein de la Commission sur le projet de résolution : les membres s'accordent pour penser que la Conférence mondiale de l'alimentation doit s'attaquer aux graves problèmes alimentaires mondiaux dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et avec la collaboration particulière de la FAO. En outre, les membres de la Commission se félicitent d'un commun accord de ce que les recommandations¹ de la

¹ Voir A/9330, p. 129.

Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Alger du 5 au 9 septembre 1973, aient été incorporées au projet de résolution et de ce que les Etats-Unis aient pris l'initiative, au début de la session, de proposer l'inscription de la question examinée. La délégation libanaise se joint aux autres délégations pour remercier le Gouvernement italien de son offre d'accueillir la Conférence.

M. Arvesen (Norvège) prend la présidence.

12. M. SKOGLUND (Suède) se félicite de la proposition de réunir en 1974 une conférence mondiale de l'alimentation. En effet, cette conférence permettra d'attirer l'attention du monde entier sur le problème de la faim et de la malnutrition, et de mettre au point des mesures pratiques en vue d'améliorer la sécurité alimentaire mondiale. Il est très satisfaisant de constater que les consultations officieuses ont permis d'aboutir à un texte susceptible d'être approuvé par autant de délégations à la fois.

13. De toute évidence, le problème que posent la faim et la malnutrition dans de vastes régions du monde est extrêmement complexe. A long terme, la solution des problèmes alimentaires des pays en voie de développement doit consister essentiellement en une augmentation de leur production alimentaire. La question doit être abordée de façon intégrée, compte dûment tenu des nombreux facteurs qui influent sur la production et sur la consommation finale des denrées alimentaires. La délégation suédoise souscrit à l'idée exprimée dans le premier alinéa du préambule du projet de résolution, mais elle estime que la Conférence ne peut pas traiter de tous les aspects de la situation et qu'elle devra être axée sur quelques domaines prioritaires si l'on veut qu'elle donne des résultats pratiques. Par exemple, il faudrait évaluer les besoins alimentaires fondamentaux, en analysant pour cela les données dont on dispose. D'autres aspects connexes qui devraient être examinés sont l'emploi et la répartition du revenu; en effet, la demande des consommateurs dépend de toute évidence de la façon dont le revenu est réparti et celle-ci est étroitement liée aux possibilités d'emploi. Les régimes de propriété et d'exploitation foncières peuvent influencer directement à la fois sur le revenu et sur l'emploi pour d'importants secteurs de la population rurale. L'une des tâches principales de la Conférence consistera à trouver les moyens d'augmenter la production agricole dans les pays en voie de développement. Par exemple, il faudrait étudier les données de l'expérience acquise dans l'utilisation de variétés de céréales à fort rendement, et envisager diverses stratégies pour développer l'agriculture en tenant compte des facteurs sociaux et économiques dont M. Skoglund vient de parler.

14. Outre les solutions à long terme, la Conférence devra également mettre au point des méthodes permettant d'organiser rapidement et efficacement des secours dans les situations d'urgence et d'accumuler des réserves alimentaires suffisantes pour faire face aux situations de ce genre. Le Gouvernement suédois approuve l'idée d'un plan de sécurité alimentaire mondial. En conclusion, le représentant de la Suède remercie le Gouvernement italien d'avoir offert de tenir la Conférence à Rome. Le Gouvernement suédois se propose de participer activement aux travaux du Comité préparatoire.

15. M. ROUGET (République fédérale d'Allemagne) déclare que des événements tragiques qui se sont produits ces dernières années ont mis en lumière le caractère précaire de la situation alimentaire dans le monde. Il est évident qu'il faut mettre au point de nouvelles méthodes pour aborder un problème qui est beaucoup plus complexe qu'on ne le pensait tout d'abord. Le Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, dans son intervention à l'Assemblée générale le 26 septembre (2128ème séance plénière), a souligné la nécessité de garantir des approvisionnements suffisants en denrées alimentaires pour éviter qu'une grande partie de l'humanité ne souffre de la faim, et d'élaborer un plan alimentaire mondial qui éviterait les situations tragiques en prévoyant une stratégie intégrée de production et de distribution des denrées alimentaires.

16. La délégation de la République fédérale d'Allemagne juge fort opportune la proposition des Etats-Unis tendant à réunir une conférence mondiale de l'alimentation sous les auspices des Nations Unies. Cette conférence devrait donner l'occasion d'élargir la coopération internationale en matière d'alimentation et de mettre au point des mesures pratiques dans certains domaines où il est possible de faire progresser rapidement cette coopération. Le fait même de réunir la Conférence suscitera des espoirs chez une grande partie de la population du monde et ces espoirs ne devront pas être déçus. Il faudra donc préparer très soigneusement la rencontre.

17. Il est compréhensible que les pays en voie de développement souhaitent voir examiner la question dans le cadre général de l'assistance au développement et des relations commerciales. Toutefois, la Conférence risquerait d'être moins réussie si ces questions étaient examinées dans toute leur diversité et leur complexité. Par conséquent, la délégation de la République fédérale estime que la Conférence devrait porter essentiellement son attention sur un bilan à moyen terme de la situation alimentaire dans le monde, qui tienne compte d'une analyse de la production et du taux de croissance de celle-ci dans les pays en voie de développement, de la demande alimentaire, de la répartition du pouvoir d'achat, de la croissance démographique et de l'emploi. De plus, la Conférence devrait traiter de la sécurité alimentaire, en mettant particulièrement l'accent sur la production, en vue de la constitution et de l'entretien de stocks alimentaires et de la coordination des secours internationaux en cas de catastrophe. A cet égard, la question de la déficience protéique est également importante.

18. La délégation de la République fédérale se félicite de la décision du Conseil économique et social de créer un comité préparatoire ouvert à tous. A son avis, tous les Etats Membres, en particulier les principaux pays producteurs et consommateurs, devraient participer à la Conférence et aux travaux préparatoires si l'on veut que la rencontre soit couronnée de succès. La délégation de la République fédérale offre son entière coopération aussi bien pour les travaux préparatoires que pour la réunion elle-même et exprime sa gratitude au Gouvernement italien pour son offre généreuse d'accueillir la Conférence à Rome.

19. M. GORITZA (Roumanie) se joint à ceux qui estiment que la réunion d'une Conférence mondiale de l'alimentation s'inscrit parmi les actes les plus impor-

tants de la présente session de l'Assemblée. La décision de convoquer la Conférence confirme que l'Organisation des Nations Unies est capable de répondre aux exigences majeures du développement économique et social de ses Etats Membres. La délégation roumaine attache une importance particulière à la description de la tâche principale de la Conférence qui figure dans le premier alinéa du préambule du projet de résolution, et à la conclusion, formulée au troisième alinéa du préambule, selon laquelle la Conférence apportera une importante contribution à la réalisation des objectifs de la Stratégie internationale du développement.

20. A la dix-septième session de la Conférence de la FAO, la Roumanie s'est prononcée en faveur d'une conférence mondiale de l'alimentation et a souligné la nécessité de prendre des mesures concrètes en faveur des pays en voie de développement, en particulier en vue d'augmenter la production agricole, d'accroître l'assistance concernant le développement et d'améliorer les conditions du commerce des produits agricoles. Dans le même esprit, la délégation roumaine appuie le projet de résolution dont la Commission est saisie. Elle est prête à contribuer activement aux travaux du Comité préparatoire et de la Conférence.

21. M. KANKA (Tchécoslovaquie) souligne que trois conférences importantes doivent se tenir en 1974, la Conférence mondiale de la population, la troisième Conférence sur le droit de la mer et la Conférence mondiale de l'alimentation. Toutes ont trait à des questions importantes et exigent, pour être couronnées de succès, des travaux préparatoires très intenses. Pour cette raison, la délégation tchécoslovaque a demandé, à la dix-septième session de la Conférence de la FAO, de bien considérer s'il est opportun de tenir la Conférence mondiale de l'alimentation en 1974.

22. Le Gouvernement tchécoslovaque est persuadé que la solution à long terme du problème alimentaire, qui affecte plus particulièrement les pays en voie de développement, doit être trouvée dans une réforme de l'agriculture dans les pays en voie de développement, sur la base de la planification, de l'utilisation effective de toutes les ressources et de la mise à profit rationnelle de l'expérience d'autres pays. Le besoin se fait sentir d'adopter des réformes dans le domaine agraire, d'organiser la production agricole sur la base de coopératives, et d'élargir le secteur public. Néanmoins, la délégation tchécoslovaque appuiera le projet de résolution tel qu'il se présente et elle est prête à participer à la fois à la Conférence et au Comité préparatoire.

23. M. OROSA (Philippines) déclare que le fait que sa délégation ait figuré parmi les auteurs de la résolution du Conseil économique et social reproduite dans le document A/C.2/287 dénote l'importance qu'elle attache à l'adoption sur le plan mondial de mesures collectives visant à assurer aux populations défavorisées du globe un approvisionnement minimum en denrées alimentaires. Des événements récents ont illustré de façon dramatique la nécessité d'une politique internationale concertée visant à entretenir des réserves alimentaires pour conjurer les menaces de famine, mais les problèmes que posent l'approvisionnement en denrées alimentaires, la consommation et la répartition, devront être résolus compte tenu des objectifs de la Stratégie internationale du développement. La

Conférence mondiale de l'alimentation devra donc envisager une politique visant à garantir une sécurité alimentaire minimale dans le monde et cette politique exigera la formulation de politiques nationales de stockage et leur coordination, l'examen et l'évaluation constants des stocks de céréales existants ou envisagés pour déterminer dans quelle mesure ils répondent aux besoins, et l'établissement d'un système pour l'échange des renseignements ainsi obtenus. Etant donné l'insuffisance des ressources financières et techniques des pays en voie de développement, il faudra mettre tout particulièrement l'accent sur le renforcement de l'aide internationale au profit de ces pays, afin d'appuyer leurs politiques nationales de stockage. La Conférence devra également examiner les problèmes fondamentaux qui empêchent un approvisionnement suffisant en produits alimentaires dans le monde. Par exemple, on favoriserait manifestement la réalisation des objectifs d'une politique visant à assurer une sécurité alimentaire minimum dans le monde si l'on s'efforçait d'accroître la production alimentaire dans les pays en voie de développement et de stabiliser le commerce agricole international.

24. La portée exacte de la Conférence sera déterminée par le Comité préparatoire qui, il faut l'espérer, commencera ses travaux aussitôt que possible. La délégation philippine a l'intention d'être membre de ce comité.

25. M. ČABRIĆ (Yougoslavie) espère que la Commission suivra l'exemple du Conseil économique et social et décidera à l'unanimité, sans procéder à un vote, de demander la convocation d'une conférence mondiale de l'alimentation. Il incombera au Comité préparatoire, dont la délégation yougoslave souhaite être membre, de déterminer la portée et de rédiger l'ordre du jour de la Conférence, en se fondant sur les renseignements fournis par la FAO, la CNUCED et d'autres organes compétents de l'Organisation des Nations Unies. Le Comité préparatoire devra déterminer jusqu'à quel point la Conférence devra s'occuper de la production et du commerce des produits alimentaires, mais il est certain que, si l'on veut éliminer la faim dans le monde, il faut s'attaquer à ces problèmes et surtout aux conséquences qu'ils peuvent avoir dans les pays en voie de développement. La Conférence sera trop courte pour pouvoir être l'occasion de négociations complexes, mais elle devrait permettre de fixer les principes généraux et les directives politiques essentielles pour ce qui est de résoudre le problème alimentaire mondial. Le représentant de la Yougoslavie souscrit au point de vue exprimé par les délégations qui ont estimé que tous les Etats intéressés devraient pouvoir participer à la Conférence sur un pied d'égalité.

26. M. DELIVANIS (Grèce) se félicite que le Conseil ait appuyé à l'unanimité le principe de la convocation d'une conférence mondiale de l'alimentation. Il espère que la Conférence sera bien préparée et que les participants n'oublieront pas que l'approvisionnement en vivres dépend de la capacité et de la volonté de produire des agriculteurs du monde entier, facteurs qui à leur tour dépendent du prix auquel ces agriculteurs vendent leurs produits. Comme l'expérience l'a montré, l'absence de prix satisfaisants aboutit à des résultats catastrophiques. Il ne faut plus que l'agriculture soit négligée.

27. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) signale que, lorsqu'elle a

appuyé au Conseil la convocation d'une conférence mondiale de l'alimentation, la délégation soviétique a souligné que pour résoudre le problème alimentaire mondial il convenait d'envisager une série de mesures coordonnées visant à améliorer la production agricole mondiale. A ce propos, M. Lobanov souscrit aux conclusions de la Conférence de la FAO reproduites au troisième alinéa du préambule de la résolution du Conseil économique et social et demande instamment, comme les pays en voie de développement, que la CNUCED joue un rôle actif dans les préparatifs de la Conférence

28. A la fois les gouvernements et les organes de l'Organisation des Nations Unies participant à la Conférence devront entreprendre des préparatifs minutieux sur le double plan national et international. Pour cette raison et étant donné le programme de travail nécessairement chargé qui résultera de la Conférence mondiale de la population, de la Conférence sur le droit de la mer et de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, la délégation soviétique n'est pas du tout certaine qu'il soit opportun de réunir la Conférence mondiale de l'alimentation en 1974. Elle reviendra sur ce point au Comité préparatoire, dont elle souhaite faire partie.

29. Le projet de résolution ne stipule aucunement les Etats qui pourront participer à la Conférence. Toutefois, on n'a soulevé aucune objection à propos de la façon dont le représentant de la RSS d'Ukraine a interprété le paragraphe 1 de la résolution du Conseil économique et social, à savoir que tous les Etats intéressés pourraient participer à la fois aux travaux du Comité préparatoire et à ceux de la Conférence elle-même. La délégation soviétique partage cette interprétation et agira en conséquence.

30. M. SHEMIRANI (Iran) déclare que sa délégation se félicite que les consultations officieuses aient permis d'aboutir à un consensus à propos de la réunion de la Conférence mondiale de l'alimentation. Cet accord montre que la communauté internationale est consciente de la nécessité d'améliorer la sécurité alimentaire mondiale. D'autre part, le fait même qu'une question aussi importante, comme d'ailleurs d'autres projets de résolution de la Commission, ait été approuvée sur la base d'un consensus, démontre qu'il s'agit là d'une nouvelle orientation qu'il faudrait corroborer autant que possible. Le représentant de l'Iran remercie le Gouvernement italien, par l'intermédiaire de la délégation italienne, de s'être offert à accueillir la Conférence.

31. M. BENNANI (Maroc) déclare que sa délégation se félicite elle aussi que les consultations aient permis d'aboutir à un consensus. Si le Maroc avait été membre du Conseil économique et social, il se serait porté coauteur du projet de résolution puisqu'il a appuyé la décision de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés tendant à demander la réunion d'une conférence mixte FAO/CNUCED sur les problèmes alimentaires. La délégation marocaine est disposée à participer aux travaux du Comité préparatoire et espère que la Conférence obtiendra des résultats qui pourront servir de principes directeurs lors d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale en 1975.

32. La délégation marocaine remercie le Gouvernement italien de sa généreuse invitation.

33. M. ABHYANKAR (Inde) déclare que sa délégation, qui a appuyé la résolution du Conseil économique et social, espère que la Commission approuvera le projet de résolution par consensus, afin que le Comité préparatoire, aux travaux duquel cette délégation souhaite participer activement, puisse entreprendre sa tâche sans retard.

34. M. GALLARDO MORENO (Mexique) se félicite de ce que les négociations aient abouti au projet de résolution dont la Commission est saisie. Le Mexique se heurte à de sérieuses difficultés dans le domaine de la production et de la distribution des produits alimentaires en raison de l'accroissement rapide de sa population. En 1974, une importante réunion se tiendra au Mexique pour l'examen de ces problèmes. Le Gouvernement mexicain effectue des recherches sur la production de produits alimentaires à haute valeur nutritive et en communiquera les résultats au Comité préparatoire, aux travaux duquel la délégation mexicaine s'intéresserait à participer. Cette délégation s'associe aux remerciements exprimés au Gouvernement italien et se réjouit à l'idée que la Conférence mondiale de l'alimentation se tiendra dans la Ville éternelle.

35. M. ELIASHIV (Israël) déclare que sa délégation partage entièrement l'inquiétude générale que cause la pénurie critique de produits alimentaires dans le monde et appuie les mesures spéciales, les priorités et les programmes d'action envisagés pour résoudre ce problème. A cet égard, la délégation israélienne accueille avec satisfaction l'initiative prise par les Etats-Unis de demander la convocation d'une conférence mondiale de l'alimentation sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que la prompte réaction de la FAO. Elle espère que l'examen de ce problème permettra d'adopter des mesures propres à assurer un degré minimum de sécurité dans le monde contre le danger d'une sérieuse pénurie alimentaire en cas de mauvaises récoltes ou de catastrophes naturelles. La politique nationale de stockage de denrées alimentaires date des temps bibliques : à l'instar de Joseph et sur ses conseils, l'ancienne Egypte constituait une réserve de céréales pendant les années d'abondance pour l'utiliser pendant les années de disette. Des recommandations analogues sont opportunes et utiles dans la situation actuelle et devraient être examinées d'un point de vue mondial.

36. Certains aspects du problème que posent les risques de famine dans les pays en voie de développement pourraient être résolus par l'augmentation rapide de la production agricole et par une industrialisation accélérée. Toutefois, ce sont les apports de capitaux et les progrès combinés dans le domaine économique et dans le domaine technique qui ouvriront la voie à cette approche intégrée du développement agricole et de l'industrialisation.

37. La délégation israélienne accueille avec satisfaction l'invitation du Gouvernement italien à tenir la Conférence de l'alimentation en Italie, et elle appuie entièrement le projet de résolution dont la Commission est saisie.

38. M. GEBRU (Ethiopie) explique que les possibilités de l'agriculture ne sont pas pleinement exploitées en Ethiopie en raison de la carence de l'infrastructure du pays et de conditions climatiques défavorables qui exposent celui-ci à la sécheresse et à la

famine. Même lorsqu'il y a des excédents de produits alimentaires dans une région, il est difficile de répartir ces excédents au profit de celles qui en manquent. Une assistance internationale est nécessaire et la délégation éthiopienne accueille donc avec satisfaction la convocation de la Conférence de l'alimentation, en espérant que cette rencontre réussira à appeler l'attention de l'opinion publique mondiale sur la nécessité de mesures à court terme et à long terme.

39. M. FASLA (Algérie) déclare que c'est pour sa délégation un motif de satisfaction de voir que le projet de résolution correspond aux recommandations de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés. Cette délégation se félicite de l'esprit de coopération qui règne au sein de la Commission. Grâce à cette situation, il a été possible d'établir un projet de résolution énonçant les objectifs des pays en voie de développement et de la communauté internationale en des termes auxquels il est possible de souscrire. Les Etats Membres, en particulier les pays développés, ont la capacité nécessaire, la volonté politique aidant, pour écarter du tiers monde le spectre de la famine. Aussi la délégation algérienne accueille-t-elle avec satisfaction le fait que le préambule du projet de résolution met l'accent sur des mesures supplémentaires tendant à accroître la production, la consommation et le commerce des produits alimentaires des pays en voie de développement. La participation de la FAO et de la CNUCED aux travaux du Comité préparatoire est essentielle. Cette participation devrait d'ailleurs être ouverte à tous les membres de la communauté internationale à travers les représentants authentiques de leur peuple. La délégation algérienne remercie l'Italie d'avoir invité la Conférence à se tenir sur son sol.

40. M. DIALLO (Haute-Volta) déclare que sa délégation accueille avec satisfaction la décision de tenir une conférence mondiale de l'alimentation et le fait que tous les pays, y compris les pays non alignés, ont pu parvenir à un accord sur le texte du projet de résolution. A la Conférence d'Alger, la Haute-Volta a appuyé la décision tendant à convoquer une conférence pour examiner les problèmes alimentaires mondiaux, et la délégation de ce pays a continué de s'intéresser à cette question pendant la présente session de l'Assemblée générale. La Haute-Volta est située dans une région où la production alimentaire a souvent été déficitaire en raison de catastrophes naturelles. La délégation voltaïque espère donc que la Conférence projetée réussira à établir à la fois un système de stockage satisfaisant pour les denrées alimentaires et une stratégie de développement agricole des pays en voie de développement qui puisse faciliter le commerce international des produits alimentaires de ces pays.

41. La délégation voltaïque remercie le Gouvernement italien de son invitation. Elle se réjouit de ce que la participation à la Conférence soit ouverte à tous, c'est-à-dire aussi au Gouvernement de la République de Guinée-Bissau, représentant légitime du peuple de ce pays. La CNUCED et la FAO peuvent apporter d'importantes contributions en raison de leurs responsabilités dans le domaine du commerce et de la production des denrées alimentaires. La délégation voltaïque appuie le projet de résolution et espère qu'il sera adopté à l'unanimité.

42. M. LOHANI (Népal) pense que la Conférence de l'alimentation fournira à la communauté internationale une occasion d'élaborer des politiques propres à résoudre le problème de la pénurie de denrées alimentaires dans le monde. Le Népal accorde à l'agriculture un rang de priorité élevé, mais les efforts qu'il déploie actuellement sont déjoués par la sécheresse. Il a besoin d'un système d'irrigation adéquat et espère que la Conférence projetée tiendra compte des besoins des pays en voie de développement, notamment en ce qui concerne l'irrigation. La délégation népalaise appuie le projet de résolution.

43. M. CAVAGLIERI (Italie) déclare que son gouvernement se réjouit de ce que la Conférence mondiale de l'alimentation doive avoir lieu à Rome. L'invitation faite par ce gouvernement témoigne de l'intérêt qu'il porte à la situation de l'alimentation dans le monde et il ne ménagera aucun effort pour que la Conférence soit couronnée de succès. La délégation italienne souhaite que l'Assemblée générale prenne une décision par consensus sur le projet de résolution. Elle participera aux préparatifs de la Conférence.

44. M. SCHRAM (Islande) déclare que sa délégation appuie le projet de résolution et remercie le Gouvernement italien de sa généreuse invitation. La pénurie mondiale de produits alimentaires pose un problème majeur et l'Organisation des Nations Unies devrait redoubler d'efforts pour le résoudre. La situation ne fait qu'empirer et l'on approche rapidement d'une situation de crise car les ressources, à la fois terrestres et marines, sont en train de s'épuiser. La Conférence projetée devrait surtout s'efforcer de déterminer les nouvelles mesures à prendre d'urgence pour accroître la production au maximum. L'utilisation de produits tels que les concentrés protéiniques à base de poisson destinés à la consommation humaine pourrait fort bien apporter une solution aux problèmes que pose la nutrition dans maintes régions du tiers monde.

45. La délégation islandaise approuve l'idée de la FAO selon laquelle des stocks de vivres devraient être constitués pour assurer dans le monde une sécurité minimum dans le domaine de l'alimentation. Toutefois, à son avis, on devrait également instituer sous les auspices de la FAO une banque mondiale ou un fonds mondial de l'alimentation qui assurerait de façon indépendante le contrôle des ressources alimentaires en vue de prévenir la famine, telle que celle qui a récemment sévi dans la région soudano-sahélienne. Le Gouvernement islandais s'engage à appuyer tous les efforts que l'Organisation des Nations Unies accomplira à l'avenir pour réduire la pénurie de denrées alimentaires dans le monde.

46. M. KITCHEN (Etats-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation se félicite de ce que la Commission s'apprête à agir sur une initiative prise par son gouvernement. Cette délégation est reconnaissante aux autres délégations pour leur coopération et se réjouit à l'idée de participer pleinement aux travaux du Comité préparatoire ainsi qu'à ceux de la Conférence elle-même.

47. M. ARUEDE (Nigéria) déclare que sa délégation appuie la convocation de la Conférence de

l'alimentation et espère que cette conférence trouvera des solutions à long terme aux problèmes de la production alimentaire, en particulier dans les pays en voie de développement. Il espère également que des solutions pourront être trouvées aux problèmes que pose l'attribution d'une assistance aux pays dans les périodes de grande crise, par exemple les crises provoquées par la sécheresse.

48. Le **PRESIDENT** annonce que la Commission a terminé l'examen de la question et suggère qu'elle prenne une décision sur le projet de résolution à sa prochaine séance.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 heures.

1585^e séance

Mercredi 12 décembre 1973, à 15 h 30.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1585

POINT 105 DE L'ORDRE DU JOUR

Convocation d'une conférence mondiale de l'alimentation sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies (fin) [A/9003/Add.1 (sixième partie) et Corr.1, A/9003/Add.1 (septième partie), A/C.2/287, A/C.2/L.1339]

1. Le **PRESIDENT** dit que, en l'absence d'objection, il considérera que la Commission souhaite adopter sans vote le projet de résolution recommandé par le Conseil économique et social et contenu dans l'annexe au document A/C.2/287.

Le projet de résolution est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

Publicité donnée aux travaux de la Deuxième Commission

2. M. ABHYANKAR (Inde) dit que, à la session en cours, la Deuxième Commission a accompli des travaux d'une importance historique. Il est donc regrettable que les communiqués de presse et autres résumés distribués ne leur donnent qu'une publicité limitée et tout à fait insuffisante. Ce n'est pas là une critique des travaux complexes du Service de l'information, ni du Centre de l'information économique et sociale; ce qu'il faut, c'est réorienter la politique de publications de façon à rétablir l'équilibre entre les activités économiques et sociales et les activités politiques de l'Organisation des Nations Unies. Il est vrai que l'ONU était au départ un organisme essentiellement politique, mais il est clair que l'on s'accorde maintenant à reconnaître que les affaires économiques doivent être replacées au centre des activités de l'Organisation. La délégation indienne a donc mis au point un projet de décision de procédure que la Commission voudra peut-être adopter en vue de la transmettre à la Cinquième Commission, qui commencera sous peu l'examen de la question des politiques et activités dans le domaine de l'information. Le libellé de la décision serait le suivant :

“La Deuxième Commission prie la Cinquième Commission d'adopter la proposition suivante :

“L'Assemblée générale

“Invite le Service de l'information et en particulier le Centre de l'information économique et sociale à réexaminer leur politique en matière de

rédaction et de reportage de façon que, dans leurs communiqués de presse, spécialement les analyses et résumés hebdomadaires, une place adéquate soit accordée à l'avenir aux faits importants survenus au sein de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social, y compris les décisions et résolutions pertinentes adoptées par la Deuxième Commission.”

3. M. JOSEPH (Australie) note qu'il est difficile d'éveiller l'intérêt d'un vaste public sur les travaux de la Deuxième Commission; même les résultats de la Journée mondiale d'information sur le développement sont loin d'être satisfaisants, car bien que de grands journalistes aient assisté au colloque organisé à cette occasion, il n'y en a eu pratiquement aucun écho dans les moyens d'information de masse. Le développement n'éveille peut-être pas l'intérêt du public, mais il est aussi possible que le Service de l'information n'accomplisse pas sa tâche en la matière de façon pleinement satisfaisante. L'ordre de priorité donné aux diverses grandes commissions dans ses analyses hebdomadaires est toujours entièrement prévisible; la Deuxième Commission, si elle est mentionnée, l'est toujours en dernière page. Etant donné que, dans le cas de questions politiques aussi importantes que l'évolution de la situation politique au Moyen-Orient, les journalistes peuvent faire appel à d'autres sources d'information, le Service de l'information pourrait essayer, à titre expérimental, d'insister davantage sur les questions économiques et leur donner à l'occasion une place de choix. La Commission, à la session en cours, a accompli des travaux qui auraient pu recevoir un traitement de ce genre, comme par exemple la décision de recommander la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale, et les deux importants projets de résolution sur les négociations commerciales multilatérales et les questions monétaires et financières. En conséquence, la délégation australienne appuie fermement l'initiative de l'Inde.

4. M. BRITO (Brésil) dit que sa délégation appuie entièrement la proposition de l'Inde, encore qu'elle ne soit pas certaine que l'Assemblée générale soit habilitée à adresser une proposition directement au Service de l'information, sans passer par le Secrétaire général. Quoi qu'il en soit, le manque de publicité pour les travaux de la Deuxième Commission dans les communiqués de presse n'est peut-être pas entièrement

dû à la négligence du Service de l'information, mais tient aussi au fait que la Commission reste souvent à la périphérie des événements. La presse donnerait sans aucun doute la publicité voulue aux travaux de la Commission si celle-ci traitait réellement des grands problèmes économiques et sociaux, et les délégations pourraient peut-être examiner quel devrait être exactement le rôle de la Commission en matière économique et financière, et la manière dont elle pourrait influencer et modeler la situation dans ces domaines.

5. M. ČABRIĆ (Yougoslavie) dit que sa délégation appuie pleinement la proposition de l'Inde. Si la vingt-huitième session de l'Assemblée générale doit laisser un souvenir, ce sera grâce aux réalisations remarquables de la Deuxième Commission, et ces réalisations doivent se refléter davantage dans les communiqués du Service de l'information.

6. M. VERCELES (Philippines) demande pourquoi la proposition, alors qu'elle n'a apparemment aucune incidence financière, doit être transmise à la Cinquième Commission. La Deuxième Commission est parfaitement habilitée à adopter ses propres décisions.

7. M. ABHYANKAR (Inde) note que l'on ne sait pas si cette question aura ou non des incidences financières. Quoi qu'il en soit, la Cinquième Commission doit examiner les politiques et activités dans le domaine de l'information, et sera donc bien placée pour examiner la proposition de la délégation indienne.

8. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) convient qu'il faudrait donner davantage de publicité aux travaux importants de la Deuxième Commission. Le représentant de l'Inde a parlé de réorienter les politiques en matière de rédaction de façon à rétablir un équilibre, et la délégation du Royaume-Uni ne pense pas que cette proposition ait des incidences financières; en fait, elle n'est pas autorisée à appuyer des propositions qui en ont. Dans ces conditions, M. Mackenzie n'est pas convaincu de l'opportunité de transmettre la décision à la Cinquième Commission.

9. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) dit que la Deuxième Commission est habilitée à adopter ses propres décisions. Néanmoins, puisque l'examen de tous les points à son ordre du jour est clos, le représentant de l'Inde a proposé que cette décision soit transmise à la Cinquième Commission, qui pourra l'examiner lorsqu'elle discutera des politiques et activités dans le domaine de l'information.

10. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) dit que sa délégation n'a pas d'objection à cela, étant entendu qu'il n'y aura aucune demande de crédit à cet effet.

11. M. JOSEPH (Australie) propose, pour répondre au point soulevé par le représentant du Royaume-Uni,

que les mots "réexaminer leur politique en matière de rédaction et de reportage" dans la proposition de l'Inde soient remplacés par "orienter leurs priorités en matière de rédaction et de reportage".

12. M. ABHYANKAR (Inde) dit que sa délégation peut accepter cette proposition.

13. M. OUDOVENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) note qu'il n'est pas certain que l'Assemblée générale puisse s'adresser directement au Service de l'information, sans passer par le Secrétaire général. La délégation ukrainienne convient qu'il est nécessaire de réorienter quelque peu les activités du Service de l'information et elle partage l'avis de la délégation du Royaume-Uni que cette orientation ne doit pas conduire à une augmentation du budget du Service de l'information, mais doit se faire dans le contexte de l'examen en cours des activités du Service.

14. Le PRESIDENT dit que, d'un point de vue technique, l'Assemblée est habilitée à adresser son invitation au Service de l'information soit directement, soit par l'intermédiaire du Secrétaire général.

15. M. DIALLO (Haute-Volta) note que sa délégation appuie la proposition de l'Inde, mais tient à souligner que, selon elle, le fait que la Deuxième Commission transmette à la Cinquième Commission une proposition qui n'a aucune incidence financière ne signifie pas que la compétence de la Deuxième Commission, telle qu'elle ressort des dispositions de la Charte, est subordonnée à l'approbation de la Cinquième Commission. Ces dernières années, la Deuxième Commission a eu malheureusement tendance à devenir en fait un organe subsidiaire de la Cinquième Commission, à laquelle elle soumet des décisions pour approbation ou rejet.

16. Le PRESIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que la décision proposée par le représentant de l'Inde pour qu'elle soit transmise à la Cinquième Commission, telle qu'elle a été modifiée oralement, est adoptée.

Il en est ainsi décidé¹.

Achèvement des travaux de la Commission

17. Le PRESIDENT fait une déclaration². Après un échange de courtoisie, il déclare que la Deuxième Commission a achevé ses travaux pour la vingt-huitième session.

La séance est levée à 17 h 15.

¹ Pour la suite donnée par la Cinquième Commission, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Annexes*, point 79 de l'ordre du jour, document A/9450/Add.1, par. 12.

² Le texte *in extenso* de cette déclaration a été publié sous la cote CESI/NOTE 216.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
